Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du mercredi 11 mars 2020 à 19 h

5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement tenue le 3 février 2020, à 19 h.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires du maire et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Autre sujet

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1204570004

Motion demandant une consultation publique sur le maintien du poste de quartier 11 de Notre-Dame-de-Grâce.

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

12 – Orientation

12.01 Accord de principe / Mandat spécial

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558057

Confier à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) un mandat pour réaliser des études de faisabilité ainsi qu'un plan d'affaires relativement au développement d'un projet mixte sur le site de l'ancien Théâtre Empress, situé au 5550-5564, rue Sherbrooke Ouest, appartenant à la Ville de Montréal et approuver l'affectation d'une somme forfaitaire de 250 000 $ du surplus libre pour la réalisation de ce mandat.

12.02 Accord de principe / Mandat spécial

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1207838002

Confirmer l'adhésion de l'arrondissement de CDN-NDG aux objectifs et modalités du Programme PISE (Phase II), suite à l'acceptation de deux demandes de soutien financier, soit la mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King et la construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee, dans le cadre du Programme des installations sportives extérieures. Confirmer que l'arrondissement participera financièrement aux projets et assumera les frais d'exploitation.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1205153001

Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2020 (rues locales), de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2020 et RESEP-2-2020 (rues locales) du « Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2020, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagement géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) dans le cas du projet du PRR-1-2020, de remplacement des entrées de service d'eau en plomb dans le cas des projets de RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020, de construction de fosses de plantation dans le cas du projet de CFA-2020 et de construction de dos d'âne en ce qui concerne le projet Dos d'âne-2020.

20.02 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1205284002

Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses et approuver un projet de convention à cette fin.

20.03 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1208775001

Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

20.04 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CA *Direction des travaux publics* - 1205284005

Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, pour la réalisation du programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022, et autoriser une dépense de totale de 1 050 159,03 $, taxes incluses et approuver un projet de convention à cette fin.

20.05 Subvention - Contribution financière

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203558010

Accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.

20.06 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1205265003

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 600 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Communauté Hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7 a/s M. Andreas Crilis Président a/s Mme Lemonia Strapatsas Superviseure des services administratifs	Afin de soutenir l'organisation des festivités de la Fête Nationale de la Grèce, notamment le dîner officiel qui aura lieu au 5757 Wilderton	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 500 $ Magda Popeanu 500 $
ÉquiToit 4029, av. Lacombe Montréal (Québec) H3T 1M7 a/s Mme Lorraine Lebel Présidente	Pour l'inauguration du projet «Le Monkland-ÉquiToit» qui aura lieu le 6 mai 2020. Il s'agit d'un projet de 7 logements adaptés avec services 24/7 pour des adultes ayant une déficience motrice. C'est un projet développé en collaboration avec le CIUSSS centre-ouest, la SHDM et la Ville de Montréal. Les logements ont été adaptés à partir du programme PAD géré par la Ville de Montréal.	**TOTAL : 500 $** Magda Popeanu 250 $ Christian Arseneault 250 $

La Cafétéria communautaire Multicaf 320 – 3600, av. Barclay Montréal (Québec) H3S 1K5 a/s M. Jean-Sébastien Patrice Directeur général	Pour la mise à niveau du système de réfrigération (voir soumission) qui permettra d'offrir des ateliers de récupération alimentaire pour contrer le gaspillage et développer les connaissances alimentaires d'une clientèle vivant en situation de pauvreté, selon la Mesure du panier de consommation (MPC) dans le quartier Côte-des-Neiges.	**TOTAL : 1 250 $** Sue Montgomery 500 $ Magda Popeanu 500 $ Lionel Perez 250 $
Centre d'Orientation des Nouveaux arrivants et Immigrants de Montréal (CONAM) 6767, ch. De la Côte-des-Neiges Bureau 693-4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Alfred Mandaka Directeur général	Notre projet «CDN en clin d'oeil» vise à sortir notre clientèle composée en général des personnes immigrantes, de son isolement, de son ignorance des services d'aide qui existent dans son milieu communautaire qu'est le quartier « Côte-des-Neiges », de son état d'exclusion et de pauvreté, d'une part. Également, pour lui permettre, grâce à nos services et activités d'insertion et d'intégration sociale à lui offrir, de s'outiller des informations nécessaires en recherche d'emploi, en vue de se trouver de l'emploi, de devenir autonome économiquement, de participer au progrès et développement non seulement de son quartier Côte-des-Neiges, mais aussi de Montréal en général.	**TOTAL : 550 $** Sue Montgomery 250 $ Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 200 $
Balconfête/Porchfest **Fiduciaire:** Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4B1N1 a/s Mme Sharon Sweeney Organisatrice communautaire	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/Porchfest dans NDG.	**TOTAL : 2 100 $** Sue Montgomery 1 000 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 500 $
AKAS (anciennement Académie de karaté Alexandru Sorin) 3333, boul. Cavendish Montréal (Québec) H4B 2M5 a/s M. Alexandru Sorin Président	Afin d'aider la participation de 9 athlètes de notre arrondissement qui participeront au Championnat national du 28 avril au 3 mai 2020 à Toronto.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 300 $ Magda Popeanu 300 $ Peter McQueen 100 $ Christian Arseneault 100 $

Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal 5575, rue Saint-Jacques, #1 Montréal (Québec) H4A 2E5 a/s Mme Luciana Perciballi Présidente	Afin de soutenir les activités annuelles de l'*Âge d'Or St-Raymond l'Âge d'or Saint-Raymond,* soit la cabane à sucre au mois de mars et la cueillette des pommes en septembre.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 350 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 300 $ Christian Arseneault 250 $
Anglican Parish of Montreal-West, **St. Philip's Church** 3400 Avenue Connaught Montréal, QC H4B 1X3 a/s Rev. James B. Pratt	Pour aider à la réalisation de la création d'un jardin communautaire avec légumes, herbes, arbres fruitiers, etc.	**TOTAL : 1 150 $** Sue Montgomery 650 $ Christian Arseneault 500 $
Patrimoine Philippin Montréal Filipino Heritage Montréal 5850, av. de Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1G1 a/s M. Alfonso I. Abdon Président	Pour apporter notre soutien à l'événement du 7 mars 2020, soit le 2e anniversaire de la fondation du Patrimoine Philippin Montral et dans le cadre du « Filipino Heritage Month » pour l'organisation des célébrations en juin 2020 dont une présentation de l'Ensemble vocal Panday Tining « Kudiman » et autres activités.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 300 $ Marvin Rotrand 400 $ Christian Arseneault 300 $
Agudat Israel de Montréal inc. 2195, avenue Ekers, bureau 200 Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Mme Yehuda Pfeiffer	Pour soutenir un événement au cours duquel on brûle le pain au levain en prévision de la Pâque juive.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 800 $
L'Envol des femmes / **Women on the Rise** 6897, av. Somerled Montréal (Québec) H4V 1V2 a/s Mme Grace Campbell Directrice générale	Pour le Programme Soutien à l'action bénévole pour le programme nutrition.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 500 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 250 $
Conseil des communautés d'Asie du Sud 81, boul. de Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2X 1J6 a/s M. Bashir Hussain Président	Pour rassembler la communauté sud-asiatique et discuter des problèmes des Sud-asiatiques au Québec.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 200 $ Marvin Rotrand 250 $

Action humanitaire et communautaire a/s Mme Hajirah Ismail-Zada Chargée de projet **FIDUCIAIRE :** **Université de Montréal** C.P. 6128, succursale Centre-Ville Montréal (Québec) H3C 3J7	L'AHC de l'Université de Montréal organise chaque année un gala de la reconnaissance de l'engagement étudiant afin de célébrer l'implication étudiante. Le GREÉ permet, par la remise de plusieurs prix, de reconnaître les différentes formes d'implication de plusieurs bénévoles de l'AHC. Le gala aura lieu le 2 avril 2020 et plus de 200 personnes y participent. Tout au cours de l'année, l'AHC organise une gamme d'activités et d'événements sur le campus portant sur des activités de jumelage, des activités de solidarité internationale et interculturelle et des projets d'entraide socioéconomique. Ces activités sont mises sur pied par des chargés de projets qui sont aussi étudiants et comptent sur l'appui de plus de 600 bénévoles étudiants.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 200 $ Magda Popeanu 200 $
Mouvement Bisaya / Kalihukang Bisaya 1614, rue Cardinal Montréal (Québec) H4L 3G4 a/s M. Reynold Omictin (Sgd) Président	Pour aider à défrayer les coûts des différentes activités sociales et culturelles.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1205284001

Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 66 053 $ provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2020 ».

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1204535002

Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1201247002

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $, pour l'année 2020, à 10 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant et approuver les 10 projets de convention à cet effet.

20.10 Appel d'offres public

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203558009

Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

30 – Administration et finances

30.01 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1206954001

Autoriser des dépenses au montant de 5 035 300 $ pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2020.

30.02 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1205265004

Autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables.

30.03 Budget - Budget de fonctionnement / PTI

CE *Direction des services administratifs et du greffe* - 1206460001

Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

30.04 Recours judiciaires et règlement de litiges

CA *Direction des travaux publics* - 1193861001

Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

30.05 Reddition de comptes

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1201389001

Rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1208774001

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Ordonnance - Autre sujet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203558003

Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment sis au 6939, boulevard Décarie.

40.03 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1203571001

Adopter le règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044).

40.04 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558062

Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3001610247.

40.05 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203558006

Refuser, en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), les travaux visant la transformation des ouvertures d'un immeuble situé au 3720, chemin Queen-Mary, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal - dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558063

Adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1203558005

Adopter un projet de résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558040

Adopter un projet de résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et plus de 36 logements, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1205284004

Dépôt du rapport final du déploiement de la campagne d'éradication de l'herbe à poux et de l'Escouade Anti-Atchoum de 2019.

60.02 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1207479001

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2019 et du 1er au 31 janvier 2020.

70 – Autres sujets

70.01 Déclaration / Proclamation

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1204570002

Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2020/03/11 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 février 2020 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

Il est recommandé :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 février 2020 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce soit approuvé tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versé aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève REEVES

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 3 février 2020 à 19 h au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;
Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA20 170001

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 3 février 2020 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA20 170002

APPROBATION - PROCÈS-VERBAUX

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand
Christian Arseneault

D'approuver les procès-verbaux de la séance ordinaire du 2 décembre 2019 à 19 h et de la séance extraordinaire du 20 décembre 2019 à 13 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery — Rappelle les raisons pour lesquelles elle s'est lancée en politique, indique avoir initié une enquête sur le climat de travail, laquelle a selon elle été détournée contre sa directrice de cabinet, et demande à ce que le rapport du Contrôleur général lui soit transmis.
- Christian Arseneault — Rappelle les conclusions du rapport du Contrôleur général, explique les raisons pour lesquelles celui-ci ne peut être divulgué dans son entièreté à la mairesse et réitère la demande des conseillers de suivre les recommandations de manière à ce que le travail pour l'arrondissement puisse se faire.
- Magda Popeanu — Souligne le Mois de l'histoire des Noirs et invite les citoyens à participer aux activités qui sont organisées.

  Rappelle les résultats de l'enquête du Contrôleur général ainsi que l'adoption unanime de la Politique de respect de la personne par le conseil municipal, et indique que les décisions de la mairesse ont paralysé le bon fonctionnement de l'arrondissement.

  Annonce l'octroi de contrats pour la piétonisation de la rue Jean-Brillant.
- Peter McQueen — Déplore la paralysie occasionnée par le refus de la mairesse d'appliquer les recommandations du Contrôleur général.

  Indique poursuivre les efforts pour protéger les édifices patrimoniaux et religieux et cite l'exemple d'un bâtiment sur la rue Sherbrooke.

  Fait état de l'avancement des travaux à la station de métro Villa-Maria.

  Mentionne plusieurs intersections dangereuses dans le sud-est de Notre-Dame-de-Grâce et indique faire pression sur les équipes du central pour trouver des solutions et améliorer la sécurité.

  Annonce l'octroi d'un contrat pour la construction d'un toit au-dessus du bocce au parc Georges-Saint-Pierre (point 20.02).

  Est fier du soutien de l'arrondissement à l'organisme À deux mains pour le programme Jeunesse 2000 (point 20.05).

  S'attriste de la fermeture de la Coop la Maison verte.

  Rappelle la tenue de la prochaine rencontre du Comité bon voisinage Turcot, le lundi 10 février.
- Lionel Perez — Déplore la situation actuelle en arrondissement, fait un appel au calme et à la collaboration, et soulève des questions, notamment sur le délai de réaction de l'administration suivant le dévoilement des conclusions du rapport du Contrôleur général à Mme Montgomery, ainsi que l'offre d'emploi proposé par le cabinet de la mairesse de Montréal à la directrice de cabinet de l'arrondissement.



• Marvin Rotrand	Souhaite que la Ville de Montréal honore la mémoire de Monsieur Warren Allmand en désignant une place ou un autre lieu. Fait des suggestions en lien avec les conclusions du rapport sur le profilage racial. Déplore le fait que Projet Montréal n'ait pas appuyé la motion sur la définition de l'antisémitisme, forçant son retrait, et invite l'administration à revoir sa position. Souligne la fête de l'indépendance de l'île de la Grenade le 7 février. Souligne le travail de Michael Smith à titre de président de l'Association jamaïcaine de Montréal au cours des quatre dernières années Réitère sa confiance au directeur de l'arrondissement et aux employés, déplore l'atmosphère toxique et espère que les recommandations du Contrôleur général seront appliquées rapidement.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Au cours de cette période, les personnes suivantes se sont adressées au conseil sur les sujets mentionnés plus bas :

• Neal Mukherjee	S'enquiert des mesures prises par la mairesse et les conseillers pour éliminer la corruption dans l'arrondissement et demande à la mairesse d'expliquer les difficultés qu'elle a rencontrées, en tant que femme, pour obtenir les réponses à ses questions.
• Ellie Israel	Déplore l'état du pavage sur le chemin Queen-Mary et s'enquiert de l'échéancier pour la revitalisation de cette artère. Souligne le 18e anniversaire de la décapitation du journaliste Daniel Pearl et rappelle qu'il y a encore de l'antisémitisme et du racisme, priant les élus de le reconnaître formellement.
• Brian McLaughlin	Demande à la mairesse si elle croit que l'arrondissement est sous-financé.
• Tanya Eickhoff	S'enquiert de l'échéancier pour la mise sur pied d'un projet avec le Théâtre Empress.
• Bjorn Jacobs	Se questionne sur les raisons pour lesquelles la Ville n'explique pas aux citoyens ce qui se passe vraiment à l'arrondissement et demande si un conseiller a été en mesure de lire le rapport du Contrôleur général en entier.
• Rachel Michie	À titre de représentante de l'Association des piétons et cyclistes de NDG, demande quel est le plan de l'arrondissement pour l'aménagement de pistes cyclables protégées et, considérant la situation actuelle, à qui l'association doit adresser ses demandes.
• Matt Aronson	Demande à ce qu'on lui transmette l'avis juridique confirmant que le rapport et la preuve analysée par le Contrôleur général sont confidentiels, et s'enquiert des moyens d'appel quant au rapport.
• Adam Lee Partington	Se questionne sur les priorités de l'arrondissement et explique une problématique de sécurité dans le parc Georges-Saint-Pierre et s'enquiert du délai de remplacement des lumières.
• Monique Charpentier	En lien avec la présentation, au CCU, du nouveau projet de remplacement, lequel prévoit la démolition de l'église St-Columba et de son bâtiment paroissial, se questionne sur l'impact d'un avis préliminaire favorable, lequel laisse croire au promoteur qu'un projet envisageant la démolition des deux

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

	bâtiments est acceptable.
• Frédéric Yale Leduc	En lien avec la construction du REM, s'enquiert de la possibilité d'exiger une accélération de la reconstruction du pont Jean-Talon de la même façon que ce fut le cas pour les travaux sur le territoire de la Ville de Mont-Royal, ainsi que de la possibilité d'inclure le recouvrement de la voie ferrée.
• Tamara Feder	Suivant la suggestion de l'administration de créer une définition montréalaise de l'antisémitisme, questionne l'expertise du parti Projet Montréal à cet égard.
• Jean Côté	Donne le détail des inconvénients qu'il perçoit avec l'aménagement d'un terrain de stationnement sur le site de l'église St-Colomba, tel que présenté dans le projet de redéveloppement lors du CCU.
• Hedy Dab	S'enquiert des mesures qui seront prises par l'arrondissement pour éliminer les dépôts sauvages sur la falaise Saint-Jacques, suggère des panneaux d'interdiction de dépôt sauvage associés aux frais pour cette infraction et indique ne pas avoir reçu de réponse concernant les marqueurs au bas de la falaise.
• Nicholas Wheeler-Hugues	Souhaite avoir les détails sur le plan environnemental de l'arrondissement et de la Ville pour 2020.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

_____

RÉSOLUTION CA20 170003

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Peter McQueen

De prolonger la période de question et de demandes du public pour une durée de 15 minutes.

_____

Un débat s'engage.

_____

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

De prolonger la période de question et de demandes du public pour une durée de 30 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.08



• Gulnar Mousa	Demande à la mairesse si elle croit que l'arrondissement est suffisamment financé par la Ville centre.
• Hossein Pourshafiey	Souligne la tragédie aérienne d'*Ukranian Airlines*, demande une minute de silence à cet égard, et souhaite connaître si un rapport sur les coûts relatifs à la réserve foncière sur certains terrains de la rue Saint-Jacques a été fait.
• Luciana Penciballi	À titre de représentante de l'Association de bocce de Saint-Raymond, remercie le conseil du contrat qui sera accordé lors de la séance et s'enquiert de détails concernant l'aménagement.
• Mary Ellen Kenny	Demande aux élus de travailler en collaboration pour le bien des citoyens de l'arrondissement.
• Michael Shafter	Demande au conseil d'arrondissement d'adopter la définition internationale de l'antisémitisme.
• Sonny Moroz	Étant donné l'aval de Côte-Saint-Luc pour le développement du square Décarie, demande si les paliers gouvernementaux ont été interpellés pour la gestion de ce secteur, ainsi que les mesures qui seront prises pour apaiser la circulation. S'enquiert de l'aide que peut apporter l'arrondissement pour faciliter l'accès aux installations aux petits OBNL offrant des activités de sports individuels.
• Pierre Dumas	Questionne l'investissement de l'arrondissement pour le projet de piétonisation d'une portion de la rue Jean-Brillant et propose que celui-ci soit reporté pour que les explications aux résidents du secteur Louis-Colin leur soient transmises.

RÉSOLUTION CA20 170004

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Lionel Perez

De prolonger la période de questions et de demandes du public pour une durée de 20 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.09

• Irwin Rappaport	Dénonce l'augmentation des taxes dans le secteur et son impact sur les locataires et demande au conseil d'arrondissement d'adopter une résolution demandant au conseil de Ville de déclarer la falaise Saint-Jacques comme un parc nature.
• Joël Coppieters	Félicite l'arrondissement pour le point 20.08, indique que la Table ronde pour la réduction de la pauvreté souhaiterait voir d'autres projets de ce type, et déplore le climat de la présente rencontre.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

• Kevin Copps	À titre de membre de l'Association piétonne et cycliste de NDG, se dit préoccupé de la sécurité des piétons et **dépose une liste de suggestions** de mesures d'apaisement de la situation, et demande à M. Perez les mesures qu'il mettrait en place s'il était maire.
• Alexandre Besner	Souhaite que l'arrondissement établisse un moratoire dans l'émission de permis pour la subdivision d'appartements et s'enquiert du plan qui sera mis en place pour interdire les « rénovictions ».
• Murray Levine	Affirme que certains sites et rues n'auraient pas dû être nommés en l'honneur de personnes qui auraient été antisémites et propose que la station Lionel-Groulx, ainsi que la rue du même nom, soient renommées en l'honneur de Martin Luther King. Déplore la difficulté d'obtenir que des événements sportifs puissent être également caritatifs.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

• Marvin Rotrand	S'enquiert d'un suivi concernant la possibilité d'implanter une zone de stationnement sur rue réservé aux résidents, sur l'avenue Bourret, entre les avenues Lemieux et Westbury. Demande ce qui sera fait pour s'assurer que la Ville-centre fasse les travaux nécessaires sur le chemin Queen-Mary, à l'est du boulevard Décarie. Fait un suivi concernant la problématique de stationnement sur l'avenue Van Horne, depuis la fermeture de l'école Yaldei.
• Lionel Perez	Demande à M. Arseneault de clarifier ses propos concernant la motion sur la définition de l'antisémitisme.
• Magda Popeanu	Rappelle les raisons pour lesquelles l'administration a proposé que la définition sur l'antisémitisme soit étudiée par la Commission de la présidence.

CORRESPONDANCE

Aucune correspondance.

Suspension de la séance pour une durée de 5 minutes, à la demande de Mme Sue Montgomery et appuyée par M. Lionel Perez.

RÉSOLUTION CA20 170005

CONTRAT - AMS ACOUSTIQUE INC. - CENTRE MONKLAND



Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder un contrat à AMS Acoustique inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux d'insonorisation des salles communautaires du Centre Monkland, aux prix et conditions de sa soumission, soit pour une somme de 102 684,17 $, incluant toutes les taxes applicables, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-47-A.

D'autoriser une dépense additionnelle de 15 402, 63 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 16 096,50 $, incluant toute les taxes applicables à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 134 183,30 $, incluant toutes les taxes applicables et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1204921002

RÉSOLUTION CA20 170006

CONTRAT - CONSTRUCTION JESSIKO INC. - PARC GEORGES SAINT-PIERRE

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'accorder un contrat à Construction Jessiko inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la construction d'un toit sur le terrain de bocce du parc Georges-Saint-Pierre, aux prix et conditions de sa soumission, soit pour une somme de 458 413, 72 $, incluant toutes les taxes applicables, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-46-A.

D'autoriser une dépense additionnelle de 45 841, 37 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 11 497, 50 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 515 752, 59 $, incluant toutes les taxes applicables et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1204921001

RÉSOLUTION CA20 170007

CONTRAT - C-TECHNO - PARC NELSON-MANDELA

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder un contrat à C-Techno (9211-9825 Québec inc.), plus bas soumissionnaire conforme, pour les travaux de réfection de l'éclairage du terrain de baseball et aménagement de paysage au parc Nelson-Mandela, aux prix et conditions de sa soumission, soit pour une somme de 304 288, 24 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-20-AOP-DAI-013.

D'autoriser une dépense additionnelle de 14 108, 81 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 5 748, 75 $, incluant toute les taxes applicables à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 324 145, 80 $, incluant toutes les taxes applicables et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1204921003

RÉSOLUTION CA20 170008

ENTENTES - PRÊTS DE LOCAUX - LE 6767

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser la signature de onze ententes de prêt de locaux avec onze organismes sans but lucratif occupant les locaux du Centre communautaire « Le 6767 », pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, avec une possibilité de

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

prolongation d'un an soit jusqu'au décembre 2021, le tout représentant des recettes totales de 98 507,20 $, toutes les taxes incluses, si applicables.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l'Association des parents de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 6 854,98 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt pour les locaux occupés au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Baobab familial, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 18 568,44 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour le Club de l'âge d'or « le Dragon d'or », et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 4 808,76 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour la Communauté vietnamienne au Canada région Montréal, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 5 401 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour la Corporation du développement communautaire de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 3 125,98 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour l'organisme Femmes du monde de Côte-des-Neiges, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 9 547,78 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt pour les locaux occupés au centre communautaire, le « 6767 », pour le Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants (SIARI), et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 25 476,41 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV), et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 12 729,53 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature d'un prêt de local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour le Centre de ressources de la communauté noire, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 11 991,32 $ toutes taxes incluses.

D'autoriser la signature pour la gratuité du local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour Prévention Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 0 $.

D'autoriser la signature pour la gratuité du local occupé au centre communautaire, le « 6767 », pour le Club Ami, et ce, pour une durée de 12 mois, soit du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, le tout représentant une valeur de 0 $.

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1197838041

RÉSOLUTION CA20 170009

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - À DEUX MAINS INC.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la signature d'une convention de contribution financière avec l'organisme À Deux Mains inc. pour la réalisation du projet « Programme - Animation de loisirs - J2000 », d'une valeur totale de 122 067,20 $ (toutes taxes incluses si applicables) pour une durée deux ans se terminant le 31 décembre 2021.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1194364013

RÉSOLUTION CA20 170010

CONVENTION ET SOUTIEN FINANCIER - CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser la signature d'une convention de service à intervenir entre l'arrondissement et le Centre communautaire Mountain Sights pour la réalisation du projet « Gestion d'un centre communautaire » pour une durée d'un an, du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020, pour un montant de 55 654,98 $ (taxes incluses si applicables).

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1194364011

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA20 170011

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser la signature d'une convention de contribution financière avec le Centre communautaire Mountain sights pour la réalisation du projet « Programme - Animation d'un centre communautaire », d'une valeur de 30 938 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour une durée de douze mois se terminant le 31décembre 2020.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1194364012

RÉSOLUTION CA20 170012

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder un soutien financier de 15 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à La Cafétéria communautaire Multicaf pour la bonification du projet pilote Halte-chaleur Côte-des-Neiges, dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023).

D'approuver le projet de convention à cet effet.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.08 1191247009

RÉSOLUTION CA20 170013

SOUTIEN FINANCIER AVEC CONVENTION - SOVERDI



Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder une contribution financière de 27 000 $ (taxes incluses), incluant les taxes si applicables, à la Société de verdissement de Montréal Métropolitain (SOVERDI) pour la réalisation du Projet de corridor écologique et vivrier Darlington, pour la période du 4 février au 1er décembre 2020 et autoriser la signature d'une convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 27 000 $, incluant les taxes si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.09 1204535001

RÉSOLUTION CA20 170014

CONTRAT DE GRÉ À GRÉ - CENTRE D'ÉCOLOGIE URBAINE DE MONTRÉAL

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Sue Montgomery

D'accorder un contrat de gré à gré à l'OBNL Centre d'écologie urbaine de Montréal, au montant de 56 150,92 $, incluant les taxes, afin d'accompagner l'arrondissement dans la démarche de participation citoyenne dans le cadre du projet d'aménagement de la rue Jean-Brillant.

D'autoriser une dépense à cette fin de 73 042,19 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.10 1206880002

RÉSOLUTION CA20 170015

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 11 ORGANISMES

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 7 564 $, en apportant les modifications



identifiées au tableau pour les deux organismes suivants, et ce, pour une somme totale de 8 114 $.

- Conseil communautaire NDG;
- Association Saint-Raymond NDG.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Association des ressortissants de la Grenade | *Grenada Nationals Association of Montreal* 8355, rue Labarre, bureau 411 Montréal (Québec) H4P 2S5 a/s Mme Nicole Swann Présidente	Pour un spectacle culturel représentant la Grenade, Carriacou et la Petite Martinique ; les Grenadiens et amis célébreront le 46e anniversaire de l'indépendance de la Grenade le 15 février 2020.	**TOTAL : 500 $** Marvin Rotrand 400 $ Lionel Perez 100 $
Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce 6370, rue Sherbrooke Ouest Montréal (Québec) H4B 1M9 a/s M. Steven McFadden Conseiller en emploi	Pour apporter notre soutien au projet Équateur 2019 qui s'étendait sur une période de 10 semaines, du 21 octobre au 21 décembre 2019. Il était précédé par une période de 5 semaines de préparation et suivi de 2 semaines de formation au retour. C'est un projet de stage collectif à l'international en insertion socio-professionnelle. Ce projet vise l'intégration, l'employabilité ou le retour aux études d'une clientèle faiblement scolarisée et à risque de chômage prolongé. À travers ce projet, les participants seront amenés à travailler sur un chantier de travail communautaire. Pour ce projet, 6 participants de 18 à 35 ans ont été sélectionnés. Ce groupe est supervisé par 3 accompagnateurs.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 200 $ Peter McQueen 300 $
Association culturelle des guyannais de Montréal | *Guyana Cultural Association of Montreal* 690, rue Rocheleau St-Hubert (Québec) J3Y 4S8 a/s Mme Yvonne Sam Responsable des relations publiques	Pour assurer le succès de la présentation du film *The Vernon Johns Story* dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs en février 2020. Il était un pionner pour le mouvement des droits civils. Johns Vernon (1891-1965) est le prédécesseur de Marthin Luther King Jr.	**TOTAL : 564 $** Sue Montgomery 116 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 116 $ Magda Popeanu 116 $ Christian Arseneault 116 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Dialogue judéo-chrétien de Montréal | *Christian-Jewish Dialogue of Montreal* 5035, boulevard De Maisonneuve Ouest Montréal (Québec) H4A 1Y5 a/s Rev. Diane Rollert Pasteure	Concours Les ponts du dialogue – *Building Bridges Youth Contest* , à la mémoire de Victor Goldbloom. Une cérémonie de remise de prix aura lieu en février 2020. Ce concours encourage les jeunes de la région de Montréal à mettre en valeur leurs talents d'artistes et d'écrivains en partageant leurs réflexions et leurs expériences sur l'aspect de notre communauté lorsque nous travaillons et vivons en harmonie. Le thème de cette année est « « *Nous pouvons tous promouvoir et défendre les droits de la personne* ».	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 500 $
Association culturelle roumaine 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau B.693.5 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Mme Corina Diana Haiduc Présidente	Pour la fête de l'ACR organisé le 17 novembre 2019 avec plus de 200 participants, artistes de la communauté et enfants.	**TOTAL : 500 $** Magda Popeanu 400 $ Lionel Perez 100 $
Conseil communutaire NDG 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 204 Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Jing Bai Intervenante communautaire	Pour le nouvel an lunaire 2020. Pour la 4e année consécutive, le conseil organisera les célébrations du Nouvel An lunaire à NDG. Depuis le début, le succès de l'événement repose sur le leadership créatif de Jing Bai, la liaison du Conseil avec la communauté chinoise croissante de NDG, ainsi que sur les contributions d'une petite armée de bénévoles résidents engagés des communautés chinoise et coréenne de NDG. Cet événement offert aux résidents se tiendra dans 4 secteurs prioritaires de NDG, ex. : Centre culturel NDG, Centre communautaire, etc.	**TOTAL : ~~900 $~~ 1 200 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 300 $ Christian Arseneault 300 $ **Peter McQueen 300 $**
Centre pour personnes âgées Espoir Nouveau | *New Hope* 6225, avenue Godfrey Montréal (Québec) H4B 1K3 a/s M. Gerry Lafferty Directeur général	Pour le projet *New Hope Pollinator Garden and Sanctuary*. Pour la création d'un jardin urbain consistant en des jardinières permettant aux aîné-e-s même ceux et celles avec un handicap de participer à ce projet. Les jardins seront plantés avec des fleurs sauvages indigènes, arbustes, herbes et épices souvent préférés par les abeilles et papillons. Mission : Le Centre Espoir Nouveau pour personnes âgées est un organisme charitable à but non lucratif qui offre un environnement chaleureux et convivial aux membres de la communauté âgée de 65 ans et plus. Espoir Nouveau offre de soutien par le biais d'une variété d'activité, de programmes et de services permettant aux personnes âgées de réduire l'isolement et de s'engager dans une perspective de participation sociale.	**TOTAL : 2 100 $** Sue Montgomery 500 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 1 000 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Association culturelle « Playmas Montréal » | *Playmas Montréal Cultural Association* 6767, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Mme Gemma Raeburn-Baynes, présidente	Pour aider à l'organisation aux activités du *Caribbean Tea Party – A Taste of Tea* qui aura lieu le 8 mars 2020 en l'honneur de la Journée internationale des Femmes. Cette activité célébrera son 10e anniversaire.	**TOTAL : 350 $** Marvin Rotrand 250 $ Lionel Perez 100 $
Association Saint-Raymond NDG | *Saint-Raymond Association NDG* 5600, chemin Upper Lachine Montréal (Québec) H4W 2E5 a/s Mme Jose Mancini Vice-présidente	Pour la Semaine italienne, événement communautaire qui aura lieu le 8 août 2020.	**TOTAL : ~~850 $~~ 1 100 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 150 $ Peter McQueen 500 $ **Christian Arseneault 250 $**
Fondation Kmou Solidarité internationale 6210, place Northcrest Montréal (Québec) H3S 2M9 a/s Mme Faika Moussima Présidente directrice générale	Pour la Soirée internationale des femmes du monde. Cette soirée est un programme qui vise à soutenir les femmes marginalisées sur plusieurs plans dont l'éducation, la santé, l'épanouissement et autres. En définitive, c'est une soirée caritative.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 150 $ Lionel Perez 250 $
Association des Philippins de Montréal et Banlieues (FAMAS) / *Filipino Association of Montreal and Suburbs (FAMAS)* 4708, avenue Van Horne Montréal (Québec) H3W 1H7 a/s Monsieur Cesar Manuel Président a/s Madame Svetlana Suarez V.P, interne	Pour aider à l'organisation d'un concert bénéfice au Cinéma Dollar, 6900, boulevard Décarie, afin de soutenir les personnes qui ont été déplacées en raison de l'éruption volcanique survenu aux Philippines.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.11 1205265002

_____

RÉSOLUTION CA20 170016

PROJET JEAN-BRILLANT - PROGRAMME DE RUE PIÉTONNE ET PARTAGÉE

CONSIDÉRANT la sélection du projet de la rue Jean-Brillant dans le cadre du Programme des rues piétonnes et partagées (PRPP) de la Ville de Montréal.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

De donner un accord de principe et le financement nécessaire à la réalisation d'un projet transitoire de deux ans préalablement au projet permanent de transformation de la rue Jean-Brillant en rue partagée, dans le cadre du Programme des rues piétonnes et partagées de la Ville de Montréal.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1206880001

RÉSOLUTION CA20 170017

DÉPENSE - BILLETS - 35e GRAND PRIX DU CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser une dépense de 1 170 $ pour la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 35e Grand Prix du Conseil des arts de Montréal qui aura lieu le jeudi 19 mars 2020 au Palais des congrès de Montréal.

D'autoriser cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1207838001

RÉSOLUTION CA20 170018

PROJET DE RÉNOVATION ET D'AGRANDISSEMENT - CENTRE SPORTIF TRENHOLME

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'autoriser la présentation du projet Rénovation et agrandissement du Centre sportif Trenholme au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et sportives.



De confirmer l'engagement de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce à payer sa part des coûts admissibles au projet et à payer les coûts d'exploitation continue de ce dernier, à assumer toute hausse du budget de fonctionnement générée par le projet et à ne pas accorder de contrat relatif à des coûts directs avant l'obtention d'une lettre d'annonce du ministre.

De désigner madame Sonia Gaudreault, directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social comme personne autorisée à agir en son nom et à signer en son nom tous les documents relatifs au projet mentionné ci-dessus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1194364015

RÉSOLUTION CA20 170019

RÈGLEMENT HORS COUR - 4834-4836, AVENUE GROSVENOR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser le règlement hors cour pour une somme de 8 000 $ en capital, intérêts et frais de l'action en recouvrement de la valeur d'un arbre abattu face au 4834-4836, avenue Grosvenor dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, que la Ville de Montréal a intentée contre 9338-1309 Québec inc. et Christine Léveillé et radier des livres de la Ville la somme de 13 400,13 $ en capital et tout solde dû, réclamée à 9338-1309 Québec inc. et Christine Léveillé / Compte 80-215879-1 (2016 mod. 01). Notre dossier 17-002655.

Imputation : Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

D'imputer cette radiation comme suit :

- radiation taxes foncières : 2101-0000000-000000-00000-11808-000000;
- montant à radier : 13 400,13 $ en capital et tout solde dû sur le compte 80-215879-1 (exercice 2016, mod. 01).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.04 1208471002

RÉSOLUTION CA20 170020

DÉPENSE ET ANNULATION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen



D'autoriser une dépense totalisant 2 199,88 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables, en remplaçant le montant de 400 $ par 200 $ pour l'achat de publicité à paraître dans l'annuaire 2020, et ce, pour une somme totale de 1 999,88 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Théâtre Urbi et Orbi 4740, rue Adam Montréal (Québec) H1V 1V5 a/s M. Yvan Bienvenue Président	Autoriser une dépense totalisant 600 $ pour l'achat 4 espaces publicitaires, taxes comprises si applicables, dans le programme pour la présentation d'une pièce de théâtre à La Licorne dans le cadre de Foirée montréalaise du 3 au 21 décembre 2019. La pièce portait sur l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et a été réalisée en partenariat avec des groupes communautaires locaux. Annuler la contribution financière de 600 $ qui a été accordée à l'Ensemble vocal Katimavik à l'assemblée du conseil d'arrondissement du 2 décembre 2019 (résolution CA19 170336).	**TOTAL : 600 $** Sue Montgomery 150 $ Peter McQueen 150 $ Magda Popeanu 150 $ Christian Arseneault 150 $
Théâtre B.T.W. inc. | *Black Theatre Workshop* 3680, rue Jeanne-Mance Bureau 432 Montréal (Québec) H2X 2K5 a/s Mme Allison DaCosta Présidente	Autoriser une dépense de 270 $ pour l'achat de billets pour le gala Vision 2020 du Théâtre BTW qui aura lieu le 1er février 2020. Le Prix de la réussite du Dr. Martin Luther King Jr. Sera remis à H. Nigel Thomas. Le Prix *Dr. Clarence Bayne Community Service Award* sera remis à Victor Llewellyn.	**TOTAL : 270 $** Peter McQueen 135 $ Christian Arseneault 135 $
Théâtre B.T.W. inc. | *Black Theatre Workshop* 3680, rue Jeanne-Mance Bureau 432 Montréal (Québec) H2X 2K5 a/s Mme Princess F.H. Symond Coordonnatrice d'événements	Pour l'achat d'une publicité (page complète) dans le programme Vision 2020.	**TOTAL : 344,88 $** Sue Montgomery 57,48 $ Lionel Perez 57,48 $ Marvin Rotrand 57,48 $ Peter McQueen 57,48 $ Magda Popeanu 57,48 $ Christian Arseneault 57,48 $
Conseil des Aînées et Aînés de Notre-Dame-de-Grâce N.D.G. Senior Citizens' Council 88, rue Ballantyne Nord Montréal-Ouest (Québec) H4X 2B8 a/s Mme Shei McLeod Directrice générale	Pour l'achat d'une publicité dans l'infolettre.	**TOTAL : 500 $** Sue Montgomery 125 $ Lionel Perez 125 $ Peter McQueen 125 $ Christian Arseneault 125 $



Association des ressortissants des marchés A.L.M.A. Canada inc. / Associazione Regionale Dei Marchighiani A.L.M.A. Canada Inc. 5537 Upper Lachine Montréal (Québec) H4A 2A5 a/s Mme Fausta Polidori Consultante	Pour les frais d'une publicité à paraître dans l'annuaire 2020 au printemps 2020.	**TOTAL : ~~400 $~~ 200 $** Peter McQueen **~~400 $~~ 200 $**
Quebec Community Groups Network (GCGN) 1819, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 400 Montréal (Québec) H3H 2P5 a/s M. Geoffrey Chambers Président	Pour l'achat d'un billet pour la participation de M. Christian Arseneault au gala de remise de prix du GCGN.	**TOTAL : 85 $** Christian Arseneault 85 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.05 1205265001

_____

RÉSOLUTION CA20 170021

SECOND PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-116

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-116 visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe a été adopté à la séance ordinaire tenue le 2 décembre 2019, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 3 janvier 2020 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 14 janvier 2020, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE les articles 6, 8 et 9 ont été modifiés afin d'intégrer des critères assurant l'intimité des propriétés voisines à la suite des commentaires formulés lors de l'assemblée publique de consultation. Ces modifications ont été annoncées lors de cette même assemblée.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE la superficie de plancher résidentielle brute a été réduite afin de respecter un taux d'implantation maximum de 55% et que la contribution financière a été réduite en conséquence passant de 39 097$ à 35 958,00$.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 35 958,00 $ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Marvin Rotrand

D'adopter, avec modifications, le second projet de résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble*(RCA02 17017).

CHAPITRE I
SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 650 427 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
SECTION I
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, un maximum de 24 logements sont autorisés aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux usages autorisés à la grille des usages et normes 0391 de l'annexe A.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
SECTION I
CONDITIONS

4. Le taux d'implantation maximum est limité à 55%.

5. Un relevé des arbres et de la végétation existante sur le site doit être déposé lors du dépôt de la demande de permis pour la transformation du bâtiment faisant l'objet de la présente résolution.

Ce relevé doit être réalisé par un professionnel.



SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

6. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l'apparence extérieure, de l'alignement de construction, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères énoncés à l'article 668 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° accroître la présence de la végétation sur le site de façon à tendre vers une couverture de canopée de 40 % des espaces libres, toit, terrasses et balcons;

2° favoriser une architecture de qualité;

3° réduire l'impact de l'agrandissement et mettre en valeur le corps principal et et les caractéristiques architecturales d'origine des façades;

4° créer un milieu de vie et des espaces à l'échelle humaine;

5° minimiser les impacts du nouveau développement sur l'ensoleillement des cours et des bâtiments voisins;

6° favoriser l'intégration dans le milieu d'insertion;

7° l'aménagement des espaces libres doit respecter les principes et le caractère général des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans », joints en annexe B à la présente résolution;

8° ne pas compromettre la quiétude et l'intimité des quartiers résidentiels voisins.

SOUS-SECTION I
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

8. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs pour les travaux de transformation ou d'agrandissement du bâtiment sont les suivants :

1° prendre en considération le caractère du bâtiment à agrandir: type, expression et caractéristiques architecturales telles que parements, couronnement, ouvertures, niveau et type d'accès;

2° tenir compte du traitement de l'agrandissement quant aux proportions, à la relation vis-à-vis le corps principal et à la qualité du traitement architectural propre à l'agrandissement;

3° respecter, mettre en valeur ou s'adapter à l'expression architecturale du bâtiment ou y être compatible quant à la forme et aux matériaux;

4° l'agrandissement peut être d'expression contemporaine si le contexte le permet;

5° prendre en considération ses effets sur le terrain et sur les constructions voisines de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère du terrain et du milieu dans lequel il se trouve ou y être compatible;

6° les matériaux employés doivent présenter des qualités de durabilité.



7° il ne devrait pas y avoir de balcon donnant sur la cour sud et les ouvertures devraient être le moins possible orientés vers la propriété voisine. Lorsque ceci n'est pas possible, les inconvénients associés à cette situation devraient être diminués par la plantation d'arbres ou d'arbustes permettant de créer un écran assurant la quiétude et l'intimité des propriétés voisines;

8 dans la cour latérale sud, la composition architecturale doit contribuer à maintenir l'intimité des propriétés voisines, tout particulièrement par des retraits, des variations dans le bâtiment ou par la mise en place d'un écran intégré à l'architecture du bâtiment;

SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

9. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1° toutes les cours et la terrasse au toit doivent être pourvues d'un aménagement paysager ainsi que de végétaux. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d'un revêtement minéral;

2° le verdissement du terrain doit être maximisé;

3° les équipements techniques et mécaniques situés sur un toit doivent être dissimulés derrière des écrans architecturalement liés au bâtiment ou recevoir un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments.

4° les cours sud et ouest devrait être plantée, le long de la limite de propriété, d'arbres et d'arbustes de façon à créer un écran suffisamment dense pour assurer une séparation visuelle efficace entre le nouveau projet et les propriétés voisines.

SECTION III
DÉLAIS DE RÉALISATION

10. Les travaux de construction du bâtiment doivent débuter dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

11. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment.

_____

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« TERRITOIRE D'APPLICATION »**

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ **« PLANS, PERSPECTIVES ET PLANS »**

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1193558063



RÉSOLUTION CA20 170022

ORDONNNANCES - ÉVÉNEMENTS PUBLICS - FÉVRIER 2020

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Lionel Perez

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 3 février 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances numéros OCA20 17001, OCA20 17002 et OCA 17003 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1194364014

RÉSOLUTION CA20 170023

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et dépose le projet de règlement.

40.03 1203571001

RÉSOLUTION CA20 170024

DÉROGATION DE CONVERTIR EN COPRIÉTÉ DIVISE - 2043-2045, AVENUE DE CLIFTON

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise a été publié dans sur le site Internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 18 décembre 2019, conformément à l'article 16 du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Peter McQueen

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour



l'immeuble situé aux 2043-2045, avenue de Clifton, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1203558001

RÉSOLUTION CA20 170025

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 5532-5534, AVENUE MCLYNN

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise a été publié dans sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 11 décembre 2019, conformément à l'article 16 du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Marvin Rotrand

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 5532-5534, avenue McLynn, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.05 1193558064

RÉSOLUTION CA20 17 0026

DÉROGATION MINEURE - 3911-3919, AVENUE VAN HORNE

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 15 janvier 2020, la demande de dérogation mineure en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006);

ATTENDU QU'un avis relativement à la demande de dérogation mineure a été publié dans sur le site internet de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce le 16 janvier 2020 afin de statuer sur la demande de dérogation mineure, conformément à l'article 145.6 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1).

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Lionel Perez

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

D'accorder une dérogation mineure à l'installation d'un équipement mécanique en façade avant sur un bâtiment situé au 3911-3919, avenue Van Horne, tel que présenté aux documents soumis, et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 19 décembre 2019, afin de permettre l'installation d'un équipement mécanique en façade avant et ce, malgré l'article 85 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), qui interdit l'installation d'un équipement mécanique en façade avant.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1203558002

RÉSOLUTION CA20 170027

PIIA - 2131, BOULEVARD ÉDOUARD-MONTPETIT

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme, à sa séance du 06 novembre 2019, a recommandé de désapprouver la demande en vertu du Titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).

ATTENDU QUE la Division du patrimoine, autorité compétente en ce qui a trait à l'application de la Loi sur le patrimoine culturel, a délivré en date du 22 novembre 2019 une autorisation formelle pour la réalisation des travaux visés dans la demande de permis 3001649654.

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), les travaux de réfection d'un muret de soutènement implanté en fond de cour, à la limite de propriété de l'immeuble situé au 2131-2135, boulevard Édouard-Montpetit, tel que présenté sur les plans signés par Mircea Stirbu, ing. et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, le 29 novembre 2019, joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 300164965**.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1193558065

RÉSOLUTION CA20 170028

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-115

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-115 visant à autoriser un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages a été adopté à la séance ordinaire tenue le 4 novembre 2019, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 6 novembre 2019 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'un avis public a été publié sur le site internet de l'arrondissement et affiché aux bureaux de l'arrondissement le 6 novembre 2019, conformément à l'article 126 de la LAU et conformément au *Règlement sur la publication des avis publics* (RCA19 17311);

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 13 novembre 2019, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-115 visant à autoriser un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages a été adopté à la séance ordinaire tenue le 2 décembre 2019, conformément aux articles 124 et 145.38 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation au référendum, aucune demande n'a été reçue;

ATTENDU QUE le requérant s'est engagé à céder par servitude une portion de terrain afin d'aménager un passage piétonnier public pour relier la place de la Savane au parc de la Savane.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumis, la résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction d'un bâtiment résidentiel de 8 à 10 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur les lots 2 648 723 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. La démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction en lieu et place d'un bâtiment de 8 à 10 étages sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.



3. Aux fins de l’article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 34, 52 à 65, 123 et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le « Territoire d'application » doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le territoire d'application doit :

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l'accumulation d'eau.

SECTION IV
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

6. L'usage de la catégorie H.7 est autorisé.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

7. La hauteur maximale du bâtiment est de 10 étages et de 30 m.

8. Aucune construction hors toit abritant une partie d'un logement n'est autorisée.

9. L'implantation du bâtiment est celle présentée sur le plan de l'annexe B.

10. La densité maximale autorisée est de 4.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

12. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

13. Un équipement mécanique installé sur un toit doit être dissimulé par un écran architectural.



14. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

15. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé ne doit pas dépasser une (1) unité par deux (2) logements.

17. Le nombre minimal d'unités de stationnement autorisé doit être d'au moins une (1) unité par quatre (4) logements.

18.. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le Territoire d'application.

19. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le Territoire d'application.

SOUS-SECTION V
OBJECTIFS ET CRITÈRES

20. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

21. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural doivent respecter les principes et le caractère général du projet illustré à l'annexe C de la présente résolution.

22. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte des caractéristiques particulières du terrain, de son milieu d'insertion et de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° privilégier une implantation du bâtiment qui permet de dégager des cours importantes sur chacun des côtés du bâtiment;

2° s'assurer d'une expression claire du parti architectural qui se définit par l'imbrication de deux volumes (un "carré" de huit (8) étages maximum surmonté d'un U inversé de deux (2) étages maximum;

3° démontrer une sobriété du langage architectural qui se reflète par un choix adéquat de matériaux de qualité et une application de ces matériaux cohérente;



4° privilégier une intégration logique, cohérente et la plus discrète possible des saillies à l'architecture du bâtiment;

5° opter pour une signalisation claire et bien hiérarchisée des accès piétons au bâtiment.

23. **Objectif 2** :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents, tout en permettant l'aménagement d'un passage piétonnier public qui relie la place de la Savane au parc de la Savane.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à développer une canopée optimale afin que le projet contribue à l'atteinte des objectifs mentionnés dans le Plan local de développement durable;

3° favoriser l'aménagement d'un passage le plus rectiligne possible, libre d'obstacles, et utilisant des matériaux favorisant le passage fréquent de piétons (avec ou sans poussettes);

4° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonnes cyclable et véhiculaire.

24. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « Territoire d'application »

ANNEXE B
PLAN D'IMPLANTATION

ANNEXE C
PERSPECTIVE ET VOLUMÉTRIE GÉNÉRALE DU PROJET

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1193558041

RÉSOLUTION CA20 170029

RENOUVELLEMENT - LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL JEUNESSE

Il est proposé par Lionel Perez



appuyé par Christian Arseneault

De nommer :

- Mme Robin Brodrick, à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat d'un an se terminant en décembre 2020;
- Mme Anne-Sophie Lê à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat d'un an se terminant en décembre 2020;
- M. Giani Santana à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat d'un an se terminant en décembre 2020;
- M. Quentin Tabourin à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat d'un an se terminant en décembre 2020;
- M. Marcel Solocha à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat d'un an se terminant en décembre 2020;
- Mme Sarah Nebbal à titre de membre du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat de 2 ans se terminant en décembre 2021;
- Mme Héléna Armengau-Ribeiro à titre d'observatrice du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat de 2 ans se terminant en décembre 2021;
- Mme Brenda Ndembet à titre d'observatrice du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat de 2 ans se terminant en décembre 2021;
- Mme Farah Taieb-Tamacha à titre d'observatrice du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat de 2 ans se terminant en décembre 2021;
- M. Kalden Dhatsenpa à titre d'observateur du Conseil jeunesse de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un mandat de 2 ans se terminant en décembre 2021.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1198159001

RÉSOLUTION CA20 170030

DÉPÔT - CERTIFICAT DE TENUE DE REGISTRE

Mme Geneviève Reeves dépose le certificat des résultats à la suite de la tenue d'un registre concernant le *Règlement RCA19 17326 autorisant un emprunt de 6 267 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.*

60.01 1204570001



RÉSOLUTION CA20 170031

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 2019

Mme Sue Montmongery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 30 novembre et du 1er au 31 décembre 2019.

60.02 1194535013

RÉSOLUTION CA20 170032

DÉPÔT - BILAN SUR L'UTILISATION DES PESTICIDES

Mme Sue Montgomery dépose le bilan sur l'application du *Règlement sur l'utilisation des pesticides* (R.V.M.04-041) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 31 décembre 2019.

60.03 1207413001

RÉSOLUTION CA20 170033

DÉPÔT - LISTE DE CONTRATS

Mme Sue Montgomery dépose la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passés au cours du dernier exercice financier complet précédent avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

60.04 1204342001

RÉSOLUTION CA20 170034

MOTION - JOURNÉE DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE 2020

ATTENDU QUE la campagne sur les *Journées de la persévérance scolaire (JPS)* regroupant plusieurs partenaires se tiendra du 17 au 21 février 2020, et que ces journées se veulent un temps fort dans l'année témoignant de la mobilisation collective autour de la persévérance scolaire;

ATTENDU QUE la persévérance et la réussite scolaire font partie des



préoccupations des élu.e.s municipaux et que l'éducation est primordiale pour la collectivité montréalaise;

ATTENDU QUE les municipalités ont les compétences et les pouvoirs pour influencer directement la qualité de vie des jeunes et des élèves et, du même coup, permettre à ces derniers et ces dernières de développer leur plein potentiel;

ATTENDU QUE les élu.e.s municipaux collaborent aux efforts de la collectivité montréalaise en matière de sensibilisation à la réussite éducative, entre autres à travers le comité *Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent!* de Concertation Montréal.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Lionel Perez

De proclamer la semaine du 17 au 21 février 2020 comme étant celle des *Journées de la persévérance scolaire* dans notre arrondissement;

D'appuyer cette campagne et d'inviter les élu.e.s à y participer.

De faire parvenir une copie de cette résolution au comité *Réussite éducative : les élu.e.s s'engagent!* de Concertation Montréal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.01 1203571002

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 23 h.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA20 170001 à CA20 170034 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.06

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1204570004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion demandant une consultation publique sur le maintien du poste de quartier 11 de Notre-Dame-de-Grâce.

Attendu que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a pris la décision de fermer le poste de quartier (PDQ) 11 de Notre-Dame-de-Grâce et de le fusionner au PDQ 9 de Côte-Saint-Luc sans approbation préalable d'une instance décisionnelle civile de la Ville de Montréal;
Attendu que le SPVM a pris la décision de façon unilatérale de ne pas renouveler le bail se terminant en mars 2020 et de fermer le PDQ 11, plaçant ainsi les élus locaux et la population devant un fait accompli;

Attendu que la décision du SPVM a été prise sans consulter la population, sans consulter le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, sans informer les membres de la *Commission sur la sécurité publique* ni les membres du Conseil municipal;

Attendu que la manière que cette décision a été prise par le SPVM soulève des enjeux de gouvernance liés à l'imputabilité des prises de décisions, la transparence et la surveillance civile du SPVM;

Attendu que cette fusion pourrait résulter en une perte de service de proximité et réduira considérablement l'accès sans rendez-vous à la police pour les citoyens de Notre-Dame-de-Grâce;

Attendu que la fermeture du PDQ 11 signifierait que Notre-Dame-de-Grâce, un quartier de 65 000 résidents, abritant de grandes institutions comme des écoles et des centres de santé, n'aura, pour la première fois, aucun poste de police;

Attendu que la fermeture du PDQ 11 laisserait l'arrondissement de 170 000 personnes, l'une des charges policières la plus importante à Montréal, avec un seul PDQ soit, le PDQ 26, situé dans la partie nord du district de Snowdon, et qui dessert aussi le territoire de l'arrondissement d'Outremont;

Attendu que depuis la réforme du modèle de police dans les années 1996 par la Communauté urbaine de Montréal, les postes de quartier s'inspirent des principes du concept de la police communautaire;

Attendu que le concept de police communautaire se base notamment sur la notion de responsabilité géographique qui consiste à respecter les limites naturelles des quartiers et à définir le profil de chaque quartier lors de la division des territoires des PDQ afin de faciliter les rapprochements et partenariats policiers-citoyens;

Attendu que le profil sociodémographique et les besoins en sécurité publique entre Côte-Saint-Luc, Montréal-Ouest, Hampstead et Notre-Dame-de-Grâce est dissemblable;

Attendu que le SPVM a déjà été sommé de reculer sur les décisions de fusion et de fermeture de postes de quartier devant le soulèvement populaire comme par exemple dans le cas des postes de quartier 49 et 45 dans l'arrondissement de Rivières-des-Prairies-Pointe-Aux-Trembles;

Attendu qu'en 2007, une consultation publique de la *Commission sur la sécurité publique* sur le nouveau schéma de couverture de services policiers pour l'agglomération de Montréal a émis une recommandation à l'effet de maintenir les PDQ 9 et 11 étant donnée l'opposition des villes liées et des élus locaux;

Attendu que la *Commission de la sécurité publique* a fait le choix lors de la consultation publique de 2007 de recommander que le PDQ 11 soit relocalisé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce (lieu central et accessible) puisque ce secteur sollicitait statistiquement plus de services;

Attendu que l'Administration envisage la tenue d'une séance publique de la *Commission sur la sécurité publique* portant sur le Plan d'organisation policière, dont notamment le plan d'intégration des postes de quartier après que la décision a été prise de la fusion des PDQ 9 et PDQ 11;

Attendu qu'il est dans l'intérêt des citoyen.nes de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce qu'il y ait une consultation publique sur cet enjeu;

IL EST RECOMMANDÉ, à la demande de Madame Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement et appuyé par Monsieur Lionel Perez, conseiller du district de Darlington:

Que l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce exige que la Ville de Montréal demande au SPVM un moratoire sur la décision de fermer et de fusionner le poste de quartier 11;

Que l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce demande à la *Commission sur la sécurité publique* de Montréal de tenir une consultation publique sur la fermeture et la fusion du poste de quartier 11 avec une séance dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce dans les plus brefs délais;

Que la greffière envoie une copie de cette motion pour dépôt au Conseil de Ville de Montréal.

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le** 2020-03-06 12:32

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1204570004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Motion demandant une consultation publique sur le maintien du poste de quartier 11 de Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Motion préparée à la demande de Monsieur Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-06

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

NOTE

POINT 12.01 – 1193558057

Confier à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) un mandat pour réaliser des études de faisabilité ainsi qu'un plan d'affaires relativement au développement d'un projet mixte sur le site de l'ancien Théâtre Empress, situé au 5550-5564, rue Sherbrooke Ouest, appartenant à la Ville de Montréal et approuver l'affectation d'une somme forfaitaire de 250 000 $ du surplus libre pour la réalisation de ce mandat.

Veuillez prendre note que ce dossier sera présenté séance tenante.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 12.02

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1207838002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Confirmer l'adhésion de l'arrondissement de CDN-NDG aux objectifs et modalités du Programme PISE (Phase II), suite à l'acceptation de deux demandes de soutien financier, soit la mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King et la construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee, dans le cadre du Programme des installations sportives extérieures. Confirmer que l'arrondissement participera financièrement aux projets et assumera les frais d'exploitation.

IL EST RECOMMANDÉ DE :
Confirmer l'adhésion de l'arrondissement de CDN-NDG aux objectifs et modalités du Programme PISE (Phase II), suite à l'acceptation de deux demandes de soutien financier par le comité exécutif :

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King (éclairage, remplacement de la surface du terrain de soccer synthétique et réfection partielle de la piste d'athlétisme)	1 520 k$
	Construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee	160 k$

Confirmer que l'arrondissement participera financièrement aux projets et assumera les frais d'exploitation.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:39

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207838002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Confirmer l'adhésion de l'arrondissement de CDN-NDG aux objectifs et modalités du Programme PISE (Phase II), suite à l'acceptation de deux demandes de soutien financier, soit la mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King et la construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee, dans le cadre du Programme des installations sportives extérieures. Confirmer que l'arrondissement participera financièrement aux projets et assumera les frais d'exploitation.

CONTENU

CONTEXTE

En mars 2018, le comité exécutif de la Ville de Montréal adoptait son Plan directeur du sport et du plein air urbain. Basé sur plusieurs sources d'informations, le Plan directeur vise à nantir les multiples
acteurs d'une connaissance sur l'état actuel du réseau montréalais et d'en extraire les enjeux afin de prendre des mesures concrètes pour y répondre. À cet effet, la mise en oeuvre d'un programme des installations sportives extérieures (PISE) est l'une des mesures permettant de répondre aux besoins de mise à niveau du réseau sportif, tel que constaté dans le Plan directeur du sport et du plein air urbains.

Le PISE soutient financièrement des projets de parcs d'arrondissement qui :

- ont une **vision globale du parc** et non des interventions ponctuelles ou à la pièce
- favorisent la **connectivité** des parcs, des espaces verts et du plein air urbain
- contribuent à l'**équité** sociale, économique et géographique

et ce dans le but de :

- améliorer la qualité et augmenter l'attrait des parcs d'arrondissement;

- favoriser les bienfaits des parcs sur la santé et le bien-être des citoyens;
- contribuer au maintien des actifs de la Ville.

Le projet doit être lié à un investissement :

- en **protection**, soit la mise aux normes, l'amélioration fonctionnelle, la rénovation, la réhabilitation et le maintien d'une installation sportive extérieure visant à garantir la pérennité de l'offre de services ;
- en **développement** concernant les besoins évolutifs des adeptes d'activités récréatives extérieures et des sportifs montréalais, notamment les sports émergents et ceux qui sont sujets à une planification détaillée;
- en **développement** concernant les besoins en programmation multisports sur un même terrain.

En 2019, le SGPMRS a procédé à deux appels de propositions pour lesquels les projets suivants de l'arrondissement ont été acceptés :

1. Phase 1 :

Remplacement du terrain de basketball et ajout d'éclairage pour la pratique libre au parc Mackenzie-King : 184 k$
Réfection de quatre terrains de tennis et acquisition et remplacement d'équipements et accessoires au parc Somerled : 456 k$
Construction d'un terrain de basketball éclairé hors normes pour la pratique libre au parc Gilbert-Layton : 146 k$

2. Phase 2:

Mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King (éclairage, remplacement de la surface du terrain de soccer synthétique et réfection partielle de la piste d'athlétisme) : 1 520 k$
Construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee : 160 k$

Ce sommaire vise à confirmer l'adhésion de l'arrondissement de CDN-NDG aux objectifs et modalités du Programme PISE pour les deux projets acceptés dans le cadre de la Phase II du programme et à confirmer que l'arrondissement participera financièrement aux projets et assumera les frais d'exploitation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0117 - 22 janvier 2020
Prendre acte de la liste des 17 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 15,1 M$ à la suite du deuxième appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

CE19 1408 - 4 septembre 2019
Prendre acte du dépôt de la liste des 19 projets d'arrondissements priorisés et bénéficiant d'une aide financière de 16,5 M$ à la suite du premier appel de projets du Programme des installations sportives extérieures.

DESCRIPTION

Le 4 octobre 2019, les arrondissements ont reçu une invitation à déposer, avant le 31 octobre 2020, des projets dans le cadre de la phase 2 du programme PISE de la Ville. La DCSLDS, avec l'accord du bureau des élus, a déposé trois projets dont les deux suivants ont été approuvés :

1. Mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King :

D'une superficie de 85 900 m2, le parc Martin-Luther-King est un magnifique espace vert au coeur du quartier CDN et constitue un lieu de rassemblement naturel pour les familles du voisinage et du quartier. Au plan sportif, ce parc a une portée locale et régionale. Ce parc est doté d'une multitude de plateaux sportifs et aquatiques. Il s'agit du plus grand par sur le territoire de l'arrondissement. Depuis plusieurs années, l'arrondissement a réalisé des investissements majeurs pour rénover l'ensemble des plateaux sportifs et améliorer l'aménagement général du parc.

Le projet vise la réfection et la mise à jour de l'ensemble des systèmes d'éclairage des terrains et équipements sportifs. Dans une optique de développement durable et de sécurité urbaine, ces travaux sont nécessaires au plus tard en 2020 afin d'éviter une rupture de service. Aussi, afin de préserver la fondation et le système de drainage de la piste d'athlétisme et du terrain de soccer synthétique, il est impératif de remplacer la surface du terrain de soccer et de réparer la surface de la piste d'athlétisme. Ces travaux sont également nécessaires pour la sécurité des usagers de ces équipements sportifs. Il est à noter que le délai de garantie du revêtement synthétique est échu depuis plus de deux années.

Coût total estimé du projet : 1 900 000 $.
Part de la Ville (80%) : 1 500 000 $.
Part de l'arrondissement (20 %) : 380 000 $.

2. Construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee

Le parc Coffee, d'une superficie totale de 7 700 m2 est le seul espace vert et de jeux accessibles aux résidants du voisinage de Westhaven. Le projet vise la construction d'un espace pour la pratique du basket-ball libre (terrain hors normes) pour améliorer l'offre de service pour les jeunes et les familles du voisinage. Afin de permettre de garder un équilibre entre les différentes fonctions du parc, le terrain hors normes aura une dimension approximative de 442 m2.

Coût total estimé du projet : 200 000 $.
Part de la Ville (80%) : 160 000 $.
Part de l'arrondissement (20 %) : 40 000 $.

JUSTIFICATION

1. Mise à niveau d'équipements sportifs au parc Martin-Luther-King :

Projet lié à l'éclairage :
Une première étude sur l'état des systèmes d'éclairage a été réalisée par les équipes de l'entretien de la Ville de Montréal. Il s'avère que les projecteurs sont désuets et peu sécuritaires. Selon le personnel d'entretien, leur réparation devient de plus en plus difficile et il est impératif de les remplacer pour éviter une rupture de service. Entre temps, l'entretien est réalisé à l'aide de pièces de remplacement qui sont utilisées dans l'ensemble de la Ville. Le travail sera effectué par l'équipe de l'arrondissement Rosemont qui détient une expertise dans ce domaine. Il est donc important de maintenir l'offre de service aux citoyens et de ne pas compromettre les programmations établies. Les travaux visés auront un impact majeur sur l'expérience client et le nombre d'heures de jeux des différents plateaux sportifs touchés.

Remplacement de la surface synthétique du soccer et réparation de la piste d'athlétisme :
La surface du terrain de soccer a été remplacée en 2008. Selon les spécifications du fabricant et l'installateur, les matériaux avaient une durée de vie de 8 ans. Des signes d'usure sont apparents et le remplacement est justifié. Il faut noter que depuis 2 ans, l'arrondissement s'est doté d'un service d'entretien plus régulier. Cela a permis de prolonger la durée de vie de la surface. Quant à la piste d'athlétisme, elle a déjà fait l'objet de réparations ponctuelles et sa durée de vie peut encore être prolongée en refaisant quelques joints et remplaçant les parties abîmées.

La DCSLDS est responsable de mettre des équipements de qualité et sécuritaires à la disposition de la population. Également, la planification de ces réfections permettra de limiter les impacts sur le déroulement des saisons sportives et d'éviter une rupture de service.

2. Construction d'un nouveau terrain de basketball hors normes éclairé pour la pratique libre au parc Coffee
La construction d'un terrain de basketball hors normes permettra d'améliorer l'offre de service dans cette zone enclavée du territoire de NDG et d'en faire un point de rencontre qui renforcera le sentiment de sécurité et d'appartenance. L'ajout d'un terrain de basketball libre dans le parc permettra d'enrichir la programmation du Centre communautaire Westhaven et de son camp de jour, tout en favorisant les saines habitudes de vie pour les clientèles du voisinage.

- Rénovation et amélioration globale du parc;
- Création d'un lieu de rencontres pour une clientèle à faible revenu;
- Augmentation de la capacité d'animation du Centre communautaire Westhaven;
- Mode de vie physiquement actif;
- Sentiment de sécurité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la période 2019-2021, l'aide financière prévue au PISE est de 29,5 M$, sous réserve des budgets adoptés par le conseil municipal. L'aide financière de la Ville correspond à un maximum de 80 % des coûts admissibles.
Les demandes d'aide financière doivent faire l'objet d'une résolution visant l'autorisation de la demande d'aide financière et le budget d'investissement associé à la part de financement du projet par l'arrondissement. Le versement des crédits pour un projet se fait lors des octrois de contrats de service professionnels et de travaux. La dépense sera imputée à même un règlement d'emprunt corporatif.

Le 21 janvier 2020, le Directeur de la direction des sports du SGPMRS a informé l'arrondissement que deux projets sont autorisés, confirmant ainsi la part de 80% en provenance du Programme PISE se détaillant comme suit :

Parc Martin-Luther-King :
Coût total estimé du projet : 200 000 $.
Part de la Ville (80%) : 160 000 $.
Part de l'arrondissement (20 %) : 40 000 $

Parc Coffee :
Coût total estimé du projet : 200 000 $.
Part de la Ville (80%) : 160 000 $.
Part de l'arrondissement (20 %) : 40 000 $.

L'arrondissement financera sa part de 20 % des travaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets soumis rencontrent l'une des quatre priorités d'intervention en matière de développement durable, soit la priorité numéro 3 qui vise à « Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé. Les projets s'inscrivent également dans l'atteinte des objectifs inscrits aux plans locaux de développement durable et social de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Maintien d'installations sportives de proximité accessibles, diversifiées et sécuritaires;
Offre de service favorisant l'adoption de saines habitudes de vie;
Amélioration d'infrastructures favorisant l'appartenance à des voisinages;
Amélioration du sentiment de sécurité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Services professionnels : avril-mai 2020
Appel d'offres pour travaux : automne 2020
Travaux : automne 2020, printemps 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amar BENSACI, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 26 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon LÉVEILLÉ
Adjointe de direction

Tél : 514 868-5024
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-23

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-5024
Télécop. : 514 872-4585

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205153001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2020 (rues locales), de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2020 et RESEP -2-2020 (rues locales) du « Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2020, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) dans le cas du projet du PRR-1-2020, de remplacement des entrées de service d'eau en plomb dans le cas des projets de RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020, de construction de fosses de plantation (arbres,...) dans le cas du projet de CFA-2020 et de construction de dos d'âne en ce qui concerne le projet Dos d'âne-2020.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2020 (rues locales), de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1 -2020 et RESEP-2-2020 (rues locales) du « Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne-2020, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) dans le cas du projet du PRR-1-2020, de remplacement des entrées de service d'eau en plomb dans le cas des projets de RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020, de construction de fosses de plantation (arbres,...) dans le cas du projet de CFA-2020 et de construction de dos d'âne en ce qui concerne le projet Dos d'âne-2020.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:47

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205153001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2020 (rues locales), de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2020 et RESEP-2-2020 (rues locales) du « Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) et du « Programme de mesures d'apaisement de la circulation » Dos d'âne - 2020, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagements géométriques (saillies et élargissement de trottoirs) dans le cas du projet du PRR-1-2020, de remplacement des entrées de service d'eau en plomb dans le cas des projets de RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020, de construction de fosses de plantation (arbres,...) dans le cas du projet de CFA-2020 et de construction de dos d'âne en ce qui concerne le projet Dos d'âne-2020.

CONTENU

CONTEXTE

<u>Programme de réfection routière : PRR-1-2020</u> (Rues locales / Budget d'arrondissement)

En fonction des besoins d'entretien du réseau des chaussées et des trottoirs du réseau local, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce procédera à des travaux dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local PRR-1-2020 ».

Le projet de PRR-1-2020 vise la réalisation de différents travaux de réfection (trottoirs, corrélatifs, planage et pavage) financés exclusivement avec le budget du PTI de l'arrondissement.

La liste de rues du projet de PRR-1-2020 a fait l'objet des travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb en 2019.

<u>Construction d'avancées de trottoirs (saillies) et élargissement de trottoirs : PRR-1-2020</u> (Saillies / Budget de l'arrondissement)

En collaboration avec le cabinet des élus, une analyse et des études de faisabilité ont été effectuées pour statuer sur la réalisation d'avancées de trottoirs (des saillies) au niveau des intersections des rues de la liste nominative du PRR-1-2020. À cet effet, l'Arrondissement a

jugé important et requis de mettre en projet la réalisation de seize (16) avancées de trottoirs (saillies) situées sur six (6) intersections des rues locales du projet du PRR-1-2020.

L'enveloppe budgétaire des travaux d'aménagement géométrique des saillies provient à 100 % du budget du PTI de l'arrondissement, puisqu'elle vise seulement la réalisation de travaux sur le réseau local.

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb : RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020 : (Rues locales / Budget de la DRE)

La Direction des Réseaux d'Eau (DRE) a mandaté l'arrondissement pour la réalisation des travaux de remplacement d'entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, et ce, selon le plan d'action de la Ville de Montréal en rapport avec la Directive **SE-DGSRE-D-17-001** ayant pour objectif de supprimer toutes les entrées de service d'eau en plomb (ESP) sur le domaine public sur tout le territoire de la Ville **à l'horizon de 2026.**

Soucieuse de la santé et du bien-être de ses citoyens, la Ville de Montréal est sensibilisée à la problématique du plomb depuis 2005. En collaboration avec de nombreux partenaires, dont la Direction régionale de santé publique (DRSP), la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de l'École Polytechnique de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, la Ville de Montréal a mis en place une méthodologie de dépistage des entrées de service en plomb ainsi qu'un programme de remplacement, à cet effet, en 2019, la Ville revoit son **plan d'action** et se donne les moyens pour éliminer toutes les entrées de service en plomb situées sur son territoire d'ici **2030.**

La DRE a alloué une enveloppe budgétaire pour la réalisation des travaux de dépistage des entrées de service d'eau, de l'exécution et de la surveillance des travaux et de toutes activités connexes à ces projets.

Les rues visées par les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb des projets RESEP-1-2020 et RESEP-2-2020 feront l'objet des travaux de réfection routière (trottoirs, corrélatifs, planage, pavage et de réaménagement géométrique si requis) en 2021 et /ou ultérieurement et dépendamment de la disponibilité des budgets de l'arrondissement et du SUM.

Toutefois en 2020, le SUM n'a pu fournir à l'arrondissement les sommes nécessaires à la réfection des rues visées par les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb des projets RESEP-1-2019 et RESEP-2-2019. Ces rues pourraient, selon les budgets disponibles en 2021, faire l'objet de travaux de réfections routières (trottoirs, corrélatifs, planage, pavage et de réaménagement géométrique si requis) si les budgets sont disponibles.

Construction de fosses d'arbres : déminéralisation: CFA-2020 : (Fosses d'arbres / budgets du service des Grands Parcs et du surplus de l'arrondissement)

L'arrondissement procédera à la réalisera des travaux de construction de fosses d'arbres : Déminéralisation : CFA-2020, et ce, conformément au programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) - Bilan et changement en 2019, émanant de la note du 5 février 2019 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Direction gestion des parcs et biodiversité et de la Division biodiversité urbaine.

Construction de dos d'âne : Dos d'âne-2020 : (Rues locales / Budget

d'arrondissement)

Conformément au programme triennal d'investissement 2020 et en rapport avec les mesures d'apaisement de la circulation, l'arrondissement a jugé utile et important de prendre en charge la réalisation des dos d'âne sur ses divers tronçons de rues du projet Dos d'âne-2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 170019 - 13 janvier 2014 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière PRR-1- 2014 (local) » la liste des rues visées par les travaux de réfection de chaussées et de trottoirs pour l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.
CA15 170066 - lundi 16 mars 2015 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2015, la liste des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs pour l'ensemble du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA16 170098 - Lundi 4 avril 2016 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » le PRR-1-2016, le PRR-2-2016, le PPR-3-2016 et le PRR-4-2016, les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA17 170043 - lundi 13 février 2017 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2017 (rues locales), PRR-2-2017 (rues locales), PPR-3-2017 (rues artérielles), et PRR-4-2017 (rues artérielles), les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA17 170121 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 4 685 171,11 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PRR-1-2017 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-002.

CA17 170130 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Construction Bau-Val inc., le contrat au montant de 6 127 403,42 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PRR-2-2017 (rues locales), et autoriser une dépense à cette fin de 6 557 403,42 $, incluant les taxes et les frais accessoires - (3 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-003.

CA17 170128 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Les pavages Chenail inc., le contrat au montant de 5 914 536,91 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PRR-3-2017 (rues artérielles), et autoriser une dépense à cette fin de 6 084 536,91 $, incluant les taxes et les frais accessoires - (6 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-006.

CA17 170127 - lundi 1er mai 2017 : Accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 2 901 523,56 $, taxes incluses, pour des travaux de planage et de revêtement bitumineux de chaussées, ainsi que la

reconstruction en entier ou en partie des trottoirs et bordures, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PCPR-2017 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-TP-004.

CA18 170063 - lundi 12 mars 2018 : Approuver dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2018 (rues locales), PRR-2-2018 (rues locales), du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2018 (rues locales), du « Programme de réhabilitation de chaussées par planage-revêtement » PRCPR-2018 (rues locales) et de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2018 et RESEP-2-2018 (rues locales), les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les changements des entrées de service d'eau en plomb, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA18 170081 - mercredi 11 avril 2018 : Accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 4 045 261,41 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de trottoirs, de planage, de revêtement bitumineux de chaussées et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PRR-1-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-004.

CA18 170080 - mercredi 11 avril 2018 : Accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 12 528 450,07 $, taxes incluses, pour les travaux de réfection de trottoirs, de planage, de revêtement bitumineux de chaussées et de remplacement des entrées de service d'aqueduc en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PRR-2-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-006.

CA18 170108 - lundi 7 mai 2018 : Accorder à Pavages Métropolitain inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 10 829 150,27 $, taxes incluses, pour les travaux de planage, de revêtement bitumineux de chaussées, de réfection de trottoirs et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PCPR-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-045.

CA18 170079 - mercredi 11 avril 2018 : Accorder à Les Entreprises Canbec Construction Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 1 724 786,94 $, taxes incluses, pour les travaux de planage de surface, de revêtement bitumineux des chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - PRCPR-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-010.

CA18 170115 - lundi 7 mai 2018 : Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 12 960 000 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RESEP-1-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-012.

CA18 170109 - lundi 7 mai 2018 : Accorder à Les Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 8 415 000 $, taxes incluses, pour les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb, de réfection de chaussées

et de trottoirs, là où requis, sur les diverses rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RESEP-2-2018 (rues locales), aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-021.

CA18 170107- lundi 7 mai 2018 : Accorder à Construction Tro-MAP inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat au montant de 692 942,83 $, taxes incluses, pour des travaux de réfection mineure de trottoirs, de bordures et de travaux d'utilité publique, là où requis, sur les différentes rues de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce - RMTUP-2018, aux prix et conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-011.

CA18 170326 - lundi 3 décembre 2018 : Approuver, dans le cadre du « Programme de réfection routière du réseau local » PRR-1-2019 (rues locales), PRR-2-2019 (rues locales) et PRR-3-2019 (rues locales avec saillies)», du « Programme complémentaire de planage-revêtement » PCPR-2019 (rues locales), et de « Remplacement des entrées de service d'eau en plomb » RESEP-1-2019 et RESEP-2-2019 (rues locales) les listes des rues visées par les travaux de réfection des chaussées et des trottoirs, incluant les travaux de réaménagement géométrique (élargissement de trottoirs et de saillies), notamment, dans le cas du projet du PRR-3-2019, ainsi que des travaux seulement de remplacement des entrées de service d'eau en plomb sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA19 170054 - lundi 11 mars 2019 : Offrir au conseil municipal, conformément à l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge, par l'arrondissement, de la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement géométrique (saillies), là ou requis, sur les rues artérielles de Fielding, Plamondon et Connaught dans le cadre de la soumission CDN-NDG-19-AOP-TP-012 (PCPR-2-2019) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Programme de réfection routière

Liste des rues - PRR-1-2020 (Budget de l'arrondissement)

#	Rue	De	À	District	Bonifications		Nombre d'avancées de trottoirs (saillies)
					Élargissement de trottoirs	Avancée de trottoirs (saillies)	
1	Fendall	Louis-Colin	McKenna	CDN		Demande de saillies à l'intersection Fendall / Louis-Colin pour alignement	2S
2	Mira	Circle	Victoria	Snowdon	Possible d'élargir les trottoirs d'au plus 1,25 m du côté Nord	Étude réaménagement géométrique de l'intersection Mira/ Victoria et Mira/Circle	6D
3	Bessborough	Somerled	Fielding	Loyola		Possibilité de saillies simples aux coins Sud-	2S

						Ouest et Sud-Est pour ralentir la vitesse de virage à Fielding. Possibilité de saillies simples aux coins Nord-Ouest et Nord-Est sur Bessborough au niveau de Somerled.	2S
4	Bessborough	Fielding	Chester	Loyola		Possibilité de saillies simples aux coins Nord-Ouest et Nord-Est sur Bessborough pour ralentir la vitesse de virage à Fielding. Possibilité de saillies simples aux coins Sud-Ouest et Sud-Est sur Bessborough au niveau de Chester	2S 2S
Total							**10S** **6D**

S : avancée de trottoir (saillie) simple

D : avancée de trottoir (saillie) double

Remplacement des entrées de service d'eau en plomb

Liste des rues - RESEP-1-2020 (Budget de la DRE)

Nombre de rues	Rue	De	À	District
1	Chester	West Broadway	O'Bryan	Loyola
2	Harley	Patricia	Westmore	Loyola
3	Kensingtone	Terrebonne	Somerled	Loyola
4	Kensington	Monkland	Terrebonne	Loyola
5	Madison	De Maisonneuve	Sherbrooke	Loyola
6	Walkley	Sherbrooke	Monkland	Loyola
7	Patricia	Saint-Jacques	Harley	Loyola
8	Montclair	Terrebonne	Somerled	Loyola
9	Montclair	Sherbrooke	Monkland	Loyola
10	Park Row	De Maisonneuve	Sherbrooke	Loyola
11	King-Edward	Somerled	Fielding	Loyola

12	Mariette	De Maisonneuve	Sherbrooke	Loyola
13	O'Bryan	Fin de rue	Somerled	Loyola
14	O'Bryan	Somerled	Fielding	Loyola
15	Westmore	Fielding	Chester	Loyola
16	Connaught	Sherbrooke	Portland	Loyola
17	Kensington	Notre-Dame-de-Grâce	Godfrey	Loyola
18	Kensington	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	Loyola
19	Madison	Monkland	Terrebonne	Loyola
20	Madison	Terrebonne	Somerled	Loyola
21	Mariette	Terrebonne	Somerled	Loyola

Liste des rues - RESEP-2-2020 (Budget de la DRE)

Nombre de rues	Rue	De	À	District
1	Roslyn	Michel-Bibaud	Stanley-Weir	CDN
2	Roslyn	Mille	Michel-Bibaud	CDN
3	Globert	Décarie	Circle	Snowdon
4	Coolbrook	Côte Saint-Luc	Snowdon	Snowdon
5	Hingston	Notre-Dame-de-Grâce	Monkland	NDG
6	Hampton	Terrebonne	Somerled	NDG
7	Brillon	Marlowe	Fin de rue	NDG
8	Brillon	Northcliffe	Marlowe	NDG
9	Brillon	Décarie	Northcliffe	NDG
10	Old Orchard	De Maisonneuve	Sherbrooket	NDG
11	Marcil	Notre-Dame-de-Grâce	Monkland	NDG
12	Melrose	Upper-Lachine	Fin de rue	NDG
13	Clifton	De Maisonneuve	Sherbrooke	NDG

Programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation :

Liste des rues - CFA-2020 (Budgets du service des Grands Parcs et du surplus de l'arrondissement)

Numéro	Adresse	Rue	de	à	Coté	District
1	5511	Monkland	Girouard	Old Orchard	Nord	NDG
2	5515	Monkland	Girouard	Old Orchard	Nord	NDG
3	5535	Monkland	Girouard	Old Orchard	Nord	NDG
4	5554	Monkland	Old Orchard	Marcil	Sud	NDG
5	5556	Monkland	Old Orchard	Marcil	Sud	NDG
6	5556	Monkland	Old Orchard	Marcil	Sud	NDG
7	5561	Monkland	Old Orchard	Marcil	Nord	NDG
8	5561	Monkland	Old Orchard	Marcil	Nord	NDG
9	5585	Monkland	Old Orchard	Marcil	Nord	NDG
10	5608	Monkland	Marcil	Oxford	Sud	NDG
11	5610	Monkland	Marcil	Oxford	Sud	NDG

12	5645	Monkland	Marcil	Oxford	Nord	NDG
13	5700	Monkland	Harvard	Wilson	Sud	NDG
14	5730	Monkland	Harvard	Wilson	Sud	NDG
15	5820	Monkland	Melrose	Draper	Sud	NDG
16	5820	Monkland	Melrose	Draper	Sud	NDG
17	5820	Monkland	Melrose	Draper	Sud	NDG
18	5845	Monkland	Melrose	Draper	Nord	NDG
19	5900	Monkland	Draper	Royal	Sud	NDG
20	5900	Monkland	Draper	Royal	Sud	NDG
21	5900	Monkland	Draper	Royal	Sud	NDG
22	5964	Monkland	Royal	Hampton	Sud	NDG
23	5999	Monkland	Royal	Hampton	Nord	NDG
24	6050	Monkland	Hampton	Hingston	Sud	NDG
25	6050	Monkland	Hampton	Hingston	Sud	NDG
26	6050	Monkland	Hampton	Hingston	Sud	NDG
27	6121	Monkland	Hingston	Beaconsfield	Nord	NDG
28	6169	Monkland	Beaconsfield	Grand	Nord	NDG
29	6195	Monkland	Beaconsfield	Grand	Nord	NDG
30	6195	Monkland	Beaconsfield	Grand	Nord	NDG

Programme d'apaisement de la circulation

Liste des rues - Dos d'âne - 2020 (Budget de l'arrondissement)

Numéro	Rue	De	À	District
1	McShane	Linton	Ellendale	CDN
2	Dolbeau	Linton	Ellendale	CDN
3	Carlton	Lavoie	Victoria	Darlington
4	de la Peltrie	Côte-des-Neiges	Légaré	Darlington
5	Trenholme	Sherbrooke	Portland	Loyola
6	Westmore	Connaught	Chester	Loyola
7	Coronation	Connaught	Chester	Loyola
8	Doherty	Fielding	Chester	Loyola
9	O'Bryan	Fielding	Chester	Loyola
10	King-Edward	Chester	Fielding	Loyola
11	Doherty	Fielding	Somerled	Loyola
12	Vendôme	Vendôme	NDG	NDG
13	Grey	Vendôme	NDG	NDG
14	Vendôme	Vendôme	Grey	NDG
15	Hingston	Terrebonne	Monkland	NDG
16	Beaconsfield	Sherbrooke	Maisonneuve	NDG
17	Melrose	Notre-Dame-de-Grâce	Côte-Saint-Antoine	NDG
18	Hingston	Sherbrooke	Notre-Dame-de-Grâce	NDG
19	Royal	Somerled	Terrebonne	NDG
20	Beaconsfield	Monkland	Terrebonne	NDG
21	Beaucourt	Saint-Kevin	Côte-Sainte-Catherine	Snowdon
22	Westbury	Van Horne	de la Peltrie	Snowdon

23	Carlton	Victoria	Lemieux	Snowdon
24	Westbury	Van Horne	Plamondon	Snowdon

JUSTIFICATION

À la suite du constat de l'état des chaussées et des trottoirs des rues de l'arrondissement, il est important et nécessaire d'investir les sommes recommandées en objet pour pallier la dégradation accrue du réseau routier en lien avec le projet (PRR-1-2020).

Afin de pouvoir atténuer les accidents sur les rues tout en incitant à la réduction de la vitesse des véhicules, l'Arrondissement prône l'installation de dos d'âne (ralentisseurs de vitesse) sur le réseau local (Projet Dos d'âne-2020).

À la forte réponse des besoins de verdissement des arrondissements de la Ville de Montréal, l'arrondissement de CDN-NDG préconise la réalisation des fosses d'arbres sur quelques tronçons de l'avenue Monkland, entre les rues Girouard et Beaconsfield.

Aussi, conformément à la Directive SE-DGSRE-D-17-001 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP), l'Arrondissement a jugé utile de participer à la réalisation des travaux de RESEP avant de réaliser des travaux d'infrastructures (PRR ou PCPR) sur les rues sélectionnées à cet effet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour le Programme de réfection routière du réseau local, PRR-1-2020 (rues locales incluant les avancées de trottoirs " saillies "), les travaux seront réalisés en conformité avec le budget du PTI 2019-2021.

Les travaux du projet de construction des dos d'âne sur les diverses rues de l'arrondissement, Dos d'âne-2020 sont financés par le programme de mesures d'apaisement de la circulation du budget du PTI 2019-2021.

L'enveloppe budgétaire de la réalisation des travaux de construction de fosses d'arbres - Déminéralisation : CFA-2020, sera assumée via un montage financier des budgets du programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation (arbres,.....) - Bilan et changement en 2019 et du surplus de l'arrondissement.

Tous les travaux en lien avec la Directive SE-DGSRE-D-17-001 - Remplacement des entrées de service d'eau en plomb des projets de (RESEP-1-2020 et RESEP-2-2020) sont financés par la DRE.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux des projets de réfection routière (PRR), de remplacement des entrées de service d'eau en plomb (RESEP), de construction de dos d'âne (Dos d'âne) et de fosses d'arbres (CFA) du présent sommaire décisionnel portant sur les travaux de chaussées, de trottoirs, de remplacement des entrées ESP, de construction de ralentisseurs de vitesse et de fosses de plantation visent à améliorer l'infrastructure routière, d'éliminer toutes les entrées de service en plomb ESP sur le domaine public, à assurer la sécurité du public et le verdissement des lieux publics tout en utilisant les techniques, les matériaux et les matériels qui respectent les normes environnementales en vigueur du Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC).

Aussi, la réalisation de ces travaux s'inscrit dans le cadre suivant :

- maintenir des conditions de circulation dans les secteurs très achalandés;
- améliorer l'état des infrastructures routières à moyen terme;
- développer le verdissement des lieux publics;
- assurer la sécurité du public;
- prolonger la pérennité des infrastructures routières;
- éliminer toutes les ESP sur le domaine public;
- assurer la sécurité des usagers du réseau routier de l'arrondissement incluant tous les organismes et institutions (Centres universitaires, Hôpitaux, Écoles, etc.).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les travaux de réfection de trottoirs et de chaussées des rues visées par le programme de réfection routière du réseau local du projet du PRR-1-2020 (rues locales(rues locales y compris les saillies), de construction de dos d'âne de la soumission de Dos d'âne-2020 par le programme de mesures d'apaisement de la circulation, de construction de fosses d'arbres du projet CFA-2020 par le programme d'aide financière aux arrondissements pour la déminéralisation par la création ou la réfection de fosses de plantation et les travaux de remplacement des entrées de service d'eau en plomb des projets du RESEP-1-2020 (rues locales) et du RESEP-2-2020 (rues locales) ont un impact majeur sur l'entretien de ces rues, et ce, afin d'améliorer l'état des infrastructures routières pour une période à moyen terme.

Une gestion rigoureuse et un suivi permanent seront assurés par l'arrondissement en ce qui a trait au volet " signalisation et circulation ". L'impact sur la circulation sera décrit dans les cahiers des charges des documents d'appel d'offres.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les citoyens riverains des rues concernées par les travaux des différents programmes et de remplacement des entrées de service d'eau en plomb du réseau local des projets susmentionnés seront informés par lettre de la nature et de la durée des travaux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les travaux à réaliser par les entrepreneurs (échéanciers approximatifs à titre indicatif) :
PRR-1-2020/ Dos d'âne-2020 / CFA-2020 / RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020

Du 15 mai 2020 au 30 novembre 2020.

Contrat : PRR-1-2020 : Trottoirs / Saillies /Corrélatifs/ Planage / Pavage.

Contrats : RESEP-1-2020 / RESEP-2-2020 : Remplacement des entrées de service d'eau en plomb.

Contrat : Dos d'âne-2020 : Construction de ralentisseurs de vitesse.

Contrat : CFA -2020 : Construction de fosses d'arbres.

Le contrôle qualitatif des matériaux de construction des travaux sera effectué

périodiquement aux étapes importantes de chaque projet.

Le calendrier pourra être revu et révisé suivant les éléments externes (disponibilité des équipements, des entrepreneurs, de la main-d'oeuvre et de la météo).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Il est à noter que conformément aux règlements en vigueur, les cahiers des charges à préparer pour les documents d'appel d'offres des différents contrats feront mention, de manière explicite, à l'ensemble des soumissionnaires, des clauses administratives générales en prévention de la collusion et de la fraude, afin de mettre en exergue la transparence et la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
Les dossiers respecteront au meilleur de nos connaissances les encadrements suivants :

- gestion des contingences et des incidences;
- politique de gestion contractuelle des contrats;
- loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction;
- dispositions visant à favoriser l'intégrité en matière de contrats;
- l'accréditation de l'autorité des marchés publics pour conclure un contrat ou sous-contrat public, entre autre avec la Ville de Montréal;
- harmonisation des documents d'appel d'offres de 2017;
- mise à jour des documents techniques normalisés d'infrastructures DTNI des cahiers des charges des appels d'offres;
- respect des clauses contractuelles en matière de la santé et de la sécurité du travail (SST);
- application de la grille d'évaluation de l'entrepreneur responsable des travaux.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-28
Farid OUARET Ingénieur.Chef d'équipe	Pierre P BOUTIN Directeur	

Tél : 514 872-7408
Télécop. : 872-0918

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205284002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat et approuver un projet de convention par lequel la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) s'engage à fournir à l'arrondissement les services requis pour la réalisation de l'«escouade Anti-Atchoum», pour un montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention.

D'autoriser une dépense à cette fin de 100 000 $, incluant les taxes.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Une part de la dépense, soit 25 260 $, sera assumée par l'arrondissement. L'autre part du financement, soit 66 053 $, provient de la contribution financière du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:23

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205284002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En décembre 2019, l'Arrondissement a déposé une proposition de projet dans le cadre de la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes au MSSS qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Le 31 janvier 2020, le MSSS a confirmé l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 66 053 $ pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020 ». L'arrondissement compte investir 33 947 $ dans le projet afin d'accorder un contrat de 100 000 $ à la SOCENV pour le déploiement de l'escouade Anti-Atchoum.
Ce dossier vise l'autorisation de la convention de services avec la SOCENV pour le déploiement du projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195284005 : Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 100 000 $ provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet «Développer un plan de contrôle de l'herbe à poux et le mettre en oeuvre sur l'entièreté du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce».
1195284006 : Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux", pour une période de 8 mois, se terminant le 15 décembre 2019 et autoriser une dépense totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

1197223001 : Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 100 000 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec.

1184795006 : Dépôt du rapport final du projet d'éradication de l'herbe à poux, dans

l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, en 2018.

1184795003 : Accorder à la Société environnementale de CDN (SOCENV) un contrat pour un projet d'éradication de l'herbe à poux sur le domaine public de l'arrondissement pour un montant de 35 000 $ (taxes incluses).

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel vise l'approbation d'un contrat de service avec la SOCENV pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020" le déploiement de l'escouade Anti-Atchoum.
La description de la prestation de services, tel qu'indiqué dans la convention, a pour objectifs de :

1. Contrôler la prolifération de l'herbe à poux et entraîner sa diminution de manière importante
2. Cartographier les sites d'infestation et les interventions pour suivi dans les années suivantes
3. Revaloriser dans la mesure du possible les plans d'herbe à poux
4.

Les services suivants sont prévus à la convention :

- **Élaborer un Plan de contrôle de l'herbe à poux**
- **Élaborer une Carte d'intervention**
- **Élaborer et donner une Formation sur mesure**
- **Mettre en œuvre le Plan de contrôle de l'herbe à poux établi**
- **Assurer les Activités de sensibilisation auprès de la communauté**
- **Répertorier les interventions réalisées sur la Carte d'intervention**
- **Rédiger le rapport final sur les activités du Plan de contrôle**

JUSTIFICATION

L'herbe à poux constitue la plus importante cause d'allergies saisonnières dans tout le nord-est de l'Amérique du Nord et serait responsable d'environ 75 % des symptômes d'allergies saisonnières, touchant ainsi environ un Québécois sur dix. Les changements climatiques expliquent notamment l'augmentation des allergies saisonnières dans la population. Comme la présence de l'herbe à poux sur le territoire de l'arrondissement représente un facteur aggravant pour les gens souffrant d'allergies saisonnières, l'Arrondissement souhaite continuer à prendre des moyens pour atténuer la situation.
Afin de poursuivre les efforts amorcés en 2018 et redoublés en 2019, l'Arrondissement souhaite mandater à nouveau la SOCENV pour le déploiement de l'escouade Anti-Atchoum. Les études démontrent l'importance de poursuivre les interventions terrains afin d'arracher l'herbe à poux pendant trois années de suite. L'Arrondissement compte alors poursuivre ses efforts en 2020. D'ailleurs, après deux années d'efforts, il serait irresponsable de ne pas poursuivre les mesures afin de compléter le cycle de trois années. L'abandon des activités de l'escouade Anti-Atchoum réduirait à néant les efforts et les sommes investies pour le bien commun.

En 2020, le MSSS nous a octroyé une subvention de 66 053 $ pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020 ». Afin de déployer une campagne à la même hauteur que celle de 2019, l'Arrondissement financera 33 947 $ afin d'accorder un contrat de 100 000 $ à la SOCENV pour le déploiement de l'escouade Anti-Atchoum.

L'opération permettra d'arracher les plants d'herbe à poux et de planter un couvert végétal

compétitif sur les terrains qui appartiennent à l'Arrondissement (parcs, terrains vagues, jardins communautaires, voies publiques, etc.) et les parties de terrains privés longeant les voies publiques. De plus, dans le cadre du projet, plusieurs partenaires institutionnels et commerciaux ont été mobilisés et participeront au plan en suivant les indications pour les meilleurs moments d'arrachage et de tonte de l'herbe à poux afin de contribuer au contrôle de la prolifération de l'herbe à poux et entraîner sa diminution de façon importante.

La campagne 2018 aura notamment permis l'arrachage de 485 507 plants d'herbe à poux, qui ont ensuite été revalorisés en compost. Quant à la campagne de 2019, l'escouade Anti-Atchoum a sillonné 100 % les 240 km de rues et les 30 parcs et espaces publics et réussi à arracher 1 316 000 plants.

L'arrondissement souhaite octroyer à nouveau cette année le contrat à la SOCENV, qui a su mener à bien les projets en 2018 et 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat de service s'élève à 100 000 $ (toutes taxes comprises), et représente un coût net de 91 313 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales. Une part du financement de ce dossier provient de la contribution financière de 66 053 $ reçue du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce 2020 » dont l'entente sera approuvée au sommaire décisionnel 1205284001.

Le solde du coût du contrat, soit 33 947 $ (toutes taxes comprises), représentant un coût net de 25 260 $, sera financé par le budget de fonctionnement des travaux publics, la division 300725 CDN - Espaces verts. Les fonds requis pour octroyer ce contrat sont disponibles au budget de fonctionnement de la Direction des travaux publics sous la référence budgétaire 343699 et seront imputés selon les instructions comptables décrites dans la certification de fonds.

La demande d'achat no.636530 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Comme la contribution financière du MSSS n'est pas encore reçue, la partie subventionnée de 66 053 $ sera financée temporairement par le budget de la Direction des services administratifs, CR 300702 CDN – Gestion Services administratifs. Un renversement du virement budgétaire sera effectué à la suite de la résolution du GDD 120646001.

L'échéancier des paiements tel que proposé dans la convention est le suivant :

- à la signature de la convention : 40 % du montant total, soit quarante mille dollars (40 000 $), taxes incluses;

- sur présentation d'une facture au dépôt du Plan de contrôle de l'herbe à poux en mai 2019 : 40 % du montant total, soit quarante mille dollars (40 000 $), taxes incluses;

- sur présentation d'une facture au dépôt du rapport final en novembre 2019 : 20 % du montant total, soit vingt mille dollars (20 000 $), taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en oeuvre d'un plan de contrôle d'herbe à poux figure comme cible du *Plan local de développement durable 2019-2022.*
Les plants collectés seront compostés. Cette valorisation représente un des volets 4R-V qui est un des objectifs du Plan local de développement durable de l'Arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contrôle de la prolifération de l'herbe à poux.
Diminution des impacts négatifs sur la santé des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une campagne de communications sera déployée pour appuyer le projet et l'implication citoyenne.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

avril à mai 2019 : Élaboration d'un Plan de contrôle de l'herbe à poux
mai et juin 2019 : Embauche des membres de l'Escouade Anti-Atchoum et formations
juin à août 2019 : Mise en oeuvre du Plan
novembre 2019 : Remise du rapport final sur les activités du Plan

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 3 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-14

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514-872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205284002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

Convention de services

1205284002-Convention_service_SOCENV_HàP_VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV)**, personne morale (constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est située au 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Charles Mercier, directeur, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il(elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896 559 838 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 101 892 2734 TQ 0002

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine de la sensibilisation et l'intervention en environnement à titre d'Éco-quartier, et que l'éradication de l'herbe à poux est un des dossiers ciblés;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 et à l'Annexe 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie de l'Entente de contribution financière et de suivi dans le cadre du plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques 2013-2020 du Ministère de la santé et des services sociaux ;

ATTENDU QUE l'Organisme déclare que les services visés par le présent contrat s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises pour les fournir. Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf de manière accessoire, et l'Organisme s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : La Proposition de projet 2020 transmise au MSSS

1.2 « **Annexe 2** » : Description de la prestation de service du Contractant

1.3 « **Annexe 3** » : Budget préliminaire et Description sommaire des postes financiers

1.4 « **Annexe 4** » : Le calendrier des honoraires

1.5 « **Annexe 5** » : Le protocole de visibilité.

1.5 « **Responsable** » : Le Directeur d'Arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

1.6 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 à 5 ci-jointes, pour le **Projet de contrôle d'herbe à poux** (ci-après le « **Projet** »)**;**

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1 à 5 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 15 mars et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 15 décembre 2020, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et

recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 à 5;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 5, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 4.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cent mille dollars (100 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 M$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de

renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

SOCENV

Par : _____
Charles Mercier,
Directeur

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1
Proposition de projet 2020

Santé et Services sociaux Québec

FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PROJET

Appel de propositions de projets – Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes – Projets au financement supérieur à 20 000 $ avec pour limite 70 000 $

La Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes est une mesure du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC 2013-2020) – Volet santé. Elle est financée par le Fonds vert.

Directives

1. Remplir le présent formulaire. Consultez le guide du demandeur pour avoir les détails sur les informations devant être présentées dans votre proposition.
2. Joindre en annexe les lettres d'engagement des partenaires ainsi que tout autre document jugé pertinent (exemple : plans, photos, etc.).
3. Faire parvenir ces documents :
   - ✓ par courrier électronique à l'adresse suivante : mariane.berrouard@msss.gouv.qc.ca
   - ✓ avant 17 h, le 3 décembre 2019

SECTION 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom de la municipalité ou de l'arrondissement Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce	**Responsable du projet** Yolande Moreau	
Téléphone 514-220-7541	**Fonction du responsable** Agent de recherche – Développement durable	
Adresse 5160, boul. Décarie		**Bureau** 6e étage
Ville Montréal	**Province** Québec	**Code postal** H3X 2H9
Site Web http://ville.montreal.qc.ca/cdn-ndg	**Adresse courriel** yolande.moreau@montreal.ca	

Caractéristiques du territoire municipal

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est un des plus importants de la Ville de Montréal. Bordé par des villes liées (Westmount, Mont-Royal, Côte Saint-Luc et Hampstead) et par les arrondissements du Sud-Ouest, d'Outremont et de Saint-Laurent, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) est, avec ses 21,4 km^2, parmi les plus vastes de la Ville de Montréal.

Port d'attache d'environ 171 000 résidants, il est également l'arrondissement le plus populeux de l'île, ce qui le placerait au sixième rang des villes les plus peuplées du Québec s'il était considéré comme une municipalité. La croissance démographique qui s'y observe engendre corollairement une densification de la population sur le territoire, elle qui se trouvait déjà à 7 766,8 habitants au kilomètre carré en 2016. Le territoire se divise en deux principaux secteurs au caractère distinct: Notre-Dame-de-Grâce et Côte-des-Neiges.

On trouve également dans l'arrondissement plusieurs grandes institutions emblématiques tant dans le domaine de la culture, de la santé, et de l'éducation : l'Oratoire Saint-Joseph et le Cimetière Notre-Dame-des-

Neiges, le Centre hospitalier Sainte-Justine, l'Hôpital Général Juif, le Centre Hospitalier de St. Mary, le Centre universitaire de santé McGill, l'Université de Montréal, l'Université Concordia, HEC Montréal, Polytechnique Montréal, et plusieurs collèges et instituts.

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est un terreau fertile pour des initiatives de développement durable telles que les quartiers de type TOD (transit-oriented development), comme en témoigne le secteur Le Triangle.

Historique des mesures de contrôle de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes sur votre territoire et actions déjà en place (max 500 mots)

Depuis le début du programme Éco-quartier en 1995, le contrôle de l'herbe à poux fait partie des éléments à traiter (volet « Nature en ville ») sans toutefois en être une priorité. Au fil des années, des corvées d'arrachage sur des sites publics infestés ont été effectuées, en nombre variable selon la disponibilité des bénévoles, mais jamais de façon systématique.

En 2018, suite à un regain d'intérêt pour la problématique de la part de l'administration locale et des citoyens, l'arrondissement a accordé un budget spécifique de 35 000 $ pour un projet d'arrachage manuel de l'herbe à poux sur tous les terrains publics municipaux de CDN-NDG, et certains terrains privés et institutionnels. Au total, plus de 550 000 plants d'herbe à poux ont été arrachés. De plus, en octobre, un employé a assisté à une formation sur le contrôle de l'herbe à poux, offerte par l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional (ÉSAD) de l'Université Laval.

En 2019, grâce à un appui financier de la SQRPA, le plan a été élargi à tous les terrains résidentiels privés et aux terrains institutionnels, en plus des terrains publics municipaux. Au total, plus de 1 200 000 plants d'herbe à poux ont été arrachés.

Équipe de travail (nom des personnes impliquées dans le projet et fonction)

Veuillez vous assurer de faire valoir la capacité et l'expertise de l'équipe de travail lui permettant de concrétiser le projet

– Yolande Moreau (Responsable du projet / Agente de recherche en développement durable)
– Cyril Baudin (Responsable des cols bleus, contremaîtres et inspecteurs chargés de l'entretien du domaine public / Chef de division voirie et parcs -- territoire de Notre-Dame-de-Grâce)
– Martin Poliseno (Responsable des cols bleus et contremaîtres, et chargé de l'entretien du domaine Public / Chef de division voirie et parcs -- territoire de Côte-des-Neiges)
- Hugues Noël et Aldo Svaldi (Responsables des cols bleus à la division des parcs / Contremaîtres)
– Pierre Boutin (Gestion budgétaire/ Directeur des travaux publics)
– Chaima Ben (Agente de liaison avec le cabinet de la mairesse d'arrondissement/Responsable au soutien des élus)
– Sophie Paquet (Communications et relations avec les citoyens/ Chargée de communication)
– Pierre Boudreault (Responsable des relations avec les entreprises /Commissaire au développement économique)
– SOCENV – (Mise en œuvre des actions terrain / Embauche et Supervision des membres de l'Escouade anti-atchoum et Chargé de projet)

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet

Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce 2020

Présentation du projet (max. 350 mots)

Sur la base de l'expérience des deux dernières années, nous proposons en 2020 un plan de contrôle de l'herbe à poux quasi intégral pour notre arrondissement.

- Les terrains publics municipaux (parcs, placettes, carrés d'arbre, saillies de trottoir, bandes gazonnées, terrains autour d'installations, terre-pleins) seront traités par arrachage manuel ou, en cas d'infestation dense, par des tontes.
- Les terrains institutionnels (établissements de la santé et des services sociaux, écoles, collèges, universités, lieux de culte, OBNL) seront entretenus en partenariat. Nous serons en communication avec une personne-ressource responsable de l'entretien extérieur et nous l'informerons des dates de tontes préconisées, établies selon la méthode des 1280 degrés-jours expérimentée pour la 1ère fois en 2019. Pour améliorer notre stratégie en 2020, nous intensifierons nos efforts auprès des institutions dont les terrains sont très infestés, car nous savons par expérience que dans ces cas, la stratégie de tonte peut être avantageusement améliorée par des interventions ciblées d'arrachage manuel.
- Les terrains commerciaux (centres commerciaux et leurs stationnements, grandes épiceries, grandes entreprises, concessionnaires automobiles) seront mobilisés pour la 1ère fois en 2020, suivant la même approche que les institutions. Nous pourrons compter sur l'assistance et les conseils du commissaire au développement économique de notre arrondissement pour ce faire.
- Enfin, le terrain de l'ancien hippodrome de Montréal, situé à l'extrémité nord-ouest de notre arrondissement, est très étendu (43 ha) et aussi très infesté par l'herbe à poux dans sa portion est. Comme ce terrain est laissé en friche et représenterait trop de travail à entretenir et à tondre dans son entièreté, nous allons y organiser deux grandes corvées citoyennes afin d'arracher l'herbe à poux présente dans le secteur est, qui jouxte un grand centre commercial très fréquenté. En complémentarité, nous pourrons aussi identifier certains endroits localisés où l'infestation d'herbe à poux est très dense (couvrant plus de 80 % de la surface du sol), afin de les faire tondre par les services municipaux.

Caractéristiques géographiques du territoire visé par le projet (population, densité et superficie du territoire visé par le projet)

Voir section 1.

Partenaires mobilisés et contribution prévue

	Nom du partenaire	Description de la contribution	Statut
	Institutions de santé et habitation sociale		
1	Centre universitaire de santé McGill (CUSM)	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
2	CHU de St. Mary	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
3	CHU Sainte-Justine	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
4	CUSM	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
5	Centre réadaptation Lindsay-Gingras	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation
	CIUSSS du Centre-Ouest de l'île de Montréal représentant :	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
6	Centre gériatrique Father Dowd	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
7	Centre d'hébergement Henri-Bradet	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
8	Saint-Andrew	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
9	Centre de réadaptation Lethbridge-Layton-Mackay	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
10	CHSLD juif Donald Berman	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
11	CSLC de Benny Farm	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
12	CSLC de Côte-des-Neiges	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
13	Hôpital Catherine Booth	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
14	Hôpital général juif	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
15	Hôpital Richardson	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
	OMHM représentant les terrains des lieux suivants :	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
16	OMHM - Barclay	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
17	OMHM - Bedford 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
18	OMHM - Bedford 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
19	OMHM - Bourret	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
20	OMHM - Chester	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
21	OMHM - Claude De Mestral	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
22	OMHM - Côte-des-Neiges	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
23	OMHM - D'Arcy McGee	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
24	OMHM - Darlington 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
25	OMHM - De Courtrai	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
26	OMHM - De la Savane	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
27	OMHM - De Terrebonne	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
28	OMHM - Goyer	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
29	OMHM - Grand	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
30	OMHM - Isabella	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
31	OMHM - Kent	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
32	OMHM - Lavoie 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
33	OMHM - Lavoie 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
34	OMHM - Linton 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
35	OMHM - Linton 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
36	OMHM - Mayfair 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
37	OMHM - Mayfair 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
38	OMHM - Monkland	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
39	OMHM - Notre-Dame-de-Grâce	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
40	OMHM - Place Lucy	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
41	OMHM - Place Newman	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
42	OMHM - Plamondon 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
43	OMHM - Plamondon 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
44	OMHM - Saint-Raymond	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
45	OMHM - Upper Lachine 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
46	OMHM - Upper Lachine 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
47	OMHM - Vézina 1	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
48	OMHM - Vézina 2	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
49	OMHM - Walkley	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
50	OMHM - Benny Farm	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)

	Grands propriétaires terriens (commercial, touristique)		
1	Oratoire Saint-Joseph	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
2	Ministère de la défense du Canada	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
3	Groupe Gabriel (5 concessionnaires automobiles sur la rue St-Jacques)	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé verbalement (lettre attendue 6 déc.)
4	Parmalat (Lactalis)	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé verbalement (lettre attendue 6 déc.)
5	Plaza Côte-des-Neiges	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
6	Kruger	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation
7	First Capital Realty (CC Wilderton & Van Horne)	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation

	Collèges privés et Universités		
1	Collège Brébeuf	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
2	Collège Notre-Dame	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
3	Communauté hellénique du grand Montréal	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
4	HEC Montréal	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	Confirmé
5	Lower Canada College	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation (partenaire 2019)
6	Collège Villa Maria	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation
7	Université Concordia (Campus Loyola)	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation
8	Université de Montréal	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En attente de confirmation

	Écoles publiques		
	CSEMSB	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En démarchage
1	Académie internationale Marymount	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
2	Centre d'éducation des adultes James Lyng	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
3	Centre d'études commerciales Shadd	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
4	École Centre Mackay	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
5	École Coronation	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
6	École Philip E. Layton	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
7	École Royal Vale	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
8	École Sainte-Monica	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
9	École secondaire Focus	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
10	École secondaire James Lyng	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
11	École secondaire Outreach	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
12	École secondaire Programme Mile-End	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
13	École Sir Mortimer B. Davis	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
14	École Willingdon	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
	CSDM:	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	En démarchage
15	Centre Pauline-Julien	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
16	École Bedford	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
17	École des Cinq-Continents, pavillon Saint-Antonin	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
18	École des Nations	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
19	École du Petit-Chapiteau	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
20	École Étoile filante	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
21	École Félix-Leclerc	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
22	École internationale de Montréal	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
23	École Iona	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
24	École Judith-Jasmin	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
25	École La Voie	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
26	École Les-Enfants-du-Monde	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
27	École Lucille-Teasdale	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
28	École Marc-Favreau	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
29	École Notre-Dame-de-Grâce	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
30	École Notre-Dame-des-Neiges	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
31	École Sainte-Catherine-de-Sienne	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
32	École Saint-Pascal-Baylon	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
33	École Saint-Raymond	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	
34	École Simonne-Monet	Tonte des terrains suivant stratégie proposée	

Commentaires relatifs à la mobilisation des partenaires
L'arrondissement effectue des démarches pour rejoindre le plus de nouveaux partenaires institutionnels et

commerciaux possible. Les efforts de sollicitation se poursuivront durant l'hiver 2019-2020 afin de maximiser la mobilisation des partenaires du milieu.

Objectifs du projet

1. Mobiliser
   Informer et sensibiliser la population, les institutions et les commerçants de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
2. Contrôler
   Contrôler la prolifération de l'herbe à poux sur le territoire et réduire significativement son abondance.
3. Améliorer
   Réduire la quantité de pollen allergène dans l'air et améliorer la qualité de vie de nos citoyens.
4. Aller plus loin
   Composter de manière sécuritaire les plants d'herbe à poux arrachés et exercer une veille préventive sur les sites à risque élevé (chantiers de construction, travaux de voirie, terre-pleins, etc.).

Démarche proposée (étapes de réalisation, méthodes de travail, etc.).

1. Mobilisation des partenaires du secteur ICI (institutions, commerces, industrie) et des deux Commissions scolaires (34 écoles publiques).
2. Élaboration du plan de contrôle de l'herbe à poux (outil de prédiction 1280 degrés-jours, de suivi et d'évaluation, etc.)
3. Développer un plan de mobilisation (communications); mettre à jour et adapter, au besoin, le matériel didactique aux différentes clientèles, organiser des formations, organiser travail de l'escouade anit-atchoum)
4. Localisation des sites d'intervention (repérage terrain, collecte d'informations, carte d'intervention)
5. Campagne d'information et de sensibilisation (Site Internet de l'arrondissement, affiches, dépliants informatifs, campagne sur les réseaux sociaux, ateliers d'éducation et recrutement de bénévoles)
6. Réalisation du plan (périodes de tonte ou d'arrachage manuel, corvées citoyennes et compostage des plants)
7. Évaluation et rapport (carte d'intervention, retour et évaluation des activités du plan de contrôle).

Modalités pour assurer la pérennité des actions qui seront mises en place

La poursuite du déploiement à grande échelle sur le territoire est importante afin d'assurer des résultats à long terme. Ainsi, l'arrondissement prévoit continuer à suivre la Méthode « 3 x 3 out », qui préconise 3 arrachages manuels (juillet, août et septembre) pendant 3 années de suite. La stratégie d'arrachage vise l'élimination des plants avant qu'ils produisent des graines et, épuiser la banque de graines dans le sol sur plusieurs années.
L'an 2020 serait la deuxième année de campagne d'arrachage à grand déploiement.

Les divers outils de formation et de communication pourront être réutilisés afin de poursuivre les efforts de contrôle de l'herbe à poux sur le territoire de l'arrondissement. Aussi, avec une expérience conclue et les outils de suivi qui s'y greffent, les divers apprentissages et l'expérience faciliteront le renouvellement des interventions.

En plus de son plan de contrôle de l'herbe à poux, l'arrondissement expérimentera le réensemencement avec des espèces plus compétitrices telles que le sarrasin et le trèfle, afin d'appliquer éventuellement cette approche sur les surfaces de terrain fortement infestées par l'herbe à poux. Enfin, certaines activités de suivi et d'intervention à long terme (ex. : repérage et arrachage dans les sites où des travaux de réfection de rue/trottoir ont eu lieu, réponse aux requêtes citoyennes, maintien de la sensibilisation) pourraient être ajoutés au mandat de base du programme Éco-quartier local.

SECTION 3 –LIVRABLES ET ÉCHÉANCIER

Liste des livrables

Livrable	Date de remise prévue
Version finale du Plan de contrôle de l'herbe à poux	31 mai 2020
Plan de mobilisation (communications) et outils associés	15 juin 2020
Carte d'intervention	15 juin 2020
Communiqué de presse de lancement de la campagne 2020	Date du lancement à déterminer selon le début des opérations d'arrachage
Page web bilingue	15 juin 2020
Rapport final (incluant carte des interventions réalisées)	31 décembre 2020
Commentaires relatifs aux livrables Taper du texte ici	

Échéancier détaillé

Complétez la grille ci-dessous. Le projet doit être terminé et tous les livrables remis pour le 31 décembre 2020.

Activité / Étape de réalisation	2020											
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Mobiliser les partenaires institutionnels et commerciaux	X	X	X	X	X	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Mettre à jour et finaliser le plan de contrôle	☐	☐	☐	X	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Développer le plan de mobilisation (communications)	☐	☐	☐	X	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Former les intervenants et des employés de l'arrondissement	☐	☐	☐	☐	X	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Localiser les sites d'intervention sur les terrains institutionnels et commerciaux	☐	☐	☐	☐	☐	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Réaliser la campagne d'information et de sensibilisation (incluant réseaux sociaux)	☐	☐	☐	☐	☐	X	X	X	X	☐	☐	☐
Réaliser des activités de sensibilisation auprès de la population et recruter des bénévoles	☐	☐	☐	☐	X	X	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Contrôler l'herbe à poux par l'arrachage ou la tonte	☐	☐	☐	☐	☐	X	X	X	X	X	☐	☐
Effectuer 2 corvées citoyennes d'arrachage	☐	☐	☐	☐	☐	☐	X	☐	☐	☐	☐	☐
Inspecter les terrains institutionnels et commerciaux pour évaluer implication des partenaires	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	X	X	☐	☐	☐
Composter les plants arrachés	☐	☐	☐	☐	☐	X	X	X	X	X	X	☐
Rédiger le rapport final (incluant une carte d'intervention)	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	X	X
Taper du texte ici	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

SECTION 4 –ÉVALUATION DU PROJET

Indicateurs de résultats et cibles proposées

Indicateur	Cible proposée
Nombre de terrains du secteur institutionnel	25
Nombre de terrains du secteur commercial	20
Nombre de citoyens impliqués dans les corvées	100
Nombre d'activités de sensibilisation	10
Nombre d'employés municipaux formés	25
Nombre de plants arrachés sur le domaine public	Référence 2019 : 1,2 M plants arrachés
Nombre de sites d'intervention ou d'arrachage	Toute l'herbe à poux retrouvés : - 100 % dans les espaces publics, - 100 % sur les terrains des institutions partenaires - 100 % sur les terrains des commerces partenaires

SECTION 5 – BUDGET

Salaires

Description	Taux horaire	Nb. d'heures	Coût total	Source	Type de contribution
Chefs de division (2)	58	20	2 320 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Chargé de communications	50	50	2 500 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Agent de recherche (responsable du projet)	41	200	8 200 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Contremaîtres (2)	46	90	8 280 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Cols bleus (20), jardiniers et opérateurs de machinerie	29	1600	46 400 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Commissaire au développement commercial	50	35	1 750 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Sous-total			**69 450 $**		

Frais de déplacement

Description	Tarif	Quantité	Coût total	Source	Type de contribution
Taper du texte ici	Tarif $/km	Nb de km km	Coût total $	Source	Choisir

Matériel

Description	Coût unitaire	Quantité	Coût total	Source	Type de contribution
Taper du texte ici	Coût unitaire	Coût unitaire	Coût total $	Source	Choisir

Communications

Description	Coût unitaire	Quantité	Coût total	Source du financement	Type de contribution
Conférence de presse, avis aux médias, communiqué de presse	1 600 $	1	1 600 $	Arrondissement CDN-NDG	Argent
Matériel promotionnel (affiche, feuillets de 2 types, collants, dossards, électrostatiques)	Variés		3 000 $	Arrondissement CDN-NDG	Argent
Publication dans le bulletin local *Le Citoyen tiré à 69 000 exemplaires* (1/8 pages dédiées au projet)			5 174 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Publicité (Facebook, Youtube)			500 $	Arrondissement CDN-NDG	Nature
Sous-total			**10 274 $**		

Autres dépenses

Description	Coût unitaire	Quantité	Coût total	Source	Type de contribution
Travail bénévole lors des corvées d'arrachage 2 corvées de 50 personnes durant 2 h = 2 x 50 x 2	12,50 $/h	200 h	2500 $	Bénévolat	Nature
Contrat de service auprès d'un OBNL environnemental pour notamment : Rédaction du plan de contrôle Activités de sensibilisation et de mobilisation Formation Arrachage Compostage	100 000 $	1	100 000 $	PACC 2013-2020 (70 000 $) et Arrondissement de CDN-NDG (30 000 $)	Argent
Tenue des kiosques d'informations, repérage et inspection sur terrains institutionnels commerciaux par du personnel externe (contribution hors contrat)	20 $/h	117,5 h	2350	Société environnementale de CDN	Nature

Sources du financement
au projet, incluant votre municipalité ou arrondissement

Partenaire financier	Montant	Pourcentage du budget total
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce	79 724 $	51,58%
Société environnementale de Côte-des-Neiges	2 360 $	1,52%
Citoyens bénévoles	2 500 $	1,62%
Financement demandé au PACC 2013-2020	**70 000 $**	**45,29%**
BUDGET TOTAL	**154 574 $**	**100%**

ANNEXE 2

Description de la prestation de service du Contractant

OBJECTIFS : Contrôler la prolifération de l'herbe à poux et entraîner sa diminution de manière importante
Cartographier les sites d'infestation et les interventions pour suivi dans les années suivantes
Revaloriser dans la mesure du possible les plans d'herbe à poux

Les services suivants sont prévus au présent contrat :

A. Élaboration d'un Plan de contrôle de l'herbe à poux 2020 (mars à mai 2020)
   Le Plan doit couvrir l'entièreté du territoire de l'arrondissement et devra comprendre notamment :
   a. La collaboration avec l'arrondissement dans la recherche de nouveaux partenariats et le renouvellement des partenariats de 2019
   b. Le démarchage auprès des institutions et des grands propriétaires terriens partenaires
   c. La création de l'outil de prédiction - 1280 degrés-jours
   d. La création d'outils de suivi et d'évaluation du plan
   e. Les trois périodes de tonte et d'arrachage (en collaboration avec l'arrondissement et les institutions)
   f. L'organisation de deux corvées communautaires
   g. L'organisation d'activités d'éducation à la population
   h. Le compostage des plants arrachés

B. Élaboration d'une Carte d'intervention (mars à juin 2020)
   a. Localisation des sites d'intervention prioritaires, repérage et collecte de données pour l'intervention de contrôle (mai 2019)

C. Élaborer et donner une Formation sur mesure (mars à mai 2020)
   a. Pour les employés de l'Arrondissement, les partenaires, les institutions et la Brigade herbe à poux

D. Mettre en œuvre le Plan de contrôle de l'herbe à poux établi (juin à octobre 2020)

E. Assurer les Activités de sensibilisation auprès de la communauté (mai à août 2020)
   a. Organisation de deux corvées communautaires

F. Répertorier les interventions réalisées sur la Carte d'intervention (mai à nov. 2020)

ANNEXE 3

Budget préliminaire et Description sommaire des postes financiers

SOCENV
Société environnementale de Côte-des-Neiges

Projet de contrôle d'herbe à poux de l'arrondissement de CDN-NDG
Budget pour les services confiés à la SOCENV

Date effective de début:	15 mars 2020
Date effective de fin:	31 oct. 2020
Nb jours:	230
Nb sem:	33

Catégorie	RH	Nb empl	Taux horaire	Nb h sem	Nb sem	Charges	Total
RH	Encadrement du chargé de projet, formation, suivi du Plan, livrables	1	23,79 $	2	33	20%	1 883,87 $
	Chargé de projet	1	19,00 $	32,5	33	16%	23 637,90 $
	Agents de terrain (arrachage HàP) Nombre d'employés et d'heures par semaine fournis à titre indicatif. En réalité, nous nous ajustons aux disponibilités et aux capacités de chaque employé, ainsi qu'à la météo, tout en respectant la	8	15,00 $	32,5	12,5	16%	56 550,00 $
Fournitures et services	Équipement & matériel (chariots, sacs, gants, outils manuels, quincaillerie pour compostières)						400,00 $
	Frais de transport -- Employés (titres de transport en commun)						1 850,00 $
	Frais de transport -- Biomasse (par camion)						2 653,66 $
TOTAL AVANT TAXES							86 975,43 $
TPS (numéro: 89655 9838 RT0001)							4 348,77 $
TVQ (numéro: 1018922734 TQ0002)							8 675,80 $
TOTAL AVEC TAXES							100 000,00 $

ANNEXE 4

Calendrier des honoraires

Tel qu'indiqué à l'article 8.2, les honoraires prévus dans le cadre du projet sont payables selon le calendrier suivant :

- à la signature de la convention : 40 % du montant total, soit quarante mille dollars (40 000 $), taxes incluses;

- sur présentation d'une facture au dépôt du Plan de contrôle de l'herbe à poux en mai 2019 : 40 % du montant total, soit quarante mille dollars (40 000 $), taxes incluses;

- sur présentation d'une facture au dépôt du rapport final en novembre 2019 : 20 % du montant total, soit vingt mille dollars (20 000 $) taxes incluses;

ANNEXE 5

Protocole de visibilité

LE CONTRACTANT S'ENGAGE À :

- Faire état de la contribution de l'Arrondissement dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :

  « Fier partenaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'Arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques.

De plus, CONTRACTANT S'ENGAGE À :

«

l) indiquer la participation financière du gouvernement du Québec dans tout document public (activités de communication, publications, site Internet, etc.) et dans tous les rapports produits dans le cadre du Projet, de la manière suivante : *« **Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec»;***

m) conformément au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec ainsi qu'aux règles du Secrétariat à la communication gouvernementale, et tel que spécifié dans le Cadre de gestion du Fonds vert, utiliser le visuel déterminé par le Conseil de gestion du Fonds vert dans toutes les communications relatives au Projet;

n) soumettre au MSSS pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif au Projet;

11. RECONNAISSANCE

11.1 Le Bénéficiaire fera mention de toutes les contributions professionnelles et institutionnelles ayant collaboré aux travaux effectués en vertu du Projet.

11.2 Comme spécifié à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**l), tout document public ou rapport produit dans le cadre du Projet devra faire état de la contribution du gouvernement du Québec de la manière suivante : ***« Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement québécois ».***

»

Ces éléments sont extraits de « l'Entente de contribution financière et de suivi dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les Changements climatiques – Volet santé » entre le Ministère de la Santé et des Services sociaux et l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1205284002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1205284002_V3- Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-26

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1205284002

Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020", pour une période de 9 mois, se terminant le 15 décembre 2020 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

Financement temporaire

Comme la contribution financière du MSSS n'est pas encore reçue, la partie subventionnée de 66 053$ sera financée temporairement par le budget de la Direction des services administratifs, CR 300702 CDN – Gestion Services administratifs. Un renversement du virement budgétaire sera effectué à la suite de la résolution du GDD 1206460001.

	2020
Provenance	**Montant net de ristourne**
2406.0010000.300702.01819.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Gestion Services adm. Activité : Autres - Administration générale Objet : Autres services techniques	66 053 $

	2020
Imputation	**Montant net de ristourne**
2406.0010000.300725.07165.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux Objet : Autres services techniques	66 053 $

Certification de fonds

Budget additionnel de revenus provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux pour financer le contrat de services pour l'année 2020:

	2020
Provenance - budget de revenus	**Montant net de ristourne**
2406.0010000.300725.07165.46370.016990.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux Objet : Subventions - Budget de fonctionnement - Gouvernements Sous-objet : Autres programmes d'aide et de subventions	66 053 $

Le solde des coûts du contrat sera financé par le budget de fonctionnement de la Direction Travaux publics, Division 300725 CDN - Espaces verts:

	2020
Provenance	**Montant net de ristourne**
2406.0010000.300725.07163.54590.014445.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Horticulture et arboriculture Objet : Autres services techniques Sous-objet : Aménagement paysager	25 260 $

	2020
Imputation	**Montant net de ristourne**
2406.0010000.300725.07165.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux Objet : Autres services techniques Sous-objet : Général	91 313 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1208775001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

D'autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:38

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1208775001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

CONTENU

CONTEXTE

La Division culture, sports, loisirs de la Direction culture, sports, loisirs et développement social (DCSLDS) travaille depuis quelques années à l'actualisation des différents programmes de soutien destinés aux organismes sans but lucratif (OSBL) reconnus par l'arrondissement et participant à la réalisation de l'offre de services dans les domaines du sport et du loisir. Ces nouveaux modes d'intervention permettent de moduler et d'optimiser l'accessibilité aux installations récréatives tout en clarifiant les règles pour le bénéfice des citoyens et OSBL du milieu et respectant les politiques et plans d'action de la Ville et de l'arrondissement.
Cet exercice a de plus permis à la DCSLDS d'intégrer les nouvelles exigences administratives et juridiques en matière d'octroi de convention de services et de convention de contribution. Les nouveaux programmes reflètent les nouvelles orientations et attentes de l'arrondissement en regard de la réalisation de l'offre de services municipale en sport et loisir.

Après une année complète d'exploitation, la DCSLDS a une meilleure connaissance de la fréquentation et de l'utilisation du pavillon par les usagers. Le présent sommaire vise a accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'a autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022. le pavillon NDG.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

s/o

DESCRIPTION

Le volet accueil et surveillance ayant comme principal objectif l'accessibilité du parc et du pavillon aux citoyens-usagers, le pavillon devra être accessible aux citoyens et, le cas échéant, aux différents organismes communautaires reconnus par l'arrondissement. L'ouverture, l'accès et la surveillance du pavillon seront assurés par l'organisme Loisirs sportifs CDN-NDG selon des horaires variables et saisonniers établis par la DCSLDS.

Une demande de soumission précisant l'ensemble des exigences, soit l'accueil et la surveillance, a été transmise à l'organisme qui a déposé une offre de services en bonne et due forme à la DCSLDS. Le coût total de cette convention de services est d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

JUSTIFICATION

La Loi sur les cités et villes permet de négocier de gré à gré une entente de services avec un organisme sans but lucratif à condition que le coût total de l'entente n'excède pas 365 700$. L'organisme a déposé une soumission répondant aux conditions du cahier de charge. L'organisme possède l'expérience requise et propose, dans les objets de sa mission, les services attendus par la Ville. De plus, l'organisme possède les ressources nécessaires à la réalisation des obligations visées. En raison de sa taille, Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est en mesure de répondre rapidement aux demandes variées de la Direction
L'organisme est reconnu conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif. Le coût demandé est compétitif.

La valeur du contrat est calculée sur la base suivante :

3100 heures correspondant aux exigences de la DCSLDS en fonction des saisons. De plus, une banque d'heures est prévue et sera pré-autorisée par le représentant de la direction pour répondre aux demandes ponctuelles (événements dans le parc, activités communautaires, etc.)

La DCSLDS a utilisé comme référence le nombre d'heures d'ouverture pour l'an 2019, soit 3100 heures, un montant de 65 000 $ couvrant les frais d'ouverture pour une année d'exploitation. Pour une convention d'une durée de deux (2) ans, la somme allouée pour cette convention sera de 130 000 $.

Les heures facturées par mois varient selon la saison, les réservations et la programmation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la période visée par cette convention de services à être signée, le montant maximal accordé pour la réalisation de la gestion du Pavillon NDG est de 65 000 $, toutes les taxes incluses si applicables. L'arrondissement a prévu une réserve de 8 % du contrat total pour des imprévus ou des dépenses excédentaires. Cette dépense respecte le cadre financier de la DCSLDS.
Cette convention de services est totalement financée par la DCSLDS.

Pour la portion 2021, le montant sera disponible et planifié à même le budget de fonctionnement de la DCSLDS, suite à l'adoption du budget de l'arrondissement 2021.

Pour la seconde portion, soit 2022, le montant sera disponible et planifié à même le budget de fonctionnement de la DCSLDS, suite à l'adoption du budget de l'arrondissement 2022.

Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Montant maximal réservé à cette convention de service 130 000 $
Durée : 2 ans (14 mars 2020 au 31 mars 2022)

Imputation budgétaire pour la partie en provenance de l'arrondissement :

2406.0010000.300732.07123.54590.000000.0000.000000.012123.00000.00000

La demande d'achat # 635893 a été créée pour réserver les crédits.

Les renseignements relatifs au code d'imputation sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre (4) piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans son Plan local de développement durable 2019-2022

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'octroi de cette convention de services, le pavillon ne sera pas accessible aux citoyens et aux OSBL de l'arrondissement. Les citoyens et groupes seront privés d'une installation de qualité et accueillante, et, ne pourront pas offrir d'activités communautaires. Il est important de noter que ce pavillon occupe une place importante dans le voisinage et que sa présence est un levier permettant d'améliorer la qualité de vie de plusieurs familles.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2020 : Transmission des documents d'appel d'offres sur invitation et des gabarits à compléter.
Février 2020 : Analyse de l'offre de services déposée par le groupe.
Mars 2020 : Adoption au conseil d'administration de l'arrondissement.
Mi-mars 2020 : Signature de la convention de services.
Janvier 2022 : Évaluation, suivi et reddition de compte de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications réalisées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nadia MOHAMMED, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-23

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514-868-5024
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208775001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

DEMANDE DE SOUMISSION

FOR_LSCDNNDG__PavillonNDG_2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Direction culture, sports, loisirs et développement social
5160, boulevard Décarie, bureau 400
Montréal (Québec) H3X 2H9

attachant

PAR COURRIEL
perreaultclaudine@hotmail.com

Montréal, le 13 février 2020

Madame Claudine Perreault
Loisirs sportifs CDN-NDG
4880, avenue Van Horne
Montréal (Québec) H3W 1J3

Objet : Demande de soumission – Contrat de services de gré à gré
Accueil et surveillance du Pavillon NDG

Madame,

Comme discuté lors de notre rencontre au début février, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) désire octroyer un contrat de services de gré à gré visant l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG.

L'adjudicataire de cette entente sera entre autre responsable de :

- l'ouverture et la fermeture du pavillon;
- faire appliquer les règles de sécurité et d'usage;
- effectuer le montage des salles (au besoin);
- répondre aux questions des utilisateurs et visiteurs;
- compiler l'achalandage;
- transmettre tout commentaire ou observation pertinente.

Lorsque nécessaire, il devra également effectuer de légères tâches d'entretien sanitaire.

Dans le cas où vous choisiriez de répondra à la présente demande de soumission et que les termes de votre soumission soient acceptés par la DCSLDS, un contrat de services sera conclu de gré à gré avec votre organisme (Loisirs sportifs CDN-NDG) afin d'assurer l'ouverture, la fermeture, l'accès et la surveillance du pavillon selon des horaires variables et saisonniers établit par l'arrondissement.

Le volet surveillance de cette entente de services ayant comme principal objectif l'accessibilité du parc et du pavillon aux citoyens-utilisateurs, la durée du contrat sera de deux ans année débutant le 14 mars 2020 prochain pour prendre fin le 31 mars 2022. Ainsi, le pavillon devra être accessible aux citoyens et, le cas échéant, aux différents organismes communautaires reconnus par l'arrondissement (selon l'approbation de l'arrondissement).

De plus, l'adjudicataire assurera l'accès aux différents locaux (salle multifonctionnelle au rez-de-chaussée et salle d'activités au sous-sol) ainsi que la gestion des équipements disponibles pour la tenue de différentes activités (physiques, communautaires, de loisirs et culturelles) afin de permettre l'accès libre au pavillon.

Votre soumission devra être reçue **avant 16 h le mardi 18 février 2020**. Veuillez l'adresser à mon adresse courriel : **april.leger@montreal.ca**

Pour toute information ou précision concernant la demande de soumission, n'hésitez pas à communiquer avec moi au 514 872-0322.

Veuillez agréer mes salutations distinguées.

April Léger
Chef de section

AL/ml



Conv_Accueil_Surveillance_Pavillon NDG 20-22.pdf

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de Règlements intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38, dont l'adresse principale est le 4880, rue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1J3, agissant et représentée par Claudine Perreault, directrice générale, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141753020
Numéro d'inscription TVQ : 1019925176
Numéro d'organisme de charité : s/o

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine dont la mission s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, *Accueil et surveillance du Pavillon NDG* lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Description de la prestation de service du Contractant.

1.2 « **Responsable** » : La Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'unité administrative ou son représentant dûment autorisé

1.3 « **Unité administrative** » : L'arrondissement de Côte-des-Neiges−Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe (ci-joint(e)s), pour les services rendus en lien avec l'*accueil et la surveillance du Pavillon NDG*.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et l'Annexe font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 14 mars 2020 et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 31 mars 2022, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et à l'Annexe 1;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent trente mille dollars (130 000,00 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables à tous les mois, sur présentation d'une facture, pour une somme d'une valeur maximale de cent trente mille dollars (130 000,00 $) taxes incluses si applicables pour la durée de la convention , soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

Chaque versement est conditionnel à ce que le Contractant ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant

si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cent trente mille dollars (130 000,00 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 4880, rue Van Horne, Montréal, Québec, H3W 1J3 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

LOISIRS SPORTIFS CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Claudine Perreault, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le 11e jour de mars 2020 (Résolution …….).

ANNEXE 1

Description de la prestation de service du Contractant

Offre de service



PAVILLON NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
PARC NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
Du 14 mars 2020 au 31 mars 2022

Table des matières

MISE EN CONTEXTE 1

OBJECTIFS DU CONTRAT 3

MODALITÉS GÉNÉRALES 4

VOLET 1 – RESSOURCES HUMAINES**Erreur ! Signet non défini.**

VOLET 2 – ACCUEIL, SURVEILLANCE ET ENTRETIEN 5

VOLET 3 – ADMINISTRATION ET FINANCES 7

13 février 2020

OBJECTIFS DU CONTRAT

Pour assurer la réalisation du contrat de service et de répondre aux attentes de **la cliente**, nous mettrons en place cinq (5) objectifs qui sont en lien direct avec l'objectif stratégique 1 de notre plan stratégique 2018-2020 : **ACCROÎTRE LA QUALITÉ DE L'EXPÉRIENCE CLIENT ET DES SERVICES À LA COMMUNAUTÉ.**

1. **ASSURER L'ACCESSIBILITÉ AU PAVILLON NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**
   Le pavillon sera ouvert selon le calendrier prévu dans la demande de soumission. L'horaire proposé (annexe 3) devra être approuvé par **la cliente**. Les employés seront sur place au moins 15 minutes avant l'ouverture leur permettant de faire les vérifications nécessaires et de faire le montage de l'équipement au besoin. Les employés resteront sur place quinze à trente (15-30) minutes après la fin des activités, leur permettant de faire le rangement, l'entretien mineur et la fermeture du pavillon, après la sortie des utilisateurs.

2. **ASSURER LE BON DÉROULEMENT DES ACTIVITÉS ET LA SÉCURITÉ**
   Les employés accueilleront et dirigeront les citoyens. Ils effectueront des tournées régulières de tous les locaux afin de vérifier que tout se déroule bien. Ils assureront la sécurité des lieux et ils interviendront en cas d'urgence.

3. **ASSURER UN SUIVI RÉGULIER SUR L'ÉTAT ET L'UTILISATION DES LIEUX**
   La vérification des locaux et de l'équipement sera effectuée de façon régulière pour faire l'état des lieux et de nous permettre d'aviser **la cliente** des besoins du pavillon (entretien, réparations, etc.) ou de certaines situations problématiques (télégestion ou de l'équipement, etc.). Un livre de bord sera mis en place afin de faire les suivis au niveau de la fréquentation du pavillon et des commentaires ou questions des citoyens qui y viendront. Un rapport régulier sera envoyé au responsable de la Ville de Montréal. Dans le format et à la fréquence déterminés par le représentant de l'arrondissement.

4. **ASSURER UN SERVICE À LA CLIENTÈLE DE QUALITÉ**
   Tous les employés réserveront un accueil courtois et chaleureux pour les utilisateurs du pavillon. Les employés communiqueront les informations concernant le pavillon et les services que nous y retrouvons en plus des services offerts par la Ville de Montréal et/ou organismes de la communauté. Nous nous assurerons de satisfaire les citoyens aux meilleures de nos capacités.

5. **ASSURER UN ENVIRONNEMENT PROPRE, SÉCURITAIRE ET DURABLE**
   Dans le but d'offrir des installations de qualité à l'ensemble de la communauté. Les employés s'assureront qu'un entretien des lieux (mineur) soit fait à chaque jour afin de garder le pavillon propre, sécuritaires et en bon état dans un esprit de prévention et de durabilité pour assurer la pérennité des installations de l'arrondissement.

Pour assurer l'atteinte des objectifs mentionnés ci-haut :

La cliente mettra à la disposition de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, le pavillon et l'équipement qui s'y retrouve ainsi qu'elle lui payera les frais encourus pour la réalisation du contrat.

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de- Grâce :

- Assurera la présence d'un personnel qualifié, qui sera formé afin qu'il puisse faire son travail et répondre aux attentes de l'organisme, de la cliente et des utilisateurs du pavillon. Ceci sera possible avec une bonne supervision, une bonne formation et un bon encadrement des employés.
- En collaboration avec le représentant de l'arrondissement, effectuera la distribution des plateaux selon les politiques et priorités de l'arrondissement et le besoin de la communauté. Ceci sera effectué par un processus de demande d'utilisation et réservation des locaux approuvé par la cliente.
- Mettra en place divers documents administratifs et rapport qui seront complétés afin que l'on puisse assurer les suivis pour assurer le bon fonctionnement et le bon entretien ainsi que démontrer l'utilisation du pavillon. (Feuille de vérification des locaux, rapport de fréquentations mensuelles etc.).

13 février 2020

MODALITÉS GÉNÉRALES

Assurances
Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce à une police d'assurance en vigueur, avec la compagnie Lloyd's (ALL SPORT INSURANCE MARKETING INC.). La couverture est de 5 000 000.00$, de 250 000.00$ en responsabilité locataire et de 1 000 000.00$ pour responsabilité professionnelle.

Indemnisation
Nous renonçons à toute réclamation et à tout recours contre la Ville, ses employés et ses mandataires pour les pertes.

Siège social
Le siège social de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, tel qu'inscrit au registraire des compagnies du Québec, se situe au 4880, avenue Van Horne, Montréal, QC, H3W 1J3.

Expérience
Loisirs sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, son Conseil d'administration et la direction, reconnait posséder plus de vingt-deux (22) ans d'expérience en gestion de centres et de plateaux, de services, d'équipement, d'activités et de programmes au pour plusieurs installations de l'arrondissement tels que ceux qui font l'objet de la demande soumission. Comme par le passé, nous nous engageons fournir des services de qualité et un personnel qualifié.

Santé et sécurité au travail
Nous sommes conformes à toute exigence légale de la CNESST en matière de normes du travail et de santé sécurité au travail.

Lois, règlements et ordonnances
Nous nous conformons à : La Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., c.S-3), Le Règlement sur la sécurité des bains publics (L.R.Q., c.S-3, r.3) La Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2) Le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels (L.R.Q., Q2, r.39). La Loi sur les normes du travail (L.R.Q. c. N-1.1). Le décret sur le personnel d'entretien des édifices publics de la région de Montréal (L.R.Q. c. D-2, r.15)

Permis, licences et certificats
L'organisme s'engage à se procurer et détenir en tout temps les permis, les licences et les certificats exigibles et respecter les exigences qui leur sont rattachées.

Cession du contrat et sous-traitance
L'organisme ne prévoit pas sous-traiter aucun service dans le présent contrat. Mais, si nécessaire, tout sous-traitant ou contrat de services en sous-traitance qui seront considérés par Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce seront soumis à l'Arrondissement pour approbation, avant tout octroi de contrat. Dans le cas où les services d'un sous-traitant seraient retenus, Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce ne se dégagerait en aucun cas ses responsabilités en vertu du contrat et assumerait la responsabilité pour le suivi et la réalisation des travaux.

Accès aux lieux
Nous reconnaissons l'autorité de la Ville de Montréal (Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce), en tant que propriétaire du Pavillon Notre–Dame-de-Grâce et en tant que maître d'œuvre dans l'offre de service du pavillon.

Facturation et paiement
La facturation mensuelle pour l'ensemble du contrat sera acheminée à la cliente au plus tard le dernier jour travaillé de chaque mois.

13 février 2020

Liste du personnel

La liste du personnel pour le présent contrat sera communiquée au responsable de l'arrondissement, une fois les dates et l'horaire pour l'exécution du contrat sont confirmés. Tout changement sera communiqué promptement au représentant de l'arrondissement. **Annexe 2**

Qualifications

Les qualifications du personnel respectent les qualifications exigées par les lois et règlements en vigueur ainsi celles demandées selon les normes de qualification de l'arrondissement.

Le personnel sera formés, afin de répondre aux attentes, en premiers soins RCR-DEA à jour et valide pour une période restante de deux (2) ans, une formation service à la clientèle et une formation sur mesure pour l'entretien mineur et une formation pour les situations et les mesures en cas d'urgence. Ces formations seront organisés par Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

Conditions salariales

Les conditions salariales sont définies dans notre politique et échelle salariale.

Politesse envers le public

Tel que décrit dans les descriptions de postes au sein de l'organisme. Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges attend de son personnel :

D'accomplir les tâches dans un esprit de coopération avec les autres employés. D'adhérer à la mission et aux valeurs de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Offrir le meilleur de ses compétences afin d'assurer un service à la clientèle de qualité et le succès des activités et des programmes. Effectuer le travail de façon professionnelle, courtoise et avoir un comportement irréprochable lorsqu'il est en poste.

Les clients sont au cœur de nos actions et nous nous engageons à assurer l'excellence de nos services en favorisant l'amélioration continue de nos pratiques et des compétences de notre personnel.

Tout employé qui ne respecte pas la mission et les valeurs de l'organisme sera rencontré par son superviseur immédiat et devra changer son comportement ou pourrait faire l'objet de mesures disciplinaires.

Premiers soins

Tous les employés de première ligne doivent détenir une certification de premiers soins RCR-DEA valide pour une période de deux (2) ans en tout temps. Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce assure la certification de l'ensemble de son personnel gratuitement à tous les deux (2) ans.

VOLET 2 – ACCUEIL, SURVEILLANCE ET ENTRETIEN

Accueil

Les citoyens pourront obtenir de l'information sur le pavillon, ainsi que, l'information concernant les autres activités et services de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, de la Ville de Montréal ou de ses partenaires dans le quartier.

13 février 2020

Le personnel agira en tant que ressource de l'offre de service en sport et loisir pour le centre et l'ensemble du quartier.

- Diffusion de l'information : Tel que décrit plus haut, le personnel diffusera l'information en personne.
- Tâches administratives : Prise de commentaires, suggestions et plaintes, vérification des formulaires administratifs, etc.

Surveillance

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce assurera la présence nécessaire aux opérations conformément aux périodes et aux heures prévues du contrat pour la surveillance du Pavillon.

i. l'employé sera responsable de rendre accessible les salles aux usagers;
ii. l'employé sera responsable d'assurer la sécurité des participants et des lieux;
iii. l'employé assurera un service à la clientèle de qualité;
iv. l'employé fera le respect des lieux en tout temps;
v. l'employé fera le montage et démontage des équipements au besoin;
vi. l'employé interviendra en cas d'urgence

Entretien mineur

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges assumera :

I. L'entretien ménager mineur du pavillon (balais, miroirs et comptoirs, ramassage de dégâts, enlevage de graffitis mineurs à l'intérieur etc.).
II. Entretenir pour assurer la sécurité des utilisateurs. Ex : Accumulation d'eau.
III. L'entretien des espaces extérieurs adjacents au pavillon : ramassage de déchets et déneigement des entrées principales et d'urgence.

Nous nous engageons à participer à l'élaboration de solutions ou de plans de rechange advenant des modifications aux lois et règlements qui entraîneraient des changements majeurs aux équipements.

Appel de service

Suivant la procédure qui sera mise en place, tous les appels de services et suivis de ceux-ci seront effectués par le responsable des opérations et du service, et seront inscrits dans le rapport mensuel.

Entretien ménager

Les employés assumeront des travaux d'entretien ménager léger : Balayage et lavage de plancher, nettoyage des comptoirs, lavabos et toilettes, remplissage de papier hygiénique. Les feuilles de travail pourront être fournies à la demande du responsable de l'arrondissement.

Enlèvement des ordures

Les ordures seront disposées par le personnel à l'endroit et à l'horaire indiqués par l'arrondissement. Les directives relatives aux déchets recyclables établies par le directeur et conforme au Plan d'action en développement durable de l'arrondissement seront respectées.

13 février 2020

VOLET 3 – ADMINISTRATION ET FINANCES

Formation

Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce s'engage à assurer la formation et la formation continue à ses employés de surveillance et au besoin embauchera une firme spécialisée (service à la clientèle, mesures d'urgence.

Chaque employé qui commence à travailler dans un de ses centres sera soumis à la nouvelle politique d'intégration : embauche, formation préliminaire (visite des lieux et attentes), accompagnement pour les premiers quarts de travail par un superviseur ou un collègue avec plus d'expérience.

* Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce est soumis à loi de formation de la main-d'œuvre de 1% de sa masse salariale.

Rapports

Les rapports suivants seront remis au représentant de l'arrondissement :

I. Rapport de fréquentations mensuelles;
II. Rapport d'accident, d'incident et de vols;
III. Rapport hebdomadaire d'inspection de l'état des lieux (Propreté, bris etc.);
IV. Listes des commentaires, suggestions et plaintes reçus;
V. Tout autre rapport pertinent au contrat de service;

Suivi financier

La tenue des livres comptables de l'organisme est une comptabilité par projet sur le logiciel ACOMBA. Chaque contrat ou subvention est identifié par un numéro de projet. Un état des résultats par contrat/projet sera remis au représentant de l'arrondissement, à chaque mois afin de permettre le suivi financier et l'évolution du contrat.

Les finances et les politiques et procédures de gouvernance sont soumis à un audit par la firme G. Blais et associés Inc. à la fin de chaque année fiscale. Notre année fiscale est du 1er janvier au 31 décembre.

13 février 2020

Annexe 1

DESCRIPTION DE POSTE « APPARITEUR-PAVILLON »

DESCRIPTION DE POSTE

Nom de l'organisation :	Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Secteur :	
Division :	
Titre de l'emploi :	Appariteur – Pavillon NDG
Nom du titulaire :	
Supérieur immédiat :	Responsable des opérations et services

Rôle principal du titulaire :
Sous la supervision du responsable des opérations et service, l'appariteur accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires au pavillon NDG. Il assure la sécurité, la salubrité et le confort des lieux.

Principales tâches et responsabilités réalisées par l'agent(e) d'opération	**% du temps consacré**
1- Accueille et informe les citoyens et les organismes communautaires dans le	
2- Effectue la vérification et assure la sécurité des espaces du pavillon et des utilisateurs.	
3- Effectue le montage et le démontage de l'équipement.	
4- Assure un service à la clientèle de qualité	
5- Assure le respect des lieux par les utilisateurs	
6- Effectue diverses tâches de nettoyage et d'entretien mineures	
7- Effectue des tâches administratives (Rapport et prise de commentaires)	
8- Intervient en cas d'urgence	
9- Effectue toutes autres tâches connexes	

Autres considérations

Accomplir les tâches dans un esprit de coopération avec les autres employés. Adhérer à la mission, la vision et les valeurs de Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Offrir le meilleur de ses compétences afin d'assurer un service de qualité et le succès des activités et des programmes.

Effectuer le travail de façon professionnelle et avoir un comportement irréprochable lorsqu'en poste.

13 février 2020

Annexe 2
LISTE DES EMPLOYÉS

NOM	Prénom	Premiers soins	Autre
Bazzi	Wael	Oui	
Kiri	Mario	Oui	
Dagher	Alexandra	Oui	
Serfa	Nicholas	Oui	

13 février 2020

Annexe 3

CALENDRIER ET HORAIRE

Nous comprenons que le calendrier annuel et l'horaire d'ouverture et fermeture est variable pour le Pavillon Notre-Dame-de-Grâce.

Il est convenu de commun accord que **la cliente** enverra chaque semaine à son partenaire Loisirs Sportifs CDN-NDG les heures d'ouverture et de fermeture du Pavillon Notre-Dame-de-Grâce, lesquelles sont ajustables à la demande de **la cliente**.

Les appariteurs doivent être sur les lieux de travail quinze (15) minutes avant l'ouverture du pavillon au public et ils doivent aussi quitter les lieux quinze-trente (15-30) minutes après la fermeture des lieux au public. L'horaire du pavillon sera affiché sur les deux (2) portes principales d'entrées et ce, dans les deux langues.

13 février 2020

Annexe 4

BUDGET

L'ouverture, l'accès et la surveillance du pavillon seront assurés par l'OSBL Loisirs Sportifs Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce selon des horaires variables et saisonniers établit par l'Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

L'estimation de cette offre est basée sur l'année 2019 : 3096 heures d'accueil et surveillance.

La valeur du contrat est calculée sur la base suivante :

- **Un taux horaire de 13.50$ et 15,79% (d'avantages sociaux)**
- **Frais administratifs de 8%**
- **Les taxes applicables, TPS et TVQ**

Budget estimé pour 1 an

	Montant
Heures de surveillance et d'accueil	41 796$
Frais d'employeur	6 600$
Frais d'administration	3 872$
Sous-Total	**52 268$**
TPS	2 613$
TVQ	5 096 $
Total	**59 977$**

Valeur totale estimé du contrat du 14 mars 2020 au 31 mars 2022

Mars 2020- mars 2021	**59 977$**
Mars 2021- mars 2022	**59 977$**
	119 954$

13 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1208775001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208775001 - cert. fonds DSLCDS Contrat de service - Chalet NDG -L.S..doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-02

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1208775001**
Nature du dossier	**Contrat de service –Pavillon NDG**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à accepter l'offre de services pour l'accueil et la surveillance du Pavillon NDG déposée par l'organisme Loisirs sportifs Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Autoriser la signature d'une convention de services d'une valeur maximale de 130 000 $, toutes les taxes incluses si applicables, pour la période visée, soit du 14 mars 2020 au 31 mars 2022.

GDD 1208775001 - Loisirs Sportifs de CDN-NDG - (Pavillon NDG)

Calcul des dépenses **2020-2021**					
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**
Contrat	56 534.03 $	2 826.70 $	5 639.27 $	65 000 $	**59 353.66 $**

La dépense annuelle net de ristournes est de 59 353 66 $ $ et sera imputée comme suit :

GDD 1208775001 – Contrat de service – Pavillon NDG – L.S. CDN-NDG

Imputation	2020-2021	2021-2022
2406.0010000.300732.07123.54590.000000 .0000.000000.012123.00000.0000 CR: CDN - Contrats - Conventions de services A: Exploitation des centres commun. - Act.récréatives O: Autres services techniques P: Général Au: Pavillon NDG	59 353.66 $	59 353.66 $
Total	**59 353.66 $**	**59 353.66 $**
Grand Total	**118 707.33 $**	

Cette dépense est entièrement financée par la DSLCDS et pour les années ultérieures, est conditionnelle à l'approbation du budget de fonctionnement par le Conseil municipal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, pour la réalisation du programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022, et autoriser une dépense de totale de 1 050 159,03 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder un contrat de service et d'approuver un projet de convention par lequel la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) s'engage à fournir les services requis pour la réalisation du Programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour un montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, soit 283 988,25 $ en 2020, 381 179,49 $ en 2021 et 384 991,29 $ en 2022, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

D'autoriser un versement maximal de 1 050 159,03 $, incluant les taxes applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 12:01

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205284005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, pour la réalisation du programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022, et autoriser une dépense de totale de 1 050 159,03 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le programme d'action environnementale Éco-quartier vise à sensibiliser les citoyens à adopter des comportements et des pratiques plus respectueuses de l'environnement et de leurs milieux de vie. Créé en 1995 par la Ville de Montréal, la responsabilité du programme a été transférée aux arrondissements en 2002 lors des fusions municipales. Depuis lors, les différentes administrations de l'Arrondissement qui se sont succédées ont toujours soutenu activement ce programme. Depuis cette prise en charge, le programme a connu une saine évolution afin de s'adapter aux réalités et aux besoins des milieux.
Aujourd'hui, le programme Éco-quartier s'inscrit dans le Plan de développement durable de l'Arrondissement. Il a pour but de promouvoir l'éco-civisme dans les habitudes quotidiennes des Montréalais et vise à accentuer leur participation à l'amélioration de la qualité de l'environnement.

Un appel de propositions a été initié à l'automne 2019 auprès des organismes en vue d'assurer la poursuite du programme Éco-quartier et d'initier une nouvelle entente avec un organisme partenaire du milieu.

La période de l'appel de propositions a débuté le 27 septembre 2019 pour se terminer le 23 janvier 2020. Au terme de cette période, un seul organisme a déposé une proposition. Il s'agit de la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV).

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce confie un mandat de deux ans et sept mois à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour la réalisation du programme Éco-quartier. Cette entente se termine le 31 décembre 2022. Le

montant accordé pour le mandat est de 283 988,25 $ en 2020, 381 179,49 $ en 2021 et 384 991,29 $ en 2022, pour un montant totalisant 1 050 159,03 $, taxes incluses.

Cette entente fait l'objet d'une évaluation annuelle de l'organisme par l'Arrondissement et est résiliable à tout moment. À cet effet, il est recommandé d'autoriser la Secrétaire d'arrondissement à signer une convention avec l'organisme pour la réalisation du programme Éco-quartier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170232 : Approuver la pondération appliquée aux critères de sélection pour le contrat de service du programme Éco-quartier et la composition du comité d'évaluation.
CA19 170321 : Prolonger pour une période de 3 mois (du 1er janvier 2020 au 31 mars 2020) le contrat de services actuel du Programme Éco-quartier entre l'arrondissement de Côte-des–Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et la Société Environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) et autoriser une dépense à cette fin de 93 417,19 $ taxes incluses. Approuver le projet de convention à cette fin.

CA18 170318 : Prolonger pour une période de 6 mois (du 1er juillet 2018 au 31 décembre 2018) la convention actuelle du Programme Éco-quartier entre l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et la Société Environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV).

CA18 170318 : Accorder à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) un contrat de services de 373 668,75 $ (taxes comprises) pour la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 (12 mois), afin de réaliser le programme Éco-quartier dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

CA15 170158 - Accorder à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) une contribution financière de 975 000 $ pour la période du 1er juillet 2015 au 30 juin 2018 (36 mois), afin de réaliser le programme Éco-quartier dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce. (GDD 1154795002).

CA14 170429 Convention et contributions financières - Prolongation de la convention Éco-quartier pour une période de 6 mois (1er janvier au 30 juin 2015).

CA11 170453 Contributions financières - Programme Éco-quartier - 2012 à 2014.

CA08 170330 Accorder une contribution financière annuelle de 325 000 $ aux organismes pour le programme Éco-quartier.

DESCRIPTION

L'organisme retenu, suite à l'appel de propositions, s'engage à mettre en oeuvre le programme Éco-quartier de l'Arrondissement pour la période du 1er avril 2020 au 31 décembre 2022. Les détails de la nature de cet engagement sont précisés dans la convention de services en pièces jointes.
En plus de viser l'adoption de meilleures pratiques éco-civiques au sein de la population, le programme Éco-quartier tend également à contribuer à l’atteinte des objectifs poursuivis par la Ville de Montréal et de l’Arrondissement à l'égard de leurs responsabilités municipales en matière d’environnement. Cette contribution se reflète par :

- Le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l’agglomération de Montréal;
- Le Plan de développement durable de la collectivité montréalaise « Montréal durable 2016-2020 »;

- Le Plan local de développement durable 2019-2022 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;
- Le Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal.

Dans cette optique et afin de maximiser l'utilisation des ressources financières disponibles pour la réalisation du programme Éco-quartier, l'Arrondissement demande au contractant de se consacrer à quatre grands volets liés à l'environnement et au développement durable, soit :

- La gestion des matières résiduelles selon les principes des 4RV-E (repenser, réduire, réutiliser, recycler, valoriser, éliminer);
- La nature en ville (verdissement et biodiversité);
- La propreté et l'embellissement;
- La conservation des ressources.

Ainsi, le programme Éco-quartier contribue à l'atteinte des objectifs suivants du Plan local de développement durable 2019-2022 de l'Arrondissement :

§ de verdir, d'améliorer de façon continue la propreté des quartiers (volet propreté);
§ de réduire les quantités de déchets et intensifier la participation aux collectes sélectives (volet 4RV-E);
§ d'améliorer la qualité visuelle du paysage urbain (volet embellissement);
§ d'améliorer la biodiversité dans le paysage montréalais (volet nature en ville).

Au cours de la prochaine entente, l'approche privilégiée auprès de la population est centrée sur la sensibilisation, l'information, l'éducation et, surtout, la mobilisation et la participation directe des citoyens à des projets concrets sur le terrain. La stratégie d'intervention du programme table sur la réalisation d'activités scindées en deux regroupements : des activités régulières offertes en continu et/ou se déroulant périodiquement à chaque année et la réalisation de campagnes ciblées et/ou de projets particuliers.

Les activités régulières sont principalement liées à la promotion, auprès de la population, de meilleures pratiques d'éco-civisme, alors que les campagnes ciblées et/ou projets particuliers consistent à la réalisation concrète d'actions à caractère environnemental qui, bien souvent, prennent la forme de projet comme mode opératoire.

JUSTIFICATION

Le contrat de service permettra à l'organisme d'assurer la poursuite du programme Éco-quartier et la continuité du service offert aux résidents de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. Par ailleurs, la mission et les objectifs de l'organisme qui recevra ce contrat s'inscrit dans le cadre du Plan local de développement durable adopté en 2019 par l'Arrondissement.
Un comité de sélection s'est tenu le 18 février 2020 afin d'évaluer la proposition de la SOCENV. Ce comité était formé de trois représentants de la Ville de Montréal, dont deux cadres de l'arrondissement et un cadre d'un autre arrondissement. Les trois membres du comité ont été sélectionnés en raison de leurs compétences et de leurs connaissances soit en gestion, en milieu communautaire ou en environnement et développement durable.

L'évaluation de la proposition a été faite sur la base d'un formulaire complété par l'organisme portant sur sa description, celle de son équipe, de sa connaissance du territoire, de sa capacité de mobilisation citoyenne et de sa capacité à produire un plan d'action relié aux enjeux du programme Éco-quartier et une planification budgétaire.

Lors de cet exercice, les participants devaient compléter une grille d'évaluation comportant six critères associés à une pondération.

Le rapport du comité de sélection, en pièce jointe, recommande que le contrat soit adjugé à la SOCENV.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir intervention financière pour détails.

Le montant accordé pour le mandat est de 283 988,25 $ en 2020, 381 179,49 $ en 2021 et 384 991,29 $ en 2022, pour un montant totalisant 1 050 159,03 $, taxes incluses.

Selon les termes de l'entente, à chacune des années du mandat, les paiements se feront selon les modalités suivantes :

> Pour les mois de 2020, un premier versement équivalent à cinquante pour cent (50 %) de la valeur annuelle du contrat, dans les trente (30) jours suivant la signature de la convention par les deux parties;
>
> Pour les 2 années suivantes, un premier versement équivalent à cinquante pour cent (50 %) de la valeur annuelle du contrat, suite à l'approbation par le Directeur du document de la planification annuelle pour l'année;
>
> Un second versement équivalent à quarante pour cent (40 %) de la valeur annuelle du contrat, suite à l'approbation par le Directeur du rapport d'étape requis à mi-mandat et d'un état financier;
>
> Un versement final de dix pour cent (10 %) de la valeur annuelle du contrat, suite à l'approbation par le Directeur, du rapport final d'activités du projet et de la remise des états financiers vérifiés.

Pour l'année 2020, les fonds requis pour octroyer ce contrat sont disponibles au budget de fonctionnement de la Direction des travaux publics et seront imputés selon les instructions comptables décrites dans la certification de fonds.

Pour les années subséquentes, la dépense nette de ristourne calculée dans le tableau ci-dessous, devra être prévue lors de la confection du budget de fonctionnement respectif dans le centre de responsabilité 300717 - CDN - Voirie.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services

		2020	**2021**	**2022**	**TOTAL**
Soumission	100%	247 000,00 $	331 532,50 $	334 847,83 $	**913 380,33 $**
T.P.S	5%	12 350,00 $	16 576,62 $	16 742,39 $	**45 669,02 $**
T.V.Q	9,975%	24 638,25 $	33 070,37 $	33 401,07 $	**91 109,69 $**

Total Taxes incluses		283 988,25 $	381 179,49 $	384 991,29 $	**1 050 159,03 $**
Ristourne TPS	100%	(12 350,00) $	(16 576,62) $	(16 742,39) $	**(45 669,02) $**
Ristourne TVQ	50%	(12 319,13) $	(16 535,18) $	(16 700,54) $	**(45 554,84) $**
Déboursé Net		**259 319,13 $**	**348 067,68 $**	**351 548,36 $**	**958 935,17 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En lien avec le Plan de développement durable de la collectivité Montréalaise " Montréal durable 2016-2020 " et le Plan local de développement durable de 2019-2022 de CDN-NDG, le programme Éco-quartier de l'Arrondissement touche aux quatre priorités de l'administration municipale. Les actions en lien avec le verdissement, la biodiversité et la pérennité des ressources, par la réduction et la valorisation des matières résiduelles et l'optimisation de la gestion de l'eau, seront priorisées au cours de la nouvelle entente.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les interventions et services du programme Éco-quartier permettent une offre de service de proximité pour les résidents.
Advenant le cas où l'entente n'est pas approuvée, cela entraînera une cessation des services offerts aux citoyens en matière d'environnement et de développement durable par le programme Éco-quartier.

De plus, une non reconduction des activités du programme Éco-quartier réduira la capacité de l'Arrondissement à atteindre ses objectifs du Plan local de développement durable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Un appel de proposition a eu lieu en septembre 2019. Une seule offre a été déposée le 23 janvier 2020. La proposition a été analysée par un comité de sélection. La proposition de l'organisme Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV), s'est avérée conforme et a donc été retenue.
À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-24

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, pour la réalisation du programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022, et autoriser une dépense de totale de 1 050 159,03 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.



GDD Grille finale - Éco-quartier.pdf



1205284005-Convention_service_Éco-quartier_SOCENV_V1.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

GRILLE D'ÉVALUATION ET DE PONDÉRATION DES SOUMISSIONS CONFORMES

Mandat : **Programme Éco-quartier 2020-2022**	Numéro : **CDN-NDG-20-AOP-TP-002**

ÉVALUATION DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur 1**	
CRITÈRES	Nombre maximal de points attribués	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Niveau d'expertise dans le domaine*	**25**	**88**	**22**
Connaissance et implication dans la communauté	**20**	**85**	**17**
Compréhension du mandat	**20**	**85**	**17**
Capacité d'organisation et de mobilisation	**15**	**87**	**13**
Capacité de concertation	**10**	**80**	**8**
Saine gestion financière	**10**	**90**	**9**
POINTAGE TOTAL	**100**	**86**	**/100**
Rang et adjudicataire		**1**	

* le fournisseur doit obtenir un pointage équivalent à 70 % pour le critère concernant le niveau d'expertise dans le domaine (17.5 points sur 25) pour être admissible.

CONVENTION DE SERVICES AVEC UN ORGANISME SANS BUT LUCRATIF

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

(ci-après nommée la **« Ville »**)

ET : **LA SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES (SOCENV)**, personne morale (constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)~~,~~ dont l'adresse principale est située au 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Charles Mercier, directeur, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'il(elle) le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 896 559 838 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 101 892 2734 TQ 0002

(ci-après nommé le **« Contractant »**)

Le Contractant et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE le Contractant œuvre dans le domaine du développement durable, la protection et l'amélioration du cadre de vie et de l'environnement urbain;

ATTENDU QUE le Contractant adhère aux objectifs du Plan de développement durable de la Ville et au Plan local de développement durable de l'arrondissement et aux orientations décrites dans le document intitulé « Programme Éco-quartier » ;

ATTENDU QUE la Ville requiert les services du Contractant, lesquels sont plus amplement décrits à l'article 2 et à l'Annexe 1 des présentes;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : Document intitulé « Programme Éco-quartier 2020-2022 »;

1.2 « **Annexe 2** » : Formulaire de candidature dans le cadre du Programme Éco-quartier;

1.3 « **Annexe 3** » : Calendrier des honoraires

1.4 « **Responsable** » : Le Directeur des travaux publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce; ou son représentant dûment autorisé.

1.5 « **Unité administrative** » : Travaux publics.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et de l'Annexe 1 ci-jointe, à la mise en œuvre du programme Éco-quartier 2020-2022.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le préambule et les Annexes 1 à 5 font partie intégrante de la présente convention.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 1 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

Nonobstant la date de sa signature, la présente convention prend effet le 15 mars et se termine lorsque le Contractant aura complètement exécuté ses services mais au plus tard le 15 décembre 2020, le tout sous réserve des articles 11 et 13.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de toutes et chacune des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, la Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Responsable;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Responsable ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Responsable sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 lui verser les sommes prévues à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

En considération des sommes qui lui sont versées par la Ville, le Contractant s'engage à :

6.1 exécuter les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Responsable et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant conserve le libre choix des moyens d'exécution de la présente convention;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 à 5;

6.3 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.4 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.5 transmettre au Responsable, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Responsable, un rapport faisant état des services rendus, des coûts afférents, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités;

6.6 n'offrir aucune prestation de service susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.7 respecter les lois et les règlements en vigueur, se procurer tout permis ou toute licence exigée par les autorités compétentes et payer toutes les taxes et redevances qui pourraient être exigées en vertu de la présente convention;

6.8 rendre disponibles les ressources nécessaires à l'exécution de la présente convention, le recours à la sous-traitance est interdit sauf de manière accessoire et le Contractant s'engage à fournir l'essentiel des services à même ses propres ressources;

6.9 prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de tout jugement ou toute décision qui pourrait être prononcée à son encontre, en capital, intérêts et frais, dans toute poursuite ou réclamation découlant directement des activités décrites dans la présente convention;

6.10 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention une copie de ses lettres patentes;

6.11 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 5, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU RESPONSABLE

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Responsable a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la présente convention;

7.2 refuser les travaux, rapports, prestations et tout autre document du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la présente convention ou des Annexes;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, rapports, prestations et tous autres documents aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de un million cinquante mille et cent cinquante-neuf dollars et trois sous (1 050 159,03 $) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Les honoraires prévus au présent article sont payables comme indiqué à l'Annexe 4.

Les factures du Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder cent mille dollars (100 000 $).

9.2 La prétention du Contractant selon laquelle ses services ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville. Aucune somme additionnelle ne sera versée à titre de taxes au Contractant. Le Contractant doit prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales à cet égard.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à la présente convention en tout temps. Le Responsable avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. À la réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Responsable tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des services rendus qui demeurent impayés à la date de l'avis du Responsable en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 9.2 et 10 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 13
DÉFAUTS

13.1 Il y a défaut :

13.1.1 si le Contractant n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

13.1.2 si le Contractant fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

13.1.3 si l'administration du Contractant passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par le Contractant pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

13.1.4 si le Contractant perd son statut d'organisme sans but lucratif.

13.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 13.1.1, le Responsable avise par écrit le Contractant du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que le Contractant n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, le Contractant refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

13.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 13.1.2, 13.1.3 et 13.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

13.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 13.2 et 13.3, la Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Responsable ou de l'événement selon le cas. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation que cette dernière soit effectuée en application des articles 13.2 ou 13.3.

ARTICLE 14
ASSURANCES ET INDEMNISATION

14.1 Le Contractant doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 M$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

14.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Contractant ou par l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

14.3 Le Contractant s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 15
REPRÉSENTATION ET GARANTIE

15.1 Le Contractant déclare et garantit :

15.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

15.1.2 que les services visés par la présente convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences requises et les ressources pour les fournir;

15.1.3 que les droits de Propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec la présente convention ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

15.1.4 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de céder tous ses droits d'auteur prévus à l'article 10 de la présente convention;

15.1.5 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 16
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

16.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

16.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

16.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

16.4 **Représentations du Contractant**

Le Contractant n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

16.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux Parties.

16.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

16.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

16.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

16.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591, Montréal (Québec) H3S 2T6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, bureau 600, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

16.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de 20

SOCENV

Par : _____
Charles Mercier,
Directeur

Cette convention a été approuvée par le , le e jour de ……. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

Description du programme Éco-quartier 2020-2022

ANNEXE 2

Formulaire de candidature dans le cadre du Programme Éco-quartier

ANNEXE 3

Calendrier des honoraires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1205284005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Travaux et propreté
Objet :	Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 1 050 159,03 $ incluant les taxes, pour la réalisation du programme Éco-quartier dans l'arrondissement, pour une période de 33 mois, se terminant le 31 décembre 2022, et autoriser une dépense de totale de 1 050 159,03 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205284005 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières

Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Guylaine GAUDREAULT
Directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1205284005

Calcul de la dépense 2020

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Entente 2020	247 000.00 $	12 350.00 $	24 638.25 $	283 988.25 $	24 669.13 $	259 319.13 $
Entente 2021	331 532.50 $	16 576.63 $	33 070.37 $	381 179.50 $	33 111.81 $	348 067.69 $
Entente 2022	334 847.83 $	16 742.39 $	33 401.07 $	384 991.29 $	33 442.93 $	351 548.36 $
Total des dépenses	**913 380.33 $**	**45 669.02 $**	**91 109.69 $**	**1 050 159.04 $**	**91 223.86 $**	**958 935.17 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	958 935.17 $	100.0%

PROVENANCE - IMPUTATION	2020
2406.0010000.300717.04349.61900.016207.0.0.0.0	259 319.13 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Voirie Activité : Matières recyclables - autres Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Éco-quartiers	
Total de la disponibilité	**259 319.13 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1203558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder une contribution financière de 60 000,00 $ incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges » , pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 autoriser la signature d'une convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 60 000,00 $, incluant toutes les taxes si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:44

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203558010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Corporation de développement communautaire (CDC) de Côte-des-Neiges fait partie de la liste des organismes reconnus en vertu de la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif de l'arrondissement, jusqu'au 31 décembre 2021. La CDC de Côte-des-Neiges est un regroupement multi-sectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale. La CDC joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier.

En 2016, l'organisme a amorcé une démarche de planification stratégique du quartier qui a mené à l'adoption d'un plan stratégique en 2018. Parmi les priorités énoncées, celles visant l'accès à un logement salubre et à un logement abordable sont accompagnées de stratégies d'actions qui ont été déployées depuis leur adoption. Ainsi, deux chantiers ont été mis en place, l'un sur le logement social et abordable et l'autre sur la salubrité. L'arrondissement participe de façon active à ces chantiers, ce qui a permis un rapprochement et une meilleure compréhension des rôles et responsabilités des différents acteurs concernés par ces importantes problématiques.

Dans la foulée de l'adoption du Plan d'action en développement social 2019-2020 *Rassembler Montréal,* l'arrondissement a développé son propre plan local avec les acteurs du milieu, lequel a donné lieu à l'adoption en décembre 2019 par le conseil d'arrondissement du Plan d'action en développement social 2020-2024. Ce plan d'action s'articule autour de 4 axes dont l'Axe 1 :Aménager des quartiers à l'échelle humaine. Le volet 1 de cet axe porte sur le logement qui occupe une place prépondérante dans l'atteinte de cette grande orientation.

Afin de poursuivre la mise en oeuvre des stratégies d'action en logement et pour soutenir leur projet de concertation en logement dans le quartier Côte-des-Neiges, la CDC Côte-des-

Neiges a déposé une demande de soutien financier à la DAUSE. Le présent sommaire vise l'adoption d'une entente de contribution financière totalisant 60 000$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170104 : De reconnaître l'organisme Corporation de développement communautaire Côte-des-Neiges dans la classification partenaire reconnu et approuver conformément à la Politique de reconnaissance et de soutien des organismes sans but lucratif (OSBL) de l'arrondissement de Côte-de-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce jusqu'au 31 décembre 2021.
CA19 : Adoption du Plan d'action en développement social 2020/2024

CE19 1747 : Accorder un soutien financier totalisant la somme de 821 137$, pour la période 2019 à 2021, à neuf organismes ci-après désignés pour les projets et les montants indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal (Entente MIDI-Ville 2018-2021) / Approuver les projets de conventions à cet effet.

DESCRIPTION

Le projet vise à soutenir le travail de concertation en logement dans le quartier Côte-des-Neiges, au niveau de l'accès à un logement social/abordable et de la salubrité des logements. Il vise la mobilisation et la concertation des acteurs communautaires et institutionnels autour de projets communs, le soutien aux locataires et des représentations au sujet des interventions, règlements et politiques pouvant améliorer les conditions de logement dans le quartier.
Plus concrètement, le projet a pour objectifs de :

Contribuer à l'atteinte des objectifs établis pour les priorités logement du Plan stratégique du quartier Côte-des-Neiges;
Contribuer à l'atteinte des objectifs du volet 1 (Logement) de l'axe 1 - Aménager des quartiers à échelle humaine, du Plan d'action en développement social 2020/2024 de l'arrondissement.

La demande financière de 60 000 $ vise à financer un poste de coordination et d'animation des chantiers mis en place par la CDC afin de poursuivre le travail amorcé au cours de la dernière année. Ainsi, le Chantier sur le logement social et abordable a réalisé au cours de la dernière année une étude portant sur la Recension de modèles de financement et de développement en logement social et abordable. Les membres du chantier souhaitent mettre en oeuvre l'une des recommandations de cette étude qui porte sur le logement modulaire afin de réaliser un projet-pilote de logement. Quant au Chantier salubrité, la CDC souhaite poursuivre ses actions en vue d'améliorer les conditions de logement notamment avec l'Escouade salubrité et pousser plus en avant le projet de transformation d'immeubles insalubres en logement social.

Finalement, la CDC exprime son intention de jouer un rôle important dans la planification du site de l'hippodrome.

L'ensemble de ses actions vise également à inclure l'ADS+ dans toutes les étapes des processus de planification et de mise en oeuvre des projets.

JUSTIFICATION

Le travail réalisé par la CDC via les deux chantiers en logement ont nourri une réflexion importante des acteurs et commencent à donner des résultats concrets sur le terrain. Ainsi, le Chantier sur le logement social et abordable a pu identifier un modèle de financement et

de réalisation de logement social et abordable qui pourrait faire l'objet d'un projet pilote dans un avenir assez rapproché. L'arrondissement souhaite s'associer à cette démarche afin d'aider à la réalisation de nouveaux projets de logements qui répondront aux besoins des résidants de sa communauté.
Les actions du Chantier salubrité ont permis un rapprochement important de l'arrondissement et des groupes communautaires qui s'est traduit par une meilleure collaboration entre les parties et une plus grande coopération à la recherche de solutions pérennes aux problèmes de salubrité vécus par les locataires. C'est ainsi que 50 % des 400 logements inspectés dans l'Opération Salubrité de l'Arrondissement 2019 ont été remis en état de façon définitive par la correction des non-conformités signifiées aux propriétaires. La collaboration des groupes communautaires a contribué à l'atteinte de ces résultats par leurs interventions auprès des locataires visés par les travaux. Le travail de l'Escouade salubrité a été souligné.

Le travail de mobilisation auprès des groupes pour participer aux consultations publiques sur l'avenir de l'Hippodrome Namur de la Savane a favorablement positionné la CDC comme acteur privilégié à la définition du projet de réaménagement du site dans un modèle de gouvernance où la participation citoyenne occupera une place importante.

Après avoir analysé la demande déposée, la DAUSE recommande le soutien financier de ce projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 60 000 $ demeure non récurrent. Ce montant sera assumé par l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et proviendra de surplus affecté au soutien aux logements précaires (insalubrité, itinérance, négligence).
Les informations financières se retrouvent dans la certification de fonds de la direction des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En agissant sur l'accès au logement social et abordable ainsi que sur les conditions de salubrité des logements, l'administration contribue à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement.
Signature de la convention de subvention.
Dépôt d'un rapport préliminaire à la mi-étape du projet
Dépôt d'un rapport final à la fin du projet.

Le suivi de cette entente sera assumé par la DAUSE.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 20 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.

Convention de services

Convention contribution financière_Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges.pdf

PSQ-CDC-CDN-2018-2023.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentations en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale, constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies, ayant sa place d'affaires au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges à Montréal, Québec, H3S 2T6, agissant et représentée par madame Jennifer Auchinleck, coordonnatrice par intérim, dûment autorisée à cette fin par une résolution de conseil d'arrondissement en date du 11 mars 2020.

Numéro d'inscription T.P.S. : 136925096RT001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006479151

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme dont le mandat consiste à assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale, sollicite la participation financière de la Ville afin de lui permettre de pour suivre la mise en œuvre des stratégies d'action en logement et pour soutenir leur projet de concertation en logement dans le quartier Côte-des-Neiges;

ATTENDU QUE l'Organisme joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier;

ATTENDU QUE l'Organisme a adopté un Plan stratégique en 2018 dont l'une des priorités vise l'accès à un logement salubre et à un logement abordable;

ATTENDU QUE l'arrondissement a adopté un Plan d'action en développement social pour lequel le logement occupe une place prépondérante dans l'aménagement de quartiers à l'échelle humaine (Axe 1 du Plan);

ATTENDU QUE l'octroi d'une contribution financière de la part de la Ville permettra à l'Organisme d'engager une ressource pour occuper un poste de coordination et d'animation des deux chantiers sur le logement créés en 2018;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

Sous réserve d'autres dispositions de la présente convention, celle-ci prend effet à la signature des présentes et se termine le 14 mars 2021.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 coordonner et animer le travail du chantier logement social et abordable du Plan stratégique du quartier;

4.1.2 coordonner et animer le travail de la Table de concertation sur le logement social;

4.1.3 contribuer à la Table de concertation multi-réseau pour la lutte à l'itinérance et l'instabilité résidentielle à Côte-des-Neiges;

4.1.4 mettre à jour les documents sur le logement, en général;

4.1.5 soutenir la participation des organismes dans la démarches de planification du terrain de l'ancien Hippodrome de Montréal;

4.1.6 participer à la planification du développement d'autres grands projets et secteurs;

4.1.7 coordonner et soutenir les activités du Chantier salubrité du Plan stratégique de quartier;

4.1.8 participer aux efforts de soutien aux locataires;

4.1.9 intégrer l'ADS+ dans ces démarches de concertation.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

4.5.2 Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme le 14 mars 2021, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et

registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante milles dollars (60 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000 $), au plus tard le 1er juillet 2020.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également

remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée 1, Montréal, Québec, H2X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, greffière

Le .....e jour de 2020

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Jennifer Auchinleck, coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 11e jour de mars (Résolution CA20).

ANNEXE 1

PROJET

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

RAPPEL :
- L'analyse différentielle selon les sexes doit être prise en compte dans la description du projet ou du volet.

1. IDENTIFICATION

Nom de l'organisme : Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges

Répondant de l'organisme : Jennifer Auchinleck

Adresse : 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal, H3S 2T6

Téléphone : 514-739-7731 poste 225 **Cell. :** 514-433-1638

Courriel : jennifer@conseilcdn.qc.ca

Titre du projet ou du volet: Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges

Période visée pour le projet ou volet : 2020 - 2021

Date de début : 15 février 2020

Date de fin : 14 février 2021

Date de la remise du rapport mi-étape :

Date de la remise du rapport final :

Information sur le promoteur :

Répondant de l'organisme : Jennifer Auchinleck (Coordonnatrice par intérim)

Adresse : 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal, H3S 2T6

Téléphone : 514-739-7731 poste 228 **Cell. : 514-433-1638**

Courriel : jennifer@conseilcdn.qc.ca

Montant demandé : 60 000 $

Montant accordé :

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

2. BRÈVE DESCRIPTION DE LA MISSION DU PROMOTEUR

La CDC de Côte-des-Neiges est un regroupement multisectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale.

La CDC joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier.

3. DESCRIPTION DU PROJET OU VOLET SOUTENU

Ce projet vise à soutenir le travail de concertation en logement dans le quartier Côte-des-Neiges, aux niveaux de l'accès à un logement social/ abordable et de la salubrité des logements. Il vise la mobilisation et la concertation des acteurs communautaires et institutionnels autour de projets communs, le soutien aux locataires et des représentations au sujet des interventions, règlements et politiques pouvant améliorer les conditions de logement dans le quartier.

Plus concrètement le projet a pour objectif de :

- Contribuer à l'atteinte des objectifs établis pour les priorités logement du Plan stratégique du quartier Côte-des-Neiges ;
- Contribuer à l'atteinte des objectifs établis pour le Volet 1 (Logement) du Plan d'action de développement social 2020-2024 de l'Arrondissement CDN-NDG.

Il est prévu d'intégrer l'ADS+ dans la planification et l'organisation des activités.

4. CLIENTÈLE(S) VISÉE(S)

- L'ensemble des locataires du quartier, particulièrement des secteurs défavorisés.
- L'ensemble des acteurs de concertation en logement (réseaux communautaires et institutionnels).

Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

5. LISTE DES PARTENAIRES ET COLLABORATION PRÉVUE :

Ce projet sera réalisé avec la collaboration des instances et partenaires suivants :

1) Chantier logement social et abordable du Plan stratégique du quartier CDN: Arrondissement CDN-NDG (DAUSE), Bureau de la Mairesse de l'Arrondissement CDN-NDG, CIUSSS-du-Centre-Ouest-de-l'Île, Groupe CDH, HAPOPEX, Khalil Diop (résident), Line Bonneau (résidente), ŒIL CDN, Projet Genèse, Rayside Labossière, ROMEL, SOCENV.
2) Table de concertation sur le logement social de la CDC de CDN : Centre communautaire Mountain Sights, CIUSSS-du-Centre-Ouest-de-l'Île, Femmes du monde à CDN, Groupe CDH, HAPOPEX, ŒIL CDN, Projet Genèse, PROMIS, ROMEL. Collaboration avec Rayside Labossière pour le dossier Blue Bonnets.
3) Chantier salubrité du Plan stratégique du quartier CDN : Arrondissement CDN-NDG (Service d'inspection), Association des parents de CDN, CIUSSS-du-Centre-Ouest-de-l'Île, Direction régionale de santé publique, Fondation de la visite, HAPOPEX, OMHM, SPVM (poste de quartier 26).
4) Coalition action salubrité : CIUSSS-du-Centre-Ouest-de-l'Île, Conseil communautaire NDG, LogisAction, ŒIL CDN, Projet Genèse.

Les collaborations prévues sont l'échange d'informations, le développement de projets concertés et la coordination des interventions.

Le volet de soutien aux locataires comprendra des collaborations avec les organismes communautaires de la CDC, l'Arrondissement, le CIUSSS-du-Centre-Ouest-de-l'Île, l'OMHM, le SPVM et d'autres ressources au besoin.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

6. OBJECTIFS, ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET OU VOLET

Objectif général :

1) Soutenir le travail de concertation sur les enjeux de logement dans Côte-des-Neiges
2) Contribuer à l'atteinte
   - Des objectifs établis pour les priorités salubrité et logement social/ abordable du Plan stratégique du quartier Côte-des-Neiges ;
   - Des objectifs établis pour le Volet 1 (Logement) du Plan d'action de développement social 2020-2024 de l'Arrondissement CDN-NDG.

Objectifs spécifiques	Activités prévues	Résultats attendus (qualitatifs et quantitatifs)
1) Accroître l'accès aux logements sociaux et abordables dans le quartier Côte-des-Neiges	1) Coordonner et animer le travail de notre Chantier logement social et abordable du Plan stratégique de quartier • Assurer le suivi du projet de recensement d'opportunités de développement • Développer des projets pilotes 2) Coordonner et animer le travail de notre Table de concertation sur le logement social • Suivre les projets en développement • Participer aux consultations et instances pertinentes • Contribuer aux efforts de soutien aux locataires dans le quartier 3) Contribuer à la Table de concertation multi-réseau pour la lutte à l'itinérance et l'instabilité résidentielle à Côte-des-Neiges 4) Mettre à jour les documents (analyse genrée du logement, portrait des besoins en matière de logement, logements sociaux existants, etc)	• Des rencontres régulières des instances • La participation de l'ensemble des acteurs dans les démarches de concertation • Une approche structurée au développement du logement social dans le quartier (finalisation de la recension des opportunités de développement, plan pour des suites) • La réalisation des projets de logement social actuellement en développement (pleine contribution selon nos rôles) • Le suivi aux locataires de la Coop Haute ville et la confirmation du projet de remplacement • L'identification et le développement de nouveaux projets (projet pilote logement modulaire, projet de la Table itinérance, d'autres projets répondant aux besoins des locataires du quartier) • L'intégration de l'ADS+ dans les démarches et les projets développés.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

2) Travailler sur les grands aménagements dans le quartier	1) Soutenir la participation des organismes et des résident.es dans la démarche de planification du terrain de l'ancien Hippodrome de Montréal • Informer les organismes et résident.es du quartier des développements dans le dossier (communications régulières, rencontres et ateliers, etc) • Organiser des outils et des activités de concertation afin de favoriser la participation des organismes et résident.es dans les diverses phases de consultation publique et dans les étapes subséquentes dans le développement du terrain • Avec Femmes du monde de Côte-des-Neiges, organiser des activités afin d'assurer l'inclusion de l'ADS+ dans toutes les étapes du processus • Préciser des besoins au niveau du logement social sur le terrain 2) Participer à la planification du développement d'autres grands projets et secteurs • Organiser des activités afin d'assurer l'inclusion de l'ADS+ dans toutes les étapes de ces développements	• Une mobilisation large des organismes et résident.es dans le processus de planification de l'ancien Hippodrome • Développement de pistes de projet de logement social pour le terrain • Développement de pistes concrètes pour un processus de développement du terrain qui implique les organismes et résident.es du quartier • Développement de projets de logement social dans d'autres secteurs/ grands projets du quartier • Inclusion de l'ADS+ dans chaque étape de la planification de l'Hippodrome et des autres projets
3) Améliorer la salubrité des logements dans le quartier et contribuer aux efforts pour soutenir les locataires	1) Avec l'organisatrice communautaire logement de la CDC déjà en poste, coordonner et soutenir les activités du Chantier salubrité du Plan stratégique de quartier.	• L'amélioration des conditions de logement par la mise en œuvre des projets du Chantier : o Projet Escouade salubrité o Projet Info-action familles o Clinique santé-logement

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

	2) Participer aux efforts de soutien aux locataires • Contribuer aux efforts pour soutenir les locataires des immeubles en difficulté (par exemple, immeubles évacués) • Contribuer aux efforts de soutien de l'arrondissement (par exemple, mesures de soutien au 1er juillet) 3) Intégrer l'ADS+ dans ces démarches de concertation	o Transformation des immeubles insalubres en logement social o Exploration d'un programme de permis de location • Le développement des efforts de soutien concertés dans le quartier • Inclusion de l'ADS+ dans les projets développés

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

7. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES :

Poste budgétaire							Arrond.	Autres part. financiers		TOTAL
A-Personnel lié au projet ou volet										
1	titre :						54 600			54 600
	$/h.	hrs/sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
	25	35	175,00	52	1	54 600				
2	titre :									
	$/h.	hrs/sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
3	titre :									
	$/h.	hrs/sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
4	titre :									
	$/h.	hrs/sem	$avant sociaux/sem.	# sem	# poste	Total				
Sous-Total Section A										
B-Ressources matérielles (maximum 20%)										
Matériel, équipement et fourniture										
Activités avec les participants										
Activités de formation										
Déplacements										
Autres (spécifiez) :										
Autres (spécifiez) :										
Autres (spécifiez) :										
Sous-Total Section B										
C-Frais d'administration (maximum 15%)										
Frais administratifs du projet ou volet							5 400			5 400
Sous-Total Section C							5 400			5 400
TOTAL DES CONTRIBUTIONS							60 000			60 000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2019
Fonds de développement social – DCSLDS

MONTANT TOTAL ACCORDÉ PAR L'ARRONDISSEMENT :

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES :

La CDC de Côte-des-Neiges prévoit un travail d'équipe (deux personnes) sur les dossiers logement. La ressource travaillerait donc en collaboration avec l'organisatrice communautaire déjà en poste et ne serait pas responsable elle-même de l'ensemble des instances décrites ci-haut.

Pour les stratégies, objectifs et actions des priorités logement du Plan stratégique du quartier Côte-des-Neiges ainsi que la vision de changement du Chantier salubrité voir les documents ci-joints.

8. SIGNATURE :

Nom : Jennifer Auchinleck

Fonction : Coordinatrice par intérim

Date : Le 14 février 2020

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

PLAN STRATÉGIQUE DE QUARTIER

CÔTE-DES-NEIGES

2018-2023



Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges

PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE QUARTIER

Mise à jour septembre 2018

-

CDC de Côte-des-Neiges
6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Bureau 695
Montréal, QC, H3S 2T6

(514) 739-7731
conseilcdn.qc.ca
facebook.com/cdc.cdn



PLAN STRATÉGIQUE DE QUARTIER
CÔTE-DES-NEIGES
2018-2023

La démarche de planification stratégique *p. 4*

Avoir accès à un emploi de qualité *p. 8*

Habiter dans un logement salubre *p. 11*

Vivre dans un logement abordable *p. 14*

Briser les barrières linguistiques *p. 18*

Profiter d'une réponse dynamique et participative aux besoins de base *p. 21*

Synthèse de nos stratégies d'actions *p. 23*

Personnes impliquées dans la démarche *p. 26*

1. LA DÉMARCHE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE QUARTIER

LE PROCESSUS

Notre processus de planification stratégique de quartier est intersectoriel et multi-réseaux : il invite la participation des acteurs locaux de tous les champs d'action concernés par le développement social.

L'objectif était de doter le quartier d'un plan d'action intégré, impliquant une diversité d'acteurs sociaux : organismes communautaires, Arrondissement, CIUSSS, milieu des affaires, résidentEs, etc. Lors de l'AGA de la CDC de Côte-des-Neiges ayant eu lieu en septembre 2016, un comité de pilotage a été mis sur pied.

Ce comité multi-réseaux avait comme mandat l'organisation des grandes étapes de la démarche.

Puis, en nombre 2016, une ressource a été embauchée, les trois mandats de ce poste était la mobilisation, la communication et l'évaluation.

Le processus s'est déployé autour de cinq moments clés que nous avons appelé les Grands Rendez-vous de Côte-des-Neiges.

LE PORTRAIT DE QUARTIER

Le processus a débuté avec la création d'un Portrait de quartier. L'idée était de faire parler les données statistiques avec les données qualitatives fraîchement récoltées lors d'une démarche de recherche terrain afin d'avoir une lecture des besoins sociaux actuels.

Nous avons pu obtenir les statistiques portant sur de nombreux indicateurs pour le territoire de Côte-des-Neiges grâce à une commande spéciale avec le Consortium de données communautaires (CJE Côte-des-Neiges, Outremont, Mont-Royal).

Puis, plusieurs stratégies ont été déployées pour récolter des données qualitatives auprès des résidents : un sondage a permis de rejoindre 90 personnes, des entrevues individuelles ont été réalisées auprès de 13 acteurs clés de la communauté et 12 groupes de discussion (en anglais et en français) ont rejoint 93 personnes.

Nous nous sommes assurés d'avoir une représentativité de la population de Côte-des-Neiges au niveau des catégories populationnelles (origine ethnique, âge, sexe etc.).

Le portrait est articulé autour de 6 grands thèmes:

- ***Immigration et diversité***
- ***Développement économique***
- ***Logement***
- ***Éducation***
- ***Vie de quartier***
- ***Services de proximité***

L'APPROCHE DE L'IMPACT COLLECTIF

Notre planification stratégique de quartier s'est déroulée dans l'esprit de l'approche de l'impact collectif.

Voici les conditions de succès de cette approche:

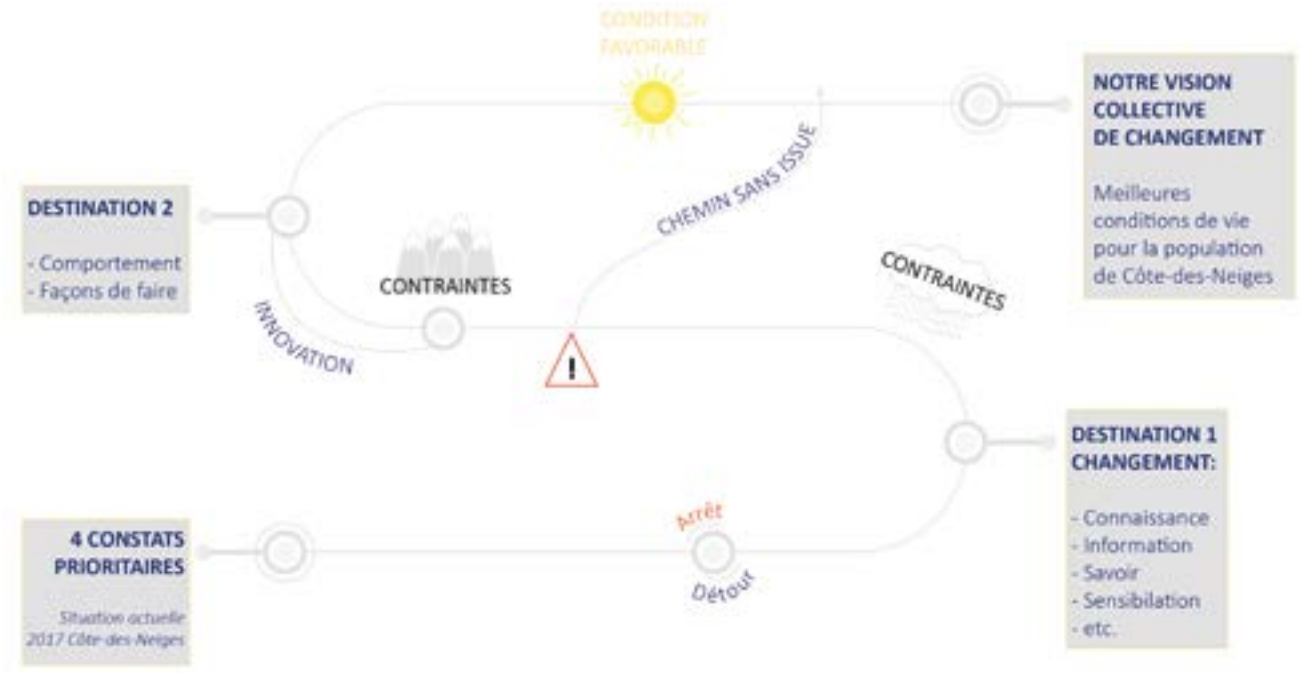
1. Partager la même vision du changement et la même analyse des problématiques, et réaliser des actions communes pour apporter des solutions.

2. Élaborer et mettre en œuvre un système d'évaluation commun pour cibler et mesurer l'impact souhaité.

3. S'entendre sur des activités se soutenant mutuellement pour permettre au changement de se produire.

4. Miser sur une communication permanente pour cultiver l'engagement de la collectivité et la mobilisation du leadership.

5. Concevoir, appuyer et maintenir une structure de soutien afin de s'assurer que les efforts d'impact collectif se maintiennent dans le temps



Pour développer une vision commune, nous avons utilisé une méthodologie qui est orientée sur les changements.

L'identification de nos 4-5 constats prioritaires lors du 1er Grand Rendez-vous était notre point de départ. À partir de là, nous avons travaillé fort en chantier avec une méthodologie nous permettant d'analyser ces constats selon les changements que nous voulons voir arriver dans le quartier d'ici 5 ans.

C'est ainsi que nous avons développé des stratégies d'action qui seront comme des chemins pour atteindre notre destination.

Nous voulons que notre Plan stratégique de quartier reste vivant tout au long des prochaines années.

En chemin, il pourra y avoir des éléments surprises : détours, contraintes, opportunités, innovations, conditions favorables…

Il faudra veiller à se rappeler de nos objectifs, savoir prendre des temps d'arrêt, et innover pour développer des nouveaux chemins.

LES GRANDES ÉTAPES DE LA DÉMARCHE

À cinq reprises, nous avons convié plus d'une centaine d'acteurs sociaux à nos Grands Rendez-vous. Aussi, afin d'aller plus en profondeur dans l'analyse des enjeux, nous avons mis sur pied un chantier de travail pour chaque priorité (5).
Ces chantiers étaient également multi-réseaux.

Voici un bref rappel des grandes étapes :

1ER GRAND RENDEZ-VOUS
16 février 2017
(108 participantEs)

Présenter le portrait de quartier et le valider
Formuler 10 constats majeurs
Prioriser 5 constats (1ère étape de 2)

2ÈME GRAND RENDEZ-VOUS
23 mars 2017
(101 participantEs)

Prioriser 5 constats (2ème étape de 2)
Réaliser un exercice de formulation des changements souhaités

3ÈME GRAND RENDEZ-VOUS
11 mai 2017
(91 participantEs)

Présenter les particularités du travail intersectoriel et multi-réseaux
Formuler des conditions de réussite pour la collaboration
Annoncer la création de chantiers de travail sur les constats

PÉRIODE DE TRAVAIL EN CHANTIER
Septembre 2017
(41 participantEs)

1ère réunion : analyse des causes, travail sur l'énoncé de vision, 1ère étape d'analyse et de priorisation des changements
2ème réunion : 2ème étape d'analyse et de priorisation des changements
3ème réunion : exercice sur les préconditions, finalisation de l'énoncé de vision

4ÈME GRAND RENDEZ-VOUS
15 novembre 2017
(87 participantEs)

Présentater les stratégies de changement
Idéation des actions

ATELIER SUR LA CARTOGRAPHIE DES ACTEURS
29 novembre 2017
(25 participantEs)

Identifier les collaborateurs actuels et potentiels

PÉRIODE DE TRAVAIL EN CHANTIER
Janvier 2018
(41 participantEs)

Travailler sur les actions

5ÈME GRAND RENDEZ-VOUS
14 mars 2018
(73 participantEs)

Présenter le Plan de Quartier
Célébrer la fin de la planification stratégique de quartier

ÉNONCÉ DE VISION
DU PLAN STRATÉGIQUE DE QUARTIER

Alimentés par des analyses partagées des stratégies d'action et des moyens de communication, les acteurs du quartier sont mobilisés autour de projets concrets d'envergure de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale

STRATÉGIE: Les acteurs du quartier offrent des services en complémentarité et en continuum

OBJECTIF: Atteindre un plus grand impact sur la pauvreté en ayant des moyens de communication et d'information adaptés qui alimentent et favorisent nos stratégies d'action de lutte à la pauvreté.



Action 1 : Réaliser un «mapping» des services et des besoins des résidentEs de Côte-des-Neiges.

Action 2 : Mettre sur pied un service de référence sous forme de guichet virtuel unique, mis à jour en continu.

Action 3 : Former et équiper les organismes et la population.

2. LES PRIORITÉS

AVOIR ACCÈS À UN EMPLOI DE QUALITÉ

MISE EN CONTEXTE

Pour l'année 2010, Côte-des-Neiges occupe la première place des quartiers de Montréal en nombre de chômeurs (6 455), ce qui correspond à 13%.

En comparaison, le taux de chômage sur l'île de Montréal est de 10%. Le quartier occupe également la première place en nombre de personnes qui n'ont pas eu de revenu en 2010 (5 440).

D'habitude, la pauvreté est associée au chômage ou à des situations où les gens n'ont pas d'emploi.

Cependant, selon une étude commandée par Centraide, Côte-des-Neiges est le quartier montréalais où il y a le plus grand nombre de travailleurs pauvres : 5 065 travailleurs pauvres sur un total de 26 825 travailleurs (19%).

Les chiffres proviennent du recensement de 2006.

Un travailleur pauvre est une personne (de 18 à 64 ans) qui travaille à temps plein et qui vit dans un ménage dont le revenu se situe sous la Mesure de faible revenu de Statistique Canada.

Lors de la consultation faite auprès des résidentEs pour la création du Portrait de quartier en janvier 2017, ils nous ont révélé que :

- ***Un grand nombre de personnes sont en situation de pauvreté dans le quartier,***
- ***Un grand nombre d'immigrants et de nouveaux arrivants a de la difficulté à intégrer le marché du travail,***
- ***Trop souvent, les personnes immigrantes qui trouvent un emploi ne travaillent pas dans leur domaine de compétence,***
- ***Les horaires des services communautaires en employabilité ne fonctionnent pas pour les personnes qualifiées en recherche d'emploi qui sont sur le marché du travail pour des raisons de subsistance,***
- ***Il y a une forte insatisfaction par rapport aux services d'Emploi Québec et de l'aide sociale.***

HISTORIQUE DE L'INTERVENTION COMMUNAUTAIRE

À Côte-des-Neiges, plusieurs organismes offrent des services en pré-employabilité et en employabilité : Le Carrefour jeunesse emploi, le Centre de recherche d'emploi, PROMIS, ALAC, SIARI, etc.

Les services sont variés : intervention et counseling individuel, rencontre d'échange et de réseautage, ateliers de rédaction et de préparation, sessions d'information, club de recherche, services aux employeurs, etc.

Par contre, plusieurs services liés à l'employabilité offerts dans les organismes communautaires et destinés à aider les gens à sortir de la pauvreté ont disparu ou encore été coupés dans les dernières années. Par exemple, le nombre de personnes admissibles au programme PASS Action a été réduit.

Des actions collectives sont également mises en œuvre par des groupes comme le Centre de travailleurs et travailleuses immigrantes, qui a été leader de la campagne du 15$/h minimum dans le quartier et de la campagne sur les agences de placement privées.

CONJONCTURE

En 2016, la CDEC Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce, existant depuis 1992, a fermé ses portes. Son mandat était d'encourager et de favoriser le développement économique communautaire par le développement de moyens appropriés par les acteurs locaux.

L'année suivante, Le Centre local d'emploi (CLE) de Côte-des-Neiges a fermé ses portes et ses 25 agents ont été transférés ailleurs.

Environ 3 500 personnes du quartier fréquentaient ce CLE chaque année. Ces personnes doivent dorénavant aller au CLE situé au 6900 du boulevard Décarie (square Décarie) à la limite nord-ouest de l'arrondissement.

Les conséquences sont nombreuses entre autres au niveau de l'accessibilité de ce service lié aux frais de transport.

En décembre 2017, à l'issue du Forum sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination, qui a mobilisé près de 200 personnes provenant de divers horizons, le Gouvernement du Québec a annoncé cinq axes d'intervention, dont :

- ***Accompagner les entreprises afin de répondre à leurs besoins de main-d'œuvre comblés par l'immigration***
- ***Le soutien aux organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrantes et issues de la diversité afin de favoriser une meilleure concertation des acteurs du milieu***
- ***L'amélioration de l'accompagnement des nouveaux arrivants afin d'inciter les immigrants à s'installer en région***
- ***La valorisation de l'apport de l'immigration pour le développement économique du Québec***

STRATÉGIES
AVOIR ACCÈS À UN EMPLOI DE QUALITÉ

Changement : Les efforts concertés du milieu et le leadership des organismes communautaires de Côte-des-Neiges facilitent aux personnes issues de l'immigration l'accès à des emplois qui correspondent à leurs compétences.

STRATÉGIE: Les organismes communautaires et leurs partenaires, en tant qu'employeurs, donnent l'exemple et se dotent d'une stratégie d'embauche qui permet l'accès aux emplois aux personnes immigrantes.

OBJECTIF: Le milieu communautaire et ses partenaires luttent contre la discrimination à l'embauche en donnant l'exemple et en rayonnant dans la région.



Action 1 : Créer une table de concertation sur l'emploi.

Action 2 : Développer une stratégie d'embauche locale concertée qui suscite l'adhésion des groupes.

Action 3 : Sensibiliser les grands employeurs partenaires à l'embauche locale.

STRATÉGIE: De grands employeurs favorisent l'embauche de personnes immigrantes.

OBJECTIF: Tisser des liens de collaborations avec des grandes institutions du quartier et d'ailleurs pour rendre accessibles davantage d'emplois de qualité aux personnes immigrantes.



Action 1 : Créer un service d'agence de placement communautaire sous forme d'organisme d'économie sociale.

Action 2 : Promouvoir le développement des initiatives de francisation en milieu de travail.

HABITER UN LOGEMENT SALUBRE

MISE EN CONTEXTE

Il y a 34 635 logements locatifs dans Côte-des-Neiges.
Au quotidien les organismes communautaires oeuvrant dans le domaine du logement rencontrent des locataires aux prises avec des problèmes importants d'insalubrité (de la moisissure, des infestations de vermine, des problèmes de plomberie, des réparations urgentes, un manque de chauffage et autres) qui touchent leur santé physique et mentale.

Selon l'Étude sur la santé respiratoire des enfants montréalais, publiée par la Direction de la santé publique de Montréal (2011), des problèmes d'humidité excessive ou de moisissures étaient présents dans 38% des domiciles où vivent des enfants âgés de 6 mois à 12 ans sur le territoire du CLSC Côte-des-Neiges en 2006. L'étude a également identifié la présence de coquerelles ou rongeurs dans 23% de ces domiciles (10% pour l'Île de Montréal).

Selon le recensement 2011, 6 457 logements (12% du parc locatif de CDN-NDG) ont besoin de réparations majeures.
L'Arrondissement possède un service d'inspection. En 2016, il y a eu :

1 179 *requêtes (651 provenant des résidentEs, 528 provenant des inspecteurs)*	***3 919*** *inspections effectuées*	***404*** *avis de non-conformité*	***110*** *constats d'infraction émis*

À ces chiffres s'ajoutent les 1 032 inspections effectuées par la Ville-centre entre janvier 2015 et mars 2016. Malgré les efforts actuellement déployés par le service d'inspection, les problèmes sont répandus et la situation demeure critique dans l'Arrondissement.

Lors de la consultation faite auprès des résidentEs pour la création du Portrait de quartier en janvier 2017, ceux-ci nous ont révélé que :

- ***Il y a un problème majeur de vermine, moisissures et de punaises de lit, spécialement en bas de la côte,***
- ***L'insalubrité a des effets négatifs à de multiples niveaux : sur la santé physique et mentale, les relations familiales et sociales, les enfants, etc.***
- ***Beaucoup de propriétaires ne font rien et ne règlent pas les problèmes,***
- ***Il y a peu de conséquences contre les propriétaires qui ne font pas d'efforts.***

HISTORIQUE DES INTERVENTIONS COMMUNAUTAIRES

Plusieurs organismes communautaires tels que le Projet Genèse, l'O.E.I.L. et ROMEL travaillent quotidiennement avec les locataires sur le terrain.

En 2011 plusieurs de ces organismes se sont regroupés pour faire une analyse de l'application du Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements dans l'arrondissement et pour proposer des améliorations.

Ce document a été déposé et de nombreuses interventions et actions ont suivi, dont des rencontres avec éluEs et fonctionnaires, des mobilisations et des interventions publiques.

Cette coalition, coordonnée par la CDC de CDN, a poursuivi ses actions pour une application rigoureuse du Règlement au fil des années principalement à deux niveaux :

le travail direct sur des cas problématiques (travail de collaboration avec le service d'inspection) et le travail politique pour améliorer le système (par exemple, campagnes pour plus de ressources, pour l'utilisation accrue de mesures coercitives, pour de nouvelles interventions au niveau des moisissures et de la vermine, etc).

Aussi, il y a plusieurs expériences dans le processus d'achat-rénovation.

Plusieurs projets et interventions dans des immeubles problématiques ont déjà eu lieu sur le terrain dans les dernières années avec des succès variables. À titre d'exemple, la CDC s'est impliquée dans une intervention importante avec la Ville, la Direction de santé publique, le CLSC et plusieurs autres acteurs dans quatre blocs de logement et dans l'évacuation d'une maison de chambres très insalubre.

CONJONCTURE

- ***En 2017, la loi sur la métropole a été votée et permettra à la ville de Montréal d'avoir davantage de pouvoirs dont le pouvoir d'acquérir « par gré à gré ou par expropriation » certains immeubles ayant des problèmes importants d'insalubrité.***
- ***En juillet 2017, la ville de Toronto a mis sur pied un registre des propriétaires qui les oblige au respect de plusieurs normes et les empêche de louer des unités non-conformes.***
- ***En novembre 2017, l'équipe de Projet Montréal a pris de forts engagements pour la lutte à l'insalubrité et a gagné les élections à la Ville-Centre ainsi que dans l'Arrondissement***
- ***Le 1er budget de la nouvelle administration de l'Arrondissement adopté en novembre 2017 a inclus un ajout de 113 000$ pour l'inspection***
- ***Le budget de la Ville-Centre adopté en janvier 2018 inclus l'ajout de 13 postes d'inspecteurs***
- ***La Direction de la Santé publique a subi une coupure de 30% de ses effectifs***
- ***La Régie du logement, 2e recours pour les situations d'insalubrité, subit une dégradation de ses services : augmentation des délais, manque de conséquences pour les propriétaires, etc.***

STRATÉGIES
HABITER UN LOGEMENT SALUBRE

Changement : Tous les résidentEs de Côte-des-Neiges vivent dans des conditions d'habitation saines et sécuritaires.

STRATÉGIE: Une application rigoureuse du règlement sur la salubrité.

OBJECTIF: Modifier les pratiques d'application des mesures déjà en place et les mécanismes de collaboration pour nous permettre d'optimiser le cadre existant et augmenter l'impact durable et réel sur la salubrité des logements.



Action 1 : Initier de la recherche action et des projets pilotes.

Action 2 : Faire des rencontres et des représentations au sujet de l'application des règlements (par exemple, l'utilisation systématique de mesures coercitives).

Action 3 : Développer des campagnes de mobilisation et de sensibilisation.

STRATÉGIE: Il y a de nouvelles politiques et lois qui permettent d'intervenir face aux problèmes de salubrité.

OBJECTIF: Développer des approches, programmes et projets innovants dans le cadre du nouveau contexte actuel (l'arrivée de la nouvelle loi sur la métropole, la nouvelle administration).



Action 1 : Mettre sur pied un registre ou un programme de permis des propriétaires locateurs reliés à une inspection.

Action 2 : Être leader dans un projet de transformation d'immeubles insalubres en logement social.

VIVRE DANS UN LOGEMENT ABORDABLE

MISE EN CONTEXTE

Lors de la consultation que nous avons faite auprès des résidentEs pour le Portrait de quartier en janvier 2017, ils nous ont révélé que :

- ***Il y a de l'abus au niveau du prix des loyers qui sont trop élevés,***
- ***Il n'y a pas assez de grands logements et les familles sont entassées dans de petits logements,***
- ***Comme il n'y a pas assez de logements sociaux, la liste d'attente est trop longue et l'accès est complexe. Les gens ne peuvent pas rester dans Côte-des-Neiges,***
- ***Le parc résidentiel est de moins en moins adéquat pour les grands logements et les nouveaux développements ne répondent pas aux besoins des résidentEs.***

Les besoins et le parc locatif : faits saillants
Côte-des-Neiges est un quartier de locataires :
80% des ménages sont locataires, comparativement à 60% pour l'île de Montréal.

Selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL), pour être bien, un ménage ne devrait pas consacrer plus de 30% de son revenu au logement. Or, une proportion très élevée de ménages locataires de notre quartier consacre une trop grande proportion de leur revenu au loyer :

46%	*27%*	*15%*
(15 675) des ménages dépensent plus de 30% de leur revenu	*(9 215) des ménages dépensent plus de 50% de leur revenu*	*(5 060) des ménages dépensent plus de 80% de leur revenu*

Malgré la présence d'un nombre important de familles, il y a relativement peu de grands logements. Dans Côte-des-Neiges, 70% des logements sont de 1 à 4 pièces, comparativement à 52% sur l'île de Montréal. De nombreux ménages locataires sont en situation de surpeuplement : c'est le cas de 7 725 ménages (22%), et pour les personnes issues de l'immigration récente, le chiffre monte à 2 400 ménages (39%). Cette situation a de multiples impacts sur les familles, dont par exemple des enfants qui n'ont pas d'endroit tranquille pour faire leurs devoirs.

Le logement social est du logement à but non lucratif qui vise à fournir des logements réellement abordables et de qualité pour les individus et familles.

Il s'agit aussi de logements qui sont retirés du marché privé et donc sont moins vulnérables aux pressions du marché qui augmentent les loyers. Dans Côte-des-Neiges on retrouve seulement environ 3000 unités de logement social qui sont sous différentes formes (HLM, Coop, OSBL et logements publics non HLM) et le quartier accuse un retard comparé à d'autres quartiers de Montréal.

Seulement 9% des ménages locataires vivent dans des logements sociaux ou communautaires. De l'ensemble des logements du quartier, seulement 7% sont des logement sociaux ou communautaires, comparé par exemple à Pointe Saint Charles où la proportion monte à 32%.

Il y a présentement 3 576 ménages sur la liste d'attente pour un logement HLM dans l'arrondissement CDN-NDG et l'attente moyenne est de 4,8 ans.

Au ROMEL seulement, qui se consacre au développement du logement social communautaire et à l'intégration multiculturelle, la liste d'attente compte 1 824 inscriptions alors qu'à peine 247 nouveaux logements sociaux ont été réalisés dans le quartier entre 2010 et 2017.

LE DÉVELOPPEMENT DANS LE QUARTIER

Depuis 2008 Côte-des-Neiges vit un développement intense de condominiums, notamment dans le secteur Namur – Jean-Talon (surnommé Le Triangle). Pour les plus de 2200 condos et logements locatifs privés développés ou en développement dans ce secteur, seulement 209 logements sociaux ont été créés en vertu de la Stratégie d'inclusion des logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels de la Ville de Montréal.

La spéculation créée par le développement immobilier rend encore plus difficile la création de nouveaux projets de logement social dans le quartier.

Il y a très peu de terrains vacants à développer dans Côte-des-Neiges. Hormis le site de Blue Bonnets (l'ancien Hippodrome de Montréal), un énorme terrain de 43,5 hectares, qui a récemment été transféré à la Ville de Montréal et sera développé dans les prochaines années.

La réalisation de logements sociaux est actuellement très difficile, notamment à cause du sous-financement (peu d'unités financées par année par le gouvernement du Québec) et les obstacles rencontrés dans le cadre du programme actuel de développement (AccèsLogis).

HISTORIQUE DES INTERVENTIONS

La Table de concertation sur le logement social de la CDC de CDN travaille sur plusieurs dossiers dont deux projets d'aménagement importants : le Triangle (le secteur Namur – Jean-Talon) et le terrain Blue Bonnets.

Récemment un de ses comités a réalisé une évaluation de l'impact du développement du Triangle sur les résidentEs de Mountain Sights qui inclut un bilan de la création de logements sociaux par le biais de la Stratégie d'inclusion de la Ville. La Table intervient également sur les différentes pistes de financement du logement social.

Le ROMEL, le GRET de développement mis sur pied par les organismes du quartier en 1986, a déposé quantité de projets auprès de la Ville, autant de construction neuve que de rénovations majeures, dans des conditions de réalisation qui se font de plus en plus difficiles.

La coopérative d'habitation Fleur de l'Île (44 logements), réalisée avec le soutien du ROMEL, constitue une pierre angulaire de la politique d'insertion du logement social dans le développement des grands ensembles, notamment dans le Triangle.

Depuis plus de 25 ans, les organismes et résidentEs du quartier organisent des actions et campagnes pour du logement social à Blue Bonnets.

Une revendication pour 2500 logements sociaux sur le terrain est portée par le milieu depuis 2005 et une mobilisation importante en 2009 a permis de bloquer un projet de casino sur le site.

Un forum citoyen organisé conjointement avec la firme d'architecture et design Rayside Labossière en 2014 auquel près de 175 personnes ont participé a permis d'approfondir une vision collective pour Blue Bonnets.

En 2016 des orientations pour ce projet important ont été rendues publiques, mettant de l'avant une vision d'un développement innovateur, écologique et inclusif qui apporte une réponse concrète aux besoins en matière de logement dans le quartier, notamment par l'inclusion des 2500 logements sociaux.

CONJONCTURE

Plusieurs éléments de la conjoncture touchent le développement du logement social dans le quartier :

- ***Le marché de développement privé ne ralentit pas.***

- ***Un transfert des pouvoirs de développement de logement social de Québec à Montréal et la création du programme AccèsLogis Montréal est actuellement en cours.***

- ***Un nouveau financement fédéral pour du logement social a été annoncé en 2017.***

- ***Projet Montréal, élu dans l'Arrondissement et à la Mairie de Montréal, a pris plusieurs engagements concernant le logement social pour la Ville de Montréal dont :***

  - La construction de 12 000 logements sociaux et abordables sur 4 ans ;

  - Une légère augmentation de la proportion de logements sociaux inclus dans la Stratégie d'inclusion (de 15% à 20%) ;

  - La construction de 8100 unités de logement sur le site Blue Bonnets dont 20% (1620 unités) serait des logements sociaux.

STRATÉGIES
VIVRE DANS UN LOGEMENT ABORDABLE

Changement : Les résidentEs de Côte-des-Neiges ont un accès facile au logement social et abordable (30% du revenu) dans le quartier.

STRATÉGIE: Les politiques existantes sont améliorées pour augmenter de façon significative le nombre de logements sociaux.

OBJECTIF: La politique d'inclusion de logement social devient obligatoire dans tous les nouveaux projets de 5 unités et plus dans le quartier et son pourcentage est augmenté de 15% à 35% ;
L'inclusion d'une proportion importante de grands logements (4½ et +) dans les nouveaux projets devient obligatoire ;
Une réserve de terrains et de bâtiments est créée.



Action 1 : Développer une stratégie d'action avec l'ensemble des partenaires du quartier.

Action 2 : Mobiliser les résidents et les groupes du quartier.

STRATÉGIE: Il y a une autonomie de quartier pour créer des logements sociaux en plus des programmes actuels.

OBJECTIF: Des logements sociaux seront créés grâce à une nouvelle structure qui permet des approches innovantes pour la construction et la rénovation en complémentarité avec l'action gouvernementale.



Action 1 : Faire une recherche approfondie concernant les approches, modèles d'outils financiers et programmes innovants et sur l'expertise en développement de logements sociaux.

Action 2 : Créer une structure qui facilite le développement immobilier social et qui aura 3 axes d'intervention :

- La construction de nouveaux logements sociaux,
- La rénovation : transformation des immeubles insalubres en logement social,
- Le développement du site Blue Bonnets.

BRISER LES BARRIÈRES LINGUISTIQUES

MISE EN CONTEXTE

À Côte-des-Neiges, il y a 97 815 résidentEs. C'est un des quartiers ayant la plus grande proportion de personnes dont la langue maternelle est autre que le français et l'anglais : 44 925 personnes (46%) comparativement à 32% pour l'île de Montréal. Le français est la langue maternelle de 27 255 personnes (28%).

La connaissance de la langue française facilite la communication entre l'école et les parents issus de l'immigration. 16% de la population connaît le français uniquement et 56% de la population connait le français et l'anglais. 26% de la population connait l'anglais seulement comparativement à 12% pour l'ensemble de Montréal. 3 260 personnes ne connaissent ni l'anglais ni français, soit 3% (principalement des personnes agées).

L'importance de l'autonomie langagière par rapport au français joue un rôle pour l'accès aux emplois.

Toutefois, la langue la plus utilisée au travail est l'anglais avec 44% (22 830 personnes). 41% des résidentEs du quartier utilisent le français uniquement au travail et 12% des résidentEs utilisent le français et l'anglais au travail. 2% de la population utilise une langue autre que le français et l'anglais au travail.

Lors de la consultation faite auprès des résidentEs lors de la création du Portrait de quartier en janvier 2017, ils nous ont révélé que :

- ***L'accès à l'information et aux services est plus difficile si on ne parle pas français, il s'agit d'un véritable parcours du combattant,***
- ***Les relations sociales sont plus difficiles, la langue est une barrière à la mixité sociale,***
- ***L'accès à l'emploi est plus difficile : les gens ont besoin de connaître le français et l'anglais pour trouver de l'emploi,***
- ***Les cours de français devraient être plus accessibles, les gens doivent faire le choix entre la survie de leur famille ou apprendre le français,***
- ***Les barrières linguistiques créent une distance entre les parents et les enseignants, et amène les enfants à être surresponsabilisés en jouant le rôle de traducteurs pour leurs parents.***

L'OFFRE DE SERVICE

À Côte-des-Neiges, plusieurs organismes et institutions offrent des cours de français : Le Centre Pauline-Julien, Le Centre multiculturel du Cégep Marie-Victorin, le Celo, SIARI, PROMIS, ALAC, l'Université de Montréal, etc.

Ces organismes et institutions offrent une variété de services d'apprentissage du français : différents niveaux, différentes formules, temps plein, temps partiel, etc.

Ces services sont essentiellement financés par le Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion et sont donc tributaires des critères d'admissibilité et d'admission.

Par contre, il n'existe pas de mécanisme de concertation entre ces acteurs.

CONJONCTURE

Au mois de décembre 2017, la vérificatrice générale du Québec a déposé un audit fracassant quant à la situation de la francisation financée par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.
Parmi les critiques, elle soulevait :

- ***La vaste majorité des participants aux cours de français du ministère n'a pas atteint le seuil d'autonomie langagière, lequel facilite l'accès au marché du travail et permet d'entreprendre des études postsecondaires. Les personnes immigrantes qui ont commencé des cours de français offerts par le MIDI en 2015 ont atteint ce seuil dans une proportion de 9,1 % à l'oral et de 5,3 % à l'écrit.***

- ***Le ministère doit améliorer certains aspects de ses contrôles, notamment à l'égard du soutien pédagogique offert aux élèves.***

- ***Le processus de constitution des groupes ne permet pas de maximiser, entre autres, les heures de formation pour les cours à temps partiel. En 2016-2017, le nombre moyen d'élèves par groupe pour ces cours du programme régulier, soit 15,7, était inférieur au maximum permis, qui est de 20.***

- ***Le MIDI n'effectue aucun suivi individuel des personnes immigrantes qui ont déclaré ne pas connaître le français et qui n'ont pas participé à des cours du ministère.***

STRATÉGIES
BRISER LES BARRIÈRES LINGUISTIQUES

Changement : À Côte-des-Neiges, dans le respect des droits historiques de la minorité anglophone, la valorisation de la langue française est portée par l'ensemble des acteurs (les résidentEs, les organismes, les employeurs, le secteur privé, les institutions, les acteurs politiques) en concertation afin de soutenir chaque immigrant non-francophone (et tout canadien qui le souhaite) dans son processus d'intégration.

STRATÉGIE: L'offre de services en francisation est gratuite, flexible et adaptée aux diverses réalités des individus et des familles.

OBJECTIF: Augmenter l'accessibilité à l'offre de service en francisation en diversifiant les types d'offres.

STRATÉGIE D'ACTION **07**

Action 1 : Développer un plaidoyer concerté sur l'accessibilité auprès des pouvoirs publics.

Action 2 : Initier des projets pilotes et des activités diversifiées favorisant la francisation.

STRATÉGIE: La communication entre les parents et les écoles est optimale.

OBJECTIF: Accroître des liens de collaboration école-famille-communauté.

STRATÉGIE D'ACTION **08**

Action 1 : Outiller les parents et favoriser leur implication.

Action 2 : Soutenir l'apprentissage du français des parents.

Action 3 : Appuyer les écoles dans leurs communications avec les parents.

PROFITER D'UNE RÉPONSE DYNAMIQUE ET PARTICIPATIVE AUX BESOINS DE BASE

MISE EN CONTEXTE

Le quartier Côte-des-Neiges est marqué par un taux de pauvreté alarmant – une affirmation qui repose cependant sur des réalités diverses et complexes. Lieu d'accueil pour de nombreux nouveaux arrivants, on y trouve des gens de plus de 130 nationalités différentes. Le processus migratoire peut amener à des situations de pauvreté transitoire ou qui, malheureusement, s'éternisent.

Ainsi, un paradoxe de Côte-des-Neiges est que bien qu'il s'agisse de l'un des quartiers les plus défavorisés de Montréal (44% des ménages avaient un revenu en bas de 30 000$ en 2010), il est aussi l'un des quartiers avec le plus haut taux de diplomation (39% de la population a un diplôme d'étude universitaire). Bien qu'une partie de cette statistique s'explique par la présence d'étudiants et de professionnels, elle revêt une autre réalité plus préoccupante :

En effet, il n'est en effet pas rare que les diplômes des immigrants ne soient pas reconnus et souvent, même s'ils sont reconnus, ils ne conduisent pas obligatoirement à un emploi. Le processus d'insertion professionnelle peut être difficile pour les immigrants et les personnes racisées.

De plus, Côte-des-Neiges est un des quartiers montréalais où il y a le plus grand nombre d'enfants (16 100 enfants âgées de 14 ans et moins sur le territoire). Le faible revenu peut donc avoir un impact considérable sur l'ensemble de la famille.
Comme dans d'autres quartiers, Il existe des zones précises dans le quartier où en plus des situations de faible revenu, les résidentEs sont aux prises avec des situations à risque liés à l'habitation (logements insalubres, instabilité résidentielle, surpeuplement), à des problématiques de santé mentale ou de dépendance, à des situations d'isolement, etc.

On rencontre souvent des femmes obligées de rester chez un « conjoint » non désiré, des personnes vivant dans des logements et chambres partagés, des jeunes «de passage» dans la rue, des personnes âgées particulièrement vulnérables.

Finalement, Côte-des-Neiges est le quartier de Montréal qui compte le plus de travailleurs pauvres, tel que documenté dans une étude commandée par Centraide : Un phénomène qui touche plus de 5000 personnes dans le quartier.

HISTORIQUE DES INTERVENTIONS

La Corporation de développement communautaire regroupe 50 organismes qui travaillent dans divers domaines dont: Intégration des immigrants, Famille, Enfance, Ainés, Logement, Emploi, Francisation, Sécurité alimentaire, Femmes, Interculturel, Défense des droits, Jeunes et Santé mentale.
Ces organismes travaillent en partenariat avec : la Table jeunesse, le CIUSSS, la Santé publique, la Ville de Montréal, l'Office municipal de l'habitation de Montréal, SPVM, le MIDI, les universités, l'Arrondissement, le Bureau des députés, etc.

À Côte-des-Neiges il y a une grande tradition de concertation et de travail multi-réseau:

- Dans des tables de concertations : Logement, Famille, Interculturel, Femmes, Sécurité alimentaire, Jeunesse, Itinérance, Ainés
- Lors de projets communs : Hiver en fête, Magasins partages de Noël et de la rentrée scolaire, Cérémonie de bienvenue, Mobilisations pour des revendications telles que le logement, le soutien au communautaire, Blue Bonnets, etc.
- Lors des rencontres régulières de la corporation en Assemblée générale toutes les 6 semaines.
- Dans le cadre du travail de planification de quartier, exercice que nous sommes en train de faire!

Face aux multiples défis posés par la pauvreté, les acteurs du milieu réagissent de diverses façons. Tout le travail pour améliorer les conditions de logement, documenté ailleurs dans ce document, y contribue. Il en va de même pour l'emploi et l'employabilité, pour les différentes initiatives visant à contrer l'exclusion, etc.
D'autres initiatives visent à répondre de façon plus immédiate aux besoins de base : nourriture, vêtements, meubles, etc. Dons de nourriture, banques alimentaires, cuisines collectives, récupération et distribution de meubles et vêtements, etc. Ces initiatives et projets, cependant, ont peu de liens entre eux. Il n'y a pas de fil conducteur. On n'est pas toujours dans la prise en charge collective et l'emporwerment.
Cette priorité vise à donner un élan collectif et positif à cette dimension de notre travail, à la transcender afin que le dépannage mène à l'implication citoyenne et à l'innovation, tout en permettant de tisser plus serrés nos liens de solidarité, d'inclure dans la démarche une plus grande diversité de citoyens, et de se propulser dans l'action collective.

STRATÉGIES
PROFITER D'UNE RÉPONSE DYNAMIQUE ET PARTICIPATIVE AUX BESOINS DE BASE

Changement : Les différentes initiatives de réponse aux besoins de base (alimentation et biens d'usage courant) sont mieux connectées entre elles et sont élargies.

STRATÉGIE: Favoriser la réalisation de divers projets touchant les besoins de base qui reposent sur l'implication active des résidentES

OBJECTIF: Les initiatives citoyennes et communautaires permettent de travailler le rassemblement des personnes, l'insertion sociale, les échanges en français, l'éducation populaire, le développement économique local, l'échange culturel et le vivre ensemble et contribuent au sentiment d'appartenance



Action 1 : S'approprier les espaces collectifs du quartier pour les transformer.

Action 2 : Rassembler les compétences et les « savoirs faire » en alimentation, agriculture urbaine et autres, en incluant les différentes visions culturelles autour d'un projet mobilisateur commun.

Action 3 : Mettre sur pied un grand chantier autour de la question alimentaire (et l'agriculture urbaine) pour favoriser de façon intégrée la mobilisation de tous et que ces actions soient autant de portes d'entrée pour rejoindre la population de Côte-des-Neiges et particulièrement les plus vulnérables.

Action 4 : Faire la promotion des actions menées pour qu'elles se démultiplient et incitent d'autres personnes dans le besoin à participer.

SYNTHÈSE

NOS STRATÉGIES D'ACTIONS



SYNTHÈSE
NOS STRATÉGIES D'ACTIONS

AVOIR ACCÈS À UN EMPLOI DE QUALITÉ

STRATÉGIE 1 *p.10*

ACTION 1
Créer une table de concertation sur l'emploi.

ACTION 2
Développer une stratégie d'embauche locale concertée qui suscite l'adhésion des groupes.

ACTION 3
Sensibiliser les grands employeurs partenaires à l'embauche locale.

STRATÉGIE 2

ACTION 1
Créer un service d'agence de placement communautaire sous forme d'organisme d'économie sociale.

ACTION 2
Promouvoir le développement des initiatives de francisation en milieu de travail.

HABITER DANS UN LOGEMENT SALUBRE

STRATÉGIE 3 *p.13*

ACTION 1
Initier de la recherche action et des projets pilotes.

ACTION 2
Faire des rencontres et des représentations au sujet de l'application des règlements (par exemple, l'utilisation systématique de mesures coercitives).

ACTION 3
Développer des campagnes de mobilisation et de sensibilisation.

STRATÉGIE 4

ACTION 1
Mettre sur pied un registre ou un programme de permis des propriétaires locateurs reliés à une inspection.

ACTION 2
Être leader dans un projet de transformation d'immeubles insalubres en logement social.

VIVRE DANS UN LOGEMENT ABORDABLE

STRATÉGIE 5 *p.17*

ACTION 1
Développer une stratégie d'action avec l'ensemble des partenaires du quartier.

ACTION 2
Mobiliser les résidents et les groupes du quartier.

STRATÉGIE 6

ACTION 1
Faire une recherche approfondie concernant les approches, modèles d'outils financiers et programmes innovants et sur l'expertise en développement de logements sociaux.

ACTION 2
Créer une structure qui facilite le développement immobilier social et qui aura 3 axes d'intervention :

- *La construction de nouveaux logements sociaux,*
- *La rénovation : transformation des immeubles insalubres en logement social,*
- *Le développement du site Blue Bonnet*s.

SYNTHÈSE
NOS STRATÉGIES D'ACTIONS

BRISER LES BARRIÈRES LINGUISTIQUES

STRATÉGIE 7
p.20

ACTION 1
Développer un plaidoyer concerté sur l'accessibilité auprès des pouvoirs publics.

ACTION 2
Initier des projets pilotes et des activités diversifiées favorisant la francisation.

STRATÉGIE 8

ACTION 1
Outiller les parents et favoriser leur implication.

ACTION 2
Soutenir l'apprentissage du français des parents.

ACTION 3
Appuyer les écoles dans leurs communications avec les parents.

PROFITER D'UNE RÉPONSE DYNAMIQUE ET PARTICIPATIVE AUX BESOINS DE BASE

STRATÉGIE 9
p.21

ACTION 1
S'approprier les espaces collectifs du quartier pour les transformer.

ACTION 2
Rassembler les compétences et les «savoirs faire» en alimentation, agriculture urbaine et autres, en incluant les différentes visions culturelles autour d'un projet mobilisateur commun.

ACTION 3
Mettre sur pied un grand chantier autour de la question alimentaire (et l'agriculture urbaine) pour favoriser de façon intégrée la mobilisation de tous et que ces actions soient autant de portes d'entrée pour rejoindre la population de Côte-des-Neiges et particulièrement les plus vulnérables.

ACTION 4
Faire la promotion des actions menées pour qu'elles se démultiplient et incitent d'autres personnes dans le besoin à participer.

MERCI

AUX PERSONNES IMPLIQUÉES DANS LA DÉMARCHE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE QUARTIER

ÉQUIPE CDC-CDN :

Alexandre Savoie,
Denyse Lacelle,
Jennifer Auchinleck,
Pierre-Antoine Baril,
Yamina Chergui,
Yasmina Bilali,

COMITÉ DE PILOTAGE :

Marie-Claude Barey, *Celo*
Charles Mercier, *SOCENV*
Vanessa Sykes Tremblay, *Baobab familial*
Bernard Besancenot, *Multicaf*
Zahia El-Masri, *ROMEL*
Ève Gauthier, *CIUSSS*
Michaëlle Riché, *Arrondissement*
Jean-François Adam, *Dynamo*
Christine Harel, *Dynamo*
Geneviève Simard, *Dynamo*
Patrice Savoie, *Dynamo*
Stéphane Livernoche, *Arrondissement*
Nathalie Rech, *Projet Genèse*
Karine Barrette, *ALAC*
Étienne Bourdouxe, *CIUSSS*

CHANTIERS :

Anahit Yeghikyan, *SIARI*
Angèle Kongue, *Résidente*
Annick Brouillette, *Table ronde pour la lutte à la pauvreté*
Annie-Claude Élie, *Cégep Marie-Victorin*
Awatef Simou, *Association des parents*
Bernard Lavoie, *Centre Pauline-Julien*
Claire Abraham, *Projet Genèse*
Conceptie Gervé, *Pastorale Sociale*
David Kaiser, *DRSP*
Delfino Campanile, *PROMIS*
Denise Belec, *ŒIL*
Dominique Dufour, *CIUSSS*
Dominique Jacob, *Bibliothèque interculturelle*
Fatma Djebbar, *SIARI*
François Corriveau, *Résident*
Ginette Bibeau, *Promis*
Joël Poirier, *Table jeunesse*
Laurence Berthelet, *CIUSSS*
Lili Paz Miranda, *CJE*
Line Bonneau, *Résidente*
Liza Novak, *Centre communautaire Mountain Sights*
Luz Stella Hernandes, *Association Cigogne*
Murielle Burham Bella, *Table jeunesse*
Naima, *Bibliothèque interculturelle*
Pablo Altamirano, *ALAC*
Patrizia Vinci, *Femmes du monde*
Philippe Tessier, *Attaché politique pour le député Pierre Arcand*
Roxane Stonely, *CRE*
Sheetal Pathak, *Projet Genèse*
Tiffany Callender, *Black community association*
Vanesa Badino, *Multi-Écoute*

GRANDS RENDEZ-VOUS :

Aba Laurence Kacou, *Résidente*
Adama Diop, *Loisirs Sportifs CDN-NDG*
Aki Tchitakov, *Attaché du maire Copeman*
Albertha Rennie, *Résidente*
Alexandra Craan, *Centre communautaire Mountain Sights*
Alfred MAndaka, *CONAM*
Amal Obaid, *CRE*
Anahit Yeghikyan, *SIARI*
Andreea Brabete, *Résidente*
Angela Aldinucci, *Table ronde pour la réduction de la Pauvreté*
Angèle Ngapa, *Centre des aînés*
Anna John, *Résidente*
Anne Archambault, *Centre Cummings*
Anne Richard-Webb, *Femmes du monde*
Annie Lapalme, *ŒIL*
Annie Thifault, *Prévention CDN NDG*
Areej Mohammed, *Centre communautaire Mountain Sights*
Aoua B. Ly-Tall, *Femmes africaines*
Barbara Mungal, *Résidente*
Bee Feluman, *Résidente*
Bilkis Vissandjee, *Université de Montréal*
Brenda Veer, *Caisse Desjardins des Versants du Mont-Royal*
Candy Barnes, *Résidente*
Cathy Inouye, *Projet Genèse*
Celia Robinovitch, *CTTI*
Charlotte Thierry, *Attachée politique de Pierre Arcand*
Christian Lefebvre, *HAPOPEX*
Christine Comeau, *Attachée politique de Pierre Arcand*
Claudine Perreault, *Loisirs Sportifs CDN-NDG*
Clermont Girard, *Résident*
David Manning, *Résident*
David Novek, *Centre Cummings*
Denise Beaulieu, *Celo*
Diana Cucos, *Résidente*

Dominic Melasco, *CIUSSS*
Dora Gannyi-Akué, *Multi-écoute*
Dorothy Taylor, *Résidente*
Elizabeth Perez, *Université de Montréal*
Eva Halus, *Résidente*
Fanny Barshee, *CTTI*
Faten Philippe, *Centre Pauline-Julien*
Frédérique Binette, *CIUSSS*
Garbens Jean, *Mon Nouveau Bercail*
George Adad, *ROMEL*
Gilbert Angwandi, *Résident*
Gisèle Moluh, *SPVM PDQ 26*
Graham Carpenter, *Attaché politique pour Thomas Mulcair*
Ida Shmaev, *Multicaf*
Iocent Crammer, *Résident*
Isabelle Bisaillon, *CIUSSS*
Ismahane Dahmane, *Résidente*
Iva Belitchka, *Zornica*
Jacqueline Destez, *Société de Saint-Vincent de Paul*
Jean Isseri, *CJE*
Jean-Charles Smith, *Multicaf*
Jean-Pierre Martin, *Maison Chemin de la Côte*
Jean-Sébastien Patrice, *Multicaf*
Jocelyne Martin, *Relais*
Jorge Garza, *Fondation McConnell*
Josée Bélanger, *Résidente*
Julien Hamelin, *CIUSSS*
Kahlil Diop, *Résident*
Katherine Duhamel-Laflèche, *Fondation de la visite*
Kathryn Provencher, *Résidente*
Khokon Maniruzzaman, *CSDM*
Khoudia Kébé, *Résidente*
Kim Le, *Résidente*
Kurt John, *Résident*
Laure Brasseul, *Bibliothèque interculturelle*
Le Binh Tran, *Centre de Bénévolat*
Leah Berger, *Federation CJA*
Lina Demnati, *Centraide*
Linda Couture, *SARPAD*
Lionel Perez, *Conseiller de ville*
Lokesvari Thampoo, *Résident*
Lotfi Tazi, *Collège Notre-Dame*
Louis Brunet, *Arrondissement*
Louise Tremblay, *Club Ami*
Lucie Bérubé, *Résidente*
Madeleine Sultan, *Attachée politique d'Hélène David*
Magda Popeanu, *Conseillère de ville Marc Sain et du maire de CDN NDG*
Marie-Jo Sara Bastien, *La maison bleue*
Marie-Laure Payet, *Résidente*
Marilena Liguori, *Résidente*
Maritza Flores, *Résidente*
Mathilde Rogue, *Attachée politique de Thomas Mulcair*
Mauly Mathur, *Résidente*
Mélance Gahungu, *CJE*
Melissa Faucher, *CJE*
Michael Chervin, *Projet Genèse*
Michael Hill Paquin, *Arrondissement*
Michel Gauthier, *Résident*
Michelle B. Volel, *Résidente*
Mira Thiboutot Rioux, *SARPAD*
Mohamed Benkiran, *Résident*
Monica Campbell, *Résidente*
Myriam Lauri, *Résidente*
Myrtle Anderson, *Résidente*
Naima Nas, *Résidente*
Nalawattage Pinto, *Résident*
Neelem Chandla, *Résident*
Nicolina Farella, *Fondation McConnell*
Noémi Dibayula, *African-Canadian Development and Prevention Network*
Nola Shaw, *Résident*
Odette Bougie, *Résidente*
Ornella Abo Abo, *Résidente*
Paméla Kanmo, *Résidente*
Patrick Beaudoin, *Celo*
Paulina Robles, *PROMIS*
Rafif Hachani, *Baobab Familial*
Rafik Ameur, *Centre communautaire Mountain Sights*
Raphaël Côté, *Résident*
Rapi Sota, *CRC*
Roger Risasi, *Centre des Aînés*
Ruchika Handa, *Résidente*
Ruchika Handa, *Résidente*
Saadia Hilli, *Résidente*
Saiffudin Amhed Khan, *Résident*
Samiha Benhammane, *Baobab Familial*
Seeta Ramdass, *Résidente*
Sonia Sauvé, *SARPAD*
Sonny Moroz, *Résident*
Sophie Lanno-Cyr, *ŒIL*
Sriyane Marcelline, *Résidente*
Suzanne Belson, *Centre Cummings*
Tania Callender Charles, *African-Canadian Development and Prevention Network*
Thi Mong Hieu Nguyen, *Centre des aînés*
Valérie Fortin, *Centraide*
Veerona Veerabadren, *Table jeunesse*
Vicky Dubois, *Cégep Marie-Victorin*
Victor Afriat, *Les actualités CDN NDG*
Vira Kovalova, *Agence Ometz*
Wafaâ Chahed-Ouazzani, *Multi-Écoute*

PLANIFICATION STRATÉGIQUE DE QUARTIER
Mise à jour mai 2018

-

CDC de Côte-des-Neiges
6767, chemin de la Côte-des-Neiges
Bureau 695
Montréal, QC, H3S 2T6

(514) 739-7731
conseilcdn.qc.ca
facebook.com/cdc.cdn

Corporation
de développement
communautaire de
Côte-des-Neiges

Mise en page Laura Beaurain
Chargée des communications

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1203558010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021 et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1203558010 - Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-21

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1203558010

Ce dossier vise à accorder une contribution financière de 60 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Soutien à la concertation logement dans Côte-des-Neiges », pour la période du 15 mars 2020 au 14 mars 2021.

Cette dépense sera financée par le surplus affecté au soutien aux logements précaires (insalubrité, itinérance, négligence) de l'arrondissement.

Le virement budgétaire et l'écriture de journal suivants seront effectués lors de l'approbation de ce dossier par le conseil d'arrondissement

Provenance

2406.000000.000000.31025.00000.000000.0000.000000.000000.00000.00000

Imputation

Surplus de la direction de l'arrondissement:

IMPUTATION	**2020**
2406.0012000.300751.05803.61900.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Affectation de surplus Centre de responsabilité : CDN – Surplus libre DAUSE Activité : Développement social Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Autres organismes	60 000 $
Total de la dépense	**60 000 $**

Le mode de versement est stipulé dans la convention de contribution jointe au présent dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205265003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 600 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 600 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Communauté Hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7 a/s M. Andreas Crilis Président a/s Mme Lemonia Strapatsas Superviseure des services administratifs	Afin de soutenir l'organisation des festivités de la Fête Nationale de la Grèce, notamment le dîner officiel qui aura lieu au 5757 Wilderton.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 500 $ Magda Popeanu 500 $
ÉquiToit 4029, av. Lacombe Montréal (Québec) H3T 1M7 a/s Mme Lorraine Lebel Présidente	Pour l'inauguration du projet «Le Monkland-ÉquiToit» qui aura lieu le 6 mai 2020. Il s'agit d'un projet de 7 logements adaptés avec services 24/7 pour des adultes ayant une déficience motrice. C'est un projet développé en collaboration avec le CIUSSS centre-ouest, la SHDM et la Ville de Montréal. Les logements ont été adaptés à	**TOTAL : 500 $** Magda Popeanu 250 $ Christian Arseneault 250 $

	partir du programme PAD géré par la Ville de Montréal.	
La Cafétéria communautaire Multicaf 320 – 3600, av. Barclay Montréal (Québec) H3S 1K5 a/s M. Jean-Sébastien Patrice Directeur général	Pour la mise à niveau du système de réfrigération (voir soumission) qui permettra d'offrir des ateliers de récupération alimentaire pour contrer le gaspillage et développer les connaissances alimentaires d'une clientèle vivant en situation de pauvreté, selon la Mesure du panier de consommation (MPC) dans le quartier Côte-des-Neiges.	**TOTAL : 1 250 $** Sue Montgomery 500 $ Magda Popeanu 500 $ Lionel Perez 250 $
Centre d'Orientation des Nouveaux arrivants et Immigrants de Montréal (CONAM) 6767, ch. De la Côte-des-Neiges Bureau 693-4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Alfred Mandaka Directeur général	Notre projet «CDN en clin d'oeil» vise à sortir notre clientèle composée en général des personnes immigrantes, de son isolement, de son ignorance des services d'aide qui existent dans son milieu communautaire qu'est le quartier « Côte-des-Neiges », de son état d'exclusion et de pauvreté, d'une part. Également, pour lui permettre, grâce à nos services et activités d'insertion et d'intégration sociale à lui offrir, de s'outiller des informations nécessaires en recherche d'emploi, en vue de se trouver de l'emploi, de devenir autonome économiquement, de participer au progrès et développement non seulement de son quartier Côte-des-Neiges, mais aussi de Montréal en général.	**TOTAL : 550 $** Sue Montgomery 250 $ Lionel Perez 100 $ Magda Popeanu 200 $
Balconfête/Porchfest **Fiduciaire:** Conseil Communautaire Notre-Dame-de-Grâce 5964, Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4B1N1 a/s Mme Sharon Sweeney Organisatrice communautaire	Afin d'aider à l'organisation des activités du Festival Balconfête/Porchfest dans NDG.	**TOTAL : 2 100 $** Sue Montgomery 1 000 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 500 $
AKAS (anciennement Académie de karaté Alexandru Sorin) 3333, boul. Cavendish Montréal (Québec) H4B 2M5 a/s M. Alexandru Sorin Président	Afin d'aider la participation de 9 athlètes de notre arrondissement qui participeront au Championnat national du 28 avril au 3 mai 2020 à Toronto.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 300 $ Magda Popeanu 300 $ Peter McQueen 100 $ Christian Arseneault 100 $
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal	Afin de soutenir les activités annuelles de l'*Âge d'Or St-Raymond l'Âge d'or Saint-*	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 350 $

5575, rue Saint-Jacques, #1 Montréal (Québec) H4A 2E5 a/s Mme Luciana Perciballi Présidente	*Raymond,* soit la cabane à sucre au mois de mars et la cueillette des pommes en septembre.	Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 300 $ Christian Arseneault 250 $
Anglican Parish of Montreal-West, **St. Philip's Church** 3400 Avenue Connaught Montréal, QC H4B 1X3 a/s Rev. James B. Pratt	Pour aider à la réalisation de la création d'un jardin communautaire avec légumes, herbes, arbres fruitiers, etc.	**TOTAL : 1 150 $** Sue Montgomery 650 $ Christian Arseneault 500 $
Patrimoine Philippin Montréal Filipino Heritage Montréal 5850, av. de Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1G1 a/s M. Alfonso I. Abdon Président	Pour apporter notre soutien à l'événement du 7 mars 2020, soit le 2e anniversaire de la fondation du Patrimoine Philippin Montral et dans le cadre du « Filipino Heritage Month » pour l'organisation des célébrations en juin 2020 dont une présentation de l'Ensemble vocal Panday Tining « Kudiman » et autres activités.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 300 $ Marvin Rotrand 400 $ Christian Arseneault 300 $
Agudat Israel de Montréal inc. 2195, avenue Ekers, bureau 200 Montréal (Québec) H3S 1C6 a/s Mme Yehuda Pfeiffer	Pour soutenir un événement au cours duquel on brûle le pain au levain en prévision de la Pâque juive.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 800 $
L'Envol des femmes / Women on the Rise 6897, av. Somerled Montréal (Québec) H4V 1V2 a/s Mme Grace Campbell Directrice générale	Pour le Programme Soutien à l'action bénévole pour le programme nutrition.	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 500 $ Peter McQueen 250 $ Christian Arseneault 250 $
Conseil des communautés d'Asie du Sud 81, boul. de Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2X 1J6 a/s M. Bashir Hussain Président	Pour rassembler la communauté sud-asiatique et discuter des problèmes des Sud-asiatiques au Québec.	**TOTAL : 450 $** Sue Montgomery 200 $ Marvin Rotrand 250 $
Action humanitaire et communautaire a/s Mme Hajirah Ismail-Zada Chargée de projet **FIDUCIAIRE :** **Université de Montréal** C.P. 6128, succursale Centre-	L'AHC de l'Université de Montréal organise chaque année un gala de la reconnaissance de l'engagement étudiant afin de célébrer l'implication étudiante. Le GREÉ permet, par la remise de plusieurs prix, de reconnaître les différentes formes d'implication de plusieurs bénévoles de l'AHC.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 200 $ Magda Popeanu 200 $

Ville Montréal (Québec) H3C 3J7	Le gala aura lieu le 2 avril 2020 et plus de 200 personnes y participent. Tout au cours de l'année, l'AHC organise une gamme d'activités et d'événements sur le campus portant sur des activités de jumelage, des activités de solidarité internationale et interculturelle et des projets d'entraide socioéconomique. Ces activités sont mises sur pied par des chargés de projets qui sont aussi étudiants et comptent sur l'appui de plus de 600 bénévoles étudiants.	
Mouvement Bisaya / Kalihukang Bisaya 1614, rue Cardinal Montréal (Québec) H4L 3G4 a/s M. Reynold Omictin (Sgd) Président	Pour aider à défrayer les coûts des différentes activités sociales et culturelles.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-04 14:10

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205265003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 600 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de CDN-NDG, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce, de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 12 600 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 12 600$ proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 12 600 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 12 600 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-3196
Télécop. : 514-868-3572

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-02

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1205265003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 600 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205265003_certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1205265003**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 12 600 $ comme suit :

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arseneault	Total général
Balconfête/Porchfest	637357	(100) $			(500) $	(1 000) $	(500) $	(2 100) $
Centre d'Orientation des Nouveaux arrivants et immigrants de Montréal (CONAM)	637354	(100) $	(200) $			(250) $		(550) $
Communauté hellénique du Grand Montréal	637300		(500) $			(500) $		(1 000) $
Conseil régional des personnes âgées italo-canadiennes de Montréal	637363	(100) $			(300) $	(350) $	(250) $	(1 000) $
Mouvement Bisaya	637383	(200) $		(200) $				(400) $
Patrimoine Philippin Montréal	637372			(400) $		(300) $	(300) $	(1 000) $
ÉquiToit	637319		(250) $				(250) $	(500) $
La Cafétéria communautaire Multicaf	637332	(250) $	(500) $			(500) $		(1 250) $

Organisme	DA	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Christian Arseneault	Total général
AKAS	637360		(300) $		(100) $	(300) $	(100) $	(800) $
Anglican Parish of Montreal-West, St. Philip's Church	637368					(650) $	(500) $	(1 150) $
Conseil des communautés d'Asie du Sud	637376			(250) $		(200) $		(450) $
Action humanitaire et communautaire	637375		(200) $			(200) $		(400) $
Agudat Israel de Montréal inc.	637379	(800) $				(200) $		(1 000) $
L'Envol des femmes	637362				(250) $	(500) $	(250) $	(1 000) $
Total		**(1 550) $**	**(1 950) $**	**(850) $**	**(1 150) $**	**(4 950) $**	**(2 150) $**	**(12 600) $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	**(1 550) $**
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	**(1 950) $**
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000137.0	**(850) $**
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	**(1 150) $**
Sue Montgomery	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003047.0	**(4 950) $**
Christian Arseneault	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003048.0	**(2 150) $**
Total général		**(12 600) $**

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205284001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 66 053 $ provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020 ».

Il est recommandé :
D'autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 66 053 $ provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet «Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020».

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:22

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205284001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 66 053 $ provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges –Notre-Dame-de-Grâce 2020 ».

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement a reçu la confirmation du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 66 053 $ pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce 2020 » dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Ce dossier vise l'autorisation de la signature de ladite entente pour les travaux qui devront être réalisés au cours de l'année 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195284005 : Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 100 000 $ provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet «Développer un plan de contrôle de l'herbe à poux et le mettre en oeuvre sur l'entièreté du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce».
1195284006 : Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux", pour une période de 8 mois, se terminant le 15 décembre 2019 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

1197223001 : Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 100 000 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec.

DESCRIPTION

En décembre 2019, l'Arrondissement a déposé une proposition de projet dans le cadre de la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes au MSSS qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements

climatiques du gouvernement du Québec. Le 31 janvier 2020, le MSSS a confirmé l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 66 053 $ pour le projet «Plan de contrôle de l'herbe à poux de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce». Ce dossier vise l'autorisation de l'entente de contribution entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Arrondissement afin de pouvoir recevoir les fonds.
Deux autres sommaires décisionnels sont présentés au conseil d'arrondissement encadrant le projet :

1205284002 - Octroyer un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux 2020 ", pour une période de 8 mois, se terminant le 15 décembre 2019 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses.

1206460001 - Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec.

JUSTIFICATION

L’arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) et son partenaire, la Société environnementale de Côte-des-Neiges (la SOCENV) ont travaillé de concert au projet d’éradication de l’herbe à poux sur son territoire en 2018 et en 2019. Pendant toute la saison estivale 2019, notre «Escouade Anti-Atchoum» a parcouru l’ensemble des 228 km de rues, les terrains municipaux et paramunicipaux prioritaires (parcs, places et placettes, carrés d’arbres, terre-pleins, terrains gazonnés) afin de procéder à l'arrachage de 1 316 000 plants l'herbe à poux. Les plants collectés ont été compostés visant à éviter de les envoyer à l'enfouissement. Pour sa part, l'Arrondissement a déployé une importante campagne de sensibilisation auprès des résidents et employés. L’Arrondissement a également sollicité les 43 écoles privées et 34 écoles publiques, ainsi que les nombreuses grandes institutions afin qu’elles participent à la campagne. En 2019, l’Arrondissement a pu compter sur l’engagement de 56 partenaires, y compris des institutions du milieu de l’éducation, de la santé et de l’habitation sociale. La réussite du projet repose sur la créativité de nos équipes et de l’engagement qu’ils ont envers nos résidants, afin de leur fournir un milieu de vie sain.

Les études démontrent l’importance de poursuivre les interventions terrains afin d’arracher l’herbe à poux pendant trois années de suite. L’Arrondissement compte alors poursuivre ses efforts en 2020 et pouvoir utiliser à bien les fonds du MSSS.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Extrait de l'entente de contribution :

« BUDGET ET MODALITÉS DE PAIEMENT

En considération des obligations et engagements décrits dans la présente Entente, le Ministère s’engage, tel que prévu dans une lettre datée du 10 février 2020 (Annexe B), à verser au Bénéficiaire une aide financière maximale de soixante-six mille cinquante-trois dollars (66 053 $) pour la réalisation du Projet, tel que décrit à l’Annexe A, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de quarante-six mille deux cent trente-sept dollars et dix sous (46 237,10 $) à la signature de l’Entente entre les Parties;
- un deuxième versement de dix-neuf mille huit cent quinze dollars et quatre-

vingt-dix sous (19 815,90 $) lors de l’acceptation du rapport final lors de l’acceptation du rapport final. »

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en oeuvre d'un plan de contrôle d'herbe à poux figure comme cible du *Plan local de développement durable 2019-2022.*
Les plants collectés seront compostés. Cette valorisation représente un des volets 4R-V qui est un des objectifs du Plan local de développement durable de l'Arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contrôle de la prolifération de l'herbe à poux.
Diminution des impacts négatifs sur la santé des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 21 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-14
Yolande MOREAU Agente de recherche - Développement durable	Stephane P PLANTE Directeur d'arrondissement

Tél :	514-220-7541	**Tél :**	514-872-6339
Télécop. :		**Télécop. :**	

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205284001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 66 053 $ provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020 ».



1205284001_Entente_2020_MSSS-MTL-CDNDG_SQRPA_finale.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENTENTE DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE ET DE SUIVI DANS LE CADRE DUPLAN D'ACTION 2013-2020

SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES – VOLET SANTÉ

(ci-après désignée l'« Entente »)

ENTRE : **LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX**, agissant à la présente entente et ici représenté par monsieur Horacio Arruda, Directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint, dûment autorisé en vertu de la Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (RLRQ, chapitre M-19.2);

ci-après désigné le « MSSS »

ET : **VILLE de Montréal, arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce**, ayant son siège au 5160, boulevard Décarie, bur. 600, Montréal (Québec), H3X 2H9, représenté aux fins des présentes par Me Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée ;

ci-après désigné le « Bénéficiaire »

ci-après collectivement désignés les « Parties »

ATTENDU QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux, ci-après désigné le « MSSS », s'est vu confier la responsabilité de mettre en œuvre les actions du volet santé du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, ci-après appelé le « PACC 2013-2020 »;

ATTENDU QUE dans le cadre du mandat qui lui a été confié, le MSSS s'est engagé à mettre en œuvre la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes ;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire a soumis une proposition intitulée « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2020 » (ci-après désigné le « Projet »), le tout tel que décrit à l'Annexe A;

ATTENDU QUE le MSSS s'est engagé, dans une lettre datée du 10 février 2020 (Annexe B) à distribuer directement au Bénéficiaire, sous forme de subvention, le financement nécessaire à la réalisation du Projet ;

ATTENDU QUE l'octroi de cette aide financière est conditionnel à la disponibilité des fonds prévus au PACC 2013-2020;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer, dans le cadre d'une entente, les engagements et responsabilités entre les Parties quant à la collaboration attendue pour favoriser le suivi et la réalisation de ce Projet;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. INTERPRÉTATION

La présente Entente de contribution financière et de suivi, son préambule ainsi que les Annexes font partie intégrante de l'Entente. En cas de conflit entre les Annexes et les dispositions de la présente Entente, ces dernières prévalent.

Les Parties reconnaissent avoir reçu une copie des Annexes, de les avoir lues et consentent aux normes et conditions qui y sont énoncées.

2. OBJET DE L'ENTENTE

2.1. La présente Entente a pour objet de fixer le montant et les modalités de versement de l'aide financière accordée au Bénéficiaire pour la réalisation d'un projet visant le développement et la mise en œuvre d'un plan de contrôle des pollens allergènes, comme proposé à l'Annexe A des présentes, et de déterminer les modalités de suivi de la réalisation de ce projet.

3. DURÉE DE L'ENTENTE

3.1. La présente Entente entre en vigueur à la date de la dernière signature par l'une ou l'autre des Parties et prend fin lorsque toutes les obligations des Parties auront été rencontrées.

4. OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Le MSSS s'engage à :

a) fournir au Bénéficiaire toutes les informations et recommandations nécessaires ou utiles de façon à lui permettre de remplir ses obligations.

5. LE BÉNÉFICIAIRE S'ENGAGE À :

a) agir à titre de responsable de projet dans le cadre de la réalisation du Projet et conserver le contrôle de toute la gestion du Projet pendant la durée de la présente Entente;

b) tenir compte de toutes les instructions et recommandations du MSSS sur la façon d'exécuter le Projet;

c) réaliser, d'ici au 31 décembre 2020, le Projet décrit à l'Annexe A et en assurer le bon déroulement selon les termes de la présente Entente;

d) s'engager à respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir et maintenir, le cas échéant, les autorisations requises avant et pendant l'exécution du Projet.

e) utiliser la subvention versée par le Ministère pour couvrir les dépenses indiquées dans le budget approuvé (Annexe A);

f) reconnaître que le Ministère peut réduire, annuler ou, le cas échéant, exiger le remboursement en tout ou en partie des sommes versées en cas de non-respect de la présente Entente ;

g) assumer l'entière responsabilité financière de ses activités et de ses opérations dans le cadre du Projet;

h) fournir au MSSS, sur demande, tout document ou renseignement pertinent à l'utilisation de la subvention versée par le Ministère;

i) remettre au MSSS les livrables prévus à l'Annexe A dans les délais qui y sont fixés, soit :

   i. Version finale du Plan de contrôle de l'herbe à poux (Mai 2020)
   ii. Plan de mobilisation (communications) et outils associés (Juin 2020)
   iii. Carte d'intervention (Juin 2020)
   iv. Communiqué de presse de lancement de la campagne 2020 (Été 2020)
   v. Page web bilingue (Juin 2020)
   vi. Rapport final (Décembre 2020)

j) aviser immédiatement le MSSS de tout changement significatif qui pourrait survenir en cours de réalisation du Projet et qui pourrait avoir pour effet de modifier les conditions initiales, et ce, durant toute la durée de la présente Entente;

k) aviser le MSSS avant la tenue d'activités publiques et de conférences de presse relatives à la mise en œuvre du Projet;

l) indiquer la participation financière du gouvernement du Québec dans tout document public (activités de communication, publications, site Internet, etc.) et dans tous les rapports produits dans le cadre du Projet, de la manière suivante : Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec;

m) conformément au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec ainsi qu'aux règles du Secrétariat à la communication gouvernementale, et tel que spécifié dans le Cadre de gestion du Fonds vert, utiliser le visuel déterminé par le Conseil de gestion du Fonds vert dans toutes les communications relatives au Projet;

n) soumettre au MSSS pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif au Projet;

o) collaborer pleinement à tout processus d'évaluation de programme qui pourrait être mené sur le volet santé du PACC 2013-2020.

6. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES LIVRABLES

6.1. Le MSSS fait connaître, par avis écrit, son refus de l'ensemble ou d'une partie des livrables prévus à l'article 5i) (les « Livrables ») dans les trente (30) jours suivant la réception desdits Livrables remis au MSSS par le Bénéficiaire. L'absence d'avis écrit dans le délai prescrit signifie que le MSSS accepte les Livrables.

6.2. Le MSSS ne pourra refuser les Livrables que pour une bonne et valable raison compte tenu de la proposition de Projet acceptée (Annexe A) et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

6.3. En cas de refus des Livrables, le MSSS se réserve le droit de demander au Bénéficiaire d'apporter toutes corrections jugées utiles afin que le Projet soit conforme à la présente Entente, à défaut de quoi celle-ci pourra être résiliée conformément à l'article 14 des présentes.

7. BUDGET ET MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1. En considération des obligations et engagements décrits dans la présente Entente, le Ministère s'engage, tel que prévu dans une lettre datée du 10 février 2020 (Annexe B), à verser au Bénéficiaire une aide financière maximale de **soixante-six mille cinquante-trois** dollars (66 053 $) pour la réalisation du Projet, tel que décrit à l'Annexe A, sans autres frais, coûts ou dépenses que ce soit, selon les modalités suivantes :

- un premier versement de **quarante-six mille deux cent trente-sept dollars** et dix sous (46 237,10 $) à la signature de l'Entente entre les Parties;
- un deuxième versement de **dix-neuf mille huit cent quinze** dollars et quatre-vingt-dix sous (19 815,90 $) lors de l'acceptation du rapport final lors de l'acceptation du rapport final.

7.2. Pour que ces versements soient effectués dans les meilleurs délais, une facture pour chacun des paiements devra être adressée à :

Marion Schnebelen
Directrice de la santé environnementale
Direction générale adjointe de la protection de la santé publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075 ch. Ste-Foy, 12e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Téléphone : 418-266-4602
Courriel : marion.schnebelen@msss.gouv.qc.ca

7.3. Les versements sont effectués au moyen de chèques libellés à l'ordre de « Ville de Montréal » transmis à l'attention de :

Yolande Moreau
Agente de recherche – Développement durable
5160, boul. Décarie, bur. 600
Montréal (Québec), H3X 2H9
Téléphone : 514-220-7541
Courriel : yolande.moreau@montreal.ca

8. CONFIDENTIALITÉ

8.1. Les Parties conviennent d'échanger de l'information et des données non constituées de renseignements personnels dans le cadre du mandat établi par la présente Entente, le tout en conformité avec les politiques du Bénéficiaire et du MSSS.

8.2. Les Parties s'engagent à garder confidentielle et à ne pas publier ou autrement divulguer, directement ou indirectement, par quelque moyen que ce soit, en partie ou en totalité, l'information communiquée entre les Parties dans le cadre de la présente Entente, pour la durée de l'Entente et pour une période de cinq (5) ans suivant la fin de celle-ci.

9. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1. L'expression « Propriété intellectuelle » contenue à la présente Entente signifie toute œuvre, découverte ou invention, dont la conception, la création ou le développement découle des travaux du Projet dont notamment, tout élément de propriété intellectuelle, pouvant ou non faire l'objet d'une protection intellectuelle quelconque, tout résultat, toute marque de commerce et demande de marque de commerce, tout nom commercial, toute marque de certification, tout brevet et toute demande de brevets, tout droit d'auteur, toute formule, tout procédé, toute invention, découverte, réalisation, tout logiciel, toute donnée et tout résultat de recherche, tout secret commercial, dessin industriel, toute topographie de circuits intégrés et tout autre bien ou droit semblable, enregistré (ci-après désignée la « Propriété intellectuelle »).

9.2. Le MSSS reconnaît et accepte que toute la Propriété intellectuelle du Projet appartient et appartiendra en tout temps au Bénéficiaire, sous réserve des droits octroyés aux articles 9.3 et 9.4.

9.3. Le Bénéficiaire accorde par la présente au MSSS le droit irrévocable, non exclusif, non transférable et libre de redevances sur les productions qu'il réalise dans le cadre de la présente Entente lui permettant de les produire, reproduire, modifier, adapter le format, traduire, exécuter ou représenter en public, publier et communiquer par télécommunication, et ce, à toutes fins jugées utiles par le MSSS. Cette licence est accordée gratuitement et sans limites territoriales ou de temps.

9.4. Nonobstant tout droit pouvant être octroyé au MSSS aux termes de toute licence, le Bénéficiaire se réserve et conserve et jouit en tout temps du droit d'utiliser, seul ou avec d'autres, gratuitement sans limitation géographique ou temporelle, la Propriété intellectuelle du Projet ainsi que les rapports produits à toutes fins qu'il désire.

10. RESPONSABILITÉ

10.1. Le Bénéficiaire n'est ni l'agent, ni le représentant du Ministère et rien dans la présente Entente ne lui confère cette autorité. Le Ministère est indépendant du Bénéficiaire et la présente Entente ne doit en aucune façon être considérée comme une entreprise commune.

10.2. Chaque Partie sera responsable de tout dommage causé par elle, ses employés, agents, représentants ou sous-traitants dans le cours ou à l'occasion de l'exécution de la présente Entente, y compris le dommage résultant d'un manquement à un engagement pris en vertu de la présente Entente.

Chaque Partie s'engage à indemniser, protéger et prendre fait et cause pour l'autre Partie contre tous recours, toutes réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne en raison de dommages ainsi causés.

11. RECONNAISSANCE

11.1. Le Bénéficiaire fera mention de toutes les contributions professionnelles et institutionnelles ayant collaboré aux travaux effectués en vertu du Projet.

11.2. Comme spécifié à l'article 5l), tout document public ou rapport produit dans le cadre du Projet devra faire état de la contribution du gouvernement du Québec de la manière suivante : « Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement québécois ».

12. MODIFICATION DE L'ENTENTE

12.1. Toute modification à la présente Entente doit être constaté par écrit et être signé par les deux Parties.

13. REGISTRES ET VÉRIFICATION

13.1. En ce qui concerne la gestion financière du Projet, le Bénéficiaire doit tenir des livres comptables en bonne et due forme, selon les pratiques commerciales et les principes comptables généralement reconnus. Les livres comptables doivent inclure l'ensemble des factures, pièces justificatives et reçus liés aux dépenses et aux revenus du Projet, y compris les sommes du financement provenant d'autres sources visant à couvrir les coûts du Projet.

13.2. Le MSSS se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Bénéficiaire pour s'assurer de la conformité aux modalités de la présente Entente. Cette vérification pourra avoir lieu à tout moment convenant aux Parties, et le Bénéficiaire devra faciliter ces inspections ou vérifications.

14. RÉSILIATION

14.1. Le MSSS se réserve le droit de résilier la présente Entente pour l'un des motifs suivants :

i. le Bénéficiaire fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente Entente;

ii. le Bénéficiaire cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de la faillite, liquidation ou cession de ses biens;

iii. le Bénéficiaire lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations.

14.2. Pour ce faire, le MSSS adresse un avis écrit de résiliation au Bénéficiaire énonçant le motif de résiliation.

14.3. Si la résiliation résulte d'une cause prévue à l'article 14.1 (i), le Bénéficiaire devra remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi cette Entente sera automatiquement résiliée; la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

14.4. Si la résiliation résulte d'une cause prévue aux articles 14.1 (ii) ou (iii), la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par le Bénéficiaire.

14.5. Dans l'éventualité où le gouvernement du Québec mettait fin prématurément au PACC 2013-2020, la présente Entente sera résiliée automatiquement.

14.6. En cas de résiliation de la présente Entente pour l'un ou l'autre des motifs indiqués aux articles 14.1 et 14.5, le Bénéficiaire aura alors droit aux sommes engagées pour la réalisation des travaux, au prorata des travaux réalisés à la date de la résiliation de l'Entente, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. Le Bénéficiaire devra rembourser au Ministère sans préavis ni délai toutes sommes reçues et non engagées pour la réalisation des travaux.

15. CESSION D'ENTENTE

15.1. Les droits et obligations contenus à la présente Entente ne peuvent, sous peine de nullité, être cédés, en tout ou en partie, sans l'autorisation de l'autre Partie.

16. DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DES PARTIES

16.1. Aux fins de la réalisation des obligations découlant de la présente Entente, les Parties contractantes désignent les personnes suivantes comme étant celles aptes à recevoir et à donner toute instruction ou tout avis. Si un remplacement est rendu nécessaire, l'autre Partie devra en être avisée dans les meilleurs délais.

Pour le MSSS

Pour les affaires administratives

Madame Marion Schnebelen
Directrice de la santé environnementale
Direction générale adjointe de la protection de la santé publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Ste-Foy, 12e étage
Québec (Québec) G1S 2M1

Téléphone : (418) 266-4602
Courriel : marion.schnebelen@msss.gouv.qc.ca

Pour le suivi du Projet

Monsieur Armand Pejwan Pourashraf
Conseiller en santé environnementale
Direction de la santé environnementale
Ministère de la Santé et des Services sociaux
1075, chemin Ste-Foy, 12^{e} étage
Québec (Québec) G1S 2M1

Téléphone : (418) 266-8908
Courriel :
armand.pejwan.pourashraf@msss.gouv.qc.ca

Pour le Bénéficiaire

Pour les affaires administratives

Madame Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement
5160, boul. Décarie, bureau 600,
Montréal (Québec),
H3X 2H9,
Téléphone : 514 868-4358
Courriel : genevieve.reeves@montreal.ca

Pour le suivi du Projet

Madame Yolande Moreau
Agente de recherche – Développement durable,
5160, boul. Décarie, bur. 600
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 220-7541
Courriel : yolande.moreau@montreal.ca

17. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17.1. La présente Entente constitue la seule entente intervenue entre les Parties concernant le présent objet et toute autre entente non reproduite à la présente est réputée nulle et sans effet.

17.2. Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des clauses de la présente Entente en pleine connaissance de cause.

18. CLAUSE FINALE

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

EN FOI DE QUOI, les Parties aux présentes ont, par leur représentant, signé les deux (2) exemplaires de cette Entente aux dates mentionnées ci-après.

POUR LE MSSS

Monsieur Horacio Arruda, M.D., Directeur national de santé publique et sous-ministre adjoint

Date

POUR LE BÉNÉFICIAIRE

Madame Geneviève Reeves, avocate,
Secrétaire d'arrondissement,
Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal

Date

ANNEXE A

PROPOSITION DE PROJET

ANNEXE B

LETTRE D'AUTORISATION D'OCTROI
DE L'AIDE FINANCIÈRE PAR LE MINISTÈRE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1204535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 86 000 $ incluant les taxes si applicables;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera assumée par l'arrondissement et proviendra du du surplus 2015 affecté à la promotion de l'activité physique et du surplus libre.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:22

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204535002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Cyclo Nord-Sud a été mandaté par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en 2019 pour déployer le projet Vélorution CDN-NDG et pour identifier les obstacles à l'adoption et l'utilisation du vélo. Ce mandat s'est concentré sur l'identification des obstacles vécus par les communautés marginalisées de l'arrondissement, et sur l'offre d'activités visant à éliminer ces obstacles. Les évaluations et interventions de 2019 serviront de fondement pour les orientations du projet Vélorution CDN-NDG 2020. En effet, le projet continuera de s'appuyer sur les partenariats et les actions établis en 2019, tout en consolidant l'appui essentiel de la communauté pour assurer la viabilité à long terme et l'atteinte des objectifs du projet.
Puisque les services offerts en 2019 furent très bien accueillis et appréciés par la communauté, Vélorution CDN-NDG continuera d'offrir les services de clinique mobiles de réparation de vélos et les cours d'initiation au vélo. Une douzaine de vélos seront dorénavant réservés pour les cours d'initiation au vélo qui se donneront de façon régulière dans les deux quartiers. Pour accroître l'impact auprès des communautés, l'aide de partenaires communautaires locaux sera sollicitée.

Alors que la ville de Montréal tend vers une plus grande utilisation globale du vélo, l'arrondissement de CDN-NDG affiche un faible taux d'utilisation du vélo et d'autres moyens de transport actif pour les déplacements des résidents. Malgré des conditions urbaines et sociales qui devraient favoriser une plus grande part modale, le taux d'utilisation du vélo dans CDN-NDG demeure à 2 % alors que le taux médian dans les quartiers centraux de Montréal se chiffre à 4 %, et s'élève même à 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Certains groupes, notamment ceux provenant de milieux à faible revenu et/ou de communautés de minorités visibles, sont beaucoup plus lents à adopter le vélo. Pourtant, opter pour le vélo pour ses déplacements peut contribuer à réduire la pauvreté et l'isolement social. Il est également troublant de constater que les jeunes de moins de 17

ans constituent le seul groupe d'âge au Québec où la pratique du vélo stagne.

Le projet vise réduire les obstacles socio-économiques et culturels à l'adoption du vélo, y compris :

- La crainte pour la sécurité personnelle sur les routes, liée à des préoccupations générales ou à des zones spécifiques (comme une intersection très fréquentée ou une zone avec beaucoup de transits);
- Les limites financières qui empêchent l'achat et l'entretien d'une bicyclette et d'accessoires;
- Les perceptions et l'acceptabilité sociale dans les communautés culturelles;
- Le manque de compétences en cyclisme qui peut réduire considérablement le sentiment de confiance et de sécurité, en particulier pour les parents qui se méfient de laisser leurs enfants rouler en ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195284001 - Autoriser la signature d'une convention de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN -NDG, pour la période du 5 février au 31 décembre 2019, et le versement d'une contribution financière de 84 804 $ (toutes taxes comprises si applicable).

CA14 170279 - Autoriser la signature d'une convention de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et Vélo Québec Association pour la réalisation du programme "À pied, à vélo, ville active" dans douze écoles primaires publiques de l'arrondissement, pour la période du 22 août 2014 au 30 juin 2015, et le versement d'une contribution financière 11 152,58 $ (taxes incluses)

L'arrondissement prend part également à différents plans et programmes en lien avec le développement durable, dont le Programme Quartiers 21, le Plan du quartier vert actif et en santé de NDG Sud-Est et la Politique en faveur des saines habitudes de vie.

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel vise l'octroi d'une contribution financière à l'organisme Cyclo Nord-Sud. L'entente est entièrement dédiée au déploiement du programme Vélorution - CDN-NDG afin de poursuivre les activités d'animation et des déplacements à pied et à vélo en vue d'augmenter la part modale du vélo. Les activités suivantes sont prévues :
1. Sensibilisation et promotion

a) Premières Roues
Objectif global : assurer l'accès des jeunes des communautés à faible revenu à un premier vélo.
Activité : distribution de 30 à 50 vélos (en fonction de la participation des acteurs locaux)
Avril, mai: Établir un plan d'identification des participants du programme et un plan de distribution avec les organisations partenaires.
Fin juin: Distribuer les vélos enfants avec les partenaires communautaires et l'arrondissement.

b) Service mobile de réparation de vélos
Objectif global: Offrir des services de mise au point de vélos dans les parcs
Activité : 45 jours / 180 heures d'ateliers mobiles
Mai / juin: Mise au point du début de la saison cycliste, événements communautaires, soutien technique aux écoles Cycliste Averti, etc.

Juillet / août: Offrir 4 ateliers par semaine, en plus des événements spéciaux.
Septembre: Participer à des événements spéciaux et organiser des activités de réparation à l'intérieur.

c) Cours d'initiation au vélo
Objectif global : Offrir des cours de cyclisme aux résidents dans un environnement sécuritaire.
Activité : 30 cours d'initiation dispensés
Février à Mai: Établir le calendrier et le rôle des partenaires.
Juin: Débuter l'offre de cours.
Juillet à septembre: Offrir des cours 1 à 2 jours/soirées en semaine et 1 jour pendant la fin de semaine.

d) Sensibilisation générale
Objectif global : Promouvoir l'importance du cyclisme comme outil de mobilité accrue et réduction de la pauvreté auprès organismes communautaires
Activité : Participer à des réunions et présenter le programme à 12 aux organismes communautaires, lieux de rencontre religieux et organismes de cyclisme et de transport actif.

2. Développement de partenariats
Objectif global: Engager les partenaires locaux de façon à assurer la viabilité à long terme des objectifs de Vélorution CDN-NDG.
Activité: Poursuivre les partenariats et collaborations établis avec les organismes en 2019. Élargir les partenariats afin d'inclure les ateliers de vélos communautaires tels que Le Petit Vélo Rouge, Coop Bécik, Biciklo et d'autres partenaires que nous avons commencé à rejoindre en 2019.

3. Communications
Objectif global : Rejoindre le plus grand nombre de citoyens et accroître l'impact du projet.
Activité : Partager les annonces dans les réseaux de 3 partenaires du quartier, diffuser les activités auprès des deux commissions scolaires, partager 10 histoires de participants, et présenter le programme à 12 organismes.

JUSTIFICATION

Le Projet Vélorution CDN-NDG est à sa deuxième année de déploiement. La première année a été consacrée au développement de partenariats locaux, l'analyse des obstacles et à l'élaboration d'un plan d'action, en plus des activités de réparation et de sensibilisation. Fort de ses partenariats et études, le déploiement d'activités terrain s'intensifiera cette année. En 2020, le projet comprend l'ajout du programme «Premières roues» qui vise à assurer aux jeunes à faible revenu l'accès à leur premier vélo. Les enfants sont le catalyseur d'un effet démultiplicateur. En commençant dès la jeune enfance, ils aimeront toujours faire du vélo, assurant un impact à long terme. En fournissant leurs premiers vélos à ceux qui vivent dans des communautés marginalisées, nous contribuons à encourager l'adoption du vélo tout au long de leurs vies. De plus, d'un point de vue pragmatique, les enfants peuvent souvent exercer une plus grande pression sur leurs parents pour qu'ils adoptent de nouvelles habitudes, devenant ainsi un agent du changement. Les organismes communautaires contribueront à l'identification des bénéficiaires et à la distribution des vélos. L'objectif de ce projet est de le pérenniser et d'en faire un événement régulier.

Dans le but de rejoindre davantage les résidents dans leurs quartiers, les horaires et emplacements des cliniques mobiles seront adaptés, tout en accordant une attention particulière aux secteurs où la pauvreté et l'isolement social sont les plus marqués.

L'équipe poursuivra, par le biais d'ateliers et d'événements, à présenter aux citoyens les

avantages du vélo : un moyen peu coûteux, amusant, sain et efficace de se déplacer, ainsi que les outils permettant de réduire les obstacles qui les empêchent d'essayer le vélo.

Cyclo Nord-Sud oeuvre depuis 20 ans à améliorer la vie des populations de communautés à faibles revenus à l'échelle internationale en adoptant la bicyclette comme moyen de mobilité. Au cours des dernières années, elle s'est tournée vers le quartier Saint-Michel, car les citoyen.ne.s du quartier sont parmi les plus pauvres de la ville et subissent les impacts négatifs d'un manque de choix de transport sécuritaire. L'organisme a développé une expertise dans la fourniture d'un soutien sur le terrain par le biais de mécanicien.ne.s de bicyclettes, l'accès à des bicyclettes abordables, des leçons et activités cyclistes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la contribution financière s'élève à 86 000 $ (toutes taxes comprises si applicable).
Le financement de ce dossier proviendra à la hauteur de 15 196 $ du surplus 2015 affecté à la promotion de l'activité physique et à la hauteur de 70 804 $ du surplus libre.

Les informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs et du greffe.

L'échéancier des paiements tel que proposé dans la convention est le suivant :

40 %	34 400 $ (toutes taxes incluses)	À la signature de la présente convention
30 %	25 800 $ (toutes taxes incluses)	Au dépôt du Rapport d'étape 1
20 %	17 200 $ (toutes taxes incluses)	Au dépôt du Rapport d'étape 2
10 %	8 600 $ (toutes taxes incluses)	Au dépôt du Rapport final

Pour un total de 86 000 $ toutes taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet vise à favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre.
De plus, le projet appuie les mesures prises par l'arrondissement pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale.

Le projet répond également aux objectifs du point 1.3 du Plan local de développement durable 2018-2020 de CDN-NDG en assurant la promotion de déplacements actifs chez les enfants et leurs parents sur le trajet domicile-école-travail.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribution au changement des habitudes de vie, notamment en faisant la promotion des saines habitudes de vie ainsi que la consommation et des loisirs à plus faible empreinte écologique.
Augmentation de la part modale du vélo dans l'arrondissement en favorisant le transport actif pour l'ensemble des citoyens.

Augmentation de l'inclusion sociale de certaines populations.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Articles dans le Citoyen et la Citoyenne
Communiqué de presse

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Geneviève REEVES, 17 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514 220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1204535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

1204535002-Conv_Contrib_Financie`re_Vélorution_2020 vf.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514 220-7541
Télécop. :

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 5160 boul. Décarie, bureau 600, Montréal, H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de :

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION POUR LE CYCLISME À MONTRÉAL (CYCLO NORD-SUD)**, personne morale, organisme de bienfaisance (No 13096 4786 RR0001) régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est le 8717, 8ème Avenue, Montréal (Québec) H1Z 2X4 , agissant et représentée par son coordonnateur au développement des programmes, Monsieur Rémi Laurent, dûment autoriséaux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'organisme de charité : 130964786RP0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de récupérer et revaloriser des vélos inutilisés au profit de communautés vulnérables à travers différentes initiatives solidaires locales et internationales ainsi que de sensibiliser et outiller la population de quartiers locaux à l'utilisation quotidienne du vélo. Ils proposent des initiations au vélo et à sa pratique, des formations en mécanique vélo, des sorties sur route et de nombreux autres services;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Plan local de développement durable, plus précisément à la sous-action 1.3 : Promouvoir les déplacements actifs chez les enfants et leurs parents sur le trajet domicile-école-travail, de l'Action 1 : Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Plan local de développement durable ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.3 « **Annexe 3** » : exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;

2.4 « **Annexe 4** » : modèle à utiliser pour la Reddition de compte;

2.5 « **Annexe 5** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet;

2.6 « **Responsable** » : le Directeur d'arrondissement ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : la session printemps-été : du 16 avril au 31 août; et la session d'automne : du 1er septembre au 31 octobre;

2.12 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme, la mise à la disposition des Installations de la Ville ainsi que les services fournis par la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale **quatre-vingt-six mille dollars (86 000 $)**, incluant toutes les taxes si applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 5 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant le protocole de visibilité joint, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, dans les soixante (60) jours avant le début de chaque Session, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 000 000 $ pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant et le Responsable, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

5.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont

été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable au **plus tard le 1e décembre**, un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 10, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention;

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le **30 novembre 2020**.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les cinq (5) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **ENTENTE COMPLÈTE**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **DIVISIBILITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 **REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **AYANTS DROIT LIÉS**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **CESSION**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT**

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 **EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

13.11 **AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8717, 8e avenue, Montréal, Québec, H1Z 2X4 et tout avis doit être adressé à l'attention de Rémi Laurent. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de ..... 20__

SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Rémi Laurent, Coordonnateur au développement des programmes, Cyclo Nord Sud

La présente convention a été approuvée par le , le e jour de …… 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

1. **Identification :**

Nom de l'organisme : Cyclo Nord Sud

Répondant de l'organisme : Robin Black

Adresse : 8717 8e Avenue

Téléphone : 514 843 0077 Cellulaire :

Courriel : robin@cyclonordsud.org

2. **Projet :**

Titre du projet : Vélorution CDN-NDG			
Date de début du projet	**Date de fin du projet**	**# de semaines du projet**	
15 mars 2020	30 novembre 2020		
Jours de semaine	**Horaire de l'activité**	**Type/âge de clientèle**	**Nombre de participants ciblés**
5			
Installation(s) utilisée(s)		**Type(s) de salle(s) utilisée(s)**	
2 conteneurs maritimes			
Voisinage(s) ciblé(s) :			

1) DESCRIPTION DU PROJET

Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

Depuis mars 2019, Cyclo Nord-Sud a été mandaté par l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour identifier les obstacles à l'adoption et l'utilisation du vélo. Ce mandat s'est concentré sur les obstacles vécus par les communautés marginalisées de l'arrondissement, et pour piloter des interventions visant à éliminer ces obstacles. Ces évaluations et interventions sont le fondement des orientations de la proposition du projet Vélorution 2020 CDN-NDG. En effet, le projet continuera de s'appuyer sur les partenariats et les actions établies en 2019, tout en consolidant l'appui essentiel de la communauté pour assurer la viabilité sur le long terme et l'atteinte des objectifs du projet.

Puisque les services offerts en 2019 furent très bien accueillis et appréciés par la communauté, Vélorution CDN-NDG continuera d'offrir les services de cliniques mobiles de réparation de vélos et les cours d'initiation au vélo. Maintenant qu'une douzaine de vélos sont réservés pour les cours d'initiation, le but sera d'établir des classes régulières de vélo dans les deux quartiers. Pour accroître notre impact, l'aide de partenaires communautaires locaux (comme le Conseil communautaire de NDG et Femmes du Monde) sera sollicitée, et ainsi offrir un service unique et adapté davantage aux horaires des résidents.

En 2020, nous planifions l'ajout du programme «Premières roues» qui vise à assurer que les jeunes des communautés à faible revenu aient accès à leur premier vélo. Les enfants sont le catalyseur d'un effet démultiplicateur. En commençant dès la jeune enfance, ils aimeront toujours faire du vélo, assurant un impact à long terme. En fournissant leurs premiers vélos à ceux qui vivent dans des communautés marginalisées, nous contribuons à encourager l'adoption du vélo tout au long de la vie. De plus, d'un point de vue pragmatique, les enfants peuvent souvent exercer une plus grande pression sur leurs parents pour qu'ils adoptent de nouvelles habitudes, devenant ainsi un agent du changement. Dès lors, les communautés montréalaises où Cyclo Nord-Sud est actuellement présent, soit Saint-Michel et CDN-NDG, seront la rampe de lancement de ce nouveau projet. Les organismes communautaires contribueront à l'identification des bénéficiaires et avec la distribution des vélos. L'objectif de ce projet est de le pérenniser en un événement régulier - qui se concrétisera par la collecte hivernale et la distribution printanière de vélos pour enfants - dans la communauté, le gros du travail étant effectué par des bénévoles locaux.

Dans le but de rejoindre davantage les résidents dans leurs quartiers, les horaires et emplacements des cliniques mobiles seront adaptés, tout en accordant une attention particulière aux secteurs où la pauvreté et l'isolement social sont les plus marqués.

Nous continuerons également, par le biais de nos ateliers et d'autres événements, à présenter aux citoyens les avantages que le vélo peut leur offrir : un moyen peu coûteux, amusant, sain et efficace de se déplacer, ainsi que les outils permettant de réduire les obstacles qui les empêchent d'essayer le vélo.

2) OBJECTIFS DU PROJET

Décrivez brièvement les objectifs (le comment, le pourquoi).

1. **Sensibilisation et promotion**

a) Premières Roues
Pourquoi? Assurer l'accès des jeunes des communautés à faible revenu à leur premier vélo.
Comment? Distribution gratuite de 30 à 50 vélos (en fonction de la participation des acteurs locaux)

b) Service mobile de réparation de vélos
Pourquoi? Offrir des services de mise au point de vélos dans les parcs
Moyen : 45 jours / 180 heures d'ateliers mobiles

c) Cours d'initiation au vélo
Pourquoi? Offrir des cours de cyclisme aux résidents dans un environnement sécuritaire.
Comment? Nombre de classes d'initiation données (à déterminer en adéquation avec l'organisation partenaire et le soutien des volontaires)

d) Sensibilisation sur l'impact de la pratique du vélo
Pourquoi? Promouvoir l'importance du cyclisme comme outil de mobilité active et de réduction de la pauvreté
Comment? Participer activement à des rencontres et présenter (sensibiliser) le programme aux organismes communautaires, lieux de culte et aux organismes de cyclisme et de transport actif.

2. **Développement de partenariats**
Pourquoi? Engager les partenaires locaux de façon à créer un projet structurant et ainsi assurer la pérennité de Vélorution CDN-NDG et ses impacts à long terme.
Comment? Poursuivre les partenariats et collaborations établis avec les organismes en 2019. Élargir les partenariats afin d'inclure les ateliers de vélos communautaires tels que Le Petit Vélo Rouge, Coop Bécik, Biciklo et d'autres partenaires que nous avons déjà commencé à rejoindre en 2019.

3. **Communications**
Pourquoi? Rejoindre le plus grand nombre et accroître l'impact du projet
Comment ?
   a. S'assurer que les organisations partenaires, ainsi que les autres acteurs de la communauté, contribuent à la publication des activités du projet par le biais de leurs bulletins d'informations, sites web, comptes sur les médias sociaux, etc.
   b. Diffuser l'information sur le projet dans les écoles de la CSDM et de l'EMSB par le biais des courriels et des bulletins destinés aux parents, afin de toucher à la fois les jeunes et leurs parents.
   c. Continuer à enregistrer les histoires des participants aux activités et des autres champions cyclistes et partager ces histoires par le biais de nos plateformes de médias sociaux (et idéalement celles de l'arrondissement).
   d. Brèves présentations et/ou nous diffusion des informations sur les avantages du projet dans les lieux de culte et autres lieux que les organisations communautaires n'atteignent pas.
   e. Continuer à mettre l'accent sur la présence ponctuelle pour des activités dans certains secteurs, car cette méthode s'est avérée être l'une des plus efficaces en 2019

3) RÉSULTATS ATTENDUS

Décrivez brièvement les résultats mesurables en lien avec les objectifs.

1. **Sensibilisation et promotion**

a) Premières Roues
Avril, mai: Établir un plan d'identification des participants du programme et un plan de distribution, en collaboration avec les organisations partenaires.
Fin juin: Distribuer de 30 à 50 vélos aux enfants avec les partenaires communautaires et l'arrondissement.

b) Service mobile de réparation de vélos
Mai / juin: Mettre au point le programme du début de la saison cycliste, événements communautaires, soutien technique aux écoles Cycliste Averti, etc.
Juillet / août: Offrir 4 ateliers par semaine, en plus des événements spéciaux. (total de 45 journées, 180 heures)
Septembre: Offrir des ateliers lors d'événements spéciaux et déplacement des activités de réparation à l'intérieur vers des ateliers de vélo communautaires partenaires.

c) Cours d'initiation au vélo
Février à Mai: Établir le calendrier et le rôle des partenaires.
Juin: Début des cours.
Juillet à septembre: Total de 30 cours d'initiation dispensés

d) Sensibilisation générale

Participer à des réunions et présenter le programme à 12 organismes communautaires, lieux de culte et aux organismes de cyclisme et de transport actif.

2. **Partenariats**

Poursuite des partenariats et collaborations établis avec les organismes en 2019. Élargir les partenariats afin d'inclure les ateliers de vélos communautaires tel que Le Petit Vélo Rouge, Coop Bécik, Biciklo et d'autres partenaires que nous avons commencé à rejoindre en 2019, notamment Baobab familial, Femmes du monde, NDG Community Council, NDG Depot, et Petit Vélo Rouge

3. **Communications**
   a. Partage des publication des activités du projet dans les réseaux d'aun minimum 3 partenaires par quartier
   b. Diffusion des activités auprès des écoles de la CSDM et EMSB ainsi que les écoles privées.
   c. Enregistrer et partager 10 histoires de participants aux activités et des autres champions cyclistes
   d. Présenter le programme à 12 organismes communautaires, lieux de culte et autres lieux que les organisations communautaires n'atteignent pas.
   e. Assurer une présence ponctuelle à 60 activités dans des secteurs ciblés

3. **Prévisions budgétaires :**

A) Revenus reliés au projet

Revenus	Description	Montant
Contribution de la Ville de Montréal reliée au projet	Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour projet	**86 000**
	Autres services de la Ville de Montréal	
Contributions d'autres sources reliées au projet		
Revenus autonomes	Cotisation des membres	
	Frais d'activités	
	Frais d'inscriptions	
	Activités d'autofinancement	
	Autres revenus	
	Total des revenus reliés au projet	86 000$

B) Dépenses reliées au projet

Dépenses		Nb d'heure	Taux horaire	Montant
Salaires et avantages sociaux	Coordination	1680	32	53 760
	Animation	560	16	14 560
	Intervention			
	Gestion admin	120	30	3 600
	Soutien technique			
	Autres : Communication(développement des outils et vie des réseaux sociaux)	150	28	4 200
Honoraires	Services professionnels			
Frais de location	Bâtiments			
	Équipements			

Frais de déplacement et transport	1500
Matériel et fournitures (à détailler)	
Outils pour le service mobile de réparation de vélos : entretien et remplacement	1000
Inventaire pour des réparations (pneus, chambres à air, etc.)	2000
Financement de soutien pour les ateliers communautaires de réparation de vélos pour l'aide aux réparations mobiles, etc.*	1500
Entretien et ajout de vélos et de casques pour les cours d'initiation au vélo	1500
Supports de communication	3000
Dépenses d'activités (ex. frais d'entrées)	
Autres dépenses (à détailler)	
Total des dépenses reliées au projet	86 620$

* A évaluer au cas par cas dans le but d'assurer un soutien à long terme des objectifs du projet. Indemnités journalières, achats de matériel, etc.

4. Engagement de l'organisme

Nous certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de notre demande de soutien financier sont exacts, complets et conformes au registre de notre organisation. Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues dans le Programme d'animation du voisinage et à la convention advenant l'acceptation par le conseil d'arrondissement, comité exécutif ou conseil municipal de la Ville de Montréal, le cas échéant, de notre demande de soutien financier.

Nous certifions avoir pris connaissance du règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle et nous nous engageons à respecter les règles qui y sont établies.

Nous certifions également que nous utiliserons la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins prévues de la réalisation du projet et nous nous engageons à remettre à la Ville, à l'échéance du projet, toute somme non-engagée dans la réalisation des activités convenues avec la Ville dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Directeur à cet effet.

Signature  **Date: 14 février 2020**

Rémi Laurent, Coordonnateur au développement des programmes, Cyclo Nord Sud

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE CYCLO NORD-SUD À MONTRÉAL

TENUE LE 17 FÉVRIER 2020
AU 8717 8e avenue, Montréal, QC. H1Z 2X4 (par courriel)

Étaient présents et faisaient quorum :

Ed Hudson	☑	Mihaela Trifescu	☑
Nadine Martin	☐	Alexandre Rousseau	☑
David Song	☑	Frédéric Tremblay	☑
Marie-Lys Turcotte	☑		

«Il est proposé par Frédéric Tremblay et appuyé par Mihaela Trifescu de mandater Rémi Laurent Coordonnateur, pour déposer une offre de service à l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre Dame de Grâce pour le projet Vélorution pour 2020; signer les documents relatifs à sa demande et signer le protocole d'entente, le cas échéant.»

J'atteste que cet extrait de procès-verbal est conforme aux minutes de réunion du Conseil d'administration de Cyclo Nord-Sud.

Signé le 17 Février 2020 à Montréal.

Marie-Lys Turcotte, Présidente

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;

   L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session	Jours	Heures

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
Conteneur – Parc de Kent		1
Conteneur – Parc Confédération		1
Cadenas et clés		2

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

LE CONTRACTANT S'ENGAGE À :

- Faire état de la contribution de l'Arrondissement dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'Arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques.

ANNEXE 4

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

La reddition de comptes finale doit comporter les éléments suivants :

- Le programme final du Projet;
- Les résultats finaux du projet : (*démontrez que le Projet a atteint ses objectifs)*
    - Liste de distribution du programme Premières Roues
    - Liste des activités du Service mobile tenues
    - Liste des cours d'initiation au vélo donnés
    - Liste des nouveaux organismes rencontrés
    - Liste des nouveaux partenariats établis
    - Liste des communications effectuées
- les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;
- portrait de la clientèle rejointe;
- les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;
- si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;
- une revue de presse (le cas échéant);
- les points forts du Projet;
- les difficultés rencontrées;
- photographies de bonne qualité (des fichiers photo libres de droits par licence).

Remettre des photographies et/ ou vidéos officiels au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média]

ANNEXE 5

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Versement		**Livrable**	**Date prévue**
%	**$**		
40 %	34 400 $	À la signature de la présente convention	Mars 2020
30 %	25 800 $	Rapport d'étape 1 comprenant : • Plan de distribution dans le cadre du programme Premières Roues • Calendrier estival du Service mobile • Calendrier des cours d'initiation au vélo et identification des partenaires et leurs rôles • Liste des organismes rencontrés • Liste et description des partenariats établis • Plan de communications pour la saison estivale	Fin mai 2020
20 %	17 200 $	Rapport d'étape 2 comprenant : • Liste de distribution du programme Premières Roues • Liste des activités du Service mobile tenues • Liste des cours d'initiation au vélo donnés • Liste des nouveaux organismes rencontrés • Liste et description des nouveaux partenariats établis • Liste des communications effectuées	Septembre 2020
10 %	8 600 $	Rapport final (voir Annexe 4 pour les détails)	Au dépôt du rapport final (30 novembre 2020)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1204535002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1204535002 Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1204535002

Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.

Le financement de ce dossier proviendra à la hauteur de 15 196 $ du surplus 2015 affecté à la promotion de l'activité physique et à la hauteur de 70 804 $ du surplus libre.

Suite à la résolution, l'écriture de journal, d'un montant de 86 000 $, sera effectuée:

PROVENANCE	**2020**
2406.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	86 000 $
IMPUTATION	**2020**
2406.0012000.300701.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	86 000 $

Par la suite, le virement budgétaire, d'un montant de 86 000 $ sera effectué:

PROVENANCE	**2020**
2406.0012000.300701.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - Direction Activité : Affectations Objet : Affectations - Surplus affecté	86 000 $
IMPUTATION	**2020**
2406.0012000.300701.01301.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - Direction Activité : Administration, finances et approvisionnement Objet : Contribution à d'autres organismes	86 000 $

SIMON
Système intégré Montréal

MAJ : 2006-10-06

Demande de création de comptes de grand-livre

Demandeur : Muy-Heak Tang Téléphone : 514 868-3230

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Type de demande : (●) Création ( ) Désactivation

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	2406	0014000	300725	07165	46370	016990	0000	000000	000000	00000	00000
2	2406	0014000	300725	07165	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration SIMON

Muy-Heak Tang
Tél. : 514 868-3230
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

création de comptes de grand-livre

Remarques

#	Compte de Grand-Livre	Nb caractère	Statut
1	2406.0014000.300725.07165.46370.016990.0000.000000.000000.00000.00000	69	
2	2406.0014000.300725.07165.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000	69	
3	.....	10	
4	.....	10	
5	.....	10	
6	.....	10	
7	.....	10	
8	.....	10	
9	.....	10	
10	.....	10	
11	.....	10	
12	.....	10	
13	.....	10	
14	.....	10	
15	.....	10	
16	.....	10	
17	.....	10	
18	.....	10	
19	.....	10	
20	.....	10	
21	.....	10	
22	.....	10	
23	.....	10	
24	.....	10	
25	.....	10	
26	.....	10	
27	.....	10	
28	.....	10	
29	.....	10	
30	.....	10	
31	.....	10	
32	.....	10	
33	.....	10	
34	.....	10	
35	.....	10	
36	.....	10	
37	.....	10	
38	.....	10	
39	.....	10	
40	.....	10	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1201247002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $, pour l'année 2020, à 10 organismes ci-dessous désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant. Approuver les 10 projets de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder un soutien financier de 16 379 $ à l'Association des parents de Côte-des-Neiges afin de réaliser le projet « Mon été magique avec papa » pour la période du 29 juin au 21 juillet dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 7 812 $ $ au Baobab Familial afin de réaliser le projet « Parents confiants, enfants rayonnants ! » pour la période du 1er avril au 31 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 51 964 $ à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges afin de réaliser le projet « Halte garderie mobile » pour la période du 12 mars au 31 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 10 841 $ à l'Association pour le développement jeunesse de Loyola afin de réaliser le projet « Les mini Olympes » pour la période du 12 mars au 3 septembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 13 750 $ à Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce afin de réaliser le projet « Ça bouge dans mon parc » pour la période du 1er juin au 30 septembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 23 788 $ au Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce afin de réaliser le projet « Papa et moi » pour la période du 12 mars

au 30 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 31 074 $ au Dépôt alimentaire NDG afin de réaliser le projet « Collations communautaires pour jeunesse NDG » pour la période du 12 mars au 30 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 3 490 $ à L'Envol des femmes afin de réaliser le projet « Art libre! Atelier pour tous » pour la période du 12 septembre au 11 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 12 500 $ au YMCA afin de réaliser le projet « C-Vert » pour la période du 12 mars au 31 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'accorder un soutien financier de 45 028 $ à l'Institut Fraser Hickson afin de réaliser le projet « MinibiblioPLUS » pour la période du 12 mars au 31 décembre dans le cadre de la Politique de l'enfant 2020.

D'approuver les dix projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le**	2020-03-03 12:43

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201247002**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $, pour l'année 2020, à 10 organismes ci-dessous désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant. Approuver les 10 projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

En lançant la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence », en juin 2016, la Ville de Montréal s'est engagée à offrir un environnement où tous les enfants de 0-17 ans peuvent grandir et s'épanouir selon leur plein potentiel. Pour y parvenir, tous les acteurs municipaux et leurs partenaires étaient invités à intensifier leurs actions, en concertation, et à adapter celles-ci aux besoins et réalités des enfants de la métropole.
En février 2017, la Ville a lancé le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant. Depuis son adoption, un ensemble de mesures locales et régionales ont été mises en place progressivement pour mieux répondre aux besoins et aux réalités des enfants et des familles de milieux défavorisés.

En 2020, la Ville accorde une enveloppe budgétaire de 2,1 M$ aux 19 arrondissements afin de soutenir la réalisation de projets locaux favorables aux enfants de 0 à 17 ans et leurs familles.

Les projets financés doivent répondre à l'une ou l'autre des deux priorités d'intervention suivantes :

1. Soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants;
2. Animer l'espace public durant toute l'année;

L'arrondissement est responsable de coordonner la mise en œuvre des projets sur son

territoire. Les activités peuvent être réalisées à l'interne et/ou par une organisation locale.

Il peut soutenir tout projet soit :

1. sélectionné à la suite d'un appel de projets;
2. issu d'un plan d'action de l'arrondissement;
3. issu d'une concertation locale impliquant les acteurs agissant auprès des enfants et des familles sur le territoire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0419 du 13 mars 2019
Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs

CM17 0166 du 20 février 2017
Adopter le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant « Naître, grandir et s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

CM16 0785 du 20 juin 2016
Adopter la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »

CA19 170080 du lundi 1er avril 2019
Approuver un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $ à 11 organismes dans le cadre de la Politique de l'Enfant 2019.

DESCRIPTION

· Nom de l'organisme: Association des parents de Côte-des-Neiges

· Nom du projet: Mon été magique avec papa
· Montant de la contribution recommandée: 16 379 $
· Brève description: le projet vise à favoriser l'implication des papas lors de l'été précédent la rentrée scolaire afin que les enfants démarrent leur parcours scolaire positivement ainsi que pour renforcer le lien entre le père et l'enfant.

· Nom de l'organisme: Baobab Familial
· Nom du projet: Parents confiants, enfants rayonnants !
· Montant de la contribution recommandée: 7 812 $
· Brève description: le projet s'adresse aux familles vulnérables et isolées en proposant des ateliers qui favorisent le partage des expériences, le développement d'un réseau et l'apprentissage des compétences parentales positives

· Nom de l'organisme: Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges
· Nom du projet: Halte garderie mobile
· Montant de la contribution recommandée: 51 964 $
· Brève description: le projet consiste à créer un espace stimulant pour les enfants dont les parents peuvent s'impliquer dans les organismes du quartier ou suivre des cours de français ainsi que d'offrir une expérience de travail comme éducatrice à des femmes souvent issues des communautés culturelles.

· Nom de l’organisme: Association pour le développement jeunesse de Loyola
· Nom du projet: Les mini Olympes
· Montant de la contribution recommandée: 10 841 $
· Brève description: le projet souhaite développer des relations saines entre les filles qui fréquentent le centre en leur apprenant à gérer les conflits en évitant la violence, mais aussi à outiller leurs parents pour qu'ils puissent eux aussi mieux communiquer avec leurs enfants.

· Nom de l’organisme: Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce
· Nom du projet: Ça bouge dans mon parc
· Montant de la contribution recommandée: 13 750 $
· Brève description: le projet vise à offrir des activités dans certains parcs de NDG aux enfants et adolescents qui ne fréquentent pas les camps de jour durant la saison estivale.

· Nom de l’organisme: Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce
· Nom du projet: Papa et moi
· Montant de la contribution recommandée: 23 788 $
· Brève description: le projet cherche à améliorer la qualité des compétences parentales chez les pères en leur offrant des activités et des sorties avec leurs enfants.

· Nom de l’organisme: Le Dépôt centre communautaire alimentaire
Nom du projet: Collations communautaires pour jeunesse NDG
· Montant de la contribution recommandée: 31 074 $
· Brève description: le projet a pour objectif d'améliorer l'accès à des collations saines aux jeunes qui fréquentent les camps de jours et les centres communautaires de NDG qu'ils auront eux-mêmes préparées.

Nom de l’organisme: L'Envol des Femmes
· Nom du projet: Art libre ! Atelier pour tous
· Montant de la contribution recommandée: 3 490 $
· Brève description: le projet offre des cours d'art thérapie aux enfants et adolescents des mères qui fréquentent l'Envol des femmes autour des questions de genre et d'identités.

Nom de l’organisme: YMCA du Québec
· Nom du projet: C-Vert
· Montant de la contribution recommandée: 12 500 $
· Brève description: le projet offre un lieu de participation sociale en lien avec les questions environnementales aux jeunes de 14 à 17 ans. De plus, le programme leur permet de vivre une expérience en nature et de développer des aptitudes de leadership et d'implication dans leur communauté.

· Nom de l’organisme: L'Institut Fraser Hickson
· Nom du projet: Minibiblio
· Montant de la contribution recommandée: 45 028 $
· Brève description: le projet vise à consolider et à accroître le service d'éveil à la lecture en formant des bénévoles, ainsi qu'en proposant aux parents des ateliers sur l'importance de l'alphabétisation précoce.

JUSTIFICATION

La DCSLDS a lancé un appel à projets du 20 décembre 2019 au 7 janvier 2020 auprès des 79 organismes reconnus par l'arrondissement. Le financement accordé par l’arrondissement

vise à soutenir la réalisation de projets locaux qui répondent aux besoins des enfants âgés de 0 à 17 ans et des familles des milieux défavorisés, dans un esprit de collaboration et de concertation avec les acteurs du milieu.
La DCSLDS a reçu 19 propositions qui s'inscrivent dans ces deux priorités : Soutenir et accompagner les familles dans le développement du plein potentiel de leurs enfants; Animer l'espace public. À la suite de l'analyse des propositions, la DCSLDS recommande le financement de dix (10 projets) (3 à CDN, 5 à NDG, 2 à l'échelle de l'arrondissement). Parmi ceux-ci, sept (7) initiatives financées en 2019 sont reconduites.
Les projets recommandés dans le cadre de ce sommaire sont conformes aux orientations de la Politique de l'enfant et sont en lien avec les objectifs énoncés dans le Plan d'action en développement social 2020-2024 de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme nécessaire à ce dossier, soit 216 626 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre de la Politique de l'enfant pour l'année 2020. Conséquemment, il ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de l'Arrondissement. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centre.
Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes pour les mêmes projets au cours des dernières années se résume comme suit :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2020	Soutien au projet global
		2017	2018	2019		
Association des parents de Côte-des-Neiges	**Mon été magique avec papa**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**16 379 $**	**55%**
Baobab Familial	Parents confiants, enfants rayonnants	0 $	5 295 $	6 594 $	7 812 $	35%
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	Halte garderie mobile	0 $	18 000 $	20 000 $	51 964 $	100%
Association pour le développement jeunesse de Loyola	Les mini Olympes	0 $	0 $	12 000 $	10 841 $	75 %
Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Ça bouge dans mon parc	0 $	10 000 $	11 000 $	13 750 $	100 %
Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce	**Papa et moi**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**23 788 $**	**100 %**
Le Dépôt centre communautaire alimentaire	Collations communautaires pour jeunesse NDG	0 $	25 427 $	30 000 $	31 074 $	68 %
L'Envol des femmes	**Art libre ! Atelier pour tous**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**3 490 $**	**100 %**
YMCA du Québec	C-Vert	0 $	10 000 $	11 000 $	12 500 $	30 %
Institut Fraser Hickson	MinibiblioPLUS	0 $	60 000 $	33 000 $	45 028 $	27 %

					Total: 216 626 $	

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets s'inscrivent dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion » et sont en lien avec les objectifs du Plan d'action en développement social 2020-20204 de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par le soutien financier accordé à ces organismes, l'arrondissement s'assure que les jeunes auront accès à des services et des activités axées sur le développement de leur plein potentiel notamment:
Promouvoir et valoriser des compétences parentales positives.
Faire en sorte que les parents de milieux vulnérables soient sensibilisés aux bienfaits de la lecture sur le développement des tout-petits et lisent davantage à leurs enfants.
Augmenter l'engagement et l'Implication des papas auprès des tout-petits.
Initier un groupe de jeunes filles âgées entre 11 à 14 aux notions de violence dans les relations interpersonnelles et les outiller à développer des relations saines.
Parfaire les connaissances et les compétences d'un groupe d'adolescents et adolescentes à l'éco-citoyenneté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon les modalités de visibilité du programme prévues au protocole de communication publique, Annexe 2 du projet de convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Chacun des projets fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement selon le calendrier de réalisation**.** Un premier rapport doit être déposé à la mi**-**étape et un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet. L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-02-25
Michaelle RICHÉ Conseillère en développement communautaire		Sonia GAUDREAULT Directrice	
Tél :	514-872-6086	**Tél :**	868-4956
Télécop. :	514-872-4585	**Télécop. :**	872-4585

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1201247002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $, pour l'année 2020, à 10 organismes ci-dessous désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant. Approuver les 10 projets de convention à cet effet.

DEMANDES DE SOUTIEN FINANCIER

DEM Association des parents CDN Pol Enfant 2020.pdf

DEM Ass jeunesse Loyola Pol Enfant 2020 complet.pdf

DEM CDC CDN Pol Enfant 2020.pdf

DEM Comité jeunesse Pol Enfant 2020.pdf

DEM Conseil communautaire NDG Pol Enfant 2020.pdf

DEM Dépôt alimentaire NDG Pol Enfant 2020.pdf

DEM Institut Fraser Hickson Pol Enfant 2020.pdf

DEM L'Envol des femmes Pol Enfant 2020.pdf

DEM YMCA Pol Enfant 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ

Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-4585

#1254 - MON ÉTÉ MAGIQUE AVEC PAPA (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Association des Parents de Côte-Des-Neiges	l'Association des Parents de Côte-des-Neiges est un organisme communautaire pour les familles d'enfants âgés entre 0 et 5 ans fondé en 1986 par des parents soucieux d'offrir du répit aux parents avec des enfants en bas âge. L'Association des Parents de Côte-des-Neiges a placé les intérêts des enfants au cœur de ses projets, en accompagnant les parents dans le développement de leurs enfants en mettant en place des ateliers d'information et sensibilisation sur des sujets variés, toujours en relation avec le développement de leurs enfants. Nous offrons du soutien aux parents et développons leurs compétences parentales et nous leur permettons la mise en commun de leurs idées pour la création de projets qui répondent à leurs besoins. Nous brisons l'isolement des familles et favorisons leur intégration dans la société québécoise.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Mon été magique avec papa
Numéro de projet GSS: 1254

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Awatef
Nom: SIMOU
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 341-2844
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordination@association-parents-cdn.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Awatef
Nom: SIMOU
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-29	2020-08-21

Date limite de réception du rapport final ℹ
2020-09-21

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le constat de nos différentes implications dans les tables/comités du quartier est le suivant: les parents issus d'une immigration récente parlent peu ou pas le français et ils ont tendance à garder leurs enfants à la maison afin de transmettre le plus possible leur langue maternelle. **De ce fait, ces enfants sont à un désavantage quant à l'apprentissage et à la pratique du français.** Il en va de même pour leur développement global. **Arrivés à l'école, ces enfants ne démarrent pas leur parcours scolaire au même niveau - ce qui constitue une inégalité des chances qui peut avoir de lourdes conséquences sur leur futur.**

Pour diverses raisons, c'est souvent la maman qui est la plus présente auprès des enfants. En effet, les **horaires de travail des papas** font qu'ils s'impliquent de manière disproportionnée dans le développement de leurs enfants. Nous cherchons à **favoriser l'implication des papas** lors de l'été précédant la rentrée à l'école. Dans notre projet "Mon été magique avec papa", nous ciblons les jeunes enfants (4-5 ans) et leurs papas et nous nous donnons les objectifs suivants:

1. Le premier - **de lutter contre l'inégalité des chances en préparant au mieux l'entrée à la maternelle des tout-petits**.
2. Nous le ferons en **favorisant le développement holistique et global de l'enfant**
3. Finalement, nous voulons **engager le papa durant la période estivale, afin de veiller à un ménage plus équilibré et à un lien renforcé entre le père et son enfant.** En effet, en plus des activités pour enfants: Le Petit Cuistot, Le Petit Jardinier, Le Petit Bricoleur, Le Petit Athlète, Le Petit Artiste et Le Petit Comédien, nous consacrerons une journée par semaine aux activités papa/enfant. Non seulement, ils vont passer du **temps ensemble**, mais surtout les papas seront a**ccompagnés et soutenus par des sessions d'information**. Nous visiterons également une école du quartier et **rencontrerons une enseignante de maternelle.** Les papas vont jouer entre eux et **se faire des amis** qu'ils rencontreront dans la cour de l'école de leurs enfants en **septembre 2020.**

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer les cinq domaines de maturité scolaire pour 15 enfants 4-5 ans d'ici septembre 2020,

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
15 enfants sont autonomes, sociables, s'entraident et se respectent.Ils sont capables de s'exprimer en français. Ils sont capables d'associer des formes et des couleurs. Ils sont prêts pour l'école

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit cuistot: Initiation aux sciences et mathématiques ainsi qu'à une saine nutrition à travers des ateliers de cuisine avec les 4-5 ans

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit jardinier: sensibilisation aux bonnes pratiques environnementales ainsi que découverte de la nature à travers le land art

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Le petit athlète: chaque jour les enfants développeront leur motricité globale et esprit d'équipe à travers une nouvelle activité (la danse, jeux coopératifs, sorties au parc etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit bricoleur: chaque jour, les enfants développeront leur motricité fine à travers un défi bricolage quotidien

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	2	1	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit comédien: Mise en place d'un spectacle de marionnettes. Les enfants créeront et décoreront les marionnettes qui seront présentés par leurs parents pour clôre le projet.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	1	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Augmenter l'engagement et l'Implication de 10 papas d'ici septembre 2020

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 papas outillés pour la première scolarité de leurs enfants. Ils auront améliorés leur connaissance du système scolaire québécois.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
4 ateliers et sessions d'information sur le système scolaire, les boites à lunch , la prévention des poux et sur l'hiver au Québec

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
bimensuel	4	1	3	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visite d'une école du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	3	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 Papas consolident leurs liens avec leurs enfants et tissent des liens, brisent l'isolement,ils vont se faire des amis qu'ils pourront rencontrer dans la cour de l'école en septembre 2020

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties à l'extérieur

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_semaine	8	1	5	1	25

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
jeu de société entre papas

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	1	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 Papas informés sur les ressources du quartier

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Une journée clôture de "Mon été magique avec Papa" avec la participation des organismes ressources du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	1	1	4	1	25

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici septembre 2020, nous aurons lutté contre l'inégalité des chances en favorisant la communication en français des 15 enfants et en stimulant leur développement global.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
15 enfants 4-5 ans communiqueront en français et acquerront des compétences sociales et linguistiques

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités ludiques en français

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	7	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents seront sensibilisés à l'importance de la sociabilisation de l'enfant avec ses pairs

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Réalisation d'un portfolio rétrospectif reflétant le progrès et retraçant les projets accomplis par les enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	7	1	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: chemin de la côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 498
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Le SIARI
No civique: 6767
Rue: chemin de la côte-des-Neige
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 16
Nb. femmes: 19
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 35

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous avons pris en considération que les papas travaillent, et ce, même pendant la période estivale. C'est pourquoi nous consacrerons les rencontres avec les papas les vendredis/samedis. De plus, afin de faciliter les échanges entre les papas , **un employé masculin** se chargera de l'accueil des papas. Cet employé est lui même **papa issu de l'immigration**, avec un vécu similaire aux papas visés par le projet. Ces derniers pourront s'identifier à lui car il sera plus facile d'approche. La présence de cet employé motivera les parents à participer aux activités .

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: SIARI

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#499
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: CRC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#692
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table famille

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Appui financier	4 400 $	Oui

Nom de la personne ressource: Yasmina Bilali
Adresse courriel: yasmina@conseilcdn.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 739-7731
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#695
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: SOCAV

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#591
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 500 $	Non

Nom de la personne ressource: Awatef SIMOU
Adresse courriel: coordination@association-parents-cdn.org
Numéro de téléphone: (514) 341-2844
Adresse postale: #498
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Regroupement pour la valorisation de la paternité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7245 rue Clark # 303
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2R 2Y4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Éducateur(trice)	19 $	28	95,76 $	8	2	10 044,16 $
Chargé(e) de projet	21 $	3	8,4 $	9	1	642,6 $
Animateur(trice)	15 $	28	75,6 $	8	2	7 929,6 $
Animateur(trice)	15 $	7	17,01 $	8	1	976,08 $
Directeur(trice)	28 $	1	10,8 $	9	1	349,2 $
Artiste	50 $	2	0 $	2	1	200 $
Formateur(trice)	75 $	3	0 $	2	1	450 $
Total						20 591,64 $

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
	Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
		4 400 $	**4 500 $**	

Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Éducateur(trice)	10 044,16 $	8 000 $	0 $	2 044,16 $	0 $
Chargé(e) de projet	642,6 $	500 $	0 $	142,6 $	0 $
Animateur(trice)	7 929,6 $	3 965,6 $	3 964 $	0 $	0 $
Animateur(trice)	976,08 $	540,08 $	436 $	0 $	0 $
Directeur(trice)	349,2 $	0 $	0 $	349,2 $	0 $
Artiste	200 $	200 $	0 $	0 $	0 $
Formateur(trice)	450 $	200 $	0 $	250 $	0 $
Total	**20 591,64 $**	**13 405,68 $**	**4 400 $**	**2 785,96 $**	**0 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	800 $	0 $	714,04 $	**1 514,04 $**
Photocopies, publicité	200 $	0 $	100 $	**300 $**
Déplacements	700 $	0 $	0 $	**700 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	100 $	0 $	100 $	**200 $**
Assurances (frais supplémentaires)	109 $	0 $	0 $	**109 $**
Autres	200 $	0 $	800 $	**1 000 $**
Total	**2 109 $**	**0 $**	**1 714,04 $**	**3 823,04 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**14,98 %**			

Frais administratifs	**1 100 $**	**0 $**	**0 $**	**1 100 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**4,31 %**			

Total	**16 614,68 $**	**4 400 $**	**4 500 $**	**25 514,68 $**

Informations complémentaires

À Montréal, 35% des enfants maternelles sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire. L'Association souhaite agir en concordance avec les axes identifiés par le Plan d'Action en développement social 2020-2024 - lesquels sont: la persévérance scolaire et la réussite éducative, le soutien des familles, et d'assurer le développement des enfants en situation de vulnérabilité dans le respect de leurs droits et de leurs intérêts. C'est avec ces perspectives en tête que nous avons développé les ateliers "Mon été magique avec papa".

Pour ce faire, nous développerons des activités s'inscrivant dans les sphères de la maturité scolaire de la façon suivante:

La santé physique et bien être :

- Les enfants pourront danser, sauter et courir comme bon leur semble dans les activités spécialement conçues à cet égard - (ex: ateliers danse, défis sportifs dans les ateliers "Le Petit Athlète", apprentissage et sensibilisation à la nutrition saine dans "Le Petit Cuistot", etc.). La motricité globale sera développée dans "Le Petit Athlète" et la motricité fine sera développée dans "Le Petit Bricoleur".

Compétence sociale :

- Les enfants pourront partager, socialiser, respecter leurs pairs ainsi que les éducatrices. Le développement de cette compétence se fera en continu, et il sera souligné dans des ateliers ou la collaboration et le travail d'équipe sont de mise, tels que "le Petit Bricoleur" ou "le Petit Athlète". Ils feront l'acquisition d'expressions-clés et habilités sociolinguistiques qui leur seront utile lors de l'entrée à l'école et lors de leurs sorties familiales ou ils seront en présence d'autres enfants.

Maturité effective :

- Les activités seront construites de façon à favoriser la communication et la collaboration. Les enfants vont s'entraider et apprendre à partager. Les éducatrices les guideront dans la gestion de leurs émotions. Ils apprendront aussi à être autonomes et sociables.

Développement cognitif et langagier :

- La pratique du français et le développement holistique des cinq sphères est au centre du projet. Nous mettrons en place des activités telles que la création d'un spectacle de marionnettes, le visionnement d'un film avec papa, le développement d'un portfolio-rétrospectif visant à retracer le progrès des enfants. Les activités se feront en français, et nous misons beaucoup sur le jeu-guidé, les arts et les jeux de rôle entre les enfants pour la pratique du français.

Habiletés de communication et connaissances générales :

- Les enfants apprendront à communiquer de diverses manières, que ce soit dans le domaine du théâtre, dans le domaine de la danse ou même lorsqu'ils jouent. Nous développerons leur culture générale en les introduisant à beaucoup d'activités qui favorisent l'auto-expression créative. Les enfants feront des jeux de rôle et participeront à un spectacle de marionnettes authentique. Nous organiserons une sortie "Cinéma avec papa", et organiserons d'autres sorties avec papas tout autour de Montréal.

Nous visons également à impliquer le papa de la manière suivante: Nous profitons de la période estivale en consacrant une journée par semaine pour des activités avec les papas. D'un côté, ils créeront un lien privilégié avec leurs enfants et de l'autre, ils auront l'information pertinente quant au système scolaire québécois, en tenant plusieurs sessions d'information (boîtes à lunch, prévention des poux, sac à dos, hiver au Québec) et en faisant une visite d'une école primaire du quartier. Nous travaillerons également à créer une communauté de papas, afin qu'ils trouvent en l'Association un espace privilégié pour être fier d'être père, et partager cette fierté avec d'autres papas.

Nous atteindrons cet objectif à travers les jeux de société, les cafés-rencontres et les sorties extérieures. La communauté de papas aura un effet collatéral - les papas auront l'occasion de pratiquer leur français et de converser avec d'autres papas, ce qui leur permettra une meilleure maîtrise de la langue française, et donc, une meilleure intégration dans la société québécoise.

En ce qui a attrait à l'inégalité des chances, notre objectif est que les enfants qui participent à 'Mon été magique avec papa' en ressortent avec des chances beaucoup plus égalisées et puissent démarrer sur le même pied d'égalité que leurs pairs et futurs camarades de classe. Pour ce faire, nous redoublerons d'efforts lorsqu'il s'agit de créer des conditions favorables à la pratique du français et leur donnerons le goût de l'école grâce à un été inoubliable.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Détail budget Pol enf 2020 modi 25 fév.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
SiARI 2020.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui CDC pol enf 2020.pdf	*Non applicable*
cigogne pol 2020.pdf	*Non applicable*
CCMS appui 02.20 pol enf.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution pol enf 2020 .pdf	Validité du 2020-02-06

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Awatef SIMOU	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagement pol enfant.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Awatef SIMOU** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Association des Parents de Côte-Des-Neiges**, à déposer le projet **Mon été magique avec papa** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Awatef SIMOU

Awatef SIMOU

Directeur(trice)

07.02.2020

Date

#0638 - LES MINI-OLYMPES (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
association pour le développement jeunesse de Loyola	"Notre but est de créer un environnement sécuritaire et positif où il y aura toujours place pour l'amélioration et la croissance. Nous sommes fiers de nos programmes au Centre Loyola; nous promouvons le sens de l'appartenance et le respect des autres. Nos participants, parents, membres du personnel, bénévoles et invités sont des ambassadeurs qui désirent partager leur expérience vécue au Centre et incitent les autres à se joindre à la grande famille du Centre Loyola. Chaque individu est invité à poursuivre sa croissance personnelle tout en contribuant au mieux être du Centre." Le Centre Loyola offre des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et adultes de la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Les Mini-Olympes
Numéro de projet GSS: 0638

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brigid
Nom: Glustein
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 872-6721
Numéro de télécopieur:
Courriel: loyola.primaire@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brigid
Nom: Glustein
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-12	2020-09-12

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2020-10-13

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

En 2019 nous avons eu une première année du programme Les Minis-Olympes développé dans le cadre du programme de la politique de l'enfant. Le programme des Minis-Olympes visait à répondre à une problématique observé en 2017-2018. Les jeunes adolescentes et préadolescentes. Au Centre Loyola nous avons observé des cas d'intimidation et de micro-agressions entre filles. En parlant avec les jeunes nous avons appris que ce problème est plus grave à l'école et dans la communauté ou entre filles elles se menacent et se harcèlent psychologiquement, au cours des dernières années nous avons été témoins des effets néfastes de ses relations toxiques et nos jeunes filles ont souffert et démontré des comportements inquiétants tels que l'automutilation et des troubles alimentaires. Ces jeunes filles viennent de cultures diverse et sont largement nouvellement immigrés. Les filles sont souvent les premières générations de leur famille à grandir à Montréal, et très souvent leurs expériences et leurs difficultés avec leurs pairs sont difficiles à comprendre pour leurs parents. Ceci, combiné avec les difficultés d'être une adolescente, provoque une rupture de la communication avec leurs parents. Les parents sont conscients que leurs adolescentes ont du mal mais ne savent pas comment les soutenir. En 2019, notre programme Les Minis Olympes visait à aider les filles à développer des relations saines avec leurs pairs et à apprendre à gérer les conflits et la violence. Le programme a également travaillé avec les parents pour développer des outils pour mieux soutenir leurs filles. En 2020, nous espérons poursuivre cette initiative et examiner différents outils pour garantir que ces filles puissent grandir avec des relations saines et encourageantes.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les filles seront initiées aux notions de violence et réfléchiront sur les rôles qu'elles jouent dans le cycle de la violence ainsi que sur les conséquences

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles reconnaissent les formes de violence et impacts, identifient les rôles qu'elles jouent dans les agressions et les conséquences de la banalisation de violence verbale et psychologique

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers donnant l'opportunité aux filles d'aborder les sujets d'intimidation, résolution de conflits et la violence contre les femmes et aux parents d'apprendre comment soutenir leurs filles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	12	1	3	2	20

Mesures des résultats	**Précision**
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutenir les filles de 11-16 ans dans le développement de relations saines et développent des compétences pour demander de l'aide en cas de besoin

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles utilisent des stratégies pour mieux communiquer avec leurs pairs et leurs parents, et connaissent un réseau d'organisme auxquels elles peuvent faire appel si elles ont besoin de soutien

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des sessions de travail et d'information avec des partenaires (CIUSSS, LOVE, Tel-Jeunes) permettront aux participants de tisser des liens avec les ressources disponibles dans la communauté.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	6	1	2	4	10

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les participantes développeront leurs capacités à devenir des leaders positifs dans leurs communautés

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles prennent des engagements, et développent une action collective pour diminuer la violence dans leur communauté.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les participantes planifient la mise en oeuvre d'un projet de mentorat pour les plus jeunes filles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	2	1	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
une journée thématique pour des petites filles de 6-10 ans animé par les adolescentes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	3	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices; Rapport de projet de l'action collective

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: centre Loyola
No civique: 6975
Rue: Chester Ave
Code postal: H4V 2Z7
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Contribuer au soutien des familles
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Favoriser le dialogue entre les générations

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 5
Nb. femmes: 35
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 40

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Ces filles sont à l'intersection de nombreuses groupes confrontées à des barrières systémiques et sociétales. Femmes, pauvres, nouvelles immigrées, minorités visibles et non francophones, elles sont souvent victimes de discrimination et d'exclusion sociale. Ces facteurs ont un impact important sur leur estime de soi et de leur manière de voir leurs communautés. Il est primordial d'examiner ces facteurs pour comprendre pourquoi les filles s'engagent dans un cycle de violence avec leurs pairs et avec elles-mêmes. Les ateliers examineront l'intersectionnalité et les discussions exploreront comment les participantes peuvent utiliser des stratégies pour se soutenir mutuellement quand elles font face aux multiples obstacles auxquels elles sont confrontés. Nous veillerons à ce que les activités soient adaptées à leurs divers besoins. Nous nous engageons à avoir un dialogue avec les parents sur leur perception de la sécurité du quartier afin de trouver un moment approprié pour les ateliers pour les jeunes et nous ferons l'inventaire de toutes les fêtes religieuses et culturelles pour assurer que les activités sont programmées pour assurer la participation de tout le monde. Nous travaillerons avec des partenaire pour veiller à ce que la nourriture soit gratuite et disponible pour tous, et il y aura une discussion sur les changement relié à la puberté qui comprendra une discussion de quelles activités elles se sentent à l'aise de pratiquer lorsqu'elles ont leurs règles.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: PREVENTION CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 ch cote des neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Banque alimentaire
Précision: Le Dépot

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de fournitures		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450 Somerled Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CIUSSS Benny Farm

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Soutien technique		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6484 Monkland Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1H3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 Sherbrooke St W
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Député / Élu provincial
Précision: Soutien Action Bénévole

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 300 $	Oui

Nom de la personne ressource: Louis Sansregret
Adresse courriel: lsansregret@assnat.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 489-7581
Adresse postale: 5252 de Maisonneuve ouest, bureau 210
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3S5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Association canadienne des parcs et loisirs programme: Subventions pour la pratique d'activité physique chez les filles et les femmes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 300 $	Non

Nom de la personne ressource: s/o
Adresse courriel: programs@cpra.ca
Numéro de téléphone: (613) 523-5315
Adresse postale: 1180 Walkley Road, PO Box 83069,
Ville: Autre
Province: ontario
Code postal: K1V 2M5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de projet	15 $	15	45 $	30	1	8 100 $
Coordonnateur(trice)	17 $	4	13,6 $	32	1	2 611,2 $
Conférencier(ère)	25 $	2	0 $	6	1	300 $
Total						11 011,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			3 600 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de projet	8 100 $	6 830 $	1 270 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	2 611,2 $	2 011,2 $	600 $	0 $	0 $
Conférencier(ère)	300 $	200 $	100 $	0 $	0 $
Total	**11 011,2 $**	**9 041,2 $**	**1 970 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		250 $	400 $	0 $	**650 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		450 $	200 $	0 $	**650 $**
Photocopies, publicité		50 $	250 $	0 $	**300 $**
Déplacements		0 $	130 $	0 $	**130 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	100 $	0 $	**100 $**
Autres		3 $	200 $	0 $	**203 $**
Total		**753 $**	**1 280 $**	**0 $**	**2 033 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**14,07 %**			
Frais administratifs		**1 050 $**	**350 $**	**0 $**	**1 400 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,69 %**			
Total		**10 844,2 $**	**3 600 $**	**0 $**	**14 444,2 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2020 politique de l'enfant budget.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2019 Rapport d'étape et final - Organismes_JM2019 (1).pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
2020-02-06 Resolution -signed.pdf	Validité du 2020-02-07

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Brigid Glustein	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200207-122833.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Brigid Glustein** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **association pour le développement jeunesse de Loyola**, à déposer le projet **Les Mini-Olympes** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



7 fev 2020

Brigid Glustein

Directeur(trice)

Date

#1120 - HALTE-GARDERIE MOBILE (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	La CDC de Côte-des-Neiges (CDC de CDN) est un regroupement multisectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale. La CDC de CDN joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier. Depuis 2017 la CDC de CDN pilote une démarche de planification stratégique de quartier impliquant des organismes communautaires, des institutions et des résident.es. Le plan du quartier, adopté en mars 2018, comprend du travail sur cinq priorités : la salubrité des logements, l'accès aux emplois de qualité, l'accès aux logements abordables, des activités pour briser des barrières linguistiques et une réponse dynamique aux besoins de base.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Halte-garderie mobile

Numéro de projet GSS: 1120

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jennifer
Nom: Auchinleck
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 739-7731
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordination@conseilcdn.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jennifer
Nom: Auchinleck
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-12	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final ℹ
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):
La Halte-garderie mobile (HGM) est un projet collectif créé par la Table famille, un comité de la CDC de Côte-des-Neiges qui regroupe 22 organismes du quartier.

Le projet HGM a pour objectif de favoriser l'intégration, l'implication et l'épanouissement des familles isolées, à faible revenu et nouvellement arrivées dans le quartier et de soutenir les familles dans le développement de leurs enfants. Les organismes du milieu constatent que de nombreuses familles vivent un isolement important et rencontrent des obstacles dans leur intégration sociale, linguistique et économique. Certaines familles sont particulièrement vulnérables : à titre d'exemple depuis 2018 les enfants des familles réfugiées n'ont pas accès aux Centres de petite enfance (CPE) ce qui augmente leur isolement et freine leur intégration économique. Il ressort également des rencontres organisées par la Table famille, par la Table jeunesse de Côte-des-Neiges et par la CDC de Côte-des-Neiges que pour beaucoup de familles, notamment des familles immigrantes, refugiées ou nouvellement arrivées, la transition à l'école peut s'avérer difficile pour les enfants et leurs parents.

La Halte-garderie mobile vise à répondre concrètement à plusieurs besoins identifiés :

-Créer un espace sécuritaire et stimulant qui favorise la socialisation des enfants, familiarise les enfants avec la langue française, les aide à développer leurs compétences cognitives et langagières et les prépare à leur première scolarité ;

-Par le biais d'un service de garde, permettre aux parents de s'impliquer dans les organismes du quartier et ainsi créer une porte d'entrée pour briser l'isolement des familles les plus vulnérables ;

-Permettre à des parents de jeunes enfants de suivre des cours de français et de participer à d'autres activités favorisant leur intégration ;

-Offrir une première expérience de travail comme éducatrices à des femmes issues des communautés culturelles.

La HGM répond a un besoin important des familles du quartier. Dans la dernière année la HGM a amélioré son fonctionnement et a connu une certaine expansion des activités destinées aux enfants et parents vulnérables. Cependant avec un poste de coordination à demi-temps il n'a pas été possible de réaliser son plein potentiel et de poursuivre les multiples opportunités de développement que nous constatons.

Ce projet vise à augmenter de façon importante les services et activités de la HGM auprès des enfants et parents du quartier et ce à plusieurs niveaux :

-Par la création de nouveaux partenariats et de nouveaux types de services qui répondent à des besoins identifiés dans le milieu ;

-Par une emphase sur la préparation à l'école pour les enfants ;

-Par une emphase spécifique sur des projets qui favorisent l'intégration des parents (par exemple, projets avec des organismes d'emploi, de francisation et d'éducation).

Nous travaillons également pour obtenir des sources de financement à long-terme pour le projet.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici le 31 décembre 2020, il y aura une augmentation de la fréquentation des enfants vulnérables à la Halte-garderie mobile

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins six nouveaux partenariats sont développés pour élargir l'offre de services

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer des partenariats et des projets pilotes avec de nouveaux organismes du quartier (organismes communautaires, Université de Montréal, CEGEP Marie-Victorin, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	42	1	5	15	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins deux nouvelles formes du service sont offertes afin de répondre aux besoins exprimés par les familles

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer la mise en place d'un service ponctuel d'halte-garderie en dehors des organismes (par exemple pour permettre aux parents d'aller à un rendez-vous médical ou pour avoir du répit)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer la mise en place d'autres services pouvant répondre aux besoins des parents (par exemple, journées pédagogiques, camps d'été, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer des pistes pour un local régulier pour certaines activités de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 150 nouvelles familles isolées et/ ou vulnérables (peu ou pas en lien avec les organismes) bénéficient du service de la HGM (par exemple, réfugié.es, nouveaux arrivants)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire du porte-à-porte dans les secteurs vulnérables tels que Barclay-Bedford-Goyer et dans les secteurs isolés tel que Mountain Sights au moins à tous les deux mois

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer un partenariat avec les écoles qui permet de publiciser les activités de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer des partenariats avec des organismes travaillant avec des populations vivant l'exclusion (par exemple, organismes d'immigration, organismes d'employabilité)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la transition des enfants à l'école à l'automne 2020

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants bénéficient d'au moins 10 nouvelles d'activités récurrantes favorisant l'apprentissage du français

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Intégrer de nouvelles activités pour les enfants (l'heure de conte, activités musicales, jeux pédagogiques, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer une collaboration pour implanter le programme "École du samedi" (activités d'apprentissage du français pour les enfants)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents des enfants de 4 ou 5 ans se sentent outillés pour la transition à l'école (passage à la prématernelle ou la maternelle)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 ateliers sur la transition à l'école les familles de la HGM (passage pré-scolaire-primaire, aide aux devoirs, etc) ce printemps/ cet été

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Promouvoir systématiquement des activités pertinentes dans le quartier (par exemple, activités organisées par les Intervenant.es communautaires scolaires et les autres organismes)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage auprès des parents

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici décembre 2020, faciliter l'intégration social, économique et linguistique des parents vivant des situations de pauvreté et d'exclusion

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Parmi les 6 nouveaux partenariats, au moins 4 sont établis avec les organismes travaillant directement sur l'intégration

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Développer un projet pilote avec le Centre de recherche d'emploi ou au autre organisme de recherche d'emploi

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Développer un projet pilote avec le CEGEP Marie-Victorin, le Centre Pauline-Julien et/ ou d'autres ressources offrant des cours de français

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Développer des projet pilotes avec des associations de parents étudiants (Association Cigogne, Thèsez-vous, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La pratique de référencement des éducateurs-trices auprès des familles est structurée et développée

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir une formation et de nouveaux outils de référencement aux éducateurs-trices ce printemps

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer et mettre en oeuvre des outils pour documenter les références ce printemps

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Sondage de satisfaction auprès des parents et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
c) Les familles se rencontrent et créent un réseau social plus important par le biais d'activités collectives

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 activités collectives pour les familles du quartier (activités sportives, culturelles, etc) d'ici le 31 décembre 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 sorties pour les familles d'ici le 31 décembre 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Référer systématiquement (lors de chaque interaction) les familles aux activités collectives dans le quartier (par exemple, fêtes d'été, fête de Noël, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer et animer régulièrement une page Facebook pour les familles de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Sondage de satisfaction et de perceptions auprès des parents

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Centre 6767
No civique: 6767
Rue: chemin de la Côte-des-Neiges
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Divers lieux (organismes communautaires, institutions, centres communautaires)
No civique: Divers
Rue: Divers
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 1000
Nb. femmes: 4000
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 5000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile
- Autres
- **Précision:** Des personnes sans statut sont admissibles aux activités de la Halte-garderie mobile.

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La Halte-garderie mobile (HGM) intègre certains éléments de l'ADS+. Par exemple, le recrutement des éducatrices tient compte de l'ADS+ en priorisant l'embauche de femmes issues de l'immigration, résidentes du quartier, minorités visibles et à faible revenu. Le projet cherche également à favoriser l'inclusion des parents et enfants vivant de nombreuses barrières (par exemple, barrières liées au revenu et aux origines, notamment une immigration récente et le statut de demandeur d'asile).

Il n'y a pas encore eu d'analyse de la participation des enfants selon le genre et l'ensemble des autres intersectionnalités. Un outil de collecte de données à cette fin est présentement en développement. Une analyse préliminaire des parents qui utilisent le service indique une proportion plus élevée de femmes, de personnes racisées, de personnes d'origine immigrante et de personnes à faible revenu. Une analyse des employé.es de la HGM indique une grande majorité de femmes, de personnes racisées, de personnes d'origine immigrante, de personnes à faible revenu et de personnes n'ayant pas d'incapacité physique.

Nous souhaitons procéder à une évaluation plus structurée de l'ADS+ dans une perspective de réduire les écarts, de favoriser l'inclusion de toutes les familles du quartier et de contribuer à l'épanouissement de l'ensemble de personnes impliquées (enfants, parents et éducateurs-trices). Une formation est prévue afin de nous aider à développer les outils nécessaires.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Organismes membres de la CDC de Côte-des-Neiges

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, 695
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CLSC Côte-des-Neiges

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Soutien pédagogique aux éducatrices		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5700 Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A8

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: HEC Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projet conjoint dans leurs locaux		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	26 $	35	182 $	42	1	45 864 $
Total						45 864 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	45 864 $	45 864 $	0 $	0 $	0 $
Total	**45 864 $**	**45 864 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Photocopies, publicité		300 $	0 $	0 $	**300 $**
Déplacements		400 $	0 $	0 $	**400 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Total		**3 100 $**	**0 $**	**0 $**	**3 100 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,97 %**			
Frais administratifs		**3 000 $**	**0 $**	**0 $**	**3 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,77 %**			
Total		**51 964 $**	**0 $**	**0 $**	**51 964 $**

Informations complémentaires

Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du Plan d'action en développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (« Contribuer à la réduction des inégalités sociales ») et notamment aux volets 7 (« Pauvreté et exclusion ») et 8 (« Diversité et inclusion »).

Nous prévoyons également faire des liens avec le Plan stratégique de quartier Côte-des-Neiges, notamment avec le travail du Chantier barrières linguistiques et avec le projet de « Service de placement Emploi » du Chantier Emploi.

D'autres partenaires participent au financement des salaires des éducateur-trices de la Halte-garderie mobile : le programme SIPPE de la Direction régionale de la santé publique, le Ministère de la Famille, les organismes communautaires qui paient 50% du service et les institutions qui paient 100%. Nous travaillons sur des perspectives de financement à long terme pour le projet.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution.pdf	Validité du 2020-02-03

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Jennifer Auchinleck	**Fonction:** Coordonnateur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lettre d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Jennifer Auchinleck** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges**, à déposer le projet **Halte-garderie mobile** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

le 6 février 2020

Jennifer Auchinleck
Coordonnateur(trice)

Date

#1270 - ÇA BOUGE DANS MON PARC (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Le Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec la Ville de Montréal - L'arrondissement CDN/NDG et divers partenaires pour développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collective. Faire la promotion des activités récréatives, sportives, communautaires et sociales. Fournir des programmes et des activités qui font partie d'une mode de vie saine et équilibrée. Collaborer avec l'arrondissement CDN/NDG en gestion et administration de centres communautaires, administration et gestion de camps de jour, services administratifs et soutien aux organisations à but non-lucratif et gestion de l'entretien sanitaire pour des centres communautaires. Répondre aux demandes diverses et changeantes des membres de la communauté. Aider la communauté à se développer par différents formations

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Ça bouge dans mon parc

Numéro de projet GSS: 1270

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Tima
Nom: Khan
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 482-6665
Numéro de télécopieur: (514) 868-4008
Courriel: concertationjeunesse@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Simeon Nelton
Nom: Pompey
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-01	2020-09-30

Date limite de réception du rapport final
2020-10-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le programme « Ça bouge dans mon parc » est un projet concerté, mis en place en 2011 par les membres de 2 espaces de concertation de NDG: Table de concertation jeunesse NDG et Jeunes en santé NDG. Le programme répond à différents besoins. En plus de favoriser l'activité physique, il permet d'encadrer les enfants laissés sans supervision pendant l'été. Il renforce le sentiment de sécurité des résidents en occupant les installations municipales de façon positive. En intervenant auprès des adolescents, les animateurs cherchent à prévenir les comportements antisociaux tels que les actes de vandalisme, de délinquance et de violence qui pourraient nuire aux jeunes et à la communauté. L'année précédant la création du projet, plusieurs plaintes et observations avaient été formulées concernant des enfants de 8 à 12 ans qui trainaient durant l'été et qui causaient des problèmes et du vandalisme. Le projet a permis aux animateurs de créer des liens avec ces jeunes et de diminuer ces problématiques.

Le programme se déroule essentiellement dans les secteurs prioritaires du quartier comme les parc George St-Pierre et Loyola.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Offrir des activités positives dans les parcs à au moins 20 enfants par jour qui ne sont pas inscrits dans les camps de jours et qui sont laissés sans surveillance durant l'été.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
2 équipes (1 animateur et 1 aide-animateur) sont postés dans 2 parcs de NDG et rejoignent au moins 20 enfants par jour + Les animateurs constatent qu'ils rejoignent des familles vulnérables.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Poster des animateurs dans les parcs situés dans les secteurs vulnérables pour l'animation des enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine			35	2	10

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Rejoindre au moins 8 adolescents par jour, afin de les occuper positivement avec des activités physiques et de loisirs dans les parcs de NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 8 adolescents par jour + Les animateurs affirment que les ados ont eu des comportements positifs durant l'été + Le projet est évalué comme positif par la concertation.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Déployer une équipe de 2 animateurs jeunesse afin d'intervenir plus particulièrement auprès des adolescents de NDG.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8		25		8

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Faire pratiquer plus de 60 minutes par jour d'activité physique aux enfants qui participent au programme.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
- La programmation inclus une diversité d'activités qui permet 60 min d'activités physiques par jour. Les animateurs affirment que les saines habitudes de vie des enfants ont été renforcées.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser diverses activités sportives pour les enfants afin de favoriser les saines habitudes de vie.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	40		1	3	9

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc George St-Pierre
No civique: 999
Rue: Av d'Oxford
Code postal: H4A 2X4
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Loyola
No civique: 4877
Rue: Avenue Doherty
Code postal: H4V 2B2
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Visite des autres parcs de NDG à l'occasion par l'équipe d'animateurs ados

Priorités d'intervention

- **La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Aménager des espaces publics accessibles, sécuritaires et propices au jeu et à la découverte
- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Améliorer l'accès aux activités culturelles, de sports et de loisirs
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 620
Nb. femmes: 500
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 1120

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous tentons d'embaucher des équipes d'animateurs mixtes afin de créer des liens de confiance autant avec les filles qu'avec les garçons. Avec l'expérience de ce projet, nous savons que les filles adolescentes sont plus difficiles à rejoindre, alors une animatrice fille aide à créer ces liens de confiance.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Association pour le développement jeunesse de Loyola

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6650 ch côte saint-luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1G8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Prévention CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Support logistique		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Soutien administratif		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	13,5 $	32	77,76 $	9	2	9 175,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs pour ados	14,5 $	25	65,25 $	9	2	7 699,5 $
Coordonnateur(trice)	22 $	7	330 $	10	1	4 840 $
Total						21 715,18 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Animateur(trice)	9 175,68 $	4 500 $	0 $	0 $	4 675,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs pour ados	7 699,5 $	4 500 $	0 $	0 $	3 199,5 $
Coordonnateur(trice)	4 840 $	2 400 $	0 $	0 $	2 440 $
Total	**21 715,18 $**	**11 400 $**	**0 $**	**0 $**	**10 315,18 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		250 $	0 $	0 $	**250 $**
Déplacements		300 $	0 $	0 $	**300 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**1 350 $**	**0 $**	**0 $**	**1 350 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,82 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**0 $**	**0 $**	**1 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**7,27 %**			
Total		**13 750 $**	**0 $**	**0 $**	**13 750 $**

Informations complémentaires

Évolution du projet à travers les années. En 2011 le projet est créé et mis en place avec le financement de Québec en forme. Une seule équipe d'animateurs travaille sous la supervision d'un coordonnateur. Après quelques années, quelques organismes questionnent la structure du projet ce qui amène des modifications. Les animateurs pour enfants seront dorénavant rattachés à l'organisme communautaire localisé dans le parc où a lieu l'intervention. À la fin de l'été, l'organisme peut ainsi mieux garder le lien avec les participants. Le projet Ça bouge dans les parcs devient : Ça bouge dans MON parc. La nouvelle formule permet d'économiser sur les frais de coordination. Quant aux animateurs pour ados, ils se rattachent à l'organisme Prevention CDN-NDG qui gère un projet semblable à CDN. La même année, Québec en forme cesse le financement du projet. Une subvention de 10 000$ en développement social de l'Arrondissement CDN-NDG permet de poursuivre le projet et d'égaliser l'investissement réalisé à CDN pour un projet semblable. Chaque année le projet évolue selon les réflexions du comité de supervision du projet. En 2018, des ajustements à l'horaire ont permis d'éviter que les familles utilisent le service comme un camp de jour. La même année, des bannières ont été achetées pour augmenter la visibilité des animateurs.

Pour l'année 2020:

• Changer l'horaire des animateurs pour adolescents pour qu'ils soient présents dans le parc George St-Pierre (le plus achalandé) en soirée, soit de 4 à 9. (l'expérience des années passées, nous a démontré qu'il y a peu de jeunes dans les parcs en après-midi.) Les animateurs pour enfants du parc George St-Pierre conserveraient leur horaire de jour.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2019-10-30RapportfinalVille_Ça bouge.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre engagement_Loyola.pdf	*Non applicable*
Lettre_TablejeunesseNDG.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Simeon Nelton Pompey	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Simeon Nelton Pompey** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce**, à déposer le projet **Ça bouge dans mon parc** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

07/02/20

Simeon Nelton Pompey

Directeur(trice)

Date

#1252 - PAPA ET MOI (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Conseil Communautaire Notre -Dame - De -Grâce	Fondée par la communauté de Notre-Dame-de-Grâce, notre organisme est à l'écoute, mobilise, facilite et agit. Nous encourageons les partenariats entre les résidents, les partenaires communautaires et les acteurs clés pour qu'ils identifient et répondent aux besoins et aux enjeux émergeants afin d'élaborer des stratégies et trouver des solutions.À titre d'alliés, nous œuvrons pour l'ensemble de la communauté tout en soutenant et en renforçant les personnes les plus vulnérables et isolées. Par ses efforts, le Conseil communautaire Notre-Dame de-Grâce vise l'atteinte d'une communauté socialement juste, inclusive et durable.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Papa et moi
Numéro de projet GSS: 1252

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 484-1471
Numéro de télécopieur:
Courriel: admin@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-15	2020-12-30

Date limite de réception du rapport final ℹ
2021-01-30

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Notre-Dame de Grâce est un quartier très multiculturel, comportant de nombreuses familles avec de jeunes enfants. Les activités parent-enfant sont majoritairement fréquentées par les mamans avec leurs enfants. Le Conseil Communautaire NDG, en partenariat avec le Comité Jeunesse NDG par l'entremise des Centres Walkley et St-Raymond, désire encourager les pères à devenir plus impliqués dans la vie de leurs enfants et ce, dès le plus jeune âge. L'influence du père est d'une grande importance dans la vie de ces enfants et la participation à des activités et des ateliers permet de développer un plus fort lien d'attachement entre le parent et l'enfant. Les Centres Walkley et St-Raymond accueilleront chacun un groupe de papas dans leur locaux de façon hebdomadaire que ce soit pour une activité, un atelier, une discussion ou une sortie. L'organisation d'activités dédiées spécifiquement pour les pères par un intervenant masculin est un outils de mobilisation permettant de rejoindre ces papas. En plus de renforcir le lien père-enfant, ces rencontres permettent aux pères de se regrouper, de partager leurs difficultés et de s'entraider dans leur rôle de parents. Les pères seront encouragés à découvrir la culture et la société québécoise au travers d'activités traditionnelles et de sorties. Le développement des aptitudes parentales de ces papas sera mis de l'avant, de même que leur développement en tant que membre actif de la société québécoise, que ce soit en emploi ou par l'éducation. De plus, l'intervenant créera une banque de données regroupant des ressources clés pour les participants et des livrets d'informations qu'ils pourront ramener à la maison. L'amélioration des compétences parentales des papas ainis que le renforecement du lien avec l'enfant à aussi un impact sur la famille entière. Nous recherchons l'amélioration de la qualité de vie de toutes ces familles vivant dans les secteurs prioritaires de NDG et , rejoindre les pères est important pour l'atteinte de ce but.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Participation des pères au développement de l'enfant

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la mobilisation des pères / amélioration des aptitudes parentales

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers et activités pères enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	42	1	3	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties culturelles ou sorties de type familiales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	6	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Centre Walkley
No civique: 6650
Rue: Côte St-Luc
Code postal: H4V 1G8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre St-Raymond
No civique: 5600
Rue: Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Améliorer l'accès aux activités culturelles, de sports et de loisirs
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 20
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 80

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Ce projet s'adresse spécifiquement aux parents masculins. Le nombre de femmes est ordinairement plus élevé lors des activités familiales, c'est pourquoi ce projet spécifiquement vise à rejoindre les hommes et leurs enfants. Comme à l'habitude, les activités ne font aucune discrimination quant aux autres caractéristiques des participants.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Comité jeunesse
Précision: Comité Jeunesse NDG (Centres Walkey et St-Raymond)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3757 Prudhomme
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3H8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de terrain / de milieu	16 $	25	64 $	42	1	19 488 $
Total						19 488 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de terrain / de milieu	19 488 $	19 488 $	0 $	0 $	0 $
Total	**19 488 $**	**19 488 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 700 $	0 $	0 $	**1 700 $**
Photocopies, publicité		100 $	0 $	0 $	**100 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		500 $	0 $	0 $	**500 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**2 300 $**	**0 $**	**0 $**	**2 300 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,67 %**			
Frais administratifs		**2 000 $**	**0 $**	**0 $**	**2 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**8,41 %**			
Total		**23 788 $**	**0 $**	**0 $**	**23 788 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Ndg Community Council Politique de l'enfant.pdf	*Non applicable*
Lettre_TablejeunesseNDG_fathers.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution 222.pdf	Validité du 2020-02-07

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Halah Al-Ubaidi	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
1920_001.pdf

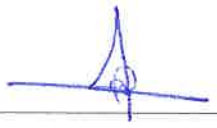
Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Halah Al-Ubaidi** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Conseil Communautaire Notre -Dame -De -Grâce**, à déposer le projet **Papa et moi** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



7 02 2020

Halah Al-Ubaidi **Date**

#1219 - COLLATIONS COMMUNAUTAIRES POUR JEUNESSE NDG (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Dépôt alimentaire NDG	Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs. Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté: • en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant, • en facilitant l'accès à une saine alimentation, • en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté, • en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Collations communautaires pour jeunesse NDG

Numéro de projet GSS: 1219

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Beccah
Nom: Frasier
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 483-4680
Numéro de télécopieur:
Courriel: beccah@depotndg.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Daniel
Nom: Rotman
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-23	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final ℹ
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Ce projet collaboratif, envisagée par les membres de la Table jeunesse NDG, répond à une problématique croissante au niveau de la sécurité alimentaire des jeunes du quartier NDG, particulièrement ceux qui fréquentent les centres et organismes communautaires du quartier. Une proportion élevée des jeunes participants aux activités subventionnées (aide-aux-devoirs, camps de jour, etc.) arrive avec des collations et lunchs insuffisants ou inappropriés, et certains arrivent sans avoir mangé le matin. Les centres concernés ont fortement besoin de soutien pour pouvoir répondre à cette situation. De plus, cette problématique est cohérente avec l'augmentation de la fréquentation du service de dépannage alimentaire du Dépôt par les familles locales au cours des dernières années.

Au printemps 2017, la Table de sécurité alimentaire NDG a rassemblé les coordinateurs des centres communautaires du quartier pour continuer à discuter cette même problématique croissante de sécurité alimentaire et saine alimentation des jeunes de leurs camps. Suite à ces discussions, Le Dépôt a élargi notre offre en pilotant un programme fiable de distribution de collations santés pour les jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent nos centres communautaires, et de soutien et d'engagement des familles de ces jeunes dans des activités qui renforcent leur accès à la nourriture saine proche de chez eux. À travers des entrevues avec les coordos des centres et un travail de consultation et d'outreach, nous avons aussi identifié plusieurs barrières (ex. géographiques, culturelles, de connaissances, de temps, etc.) qui isolent les familles des services déjà en place pour renforcer de leur sécurité alimentaire. Ce projet représente donc une nouvelle façon novatrice de renforcer la sécurité alimentaire des jeunes afin de pouvoir surmonter ces barrières.

Pour répondre à la problématique nommée ci-haut, nous souhaitons intervenir auprès des jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent nos centres et espaces communautaires afin de mieux soutenir et d'engager les jeunes et leurs familles et de renforcer leur sécurité alimentaire. Les activités consisteront à : la distribution hebdomadaire de collations santés, l'organisation des sessions de bénévolat animés pour préparer des collations et familiariser les familles avec Le Dépôt, l'animation d'activités de cuisine ponctuelles aux centres, et du « outreach » et recrutement actif des familles qui fréquentent les centres aux services de dépannage alimentaire du Dépôt. Ce projet suit sur le pilotage de multiples interventions et peut donc déjà prouver son impact sur la communauté. Constatant que la problématique est certaine de continuer à court et à moyen terme, Le Dépôt s'engage à continuer à offrir ce soutien essentiel à travers ce projet de Collations communautaires pour renforcer la sécurité alimentaire (améliorer l'accès aux aliments frais, renforcer les compétences, etc.) des jeunes de NDG de façon structurée et soutenue.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer l'accès à la nourriture saine pour les jeunes de NDG, y compris des fruits et légumes frais et des collations riches en nutriments.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Collations et repas nutritifs distribués ont comblé la faim aux centres Walkley, Westhaven, St Raymond, Loyola, YMCA NDG, CJE NDG, À deux mains et des camps Benny, Patricia et Centre NDG

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Service de distribution et de livraison de collations saines aux jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent les centres énumérés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	1	5	7	75

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Engager les jeunes et leurs familles dans des activités qui renforcent leurs compétences et connaissances en alimentation et en nutrition.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des jeunes et leurs familles visés ont participé activement à la préparation des collations et repas santés qui sont livrés aux centres.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Engagement des jeunes et de leurs familles dans la préparation des collations saines lors de séances de bénévolat animés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2	1	3	7	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les jeunes des centres ont participé à des activités ludiques en cuisine et en saine alimentation, ayant augmenté leur connaissances et compétences alimentaires.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offre d'activités de cuisine et de saine alimentation à coût réduit aux centres visés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	2	7	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Rapprochement des familles avec enfants qui fréquentent les centres aux services de soutien pour pouvoir surmonter les barrières isolant les familles de ces services

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les familles avec enfants visés ont été rapprochées des services de soutien holistique et les centres sont outillés pour orienter et soutenir les familles vivant l'insécurité alimentaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutien et recrutement des familles avec enfants aux programmes de dépannage alimentaire et de soutien holistique du Dépôt à travers un Travailleur communautaire volant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	10	7	75

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Mesures des résultats	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	**Précision**

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6505
Rue: Avenue Somerled
Numéro de bureau:
Code postal: H4V 1S7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Walkley
No civique: 6650
Rue: rue Côte Saint Luc
Code postal: H4V 1G8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Westhaven
No civique: 7405
Rue: Avenue Harley
Code postal: H4B 1L5
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Loyola
No civique: 4850
Rue: Avenue Coronation
Code postal: H4V 2E2
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Saint Raymond
No civique: 5600
Rue: rue Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: YMCA NDG
No civique: 4335
Rue: avenue Hampton
Code postal: H4A 2L3
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: CJE NDG
No civique: 6370
Rue: rue Sherbrooke Ouest
Code postal: H4B 1M9
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: À deux mains
No civique: 3465
Rue: Avenue Benny
Code postal: H4B 2R9
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Jeunesse Benny
No civique: 6440
Rue: Rue de Terrebonne
Code postal: H4B 1B1
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La sécurité alimentaire et la saine alimentation - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Favoriser l'accès à une alimentation équilibrée
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 695
Nb. femmes: 695
Autres identités de genre: 10
Total (H + F + Autres): 1400

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le Dépôt vise l'inclusion sociale dans tous ses programmes, voyant la nourriture comme point commun pour rassembler des gens de tout âge, culture, expérience de vie, capacité et genre. En particulier, ce projet vise montrer aux jeunes garçons que la cuisine n'est pas uniquement une espace de filles, et que tout le monde doit savoir bien se nourrir. Vu aussi que la préparation des repas et des collations tombe traditionnellement et souvent sur la mère de la famille, ce projet représente un réel soutien pour les mères, ainsi que pour les nouveaux arrivants, qui ont souvent besoin de plus de soutien et d'aide dans l'adaptation à une nouvelle culture dans les première 3 à 5 années, selon les recherches. L'universalité est important dans ce projet - les collations sont disponibles à tous les jeunes qui fréquentent les centres selon leur faim, pour éviter de stigmatiser certains.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table Jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: CSSS Cavendish

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5425 Avenue Bessborough
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 2S6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Les centres visés - contribution de $100/activité pour activités de cuisine ludiques

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 200 $	Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Charles Boivin
Adresse courriel: concertationjeunesse@ndg.ca
Numéro de téléphone: (514) 482-6665
Adresse postale: 6370 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Dons individuels

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	45 029,6 $	Oui

Nom de la personne ressource: Daniel Rotman
Adresse courriel: beccah@depotndg.org
Numéro de téléphone: (514) 483-4680
Adresse postale: CP 22528 Station Monkland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S7

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emplois d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 439,80 $	Non

Nom de la personne ressource: Bavaro, Gabriele
Adresse courriel: qc-dpmtds-mtl_prog.eec-gd@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (800) 935-5555
Adresse postale: 1001 DE MAISONNEUVE BOULEVARD EAST, 4TH FLOOR/4IÈME ÉTAGE
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: Direction régionale de la santé publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	42 588 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Claude Gélineau
Adresse courriel: marie-claude.gelineau.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 528-2400
Adresse postale: 1301 rue Sherbrooke est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1M3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	24 $	35	142,8 $	40	1	39 312 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	17 $	3	8,67 $	40	2	4 773,6 $
Commis	17 $	5	14,45 $	40	1	3 978 $
Travailleur(euse) social(e)	20 $	10	34 $	40	1	9 360 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	14 $	30	71,4 $	7	1	3 439,8 $
Coordonnateur(trice)	26 $	35	154,7 $	40	1	42 588 $
Total						103 451,4 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			47 227,8 $	**45 029,6 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	39 312 $	3 862,4 $	0 $	35 449,6 $	0 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	4 773,6 $	4 773,6 $	0 $	0 $	0 $
Commis	3 978 $	3 978 $	0 $	0 $	0 $
Travailleur(euse) social(e)	9 360 $	9 360 $	0 $	0 $	0 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	3 439,8 $	0 $	3 439,8 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	42 588 $	0 $	42 588 $	0 $	0 $
Total	**103 451,4 $**	**21 974 $**	**46 027,8 $**	**35 449,6 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		5 293 $	1 200 $	7 187 $	**13 680 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	1 500 $	**1 500 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	200 $	**200 $**
Déplacements		700 $	0 $	100 $	**800 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**5 993 $**	**1 200 $**	**8 987 $**	**16 180 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**13,12 %**			
Frais administratifs		**3 107 $**	**0 $**	**593 $**	**3 700 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**3 %**			
Total		**31 074 $**	**47 227,8 $**	**45 029,6 $**	**123 331,4 $**

Informations complémentaires

Note sur impact 1 : Ajout des organismes éventuels

Nous avons déterminé que nous pourrions soutenir un ou deux organismes supplémentaires au cours de l'année, selon le besoin, sans rajouter de frais supplémentaires en termes d'infrastructure ou de ressources humaines. Nous proposons de travailler avec la Table de sécurité alimentaire NDG et la Table jeunesse NDG pour déterminer les organismes qui sont le plus dans le besoin, et d'ensuite élargir notre offre au cours de l'année 2020.

Notes sur impact 2 : Les séances de bénévolat animées et les activités de cuisine

Cette année nous avons vu une augmentation de la demande des centres communautaires pour participer aux séances de bénévolat. Nous avons même une petite liste d'attente, en ce moment ! Nous aimons ce modèle de donner une chance aux jeunes de participer dans le projet de façon significative, et de se familiariser aussi avec l'espace physique et les services du Dépôt. En plus, ceci nous permet de préparer des collations et des repas fait-maison bien nutritives qui seraient autrement trop intensives à préparer au niveau du temps, et qui tiennent en compte les allergies spécifiques parmi les jeunes aux centres (ex. collations sans noix). Des exemples de collations préparés en 2019: Salade de pâtes, salade de brocoli, soupes, burritos congelés, muffins santés, mélange montagnard sans noix. Les centres nous ont aussi demandé de venir faire des activités de cuisine avec leurs jeunes. En demandant une contribution de $100 par activité aux centres pour aider à défrayer les coûts, nous avons pu commencer à offrir ces activités sur mesure, qui renforcent les connaissances et compétences alimentaires des jeunes et augmentent l'appréciation des aliments sains. Ça semble être une formule gagnante que nous aimerions continuer à tester.

Notes sur impact 3 : Le rôle du travailleur communautaire

Grâce en partie au financement en 2019, nous avons embauché un travailleur communautaire, qui est mandaté de faire des heures volantes dans le quartier pour bâtir des connexions avec les familles visées par ce projet et pour outiller les coordonnatrices des centres pour qu'elles puissent mieux orienter les familles vers les services disponibles et générer des idées ensemble pour adresser les barrières isolant les familles des services de soutien. Cette année nous aimerions implanter certaines des idées générées pour surmonter ces barrières (ex. visites guidées en groupe, circuler une invitation ciblée pour les familles des centres, monter des repas collectifs aux centres offerts par Le Dépôt, etc.).

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé révisé - Collations communautaires - 2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final 2019 - Le Dépôt.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution-du-conseil-politique-de-lenfant-2019.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Daniel Rotman	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200205-113109.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale Montréal

Engagement

Je, soussigné **Daniel Rotman** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Dépôt alimentaire NDG**, à déposer le projet **Collations communautaires pour jeunesse NDG** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



5 février 2020

Daniel Rotman

Directeur(trice) général(e)

Date

#0509 - MINIBIBLIOPLUS PROPULSÉE PAR FRASER HICKSON (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
L'Institut Fraser-Hickson, Montréal	Notre mission est d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et apprendre, grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: minibiblioPLUS propulsée par Fraser Hickson

Numéro de projet GSS: 0509

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Helen
Nom: Fortin
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Numéro de télécopieur:
Courriel: helen@minibiblioplus.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Helen
Nom: Fortin
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2020-12-21

Date limite de réception du rapport final
2021-01-21

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

La littératie est une compétence essentielle pour le bon développement des enfants qui doit être développée dès la naissance. Selon l'OCDE, le niveau de littératie est loin d'être satisfaisant au Canada comme au Québec : 53,3 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignent pas le seuil acceptable de niveau 3 sur 5 (PIAAC, 2012).

Pour relever ce défi, nous souhaitons recruter de plus en plus de partenaires dans des quartiers défavorisés, spécifiquement dans les secteurs de Saint-Raymonds, Walkley, Snowdon, Mountain Sights et Barclay-Goyer-Bedford afin d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et d'apprendre grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Pour ce faire, nous proposons gratuitement un programme :

• Éveil à la lecture: des heures du conte hebdomadaires animées par nos bénévoles formés chez nos partenaires et des ateliers sur l'importance de l'alphabétisation précoce adressés aux parents incluant une boîte à outils d'éveil à la lecture.

À travers nos activités, nous encourageons et soutenons une culture de lecture et de l'apprentissage. Les enfants développent ainsi de meilleures compétences en alphabétisation, un amour permanent pour la lecture, une plus grande capacité d'apprentissage, ce qui leur assure de meilleures chances de réussite scolaire et d'obtenir un bon emploi et d'assurer leur bien-être dans l'avenir. Nous croyons fermement qu'une meilleure alphabétisation diminue à terme l'inégalité sociale et la pauvreté. Notre objectif est aussi de sensibiliser les parents sur l'importance de la lecture dans le bon développement de leurs enfants.

En encourageant la lecture dans un contexte familiale, nous espérons que de plus en plus de parents liront régulièrement à leurs enfants. Nous incitons aussi les familles à utiliser plus activement les services offerts par leur bibliothèque de quartier. 8800 participants bénéficient de nos programmes, dont 5300 enfants de moins de 8 ans. Par l'entremise de nos programmes, le bouche à oreille, les visites sur notre site internet et nos médias sociaux, les articles de presse, notre participation à des événements communautaires, nous estimons que notre message de sensibilisation sur l'importance de l'alphabétisation précoce a touché plus de 100 000 personnes.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire la pauvreté et augmenter le bien-être des enfants en ajoutant 15 nouveaux sites partenaires plutot axé sur la composante d'évil à la lecture

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Ajouter 15 nouveaux sites partenaires de plus (au total = 82)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Recrutement de nouveaux partenaires = 15 de plus (au total = 82) (communiquer avec 60 parternaires potentials)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	60	2	60	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Préparez et livrez la première série de livres pour nos 15 nouveaux partenaires. Mener une session de formation sur la traçabilité et la mise en place pour nos 15 nouveaux partenaires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	15	7	15	100

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Recruter et former 20 nouveaux bénévoles qui soit ajouter au 60 déja existants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Recruter 20 bénévoles. Donner une formation individuelle à 20 nouveaux bénévoles.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	20	2	20	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Que les parents lisent davantage à leurs enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
De plus en plus de parents lisent à leurs enfants à la maison et retourner à leurs bibliothéque du quartier.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animer 6 ateliers pour les parents sur l'importance de l'alphabétisation précoce et commet lire aux enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	6	2	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation grâce à notre site Web et nos médias sociaux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	250	5	2	1 000	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation grâce à notre participation et collaboration aux événements communautaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	30	7	30	1 000

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favouriser une culture de la lecture et de l'apprentissage dans le quartier CDN-NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Prés de 9000 participants développent un amour pour la lecture contribuant à leur développement global

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Amination de l'heure du conte chez nos partenaires par nos bénévoles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3 068	2	59	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Traiter les commandes de livres selon des themes chosisir par nos parternaires et livrer des livres à nos sites partenaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	82	5	82	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Appeler et suiver régulièrement avec nos 82 partenaires (nouveaux et actuelles) pour répondre à tous leurs besoins et exigences

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	250	5	2	82	100

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Mobiliser 60 à 80 de nos bénévoles formés pour contribuer à notre mission

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mobiliser 60 à 80 de nos bénévoles formés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	80	2	80	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animer 2 ateliers de groupe d'alphabétisation précoce pour nos bénévoles (nouveaux et existants) par notre équipe d'experts

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet	

(ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 3755
Rue: Botrel
Numéro de bureau: s-102
Code postal: H4A 3G8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Contribuer à l'atteinte et au dépassement de la cible ministérielle du taux de diplomation des jeunes montréalais, fixée à 77% d'ici 2020
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 6238
Nb. femmes: 6237
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 12475

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Les bénévoles que nous avons réussis à recruter étaient des femmes à 85%. Nous avons concentré nos efforts de recrutement sur les départements de l'éducation, la littérature, les études en bibliothéconomie et l'éducation des jeunes enfants dans les cégeps et les universités Montréalais. Comme ces programmes sont dominés par les femmes, nous avons attiré l'attention de jeunes femmes qualifiées en grand nombre. 15% de nos bénévoles sont présentement hommes. Nous sommes fières d'avoir augmenté la participation d'hommes et nous continuons à les encourager, surtout les papas !

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Réseau Réussite Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Maryse Perreault
Adresse courriel: mperreault@reseaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 286-2346
Adresse postale: 4255 Wellington, local 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Birks, Chamandy, Eric Webster, Hay, Jarislowsky

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	105 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Helen Fortin
Adresse courriel: helen@minibiblioplus.org
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Adresse postale: 3755 rue botrel suite 102
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3G8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Éducateur(trice)	25 $	35	70 $	41	1	38 745 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordinatrice de recrutement	22 $	35	62 $	41	1	34 112 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	20 $	14	23 $	41	1	12 423 $
Agent(e) de liaison	22 $	21	39 $	41	1	20 541 $
Commis-comptable	30 $	6	15 $	41	1	7 995 $
Total						113 816 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			125 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Éducateur(trice)	38 745 $	14 818 $	23 927 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordinatrice de recrutement	34 112 $	11 682 $	22 430 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	12 423 $	5 020 $	7 403 $	0 $	0 $
Agent(e) de liaison	20 541 $	0 $	20 541 $	0 $	0 $
Commis-comptable	7 995 $	0 $	7 995 $	0 $	0 $
Total	**113 816 $**	**31 520 $**	**82 296 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		1 005 $	10 000 $	0 $	**11 005 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		5 000 $	6 720 $	0 $	**11 720 $**
Photocopies, publicité		1 000 $	5 000 $	0 $	**6 000 $**
Déplacements		1 000 $	3 100 $	0 $	**4 100 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	1 500 $	0 $	**1 500 $**
Autres		1 000 $	4 384 $	0 $	**5 384 $**
Total		**9 005 $**	**30 704 $**	**0 $**	**39 709 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**23,35 %**			
Frais administratifs		**4 503 $**	**12 000 $**	**0 $**	**16 503 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,71 %**			
Total		**45 028 $**	**125 000 $**	**0 $**	**170 028 $**

Informations complémentaires

Nos petits ont besoin de nous, dès leur naissance, pour donner un sens au monde dans lequel nous vivons. Alors que nous nous engageons avec eux à travers les pouvoirs magiques du livre, nous stimulons leur imagination, satisfaisons leur curiosité et catapultons leur estime de soi. Cette subvention est crucial pour nous car elle nous aidera à atteindre les enfants et les familles qui ont le plus besoin de notre initiative, en particulier dans les quartiers défavorisés de CDN-NDG. Cela nous aidera à ajouter de nouveaux livres intéressants, en français et anglais à notre collection déjà diversifiée. Cela nous permet d'offrir les lecture hebdomadaires ainsi que les ateliers pour bénévoles, parents et éducatrices etc. Nous voulons continuer à développer nos partenariats dans la communauté. Nous avons établi au moins une quarantaine de centres de la petite enfance et organismes locaux comme sites partenaires potentiels. Nous avons travaillé fort à

établir des bonnes relations et nos partenaires sont très contente avec nos programmes. Par contre, sans cette subvention nous risquons diminuer la confiance de nos partenaires et d'offrir un service complet à ceux qui ont le plus besoins. Les familles CDN-NDG desservent bénéfices beaucoup de nos programmes et ils nous ont encore besoin pour les guider et les conseiller sur l'alphabétisation précoce. Nous sommes fières d'être une source réputée en littératie et de continuer a faire une impact positif dans la communauté.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
minibiblioPLUS_Budget2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
The Fraser Hickson Institute Audit '18 with NH signature.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Brochure Minibiblioplus_local_135years JAN 2020.pdf	*Non applicable*
INFO_minibiblioPLUS.pdf	*Non applicable*
TESTIMONIALS - TÉMOIGNAGES Feb 2020.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution for Borough Pol Jan 6 2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Helen Fortin	**Fonction:** Directeur(trice) exécutif(ve)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200130-030814 (1).pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Helen Fortin** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **L'Institut Fraser-Hickson,Montréal**, à déposer le projet **minibiblioPLUS propulsée par Fraser Hickson** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Helen Fortin

04 février 2020

Helen Fortin

Directeur(trice) exécutif(ve)

Date

#0578 - ART LIBRE! ATELIERS POUR TOUS (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
L'Envol des femmes/ Women on the Rise	L'Envol des femmes est une organisation locale à but non lucratif créée en 1991 par le CLSC NDG pour répondre au besoin de services pour les femmes noir aux menages monoparentales confrontées à des problèmes d'isolement et de pauvreté. Nous nous efforçons de répondre aux besoins de tous nos participants qui se croisent sur la race, la classe, le statut d'immigration, le sexe, l'âge et la capacité. Toutes les femmes et leurs familles sont les bienvenues à se joindre à nous et à trouver l'amitié et le soutien des pairs au sein de notre centre.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Art libre! Ateliers pour tous

Numéro de projet GSS: 0578

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Hannah
Nom: Stratford-Kurus
Fonction: Agent(e) de développement
Numéro de téléphone: (514) 485-7814
Numéro de télécopieur:
Courriel: development@womenontherise.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Hannah
Nom: Stratford-Kurus
Fonction: Agent(e) de développement

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-09-12	2020-12-11

Date limite de réception du rapport final
2021-01-11

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

L'envol des femmes est une organisation qui lutte de fortifier les femmes et de briser l'isolement des mères et de leurs familles. La plupart de nos utilisateurs de services sont des immigrantes et / ou sont racialisées et font régulièrement l'objet de discrimination. La plupart des participants sont à faible revenu et ont accès aux services par besoin de ressources matérielles et de soutien amical de la part de leurs pairs. Nous avons beaucoup des femmes avec des adolescents, et on cherche un forum pour eux à trouver leur voix et exprimer leurs sentiments. L'art est un prétexte puissant qui peut permettre aux adolescents de se sentir à l'aise de participer à des conversations informelles sur les défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Avec le soutien d'une art-thérapeute qualifié, les ados peuvet-etre guider d'explorer leurs emotions et leurs sujets. L'art est un moyen sûr et adapté à l'âge pour les préadolescents et les adolescents de «jouer» et d'explorer leur perception de soi.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcer la confiance d'un groupe d'âge vulnérable par explorer leur identité(s) et leur idée d'appartenance.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la créativité et de l'expérimentation des œuvres d'art des participants en raison de leur présence continue au cours du programme.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Cours d'art en groupe dans un environnement libre, en utilisant une variété de supports artistiques, avec une art-thérapeute qualifiées.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	1	2	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Affirmez la validité des points de vue des adolescents et amplifiez leur voix dans le domaine public.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisez un vernissage en décembre pour célébrer les progrès et la diversité de notre groupe.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	1	1	5	1	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Etre un forum pour recevoir des commentaires positifs des familles et de la communauté. On peut rédiger un compte rendu de l'événement et le partager avec notre organisation et le grand public.

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6870
Rue: Terrebonne
Numéro de bureau:
Code postal: H4B 1C5
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Aménager des espaces publics accessibles, sécuritaires et propices au jeu et à la découverte
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 7
Nb. femmes: 8
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 15

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Société d'accueil

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous aimerions étendre nos services pour répondre aux besoins des adolescents garçons et filles des mères que nous soutenons. Nous croyons que l'art est une entreprise thérapeutique et habilitante, et nous aimerions rendre cette activité ouverte aux tous adolescentes. Nous aimerions créer un espace où les gaçons peuvent être eux-mêmes et n'ont pas besoin de performer leur masculinité. L'art sera un vecteur d'autoréflexion et de présentation, et nous encouragerons l'importance pour tous s'engager avec leurs identités complexes de race, d'ethnicité, de statut d'immigration et de classe en plus du sexe, et encourager un sentiment de contrôle et d'appropriation de qui ils sont et de la façon dont ils se présentent. Ce programme vise à combattre les attentes des normes de genre pour tous les participants, en les encourageant les confrontés à la discrimination raciale à s'exprimer et à exprimer leurs sentiments honnêtement et sans jugement.

Contributions des partenaires

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Art-thérapeute	60 $	5	0 $	16	1	4 800 $
Total						4 800 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Art-thérapeute	4 800 $	0 $	0 $	0 $	4 800 $
Total	**4 800 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**4 800 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 600 $	0 $	0 $	**1 600 $**
Photocopies, publicité		100 $	0 $	0 $	**100 $**
Déplacements		1 440 $	0 $	0 $	**1 440 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**3 140 $**	**0 $**	**0 $**	**3 140 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**89,97 %**			
Frais administratifs		**350 $**	**0 $**	**0 $**	**350 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**10,03 %**			
Total		**3 490 $**	**0 $**	**0 $**	**3 490 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Art libre! Budget 2020 - Sheet1.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution for authorization of DA for representing WOR with Municipality.pdf	Validité du 2020-02-05

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Hannah Stratford-Kurus	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
Resolution for authorization of DA for representing WOR with Municipality.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Hannah Stratford-Kurus** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **L'Envol des femmes/ Women on the Rise**, à déposer le projet **Art libre! Ateliers pour tous** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



02-03-2020

Hannah Stratford-Kurus **Date**

#0956 - C-VERT (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Les YMCA du Québec	Profondément enracinés au Québec depuis près de 170 ans, nous sommes un témoin quotidien des défis auxquels nos communautés sont confrontées. Par notre action, et grâce à la générosité de nos partenaires et donateurs, nous aidons des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Nous aidons à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent, et qui réservent un accueil indéfectible aux différence. Notre mission: Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: C-Vert
Numéro de projet GSS: 0956

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Marie-Eve
Nom: Paquin
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 295-1506
Numéro de télécopieur: (514) 849-5863
Courriel: marie-eve.paquin@ymcaquebec.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Richard
Nom: St-Yves
Fonction: Vice-président(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-13	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Nous souhaitons intervenir auprès des jeunes de 14 à 17 ans afin de contrer ou de prévenir l'anxiété ou le stress important qu'ils pourraient ressentir relativement à la crise climatique et à l'avenir de la planète. Nous utilisons une approche d'autonomisation (empowerment) composée d'ateliers de formation, de réalisations concrètes dans leur communauté, d'échanges entre pairs et avec les adultes et d'expériences en nature pour leur donner des connaissances et des outils de base pour développer leur capacité à agir eux-mêmes et à sensibiliser leur milieu. Nous voulons développer leur confiance de pourvoir influencer l'avenir de leur planète.

L'ampleur des problèmes environnementaux et sociaux fait vivre aux jeunes un sentiment d'impuissance et un pessimisme quant à leur avenir. L'écoanxiété, un terme rarement utilisé il y a 5 ans et qui fait référence à l'anxiété ressentie face à la dégradation de l'environnement fait maintenant les manchettes régulièrement et touche tout particulièrement les jeunes. Pourtant, ils ont le pouvoir de faire partie de la solution, voire d'être les moteurs des nécessaires changements à venir comme le démontrent la jeune militante Greta Thundberg et la multitude de jeunes mobilisés pour l'environnement à travers le monde. Cet exemple est inspirant pour les jeunes mais beaucoup d'entre eux ne savent pas comment se mobiliser par rapport à cet enjeu énorme qui les paralyse. Ils ont parfois besoin d'outils pour comprendre et pouvoir agir selon leurs propres priorités, outils difficiles d'accès pour les cohortes plus jeunes et tout particulièrement pour celles issues de milieux défavorisés.

En parallèle, on observe que les enfants et les jeunes passent de moins en moins de temps à jouer dehors et à être en contact direct avec la nature. Le phénomène a été nommé déficit nature (http://richardlouv.com) et ses effets sont multiples : augmentation de l'obésité, du trouble du déficit de l'attention, de la dépression ainsi qu'une absence de sentiment d'appartenance à la nature se traduisant par une absence de volonté de la protéger.

C-Vert répond à ces préoccupations avec un programme qui combine l'engagement communautaire à long terme et les expériences en nature. En adoptant une approche favorisant l'autonomie des jeunes et en impliquant les jeunes dans leur milieu de vie, le programme favorise le développement de la participation sociale des jeunes. Du côté expériences nature, les expéditions en nature à C-Vert sont dans beaucoup de cas la première expérience des participants, voire leur première sortie hors de Montréal.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, 50 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront développé des connaissances et des compétences liées à l'écocitoyenneté

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des connaissances environnementales des participants et des gestes environnementaux qu'ils posent au quotidien.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres hebdomadaires des groupes C-Vert et C-Vert+ (séparément) où les jeunes participent à des ateliers environnementaux et posent des actions environnementales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	30	1	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Forum C-Vert où les jeunes de tous les groupes C-Vert et C-Vert+ de Montréal, Québec et Gatineau se rencontrent, échangent, font des actions et rencontrent des acteurs du milieu environnemental

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	9	13	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Événements de convergence entre les C-Vert+ et participation à des événements de d'autres organismes pour créer un réseau avec d'autres jeunes engagés (EN-JEU, INM, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	1	48	6	2

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des compétences personnelles chez les participants (entre autres, le leadership, la communication, le travail d'équipe et des compétences techniques).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les groupes C-Vert et C-Vert+ choisissent, planifient et mettent sur pied des actions environnementales en collaboration avec des partenaires de la communauté

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	2	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir un stage collectif d'actions environnementales rémunérés de 4 semaines aux participants de C-Vert ayant participé aux réunions hebdomadaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	16	7	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des ateliers de sécurité à vélo et d'initiation à la mécanique vélo et rouler en groupe durant le stage d'été (C-Vert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2	3	2	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, 50 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront une meilleure compréhension de leur milieu de vie et des acteurs clés

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation importante de la connaissance des organismes de l'arrondissement CDN-NDG par les jeunes

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'un panel communautaire avec les organismes du quartier pour connaitre les besoins, leurs actions et discuter de

collaborations potentielles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
La majorité des actions et des projets mis sur pied par les C-Vert et les C-Vert se font en partenariat avec des organismes du quartier et des groupes de citoyens (incluant le stage)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	3	3	4	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable du bénévolat chez les jeunes (plus de jeunes en font et/ou ils en font plus souvent).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités de bénévolat auprès d'organismes du quartier organisées par et pour les C-Vert et les C-Vert+

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	2	1	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la participation citoyenne des jeunes de C-Vert et de C-Vert+

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assister à un conseil d'arrondissement et/ou à une séance de consultation publique (possibilité d'y participer ou d'y déposer un mémoire, selon l'intérêt). (C-Vert+)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter les élus municipaux lors de l'événement de fin de stage de C-Vert

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Tenir un atelier sur la participation citoyenne et/ou faire une simulation d'élection (en période d'élection)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	2	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2020, 50 jeunes de CDN-NDG auront créé un lien d'attachement avec la nature

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation importante du nombre de jeunes affirmant vouloir faire des expéditions en nature.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 expéditions (automne, hiver et été) d'une fin de semaine incluant une nuit en tente ou en abri et des activités d'interprétation et de rapprochement avec la nature

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3	48	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter l'accès à la nature en ville

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visiter 1 à 2 parcs natures (ou grands parcs) Montréalais (ex : Mont-Royal, parc des rapides de Lachine)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	4	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable du nombre de jeunes affirmant se sentir à l'aise en pleine nature

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir l'opportunité de participer à une expédition de canot et randonnée pédestre de 10 jours avec Outward Bound Canada pour développer ses compétences de plein-air

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	2 400	2	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 4335
Rue: Hampton
Numéro de bureau:
Code postal: H4A 2L4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:

Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté

- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans)**: Faciliter les déplacements des jeunes de 6 à 17 ans
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans)**:
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 15
Nb. femmes: 34
Autres identités de genre: 1
Total (H + F + Autres): 50

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Le programme C-Vert existe depuis 2005 et a été implanté dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce en 2007. Par conséquent, il n'a pas jusqu'à présent été soumis à une telle analyse. Cependant, les gestionnaires des programmes jeunesse du YMCA seront formés dans la prochaine année pour effectuer ces analyses. Les YMCA du Québec sont attentifs à ce que l'ensemble des programmes soient accessibles au plus grand nombre, nous tentons d'éliminer, chaque fois que c'est possible, les barrières qui pourraient empêcher la participation de toute personne intéressée par nos programmes. Pour cette raison, l'organisation s'est adjointe les services à temps complet d'un Conseiller en diversité et inclusion sociale.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Formation		Non
Autres : précisez Collaboration en vue de la réalisation des projets des participants		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6675, Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1T1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Dépôt alimentaire NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Collaboration pour projets des jeunes, les coûts peuvent être partagés		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450, avenue Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: École
Précision: École secondaire Villa-Maria

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projets en partenariat avec C-Vert		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242, Boulevard Décarie
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3K4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Programmes Coyote

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3712, avenue du Parc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 2J1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: PROMIS

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez projet en collaboration avec les C-Vert		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3333, Côte Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1C8

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Secrétariat à la Jeunesse du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	18 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: André-Anne Lacasse
Adresse courriel: andre-anne.lacasse.@mce.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 643-8864
Adresse postale: 875, Grande-Allée Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: G1R 4Y8

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation des YMCA du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Daniele McKinnon
Adresse courriel: daniele.mackinnon@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (514) 849-5331
Adresse postale: 1435, rue Drummond, 4e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 1W4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	17,3 $	25	74,85 $	52	1	26 382,2 $
Total						26 382,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			28 000 $	**0 $**	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	26 382,2 $	9 000 $	17 382,2 $	0 $	0 $
Total	**26 382,2 $**	**9 000 $**	**17 382,2 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	4 000 $	0 $	**4 000 $**
Photocopies, publicité		0 $	500 $	0 $	**500 $**
Déplacements		0 $	500 $	0 $	**500 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	1 117,8 $	0 $	**1 117,8 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		2 500 $	3 500 $	0 $	**6 000 $**
Total		**2 500 $**	**9 617,8 $**	**0 $**	**12 117,8 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**28,18 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**3 500 $**	**0 $**	**4 500 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**10,47 %**			
Total		**12 500 $**	**30 500 $**	**0 $**	**43 000 $**

Informations complémentaires

Note importante

Le programme C-Vert fonctionne avec le calendrier scolaire. La présente demande couvre donc 2 cohortes de C-Vert et de C-Vert+ (l'une active jusqu'à la fin juillet 2020 et l'autre débutant en septembre 2020) pour un total de 4 groupes.

Retombées du programme en 2019

- En 2019, **54 jeunes ont participé aux programmes C-Vert (42 jeunes) et C-Vert+ (17 jeunes).**
- **2575 personnes ont été directement touchées par les actions des jeunes**, c'est-à-dire qu'ils ont bénéficié des projets mis en place par les jeunes ou y ont directement participés.
- Les jeunes de C-Vert et C-Vert+ ont mis en place ou collaboré à un total de **14 projets concrets** qui ont touché à la sensibilisation du grand public et des enfants par rapport aux enjeux environnementaux et autochtones, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité, au verdissement et l'agriculture urbaine.
- **100% des jeunes disent avoir très apprécié (50%) ou apprécié (50%) l'ensemble du programme C-Vert**. Quand on leur demande

à quel point le programme C-Vert est important, 88% d'entre eux répondent qu'il est très important.

Des impacts directs dans la vie des jeunes…

- 2 jeunes de C-Vert+ et 1 jeune de C-Vert **ont remporté des Bourses** (Ted Rogers et Fond 1804) **pour financer leurs études post-secondaire**. C'est l'intervenante C-Vert CDN-NDG qui a proposé leurs candidatures.
- 2 jeunes de C-Vert+, Gianni et Edgar, sont impliqués au **Conseil jeunesse CDN-NDG**.
- On dit que le programme incite à la découverte de ses aptitudes et ses passions. Trois jeunes de C-Vert+ vont étudier dans des domaines qu'ils ont découvert avec C-Vert : Droits humains, sciences de l'environnement et sciences politiques.
- Témoignage de Edgar Maldo, 19 ans, participant à C-Vert+ depuis 3 ans : «C-vert means a lot to me. It really made a big impact in my life because this program really **helped me to realize who I am**. I came to the program as a shy and inexperienced low esteem person and came out **as a strong leader, a person that is very sociable, that knows how to manage time and resources depending on the team**. And overall, C-Vert taught me how to be myself, to take criticism professionally, to enjoy every moment and overall to care and give respect to everything around you including yourself. This program **really helped me to not be scared to dive into the unknown seas and to discover unseen opportunities that awaits»**.
- Témoignage de Maria Mihali, 16 ans, participante à la cohorte 2018-2019 de C-Vert : «The C-Vert environmental program teaches me about issues faced all around the world and what we can do to solve them**. It also helps me develop leadership skills and autonomy** in order to work efficiently and effectively. **This program has not only given me the desire to do more for my community, but also to encourage my peers to do more as well».**

Les groupes C-Vert de Montréal contribuent à la recherche.

Le **Cité ID Living Lab**, gouvernance de résilience urbaine de l'École Nationale d'Administration Publique, a approché C-Vert pour collaborer à une recherche-action sur la création du **capital social** chez les jeunes. Appuyé par des partenaires comme la **Maison de l'Innovation Sociale** et le **Bureau de la Transition Écologique et de la Résilience de Montréal**, cette recherche visait à comprendre comment se tissent les liens chez les groupes de jeunes qui sont mobilisés face aux changements climatiques. Elle visait également à étudier comment le programme C-Vert contribue à atteindre certains objectifs formulés par la Ville de Montréal dans sa Stratégie montréalaise pour une ville résiliente. Suite à la recherche, voici quelques conclusions du Cité ID :

- **C-Vert permet effectivement de développer les éléments fondamentaux à l'atteinte des objectifs de développement de la résilience des communautés**, **tel qu'ils sont formulés par la Ville de Montréal**;
- La participation des jeunes à un programme comme C-Vert **contribue au développement de leur capital social et à leur sensibilisation en matière de changements climatiques;**
- Le programme C-Vert «semble être bénéfique pour les jeunes eux-mêmes, mais **également pour leur quartier par les actions qu'ils mènent ou le rayonnement qu'ils peuvent avoir au sein de leur communauté.**» (sommaire exécutif de l'étude, p.5, joint à cette demande)

Élargissement de la portée du programme au quartier Côte-des-Neiges – pour aller encore plus loin

Bien que nous touchions directement au quartier Côte-des-Neiges par les biais de nos participants (en 2019, 35% des participants au programme proviennent du quartier Côte-des-Neiges), une bonne partie de nos partenariats principaux et nos actions se font à Notre-Dame-de-Grâce. En 2019, un nouveau partenariat prometteur a vu le jour avec l'organisme PROMIS de Côte-des-Neiges. Nous poursuivons nos efforts pour développer plus de partenariats et effectuer plus de projets dans ce quartier. Dans cette lignée, nous sommes en démarche auprès de la Table de concertation Jeunesse dans le but de rencontrer de nouveaux organismes.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget 2020 - C-Vert.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final C-Vert CDN-NDG 2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Sommaire_exécutif_Capital Social et Résilience urbaine_Jeunes.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
2020-02-06 Résolution C-Vert CDN-NDG.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Richard St-Yves	**Fonction:** Vice-président(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement demande C-Vert CDN-NDG signé.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Richard St-Yves** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Les YMCA du Québec**, à déposer le projet **C-Vert** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Richard St-Yves

Vice-président(e)

31/08/2020

Date



CON_AssParentsCDN_POL Enfant 2020.pdf



CON_CDC CDN_POL Enfant 2020.pdf



CON_InstitutFraserHickson_POL Enfant 2020.pdf



CON_YMCA_POL Enfant 2020.pdf



CON_AssDevJeunesseLoyola_POL Enfant 2020.pdf



CON_ComitéJeunesse NDG_POL Enfant 2020.pdf



CON_ConseilCommunautaire NDG_POL Enfant 2020.pdf



CON_DepotAlim NDG_POL Enfant 2020.pdf



CON_EnvolFemmes_POL Enfant 2020.pdf



CON_BaobabFamilial_POL Enfant 2020.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, local 498, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée aux présentes par madame Awatef Simou, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 106731284
N° d'inscription T.V.Q. : 10064483
N° d'inscription d'organisme de charité : 10673 1284RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 21 août 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de seize mille trois cents soixante-dix-neuf dollars (16 379 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement`

- au montant de seize mille trois cents soixante-dix-neuf dollars (16 379 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 21 août 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 6767, chemin de la Côte-des-Neiges (local 498), Montréal, Québec, H3S 3T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Awatef Simou, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

ASSOCIATION DES PARENTS DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Awatef Simou, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#1254 - MON ÉTÉ MAGIQUE AVEC PAPA (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Association des Parents de Côte-Des-Neiges	l'Association des Parents de Côte-des-Neiges est un organisme communautaire pour les familles d'enfants âgés entre 0 et 5 ans fondé en 1986 par des parents soucieux d'offrir du répit aux parents avec des enfants en bas âge. L'Association des Parents de Côte-des-Neiges a placé les intérêts des enfants au cœur de ses projets, en accompagnant les parents dans le développement de leurs enfants en mettant en place des ateliers d'information et sensibilisation sur des sujets variés, toujours en relation avec le développement de leurs enfants. Nous offrons du soutien aux parents et développons leurs compétences parentales et nous leur permettons la mise en commun de leurs idées pour la création de projets qui répondent à leurs besoins. Nous brisons l'isolement des familles et favorisons leur intégration dans la société québécoise.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Mon été magique avec papa
Numéro de projet GSS: 1254

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Awatef
Nom: SIMOU
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 341-2844
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordination@association-parents-cdn.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Awatef
Nom: SIMOU
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-29	2020-08-21

Date limite de réception du rapport final
2020-09-21

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le constat de nos différentes implications dans les tables/comités du quartier est le suivant: les parents issus d'une immigration récente parlent peu ou pas le français et ils ont tendance à garder leurs enfants à la maison afin de transmettre le plus possible leur langue maternelle. **De ce fait, ces enfants sont à un désavantage quant à l'apprentissage et à la pratique du français.** Il en va de même pour leur développement global. **Arrivés à l'école, ces enfants ne démarrent pas leur parcours scolaire au même niveau - ce qui constitue une inégalité des chances qui peut avoir de lourdes conséquences sur leur futur.**

Pour diverses raisons, c'est souvent la maman qui est la plus présente auprès des enfants. En effet, les **horaires de travail des papas** font qu'ils s'impliquent de manière disproportionnée dans le développement de leurs enfants. Nous cherchons à **favoriser l'implication des papas** lors de l'été précédant la rentrée à l'école. Dans notre projet "Mon été magique avec papa", nous ciblons les jeunes enfants (4-5 ans) et leurs papas et nous nous donnons les objectifs suivants:

1. Le premier - **de lutter contre l'inégalité des chances en préparant au mieux l'entrée à la maternelle des tout-petits.**
2. Nous le ferons en **favorisant le développement holistique et global de l'enfant**
3. Finalement, nous voulons **engager le papa durant la période estivale, afin de veiller à un ménage plus équilibré et à un lien renforcé entre le père et son enfant.** En effet, en plus des activités pour enfants: Le Petit Cuistot, Le Petit Jardinier, Le Petit Bricoleur, Le Petit Athlète, Le Petit Artiste et Le Petit Comédien, nous consacrerons une journée par semaine aux activités papa/enfant. Non seulement, ils vont passer du **temps ensemble**, mais surtout les papas seront **accompagnés et soutenus par des sessions d'information**. Nous visiterons également une école du quartier et **rencontrerons une enseignante de maternelle.** Les papas vont jouer entre eux et **se faire des amis** qu'ils rencontreront dans la cour de l'école de leurs enfants en **septembre 2020.**

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer les cinq domaines de maturité scolaire pour 15 enfants 4-5 ans d'ici septembre 2020.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
15 enfants sont autonomes, sociables, s'entraident et se respectent.Ils sont capables de s'exprimer en français. Ils sont capables d'associer des formes et des couleurs. Ils sont prêts pour l'école

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit cuistot: initiation aux sciences et mathématiques ainsi qu'à une saine nutrition à travers des ateliers de cuisine avec les 4-5 ans

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit jardinier: sensibilisation aux bonnes pratiques environnementales ainsi que découverte de la nature à travers le land art

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Le petit athlète: chaque jour les enfants développeront leur motricité globale et esprit d'équipe à travers une nouvelle activité (la danse, jeux coopératifs, sorties au parc etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit bricoleur: chaque jour, les enfants développeront leur motricité fine à travers un défi bricolage quotidien

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	2	1	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Le petit comédien: Mise en place d'un spectacle de marionnettes. Les enfants créeront et décoreront les marionnettes qui seront présentés par leurs parents pour clôre le projet.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	1	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Augmenter l'engagement et l'implication de 10 papas d'ici septembre 2020

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 papas outillés pour la première scolarité de leurs enfants. Ils auront améliorés leur connaissance du système scolaire québécois.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
4 ateliers et sessions d'information sur le système scolaire, les boites à lunch , la prévention des poux et sur l'hiver au Québec

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
bimensuel	4	1	3	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visite d'une école du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	3	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 Papas consolident leurs liens avec leurs enfants et tissent des liens, brisent l'isolement,ils vont se faire des amis qu'ils pourront rencontrer dans la cour de l'école en septembre 2020

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties à l'extérieur

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_semaine	8	1	5	1	25

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
jeu de société entre papas

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8	1	1	1	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
10 Papas informés sur les ressources du quartier

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Une journée clôture de "Mon été magique avec Papa" avec la participation des organismes ressources du quartier

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	1	1	4	1	25

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici septembre 2020, nous aurons lutté contre l'inégalité des chances en favorisant la communication en français des 15 enfants et en stimulant leur développement global.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
15 enfants 4-5 ans communiqueront en français et acquerront des compétences sociales et linguistiques

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités ludiques en français

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	7	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents seront sensibilisés à l'importance de la sociabilisation de l'enfant avec ses pairs

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Réalisation d'un portfolio rétrospectif reflétant le progrès et retraçant les projets accomplis par les enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	32	1	7	1	15

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: chemin de la côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 498
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Le SIARI
No civique: 6767
Rue: chemin de la côte-des-Neige
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 16
Nb. femmes: 19
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 35

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous avons pris en considération que les papas travaillent, et ce, même pendant la période estivale. C'est pourquoi nous consacrerons les rencontres avec les papas les vendredis/samedis. De plus, afin de faciliter les échanges entre les papas , **un employé masculin** se chargera de l'accueil des papas. Cet employé est lui même **papa issu de l'immigration**, avec un vécu similaire aux papas visés par le projet. Ces derniers pourront s'identifier à lui car il sera plus facile d'approche. La présence de cet employé motivera les parents à participer aux activités .

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: SIARI

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#499
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: CRC

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#692
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table famille

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Appui financier	4 400 $	Oui

Nom de la personne ressource: Yasmina Bilali
Adresse courriel: yasmina@conseilcdn.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 739-7731
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#695
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: SOCAV

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges#591
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision:

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	4 500 $	Non

Nom de la personne ressource: Awatef SIMOU
Adresse courriel: coordination@association-parents-cdn.org
Numéro de téléphone: (514) 341-2844
Adresse postale: #498
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Regroupement pour la valorisation de la paternité

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7245 rue Clark # 303
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2R 2Y4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Éducateur(trice)	19 $	28	95,76 $	8	2	10 044,16 $
Chargé(e) de projet	21 $	3	8,4 $	9	1	642,6 $
Animateur(trice)	15 $	28	75,6 $	8	2	7 929,6 $
Animateur(trice)	15 $	7	17,01 $	8	1	976,08 $
Directeur(trice)	28 $	1	10,8 $	9	1	349,2 $
Artiste	50 $	2	0 $	2	1	200 $
Formateur(trice)	75 $	3	0 $	2	1	450 $
Total						20 591,64 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			4 400 $	4 500 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Éducateur(trice)	10 044,16 $	8 000 $	0 $	2 044,16 $	0 $
Chargé(e) de projet	642,6 $	500 $	0 $	142,6 $	0 $
Animateur(trice)	7 929,6 $	3 965,6 $	3 964 $	0 $	0 $
Animateur(trice)	976,08 $	540,08 $	436 $	0 $	0 $
Directeur(trice)	349,2 $	0 $	0 $	349,2 $	0 $
Artiste	200 $	200 $	0 $	0 $	0 $
Formateur(trice)	450 $	200 $	0 $	250 $	0 $
Total	**20 591,64 $**	**13 405,68 $**	**4 400 $**	**2 785,96 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		800 $	0 $	714,04 $	**1 514,04 $**
Photocopies, publicité		200 $	0 $	100 $	**300 $**
Déplacements		700 $	0 $	0 $	**700 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		100 $	0 $	100 $	**200 $**
Assurances (frais supplémentaires)		109 $	0 $	0 $	**109 $**
Autres		200 $	0 $	800 $	**1 000 $**
	Total	**2 109 $**	**0 $**	**1 714,04 $**	**3 823,04 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**14,98 %**			
Frais administratifs		**1 100 $**	**0 $**	**0 $**	**1 100 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**4,31 %**			
	Total	**16 614,68 $**	**4 400 $**	**4 500 $**	**25 514,68 $**

Informations complémentaires

À Montréal, 35% des enfants maternelles sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire. L'Association souhaite agir en concordance avec les axes identifiés par le Plan d'Action en développement social 2020-2024 - lesquels sont: la persévérance scolaire et la réussite éducative, le soutien des familles, et d'assurer le développement des enfants en situation de vulnérabilité dans le respect de leurs droits et de leurs intérêts. C'est avec ces perspectives en tête que nous avons développé les ateliers "Mon été magique avec papa".

Pour ce faire, nous développerons des activités s'inscrivant dans les sphères de la maturité scolaire de la façon suivante:

La santé physique et bien être :

- Les enfants pourront danser, sauter et courir comme bon leur semble dans les activités spécialement conçues à cet égard - (ex: ateliers danse, défis sportifs dans les ateliers "Le Petit Athlète", apprentissage et sensibilisation à la nutrition saine dans "Le Petit Cuistot", etc.). La motricité globale sera développée dans "Le Petit Athlète" et la motricité fine sera développée dans "Le Petit Bricoleur".

Compétence sociale :

- Les enfants pourront partager, socialiser, respecter leurs pairs ainsi que les éducatrices. Le développement de cette compétence se fera en continu, et il sera souligné dans des ateliers ou la collaboration et le travail d'équipe sont de mise, tels que "le Petit Bricoleur" ou "le Petit Athlète". Ils feront l'acquisition d'expressions-clés et habilités sociolinguistiques qui leur seront utile lors de l'entrée à l'école et lors de leurs sorties familiales ou ils seront en présence d'autres enfants.

Maturité effective :

- Les activités seront construites de façon à favoriser la communication et la collaboration. Les enfants vont s'entraider et apprendre à partager. Les éducatrices les guideront dans la gestion de leurs émotions. Ils apprendront aussi à être autonomes et sociables.

Développement cognitif et langagier :

- La pratique du français et le développement holistique des cinq sphères est au centre du projet. Nous mettrons en place des activités telles que la création d'un spectacle de marionnettes, le visionnement d'un film avec papa, le développement d'un portfolio-rétrospectif visant à retracer le progrès des enfants. Les activités se feront en français, et nous misons beaucoup sur le jeu-guidé, les arts et les jeux de rôle entre les enfants pour la pratique du français.

Habiletés de communication et connaissances générales :

- Les enfants apprendront à communiquer de diverses manières, que ce soit dans le domaine du théâtre, dans le domaine de la danse ou même lorsqu'ils jouent. Nous développerons leur culture générale en les introduisant à beaucoup d'activités qui favorisent l'auto-expression créative. Les enfants feront des jeux de rôle et participeront à un spectacle de marionnettes authentique. Nous organiserons une sortie "Cinéma avec papa", et organiserons d'autres sorties avec papas tout autour de Montréal.

Nous visons également à impliquer le papa de la manière suivante: Nous profitons de la période estivale en consacrant une journée par semaine pour des activités avec les papas. D'un côté, ils créeront un lien privilégié avec leurs enfants et de l'autre, ils auront l'information pertinente quant au système scolaire québécois, en tenant plusieurs sessions d'information (boîtes à lunch, prévention des poux, sac à dos, hiver au Québec) et en faisant une visite d'une école primaire du quartier. Nous travaillerons également à créer une communauté de papas, afin qu'ils trouvent en l'Association un espace privilégié pour être fier d'être père, et partager cette fierté avec d'autres papas.

Nous atteindrons cet objectif à travers les jeux de société, les cafés-rencontres et les sorties extérieures. La communauté de papas aura un effet collatéral - les papas auront l'occasion de pratiquer leur français et de converser avec d'autres papas, ce qui leur permettra une meilleure maîtrise de la langue française, et donc, une meilleure intégration dans la société québécoise.

En ce qui a attrait à l'inégalité des chances, notre objectif est que les enfants qui participent à 'Mon été magique avec papa' en ressortent avec des chances beaucoup plus égalisées et puissent démarrer sur le même pied d'égalité que leurs pairs et futurs camarades de classe. Pour ce faire, nous redoublerons d'efforts lorsqu'il s'agit de créer des conditions favorables à la pratique du français et leur donnerons le goût de l'école grâce à un été inoubliable.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Détail budget Pol enf 2020 modi 25 fév.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
SIARI 2020.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui CDC pol enf 2020.pdf	*Non applicable*
cigogne pol 2020.pdf	*Non applicable*
CCMS appui 02.20 pol enf.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution pol enf 2020 .pdf	Validité du 2020-02-06

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Awatef SIMOU	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
engagement pol enfant.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

diversité et
inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Awatef SIMOU** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Association des Parents de Côte-Des-Neiges,** à déposer le projet **Mon été magique avec papa** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Awatef SIMOU

Directeur(trice)

07.02.2020

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 29 juin au 21 août 2020.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE COTE-DES-NEIGES (CDC-CDN)** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38 dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 695, Montréal (Québec), H3S 2T6, agissant et représentée par Jennifer Auchinleck coordonnatrice par intérim, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 136925096RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006479151
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : s/o

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 31 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinquante et un mille neuf cent quatre-vingt-quatorze dollars (51 964 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quarante et un mille cinq cent soixante et onze dollars (41 571 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille trois cent quatre-vingt treize dollars (10 393 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final au plus tard le 31 janvier 2021.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 6767, chemin de la Côte-des-Neiges (local 695), Montréal, Québec, H3S 3T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Jennifer Auchinleck coordonnatrice par intérim. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE COTE-DES-NEIGES (CDC-CDN)

Par : _____
Jennifer Auchinleck coordonnatrice par intérim

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#1120 - HALTE-GARDERIE MOBILE (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges	La CDC de Côte-des-Neiges (CDC de CDN) est un regroupement multisectoriel d'organismes communautaires qui a comme mission d'assurer la participation et la concertation des acteurs communautaires au développement social de Côte-des-Neiges, dans une perspective de lutte à la pauvreté et de transformation sociale. La CDC de CDN joue également le rôle de Table de quartier et, en ce sens, contribue à une action multi-réseau alimentant des liens entre les différents partenaires afin d'améliorer les conditions de vie dans le quartier. Depuis 2017 la CDC de CDN pilote une démarche de planification stratégique de quartier impliquant des organismes communautaires, des institutions et des résident.es. Le plan du quartier, adopté en mars 2018, comprend du travail sur cinq priorités : la salubrité des logements, l'accès aux emplois de qualité, l'accès aux logements abordables, des activités pour briser des barrières linguistiques et une réponse dynamique aux besoins de base.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Halte-garderie mobile
Numéro de projet GSS: 1120

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jennifer
Nom: Auchinleck
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 739-7731
Numéro de télécopieur:
Courriel: coordination@conseilcdn.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Jennifer
Nom: Auchinleck
Fonction: Coordonnateur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-12	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

2/12

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

La Halte-garderie mobile (HGM) est un projet collectif créé par la Table famille, un comité de la CDC de Côte-des-Neiges qui regroupe 22 organismes du quartier.

Le projet HGM a pour objectif de favoriser l'intégration, l'implication et l'épanouissement des familles isolées, à faible revenu et nouvellement arrivées dans le quartier et de soutenir les familles dans le développement de leurs enfants. Les organismes du milieu constatent que de nombreuses familles vivent un isolement important et rencontrent des obstacles dans leur intégration sociale, linguistique et économique. Certaines familles sont particulièrement vulnérables : à titre d'exemple depuis 2018 les enfants des familles réfugiées n'ont pas accès aux Centres de petite enfance (CPE) ce qui augmente leur isolement et freine leur intégration économique. Il ressort également des rencontres organisées par la Table famille, par la Table jeunesse de Côte-des-Neiges et par la CDC de Côte-des-Neiges que pour beaucoup de familles, notamment des familles immigrantes, refugiées ou nouvellement arrivées, la transition à l'école peut s'avérer difficile pour les enfants et leurs parents.

La Halte-garderie mobile vise à répondre concrètement à plusieurs besoins identifiés :

-Créer un espace sécuritaire et stimulant qui favorise la socialisation des enfants, familiarise les enfants avec la langue française, les aide à développer leurs compétences cognitives et langagières et les prépare à leur première scolarité ;

-Par le biais d'un service de garde, permettre aux parents de s'impliquer dans les organismes du quartier et ainsi créer une porte d'entrée pour briser l'isolement des familles les plus vulnérables ;

-Permettre à des parents de jeunes enfants de suivre des cours de français et de participer à d'autres activités favorisant leur intégration ;

-Offrir une première expérience de travail comme éducatrices à des femmes issues des communautés culturelles.

La HGM répond a un besoin important des familles du quartier. Dans la dernière année la HGM a amélioré son fonctionnement et a connu une certaine expansion des activités destinées aux enfants et parents vulnérables. Cependant avec un poste de coordination à demi-temps il n'a pas été possible de réaliser son plein potentiel et de poursuivre les multiples opportunités de développement que nous constatons.

Ce projet vise à augmenter de façon importante les services et activités de la HGM auprès des enfants et parents du quartier et ce à plusieurs niveaux :

-Par la création de nouveaux partenariats et de nouveaux types de services qui répondent à des besoins identifiés dans le milieu ;

-Par une emphase sur la préparation à l'école pour les enfants ;

-Par une emphase spécifique sur des projets qui favorisent l'intégration des parents (par exemple, projets avec des organismes d'emploi, de francisation et d'éducation).

Nous travaillons également pour obtenir des sources de financement à long-terme pour le projet.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici le 31 décembre 2020, il y aura une augmentation de la fréquentation des enfants vulnérables à la Halte-garderie mobile

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins six nouveaux partenariats sont développés pour élargir l'offre de services

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer des partenariats et des projets pilotes avec de nouveaux organismes du quartier (organismes communautaires, Université de Montréal, CEGEP Marie-Victorin, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	42	1	5	15	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins deux nouvelles formes du service sont offertes afin de répondre aux besoins exprimés par les familles

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer la mise en place d'un service ponctuel d'halte-garderie en dehors des organismes (par exemple pour permettre aux parents d'aller à un rendez-vous médical ou pour avoir du répit)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer la mise en place d'autres services pouvant répondre aux besoins des parents (par exemple, journées pédagogiques, camps d'été, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer des pistes pour un local régulier pour certaines activités de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 150 nouvelles familles isolées et/ ou vulnérables (peu ou pas en lien avec les organismes) bénéficient du service de la HGM (par exemple, réfugié.es, nouveaux arrivants)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Faire du porte-à-porte dans les secteurs vulnérables tels que Barclay-Bedford-Goyer et dans les secteurs isolés tel que Mountain Sights au moins à tous les deux mois

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer un partenariat avec les écoles qui permet de publiciser les activités de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer des partenariats avec des organismes travaillant avec des populations vivant l'exclusion (par exemple, organismes d'immigration, organismes d'employabilité)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la transition des enfants à l'école à l'automne 2020

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants bénéficient d'au moins 10 nouvelles d'activités récurrantes favorisant l'apprentissage du français

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Intégrer de nouvelles activités pour les enfants (l'heure de conte, activités musicales, jeux pédagogiques, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Explorer une collaboration pour implanter le programme "École du samedi" (activités d'apprentissage du français pour les enfants)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents des enfants de 4 ou 5 ans se sentent outillés pour la transition à l'école (passage à la prématernelle ou la maternelle)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 ateliers sur la transition à l'école les familles de la HGM (passage pré-scolaire-primaire, aide aux devoirs, etc) ce printemps/ cet été

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Promouvoir systématiquement des activités pertinentes dans le quartier (par exemple, activités organisées par les intervenant.es communautaires scolaires et les autres organismes)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage auprès des parents

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici décembre 2020, faciliter l'intégration social, économique et linguistique des parents vivant des situations de pauvreté et d'exclusion

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Parmi les 6 nouveaux partenariats, au moins 4 sont établis avec les organismes travaillant directement sur l'intégration

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Développer un projet pilote avec le Centre de recherche d'emploi ou au autre organisme de recherche d'emploi

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Développer un projet pilote avec le CEGEP Marie-Victorin, le Centre Pauline-Julien et/ ou d'autres ressources offrant des cours de français

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Développer des projet pilotes avec des associations de parents étudiants (Association Cigogne, Thèsez-vous, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Par un sondage de satisfaction auprès des parents, partenaires et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La pratique de référencement des éducateurs-trices auprès des familles est structurée et développée

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir une formation et de nouveaux outils de référencement aux éducateurs-trices ce printemps

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer et mettre en oeuvre des outils pour documenter les références ce printemps

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Sondage de satisfaction auprès des parents et éducateurs-trices

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
c) Les familles se rencontrent et créent un réseau social plus important par le biais d'activités collectives

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 activités collectives pour les familles du quartier (activités sportives, culturelles, etc) d'ici le 31 décembre 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 sorties pour les familles d'ici le 31 décembre 2020

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Référer systématiquement (lors de chaque interaction) les familles aux activités collectives dans le quartier (par exemple, fêtes d'été, fête de Noël, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Créer et animer régulièrement une page Facebook pour les familles de la HGM

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Sondage de satisfaction et de perceptions auprès des parents

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Centre 6767
No civique: 6767
Rue: chemin de la Côte-des-Neiges
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Divers lieux (organismes communautaires, institutions, centres communautaires)
No civique: Divers
Rue: Divers
Code postal: H3S 2T6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 1000
Nb. femmes: 4000
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 5000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile
- Autres
- **Précision:** Des personnes sans statut sont admissibles aux activités de la Halte-garderie mobile.

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
La Halte-garderie mobile (HGM) intègre certains éléments de l'ADS+. Par exemple, le recrutement des éducatrices tient compte de l'ADS+ en priorisant l'embauche de femmes issues de l'immigration, résidentes du quartier, minorités visibles et à faible revenu. Le projet cherche également à favoriser l'inclusion des parents et enfants vivant de nombreuses barrières (par exemple, barrières liées au revenu et aux origines, notamment une immigration récente et le statut de demandeur d'asile).

Il n'y a pas encore eu d'analyse de la participation des enfants selon le genre et l'ensemble des autres intersectionnalités. Un outil de collecte de données à cette fin est présentement en développement. Une analyse préliminaire des parents qui utilisent le service indique une proportion plus élevée de femmes, de personnes racisées, de personnes d'origine immigrante et de personnes à faible revenu. Une analyse des employé.es de la HGM indique une grande majorité de femmes, de personnes racisées, de personnes d'origine immigrante, de personnes à faible revenu et de personnes n'ayant pas d'incapacité physique.

Nous souhaitons procéder à une évaluation plus structurée de l'ADS+ dans une perspective de réduire les écarts, de favoriser l'inclusion de toutes les familles du quartier et de contribuer à l'épanouissement de l'ensemble de personnes impliquées (enfants, parents et éducateurs-trices). Une formation est prévue afin de nous aider à développer les outils nécessaires.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Organismes membres de la CDC de Côte-des-Neiges

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, 695
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CLSC Côte-des-Neiges

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Soutien pédagogique aux éducatrices		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5700 Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A8

Nom du partenaire: Institution d'enseignement supérieur
Précision: HEC Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projet conjoint dans leurs locaux		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3000, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A7

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	26 $	35	182 $	42	1	45 864 $
Total						45 864 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	45 864 $	45 864 $	0 $	0 $	0 $
Total	**45 864 $**	**45 864 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Photocopies, publicité		300 $	0 $	0 $	**300 $**
Déplacements		400 $	0 $	0 $	**400 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Total		**3 100 $**	**0 $**	**0 $**	**3 100 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,97 %**			
Frais administratifs		**3 000 $**	**0 $**	**0 $**	**3 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**5,77 %**			
Total		**51 964 $**	**0 $**	**0 $**	**51 964 $**

Informations complémentaires

Ce projet s'inscrit dans l'axe 2 du Plan d'action en développement social de l'Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (« Contribuer à la réduction des inégalités sociales ») et notamment aux volets 7 (« Pauvreté et exclusion ») et 8 (« Diversité et inclusion »).

Nous prévoyons également faire des liens avec le Plan stratégique de quartier Côte-des-Neiges, notamment avec le travail du Chantier barrières linguistiques et avec le projet de « Service de placement Emploi » du Chantier Emploi.

D'autres partenaires participent au financement des salaires des éducateur-trices de la Halte-garderie mobile : le programme SIPPE de la Direction régionale de la santé publique, le Ministère de la Famille, les organismes communautaires qui paient 50% du service et les institutions qui paient 100%. Nous travaillons sur des perspectives de financement à long terme pour le projet.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution.pdf	Validité du 2020-02-03

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Jennifer Auchinleck	**Fonction:** Coordonnateur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Lettre d'engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Jennifer Auchinleck** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges**, à déposer le projet **Halte-garderie mobile** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Jennifer Auchinleck
Coordonnateur(trice)

le 6 février 2020
Date

12/12

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 13 mars au 31 décembre 2020.

ANNEXE 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'INSTITUT FRASER HICKSON** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 3755, rue Botrel, Montréal (Québec) H4A 3G8, agissant et représentée aux présentes par madame Helen Fortin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 10740 3446 RT001
N° d'inscription T.V.Q. : 1006 6130030
N° d'inscription d'organisme de charité : 107403446 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 21 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quarante cinq mille vingt-huit dollars (45 028 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de trente-six mille vingt-deux dollars (36 022 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de neuf mille six dollars (9 006 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final au plus tard le 31 janvier 2021.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 3755, rue Botrel, Montréal (Québec) H4A 3G8, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Helen Fortin, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

INSTITUT FRASER HICKSON

Par : _____
Helen Fortin directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#0509 - MINIBIBLIOPLUS PROPULSÉE PAR FRASER HICKSON (VERSION 4)

Nom de l'organisme	Mission
L'Institut Fraser-Hickson, Montréal	Notre mission est d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et apprendre, grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: minibiblioPLUS propulsée par Fraser Hickson
Numéro de projet GSS: 0509

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Helen
Nom: Fortin
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Numéro de télécopieur:
Courriel: helen@minibiblioplus.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Helen
Nom: Fortin
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2020-12-21

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-01-21

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

La littératie est une compétence essentielle pour le bon développement des enfants qui doit être développée dès la naissance. Selon l'OCDE, le niveau de littératie est loin d'être satisfaisant au Canada comme au Québec : 53,3 % des Québécois de 16 à 65 ans n'atteignent pas le seuil acceptable de niveau 3 sur 5 (PIAAC, 2012).

Pour relever ce défi, nous souhaitons recruter de plus en plus de partenaires dans des quartiers défavorisés, spécifiquement dans les secteurs de Saint-Raymonds, Walkley, Snowdon, Mountain Sights et Barclay-Goyer-Bedford afin d'augmenter les niveaux d'alphabétisation en fournissant à nos partenaires les moyens d'inculquer aux enfants, dès la naissance, la passion et le goût de lire et d'apprendre grâce à un accès gratuit à des livres et à des services d'animation.

Pour ce faire, nous proposons gratuitement un programme :

• Éveil à la lecture: des heures du conte hebdomadaires animées par nos bénévoles formés chez nos partenaires et des ateliers sur l'importance de l'alphabétisation précoce adressés aux parents incluant une boîte à outils d'éveil à la lecture.

À travers nos activités, nous encourageons et soutenons une culture de lecture et de l'apprentissage. Les enfants développent ainsi de meilleures compétences en alphabétisation, un amour permanent pour la lecture, une plus grande capacité d'apprentissage, ce qui leur assure de meilleures chances de réussite scolaire et d'obtenir un bon emploi et d'assurer leur bien-être dans l'avenir. Nous croyons fermement qu'une meilleure alphabétisation diminue à terme l'inégalité sociale et la pauvreté. Notre objectif est aussi de sensibiliser les parents sur l'importance de la lecture dans le bon développement de leurs enfants.

En encourageant la lecture dans un contexte familiale, nous espérons que de plus en plus de parents liront régulièrement à leurs enfants. Nous incitons aussi les familles à utiliser plus activement les services offerts par leur bibliothèque de quartier. 8800 participants bénéficient de nos programmes, dont 5300 enfants de moins de 8 ans. Par l'entremise de nos programmes, le bouche à oreille, les visites sur notre site internet et nos médias sociaux, les articles de presse, notre participation à des événements communautaires, nous estimons que notre message de sensibilisation sur l'importance de l'alphabétisation précoce a touché plus de 100 000 personnes.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réduire la pauvreté et augmenter le bien-être des enfants en ajoutant 15 nouveaux sites partenaires plutot axé sur la composante d'évil à la lecture

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Ajouter 15 nouveaux sites partenaires de plus (au total = 82)

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Recrutement de nouveaux partenaires = 15 de plus (au total = 82) (communiquer avec 60 partenaires potentials)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	60	2	60	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Préparez et livrez la première série de livres pour nos 15 nouveaux partenaires. Mener une session de formation sur la traçabilité et la mise en place pour nos 15 nouveaux partenaires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	15	7	15	100

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Recruter et former 20 nouveaux bénévoles qui soit ajouter au 60 déja existants

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Recruter 20 bénévoles. Donner une formation individuelle à 20 nouveaux bénévoles.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	20	2	20	1

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)
Que les parents lisent davantage à leurs enfants

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
De plus en plus de parents lisent à leurs enfants à la maison et retourner à leurs bibliothèque du quartier.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animer 6 ateliers pour les parents sur l'importance de l'alphabétisation précoce et commet lire aux enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	6	2	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation grâce à notre site Web et nos médias sociaux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	250	5	2	1 000	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Diffuser le message sur l'importance de l'alphabétisation grâce à notre participation et collaboration aux événements communautaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	30	7	30	1 000

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser une culture de la lecture et de l'apprentissage dans le quartier CDN-NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Prés de 9000 participants développent un amour pour la lecture contribuant à leur développement global

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Amination de l'heure du conte chez nos partenaires par nos bénévoles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3 068	2	59	30

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Traiter les commandes de livres selon des themes chosisir par nos partenaires et livrer des livres à nos sites partenaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	82	5	82	100

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Appeler et suiver régulièrement avec nos 82 partenaires (nouveaux et actuelles) pour répondre à tous leurs besoins et exigences

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	250	5	2	82	100

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Mobiliser 60 à 80 de nos bénévoles formés pour contribuer à notre mission

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Mobiliser 60 à 80 de nos bénévoles formés

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	80	2	80	1

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Animer 2 ateliers de groupe d'alphabétisation précoce pour nos bénévoles (nouveaux et existants) par notre équipe d'experts

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet	

(ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 3755
Rue: Botrel
Numéro de bureau: s-102
Code postal: H4A 3G8
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Contribuer à réduire le pourcentage d'enfants de la maternelle qui sont vulnérables dans au moins un domaine de la maturité scolaire
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Contribuer à l'atteinte et au dépassement de la cible ministérielle du taux de diplomation des jeunes montréalais, fixée à 77% d'ici 2020
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 6238
Nb. femmes: 6237
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 12475

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Les bénévoles que nous avons réussis à recruter étaient des femmes à 85%. Nous avons concentré nos efforts de recrutement sur les départements de l'éducation, la littérature, les études en bibliothéconomie et l'éducation des jeunes enfants dans les cégeps et les universités Montréalais. Comme ces programmes sont dominés par les femmes, nous avons attiré l'attention de jeunes femmes qualifiées en grand nombre. 15% de nos bénévoles sont présentement hommes. Nous sommes fières d'avoir augmenté la participation d'hommes et nous continuons à les encourager, surtout les papas !

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Réseau Réussite Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	20 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Maryse Perreault
Adresse courriel: mperreault@reseaureussitemontreal.ca
Numéro de téléphone: (514) 286-2346
Adresse postale: 4255 Wellington, local 200
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4G 1V9

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Birks, Chamandy, Eric Webster, Hay, Jarislowsky

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	105 000 $	Non

Nom de la personne ressource: Helen Fortin
Adresse courriel: helen@minibiblioplus.org
Numéro de téléphone: (514) 872-0517
Adresse postale: 3755 rue botrel suite 102
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3G8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Éducateur(trice)	25 $	35	70 $	41	1	38 745 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordinatrice de recrutement	22 $	35	62 $	41	1	34 112 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	20 $	14	23 $	41	1	12 423 $
Agent(e) de liaison	22 $	21	39 $	41	1	20 541 $
Commis-comptable	30 $	6	15 $	41	1	7 995 $
Total						113 816 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			125 000 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Éducateur(trice)	38 745 $	14 818 $	23 927 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Coordinatrice de recrutement	34 112 $	11 682 $	22 430 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Bibliothécaire	12 423 $	5 020 $	7 403 $	0 $	0 $
Agent(e) de liaison	20 541 $	0 $	20 541 $	0 $	0 $
Commis-comptable	7 995 $	0 $	7 995 $	0 $	0 $
Total	**113 816 $**	**31 520 $**	**82 296 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		1 005 $	10 000 $	0 $	**11 005 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		5 000 $	6 720 $	0 $	**11 720 $**
Photocopies, publicité		1 000 $	5 000 $	0 $	**6 000 $**
Déplacements		1 000 $	3 100 $	0 $	**4 100 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	1 500 $	0 $	**1 500 $**
Autres		1 000 $	4 384 $	0 $	**5 384 $**
	Total	**9 005 $**	**30 704 $**	**0 $**	**39 709 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**23,35 %**			
Frais administratifs		**4 503 $**	**12 000 $**	**0 $**	**16 503 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**9,71 %**			
	Total	**45 028 $**	**125 000 $**	**0 $**	**170 028 $**

Informations complémentaires

Nos petits ont besoin de nous, dès leur naissance, pour donner un sens au monde dans lequel nous vivons. Alors que nous nous engageons avec eux à travers les pouvoirs magiques du livre, nous stimulons leur imagination, satisfaisons leur curiosité et catapultons leur estime de soi. Cette subvention est crucial pour nous car elle nous aidera à atteindre les enfants et les familles qui ont le plus besoin de notre initiative, en particulier dans les quartiers défavorisés de CDN-NDG. Cela nous aidera à ajouter de nouveaux livres intéressants, en français et anglais à notre collection déjà diversifiée. Cela nous permet d'offrir les lecture hebdomadaires ainsi que les ateliers pour bénévoles, parents et éducatrices etc. Nous voulons continuer à développer nos partenariats dans la communauté. Nous avons établi au moins une quarantaine de centres de la petite enfance et organismes locaux comme sites partenaires potentiels. Nous avons travaillé fort à

établir des bonnes relations et nos partenaires sont très contente avec nos programmes. Par contre, sans cette subvention nous risquons diminuer la confiance de nos partenaires et d'offrir un service complet à ceux qui ont le plus besoins. Les familles CDN-NDG desservent bénéfices beaucoup de nos programmes et ils nous ont encore besoin pour les guider et les conseiller sur l'alphabétisation précoce. Nous sommes fières d'être une source réputée en littératie et de continuer a faire une impact positif dans la communauté.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
minibiblioPLUS_Budget2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
The Fraser Hickson Institute Audit '18 with NH signature.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Brochure Minibiblioplus_local_135years JAN 2020.pdf	*Non applicable*
INFO_minibiblioPLUS.pdf	*Non applicable*
TESTIMONIALS - TÉMOIGNAGES Feb 2020.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution for Borough Pol Jan 6 2020.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Helen Fortin	**Fonction:** Directeur(trice) exécutif(ve)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200130-030814 (1).pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

10/11

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Helen Fortin** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **L'Institut Fraser-Hickson,Montréal**, à déposer le projet **minibiblioPLUS propulsée par Fraser Hickson** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Helen Fortin — 04 février 2020

Helen Fortin — **Date**

Directeur(trice) exécutif(ve)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 1 avril au 20 décembre 2020.

ANNEXE 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES YMCA DU QUÉBEC** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est 4335, avenue Hampton, Montréal (Québec) H3A 2L3, agissant et représentée aux présentes par Richard St-Yves, Vice-président soutien à la famille et à la communauté dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 121364749
N° d'inscription T.V.Q. : 1006001374
N° d'inscription d'organisme de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 31 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille cinq cents dollars (12 500 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- au montant de douze mille cinq cent dollars (12 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 4335, avenue Hampton, Montréal (Québec) H3A 2L3, et tout avis doit être adressé à l'attention de Richard St-Yves, Vice-président soutien à la famille et à la communauté Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

LES YMCA DU QUÉBEC

Par : _____
Richard St-Yves, Vice-président

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#0956 - C-VERT (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Les YMCA du Québec	Profondément enracinés au Québec depuis près de 170 ans, nous sommes un témoin quotidien des défis auxquels nos communautés sont confrontées. Par notre action, et grâce à la générosité de nos partenaires et donateurs, nous aidons des personnes à adopter de saines habitudes de vie, à se développer et à avoir un plus grand sentiment d'appartenance envers leur communauté. Nous aidons à cultiver des quartiers forts et en santé, dynamiques et pleins de vie, où les générations se côtoient, s'engagent et se respectent, et qui réservent un accueil indéfectible aux différence. Notre mission: Inspirer et engager chaque personne à se réaliser, à s'épanouir et à contribuer à sa collectivité.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: C-Vert
Numéro de projet GSS: 0956

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Marie-Eve
Nom: Paquin
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 295-1506
Numéro de télécopieur: (514) 849-5863
Courriel: marie-eve.paquin@ymcaquebec.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Richard
Nom: St-Yves
Fonction: Vice-président(e)

1/12

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-13	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Nous souhaitons intervenir auprès des jeunes de 14 à 17 ans afin de contrer ou de prévenir l'anxiété ou le stress important qu'ils pourraient ressentir relativement à la crise climatique et à l'avenir de la planète. Nous utilisons une approche d'autonomisation (empowerment) composée d'ateliers de formation, de réalisations concrètes dans leur communauté, d'échanges entre pairs et avec les adultes et d'expériences en nature pour leur donner des connaissances et des outils de base pour développer leur capacité à agir eux-mêmes et à sensibiliser leur milieu. Nous voulons développer leur confiance de pourvoir influencer l'avenir de leur planète.

L'ampleur des problèmes environnementaux et sociaux fait vivre aux jeunes un sentiment d'impuissance et un pessimisme quant à leur avenir. L'écoanxiété, un terme rarement utilisé il y a 5 ans et qui fait référence à l'anxiété ressentie face à la dégradation de l'environnement fait maintenant les manchettes régulièrement et touche tout particulièrement les jeunes. Pourtant, ils ont le pouvoir de faire partie de la solution, voire d'être les moteurs des nécessaires changements à venir comme le démontrent la jeune militante Greta Thundberg et la multitude de jeunes mobilisés pour l'environnement à travers le monde. Cet exemple est inspirant pour les jeunes mais beaucoup d'entre eux ne savent pas comment se mobiliser par rapport à cet enjeu énorme qui les paralyse. Ils ont parfois besoin d'outils pour comprendre et pouvoir agir selon leurs propres priorités, outils difficiles d'accès pour les cohortes plus jeunes et tout particulièrement pour celles issues de milieux défavorisés.

En parallèle, on observe que les enfants et les jeunes passent de moins en moins de temps à jouer dehors et à être en contact direct avec la nature. Le phénomène a été nommé déficit nature (http://richardlouv.com) et ses effets sont multiples : augmentation de l'obésité, du trouble du déficit de l'attention, de la dépression ainsi qu'une absence de sentiment d'appartenance à la nature se traduisant par une absence de volonté de la protéger.

C-Vert répond à ces préoccupations avec un programme qui combine l'engagement communautaire à long terme et les expériences en nature. En adoptant une approche favorisant l'autonomie des jeunes et en impliquant les jeunes dans leur milieu de vie, le programme favorise le développement de la participation sociale des jeunes. Du côté expériences nature, les expéditions en nature à C-Vert sont dans beaucoup de cas la première expérience des participants, voire leur première sortie hors de Montréal.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2021, 50 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront développé des connaissances et des compétences liées à l'écocitoyenneté

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des connaissances environnementales des participants et des gestes environnementaux qu'ils posent au quotidien.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres hebdomadaires des groupes C-Vert et C-Vert+ (séparément) où les jeunes participent à des ateliers environnementaux et posent des actions environnementales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	30	1	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Forum C-Vert où les jeunes de tous les groupes C-Vert et C-Vert+ de Montréal, Québec et Gatineau se rencontrent, échangent, font des actions et rencontrent des acteurs du milieu environnemental

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	9	13	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Événements de convergence entre les C-Vert+ et participation à des événements de d'autres organismes pour créer un réseau avec d'autres jeunes engagés (EN-JEU, INM, etc)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	1	48	6	2

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable des compétences personnelles chez les participants (entre autres, le leadership, la communication, le travail d'équipe et des compétences techniques).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les groupes C-Vert et C-Vert+ choisissent, planifient et mettent sur pied des actions environnementales en collaboration avec des partenaires de la communauté

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	2	2	4	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir un stage collectif d'actions environnementales rémunérés de 4 semaines aux participants de C-Vert ayant participé aux réunions hebdomadaires

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	16	7	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir des ateliers de sécurité à vélo et d'initiation à la mécanique vélo et rouler en groupe durant le stage d'été (C-Vert)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2	3	2	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)
D'ici 2021, 50 jeunes de 14 à 17 de l'arrondissement CDN-NDG qui participent à C-Vert et C-Vert+ auront une meilleure compréhension de leur milieu de vie et des acteurs clés

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation importante de la connaissance des organismes de l'arrondissement CDN-NDG par les jeunes

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisation d'un panel communautaire avec les organismes du quartier pour connaître les besoins, leurs actions et discuter de

collaborations potentielles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
La majorité des actions et des projets mis sur pied par les C-Vert et les C-Vert se font en partenariat avec des organismes du quartier et des groupes de citoyens (incluant le stage)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_trimestre	4	3	3	4	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable du bénévolat chez les jeunes (plus de jeunes en font et/ou ils en font plus souvent).

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Activités de bénévolat auprès d'organismes du quartier organisées par et pour les C-Vert et les C-Vert+

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	2	1	3	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la participation citoyenne des jeunes de C-Vert et de C-Vert+

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Assister à un conseil d'arrondissement et/ou à une séance de consultation publique (possibilité d'y participer ou d'y déposer un mémoire, selon l'intérêt). (C-Vert+)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	1	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Inviter les élus municipaux lors de l'événement de fin de stage de C-Vert

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	2	1	15

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Tenir un atelier sur la participation citoyenne et/ou faire une simulation d'élection (en période d'élection)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	2	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

D'ici 2020, 50 jeunes de CDN-NDG auront créé un lien d'attachement avec la nature

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation importante du nombre de jeunes affirmant vouloir faire des expéditions en nature.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser 3 expéditions (automne, hiver et été) d'une fin de semaine incluant une nuit en tente ou en abri et des activités d'interprétation et de rapprochement avec la nature

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	3	48	2	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmenter l'accès à la nature en ville

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visiter 1 à 2 parcs natures (ou grands parcs) Montréalais (ex : Mont-Royal, parc des rapides de Lachine)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	4	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation notable du nombre de jeunes affirmant se sentir à l'aise en pleine nature

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offrir l'opportunité de participer à une expédition de canot et randonnée pédestre de 10 jours avec Outward Bound Canada pour développer ses compétences de plein-air

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	2	2 400	2	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 4335
Rue: Hampton
Numéro de bureau:
Code postal: H4A 2L4
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**

Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté

- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Faciliter les déplacements des jeunes de 6 à 17 ans
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 15
Nb. femmes: 34
Autres identités de genre: 1
Total (H + F + Autres): 50

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Le programme C-Vert existe depuis 2005 et a été implanté dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce en 2007. Par conséquent, il n'a pas jusqu'à présent été soumis à une telle analyse. Cependant, les gestionnaires des programmes jeunesse du YMCA seront formés dans la prochaine année pour effectuer ces analyses. Les YMCA du Québec sont attentifs à ce que l'ensemble des programmes soient accessibles au plus grand nombre, nous tentons d'éliminer, chaque fois que c'est possible, les barrières qui pourraient empêcher la participation de toute personne intéressée par nos programmes. Pour cette raison, l'organisation s'est adjointe les services à temps complet d'un Conseiller en diversité et inclusion sociale.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Éco-quartier
Précision: Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Formation		Non
Autres : précisez Collaboration en vue de la réalisation des projets des participants		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6675, Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1T1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Dépôt alimentaire NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Collaboration pour projets des jeunes, les coûts peuvent être partagés		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450, avenue Somerled
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: École
Précision: École secondaire Villa-Maria

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez Projets en partenariat avec C-Vert		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4242, Boulevard Décarie
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3K4

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Programmes Coyote

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3712, avenue du Parc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2X 2J1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: PROMIS

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Autres : précisez projet en collaboration avec les C-Vert		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3333, Côte Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 1C8

Nom du partenaire: Gouvernement du Québec
Précision: Secrétariat à la jeunesse du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	18 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: André-Anne Lacasse
Adresse courriel: andre-anne.lacasse.@mce.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (418) 643-8864
Adresse postale: 875, Grande-Allée Est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: G1R 4Y8

Nom du partenaire: Fondation
Précision: Fondation des YMCA du Québec

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 000 $	Oui

Nom de la personne ressource: Daniele McKinnon
Adresse courriel: daniele.mackinnon@ymcaquebec.org
Numéro de téléphone: (514) 849-5331
Adresse postale: 1435, rue Drummond, 4e étage
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3G 1W4

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	17,3 $	25	74,85 $	52	1	26 382,2 $
Total						26 382,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			28 000 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Intervenant(e)	26 382,2 $	9 000 $	17 382,2 $	0 $	0 $
Total	**26 382,2 $**	**9 000 $**	**17 382,2 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	4 000 $	0 $	**4 000 $**
Photocopies, publicité		0 $	500 $	0 $	**500 $**
Déplacements		0 $	500 $	0 $	**500 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	1 117,8 $	0 $	**1 117,8 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		2 500 $	3 500 $	0 $	**6 000 $**
Total		**2 500 $**	**9 617,8 $**	**0 $**	**12 117,8 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**28,18 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**3 500 $**	**0 $**	**4 500 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**10,47 %**			
Total		**12 500 $**	**30 500 $**	**0 $**	**43 000 $**

Informations complémentaires

Note importante

Le programme C-Vert fonctionne avec le calendrier scolaire. La présente demande couvre donc 2 cohortes de C-Vert et de C-Vert+ (l'une active jusqu'à la fin juillet 2020 et l'autre débutant en septembre 2020) pour un total de 4 groupes.

Retombées du programme en 2019

- En 2019, **54 jeunes ont participé aux programmes C-Vert (42 jeunes) et C-Vert+ (17 jeunes).**
- **2575 personnes ont été directement touchées par les actions des jeunes**, c'est-à-dire qu'ils ont bénéficié des projets mis en place par les jeunes ou y ont directement participés.
- Les jeunes de C-Vert et C-Vert+ ont mis en place ou collaboré à un total de **14 projets concrets** qui ont touché à la sensibilisation du grand public et des enfants par rapport aux enjeux environnementaux et autochtones, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité, au verdissement et l'agriculture urbaine.
- **100% des jeunes disent avoir très apprécié (50%) ou apprécié (50%) l'ensemble du programme C-Vert.** Quand on leur demande

à quel point le programme C-Vert est important, 88% d'entre eux répondent qu'il est très important.

Des impacts directs dans la vie des jeunes…

- 2 jeunes de C-Vert+ et 1 jeune de C-Vert **ont remporté des Bourses** (Ted Rogers et Fond 1804) **pour financer leurs études post-secondaire**. C'est l'intervenante C-Vert CDN-NDG qui a proposé leurs candidatures.
- 2 jeunes de C-Vert+, Gianni et Edgar, sont impliqués au **Conseil Jeunesse CDN-NDG**.
- On dit que le programme incite à la découverte de ses aptitudes et ses passions. Trois jeunes de C-Vert+ vont étudier dans des domaines qu'ils ont découvert avec C-Vert : Droits humains, sciences de l'environnement et sciences politiques.
- Témoignage de Edgar Maldo, 19 ans, participant à C-Vert+ depuis 3 ans : «C-vert means a lot to me. It really made a big impact in my life because this program really **helped me to realize who I am**. I came to the program as a shy and inexperienced low esteem person and came out **as a strong leader, a person that is very sociable, that knows how to manage time and resources depending on the team.** And overall, C-Vert taught me how to be myself, to take criticism professionally, to enjoy every moment and overall to care and give respect to everything around you including yourself. This program **really helped me to not be scared to dive into the unknown seas and to discover unseen opportunities that awaits».**
- Témoignage de Maria Mihali, 16 ans, participante à la cohorte 2018-2019 de C-Vert : «The C-Vert environmental program teaches me about issues faced all around the world and what we can do to solve them. **It also helps me develop leadership skills and autonomy** in order to work efficiently and effectively. **This program has not only given me the desire to do more for my community, but also to encourage my peers to do more as well».**

Les groupes C-Vert de Montréal contribuent à la recherche.

Le **Cité ID Living Lab**, gouvernance de résilience urbaine de l'École Nationale d'Administration Publique, a approché C-Vert pour collaborer à une recherche-action sur la création du **capital social** chez les jeunes. Appuyé par des partenaires comme la **Maison de l'innovation Sociale** et le **Bureau de la Transition Écologique et de la Résilience de Montréal**, cette recherche visait à comprendre comment se tissent les liens chez les groupes de jeunes qui sont mobilisés face aux changements climatiques. Elle visait également à étudier comment le programme C-Vert contribue à atteindre certains objectifs formulés par la Ville de Montréal dans sa Stratégie montréalaise pour une ville résiliente. Suite à la recherche, voici quelques conclusions du Cité ID :

- **C-Vert permet effectivement de développer les éléments fondamentaux à l'atteinte des objectifs de développement de la résilience des communautés, tel qu'ils sont formulés par la Ville de Montréal;**
- La participation des jeunes à un programme comme C-Vert **contribue au développement de leur capital social et à leur sensibilisation en matière de changements climatiques;**
- Le programme C-Vert «semble être bénéfique pour les jeunes eux-mêmes, mais **également pour leur quartier par les actions qu'ils mènent ou le rayonnement qu'ils peuvent avoir au sein de leur communauté.»** (sommaire exécutif de l'étude, p.5, joint à cette demande)

Élargissement de la portée du programme au quartier Côte-des-Neiges – pour aller encore plus loin

Bien que nous touchions directement au quartier Côte-des-Neiges par les biais de nos participants (en 2019, 35% des participants au programme proviennent du quartier Côte-des-Neiges), une bonne partie de nos partenariats principaux et nos actions se font à Notre-Dame-de-Grâce. En 2019, un nouveau partenariat prometteur a vu le jour avec l'organisme PROMIS de Côte-des-Neiges. Nous poursuivons nos efforts pour développer plus de partenariats et effectuer plus de projets dans ce quartier. Dans cette lignée, nous sommes en démarche auprès de la Table de concertation Jeunesse dans le but de rencontrer de nouveaux organismes.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget 2020 - C-Vert.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final C-Vert CDN-NDG 2019.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Sommaire_exécutif_Capital Social et Résilience urbaine_Jeunes.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
2020-02-06 Résolution C-Vert CDN-NDG.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Richard St-Yves	**Fonction:** Vice-président(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement demande C-Vert CDN-NDG signé.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Engagement signé

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 13 mars au 31 décembre 2020.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA JEUNESSE DE LOYOLA** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le C.P. 86, succursale NDG, Montréal (Québec) H4A 3P4, agissant et représentée aux présentes par madame Brigid Glustein directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 121364749
N° d'inscription T.V.Q. : 1006001374

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 3 septembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille huit cent quarante et un dollars (10 841 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- au montant de dix mille huit cent quarante et un dollars (10 841 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 3 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au C.P. 86, succursale NDG, Montréal (Québec) H4A 3P4, et tout avis doit être adressé à l'attention de Brigid Glustein, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Brigid Glustein, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#0638 - LES MINI-OLYMPES (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
association pour le développement jeunesse de Loyola	"Notre but est de créer un environnement sécuritaire et positif où il y aura toujours place pour l'amélioration et la croissance. Nous sommes fiers de nos programmes au Centre Loyola; nous promouvons le sens de l'appartenance et le respect des autres. Nos participants, parents, membres du personnel, bénévoles et invités sont des ambassadeurs qui désirent partager leur expérience vécue au Centre et incitent les autres à se joindre à la grande famille du Centre Loyola. Chaque individu est invité à poursuivre sa croissance personnelle tout en contribuant au mieux être du Centre." Le Centre Loyola offre des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et adultes de la communauté.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Les Mini-Olympes
Numéro de projet GSS: 0638

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brigid
Nom: Glustein
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 872-6721
Numéro de télécopieur:
Courriel: loyola.primaire@gmail.com

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Brigid
Nom: Glustein
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-12	2020-09-12

Date limite de réception du rapport final
2020-10-13

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

En 2019 nous avons eu une première année du programme Les Minis-Olympes développé dans le cadre du programme de la politique de l'enfant. Le programme des Minis-Olympes visait à répondre à une problématique observé en 2017-2018. Les jeunes adolescentes et préadolescentes. Au Centre Loyola nous avons observé des cas d'intimidation et de micro-agressions entre filles. En parlant avec les jeunes nous avons appris que ce problème est plus grave à l'école et dans la communauté ou entre filles elles se menacent et se harcèlent psychologiquement, au cours des dernières années nous avons été témoins des effets néfastes de ses relations toxiques et nos jeunes filles ont souffert et démontré des comportements inquiétants tels que l'automutilation et des troubles alimentaires. Ces jeunes filles viennent de cultures diverse et sont largement nouvellement immigrés. Les filles sont souvent les premières générations de leur famille à grandir à Montréal, et très souvent leurs expériences et leurs difficultés avec leurs pairs sont difficiles à comprendre pour leurs parents. Ceci, combiné avec les difficultés d'être une adolescente, provoque une rupture de la communication avec leurs parents. Les parents sont conscients que leurs adolescentes ont du mal mais ne savent pas comment les soutenir. En 2019, notre programme Les Minis Olympes visait à aider les filles à développer des relations saines avec leurs pairs et à apprendre à gérer les conflits et la violence. Le programme a également travaillé avec les parents pour développer des outils pour mieux soutenir leurs filles. En 2020, nous espérons poursuivre cette initiative et examiner différents outils pour garantir que ces filles puissent grandir avec des relations saines et encourageantes.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les filles seront initiées aux notions de violence et réfléchiront sur les rôles qu'elles jouent dans le cycle de la violence ainsi que sur les conséquences

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles reconnaissent les formes de violence et impacts, identifient les rôles qu'elles jouent dans les agressions et les conséquences de la banalisation de violence verbale et psychologique

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers donnant l'opportunité aux filles d'aborder les sujets d'intimidation, résolution de conflits et la violence contre les femmes et aux parents d'apprendre comment soutenir leurs filles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	12	1	3	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Soutenir les filles de 11-16 ans dans le développement de relations saines et développent des compétences pour demander de l'aide en cas de besoin

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles utilisent des stratégies pour mieux communiquer avec leurs pairs et leurs parents, et connaissent un réseau d'organisme auxquels elles peuvent faire appel si elles ont besoin de soutien

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des sessions de travail et d'information avec des partenaires (CIUSSS, LOVE, Tel-jeunes) permettront aux participants de tisser des liens avec les ressources disponibles dans la communauté.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	6	1	2	4	10

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les participantes développeront leurs capacités à devenir des leaders positifs dans leurs communautés

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les filles prennent des engagements, et développent une action collective pour diminuer la violence dans leur communauté.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les participantes planifient la mise en oeuvre d'un projet de mentorat pour les plus jeunes filles

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	5	1	2	1	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
une journée thématique pour des petites filles de 6-10 ans animé par les adolescentes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_annee	1	1	3	3	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Discussions de groupe
Autres, veuillez préciser	Rapports et journaux de bords des animatrices; Rapport de projet de l'action collective

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: centre Loyola
No civique: 6975
Rue: Chester Ave
Code postal: H4V 2Z7
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Favoriser le dialogue entre les générations

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 5
Nb. femmes: 35
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 40

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 - 11 ans)
- Adolescents (12 - 17 ans)
- Adultes (36 - 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Ces filles sont à l'intersection de nombreuses groupes confrontées à des barrières systémiques et sociétales. Femmes, pauvres, nouvelles immigrées, minorités visibles et non francophones, elles sont souvent victimes de discrimination et d'exclusion sociale. Ces facteurs ont un impact important sur leur estime de soi et de leur manière de voir leurs communautés. Il est primordial d'examiner ces facteurs pour comprendre pourquoi les filles s'engagent dans un cycle de violence avec leurs pairs et avec elles-mêmes. Les ateliers examineront l'intersectionnalité et les discussions exploreront comment les participantes peuvent utiliser des stratégies pour se soutenir mutuellement quand elles font face aux multiples obstacles auxquels elles sont confrontés. Nous veillerons à ce que les activités soient adaptées à leurs divers besoins. Nous nous engageons à avoir un dialogue avec les parents sur leur perception de la sécurité du quartier afin de trouver un moment approprié pour les ateliers pour les jeunes et nous ferons l'inventaire de toutes les fêtes religieuses et culturelles pour assurer que les activités sont programmées pour assurer la participation de tout le monde. Nous travaillerons avec des partenaire pour veiller à ce que la nourriture soit gratuite et disponible pour tous, et il y aura une discussion sur les changement relié à la puberté qui comprendra une discussion de quelles activités elles se sentent à l'aise de pratiquer lorsqu'elles ont leurs règles.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: PREVENTION CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 ch cote des neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Banque alimentaire
Précision: Le Dépot

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de fournitures		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450 Somerled Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CIUSSS Benny Farm

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Soutien technique		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6484 Monkland Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1H3

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave Ave,
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 Sherbrooke St W
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Député / Élu provincial
Précision: Soutien Action Bénévole

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 300 $	Oui

Nom de la personne ressource: Louis Sansregret
Adresse courriel: lsansregret@assnat.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 489-7581
Adresse postale: 5252 de Maisonneuve ouest, bureau 210
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3S5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Association canadienne des parcs et loisirs programme: Subventions pour la pratique d'activité physique chez les filles et les femmes

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	2 300 $	Non

Nom de la personne ressource: s/o
Adresse courriel: programs@cpra.ca
Numéro de téléphone: (613) 523-5315
Adresse postale: 1180 Walkley Road, PO Box 83069,
Ville: Autre
Province: ontario
Code postal: K1V 2M5

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de projet	15 $	15	45 $	30	1	8 100 $
Coordonnateur(trice)	17 $	4	13,6 $	32	1	2 611,2 $
Conférencier(ère)	25 $	2	0 $	6	1	300 $
Total						11 011,2 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			3 600 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de projet	8 100 $	6 830 $	1 270 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	2 611,2 $	2 011,2 $	600 $	0 $	0 $
Conférencier(ère)	300 $	200 $	100 $	0 $	0 $
Total	**11 011,2 $**	**9 041,2 $**	**1 970 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		250 $	400 $	0 $	**650 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		450 $	200 $	0 $	**650 $**
Photocopies, publicité		50 $	250 $	0 $	**300 $**
Déplacements		0 $	130 $	0 $	**130 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	100 $	0 $	**100 $**
Autres		3 $	200 $	0 $	**203 $**
Total		**753 $**	**1 280 $**	**0 $**	**2 033 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**14,07 %**			
Frais administratifs		**1 050 $**	**350 $**	**0 $**	**1 400 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,69 %**			
Total		**10 844,2 $**	**3 600 $**	**0 $**	**14 444,2 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2020 politique de l'enfant budget.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2019 Rapport d'étape et final - Organismes_JM2019 (1).pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
2020-02-06 Resolution -signed.pdf	Validité du 2020-02-07

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Brigid Glustein	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200207-122833.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Brigid Glustein** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **association pour le développement jeunesse de Loyola**, à déposer le projet **Les Mini-Olympes** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Brigid Glustein — 7 fev 2020

Brigid Glustein — **Date**

Directeur(trice)

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 15 mars au 3 septembre 2020

ANNEXE 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COMITÉ JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 3757, avenue Prud'homme, Montréal (Québec) H4A 3H8, agissant et représentée aux présentes par M. Simeon Pompey, directeur général, dûment autorisé, aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 141 207 5484
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 100 647 7671
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 114 569 3223

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 30 septembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de treize mille sept cent cinquante dollars (13 750 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- au montant de treize mille sept cent cinquante dollars (13 750 $), dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 3757, avenue Prud'homme, Montréal (Québec) H4A 3H8, et tout avis doit être adressé à l'attention de Simeon Pompey, directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

COMITÉ JEUNESSE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
M. Simeon Pompey, directeur général

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#1270 - ÇA BOUGE DANS MON PARC (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Comité Jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce	Le Comité Jeunesse Notre-Dame-de-Grâce travaille au sein de la communauté à façonner une communauté solide et saine en améliorant la qualité de vie du quartier et de ses habitants. Il collabore avec la Ville de Montréal - L'arrondissement CDN/NDG et divers partenaires pour développer des programmes intéressants et stimulants qui incluent l'aspect multiculturel et diversifié de sa collective. Faire la promotion des activités récréatives, sportives, communautaires et sociales. Fournir des programmes et des activités qui font partie d'une mode de vie saine et équilibrée. Collaborer avec l'arrondissement CDN/NDG en gestion et administration de centres communautaires, administration et gestion de camps de jour, services administratifs et soutien aux organisations à but non-lucratif et gestion de l'entretien sanitaire pour des centres communautaires. Répondre aux demandes diverses et changeantes des membres de la communauté. Aider la communauté à se développer par différents formations

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Ça bouge dans mon parc
Numéro de projet GSS: 1270

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Tima
Nom: Khan
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 482-6665
Numéro de télécopieur: (514) 868-4008
Courriel: concertationjeunesse@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Simeon Nelton
Nom: Pompey
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-06-01	2020-09-30

Date limite de réception du rapport final
2020-10-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Le programme « Ça bouge dans mon parc » est un projet concerté, mis en place en 2011 par les membres de 2 espaces de concertation de NDG: Table de concertation jeunesse NDG et Jeunes en santé NDG. Le programme répond à différents besoins. En plus de favoriser l'activité physique, il permet d'encadrer les enfants laissés sans supervision pendant l'été. Il renforce le sentiment de sécurité des résidents en occupant les installations municipales de façon positive. En intervenant auprès des adolescents, les animateurs cherchent à prévenir les comportements antisociaux tels que les actes de vandalisme, de délinquance et de violence qui pourraient nuire aux jeunes et à la communauté. L'année précédant la création du projet, plusieurs plaintes et observations avaient été formulées concernant des enfants de 8 à 12 ans qui trainaient durant l'été et qui causaient des problèmes et du vandalisme. Le projet a permis aux animateurs de créer des liens avec ces jeunes et de diminuer ces problématiques.

Le programme se déroule essentiellement dans les secteurs prioritaires du quartier comme les parc George St-Pierre et Loyola.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Offrir des activités positives dans les parcs à au moins 20 enfants par jour qui ne sont pas inscrits dans les camps de jours et qui sont laissés sans surveillance durant l'été.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
2 équipes (1 animateur et 1 aide-animateur) sont postés dans 2 parcs de NDG et rejoignent au moins 20 enfants par jour + Les animateurs constatent qu'ils rejoignent des familles vulnérables.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Poster des animateurs dans les parcs situés dans les secteurs vulnérables pour l'animation des enfants.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine			35	2	10

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Rejoindre au moins 8 adolescents par jour, afin de les occuper positivement avec des activités physiques et de loisirs dans les parcs de NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Au moins 8 adolescents par jour + Les animateurs affirment que les ados ont eu des comportements positifs durant l'été + Le projet est évalué comme positif par la concertation.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Déployer une équipe de 2 animateurs jeunesse afin d'intervenir plus particulièrement auprès des adolescents de NDG.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	8		25		8

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Faire pratiquer plus de 60 minutes par jour d'activité physique aux enfants qui participent au programme.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
- La programmation inclus une diversité d'activités qui permet 60 min d'activités physiques par jour. Les animateurs affirment que les saines habitudes de vie des enfants ont été renforcées.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organiser diverses activités sportives pour les enfants afin de favoriser les saines habitudes de vie.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_jour	40		1	3	9

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Parc George St-Pierre
No civique: 999
Rue: Av d'Oxford
Code postal: H4A 2X4
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Parc Loyola
No civique: 4877
Rue: Avenue Doherty
Code postal: H4V 2B2
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Visite des autres parcs de NDG à l'occasion par l'équipe d'animateurs ados

Priorités d'intervention

- **La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Aménager des espaces publics accessibles, sécuritaires et propices au jeu et à la découverte
- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Améliorer l'accès aux activités culturelles, de sports et de loisirs
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 620
Nb. femmes: 500
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 1120

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous tentons d'embaucher des équipes d'animateurs mixtes afin de créer des liens de confiance autant avec les filles qu'avec les garçons. Avec l'expérience de ce projet, nous savons que les filles adolescentes sont plus difficiles à rejoindre, alors une animatrice fille aide à créer ces liens de confiance.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Association pour le développement jeunesse de Loyola

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Support logistique		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6650 ch côte saint-luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1G8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Prévention CDN-NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Support logistique		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Soutien administratif		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Animateur(trice)	13,5 $	32	77,76 $	9	2	9 175,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs pour ados	14,5 $	25	65,25 $	9	2	7 699,5 $
Coordonnateur(trice)	22 $	7	330 $	10	1	4 840 $
Total						21 715,18 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Animateur(trice)	9 175,68 $	4 500 $	0 $	0 $	4 675,68 $
Autre poste : veuillez l'identifier Animateurs pour ados	7 699,5 $	4 500 $	0 $	0 $	3 199,5 $
Coordonnateur(trice)	4 840 $	2 400 $	0 $	0 $	2 440 $
Total	**21 715,18 $**	**11 400 $**	**0 $**	**0 $**	**10 315,18 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		800 $	0 $	0 $	**800 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Photocopies, publicité		250 $	0 $	0 $	**250 $**
Déplacements		300 $	0 $	0 $	**300 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
	Total	**1 350 $**	**0 $**	**0 $**	**1 350 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**9,82 %**			
Frais administratifs		**1 000 $**	**0 $**	**0 $**	**1 000 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**7,27 %**			
	Total	**13 750 $**	**0 $**	**0 $**	**13 750 $**

Informations complémentaires

Évolution du projet à travers les années. En 2011 le projet est créé et mis en place avec le financement de Québec en forme. Une seule équipe d'animateurs travaille sous la supervision d'un coordonnateur. Après quelques années, quelques organismes questionnent la structure du projet ce qui amène des modifications. Les animateurs pour enfants seront dorénavant rattachés à l'organisme communautaire localisé dans le parc où a lieu l'intervention. À la fin de l'été, l'organisme peut ainsi mieux garder le lien avec les participants. Le projet Ça bouge dans les parcs devient : Ça bouge dans MON parc. La nouvelle formule permet d'économiser sur les frais de coordination. Quant aux animateurs pour ados, ils se rattachent à l'organisme Prevention CDN-NDG qui gère un projet semblable à CDN. La même année, Québec en forme cesse le financement du projet. Une subvention de 10 000$ en développement social de l'Arrondissement CDN-NDG permet de poursuivre le projet et d'égaliser l'investissement réalisé à CDN pour un projet semblable. Chaque année le projet évolue selon les réflexions du comité de supervision du projet. En 2018, des ajustements à l'horaire ont permis d'éviter que les familles utilisent le service comme un camp de jour. La même année, des bannières ont été achetées pour augmenter la visibilité des animateurs.

Pour l'année 2020:

• Changer l'horaire des animateurs pour adolescents pour qu'ils soient présents dans le parc George St-Pierre (le plus achalandé) en soirée, soit de 4 à 9. (l'expérience des années passées, nous a démontré qu'il y a peu de jeunes dans les parcs en après-midi.) Les animateurs pour enfants du parc George St-Pierre conserveraient leur horaire de jour.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
2019-10-30RapportfinalVille_Ça bouge.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre engagement_Loyola.pdf	*Non applicable*
Lettre_TablejeunesseNDG.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Simeon Nelton Pompey	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Simeon Nelton Pompey** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Comité Jeuneese de Notre-Dame-de-Grâce**, à déposer le projet **Ça bouge dans mon parc** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification la Ville de Montréal sera informée sans délai.

07/02/20

Simeon Nelton Pompey
Directeur(trice)

Date

11/11

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 1 juin au 30 septembre 2020.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE INC.,** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 204, Montréal (Québec) H4A 1N1, agissant et représentée aux présentes par madame Halah Al-Ubaidi, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. :
N^{o} d'inscription T.V.Q. :
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 810207530RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 30 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt trois mille sept cent quatre-vingt-huit dollars (23 788 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-neuf mille trente dollars (19 030 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de quatre mille sept cent cinquante huit dollars (4 758 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final au plus tard le 31 janvier 2021.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 janvier 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 204, Montréal (Québec) H4A 1N1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Halah Al-Ubaidi, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE INC.

Par : _____
Halah Al-Ubaidi, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#1252 - PAPA ET MOI (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Conseil Communautaire Notre -Dame - De -Grâce	Fondée par la communauté de Notre-Dame-de-Grâce, notre organisme est à l'écoute, mobilise, facilite et agit. Nous encourageons les partenariats entre les résidents, les partenaires communautaires et les acteurs clés pour qu'ils identifient et répondent aux besoins et aux enjeux émergeants afin d'élaborer des stratégies et trouver des solutions.À titre d'alliés, nous œuvrons pour l'ensemble de la communauté tout en soutenant et en renforçant les personnes les plus vulnérables et isolées. Par ses efforts, le Conseil communautaire Notre-Dame de-Grâce vise l'atteinte d'une communauté socialement juste, inclusive et durable.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Papa et moi

Numéro de projet GSS: 1252

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 484-1471
Numéro de télécopieur:
Courriel: admin@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Halah
Nom: Al-Ubaidi
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-15	2020-12-30

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-01-30

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Notre-Dame de Grâce est un quartier très multiculturel, comportant de nombreuses familles avec de jeunes enfants. Les activités parent-enfant sont majoritairement fréquentées par les mamans avec leurs enfants. Le Conseil Communautaire NDG, en partenariat avec le Comité Jeunesse NDG par l'entremise des Centres Walkley et St-Raymond, désire encourager les pères à devenir plus impliqués dans la vie de leurs enfants et ce, dès le plus jeune âge. L'influence du père est d'une grande importance dans la vie de ces enfants et la participation à des activités et des ateliers permet de développer un plus fort lien d'attachement entre le parent et l'enfant. Les Centres Walkley et St-Raymond accueilleront chacun un groupe de papas dans leur locaux de façon hebdomadaire que ce soit pour une activité, un atelier, une discussion ou une sortie. L'organisation d'activités dédiées spécifiquement pour les pères par un intervenant masculin est un outils de mobilisation permettant de rejoindre ces papas. En plus de renforcir le lien père-enfant, ces rencontres permettent aux pères de se regrouper, de partager leurs difficultés et de s'entraider dans leur rôle de parents. Les pères seront encouragés à découvrir la culture et la société québécoise au travers d'activités traditionnelles et de sorties. Le développement des aptitudes parentales de ces papas sera mis de l'avant, de même que leur développement en tant que membre actif de la société québécoise, que ce soit en emploi ou par l'éducation. De plus, l'intervenant créera une banque de données regroupant des ressources clés pour les participants et des livrets d'informations qu'ils pourront ramener à la maison. L'amélioration des compétences parentales des papas ainis que le renforcement du lien avec l'enfant à aussi un impact sur la famille entière. Nous recherchons l'amélioration de la qualité de vie de toutes ces familles vivant dans les secteurs prioritaires de NDG et , rejoindre les pères est important pour l'atteinte de ce but.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Participation des pères au développement de l'enfant

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la mobilisation des pères / amélioration des aptitudes parentales

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Ateliers et activités pères enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	42	1	3	2	20

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Sorties culturelles ou sorties de type familiales

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	10	1	6	2	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Centre Walkley
No civique: 6650
Rue: Côte St-Luc
Code postal: H4V 1G8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre St-Raymond
No civique: 5600
Rue: Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **L'accès à la culture, aux sports et aux loisirs - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Améliorer l'accès aux activités culturelles, de sports et de loisirs
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 60
Nb. femmes: 20
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 80

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Toute la population

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
Ce projet s'adresse spécifiquement aux parents masculins. Le nombre de femmes est ordinairement plus élevé lors des activités familiales, c'est pourquoi ce projet spécifiquement vise à rejoindre les hommes et leurs enfants. Comme à l'habitude, les activités ne font aucune discrimination quant aux autres caractéristiques des participants.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Comité jeunesse
Précision: Comité Jeunesse NDG (Centres Walkey et St-Raymond)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Prêt de local		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3757 Prudhomme
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 3H8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Recrutement de participants / de bénévoles		Non

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Agent(e) de terrain / de milieu	16 $	25	64 $	42	1	19 488 $
Total						19 488 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Agent(e) de terrain / de milieu	19 488 $	19 488 $	0 $	0 $	0 $
Total	**19 488 $**	**19 488 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 700 $	0 $	0 $	**1 700 $**
Photocopies, publicité		100 $	0 $	0 $	**100 $**
Déplacements		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		500 $	0 $	0 $	**500 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**2 300 $**	**0 $**	**0 $**	**2 300 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**9,67 %**			
Frais administratifs		**2 000 $**	**0 $**	**0 $**	**2 000 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**8,41 %**			
Total		**23 788 $**	**0 $**	**0 $**	**23 788 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

Nom du fichier	Périodes
Ndg Community Council Politique de l'enfant.pdf	*Non applicable*
Lettre_TableJeunesseNDG_fathers.pdf	*Non applicable*

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution 222.pdf	Validité du 2020-02-07

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Halah Al-Ubaidi	Fonction:

Engagement du répondant

Nom du fichier
1920_001.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Halah Al-Ubaidi** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Conseil Communautaire Notre -Dame -De -Grâce**, à déposer le projet **Papa et moi** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

Halah Al-Ubaidi

7 02 2020

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 15 mars au 30 décembre 2020

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE DÉPÔT, CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 6450, avenue Somerled, Montréal (Québec) H4A 3T4, agissant et représentée aux présentes par M. Daniel Rotman, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 89132 8007 RP0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1161410866
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 89132 8007 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle**;**

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 31 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente et un mille soixante-quatorze dollars (31 074 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-quatre mille huit cent soixante dollars (24 860 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille deux cent quinze dollars (6 215 $), dans les trente (30) jours de l'approbation par le Responsable du rapport final au plus tard le 31 janvier 2021.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 6450, avenue Somerled, Montréal (Québec) H4A 3T4, et tout avis doit être adressé à l'attention de Daniel Rotman, directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

LE DÉPÔT, CENTRE COMMUNAUTAIRE D'ALIMENTATION

Par : _____
Daniel Rotman, directeur

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#1219 - COLLATIONS COMMUNAUTAIRES POUR JEUNESSE NDG (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Dépôt alimentaire NDG	Le Dépôt Centre communautaire d'alimentation est un organisme communautaire à but non-lucratif qui travaille en collaboration avec d'autres partenaires de la communauté pour s'attaquer aux enjeux de la sécurité alimentaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce et les environs. Nos objectifs sont de réduire les difficultés de la pauvreté: • en améliorant la sécurité alimentaire pour ceux qui ont un revenu insuffisant, • en facilitant l'accès à une saine alimentation, • en réduisant l'isolement social et en encourageant l'intégration sociale de tous les membres de la communauté, • en informant le public au sujet des enjeux de la pauvreté et de la faim.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Collations communautaires pour jeunesse NDG

Numéro de projet GSS: 1219

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Beccah
Nom: Frasier
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 483-4680
Numéro de télécopieur:
Courriel: beccah@depotndg.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Daniel
Nom: Rotman
Fonction: Directeur(trice) général(e)

1/12

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-03-23	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Ce projet collaboratif, envisagée par les membres de la Table jeunesse NDG, répond à une problématique croissante au niveau de la sécurité alimentaire des jeunes du quartier NDG, particulièrement ceux qui fréquentent les centres et organismes communautaires du quartier. Une proportion élevée des jeunes participants aux activités subventionnées (aide-aux-devoirs, camps de jour, etc.) arrive avec des collations et lunchs insuffisants ou inappropriés, et certains arrivent sans avoir mangé le matin. Les centres concernés ont fortement besoin de soutien pour pouvoir répondre à cette situation. De plus, cette problématique est cohérente avec l'augmentation de la fréquentation du service de dépannage alimentaire du Dépôt par les familles locales au cours des dernières années.

Au printemps 2017, la Table de sécurité alimentaire NDG a rassemblé les coordinateurs des centres communautaires du quartier pour continuer à discuter cette même problématique croissante de sécurité alimentaire et saine alimentation des jeunes de leurs camps. Suite à ces discussions, Le Dépôt a élargi notre offre en pilotant un programme fiable de distribution de collations santés pour les jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent nos centres communautaires, et de soutien et d'engagement des familles de ces jeunes dans des activités qui renforcent leur accès à la nourriture saine proche de chez eux. À travers des entrevues avec les coordos des centres et un travail de consultation et d'outreach, nous avons aussi identifié plusieurs barrières (ex. géographiques, culturelles, de connaissances, de temps, etc.) qui isolent les familles des services déjà en place pour renforcer de leur sécurité alimentaire. Ce projet représente donc une nouvelle façon novatrice de renforcer la sécurité alimentaire des jeunes afin de pouvoir surmonter ces barrières.

Pour répondre à la problématique nommée ci-haut, nous souhaitons intervenir auprès des jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent nos centres et espaces communautaires afin de mieux soutenir et d'engager les jeunes et leurs familles et de renforcer leur sécurité alimentaire. Les activités consisteront à : la distribution hebdomadaire de collations santés, l'organisation des sessions de bénévolat animés pour préparer des collations et familiariser les familles avec Le Dépôt, l'animation d'activités de cuisine ponctuelles aux centres, et du « outreach » et recrutement actif des familles qui fréquentent les centres aux services de dépannage alimentaire du Dépôt. Ce projet suit sur le pilotage de multiples interventions et peut donc déjà prouver son impact sur la communauté. Constatant que la problématique est certaine de continuer à court et à moyen terme, Le Dépôt s'engage à continuer à offrir ce soutien essentiel à travers ce projet de Collations communautaires pour renforcer la sécurité alimentaire (améliorer l'accès aux aliments frais, renforcer les compétences, etc.) des jeunes de NDG de façon structurée et soutenue.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer l'accès à la nourriture saine pour les jeunes de NDG, y compris des fruits et légumes frais et des collations riches en nutriments.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Collations et repas nutritifs distribués ont comblé la faim aux centres Walkley, Westhaven, St Raymond, Loyola, YMCA NDG, CJE NDG, À deux mains et des camps Benny, Patricia et Centre NDG

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)

Service de distribution et de livraison de collations saines aux jeunes de 0 à 17 ans qui fréquentent les centres énumérés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	40	1	5	7	75

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Engager les jeunes et leurs familles dans des activités qui renforcent leurs compétences et connaissances en alimentation et en nutrition.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des jeunes et leurs familles visés ont participé activement à la préparation des collations et repas santés qui sont livrés aux centres.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Engagement des jeunes et de leurs familles dans la préparation des collations saines lors de séances de bénévolat animés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	2	1	3	7	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les jeunes des centres ont participé à des activités ludiques en cuisine et en saine alimentation, ayant augmenté leur connaissances et compétences alimentaires.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Offre d'activités de cuisine et de saine alimentation à coût réduit aux centres visés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_mois	1	1	2	7	12

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Rapprochement des familles avec enfants qui fréquentent les centres aux services de soutien pour pouvoir surmonter les barrières isolant les familles de ces services

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les familles avec enfants visés ont été rapprochées des services de soutien holistique et les centres sont outillés pour orienter et soutenir les familles vivant l'insécurité alimentaire.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Soutien et recrutement des familles avec enfants aux programmes de dépannage alimentaire et de soutien holistique du Dépôt à travers un Travailleur communautaire volant

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	10	7	75

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Mesure des résultats satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	Précision

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6505
Rue: Avenue Somerled
Numéro de bureau:
Code postal: H4V 1S7
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Walkley
No civique: 6650
Rue: rue Côte Saint Luc
Code postal: H4V 1G8
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Westhaven
No civique: 7405
Rue: Avenue Harley
Code postal: H4B 1L5
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Loyola
No civique: 4850
Rue: Avenue Coronation
Code postal: H4V 2E2
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Saint Raymond
No civique: 5600
Rue: rue Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: YMCA NDG
No civique: 4335
Rue: avenue Hampton
Code postal: H4A 2L3
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: CJE NDG
No civique: 6370
Rue: rue Sherbrooke Ouest
Code postal: H4B 1M9
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: À deux mains
No civique: 3465
Rue: Avenue Benny
Code postal: H4B 2R9
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Jeunesse Benny
No civique: 6440
Rue: Rue de Terrebonne
Code postal: H4B 1B1
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La sécurité alimentaire et la saine alimentation - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Favoriser l'accès à une alimentation équilibrée
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 695
Nb. femmes: 695
Autres identités de genre: 10
Total (H + F + Autres): 1400

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales
- Couples avec enfant

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Jeunes à risque

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Le Dépôt vise l'inclusion sociale dans tous ses programmes, voyant la nourriture comme point commun pour rassembler des gens de tout âge, culture, expérience de vie, capacité et genre. En particulier, ce projet vise montrer aux jeunes garçons que la cuisine n'est pas uniquement une espace de filles, et que tout le monde doit savoir bien se nourrir. Vu aussi que la préparation des repas et des collations tombe traditionnellement et souvent sur la mère de la famille, ce projet représente un réel soutien pour les mères, ainsi que pour les nouveaux arrivants, qui ont souvent besoin de plus de soutien et d'aide dans l'adaptation à une nouvelle culture dans les première 3 à 5 années, selon les recherches. L'universalité est important dans ce projet - les collations sont disponibles à tous les jeunes qui fréquentent les centres selon leur faim, pour éviter de stigmatiser certains.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table Jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: CSSS Cavendish

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5425 Avenue Bessborough
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 2S6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Les centres visés - contribution de $100/activité pour activités de cuisine ludiques

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	1 200 $	Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Recrutement de participants / de bénévoles		Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Charles Boivin
Adresse courriel: concertationjeunesse@ndg.ca
Numéro de téléphone: (514) 482-6665
Adresse postale: 6370 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Dons individuels

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	45 029,6 $	Oui

Nom de la personne ressource: Daniel Rotman
Adresse courriel: beccah@depotndg.org
Numéro de téléphone: (514) 483-4680
Adresse postale: CP 22528 Station Monkland
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S7

Nom du partenaire: Gouvernement du Canada
Précision: Emplois d'été Canada

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	3 439,80 $	Non

Nom de la personne ressource: Bavaro, Gabriele
Adresse courriel: qc-dpmtds-mtl_prog.eec-gd@servicecanada.gc.ca
Numéro de téléphone: (800) 935-5555
Adresse postale: 1001 DE MAISONNEUVE BOULEVARD EAST, 4TH FLOOR/4IÈME ÉTAGE
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 4P9

Nom du partenaire: Direction de santé publique (DSP)
Précision: Direction régionale de la santé publique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	42 588 $	Oui

Nom de la personne ressource: Marie-Claude Gélineau
Adresse courriel: marie-claude.gelineau.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 528-2400
Adresse postale: 1301 rue Sherbrooke est
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H2L 1M3

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	24 $	35	142,8 $	40	1	39 312 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	17 $	3	8,67 $	40	2	4 773,6 $
Commis	17 $	5	14,45 $	40	1	3 978 $
Travailleur(euse) social(e)	20 $	10	34 $	40	1	9 360 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	14 $	30	71,4 $	7	1	3 439,8 $
Coordonnateur(trice)	26 $	35	154,7 $	40	1	42 588 $
Total						103 451,4 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			47 227,8 $	45 029,6 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	39 312 $	3 862,4 $	0 $	35 449,6 $	0 $
Animateur(trice) spécialisé(e)	4 773,6 $	4 773,6 $	0 $	0 $	0 $
Commis	3 978 $	3 978 $	0 $	0 $	0 $
Travailleur(euse) social(e)	9 360 $	9 360 $	0 $	0 $	0 $
Assistant(e) coordonnateur(trice)	3 439,8 $	0 $	3 439,8 $	0 $	0 $
Coordonnateur(trice)	42 588 $	0 $	42 588 $	0 $	0 $
Total	**103 451,4 $**	**21 974 $**	**46 027,8 $**	**35 449,6 $**	**0 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		5 293 $	1 200 $	7 187 $	**13 680 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	0 $	1 500 $	**1 500 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	200 $	**200 $**
Déplacements		700 $	0 $	100 $	**800 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
	Total	**5 993 $**	**1 200 $**	**8 987 $**	**16 180 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**13,12 %**			
Frais administratifs		**3 107 $**	**0 $**	**593 $**	**3 700 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**3 %**			
	Total	**31 074 $**	**47 227,8 $**	**45 029,6 $**	**123 331,4 $**

Informations complémentaires

Note sur impact 1 : Ajout des organismes éventuels

Nous avons déterminé que nous pourrions soutenir un ou deux organismes supplémentaires au cours de l'année, selon le besoin, sans rajouter de frais supplémentaires en termes d'infrastructure ou de ressources humaines. Nous proposons de travailler avec la Table de sécurité alimentaire NDG et la Table jeunesse NDG pour déterminer les organismes qui sont le plus dans le besoin, et d'ensuite élargir notre offre au cours de l'année 2020.

Notes sur impact 2 : Les séances de bénévolat animées et les activités de cuisine

Cette année nous avons vu une augmentation de la demande des centres communautaires pour participer aux séances de bénévolat. Nous avons même une petite liste d'attente, en ce moment ! Nous aimons ce modèle de donner une chance aux jeunes de participer dans le projet de façon significative, et de se familiariser aussi avec l'espace physique et les services du Dépôt. En plus, ceci nous permet de préparer des collations et des repas fait-maison bien nutritives qui seraient autrement trop intensives à préparer au niveau du temps, et qui tiennent en compte les allergies spécifiques parmi les jeunes aux centres (ex. collations sans noix). Des exemples de collations préparés en 2019: Salade de pâtes, salade de brocoli, soupes, burritos congelés, muffins santés, mélange montagnard sans noix. Les centres nous ont aussi demandé de venir faire des activités de cuisine avec leurs jeunes. En demandant une contribution de $100 par activité aux centres pour aider à défrayer les coûts, nous avons pu commencer à offrir ces activités sur mesure, qui renforcent les connaissances et compétences alimentaires des jeunes et augmentent l'appréciation des aliments sains. Ça semble être une formule gagnante que nous aimerions continuer à tester.

Notes sur impact 3 : Le rôle du travailleur communautaire

Grâce en partie au financement en 2019, nous avons embauché un travailleur communautaire, qui est mandaté de faire des heures volantes dans le quartier pour bâtir des connexions avec les familles visées par ce projet et pour outiller les coordonnatrices des centres pour qu'elles puissent mieux orienter les familles vers les services disponibles et générer des idées ensemble pour adresser les barrières isolant les familles des services de soutien. Cette année nous aimerions implanter certaines des idées générées pour surmonter ces barrières (ex. visites guidées en groupe, circuler une invitation ciblée pour les familles des centres, monter des repas collectifs aux centres offerts par Le Dépôt, etc.).

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé révisé - Collations communautaires - 2020.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final 2019 - Le Dépôt.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
resolution-du-conseil-politique-de-lenfant-2019.pdf	*Non applicable*

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Daniel Rotman	**Fonction:** Directeur(trice) général(e)

Engagement du répondant

Nom du fichier
gss-diversite-sociale-20200205-113109.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Daniel Rotman** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Dépôt alimentaire NDG**, à déposer le projet **Collations communautaires pour jeunesse NDG** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

5 février 2020

Daniel Rotman
Directeur(trice) général(e)

Date

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 23 mars au 31 décembre 2020.

A N N E X E 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **L'ENVOL DES FEMMES** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 6897, Somerled, Montréal (Québec) H4B 1C5, agissant et représentée aux présentes par madame Hannah Stratford-Kurus, agente de développement, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :
N° d'inscription d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 11 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trois mille quatre cent quatre-vingt-dix dollars (3 490 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- au montant de trois mille quatre cent quatre-vingt dix dollars (3 490 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 11 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile au 6897, Somerled, Montréal (Québec) H4B 1C5, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Hannah Stratford-Kurus, agente de développement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

L'ENVOL DES FEMMES

Par : _____
Hannah Stratford-Kurus, agente de développement

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#0578 - ART LIBRE! ATELIERS POUR TOUS (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
L'Envol des femmes/ Women on the Rise	L'Envol des femmes est une organisation locale à but non lucratif créée en 1991 par le CLSC NDG pour répondre au besoin de services pour les femmes noir aux menages monoparentales confrontées à des problèmes d'isolement et de pauvreté. Nous nous efforçons de répondre aux besoins de tous nos participants qui se croisent sur la race, la classe, le statut d'immigration, le sexe, l'âge et la capacité. Toutes les femmes et leurs familles sont les bienvenues à se joindre à nous et à trouver l'amitié et le soutien des pairs au sein de notre centre.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Art libre! Ateliers pour tous
Numéro de projet GSS: 0578

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Hannah
Nom: Stratford-Kurus
Fonction: Agent(e) de développement
Numéro de téléphone: (514) 485-7814
Numéro de télécopieur:
Courriel: development@womenontherise.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Hannah
Nom: Stratford-Kurus
Fonction: Agent(e) de développement

1/8

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-09-12	2020-12-11

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2021-01-11

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

L'envol des femmes est une organisation qui lutte de fortifier les femmes et de briser l'isolement des mères et de leurs familles. La plupart de nos utilisateurs de services sont des immigrantes et / ou sont racialisées et font régulièrement l'objet de discrimination. La plupart des participants sont à faible revenu et ont accès aux services par besoin de ressources matérielles et de soutien amical de la part de leurs pairs. Nous avons beaucoup des femmes avec des adolescents, et on cherche un forum pour eux à trouver leur voix et exprimer leurs sentiments. L'art est un prétexte puissant qui peut permettre aux adolescents de se sentir à l'aise de participer à des conversations informelles sur les défis auxquels ils sont confrontés au quotidien. Avec le soutien d'une art-thérapeute qualifié, les ados peuvet-etre guider d'explorer leurs emotions et leurs sujets. L'art est un moyen sûr et adapté à l'âge pour les préadolescents et les adolescents de «jouer» et d'explorer leur perception de soi.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Renforcer la confiance d'un groupe d'âge vulnérable par explorer leur identité(s) et leur idée d'appartenance.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Augmentation de la créativité et de l'expérimentation des œuvres d'art des participants en raison de leur présence continue au cours du programme.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Cours d'art en groupe dans un environnement libre, en utilisant une variété de supports artistiques, avec une art-thérapeute qualifiées.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	16	1	2	1	15

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Affirmez la validité des points de vue des adolescents et amplifiez leur voix dans le domaine public.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Organisez un vernissage en décembre pour célébrer les progrès et la diversité de notre groupe.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semestre	1	1	5	1	15

Mesures des résultats	Précision
Autres, veuillez préciser	Etre un forum pour recevoir des commentaires positifs des familles et de la communauté. On peut rédiger un compte rendu de l'événement et le partager avec notre organisation et le grand public.

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6870
Rue: Terrebonne
Numéro de bureau:
Code postal: H4B 1C5
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **La sécurité et l'accessibilité des environnements urbains - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Aménager des espaces publics accessibles, sécuritaires et propices au jeu et à la découverte
- **La persévérance scolaire et la réussite éducative - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Inciter les jeunes à prendre une part active dans leur communauté
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):**
  Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 7
Nb. femmes: 8
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 15

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Familles monoparentales

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Société d'accueil

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Nous aimerions étendre nos services pour répondre aux besoins des adolescents garçons et filles des mères que nous soutenons. Nous croyons que l'art est une entreprise thérapeutique et habilitante, et nous aimerions rendre cette activité ouverte aux tous adolescentes. Nous aimerions créer un espace où les gaçons peuvent être eux-mêmes et n'ont pas besoin de performer leur masculinité. L'art sera un vecteur d'autoréflexion et de présentation, et nous encouragerons l'importance pour tous s'engager avec leurs identités complexes de race, d'ethnicité, de statut d'immigration et de classe en plus du sexe, et encourager un sentiment de contrôle et d'appropriation de qui ils sont et de la façon dont ils se présentent. Ce programme vise à combattre les attentes des normes de genre pour tous les participants, en les encourageant les confrontés à la discrimination raciale à s'exprimer et à exprimer leurs sentiments honnêtement et sans jugement.

Contributions des partenaires

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Autre poste : veuillez l'identifier Art-thérapeute	60 $	5	0 $	16	1	4800 $
Total						4800 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			0 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Autre poste : veuillez l'identifier Art-thérapeute	4 800 $	0 $	0 $	0 $	4 800 $
Total	**4 800 $**	**0 $**	**0 $**	**0 $**	**4 800 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		1 600 $	0 $	0 $	**1 600 $**
Photocopies, publicité		100 $	0 $	0 $	**100 $**
Déplacements		1 440 $	0 $	0 $	**1 440 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Total		**3 140 $**	**0 $**	**0 $**	**3 140 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**89,97 %**			
Frais administratifs		**350 $**	**0 $**	**0 $**	**350 $**
% maximum =		20 %			
% atteint =		**10,03 %**			
Total		**3 490 $**	**0 $**	**0 $**	**3 490 $**

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Art libre! Budget 2020 - Sheet1.pdf	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Resolution for authorization of DA for representing WOR with Municipality.pdf	Validité du 2020-02-05

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Hannah Stratford-Kurus	**Fonction:**

Engagement du répondant

Nom du fichier
Resolution for authorization of DA for representing WOR with Municipality.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné **Hannah Stratford-Kurus** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **L'Envol des femmes/ Women on the Rise**, à déposer le projet **Art libre! Ateliers pour tous** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG**.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.



02-03-2020

Hannah Stratford-Kurus **Date**

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 12 septembre au 11 décembre 2020.

ANNEXE 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre de la Politique de l'enfant
Numéro du sommaire : 1201247002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BAOBAB FAMILIAL** personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies*, dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, local 599, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée aux présentes par madame Vanessa Sykes Tremblay, directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : s/o
N^{o} d'inscription T.V.Q. : s/o
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 893582825RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Ville a adopté en juin 2016 la Politique de l'enfant « Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence »;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de soutenir et accompagner les nouveaux arrivants et les réfugiés et leur famille dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE le Projet de l'Organisme est complémentaire au Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant de la Ville et rejoint les objectifs d'offrir équitablement les conditions favorables de développement nécessaires au bien-être de tous les enfants montréalais;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme et approuvée par le Responsable décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « **Annexe 2** » : « NON APPLICABLE »

2.3 « **Annexe 3** » : l'échéancier du Projet, le cas échéant;

2.4 « Annexe 4 » : Règlement du Conseil de la Ville sur la gestion contractuelle;

2.5 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est décrit à l'Annexe 1;

2.6 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.7 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.8 « **Responsable** » : la Directrice

2.9 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet en conformité avec les dispositions de la présente Convention et des Annexes 1, 2 et 3. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le 31 décembre 2020), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables de même que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable, son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, au plus tard dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées généraux et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de sept mille huit cent douze dollars (7 812 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en un seul versement :

- au montant de sept mille huit cent douze dollars (7 812 $), les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées ou déjà engagées dans le cadre du Projet à la date de réception de tel préavis.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, sauf les sommes qui sont déjà engagées à la date de réception de l'avis de résiliation. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée à cette date dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants dans le cadre du Projet.

ARTICLE 12
DÉCLARATION ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et qu'il a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir ce qui est prévu à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme
L'Organisme fait élection de domicile 6767, chemin de la Côte-des-Neiges (local 599), Montréal, Québec, H3S 3T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Vanessa Sykes Tremblay, directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 2020

BAOBAB FAMILIAL

Par : _____
Vanessa Sykes Tremblay, directrice

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement, le 11e jour de mars 2020 (Résolution CA20 …..)

ANNEXE 1
PROJET

#0798 - PARENTS CONFIANTS, ENFANTS RAYONNANTS! (VERSION 3)

Nom de l'organisme	Mission
Baobab Familial	Le Baobab Familial est la maison de familles de Côte-des-Neiges. Nous offrons un milieu de vie qui favorise l'entraide, l'échange et le sentiment d'appartenance à son quartier et sa ville. Nous accueillons et soutenons les familles dans leur quotidien en enrichissant leur vie familiale et communautaire. Nos programmes tels que le répit à domicile, le soutien scolaire, les sorties, les ateliers, programme pour les adolescents, halte-garderie, etc. cherchent à répondre aux besoins des familles souvent issues de l'immigration. A travers ces services, nous visons à créer un lien de confiance afin de mieux intervenir en cas de besoin.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG (Politique de l'enfant (0-17 ans))

Informations générales

Nom du projet: Parents confiants, enfants rayonnants!
Numéro de projet GSS: 0798

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Julie
Nom: Ledoux
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 734-4097
Numéro de télécopieur: (514) 734-0244
Courriel: julie@baobabfamilial.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Vanessa
Nom: Sykes Tremblay
Fonction: Directeur(trice)

1/12

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début *	**Date de fin ***
Prévue	2020-04-01	2020-12-31

Date limite de réception du rapport final
2021-01-31

Résumé du projet

Contexte dans lequel s'inscrit le projet (Entre 25 et 3000 caractères):

Considérant le profil sociodémographique de notre secteur (2 285 ménages comprennent 5 personnes et plus (10,1%), 21,1% des enfants vivent dans une famille monoparentale, 32% des enfants dans les familles ont entre 6 à 14 ans) et considérant les besoins exprimés par nos membres et également partagés par les différents organismes qui composent la table de concertation famille de Côte-des-Neiges, nous pouvons statuer que le développement du plein potentiel des enfants passe par le développement de l'expérience parentale et familiale, et particulièrement de la valorisation et du développement des compétences parentales chez les parents et, de manière plus spécifique, chez les parents qui vivent certaines difficultés, enjeux et défis, permanents ou temporaires.

Dans ce contexte, le projet vise non seulement l'enrichissement de l'expérience parentale, pour des parents d'enfants âgés de 0 à 12 ans, mais aussi le développement du réseau d'entraide, la compréhension et l'appropriation de la culture de la société d'accueil, ainsi que l'appartenance à la communauté. Il est conçu pour répondre aux besoins des parents qui sont jeunes, chefs de famille monoparentale, isolés sur le plan social ou géographique, ou peu scolarisés, ou encore qui ont un faible revenu.

Dans le quartier Côte-des-Neiges, beaucoup de familles vulnérables vivent dans l'isolement, pour plusieurs raisons systémiques et intersectionnelles. Les ateliers du projet proposés favorisent ainsi le partage des expériences et les discussions ouvertes entre les participants.

Ainsi, pour répondre aux conditions d'isolement des parents et familles vulnérables, nous souhaitons intervenir auprès des familles vulnérables du quartier Côte-des-Neiges, afin de valoriser les expériences parentales multiples, les compétences parentales positives et favoriser le développement d'une communauté bienveillante, et d'environnements sains et sécuritaires pour les enfants. Pour ce faire, nous organiserons des ateliers parentaux, qui consisteront à informer, partager et apprendre sur les rôles parentaux, la santé, le développement, la sécurité et le comportement, et viseront à informer, outiller et rassurer les parents pour qu'ils soient confiants et sécurisants pour leurs enfants et qu'ils vivent dans un milieu adapté et accueillant, un environnement sain et stimulant; que la sécurité des enfants et leur comportement s'améliorent, par une meilleure compréhension des parents de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants; que des liens entre les parents participants se créent, ainsi qu'avec les intervenantes, pour qu'ils développent un sentiment d'appartenance au groupe et à la communauté; que les participants développent une confiance en leur sentiment d'autoefficacité et leurs compétences, et que leur sens de l'autonomie soit valorisé; enfin, que les participantEs aient une meilleure connaissance des organismes et ressources du quartier, et soient outillés en cas de situation difficile.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Promouvoir et valoriser les compétences parentales positives.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les parents sont informés, outillés et rassurés, confiants et sécurisants pour les enfants.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres thématiques sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de	Nombre de	Nombre de fois par	Durée en heures de	Nombre de	Nombre de

l'activité	fréquences	fréquence	l'activité	groupes	participants
par_semaine	10	1	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	3	3	6

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile chez les familles visitées (Baobab Familial et Fondation de la Visite)
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les enfants vivent dans un milieu adapté et accueillant, dans un environnement sain et stimulant.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres thématiques sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	3	3	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Des ateliers parent-enfant ont lieu au cours du programme.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	1	2	3	10

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile chez les familles visitées (Baobab Familial et Fondation de la Visite)
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
La sécurité des enfants et leur comportement s'améliorent, par une meilleure compréhension des parents à l'égard de l'encadrement et de l'accompagnement de leurs enfants.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres thématiques sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

par_semaine	10	1	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	3	3	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Quiz ludique sur l'expérience et les compétences parentales.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	1	3	10

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile chez les familles visitées (Baobab Familial et Fondation de la Visite)

IMPACT(S) VISÉ(S)

Partager et valoriser les expériences parentales multiples et variées.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Des liens entre les parents participants se créent, ainsi qu'avec les intervenantes: les participants développent un sentiment d'appartenance au groupe et à la communauté.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Repas communautaire après les rencontres thématiques.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	1	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	1	3	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Les participantEs développent une activité pour le groupe auquel elles/ils participent.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	2	1	1	3	10

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	
Autres, veuillez préciser	Observations et interventions de l'intervenante-animatrice, de l'aide-intervenante et de la mère visiteuse, lors des ateliers et à l'extérieur de ceux-ci.
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participants développent une confiance en leur sentiment d'autoefficacité et leurs compétences, et leur sens de l'autonomie est valorisé.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Rencontres thématiques sous la forme d'une discussion, d'un partage d'information et d'expériences, et/ou d'activités ludiques et éducatives.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	2	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Service de halte-garderie offert durant l'activité.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	10	1	3	3	6

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Atelier cinéma - Visionnement du film documentaire «Babies» et réflexion collective sur l'expérience familiale à travers le monde

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	2	3	10

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	
Autres, veuillez préciser	Discussions informelles post-ateliers (lors des repas hebdomadaires, au Baobab Familial, à la halte-garderie, etc.).
Autres, veuillez préciser	Suivi lors des visites à domicile chez les familles visitées (Baobab Familial et Fondation de la Visite)
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les participantEs ont une meilleure connaissance des organismes et ressources du quartier, et sont outillés en cas de situation difficile.

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Visite / sortie pour aller à la rencontre des intervenants et organismes du quartier.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	3	3	10

ACTIVITÉ(S) PREVUE(S)
Un atelier collaboratif avec La Ruche de Côte-des-Neiges permet aux participantEs de se familiariser avec les ressources du quartier, en cas de besoin.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
par_semaine	1	1	2	3	10

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: chemin de la Côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 599
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Assurer le développement optimal des enfants à risque ou en situation de vulnérabilité, dans le respect de leur droits et de leurs intérêts
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Assurer la sécurité des enfants et de leurs familles
- **Les familles et les communautés - Politique de l'enfant (0-17 ans):** Contribuer au soutien des familles

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet?

Nb. hommes: 10
Nb. femmes: 20
Autres identités de genre: 0
Total (H + F + Autres): 30

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Petite enfance (0 – 5 ans)
- Enfants (6 – 11 ans)
- Jeunes adultes (18 – 35 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet.

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Les statuts d'immigration et socioéconomique, le sexe, le genre et la situation familiale ont leur effet sur la participation.

Les conditions logistiques de l'atelier étaient propices à la participation des femmes, mères, en congé de maternité ou recherche d'emploi. Dans un quartier qui regroupe de nombreuses familles immigrantes, fréquemment, un des deux parents travaille et, selon les traditions et les cultures, il s'agit souvent de l'homme, du père. Les mères sont disponibles pour participer à des ateliers parentaux. Notre projet vise aussi, cette année, à créer un atelier pour les pères, bien qu'ils soient plus difficiles à rejoindre. Un ajustement des horaires et de la formule des ateliers est prévu. Il s'agit d'un des projets du Baobab Familial, en lien avec la valorisation de la participation des pères et de leur expérience parentale. La Fondation de la Visite travaille aussi présentement à favoriser la coparentalité.

Le statut d'immigration est aussi lié au statut socioéconomique, donc à la capacité de se déplacer pour les ateliers. Plusieurs ont affirmé que cela leur prenait trop de temps, avec les enfants, donc elles préféraient rester à la maison, bien qu'une halte-garderie était offerte, particulièrement pour les familles qui n'ont pas accès aux subventions pour services de garde (demandeurs d'asile). Nous avons donc choisi de faire l'atelier et la halte dans le même immeuble et d'offrir une compensation financière pour les déplacements des participants.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Multicaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Don de nourriture		Oui
Appui financier	2 360 $	Non

Nom de la personne ressource: Jean-Sébastien Patrice
Adresse courriel: j-spatrice@multicaf.org
Numéro de téléphone: (514) 733-0554
Adresse postale: 3591 Avenue Appleton
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1L7

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Fondation de la Visite

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Ressources humaines		Oui
Appui financier	875 $	Non

Nom de la personne ressource: Ancuta Stan
Adresse courriel: ndgcdndelavisite@gmail.com
Numéro de téléphone: (514) 329-2800
Adresse postale: 11832 Avenue Bellevois
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H1H 3G1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OSBL)
Précision: Baobab Familial

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	10 937 $	Oui

Nom de la personne ressource: Vanessa Sykes Tremblay
Adresse courriel: direction@baobabfamilial.org
Numéro de téléphone: (514) 734-4097
Adresse postale: 6767 ch. de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 2T6

Budget pour le personnel lié au projet

Postes	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	21 $	7	28 $	38	1	6 650 $
Animateur(trice)	21 $	4	16 $	34	1	3 400 $
Autre poste : veuillez l'identifier Mère visiteuse	15,6 $	4	9,6 $	24	1	1 728 $
Éducateur(trice)	8,63 $	4	0 $	34	1	1 173,68 $
Total						12 951,68 $

Budget prévisionnel global

		Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	Montant de l'autofinancement	
		Politique de l'enfant (0-17 ans)	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	Somme de tous les $ «Autofinancement»	
			14 172 $	0 $	
Budget pour le personnel lié au projet					**Solde**
Coordonnateur(trice)	6 650 $	3 325 $	3 325 $	0 $	0 $
Animateur(trice)	3 400 $	1 700 $	1 700 $	0 $	0 $
Autre poste : veuillez l'identifier Mère visiteuse	1 728 $	1 152 $	576 $	0 $	0 $
Éducateur(trice)	1 173,68 $	587 $	586 $	0 $	0,68 $
Total	**12 951,68 $**	**6 764 $**	**6 187 $**	**0 $**	**0,68 $**
Frais d'activités					**Total**
Équipement: achat ou location		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation		0 $	1 097 $	0 $	**1 097 $**
Photocopies, publicité		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Déplacements		0 $	117 $	0 $	**117 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance		0 $	1 500 $	0 $	**1 500 $**
Assurances (frais supplémentaires)		0 $	0 $	0 $	**0 $**
Autres		548 $	3 772 $	0 $	**4 320 $**
	Total	**548 $**	**6 486 $**	**0 $**	**7 034 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**32 %**			
Frais administratifs		**500 $**	**1 499 $**	**0 $**	**1 999 $**
	% maximum =	20 %			
	% atteint =	**9,09 %**			
	Total	**7 812 $**	**14 172 $**	**0 $**	**21 984 $**

Informations complémentaires

En cette troisième année du projet *Parents confiants, enfants rayonnants!*, plusieurs éléments ont été considérés pour bonifier le projet et assurer une transversalité avec d'autres projets concertés de Côte-des-Neiges, tout en soutenant le développement des enfants dans un environnement sain et sécuritaire.

Nous souhaitons:

- Maintenir une certaine forme de coanimation avec une intervenante-animatrice, une aide-animatrice et une mère-visiteuse.

- Maintenir la mixité culturelle des communautés chez les participantEs;

- Poursuivre la contribution des participantEs au développement des ateliers par l'élaboration de contenu et d'activités;

- Maintenir la présence d'une halte-garderie et d'une mère-visiteuse pour rassurer et soutenir les parents, favoriser l'entraide entre parents, et pour certains, vivre une première expérience avec un service de garde;

- Maintenir le repas collectif après chaque séance qui permet de développer les relations d'entraide;

- Poursuivre la collaboration entre partenaires.

Nous visons à améliorer ou développer:

- Une stratégie pour rejoindre les pères, particulièrement dans le contexte d'ateliers parentaux. Le Baobab Familial travaille présentement à développer ce genre de stratégie avec le nouveau programme BaoPapas.

- La collaboration avec des acteurs locaux: plusieurs parents aimeraient avoir plus d'intervention de personnes ressources du quartier (par exemple, sur la violence conjugale et familiale, ou encore sur l'intervention de la DPJ, etc.). Le programme flexible et adapté aux besoins des familles que nous offrons peut le permettre.

- Les contacts pré-groupe avec les participantEs potentielLEs pour développer des liens en amont et favoriser la participation.

De plus, plusieurs éléments ont été observés au cours de l'an 2 du projet, desquels nous souhaitons tenir compte pour bonifier le projet cette année:

Certaines thématiques abordées sont particulièrement appréciées, dont la nutrition, le logement et l'intimidation. Les sujets discutés abordent des enjeux du quotidien et les participantes ont grandement apprécié et appris lors des 9 séances, selon les résultats de leurs évaluations. Cela est d'autant plus appréciable qu'elles sont à l'origine du choix final des sujets abordés.

Le partage d'expériences multiples entre les participantes fut aussi l'un des aspects extrêmement apprécié. Cependant, l'intervenante-animatrice perçoit que certaines problématiques vécues par les participantes les empêchent parfois de participer pleinement aux discussions, car certains besoins primaires et enjeux liés à l'immigration prennent beaucoup de place dans leur vie. L'ouverture dont ont fait preuve les participantes et l'animatrice a été mentionné à quelques reprises. Les participantes ont apprécié se retrouver dans un contexte de non-jugement et de confidentialité. Avoir la possibilité de rencontrer l'intervenante-animatrice suite aux ateliers, pour discuter et chercher de l'aide fut aussi apprécié par celles qui se sont prévalu de cette ouverture. Les participantes, à la fin de la série d'ateliers, souhaitaient que les séances durent plus longtemps et qu'elles se multiplient, ce qui est une conséquence directe de l'isolement des familles et leur besoin de développer un réseau d'entraide.

Cet aspect nous amène à développer de nouvelles avenues pour structurer les ateliers: collaborer avec La Ruche de Côte-des-Neiges (regroupement d'adultes du quartier qui aident les organismes à mieux rejoindre les familles isolées), sorties ou visites d'organismes du quartier, développement d'activités pour le groupe par le groupe, etc. Tous ces éléments visent aussi à développer un sentiment d'appartenance à la communauté et au groupe, et à favoriser les environnements sains et sécuritaires pour les enfants, dans une communauté bienveillante.

Quelques mots au sujet du budget:

L'appui de nos partenaires prend la forme de ressources humaines pour la Fondation de la Visite et de denrées pour les collations et repas de la part de Multicaf. Le taux horaire des éducatrices de la halte-garderie est aussi bas car nous utilisons la Halte Garderie Mobile de CDN qui, grâce au soutien de l'arrondissement et de la Direction régionale de la santé publique (DRSP), donne accès aux OBNL tel que le Baobab à des éducatrices qualifiées et contribue à 50% de leur salaire.

Documents spécifiques au projet

BUDGET DÉTAILLÉ DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Budget Parents confiants, enfants rayonnants 2020.xlsx	*Non applicable*

BILAN DE LA DERNIÈRE ÉDITION DU PROJET

Nom du fichier	Périodes
Rapport final_Parents confiants enfants rayonnants_2019.docx.pdf	*Non applicable*

TOUS AUTRES DOCUMENTS PERTINENTS AU PROJET (LETTRE D'INTENTION, D'APPUI, DÉPLIANT, REVUE DE PRESSE, ETC.)

RÉSOLUTION DE VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION DÉSIGNANT UNE PERSONNE HABILITÉE À SIGNER LA (LES) CONVENTION(S) AVEC LA VILLE DE MONTRÉAL.

Nom du fichier	Périodes
Résolution 01-2020 BF Pol Enfant.pdf	Validité du 2020-01-22

Personne déléguée par le conseil d'administration pour ce projet	
Nom: Vanessa Sykes Tremblay	**Fonction:** Directeur(trice)

Engagement du répondant

Nom du fichier
Document d'engagement Politique de l'enfant 2020 Baobab Familial.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.
Oui

Diversité et inclusion sociale
Montréal

Engagement

Je, soussigné Vanessa **Sykes Tremblay** est délégué et autorisé par le Conseil d'administration de l'organisme **Baobab Familial**, à déposer le projet **Parents confiants, enfants rayonnants!** dans le cadre de l'appel de projet **Appel de projets sur invitation Politique de l'Enfant 2020 Arrondissement CDN-NDG.**

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délai.

V. Sykes T — 5 Août 2020

Vanessa Sykes Tremblay — **Date**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Non applicable

ANNEXE 3

ÉCHÉANCIER DU PROJET

Du 1 avril au 31 décembre 2020.

ANNEXE 4
RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
18-038

RÈGLEMENT DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Vu les articles 573.3.1.2 et 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

CHAPITRE I
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent document, les expressions ou les mots suivants signifient :

1° « autorisation de contracter » : autorisation délivrée conformément au chapitre V.II de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1);

2° « communications d'influences » : les activités de lobbyisme au sens de l'article 2 de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011);

3° « conflit d'intérêts » : il y a conflit d'intérêts lorsqu'il existe un risque, aux yeux d'une personne raisonnablement informée, que l'intérêt personnel d'une des personnes suivantes ou ses devoirs envers un autre client que la Ville, un ancien client ou un tiers nuisent à ses devoirs envers la Ville et, notamment, lorsqu'une de ces personnes agit pour un client ayant des intérêts opposés à ceux de la Ville ou lorsqu'une de ces personnes agit pour un client dont les intérêts sont de nature telle qu'il peut être porté à préférer certains d'entre eux par rapport à ceux de la Ville ou que son jugement et sa loyauté peuvent en être défavorablement affectés : le soumissionnaire, un de ses dirigeants ou administrateurs, un de ses employés affecté à la réalisation du contrat visé, un sous-contractant ou un employé d'un sous-contractant affectés à la réalisation du contrat visé;

4° « contingence » : conformément à l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), toute modification à un contrat qui constitue un accessoire à celui-ci et qui n'en change pas la nature;

5° « contravention » : le fait de ne pas respecter une obligation ou une interdiction prévue au présent règlement ou de faire une déclaration ou une affirmation solennelle en vertu du présent règlement qui est incomplète ou inexacte de l'avis de la Ville;

6° « inadmissible » : s'entend de l'état d'une personne qui ne peut pas, pour la période prévue à l'article 27 du présent règlement, présenter une soumission pour la conclusion d'un contrat avec la Ville ni conclure un tel contrat, un contrat de gré à gré ou un sous-contrat relié directement ou indirectement à de tels contrats;

7° « intervenant » : les soumissionnaires, les adjudicataires de contrats ou tout autre cocontractant de la Ville;

8° « période de soumission » : période entre le lancement d'un appel d'offres et l'octroi d'un contrat;

9° « personne liée » : personne morale pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est administratrice, dirigeante ou détentrice, directement ou indirectement, d'actions du capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale, et société en nom collectif, en commandite ou en participation pour laquelle la personne qui a contrevenu au présent règlement est associée ou dirigeante;

10° « personne responsable de l'appel d'offres » : personne désignée à ce titre dans les documents d'appel d'offres;

11° « règlement » : le présent règlement sur la gestion contractuelle;

12° « situation conférant un avantage indu » : situation où une des personnes suivantes a été associée de quelque manière que ce soit à la préparation de l'appel d'offres ou a eu accès à des renseignements relatifs à l'appel d'offres qui ne sont pas rendus disponibles ou accessibles aux autres soumissionnaires et qui est de nature à conférer un avantage indu au soumissionnaire : i) le soumissionnaire, ii) un employé ou ancien employé du soumissionnaire, iii) un sous-contractant du soumissionnaire ou iv) un employé ou ancien employé d'un sous-contractant du soumissionnaire;

13° « unité d'affaires » : un service de la Ville ou, lorsqu'il s'agit d'un arrondissement, l'arrondissement;

14° « variation des quantités » : une variation des quantités d'éléments prévus au contrat si une telle variation est permise en vertu de ce contrat;

15° « Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
OBJET

2. Le présent règlement a pour objectif de répondre aux obligations prévues à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

SECTION III
CHAMP D'APPLICATION

3. Le présent règlement s'applique à tous les contrats conclus par la Ville et aux démarches en lien avec ceux-ci ainsi qu'à tous les sous-contrats reliés directement ou indirectement à de tels contrats, et ce, peu importe leur valeur et est réputé en faire partie intégrante.

CHAPITRE II
MESURES VISÉES PAR L'ARTICLE 573.3.1.2. DE LA LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

SECTION I
LIENS PERSONNELS OU D'AFFAIRES, CONFLIT D'INTÉRÊTS ET SITUATIONS CONFÉRANT UN AVANTAGE INDU

4. Dans le cadre d'un appel d'offres, tout membre d'un comité de sélection ou d'un comité technique a l'obligation de déclarer sans délai au secrétaire du comité de sélection ou technique les liens personnels ou d'affaires qu'il a :

1° avec un des soumissionnaires;

2° avec un des associés d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants si le soumissionnaire est une société en nom collectif, en commandite ou en participation;

3° avec un des administrateurs d'un soumissionnaire et, le cas échéant, un de ses dirigeants de même qu'avec toute personne qui détient des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote, pouvant être exercés en toutes circonstances et rattachés aux actions de la personne morale si le soumissionnaire est une personne morale.

La Ville se réserve le droit de remplacer le membre visé par cette situation.

5. En déposant sa soumission, le soumissionnaire déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts ni dans une situation lui conférant un avantage indu. L'adjudicataire doit également déclarer toute telle situation si elle survient pendant l'exécution du contrat.

SECTION II
COMMUNICATIONS D'INFLUENCES

SOUS-SECTION 1
COMMUNICATIONS DES SOUMISSIONNAIRES AVEC UN REPRÉSENTANT DE LA VILLE

6. Durant la période de soumission d'un appel d'offres, il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de communiquer avec une autre personne que la personne responsable de cet appel d'offres au sujet de celui-ci.

Le soumissionnaire peut toutefois communiquer avec le bureau de l'inspecteur général ou du contrôleur général au sujet du comportement de la personne responsable ou de l'intégrité du processus d'octroi du contrat.

7. Il est interdit au soumissionnaire ou à toute personne qui agit aux fins de ce dernier de chercher à influencer la personne responsable de cet appel d'offres dans ses communications avec celle-ci.

SOUS-SECTION 2
LOBBYISME

8. Lorsque des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat de gré à gré, le cocontractant doit affirmer solennellement par écrit à la Ville, le cas échéant, que ces communications l'ont été conformément à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), au *Code de déontologie des lobbyistes* et aux avis du Commissaire au lobbyisme.

Le cocontractant doit également faire état par écrit, le cas échéant, des personnes par qui et à qui les communications d'influence ont été effectuées en vue de l'obtention du contrat et affirmer solennellement que cette liste est complète.

9. En déposant une soumission, le soumissionnaire affirme solennellement qu'il n'y a pas eu et qu'il n'y aura pas de communication d'influence, même par une personne inscrite au registre des lobbyistes, pendant la période de soumission.

10. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville doit collaborer aux opérations de vérification et d'enquête du Commissaire au lobbyisme dans son mandat visant à assurer le respect de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011) et du *Code de déontologie des lobbyistes*.

11. Tout élu, membre du personnel de cabinet et tout employé de la Ville qui est approché par une personne cherchant à influencer une prise de décision sur un sujet visé par la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, chapitre T-11.011), doit demander à cette personne si elle est inscrite au registre des lobbyistes. Dans le cas contraire, l'élu, le membre du personnel de cabinet ou l'employé de la Ville doit l'informer de l'existence de la loi précitée et de l'obligation de s'inscrire au registre des lobbyistes avant de poursuivre sa démarche et en informer le Commissaire au lobbyisme.

SECTION III
CONFIDENTIALITÉ

12. La composition des comités de sélection et technique, les dossiers évalués, les délibérations et les recommandations formulées sont confidentiels.

Tous les documents relatifs à la tenue d'un comité de sélection, notamment les notes personnelles et l'évaluation individuelle de chacun de ses membres, doivent être obligatoirement conservés par la Ville pour la période requise pour ce type de documents en vertu du calendrier des délais de conservation des documents de la Ville, une telle période ne pouvant toutefois être inférieure à un an suivant la fin du contrat.

Le secrétaire et les membres du comité de sélection et technique doivent signer le formulaire intitulé Engagement solennel des membres joint en annexe au présent règlement.

Malgré le premier alinéa, dans le cadre des concours de design et d'architecture, la composition des comités de sélection et technique n'est pas confidentielle.

13. Tout intervenant, employé, membre du personnel de cabinet ou élu doit agir avec loyauté et respecter la confidentialité des informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions ou, le cas échéant, de l'exécution de son contrat, à moins que la loi ou un tribunal n'en dispose autrement.

SECTION IV
PRÉVENTION DE LA CORRUPTION, COLLUSION ET AUTRES MANOEUVRES FRAUDULEUSES

14. Nul ne peut, directement ou indirectement, dans le contexte de la préparation ou présentation d'une soumission ou dans le cadre de la conclusion d'un contrat de gré à gré ou de l'exécution de tout contrat de la Ville, effectuer ou tenter d'effectuer de la collusion, de la corruption, une manoeuvre frauduleuse ou participer ou tenter de participer à un autre acte susceptible d'affecter l'intégrité du processus d'appels d'offres ou de sélection du cocontractant de gré à gré ou l'exécution de tout contrat.

SECTION V
SOUS-CONTRACTANT

15. Le cocontractant de la Ville ne peut pas faire affaires avec des sous-contractants inadmissibles dans le cadre de l'exécution du contrat sauf si la Ville l'autorise expressément en vertu du deuxième alinéa de l'article 28 ou des articles 29 ou 30.

Dès que le cocontractant a connaissance d'une violation, par son sous-contractant, au présent règlement, il doit en informer la Ville immédiatement.

16. Sauf si la Ville l'autorise expressément, une personne inadmissible, autre qu'un sous-contractant, ne peut travailler ou avoir un quelconque intérêt dans le cadre d'un contrat de la Ville et d'un sous-contrat s'y rattachant directement ou indirectement et le cocontractant de la Ville ne peut pas permettre ni tolérer de telles situations.

SECTION VI
GESTION CONTRACTUELLE

17. Les actes de gestion contractuelle prévus au deuxième alinéa de l'article 18 et aux articles 19 et 20 peuvent être posés par le fonctionnaire responsable du contrat et désigné à cette fin par le directeur de l'unité d'affaires concerné, ou par son représentant désigné, et doivent être documentés.

Pour tout acte ne respectant pas les paramètres prévus à ces articles, l'autorisation de l'instance décisionnelle compétente de la Ville pour l'octroi du contrat est requise.

SOUS-SECTION 1
VARIATION DES QUANTITÉS

18. Dans les contrats à prix unitaire, la Ville peut autoriser un budget pour les variations des quantités.

Lorsqu'un tel budget est autorisé, chaque élément à prix unitaire prévu au contrat ne peut être augmenté d'un pourcentage supérieur à celui de ce budget.

SOUS-SECTION 2
UTILISATION DU BUDGET ALLOUÉ AUX CONTINGENCES

19. Le budget alloué aux contingences peut être augmenté de la somme correspondant à une variation des quantités à la baisse ou à un retrait d'éléments prévus au contrat dans la mesure où le montant total du budget de contingences n'excède pas 20 % du montant total du contrat, incluant les taxes applicables, dans le respect des limites ci-après énoncées :

1° pour un contrat d'une valeur inférieure à 10 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

2° pour un contrat d'une valeur de 10 000 000 $ à 19 999 999,99 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 1 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

3° pour un contrat d'une valeur de 20 000 000 $ à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 2 500 000 $, incluant toutes les taxes applicables;

4° pour un contrat dont la valeur est supérieure à 50 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables, le budget alloué aux contingences peut être augmenté d'une somme maximale de 5 000 000 $, incluant toutes les taxes applicables.

20. Le budget alloué aux contingences ne peut être utilisé que dans les cas suivants :

1° pour payer la dépense associée à une contingence;

2° pour payer la dépense associée à une variation des quantités lorsque qu'aucun autre budget n'est disponible à cette fin;

3° pour payer, conformément aux termes du contrat, la dépense associée à une augmentation d'honoraires rémunérés à pourcentage.

SECTION VII
COLLABORATION AVEC L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

21. Conformément à l'article 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4), les personnes visées à cet article et tous représentants de celles-ci doivent notamment permettre à l'inspecteur général ou à ses représentants d'examiner tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat. Elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants d'utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenues dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

En outre, elles doivent également permettre à l'inspecteur général et à ses représentants de pénétrer, à toute heure raisonnable, dans un bâtiment ou sur un terrain pour procéder à l'examen prévu au deuxième alinéa et lui prêter toute aide raisonnable.

De plus, tout intervenant ou tout administrateur, dirigeant ou employé de celles-ci doit offrir une pleine et entière collaboration à l'inspecteur général et à ses représentants désignés dans le cadre de ses opérations de vérification et d'inspection liées à un contrat visé par le présent règlement. Il doit répondre de façon complète et véridique, dans les plus brefs délais, à toute demande provenant de l'inspecteur général ou de ses représentants désignés. Il doit notamment se présenter à l'heure et à l'endroit désignés par l'inspecteur général ou ses représentants afin de répondre aux demandes de renseignements de ceux-ci.

CHAPITRE III
CONTRAVENTIONS AU RÈGLEMENT

22. Tout membre d'un conseil, membre du personnel de cabinet ou employé de la Ville qui contrevient sciemment au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

23. Devient automatiquement inadmissible la personne qui contrevient aux articles 9, 14, 15 ou 16 de même que toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

24. La Ville peut déclarer inadmissible une personne qui contrevient aux articles 5, 6, 7 ou 8 ou un intervenant qui contrevient à l'article 13. Le cas échéant, devient également inadmissible toute personne liée à cette dernière ainsi que toute personne pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

25. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 5 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, sa soumission en réponse à cet appel d'offres est automatiquement rejetée. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique même si la Ville ne l'a pas déclarée inadmissible.

26. Lorsqu'une personne contrevient à l'article 21 dans le cadre d'un processus d'appel d'offres, la Ville peut, à sa seule discrétion, rejeter la soumission de cette personne en réponse à cet appel d'offres. Si la Ville découvre une telle contravention en cours d'exécution de contrat, l'article 28 s'applique bien que la personne ne soit pas inadmissible.

27. La durée de l'inadmissibilité aux contrats de la Ville et sous-contrats conformément aux articles 23 et 24 débute à la date de la découverte de la contravention et est de :

1° une année pour une contravention aux articles 5, 6, 8, 9 ou 13;

2° trois années pour une contravention aux articles 7, 15 ou 16;

3° cinq années pour une contravention à l'article 14.

28. Pour tout contrat ou sous-contrat en cours d'exécution avec une personne inadmissible, le cocontractant est réputé en défaut d'exécuter son contrat.

Cependant, la Ville peut, à sa seule discrétion, permettre la poursuite de l'exécution du contrat ou du sous-contrat.

Dans tous les cas où une garantie d'exécution est encaissée par la Ville et qu'elle s'avère insuffisante, le cocontractant est responsable de payer à la Ville la différence en argent entre le montant de sa soumission pour la portion du contrat qui reste à réaliser à la date de la résiliation et le coût encouru par la Ville pour compléter l'exécution du contrat résilié en plus d'être tenu de payer à la Ville tous les dommages résultant de son défaut.

29. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible lorsqu'elle est la seule en mesure :

1° de fournir une assurance, des matériaux, du matériel ou des services après que les vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur dans l'ensemble des territoires visés par un accord intergouvernemental de libéralisation des marchés publics applicable à la Ville;

2° aux fins de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel :

a) d'assurer la compatibilité avec des systèmes, progiciels ou logiciels existants;

b) de protéger des droits exclusifs tels les droits d'auteur, les brevets ou les licences exclusives;

c) de faire de la recherche ou du développement;

d) de produire un prototype ou un concept original;

3° d'exécuter des travaux d'enlèvement, de déplacement ou de reconstruction de conduites ou d'installations d'aqueduc, d'égout, d'électricité, de gaz, de vapeur, de télécommunication, d'huile ou d'autre fluide, à titre de propriétaire des conduites ou des installations;

4° de faire l'entretien d'équipements spécialisés parce qu'elle les a fabriqués ou parce qu'elle a désigné un représentant pour ce faire;

5° d'exécuter des travaux sur l'emprise d'une voie ferrée exploitée comme telle, et ce, pour un prix qui correspond à celui qu'une entreprise exécutant généralement de tels travaux exige normalement pour ceux-ci;

6° de céder à la Ville un immeuble ou un droit réel, tel que, mais sans limitation, une servitude, dont la Ville a besoin pour toutes fins municipales.

30. La Ville peut conclure un contrat et permettre la conclusion d'un sous-contrat avec une personne inadmissible :

1° lorsque ses services professionnels sont nécessaires dans le cadre d'un recours devant un tribunal, un organisme ou une personne exerçant des fonctions judiciaires ou juridictionnelles, dans la mesure toutefois où tel contrat de services professionnels fait suite à un rapport ou à un document préparé par cette personne à la demande de la Ville;

2° pour lui permettre de développer un site dont elle est propriétaire ou pour lequel elle a un mandat exclusif de ce faire;

3° lorsqu'elle a conclu un premier contrat de services professionnels relatif à la conception de plans et devis à la suite d'une demande de soumissions afin que cette personne procède à l'adaptation ou à la modification de tels plans et devis pour la réalisation des travaux aux fins desquels ils ont été préparés ou afin qu'elle procède à la surveillance liée à une telle adaptation ou modification ou, dans le cadre d'un contrat à prix forfaitaire, à une prolongation de la durée des travaux;

4° lorsqu'elle détient son autorisation de contracter.

31. La Ville tient un registre des personnes inadmissibles.

CHAPITRE IV
RÉCIDIVE

32. Lorsqu'une personne déjà inadmissible contrevient au présent règlement, sa période d'exclusion est prolongée du nombre d'années prévu à l'article 27 pour l'acte qui a été commis. Cette période d'exclusion est prolongée de la même manière pour toute personne qui lui est liée déjà inadmissible ainsi que pour toute personne déjà inadmissible pour laquelle elle agissait lors de la contravention.

CHAPITRE V
GRÉ À GRÉ ET MESURES POUR ASSURER LA ROTATION DES ÉVENTUELS COCONTRACTANTS

33. La Ville peut conclure de gré à gré tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 $ mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publique en vertu de l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

34. La Ville ne peut pas approuver la conclusion d'un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 avec une des personnes suivantes :

1° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 depuis moins de 90 jours et dont ledit contrat relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé;

2° une personne avec laquelle elle a conclu un contrat de gré à gré en vertu de l'article 33 si ce contrat est terminé depuis moins de 90 jours et relève de la même unité d'affaires responsable du contrat visé.

Le premier alinéa du présent article ne s'applique pas dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° si la personne soumet un prix inférieur à celui offert par 2 personnes en mesure de réaliser le contrat ou par la seule autre, le cas échéant, en mesure de réaliser le contrat qui a un établissement au Québec;

2° s'il s'agit d'un contrat qui peut être conclu de gré à gré en vertu de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

CHAPITRE VI
MESURES TRANSITOIRES ET FINALES

35. Le présent règlement remplace la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018. Il s'applique à tout processus d'appel d'offres et à tout contrat, y compris ceux en cours au moment de son adoption.

Toutefois, cette politique devenue règlement le 1er janvier 2018, continue de s'appliquer à tout acte posé avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

36. Toute personne inscrite au registre des personnes inadmissibles en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur avant le 23 août 2016 qui n'a pas d'autorisation de contracter ainsi que toute personne inscrite audit registre en vertu de l'application de la politique de gestion contractuelle en vigueur après le 22 août 2016 devenue le Règlement sur la gestion contractuelle le 1er janvier 2018 demeure inscrite audit registre jusqu'à la date de fin de la période d'interdiction prévue.

* Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le 26 juin 2018

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1201247002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 216 626 $, pour l'année 2020, à 10 organismes ci-dessous désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant. Approuver les 10 projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1201247002 - cert. fonds DSLCDS - POLITIQUE DE L'ENFANT 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1201247002**
Nature du dossier	**Contribution financière** **POLITIQUE DE L'ENFANT 2020**
Financement	**Transfert du CORPO au budget de fonctionnement de la DSLCDS**

Ce dossier vise à accorder des contributions financières totalisant 216 626 $ (taxes incluses si applicables) à onze organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de la Politique de l'enfant Naître, grandir, s'épanouir à Montréal : de l'enfance à l'adolescence - Édition 2020. Approuver les projets de convention à cet effet.

La liste des organismes sélectionnés sont :

- **Nom de l'organisme: Association des parents de Côte-des-Neiges**
- Nom du projet: Mon été magique avec papa
- Montant de la contribution recommandée: **16 379 $**
- Brève description: le projet vise à favoriser l'implication des papas lors de l'été précédent la rentrée scolaire afin que les enfants démarrent leur parcours scolaire positivement ainsi que pour renforcer le lien entre le père et l'enfant.

- **Nom de l'organisme: Baobab Familial**
- Nom du projet: Parents confiants, enfants rayonnants !
- Montant de la contribution recommandée: **7 812 $**
- Brève description: le projet s'adresse aux familles vulnérables et isolées en proposant des ateliers qui favorisent le partage des expériences, le développement d'un réseau et l'apprentissage des compétences parentales positives

- **Nom de l'organisme: Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges**
- Nom du projet: Halte garderie mobile
- Montant de la contribution recommandée: **51 964 $**
- Brève description: le projet consiste à créer un espace stimulant pour les enfants dont les parents peuvent s'impliquer dans les organismes du quartier ou suivre des cours de français ainsi que d'offrir une expérience de travail comme éducatrice à des femmes souvent issues des communautés culturelles.

- **Nom de l'organisme: Association pour le développement jeunesse de Loyola**
- Nom du projet: Les mini Olympes
- Montant de la contribution recommandée: **10 841 $**
- Brève description: le projet souhaite développer des relations saines entre les filles qui fréquentent le centre en leur apprenant à gérer les conflits en évitant la violence mais aussi à outiller leurs parents pour qu'ils puissent eux aussi mieux communiquer avec leurs enfants.

- **Nom de l'organisme: Comité jeunesse de Notre-Dame-de-Grâce**
- Nom du projet: Ça bouge dans mon parc
- Montant de la contribution recommandée: **13 750 $**

- Brève description: le projet vise à offrir des activités dans certains parcs de NDG aux enfants et adolescents qui ne fréquentent pas les camps de jour durant la saison estivale.

- **Nom de l'organisme: Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce**
- Nom du projet: Papa et moi
- Montant de la contribution recommandée: **23 788 $**
- Brève description: le projet cherche à améliorer la qualité des compétences parentales chez les pères en leur offrant des activités et des sorties avec leurs enfants.

- **Nom de l'organisme: Le Dépôt centre communautaire alimentaire**
  Nom du projet: Collations communautaires pour jeunesse NDG
- Montant de la contribution recommandée: **31 074 $**
- Brève description: le projet a pour objectif d'améliorer l'accès à des collations saines aux jeunes qui fréquentent les camps de jours et les centres communautaires de NDG qu'ils auront eux-même préparées.

Nom de l'organisme: L'Envol des Femmes
- Nom du projet: Art libre ! Atelier pour tous
- Montant de la contribution recommandée: **3 490 $**
- Brève description: le projet offre des cours d'art thérapie aux enfants et adolescents des mères qui fréquent l'Envol des femmes autour des questions de genre et d'identités.

Nom de l'organisme: YMCA du Québec
- Nom du projet: C-Vert
- Montant de la contribution recommandée: **12 500 $**
- Brève description: le projet offre un lieu de participation sociale en lien avec les questions environnementales aux jeunes de 14 à 17 ans. De plus, le programme leur permet de vivre une expérience en nature et de développer des aptitudes de leadership et d'implication dans leur communauté.

- **Nom de l'organisme: L'Institut Fraser Hickson**
- Nom du projet: MinibiblioPLUS
- **Montant de la contribution recommandée: 45 028 $**
- Brève description: le projet vise à consolider et à accroître le service d'éveil à la lecture en formant des bénévoles.

Cette contribution financière est transférée par le Corpo à l'arrondissement, dans une clé comptable créée spécifiquement pour La Politique de l'enfant, soit :

GDD 1201247002- 11 conventions de contributions financières	
2406.0010000.300775.05803.61900.016491	216 626,00 $
.0000.003455.000000.00000.0000	
CR: CDN - Événements publics	
A: Développement social	
O: Contribution à d'autres organismes	
SO: Autres organismes	
P: Politique de l'enfant	
TOTAL	**216 626,00 $**

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1203558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Les Excavations Super Inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour 1 504 271,25 $, pour une somme maximale de 1 729 535,87 $ (montant de la soumission excluant le budget de contingences), incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015.

D'autoriser une dépense à cette fin de 1 729 535,87 $ (montant de la soumission excluant le budget de contingences), incluant les taxes.

D'autoriser une dépense additionnelle de 259 430,38 $, incluant les taxes, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense additionnelle de 86 476,79 $, incluant les taxes, à titre de budget d'incidences.

D'autoriser une dépense totale de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-05 11:48

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203558009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La requalification du secteur Le Triangle est un projet de création d'un milieu de vie au cœur de Montréal. À proximité de plusieurs lieux d'emplois et desservi par deux stations de métro, le secteur va accueillir, d'ici 2025, près de 3 300 nouvelles unités de logement. Le Triangle est aujourd'hui un quartier convivial qui met en vitrine des infrastructures vertes inédites. La géométrie des rues a été repensée de façon à freiner la mobilité motorisée et augmenter l'espace dédié à la socialisation. Dans l'espace résiduel créé par le rétrécissement des rues, des jardins de pluie et des noues de biorétention ont été aménagés. De plus, les rues sont équipées de nombreux bancs pour permettre aux usagers les plus vulnérables de se reposer tout au long du parcours.

C'est dans cet esprit que le parc linéaire (traverse) entre les rues Buchan et Jean-Talon a été conçu. Il s'agira d'un passage en pavés de béton bordé de plantations traversant une placette avec plusieurs bancs pour permettre aux gens de se reposer et de socialiser sous un éclairage ambiant formé de caténaire.

L'appel d'offres a été publié du 31 janvier au 27 février 2020. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 26 juin 2020.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 20 jours, ce qui dépasse le délai minimal de 17 jours requis par la Loi sur les cités et villes.

Cinq (5) addendas ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres:

Addenda n° 1 émis le 10 février 2020: Annulation de la clause qui rejette automatiquement la soumission de l'entrepreneur si le prix à l'item Assurances, garanties et frais généraux de Chantier dépasse 7% de la valeur totale de la soumission. Ajout de précisions à la discipline

Infrastructures Civil et d'un item au bordereau de soumission; ce qui a eu un impact positif sur le prix soumis de plus de 1,5% du prix total de la soumission, soit 18 750,00 $

Addenda n° 2 émis le 17 février 2020: Réponses à 12 questions, ajout d'une période de trois (3) ans pour l'entretien des aménagements paysager et corrections à plusieurs quantités au bordereau de soumission, ce qui a eu un impact négatif sur le prix soumis de moins de 0,9% du prix total de la soumission, soit (11 200,00 $).

Addenda n° 3 émis le 17 février 2020: Corrections à la description de deux items au bordereau de soumission, ce qui n'a eu aucun impact sur le prix à soumettre.

Addenda n° 4 émis le 18 février 2020: Corrections à des quantités à deux items au bordereau de soumission; ce qui a eu un impact négatif sur le prix soumis de moins de 2,6% du prix total de la soumission, soit (32 000,00 $).

Addenda n° 5 émis le 20 février 2020 : Modification à la date de retour des soumissions, du 25 février au 27 février 2020, avant 11 heures. Précision à la description du mode de paiement à un item au bordereau, ce qui n'a pas eu d'impact sur le prix à soumettre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170266 – 9 octobre 2018 : D'autoriser à Cardin Ramirez Julien inc. une dépense additionnelle de 192 102,56 $, incluant les taxes, pour l'ajustement des honoraires de services professionnels en lien avec le projet de construction d'un chalet et aménagement d'un nouveau parc, pour le réaménagement du parc de la Savane et l'aménagement d'une traverse linéaire dans le secteur Le Triangle (résolution CA17 170225) majorant ainsi le montant total du contrat de 797 466,60$ à 989 569,16 $ incluant les taxes (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 17-16018.
CA17 170225 - 6 juillet 2017: Accorder à la firme Cardin Ramirez Julien Inc., un contrat de services professionnels en architecture, en ingénierie et en architecture du paysage au montant de 797 466,60 $, pour l'avant-projet détaillé, la préparation des plans et devis et la surveillance de chantier pour trois parcs du secteur Le Triangle et autoriser une dépense à cette fin de 863 922,15 $, comprenant les contingences au montant de 132 911,10 $, taxes incluses, et les incidences au montant de 66 455,55 $, taxes incluses.

CA16 170300 – 7 novembre 2016 – Octroi d'un contrat de services professionnels en architecture et en architecture du paysage à la firme Projet Paysage inc., pour l'élaboration d'un plan directeur des parcs et espaces verts du secteur du Triangle, au montant de 71 718,76 $, taxes incluses et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation (1167483001).

CA14 170306 – 2 septembre 2014 : D'approuver un projet d'acte de cession par lequel Gestion immobilière Place Dorée inc. cède gratuitement à la Ville de Montréal un terrain connu comme étant le lot 4 960 187 du cadastre du Québec, aux fins de parc et passage public, dans le cadre du projet de construction et d'occupation d'un complexe mixte situé au 5075, rue Jean-Talon Ouest, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le tout suivant les termes et conditions contenus au projet d'acte.

CM13 0144 - 26 février 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique (1124223005).

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura à fournir tous les matériaux ainsi que les services suivants :
· travaux de démolition, d'excavation et de terrassement;
· travaux de préparation du site et de remblayage, de compaction et de nivellement;
· travaux d'aménagements extérieurs du nouveau parc linéaire incluant les travaux de gazonnement, de plantation et de finition;
· fourniture et installation de mobiliers et d'équipements divers,
· travaux d'installation d'éclairage extérieur;
· travaux civils divers;
· maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais;
· autres travaux et services selon les plans et devis.

L'ouverture des soumissions de l'appel d'offres public CDN-NDG-20-AOP-DAI-015 a eu lieu le 27 février 2020 à 11h00 en présence des représentants des soumissionnaires, du responsable du dossier et de deux représentantes de la Division du greffe de l'arrondissement.

Sur dix-huit (18) preneurs du cahier des charges, huit (8) firmes ont déposées une soumission et dix (10) n'en ont pas déposées, soit une proportion respective de 44 % et 56 %.

En ce qui concerne les motifs de désistement, cinq (5) firmes sont connues comme sous-traitants et cinq (5) firmes n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner. La liste des preneurs des cahiers de charges se trouve à l'intérieur du «Résultat de soumission publique» (voir en pièces jointes).

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

JUSTIFICATION

Firmes soumissionnaires	Montants avec taxes
Les Excavations Super Inc.	1 729 535,87 $
SAHO Construction inc.	1 775 330,70 $
Bau-Québec Ltée	1 824 272,68 $
Aménagement Sud-Ouest	1 867 409,00 $
Les entreprises Ventec	1 893 081,77 $
Environnement routier NRJ	1 939 420,15 $
Les Terrassements Multi-Paysages inc.	1 965 262,04 $
Construction H2D	2 064 080,64 $
Dernière estimation réalisée	**1 341 677,77 $**
Coût moyen des soumissions conformes	
(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)	1 882 299,11 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	
((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100	8,60%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($)	
(la plus haute conforme – la plus basse conforme)	334 544,77 $

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	
((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100	19,34%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)	
(la plus basse conforme – estimation)	387 858,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	
((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	28,91%
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse conforme ($)	
(la deuxième plus basse – la plus basse)	45 794,83 $
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la plus basse conforme (%)	
((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100	2,6%

Le tableau des résultats de soumission présenté ci-dessus résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis.

L'ensemble des huit (8) soumissions se tiennent dans le même écart avec une moyenne de 1 888 299,11 $, un écart entre la moyenne et la plus basse conforme de (8,6 %) et un écart de prix entre les deux plus basses soumissions conformes reçues de (2,6 %). L'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder est de (28,9 %); il apparaît que l'estimation est plutôt sous-évaluée, voici l'analyse qu'en fait le consultant Projet Paysage :

Nous avons analysé plusieurs soumissions en 2019 de projets comparables et nous remarquons une hausse marquée dans le marché en 2020. La pénurie de main-d'œuvre dans le domaine de la construction peut aussi être un facteur de la hausse des coûts.

4.00 Surfaces, bordures, et murets / Item 4,01 et 5.00 Ouvrages de béton préfabriqué / Item 5,01 et 5,02
Les prix soumis sont très disparates, et surtout plus élevés que les prix normaux du marché lorsqu'on les compare au taux de 2019. L'écart de prix s'explique probablement par les accès difficiles au chantier, par la nécessité de manœuvrer de l'équipement sur un site étroit et la difficulté d'entreposer le matériel sans qu'il soit gênant pour l'exécution des travaux. Cela augmente le temps d'installation et donc le coût des travaux. De plus, l'accès unique au chantier via la rue Jean-Talon peut aussi avoir contribué à des coûts plus élevés en restreignant l'entrée au site augmentant ainsi le coût de la livraison. Le profit de l'entrepreneur est assurément plus élevé que les prix qui sont soumis habituellement.

7.00 Électricité / Item 7,04
L'item 7,04 est plus élevé que l'estimation parce que le design n'était pas complété au moment de la production de l'estimation. L'item 7,05 coffret de raccordement a été un peu sous-évalué dans l'estimation et le prix fourni par le plus bas soumissionnaire reflète le marché actuel. Sinon, l'ensemble des soumissions reçues ont un coût comparable à l'estimation.

8.00 Remblai et structure / Item 8,02
L'écart de prix s'explique par les frais transports et l'accès restreint au chantier. Il est aussi probable qu'un coût relié au terrassement général et de la préparation du site ait été inclus dans cet item, étant donné que nous n'avons pas prévu d'item sur cet ouvrage a proprement dit. Enfin, L'accès au chantier unique par Jean-Talon restreint les livraisons et cela joue aussi en la défaveur du prix soumis.

10,00 Égout pluvial / Items 10,07, 10,08 10,10 et 10,11

Pour les deux premiers items, l'écart s'explique par la sous-estimation du prix en fonction de la profondeur d'excavation du projet qui est supérieur à la moyenne. Pour les travaux de raccordement, il est probable que les prix élevés soient dû à l'obligation de l'entrepreneur d'exécuté l'ouvrage la fin de semaine ce qui augmente les coûts.

La firme Les Excavations Super Inc. Inc.**,** plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base (avant les contingences et toutes les taxes applicables) de **1 504 271,25 $.** Sa soumission est jugée conforme.

La firme Les excavations Super inc. figure sur la liste des fournisseurs au rendement insatisfaisant pour un contrat de déneigement des chaussées et trottoirs de l'arrondissement de Ville-Marie. Cependant, considérant que la nature de ce contrat n'est pas en lien avec le présent contrat, cette information ne sera pas considérée.

Contingences :
Aucune provision de contingences n'est prévue au présent dossier. Toutefois, la Ville se réserve le droit d'ajouter au présent contrat, ultérieurement au présent dossier, une provision maximale de **15 %** du montant de la soumission de la plus basse soumission conforme. L'inscription sera faite directement sur le bon de commande.

· un montant maximal de **15 %, soit 225 640,69 $**, avant taxes, de la soumission acceptée de l'entrepreneur, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13 -007 du SUM - Travaux de la traverse linéaire

Incidences :
Une provision totale, égale à **5 %** de la soumission acceptée et égale à **75 213,56 $**, avant taxes, est à prévoir au présent contrat. Cette provision sera utilisée pour payer les coûts des tests des différents laboratoires et services professionnels autres que les services de conception déjà accordés (contrôle des matériaux granulaires, compaction, béton), raccordement aux réseaux électrique et pluvial et autres services requis au cours du chantier. De plus, certains frais qui pourraient être requis avant la mise en fonction des installations peuvent être assumés par la provision d'incidence autorisée au présent dossier.

· un montant de **75 213,56 $**, avant taxes, provenant du règlement d'emprunt de compétence locale RE 13-007 du SUM - Travaux de la traverse linéaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal relatif à ce projet est de 2 075 443,03 $ (taxes incluses). La dépense est assumée à 100 % par la ville centrale et représente un coût net de 1 895 156,14 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.
La dépense est inscrite au PTI 2020-2022 du SUM sera entièrement financée par le règlement d'emprunt de compétence locale # 13-007 "Règlement autorisant un emprunt de 30 900 000 $ pour le financement de travaux de réaménagement de l'emprise publique"

Le détail des informations budgétaires se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet sera réalisé selon les exigences de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet de la communication des informations aux citoyens et aux groupes concernés quant à la date de disponibilité des lieux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de travaux : CA 11 mars 2020;
Début des travaux de construction : mai 2020;
Fin des travaux de construction : septembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Geneviève REEVES)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Martin POLISENO, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Martin POLISENO, 25 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-21

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

Procès verbale_Ouverture de soumissions.pdf
Résultat de soumission publique.pdf
Tableau_des_coûts du projet.pdf
20-DAI-015_Exc. Super_Sommaire de soumission.pdf
Parc lineaire (traverse)_Plan d'ensemble.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jacques LEMIEUX
Ingénieur

Tél : 514 872-3897
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-20-AOP-DAI-015

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **jeudi 27 février 2020** à **11 heures.**

Sont présents :

• Geneviève Reeves	Avocate secrétaire d'arrondissement	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Jacques Lemieux	Ingénieur	Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-20-AOP-DAI-015 Aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
ENVIRONNEMENT NRJ INC.	1 939 420,15 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 893 081,77 $
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	1 729 535,87 $
BAU-QUÉBEC LTÉE	1 824 272,68 $
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	2 064 080,64 $
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGE INC.	1 965 262,04 $
SAHO CONSTRUCTION INC.	1 775 330,70 $
AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1 867 409,00 $

L'appel d'offres public a été publié dans le Journal de Montréal et sur le site SEAO le 31 janvier 2020.

La secrétaire d'arrondissement transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises, pour étude et rapport.

Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSULTAT DE SOUMISSION PUBLIQUE
Date de publication : 31 janvier 2020
Date d'ouverture : 27 février 2020

SOUMISION CDN-NDG-20-AOP-DAI-015 **Aménagement d'un parc linéaire (traverse)** **entre les rues Jean-Talon et Buchan**		
SOUMISSIONS		
1	ENVIRONNEMENT NRJ INC.	1 939 420,15 $
2	LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1 893 081,77 $
3	LES EXCAVATIONS SUPER INC.	1 729 535,87 $
4	BAU-QUÉBEC LTÉE	1 824 272,68 $
5	LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	2 064 080,64 $
6	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGE INC.	1 965 262,04 $
7	SAHO CONSTRUCTION INC.	1 775 330,70 $
8	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)	1 867 409,00 $

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES	
1	SAHO CONSTRUCTION INC
2	SALVEX INC.
3	ST-DENIS THOMPSON INC.
4	LES EXCAVATIONS SUPER INC.
5	SYSTÈMES URBAINS INC.
6	LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGE INC
7	AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST (9114-5698 QUÉBEC INC.)
8	BAU-QUÉBEC LTÉE
9	CONSTRUCTION DERIC INC.
10	CONSTRUCTION NRC INC.
11	ENVIRONNEMENT NRJ INC.
13	INSTALLUME INC.
14	LES CONSTRUCTIONS H2D INC.
15	LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.
16	LES ENTREPRISES VENTEC INC.
17	MARC MORIN ÉLECTRIQUE INC.
18	NEOLECT INC.

Préparé le 27 février 2020

…2

Projet : **CDN-NDG-20-AOP-DAI-015**

Aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan

			Tps 5,0%		Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**$**				
	Prix forfaitaire de base	**1 504 271,25**	75 213,56		**150 051,06**	**1 729 535,87**
	Sous-total :	**1 504 271,25**	**75 213,56**		**150 051,06**	**1 729 535,87**
	Contingences 15%	225 640,69	11 282,03		22 507,66	259 430,38
	Total - Contrat :	**1 729 911,94**	**86 495,60**		**172 558,71**	**1 988 966,25**
Incidences :	Dépenses générales 5%	75 213,56	**3 760,68**		7 502,55	86 476,79
	Total - Incidences :	**75 213,56**	**3 760,68**		**7 502,55**	**86 476,79**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)	**1 805 125,50**	**90 256,28**		**180 061,26**	**2 075 443,03**
Ristournes :	Tps 100,00%					90 256,28
	Tvq 50,0%					90 030,63
	Coût net après ristoune					**1 895 156,14**

préparé par Jacques Lemieux
SAHO

Montréal

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-20-AOP-DAI-015

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
31	**1**	**2020**	**25**	**2**	**2020**	Aménagements des parcs - Actifs immobiliers 5160, boul. Décarie, bureau accès Montréal, rez-de-chaussée Montréal (Québec) H3X 2H9, avant 11h00

AMÉNAG

Description et sommaire de soumission	Montant
Coût des travaux pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon e Buchan	
Montant total avant taxes :	1 504 271,25 $
Taxe sur les produits et services 5 % :	75 213,56 $
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	150 051,06 $
Montant total :	**1 729 535,87 $**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142493619

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): LES EXCAVATIONS SUPER INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

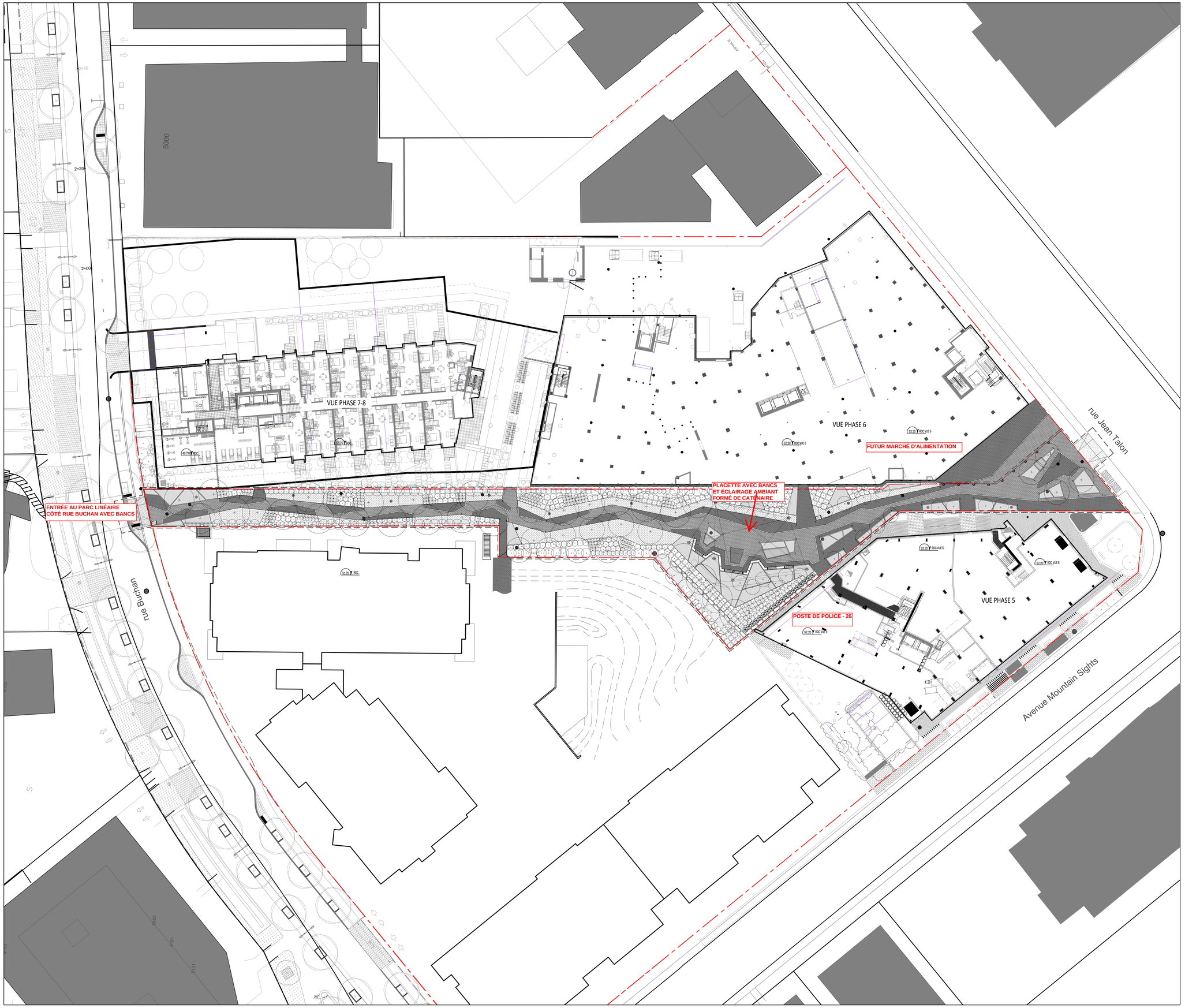
5900 RUE SAINT-JACQUES OUEST, MONTREAL, (QUÉBEC), H4A 2E9

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : (514)488-6883		
NATALINO CAPPELLO, PRÉSIDENT	Télécopieur : (514)488-1791		
	Courriel : info@excavationsuper.com		
Signature:	Jour	Mois	Année
	25	Février	2020

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.



LÉGENDE

- Limite de lot
- Limite des travaux
- Haut talus / Bas talus
- Arbre et arbuste feuillu proposé
- Arbre et arbuste conifère proposé
- Vivace et graminée
- Gazon en plaques
- Luminaire, voir plan d'éclairage
- Fût avec projecteurs installés en caténaire
- Bollard lumineux, voir plan d'éclairage
- Mobilier extérieur
- Puisards, regards et puits d'accès, emplacement approximatif, voir plan civil et électricité

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Révisions

No	Description	Appr.	Date
1	Émission préliminaire 50%	M.D.	2018-08-30
2	Émission préliminaire 50%	M.D.	2018-11-16
3	Émission préliminaire 90%	M.D.	2019-12-13
4	Émission pour appel d'offres	M.D.	2020-10-24

NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

NOTES GÉNÉRALES À L'ENTREPRENEUR :

1- L'Entrepreneur doit vérifier les conditions existantes sur le site avant la fin de la période de soumission et aviser l'architecte paysagiste de toute erreur, omission ou contradiction. Il devra s'assurer de la bonne concordance des dimensions et assemblages présentés dans les dessins avec les conditions existantes afin de prévoir son intervention en conséquence.
2- L'Entrepreneur doit vérifier les quantités au bordereau et aviser l'architecte paysagiste de toute erreur, omission ou contradiction avec les plans avant la fermeture de la période de soumission.
3- L'Entrepreneur ne doit éliminer aucune végétation existante sur le site sans l'approbation de l'architecte paysagiste.
4- L'implantation des ouvrages devra être approuvée par l'architecte paysagiste avant de commencer les travaux.
5- Avant de creuser, l'Entrepreneur doit appeler INFO-EXCAVATION et doit vérifier la localisation des infrastructures souterraines sur l'ensemble du site.
6- Ces dessins doivent être considérées pour l'agencement général seulement. Ne prendre aucune mesure à l'échelle pour l'interprétation des dimensions pour la construction des ouvrages.

PROJET | PAYSAGE

24 Mont-Royal O. Bureau 801 Montréal Québec H2T 2S2
T: 514 849.7700 F: 514.849.2027 info@projetpaysage.com

Sceau

Nom du projet
Aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan

Titre du dessin
PLAN D'ENSEMBLE
Échelle 1:250

Conçu par : G. Cabanas	Feuille No : AP-00
Dessiné par : M.Drouin	
Approuvé par : M. Brisebois	
Date : Juin 2017	
16-424	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1203558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-AOP-DAI-015 Analyse des soumissions GDD.pdf
20-AOP-DAI-015 Contrat ao public.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-4358

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-04

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Tél : 514 868-4358
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-20-AOP-DAI-015**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP[1]	Attestation fiscale	Liste RGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
BAU-QUÉBEC LTÉE	1171182919	NON REQUISE	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES	1140382590		ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	1142493619		ok	ok	ok	ok	ok		ok	ok	inscrit sur la LFRI - Possibilité de refuser la soumission du fournisseur	Conforme
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1142611939		ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
9114-5698 QUÉBEC INC. (AMÉNAGEMENT SUD-OUEST)	1160680998		ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
SAHO CONSTRUCTION INC.	1167019216		ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	1145668878		ok	ok	ok	ok	ok		ok	ok	inscrit sur la LFRI - Possibilité de refuser la soumission du fournisseur	Conforme
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	1166533407		ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2020-02-27**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2020-02-27**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2020-02-27**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2020-02-27.**

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-20-AOP-DAI-015 — No du GDD : 1203558009

Titre de l'appel d'offres : Aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 31 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 20 - 2 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 26 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18

Nbre de soumissions reçues : 8

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 44

% de rejets : 25

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 6 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BAU-QUÉBEC LTÉE	1 824 272,68 $		
LES TERRASSEMENTS MULTI-PAYSAGES INC.	1 965 262,04 $		
LES EXCAVATIONS SUPER INC.	1 729 535,87 $	√	
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC.	1 939 420,15 $		
9114-5698 QUÉBEC INC. (AMÉNAGEMENTS SUD-OUEST)	1 867 409,00 $		
LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION VENTEC INC.	1 893 081,77 $		
SAHO CONSTRUCTION INC.	1 775 330,70 $		
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	2 064 080,64 $		

Information additionnelle

Les entreprises de construction Ventec inc et Les excavations Super inc. sont sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant.

Préparé par : Geneviève Reeves — Le 2 - 3 2020

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203558009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 1 729 535,87 $ incluant les taxes à Les Excavations Super Inc. pour l'aménagement d'un parc linéaire (traverse) entre les rues Jean-Talon et Buchan, à la suite de l'appel d'offres public numéro CDN-NDG-20-AOP-DAI-015, et autoriser une dépense à cette fin de 2 075 443,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant. (8 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1203558009 parc linéaire Tiangle - Excavations Super.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-05

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-6748
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD : 1203558009

Taux 2020: 1,0951303727

No d'engagement CC03558009

Provenance

Le Triangle		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 13-007	6101.7713007.802716.01909.57201.000000.0000.167522.000000.98001.00000	2 075 443,04 $	1 895 156,14 $	1 895 157 $

Imputation

Aménagement parc linéaire JTalon/Buchan - Excavations Super inc.		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	6101.7713007.802716.07165.57201.000000.0000.182684.000000.15010.00000	1 729 535,87 $	1 579 296,78 $	1 579 297 $
Contingences	6101.7713007.802716.07165.57201.000000.0000.182684.070008.15010.00000	259 430,38 $	236 894,52 $	236 895 $
Incidences	6101.7713007.802716.07165.54301.000000.0000.182685.070003.15010.00000	86 476,79 $	78 964,84 $	78 965 $
Total imputation		**2 075 443,04 $**	**1 895 156,14 $**	**1 895 157 $**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1206954001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser des dépenses au montant de 5 035 300 $ pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2020.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser au préalable des dépenses au montant de 5 035 300 $ pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2020.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:34

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1206954001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser des dépenses au montant de 5 035 300 $ pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Certaines dépenses de services d'utilités publiques acquis par le biais d'ententes-cadre excédent les montants prévus au Règlement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires. Le processus de paiement de factures fait en sorte que les dépenses sont déduites progressivement du budget disponible. En conséquence, une approbation préalable du conseil d'arrondissement est nécessaire afin de compléter la procédure de paiement dans les délais établis.

Rappelons que le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement CDN-NDG RCA-04-17044 sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés prévoit l'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas
échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat, est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement, lorsque la valeur du contrat est de moins de 50 000 $;

2° au fonctionnaire de niveau B (les directeurs, le chef de division communications et adjoint au directeur d'arrondissement et la directrice adjointe de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, ou le chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles en l'absence du directeur
des services administratifs et du greffe) concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 25 000 $;

3° au fonctionnaire de niveau C (les chefs de division, les chefs de division adjoints et le secrétaire d'arrondissement;) concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 10 000 $;

4° au fonctionnaire de niveau D (les chefs de section, les préposés au soutien administratif de la direction des travaux publics et les contremaîtres) concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 5 000 $;

5° au fonctionnaire de niveau E (les préposés au soutien administratif autres que ceux de la direction des travaux publics et les préposés au budget) concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 1 000 $.

Afin d'assurer la transparence du processus décisionnel et d'informer le conseil d'arrondissement de l'envergure des dépenses anticipées relatives aux services d'utilités publiques et aux achats par le biais d'ententes-cadres, nous soumettons donc au conseil ce dossier visant à autoriser ces dépenses à la hauteur des crédits budgétés.

Étant donné que les dépenses de certaines de ces activités pourraient éventuellement faire l'objet de modifications budgétaires en cours d'année, un bilan des dépenses réelles sera joint aux états financiers, préparé en fin d'année financière.

Les catégories de dépenses visées par ce sommaire sont listées au paragraphe portant sur les aspects financiers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 170070 - D'autoriser les dépenses relatives à des services d'utilités publiques, à des commandes ou à des services prévus dans des ententes-cadres, pour l'exercice 2016, à la hauteur des budgets prévus.

CA15 170098 - D'autoriser les dépenses relatives à des services d'utilités publiques, à des commandes ou à des services prévus dans des ententes-cadres, pour l'exercice 2015, à la hauteur des budgets prévus.

RCA04 17044 - **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (CODIFICATION ADMINISTRATIVE)**

DESCRIPTION

Les dépenses visées dans l'objet sont relatives à la fourniture des biens et des services suivants : pierre, béton de ciment, mélange bitumineux (asphalte), sel, abrasifs pré mélangés, disposition des sols, vêtements, énergie, électricité (utilité publique) et téléphonie (utilité publique).

Comme mentionné précédemment, plusieurs articles identifiés dans la liste précédente font l'objet d'ententes négociées avec des fournisseurs à la suite des appels d'offres publics effectués par le Service de l'approvisionnement.

JUSTIFICATION

En vertu du règlement intérieur du CA sur la délégation des pouvoirs aux fonctionnaires, l'autorisation préalable d'engager ces dépenses est requise jusqu'à concurrence du montant total budgété pour chacun de ces biens et services, pour l'exercice 2020. Ceci permettra, d'une part, de respecter les politiques de contrôle interne de la Ville de Montréal et, d'autre part, simplifiera le processus d'émission et d'approbation de BC, ce qui accélérera ainsi le processus de demande de paiement et d'émission des chèques.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant d'autorisation pour chacune des dépenses est réparti par direction dans les postes budgétaires suivants:

Code	Description	DAUSE	DCSLDS	DA	DSAG	Travaux publics	Total général
53601	Téléphonie	6 800 $	32 600 $	8 400 $	24 000 $	40 100 $	111 900 $
54503	Serv.tech. - Gest. des mat. résiduelles	- $	- $	- $	- $	422 800 $	422 800 $
56301	Électricité	- $	- $	- $	- $	900 000 $	900 000 $
56306	Énergie	- $	1 460 300 $	- $	- $	295 700 $	1 756 000 $
56504	Agrégats et matériaux de construction	- $	- $	- $	- $	802 500 $	802 500 $
56505	Sels et autres abrasifs	- $	- $	- $	- $	880 000 $	880 000 $
56510	Vêtements, chaussures et accessoires	6 500 $	10 600 $	- $	- $	145 000 $	162 100 $
Total général		**13 300 $**	**1 503 500 $**	**8 400 $**	**24 000 $**	**3 486 100 $**	**5 035 300 $**

L'imputation de ces dépenses est détaillée dans la pièce jointe au dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques administratives de la Ville et aux lois.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Benoit VARIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Benoit VARIN, 25 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206954001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Autoriser des dépenses au montant de 5 035 300 $ pour la fourniture de biens et de services d'utilités publiques (asphalte, béton, pierre, sel, disposition des sols, vêtements, électricité et téléphonie), acquis dans les ententes-cadres et les services publics à la hauteur des budgets prévus pour l'exercice 2020.

13. Règlement intérieur du CA délégation de pouvoirs RCA04 17044 mai2019.pdf

Budget des utilités publiques 2020.xlsx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

RCA04 17044 **RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (CODIFICATION ADMINISTRATIVE)**

MISE EN GARDE ***:*** *Cette codification a été préparée uniquement pour la commodité du lecteur et n'a aucune valeur officielle. Aucune garantie n'est offerte quant à l'exactitude du texte. Pour toutes fins légales le lecteur devra consulter la version officielle du règlement et de chacun de ses amendements.*

Considérant que les membres du conseil d'arrondissement ont le pouvoir de déléguer certains des pouvoirs de ce conseil à des fonctionnaires ou à des employés de la ville;

Considérant qu'il y a lieu que certains pouvoirs du conseil d'arrondissement soient, dans un esprit de responsabilisation et d'imputabilité, délégués à des fonctionnaires ou à des employés oeuvrant au sein de l'arrondissement et ce, afin d'atteindre une plus grande efficacité administrative et d'offrir un meilleur service aux citoyens;

Considérant que le conseil d'arrondissement a pour mandat de déterminer l'affectation de travail et les responsabilités des fonctionnaires ou employés dont la ville dote l'arrondissement;

Considérant la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

_____

RCA19 17310, a. 1 et 2.

Le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :
« fonctionnaire » : un fonctionnaire ou employé au sens de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);
« fonctionnaire de niveau A » : le directeur d'arrondissement;
« fonctionnaire de niveau B » : les directeurs de direction ou le chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles en l'absence du directeur des services administratifs et du greffe;
« fonctionnaire de niveau C » : les chefs de division et la secrétaire d'arrondissement;

« fonctionnaire de niveau D » : les chefs de section, les régisseurs et les contremaîtres;
« fonctionnaire de niveau E » : les préposés au soutien administratif et les préposés au budget.

_____
RCA05 17078, a. 1; RCA06 17106, a. 1; RCA09 17158, a. 1; RCA10 17184, a. 1; RCA11 17187, a. 1; RCA19 17310, a. 1 et 3.

2. La délégation de l'exercice d'un pouvoir à un fonctionnaire comporte la délégation de l'exercice de ce pouvoir à son supérieur hiérarchique, au supérieur hiérarchique de ce dernier et ainsi de suite jusqu'au directeur d'arrondissement.

3. Le directeur d'arrondissement et un fonctionnaire de niveau B peuvent, dans tous les cas, se réserver l'exercice d'un pouvoir délégué à tout fonctionnaire relevant de leur autorité directe.

4. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement doit être exercé conformément aux dispositions de la loi et des règlements applicables et conformément aux encadrements administratifs qui prévalent dans l'arrondissement.

5. Un fonctionnaire à qui l'exercice d'un pouvoir est délégué en vertu du présent règlement est autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents découlant de l'exercice de ce pouvoir.

Le secrétaire d'arrondissement est également autorisé à signer les contrats, actes ou autres documents relevant de la compétence du conseil d'arrondissement, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution ont été déléguées à un fonctionnaire en vertu du présent règlement.

_____
RCA19 17310, a. 4.

CHAPITRE II
RESSOURCES HUMAINES

6. La nomination d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), autre qu'un fonctionnaire de niveau B, est déléguée au directeur d'arrondissement.

Ce dernier doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

_____
RCA19 17310, a. 1.

7. La nomination d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du *Code du travail* (RLRQ, chapitre C-17), qui n'entraîne pas la permanence d'emploi, à moins qu'elle soit acquise, est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement, pour un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
2° au fonctionnaire de niveau B concerné, pour un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
3° au fonctionnaire de niveau C concerné, dans les autres cas.

Une nomination visée au présent article, lorsqu'elle entraîne la permanence d'emploi, est déléguée au directeur d'arrondissement.

_____
RCA09 17158, a. 2; RCA19 17310, a. 1.

8. La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la rétrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), est déléguée au directeur d'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

_____
RCA19 17310, a. 1.

9. La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la rétrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire qui est un salarié représenté par une association accréditée au sens du *Code du travail* (RLRQ, chapitre C-17) est déléguée au gestionnaire de niveau B concerné qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau C concerné, à l'exception de la mise à pied d'un fonctionnaire auxiliaire qui est déléguée au gestionnaire de niveau C concerné.

_____
RCA09 17158, a, 3; RCA19 17310, a. 1.

10. À l'exception des fonctionnaires de niveau B, le congédiement de tout fonctionnaire est déléguée au directeur d'arrondissement qui doit exercer ce pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné.

11. Sous réserve, le cas échéant, des dispositions des conventions applicables, l'imposition de toute mesure disciplinaire autre que celle prévue à l'article 10, notamment l'avis disciplinaire et la suspension avec ou sans traitement, est déléguée :
1° au directeur d'arrondissement, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
2° au fonctionnaire de niveau B concerné, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;
3° au fonctionnaire de niveau C concerné dans tous les autres cas à l'exception de l'avis disciplinaire qui est délégué au fonctionnaire de niveau D concerné.

_____
RCA09 17158, a. 4.

12. L'exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire qui n'est pas prévu au présent règlement est délégué au directeur d'arrondissement qui doit exercer ce

pouvoir sur avis, le cas échéant, du fonctionnaire de niveau B concerné, sous réserve des dispositions des conventions applicables et des règles que peut établir le conseil de la Ville.

13. La détermination de l'affectation de travail et des responsabilités est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, à l'égard d'un fonctionnaire relevant de son autorité directe;

3° au fonctionnaire de niveau C concerné, dans les autres cas.

_____

RCA06 17106, a. 2; RCA09 17158, a. 5.

13.1. La création d'un poste est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement pour un poste de fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas.

_____

RCA06 17106, a. 3; RCA19 17310, a. 1.

13.2. L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement pour un poste de fonctionnaire visé au deuxième ou au troisième alinéa de l'article 71 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, dans les autres cas.

_____

RCA06 17106, a. 3; RCA19 17310, a. 1.

14. L'exercice de tout pouvoir délégué en vertu du présent chapitre requiert l'obtention préalable d'un avis du chef de division ressources humaines de la Direction des services administratifs et du greffe, à l'exception de la mise à pied et du rappel d'un fonctionnaire auxiliaire, col bleu ou col blanc, occupant un poste saisonnier.

_____

RCA09 17158, a. 6.

CHAPITRE III
CONTRATS ET AUTORISATIONS DE DÉPENSES

15. L'octroi d'un contrat relatif à l'acquisition de biens, à l'exécution de travaux ou à l'exécution de services autres que professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement, lorsque la valeur du contrat est de moins de 50 000 $;

2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 25 000 $;

3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 10 000 $;

4° au fonctionnaire de niveau D concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 5 000 $;
5° au fonctionnaire de niveau E concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 1 000 $.

_____

RCA04 17057, a. 1; RCA05 17078, a. 2; RCA06 17106, a. 4; RCA09 17158, a. 7; RCA19 17310, a. 5.

15.1. L'octroi d'un contrat relatif à l'exécution de services professionnels et, le cas échéant, l'autorisation de dépenses relatives à ce contrat est déléguée:

1° au directeur d'arrondissement, lorsque la valeur du contrat est de moins de 50 000 $;
2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 10 000 $;
3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la valeur du contrat est de moins de 5 000 $.

_____

RCA04 17057, a. 1; RCA05 17078, a. 2; RCA06 17106, a. 5; RCA09 17158, a. 8; RCA19 17310, a. 6.

16. Une autorisation de dépenses relative à un service d'utilités publiques ou relatives à une commande ou à un service prévu dans un contrat cadre est déléguée à tout fonctionnaire de niveau C concerné, selon les seuils prévus au budget.

_____

RCA05 17072, a. 1.

17. Une autorisation de dépenses qui n'est pas autrement prévue, est déléguée :

1° au directeur d'arrondissement, lorsque la dépense est de moins de 50 000 $;
2° au fonctionnaire de niveau B concerné, lorsque la dépense est de moins de 25 000 $;
3° au fonctionnaire de niveau C concerné, lorsque la dépense est de moins de 10 000 $;
4° au fonctionnaire de niveau D concerné, lorsque la dépense est de moins de 5 000 $;
5° au fonctionnaire de niveau E concerné, lorsque la dépense est de moins de 1 000 $.

_____

RCA06 17106, a. 6; RCA19 17310, a. 7.

17.0.1. La signature d'ententes à titre gratuit concernant l'hébergement temporaire de personnes sinistrées dans des locaux appartenant à la Ville est déléguée au fonctionnaire de niveau B concerné.

_____

RCA09 17158, a. 9.

17.0.2. La formation d'un comité de sélection composé d'au moins trois membres autres que des membres du conseil, et dont la tâche consiste à évaluer les soumissions conformément aux articles 573.1.0.1.1 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), est déléguée au fonctionnaire de niveau B concerné.

_____
RCA10 17184, a. 2; RCA19 17310, a. 1.

17.0.3. Pour tout processus d'adjudication ou d'attribution d'un contrat, sont déléguées au directeur d'arrondissement toutes les fonctions qui, selon la Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (2017, chapitre 27), sont dévolues au dirigeant de l'organisme municipal.

Le directeur d'arrondissement dépose un rapport de toutes les décisions qu'il a prises relativement au pouvoir qui lui est délégué en vertu du présent article, à la première séance ordinaire tenue après l'expiration d'un délai de deux semaines suivant la prise de décision.

_____
RCA19 17317, a. 1.

CHAPITRE III.1
MATIÈRES JURIDIQUES

_____
RCA05 17072, a. 1.

17.1. Sont délégués au secrétaire d'arrondissement :

1° le recouvrement par voie judiciaire ou extrajudiciaire des sommes dues à l'arrondissement jusqu'à concurrence de 50 000 $, y compris, le cas échéant, la décision d'instituer des procédures et d'en appeler ou non d'un jugement apparaissant mal fondé;
2° en matière d'expropriation, le paiement de l'indemnité provisionnelle;
3° en matière d'expropriation, le paiement de l'indemnité définitive ou l'acquisition d'immeubles de gré à gré jusqu'à concurrence de 50 000 $;
4° le règlement jusqu'à concurrence de 25 000 $ d'une réclamation, d'une action ou d'une poursuite dans laquelle la responsabilité civile ou pénale de l'arrondissement ou de l'un de ses préposés peut être engagée;
5° la décision d'en appeler ou non d'un jugement rendu contre l'arrondissement pour une somme n'excédant pas 25 000 $ et le paiement de celui-ci;
6° à la suite d'un règlement dûment autorisé ou d'une radiation d'une somme due à l'arrondissement, l'autorisation de consentir des mainlevées ou de donner quittance;
7° la délivrance de mainlevée sur les saisies pratiquées par l'arrondissement;
8° l'autorisation de radier une somme de moins de 5 000 $ due à l'arrondissement, à l'exception des taxes décrétées par l'arrondissement;
9° le paiement, jusqu'à concurrence de 10 000 $, des mémoires de frais judiciaires ou des frais d'experts conformes aux tarifs applicables;
10° le paiement de l'amende et des frais résultant de la commission, avec un véhicule de l'arrondissement, d'une infraction relative à l'état ou à l'usage du véhicule ou à la circulation lorsque, de l'avis du directeur de l'arrondissement, l'émission du constat d'infraction résulte d'un acte ou d'une omission attribuable à l'arrondissement; le

paiement de l'amende et des frais résultant de la commission, avec un véhicule de l'arrondissement, d'une infraction de stationnement lorsque le conducteur en cause néglige ou refuse indûment de les acquitter et le recouvrement de ces sommes auprès de ce conducteur;

11° le paiement de l'amende et des frais réclamés par un constat d'infraction signifié à l'arrondissement relativement à une infraction non visée au paragraphe 10° ou la transmission d'un plaidoyer de non-culpabilité;

12° le règlement, jusqu'à concurrence de 15 000 $ d'un litige devant la Commission de la santé et de la sécurité au travail (C.S.S.T.) et devant la Commission des lésions professionnelles (C.L.P.);

13° sous réserve du paragraphe 12°, le règlement, jusqu'à concurrence de 25 000 $, d'un grief ou d'un litige relatif aux relations de travail devant un tribunal administratif.

_____

RCA05 17072, a. 2; RCA09 17158, a. 10; RCA19 17310, a. 8.

17.2. L'opposition à une demande de permis d'alcool prévue à la *Loi sur les permis d'alcool* (RLRQ, chapitre P-9.1), pour un motif d'incompatibilité avec la réglementation en matière de zonage, est délégué au fonctionnaire de niveau C de la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

_____

RCA05 17072, a. 2; RCA19 17310, a. 1.

CHAPITRE III.2
STATIONNEMENT ET CIRCULATION

_____

RCA05 17072, a. 2.

17.3. Les pouvoirs en matière de circulation et de stationnement prévus à l'article 4 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) sont délégués au directeur des travaux publics.

_____

RCA05 17072, a. 2.

CHAPITRE III.3
OCTROI DE PERMIS

_____

RCA05 17072, a. 2.

17.4. Le pouvoir d'autoriser les occupations temporaires, les occupations périodiques et les occupations permanentes du domaine public, en vertu du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., chapitre O-0.1) ainsi que l'émission du permis lié à ces autorisations sont délégués au fonctionnaire de niveau C.

_____

RCA05 17072, a. 2.

17.4.1. Le pouvoir d'autoriser les occupations du domaine public à des fins d'abribus, en vertu du *Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus* (RCA14 17226) ainsi que l'émission du permis lié à ces autorisations sont délégués au fonctionnaire de niveau C.

_____

RCA14 17229, a. 1.

17.5. L'approbation des projets visés au Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), de même que ceux visés au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (RCA07 17121), est déléguée au fonctionnaire de niveau B concerné dans les seuls cas où la demande de permis a été étudiée par le comité consultatif d'urbanisme et que ce dernier a émis un avis autre que défavorable, à l'exclusion des projets nécessitant l'adoption d'un projet particulier ou d'un règlement modifiant le règlement d'urbanisme.

_____

RCA05 17072, a. 2; RCA08 17138, a. 1; RCA10 17184, a. 3.

17.6 L'acceptation du versement par le propriétaire du terrain d'une somme compensatoire telle que prescrite aux articles 4 et 5 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal* (17-055), est déléguée au directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

_____

RCA19 17310, a. 9.

CHAPITRE IV
VIREMENTS DE CRÉDITS

18. L'autorisation d'effectuer un virement de crédits, est déléguée :

1° à l'intérieur d'un même centre de responsabilité, d'une même activité, excluant la rémunération et les charges sociales, au fonctionnaire de niveau E concerné;

2° à l'intérieur d'une même activité, y compris la rémunération et les charges sociales, au conseiller en ressources financières;

3° au chef de division ressources financières, matérielles et informationnelles, dans les autres cas.

_____

RCA05 17078, a. 3; RCA06 17106, a. 7; RCA09 17158, a. 11; RCA11 17187, a. 2.

CHAPITRE IV.1
DISPOSITION DES BIENS

_____

RCA09 17158, a. 12.

18.1. La disposition à titre onéreux, selon leur valeur marchande, des biens suivants est déléguée au fonctionnaire de niveau B lorsque le prix de vente est inférieur à 100 000 $:

a) véhicules ou équipements ayant dépassé leur vie utile ou étant devenus hors d'usage;
b) biens mobiliers perdus, volés, non réclamés ou autrement abandonnés sur le domaine public situé dans le territoire de l'arrondissement;
c) biens mobiliers récupérés par l'arrondissement lors d'une éviction d'un immeuble et qui n'ont pas été réclamés dans le délai prévu;
d) biens mobiliers de la Ville utilisés par l'arrondissement et dont ce dernier n'a plus besoin.

Lorsque la valeur résiduelle d'un bien n'excède pas 500 $ et ne justifie pas sa disposition à titre onéreux, le fonctionnaire de niveau B pourra en disposer à titre gratuit en faveur d'un organisme à but non lucratif (OBNL) ou d'une institution d'enseignement.

Le fonctionnaire de niveau B dépose chaque année, aux séances ordinaires du conseil d'arrondissement qui se tiennent en janvier et en août, un rapport de toutes les décisions qu'il a prises relativement au pouvoir qui lui est délégué en vertu du présent article.

_____

RCA09 17158, a. 12; RCA15 17248, a. 1.

CHAPITRE V
ENTRÉE EN VIGUEUR

19. Le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (CDN—NDG -3) est abrogé.

Cette codification du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) contient les modifications apportées par les règlements suivants :

- RCA04 17057 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le 7 juin 2004;

- RCA05 17072 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil*

d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), adopté le 4 avril 2005;

- RCA05 17078 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044, modifié), adopté le 28 septembre 2005;

- RCA06 17106 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044, modifié), adopté le 21 juin 2006;

- RCA08 17138 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le 4 février 2008;

- RCA09 17158 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le12 janvier 2009;

- RCA10 17184 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le 4 octobre 2010;

- RCA11 17187 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le 17 janvier 2011;

- RCA14 17229 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), afin de permettre au fonctionnaire de niveau C d'exercer les pouvoirs prévus au *Règlement sur l'occupation du domaine public relatif aux abribus* (RCA14 17226), adopté le 2 juin 2014;

- RCA15 17248 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), afin de remplacer l'article 18.1 portant sur la disposition de biens, adopté le 16 mars 2015;

- RCA19 17310 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), adopté le 4 février 2019;

- RCA19 17317 Règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés*

(RCA04 17044), adopté le 6 mai 2019.

_____

BUDGET DE DÉPENSES D'UTILITÉS PUBLIQUES 2020
CDN NDG

CResp	Centre de responsabilité description	Activite	Objet
300700	Cdn - direction	1301	53601
300700	Cdn - direction	1301	53601
300700	Cdn - direction	1819	53601
300702	Cdn - gestion services adm.	1301	53601
300702	Cdn - gestion services adm.	1301	53601
300702	Cdn - gestion services adm.	1301	53601
300710	Cdn - ressources humaines	1601	53601
300711	Cdn - ress. finan. et materielles	1301	53601
300711	Cdn - ress. finan. et materielles	1301	53601
300712	Cdn - aff. publiques/greffe	1401	53601
300714	Cdn - soutien aux elus locaux	1101	53601
300714	Cdn - soutien aux elus locaux	1101	53601
300715	Cdn - gestion - travaux publics	3001	53601
300715	Cdn - gestion - travaux publics	3001	53601
300717	Cdn - voirie	3001	53601
300717	Cdn - voirie	3001	56306
300717	Cdn - voirie	3005	56510
300717	Cdn - voirie	3103	54503
300717	Cdn - voirie	3103	56504
300717	Cdn - voirie	3103	56504
300717	Cdn - voirie	3103	56504
300717	Cdn - voirie	3103	56504
300717	Cdn - voirie	3103	56504
300717	Cdn - voirie	3105	56504
300717	Cdn - voirie	3123	56505
300717	Cdn - voirie	3123	56505
300722	Cdn - graffitis domaine public	3101	56510
300725	Cdn - voirie	7163	56504
300725	Cdn - voirie	7163	56510
300725	Cdn - voirie	7165	56504
300725	Cdn - voirie	7165	56504
300725	Cdn - voirie	7165	56504
300725	Cdn - voirie	7165	56510
300726	Cdn - bureau technique	3003	56510
300726	Cdn - bureau technique	3141	56301
300726	Cdn - bureau technique	3163	56301
300727	Cdn - gest. c.s.l.d.s.	7001	53601
300727	Cdn - gest. c.s.l.d.s.	7001	53601
300727	Cdn - gest. c.s.l.d.s.	7001	56306
300741	Cdn - gestion sports, loisirs et dev. social	7153	56510

300750	Cdn - amen. urbain et serv. ent.	6001	53601
300750	Cdn - amen. urbain et serv. ent.	6001	53601
300750	Cdn - amen. urbain et serv. ent.	6001	56510
300752	Cdn - permis et inspections	6103	53601
300752	Cdn - permis et inspections	6103	53601
300763	Cdn - gestion de l'eau	4121	54503
300763	Cdn - gestion de l'eau	4121	56504
300763	Cdn - gestion de l'eau	4121	56504
300763	Cdn - gestion de l'eau	4121	56510
300763	Cdn - gestion de l'eau	4161	54503
300763	Cdn - gestion de l'eau	4161	54503
300763	Cdn - gestion de l'eau	4161	56504
300764	Cdn - division relations avec les citoyens et communications	1801	53601
300770	Cdn - operation proprete - montreal	3101	56510
300773	Cdn - activites en regie - aquatique	7153	56510
300774	Cdn - centres communautaires	7167	56510
300775	Cdn - evenements publics	5803	54503
300775	Cdn - evenements publics	7103	54503
300776	Cdn - regie arenas et terrains exterieurs	7103	56306
300776	Cdn - regie arenas et terrains exterieurs	7103	56510
300780	Cdn - inspection des batiments	6103	56510
300788	Cdn - travaux et deneigement	3003	56510
300790	Cdn - gestion immobiliere	1301	53601
Total général			

Objet Desc	S Objet
Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Téléphonie	0
Téléphonie	0
Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Téléphonie	14010
Téléphonie	0
Téléphonie	14007
Téléphonie	14007
Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Téléphonie	0
Téléphonie	14010
Téléphonie	0
Énergie	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	12353
Agrégats et matériaux de construction	0
Agrégats et matériaux de construction	15004
Agrégats et matériaux de construction	15006
Agrégats et matériaux de construction	15007
Agrégats et matériaux de construction	15009
Agrégats et matériaux de construction	15004
Sels et autres abrasifs	15010
Sels et autres abrasifs	15012
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Agrégats et matériaux de construction	15009
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Agrégats et matériaux de construction	15005
Agrégats et matériaux de construction	15008
Agrégats et matériaux de construction	15009
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Électricité	0
Électricité	0
Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Énergie	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0

Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Téléphonie	14007
Téléphonie	14010
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	12353
Agrégats et matériaux de construction	15004
Agrégats et matériaux de construction	15007
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	14407
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	14468
Agrégats et matériaux de construction	15007
Téléphonie	14007
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	14405
Serv.tech. - Gestion des matières résiduelles	14405
Énergie	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Vêtements, chaussures et accessoires	0
Téléphonie	0

S Objet Desc	DAUSE	DCSLDS	DA	DSAG
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	1 400 $	- $
Téléphones cellulaires	- $	- $	100 $	- $
N/A	- $	- $	3 500 $	- $
N/A	- $	- $	- $	0 $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	2 400 $
Téléphones cellulaires	- $	- $	- $	2 600 $
Téléphones cellulaires	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	600 $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	4 300 $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	- $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	6 100 $
Téléphones cellulaires	- $	- $	- $	5 400 $
N/A	- $	- $	- $	- $
Téléphones cellulaires	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Déversement de sols d'excavation	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Béton de ciment	- $	- $	- $	- $
Mélange bitumineux - Asphalte	- $	- $	- $	- $
Pierre	- $	- $	- $	- $
Terre	- $	- $	- $	- $
Béton de ciment	- $	- $	- $	- $
Abrasifs pré-mélangés	- $	- $	- $	- $
Sel	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Terre	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Matériaux de construction	- $	- $	- $	- $
Sable	- $	- $	- $	- $
Terre	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	- $
Téléphones cellulaires	- $	32 600 $	- $	- $
N/A	- $	1 455 300 $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $

Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	- $
Téléphones cellulaires	2 500 $	- $	- $	- $
N/A	500 $	- $	- $	- $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	- $	- $
Téléphones cellulaires	4 300 $	- $	- $	- $
Déversement de sols d'excavation	- $	- $	- $	- $
Béton de ciment	- $	- $	- $	- $
Pierre	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
Autres services - Gestion des matières résiduelles	- $	- $	- $	- $
Redevances - Matières résiduelles	- $	- $	- $	- $
Pierre	- $	- $	- $	- $
Frais mensuels et services complémentaires	- $	- $	3 400 $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	4 000 $	- $	- $
N/A	- $	500 $	- $	- $
Transport de conteneurs	- $	- $	- $	- $
Transport de conteneurs	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	5 000 $	- $	- $
N/A	- $	6 100 $	- $	- $
N/A	6 000 $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	- $
N/A	- $	- $	- $	2 600 $
	13 300 $	1 503 500 $	8 400 $	24 000 $

Travaux publics	Total général
- $	1 400 $
- $	100 $
- $	3 500 $
- $	0 $
- $	2 400 $
- $	2 600 $
- $	- $
- $	600 $
- $	4 300 $
- $	- $
- $	6 100 $
- $	5 400 $
- $	- $
40 100 $	40 100 $
- $	- $
295 700 $	295 700 $
- $	- $
116 400 $	116 400 $
105 000 $	105 000 $
50 500 $	50 500 $
236 000 $	236 000 $
15 000 $	15 000 $
- $	- $
3 300 $	3 300 $
100 600 $	100 600 $
779 400 $	779 400 $
1 500 $	1 500 $
20 000 $	20 000 $
24 600 $	24 600 $
9 400 $	9 400 $
6 400 $	6 400 $
1 500 $	1 500 $
26 900 $	26 900 $
3 500 $	3 500 $
- $	- $
900 000 $	900 000 $
- $	- $
- $	32 600 $
- $	1 455 300 $
- $	- $

-	$	-	$
-	$	2 500	$
-	$	500	$
-	$	-	$
-	$	4 300	$
296 600	$	296 600	$
80 200	$	80 200	$
264 700	$	264 700	$
6 000	$	6 000	$
8 800	$	8 800	$
1 000	$	1 000	$
10 500	$	10 500	$
-	$	3 400	$
2 500	$	2 500	$
-	$	4 000	$
-	$	500	$
-	$	-	$
-	$	-	$
-	$	5 000	$
-	$	6 100	$
-	$	6 000	$
80 000	$	80 000	$
-	$	2 600	$
3 486 100	$	5 035 300	$

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205265004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables .

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Hôpital Shriners pour enfants (Québec) Shriners Hospitals for Children (Quebec) 1003, boul. Décarie Montréal (Québec) H4A 0A9	Autoriser une dépense de 130 $ pour l'achat de deux billets pour le « Dasha & the Forty Brothers - 153 years of Brotherhood – Corinthian Lodge #62 » le 28 mars 2020. Les Shriners de Montréal organisent une collecte de fonds pour venir en aide et supporter cet hôpital dédié aux soins des enfants malades.	**TOTAL : 130 $** Lionel Perez 65 $ Peter McQueen 65 $
Patrimoine Philippin Montréal Filipino Heritage Montréal 5850, av. de Monkland, #101 Montréal (Québec) H4A 1G1 a/s Monsieur Al Abdon Président	Autoriser une dépense de 300 $ pour une publicité dans la couverture arrière intérieure dans le programme souvenir pour le 2e anniversaire de l'organisme.	**TOTAL : 300 $** Lionel Perez 300 $
Communauté hellénique du Grand Montréal 5777, av. Wilderton Montréal (Québec) H3S 2V7 a/s M. Andreas Crilis Président	Autoriser une dépense de 350 $ pour une publicité dans le cahier de programmation (Option A – Gold) dans le cadre de la Fête nationale de la Grèce qui aura lieu en mars 2020.	**TOTAL : 350 $** Lionel Perez 350 $

a/s Mme Lemonia Strapatsas Superviseure des services administratifs		

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 12:56

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1205265004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables .

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington et de Peter MvQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce, autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables .Cette dépense, totalisant 780 $, provient des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billet et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser une dépense de 780 $ pour l'achat d'un billet et d'espace publicitaire, taxes comprises si applicables.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-3196
Télécop. : 514-868-3572

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-02

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1205265004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser une dépense totalisant 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, taxes comprises si applicables .

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205265004_certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Agente de gestion des ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-03

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1205265004**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser une dépense totalisante 780 $ pour l'achat de billets et d'espaces publicitaires, comme suit :

Organisme	DA	Lionel Perez	Peter McQueen	Total général
Communauté hellénique du Grand Montréal	637359	(350) $		(350) $
Patrimoine Philippin Montréal	637358	(300) $		(300) $
Hôpital Shriners pour enfants (Québec)	637355	(65) $	(65) $	(130) $
Total		**(715) $**	**(65) $**	**(780) $**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	**(715) $**
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	**(65) $**
Total général		**(780) $**

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1206460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

Il est recommandé au comité exécutif de la Ville de Montréal :
de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:33

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1206460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement a reçu la confirmation du Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 66 053 $ pour le projet «Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020» dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Les travaux devront être réalisés au cours de l'année 2020. Donc, afin de pouvoir utiliser ces montants, l'arrondissement désire modifier sa dotation en augmentant l'enveloppe budgétaire des revenus et des dépenses de 66 053 $ pour l'année 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0557 - Modifier le budget 2019 de la Ville de Montréal, en conformité avec l'article 144 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec,* afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, d'une contribution financière de 100 000 $, provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec.

DESCRIPTION

Modifier la dotation budgétaire 2020 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en augmentant l'enveloppe budgétaire des revenus et des dépenses de fonctionnement de 66 053 $.

JUSTIFICATION

Ce budget est nécessaire afin d'utiliser la subvention accordée par le MSSS au cours de l'année 2020 et de poursuivre le projet «Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2020» pour l'année 2020.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voir les interventions

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yolande MOREAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Yolande MOREAU, 12 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-12
Teodora DIMITROVA	Guylaine GAUDREAULT

Agente de gestion des ressources financieres et matérielles

Tél : 514-868-3230

Télécop. :

Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : (514) 872-8436

Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1206460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec



20-SP-00080_LET_HArruda_YMoreau_Herbe à poux.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Teodora DIMITROVA
Agente de gestion des ressources financieres et matérielles

Tél : 514-868-3230
Télécop. :

Ministère de la Santé
et des Services
sociaux
Québec

Direction générale de la santé publique

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 10 février 2020

Madame Yolande Moreau
Agent de recherche – Développement durable
Arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie
Montréal (Québec) H3X 2H9

Madame,

À la suite des recommandations favorables du Comité directeur de la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes (SQRPA) ainsi que du Comité directeur du volet santé du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, c'est avec plaisir que nous autorisons l'octroi d'une aide financière non récurrente de 66 053 $ pour le projet « Plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2020 ». Ce financement s'inscrit dans le cadre de la SQRPA.

Une entente de collaboration entre le ministère de la Santé et des Services sociaux et l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce de la ville de Montréal vous sera soumise très prochainement. Cette entente précisera notamment la liste des livrables qui devront être remis et l'échéancier correspondant, ainsi que les modalités de versement de l'aide financière.

La contribution financière du gouvernement du Québec devra être indiquée de la manière suivante : « Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec » dans tout document public et dans tous les rapports produits dans le cadre dudit projet.

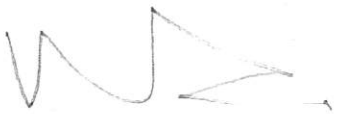
... 2

Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 12e étage
Québec (Québec) G1S 2M1
Téléphone : 418 266-6700
Télécopieur : 418 266-6707
www.msss.gouv.qc.ca

Pour toute information concernant le suivi de ce dossier, nous vous invitons à joindre monsieur Armand Pejwan Pourashraf, coordonnateur de la SQRPA, par téléphone au 418 266-8908 ou par courriel à l'adresse suivante : armand.pejwan.pourashraf@msss.gouv.qc.ca.

Nous vous souhaitons un franc succès dans la poursuite de ce projet prometteur et vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le directeur national de santé publique
et sous-ministre adjoint,



Horacio Arruda, M.D., FRCPC

c. c. Mme Céline Campagna, INSPQ
Mme Mylène Drouin, DSPublique de Montréal
Mme Yolaine Labbé, INSPQ

N/Réf. : 20-SP-00080

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1206460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier décisionnel 1206460001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division :

Dossier décisionnel : 1206460001

L'avis du Service des finances porte sur le point suivant de la recommandation :

Demander au comité exécutif de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal, afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Augmenter l'enveloppe budgétaire revenus/dépenses de 2020 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Année 2020
66 053 $

La Direction du budget et de la planification financière et fiscale est favorable à cette demande, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Le virement budgétaire sera effectué à la suite de l'approbation de ce dossier par les instances.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1206460001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Objet :	Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1206460001 Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1206460001

Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 66 053 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec

Certification de fonds

Budget additionnel de revenus et de dépenses de 66 053 $ pour l'année 2020

BUDGET ADDITIONNEL - REVENUS	**2020**
2406.0010000.300725.07165.46370.016990.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux Objet : Subventions - Budget de fonctionnement - Gouvernements Sous-objet : Autres programmes d'aide et de subventions	66 053 $
BUDGET ADDITIONNEL - DÉPENSES	**2020**
2406.0010000.300725.07165.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN – Espaces verts Activité : Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux Objet : Autres services techniques Sous-objet : Général	66 053 $

SIMON
Système intégré Montréal

MAJ : 2006-10-06

Demande de création de comptes de grand-livre

Demandeur : Muy-Heak Tang Téléphone : 514 868-3230

Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Type de demande : (●) Création ( ) Désactivation

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	2406	0014000	300725	07165	46370	016990	0000	000000	000000	00000	00000
2	2406	0014000	300725	07165	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration SIMON

Muy-Heak Tang
Tél. : 514 868-3230
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

création de comptes de grand-livre

Remarques

#	Compte de Grand-Livre	Nb caractère	Statut
1	2406.0014000.300725.07165.46370.016990.0000.000000.000000.00000.00000	69	
2	2406.0014000.300725.07165.54590.000000.0000.000000.000000.00000.00000	69	
3	.....	10	
4	.....	10	
5	.....	10	
6	.....	10	
7	.....	10	
8	.....	10	
9	.....	10	
10	.....	10	
11	.....	10	
12	.....	10	
13	.....	10	
14	.....	10	
15	.....	10	
16	.....	10	
17	.....	10	
18	.....	10	
19	.....	10	
20	.....	10	
21	.....	10	
22	.....	10	
23	.....	10	
24	.....	10	
25	.....	10	
26	.....	10	
27	.....	10	
28	.....	10	
29	.....	10	
30	.....	10	
31	.....	10	
32	.....	10	
33	.....	10	
34	.....	10	
35	.....	10	
36	.....	10	
37	.....	10	
38	.....	10	
39	.....	10	
40	.....	10	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1193861001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal;

D'approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West-Broadway;

D'autoriser la signature des quittances mutuelles.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:46

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193861001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est visée par une poursuite judiciaire à la suite de l'exécution de travaux de réfection routière sur le boulevard De Maisonneuve entre les rues Addington et West-Broadway :

- Le 2 janvier 2017, l'entrepreneur général Construction Bau-Val inc. (« Bau-Val ») a poursuivi la Ville de Montréal pour 333 971,65 $, à la suite de l'exécution des travaux de réfection routière sur le boulevard De Maisonneuve entre les rues Addington et West-Broadway .

Dossier : N/Réf. : 17-000119.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA14 170316 - mardi 2 septembre 2014 : Accorder à Construction Bau-Val inc. le contrat portant sur les travaux de planage de chaussée d'asphalte et de revêtement bitumineux du boulevard de Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, PRR-4-2014 (local), aux prix et conditions de sa soumission, datée du 25 août 2014, conformément à l'appel d'offres public CDN-NDG-14-AOP-BT-023, autoriser pour cette fin, une dépense maximale de 837 681,82 $ incluant taxes et incidences et imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

DESCRIPTION

Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense

additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard de Maisonneuve, entre les rues Addington et West-Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

JUSTIFICATION

Le 2 septembre 2014, la Ville de Montréal a octroyé à Bau-Val un contrat portant sur les travaux de planage de chaussée d'asphalte et de revêtement bitumineux sur le boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, dont la soumission, datée du 25 août 2014, était la plus basse conforme, en réponse à l'appel d'offres public CDN-NDG-14-AOP-BT-023. À cette fin, la Ville a autorisé une dépense de 837 681,82 $ incluant taxes (le " Contrat ").

Les travaux prévus au Contrat comportaient la réalisation des travaux de corrélatifs, de planage et de pavage de la chaussée du boulevard De Maisonneuve entre les rues Addington et Cavendish, excluant la piste cyclable. Le Contrat incluait aussi les travaux de resurfaçage de la piste cyclable du boulevard de Maisonneuve entre les rues de Cavendish et West-Broadway. Ces travaux ont été exécutés à l'automne 2014 et la réception provisoire du projet a eu lieu le 8 décembre 2014.

Pendant l'exécution des travaux et à la fin de ceux-ci, Bau-Val a présenté à la Ville neuf (9) directives d'avis de changements (« DAC ») relatives à des travaux imprévus et supplémentaires totalisant **265 713,82 $** (TTC)**.**

Au mois de juillet 2015, après avoir procédé à l'analyse des DAC, la Ville a accepté certaines DAC en partie et d'autres, en totalité, représentant **42 316,20 $ (TTC)**. Par voie de conséquence, la Ville a refusé certaines DAC en partie et en a refusé d'autres en totalité, de sorte que les DAC refusées totalisaient **223 397,60 $** (TTC).

Dans le cadre de son action intentée en janvier 2017, Bau-Val a réclamé le paiement des neuf (9) DAC, toutes impayées (celles reconnues payables en juillet 2015 et celles jugées non payables), auxquelles s'ajoutait la retenue contractuelle de 10 % (68 257,84 $), pour un total de **333 971,66 $** (TTC).

En juillet 2017, la Ville a versé **99 286,52 $ (TTC)** à Bau-Val, à savoir la valeur des DAC acceptée en juillet 2015 (**42 316,20 $ TTC**) de même que la retenue contractuelle payable depuis décembre 2015 (**68 257,83 $ TTC**), à laquelle on a retiré une pénalité pour 13 jours de retard (**11 287,51 $ TTC**).

En novembre 2017, Bau-Val a amendé sa procédure introductive d'instance pour ajouter des réclamations totalisant **56 287,51 $**, représentant un montant de dommages et intérêts de même que l'annulation de la pénalité de retard imposée.

Un procès était prévu pour 3 jours, les 18, 19 et 20 septembre 2019, aux termes duquel la valeur de la réclamation présentée contre la Ville (en capital seulement) représentait **279 685,11 $ (TTC).**

Les services juridiques jugent opportun de considérer un règlement hors cour de la dernière offre de règlement faite à Bau-Val dans une optique de saine gestion et d'économie de frais pour la Ville. Le règlement proposé est de **157 000 $ (TTC)** en capital, intérêts et frais sur un montant possible de condamnation s'élevant à **355 935,11 $ (TTC)**, à savoir **279 685,11 $** plus les intérêts calculés jusqu'au 30 août 2019.

La conclusion de ce règlement permet également à la Ville d'économiser les frais de préparation du procès prévu pour trois jours, la tenue de rencontres préparatoires, les

témoignages des deux (2) témoins, le temps de présence à la Cour de toutes ces personnes et les divers frais qui y sont associés.

Somme résiduelle au contrat et dépense additionnelle

Voici les données budgétaires du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 :

Le montant du contrat et du plus bas soumissionnaire Construction Bau-Val inc. est de **806 247,82 $** (TTC);
Le montant de la valeur du montant des travaux exécutés et payés par la Ville de Montréal est de **713 607,01 $** (TTC);
Le montant de l'estimation des coûts est égal à **1 296 068,68 $** (TTC);

Décompte progressif #1 : **230 225,24 $** (TTC)
Décompte progressif #2 : **384 095,25 $** (TTC)
Décompte progressif #3 et final : **26 797,07 $** (TTC)
Décompte de la libération de la retenue de garantie : **72 489,45 $** (TTC)

Le montant résiduel de la soumission est de **92 640,81 $** (TTC) (806 247,82 $ - 713 607,01 $) (TTC).

Afin de conclure le règlement, une somme supplémentaire de **64 359,19 $** doit être approuvée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire au règlement du litige provient du Service de l'urbanisme de la Ville de Montréal.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation juridique avec commentaire :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Chantale MASSÉ)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 18 novembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal TROTTIER
Chef de division - Études techniques

Tél : 872-4452
Télécop. : 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-15

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514-765-7180
Télécop. : 514 765-7006

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193861001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation juridique avec commentaire

COMMENTAIRES

Nous sommes d'avis que la conclusion de ce règlement à l'amiable est avantageux pour la Ville de Montréal.

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Chantale MASSÉ
Avocate
Tél : 514-868-3624

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-24

Isabelle BUREAU
Chef de division
Tél : 514-872-2639
Division : Litige contractuel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193861001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le règlement hors cour pour 157 000 $ en capital, intérêts et frais du recours intenté par Construction Bau-Val inc. c. Ville de Montréal, approuver une dépense additionnelle de 64 359,12 $, incluant les taxes, concernant les travaux du contrat CDN-NDG-14-AOP-BT-023 visant la réfection d'une portion du boulevard De Maisonneuve, entre les rues Addington et West Broadway et autoriser la signature des quittances mutuelles.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1193861001 règlement avec BauVal rue DeMaisonneuve.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-19

Cédric AGO
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

NO GDD : **1193861001**

Taux 2020: 1.0951303727

No d'engagement **CC93861001**

Provenance

Programme de réfection routière - Artériel		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Règlement 18-045	6101.7718045.802701.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	72 535.09 $	66 234.21 $	66 235 $

Imputations

Litige CDN Chaussée - Maisonneuve entre Addington et West-Broadway		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Solde ancien dossier	6101.7712042.802701.03103.57201.000000.0000.154822.000000.17025.00000	84 464.91 $	77 127.72 $	77 127.72 $
Travaux additionnels	6101.7718045.802701.03103.57201.000000.0000.182393.000000.17025.00000	72 535.09 $	66 234.21 $	66 235 $
Total imputations :		**157 000.00 $**	**143 361.93 $**	**143 363 $**

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020-2022 aux projets 55855 - Programme de réfection du réseau routier local et 55845 - Programme de réfection routière - Artériel et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55855 - Programme de réfection du réseau routier local	77	-		-	77
55845 - Programme de réfection routière - Artériel	66	-		-	66

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1201389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

IL EST RECOMMANDÉ :
De rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:45

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201389001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

CONTENU

CONTEXTE

Une somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel de 1 127 533.10 $ a été versée, le 13 décembre 2019, lors de l'étude de la demande de permis de construction portant le numéro 3001509375. La somme compensatoire avait été calculée conformément au règlement 17-055, en tenant compte des plans déposés lors du dépôt de la demande de permis. Le projet a été modifié quant au nombre de logements créés et le représentant du propriétaire, madame Véronique Alepin, a déposé, en date du 6 février 2020, la fiche déclaratoire pour le calcul des frais de parcs, dans le cadre d'une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement. Le calcul de la somme compensatoire exigée a été révisé en tenant compte de ces nouvelles données et la somme compensatoire exigée conformément aux articles 5, 6 et 11 du règlement 17-055 est de 940 700.57 $ (voir sommaire décisionnel 2201389001).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dans le calcul de la somme compensatoire, conformément à l'article 11 du règlement 17-055, lorsque le site ou une partie du site a déjà fait l'objet du versement d'une somme compensatoire, le propriétaire doit verser la différence entre la somme déjà payée et la somme due. Suite a la résolution CA08 170122, dans le cadre d'une opération cadastrale en morcellement de terrain, une somme de 186 840 $ avait été versée en date du 2 mai 2008.

DESCRIPTION

La demande de permis de construction 3001509375, déposée le 1 mars 2019 a pour libellé de travaux: *"bâtiment de 10 étages, isolé, bureau au sous-sol et partie du rez-de-chaussée. Maison de retraite, 20 chambres sur partie du 2e étage. Une suite à bureaux dans une partie du sous-sol et du rez-de-chaussée. 308 logements, dont 16 de 3 chambres. 130 unités de stationnement auto dans les deux sous-sols. 89 unités de stationnement vélo".* L'emplacement est situé sur le côté Sud du boulevard de Maisonneuve Ouest, à l'ouest de la rue Bulmer. La superficie du terrain (lot 4 140 398) est de 5 611.4 mètres carrés.

Un projet de redéveloppement est défini à l'article 1 du règlement 17-055. Tout projet

assujetti à un permis de construction comprenant plus de 2 logements.

L'étude avait été faite sur les plans déposés au moment de la prise de la demande. Selon le calcul pour établir la somme compensatoire fait avec les informations reçues au moment du dépôt de la demande de permis, la somme compensatoire a été établie à 1 127 533.10 $. Cette somme a été acquittée par le propriétaire en date du 13 décembre 2019. Des plans modifiés ont été déposés le 25 novembre 2019. La fiche déclaratoire pour le calcul des frais de parcs, avec les superficies de plancher occupée par les logements, remplie et signée par la représentante du propriétaire, a été déposée le 6 février 2020. Le calcul de la somme compensatoire à verser en vertu du règlement 17-055 a été refait à la lumière de ces nouvelles informations.

La firme Paris Ladouceur et associés a établi la valeur du site en date du dépôt de la demande, à 13 187 000 $ dans son rapport daté du 13 juin 2019. Voir rapport portant le numéro de dossier 619000E-134-CN. Calculée en proportion de la superficie de plancher qui sera occupée par les logements, la valeur du site à prendre en compte aux fins du calcul des frais de parcs est donc de 11 260 379.30 $

La somme compensatoire à verser est de 10 % de la valeur du site (1 126 037.90 $) divisé par le nombre de logements total (308); multipliée par le nombre de logements de moins de 3 chambres.
Le projet compte 308 logements, dont 16 de 3 chambres. Il y a donc 292 logements pour lesquels des frais de parcs doivent être payés.

1 162 037.90 $ / 308 = 3 655.96 $ par logements visés. 3 655.90 $ x 292 = 1 067 540.57 $ auquel il faut soustraire les 186 840 $ payés en 2008.
La somme compensatoire à payer préalablement à l'émission du permis est donc de **940 700.57 $**

JUSTIFICATION

Le calcul des frais de parcs avait été fait avec une première version de plans. Le nombre de logements a été modifié. La proportion de superficie de plancher allouée au logement a été précisée en date du 6 février, après le paiement des frais de parcs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La somme compensatoire à payer est de 940 700.57 $
Une somme de 1 127 533.10 $ a été encaissée le 13 décembre 2019 sur la transaction: 11340000003418, soit 186 832.53 $ en trop.

Un montant de 186 832.53 $ sera remboursé à partir du fonds de revenus reportés - parcs et terrains de jeux, comme indiqué dans la certification de fonds de la direction des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-17

Steve DESJARDINS
Chef de division - permis et inspections

Tél : 514 872-6270
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1201389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

Rapport de l'évaluateur agréé sur la valeur du site:



619000E-134-CN.pdf

Preuve d'encaissement des frais de parcs en 2008:



encaissement frais de parcs 2008.pdf

Fiche déclaration pour le calcul des frais de parcs, signée par le propriétaire ou son représentant:



300150973 fiche déclaration fr parcs.pdf

Encaissement des frais de parcs du 13 décembre 2019:



Encaissement frais de parcs décembre 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre LAVIGNE
Agent principal du cadre bâti

Tél : 514 872 4048
Télécop. : 514 8722765

RAPPORT D'ÉVALUATION

Lot 4 140 398 - Cadastre du Québec

5000, boulevard de Maisonneuve Ouest
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Montréal (Québec)

N/dossier 619000E-134-CN



PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC.
ÉVALUATEURS IMMOBILIERS PROFESSIONNELS

Le 13 juin 2019

Steve Desjardins
Chef de division
Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Montréal (Québec) H3X 2H9

Objet	Rapport d'évaluation Estimation de la valeur marchande aux fins de contribution de frais de parc Lot 4 140 398 - Cadastre du Québec
Propriété sise au	5000, boulevard de Maisonneuve Ouest, arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec)
N/dossier	619000E-134-CN

Monsieur,

Suite au mandat que vous nous avez confié, nous avons complété un rapport d'évaluation de la propriété citée en rubrique, dans le but d'estimer sa valeur marchande, aux fins de contribution de frais de parc, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les droits de propriété sont ceux de la pleine propriété.

Suite à l'analyse des faits mentionnés dans ce rapport, incluant les réserves et hypothèses de base et suivant l'application de la méthode de comparaison, nous sommes d'avis d'estimer la valeur marchande du terrain à l'étude, et ce, en date du 1er mars 2019, correspondant à la date de remise de l'ensemble des documents requis pour la demande de permis de construction numéro 3001509375, à :

TREIZE MILLIONS CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE DOLLARS
13 187 000 $

Finalement, la valeur, telle qu'estimée, prend pour hypothèse que le sol n'est pas contaminé. **Advenant la contamination du terrain, les coûts relatifs à la décontamination du terrain devront être déduits la valeur inscrite dans ce rapport.** La présente analyse prend en considération que le terrain est vacant et ne tient pas compte de l'évaluation des bâtiments et/ou des améliorations au sol présents sur le lot, si applicable.

Le présent rapport d'évaluation est conforme à la substance décrite à la *Règle 1.2 des Normes de pratique professionnelle* de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec ainsi que des normes de l'institut canadien des évaluateurs.

Nous espérons le tout conforme et à votre entière satisfaction, et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC.

Alain Legault
Technicien Sr

Signature numérique de Vincent Ladouceur
DN : c=CA, o=CENTRE DE CERTIFICATION DU QUEBEC, ou=ORDRE DES EVALUATEURS AGREES DU QUEBEC, ou=MEMBRES, serialNumber=2002, cn=Vincent Ladouceur
Date : 2019.06.14 09:42:55 -04'00'

Vincent Ladouceur, É.A.
Évaluateur agréé

AL/VL/cstg
p. j. Expertise

Tél. : 450 963-2777 | 514 385-4417 | Téléc. : 450 963-2221
centrale@parisladouceur.ca
63, rue de la Pointe-Langlois, Laval (Québec) H7L 3J4

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES ..... **I**
1 DONNÉES DESCRIPTIVES **1**
1.1 SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS 1
1.1.1 DESCRIPTION DU BIEN IMMOBILIER 1
1.2 DONNÉES GÉNÉRALES 2
1.2.1 BUT DU RAPPORT D'ÉVALUATION 2
1.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES 2
1.2.3 DATE DE L'ÉVALUATION 2
1.2.4 DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS 2
1.2.5 HYPOTHÈSES GÉNÉRALES ET CONDITIONS LIMITATIVES 2
1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR 3
1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT 4
1.5 ZONAGE 6
1.6 INFRASTRUCTURES 9
1.7 PRINCIPE DE L'USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE 10
1.7.1 DÉFINITION ET CONCEPTS 10
1.8 DONNÉES MUNICIPALES 11
1.9 ANTÉCÉDENTS DE LA PROPRIÉTÉ (DERNIÈRE TRANSACTION) 11
2 ANALYSE **12**
2.1 MÉTHODE D'ÉVALUATION RETENUE 12
2.2 MÉTHODE DE COMPARAISON 12
2.2.1 INTRODUCTION 12
2.2.2 UNITÉ DE VOISINAGE 12
2.2.3 CRITÈRES DE RECHERCHE 12
2.2.4 PLAN DES VENTES 14
2.3 AJUSTEMENTS 15
2.4 ANALYSE 19
3 CORRÉLATION ET CERTIFICATION **21**
3.1 CORRÉLATION 21
3.2 CERTIFICATION 22

Tableaux
Tableau 1 – Résumé des transactions retenues 13
Tableau 2 – Variation des prix moyens depuis 2013 15
Tableau 3 - Résumé des ajustements apportés aux transactions retenues 18
Tableau 4 – Valeur de l'emplacement à l'étude selon le taux au mètre carré 20
Tableau 5 – Valeur de l'emplacement à l'étude selon l'ISP 20

Figures
Figure 1 – Plan de localisation du sujet 3
Figure 2 – Extrait du plan cadastral actuel – Lot 4 140 398 (réf. Infolot) 5
Figure 3 – Photo aérienne - Lot 4 140 398 (réf. CPTAQ) 5
Figure 4 – Extrait du plan des usages prescrits – Règlement d'urbanisme 7
Figure 5 – Usages prescrits – Urbanisme (zone 0797) 8
Figure 6 – Extrait du plan d'architecture – Perspective du projet (réf. BC2) 8
Figure 7 – Extrait du plan d'architecture – Plan du rez-de-chaussée (ref. BC2) 9
Figure 8 – Plan des ventes et localisation du sujet 14

Annexes
Annexe A – Réserves et hypothèses de base
Annexe B – Photographies du sujet
Annexe C – Tableau et fiches détaillées des ventes de terrains vacants
Annexe D – Qualifications professionnelles

PARISLADOUCEUR8457

1 Données descriptives

1.1 SOMMAIRE DES FAITS SAILLANTS

1.1.1 DESCRIPTION DU BIEN IMMOBILIER

MANDANT	Ville de Montréal Arrondissement Le Sud-Ouest
PROPRIÉTAIRE	Résidence LIZ inc. représentée par Jacques Pearson (groupe Maurice)
BUT DU RAPPORT	Établissement de la valeur marchande aux fins de contribution de frais de parc
DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS	Pleine propriété
ADRESSE CIVIQUE	5000, boulevard de Maisonneuve Ouest, Montréal (Québec)
TYPE DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉ	Terrain considéré comme vague
DÉSIGNATION CADASTRALE	Lot 4 140 398 - Cadastre du Québec
SUPERFICIE DE L'EMPLACEMENT	5 611,40 mètres carrés (60 400 pieds carrés)
ZONAGE	Usages commercial et résidentiel
USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE	Mixte résidentiel multifamilial et commercial et/ou résidentiel multifamilial
DATE DE L'ÉVALUATION	1er mars 2019
DATE DE LA VISITE	6 juin 2019
ESTIMATION DE LA VALEUR MARCHANDE	**13 187 000 $**

Finalement, la valeur, telle qu'estimée, prend pour hypothèse que le sol n'est pas contaminé. **Advenant la contamination du terrain, les coûts relatifs à la décontamination du terrain devront être déduits la valeur inscrite dans ce rapport.**

1.2 DONNÉES GÉNÉRALES

1.2.1 BUT DU RAPPORT D'ÉVALUATION

Le but du présent rapport d'évaluation est d'estimer la valeur marchande la plus probable de l'immeuble sujet, et ce, en relation avec l'utilisation optimale de l'emplacement.

L'Ordre des évaluateurs agréés du Québec définit la valeur marchande comme suit :

> *« C'est le prix sincère le plus probable, de la vente réelle ou présumée d'un immeuble, à une date donnée, sur un marché libre et ouvert à la concurrence et répondant aux conditions suivantes :*
> - *les parties sont bien informées ou bien avisées de l'état de l'immeuble, des conditions du marché et raisonnablement bien avisées de l'utilisation la plus probable de l'immeuble;*
> - *l'immeuble a été mis en vente pendant une période de temps suffisante, compte tenu de sa nature, de l'importance du prix et de la situation économique;*
> - *le paiement est exprimé en argent comptant (dollars canadiens) ou équivalent à de l'argent comptant;*
> - *le prix de vente doit faire abstraction de toute considération étrangère à l'immeuble lui-même et doit représenter la vraie considération épurée de l'impact des mesures incitatives, de conditions et de financement avantageux. »*

L'institut canadien des évaluateurs définit la valeur marchande comme suit :

> *« Le prix de vente le plus probable auquel un bien immobilier devrait être vendu, dans un marché concurrentiel et ouvert dans toutes les conditions requises pour une vente juste, l'acheteur et le vendeur agissant tous deux avec prudence et en connaissance de cause, et en présumant que le prix n'est pas modifié par une motivation indue. »*

1.2.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le présent rapport d'évaluation est préparé en considérant l'immeuble libre d'hypothèques. Ainsi, aucune incidence sur la valeur marchande (avantage ou désavantage financier) n'a été retenue en regard des hypothèques, soldes de prix de vente ou obligations affectant la propriété, si applicable.

1.2.3 DATE DE L'ÉVALUATION

Selon l'analyse complétée dans ce dossier, la date d'entrée en vigueur de notre évaluation est le 1er mars 2019. Notons que la visite du site a été effectuée le 6 juin 20196 juin 2019.

1.2.4 DROITS DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉS

Les droits de propriété évalués sont les droits de pleine propriété normalement associés à la possession d'un immeuble, dans le contexte juridique de la province de Québec (l'usus, le fructus et l'abusus). Les droits évalués comprennent la propriété absolue, c'est-à-dire l'ensemble de tous les droits attribuables à un propriétaire foncier, sans restriction, sauf les servitudes réelles et les hypothèques, s'il y a lieu, mentionnées dans ce rapport. Les droits de propriété évalués dans ce rapport sont ceux de la pleine propriété.

1.2.5 HYPOTHÈSES GÉNÉRALES ET CONDITIONS LIMITATIVES

Cette évaluation est sujette aux réserves et hypothèses de base décrites à l'annexe A du présent rapport.

1.3 CARACTÉRISTIQUES DU SECTEUR

L'emplacement à l'étude est situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Plus précisément, il se localise à l'encoignure de la rue Sainte-Catherine Ouest et du boulevard de Maisonneuve Ouest, à la limite sud-est du secteur de Côte-des-Neiges. La gare et la station de métro Vendôme se trouvent à environ 300 mètres du terrain à l'étude.

Le secteur environnant est majoritairement composé d'immeubles à vocation résidentielle, des projets de propriétés multirésidentielles sont présentement en construction. On retrouve le Centre universitaire de santé McGill à proximité. La propriété est située près des services, parcs et écoles. Le site est facile d'accès via les autoroutes Ville-Marie et Décarie.

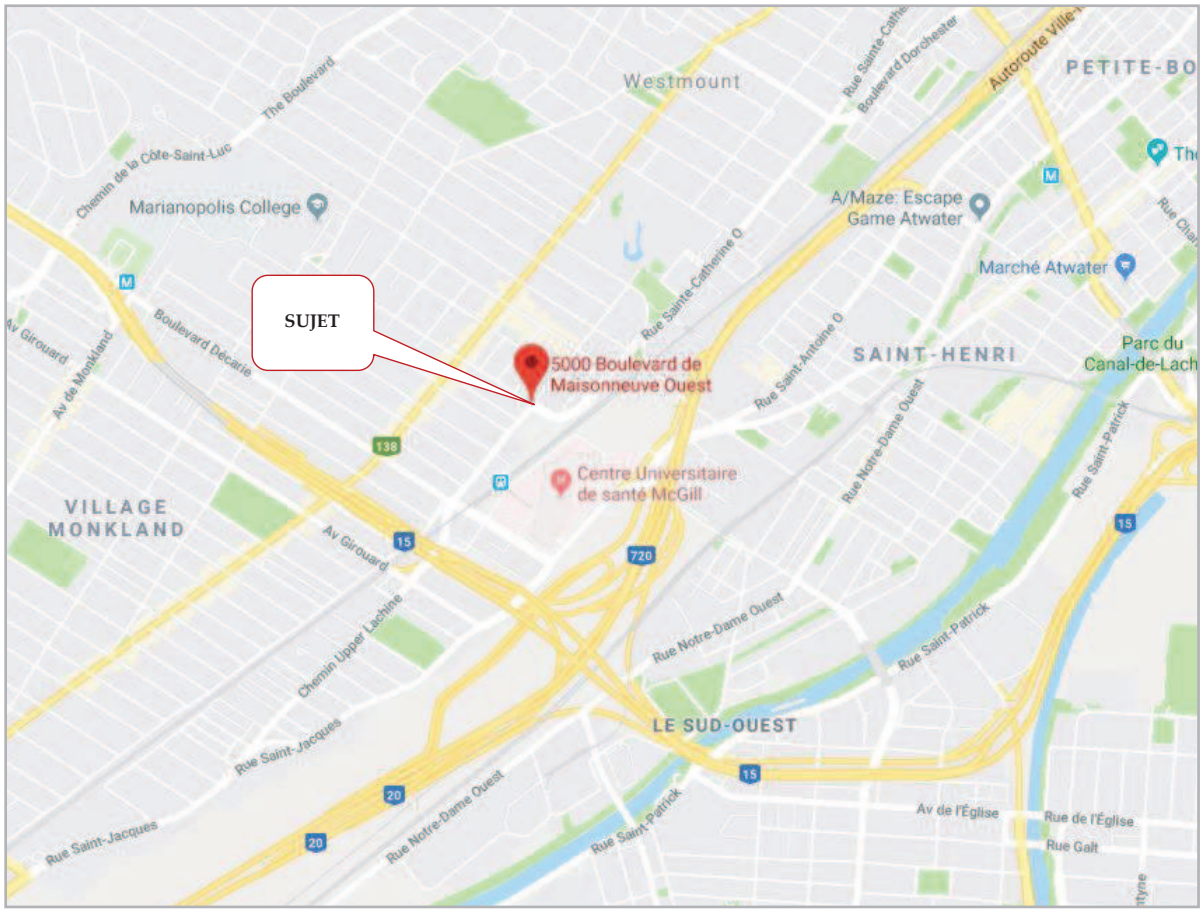


Figure 1 – Plan de localisation du sujet

PARISLADOUCEUR.CA

1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT

TYPE DE PROPRIÉTÉ ÉVALUÉ	Terrain considéré comme vague
ADRESSE CIVIQUE	5000, boulevard de Maisonneuve Ouest, arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Montréal (Québec)
DÉSIGNATION CADASTRALE ET SUPERFICIE	Lot 4 140 398 5 611,40 m² 60 400 pi²
FAÇADE	53,13 mètres (174,31 pieds)
PROFONDEUR	93,87 mètres (307,98 pieds)
FORME DE L'EMPLACEMENT	Rectangulaire
TOPOGRAPHIE	Pente légère descendante vers le sud
AMÉNAGEMENT AU SOL	Non considéré
CONDITION DU SOL	Selon acte de vente 24 448 499 en date du 4 mars 2019 l'acheteur (Résidence LIZ inc. représenté par Jacques Pearson du Groupe Maurice) reconnaît que l'immeuble est contaminé. Aucun avis de décontamination n'a été publié au bureau des droits de Montréal depuis cette vente. Notre rapport prend pour hypothèse que la décontamination est complétée et que l'emplacement n'est plus contaminé au-delà des critères permis selon l'usage le meilleur et le plus profitable retenu à l'intérieur de la présente expertise et que la condition du sol est conforme aux normes. Tout élément contraire aurait une influence sur la valeur comme exprimée dans le présent document. **Le montant relatif à la décontamination, si tel est le cas, devra être déduit du montant inscrit dans ce rapport.**
SERVITUDES	Selon nos recherches, le terrain à l'étude n'est affecté d'aucune servitude. Toute autre servitude non mentionnée ci-dessus pourrait affecter le potentiel de développement de l'emplacement et pourrait avoir une influence sur la valeur comme exprimée dans le présent document.

1.4 DESCRIPTION DE L'EMPLACEMENT (suite)



Figure 2 – Extrait du plan cadastral actuel – Lot 4 140 398 (réf. Infolot)

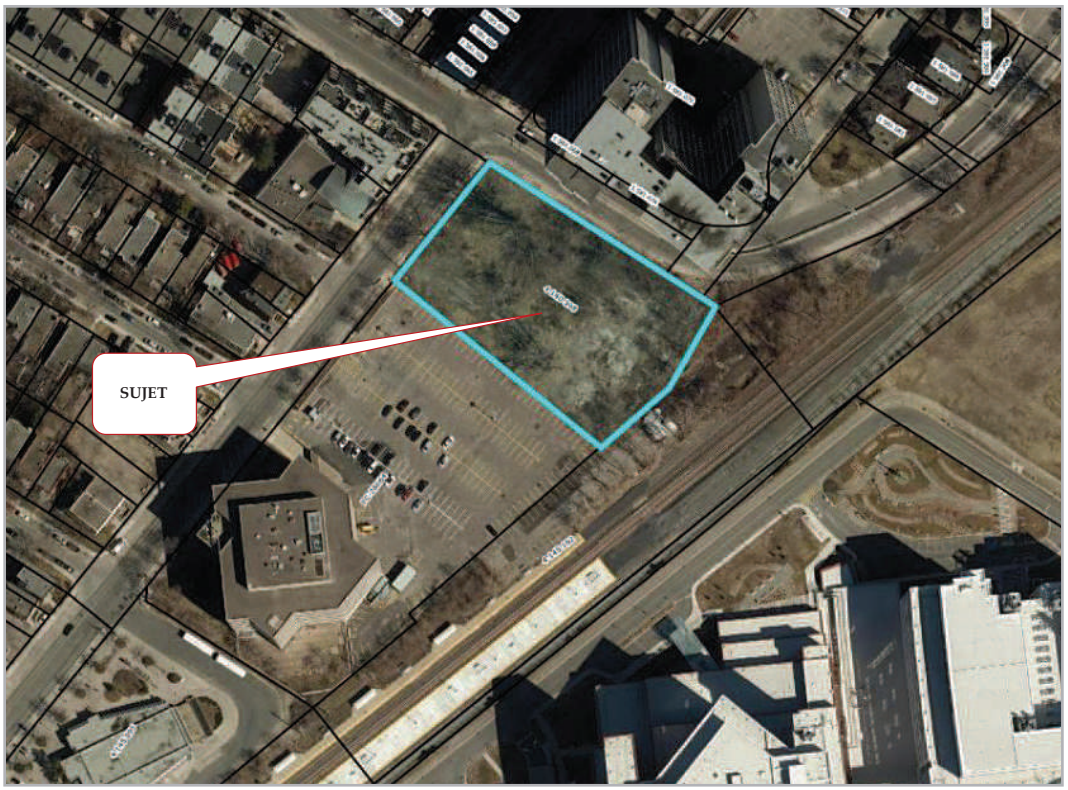


Figure 3 – Photo aérienne - Lot 4 140 398 (réf. CPTAQ)

À noter que ce plan est à titre indicatif seulement et qu'il ne représente pas les dimensions exactes du terrain à l'étude.

PARISLADOUCEUR.CA

1.5 ZONAGE

Selon les informations tirées de la Codification administrative du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, le lot à l'étude est situé dans la zone 0797, permettant des usages commercial et résidentiel.

Résumé des principaux usages autorisés dans la zone 0797

COMMERCIAL C.3 (10)	Commerces et services en secteur désigné, cour Glen permettant les usages spécifiques suivants : bureau, école spécialisée, clinique médicale, soins personnels
RÉSIDENTIEL H	Habitation
NOMBRE D'ÉTAGES AUTORISÉS	Minimum de 4 étages Maximum de 10 étages
DENSITÉ	Minimal, non applicable Maximale de 6.0
TAUX D'IMPLANTATION	Minimale de 35 % Maximale de 85 %
HAUTEURS	Minimum, non applicable Maximale de 30,0 mètres (98,4 pieds)
AUTRES PARTICULARITÉS	Le terrain est vacant, aucun bâtiment n'est érigé sur le terrain à l'étude.

1.5 ZONAGE (suite)

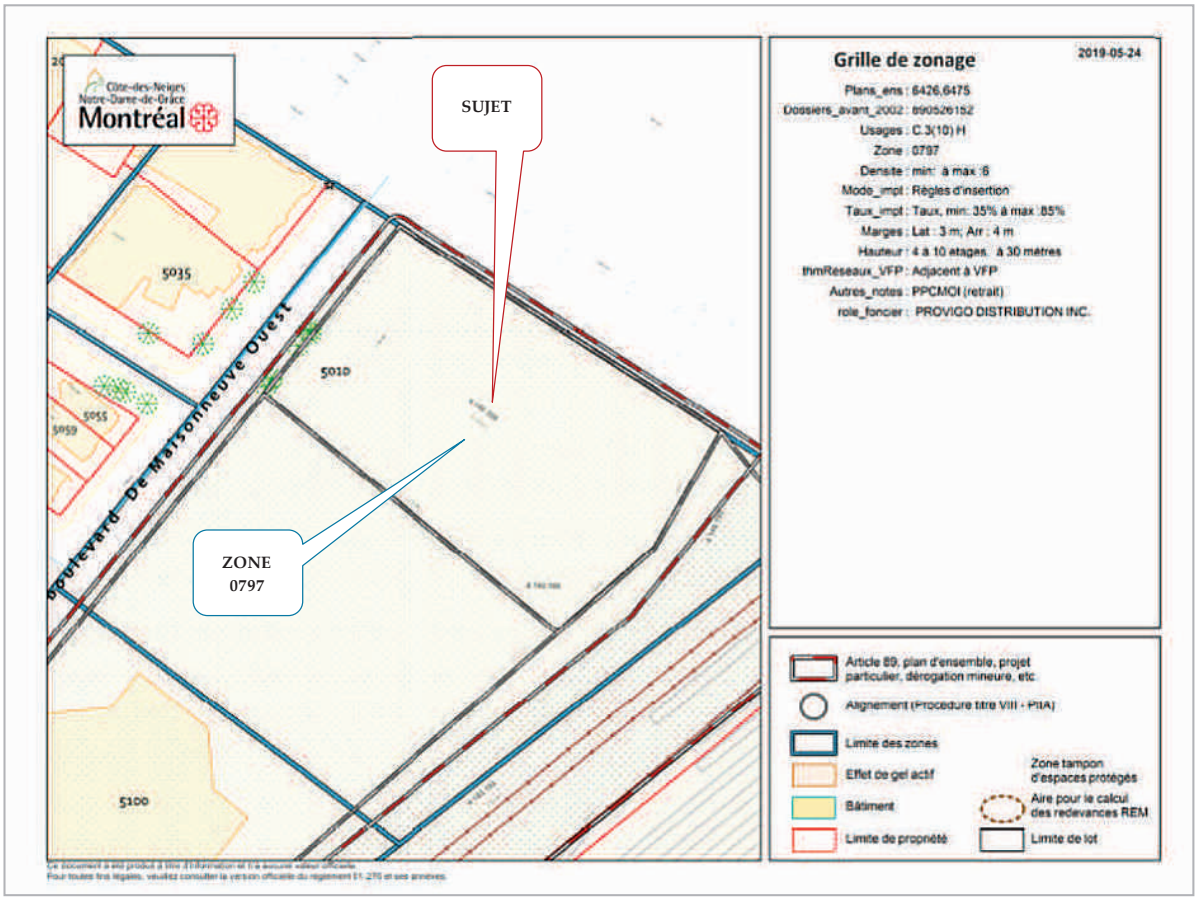


Figure 4 – Extrait du plan des usages prescrits – Règlement d'urbanisme

PARISLADOUCEUR.CA

1.5 ZONAGE (suite)

ARRONDISSEMENT CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT D'URBANISME (01-276)
ANNEXE A.3 GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS

ZONE 0797

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe
C.3(10)	Secteur de la cour Glen	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	6
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	4	10
Hauteur (m)	-	30

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Afin de maintenir un lien visuel avec le mont Royal, une demande de permis de construction d'un nouveau bâtiment et une demande de permis de transformation pour un agrandissement situé à une hauteur de plus de 7,5 m ou 2 étages, est assujetti à l'approbation en vertu du titre VIII et en fonction du critère de l'article 668.6.

Figure 5 – Usages prescrits – Urbanisme (zone 0797)



Figure 6 – Extrait du plan d'architecture – Perspective du projet (réf. BC2)

1.5 ZONAGE (suite)

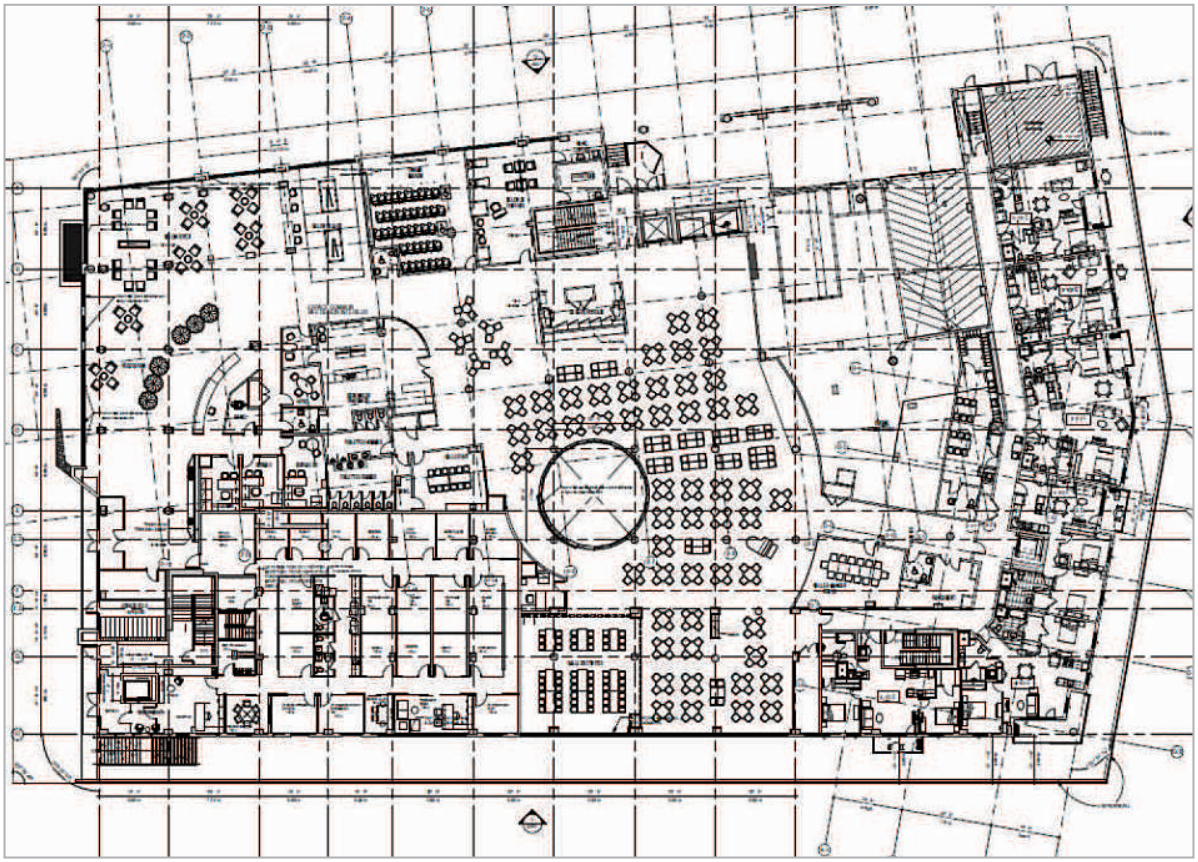


Figure 7 – Extrait du plan d'architecture – Plan du rez-de-chaussée (réf. BC2)

1.6 INFRASTRUCTURES

Tous les services municipaux usuels sont disponibles.

PARISLADOUCEUR.CA

1.7 PRINCIPE DE L'USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE

1.7.1 DÉFINITION ET CONCEPTS

Le principe de l'usage le meilleur et le plus profitable est fondamental au concept de la valeur d'un bien immobilier. On le définit comme étant l'usage qui semble le plus apte à produire le meilleur rendement d'un immeuble pendant une période donnée. L'usage dit le meilleur et le plus profitable doit être celui qui est raisonnable, probable et réalisable à court ou moyen terme, sans être spéculatif ou de conjecture. Cet usage peut ou non correspondre à l'usage actuel de l'emplacement ou du bâtiment dessus érigé.

L'évaluateur doit évaluer le terrain comme s'il était vague et raisonnablement prêt à être aménagé à son usage le meilleur et le plus profitable. L'évaluateur doit démontrer que l'usage le meilleur répond aux conditions suivantes :

- Il s'agit d'un usage possible sur le plan physique
- Il doit être permis par les règlements et par la loi
- Il doit être financièrement possible
- Il doit pouvoir se concrétiser à court terme
- Il doit être relié aux probabilités de réalisation plutôt qu'aux simples possibilités
- Il doit exister une demande pour le bien évalué à son meilleur usage
- Enfin, l'usage le meilleur doit être le plus profitable

L'objet de l'évaluation fait référence au lot 4 140 398 du cadastre du Québec, situé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, de la ville de Montréal. Le terrain sujet est situé en front sur le boulevard Maisonneuve Ouest et possède une superficie totale de 5 611,40 mètres carrés (60 400 pieds carrés). Il est localisé dans la zone 0797, où sont autorisés les usages de la catégorie commerciale de type bureau, école, clinique et habitations multifamiliales. Le voisinage immédiat se compose principalement de propriétés à vocation habitation multirésidentielle.

Considérant le zonage en vigueur, la nature de la demande et l'environnement du terrain à l'étude, nous sommes d'avis que l'usage le meilleur et le plus profitable est à des fins résidentielles multifamiliales

---

USAGE LE MEILLEUR ET LE PLUS PROFITABLE

MIXTE RÉSIDENTIEL MULTIFAMILIAL ET COMMERCIAL ET/OU RÉSIDENTIEL MULTIFAMILIAL

1.8 DONNÉES MUNICIPALES

MATRICULE	9637-82-3470
LOT	4 140 398
PROPRIÉTAIRE FONCIER	Résidence LIZ inc. représentée par Jacques Pearson (groupe Maurice)
RÔLE TRIENNAL	2017-2018-2019
PROPORTION MÉDIANE	100 %

ÉVALUATION MUNICIPALE

Terrain	3 871 900 $
Bâtiment	0 $
Total – Évaluation municipale	3 871 900 $

TAXES FONCIÈRES

Taxes municipales (2019)	58 001,07 $
Taxe scolaire (2018-2019)	6 759,70 $
Total - Taxes foncières	64 760,77 $

1.9 ANTÉCÉDENTS DE LA PROPRIÉTÉ (DERNIÈRE TRANSACTION)

VENDEUR	Provigo Distribution inc. représenté par Isabelle Métivier
ACHETEUR	Résidence LIZ inc. représentée par Jacques Pearson (groupe Maurice)
DATE DE VENTE	2019-03-04
PRIX DE VENTE	13 850 000 $
NUMÉRO D'ENREGISTREMENT	24 448 499

REMARQUE(S)

Un projet particulier est présentement à l'étude, soit la construction d'une résidence pour personnes âgées. Il s'agit d'un bâtiment détaché de dix étages composé de 336 unités de logement. De plus trois niveaux sous le sol pour le stationnement sont prévus. Lors de la visite des lieux, les travaux de construction n'avaient pas débuté.

2 Analyse

2.1 MÉTHODE D'ÉVALUATION RETENUE

Considérant que des ventes de terrains vacants ont pu être répertoriées, seule la méthode de comparaison a été élaborée dans le présent rapport. Celle-ci représente la méthode par excellence pour déterminer la valeur d'un terrain, lorsque les données disponibles sont en quantité suffisante, tout en offrant un bon degré de comparabilité.

Ainsi, aux fins de ce rapport, nous jugeons que les méthodes de répartition (soustraction), du revenu résiduel et de lotissement ne sont pas pertinentes.

2.2 MÉTHODE DE COMPARAISON

2.2.1 INTRODUCTION

La méthode de comparaison vise essentiellement à estimer le prix de vente le plus probable d'un immeuble, par la comparaison et l'analyse de transactions immobilières, impliquant des propriétés semblables à l'immeuble à évaluer. Cette méthode repose sur le principe de substitution qui veut qu'un acheteur avisé ne paie pas plus pour un immeuble, qu'il ne paierait pour un autre immeuble offrant les mêmes caractéristiques. La méthode de comparaison repose également sur le principe fondamental en évaluation immobilière, soit celui de l'offre et de la demande.

2.2.2 UNITÉ DE VOISINAGE

Aux fins de la présente évaluation et afin de bien cerner la valeur de l'emplacement à l'étude, nous avons concentré nos recherches dans les arrondissements Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et Le sud-Ouest de la ville de Montréal.

2.2.3 CRITÈRES DE RECHERCHE

Pour l'élaboration de la méthode de comparaison, nous avons consulté trois bases de données, soit *JLR, CollPlan et Matrix* (supportée par la *Chambre immobilière du Grand Montréal*). Une première sélection a été effectuée, afin de retenir les sept ventes les plus représentatives, basée sur les critères suivants :

- Terrain vacant localisé à l'intérieur de l'unité de voisinage précédemment définie
- Terrain vacant desservi par les infrastructures municipales
- Terrain voué à un usage résidentiel multifamilial
- Transaction excluant les corps publics
- Transaction n'impliquant pas de liens entre les parties
- Vente transigée au prix supérieur à 1,00 $
- Terrain offrant les caractéristiques (localisation, dimension et zonage) les plus similaires au sujet
- Date de marché entre mars 2015 et la date d'évaluation, soit le 1er mars 2019

2.2.3 CRITÈRES DE RECHERCHE (suite)

Les terrains comparables retenus ont été visités afin d'apprécier leurs caractéristiques physiques et leur environnement. Nous avons également vérifié leur zonage en date de la vente. Les actes de vente des comparables ont fait l'objet d'un examen minutieux.

Les cinq ventes retenues impliquent des superficies de terrains variant entre 980,0 et 4 279,2 mètres carrés. Les taux unitaires observés oscillent entre 1 701,11 $ et 4 136,68 $ le mètre carré. Vous trouverez ci-dessous un tableau résumant les principales caractéristiques des transactions retenues ainsi qu'un plan des ventes les localisant. Nous joignons à l'annexe C, un tableau détaillé ainsi qu'une fiche descriptive pour chacune des comparables retenues.

Tableau 1 – Résumé des transactions retenues

No	No de publication	Date d'avant-contrat	Date de vente	Date de vente ou d'avant-contrat	Vendeur	Acheteur	No de lot(s)	Rue	Prix de vente	Superficie (m^2)	Taux ($/m^2$)
1	21 402 345	2015-03-16	2015-03-16	2015-03-16	T.H.M. Immobilier inc. (David Benatar)	Les Lofts Gatineau inc. (Michael Owen)	2 172 553 ; 2 172 555	Gatineau, Avenue	3 000 000 $	980,0	3 061,22 $
2	22 902 241	2017-02-15	2017-02-15	2017-02-15	Canada Lands Company CLC Limited (John Mcbain et Robert Howald)	Société en commandite Bassins C2 Griffintown (Yohan Ohayon et Ilan Reich)	4 499 016	Basin, Rue	9 600 000 $	4 279,2	2 243,41 $
3	23 046 149	2016-11-18	2017-05-01	2016-11-18	Square Victoria Immobilier inc. (Luc Reny et Daniel Sangwill)	9355-4400 Québec inc. (Claude Lachance)	3 805 330 ; 3 805 329	Basin, Rue	10 000 000 $	2 417,4	4 136,68 $
4	23 258 219	2017-07-20	2017-07-20	2017-07-20	Vinamach inc. (Kim Long Thai)	9348-0028 Québec inc. (Jonathan Sigler)	1 852 742	Basin, Rue	6 800 000 $	3 997,4	1 701,11 $
5	23 634 670	2018-01-31	2018-01-31	2018-01-31	9257-2437 Québec inc.	Developpement 4845 Côte St-Luc S.E.C.	1 581 175	Côte-Saint-Luc, Ch.	3 050 000 $	1 530,1	1 993,33 $

2.2.4 PLAN DES VENTES

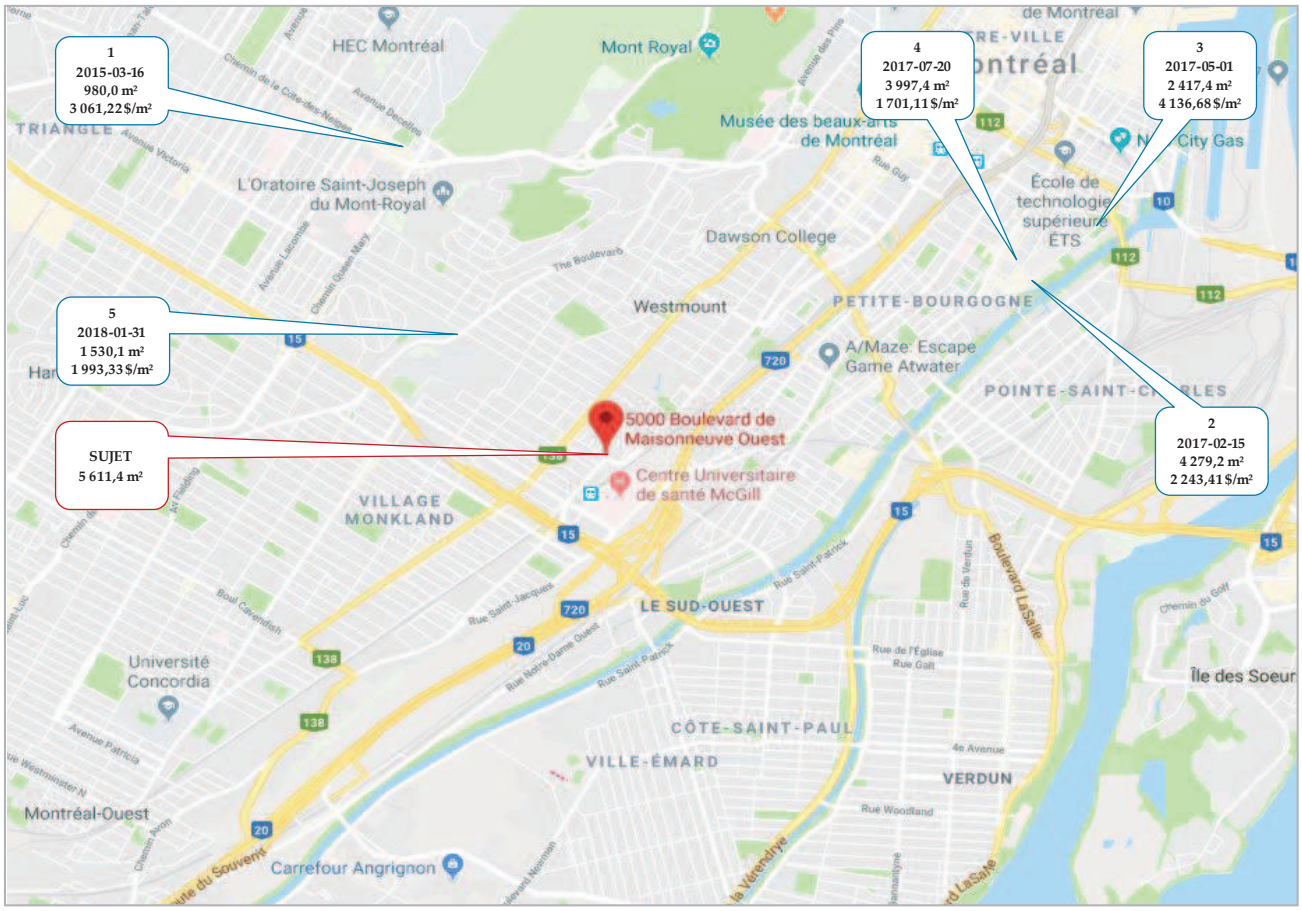


Figure 8 – Plan des ventes et localisation du sujet

2.3 AJUSTEMENTS

Coût de démolition

Quatre des transactions retenues sont l'objet d'un premier ajustement, afin de tenir compte des coûts relatifs à la démolition des constructions présentes sur les terrains lors de l'acquisition. Ainsi, il y a des bâtiments présents sur les terrains des ventes 1, 3, 4 et 5 à démolir afin de permettre leur redéveloppement. Pour l'estimation des coûts de démolition, nous nous sommes référés aux coûts de démolition au répertoire de coût *Marshall & Swift* publié par *CoreLogic*.

Temps

Afin d'ajuster les ventes comparables relevées en fonction du temps écoulé entre leur date de transaction et la date d'évaluation retenue de la propriété à l'étude, nous nous sommes référés, dans un premier temps, à l'indice des prix à la consommation (IPC) disponible via la Banque du Canada. Le taux annuel moyen d'inflation entre janvier 2013 et avril 2018 est de 1,73 %. Nous sommes d'avis que le taux d'inflation représente un indice minimum de l'augmentation de la valeur des terrains à Montréal, compte tenu de l'offre réduite et de la forte demande.

Considérant l'absence de données de marché qui nous aurait permis de dégager des indices d'augmentation de valeur dans le temps, nous nous sommes référés à l'analyse du marché résidentiel de la Chambre immobilière du Grand Montréal, pour tenter de dégager des indices d'augmentation de valeur. Voici un tableau résumant les variations des prix de vente moyens sur le marché depuis 2013.

Tableau 2 – Variation des prix moyens depuis 2013

Notre-Dame-de-Grâce / Montréal-Ouest						
Trimestres	**Variation depuis les douze derniers mois**	**Variation depuis les cinq dernières années**	**Variation depuis les douze derniers mois**	**Variation depuis les cinq dernières années**	**Variation depuis les douze derniers mois**	**Variation depuis les cinq dernières années**
	Unifamiliale		Copropriété		Plex (2 à 5 logements)	
1e trimestre 2019	14%	39%	12%	27%	-1%	18%
1e trimestre 2018	12%		1%		4%	
1e trimestre 2017	13%	Croissance annuelle	8%	Croissance annuelle	0%	Croissance annuelle
1e trimestre 2016	-5%		3%		5%	
1e trimestre 2015	5%	4,8%	3%	4,9%	4%	3,4%
1e trimestre 2014	4%		-3%		-2%	
1e trimestre 2013	1%		8%		7%	

En prenant en considération la forte demande pour l'achat de terrain à développer et l'offre réduite, tout en s'appuyant sur différents indices d'augmentation obtenus, nous retenons un taux d'augmentation annuel composé de **8 %**, afin d'ajuster les comparables retenues dans le temps

2.3 AJUSTEMENTS (suite)

Situation

La situation est le facteur qui influe le plus sur la valeur des emplacements offrant un potentiel de développement équivalent. Ainsi, des terrains offrant des perspectives de développement équivalentes dans un même quartier peuvent avoir des valeurs bien différentes, en fonction de leur localisation respective.

Nos recherches nous ont permis de relever peu de transactions significatives dans l'environnement immédiat au sujet. Étant donné le peu de transactions disponible, nous avons dû étendre quelque peu nos critères de recherches vers d'autres secteurs.

Les ventes 2, 3 et 4 impliquent des terrains localisés dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, soit à l'est du terrain à l'étude. Rappelons que le terrain sujet est localisé dans le secteur de Côte-des-Neiges à proximité de la ville de Westmount. Le terrain est à l'encoignure de la rue Sainte-Catherine Ouest et du boulevard de Maisonneuve Ouest, où l'on retrouve des immeubles à vocation résidentielle et commerciale.

La vente 1 implique un terrain localisé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, ce terrain est situé à proximité de plusieurs pavillons de l'université de Montréal et de la station de métro Côte-des-Neiges, nous jugeons ce secteur supérieur. Un ajustement négatif de 20 % a été retenu.

Les ventes 2, 3 et 4 impliquent des terrains localisés dans l'arrondissement Le Sud-Ouest dans le quartier de Griffintown situé à proximité du canal Lachine, ce secteur est supérieur à celui du terrain à l'étude, un ajustement négatif de 10 % est retenu, de plus nous avons appliqué un ajustement négatif additionnel de 10 % à la vente 3, en regard à la proximité de la rue Peel ou l'on retrouve plusieurs commerces.

Le terrain de la vente 5 est localisé au nord du terrain à l'étude sur le chemin de la Côte-Saint-Luc près de l'avenue Victoria. La station de métro Villa-Maria se trouve à proximité. Cet emplacement est le plus représentative du terrain sujet.

Superficie

On observe généralement des variations dans les taux unitaires de vente, lorsque les superficies de terrains varient significativement. Les comparables 1, 3 et 5 montrent des d'écarts de superficie importante et font l'objet d'ajustements à cet égard. Toutefois, les comparables 2 et 4 impliquent des terrains ayant des superficies variantes de 4 279,2 à 3 997,4 mètres carrés, de ce fait nous n'avons pas apporté d'ajustement pour ces ventes.

En nous basant sur des indices obtenus lors d'évaluation antérieure, nous retenons des ajustements négatifs variant de 5 % à 15 % aux ventes 1, 3 et 5, lesquelles ont des superficies inférieures à la superficie du terrain à l'étude de 5 611,4 mètres carrés.

2.3 AJUSTEMENTS (suite)

Zonage et densité

L'implantation, la densité et les utilisations permises par le zonage affectant un terrain sont des facteurs pouvant influencer la valeur d'un emplacement. Pour le présent rapport, nous retenons deux unités de comparaison, soit le taux unitaire au mètre carré et en complément l'indice de superficie de plancher (I.S.P.). Il s'agit du rapport entre le prix de vente et la superficie totale de plancher pouvant théoriquement être construit sur le terrain en fonction de la densité autorisée.

On constate généralement une certaine cohérence entre la densité maximale autorisée et les taux unitaires au mètre carré. Ainsi, plus la densité est élevée, plus les indices au mètre carré le sont. Inversement pour le taux à l'ISP, celui-ci tend à augmenter plus la densité est faible. Dans le présent cas, certaines des ventes comparables retenues offrent un zonage plus extensif, c'est-à-dire que le potentiel de densification est supérieur au sujet.

Considérant que la densité des comparables retenues varie de 4.0 à 7.5 en termes de projet réalisé et que la densité projetée du terrain à l'étude est de 5.0, nous avons appliqué un ajustement variant de 5 % à 25 %, à raison de 10 % par tranche unitaire de densité supplémentaire.

Vous trouverez à la page suivante un tableau résumant les ventes retenues avec les ajustements apportés.

2.3 AJUSTEMENTS (suite)

Tableau 3 - Résumé des ajustements apportés aux transactions retenues

No	No de publication	Date de vente ou d'avant-contrat	No de lot(s)	Rue	Prix de vente	Superficie (m^2)	Densité	Démolition (%)	I.S.P. ($/$m^2$)	Taux ($/$m^2$)	Ajust. temps (%)	Taux ajusté temps/ démolition ($/$m^2$)	Ajustements			Taux ajusté ($/$m^2$)	I.S.P. ajusté ($/$m^2$)
													Situation (%)	Superficie (%)	Zonage (%)		
1	21 402 345	2015-03-16	2 172 553 ; 2 172 555	Gatineau, Avenue	3 000 000 $	980,0	4,0	1,0%	765,3 $	3 061,22 $	35,6%	4 183,10 $	0,80	0,85	1,10	3 128,96 $	711,13 $
2	22 902 241	2017-02-15	4 499 016	Basin, Rue	9 600 000 $	4 279,2	4,5	0,0%	498,5 $	2 243,41 $	17,0%	2 624,45 $	0,90	1,00	1,05	2 480,10 $	524,89 $
3	23 046 149	2016-11-18	3 805 330 ; 3 805 329	Basin, Rue	10 000 000 $	2 417,4	7,5	2,0%	551,6 $	4 136,68 $	19,2%	5 013,69 $	0,80	0,95	0,75	2 857,80 $	508,05 $
4	23 258 219	2017-07-20	1 852 742	Basin, Rue	6 800 000 $	3 997,4	4,5	2,0%	378,0 $	1 701,11 $	13,2%	1 960,07 $	0,90	1,00	1,05	1 852,27 $	392,01 $
5	23 634 670	2018-01-31	1 581 175	Côte-Saint-Luc, Ch.	3 050 000 $	1 530,1	4,5	2,5%	443,0 $	1 993,33 $	8,7%	2 215,84 $	1,00	0,90	1,05	2 093,97 $	443,17 $

PARISLADOUCEUR.CA

2.4 ANALYSE

Aux fins du présent rapport, nous retenons deux unités de comparaison pour obtenir des indices de la valeur marchande du terrain à l'étude, soit le taux unitaire au mètre carré et le taux à l'ISP.

À la suite des ajustements apportés aux ventes comparables retenues, nous obtenons des indices variant entre 1 852,27 $ et 3 128,96 $ pour un taux moyen de 2 482,62 $ le mètre carré. Les taux ajustés à l'ISP varient quant à eux de 392,01 $ à 711,13 $.

La **transaction 1** nous réfère aux lots 2 172 553 et 2 172 555 localisés dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Ce terrain possède une superficie de 980,0 mètres carrés. Nous jugeons le secteur supérieur à celui du terrain à l'étude. Cette transaction nous indique des taux ajustés de 3 128,96 $ le mètre carré et de 711,13 $ pour l'ISP.

La **transaction 2** implique un terrain situé dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, plus précisément dans le secteur de Griffintown. Cette transaction nous indique des taux ajustés de 2 480,10 $ le mètre carré et de 524,89 $ pour l'ISP.

La **transaction 3** nous réfère à un terrain localisé à proximité du canal de Lachine. Ce terrain possède une superficie de 2 417,4 mètres carrés et il est localisé à l'est du terrain sujet. Cette vente nous indique des taux ajustés de 2 857,80 $ le mètre carré et de 508,05 $ pour l'ISP.

La **transaction 4** nous réfère à un terrain qui est voisin du lot de la vente 2. Le terrain d'une étendue de 3 997,4 mètres carrés est localisé à proximité du canal de Lachine. Le taux ajusté est de 1 852,27 $ le mètre carré et de 392,01 $ pour l'ISP.

La **transaction 5** nous réfère au lot 1 581 175 localisé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, il se situe au nord du lot à l'étude. Ce terrain possède une superficie de 1 530,1 mètres carrés, soit une superficie inférieure à celle du lot sujet de 5 611,4 mètres carrés. Cette vente nous indique des taux ajustés de 2 093,97 $ le mètre carré et de 443,17 $ pour l'ISP. Cette transaction représentative, due à l'emplacement du terrain.

2.4 ANALYSE (suite)

Indication de valeur selon l'indice du prix de vente par mètre carré

En nous appuyant sur les ventes retenues, lesquelles sont représentatives au lot à l'étude par leurs densités et aux usages autorisés, nous sommes d'avis de retenir un taux de 2 350,0 $ le mètre carré (218,32 $ le pied carré). Les terrains impliqués dans les ventes retenues ont été acquis dans un contexte multirésidentiel.

Tableau 4 – Valeur de l'emplacement à l'étude selon le taux au mètre carré

Valeur de l'emplacement à l'étude selon le paramètre du prix de vente par pied carré		
	m^2	pi^2
Superficie totale du terrain à l'étude	5 611,40	60 400,5
Taux unitaire retenu	2 350,00 $	218,32 $
Valeur de l'emplacement à l'étude - vacant (arrondie)	**13 187 000 $**	
Valeur de l'emplacement à l'étude (arrondie)	**13 187 000 $**	

Indication de valeur selon l'indice de l'I.S.P.

Parallèlement, nous avons considéré l'indice de superficie de plancher (ISP). Aux fins du rapport, nous avons considéré les taux des transactions 2, 3, 4 et 5 comme étant ceux les plus représentatifs, étant donné la densité permise et le potentiel de développement. Nous retenons un taux de 470,00 $ le mètre carré applicable à la superficie constructible potentielle pour obtenir un indice de valeur à partir de cette unité de comparaison.

Tableau 5 – Valeur de l'emplacement à l'étude selon l'ISP

Valeur de l'emplacement à l'étude selon le paramètre de l'I.S.P.		
	m^2	pi^2
Superficie totale constructible	28 057,00	302 002,7
Taux unitaire retenu	470,0 $	43,66 $
Valeur de l'emplacement à l'étude - vacant (arrondie)	**13 187 000 $**	
Valeur de l'emplacement à l'étude (arrondie)	**13 187 000 $**	

Basés sur les indices selon les paramètres du prix de vente au mètre et de l'I.S.P., lesquels représentent l'emplacement et le potentiel de développement du terrain, nous estimons la valeur marchande de la propriété à l'étude à **13 187 000 $**, et ce, en date du 1er mars 2019.

Ce taux est retenu pour un emplacement voué à un développement résidentiel multifamilial et desservi par les services municipaux, sur le boulevard de Maisonneuve Ouest, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, de la ville de Montréal, en date du 1er mars 2019.

Considérant qu'aucune étude de sol n'est disponible ni d'estimé quant au montant de la décontamination, notre analyse prendra pour hypothèse que l'emplacement n'est pas contaminé au-delà des critères permis selon l'usage le meilleur et le plus profitable retenu à l'intérieur de la présente expertise et que la condition du sol est conforme aux normes. Tout élément contraire aurait une influence sur la valeur comme exprimée dans le présent document. **Le montant relatif à la décontamination si telle est le cas devra être déduit du montant inscrit dans ce rapport.**

3 Corrélation et certification

3.1 CORRÉLATION

Suite au mandat que vous nous avez confié, nous avons complété un rapport d'évaluation de la propriété citée en rubrique, dans le but d'estimer la valeur marchande, aux fins de contribution de frais de parc, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Les droits de propriété sont ceux de la pleine propriété.

Aux fins du présent rapport, seule la méthode de comparaison a été élaborée. De ce fait, nous retenons la valeur obtenue par cette approche comme étant représentative de la valeur marchande du terrain à l'étude.

VALEUR SELON LA MÉTHODE DE COMPARAISON

TREIZE MILLIONS CENT QUATRE-VINGT-SEPT MILLE DOLLARS

13 187 000 $

Finalement, la valeur, telle qu'estimée, prend pour hypothèse que le sol n'est pas contaminé. **Advenant la contamination du terrain, les coûts relatifs à la décontamination du terrain devront être déduits la valeur inscrite dans ce rapport.** La présente analyse prend en considération que le terrain est vacant et ne tient pas compte de l'évaluation des bâtiments et/ou des améliorations au sol présents sur le lot, si applicable.

3.2 CERTIFICATION

Nous certifions :

- Avoir visité la propriété à l'étude et analysé les conditions du marché dans le voisinage du sujet.
- Avoir recherché, au meilleur de nos capacités, les informations contenues dans ce rapport.
- N'avoir aucun intérêt, présent ou futur, dans cette propriété.
- N'avoir omis ou négligé volontairement aucun fait important en relation avec cette évaluation.
- Avoir effectué cette évaluation suivant les règles du code d'éthique professionnel de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec et/ou de l'Institut canadien des évaluateurs.

Nous, soussignés, Alain Legault et Vincent Ladouceur, certifions qu'au meilleur de notre connaissance, les informations contenues dans le présent rapport et les opinions qui en découlent sont exactes, compte tenu des réserves qui y sont énoncées.

PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS INC.

Alain Legault
Technicien Sr

Signature numérique de Vincent Ladouceur
DN : c=CA, o=CENTRE DE CERTIFICATION DU QUEBEC, ou=ORDRE DES EVALUATEURS AGREES DU QUEBEC, ou=MEMBRES, serialNumber=2002, cn=Vincent Ladouceur
Date : 2019.06.14 09:43:19 -04'00'

Vincent Ladouceur,
Évaluateur agréé

Réserves et hypothèses de base

Il est tenu pour acquis que l'évaluateur n'a fait aucun arpentage et ne prend aucune responsabilité en ce qui concerne les mesures, dimensions, analyses de sol et autres renseignements de même nature qui pourraient avoir une influence sur la valeur de la propriété. Les mesures, dimensions et autres renseignements de même nature ont été obtenus de différentes sources que nous considérons comme fiables et valables aux fins de notre étude.

Nous considérons les informations obtenues auprès de la Ville comme exactes. Nous croyons comme fiables tous les renseignements identifiés dans ce rapport provenant auprès des différents intervenants au dossier, mais n'en assumons aucune responsabilité professionnelle.

Aucune responsabilité n'est assumée pour les questions à caractère légal (exemple : servitude, droit de passage) ou toute autre question qui pourrait avoir une influence sur les droits de propriété. La description légale fournie est assumée comme exacte.

Tous les liens hypothécaires ou autres encombrements ont été ignorés et la propriété est évaluée comme étant claire et nette et sous possession responsable.

Nous présumons qu'il n'y a aucun vice caché ou invisible dans la propriété, à moins que nous en exprimions le fait dans cette expertise.

Les croquis et plans de ce rapport sont inclus pour aider le lecteur à mieux visualiser la propriété.

Cette évaluation est établie selon les devises canadiennes en cours.

Les soussignés s'engagent à défendre ou témoigner, s'il y a lieu, devant toute autorité compétente, incluant toute cour de justice, les données inscrites au rapport, suivant la tarification horaire convenue lors de l'attribution du contrat.

Considérant le but de notre dossier, les valeurs inscrites dans ce rapport ne peuvent être utilisées en dehors du contexte d'une valeur globale de l'immeuble. La possession de ce rapport ne confère pas le droit de publication et ce rapport ne peut être employé à d'autres fins que celle mentionnée dans le présent rapport sans autorisation du signataire.

D'aucune façon, l'évaluateur ne procède à une étude sur les caractéristiques de la composition du sol en ce qui a trait à sa capacité portante et son risque de contamination.

Nous tenons pour acquis pour l'établissement de notre valeur qu'aucune faille n'entrave ladite propriété au niveau de la composition du sol, son risque environnemental, son risque de pollution engendré par l'utilisation actuelle et antérieure de la propriété à l'étude.

RÉSERVES ET HYPOTHÈSES DE BASE (suite)

Sauf avis contraire dans le présent rapport, aucune matière dangereuse y compris (sans s'y limiter) l'amiante, les biphényles polychlorés, les fuites de pétrole et les engrais chimiques qui pourraient se trouver sur le bien immobilier, ni aucune autre condition environnementale anormale n'a été signalée à l'attention de l'évaluateur ni détectée par lui au cours de son mandat. Sauf avis contraire, l'évaluateur n'a pas eu connaissance de l'existence, sur le bien immobilier ou dans le sol, de matières semblables. L'évaluateur n'est pas qualifié pour détecter l'existence de matières dangereuses ni analyser les conditions environnementales.

Bien que la présence de matières toxiques telles que l'amiante, la mousse isolante à base d'urée formaldéhyde ou toutes autres matières dangereuses ou l'existence de conditions environnementales anormales, aurait pu influer sur la valeur du bien immobilier, la valeur estimée au terme de la présente évaluation repose sur l'hypothèse qu'il n'existe aucune condition semblable sur le bien, ni dans le sous-sol ni à proximité suffisante pour avoir une incidence sur la valeur. L'évaluateur se décharge de toutes responsabilités en ce qui concerne l'existence de telles conditions ou la mise en œuvre de services techniques ou spécialisés qui permettraient d'en détecter la présence.

Les données contenues dans ce rapport ne peuvent être utilisées que par les représentants de la Ville de Montréal qui est le mandant. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies.

Photographies du sujet



Lot 4 140 398



Lot 4 140 398

PHOTOGRAPHIES DU SUJET (suite)



Lot 4 140 398



Lot 4 140 398

PHOTOGRAPHIES DU SUJET (suite)



Secteur, orientation vers le nord



Rue Sainte-Catherine O.

PHOTOGRAPHIES DU SUJET (suite)



Avenue Claremont, localisé au nord du terrain à l'étude



Secteur, orientation vers le sud

PHOTOGRAPHIES DU SUJET (suite)



Terrain à l'étude, CUSM en arrière-plan



Rue Sainte-Catherine, vers le sud

Tableau d'analyse et fiches détaillées des ventes de terrains vacants

PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS
ÉVALUATEURS AGRÉÉS

Tableau d'analyse

N°	N° Publication Date de vente Type de fiche	Adresse Ville	Vendeur Acheteur	N° de lots Superficie : m^2 Superficie : pi^2	Prix de vente Taux : $/$m^2$ Taux : $/$pi^2$	Commentaires	Zonage Usage
1	21 402 345 2015-03-16 Terrain	5192-5198, Gatineau, Avenue Montréal	T.H.M. Immobilier inc. (David Benatar) Les Lofts Gatineau inc. (Michael Owen)	2 172 553 ; 2 172 555 980,00 m^2 10 548,63 pi^2	3 000 000,00 $ 3 061,22 $/$m^2$ 284,40 $/$pi^2$	Terrain acquis pour la construction d'un immeuble en hauteur. Le bâtiment vacant a été démoli suite à la transaction. Projet particulier adopté en 2015-03-05, pour modifier/annuler celui de 2014. Pour construction de 6 étages avec locaux commerciaux au rdc et 98 unités.	17-0573 Multirésidentiel-mixte
2	22 902 241 2017-02-15 Terrain	Basin, Rue Montréal	Canada Lands Company CLC Limited (John Mcbain et Robert Howald) Société en commandite Bassins C2 Griffintown (Yohan Ohayon et Ilan Reich)	4 499 016 4 279,20 m^2 46 060,93 pi^2	9 600 000,00 $ 2 243,41 $/$m^2$ 208,42 $/$pi^2$	Vente sans garantie légale ou conventionnelle aux risques et périls de l'acheteur. Aucune garantie sur la qualité des sols et de sa composition, la présence ou la migration de contaminants. Continuité du projet Les Bassins du Nouveau-Havre et respect critères d'architecture. Rapport d'archéologie du site. L'acheteur doit fournir une lettre de crédit pour la Ville de Montréal montant de 330 000	0402 Commercial
3	23 046 149 2017-05-01 Terrain	Basin, Rue Montréal	Square Victoria Immobilier inc. (Luc Reny et Daniel Sangwill) 9355-4400 Québec inc. (Claude Lachance)	3 805 330 ; 3 805 329 2 417,40 m^2 26 020,68 pi^2	10 000 000,00 $ 4 136,68 $/$m^2$ 384,31 $/$pi^2$	Avec bâtisse (à vérifier si démolie). Vente sans garantie aux risques et périls de l'acheteur. Sans garantie sur conditions environnementales, description et conditions physiques.	0551 Commercial
4	23 258 219 2017-07-20 Terrain	1725, Basin, Rue Montréal	Vinamach inc. (Kim Long Thai) 9348-0028 Québec inc. (Jonathan Sigler)	1 852 742 3 997,40 m^2 43 027,66 pi^2	6 800 000,00 $ 1 701,11 $/$m^2$ 158,04 $/$pi^2$	Avec bâtiment, à vérifier si démoli. Vente sans garantie légale. Bail commercial avec revenu de 19 208,66 $ par mois.	0574 C.2c, I.3, H.6
5	23 634 670 2018-01-31 Terrain	4845, Côte-Saint-Luc, Chemin de la Montréal	9257-2437 Québec inc. Developpement 4845 Côte St-Luc S.E.C.	1 581 175 1 530,10 m^2 16 469,86 pi^2	3 050 000,00 $ 1 993,33 $/$m^2$ 185,19 $/$pi^2$	Ancienne station service Shell. Le site a été décontaminé avant la vente. Celle-ci est toutefois au risque et péril de l'acheteur. Vente précédente 2012/03/15 sous # 18 905 222.	0663 : H.6-7 Multirésidentiel

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 1]

5192-5198, Gatineau, Avenue
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

[Description]

No de publication : 21 402 345
Date de vente : 2015-03-16 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : T.H.M. Immobilier inc. (David Benatar)
Acheteur(s) : Les Lofts Gatineau inc. (Michael Owen)

Prix de vente: 3 000 000 $
Taux : 3 061,22 $/m² - 284,40 $/pi²
N° de lot(s): 2 172 553 ; 2 172 555

Entre Swail, Avenue et Jean-Brillant, Rue
Au coin de :
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 980,00 m² / 10 548,63 pi²
Topographie : Plat
Configuration : Régulière
Frontage : 25,60 m / 84,00 pi
Profondeur : 38,80 m / 127,30 pi
☐ droit acquis
Zonage : 17-0573
Usage : Multirésidentiel-mixte
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
☐ zone humide
☐ bord de l'eau
Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ
Solde d'infrastructure :

[Caractéristiques]

➤Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	m 0,00 pi	12,50 m 41,01 pi
Nombre d'étage(s) :	2	3
Densité :		4,0
Taux d'implantation au sol :		0,9

Projet : Mondev - Les Lofts Gatineau
Surhauteur :
ISP : 765,31
nbre d'unités construites potentielles : 89

➤Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Servitudes]

[Commentaires]

Terrain acquis pour la construction d'un immeuble en hauteur. Le bâtiment vacant a été démoli suite à la transaction. Projet particulier adopté en 2015-03-05, pour modifier/annuler celui de 2014. Pour construction de 6 étages avec locaux commerciaux au rdc et 98 unités





PARIS LADOUCEUR & ASSOCIES

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 2]

Basin, Rue
Montréal - Le Sud-Ouest

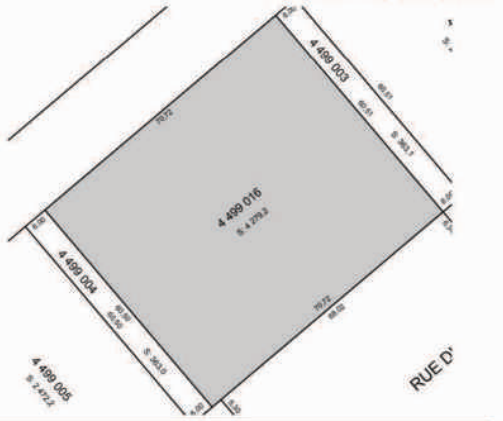
[Description]

No de publication : 22 902 241
Date de vente : 2017-02-15 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : Canada Lands Company CLC Limited (John Mcbain et Robert Howald)
Acheteur(s) : Société en commandite Bassins C2 Griffintown (Yohan Ohayon et Ilan Reich)

Prix de vente: 9 600 000 $
Taux: : 2 243,41 $/m² - 208,42 $/pi²
N° de lot(s): 4 499 016

Entre et
Au coin de :
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 4 279,20 m² / 46 060,93 pi²
Topographie :
Configuration : Rectangulaire
Frontage : 70,70 m / 232,00 pi
Profondeur : 60,50 m / 198,50 pi
☐ droit acquis
Zonage : 0402
Usage : Commercial, Industriel
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
☐ zone humide
☐ bord de l'eau

Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

Solde d'infrastructure :

[Servitudes]

servitude d'architecture ; construction doit répondre à Architectural Criteria.

[Caractéristiques]

▸Terrain urbain

	min	max
Hauteur :	9,00 m / 29,53 pi	20,00 m / 65,62 pi
Nombre d'étage(s) :		
Densité :	3,0	4,5
Taux d'implantation au sol :	35,0	100,0

Projet :
Surhauteur :
ISP : 498,54
nbre d'unités construites potentielles :

▸Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Commentaires]

Vente sans garantie légale ou conventionnelle aux risques et périls de l'acheteur. Aucune garantie sur la qualité des sols et de sa composition, la présence ou la migration de contaminants. Continuité du projet Les Bassins du Nouveau-Havre et respect critères d'architecture. Rapport d'archéologie du site. L'acheteur doit fournir une lettre de crédit pour la Ville de Montréal montant de 330 000$ pour construction d'unités abordables. Vente précédente 2007/04/30 sous # 14 183 135.



PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 3]

Basin, Rue
Montréal - Le Sud-Ouest

[Description]

No de publication : 23 046 149
Date de vente : 2017-05-01 Date d'avant-contrat : 2016-11-18

Vendeur(s) : Square Victoria Immobilier inc. (Luc Reny et Daniel Sangwill)
Acheteur(s) : 9355-4400 Québec inc. (Claude Lachance)

Prix de vente: 10 000 000 $
Taux : 4 136,68 $/m² - 384,31 $/pi²
N° de lot(s): 3 805 330 ; 3 805 329

Entre Olier, Rue et Square-Gallery, Rue du
Au coin de :
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 2 417,40 m² 26 020,68 pi²
Topographie : Plane
Configuration : Irrégulière
Frontage : m pi
Profondeur : m pi
☐ droit acquis
Zonage : 0551
Usage : Commercial, Industriel, Multirésidentiel
☐ zone agricole permanente
☐ contamination Pas d'avis de contamination indiqué à

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
☐ zone humide
☐ bord de l'eau

Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

Solde d'infrastructure :

[Caractéristiques]

▶Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	9,00 m 29,53 pi	44,00 m 144,36 pi
Nombre d'étage(s) :		
Densité :	3,0	7,5
Taux d'implantation au sol :	35,0	70,0

Projet :
Surhauteur :
ISP : 551,56
nbre d'unités construites potentielles :

▶Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Servitudes]

[Commentaires]

Avec bâtisse (à vérifier si démolie). Vente sans garantie aux risques et périls de l'acheteur. Sans garantie sur conditions environnementales, description et conditions physiques.





PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 4]

1725, Basin, Rue
Montréal - Le Sud-Ouest

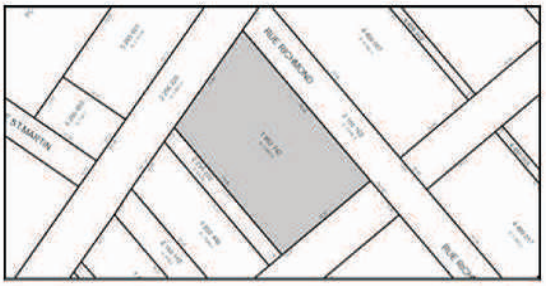
[Description]

No de publication : 23 258 219
Date de vente : 2017-07-20 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : Vinamach inc. (Kim Long Thai)
Acheteur(s) : 9348-0028 Québec inc. (Jonathan Sigler)

Prix de vente: 6 800 000 $
Taux: : 1 701,11 $/m² - 158,04 $/pi²
N° de lot(s): 1 852 742

Entre et
Au coin de : Richmond, Rue
Visible de l'autoroute :



[Terrain]

Superficie : 3 997,40 m² / 43 027,66 pi²
Frontage : 50,50 m / 165,60 pi
Profondeur : 72,80 m / 238,70 pi
Zonage : 0574
Usage : C.2c, I.3, H.6, Commercial-industriel, Mixte

Topographie : Plane
Configuration : Trapézoïdale

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☒ contamination :Avis de contamination en date du 2018

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
☐ zone humide
☐ bord de l'eau

Services :
☒ aqueduc
☐ puits
☒ égout sanitaire
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

Solde d'infrastructure :

[Caractéristiques]

▸Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	9,00 m 29,53 pi	16,00 m 52,49 pi
Nombre d'étage(s) :		
Densité :	3,0	4,5
Taux d'implantation au sol :	35,0	70,0

Projet :
Surhauteur :
ISP : 378,02
n^be d'unités construites potentielles :

▸Terrain agricole ou forestier

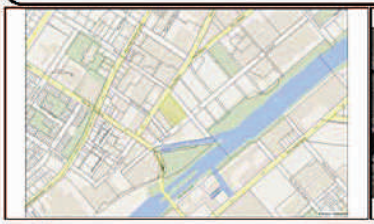
☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Servitudes]

De passage et de vue # 4 886 062.

[Commentaires]

Avec bâtiment, à vérifier si démoli. Vente sans garantie légale. Bail commercial avec revenu de 19 208,66 $ par mois.





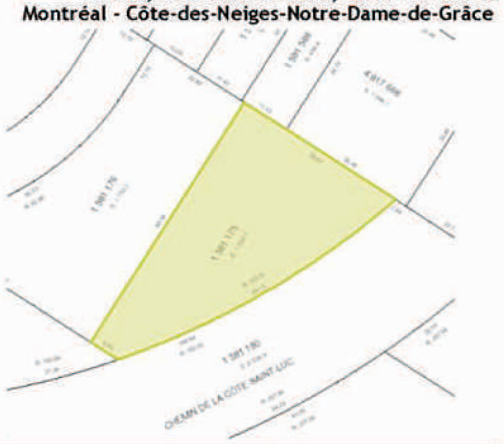


PARIS, LADOUCEUR & ASSOCIÉS

TABLEAU D'ANALYSE ET FICHES DÉTAILLÉES DES VENTES DE TERRAINS VACANTS (suite)

[Comparable - 5]

4845, Côte-Saint-Luc, Chemin de la
Montréal - Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce



[Description]

No de publication : 23 634 670
Date de vente : 2018-01-31 Date d'avant-contrat :

Vendeur(s) : 9257-2437 Québec inc.
Acheteur(s) : Developpement 4845 Côte St-Luc S.E.C.

Prix de vente: 3 050 000 $
Taux: : 1 993,33 $/m² - 185,19 $/pi²
N° de lot(s): 1 581 175

Entre et
Au coin de : Bonavista, Avenue
Visible de l'autoroute :

[Terrain]

Superficie : 1 530,10 m² / 16 469,86 pi²
Frontage : 183,60 m / 602,20 pi
Profondeur : 38,60 m / 126,70 pi
Zonage : 0663 : H.6-7
Usage : Multirésidentiel, Commercial

Topographie : Plat
Configuration : Irrégulière

☐ droit acquis
☐ zone agricole permanente
☐ contamination

Zone inondable :
☐ 0-20 ans ☐ 20-100 ans
☐ zone humide
☐ bord de l'eau

Services : ☒ aqueduc ☐ puits ☒ égout sanitaire
☒ égout pluvial
☐ fosse septique / champ

Solde d'infrastructure :

[Servitudes]

[Caractéristiques]

►Terrain urbain

	min.	max.
Hauteur :	0,00 m / 0,00 pi	16,00 m / 52,49 pi
Nombre d'étage(s) :	3	5
Densité :	0,0	4,5
Taux d'implantation au sol :	35,0	70,0

Projet :
Surhauteur :
ISP : 442,96
n^bre d'unités construites potentielles :

►Terrain agricole ou forestier

☐ cultivé
☐ drainé
☐ pâturage
☐ boisé
☐ en friche
☐ terrain à nu

[Commentaires]

Ancienne station service Shell. Le site a été décontaminé avant la vente. Celle-ci est toutefois au risque et péril de l'acheteur. Vente précédente 2012/03/15 sous # 18 905 222.







PARIS LADOUCEUR & ASSOCIÉS

Qualifications professionnelles

QUALIFICATIONS DE VINCENT LADOUCEUR

Études académiques

Études universitaires	Université du Québec à Montréal (UQAM) Baccalauréat en administration des affaires obtenu en 1995
Études collégiales	Collège Montmorency à Laval Diplôme d'études collégiales en architecture obtenu en 1981
Études secondaires	École Polyvalente Deux-Montagnes Diplôme d'études secondaires obtenu en 1977

Cours de perfectionnement et séminaire

- Calcul/volume Boeckh, Marshall & Swift et M.A.M.
- Fiscalité immobilière
- Expropriation
- Finance immobilière
- Gestion hypothécaire
- Gestion immobilière
- Réforme du Code civil
- Médiation civile et commerciale

Expérience professionnelle

2016 à ce jour	Évaluateur immobilier professionnel (président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
2003 à 2015	Évaluateur agréé (président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1996 à 2002	Évaluateur agréé associé (vice-président) à la firme Paris, Ladouceur & Associés inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1990 à 1995	Évaluateur associé (vice-président) à la firme Les évaluations Réjean Paris inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1985 à 1989	Évaluateur à la firme Les évaluations Réjean Paris inc. (expertise, expropriation, hypothèque).
1982 à 1984	Technicien en évaluation aux fins d'assurance, équipement et hypothécaire pour les firmes Gaétan Paquin & Associés et Paris Gagnon & Associés.
1980 à 1982	Inspecteur en évaluation municipale pour les firmes Gaétan Paquin & Associés, Leroux, Beaudry, Picard & Associés, Yvon Dagenais et Associés.

QUALIFICATIONS DE VINCENT LADOUCEUR (suite)

Expérience spécifique

- Évaluations et négociations pour fins d'acquisition, de disposition, de gré à gré et d'expropriation
- Évaluations et négociations pour fins de consultation municipale
- Évaluations pour des fins de financement hypothécaire
- Évaluations pour des fins d'assurance
- Évaluations pour gains en capital
- Évaluations pour des litiges (divorce, loi des faillites, etc.)
- Témoin expert dans des causes à la Cour supérieure, à la Cour du Québec, de même que devant la Division de la Chambre de l'expropriation du Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Consultant pour différents projets de construction de développement (lotissement)

Association professionnelle

- Membre de l'Institut canadien des évaluateurs

Ville de Montréal
BAM N.D.G./C.D.N.
5160, Boul. Décarie
Montréal Qc
H3X 2H9

FACTURE

Transaction
77876

vendredi 02-mai-2008

Produite par
Julie Chagnon

Facturé à:

Compte: **5143838800**

PROVIGO DISTRIBUTION INC
- -
1 PRESIDENT'S CHOICE

BRAMPTON, ONTARIO
L6Y 5S5 **Tél. (514) 383-8800**

# Produit	Description	Quantité	Prix unitaire	Total
59032	Fonds compensation/parcs	1		
59032	Fonds compensation/parcs	1	126 840.00	126 840.00 $

TPS: 105808372
TVQ: 1001759317

Sous-total:	126 840.00 $
TPS:	0.00 $
TVQ:	0.00 $
TPS incluse:	0.00 $
TVQ incluse:	0.00 $
TOTAL:	126 840.00 $

Paiement:

Chèque	126 840.00 $
Remise	0.00 $

Ville de Montréal
Bam C.D.N. / N.D.G.
5160, Boul. Décarie
Montréal, Qc
TPS:(R121364749)
TVQ:(1006001374)

Date : 2/05/02 Heure: 15:10
Reçu trans : 77876
Produit par: Julie Chagnon

Fonds compensation/parcs	0.00 $
	0.00 $
Fonds compensation/parcs	126 840.00 $
	0.00 $
TOTALES	126 840.00 $
par:	
Chèque	126 840.00 $
Remise	126 840.00 $
	0.00 $

Ceci n'est pas un permis
Aucun remboursement

128837 Notre # | VILLE DE MONTREAL Votre # | Provigo Distribution Inc. (PDI) | 2008 04 25

Notre #	Votre #	Date	Montant de Facture	Montant Payé		Total
024361	CLAREMONT #PARK FEES-NOTRE-DAME-DE-GRACE	04/16/08	126,840.00	126,840.00		126,840.00

012493

THIS DOCUMENT HAS A COLOURED BACKGROUND NOT WHITE, A TRUE WATERMARK, TONER FUSE, VISIBLE FIBRES BOTH SIDES AND ADDITIONAL SECURITY FEATURES.

CIBC - Manulife Corp Park
6711 Mississauga Road
Mississauga, ON L5N 2W3

012493

Provigo Distribution Inc.
1 President's Choice Circle
Brampton, ON L6Y 5S5

DATE 2008 04 25
YYYY MM DD

Payer $***126,840.00

$***126,840.00

À l'ordre de VILLE DE MONTREAL
CP 11461 SUCC CENTRE VILLE
MONTREAL, QC H3C 5L8
Canada

Signatures Authorisées

⑈012493⑈ ⑆03922⑈010⑆ 87⑈37118⑈

* TRANSMIS PAR MESSAGERIE 30/04/08 à DANIEL LACROIX

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Direction de l'aménagement urbain
et des services aux entreprises
Division des permis et des inspections
5160, boulevard Décarie, bureau 865
Montréal (Québec) H3X 2H9

Le 16 avril 2008

Monsieur Daniel Lacroix , arpenteur-géomètre
3300 boul. Cavendish, bureau 150
Montréal (Québec) H4B 2M8

Objet: **Projet d'opération cadastrale**
Frais de parc
Remplacement du lot 188A-A, de la partie restante des lots 188A-13, 188A-14, 188A-17 et 188A-18 et d'une partie de lot 188a
Cadastre de la municipalité de la paroisse de Montréal
Nos dossiers : 2050654031 et 1080654002
Votre minute : 8486

Monsieur,

En vue de se conformer aux dispositions de l'article 6 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M. c.O-1), il y aurait lieu que vous nous fassiez parvenir un chèque visé au montant de 126 840 $, correspondant à 10 % de l'évaluation du lot projeté 7449 dans le plan d'opération cadastrale.

La valeur du terrain montré dans le plan, d'une superficie totale de 5611,4mètres carrés a été évaluée par la Direction de l'évaluation foncière à 1268 400 $au rôle de 2004 .

Veuillez acceptez, monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Christian Le Couffe
Agent technique en architecture
514 872-6259

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 7 avril 2008	Résolution: CA08 170122

ACCEPTER LA SOMME DE 126 840 $ - FONDS DE PARC

Il est proposé par Michael Applebaum

appuyé par Marcel Tremblay

D'accepter la somme de 126 840 $, équivalant à 10 % de la valeur réelle (en fonction du montant inscrit au rôle d'évaluation de 2004) du lot projeté, situé au sud du boulevard de Maisonneuve Ouest et à l'ouest de la rue Sainte-Catherine Ouest (dossier d'opération cadastrale 2050654031), en remplacement du lot 188A-A, de la partie restante des lots 188A-13, 188A-14, 188A-17 et 188A-18 et d'une partie du lot 186A, afin d'identifier un seul lot propre et distinct destiné à une nouvelle construction, que le propriétaire du terrain doit payer à l'arrondissement pour se conformer au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 6 du Règlement sur les opérations cadastrales (R.R.V.M., c.O-1).

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1080654002

Michael APPLEBAUM
Maire d'arrondissement

Elaine DOYLE
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 avril 2008

Montréal
Arrondissement de : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

FICHE - FRAIS DE PARCS *(Redéveloppement)*
DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUCTION
Nº 3001509375

Cette fiche doit être remplie uniquement lorsque les 3 situations suivantes sont présentes :
- ✓ *Le nouveau bâtiment abritera 3 logements et plus,*
- ✓ *Aucun permis de lotissement ayant fait l'objet d'une contribution aux fins de parcs et visant exactement le même site n'a été délivré dans les 5 années précédant la demande de permis de construction, et*
- ✓ *Le nouveau bâtiment ne remplacera pas un bâtiment démoli il y a moins de 5 ans dont le nombre de logements était identique ou supérieur à celui prévu.*

SECTION A DESCRIPTION DE L'INTERVENTION

1- Le site est-il destiné à la construction de logements sociaux et communautaires?

- ☐ oui, entièrement — *passez directement à la section C*
- ☑ non — *passez à la prochaine question*
- ☐ partiellement — *passez à la prochaine question et remplissez la section B*

2- Les logements compteront-ils 3 chambres à coucher et plus?

- ☐ oui, entièrement — *passez directement à la section C*
- ☐ non — *passez à la prochaine question*
- ☑ partiellement — *passez à la prochaine question et remplissez la section B*

SECTION B NOMBRE DE LOGEMENTS ET SUPERFICIES DE PLANCHER

Cette section doit être remplie uniquement si vous avez répondu « partiellement » à la question nº 1 ou à la question nº 2

Dans tous les cas où cette section doit être remplie en fonction des réponses ci-dessus, remplissez obligatoirement les colonnes 1 à 4 du tableau ci-dessous. Si le bâtiment transformé inclut d'autres usages que des logements, remplissez également les colonnes 5 à 8 inclusivement.

ÉTAGES *(indiquez chaque étage du bâtiment)*	NOMBRE DE LOGEMENTS			MODE DE TENURE			
	Total	Sociaux et commu-nautaires	Autres logements de 3 chambres et plus	Copropriété divise (condos) — Aire de plancher des parties privatives (m²)		Autre mode de tenure — Superficie de plancher[1] (m²)	
				Totale	Visée (par la demande de permis...)	Totale	Occupée par les logements[2]
RDC	6					3577	618
2e étage	19		1			3311	1812
3e étage	39		2			3357	3357
4e étage	35		2			3080	3080
5e étage	35		2			3093	3093
6e étage	35		2			3093	3093
7e étage	35		2			3093	3093
8e étage	35		2			3093	3093
9e étage	35		2			3093	3093
10e étage	34		1			3083	2885
TOTAL	308		16			31873	27218
1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*8*

[1] La superficie de plancher du bâtiment doit être établie en se basant sur la définition de superficie de plancher utilisée dans la règlementation de zonage de l'arrondissement pour calculer la densité.

[2] Cette superficie de plancher doit comprendre les superficies de plancher des logements ainsi que les superficies de plancher des espaces strictement dédiés à donner accès aux logements (hall, corridor).

Passez à la section C

SECTION C DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

J'atteste que les renseignements fournis sont complets et exacts.
Je reconnais que toute erreur ou omission pourrait entraîner l'annulation de la présente demande et du permis.

Véronique Alepin		6 février 2020
Nom du propriétaire ou de son représentant	Signature	Date

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
5160, boulevard Décarie, bureau 865
Montréal (Québec) H3X 2H9
Téléphone : 514 872-5160

Demande de permis

Construction

Numéro	Date de la demande
3001509375	2019-03-01

Emplacement des travaux

Localisation 5000 et 5002, boulevard de Maisonneuve Ouest **Quartier inspection** 03

Adresse principale 5000 boulevard De Maisonneuve Ouest

Entre **et**

Encaissement

No référence	Date création	Code produit	Description produit	Coût produit	Coût travaux	Reçu	Date reçu	Note Document
389864	2019-03-01	59015	Const. neuve Résiden. plus de 6 logements/par loge	624,440.47	63,718,415.00	499752	2019-03-01	
389870	2019-03-01	59332	Secteur ou immeuble significatif/transfo extérieur	790.00	.00	499752	2019-03-01	
399248	2019-05-24	59301	Frais d'évaluation pour frais de parcs	1,322.21	.00	508280	2019-05-24	
421326	2019-12-12	59032	Frais de parc	1,127,533.10	.00	11340000003418	2019-12-13	
Total encaissement				1,754,085.78	63,718,415.00			
Total prêt à encaisser (taxes incluses)				0.00				

Note: Ce document n'autorise pas le début des travaux.

ERIC BURNS		
Nom du signataire de la demande Écrire en lettres moulées	Signature	Date

Demande prise par Roballo, Bruno

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1201389001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Rembourser la somme de 186 832.53 $ payé en trop, en somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1201389001 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-0419
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1191389002

Ce dossier vise à rembourser la somme de 186 832.78 $ payée en trop, comme somme compensatoire relative à la cession de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espace naturel, dans une demande de permis de construction impliquant un projet de redéveloppement.

Un chèque au nom de SEC Liz sera donc envoyé suite à l'approbation de ce dossier par le conseil d'arrondissement.

Le compte d'imputation est le suivant:

Revenus reportés – parcs et terrains de jeux:	**Montant ($)**
compte: 2406.0015000.300789.06103.66590.000000.0000.000000. **Entité** : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce **Source** : Revenus reportés-parcs et terrains de jeux **Centre de responsabilité** : Revenus reportés parcs et terrrains de jeux - Direction **Activité** : Permis et Inspections **Objet** : Autres objets	**186 832.53 $**

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : 59 - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Période : Mar-20 Année : 2020 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2020-03-11 Nom d'écriture : 200311uarca93 - remboursement partiel - frais parcs GDD 1201389001

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	25507	000000	0000	000000	000000	00000	00000	186 832.53		GDD 1201389001
2	2406	0015000	300789	06103	45901	013259	0000	000000	000000	00000	00000		186 832.53	GDD 1201389001
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**186 832.53**	**186 832.53**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Virement de crédits (B)

Demandeur : Patricia Arcand Téléphone : 514 868-3488
Service/Arrondissement : 59 - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Période : mars Année : 2020 Type d'écriture : Virement de crédits (B) Budget actualisé : Oui
Date de l'écriture : 2020-03-11 Nom d'écriture : 200311uarca93 - remboursement partiel - frais parcs GDD 1201389001

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0015000	300789	06103	45901	013259	0000	000000	000000	00000	00000	186 832.53		GDD 1201389001 - remboursement fra
2	2406	0015000	300789	06103	66590	000000	0000	000000	000000	00000	00000		186 832.53	GDD 1201389001 - remboursement fra
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**186 832.53**	**186 832.53**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Administration

Ce tableau permet de copier un à un les comptes de grand-livre de cette écriture et de les coller dans l'écran de saisie d'une écriture de journal SIMON.

#	Compte de grand-livre	Débit	Crédit
1	2406.0000000.000000.00000.25507.000000.0000.000000.000000.00000.00000	186 832.53	0.00
2	2406.0015000.300789.06103.45901.013259.0000.000000.000000.00000.00000	0.00	186 832.53
3	.....	0.00	0.00
4	.....	0.00	0.00
5	.....	0.00	0.00
6	.....	0.00	0.00
7	.....	0.00	0.00
8	.....	0.00	0.00
9	.....	0.00	0.00
10	.....	0.00	0.00
11	.....	0.00	0.00
12	.....	0.00	0.00
13	.....	0.00	0.00
14	.....	0.00	0.00
15	.....	0.00	0.00
16	.....	0.00	0.00
17	.....	0.00	0.00
18	.....	0.00	0.00
19	.....	0.00	0.00
20	.....	0.00	0.00
21	.....	0.00	0.00
22	.....	0.00	0.00
23	.....	0.00	0.00
24	.....	0.00	0.00
25	.....	0.00	0.00

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1208774001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:37

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208774001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement. Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA20 170022
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque

événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 3 février 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances numéros OCA20 17001, OCA20 17002 et OCA 17003 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus et obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans son Plan local de développement durable 2019-2022.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux au besoin.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, les réseaux sociaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les responsables de la DCSLDS de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe I seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées,le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs..

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section programmation culture, sports et loisirs

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-23

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-5024
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1208774001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.



Liste finale des événements au CA du 11 mars 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section programmation culture, sports et loisirs

Tél : 514 872-0322
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 11 mars 2020

Événement	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	Consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue	Statut
Mitzva Tank Parade	Chabad Lubavitch Youth Organization	Rues	05-avr-20	12:30 à 14:00	Non	Non	Non	Non	12:30 à 14:00	Non	50	Ralentissement de la circullation sous escote policière. Départ du 6410 avenue Westbury (dir. Nord), Vézina (dir. Est), Victoria (dir. Sud), Queen Mary (dir. Est), Côte-des-Neiges (dir. Nord), Edouard Montpetit (dir. Ouest), Lavoie (dir. Nord), Van Horne (dir. Ouest), Westbury (dir. Nord) et retour au 6405 Westbury	Accepté sous condition
Fêtes religieuses de Pâques	Communauté Hellénique de Montréal	Marche sur rues et ralentissement de la circulation	17 avr. 2020	20:15 à 23:00	Non	Non	Non	Non	22:00 à 23:00	Non	Entre 500 et 1 000	Fermeture d'une voie du chemin de la Côte Ste-Catherine entre les avenues Wilderton et Stirling; Fermeture de l'avenue Wilderton entre le chemin de la Côte Ste-Catherine et Willowdale; Fermeture de l'avenue Stirling entre le chemin de la Côte Ste-Catherine et Willowdale.	Accepté sous condition
Fêtes religieuses de Pâques	Communauté Hellénique de Montréal	Rue et trottoir	18 avr. 2020	23:00 à 00:45	Non	Non	Non	Non	23:30 à 00:30	Non	Entre 500 et 1 000	Fermeture d'une voie du chemin de la Côte Ste-Catherine entre les avenues Wilderton et Stirling.	Accepté sous condition

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **11 mars 2020**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 11 mars 2020** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 11 mars 2020** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 11 mars 2020** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **11 mars 2020** le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **11 mars 2020** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **11 mars 2020** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 11 mars 2020, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 11 mars 2020,** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 11 mars 2020**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1203558003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment sis au 6939, boulevard Décarie.

ATTENDU que le Bureau d'art public de Montréal est d'avis que l'oeuvre ne comporte aucune image et aucun message inappropriés, est réalisée par un artiste professionnel reconnu et que la technique proposée est appropriée.
IL EST RECOMMANDÉ :

D'édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment sis au 6939, boulevard Décarie, tel que présenté sur les maquettes jointes en annexe.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:43

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1203558003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment sis au 6939, boulevard Décarie.

CONTENU

CONTEXTE

Les plans, visant la construction d'un bâtiment commercial de 11 étages, ont été approuvés par le conseil d'arrondissement le 3 décembre 2018. Il s'agit d'un bâtiment destiné à accueillir un hôtel dans le cadre du projet de développement du site de l'ancienne usine Armstrong, nommé Westbury Montréal.
Une demande visant à intégrer une murale à ce bâtiment a été déposée à la Division de l'urbanisme le 17 janvier 2020. En vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), une telle demande est assujettie à l'approbation du conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2018-12-03 / CA18 170344 : Plan d'implantation et d'intégration architecturale pour le permis de construire le présent bâtiment commercial au 6939, boulevard Décarie.
2017-02-13 / CA17 170049 : Projet particulier (PP-95) visant à autoriser la démolition de bâtiments, des opérations cadastrales ainsi que la construction, la transformation et l'occupation visant un projet de développement mixte au 6911 et 9875-6877, boulevard Décarie, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

2017-02-13 / CA17 170037 : Entente de développement à intervenir entre la Ville de Montréal et Les Développements Armstrong inc. visant entre autres à permettre la constitution de deux servitudes et l'établissement de balises d'aménagement des sentiers piétonniers s'y rapportant pour la propriété sise au 6911, boulevard Décarie.

2016-12-20 / CM16 1495 : Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047), afin de modifier la carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » et la carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » afin de permettre un nouveau développement sur l'ancien site industriel Armstrong, à des fins résidentielles et commerciales, situé au 6911, boulevard Décarie.

DESCRIPTION

La murale proposée serait sérigraphiée en couleur dans le vitrage des façades Décarie et Trans Island sur une hauteur de 10 étages (environ 6 m de large et 30 m de haut). Conçue par le peintre Carmelo Blandino, l'œuvre illustre des fleurs qui rappellent Montréal à l'artiste et qui lui sont inspirées par les armoiries de la ville.
Rappelons que le lys, la rose, le chardon et le trèfle évoquent respectivement la France, l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande, principales terres d'origine des Montréalais au siècle dernier. Le pin blanc incarne la présence autochtone ancestrale sur le territoire.

Le détail de l'œuvre proposée est illustré sur les maquettes jointes en annexe.

Selon le Bureau d'art public de Montréal, l'oeuvre ne comporte aucune image et aucun message inapproprié. Elle est réalisée par un artiste professionnel reconnu et la technique proposée est appropriée. L'avis technique du Bureau est joint en annexe.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'ordonnance par le conseil d'arrondissement est nécessaire en vertu du *Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à l'autorisation, la murale serait intégrée à la construction en cours.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs et plus particulièrement au Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-20

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2020-01-20

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203558003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Édicter une ordonnance en vertu de l'article 15 du Règlement interdisant les graffitis et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti (RCA11 17196), afin de permettre la création d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment sis au 6939, boulevard Décarie.

Localisation de la demande

1203558003_Localisation.pdf

Maquettes de la murale proposée

1203558003_Maquettes.pdf

Avis technique du bureau d'art public

2020-02-25_Avis_technique.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

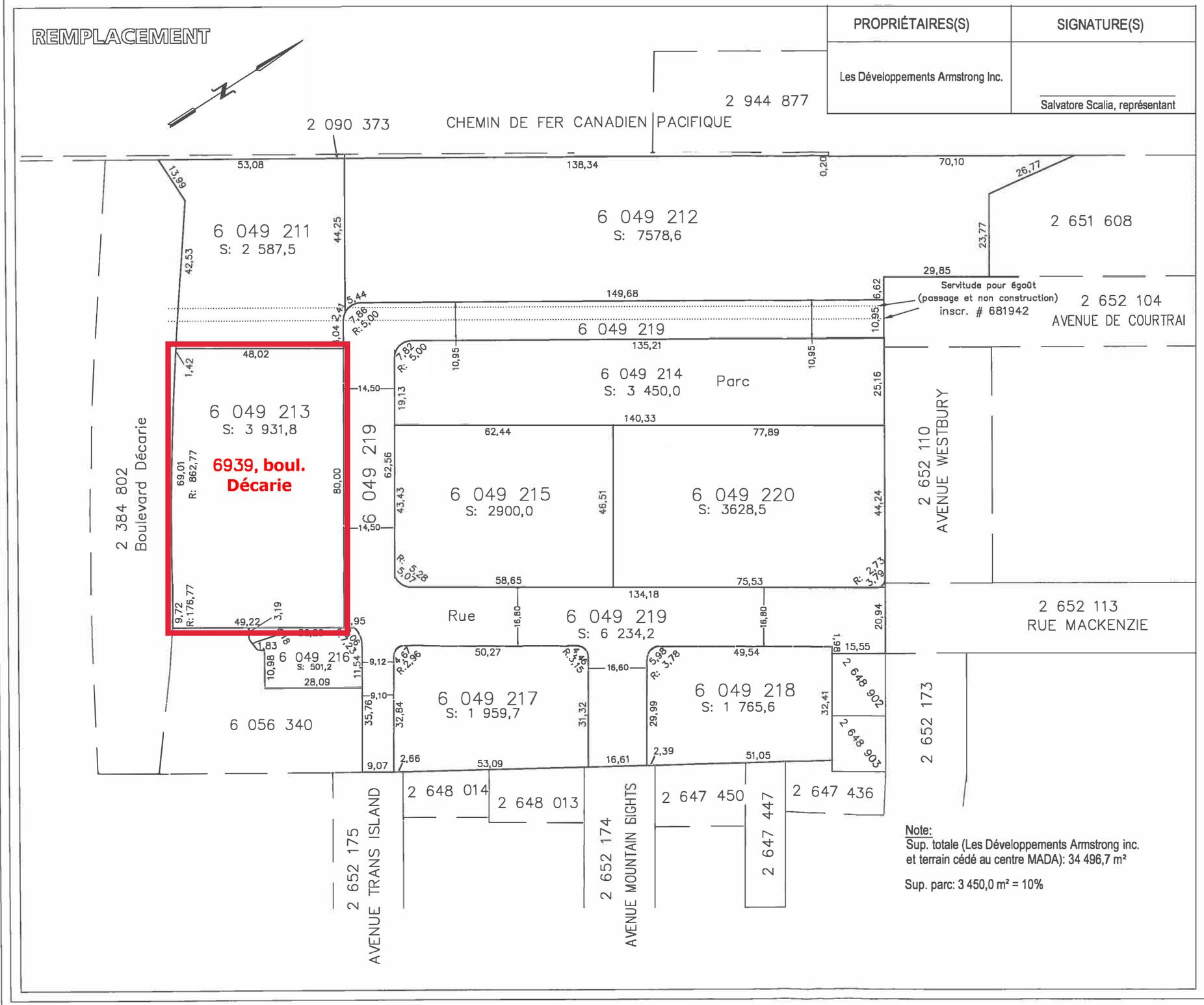
Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

PLAN CADASTRAL

REMPLACEMENT

PROPRIÉTAIRES(S)	SIGNATURE(S)
Les Développements Armstrong Inc.	Salvatore Scalia, représentant



Note:
Sup. totale (Les Développements Armstrong inc. et terrain cédé au centre MADA): 34 496,7 m²

Sup. parc: 3 450,0 m² = 10%

FEUILLET 1 DE 1

Un document joint complète ce plan cadastral

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1141417

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :
31H05-010-3929

Projection : MTM
Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

VERSION 9

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

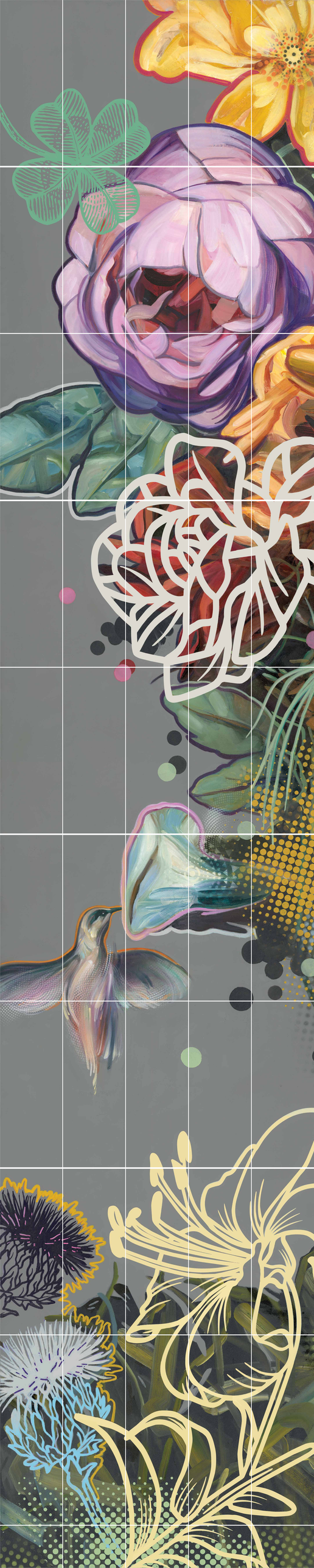
Préparé à Montréal

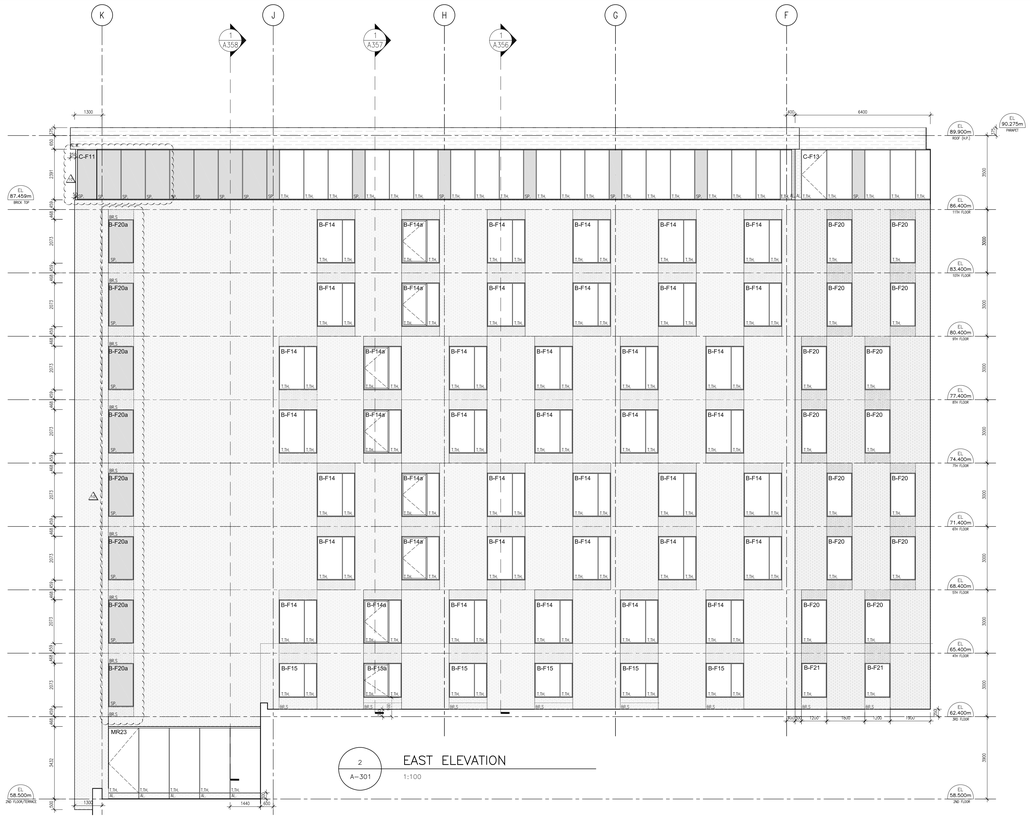
Signé numériquement par: François Anglehart
a.-g. (Matricule 1680)

Minute: 20420 datée du 24 janvier 2017
Dossier ag: 10563

Copie authentique de l'original,
le

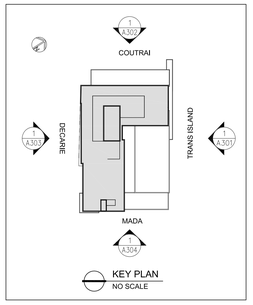
Pour le ministre





2 A–301 EAST ELEVATION
1:100

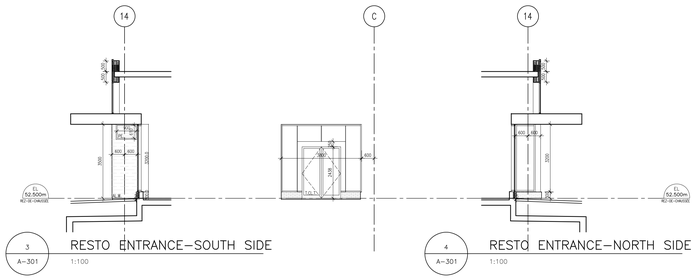
FINISH LEGENDS:	
T.Tn	THERMO GLASS 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR GLASS (OR EQUIVALENT)
T.TnT	THERMO GLASS TEMPERED 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR TEMPERED GLASS (OR EQUIVALENT)
SP.	SPANDREL THERMO GLASS 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR HS C/W PRELCOAT PC-8933 WARM GREY(FACE #4) MESH 100
CL.T	CLEAR TEMPERED GLASS 15mm (OR THICKNESS ACCORDING TO THE RECOMMENDATIONS FROM ENGINEER FOR RAILING)
ALW	ALUMINUM PANEL WHITE Ⓘ PANEL 50mm IN FRONT OF MAIN SURFACE Ⓒ PANEL OF MAIN SURFACE, FLUSH W/ WINDOW
AL	ALUMINUM PANEL NATURAL ANODISED
AL.2	ALUMINUM PANEL DARK GREY PRE-PAINT, D-MAX 1st Duranar XL, color rigel-2
AL.R	ALUMINUM PANEL (REPRESENT CORTEN)
BR.	BLACK BRICK, ENDICOTT MANGANESE IRONSPOT, VELOUR FINISH, KING SIZE, INSTALLED 1/3–2/3
BR.S	BLACK BRICK, ENDICOTT MANGANESE IRONSPOT, SMOOTH FINISH, KING SIZE, INSTALLED STACKED
MC.	METAL SIDING WOMEST A0275, COLOR SEE ELEVATION
EC.	EXPOSED CONCRETE
LV.	MECHANICAL LOUVERS

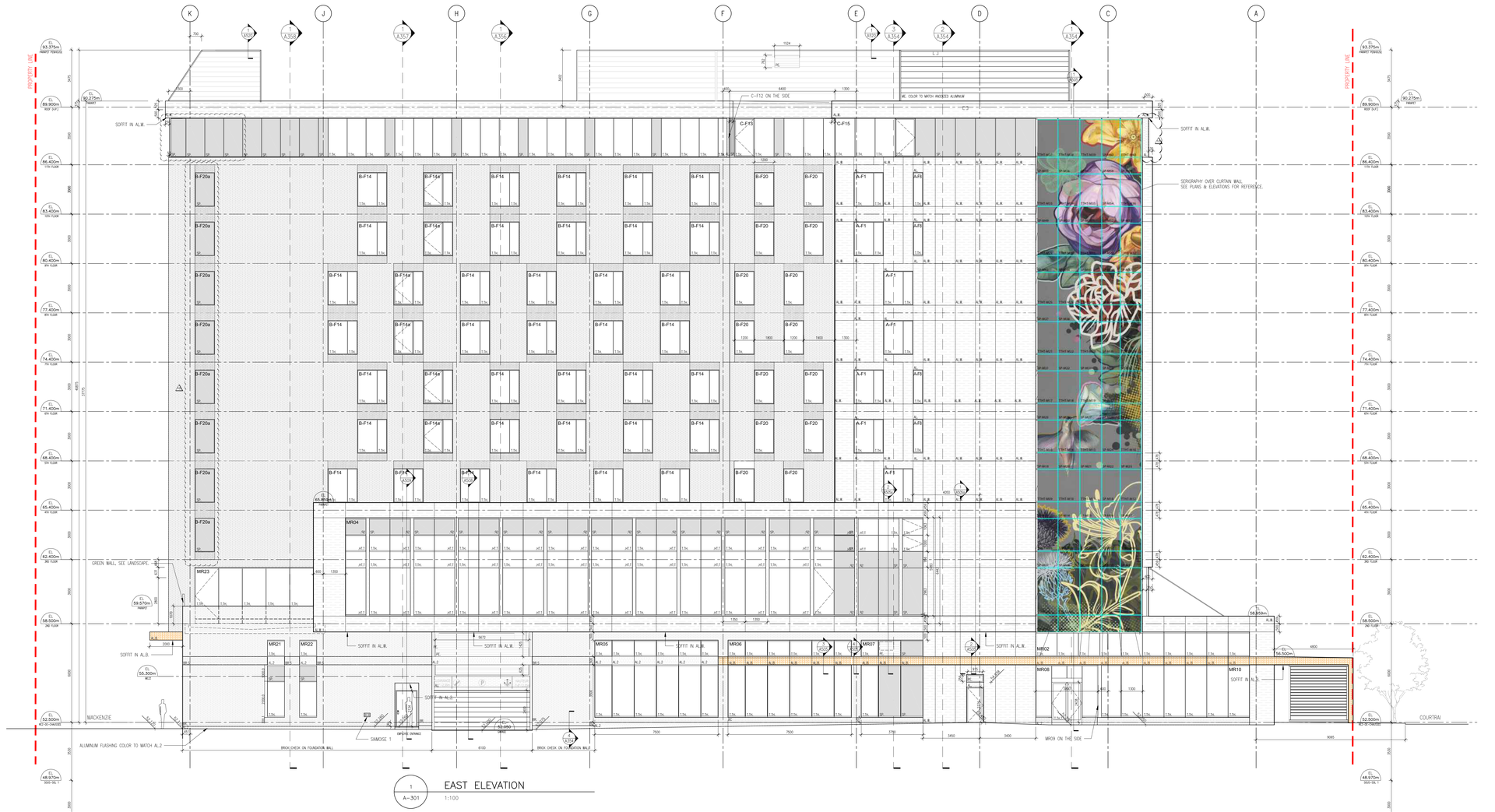


NOTES:

- DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED.
- ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS TO BE VERIFIED ON SITE PRIOR TO CONSTRUCTION.
- NOTIFY THE ARCHITECT OF ANY ERRORS, OMMISSIONS, OR DISCREPANCIES IN THE DRAWINGS AND IN NO CASE PROCEED IN UNCERTAINTY.
- THIS DRAWING IS TO BE READ IN COORDINATION WITH ARCHITECT'S SPECIFICATIONS AND GENERAL NOTES ON A-001.
- ALL WORK SHALL CONFORM TO THE NATIONAL BUILDING CODE LATEST REVISION.
- ALL CONSTRUCTION SHALL BE NON COMBUSTIBLE
- ENTIRE PROJECT TO BE SPRINKLERED AND PROVIDE FIRE AND LIFE SAFETY SYSTEMS IN ACCORDANCE WITH THE LOCAL BUILDING CODES AND ALL AUTHORITIES HAVING JURISDICTION.
- THE BUILDING CONSTRUCTION AND SYSTEMS SHALL BE CONSTRUCTED TO CONFORM TO THE QUEBEC ENERGY CODE.
- SANITARY FACILITIES SHALL BE PROVIDED AS PER N.B.C. LATEST EDITION.

ENSURE THAT ALL WORK PERTAINING TO MITOYEN WALLS AND SURVEYED PROPERTY LINES HAVE WRITTEN APPROVAL FROM LAND & PROPERTY OWNERS AND THE MUNICIPALITY.





IN PREPARATION

30			
29			
28			
27			
26			
25			
24			
23			
22			
21			
20			
19			
18			
17			
16	2019–12–11	DIRECTIVE DA–10	NI
15	2019–06–05	POUR CONSTRUCTION	QH
14	2019–06–04	ADDENDA 07	QH
13	2019–05–13	ADDENDA 04	QH
12	2019–03–27	ADDENDA 02	QH
11	2019–03–20	ADDENDA 01	QH
10	2019–01–18	POUR SOUMISSION RÉVISÉ	QH
09	2018–11–16	ISSUED FOR PERMIT–REVISED	QH
08	2018–10–22	ISSUED FOR PERMIT–REVISED	QH
07	2018–09–28	ISSUED FOR PERMIT–REVISED	QH
06	2018–09–04	POUR SOUMISSION RÉVISÉ	QH
05	2018–08–24	ISSUED FOR PERMIT	SC
04	2018–07–09	POUR SOUMISSION	SC
03	2018–05–23	ISSUED FOR PERMIT	QH
02	2018–03–09	ISSUED FOR HILTON'S REVIEW	QH
01	2018–01–29	ISSUED FOR COORDINATION	QH
No	DATE	REVISION	BY

CONSULTANTS

CLIENT

DEVMONT

ENTREPRENEUR GENERAL

DEVMONT

4700 Rue de la Savane, Montréal, QC H4P 1T7 TEL:(514) 525-2929

CONSULTANT STRUCTURE

LEROUX + CYR

500 Boulevard Gouin E, Bureau #306, Montreal, QC H3L 3R9
TEL: (438)381-7773 info@lerouxcyr.com

CONSULTANT MECANIQUE / ELECTRIQUE

ÉQUIPE SP inc.

3065 Chambly Road, Longueuil, QC J4L 1N3 TEL:(450) 396-3957
SPaquet@equipesp.com

INGENIEUR CIVIL

VINCI consultants

1751 Richardson bureau 4.210, Montréal, QC H3K 1G6
TEL:(514) 759-4792

PROJET

WESTBURY
HILTON GARDEN INN

6939 boul Décarie Montréal
H3W 3E4 Montreal Quebec

DRAWING

EAST ELEVATION

ARCHITECT

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442, rue Sherbrooke O., bureau 300 Tél: (514) 937-2444
Montréal, Québec Fax: (514) 937-0602
H3G 1K4 brian@architexgroup.com

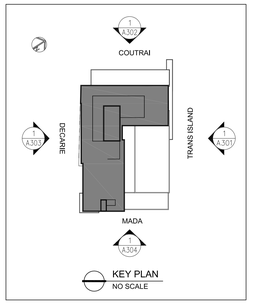
SCALE	DRAWN BY / VERIFIED BY
1:100	QH / BEB
DATE	FOLIO
2017 MARCH	1716

PAGE

A301

FINISH LEGENDS:

T.1hi	THERMO GLASS 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR GLASS (OR EQUIVALENT)
T.1hiT	THERMO GLASS TEMPERED 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR TEMPERED GLASS (OR EQUIVALENT)
SP.	SPANDREL THERMO GLASS 6mm CLEAR TEMPERED GLASS/LOW-E PRELCO 272 (FACE #2)/13.2mm ARGON/6mm CLEAR HS C/W PRELCOAT PC-8933 WARM GREY(FACE #4) MESH 100
CL.T	CLEAR TEMPERED GLASS 15mm (OR THICKNESS ACCORDING TO THE RECOMMENDATIONS FROM ENGINEER FOR RAILING)
A..R	ALUMINUM PANEL WHITE ① PANEL 50mm IN FRONT OF MAIN SURFACE ② PANEL OF MAIN SURFACE, FLUSH W/ WINDOW
A..N	ALUMINUM PANEL NATURAL ANODISED
A..1	ALUMINUM PANEL DARK GREY PRE-PAINT, D-MAX tel Duranar XL, color rigel-2
A..R	ALUMINUM PANEL (REPRESENT CORTEN)
BR..	BLACK BRICK, ENDICOTT MANGANESE IRONSPOT, VELOUR FINISH, KING SIZE, INSTALLED 1/3-2/3
BR.S	BLACK BRICK, ENDICOTT MANGANESE IRONSPOT, SMOOTH FINISH, KING SIZE, INSTALLED STACKED
MC..	METAL SIDING VICWEST AD275, COLOR SEE ELEVATION
EC..	EXPOSED CONCRETE
M..	MECHANICAL LOUVERS



NOTES:

- DRAWINGS ARE NOT TO BE SCALED.
- ALL DIMENSIONS AND CONDITIONS TO BE VERIFIED ON SITE PRIOR TO CONSTRUCTION.
- NOTIFY THE ARCHITECT OF ANY ERRORS, OMMISSIONS, OR DISCREPANCIES IN THE DRAWINGS AND IN NO CASE PROCEED IN UNCERTAINTY.
- THIS DRAWING IS TO BE READ IN COORDINATION WITH ARCHITECTS SPECIFICATIONS AND GENERAL NOTES ON A-001.
- ALL WORK SHALL CONFORM TO THE NATIONAL BUILDING CODE LATEST REVISION.
- ALL CONSTRUCTION SHALL BE NON COMBUSTIBLE
- ENTIRE PROJECT TO BE SPRINKLERED AND PROVIDE FIRE AND LIFE SAFETY SYSTEMS IN ACCORDANCE WITH THE LOCAL BUILDING CODES AND ALL AUTHORITIES HAVING JURISDICTION.
- THE BUILDING CONSTRUCTION AND SYSTEMS SHALL BE CONSTRUCTED TO CONFORM TO THE QUEBEC ENERGY CODE.
- SANITARY FACILITIES SHALL BE PROVIDED AS PER N.B.C. LATEST EDITION.

ENSURE THAT ALL WORK PERTAINING TO MITOYEN WALLS AND SURVEYED PROPERTY LINES HAVE WRITTEN APPROVAL FROM LAND & PROPERTY OWNERS AND THE MUNICIPALITY.



1 A-303 WEST ELEVATION – DECARIE 1:100



2 A-303 WEST ELEVATION – DECARIE 1:100

IN PREPARATION

No	DATE	REVISION	BY
30			
29			
28			
27			
26			
25			
24			
23			
22			
21			
20			
19			
18			
17			
16			
15	2019-12-11	DIRECTIVE DA-10	NI
14	2019-06-05	POUR CONSTRUCTION	QH
13	2019-06-04	ADDENDA 07	QH
12	2019-05-13	ADDENDA 04	QH
11	2019-03-27	ADDENDA 02	QH
10	2019-03-20	ADDENDA 01	QH
09	2019-01-18	POUR SOUMISSION RÉVISÉ	QH
08	2018-11-16	ISSUED FOR PERMIT-REVISED	QH
07	2018-10-22	ISSUED FOR PERMIT-REVISED	QH
06	2018-09-28	ISSUED FOR PERMIT-REVISED	QH
05	2018-09-04	POUR SOUMISSION RÉVISÉ	QH
04	2018-08-24	ISSUED FOR PERMIT	SC
03	2018-07-09	POUR SOUMISSION	SC
02	2018-05-23	ISSUED FOR PERMIT	QH
01	2018-01-29	ISSUED FOR COORDINATION	QH

CONSULTANTS

CLIENT

DEVMONT

ENTREPRENEUR GENERAL

DEVMONT

4700 Rue de la Savane, Montréal, QC H4P 1T7 TEL:(514) 525-2929

CONSULTANT STRUCTURE

LEROUX + CYR

500 Boulevard Gouin E. Bureau #306, Montreal, QC H3L 3R9
TEL: (438)381-7773 Info@lerouxcyr.com

CONSULTANT MECANIQUE / ELECTRIQUE

ÉQUIPE SP inc.

3065 Chambly Road, Longueuil, QC J4L 1N3 TEL:(450) 396-3957
SPaquet@equipesp.com

INGENIEUR CIVIL

VINCI consultants

1751 Richardson bureau 4.210, Montréal, QC H3K 1G6
TEL:(514) 759-4792

PROJET

WESTBURY
HILTON GARDEN INN

6939 boul Décarie Montréal
H3W 3E4 Montreal Quebec

DRAWING

WEST ELEVATION
BOULEVARD DECARIE

ARCHITECT

BRIAN ELSDEN BURROWS, ARCHITECTE
LE GROUPE ARCHITEX

1442, rue Sherbrooke O., bureau 300
Montréal, Québec
H3G 1K4

Tel: (514) 937-2444
Fax: (514) 937-9002
brian@architeaxgroup.com

SCALE	DRAWN BY / VERIFIED BY
1/100	QH / BEB
DATE	FOLIO
2017 MARCH	1716

PAGE

A303

Service de la culture
801, rue Brennan, 5e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
ville.montreal.qc.ca/culture

Note

Destinataire : Sébastien Manseau, Chef de division, Direction de l'aménagement urbain et des services des entreprises, arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Expéditeur : Stéphanie Rose, Chef de division par intérim, Équipements culturels et Bureau d'art public

C.C. : Geneviève Pichet, Directrice, Développement culturel, Service de la culture
Marie-Claude Langevin, Commissaire, Bureau d'art public

Date : 25 février 2020

Objet : Avis technique - projet de sérigraphie sur verre

---

1. CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a demandé un avis technique au Service de la Culture via son Bureau d'art public pour un projet de murale qui sera installé dans le cadre d'un projet privé de construction : Westbury Hilton, situé au 6939 boulevard Décarie, Montréal.

Les murales proposées sont des sérigraphies en couleur dans le vitrage des façades Décarie et Trans Island sur une hauteur de 10 étages (environ 6 m de large et 30 m de haut). Conçue par le peintre Carmelo Blandino, l'œuvre illustre des fleurs qui rappellent Montréal à l'artiste et qui lui sont inspirées par les armoiries de la ville.

La réalisation des murales est faite chez le fournisseur, Verre Laurier.

2. ANALYSE

Le Bureau d'art public a analysé les documents remis par l'arrondissement :
- Maquette
- Localisation
- Lettre de Devmont
- Sommaire décisionnel

Médium : Murales
Artistes : Carmelo Blandino
Sujet : Inspiration des armoiries de la Ville de Montréal
Dimensions: MR01 : 5,75m X 27,4 m
MR02 : 6,5 m x 31,33 m
Processus : CERAPRINT : Impression numérique à l'encre céramique, fusionnée au verre.

3. RECOMMANDATIONS

Facteurs de dégradation et recommandations pour la préservation

Le verre lui-même est peu sensible aux effets de la température, de la lumière et de l'oxygène.

Action de la lumière

La lumière peut altérer certains matériaux utilisés dans la fabrication des œuvres en verre. La lumière est inévitable, car elle est nécessaire à l'appréciation d'un vitrail ou d'une verrière. Il est néanmoins possible d'en réduire les effets nocifs à long terme en adoptant différentes mesures :

- Favoriser une orientation autre que plein sud pour l'installation des verrières de manière à profiter d'un ensoleillement plus indirect;
- Chercher des matériaux (adhésifs, films, colorants) qui résistent bien à la lumière ou qui contiennent des filtres UV. Consulter les fiches techniques des produits pour obtenir ces renseignements

Eau et polluants

Plusieurs éléments de l'environnement et différents polluants peuvent endommager les œuvres ou en altérer la transparence.

- Si l'œuvre a un vitrage isolant, s'assurer de l'intégrité des garnitures d'étanchéité pour éviter la formation de buée et de condensation et les infiltrations d'eau.
- Accorder une attention particulière au design du *châssis* : choisir un design ne permettant pas aux oiseaux de s'y percher et qui permet l'évacuation de l'eau de ruissellement.

Mesures spécifiques pour la préservation des impressions numériques :

- Garder *une* copie maîtresse des images imprimées. Choisir des matériaux de bonne qualité; par exemple, privilégier le polyester comme support, pour sa stabilité.
- Lors de l'acquisition d'une œuvre, des procédures de remplacement pour les pellicules ou les images décolorées doivent être établies par l'artiste et le propriétaire.

4. AVIS

Le processus de CERAPRINT est surtout utilisé en architecture. Il s'avère plus résistant qu'un ancien procédé en sérigraphie, le film adhésif, qui est susceptible d'être égratigné ou endommagé par les éléments ou par les passants. Celui-ci résiste mieux aux rayons UV. Comme l'impression est réalisée à l'intérieur du vitrage, elle sera à l'abri des intempéries, des polluants, égratignures et demande un entretien minime.

Il sera important de prévoir une inspection périodique et un entretien régulier pour enlever la saleté et les polluants pouvant obscurcirent la surface des murales.

Pour s'assurer de la qualité de l'œuvre, le Bureau d'art public recommande de procéder par voie de concours à l'attention d'artistes professionnels. Le promoteur a sélectionné un artiste reconnu comme étant un professionnel selon la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs.* Il est représenté par la Galerie Bellefeuille. Celle-ci est reconnue dans le milieu. Le concept visuel de l'œuvre ne comporte aucune image et aucun message inappropriés dans l'espace public.

À noter : quoique l'artiste ne soit plus propriétaire de son œuvre, une fois celle-ci acceptée par le promoteur, il demeure titulaire de son droit d'auteur et de reproduction de l'œuvre. Il est donc impératif que le contrat avec l'artiste fasse mention de cet aspect légal. Le respect de l'intégrité de l'œuvre et sa conservation sont également d'autres aspects dont il faut tenir compte dans la rédaction du contrat avec l'artiste. Le propriétaire d'une œuvre d'art ne peut détruire ou déplacer l'œuvre sans en avoir convenu avec l'artiste au préalable.



1203558003_Ordonnance_Projet.pdf

RÈGLEMENT INTERDISANT LES GRAFFITI ET EXIGEANT QUE TOUTE PROPRIÉTÉ SOIT GARDÉE EXEMPTE DE GRAFFITI
(RCA11 17196, article 15)

Ordonnance numéro OCA20 XXXXX (RCA11 17196)
relative à la réalisation d'une murale

À la séance ordinaire du XXXXXXX, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce autorise :

1. La réalisation d'une murale sur les façades Décarie et Trans Island du bâtiment en construction situé au 6939, boulevard Décarie, conformément à l'article 15 du *Règlement interdisant les graffiti et exigeant que toute propriété soit gardée exempte de graffiti* (RCA11 17196);

2. La murale sera sérigraphiée sur le vitrage en usine puis installer sur le bâtiment, selon les maquettes de l'artiste, Monsieur Carmelo Blandino.

GDD 1203558003

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XXXXXXXXXX.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.03

2020/03/11 19:00

Dossier # : 1203571001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044).

ATTENDU QUE le règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2020, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le règlement modifiant le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044).

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:35

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203571001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044).

CONTENU

CONTEXTE

L'application de certains règlements adoptés par le conseil de la Ville, notamment le *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096) le *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018) et le *Règlement sur l'entretien des bâtiments* (07-034) a été déléguée aux conseils d'arrondissement.

Ces règlements contiennent une définition de l' « autorité compétente », laquelle réfère aux directeurs des services centraux de la Ville pouvant exercer certains pouvoirs spécifiques qui y sont prévus. Or, étant donné que cette définition ne vise que les directeurs des services centraux et que, dans la pratique, ce sont les fonctionnaires en arrondissement qui sont en charge de leur application, le Service des affaires juridiques a porté à l'attention des arrondissements qu'il importait de préciser, à même leur règlement de délégation de pouvoirs respectif, les directeurs ou fonctionnaires qui pourraient agir en arrondissement comme « autorité compétente » à l'égard de ces règlements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA04 170077 (CA du 1er mars 2004) - Adopter le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) remplaçant le *Règlement intérieur sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (CDN/NDG - 3).

DESCRIPTION

Ajout des dispositions suivantes au *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) :

> **5.1** Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente en vertu d'un règlement adopté par le conseil de la ville dont l'application est déléguée au conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement.

5.2 Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente ou d'un directeur en vertu d'un règlement relevant de la compétence du conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement.

JUSTIFICATION

Cette précision apportée au Règlement RCA04 17044 confirme les pratiques opérationnelles en cours à l'arrondissement, en précisant notamment que les directeurs ou fonctionnaires en arrondissement sont bien habilités à exercer des pouvoirs qui sont prévus dans certains règlements adoptés par le conseil de ville et dont l'application a été déléguée aux arrondissements, notamment délivrer un avis en vertu des règlements précités, dont le non-respect constitue une infraction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis public lors de l'adoption du règlement pour sa promulgation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : CA du 3 février 2020
Adoption du règlement : CA du 11 mars 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Steve DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sadek LAZZOUZI, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Lucie BÉDARD_URB, 20 janvier 2020
Steve DESJARDINS, 8 janvier 2020
Sadek LAZZOUZI, 8 janvier 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-08

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868-4358
Télécop. :

RCA20 173XX **PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE *RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS AUX FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS (RCA04 17044)***

À la séance du XX XXXXX 2020, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Le *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) est modifié par l'insertion, après l'article 5, des articles suivants :

« **5.1** Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente en vertu d'un règlement adopté par le conseil de la ville dont l'application est déléguée au conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement.

5.2 Tout pouvoir ou responsabilité qui relève de l'autorité compétente ou d'un directeur en vertu d'un règlement relevant de la compétence du conseil d'arrondissement est délégué au directeur du service concerné par ce règlement et aux fonctionnaires responsables d'appliquer les dispositions du règlement. ».

GDD 11203571001

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2020.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1193558062

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3001610247.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 6 novembre 2019, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du Règlement concernant le programme de développement de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées (96-066);

ATTENDU que suivant sa rencontre du 25 octobre 2019, le Conseil du patrimoine de Montréal a recommandé favorablement le projet;

ATTENDU que la Division du patrimoine a délivrée, en date du 27 janvier 2020, l'autorisation à réaliser les travaux en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002), aux conditions suivantes:

- La pierre calcaire naturelle fournie sera du même type, des mêmes couleurs, du même format et avec le même appareillage que la pierre existante à la base du stade d'hiver. Un échantillon devra être fourni à la Division du Patrimoine;
- L'intérieur du volume de béton devra être peint tel que montré dans le document de présentation daté du 25 octobre 2019;
- La glissière rigide médiane (muret de séparation au centre des voies) démolie pour les besoins du projet devra être reconstruite à l'identique (détails de béton et éléments métalliques);
- Réaliser une supervision archéologique des travaux d'excavation prévus au nord du boulevard ÉdouardMontpetit, avec la possibilité de réaliser des sondages archéologiques manuels à l'intérieur de l'emprise des tranchées si des contextes archéologiques intègres sont exposés. Advenant la découverte de niveaux

archéologiques en place et de vestiges immobiliers, procéder à la fouille pour permettre l'enregistrement et la documentation complète de ceux-ci;
- Advenant la découverte d'une sépulture ou des restes humains, arrêter les travaux et en informer sans délai la Division du patrimoine. Les travaux pourront reprendre uniquement lorsque la Division du patrimoine l'aura autorisé;
- Transmettre un rapport d'étape à la Division du patrimoine au plus tard un (1) mois suivant la date de réalisation de l'intervention archéologique. Ce rapport, qui peut prendre la forme d'une lettre, doit faire état des activités archéologiques réalisées, des résultats et interprétations préliminaires, des recommandations en lien avec le patrimoine archéologique du secteur visé. Il doit aussi inclure une localisation approximative des activités réalisées ainsi que des vestiges archéologiques mis au jour, le cas échéant, de même que des photos des éléments les plus significatifs (stratigraphies, vestiges, artefacts, etc.);
- Les finitions de sol devrons être remis en état si elles n'ont pas été prévues pour être modifiées dans le projet.

IL EST RECOMMANDÉ :

D’approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du Règlement concernant le programme de développement de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées (96-066);), en tenant compte des critères proposés aux articles 66, 88, 110, 112.2, 118.1 pour le premier règlement et à l'article 20 pour le second, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit tel qu'illustré sur :

- les plans d'implantation, d'élévation et la perspective dans les planches 0000-1000-1001-1106-1116-1117 et 1310 préparés par l'architecte Patrice Monfette et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises en date du 18 décembre 2019;
- le plan projet d'implantation réalisé par l'arpenteur-géomètre monsieur Louis-Philippe Fouquette en date du 16 juillet 2019, minute 9741.

Le tout relativement à la demande de permis de transformation portant le numéro 3001610247.

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le** 2020-03-03 11:41

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558062

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3001610247.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a reçu une demande de permis de transformation de l'édicule de Métro Edouard-Montpetit. Cet édicule est construit en contiguïté du bâtiment institutionnel sis au 2040, avenue Edouard-Montpetit, dénommé le stade d'hiver du Cepsum sur le lot portant les numéros 2 176 581 et PC-10707.
Une demande de permis de lotissement pour une opération cadastrale visant à définir un cadastre vertical a été déposée le 21 février 2020. Cette opération cadastrale vise à morceler les lots 2 176 581, PC-10707 et 2 172 862 afin d'inclure la partie agrandie de l'édicule sud à la propriété de la STM et à définir les titres de propriété pour les terrains sous le niveau du sol. Ce projet d'opération cadastrale a déjà fait l'objet d'une recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme lors de sa séance du 28 août dernier (sommaire décisionnel 2193558121).

Ces travaux d'agrandissement sont assujettis à des dispositions du Plan d'implantation et d'intégration architectural en vertu des articles 66, 88, 110, 112.2, 118.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) car ce bâtiment est situé sur le site patrimonial du Mont-Royal.

De plus, le bâtiment étant situé dans le territoire assujetti au Règlement concernant le programme de développement de l'université de Montréal et de ses écoles affiliées (Règlement 96-066), tout permis de transformation est assujetti à l'article 20 dudit règlement.

La STM vise à rendre accessible l'ensemble de ces stations de métro d'ici 2038 dans le cadre de son programme accessibilité telle que montrer dans le document préparé par la STM en date du 14 août 2019 en annexe B. Ce programme prévoit la réalisation des travaux d'accessibilité à la station Edouard-Monpetit pour une mise en service d'ici 2022.

La station Edouard-Montpetit comprenait, lors de sa construction dans les années 80, trois édicules distincts situés à l'intersection de la rue Vincent-d'Indy et du boulevard Edouard-Montpetit : l'édicule du pavillon Marie-Victorin, à l'est de la rue Vincent- d'Indy, démoli récemment pour faire place à un nouvel édicule du Réseau express métropolitain (REM), l'édicule au nord de la rue Edouard-Montpetit et l'édicule au sud de la rue Edouard-Montpetit, relié au stade d'hiver.

Considérant les contraintes techniques, seul l'édicule au sud de la rue Edouard-Monpetit était en mesure d'abriter ces travaux d'accessibilité. Le projet consiste en l'installation de deux ascenseurs reliés à la station, l'un desservant l'édicule, mezzanine, passerelle et quai et l'autre ascenseur desservant la passerelle au quai. La majorité des travaux se réaliseront sous le niveau du sol, et ce sur plusieurs niveaux, donc ne seront pas visibles de la rue. Ces travaux nécessitent l'agrandissement de l'édicule sud de la station Edouard-Monpetit qui seront les seuls travaux hors sol. Cet agrandissement étant prévu en contiguïté avec le bâtiment du stade d'hiver du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM), il s'agit, en terme réglementaire, d'un agrandissement du Stade d'hiver.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CO96 00836 - 15 avril 1996 - Le comité exécutif approuvait un règlement (96-066) établissant des paramètres de développement sur l'ensemble du site de l'Université de Montréal (dossier 940002339).

- CO00 02413 - 12 septembre 2000 - Modification du R. 96-066 permettant la construction du Centre de recherche en aérospatiale (CNRC). Règlement 00-164 (dossier S000489111)
- CO01 00604 - 20 mars 2001 - Modification du R. 96-066 permettant l'ajout de gradin sur le site du Stade. Règlement 01-050 (dossier S010489007)
- CA02 170161 - 5 août 2002 - Dérogation mineure autorisant une hauteur de 177,5 m au lieu des 176 m prescrits au règlement 96-066, pour le pavillon J.A.-Bombardier (dossier 1020611010).
- CA02 170166 - 5 août 2002 - PIIA approuvant les plans relatifs à la construction du pavillon J.-A. Bombardier (dossier 1020623002).
- CA03 170010 - 3 janvier 2003 - PIIA approuvant les plans pour l'agrandissement de Polytechnique (labo de structure) (dossier 1020611058)
- CA03 170055 - 3 mars 2003 - PIIA approuvant les plans relatifs à la construction du pavillon Lassonde de Polytechnique (dossier 1020611038)
- CA03 170056 - 3 mars 2003 - PIIA approuvant les plans de construction des pavillons Marcelle et Jean-Coutu (dossier 1020611041)
- CA03 170235 - 19 juin 2003 - PIIA approuvant les plans relatifs à l'aménagement paysager autour du pavillon J.-A. Bombardier (dossier 1033241013).
- *CA03 170271 - 4 août 2003 - PIIA approuvant des travaux au stade d'hiver (dossier 1030611024)*
- CA03 170338 - 7 octobre 2003 - PIIA approuvant une transformation au pavillon Roger-Gaudry (labo de dentisterie) (dossier 1033241021)
- CA04 170248 - 17 juin 2004 - PIIA approuvant des travaux de remplacement de fenêtres sur une résidence (dossier 1043241031)
- CA04 170320 - 7 septembre 2004 - PIIA approuvant les plans d'aménagement paysager autour du pavillon Lassonde (dossier 1040611020)
- CA05 170130 - 4 avril 2005 - PIIA approuvant le remplacement de fenêtres sur le pavillon "C" (dossier 1050280006)
- CA05 170164 - 2 mai 2015 - PIIA approuvant le remplacement de portes sur le pavillon Roger-Gaudry (dossier 1050281004)
- *CA07 170247, 248 et 249 - 6 août 2007 - Usage conditionnel autorisant l'usage débit d'alcool au Stade (dossier 1073779005, -006 et -007)*

- CA10 170420 et 422 - 6 décembre 2010 - Dérogation mineure autorisant des équipements mécaniques sur les toits du pavillon J.A.-Bombardier (dossier 1101378004 et 005)
- CA18 170281 - 9 octobre 2018 - PIIA approuvant des équipements mécaniques sur le pavillon J.A.-Bombardier (dossier 1183558048)

DESCRIPTION

Le stade d'hiver a été construit entre 1960 et 1966 par les architectes David, Barott et Boulva et fait partie de la seconde phase d'expansion du campus qui a lieu en 1960. "L'étude des valeurs patrimoniales du campus principal de l'Université de Montréal" réalisée par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti en 2008 reconnaît une valeur architecturale et une valeur environnementale à ce bâtiment. La valeur architecturale repose sur ses caractéristiques esthétiques et fonctionnelles notamment par sa toiture en porte-à-faux au-dessus des gradins à l'arrière et en avant au-dessus de la terrasse. Quant à sa valeur environnementale, elle repose sur le fait que le bâtiment est implanté en lieu et place d'une ancienne carrière, que le site a été très peu modifié depuis sa construction et par son profil qui contribue à mettre en valeur la montagne.
La construction des trois édicules de métro de la station Edouard-Montpetit, inaugurée en 1988, est l'oeuvre de l'architecte Patrice Gauthier. L'approche architecturale retenue lors de la conception de l'édicule sud était de dissimuler l'édicule dans le soubassement du stade d'hiver, en partie recouvert par un talus.

Le concept général du projet d'agrandissement visible de la rue, tel que montré dans les plans en annexe, consiste à :

- considérer cet agrandissement comme étant une continuité du talus existant;
- rappeler la présence de l'université par l'utilisation de pierres sur le mur avant et arrière et pour les murets dans le talus;
- évoquer la forme incurvée de l'édicule nord par le traitement incurvé de la partie du bâtiment agrandi longeant le trottoir.

Ces travaux hors sol consistent en un agrandissement du volume de l'édicule existant sur une profondeur de 7,51 mètres. Le bâtiment agrandi se situera à une distance de 2,27 mètres de la ligne avant et à 0 mètre de la ligne avant dans la partie courbée du terrain, tel que montré dans le plan projet d'implantation réalisé par l'arpenteur-géomètre Louis-Philippe Fouquette en date du 16 juillet 2019 minute 9741 en annexe D.

La façade de l'édicule sera recouverte de pierre, de verre clair et de béton poli tandis que le toit sera recouvert de gazon et de parement de dalles de béton. L'aménagement paysager sous forme de talus sera composé de gazon et de murets de pierre.

Il faut préciser que la majeure partie des travaux est non visible, car ces travaux se situent sous le niveau du sol, et ce, sur plusieurs niveaux.

Les travaux sont prévus du mois de mai 2020 au mois de septembre 2022.

Conseil mixte (Conseil du patrimoine et Comité Jacques-Viger)

Lors de la rencontre du 6 septembre 2019 (avis en annexe E)
Le Comité mixte a exprimé un avis défavorable au projet considérant l’absence de considération pour le rôle du comité mixte, le manque de prise en compte du patrimoine et du contexte du projet ainsi que l’absence totale d’arrimage entre les projets de mobilité structurants situés au même carrefour.

Lors de la rencontre du 25 octobre 2019 (avis en en annexe F)
Le Comité mixte a exprimé un avis favorable au projet modifié qui leur a été présenté. Il est d'avis que la Société de transport de Montréal a fait un excellent travail compte tenu des circonstances. Il insiste qu'il reste toutefois un important travail à faire concernant l'aménagement du domaine public (trottoirs, traverses piétonnes, pistes cyclables, mobilier urbain, etc.) et souhaite que l'Arrondissement revienne lui présenter cet aspect pour avis. Il émet les recommandations suivantes à l'attention de la STM :

- Raffiner davantage la présence des murets de pierre dans le talus;
- Réduire l'impact visuel de la surhauteur au niveau de l'ascenseur en étudiant la possibilité de diminuer sa hauteur et en trouvant des façons de réduire son impact visuel le soir, lorsqu'il sera éclairé;
- Étudier la possibilité de réduire l'avancée de l'entrée principale du métro de 6 mètres.

Comité consultatif d'urbanisme

Lors de la séance du 28 août 2019 :
Le comité recommande d'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- d'introduire une variation dans l'usage ou le colori de certains matériaux afin d'assurer un plus grand dynamisme à la composition architecturale et aussi, de souligner le rôle de porte d'accès importante au Stade d'hiver du CEPSUM;
- l'orientation des louvres verticale, sur la section la plus à l'est de l'édicule, doit permettre une vision sur le coin de l'édicule afin d'optimiser ainsi le sentiment de sécurité du lieu.

Une suggestion est faite de valider le niveau de cohérence entre l'aménagement de l'espace public proposé au projet et les espaces à caractère public proposés au Plan directeur de l'Université.

Lors de la séance du 6 novembre 2019 (présentation en annexe C et avis en annexe F) :
Les membres du comité soulignent la meilleure intégration de cette proposition. Cependant, ils proposent de revoir l'aménagement paysager en vue d'assurer la pérennité de la plantation.
Le comité est en accord avec l'analyse de la Direction.
Le comité recommande d'autoriser la demande et suggère d'assurer un aménagement paysager de qualité.

JUSTIFICATION

Considérant que le projet proposé :

- permet l'accessibilité de l'édicule de métro et aux installations du REM aux personnes à mobilité réduite;
- assure la préservation et l'intégrité architecturale du bâtiment du stade d'hiver;
- préserve l'approche d'insertion initiale du projet d'édicule qui était d'être dissimulée sous le soubassement du stade d'hiver et sous le talus;
- sera complété par le nouveau Plan directeur du campus de la montagne duquel découlera une entente-cadre entre l'UdeM et la Ville avec des orientations visant les interventions sur le domaine public.

Considérant que le projet présenté le 6 novembre 2019 répond aux commentaires des membres du CCU lors de la séance du 28 août 2019;

Considérant que le projet présenté le 6 novembre 2019 répond à la condition émise par la Direction lors de la séance du 28 août 2019;

Considérant qu'à sa rencontre du 25 octobre 2019, le Comité mixte a soumis un avis favorable, avec des recommandations suivies par le demandeur (annexe F);

Considérant qu'à sa séance du 6 novembre 2019, le Comité consultatif d'urbanisme recommande favorablement le projet (annexe G);

Considérant que la Division du Patrimoine du SUM de la Ville de Montréal autorise le projet, selon le numéro de référence 20196819, avec des conditions et exigences (annexe H).

La direction recommande favorablement le projet tel que proposé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

11 mars 2020 : Approbation du PIIA par le Conseil d'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-24

Sébastien MANSEAU
Chef de division

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558062

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit - dossier relatif à la demande de permis 3001610247.

Plan de localisation

1193558062_Annexe A_Localisation.pdf

Présentation STM au CCU du 28 août 2019

1193565062_ Annexe B_Présent_CCU 2019 08 28_STM.pdf

Présentation CCU du 6 novembre 2019

1193565062-Annexe C_Presentation CCU 2019 11 06.pdf

Plan projet d'implantation (minute 9741)

1193568062_ Annexe D_Plan projet implantation.pdf

Avis Comité mixte du 6 septembre 2019

1193565062_Annexe E_Avis comite mixte 2019 09 06.pdf

Avis Comité mixte du 25 octobre 2019

1193568062_Annexe F_Avis Comité mixte 2019 10 25.pdf

Avis CCU (extrait procès verbal) lors la séance du 6 novembre 2019

1193565062_Annexe G_PV_CCU 2019 11 06.pdf

Autorisation de la Division du Patrimoine



1193565062_Annexe H_Lettre d'autorisation 2020 01 28.pdf

Plans



1193558062_Annexe I_Plans 2019 12 18.pdf

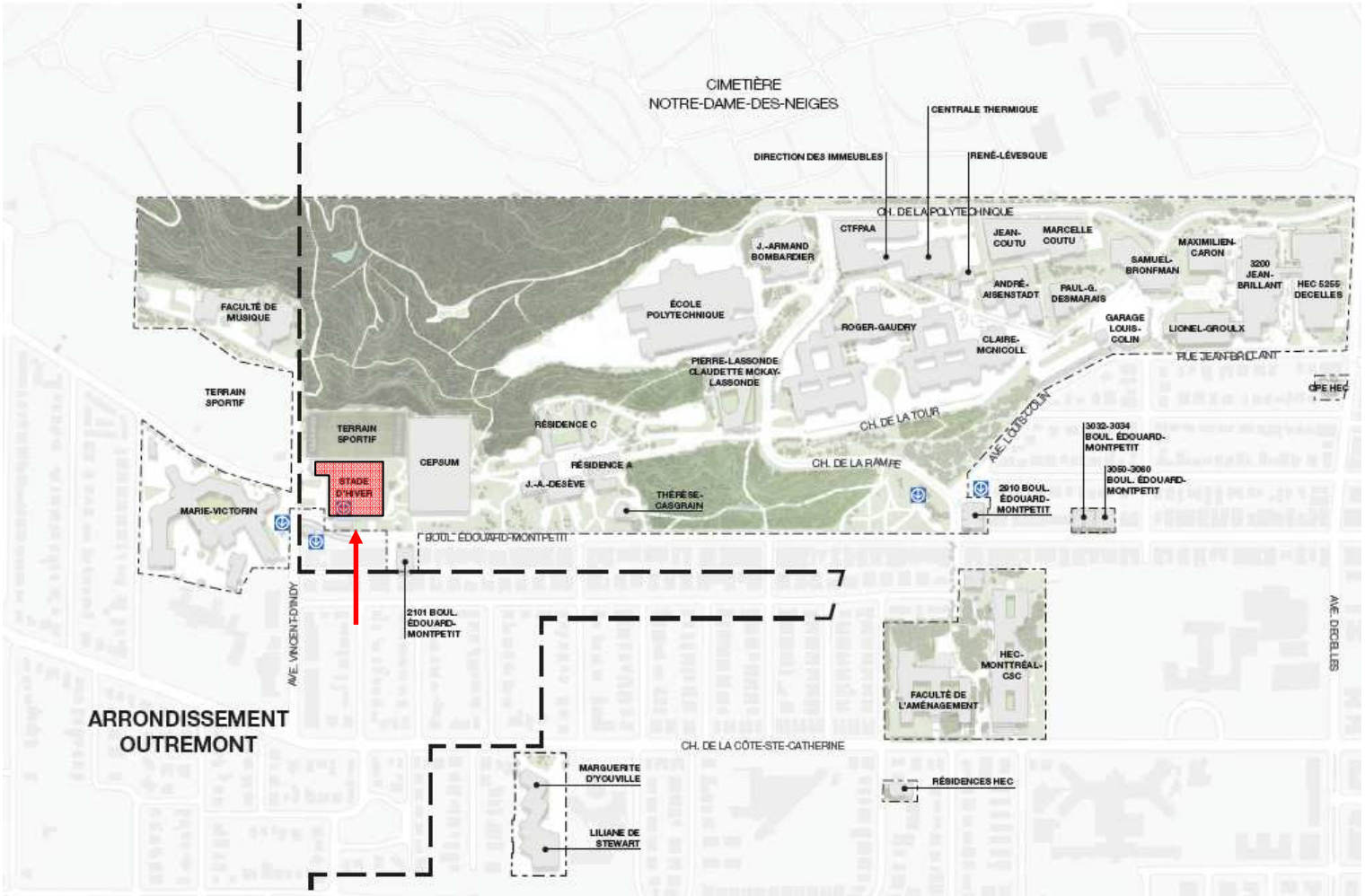
RESPONSABLE DU DOSSIER

Fabienne CAHOUR
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-3389
Télécop. : 000-0000

ANNEXE
1193565062

Plan de localisation
Stade d'hiver et édicule nord de la station de m étro Edouard-Monpetit



ANNEXE B
1193565062

GRANDS PROGRAMMES
DE MAINTIEN DES ACTIFS MÉTRO



Accessibilité Édouard-Montpetit

Comité consultatif d'urbanisme (CCU)

Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

14 août 2019

Plan de la présentation

- Programme Accessibilité de la STM
- Principaux objectifs
- Mise en contexte
- Présentation du concept – Architecture
  - Défis et contraintes - Programme
  - Description des accès à la station et contexte urbain
  - Implantation et plans
  - Perspectives et coupes
- Annexe - Architecture



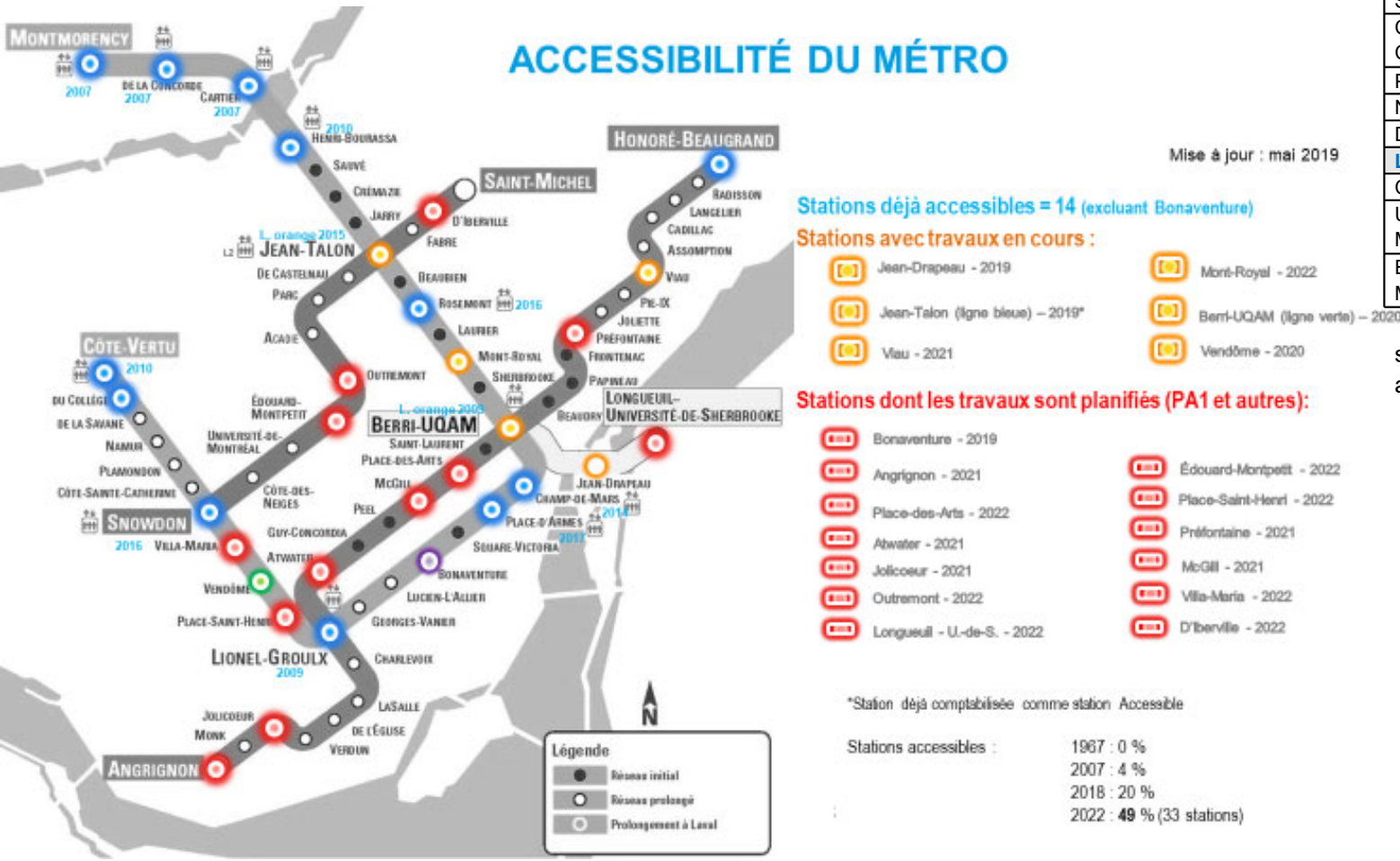
Programme Accessibilité
Principaux objectifs

- Accélérer les travaux d'accessibilité et rendre le réseau du métro entièrement accessible d'ici 2038.
- Contribuer à faciliter l'utilisation des réseaux de bus et de métro par la clientèle ayant des limitations fonctionnelles, y compris celle du Transport Adapté (TA).
- Optimiser et intégrer la mise en œuvre des travaux en minimisant les impacts sur la clientèle et l'exploitation.
- Grâce à une enveloppe dédiée et récurrente provenant des gouvernements fédéral et provincial à l'accessibilité universelle, la STM y a dédié un programme à l'automne 2016.
- Programme de 14 stations :
  - Budget de 210 M$;
  - Échéancier de la phase 1 du programme : janvier 2017 à décembre 2022.



Programme Accessibilité

Mise en contexte – Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce



Ligne orange	Station accessible	Travaux en cours	Travaux planifiés
Vendôme		X	
Villa-Maria			X
Snowdon	X		
Côte-Sainte-Catherine			
Plamondon			
Namur			
De La Savane			
Ligne bleue			
Côte-des-Neiges			
Université de Montréal			
Édouard-Montpetit			X

D'ici fin 2022, 4 stations de métro sur 10 seront accessibles universellement dans votre arrondissement

Programme Accessibilité
Mise en contexte

- Envergure générale du Programme Accessibilité à la station Édouard-Montpetit :
  - Installation de 2 ascenseurs reliés à la station, l'un desservant l'édicule, mezzanine, passerelle et quai et l'autre ascenseur desservant la passerelle au quai
  - Agrandissement de l'édicule, réaménagements, ajout de puits de ventilation naturelle (PVN), ajout d'escaliers et ajout de zones de perception
  - Acquisition et occupation du domaine public avec l'université de Montréal et d'un riverain
  - Le contrat est estimé à plus de +/-15M$ incluant les ascenseurs

- Raccordement de la gare du REM à la station EMP
  - Le projet rend possible une connexion ultérieure
  - Responsabilité de CDPQ-infra

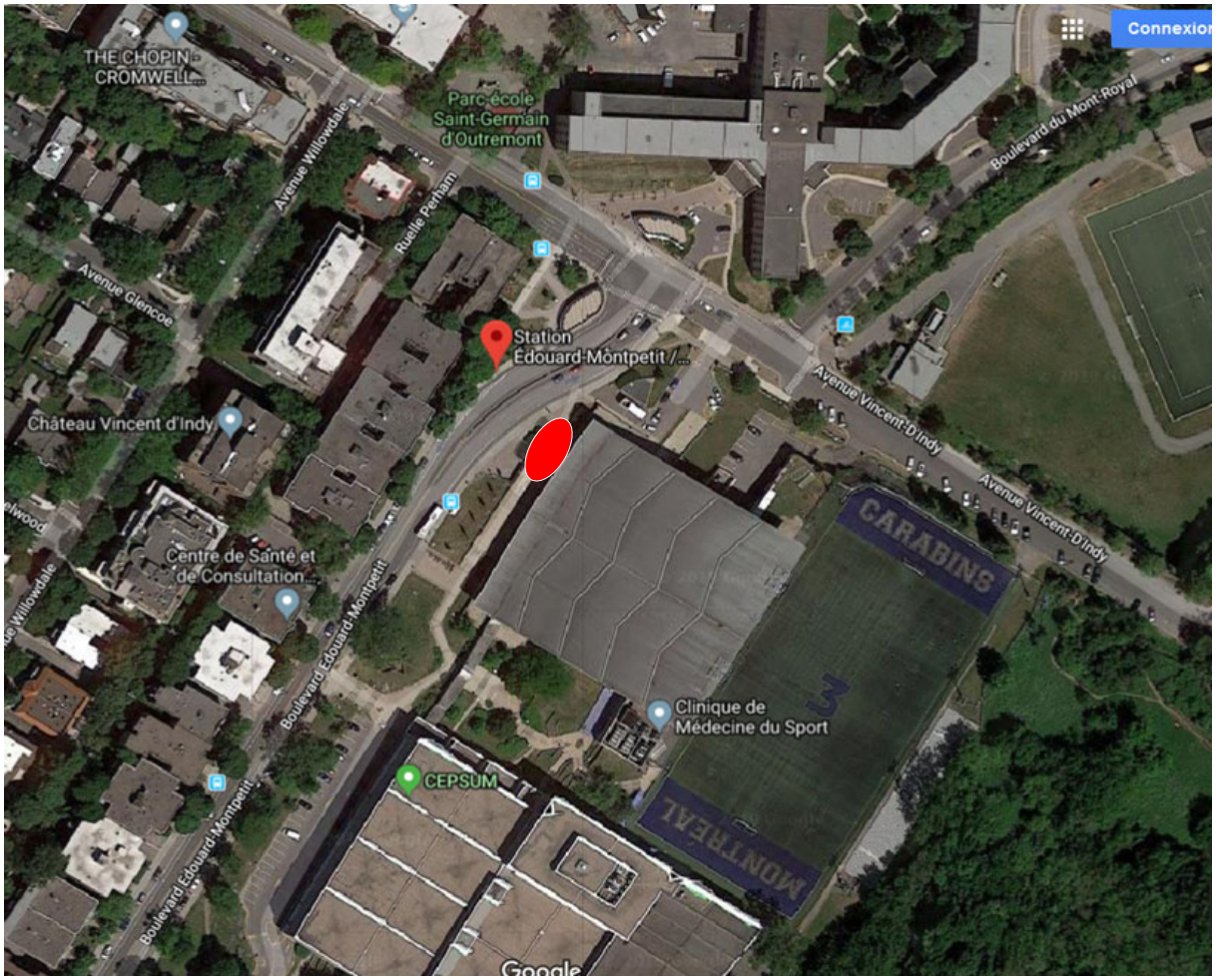
- Mise en œuvre: début des travaux hiver 2020, durée environ 32 mois

Programme Accessibilité
Mise en contexte

- **L'achalandage moyen** à cette station de métro est de : 7 030 entrants par jour moyen de semaine d'automne 2018.
  - En 2018, 8 520 entrants ont été enregistrés lors de la journée la plus achalandée

- Le raccordement de la gare du REM, apportera une **importante augmentation de l'achalandage**, surtout à la pointe du matin (prévisions de CDPQ-i):
  - + 4 662 usagers depuis le REM vers le métro
  - + 2 344 usagers sortant du métro vers le REM

- Il y a 397 passages d'autobus par jour (lignes 51 et 119)



Présentation du concept - Architecture

Défis, contraintes et obligations (liste non-exhaustive)

Architecture

- Protection du public et sentiment de sécurité pour les usagers.
- **Accessibilité universelle**: **Que tous les usagers, indépendamment de leur niveau de mobilité puissent emprunter un cheminement similaire.**
- Fonctionnalité et cheminement simple pour les usagers.
- Lumière naturelle.
- Protection et mise en valeur du patrimoine bâti.
- Intégration des arts.
- NCC métro et normes NFPA. (Le CCQ ne s'applique pas aux stations de métro)
- Le temps d'évacuation en cas d'urgence est privilégié
- Un chemin d'évacuation libre de fumée est nécessaire

Position des ascenseurs

- Tributaires de la position du tunnel et des quais ainsi que de la trame de rue et bâtiments au niveau du sol.
- Tributaires des structures existantes et avoisinantes
- Tributaires des niveaux de planchers existants et du surplomb de l'équipement
- Éviter les corridors en impasse.
- Limiter les distances de parcours.
- Assurer une bonne visibilité et repérage pour les utilisateurs des ascenseurs (cheminement simple).

Services sous la rue

- Éviter ou limiter le plus possible les déplacement des conduites principales.
- Massifs de conduits.

Défis, contraintes et obligations (liste non-exhaustive)

Structure

- Limiter les modifications majeures aux structures existantes.
- Limiter les travaux de renforcements.
- Identifier les solutions techniquement réalisables ou irréalisables et en tenir compte dans le concept.

Ventilation d'urgence

- Par leur nombre, leur superficie et leur position, intégrer au concept des puits de ventilation naturelle
- Assureront un chemin d'évacuation libre de fumée.

Exploitation du métro

- Maintenir la station et les tunnels ouverts pendant toute la durée des travaux.
- Assurer une bonne fluidité des déplacement pendant les travaux et par le nouveau concept une fois réalisé
- Simplicité de parcours.
- Sentiment de sécurité.

Stratégie de mise en œuvre (chantier)

- Excavations profondes dans le roc en milieu urbain.
- Évacuation des matériaux d'excavation (par train de nuit ou au niveau de la rue).
- Soutènement et protection des structures et bâtiments avoisinants.
- Circulation des véhicules et piétons.

Programme

Accessibilité universelle **(travaux directs ou travaux reliés)**

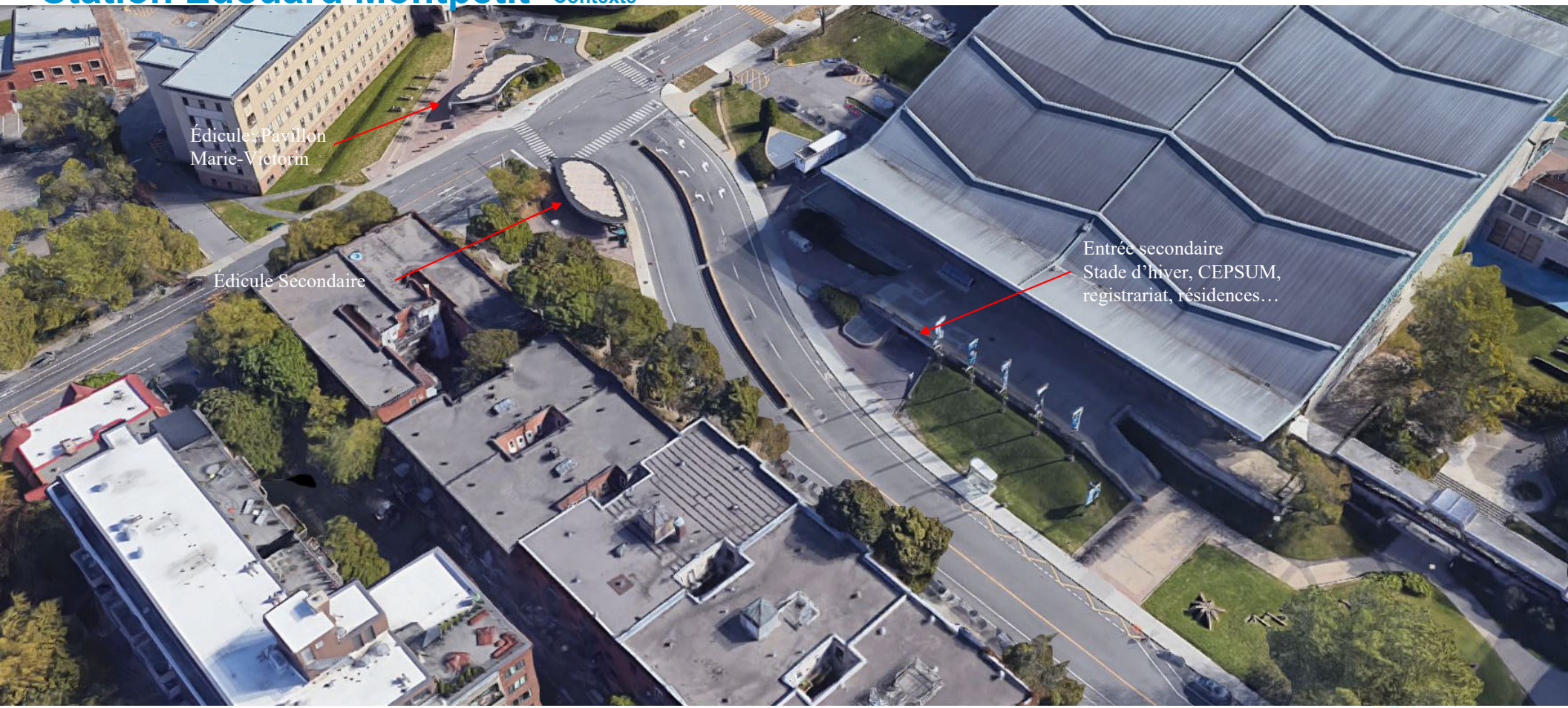
- Excavation et installation de deux ascenseurs.
- Un premier ascenseur desservira la rue, la mezzanine (futur REM), le niveau passerelle et les quais.
- Un second ascenseur desservira le niveau passerelle et les quais.
- Agrandissement de l'un des accès existant sur rue (entrée Stade d'hiver de l'UdeM).
- Construction d'une nouvelle zone de perception au niveau de la rue et au niveau de la mezzanine (futur REM).
- Construction de nouveaux escaliers reliant les quais, passerelle et le niveau de la rue (amélioration du temps d'évacuation des quais désormais conformes à la norme)
- Nouveaux locaux de contrôles pour les ascenseurs.
- Nouveaux locaux électriques.
- Nouveau locaux pour pompes.
- Rehaussement des quais.

Modification du talus devant le Stade d'hiver de l'UdeM

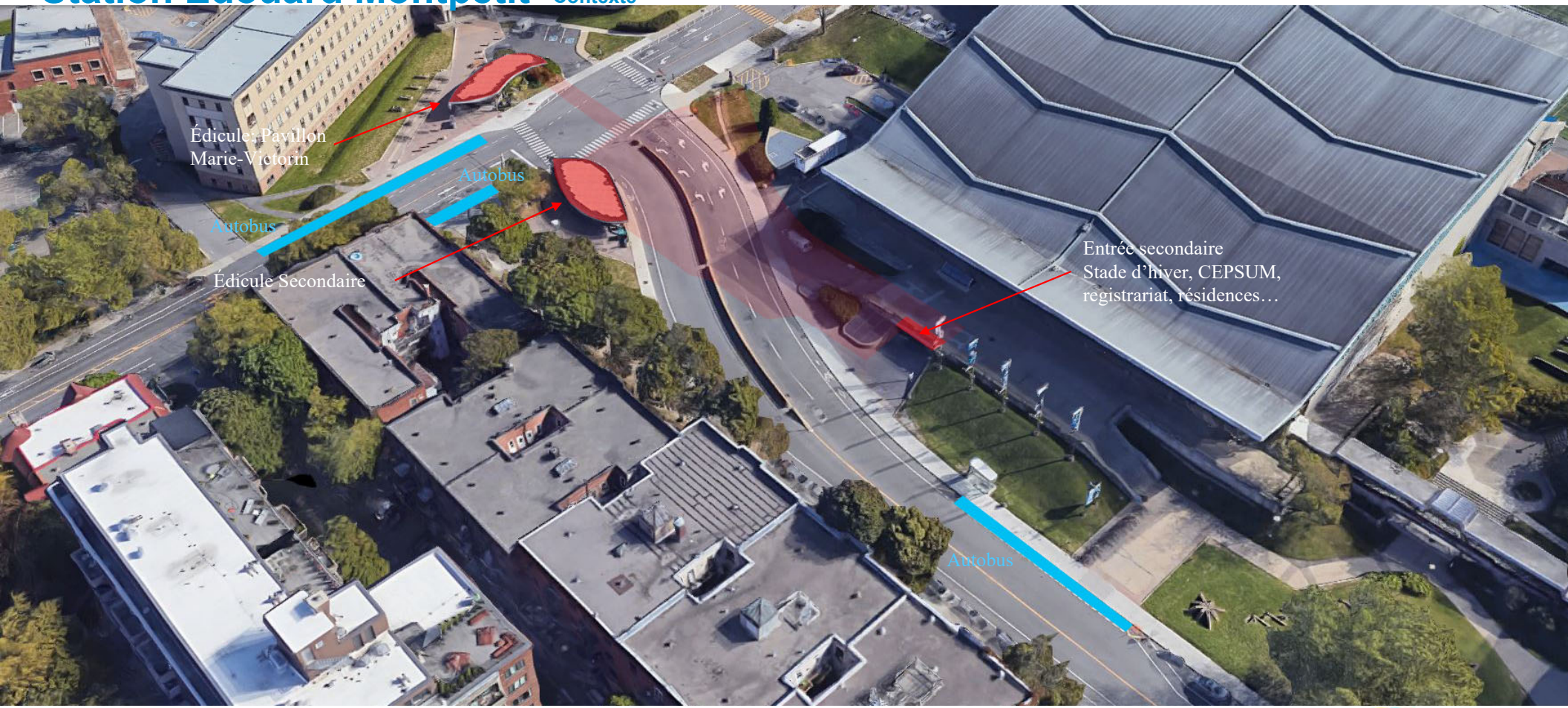
Puits de ventilation naturelle

- À proximité de chaque nouvelle entrée sur rue.
- Requis pour la sécurité du public.
- Doit être dans une façade le plus proche possible des portes papillons, sans gêner la sécurité des usagers. (visibilité).
- Un (1) en remplacement de l'existant partiellement obstrué par le futur ascenseur. Dissimulé dans le talus
- Un (1) dans l'agrandissement à proximité des portes papillons. Façade latérale

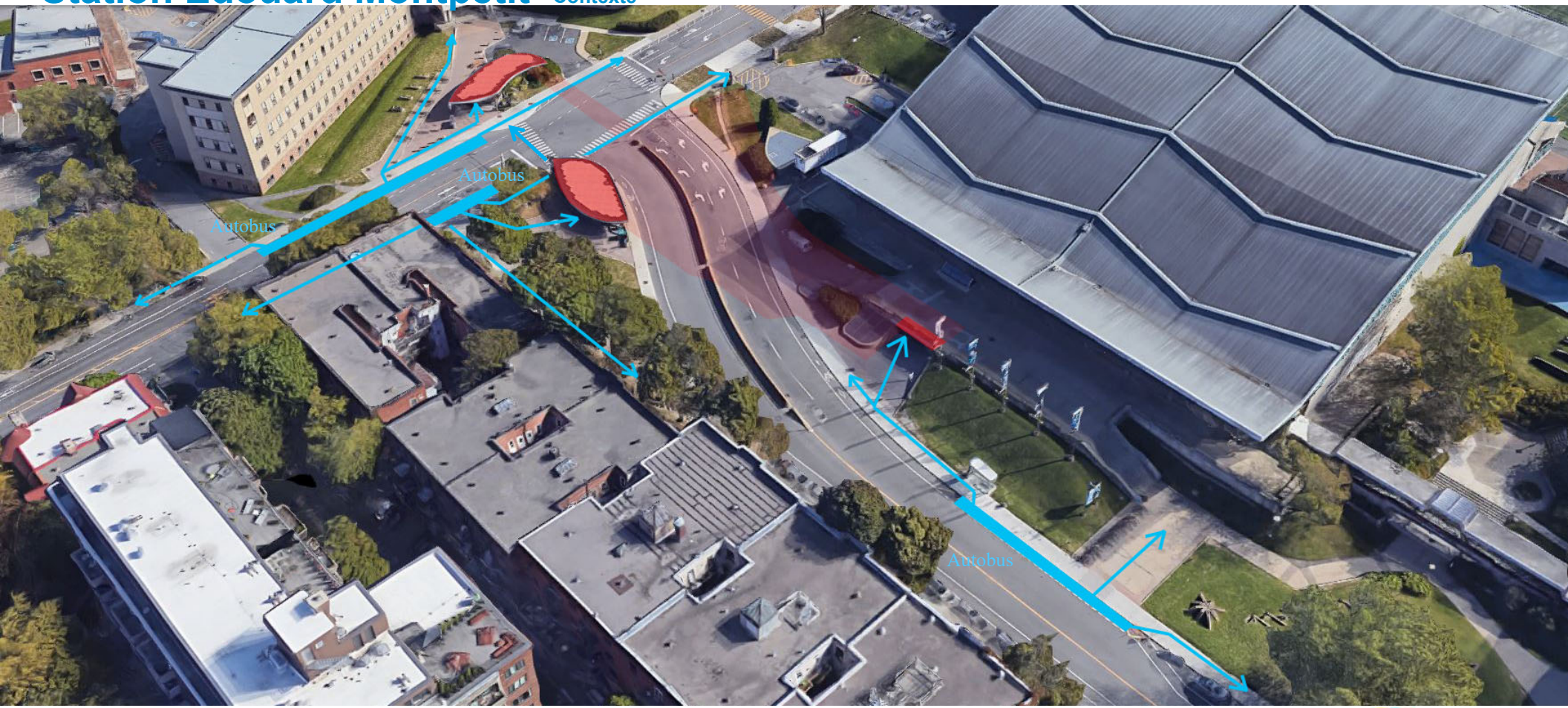
Station Édouard Montpetit - Contexte



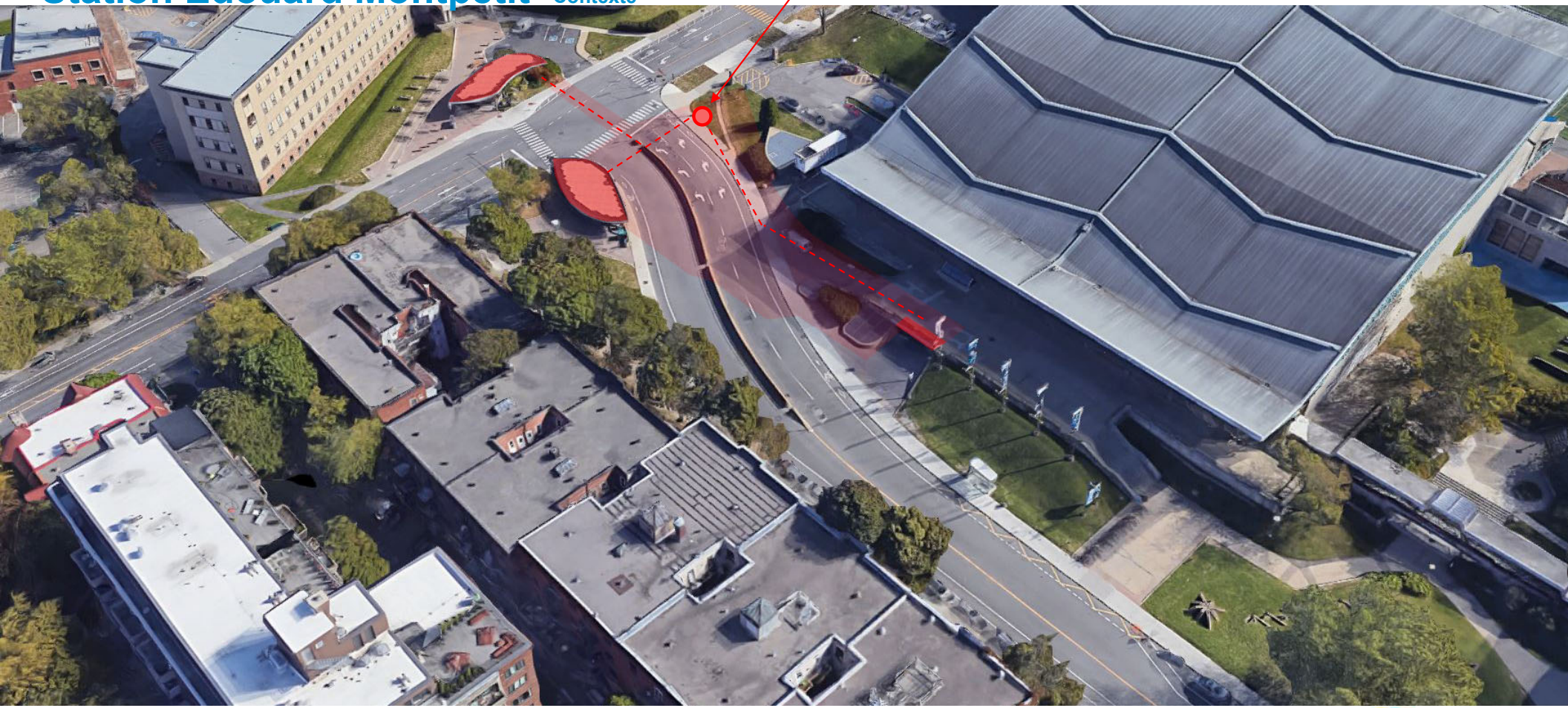
Station Édouard Montpetit - Contexte



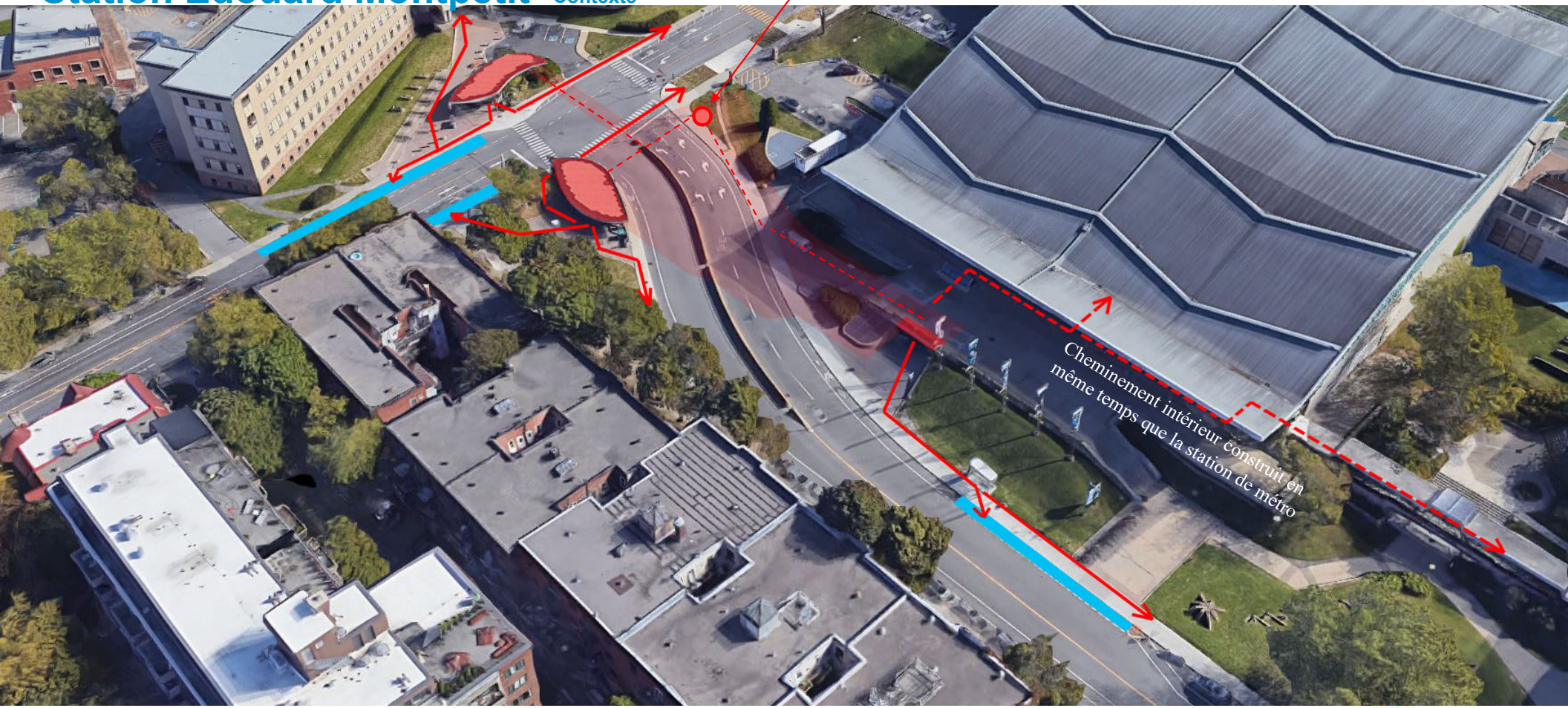
Station Édouard Montpetit - Contexte



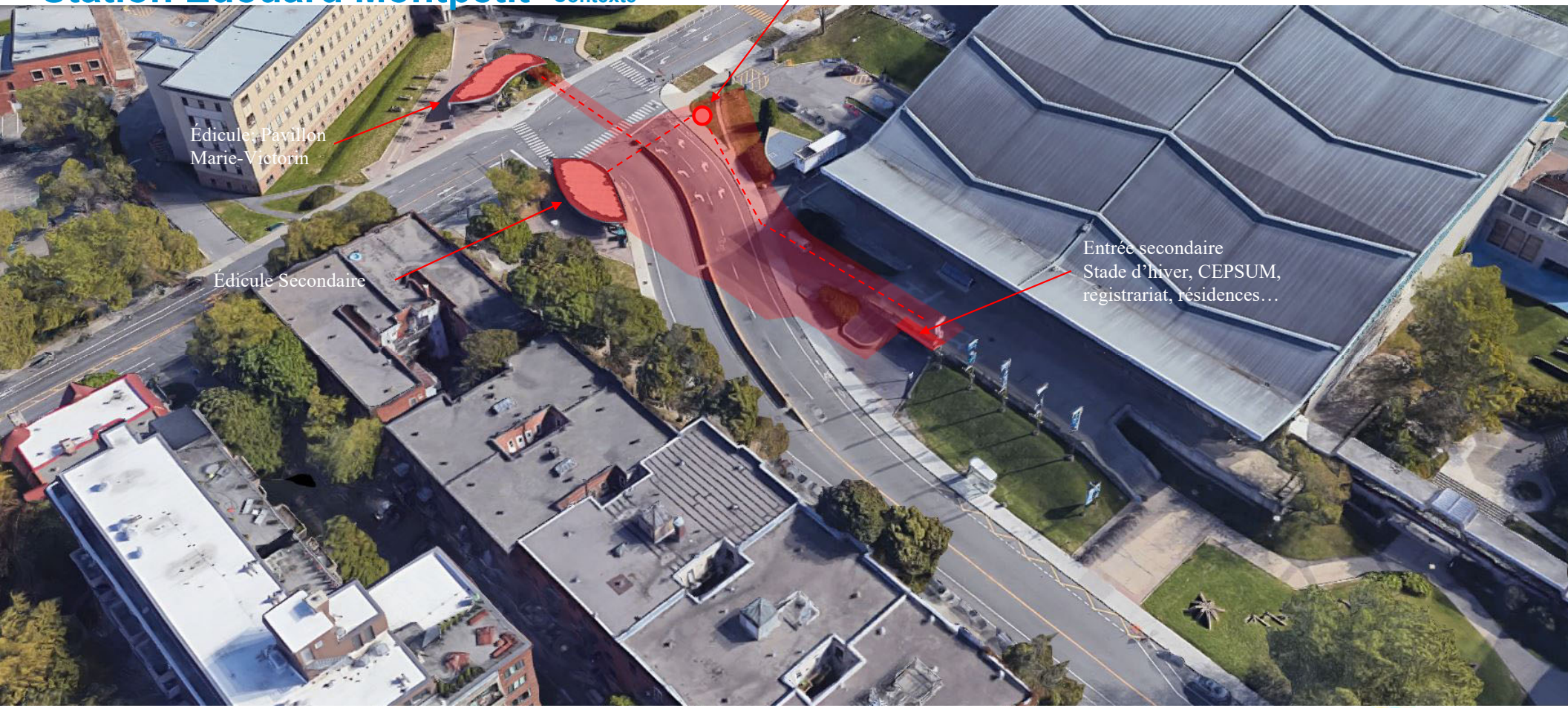
Station Édouard Montpetit - Contexte



Station Édouard Montpetit - Contexte

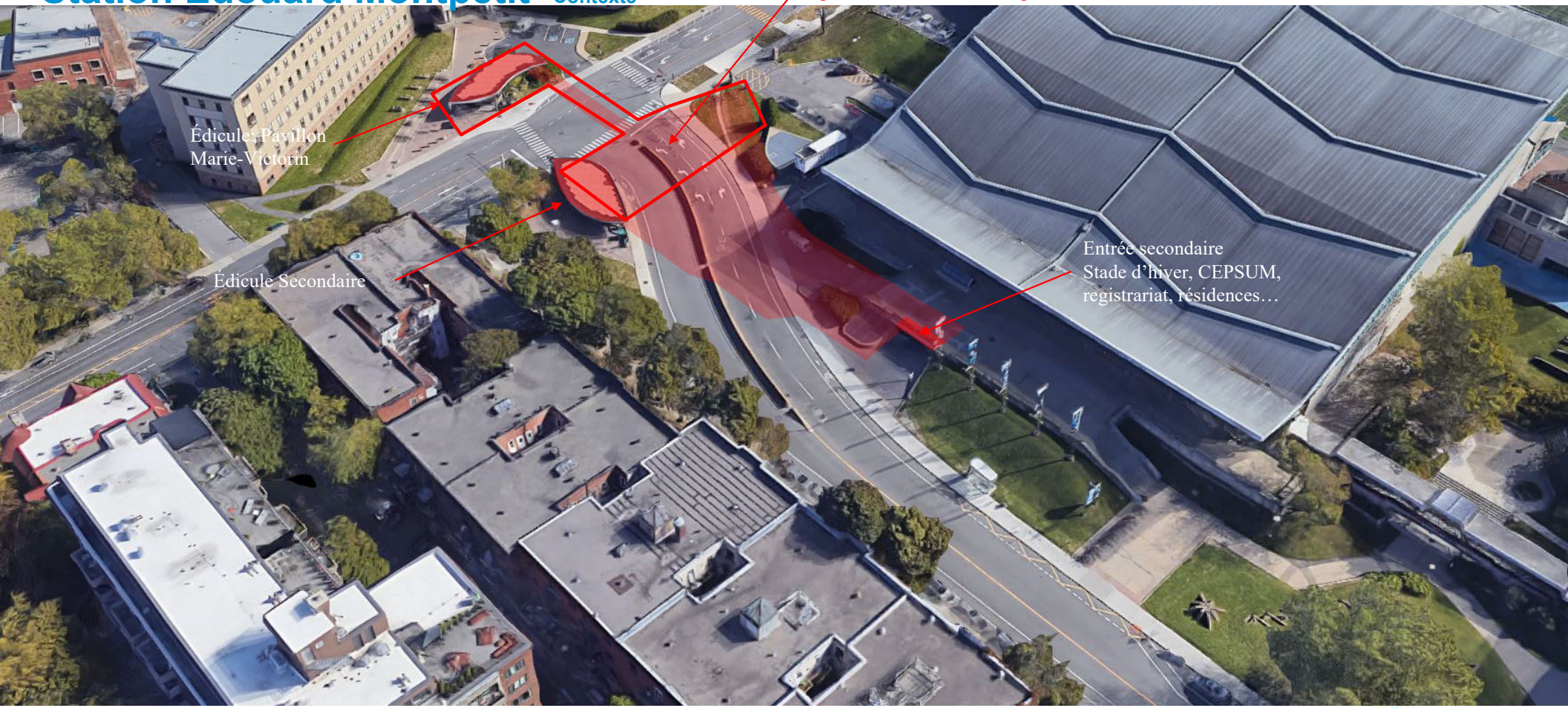


Station Édouard Montpetit - Contexte



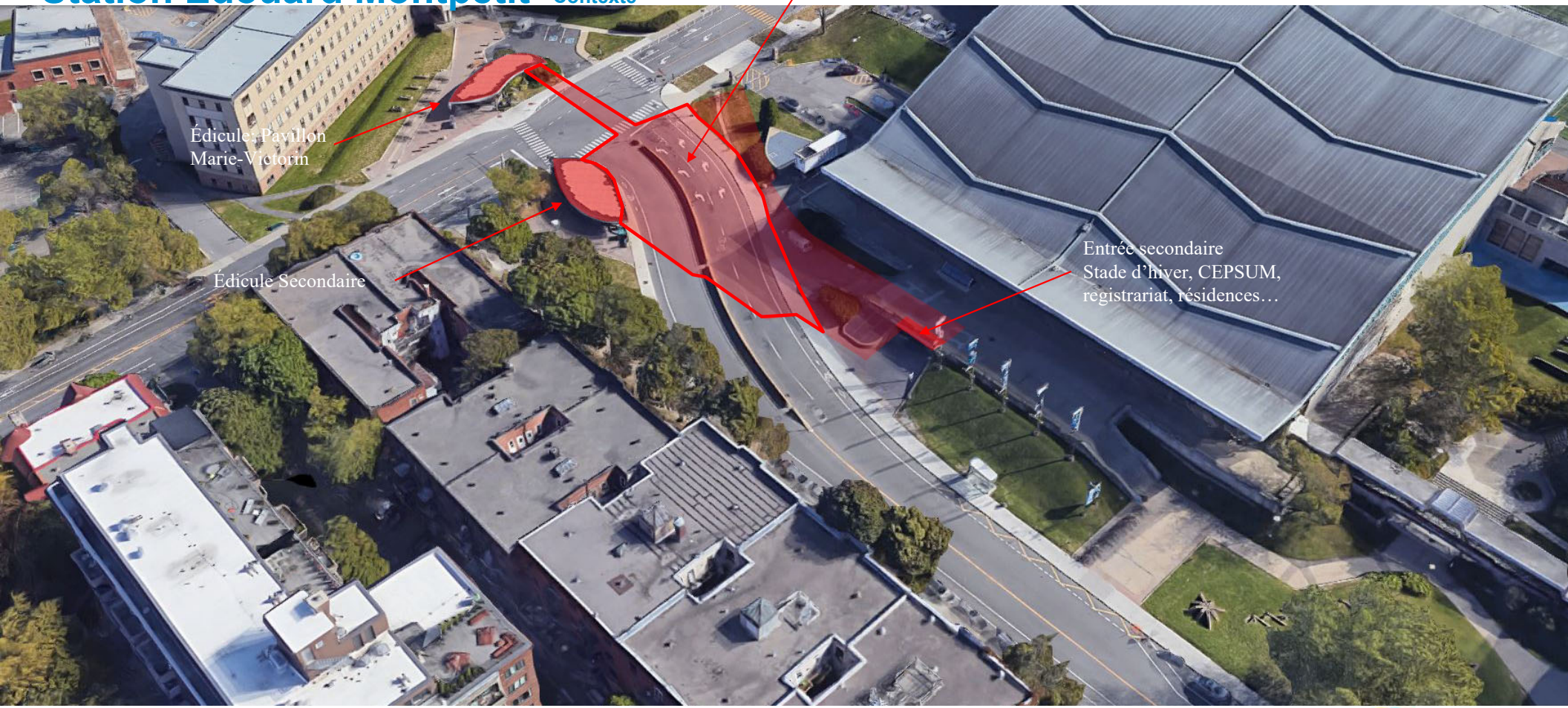
Station Édouard Montpetit - Contexte

Zone impossible à construire: Zone d'expropriation par le REM. Aucun travaux possibles dans cette zone. De plus, trop grande complexité structurale et coûts trop élevés requis par la construction d'une passerelle au dessus de la voie



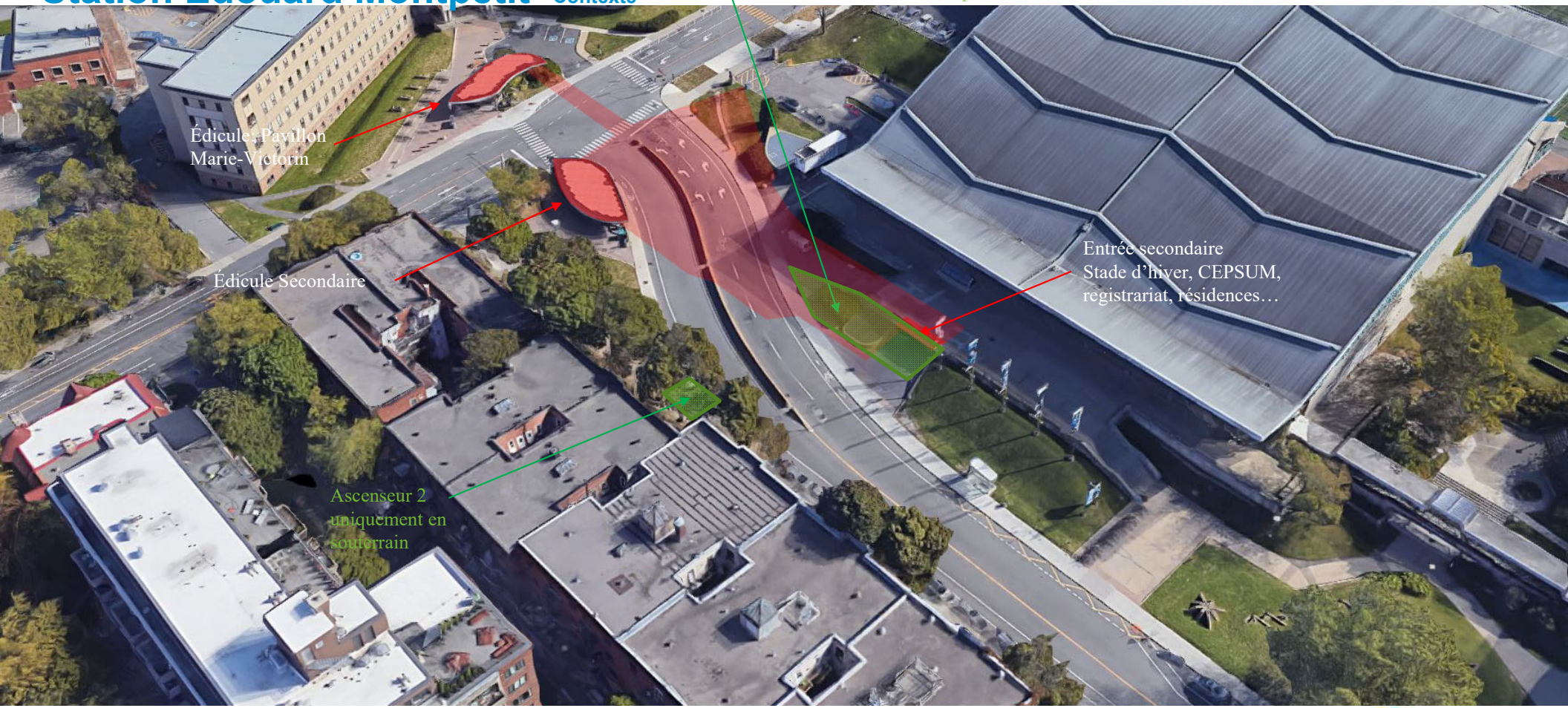
Station Édouard Montpetit - Contexte

Zone impossible à construire: Hauteur insuffisante pour ascenseur. De plus, la structure du métro supporte la rue et les trottoirs. Locaux techniques impossibles à déplacer

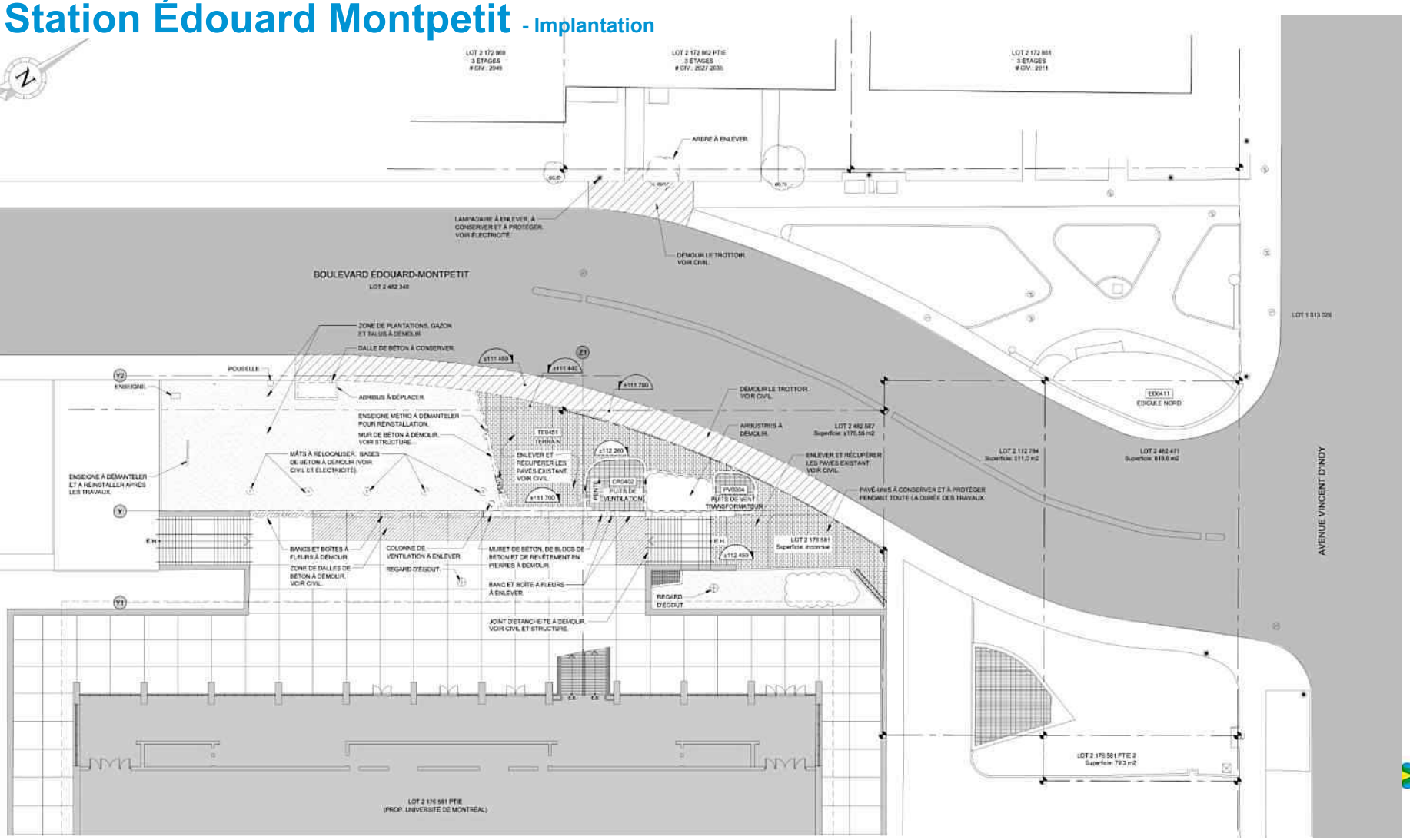


Station Édouard Montpetit - Contexte

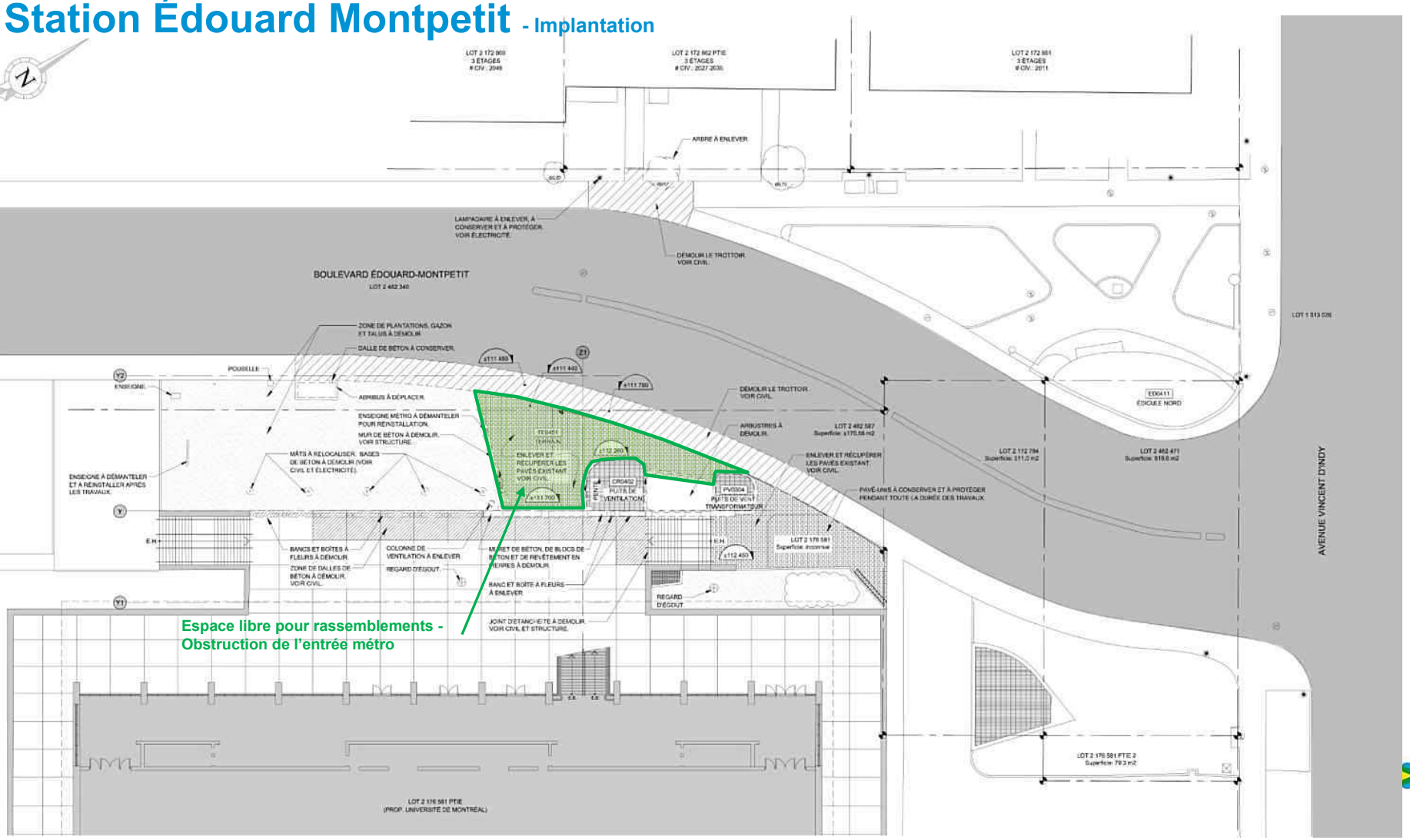
Unique zone possible à construire: Donne accès à la rue, la mezzanine, la passerelle et le quai direction Saint-Michel avec un (1) ascenseur. Construction dans une zone déjà partiellement excavée. Aucun locaux techniques perturbés. Excavations et travaux extrêmement complexes



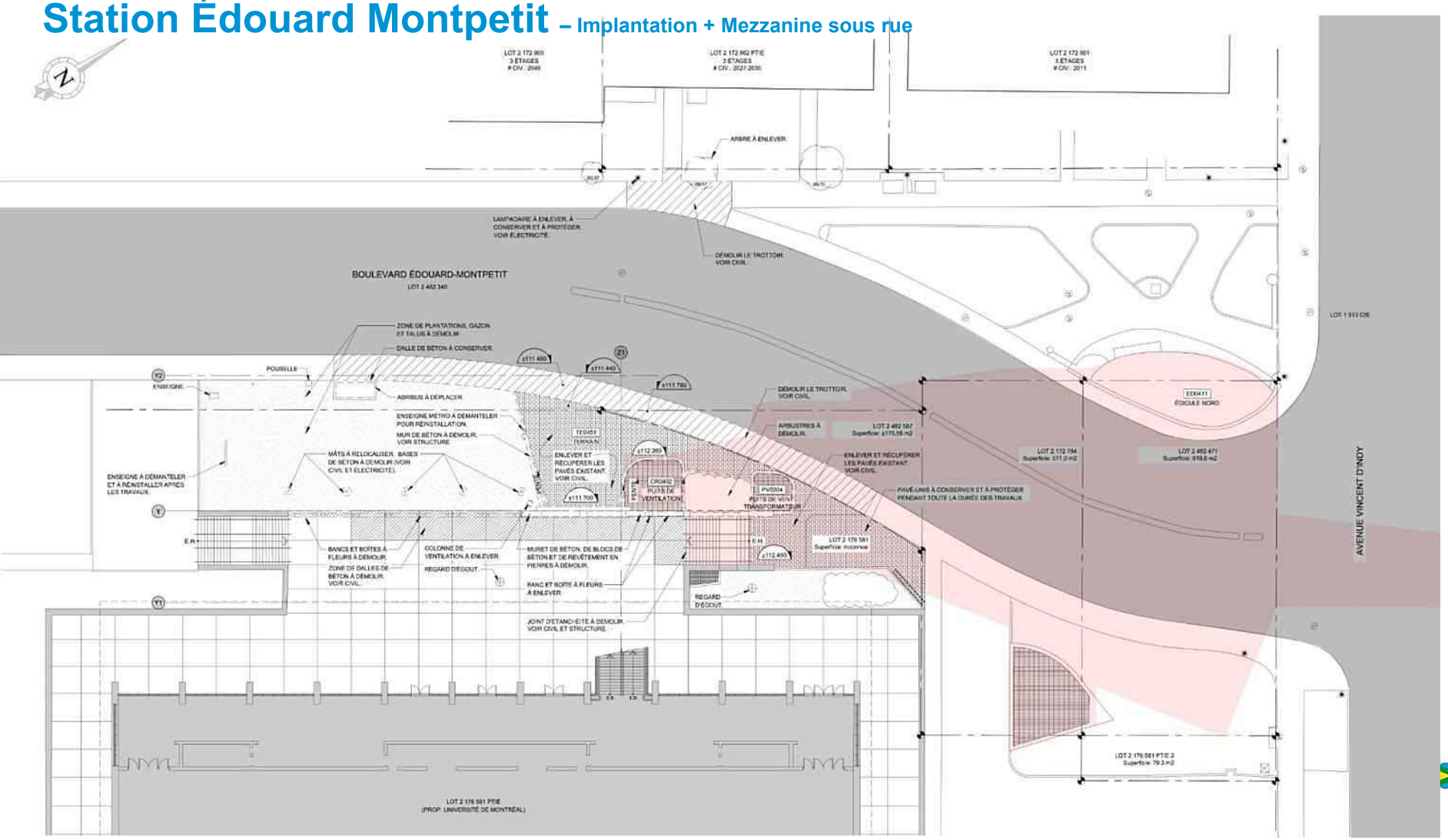
Station Édouard Montpetit - Implantation



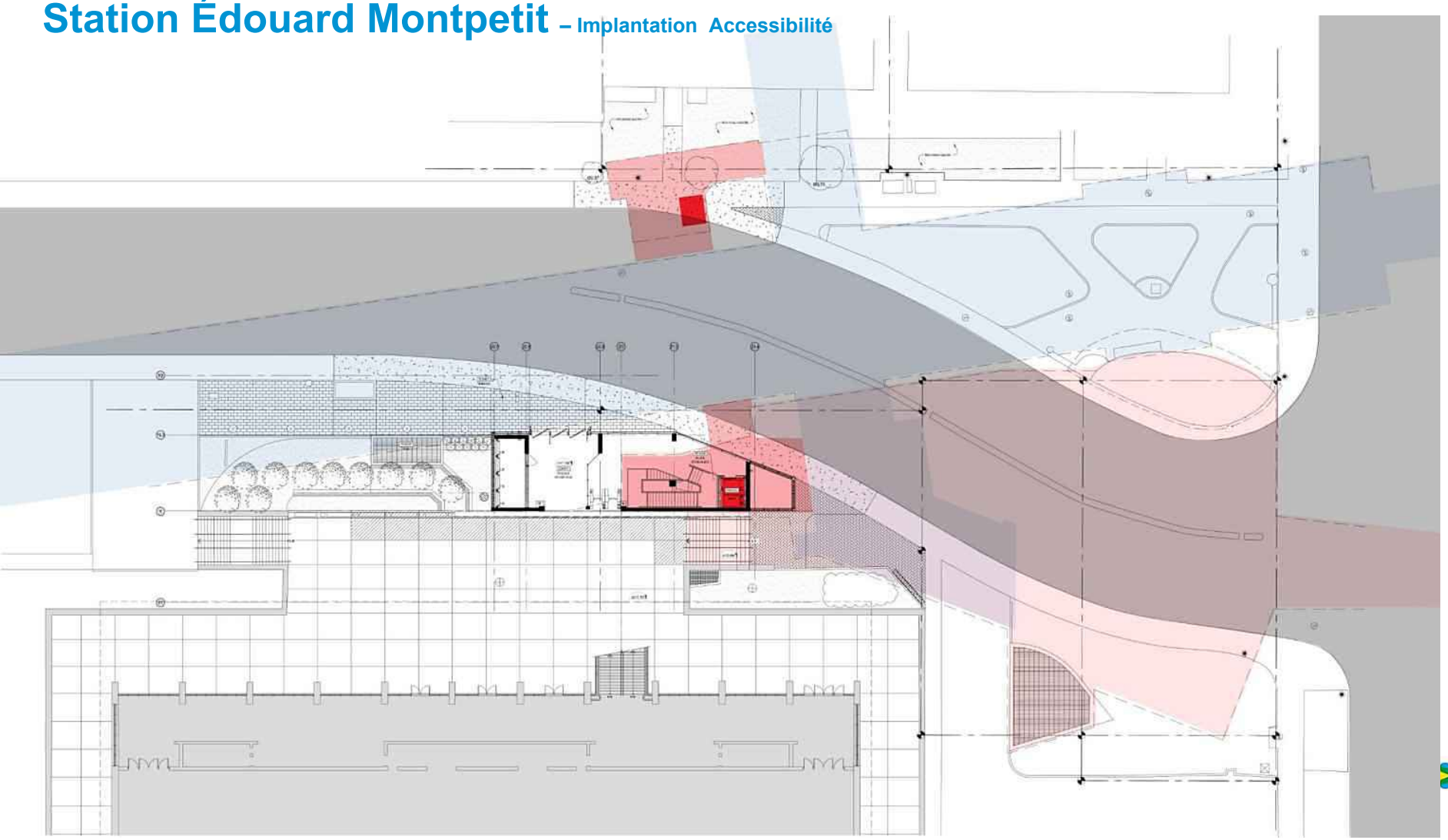
Station Édouard Montpetit - Implantation



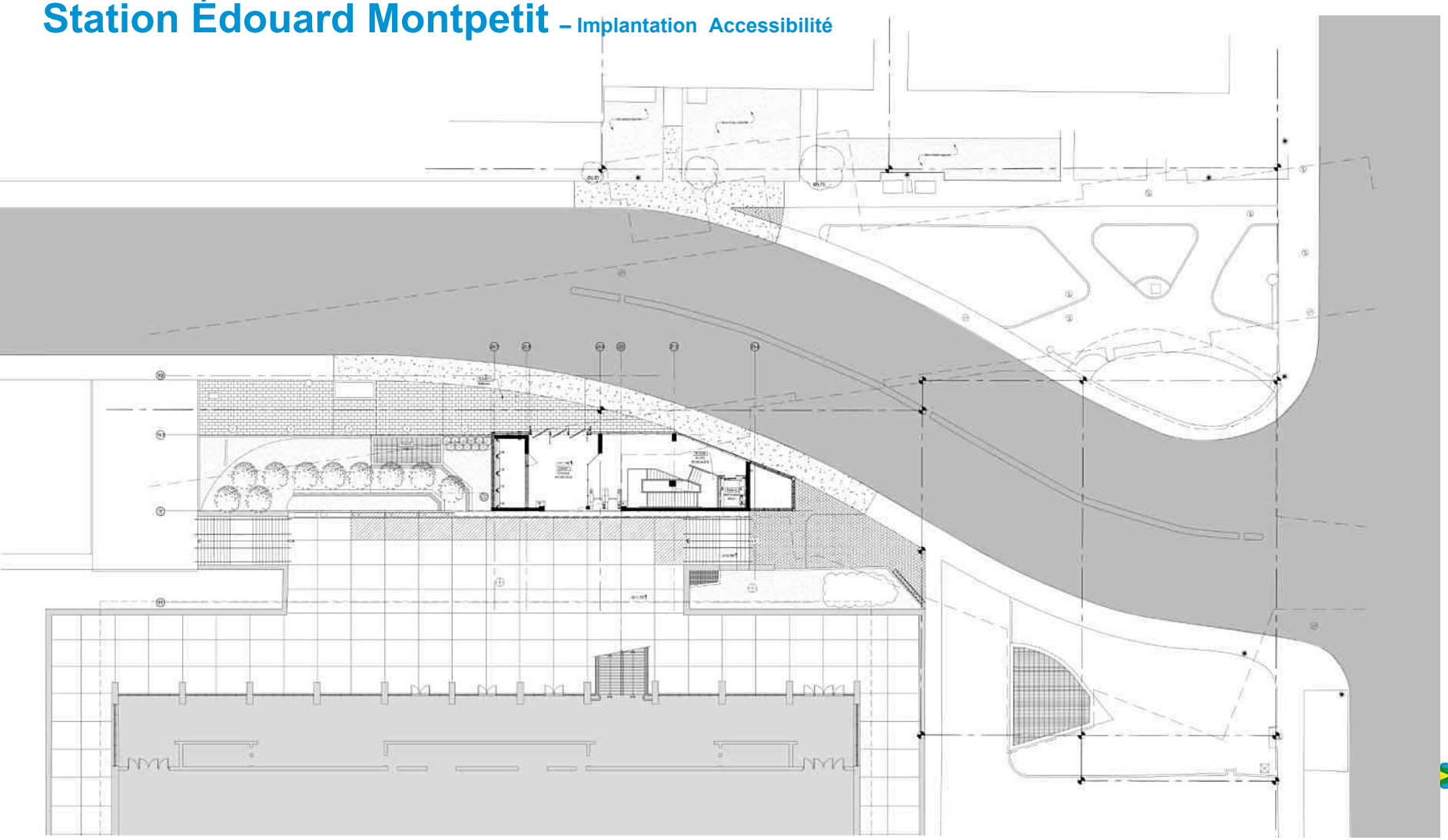
Station Édouard Montpetit – Implantation + Mezzanine sous rue



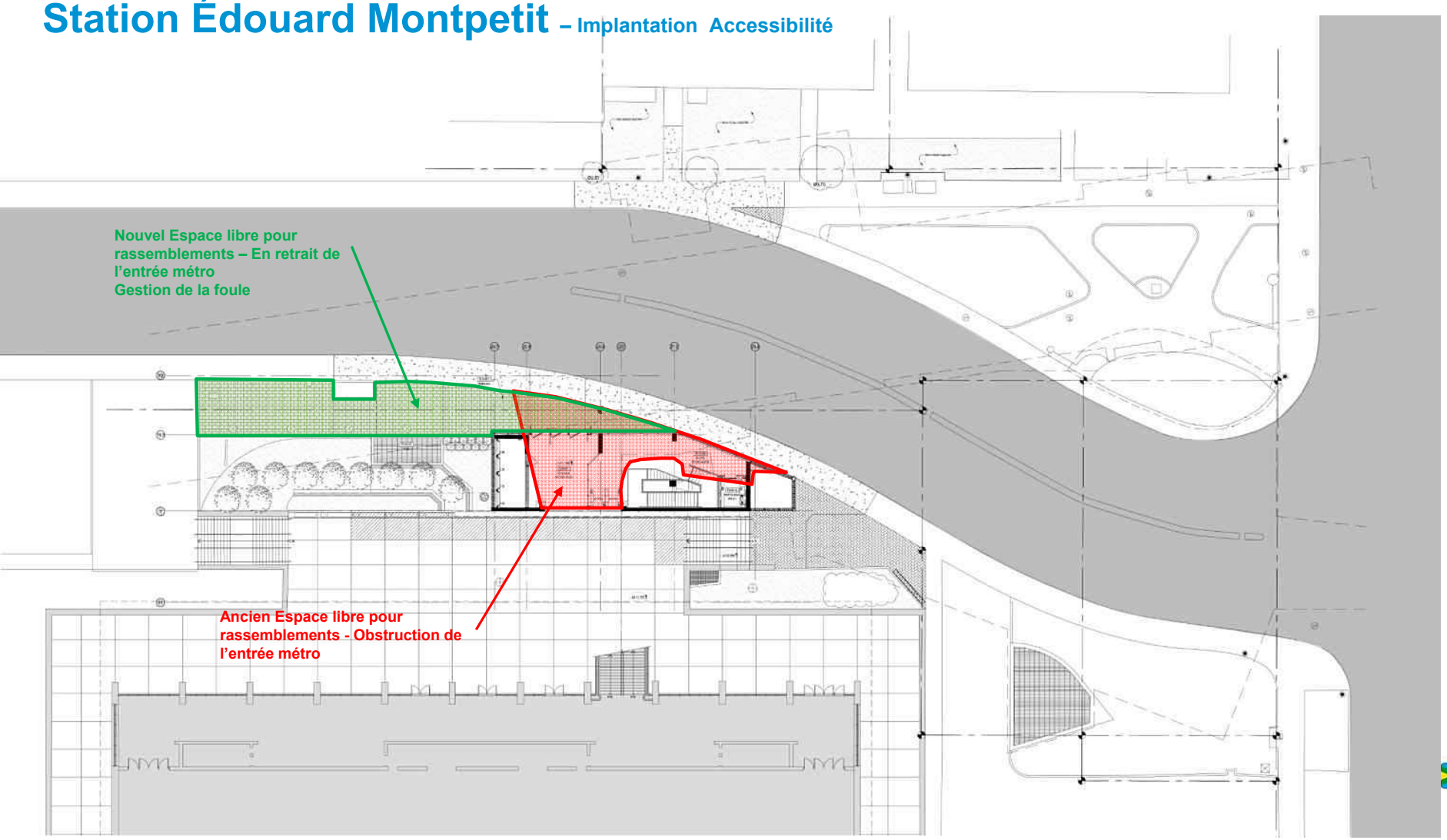
Station Édouard Montpetit – Implantation Accessibilité



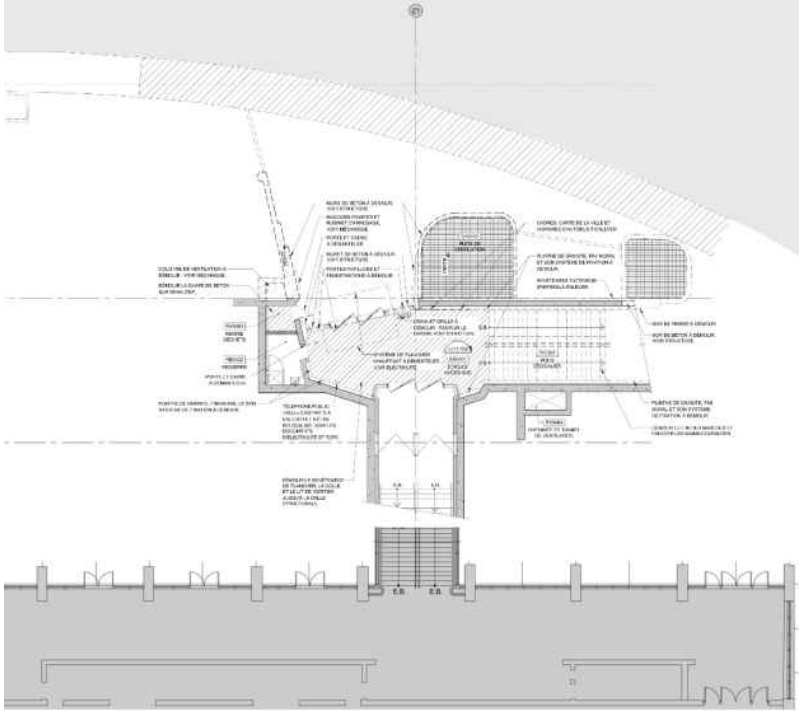
Station Édouard Montpetit – Implantation Accessibilité



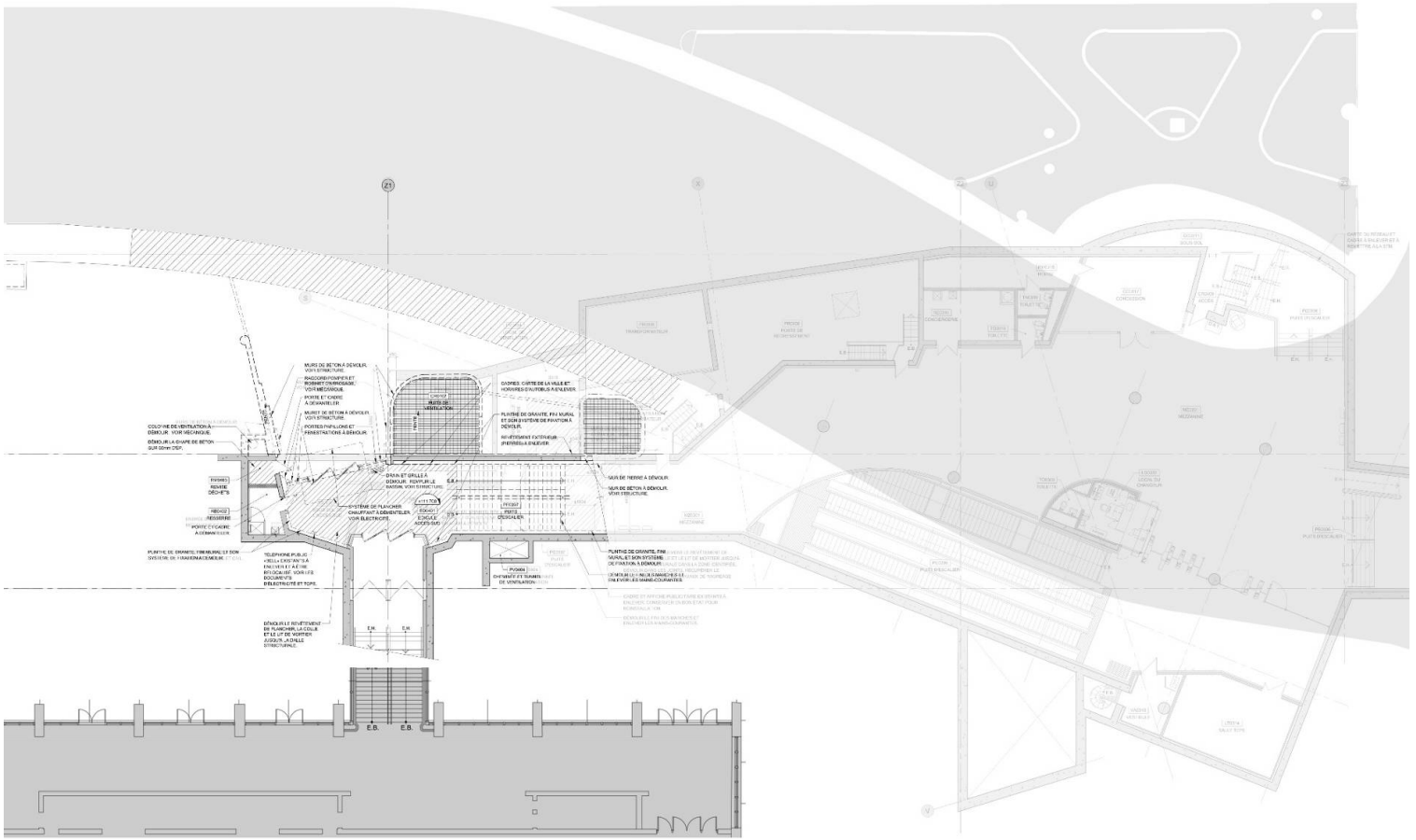
Station Édouard Montpetit – Implantation Accessibilité



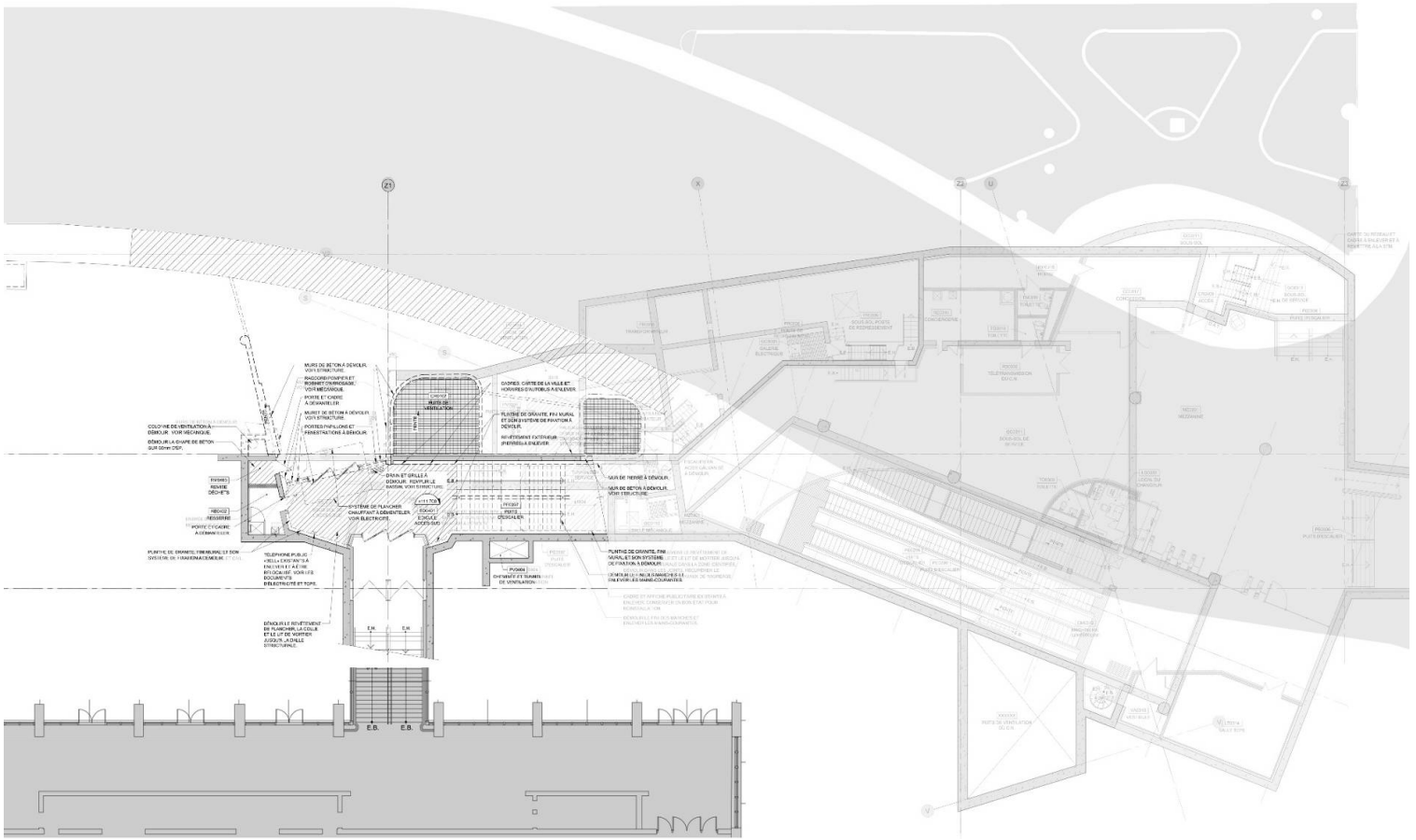
Station Édouard Montpetit – Existant Édicule



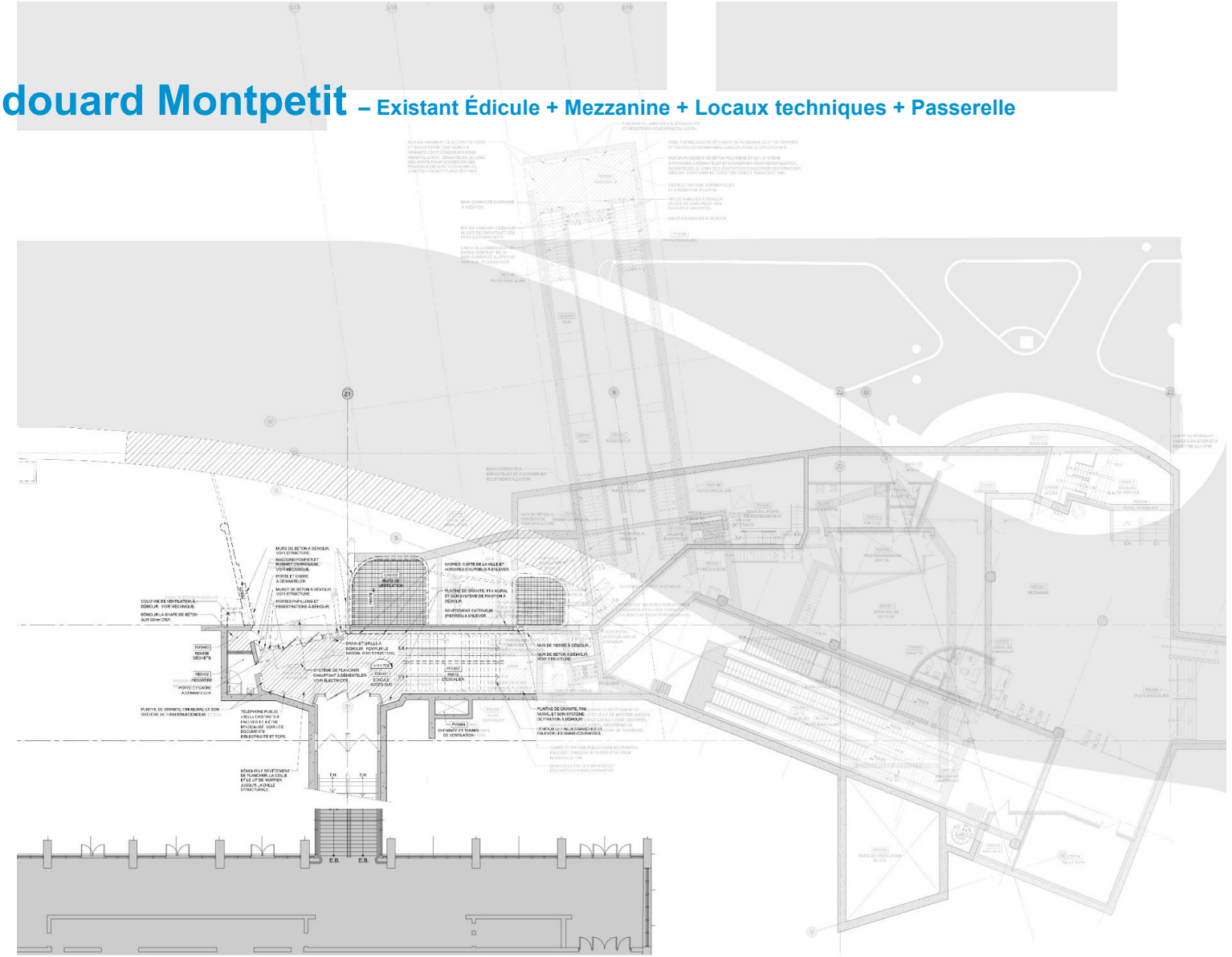
Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine



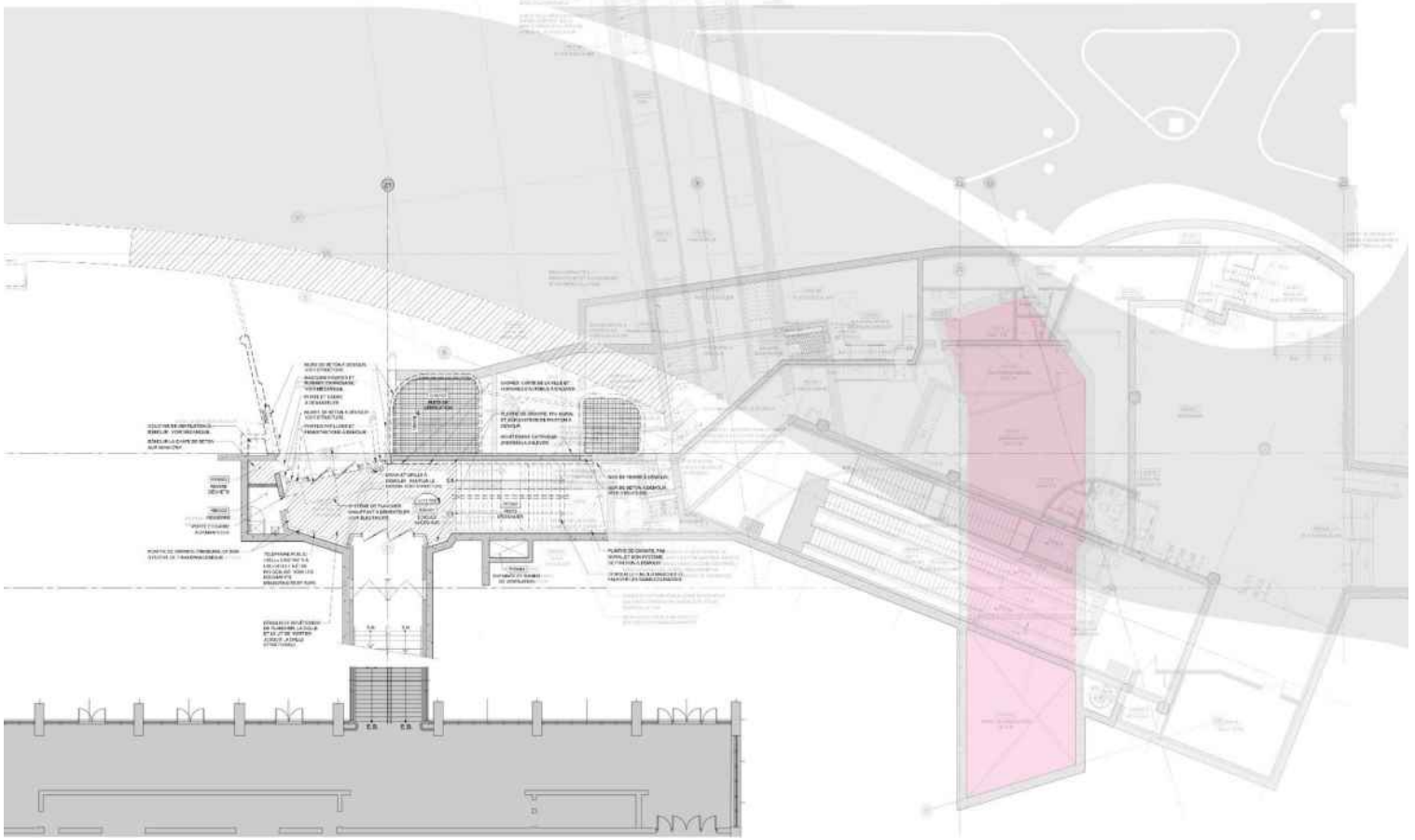
Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine + Locaux techniques



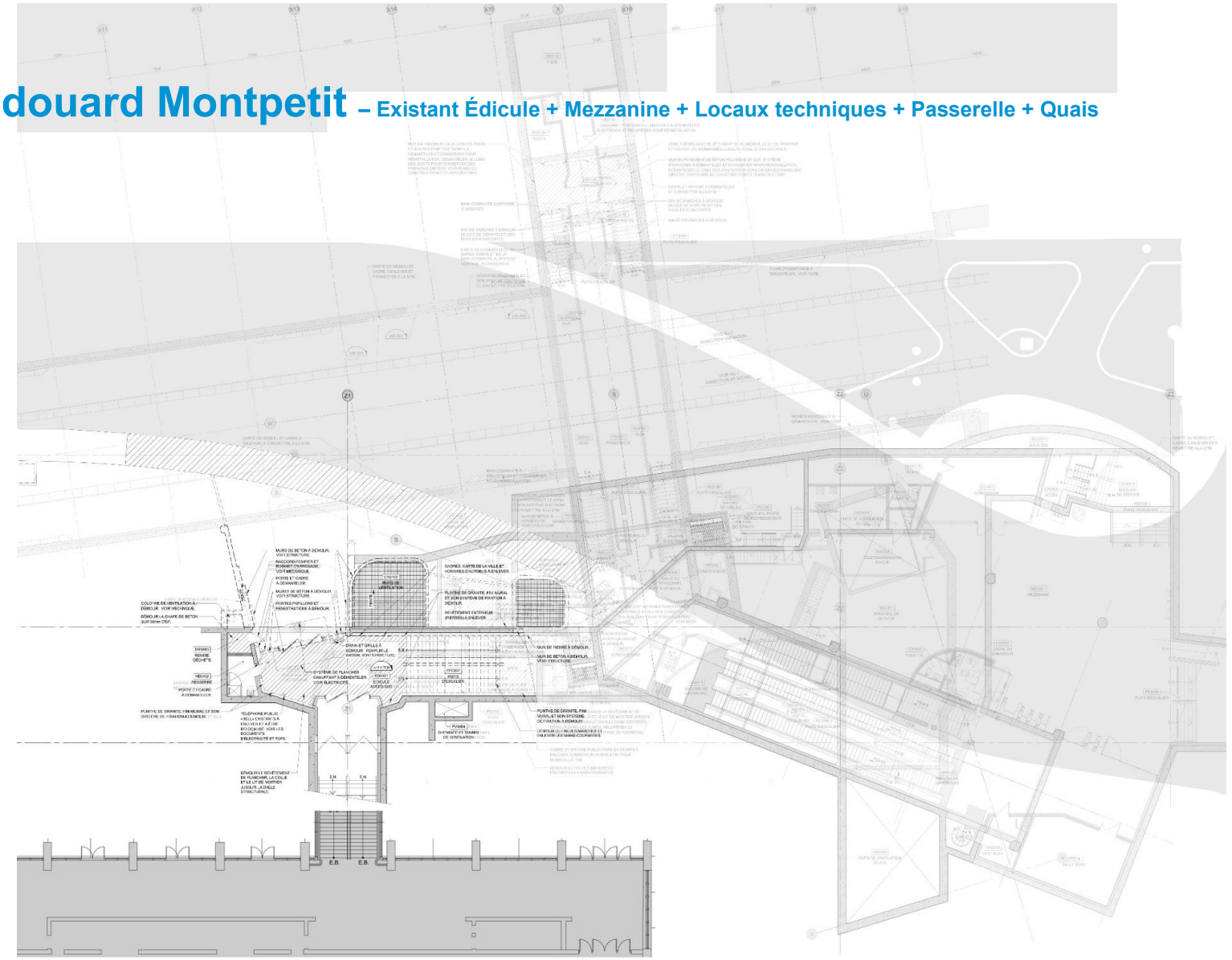
Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine + Locaux techniques + Passerelle



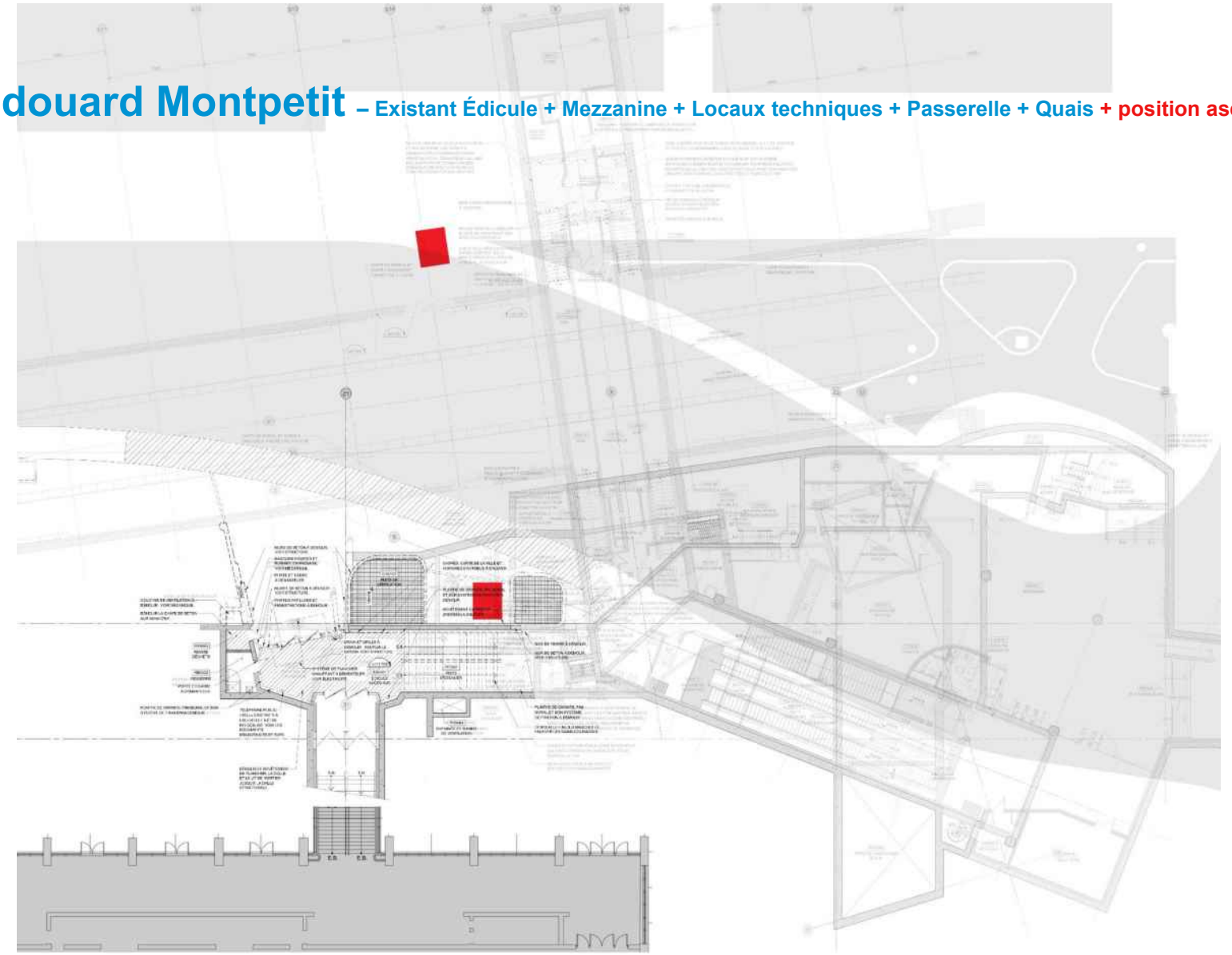
Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine + Locaux techniques + Passerelle + PVN Tunnel Mont-Royal



Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine + Locaux techniques + Passerelle + Quais

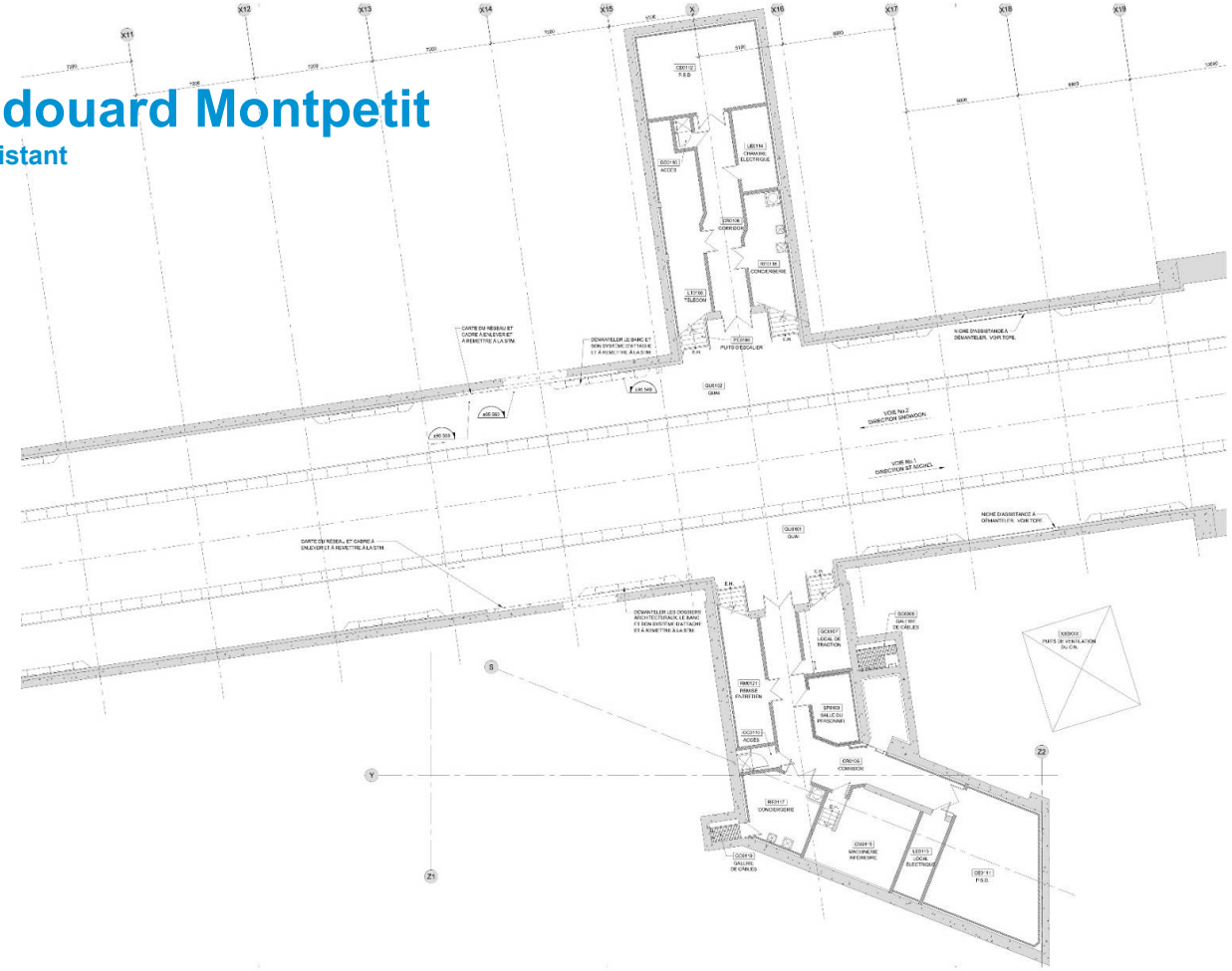


Station Édouard Montpetit – Existant Édicule + Mezzanine + Locaux techniques + Passerelle + Quais + position ascenseurs



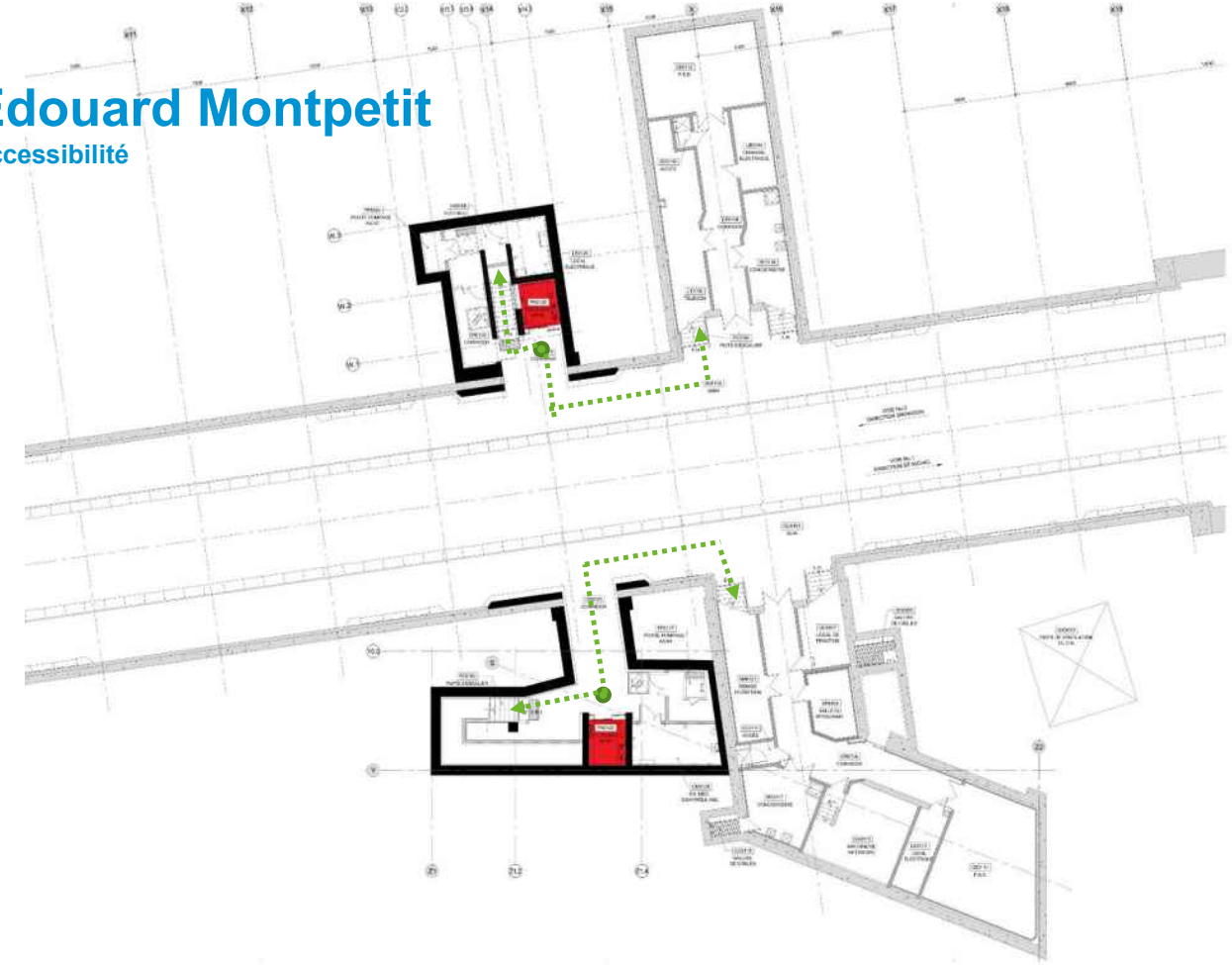
Station Édouard Montpetit

– Niveau quais Existant



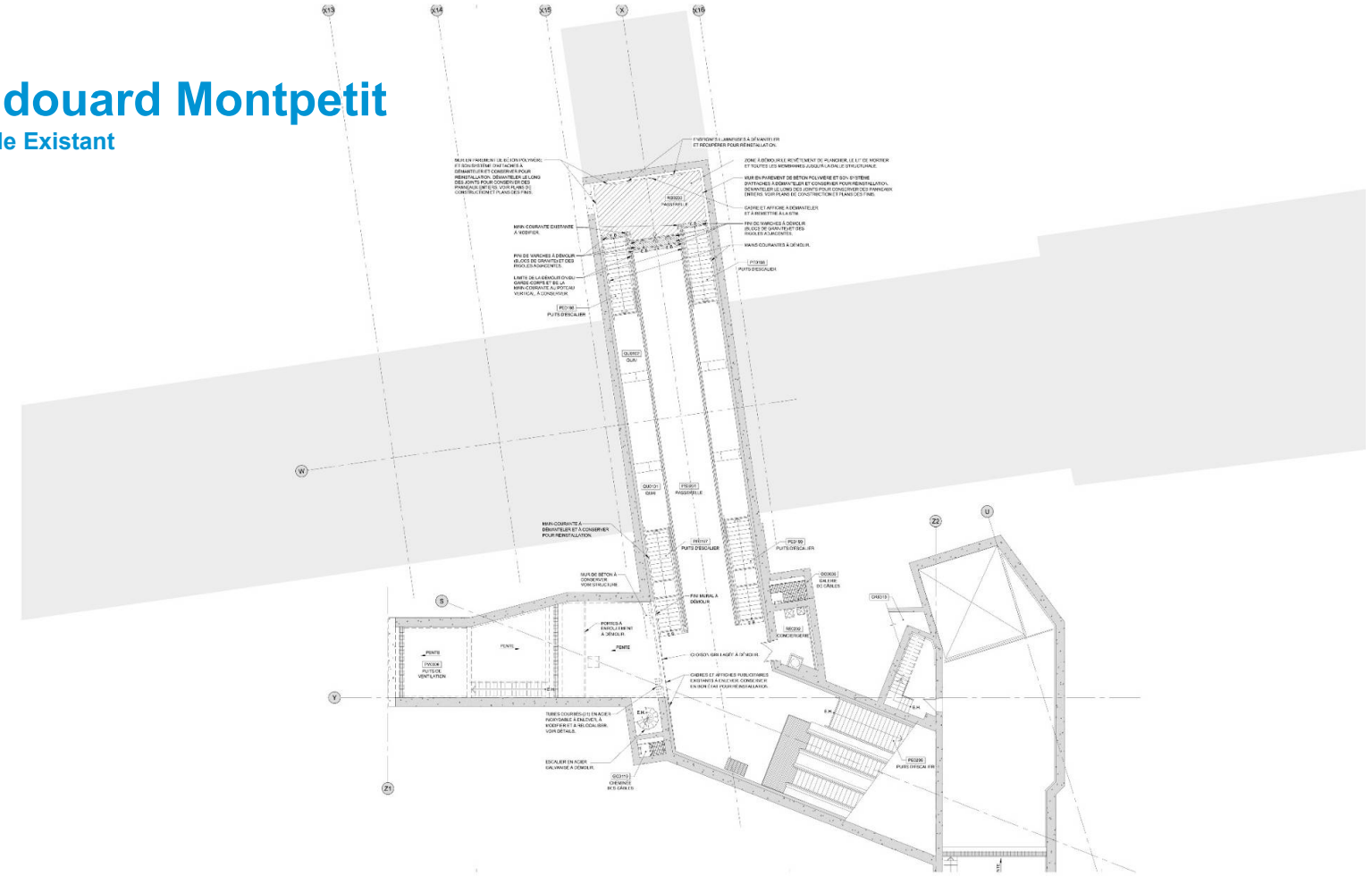
Station Édouard Montpetit

– Niveau quais Accessibilité



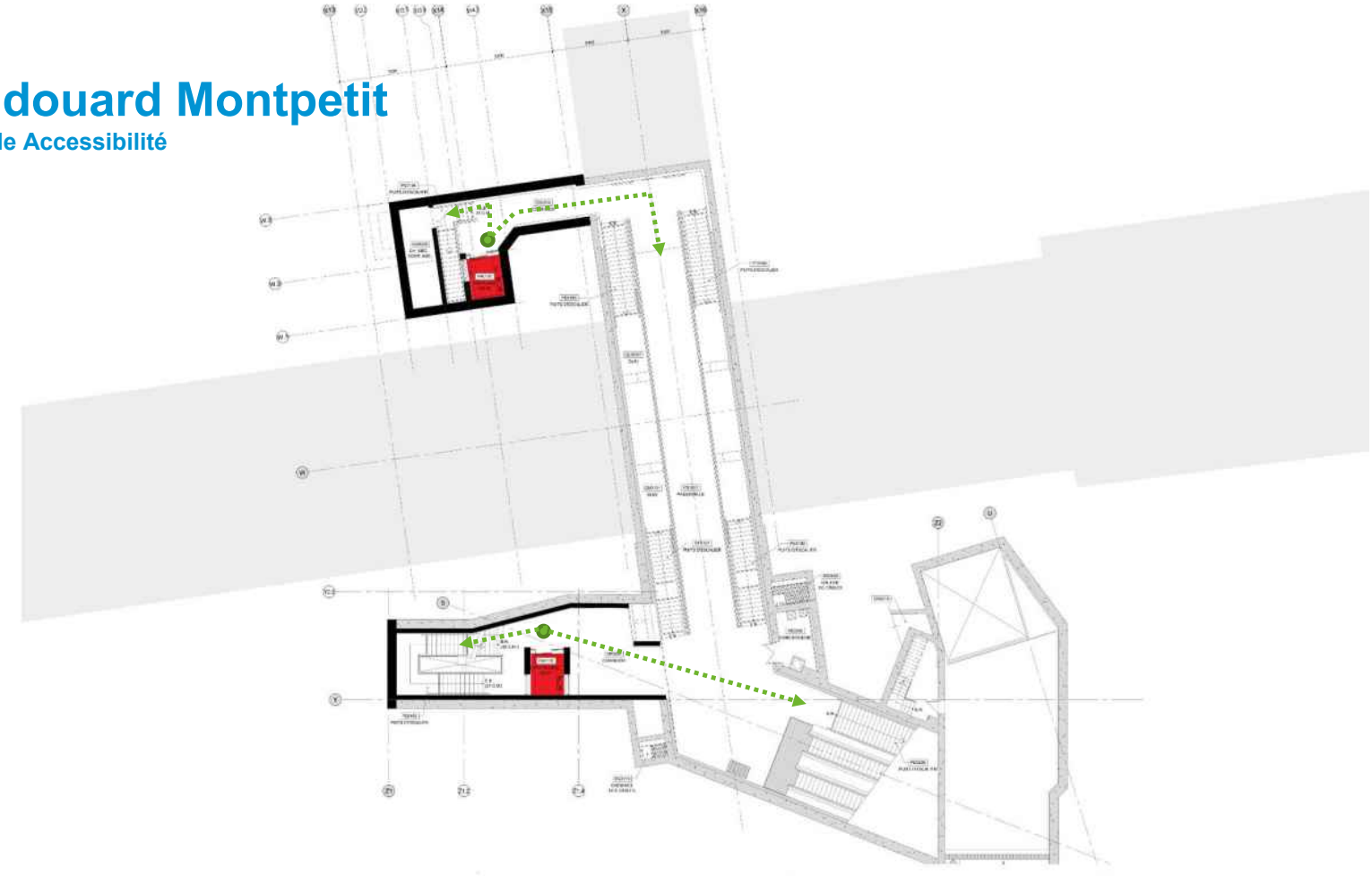
Station Édouard Montpetit

– Niveau passerelle Existant

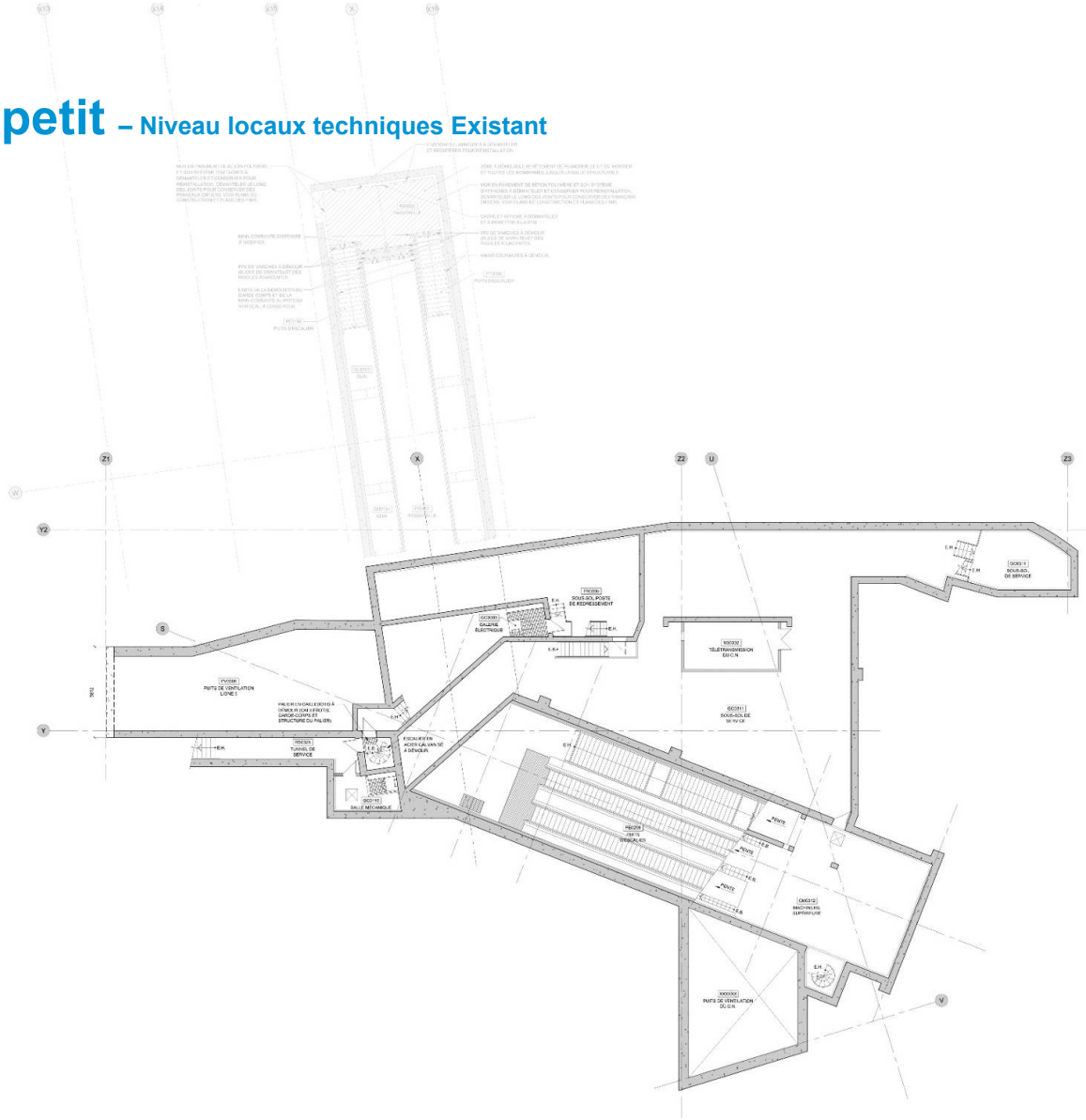


Station Édouard Montpetit

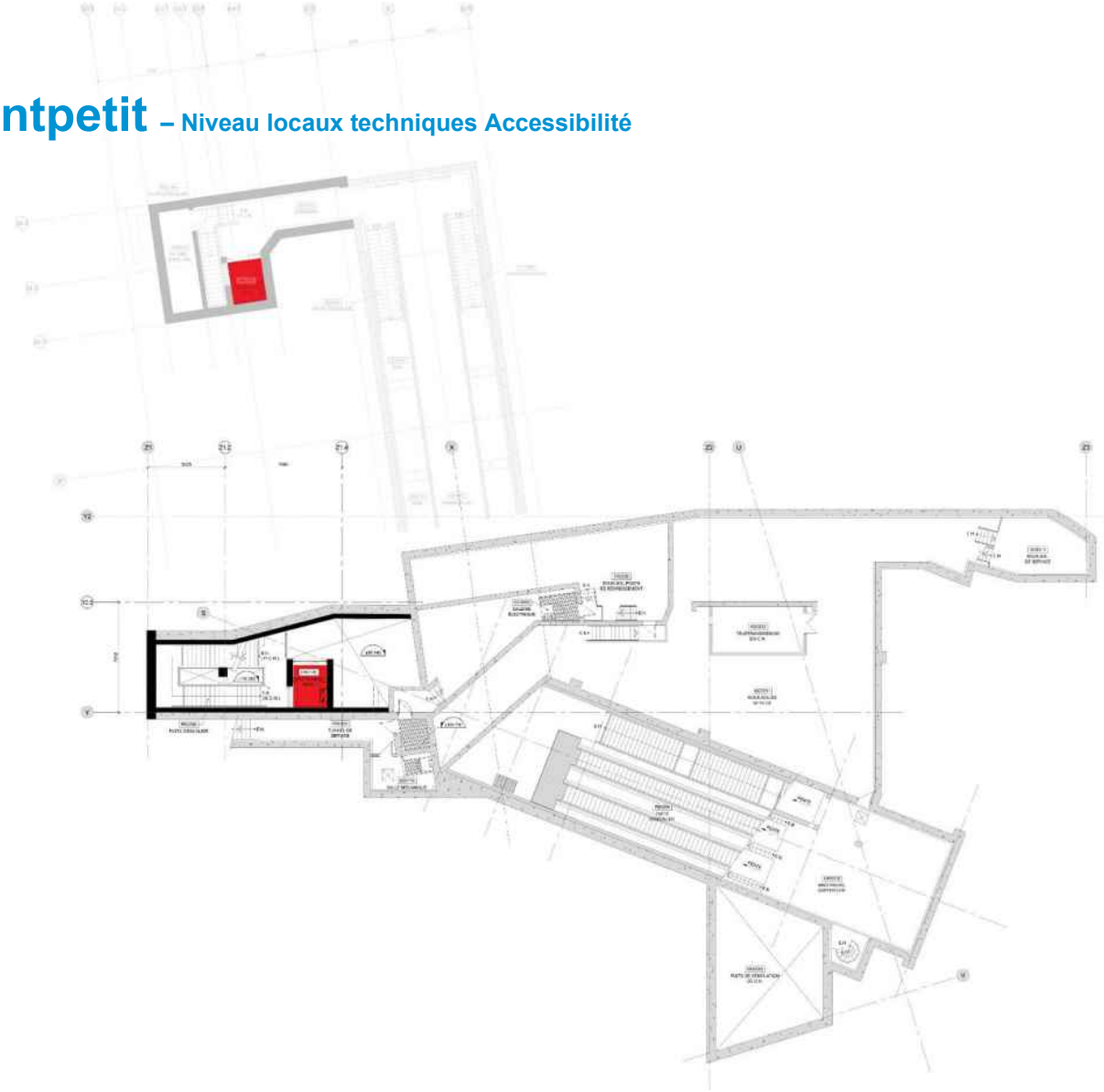
– Niveau passerelle Accessibilité



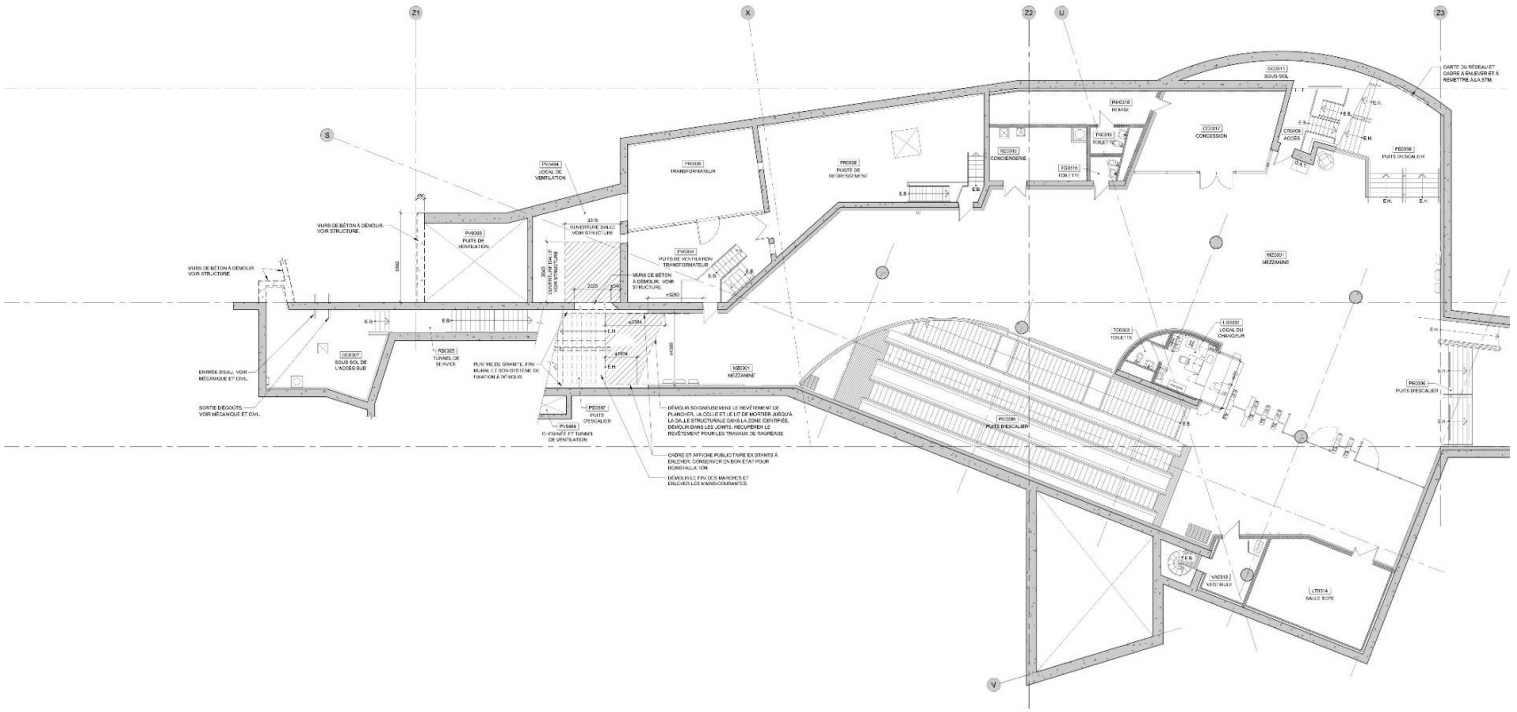
Station Édouard Montpetit – Niveau locaux techniques Existant



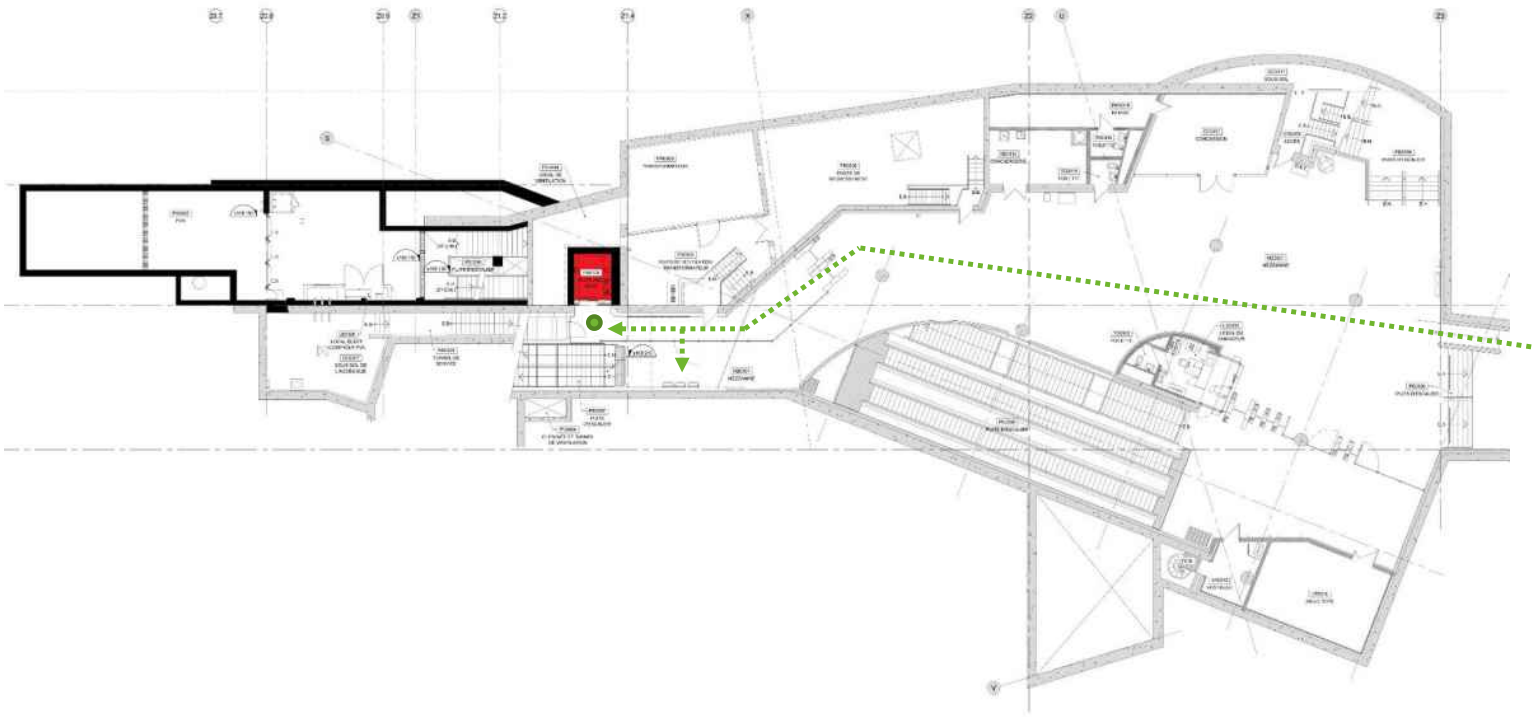
Station Édouard Montpetit – Niveau locaux techniques Accessibilité



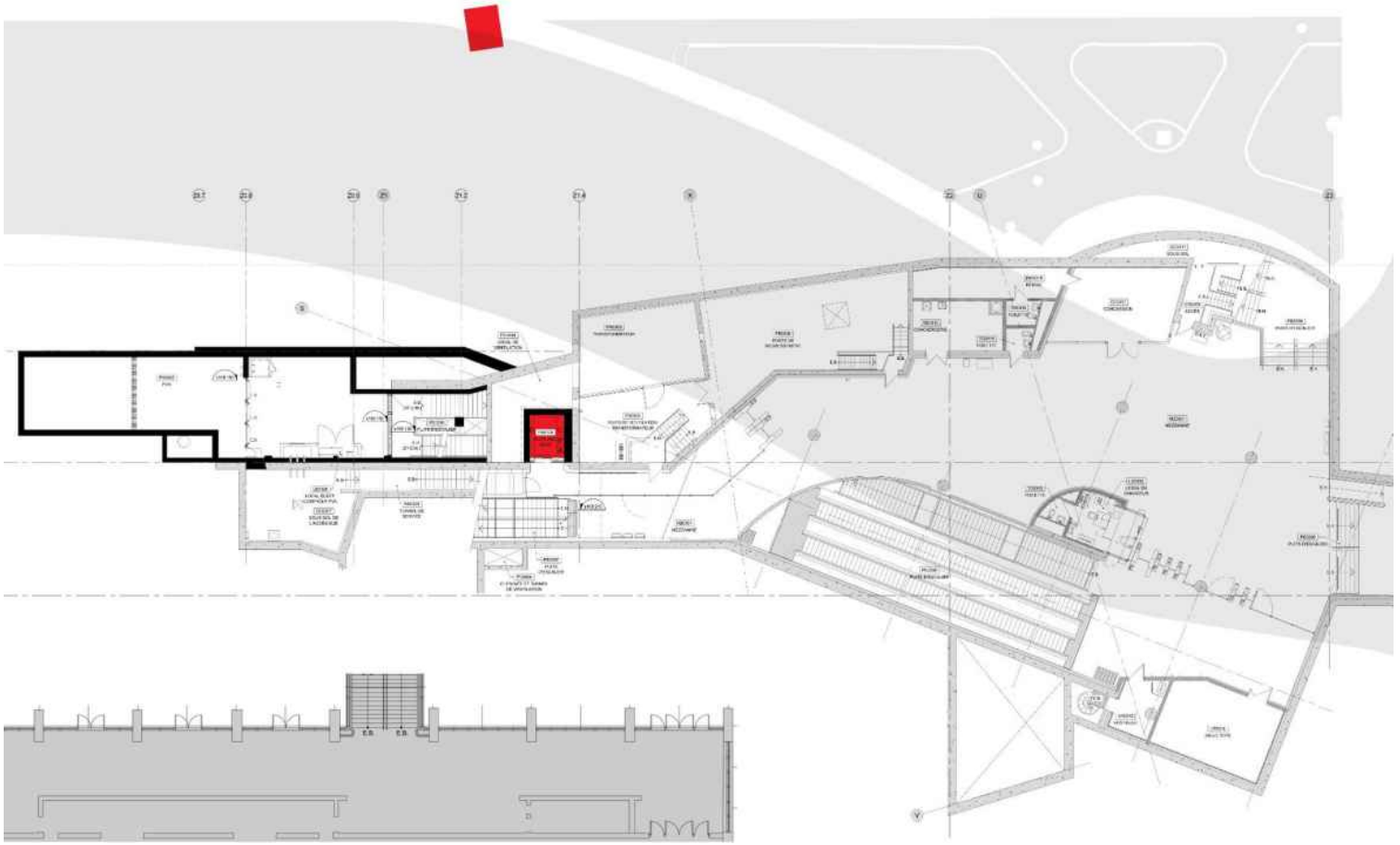
Station Édouard Montpetit – Niveau mezzanine Existant



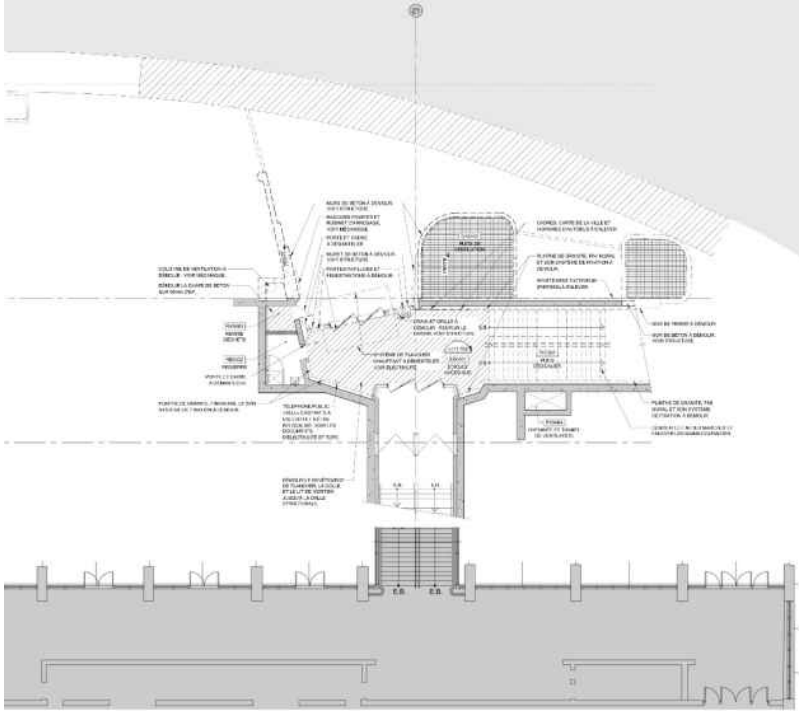
Station Édouard Montpetit – Niveau mezzanine Accessibilité



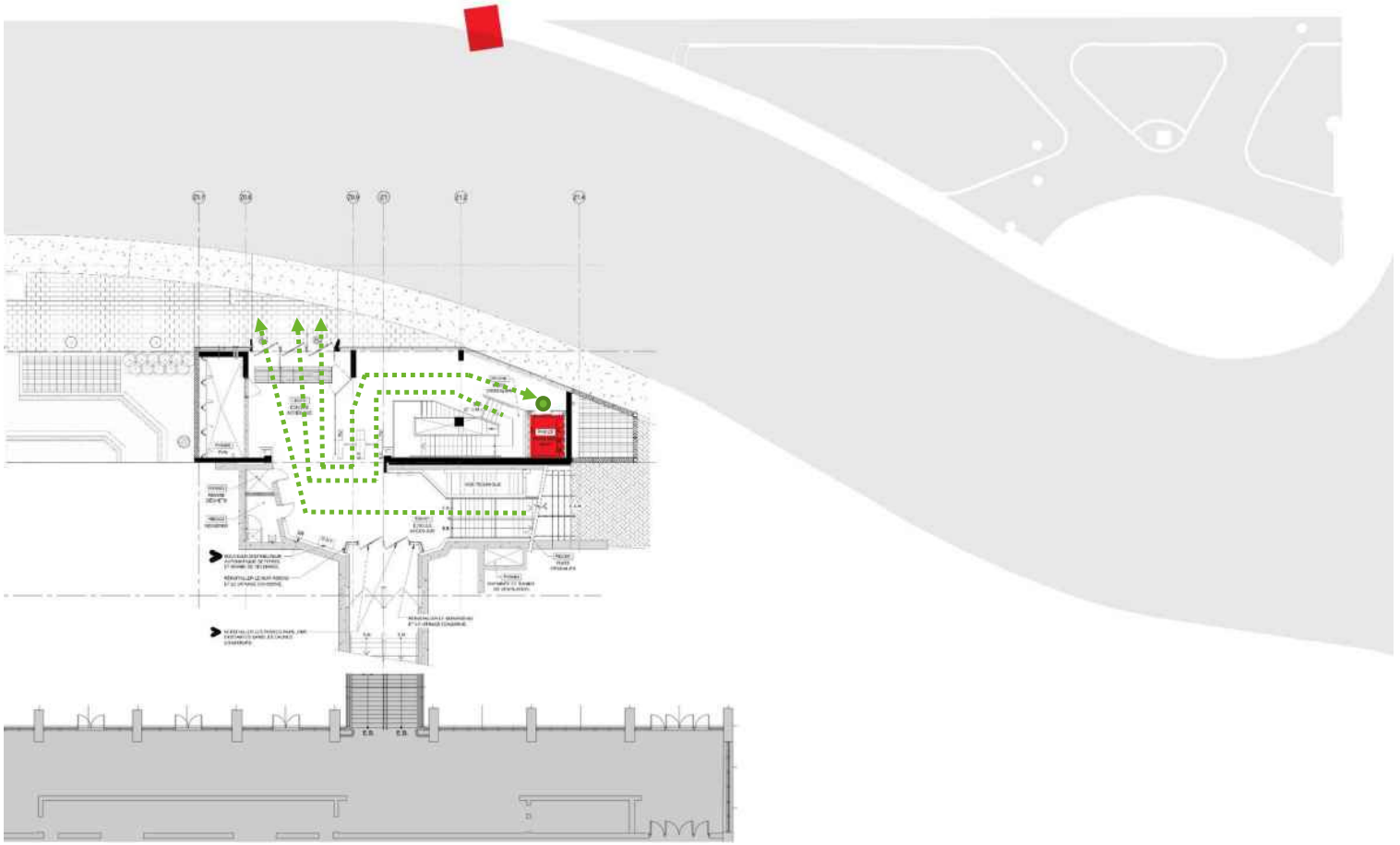
Station Édouard Montpetit – Niveau mezzanine Accessibilité



Station Édouard Montpetit – Niveau édicule Existant



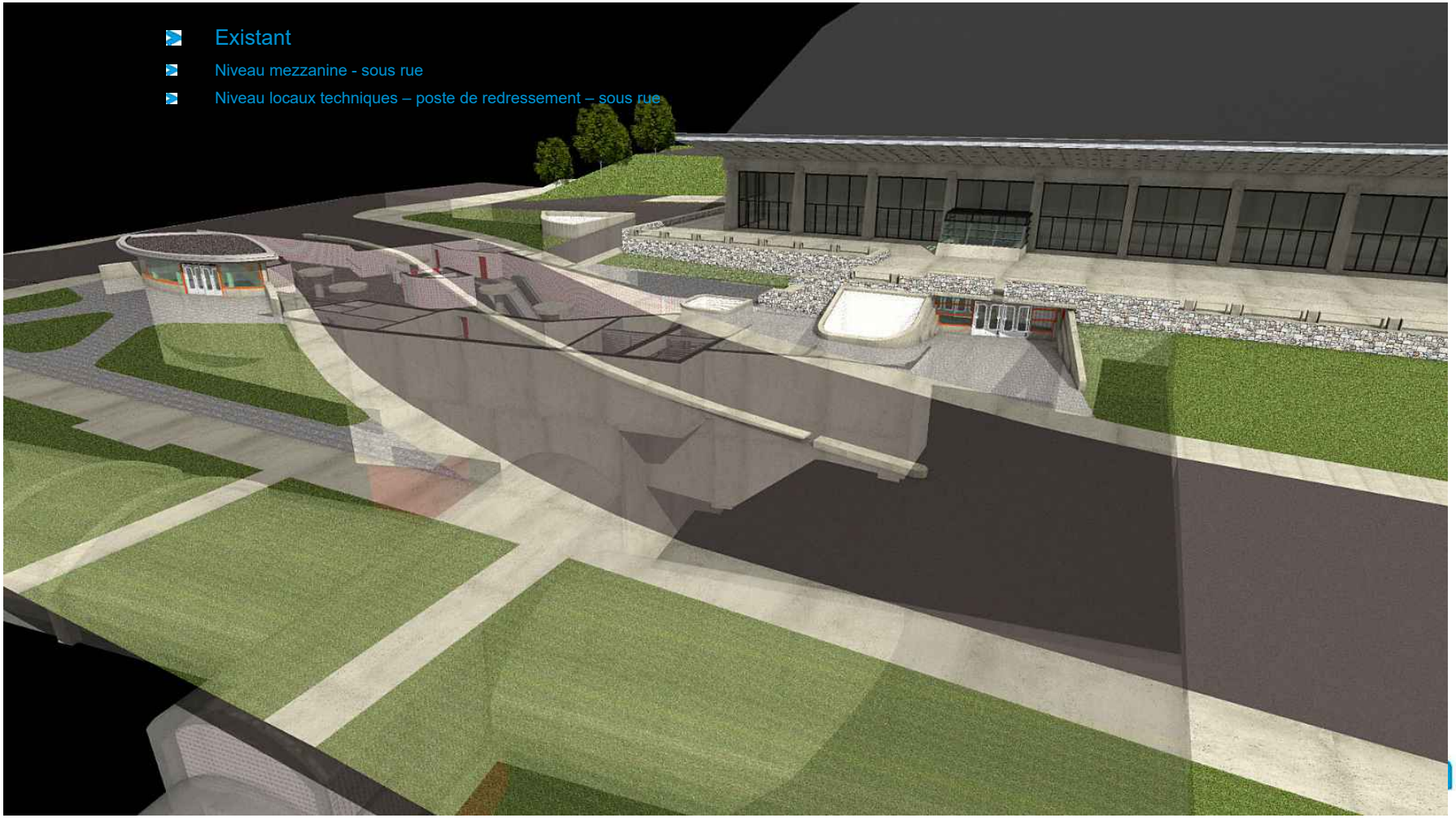
Station Édouard Montpetit – Niveau édicule Accessibilité



Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



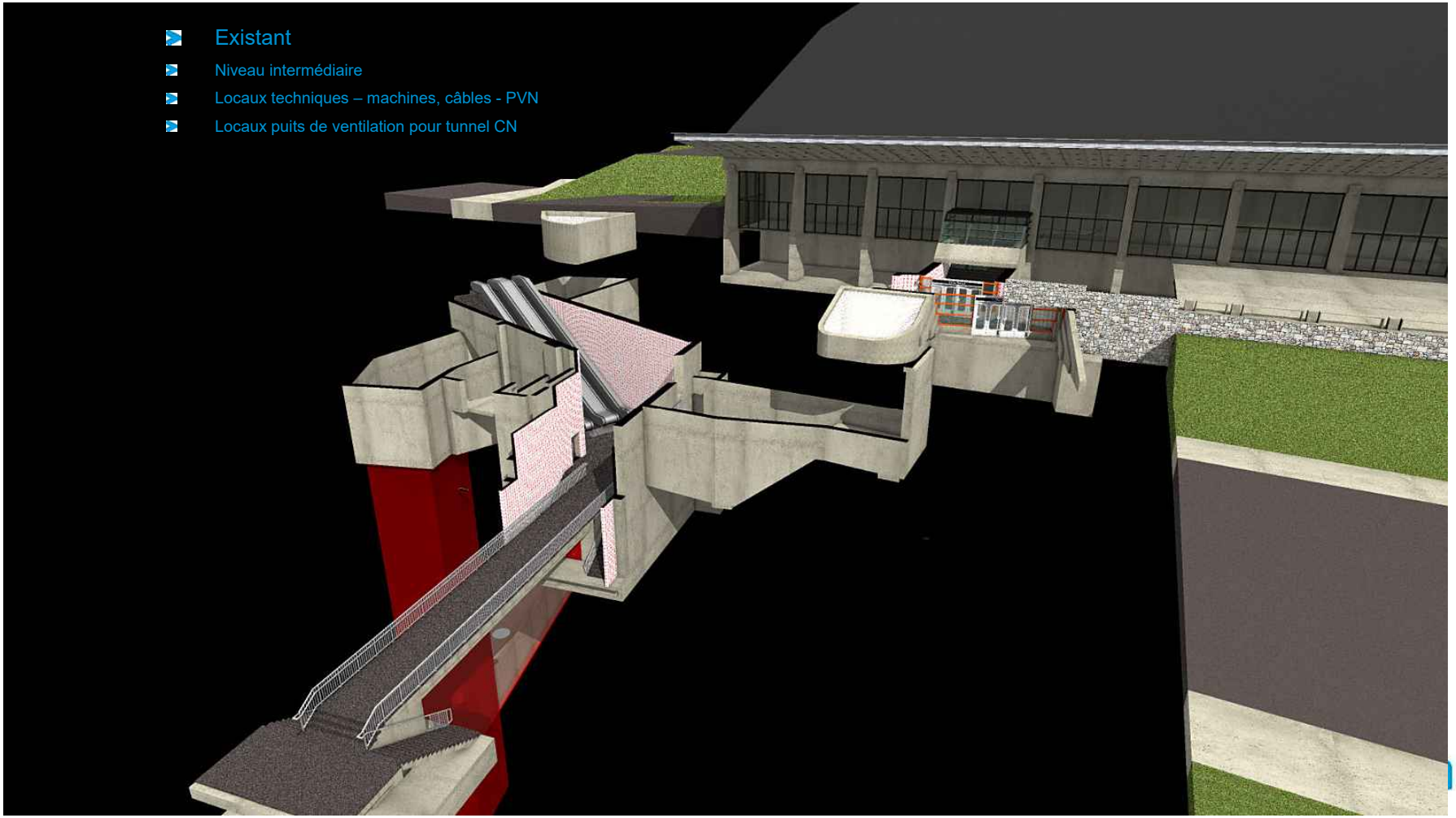
Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



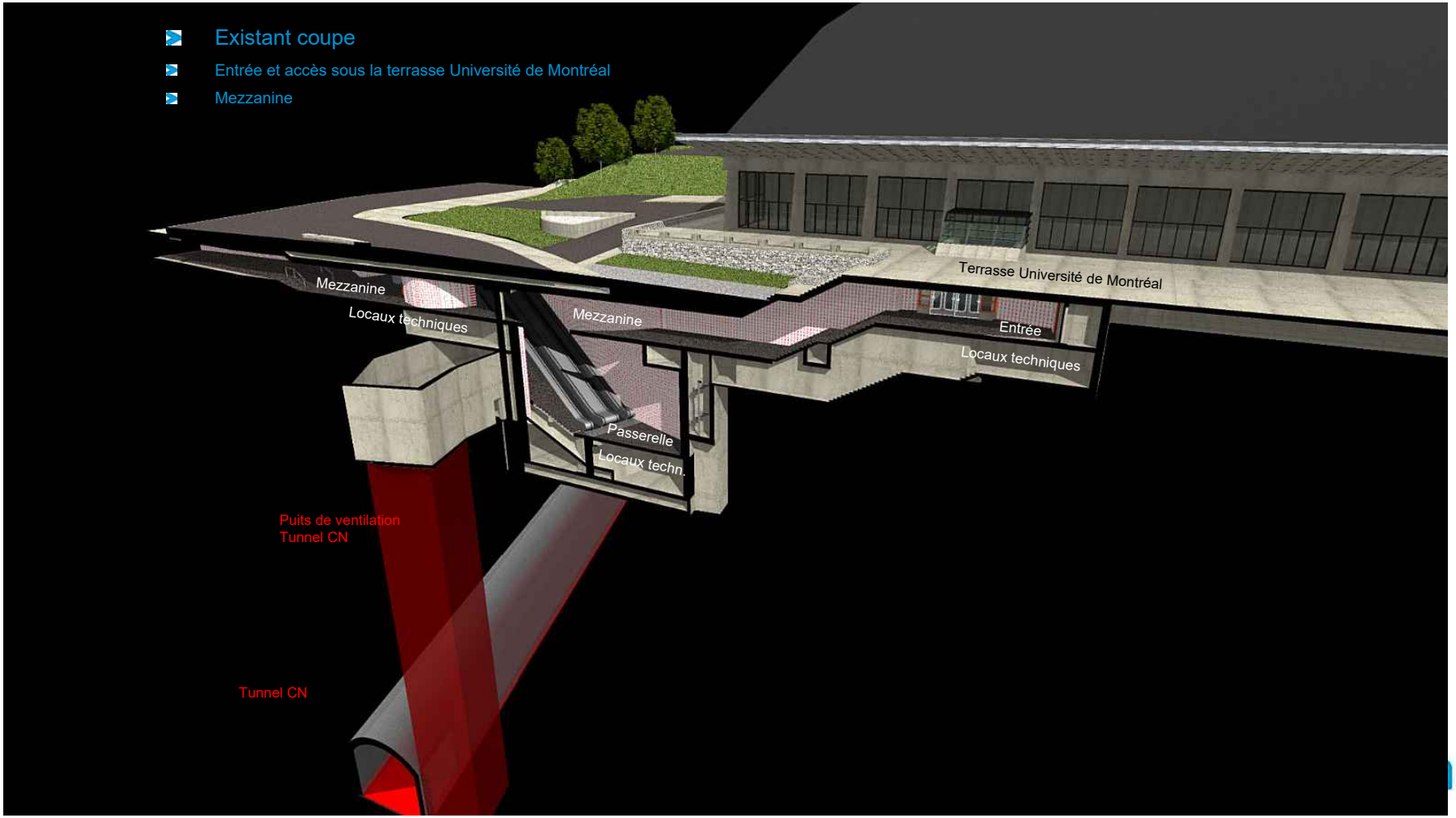
Station Édouard Montpetit



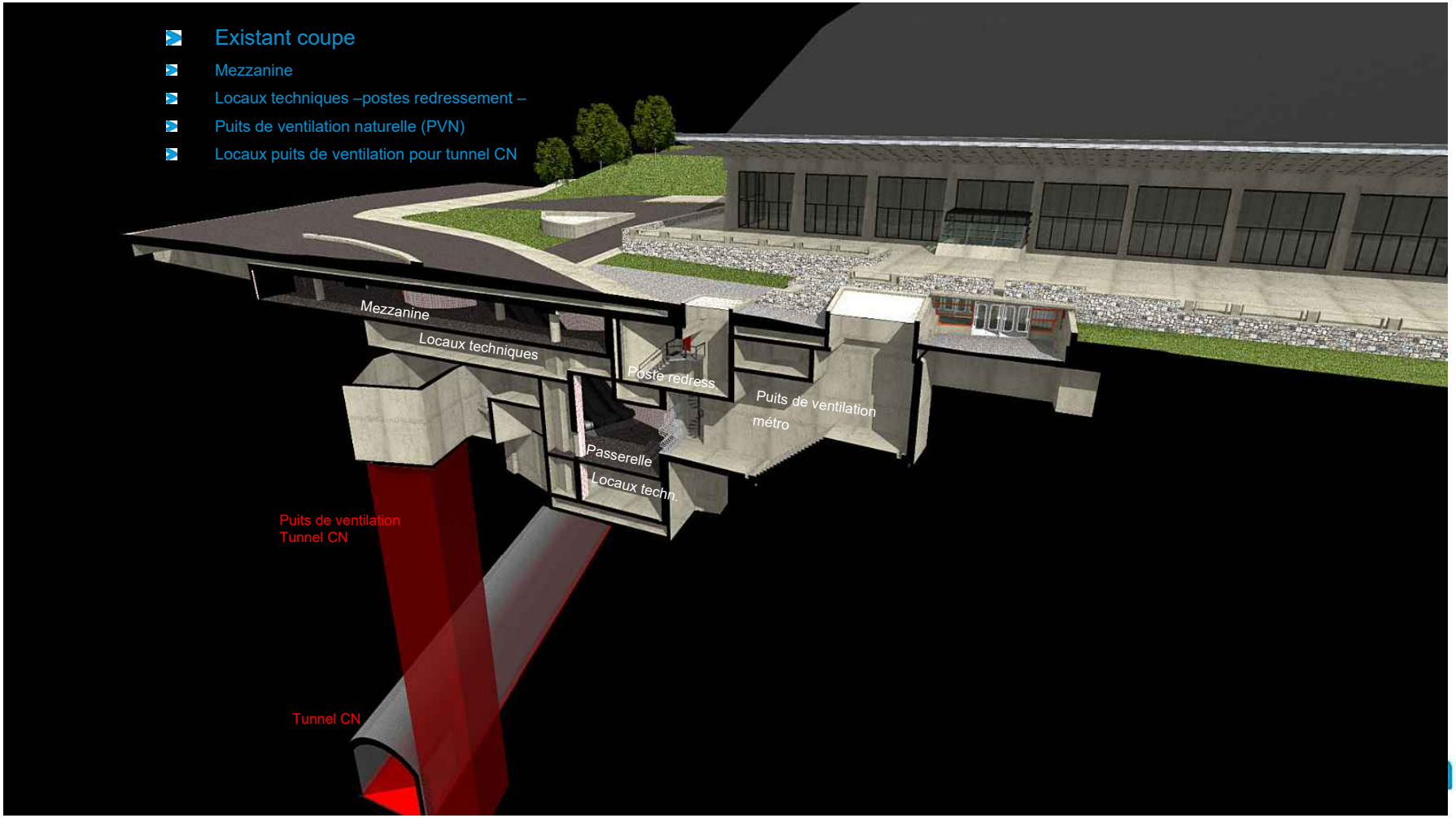
Station Édouard Montpetit



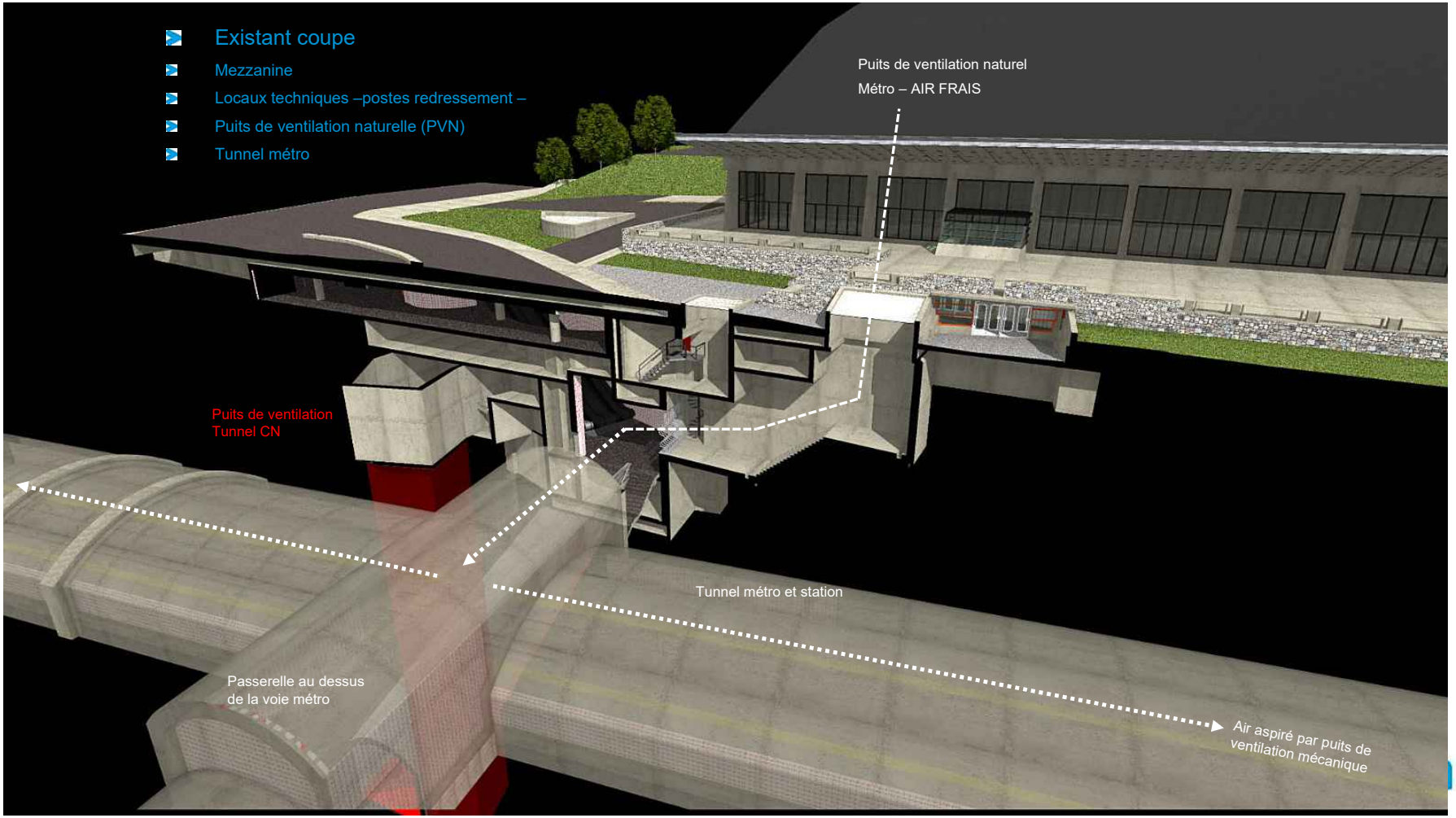
Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



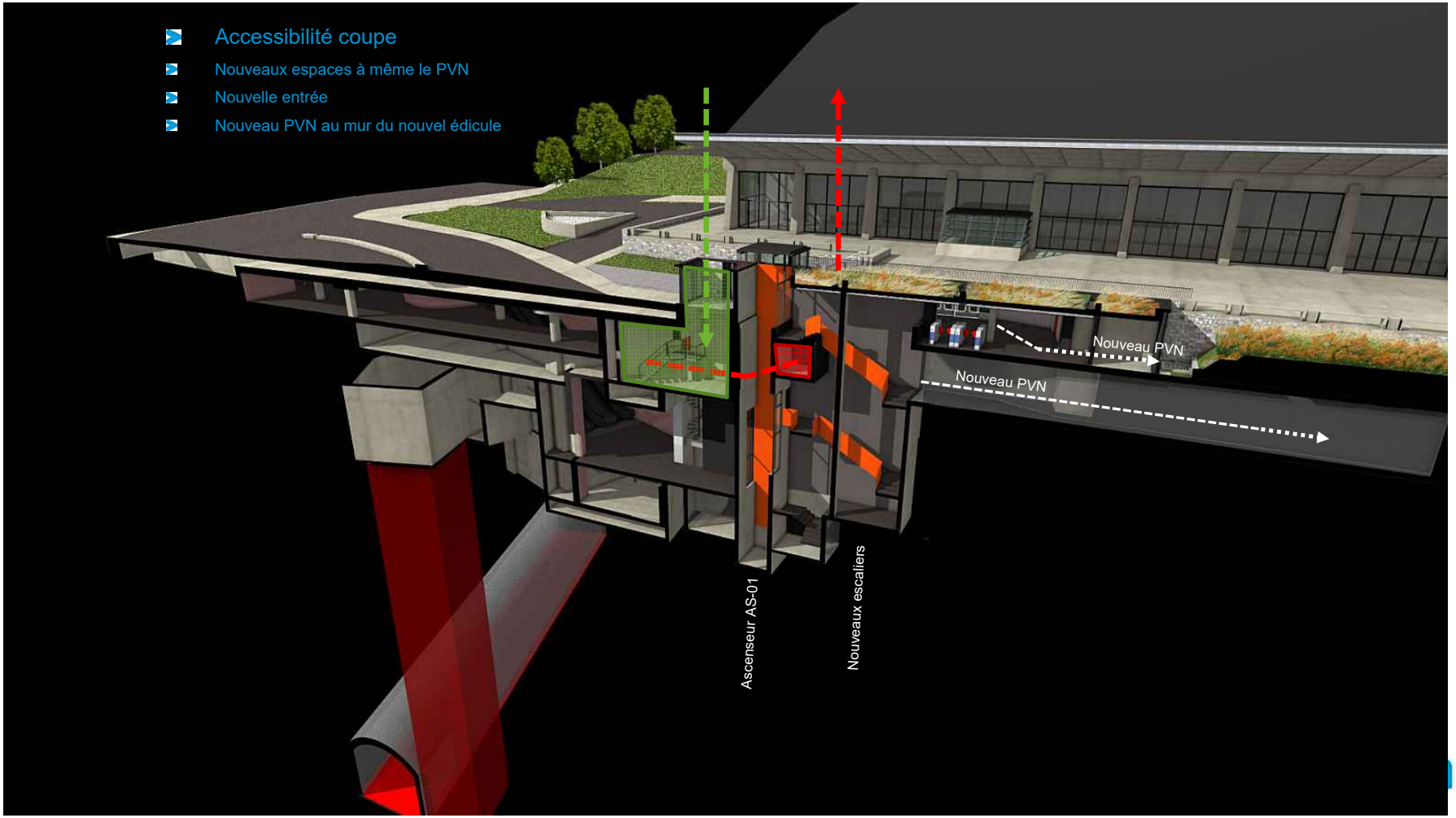
Station Édouard Montpetit



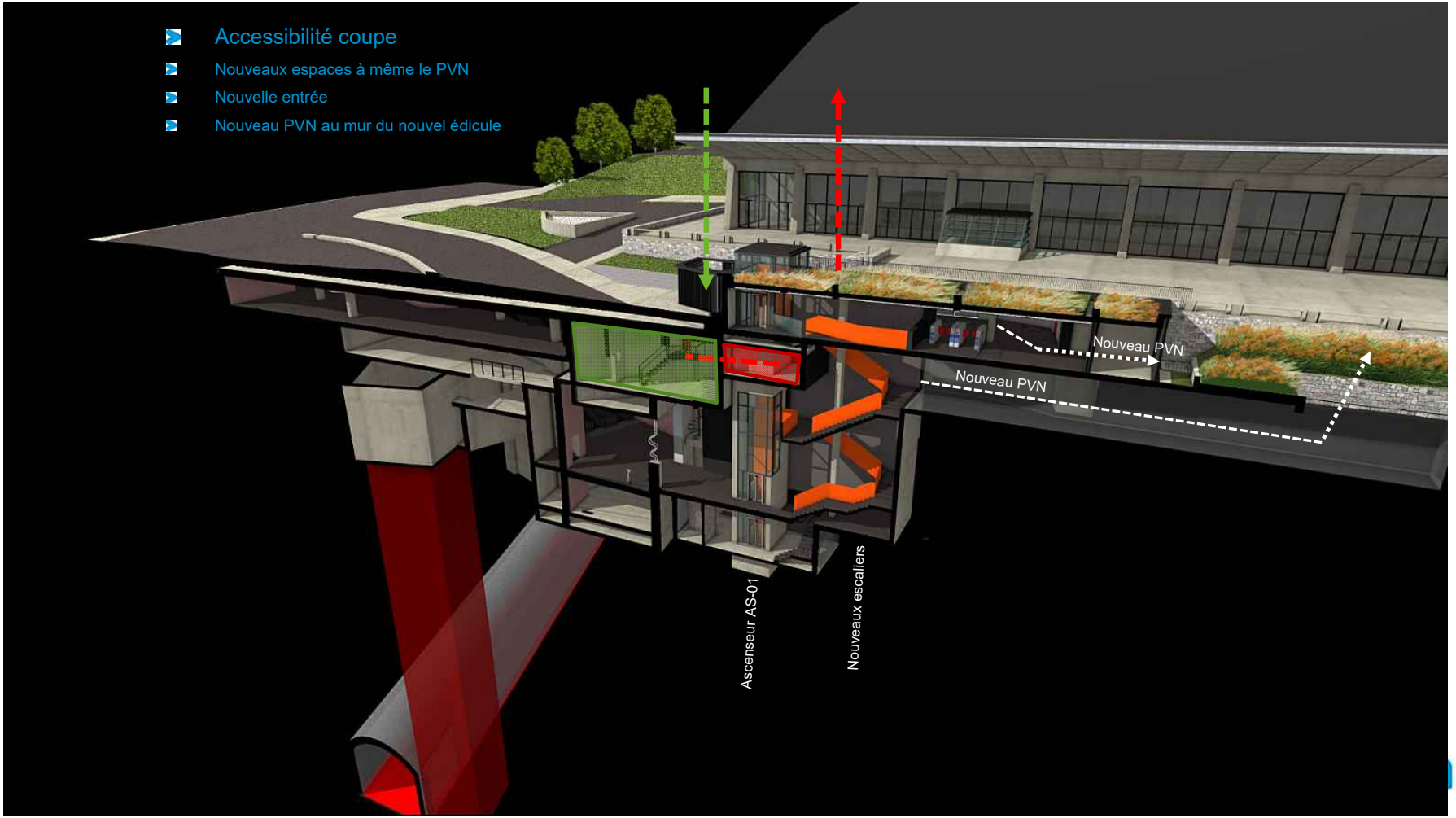
Station Édouard Montpetit



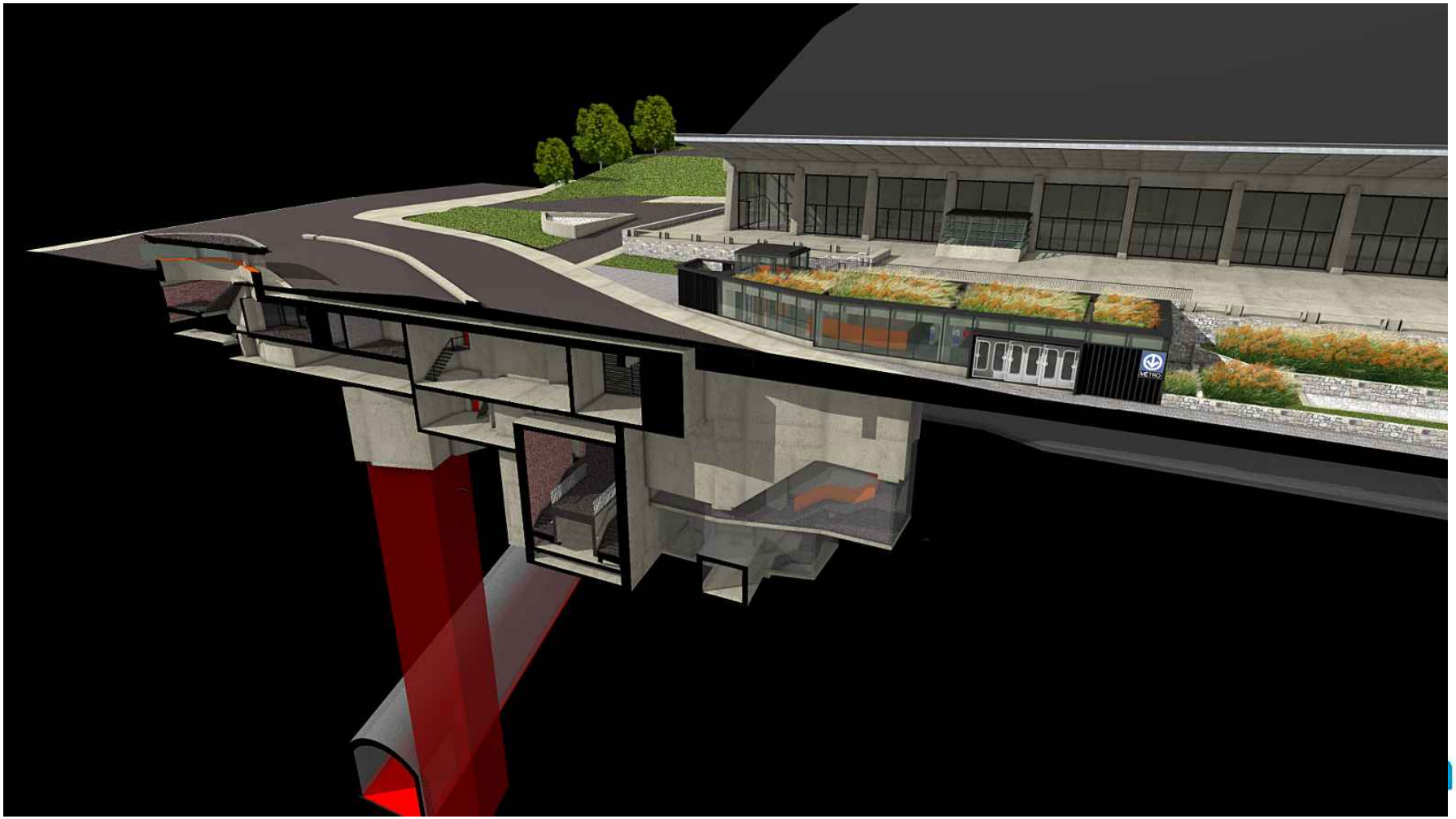
Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



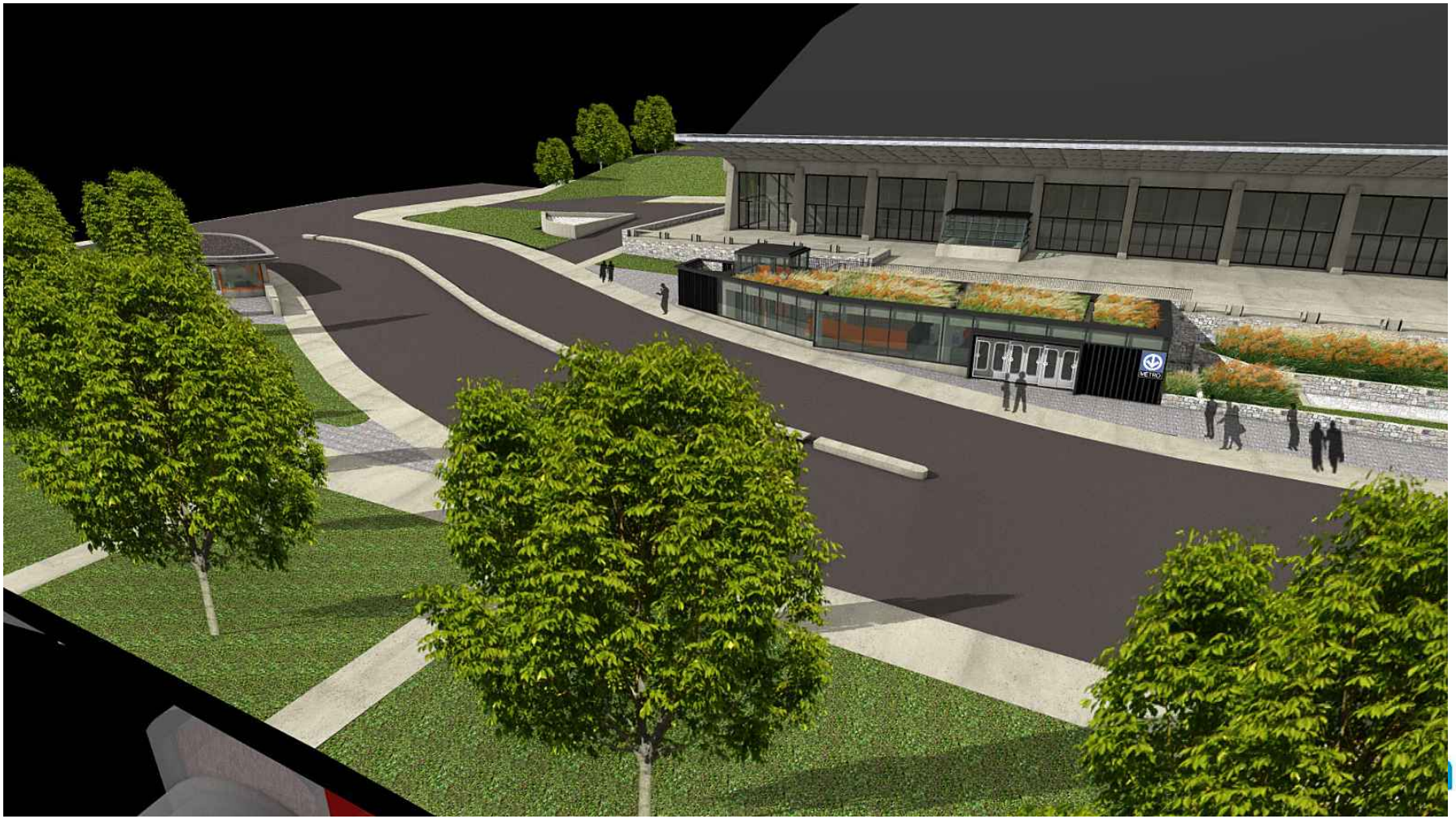
Station Édouard Montpetit



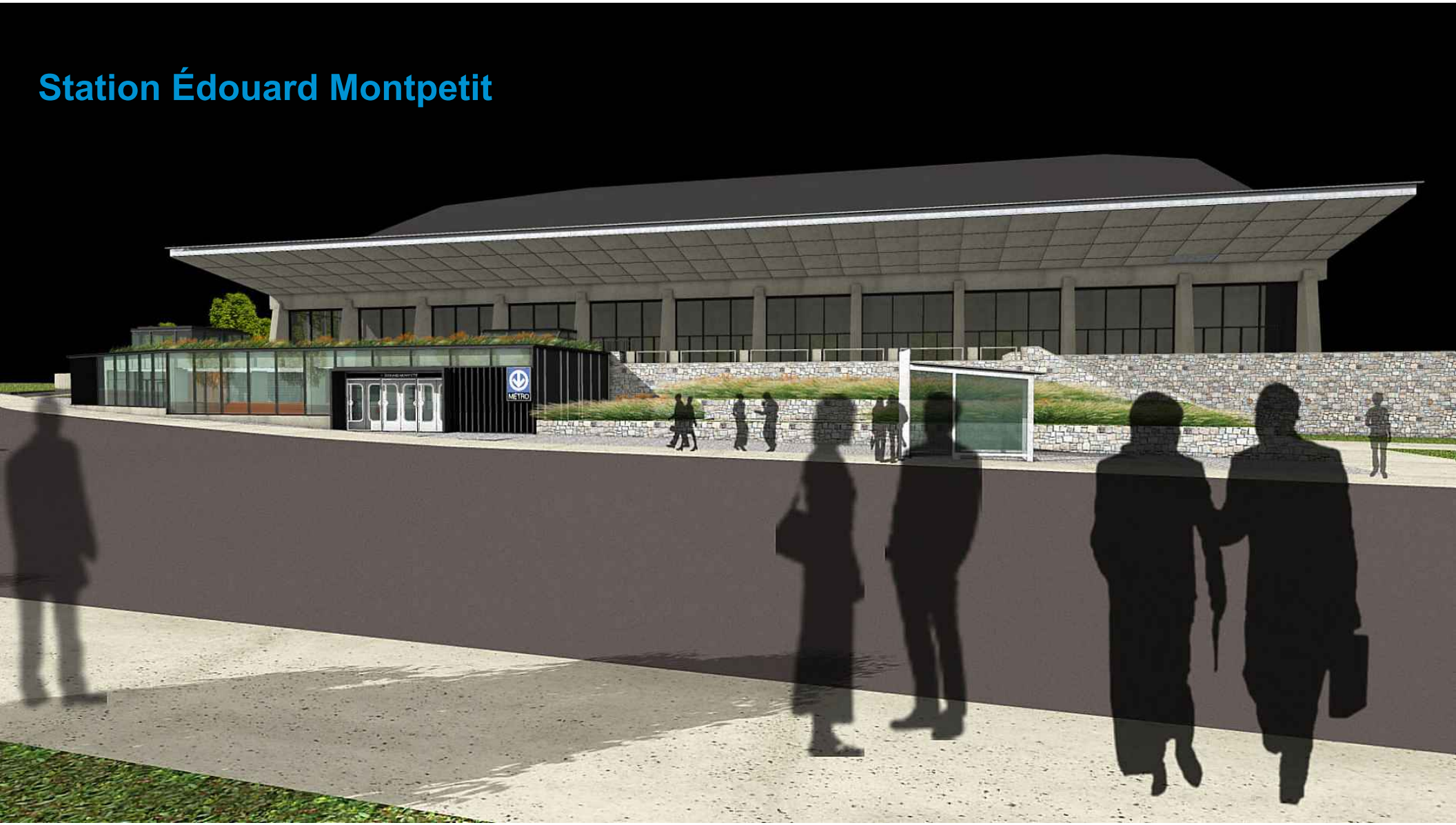
Station Édouard Montpetit



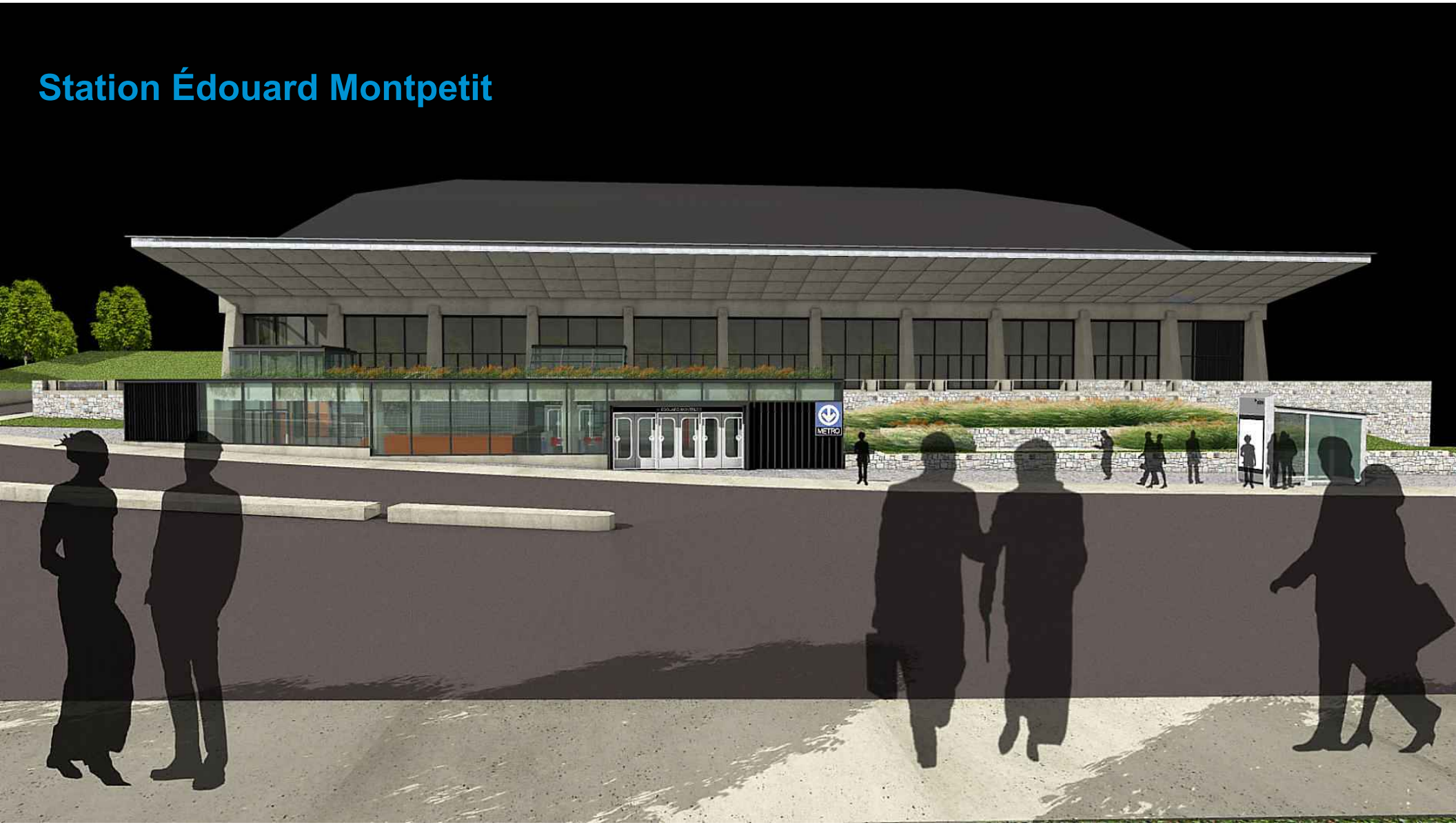
Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



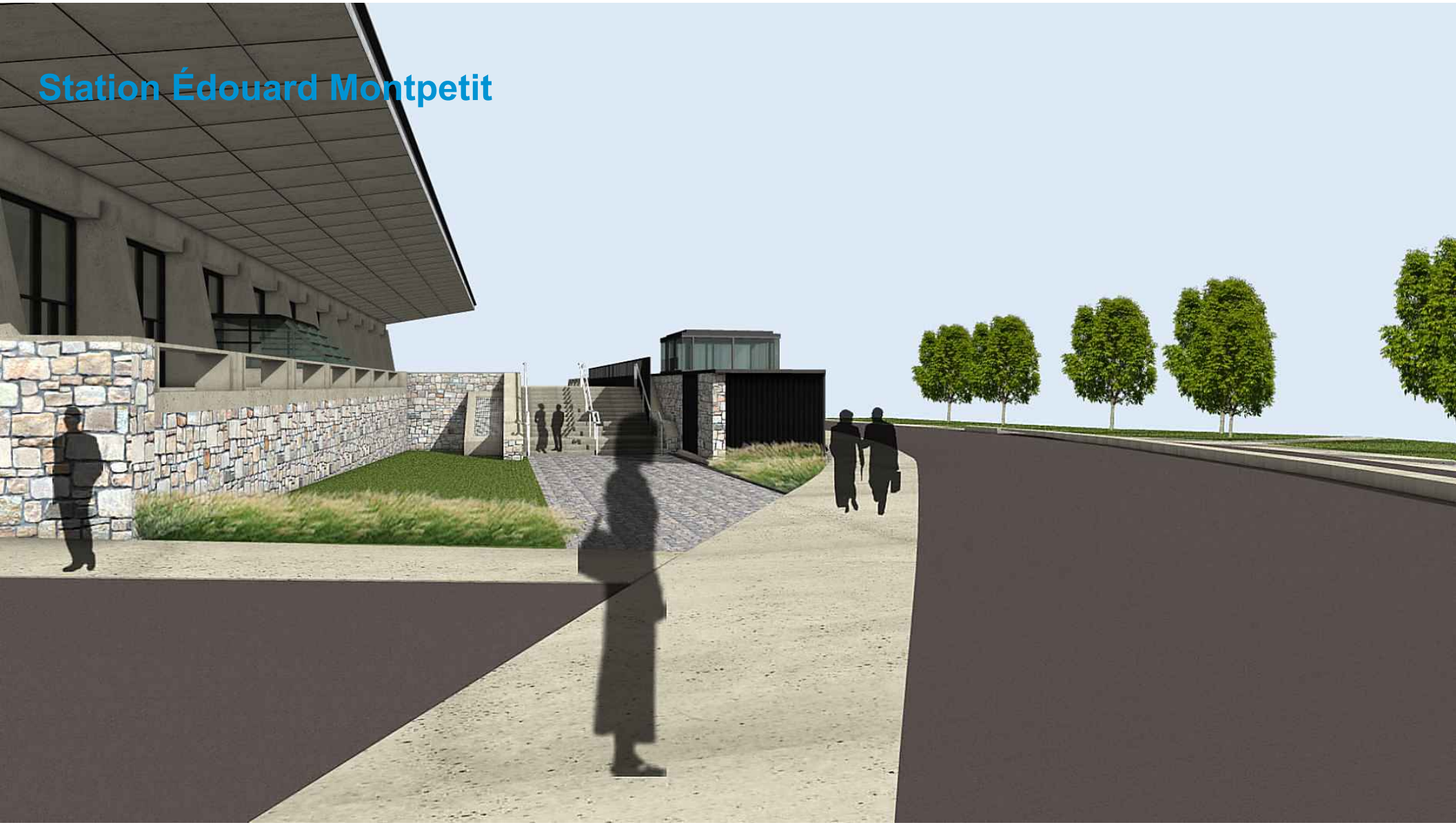
Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit



Station Édouard Montpetit

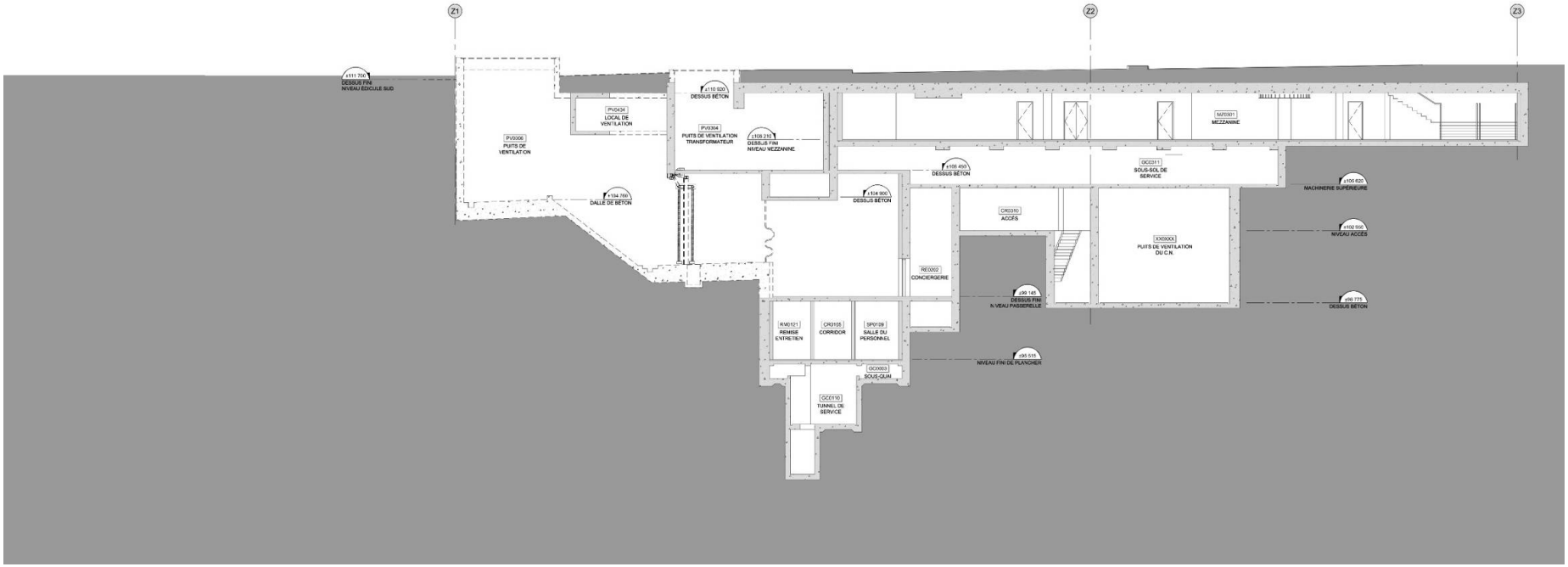
Questions ?



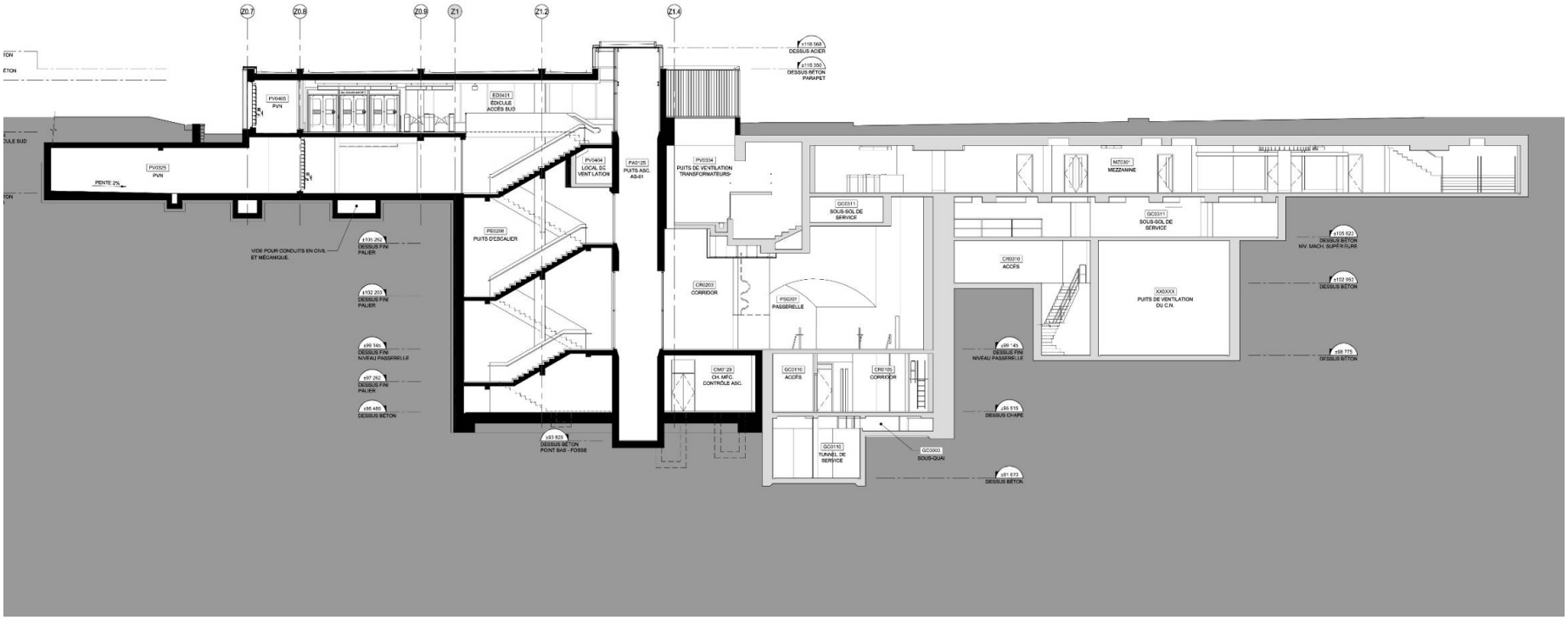
Station Édouard Montpetit

Annexe architecture

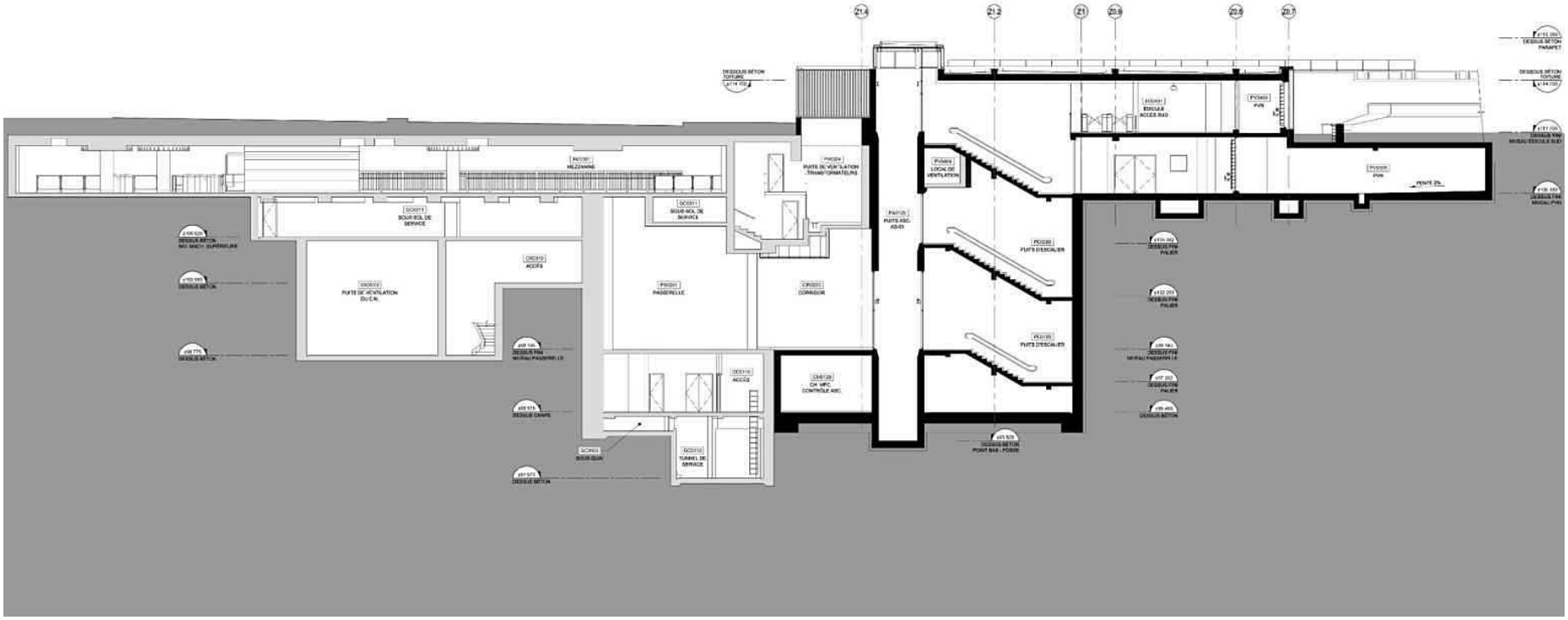
Station Édouard Montpetit – Coupe existant



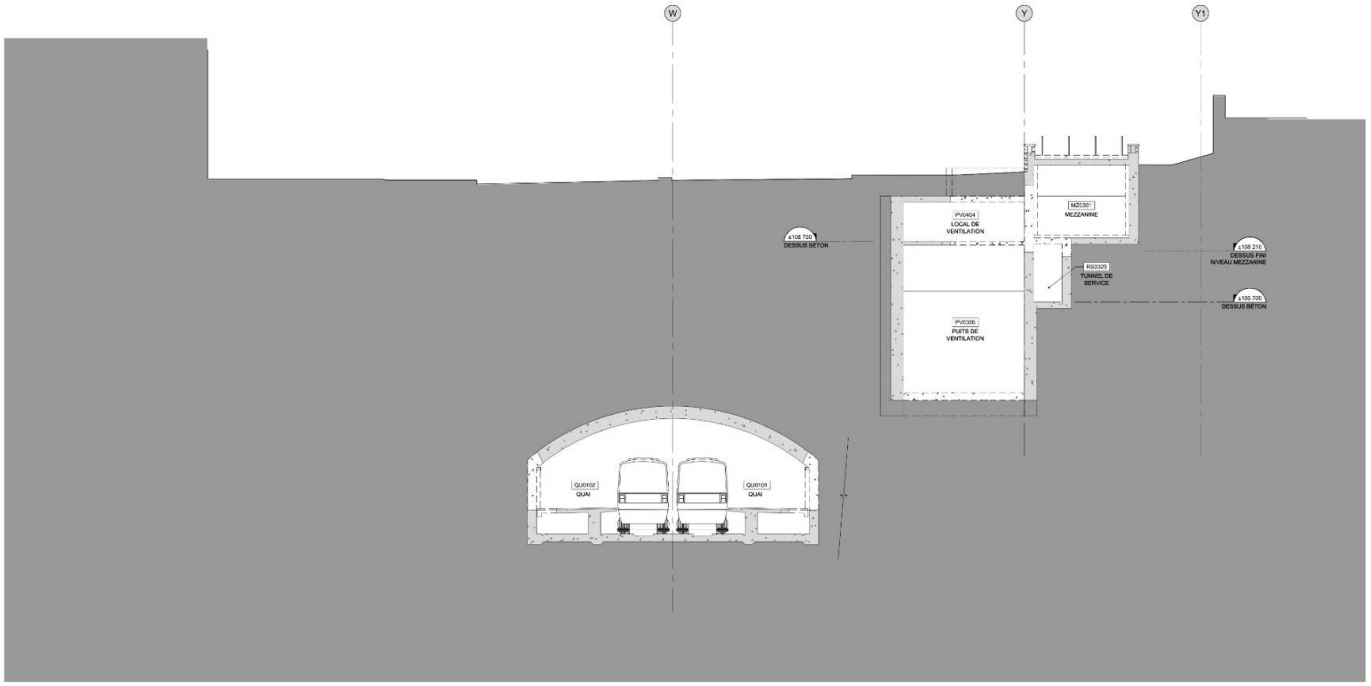
Station Édouard Montpetit – Coupe Accessibilité



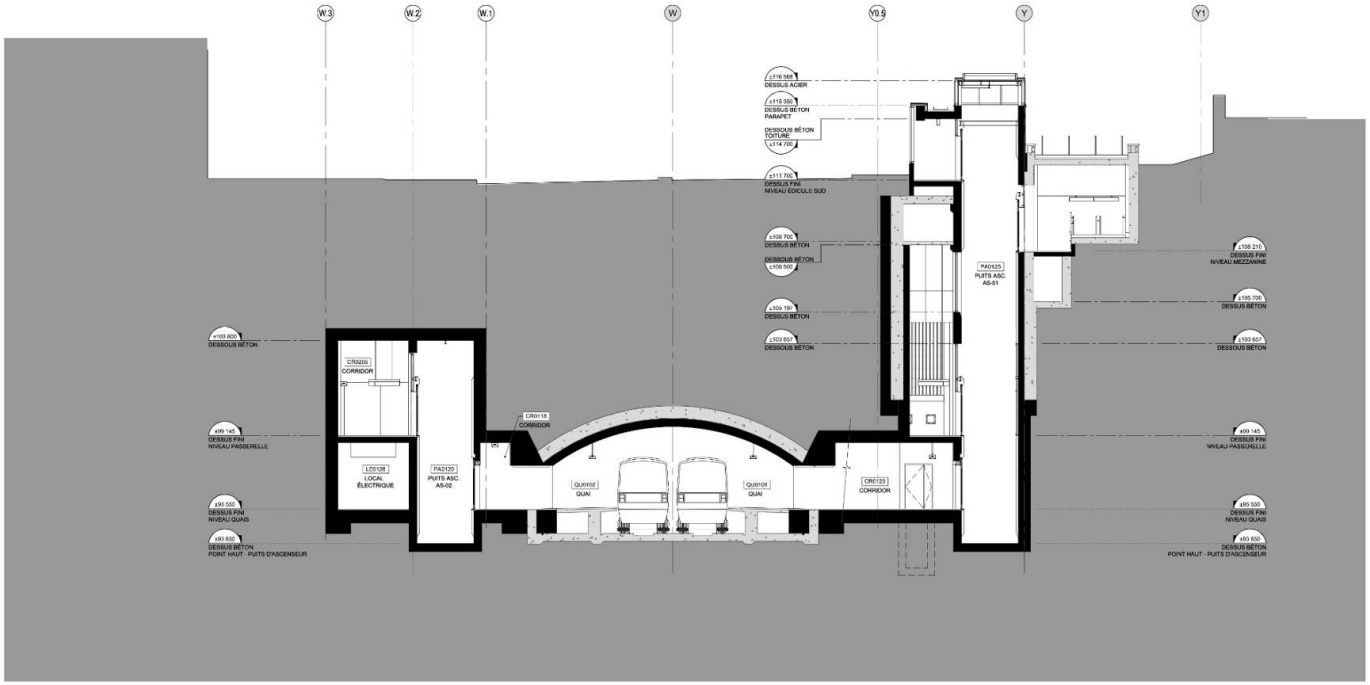
Station Édouard Montpetit – Coupe Accessibilité



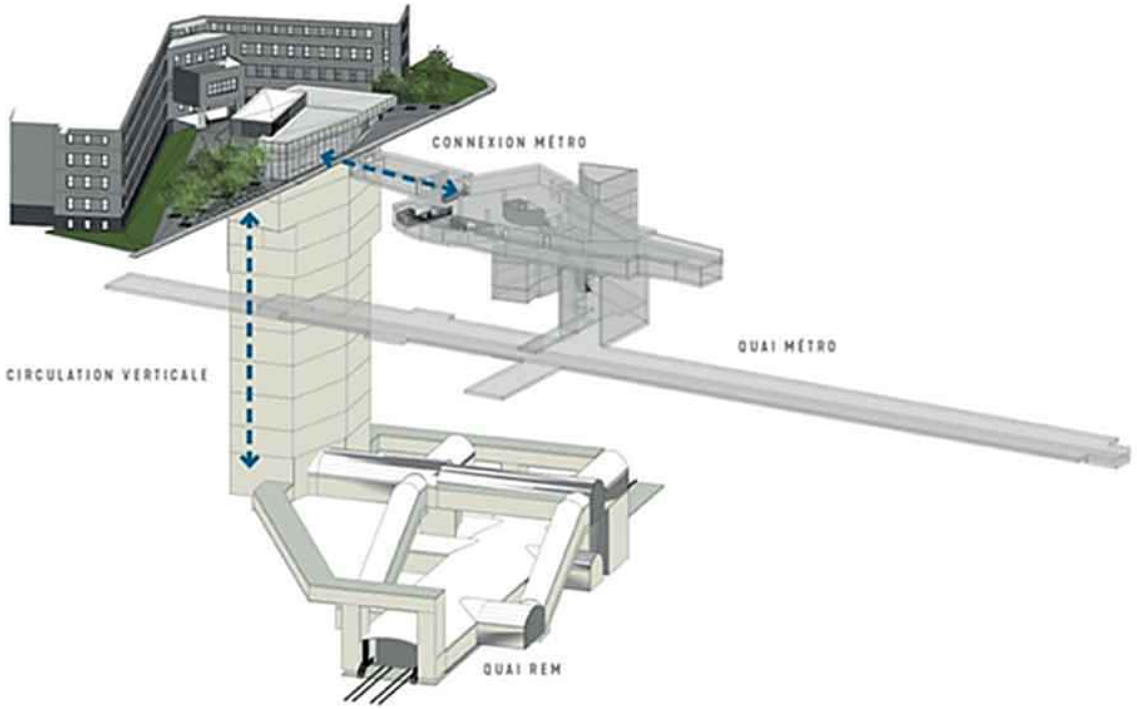
Station Édouard Montpetit – Coupe existant



Station Édouard Montpetit – Coupe Accessibilité



Raccordement du REM à la Station Édouard Montpetit

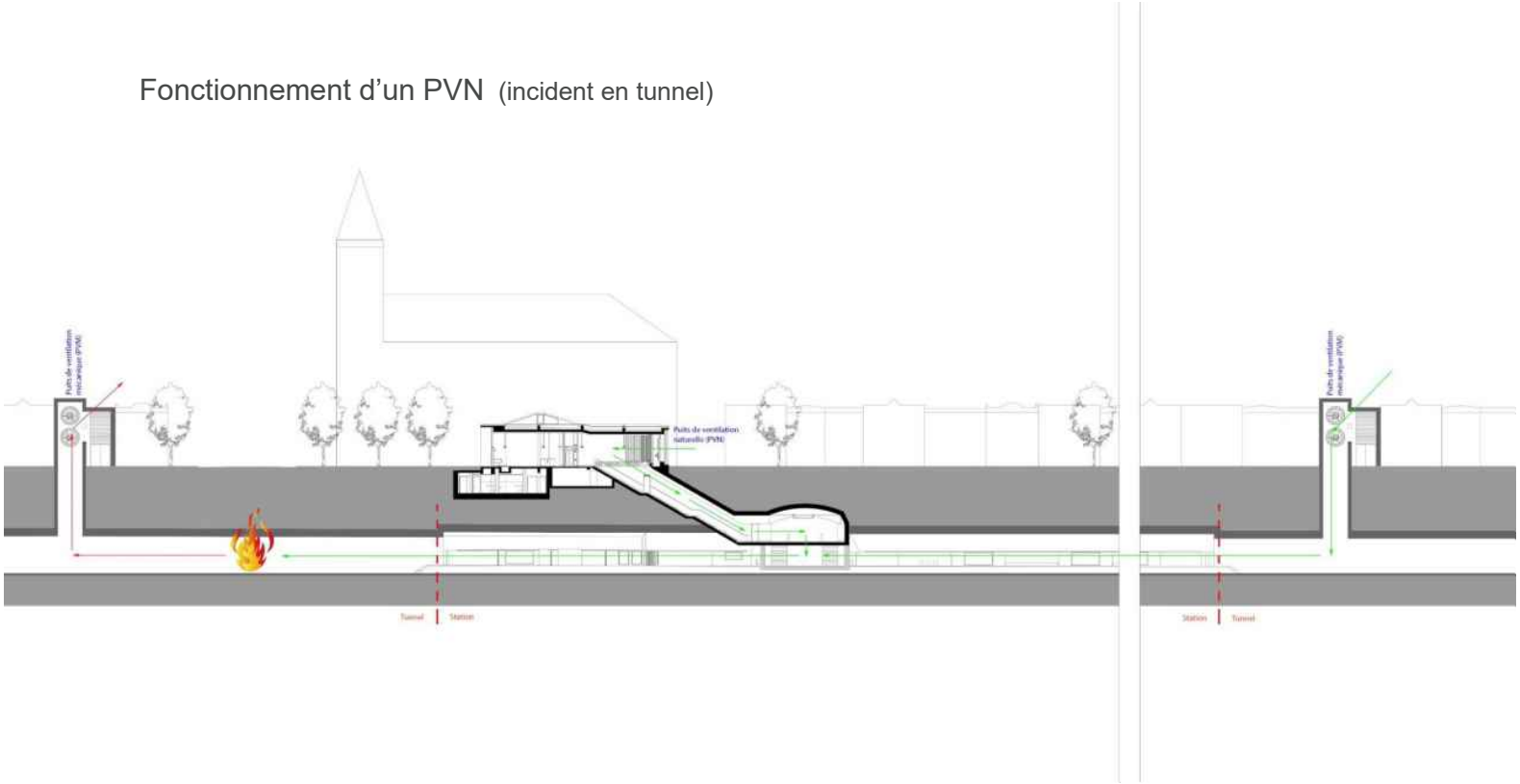


Plan préliminaire de la station Édouard-Montpetit du REM

Source : site Web du REM

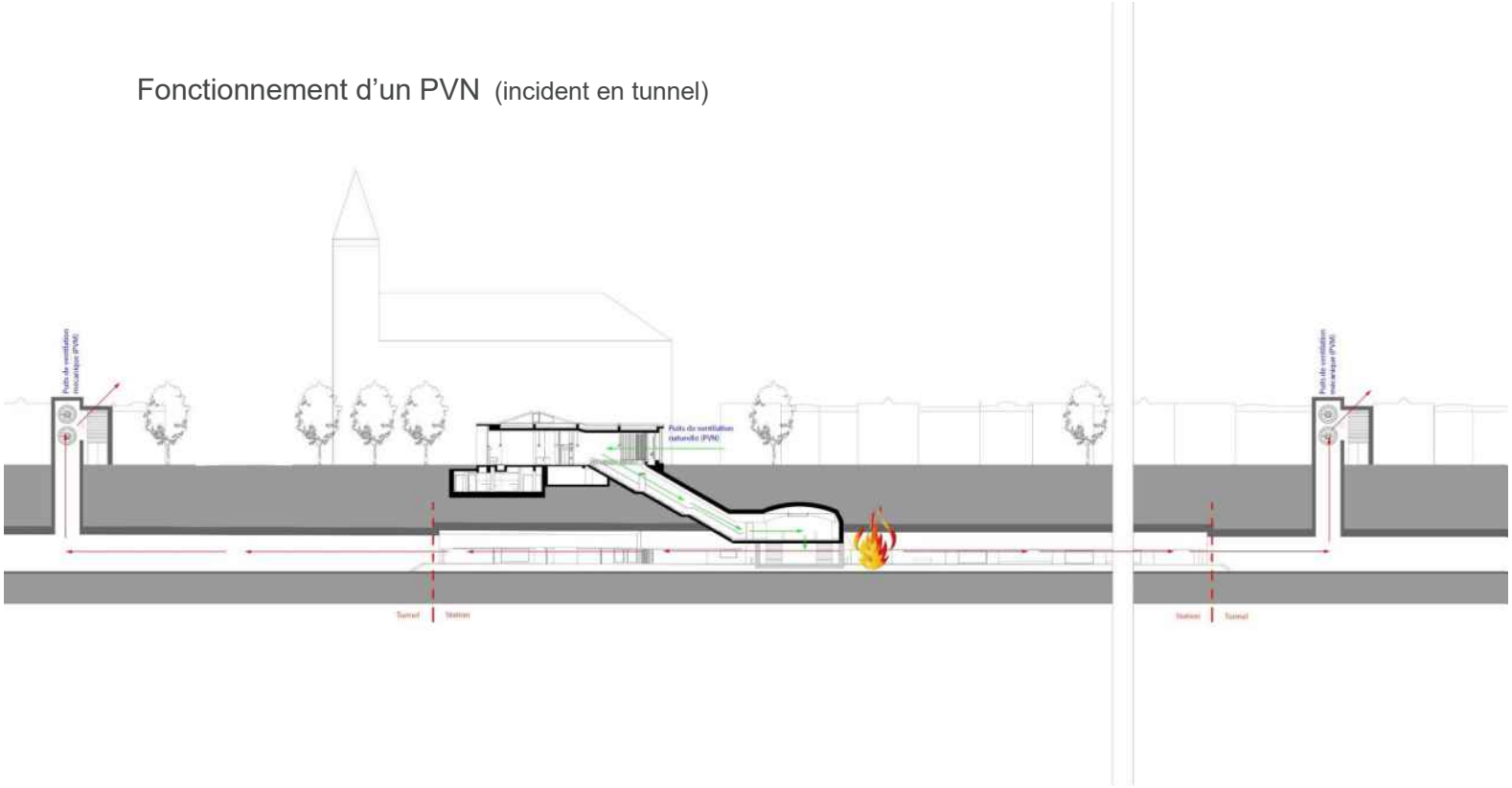
Contexte des projets dans le métro

Fonctionnement d'un PVN (incident en tunnel)



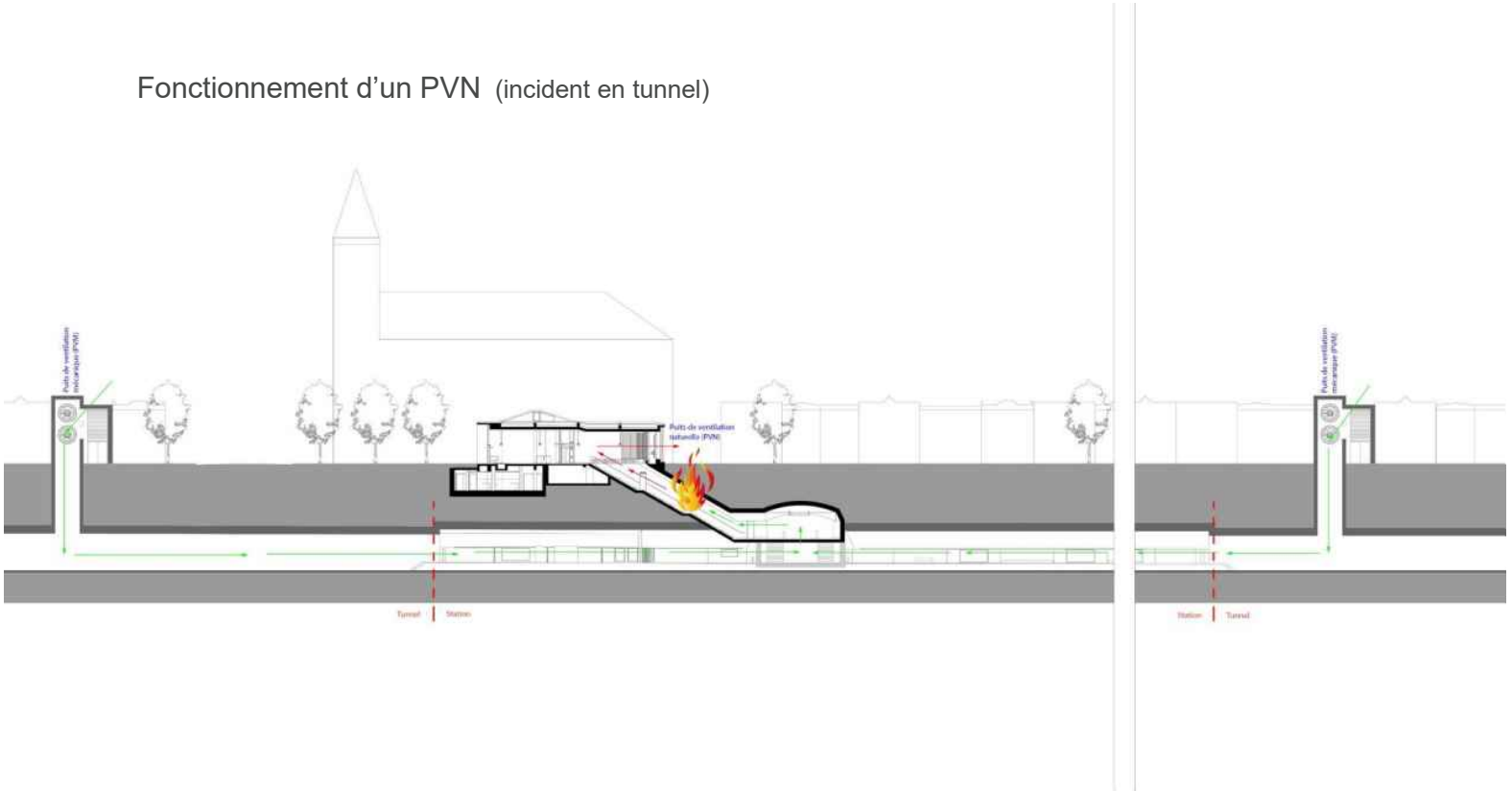
Contexte des projets dans le métro

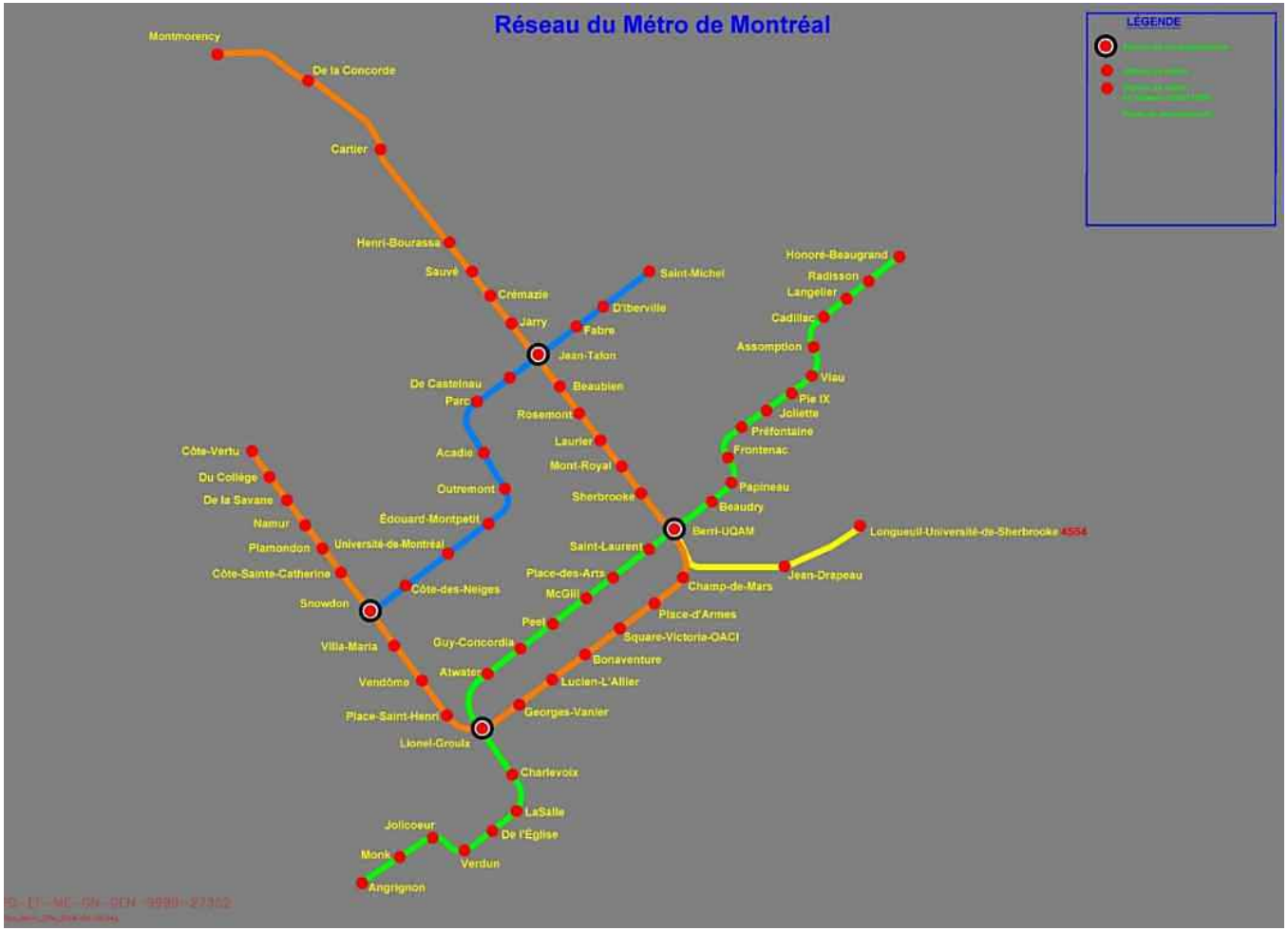
Fonctionnement d’un PVN (incident en tunnel)

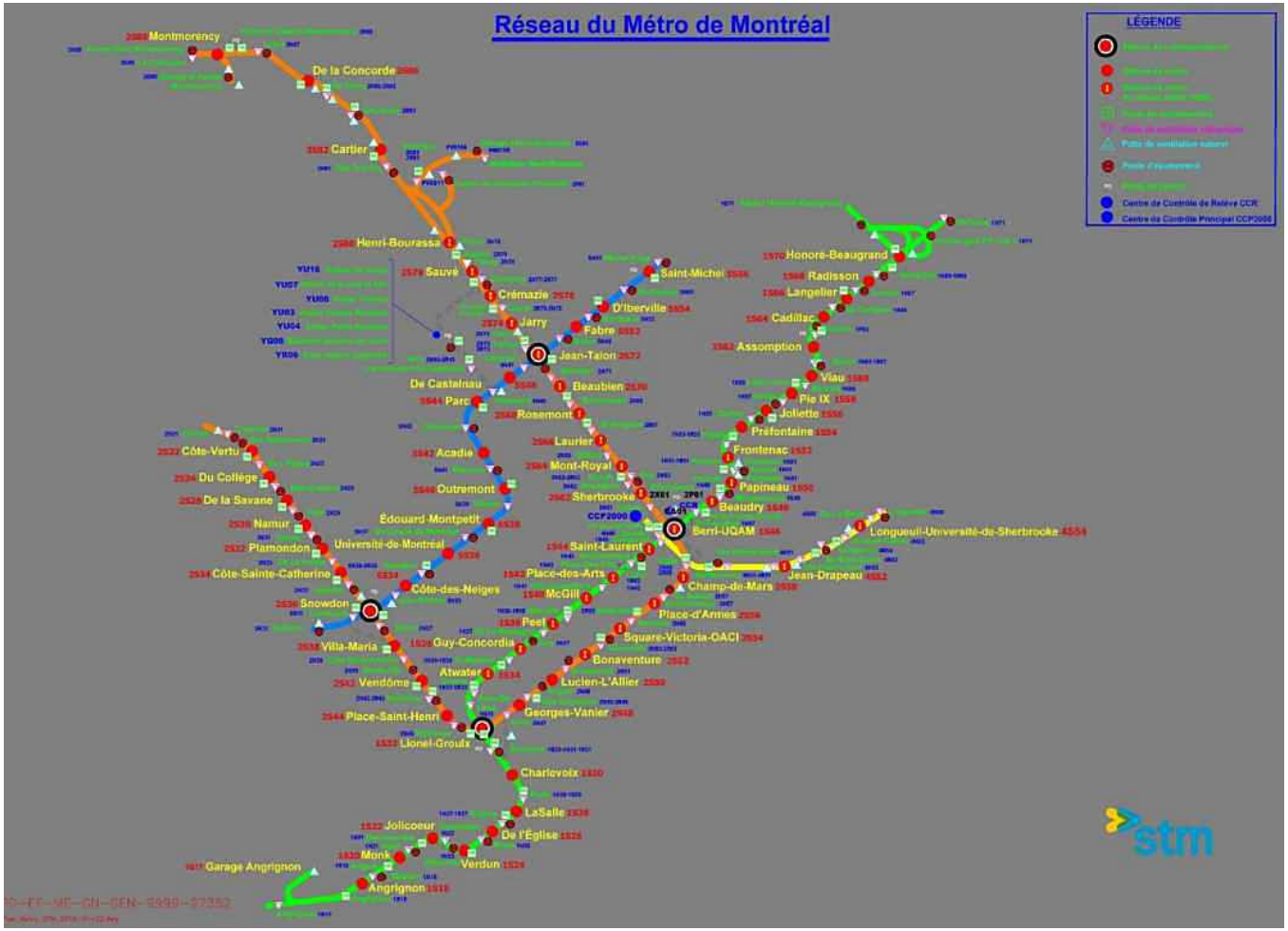


Contexte des projets dans le métro

Fonctionnement d'un PVN (incident en tunnel)




Réseau du Métro de Montréal
LÉGENDE
Montmorency
De la Concorde
Cartier
Henri-Bourassa
Sauvé
Crémazie
Jarry
Saint-Michel
D'Iberville
Fabre
Jean-Talon
De Castelnau
Parc
Beaubien
Rosemont
Laurier
Mont-Royal
Outremont
Acadie
Sherbrooke
Édouard-Montpetit
Côte-Vertu
Du Collège
De la Savane
Namur
Plamondon
Université-de-Montréal
Côte-Sainte-Catherine
Côte-des-Neiges
Snowdon
Villa-Maria
Vendôme
Place-Saint-Henri
Lionel-Groulx
Honoré-Beaugrand
Radisson
Langelier
Cadillac
Assomption
Viau
Pie IX
Joliette
Préfontaine
Frontenac
Papineau
Beaudry
Berri-UQAM
Saint-Laurent
Place-des-Arts
McGill
Peel
Guy-Concordia
Atwater
Georges-Vanier
Lucien-L'Allier
Bonaventure
Square-Victoria-OACI
Place-d'Armes
Champ-de-Mars
Jean-Drapeau
Longueuil-Université-de-Sherbrooke
Charlevoix
LaSalle
De l'Église
Verdun
Jolicoeur
Monk
Angrignon


Réseau du Métro de Montréal
LÉGENDE
Centre de Contrôle de Relève CCR
Centre de Contrôle Principal CCP2000
Montmorency
De la Concorde
Cartier
Henri-Bourassa
Sauvé
Crémazie
Jarry
Jean-Talon
De Castelnau
Parc
Beaubien
Rosemont
Côte-Vertu
Du Collège
De la Savane
Namur
Plamondon
Côte-Sainte-Catherine
Snowdon
Villa-Maria
Vendôme
Place-Saint-Henri
Acadie
Outremont
Édouard-Montpetit
Université-de-Montréal
Côte-des-Neiges
Laurier
Mont-Royal
Sherbrooke
CCF2000
Berri-UQAM
Saint-Laurent
Place-des-Arts
McGill
Peel
Guy-Concordia
Atwater
Lionel-Groulx
Saint-Michel
D'Iberville
Fabre
Honoré-Beaugrand
Radisson
Langelier
Cadillac
Assomption
Viau
Pie IX
Joliette
Préfontaine
Frontenac
Papineau
Beaudry
Longueuil-Université-de-Sherbrooke
Jean-Drapeau
Champ-de-Mars
Place-d'Armes
Square-Victoria-OACI
Bonaventure
Lucien-L'Allier
Georges-Vanier
Charlevoix
LaSalle
De l'Église
Verdun
Jolicoeur
Monk
Angrignon
Garage Angrignon
stm

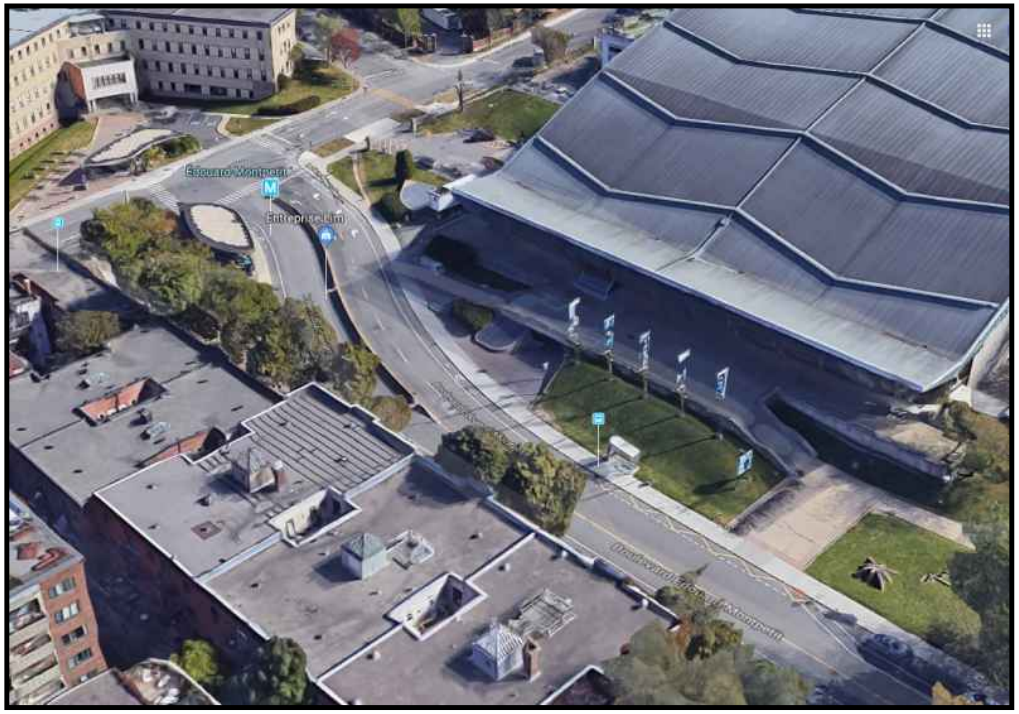
ANNEXE C
1193565062

PIIA

Station de métro Edouard-Montpetit

Approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Edouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Edouard-Montpetit

demande de permis : 3001610247.



Site du patrimoine du Mont-Royal

Assujetti à des dispositions de PIIA :

- Règlement d'urbanisme : (art. : 66, 88, 110, 112.2 et 118.1 3°, 7° et 8°)
- Règlement spécifique à l'U de Mtl : (art. : 20 1°, 2° et 9°)

Étapes du projet

• 2019 08 28 : Présentation du projet d'agrandissement au Comité consultatif d'urbanisme : avis favorable avec recommandations.

• 2019 08 28 : Présentation du projet de lotissement au Comité consultatif d'urbanisme : avis favorable.

• 2019 09 06 : Présentation du projet d'agrandissement au Comité mixte (membres du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger) : avis défavorable.

• 2019 10 25 : Présentation du projet modifié au Comité mixte : en attente de la réception de l'avis.

• 2019 10 31 : La Division du Patrimoine (exerce compétence du Ministère de la culture pour l'application de la Loi sur patrimoine culturel) sera prêt à délivrer son autorisation après réception avis du Comité mixte, avec une condition de supervision archéologique des travaux d'excavation.

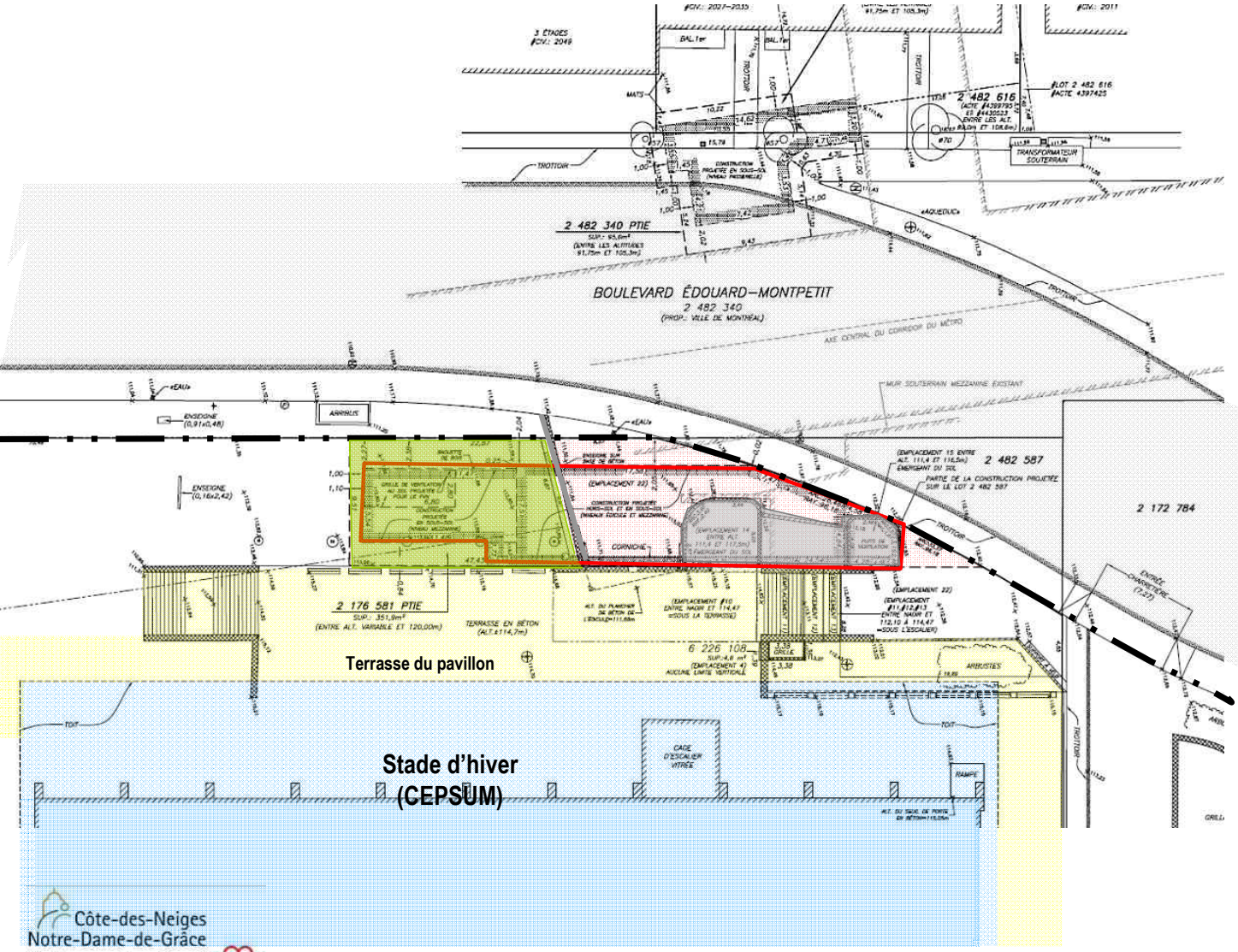
• 2019 11 06 : Présentation du projet modifié au Comité consultatif d'urbanisme



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal


Boulevard Edouard





Contexte

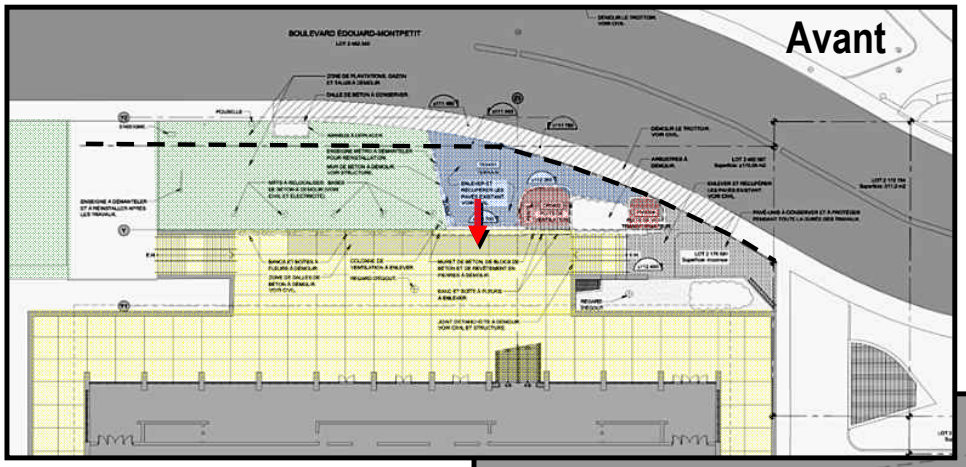
Le projet consiste en l'agrandissement de la station de métro existante, réalisé sur son propre terrain, qui est découpé à même la propriété de l'Université de Montréal.

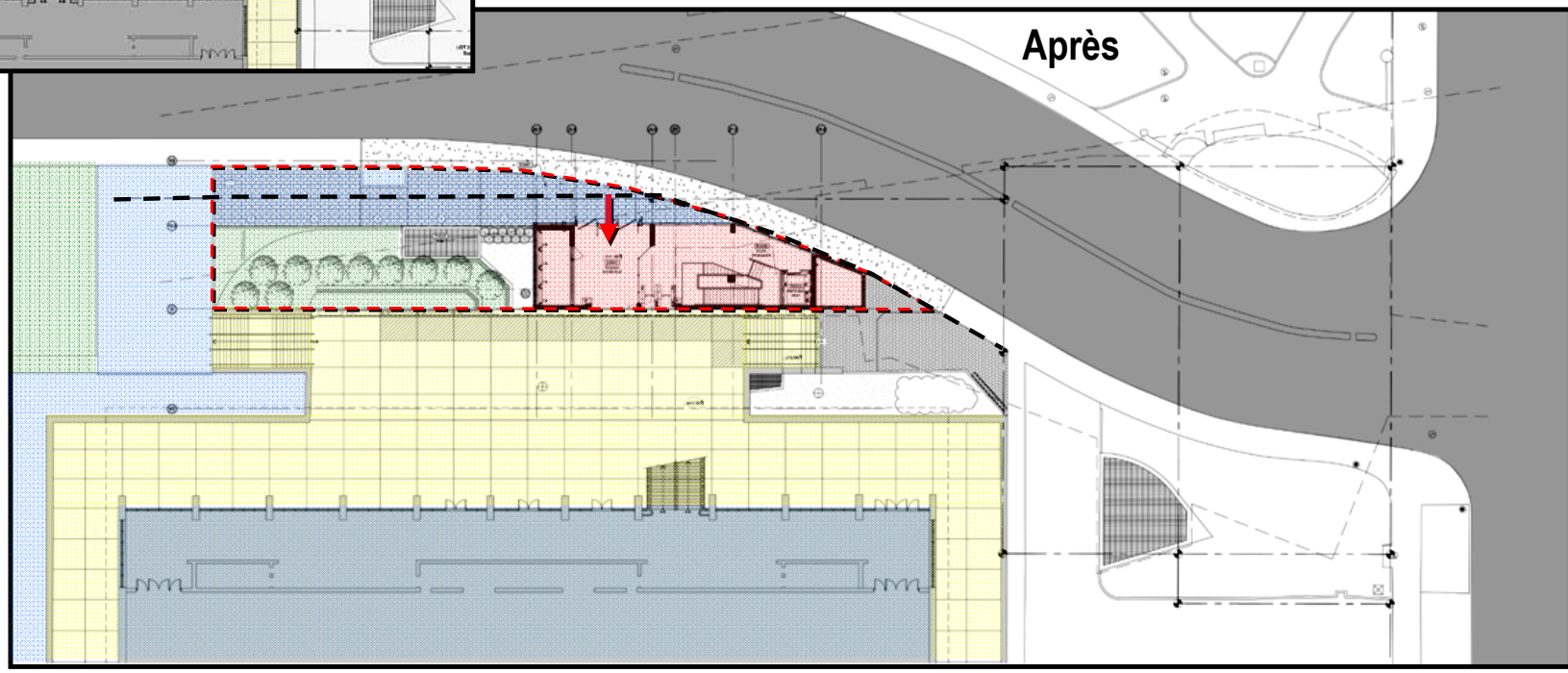
L'agrandissement se réalise en contiguïté (jumelé) avec le bâtiment du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université.

Le projet est positionné à l'intérieur des limites du territoire d'application du règlement spécifique à l'Université (96-066). Les normes et critères pertinents de ce règlement s'appliquent.

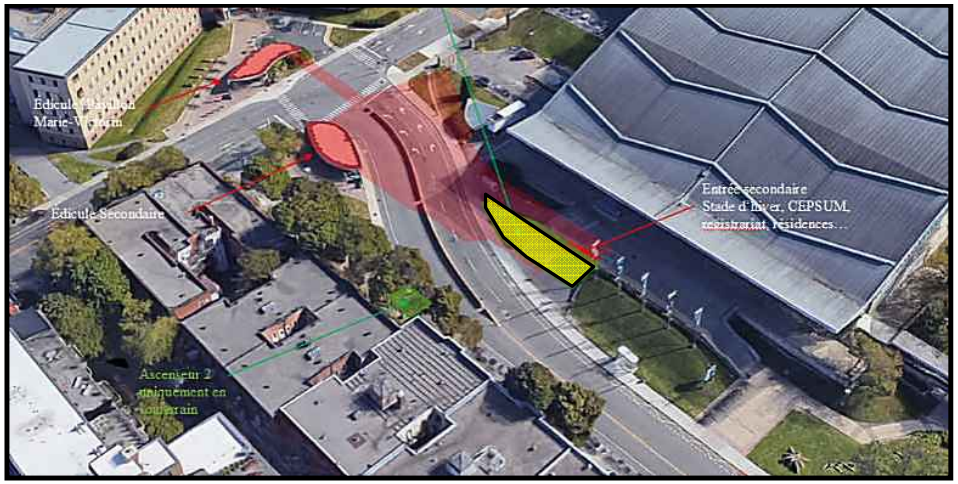
Projet présenté le 28 août 2019

IMPLANTATION





Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal



Projet présenté le 28 août 2019

Avant



Après



Projet présenté le 28 août 2019

Avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme

Après que les représentants de la STM se soient retirés, la Direction présente sommairement ses recommandations aux membres du CCU. Les membres conviennent que le projet est essentiellement acceptable et s'entendent pour formuler les recommandations et la suggestion suivantes :

- parmi les choix de matériaux, les membres considèrent que ceux portant la couleur noire demeurent trop austères. Ce projet mérite notamment de démontrer davantage son rôle de porte d'accès majeur au Stade d'hiver du CEPSUM, par un choix plus dynamique;
- l'orientation des louvres verticales, sur la section la plus à l'est de l'édicule, doit permettre une vision sur le coin de l'édicule et d'optimiser ainsi le sentiment de sécurité du lieu;
- une suggestion est faite de valider le niveau de cohérence entre l'aménagement des espaces publics proposés au projet et les espaces à caractère public proposés au plan directeur de l'Université.


Avant


Présenté le 28 août


Nouveau projet


Béton
Parement de dalles de béton
Pierre appareillée à celle des garde corps existants


Entrée de l’édicule actuel


Projet présenté le 28 août


Nouveau projet



Avant



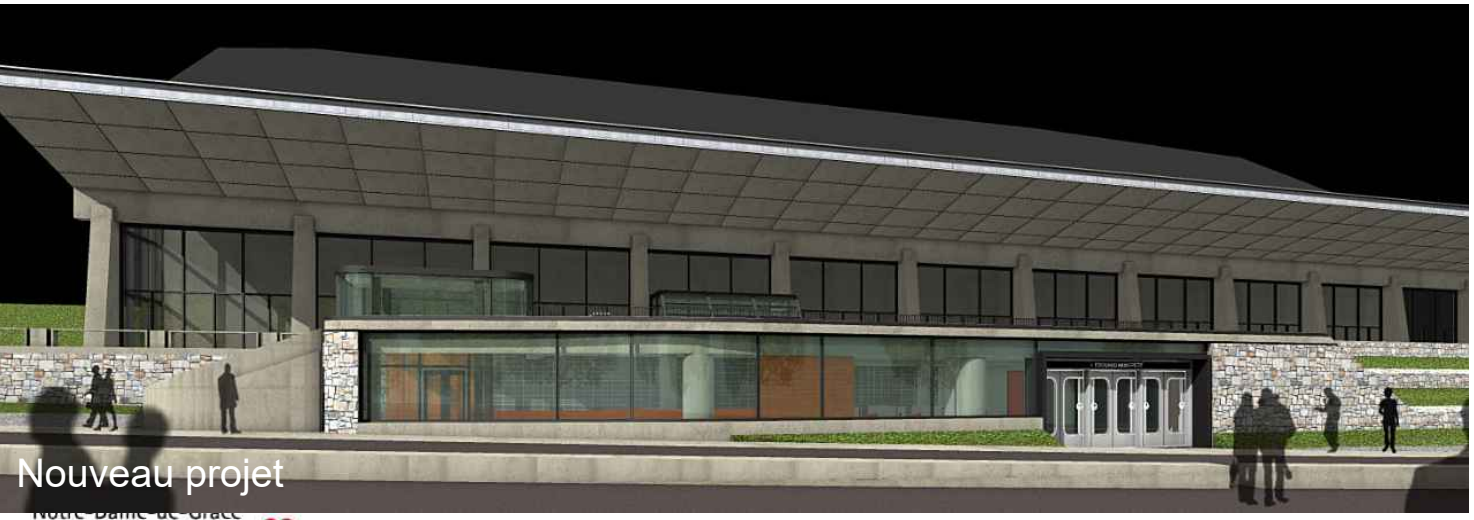
Projet présenté le 28 août



Nouveau projet



Projet présenté le 28 août 2019

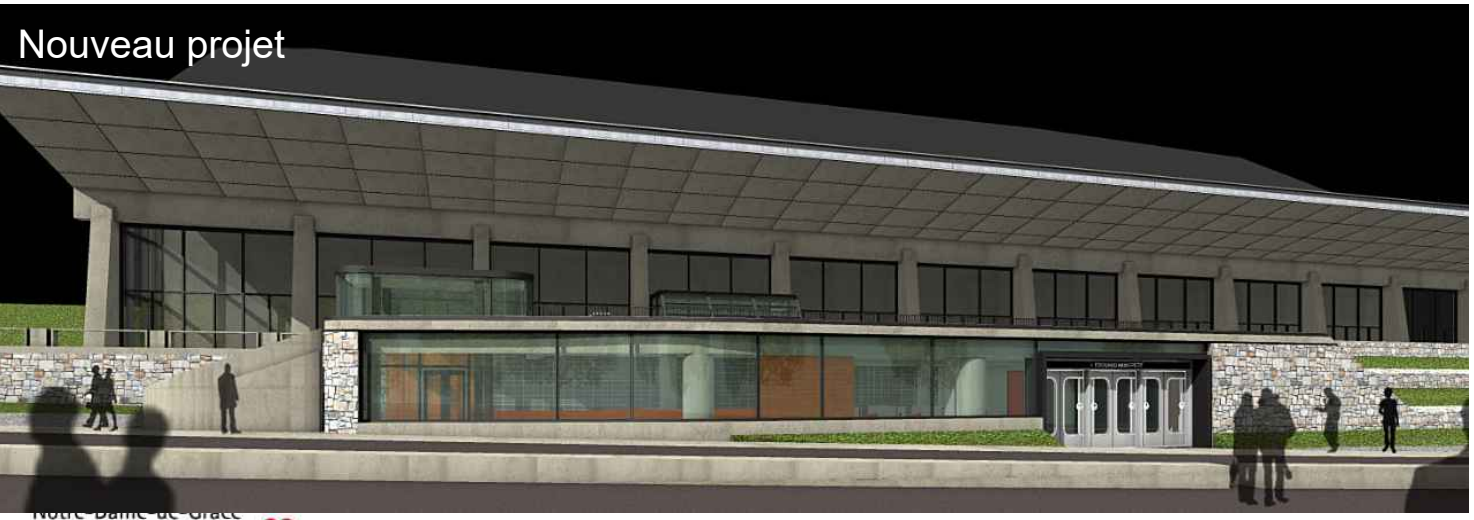


Nouveau projet

Projet présenté le 28 août 2019



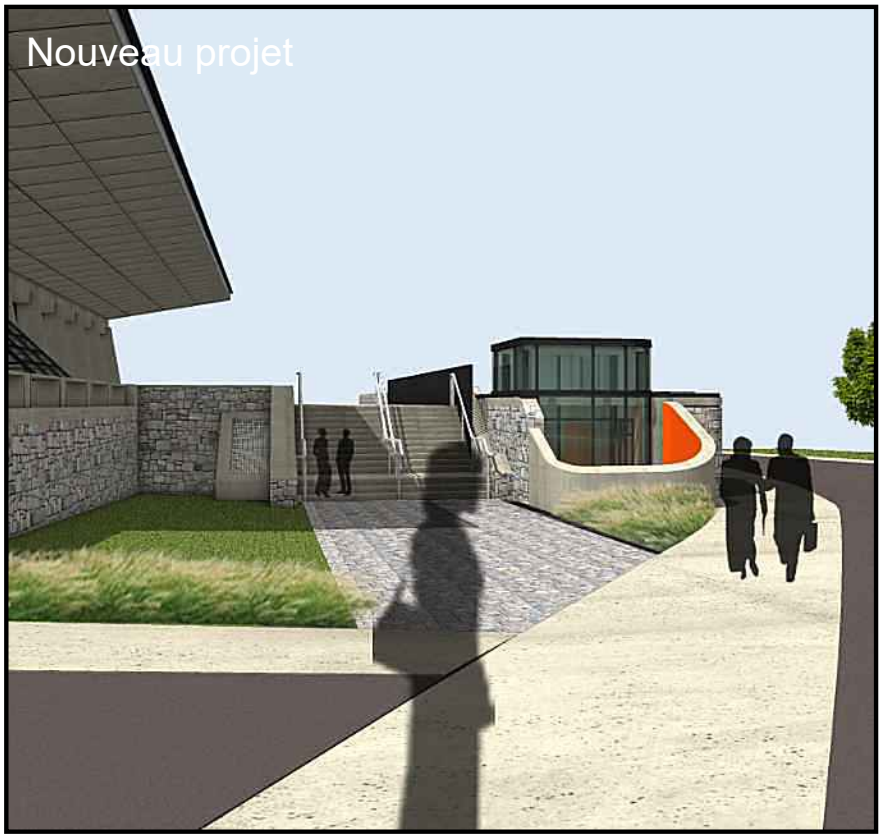
Nouveau projet



Projet présenté le 28 août 2019



Nouveau projet



Projet présenté le 28 août 2019



Nouveau projet

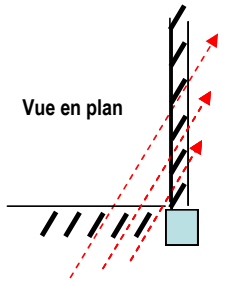


RECOMMANDATION

Considérant que le projet modifié répond aux commentaires des membres du CCU lors de la séance du 28 août dernier;

Considérant que le projet modifié répond à la condition émise par la Direction;





Considérant que, suite aux commentaires du Comité mixte, le projet modifié reprend l'approche du concept initial de l'édicule sud, soit de dissimuler l'édicule sous le talus

Considérant que l'autorisation de la Ville de Montréal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sera assujettie d'une condition de supervision archéologique des travaux d'excavation.

La Direction recommande l'approbation du projet

La volumétrie extérieure de l'agrandissement est la représentation de cette nouvelle réalité qui émerge au niveau de la rue en déformant le sol. L'absence de ressemblance frappante avec l'édicule nord-est voulue. De l'extrémité ouest, la nouvelle construction exprime une déformation du talus, un soulèvement de celui-ci plutôt qu'une extension de l'esplanade…



Concept

La fragmentation du talus par des murets de pierre permet d’adoucir la transition de hauteur et de renforcer l’illustration de la déformation topographique. L’utilisation de la pierre est en continuité avec la ligne imaginaire formée le long de la rue Édouard Montpetit par tous les portiques de pierres et murs en retrait par rapport à la rue, sur tout le Campus…



La fragmentation du talus par des murets de pierres permet d'adoucir la transition de hauteur et de dissimuler les équipements techniques de ventilation d'urgence…



L’horizontalité et la matérialité du bâtiment devant lequel s’insère la nouvelle construction sont ici reprises. Malgré l’imposante emprise au sol du programme, le gabarit du bâtiment volontairement limité en hauteur, n’est pas plus imposant que l’édicule situé au nord.

Concept



Concept



Le seul élément coloré de façon vive sera la teinte orangée (prélevée de l'existant) qui servira de fils conducteur principal dans les cheminements, autant verticaux des ascenseurs et sinueux des escaliers et garde-corps. Ces éléments présents à tous les niveaux donneront la cohérence au nouveau projet tout en étant complémentaires à l'existant. Ces éléments intérieurs seront présents, à peu de choses près, au niveau de la rue par la transparence du vitrage uniquement.

Concept

Le traitement incurvé de la façade sur la portion juxtaposée directement au trottoir se fait subtilement dans l'esprit de l'édicule nord et de la station existante, tout comme la réaffirmation de la prise d'air horizontale existante et l'utilisation limitée de la couleur orangée.



Le traitement incurvé de la façade sur la portion juxtaposée directement au trottoir se fait subtilement dans l'esprit de l'édicule nord et de la station existante…

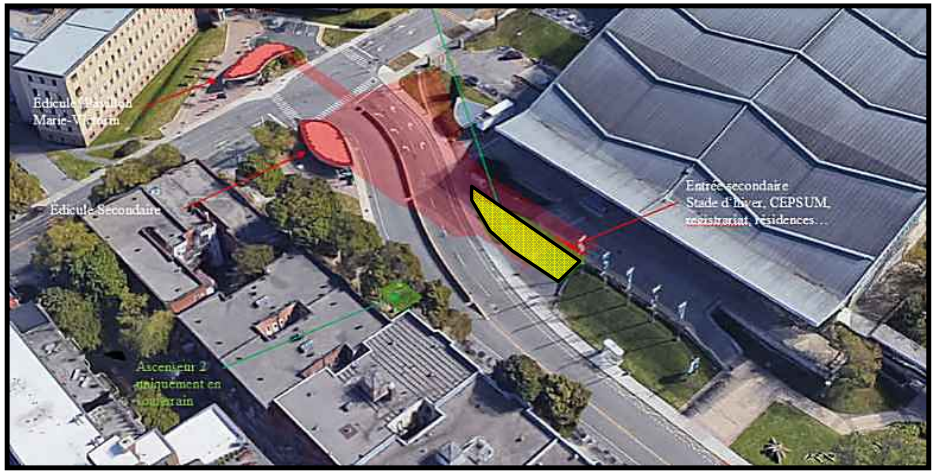


Concept

À l'opposé et de par sa position, l'agrandissement ne se veut pas une extension de l'esplanade, mais une continuité du talus. C'est pour cette raison qu'une bande de verdure, en prolongement du talus, vient séparer l'esplanade de béton du reste de la toiture du nouvel édicule. Toutefois, le traitement du reste de la toiture comme une cinquième façade se veut en continuité avec le traitement de la toiture de l'édicule nord. Ce traitement se fait dans l'esprit allongé de la nouvelle construction…



DISPOSITIONS DE PIIA APPLICABLES



66. L'alignement de construction doit être approuvé conformément au titre VIII :

1° la **préservation des caractéristiques de la morphologie des lieux** et de la végétation;

2° le **respect du caractère de l'ensemble des bâtiments du milieu** d'insertion;

3° la **mise en valeur d'un bâtiment d'intérêt architectural**, d'une percée visuelle ou d'un autre élément urbain caractéristique;

4° la contribution du bâtiment et des aménagements extérieurs à l'encadrement de la rue.

88. Les travaux non conformes aux dispositions du présent chapitre doivent être approuvés conformément au titre VIII, selon les critères suivants :

1° les travaux doivent tendre vers une amélioration de l'apparence extérieure du bâtiment et **une meilleure intégration du bâtiment au milieu d'insertion**;

2° dans le cas où des contraintes d'ordre technique ou physique sont difficilement surmontables, **les travaux doivent être réalisés de façon à en atténuer l'impact sur le milieu** ou sur l'apparence du bâtiment.



DISPOSITIONS DE PIIA APPLICABLES

110. L'agrandissement d'un bâtiment doit tenir compte ... :

1° prendre en considération le caractère du bâtiment à agrandir...
2° tenir compte du traitement des agrandissements sur un même type de bâtiment...;
3° respecter, mettre en valeur ou s'adapter à l'expression architecturale du bâtiment...;
4° prendre en considération ses effets sur le terrain et sur les constructions voisines...



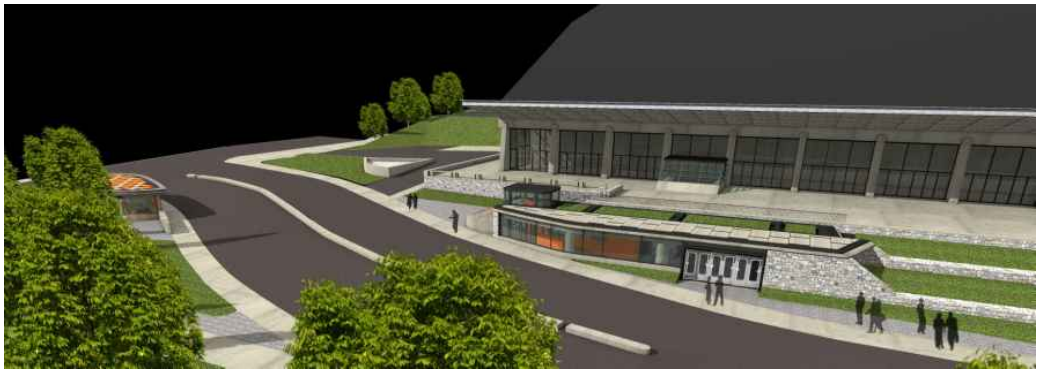
112.2. Lors de l'agrandissement ... d'un bâtiment, dans le cas où les bâtiments du milieu n'ont pas de caractéristiques communes..., **le projet doit contribuer à atténuer les irrégularités du milieu en se basant sur les caractéristiques des bâtiments ayant le plus d'intérêt architectural** ou urbain et les caractéristiques communes des milieux voisins, de manière à rehausser la valeur de l'ensemble.

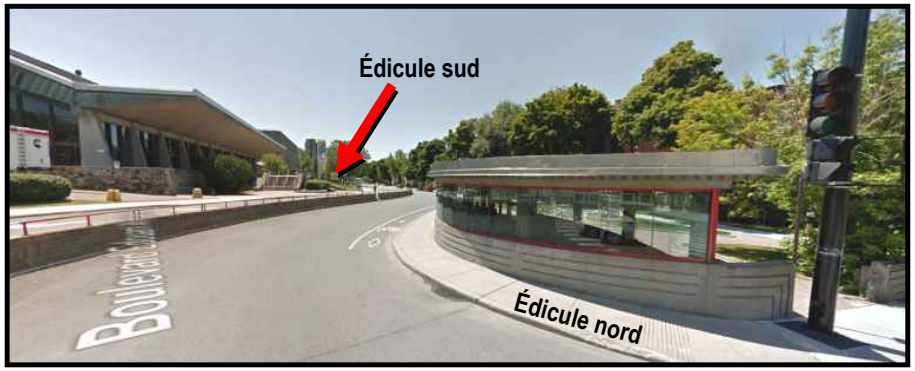


DISPOSITIONS DE PIIA APPLICABLES

668. Les critères d'aménagement, d'architecture et de design applicables aux fins de la délivrance d'un permis pour un projet visé à l'article 665 sont les suivants :

1° conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;
2° **qualités d'intégration du projet sur le plan architectural**;
3° efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent;
4° **efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons**;
5° **capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire**;
6° capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager;
7° tout projet de construction d'un nouveau bâtiment ou d'agrandissement, ...doit avoir pour objectif d'atteindre, le plus possible, **l'accessibilité universelle**...







Extraits du Guide d'aménagement sécuritaire
(V de Mtl, 2002) :

- Un maximum de surfaces vitrées sur toutes les façades;
- Un éclairage adéquat;
- Éliminer les cachettes et les recoins;
- Éviter les obstacles au champ de vision;
- Réduire l'isolement au minimum;
- Coordonner le service d'autobus et de taxis;
- Aménager les sorties de façon qu'elles mènent à des rues principales.

20 1º pour l'ensemble du territoire décrit à l'article 1 :

a) l'approche doit privilégier l'utilisation ou la reconversion des bâtiments existants;

b) l'organisation spatiale et l'articulation volumétrique doivent tendre à se conformer au plan image joint à l'annexe D;

c) la réalisation des voies de circulation des piétons, intérieures et extérieures, doit tendre à se conformer au plan intitulé « Le réseau de circulation des piétons » joint à l'annexe C;

d) **la conception des projets ... de modification doit tenir compte des caractéristiques résultant d'une évaluation patrimoniale préalable** de l'emplacement visé et des secteurs adjacents;

20 2º pour la partie du territoire visée au paragraphe 1 de l'article 1... :

a) assurer la préséance du pavillon principal;

b) favoriser la mise en valeur des perspectives ... vers le pavillon principal et vers la ville;

c) favoriser une implantation et une modulation s'inspirant ... du pavillon principal;

d) assurer la continuité du mode d'implantation pavillonnaire;

e) contribuer à la continuité du cadre bâti sur les voies de circulation desservant le campus;

f) **favoriser l'ouverture** des bâtiments vers les espaces naturels et celle **des rez-de-chaussée vers les espaces publics extérieurs;**

g) favoriser, dans l'aménagement des rez-de-chaussée,...des services communautaires;

h) préconiser un traitement architectural ... distinctif de chaque nouveau pavillon, contribuent à l'harmonisation... dominantes du campus, notamment maçonnerie,... béton,...pierre,...types de fenestration et d'ornementation présents sur le campus;

i) **contribuer à la continuité du réseau d'espaces publics extérieurs;**

j) assurer la continuité des voies de circulation des piétons...

k) assurer la préséance des voies de circulation des piétons sur celles des véhicules;

l) localiser les accès aux aires de stationnement et aux aires de services aux endroits causant le moins d'impacts sur la circulation piétonnière;

m) favoriser ... des éléments techniques ou mécaniques à l'intérieur des bâtiments et favoriser, le cas échéant, un traitement minimisant leurs impacts visuels;

DISPOSITIONS DE PIIA APPLICABLES

(R. 96-066)

20 9º pour les secteurs A, B, H, I, M et N, un projet d'agrandissement à un bâtiment doit :

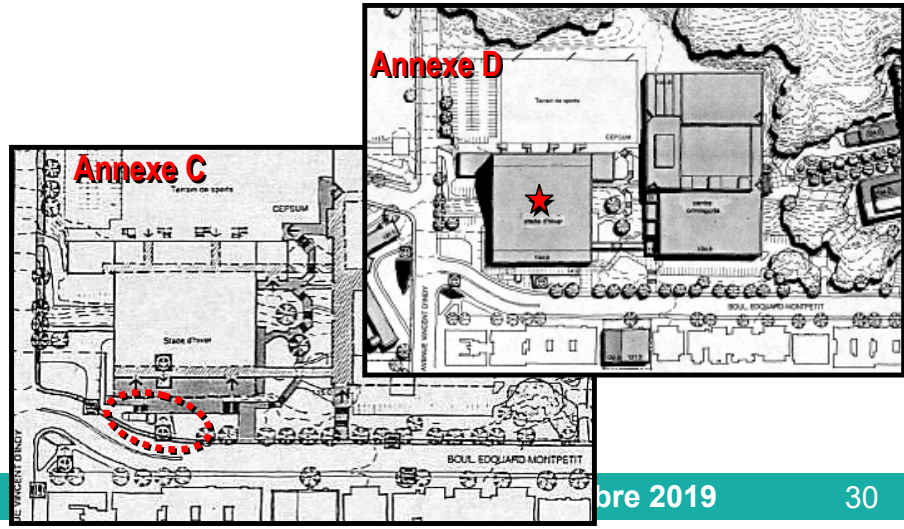
a) **assurer la préservation et l'intégrité des caractéristiques architecturales du bâtiment**;

b) **proposer un traitement architectural favorisant la continuité des constructions existantes en termes de matériaux, d'ouvertures et de fenestration;**

c) favoriser une implantation n'excédant pas l'alignement actuel de construction sur une voie de circulation;

d) favoriser la préservation des espaces publics extérieurs;

e) favoriser une conception privilégiant la localisation des éléments techniques ou mécaniques à l'intérieur des bâtiments et favoriser, le cas échéant, un traitement minimisant leurs impacts visuels;



DISPOSITIONS DE PIIA APPLICABLES

118.1. Sur un terrain localisé dans le secteur du Mont-Royal ... les travaux qui suivent doivent être approuvés conformément au titre VIII selon les critères ... visés :

3° un projet d'agrandissement ...doit tenir compte des critères suivants :

a) l'agrandissement doit être **conçu en toute connaissance des vestiges archéologiques**...;

b) l'agrandissement doit être conçu dans le respect du paysage, de la végétation et de la topographie du site ...;

c) l'agrandissement doit être conçu dans le respect des vues ...;

d) l'agrandissement doit être compatible avec le style du bâtiment et tendre à respecter l'expression et la composition architecturales du bâtiment ...;

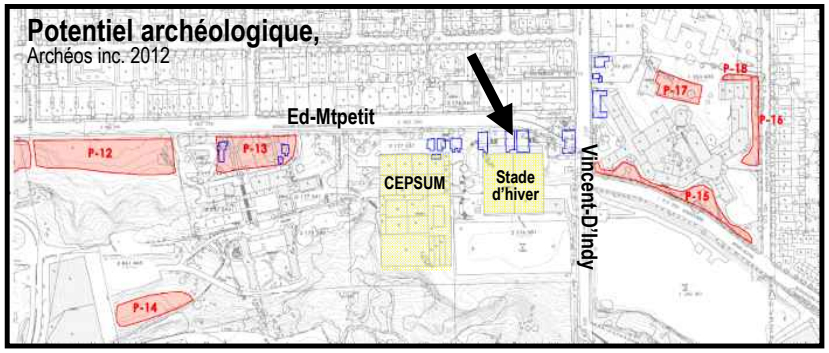
e) l'agrandissement doit prendre en considération le caractère des agrandissements d'intérêt sur des bâtiments similaires situés dans le voisinage ...;

f) la **qualité des matériaux et des détails architecturaux utilisés pour l'agrandissement** doit être équivalente et compatible avec la qualité des parties non agrandies;

g) l'agrandissement doit également **prendre en considération ses effets sur les constructions voisines** ...;

h) l'aménagement paysager doit être conçu de manière à limiter les surfaces minéralisées et à maximiser la couverture végétale;

i) l'agrandissement **doit s'intégrer à la construction et au milieu** en respectant les caractéristiques architecturales, naturelles et paysagères, les hauteurs et les implantations...;



7° l'installation d'une enseigne sur un bâtiment ...doit tenir compte des critères suivants :

a) l'enseigne ne doit pas porter atteinte à l'intégrité physique d'un bâtiment;

b) l'impact visuel d'une enseigne ne doit pas dominer ou porter un quelconque ombrage ... à l'édifice;

c) **le traitement, la localisation et les dimensions de l'enseigne doivent s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment** ...;

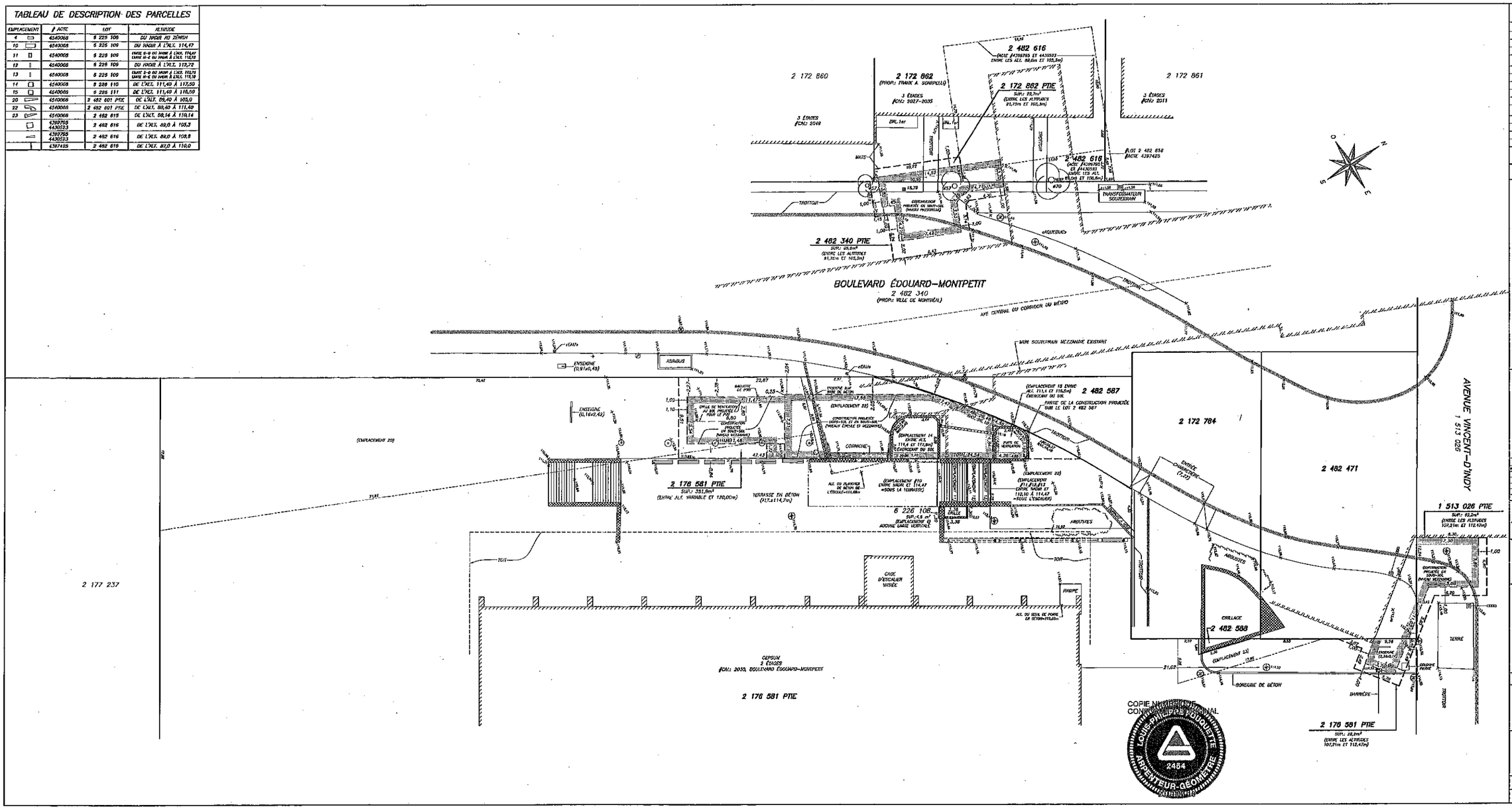
d) l'enseigne doit être conçue de manière à mettre en valeur les vues vers le Mont-Royal à partir d'un espace public;

e) lorsqu'une enseigne comporte un dispositif d'éclairage, l'éclairage doit être orienté vers le bas et la dispersion lumineuse doit se limiter à la surface de l'enseigne;

1193558062
ANNEXE D

TABLEAU DE DESCRIPTION DES PARCELLES

EMPLACEMENT	# ACTE	LOT	ALTITUDE
4	4540068	5 225 106	DU NADIR AU ZÉNITH
10	4540068	5 225 109	DU NADIR À L'ALT. 114,47
11	4540068	5 225 109	SAUF 5-A DU NADIR À L'ALT. 114,47 SAUF 5-C DU NADIR À L'ALT. 112,58
12	4540068	5 225 109	DU NADIR À L'ALT. 112,72
13	4540068	5 225 109	SAUF 5-B DU NADIR À L'ALT. 112,72 SAUF 5-C DU NADIR À L'ALT. 112,18
14	4540068	5 228 110	DE L'ALT. 111,40 À 117,50
15	4540068	5 226 111	DE L'ALT. 111,40 À 116,50
20	4540068	2 482 601 PTIE	DE L'ALT. 89,40 À 103,0
22	4540068	2 482 601 PTIE	DE L'ALT. 89,40 À 111,49
23	4540068	2 482 615	DE L'ALT. 98,14 À 110,14
	4397765 4430523	2 482 616	DE L'ALT. 88,0 À 105,3
	4397765 4430523	2 482 616	DE L'ALT. 88,0 À 108,8
	4397425	2 482 616	DE L'ALT. 87,0 À 110,0



COPIE NUMÉRIQUE OFFICIEL
CONFORME À L'ORIGINAL
LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE
2454
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

TABLEAU DES PROPRIÉTAIRES

# LOT	# ACTE	PROPRIÉTAIRE
2 172 862	23529451	GESTIONS FKH INC.
2 176 581	----------	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
2 182 784	23751491	INFRASTE INC.
2 482 340	2150145, 130084	VILLE DE MONTRÉAL
2 482 471	2361354	COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
2 482 587	4540068	COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
2 482 588	4540068	COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
2 482 601	4540068	COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
2 482 615	4540068	COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL
2 482 616	4397425, 4430523	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
5 226 105	4540068	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
5 226 106	4540068	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
5 226 110	4540068	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
6 226 111	4540068	SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

Horizontale 1:200 — 0 2 4 10m

LÉGENDE

- LAMPADAIRE
- LUMINAIRE
- MASSIF
- POTEAU ÉLECTRIQUE
- POTEAU DE SIGNALISATION
- #22 ARBRE ET SON DIAMÈTRE EN CENTIMÈTRE
- POUBELLE
- HAIE
- LIGNE DE L'ASPHALTE
- LIGNE DE FEUILLURE AU SOL
- LIGNE DE TRANSMISSION AÉRIENNE
- MUR DE SOUTÈNEMENT
- BORDURE DE BÉTON
- TRAPEAU SUR BASE DE BÉTON
- X=00,00 ALTITUDE
- CONSTRUCTION PROJETÉE
- CONSTRUCTION EXISTANTE SOUTERRAINE
- CONSTRUCTION EXISTANTE HORS-SOL
- LIMITES DES LOTS DU CADASTRE DU QUÉBEC EN VIGUEUR (POUR LES LOTS SANS LIMITES VERTICALES)
- LIMITES DES LOTS DU CADASTRE DU QUÉBEC EN VIGUEUR (POUR LES LOTS AVEC LIMITES VERTICALES)
- LIMITE DE LOT PROJETÉE
- REGARD
- FUSIBRE
- FEUX DE CIRCULATION
- BANC

NOTES:

1- CE PLAN EST DANS UN SYSTÈME DE COORDONNÉES ET DE REFERENCE ALTIMÉTRIQUE CORRESPONDANT À CELUI PROVENANT DU PLAN DE STATION «ÉDOUARD-MONTPETIT» PRÉPARÉ PAR PIERRE CARIGNAN, ARPENTEUR-GÉOMÈTRE, SOUS SA MINUTE 6753, DATÉE DU 19 DÉCEMBRE 2017.

PLANS D'ARCHITECTURES UTILISÉS POUR CONSTRUCTION PROJETÉE:

N/ PROJET : 38 31 01
PRÉPARÉ PAR : PATRICE MONFETTE

- PLAN DE CONSTRUCTION NIVEAU MEZZANINE
- PLAN DE CONSTRUCTION NIVEAU ÉDICULE

DOCUMENT ÉMETTEUR

NOMBRE	DATE(S)	SOIT	NOTES
1	2017	21/12/2017	
2	2018	31/01/2018	MODIFICATION DE LA CONSTRUCTION PROJETÉE
3	2018	2/04/2018	MODIFICATION DE LA CONSTRUCTION PROJETÉE
4	2018	19/04/2018	MODIFICATION DE LA CONSTRUCTION PROJETÉE
5	2018	14/05/2018	AJOUT DE LA GRILLE DE VENTILATION PROJETÉE SOUS LE PVM

labre & associés
ARPENTEURS • GÉOMÈTRES INC.
• LAVAL • BROSSARD • SAINT-EUSTACHE •
• REPENTIGNY • MONTRÉAL •
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE: (514)342-2000
www.labre.qc.ca

PLAN-PROJET D'IMPLANTATION

MANDANT: . SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL .....
CADASTRE: . DU QUÉBEC .....
CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: . MONTRÉAL .....
MUNICIPALITÉ: . VILLE DE MONTRÉAL .....
ARRONDISSEMENT: . OUTREMONT .....
LOT(S): DES ENTIERS OU LOT 2 176 581, 2 172 862, 2 482 340, 1 513 026 ET LES LOTS ENTIER 2 482 616, 6 226 106, 6 226 109, 6 226 110 ET 6 226 111 ....

MONTRÉAL, LE 16 JUILLET 2019

SIGNÉ NUMÉRIQUEMENT
PAR: .....
LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE
ARPENTEUR-GÉOMÈTRE

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL,
EMISE LE .../.../.....
.....
A.-G.

LEVÉ: 9 AVRIL ET 30 MAI 2018	ÉCHELLE: 1:200 (S)
DESSIN: P704010-VS	MINUTE: 9741	DOSSIER: P70401

Montréal

AVIS DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DES MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)

Suite à leur assemblée du 6 septembre 2019

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Agrandissement de l'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit

AC19-CDNNDG-01

Localisation :	2040, boulevard Édouard-Montpetit Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce
Reconnaissance municipale :	Site patrimonial cité du Mont-Royal
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Demandeur :	Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après le comité mixte) émettent un avis à la demande de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce. L'avis du CPM est obligatoire en vertu de l'article 12.1, alinéa 4. Le projet est présenté en comité mixte considérant les enjeux à la fois patrimoniaux, architecturaux et urbanistiques.

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Les premières stations du métro de Montréal sont inaugurées en 1966. Au cours des décennies suivantes, des travaux de prolongement sont entrepris pour la création de la ligne bleue. C'est dans ce contexte que la station de métro Édouard-Montpetit, œuvre de l'architecte Patrice Gauthier, a été inaugurée en 1988. Elle est aujourd'hui l'une des principales portes d'accès au campus de la montagne de l'Université de Montréal.

Depuis l'adoption d'une politique d'accessibilité universelle en 2009, la Société de transport de Montréal (STM) a rendu 14 stations de métro accessibles. Six autres stations sont en cours de travaux, parmi lesquelles la station Édouard-Montpetit, et 13 autres sont visées par cette politique. Le projet présenté consiste donc en l'agrandissement de l'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit afin de rendre celle-ci universellement accessible. L'agrandissement est prévu en contiguïté avec le bâtiment du stade d'hiver du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM). Il est prévu que l'édicule soit composé de panneaux tympans en aluminium anodisé noir et de parois de verre clair; cette transparence étant souhaitée pour maximiser le contact visuel avec la rue. La hauteur de la toiture est alignée avec le haut du garde-corps de l'esplanade du stade d'hiver. Il serait également surmonté d'une toiture végétalisée.

Il est également à remarquer que l'édicule est (Marie-Victorin) de la station de métro Édouard-Montpetit fait partie de la zone d'expropriation pour la réalisation du Réseau express métropolitain (REM). Dans la cadre de ce projet, l'édicule du métro a d'ores et déjà été démoli. Un nouvel édicule donnant accès directement à la station du REM sera construit. Il n'a pas

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

été possible lors de la séance du comité mixte d'obtenir de l'information à l'égard de l'architecture du nouvel édicule appartenant au REM, puisque CDPQ Infra, responsable de ce projet, ne divulgue actuellement aucune information détaillée sur ces projets.

Le projet est localisé dans le site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal. Rappelons que le campus de la montagne présente un patrimoine paysager, naturel et bâti unique.



L'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit, au pied du stade d'hiver du CEPSUM, est indiqué en rouge (source : Google Maps)

ENJEUX ET ANALYSE DE LA DEMANDE

À sa réunion du 6 septembre 2019, le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, du Service de l'urbanisme et de la mobilité ainsi que les représentants de la STM. Il remercie les requérants pour leur présentation et formule dans les paragraphes suivants ses commentaires sur le projet.

Accessibilité universelle

Le comité mixte se réjouit de la prise en compte des différents usagers du métro et de la volonté de la STM de rendre accessibles universellement ses stations. Il apprécie également qu'on lui ait présenté de manière détaillée la complexité, les contraintes et les limites du présent projet. Les enjeux liés à l'adaptation de l'intérieur de la station semblent bien maîtrisés.

Absence de prise en compte de la dimension patrimoniale

Le comité mixte est toutefois déçu que la présentation ait été presque uniquement axée sur les contraintes techniques ayant orienté les choix de conception. Il rappelle que le rôle du Conseil du patrimoine de Montréal est de juger du respect des valeurs patrimoniales dans les projets qui lui sont présentés. Le comité mixte est par conséquent surpris que cette considération soit absente de la présentation et que les contraintes techniques dictent l'architecture. À l'origine, un grand souci architectural et artistique avait guidé la construction des stations de métro, chacune ayant leur facture architecturale et artistique propre. Le comité aurait souhaité qu'on lui présente comment la dimension patrimoniale de cette station composée à l'origine de trois édicules a été prise en compte.

Manque d'arrimage au contexte

Le comité aurait également souhaité qu'on lui présente une analyse du contexte urbain qui tienne compte de la planification réalisée récemment par l'Université de Montréal pour l'évolution de son campus de la montagne, une étude d'intégration au plan directeur d'aménagement, de même que l'intégration du projet au boulevard Édouard-Montpetit, incluant les autres édicules de la station. Le comité regrette l'absence de ces études. La proposition semble avoir un langage architectural totalement distinct de l'édicule nord, créant ainsi une disparité entre les deux édicules de la même station de métro. Le comité aurait plutôt souhaité que le projet renforce le lien entre les deux. Cette absence de lien laisse penser que le projet est principalement guidé par des considérations de nature technique qui ne tiennent pas compte du contexte d'insertion. Par ailleurs, le comité juge que le choix d'implanter un toit végétalisé n'est pas en lien avec l'architecture du stade d'hiver et manque de justification. En effet, le concept global du stade vu de ce côté met l'emphase sur son grand toit « flottant » au-dessus d'une esplanade, cette dernière soutenue par un talus végétal. Par conséquent, le toit végétalisé proposé paraît complètement détaché du contexte.

Le comité fait également remarquer que le projet ne possède pas, non plus, d'ancrage avec l'architecture du stade d'hiver[1]. Il rappelle qu'au moment de la construction de la station, l'approche d'intégration avait été de dissimuler l'édicule sud dans le soubassement du stade d'hiver. La stratégie actuelle d'insertion se dissocie de cette approche sans justification. En plus de l'ajout d'un nouveau volume construit à l'avant du stade d'hiver, l'une des principales modifications proposées est la recomposition du talus gazonné qui sépare le trottoir de l'esplanade du stade d'hiver. La présence de ce talus témoigne de l'insertion du stade sur le site de la montagne. L'édicule et les aménagements du domaine public proposés prévoient un encadrement plus construit. Le comité se demande si d'autres stratégies d'intégration ont été considérées.

Le comité est préoccupé quant à la cohérence du projet avec l'aménagement du domaine public, puisqu'en prolongeant l'édicule de la station de métro vers le trottoir, on réduit ainsi grandement l'espace de circulation à l'entrée. Les trottoirs, actuellement de largeur minimale, ne sont pas conçus pour accueillir autant de personnes en lien avec les activités de l'université, d'autant plus que le projet du REM prévoit une importante augmentation de l'achalandage à cet endroit. Ainsi, un arrimage avec la Ville de Montréal s'impose afin de repenser la rue et en faire un véritable pôle de mobilité intermodal fluide et cohérent, comme le souhaite l'Université de Montréal dans le plus récent plan directeur du campus de la montagne. Ce pôle devrait également signaler et jouer le rôle d'entrée du campus de la montagne. Par conséquent, le comité invite également les concepteurs à mieux prendre en considération l'entité paysagère du boulevard Édouard-Montpetit, qui est un paysage planté, doté de marges de recul importantes.

[1] Dont la valeur patrimoniale est soulignée dans Cameron, Christina, Claudine Déom et Nicole Valois. L'étude des valeurs patrimoniales du campus principal de l'Université de Montréal. Montréal, Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, Université de Montréal, mai 2008, p. 25-26 et 84-85.

Enfin, le comité mixte invite la STM à coordonner ce projet avec l'Université de Montréal de manière à s'arrimer à l'axe de vie prévu par cette dernière. Quelle est la stratégie de la STM pour faire de l'édicule sud un accès au stade d'hiver de l'Université de Montréal? Comment l'édicule s'intègre-t-il au stade?

Limites de l'accessibilité universelle

Le comité mixte a un souci d'équité dans les aménagements qui sont réalisés au sein de la métropole. Tel que conçu, le projet d'accessibilité universelle considère uniquement les enjeux intérieurs. Cependant, un autre enjeu lié à l'accessibilité universelle est le déplacement des personnes à mobilité réduite entre l'édicule sud et le débarcadère d'autobus situé à l'édicule nord. En effet, les personnes à mobilité réduite qui descendent de l'autobus à l'édicule nord de la station Édouard-Montpetit doivent traverser la rue à l'intersection située à une certaine distance en amont de la station afin d'accéder au métro en utilisant l'ascenseur situé dans l'édicule sud. Par conséquent, le comité est d'avis que le projet nécessite soit un prolongement de l'ascenseur situé au sein de l'édicule nord jusqu'à la sortie au rez-de-chaussée; soit la coordination du projet avec la Ville de Montréal de manière à réaménager la voie publique en conséquence.

Manque d'arrimage avec le Réseau express métropolitain (REM) et le plan directeur du campus de la montagne

Le nouveau plan directeur de l'Université de Montréal prévoit la création d'un « pôle de mobilité » à l'intersection de l'avenue Vincent-D'Indy et du boulevard Édouard-Montpetit. Le comité déplore que les aménagements liés à la création de ce pôle de mobilité ne soient pas intégrés à ceux de l'agrandissement de l'édicule sud de la station Édouard-Montpetit. Le comité déplore aussi vivement l'absence de coordination entre la STM et la CDPQ-Infra et il est déçu que de tels projets majeurs et aussi structurants ne soient pas réfléchis ensemble. Il constate le même problème pour les autres stations du REM prévues à Montréal, notamment sur l'avenue McGill College.

Dans le plan directeur, le secteur de la station de métro Édouard-Montpetit est identifié comme étant l'un des quatre grands seuils d'entrée au campus de la montagne. Il sera le point de départ d'un nouvel axe de vie parcourant le campus d'est en ouest par la mise en place d'une voie partagée pour piétons, cyclistes et automobilistes, confortable et conviviale, aménagée de façon à bonifier l'expérience du piéton d'un bout à l'autre du campus. Avec le projet du REM, celui de la STM et celui de l'Université de Montréal, le comité craint que la multiplication des projets distincts sans vision d'ensemble préalable génère un manque de cohérence à cette entrée est du campus de l'Université de Montréal.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte juge inconcevable que l'agrandissement de l'édicule de la station de métro Édouard-Montpetit ne soit pas coordonné avec la construction en cours de la station de REM voisine. Il comprend que cela n'est pas du ressort de la STM mais, du point de vue de l'aménagement de la Ville, l'innovation et la coordination des projets s'imposent. Le comité considère impératif que de tels projets soient coordonnés avec l'ensemble des partenaires (Université de Montréal, Société de transports de Montréal, REM, Ville de Montréal) et souligne sa déception par rapport à l'absence de coordination de tels projets majeurs à Montréal.

Par ailleurs, le comité juge inacceptable qu'on lui présente un projet pour lequel son avis est obligatoire (rappelons que la station est localisée dans le site patrimonial du Mont-Royal), alors que le degré d'avancement des plans et devis est de 99% et que la STM prévoit lancer l'appel d'offres dans les jours qui suivent cette présentation, et sachant d'autant plus que la STM travaille depuis près de deux ans sur ce projet. Quelle place cela laisse-t-il aux commentaires et recommandations du

comité mixte? Il rappelle que le mandat du Conseil du patrimoine de Montréal et du Comité Jacques-Viger, composé d'experts dans les domaines du patrimoine, de l'aménagement, de l'architecture, de l'urbanisme et de l'architecture de paysage, est de faire des commentaires et des recommandations aux concepteurs dans l'objectif de bonifier le projet, ainsi qu'aux élus du conseil municipal dans le but de les guider dans leur prise de décision.

Enfin, tel que mentionné plus haut, bien qu'il comprenne les défis techniques de l'agrandissement de l'édicule, il estime qu'une réponse architecturale, paysagère et urbanistique créative de même niveau s'impose.

Par conséquent, considérant l'absence de considération pour le rôle du comité mixte, le manque de prise en compte du patrimoine et du contexte du projet ainsi que l'absence totale d'arrimage entre les projets de mobilité structurants situés au même carrefour, le comité mixte émet un avis défavorable au projet.

Il invite les requérants à revenir lui présenter une nouvelle version du projet appuyée par les documents demandés.

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal

Original signé

Peter Jacobs

Le 16 septembre 2019

Le président du Comité Jacques-Viger

Original signé

Patrick Marmen

Le 16 septembre 2016

Montréal

AVIS DU COMITÉ MIXTE (COMPOSÉ DES MEMBRES DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER)

Suite à leur assemblée du 25 octobre 2019

Les deux organismes sont des instances consultatives de la Ville de Montréal*.

Agrandissement de l'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit

AC19-CDNNDG-02

Localisation :	2040, boulevard Édouard-Montpetit Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Reconnaissance municipale :	Site patrimonial cité du Mont-Royal
Reconnaissance provinciale :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Demandeur :	Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV) (ci-après le comité mixte) émettent un avis à la demande de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. L'avis du CPM est obligatoire en vertu de l'article 12.1, alinéa 4. Le projet est présenté en comité mixte considérant les enjeux à la fois patrimoniaux, architecturaux et urbanistiques.

HISTORIQUE ET CONTEXTE

Les premières stations du métro de Montréal sont inaugurées en 1966. Au cours des décennies suivantes, des travaux de prolongement sont entrepris pour les lignes orange et verte et pour la création de la ligne bleue. C'est dans ce contexte que la station de métro Édouard-Montpetit, œuvre de l'architecte Patrice Gauthier, est inaugurée en 1988. Elle est aujourd'hui l'une des principales portes d'accès au campus principal de l'Université de Montréal.

Depuis l'adoption d'une politique d'accessibilité universelle en 2009, la Société de transport de Montréal (STM) a rendu 14 stations de métro accessibles. Six autres stations sont en cours de travaux, parmi lesquelles la station Édouard-Montpetit, et 13 autres sont visées par cette politique. Le projet présenté consiste donc en l'agrandissement de l'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit afin de rendre celle-ci universellement accessible. L'agrandissement est prévu en contiguïté avec le bâtiment du stade d'hiver du Centre d'éducation physique et des sports de l'Université de Montréal (CEPSUM). Le projet est localisé dans le site patrimonial cité et déclaré du Mont-Royal. Rappelons que le campus de la montagne présente un patrimoine paysager, naturel et bâti unique.

Il est à noter que l'édicule Est (Marie-Victorin) de la station de métro Édouard-Montpetit fait partie de la zone d'expropriation pour la réalisation du Réseau express métropolitain (REM). Dans la cadre de ce projet, l'édicule du métro a d'ores et déjà été démoli. Un nouvel édicule donnant accès directement à la station du REM sera construit. Il n'a pas été possible d'obtenir de

*Règlement de la Ville de Montréal 02-136 et Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

l'information à l'égard de l'architecture du nouvel édicule appartenant au REM, puisque CDPQ Infra, responsable de ce projet, ne divulgue aucune information à ce sujet.

Une première version du projet a été présentée au comité mixte le 6 septembre 2019. Dans son avis AC19-CDNNDG-01 en date du 16 septembre 2019, le comité mixte avait jugé inconcevable que l'agrandissement de l'édicule de la station de métro Édouard-Montpetit ne soit pas coordonné avec l'ensemble des partenaires (Université de Montréal, CDPQ Infra et Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce). Il avait également vivement déploré qu'on lui présente un projet pour lequel son avis est obligatoire alors que le degré d'avancement des plans et devis était de 99%. Le comité mixte a émis un avis défavorable compte tenu du manque de prise en compte du patrimoine et du contexte du projet ainsi que de l'absence totale d'arrimage entre les projets de mobilité structurants situés au même carrefour.



L'édicule sud de la station de métro Édouard-Montpetit, au pied du stade d'hiver du CEPSUM, est indiqué en rouge (source : Google Maps)

LE PROJET

À sa réunion du 25 octobre 2019, le comité mixte a reçu les représentants de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, du Service de l'urbanisme et de la mobilité et de la STM. La nouvelle version du projet d'agrandissement de l'édicule sud prévoit que la façade de l'édicule donnant sur le boulevard Édouard-Montpetit sera composée de parois de verre clair. Cette transparence est souhaitée pour maximiser le contact visuel avec la rue. L'intérieur de l'édicule reprend le langage de la station Édouard-Montpetit (matériaux et couleur) dans le but de créer une continuité tout au long de l'intérieur de la station, jusqu'aux quais. Du côté ouest, l'agrandissement se fond en un talus segmenté en trois différents niveaux par des murets de pierre évoquant les matériaux du stade d'hiver et son horizontalité. En prolongement du talus, une bande de

verdure vient séparer l'esplanade de béton face au stade d'hiver du reste de la toiture du nouvel agrandissement. Contrairement à la version précédente du projet où il était camouflé, les concepteurs ont voulu mettre en valeur le puits de ventilation en utilisant le langage architectural de la station de métro. La hauteur de l'édicule a été abaissée par rapport à la version précédente, tandis que la porte d'entrée de l'édicule est devancée de 6 mètres sur le trottoir par rapport à son emplacement actuel.

ENJEUX ET ANALYSE DE LA DEMANDE

D'emblée, le comité mixte désire souligner à quel point le projet a été largement bonifié en peu de temps depuis l'avis précédent du comité mixte (AC19-CDNNDG-01, 16 septembre 2019) et apprécie que les représentants de la STM aient pris en considération ses commentaires. Il souhaite souligner la rigueur du travail réalisé sur l'édicule, qui se solde par un projet d'une grande qualité au niveau architectural et de la prise en compte de la dimension expérientielle. Le comité mixte présente dans les paragraphes suivants ses commentaires sur la nouvelle version du projet.

Intégration urbaine et coordination

Le comité mixte est d'avis que le projet à l'étude a été fait de manière exemplaire pour ce qui relève de la juridiction de la STM. Néanmoins, tout comme il l'avait mentionné dans son avis précédent, le comité déplore vivement que tous les aménagements qui ne sont pas sous la responsabilité de la STM soient manquants. Il considère qu'il est aujourd'hui inconcevable qu'un pouvoir public ne puisse réaliser un projet intégré avec les autres acteurs de l'aménagement.

De nombreux aspects concernant l'aménagement extérieur à l'édicule de la station de métro sont absents du projet, parmi lesquels la circulation piétonne et cycliste, les arbres, les lampadaires et l'ensemble du mobilier urbain. La question du design urbain de l'espace public entourant les édicules est demeurée sans réponse, et ce, malgré les commentaires formulés à ce sujet dans son avis précédent. Celle-ci est d'autant plus importante que l'éclectisme des composantes du lieu et la volonté d'accroître l'accessibilité universelle en matière de mobilité commandent qu'elles soient arrimées avec cohérence.

Le comité souligne l'importance des enjeux de sécurité, notamment concernant les traverses piétonnes, de même que des enjeux d'intermodalité (stationnements pour vélo, emplacement des pistes cyclables, etc.). Il comprend que ces aspects ne sont pas sous la responsabilité de la STM et relèvent plutôt de l'Arrondissement, voire même de l'Université pour certains éléments. Cependant, il souligne qu'ils visent directement l'accompagnement des usagers de la STM dans leur transfert de modes de transport et que, par conséquent, la STM devrait se questionner et pouvoir travailler en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés en ce qui a trait à la qualité de l'expérience des usagers et à l'accessibilité depuis la sortie des autobus vers les édicules de la station de métro. Le comité regrette que deux acteurs importants de la cohérence de ce projet, l'Université de Montréal et CDPQ Infra (pour la construction du REM), soient totalement absents du projet et que l'Arrondissement ne semble pas avoir de réflexion aboutie pour l'aménagement du boulevard.

Le comité ne peut que déplorer l'absence totale de collaboration de la part de CDPQ Infra, responsable de la construction de la station du REM qui sera située à l'emplacement de l'ancien édicule de la STM, sur l'avenue Vincent-D'Indy.

Le comité prend également note que l'Université de Montréal n'a pas souhaité partager avec la STM son plan directeur d'aménagement du campus de la montagne, celui-ci n'étant pas encore adopté. Il note également que l'Université a donné une procuration à la STM pour les travaux sur l'édicule, jugeant que le concept proposé n'est pas en opposition avec le plan directeur et qu'il y est complémentaire. Le comité regrette toutefois que l'Université n'ait pas assisté à la réunion. Il est d'avis que plusieurs éléments d'intégration en lien avec le stade d'hiver et le campus de la montagne restent à définir et à raffiner.

De plus, le comité insiste pour que l'Arrondissement développe, dans un avenir rapproché, un projet de réaménagement de la voie publique et du design urbain en concertation avec la STM, l'Université de Montréal et CPDQ Infra et déplore grandement que cela n'ait pas encore été fait. Il ne peut y avoir de réelle réflexion en matière d'accessibilité universelle et d'intégration sans cet apport au niveau du design urbain des espaces publics de la part de tous ces acteurs de l'aménagement de ce site.

Facture architecturale et aménagements extérieurs

Dans son avis précédent, le comité avait mentionné que « le projet ne possède pas […] d'ancrage avec l'architecture du stade d'hiver ». Par conséquent, il apprécie grandement le soin apporté à l'intégration de l'édicule dans son contexte dans cette nouvelle version du projet, ainsi que d'avoir ajouté des éléments de repérage spatiaux en lien avec le reste de l'intérieur de la station de métro (utilisation de la couleur orange et du béton). Il encourage les concepteurs à conserver la pierre d'agrégat présente actuellement, notamment sur la terrasse du stade d'hiver, et à la refaire à l'identique dans l'éventualité où elle devrait être changée.

Concernant l'extérieur de l'édicule, le comité est satisfait que les concepteurs aient mis de côté l'idée d'implanter un toit végétalisé sur l'édicule. Il prend note que les trois talus segmentés de murets de pierre n'ont pas de fonction structurale et visent plutôt à renforcer l'intégration du projet en reprenant la pierre du stade d'hiver et en rappelant son horizontalité. Le comité apprécie la conservation du talus et l'intention de créer un lien au stade d'hiver. Toutefois, de manière générale, bien qu'il apprécie la qualité du projet, il croit qu'il reste un certain travail de raffinement à faire. Notamment, il est d'avis que la présence des murets dans le talus pourrait être minimisée soit par un traitement plus raffiné, à l'aide de plantations, ou en réalisant un arrimage plus étroit à la terrasse. Également, le comité note que l'ascenseur, prévu en surhauteur dans une cage de verre, aura une présence visuelle très importante le soir s'il est éclairé. Il encourage les concepteurs à réfléchir à des moyens de réduire cet impact visuel.

Le comité demeure aussi préoccupé concernant l'espace de circulation à l'entrée de l'édicule. Il se questionne sur l'impact de l'avancée de l'entrée de 6 mètres sur le trottoir, considérant l'achalandage de cette station. Il lui paraît que les trottoirs actuels, de largeur minimale, ne sont pas prévus pour accueillir autant de personnes en lien avec les activités de l'université. Il encourage l'Arrondissement à repenser la rue et l'aménagement du domaine public dans le but d'en faire un véritable pôle de mobilité intermodal, incluant le REM.

Enfin, en fonction de la nature du projet, le comité comprend que seule la dimension architecturale a pu être traitée par la STM et qu'aucun aménagement paysager n'est prévu par celle-ci.

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le comité mixte émet un avis favorable quant à l'agrandissement de l'édicule de la station de métro Édouard-Montpetit. Il est d'avis que la Société de transport de Montréal a fait un excellent travail compte tenu des circonstances. Il insiste qu'il reste toutefois un important travail à faire concernant l'aménagement du domaine public (trottoirs, traverses piétonnes, pistes cyclables, mobilier urbain, etc.) et souhaite que l'Arrondissement revienne lui présenter cet aspect pour avis. Il émet les recommandations suivantes à l'attention de la STM :

- Raffiner davantage la présence des murets de pierre dans le talus;
- Réduire l'impact visuel de la surhauteur au niveau de l'ascenseur en étudiant la possibilité de diminuer sa hauteur et en trouvant des façons de réduire son impact visuel le soir, lorsqu'il sera éclairé;

- Étudier la possibilité de réduire l'avancée de l'entrée principale du métro de 6 mètres.

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Original signé

Peter Jacobs

Le 13 novembre 2019

Le président du Comité Jacques-Viger,

Original signé

Patrick Marmen

Le 13 novembre 2019

Recommandation du comité

Le comité recommande d'autoriser la demande, à condition que le fini des colonnes soit d'apparence lisse.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

3.7 Édicule de la station de métro Édouard-Montpetit — PIIA agrandissement

Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et du programme de développement 96-066, les travaux visant l'agrandissement de l'édicule sud du métro Édouard-Montpetit, adjacent à la terrasse avant du Stade d'hiver du CEPSUM de l'Université de Montréal, situé au 2040, boulevard Édouard-Montpetit — dossier relatif à la demande de permis 3001610247.

Présentation : Fabienne Cahour, conseillère en aménagement

Description du projet

Le programme accessibilité de la STM prévoit la réalisation des travaux d'accessibilité à la station Édouard-Montpetit pour une mise en service d'ici 2022. Considérant les contraintes techniques, seul l'édicule au sud de la rue Édouard-Montpetit était en mesure d'abriter ces travaux d'accessibilité. Le projet consiste en l'installation de deux ascenseurs reliés à la station, l'un desservant l'édicule, mezzanine, passerelle et quai et l'autre ascenseur desservant la passerelle au quai. Ces travaux nécessitent l'agrandissement de l'édicule sud de la station Édouard-Montpetit.

Étant donné que cet édicule est implanté dans le Site patrimonial du Mont-Royal, les travaux d'agrandissement sont assujettis au titre VIII (PIIA) en vertu des articles 66, 88, 110, 112.2, 118.1 du du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et à l'article 20 du Règlement 96-066.

Le projet avait été présenté à la séance du CCU du 28 août dernier, lequel avait émis un avis favorable avec quelques suggestions. Quant au Comité mixte (composé des membres du Conseil du patrimoine et du comité Jacques-Viger), celui-ci a émis un avis défavorable le 6 septembre dernier. Le projet modifié leur a été présenté le 25 octobre dernier, et nous attendons la réception de leur avis écrit.

Le concept général du projet modifié consiste à considérer l'agrandissement comme une continuité du talus existant et à rappeler la présence de l'Université par l'utilisation de pierres sur le mur avant et arrière et pour les murets dans le talus. Enfin, le traitement incurvé du coin longeant le trottoir vise à évoquer la forme incurvée de l'édicule nord.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents de présentation utilisés par la Direction.

Analyse de la Direction

- Considérant que le projet modifié répond aux commentaires des membres du CCU lors de la séance du 28 août dernier;
- Considérant que le projet modifié répond à la condition émise par la Direction;
- Considérant que, suite aux commentaires émis par le Comité mixte lors de la séance du 6 septembre dernier, le projet modifié reprend l'approche du concept initial de l'édicule sud, soit de dissimuler l'édicule sous le talus;
- Considérant que l'autorisation de la Ville de Montréal en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel sera assujettie d'une condition de supervision archéologique des travaux d'excavation.

La Direction recommande l'approbation du projet

Délibération du comité

Les membres du comité soulignent la meilleure intégration de cette proposition. Cependant, les membres sont préoccupés par la viabilité des espaces gazonnés proposés étant donné le fort achalandage des lieux.

Le comité est en accord avec l'analyse de la Direction.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'autoriser la demande et suggère de revoir l'aménagement paysager en vue d'assurer la pérennité de la plantation.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

3.8 3641 et 3744, avenue Prud'homme — PIIA apparence extérieure

Étudier, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le projet de transformation des marquises et d'un escalier situés en façade de l'académie Centennial — immeubles localisés au 3641 et 3744, avenue Prud'homme — dossier relatif aux demandes de permis 3001610237 et 3001642918.

Présentation : Jean-Simon Laporte, architecte

Description du projet

Le projet est assujetti à l'approbation d'un PIIA en vertu de l'article 106 du Règlement (01-276). Le projet déroge à l'article 91 lequel prévoit que la transformation des saillies d'un immeuble situé dans un secteur significatif — intervention visible de la rue, doit conserver la forme et l'apparence des composantes d'origine. La transformation des trois (3) marquises du pavillon ouest (3744, avenue Prud'homme) — travaux visés par la demande de permis 3001610237, a déjà fait l'objet d'une présentation devant le comité lors de la séance du 11 septembre 2019.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents de présentation utilisés par la Direction.

Montréal

Service de l'urbanisme et de la mobilité
Direction de l'urbanisme
Division du patrimoine

303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Le 28 janvier 2020

Madame Guylaine Di Tomasso
Société de transport de Montréal
1080, Côte du Beaver hall, 19e étage
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Monsieur Frank Scarpelli
Gestion FKH inc.
2747, boul. Édouard-Montpetit, bureau 1
Montréal (Québec) H3T 1J6

Monsieur Éric Filteau
Université de Montréal
2900, boul. Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

N/Réf. : 20196819

Objet : DEMANDE D'AUTORISATION
Du 2030 au 2050, boulevard Édouard-Montpetit
Du 2027 au 2035, boulevard Édouard-Montpetit
Boulevard Édouard-Montpetit (entre avenue Vincent D'Indy et avenue Stirling)
2040, boulevard Édouard-Montpetit

Madame, Messieurs,

Vous trouverez ci-joint une autorisation dûment signée relative aux projets cité dessus.

Notez que cette autorisation ne dispense pas de l'obtention d'un permis ou certificat conformément à la règlementation d'urbanisme de l'arrondissement concerné. Le cas échéant, les travaux visés par l'autorisation ne peuvent débuter avant la délivrance de ce permis ou certificat par l'arrondissement.

Montréal

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec M. Louis-Philippe Lauzé, responsable de l'application de la Loi sur le patrimoine culturel, au 514 868-7899.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Messieurs, nos salutations distinguées.

Ying Liu
Préposée au secrétariat
Division du patrimoine
Tél: 514 868-7896
ying.liu@ville.montreal.qc.ca

LPL/yl

p. j. 1

c. c. M. Alain Bilodeau, mandataire, STM, alain.bilodeau@stm.info
Mme Fabienne Cahour, arr. CDN-NDG, fabienne.cahour@montreal.ca

Montréal

AUTORISATION

Articles 64, 65 et 179.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002)

No Référence demande :
20196819

Après étude et sur la base des documents et renseignements soumis, la Ville de Montréal autorise :

Monsieur Frank Scarpelli
Gestion FKH inc
2747, Édouard-Montpetit,
bureau 1
Montréal (Québec) H3T 1J6

Monsieur Éric Filteau
Université de Montréal
2900, Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4

Madame Guylaine Di Tomasso
Société de Transport de Montréal
1080, Côte du Beaver Hall,
19ème étage
Montréal (Québec) H2Z 1S8

Copie conforme :
Monsieur Alain Bilodeau
1080, Côte du Beaver Hall,
19ème étage
Montréal (Québec) H2Z 1S8

À réaliser les actes ou travaux suivants :
Agrandir l'édicule de métro (sortie sud) et excaver le sol pour permettre l'installation d'ascenseurs et autres équipements, selon les plans de Patrice Monfette architecte du bureau de projets - équipements fixes - métro, série 1000 à 1900 émis pour appel d'offres en date du 18 décembre 2019

Sur le(s) bien(s) suivant(s) :
Université de Montréal - Stade d'hiver
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
Du 2030 au 2050 Édouard-Montpetit
Montréal (Québec)
Lot 2 176 581 et Lot PC-10707

Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
Du 2027 au 2035 Boulevard Édouard Montpetit
Montréal (Québec)
Lot 2 172 862

Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
Boulevard Édouard-Montpetit (entre Avenue vincent D'Indy et Avenue Stirling)
Montréal (Québec)
Lot 2 482 340 et Lot 2 482 587

Édicule de métro Édouard-Montpetit
Situé dans un site patrimonial - **Site patrimonial du Mont-Royal (déclaré)**
2040, Boulevard Édouard-Montpetit
Montréal (Québec) H3T 1J4
Lot 2 176 581

Selon les conditions et exigences suivantes :

La pierre calcaire naturelle fournie sera du même type, des mêmes couleurs, du même format et avec le même appareillage que la pierre existante à la base du stade d'hiver. Un échantillon devra être fourni à la Division du Patrimoine;

L'intérieur du volume de béton devra être peint tel que montré dans le document de présentation daté du 25 octobre 2019;

La glissière rigide médiane (muret de séparation au centre des voies) démolie pour les besoins du projet devra être reconstruite à l'identique (détails de béton et éléments métalliques);

Réaliser une supervision archéologique des travaux d'excavation prévus au nord du boulevard Édouard-Montpetit, avec la possibilité de réaliser des sondages archéologiques manuels à l'intérieur de l'emprise des tranchées si des contextes archéologiques intègres sont exposés. Advenant la découverte de niveaux archéologiques en place et de vestiges immobiliers, procéder à la fouille pour permettre l'enregistrement et la documentation complète de ceux-ci;

Advenant la découverte d'une sépulture ou des restes humains, arrêter les travaux et en informer sans délai la Division du patrimoine. Les travaux pourront reprendre uniquement lorsque la Division du patrimoine l'aura autorisé;

Conditions et exigences (suite)

Transmettre un rapport d'étape à la Division du patrimoine au plus tard un (1) mois suivant la date de réalisation de l'intervention archéologique. Ce rapport, qui peut prendre la forme d'une lettre, doit faire état des activités archéologiques réalisées, des résultats et interprétations préliminaires, des recommandations en lien avec le patrimoine archéologique du secteur visé. Il doit aussi inclure une localisation approximative des activités réalisées ainsi que des vestiges archéologiques mis au jour, le cas échéant, de même que des photos des éléments les plus significatifs (stratigraphies, vestiges, artefacts, etc.);

Les finitions de sol devrons être remis en état si elles n'ont pas été prévues pour être modifiées dans le projet.

Important
Par le seul effet de la Loi sur le patrimoine culturel (ci-après la « LPC »), la présente autorisation est retirée si le projet visé n'est pas entrepris un an après la délivrance de l'autorisation ou s'il est interrompu pendant plus d'un an (articles 51 et 67 de la LPC).

Toutes modifications aux actes ou travaux autorisés par la présente, incluant les imprévus en cours de chantier, doivent faire l'objet d'une demande de modification et être autorisées par le ministre de la Culture et des Communications ou la Ville de Montréal préalablement à leur réalisation.

La présente autorisation peut aussi être révoquée ou modifiée par la Ville de Montréal si elle a été obtenue à partir d'informations inexactes ou incomplètes (article 197 de la LPC).

La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention de tout autres permis, certificat ou autorisation pouvant être requis en vertu de la LPC ou toute autre loi ou règlement applicable, notamment un permis de travaux émis par l'arrondissement concerné de la Ville de Montréal.

La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'aviser sans délai le ministre responsable de la Culture et des Communications du Québec de toute découverte de bien ou de site archéologique, conformément à l'article 74 de la LPC.

Signée en vertu du chapitre VI.1 de la Loi sur le patrimoine culturel (RLRQ, chapitre P-9.002) et de l'article 2 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs liés à la délivrance d'autorisations en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel (RCE 18-008) de la Ville de Montréal.

Délivrée le 27/01/2020

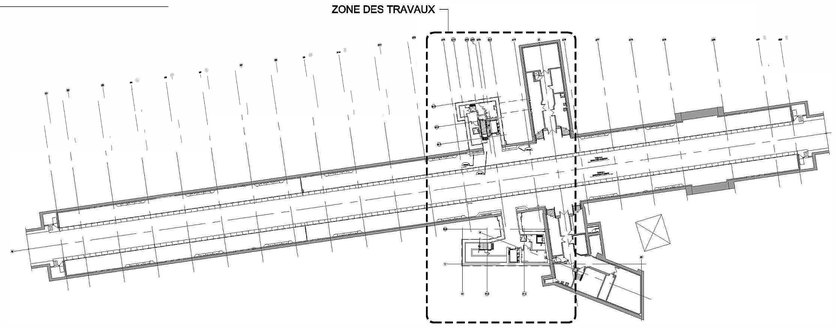
Lucie Careau, directrice
Direction de l'urbanisme
Service de l'urbanisme et de la mobilité

ANNEXE I
1193565062

Direction de l'aménagement urbain et des infrastructures aux entreprises
2019 12 18
CDN-NDG

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279734
Révision: 00

PLAN CLÉ







LÉGENDE ABRÉVIATIONS

C.M.	- CONTRE-MARCHE
PV	- PORTILLON À VANTAUX
PR	- POTEAU DE RACCORD
BS	- BARRIÈRE DE SERVICE
TE	- TOURNIQUET D'ENTRÉE
TS	- TOURNIQUET DE SORTIE
D.A.T.	- DISTRIBUTRICE AUTOMATIQUE DE TITRES
B.R.	- BORNE DE RECHARGE
℄	- CENTRE LINÉAIRE
DRF	- DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU
E.B.	- EN BAS (DIRECTION)
E.H.	- EN HAUT (DIRECTION)
ÉP.	- ÉPAISSEUR
HT	- HAUTEUR
INV.	- INVERSÉ
SIM.	- SIMILAIRE
NIV	- NIVEAU
O.B.	- OUVERTURE BRUTE
TYP	- TYPIQUE
D.P.	- DRAIN DE PLANCHER
G.A.B.	- GUICHET AUTOMATIQUE BANCAIRE

NOTES GÉNÉRALES

LES NOTES GÉNÉRALES SUR CETTE FEUILLE NE SONT PAS LIMITATIVES ET SONT APPLICABLES À L'ENSEMBLE DE CHACUNE DES FEUILLES DE PLAN DU PROJET.

1. LES TRAVAUX DÉCRITS DEVRONT ÊTRE FAITS DANS LE RESPECT DES RÈGLES DE L'ART ET EN CONFORMITÉ AVEC LES CODES ET NORMES APPLICABLES.
2. L'ADJUDICATAIRE DOIT EFFECTUER TOUS LES TRAVAUX DÉCRITS ET REQUIS.
3. LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS, COUPES, DÉTAILS ET ÉLÉVATIONS NE SONT QU'À TITRE INDICATIF. LES DIMENSIONS DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX ET ARCHITECTURAUX DEVRONT ÊTRE VÉRIFIÉS SYSTÉMATIQUEMENT AU CHANTIER AVANT DE PROCÉDER AUX TRAVAUX. AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE.
4. CONSIDÉRER CES DESSINS POUR L'AGENCEMENT GÉNÉRAL SEULEMENT. NE PRENDRE AUCUNE MESURE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS, POUR L'INTERPRÉTATION DES DIMENSIONS DE CONSTRUCTION
5. L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAÎTRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET AINSI PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES..
6. EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX DESSINS, EFFECTUER TOUTES LES REPRISES ET/OU RAGRÉAGES SUR LES SURFACES REQUISES AFFECTÉES PAR LES PRÉSENTS TRAVAUX. UTILISER DES PRODUITS DE RAGRÉAGES DE MÊME TYPE, FINI ET COULEUR QUE CEUX EXISTANTS ET COMPATIBLES AUX SURFACES EXISTANTES À RAGRÉER. ASSURER EN TOUT TEMPS L'INTÉGRITÉ DU DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.
7. PRÉVOIR LES DESSINS D'ATELIER, TEL QUE PRESCRIT AU DEVIS POUR TOUS LES MATÉRIAUX DÉTAILLÉS SUR TOUTES LES FEUILLES DES DESSINS OU PRÉSENT CONTRAT.
8. OBTURER TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES. ASSURER EN TOUT TEMPS L'INTÉGRITÉ DU DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU.
9. OBTURER TOUTES LES OUVERTURES OU ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU. (VOIR DEVIS - SECTION 07 84 00 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
10. SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUS LES TYPES DE CLOISONS OU MURS DE BLOCS OU DE GYPSE OU DE PANNEAUX DE FIBRES DOIVENT SE RENDRE DE DALLE À DALLE OU PONTAGE MÉTALLIQUE EN ÉPOUSSANT LA FORME DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX. S'ASSURER DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU AU POURTOUR DE TOUS LES CONDUITS OU CANALISATIONS ÉLECTRIQUES OU MÉCANIQUES. (VOIR DEVIS - SECTION 07 84 00 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
11. RECOUVRIR TOUS LES ÉLÉMENTS DE STRUCTURE D'ACIER D'UN PRODUIT IGNIFUGE PROJETÉ SUR TOUTES LEURS SURFACES, AFIN D'OBTENIR UN DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU DE 2H00 À LA STRUCTURE. (VOIR DEVIS - SECTION 07 81 00).
12. ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS.
13. TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR LES PLANS DU PRÉSENT CONTRAT DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.
14. EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERÇÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.
15. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN : RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR PIERRE CARDINAL, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE GÉOMATIK INC. DOSSIER DE RÉFÉRENCE : 51289-1. MINUTE 6153. DATÉ DU 19 DÉCEMBRE 2017 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).
16. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN : RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE LABRE ET ASSOCIÉS INC - ARPENTEURS GÉOMÈTRES. DOSSIER DE RÉFÉRENCE : P70401. MINUTE 9741. DATÉ DU 9 AVRIL ET 30 MAI 2018 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).
17. TOUTE PRÉCISION CONCERNANT LES MOTIFS EXACTS POUR LES CÉRAMIQUES MURALES ET DE PLANCHER, SERONT FOURNIS, PAR L'ARCHITECTE, 30 JOURS AVANT LA COMMANDE DES MATÉRIAUX.
18. PRÉVOIR, EN PLUS DE CE QUI EST INDIQUÉ AUX PLANS, LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE 20m2 SUPPLÉMENTAIRES DE N'IMPORTE LEQUEL DES FINIS DE CÉRAMIQUE, INCLUANT LE COULIS, L'ADHÉSIF ET LES MORTIERS DE NIVELLEMENT, SI REQUIS.
19. CERTAINS FINIS À INSTALLER PEUVENT AUSSI ÊTRE INDIQUÉS SUR PLUSIEURS PLANS. TOUS LES PLANS ET COUPES DOIVENT ÊTRE CONSULTÉS EN COMPLÉMENT DES PLANS DE FINIS AFIN DE BIEN COMPRENDRE L'ÉTENDUE ET LA NATURE DES TRAVAUX REQUIS. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UN PLAN NE SIGNIFIE PAS L'ABSENCE DE FINI.
20. TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).

LÉGENDE SYMBOLES

- AXE EXISTANT
- NOUVEL AXE
- SYMBOLE DE NIVEAU (±10.000 DESSUS PLANCHER NIVEAU XXX)
- NOUVEAU TYPE DE CLOISONS, MURS, TOITURES, BÂTIS, ETC.: SE RÉFÉRER À LA DESCRIPTION TYPE. (C-1)
- TYPE DE CLOISONS, MURS, TOITURES, BÂTIS, ETC.,À DÉMOLIR; SE RÉFÉRER À LA DESCRIPTION TYPE. (C-1)
- NUMÉRO DE PORTE SE RÉFÉRER AU DEVIS ET AU BORDEREAU DES PORTES ET CADRES (XXX)
- SYMBOLE IDENTIFIANT LE TYPE DE FINI. SE RÉFÉRER À LA LÉGENDE DES FINIS OU AU BORDEREAU DES FINIS. (XXX)
- TRIANGLE DE RÉVISION (XXX)
- TRAVAUX ÉXÉCUTÉS PAR LA STM EN MANDAT INTERNE
- NUMÉRO DE LOCAL (X00XXX / XXXXX / XXXXX)
- SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR COUPE GÉNÉRALE (LONGITUDINALE OU TRANSVERSALE) (X / 123456 / 1000 — NUMÉRO DE DÉTAIL, NUMÉRO GED, NUMÉRO DE FEUILLE)
- SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR ÉLÉVATION (X / 123456 / 1000 — NUMÉRO DE DÉTAIL, NUMÉRO GED, NUMÉRO DE FEUILLE)
- SYMBOLE DE RÉFÉRENCE POUR DÉTAIL (X / 123456 / 1000 — NUMÉRO DE DÉTAIL, NUMÉRO GED, NUMÉRO DE FEUILLE)

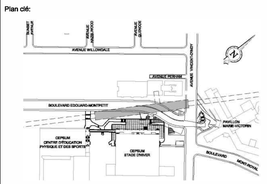
LÉGENDE PLAN

- COMPOSANTES EXISTANTES À CONSERVER
- COMPOSANTES EXISTANTES À DÉMOLIR OU SOUTERRAIN
- NOUVELLES COMPOSANTES
- NOUVELLE PORTE ET CADRE SE RÉFÉRER AU BORDEREAU DES PORTES ET CADRES
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À CONSERVER
- PORTE ET CADRE EXISTANTS À DÉMOLIR
- TÉLÉPHONE, VOIR TCPE. (T)
- RÉCEPTACLE À REBUTS
- GUICHET AUTOMATIQUE BANCAIRE (GAB)

LISTE DES DESSINS

No DE PAGE	No DE DESSIN	TITRE
0000	RS-PD-BA-AR-417-99-5S36-279734	ARCHITECTURE - LISTE DES DESSINS, LÉGENDES ET NOTES GÉNÉRALES
1000	RS-PD-BA-AR-417-00-5S38-279735	ARCHITECTURE - PLAN D'IMPLANTATION - EXISTANT ET DÉMOLITION
1001	RS-PD-BA-AR-417-00-5S38-279736	ARCHITECTURE - PLAN D'IMPLANTATION - CONSTRUCTION
1101	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279738	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU DES QUAIS
1102	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279739	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU PASSERELLE
1103	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279740	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU DES SERVICES
1104	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38 279741	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU MEZZANINE
1105	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279742	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU MEZZANINE - ZONE DE PERCEPTION
1106	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279743	ARCHITECTURE - PLAN DE DÉMOLITION - NIVEAU ÉDICULE SUD
1110	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279744	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU DES SOUS-QUAIS
1111	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279745	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU DES QUAIS
1112	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279746	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU PASSERELLE
1113	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279747	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU DES SERVICES
1114	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279748	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU MEZZANINE
1115	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279749	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU MEZZANINE - ZONE DE PERCEPTION
1116	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279750	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU ÉDICULE SUD
1117	RS-PD-BA-AR-417-08-5S38-279751	ARCHITECTURE - PLAN DE CONSTRUCTION - NIVEAU TOITURE
1211	RS-PD-BA-AR-417-03-5S36-279752	ARCHITECTURE - PLAN DE PLAFOND RÉFLÉCHI - NIVEAU DES QUAIS - CONSTRUCTION
1212	RS-PD-BA-AR-417-03-5S38-279753	ARCHITECTURE - PLAN DE PLAFOND RÉFLÉCHI - NIVEAU PASSERELLE - CONSTRUCTION
1214	RS-PD-BA-AR-417-03-5S38-279754	ARCHITECTURE - PLAN DE PLAFOND RÉFLÉCHI - NIVEAU MEZZANINE - CONSTRUCTION
1215	RS-PD-BA-AR-417-03-5S36-279755	ARCHITECTURE - PLAN DE PLAFOND RÉFLÉCHI - NIVEAU MEZZANINE - ZONE DE PERCEPTION
1216	RS-PD-BA-AR-417-03-5S38-279756	ARCHITECTURE - PLAN DE PLAFOND RÉFLÉCHI - NIVEAU ÉDICULE SUD - CONSTRUCTION
1310	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279757	ARCHITECTURE - ÉLÉVATIONS - CONSTRUCTION
1400	RS-PD-BA-AR-417-99-5S36-279758	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - EXISTANT ET DÉMOLITION
1401	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279759	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - EXISTANT ET DÉMOLITION
1402	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279760	ARCHITECTURE - COUPES GÉNÉRALES - EXISTANT ET DÉMOLITION
1410	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279762	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - CONSTRUCTION
1411	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279763	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - CONSTRUCTION
1412	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279764	ARCHITECTURE - COUPES GÉNÉRALES - CONSTRUCTION
1413	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279765	ARCHITECTURE - COUPES GÉNÉRALES - CONSTRUCTION
1414	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279766	ARCHITECTURE - COUPES GÉNÉRALES - CONSTRUCTION
1415	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279767	ARCHITECTURE - COUPES GÉNÉRALES - CONSTRUCTION
1416	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279768	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - CONSTRUCTION
1417	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279769	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE - CONSTRUCTION
1418	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-295202	ARCHITECTURE - COUPE GÉNÉRALE ET ÉLÉVATIONS INTÉRIEURES - CONSTRUCTION
1510	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279770	ARCHITECTURE - COUPES DE MUR - CONSTRUCTION
1511	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279771	ARCHITECTURE - COUPES DE MUR - CONSTRUCTION
1512	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279772	ARCHITECTURE - COUPES DE MUR - CONSTRUCTION
1513	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279773	ARCHITECTURE - COUPES DE MUR - CONSTRUCTION
1514	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279774	ARCHITECTURE - DÉTAILS EN COUPE - ENVELOPPE - CONSTRUCTION
1515	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-286261	ARCHITECTURE - DÉTAILS EN COUPE - ENVELOPPE - CONSTRUCTION
1516	RS-PD-BA-AR-417-08-5S38-287985	ARCHITECTURE - DÉTAILS DE TOITURE - CONSTRUCTION
1610	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279775	ARCHITECTURE - PLAN ET DÉTAILS - ENTRÉE DE L'ÉDICULE - CONSTRUCTION
1611	RS-PD-BA-AR-417-99-5S36-279776	ARCHITECTURE - DÉTAILS DIVERS - ENVELOPPE - CONSTRUCTION
1612	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-287779	ARCHITECTURE - DÉTAILS EN PLAN - ENVELOPPE - CONSTRUCTION
1613	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-288359	ARCHITECTURE - PLAN ET DÉTAILS - LAMES ARCHITECTURALES INTÉRIEURES - CONSTRUCTION
1711	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279777	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU DES QUAIS
1712	RS-PD-BA-AR-417-04-5S36-279778	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU PASSERELLE
1713	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279779	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU DES SERVICES
1714	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279780	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU MEZZANINE
1715	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279781	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU MEZZANINE - ZONE DE PERCEPTION
1716	RS-PD-BA-AR-417-04-5S36-279782	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS DE PLANCHER - NIVEAU ÉDICULE SUD
1721	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279783	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS MURAUX - NIVEAU DES QUAIS
1722	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279784	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS MURAUX - NIVEAU PASSERELLE
1723	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279785	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS MURAUX - NIVEAU DES SERVICES
1724	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279786	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS MURAUX - NIVEAU MEZZANINE
1726	RS-PD-BA-AR-417-01-5S38-279787	ARCHITECTURE - PLAN DES FINIS MURAUX - NIVEAU ÉDICULE SUD
1727	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-287504	ARCHITECTURE - DÉTAIL DES FINIS - DIVERS
1730	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279788	ARCHITECTURE - REHAUSSEMENT DE QUAIS - PLAN DES TUILES AVERTISSANTES - PLAN DE LOCALISATION
1731	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279789	ARCHITECTURE - REHAUSSEMENT DE QUAIS - PLANS AGRANDIS - VOIE 1 - DÉMOLITION ET CONSTRUCTION
1732	RS-PD-BA-AR-417-04-5S36-279790	ARCHITECTURE - REHAUSSEMENT DE QUAIS - PLANS AGRANDIS - VOIE 2 - DÉMOLITION ET CONSTRUCTION
1733	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279791	ARCHITECTURE - COUPES ET DÉTAILS TYPIQUES POUR INTERVENTION DE REHAUSSEMENT
1734	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279792	ARCHITECTURE - DÉTAILS TYPIQUES POUR INTERVENTION DE REHAUSSEMENT
1735	RS-PD-BA-AR-417-04-5S38-279793	ARCHITECTURE - REHAUSSEMENT DE QUAIS - GABARIT GDL POUR TRAVAUX AUX PIERRES DE QUAIS
1810	RS-PD-BA-AR-417-06-5S36-279794	ARCHITECTURE - ESCALIERS PE0195 & PE0296 - PLANS AGRANDIS
1811	RS-PD-BA-AR-417-06-5S38279795	ARCHITECTURE - ESCALIERS PE0195, PE0298 & PE0194 - PLANS AGRANDIS ET COUPES
1812	RS-PD-BA-AR-417-06-5S38-279796	ARCHITECTURE - ESCALIERS PE0196 & PE0198 - PLANS AGRANDIS ET COUPES
1813	RS-PD-BA-AR-417-06-5S36-279797	ARCHITECTURE - ESCALIERS PE0397 - PLANS AGRANDIS ET COUPES
1814	RS-PD-BA-AR-417-06-5S38-279798	ARCHITECTURE - ESCALIERS - DÉTAILS TYPES
1815	RS-PD-BA-AR-417-06-5S38-279799	ARCHITECTURE - ESCALIERS - DÉTAILS TYPES
1816	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-286478	ARCHITECTURE - DÉTAILS INTÉRIEURS - MÉTAUX OUVRÉS
1817	RS-PD-BA-AR-417-99-5S36-287490	ARCHITECTURE - DÉTAILS INTÉRIEURS - MÉTAUX OUVRÉS
1818	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-288496	ARCHITECTURE - DÉTAILS INTÉRIEURS - MÉTAUX OUVRÉS
1819	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279806	ARCHITECTURE - DÉTAILS INTÉRIEURS - NICHES D'ASSISTANCE
1820	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279800	ARCHITECTURE - ASCENSEUR AS-01 - PLANS AGRANDIS ET ÉLÉVATIONS
1821	RS-PD-BA-AR-417-99-5S36-279801	ARCHITECTURE - ASCENSEUR AS-01 - ÉLÉVATIONS
1822	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279802	ARCHITECTURE - ASCENSEUR AS-01 - COUPES ET DÉTAILS
1823	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279803	ARCHITECTURE - ASCENSEUR AS-02 - PLANS AGRANDIS ET ÉLÉVATIONS
1824	RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279804	ARCHITECTURE - ASCENSEURS - DÉTAILS DIVERS
1900	RS-PD-BA-AR-416-99-5S38-279805	ARCHITECTURE - BORDEREAU DES PORTES, CADRES ET DÉTAILS

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

00	2019-12 18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 CA5	B.S-P.	N.B.
no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

ORDRE DES ARCHITECTES DU QUÉBEC — PATRICE MONFETTE — ARCHITECTE — 2019-12-13

Client: stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

Architecture
Liste des dessins, légendes et notes générales

Préparé par: Patrice Monfette, arch.	Approbation administrative: Nachida Nichbissi, ing. 2019-12-13
Dessiné par: Philippe Martin, tech.	Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-05-25	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279734	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-6650-07-19-69	F euille: 0000

© CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION, PUBLICATION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLE POUR LAQUELLE IL EST DESTINÉ EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A 2016-09

Révision: 00

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279735

LOT 2 172 860
3 ÉTAGES
CIV.: 2049

LOT 2 172 862 PTIE
3 ÉTAGES
CIV.: 2027-2035

GAZON ET TERRE VÉGÉTALE À ENLEVER. VOIR CIVIL.

ARBRE À ENLEVER.

Ø0,57

Ø0,57

Ø0,70

LAMPADAIRE À ENLEVER, À CONSERVER ET À PROTÉGER. VOIR ÉLECTRICITÉ.

PUISARD À PROTÉGER. VOIR CIVIL.

ENLEVER ET RÉCUPÉRER LES PAVÉS EXISTANTS DANS CETTE ZONE. VOIR CIVIL.

DÉMOLIR LE TROTTOIR. VOIR CIVIL.

BOULEVARD ÉDOUARD-MONTPETIT
LOT 2 482 340

DALLE DE BÉTON À DÉMOLIR.

POUBELLE À ENLEVER ET CONSERVER EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION À LA FIN DES TRAVAUX, AU MÊME ENDROIT.

ABRIBUS À DÉMANTELER, À ENTREPOSER ET À PROTÉGER PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX.

ENSEIGNE À DÉMANTELER ET CONSERVER EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION À LA FIN DES TRAVAUX.

SUPPORT À VÉLOS EXISTANT À ENLEVER. CONSERVER EN BON ÉTAT ET REMETTRE AU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL.

ZONE DE PLANTATIONS, GAZON ET TALUS À DÉMOLIR

ENSEIGNE À DÉMANTELER ET À RÉINSTALLER APRES LES TRAVAUX, VOIR ÉLECTRICITÉ ET VOIR CIVIL.

MÂTS À DÉMANTELER, À ENTREPOSER ET À PROTÉGER PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX. BASES DE BÉTON À DÉMOLIR (VOIR CIVIL ET ÉLECTRICITÉ).

COLONNE DE VENTILATION DE BÉTON À DÉMOLIR, VOIR STRUCTURE ET MÉCANIQUE.

BORDURE DE BÉTON À DÉMOLIR, VOIR CIVIL.

ENSEIGNE MÉTRO À DÉMANTELER POUR RÉINSTALLATION. DÉMOLIR LA BASE ET LE POTEAU, VOIR STRUCTURE, ÉLECTRICITÉ ET SIGNALÉTIQUE.

MUR DE BÉTON À DÉMOLIR. VOIR STRUCTURE.

ENLEVER LES PAVÉS EXISTANT, VOIR CIVIL. DÉMOLIR TOUTES LES COMPOSANTES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AUX ENDROITS TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX ET LES REFECTIONS DE MEMBRANES, VOIR STRUCTURE.

TE0451
TERRAIN

CR0402
PUITS DE VENTILATION

PENTE

PENTE

PV0304
PUITS DE VENT/ TRANSFORMATEUR

ARBUSTES À ENLEVER, VOIR CIVIL.

ENLEVER ET DISPOSER HORS DU CHANTIER TOUTE LA TERRE VÉGÉTALE ET LES VÉGÉTAUX EXISTANTS JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE.

DÉMOLIR LE TROTTOIR DANS ZONE HACHURÉE. VOIR CIVIL.

LOT 2 482 587
Superficie: ±170,56 m2

ENLEVER LES PAVÉS EXISTANT, VOIR CIVIL. DÉMOLIR TOUTES LES COMPOSANTES JUSQU'À LA DALLE STRUCTURALE AUX ENDROITS TOUCHÉS PAR LES TRAVAUX ET LES RÉFECTIONS DE MEMBRANES, VOIR STRUCTURE.

LIMITE DES TRAVAUX DE D'ENLÈVEMENT DES PAVÉS. VOIR CIVIL.

MURET DE BÉTON, DE BLOCS DE BÉTON ET DE REVÊTEMENT EN PIERRES À DÉMOLIR.

BANC ET BOÎTE À FLEURS À ENLEVER. VOIR CIVIL.

JOINT D'ÉTANCHÉITÉ À DÉMOLIR. VOIR CIVIL ET STRUCTURE.

DÉMOLIR MARCHES, ENLEVER LES MAINS-COURANTES ET GARDE-CORPS(six) POUR RÉINSTALLATION.

BANCS (X7) ET BOITES À FLEURS (X8) À ENLEVER ET À ENTREPOSER POUR RÉINSTALLATION, VOIR CIVIL.

REGARD D'ÉGOUT.

ZONE HACHURÉE DE DALLES DE BÉTON À DÉMOLIR, VOIR STRUCTURE ET/OU CIVIL

LOT 2 176 581
Superficie: inconnue

REGARD D'ÉGOUT.

ARBUSTES À CONSERVER

SUPPORT À VÉLOS EXISTANT À ENLEVER, CONSERVER EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION À LA FIN DES TRAVAUX.

LIGNE GRASSE : ZONE DE DÉMOLITION DE LA MEMBRANE ET SES DISPOSITIFS DE PROTECTION (CHAPE DE BÉTON, PLAQUE D'ACIER, ISOLANT RIGIDE, TOLES, ETC.) JUSQU'AU BÉTON NU. S'IL Y A PRÉSENCE DE CHAPE DE BÉTON DE PROTECTION, PLAQUE D'ACIER OU AUTRE, SCIER PROPREMENT AFIN DE PERMETTRE UN MARIAGE PARFAIT ENTRE LES MEMBRANES NOUVELLES ET EXISTANTES.

LUMINAIRE EXISTANT À ENLEVER. VOIR ÉLECTRICITÉ. SUPPORT MURAL À LUMINAIRE À ENLEVER SANS ENDOMMAGER LE MUR.

Plan d'implantation
Démolition
ÉCHELLE : 1:100

1
270735
1000

NOTES GÉNÉRALES

1. LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
2. LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE. AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
3. TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).
4. ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS
5. TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE CIVIL, STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ ET TCPE.
6. LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS DE GESTION DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION.
7. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN :
   - RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR PIERRE CARDINAL, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE GÉOMATIK INC.
   - DOSSIER DE RÉFÉRENCE : 51289-1
   - MINUTE 6153
   - DATÉ DU 19 DÉCEMBRE 2017 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).
8. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN :
   - RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE LABRE ET ASSOCIÉS INC. - ARPENTEURS GÉOMÈTRES
   - DOSSIER DE RÉFÉRENCE : P70401
   - MINUTE 9741

DATÉ DU 9 AVRIL ET 30 MAI 2018 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).

NOTES SPÉCIFIQUES

1. INCLURE LA DÉMOLITION OU L'ENLEVEMENT DE TOUS LES ÉLÉMENTS D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER EXTÉRIEUR, DE MOBILIER URBAIN, NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DU PRÉSENT CONTRAT, (POUBELLES, BANCS, SIGNALISATION, ETC.) À CONSERVER POUR RÉINSTALLATION ULTÉRIEURE OU À REMETTRE À L'ARRONDISSEMENT OU LA STM)
2. INCLURE TOUTE LA DÉMOLITION DES TROTTOIRS DE BÉTON, BORDURES DE BÉTON OU DE GRANITE, PAVAGE D'ASPHALTE OU DE BÉTON, PAVÉS EN DALLES, INDIQUÉS AU PLAN OU NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES TRAVAUX DU PRÉSENT CONTRAT.
3. FOURNIR UN RELEVÉ PHOTOGRAPHIQUE DE L'ÉTAT DES LIEUX AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
4. EN PLUS DE CE QUI EST MENTIONNÉ AUX PLANS ET EN L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES, PENDANT TOUTE LA DURÉE DES TRAVAUX, PROTÉGER LES BÂTIMENTS, INSTALLATIONS, FINIS, ÉQUIPEMENTS EXISTANTS À REMETTRE, À CONSERVER OU À RÉ-INSTALLER AFIN DE LES MAINTENIR DANS LEUR ÉTAT D'ORIGINE OU DE FONCTIONNEMENT D'ORIGINE, TEL QUE RELEVÉ AU DÉBUT DES TRAVAUX.
5. SE RÉFÉRER AUSSI AUX DOCUMENTS DE GÉNIE CIVIL ET ELECTRICITÉ POUR LES TRAVAUX DE DÉMOLITION DE TOUTES LES BORDURES DE BÉTON OU GRANITE, TROTTOIRS, ZONES ASPHALTÉS OU BÉTONNÉES, ZONES DE PAVÉS, PUISARDS, CLÔTURES, LAMPADAIRES ET LEURS BASES, ETC.
6. ENLEVER TOUTES LES ENSEIGNES SUR POTEAUX EXISTANTES À L'INTÉRIEUR DE LA LIMITE DES TRAVAUX. CONSERVER EN BON ÉTAT POUR RÉINSTALLATION ULTÉRIEURE.

ZONE DES TRAVAUX

1. LA ZONE DE CHANTIER EST INDIQUÉE SUR LES PLANS CONÇUS À CET EFFET (VOIR CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS)
2. L'ACCÈS AU CHANTIER SE FERA PAR LES ENDROITS DÉTERMINÉS SUR LES PLANS CONÇUS À CET EFFET (VOIR CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS)
3. LE TYPE DE BARRIÈRES DE CHANTIER EST INDIQUÉ DANS LES CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS

LÉGENDE

LIMITE DE PROPRIÉTÉ

ÉLÉMENTS SOUTERRAINS OU À DÉMOLIR (SELON NOTES)

PUISARD OU REGARD, VOIR CIVIL

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

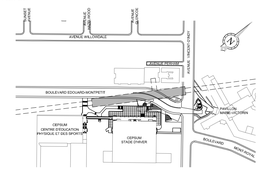
2019 12 18

CDN-NDG

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION, DIFFUSION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLE POUR LAQUELLE IL EST DESTINÉ SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT:A1A, 2016-09

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
A 4347
PATRICE MONFETTE
ARCHITECTE
2019-12-13

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

Architecture
Plan d'implantation
Existant et démolition

Préparé par: Patrice Monfette, arch.

Approbation administrative: Nachida Nachbiche, ing.

Dessiné par: Philippe Martin, tech.

Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.

Date: 2018-03-20

Échelle: Indiquée

Dimension: mm

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279735

Révision: 00

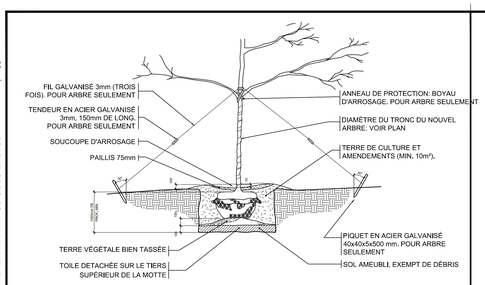
Numéro du projet: 29 21 01

Référence STM: STM-6650-07-19-69

Feuille: 1000

Revision: 00

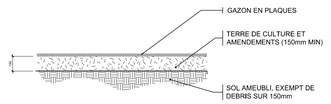
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279736



Plantation d'arbres et arbustes

ÉCHELLE : AUCUNE

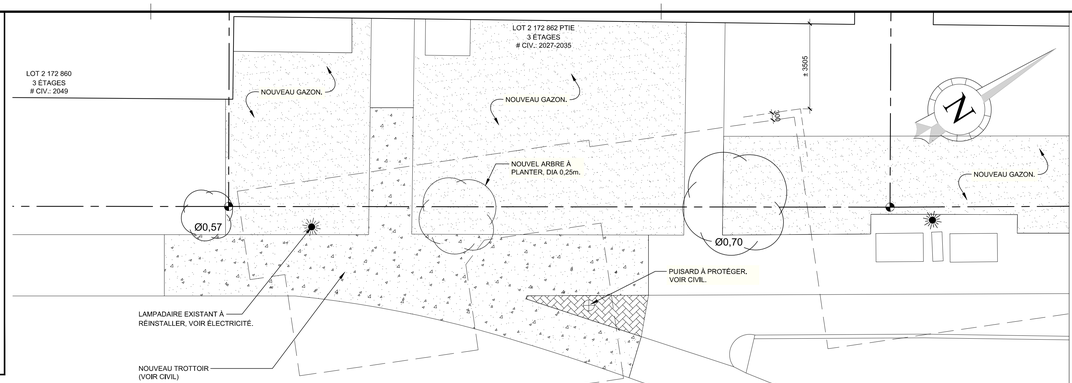
2 — 279736 1001

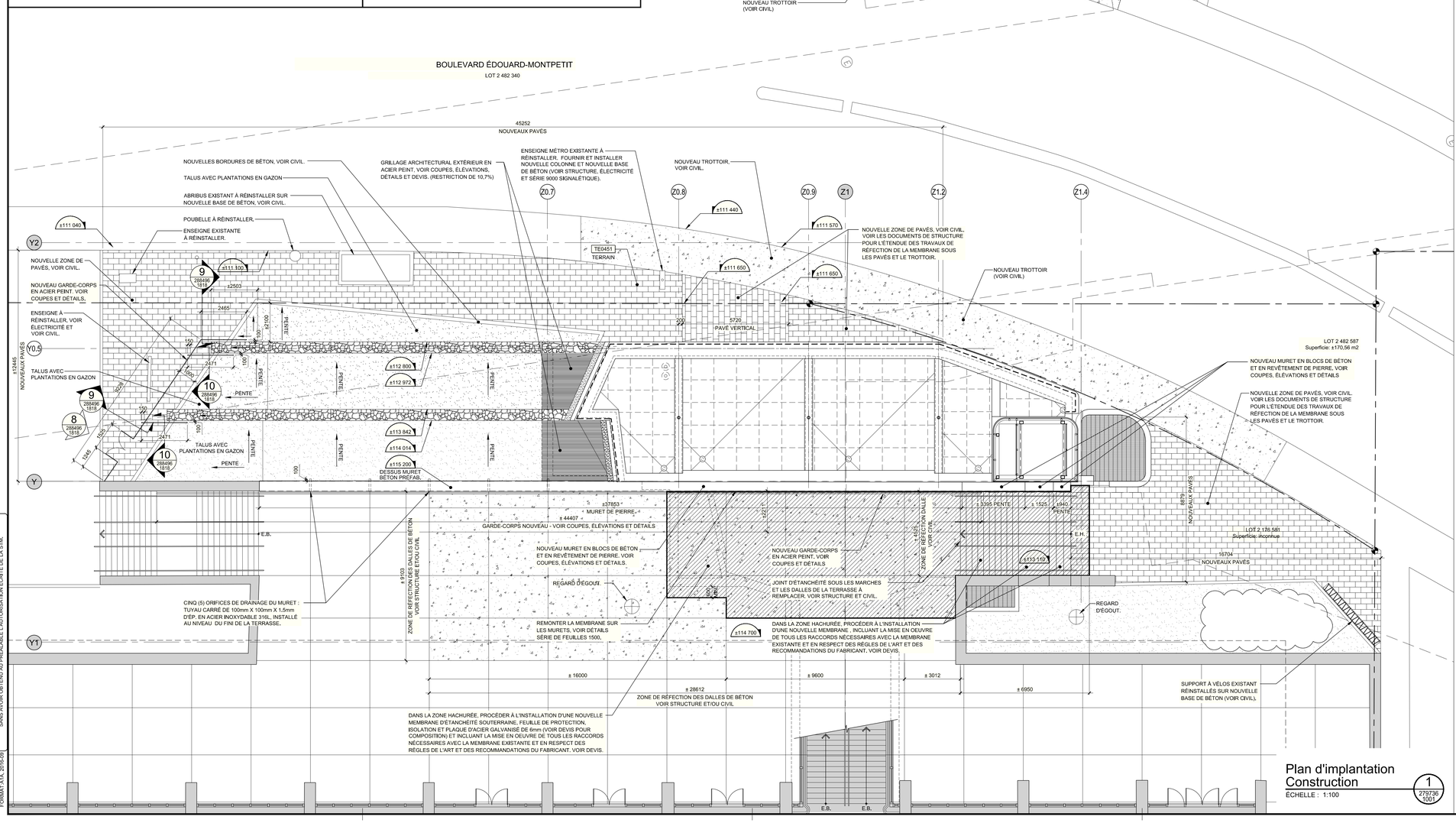


Plantation de gazon

ÉCHELLE : AUCUNE

3 — 279736 1001





Plan d'implantation Construction

ÉCHELLE : 1:100

1 — 279736 1001

NOTES GÉNÉRALES

1. LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
2. LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE. AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
3. TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).
4. ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS
5. TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE CIVIL, STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ ET TCPE.
6. LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS DE GESTION DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION.
7. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN :
   - RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR PIERRE CARDINAL, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE GÉOMATIK INC.
   - DOSSIER DE RÉFÉRENCE : 51289-1
   - MINUTE 6153
   - DATÉ DU 19 DÉCEMBRE 2017 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).
8. EN COMPLÉMENT D'INFORMATION, CONSULTER AU BESOIN :
   - RELEVÉ D'ARPENTAGE PRÉPARÉ PAR LOUIS-PHILIPPE FOUQUETTE, ARPENTEUR GÉOMÈTRE DU GROUPE LABRE ET ASSOCIÉS INC. - ARPENTEURS GÉOMÈTRES
   - DOSSIER DE RÉFÉRENCE : P70401
   - MINUTE 9741

DATÉ DU 9 AVRIL ET 30 MAI 2018 (SERA FOURNI SUR DEMANDE).

NOTES SPÉCIFIQUES

1. REMPLACER TOUS LES ARBRES ÀPROTÉGER ET ENDOMMAGÉS OU MORTS PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX, AVEC DES ARBRES DE MÊME ESSENCE ET DE MÊME CALIBRE
2. FOURNIR UN RELEVÉ PHOTOGRAPHIQUE DE L'ÉTAT DES LIEUX AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX.
3. EN PLUS DE CE QUI EST MENTIONNÉ AUX PLANS ET EN L'ABSENCE D'INDICATIONS PARTICULIÈRES, REMETTRE EN ÉTAT TOUS LES ÉQUIPEMENTS, PANCARTES, POUBELLES, SIGNALISATION, LAMPADAIRES, MURETS, CLÔTURES, ETC. DANS LA POSITION PRÉVUE ET DANS LEUR ÉTAT D'ORIGINE OU DE FONCTIONNEMENT D'ORIGINE, TEL QUE RELEVÉ AU DÉBUT DES TRAVAUX.
4. SE RÉFÉRER AUSSI AUX DOCUMENTS DE GÉNIE CIVIL ET ELECTRICITÉ POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE TOUTES LES BORDURES DE BÉTON OU GRANITE, TROTTOIRS, ZONES ASPHALTÉES OU BÉTONNÉES, ZONES DE PAVÉS, PUISARDS, CLÔTURES, LAMPADAIRES ET LEURS BASES, ETC.
5. RÉINSTALLER ET REMETTRE EN PLACE TOUTES LES ENSEIGNES SUR POTEAUX EXISTANTS À L'INTÉRIEUR DE LA LIMITE DES TRAVAUX.

ZONE DES TRAVAUX

1. LA ZONE DE CHANTIER EST INDIQUÉE SUR LES PLANS CONÇUS À CET EFFET (VOIR CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS)
2. L'ACCÈS AU CHANTIER SE FERA PAR LES ENDROITS DÉTERMINÉS SUR LES PLANS CONÇUS À CET EFFET (VOIR CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS)
3. LE TYPE DE BARRIÈRES DE CHANTIER EST INDIQUÉ DANS LES CLAUSES PARTICULIÈRES ET GÉNÉRALES DU DEVIS

LÉGENDE

- LIMITE DE PROPRIÉTÉ
- ÉLÉMENT SOUTERRAIN
- NOUVEAUX PAVÉS DE BÉTON, VOIR CIVIL
- NOUVEAUX ÉLÉMENTS DE BÉTON, VOIR CIVIL
- PUISARD OU REGARD, VOIR CIVIL
- NOUVEL ARBRE À PLANTER ESSENCE SELON LE RELEVÉ EFFECTUÉ DIAMÈTRE INDIQUÉ AU PLAN

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

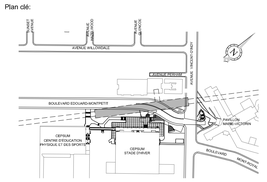
2019 12 18

CDN-NDG

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION AUTRE QUE CELLE POUR LAQUELLE IL A ÉTÉ REMIS SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — A 4347 — PATRICE MONFETTE ARCHITECTE — 2019-12-13

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

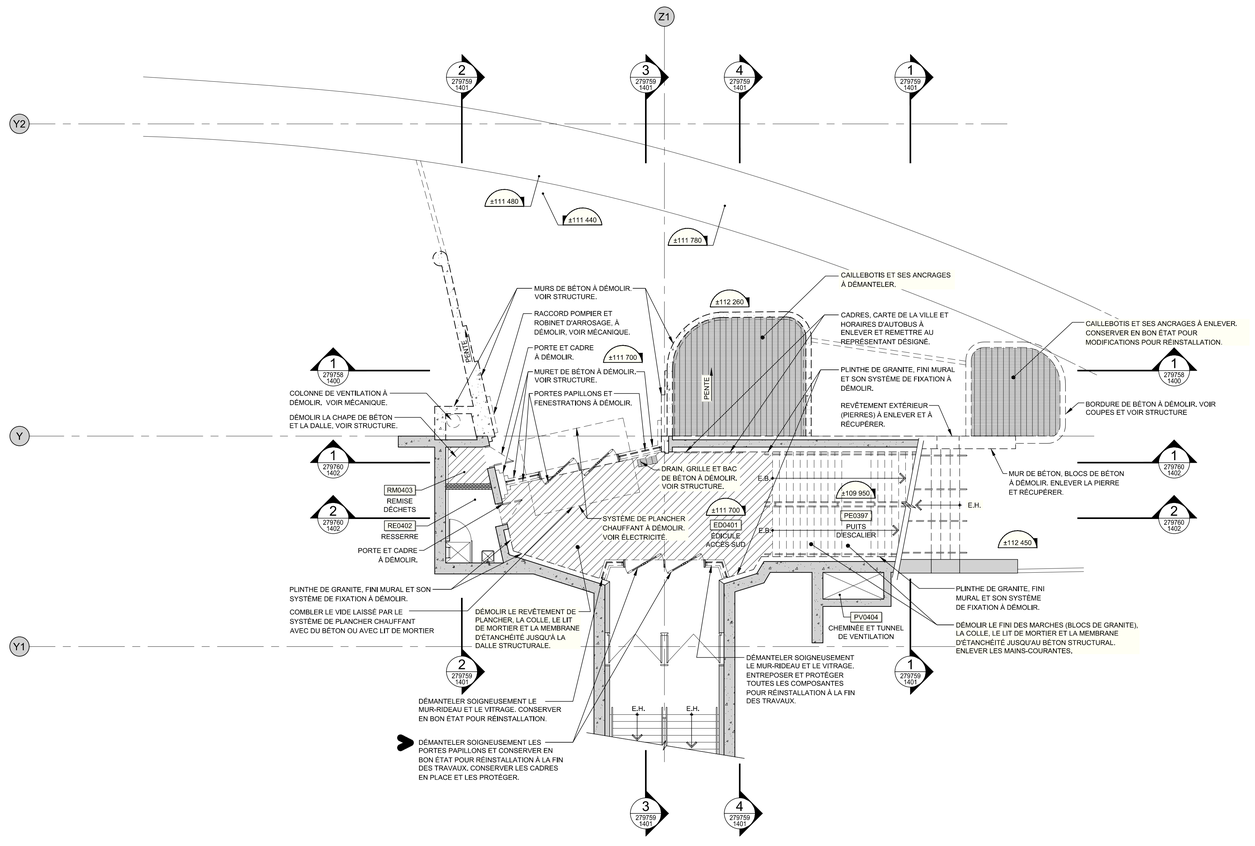
Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

Architecture
Plan d'implantation
Construction

Préparé par: Patrice Monfette, arch.	Approbation administrative: Nachida Benbiba, ing.
Dessiné par: Philippe Martin, tech.	Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-03-20	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279736	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-6650-07-19-69	Feuille: 1001

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279743 | Révision: 00



Plan de démolition
Niveau édicule
ÉCHELLE : 1:100

1 279743 1105

NOTES GÉNÉRALES

- LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
- L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAÎTRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE, ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES
- LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT A TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE. AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- LES TRAVAUX DE DÉMOLITION SERONT FAITS SELON LES EXIGENCES DU DEVIS DE 01 74 21 GESTION DES RÉSIDUS DE CONSTRUCTION, RÉNOVATION ET DÉMOLITION.
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES, UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES OU ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS .
- TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.
- EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.
- TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).
- LES NIVEAUX INDIQUÉS SUR CES PLANS SONT BASÉS SUR DES RELEVÉS D'ARPENTEAGE PRÉPARÉS PAR LA FIRME GROUPE GÉOMATIK INC, ARPENTEURS GÉOMÈTRES. NOM DES FICHIERS: PLAN DE STATION "Édouard Montpetit", FEUILLETS 1 À 10. DOSSIER: 51289-1, MINUTE: 6153, DATÉS DU 19 DÉCEMBRE 2017. LES DOCUMENTS SERONT FOURNIS SUR DEMANDE.
- LES ÉLÉMENTS ICI MONTRÉS NE SONT PAS EXHAUSTIFS NI LIMITATIFS ET NE POURRAIENT DÉCRIRE LA TOTALITÉ DU MOINDRE ÉLÉMENT À DÉMOLIR.
- DE FAÇON GÉNÉRALE, DÉMOLIR DE FAÇON NON LIMITATIVE LES ÉLÉMENTS AUSSI MENTIONNÉS AUX DEVIS ET EXÉCUTER TOUT TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE DE DÉMOLITION, INDIQUÉ OU NON ET REQUIS PAR LA NATURE DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION À RÉALISER.

NOTES SILICE CRISTALLINE:

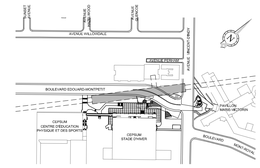
- L'ADJUDICATAIRE A LA RESPONSABILITÉ D'APPLIQUER LA MÉTHODE DE TRAVAIL APPROPRIÉE SELON LA NATURE DES TRAVAUX, LE LIEU, LE TYPE D'ÉQUIPEMENT PRÉSENT ET L'ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL, CETTE MÉTHODE DE TRAVAIL DOIT ÊTRE APPLIQUÉE DÈS QUE LES TRAVAUX IMPLIQUENT, GÉNÈRENT OU RISQUENT DE GÉNÉRER DE LA POUSSIÈRE DE SILICE CRISTALLINE ET DOIT ÊTRE CONFORME AU RÈGLEMENT SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL « RSST » ET CONFORME AU CODE DE SÉCURITÉ POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION « CSTC ».

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2019 12 18

CDN-NDG

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES·MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
A 4341
PATRICE MONFETTE
ARCHITECTE
2019-12-13

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

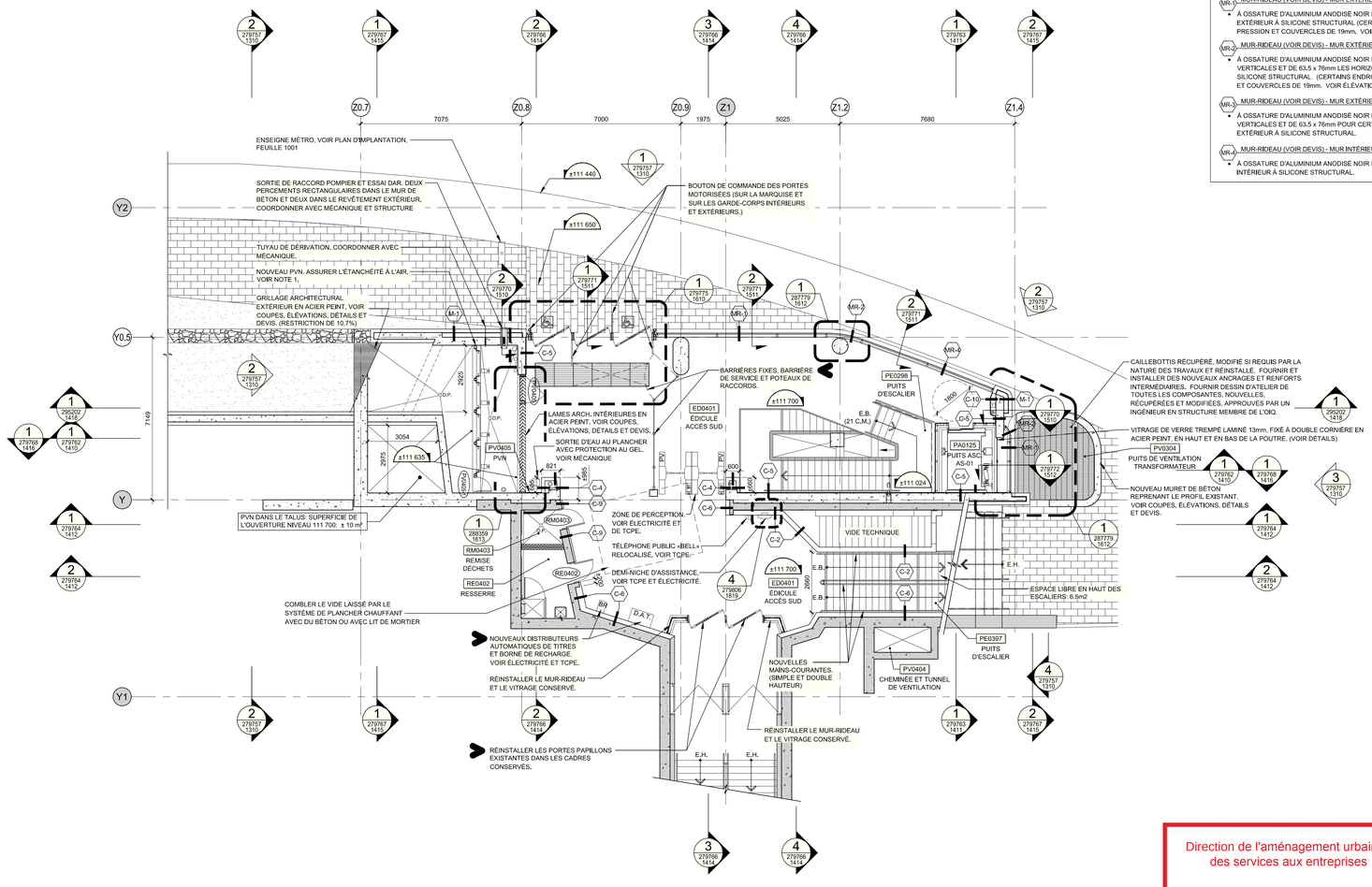
Architecture
Plan de démolition
Niveau édicule sud

Préparé par:	Approbation administrative:
Patrice Monfette, arch.	Nachida Rachedi, arch. 2019-12-13
Dessiné par: Philippe Martin, tech.	Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-03-27	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279743	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01	Référence STM: STM-6650-07-19-69
	Feuille: 1106

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION TOTALE OU PARTIELLE, AUTRE QUE CELLE PRÉVUE AU CONTRAT, EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1A 2016-09

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279750 | Révision: 00



TYPES DE MURS EXTÉRIEURS:

M-1 MUR EXTÉRIEUR (VOIR DEVIS)
- REVÊTEMENT EN PIERRES, VOIR DEVIS;
- ESPACE D'AIR, VARIABLE,
- BLOC DE BÉTON DE 190mm X 190mm HAUT X 390mm LONG, HAUTEUR: DALLE À DALLE.
- MEMBRANE AUTOCOLLANTE, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

MF-1 MUR DE FONDATION (VOIR DEVIS ET STRUCTURE)
- PANNEAU DE DRAINAGE, VOIR DEVIS;
- PANNEAU DE PROTECTION, VOIR DEVIS;
- ISOLANT POLYSTYRÈNE EXTRUDÉ TYPE 4, RIGIDE, À HAUTE DENSITÉ ET CELLULES FERMÉES, 50mm D'ÉP., VOIR DEVIS;
- MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

MF-2 MUR DE FONDATION (VOIR DEVIS ET STRUCTURE)
- ISOLANT POLYSTYRÈNE EXTRUDÉ TYPE 4, RIGIDE, À HAUTE DENSITÉ ET CELLULES FERMÉES, 50mm D'ÉP., VOIR DEVIS;
- MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

MR-1 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL (CERTAINS ENDROITS AVEC PLAQUES À PRESSION ET COUVERCLES DE 19mm, VOIR ÉLÉVATIONS).

MR-2 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR COURBE
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm POUR LES VERTICALES ET DE 63,5 x 76mm LES HORIZONTALES, À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL. (CERTAINS ENDROITS AVEC PLAQUES À PRESSION ET COUVERCLES DE 19mm. VOIR ÉLÉVATIONS).

MR-3 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm POUR LES VERTICALES ET DE 63,5 x 76mm POUR CERTAINES HORIZONTALES, À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL.

MR-4 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 76mm À VITRAGE INTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL.

NOTES GÉNÉRALES

- LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
- L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAÎTRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE, ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES
- LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE, AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES OU ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES CLOISONS ET MURS DE BLOCS OU DE GYPSE DOIVENT SE RENDRE DE DALLE À DALLE OU PONTAGE MÉTALLIQUE EN ÉPOUSANT LA FORME DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX, S'ASSURER DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU AU POURTOUR DE TOUS LES CONDUITS OU CANALISATIONS ÉLECTRIQUES OU MÉCANIQUES. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS .
- TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.
- LES NIVEAUX INDIQUÉS SUR CES PLANS SONT BASÉS SUR DES RELEVÉS D'ARPENTAGE PRÉPARÉS PAR LA FIRME GROUPE GÉOMATIK INC, ARPENTEURS GÉOMÈTRES. NOM DES FICHIERS: PLAN DE STATION "Édouard Montpetit", FEUILLETS 1 À 10. DOSSIER: 51289-1, MINUTE: 6153. DATÉS DU 19 DÉCEMBRE 2017, LES DOCUMENTS SERONT FOUNIS SUR DEMANDE.
- TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).

NOTES SPÉCIFIQUES (PV0405)

1. INSTALLER DES ÉLÉMENTS DE TÔLE D'ACIER INOXYDABLE 316L, FINI #4 AU POURTOUR DE TOUS LES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX DES REGISTRES DU PVN PV0405, AUTOUR DES PORTES ET À TOUS LES ENDROITS REQUIS DE MANIÈRE À ASSURER L'ÉTANCHÉITÉ PARFAITE À L'AIR.

TYPES DE CLOISONS:

C-1 CLOISON EN BLOCS DE BÉTON
RÉSISTANCE AU FEU : 2 HRES
- BLOC DE BÉTON LOURD, 62% PLEIN DE 190mm X 190mm HAUT X 390mm LONG. FINI PEINT DES DEUX CÔTÉS. HAUTEUR: DALLE À DALLE.

C-3 CLOISON EN BLOCS DE BÉTON, FINI DE CÉRAMIQUE
RÉSISTANCE AU FEU : 2 HRES
- BLOC DE BÉTON LOURD, 62% PLEIN DE 190mm X 190mm HAUT X 390mm LONG. FINI PEINT DU CÔTÉ APPARENT. HAUTEUR: DALLE À DALLE;
- MORTIER DE NIVELLEMENT;
- FINI CÉRAMIQUE MURALE, VOIR DEVIS.

C-3 SOUFFLAGE EN PANNEAUX DE BÉTON, FINI D'ENDUIT ACRYLIQUE
- MUR DE BÉTON EXISTANT;
- SYSTÈME DE COLOMBAGE EN ACIER GALVANISÉ DE 152mm x 0,836mm D'ÉP. (CAL.20) @ 406mm c/c
- 2 PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, 16mm D'ÉP, CHACUN;
- ENDUIT ACRYLIQUE (VOIR DEVIS);

C-4 SOUFFLAGE EN COLOMBAGES
- SYSTÈME DE COLOMBAGE EN ACIER GALVANISÉ DE 92mm x 0,836mm D'ÉP. (CAL.20) @ 406mm c/c.
- 2 PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, 16mm D'ÉP, CHACUN;
- FINI DE CÉRAMIQUE MURALE, VOIR DEVIS.

C-5 CLOISON EN BÉTON
RÉSISTANCE AU FEU : 2 HRES
- MUR DE BÉTON (VOIR STRUCTURE).
- FINI CÉRAMIQUE MURALE, 25mm D'ÉP. MAX., VOIR DEVIS.

C-6 SOUFFLAGE DE CLOISON EN COLOMBAGES ET CÉRAMIQUE
- MUR DE BÉTON (VOIR STRUCTURE).
- SYSTÈME DE BARRES EN "Z" AJUSTABLES EN ACIER GALVANISÉ (CAL.14) @ 300mm c/c AVEC ANCRAGE MURAL. INSTALLATION VERTICALE OU HORIZONTALE SELON EMPLACEMENT (COORDONNER AVEC CONDUITS)
- 2 PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, 16mm D'ÉP, CHACUN;
- FINI DE CÉRAMIQUE MURALE - VOIR DEVIS.

C-7 CLOISON EN COLOMBAGES
- PANNEAU RENFORCÉ DE FIBRES "AQUA-TOUGH", 16mm D'ÉP.;
- SYSTÈME DE COLOMBAGE EN ACIER GALVANISÉ DE 152mm x 0,836mm D'ÉP. (CAL.20) @ 406mm c/c.;
- PANNEAU RENFORCÉ DE FIBRES "AQUA-TOUGH", 16mm D'ÉP.

C-8 CLOISON EN BÉTON
- BLOC DE BÉTON LOURD, 80% PLEIN DE 140mm X 190mm HAUT X 390mm LONG. FINI PEINT DU CÔTÉ APPARENT. HAUTEUR: DALLE À DALLE.

C-9 SOUFFLAGE DE CLOISON EN FOURRURES ET CÉRAMIQUE
- FOURRURE MÉTALLIQUE EN ACIER GALVANISÉ, INSTALLÉE VERTICALEMENT, 0,836mm (CAL.20), 22mm D'ÉP. @ 300mm c/c.;
- 2 PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, 16mm D'ÉP, CHACUN;
- FINI DE CÉRAMIQUE MURALE - VOIR DEVIS.

C-10 SOUFFLAGE DE CLOISON EN COLOMBAGES ET CÉRAMIQUE
- MUR DE BÉTON (VOIR STRUCTURE).
- ESPACE LIBRE (VARIABLE).
- SYSTÈME DE COLOMBAGE EN ACIER GALVANISÉ DE 92mm x 0,836mm D'ÉP. (CAL.20) @ 406mm c/c.;
- 2 PANNEAUX DE BÉTON LÉGER, 16mm D'ÉP, CHACUN;
- FINI DE CÉRAMIQUE MURALE - VOIR DEVIS.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

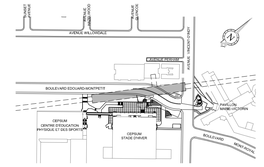
2019 12 18

CDN-NDG

Plan de construction
Niveau édicule

ÉCHELLE : 1:100

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec
A 4347
PATRICE MONFETTE
ARCHITECTE
2019-12-13

Client:

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

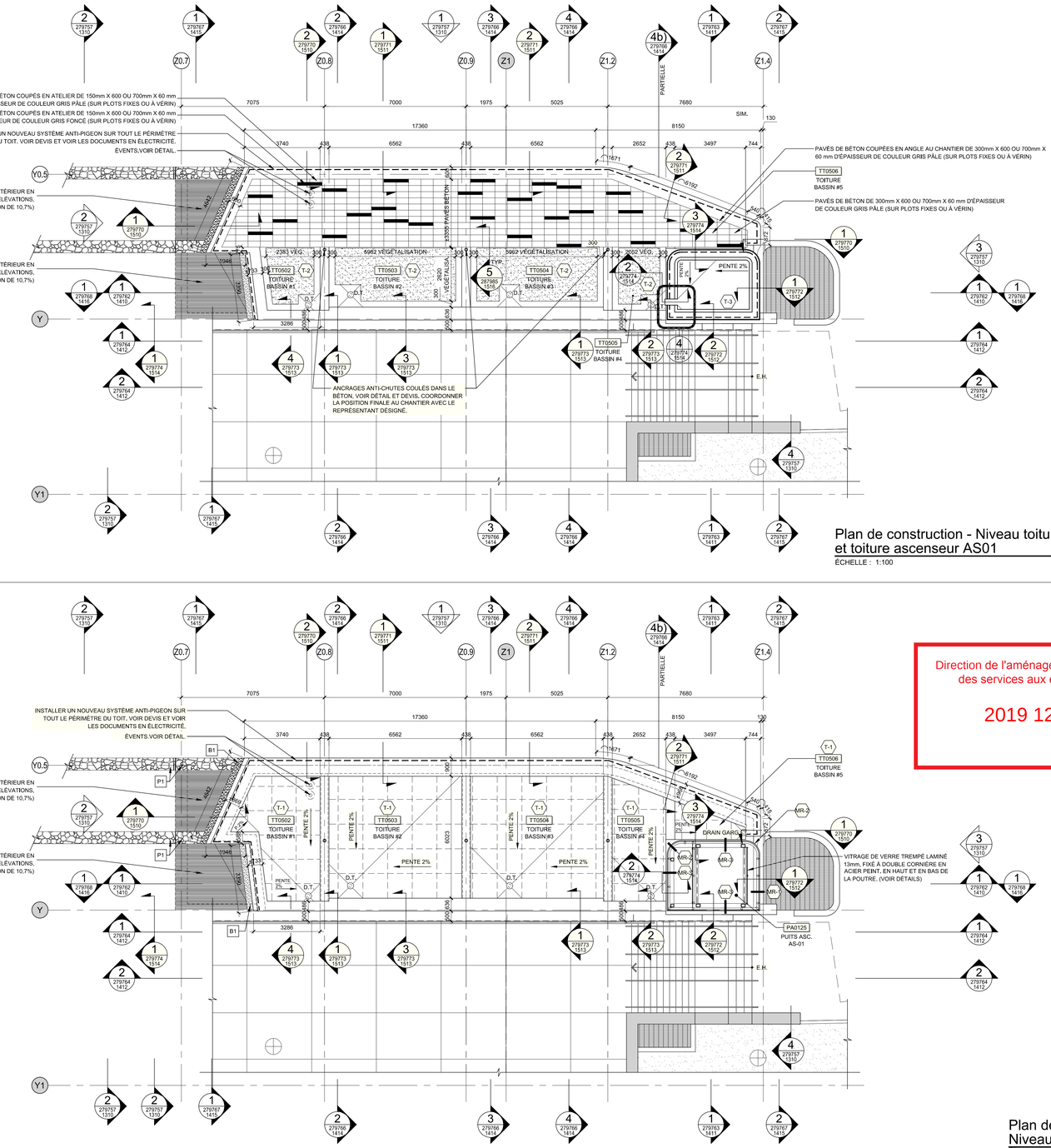
Architecture
Plan de construction
Niveau édicule sud

Préparé par: Patrice Monfette, arch.	Approbation administrative: Nachida Archbiston, ing. 2019-12-13
Dessiné par: Philippe Martin, tech.	Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-03-26	Échelle: Indiquée / Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279750	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01 / Référence STM: STM-6650-07-19-69	Feuille: 1116

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION, DIFFUSION, MODIFICATION OU UTILISATION À D'AUTRES FINS EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT: A1A 2016-09

Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-08-5S38-279751 | Révision: 00



Plan de construction - Niveau toiture végétalisée et toiture ascenseur AS01

ÉCHELLE : 1:100

2 / 279751 / 1117

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2019 12 18

CDN-NDG

Plan de construction Niveau toiture

ÉCHELLE : 1:100

1 / 279751 / 1117

NOTES :

SE RÉFÉRER AUX PLANS DE PLAFOND RÉFLÉCHI (PAGES 1211 @ 1216) POUR LES COMPOSITIONS DE PLAFONDS RÉFLÉCHIS.

TYPES DE MURS EXTÉRIEURS:

M-1 MUR EXTÉRIEUR (VOIR DEVIS)
- REVÊTEMENT EN PIERRES, VOIR DEVIS;
- ESPACE D'AIR, VARIABLE.
- BLOC DE BÉTON DE 190mm X 190mm HAUT X 390mm LONG,
- HAUTEUR: DALLE À DALLE
- MEMBRANE AUTOCOLLANTE, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE,

MF-1 MUR DE FONDATION (VOIR DEVIS ET STRUCTURE)
- PANNEAU DE DRAINAGE, VOIR DEVIS;
- PANNEAU DE PROTECTION, VOIR DEVIS;
- ISOLANT POLYSTYRÈNE EXTRUDÉ TYPE 4, RIGIDE, À HAUTE DENSITÉ ET CELLULES FERMÉES, 50mm D'ÉP., VOIR DEVIS;
- MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE,

MF-2 MUR DE FONDATION (VOIR DEVIS ET STRUCTURE)
- ISOLANT POLYSTYRÈNE EXTRUDÉ TYPE 4, RIGIDE, À HAUTE DENSITÉ ET CELLULES FERMÉES, 50mm D'ÉP., VOIR DEVIS;
- MEMBRANE D'ÉTANCHÉITÉ, VOIR DEVIS;
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE,

MR-1 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL (CERTAINS ENDROITS AVEC PLAQUES À PRESSION ET COUVERCLES DE 19mm. VOIR ÉLÉVATIONS).

MR-2 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR COURBÉ
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm POUR LES VERTICALES ET DE 63,5 x 76mm LES HORIZONTALES, À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL. (CERTAINS ENDROITS AVEC PLAQUES À PRESSION ET COUVERCLES DE 19mm. VOIR ÉLÉVATIONS).

MR-3 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 95mm POUR LES VERTICALES ET DE 63,5 x 76mm POUR CERTAINES HORIZONTALES, À VITRAGE EXTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL.

MR-4 MUR-RIDEAU (VOIR DEVIS) - MUR INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR
- À OSSATURE D'ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 63,5 x 76mm À VITRAGE INTÉRIEUR À SILICONE STRUCTURAL.

TYPES DE TOITURES:

T-1 TOITURE TYPIQUE (VOIR DEVIS)
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL)
- ISOLANT DE PENTE EN POLYISOCYANURATE,
- ISOLANT PLAT 50mm EN POLYISOCYANURATE (AUX ENDROITS REQUIS)
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- DALLE DE BÉTON (VOIR STRUCTURE)

T-2 VÉGÉTALISATION DE TOITURE (VOIR DEVIS)
- VÉGÉTATION: GRAMINÉES DE HAUTEUR ENTRE 150mm ET 500mm,
- SUBSTRAT DE CULTURE: 200mm DE TERREAU MINIMUM,
- MATELAS CAPILLAIRE D'IRRIGATION , EN BANDES DE 1220mm PLACÉES. PERPENDICULAIREMENT À LA PENTE ET ESPACÉES À 150mm.
- MATÉRIAU DRAINANT ET FILTANT LAMINÉ D'UNE MEMBRANE ANTI-RACINE.

T-3 TOITURE ASCENSEUR (VOIR DEVIS)
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR".
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL)
- ISOLANT DE PENTE EN POLYISOCYANURATE.
- ISOLANT PLAT 50mm EN POLYISOCYANURATE (AUX ENDROITS REQUIS)
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- PANNEAU DE GYPSE EXTÉRIEUR, 16mm D'ÉP.
- TABLIER MÉTALLIQUE (VOIR STRUCTURE)

TYPES DE PARAPETS:

P-1 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL).
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C,
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE,
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE,
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

P-2 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL).
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C,
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- MEMBRANE AUTOCOLLANTE
- SOLIN EN ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 1.5mm

DESSUS DE PARAPET:
- SOLIN EN ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 1.5mm.
- MEMBRANE AUTOCOLLANTE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE POUR PENTE.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.

P-3 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL).
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE POUR PENTE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE DE 38x89mm.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.
- MEMBRANE AUTOCOLLANTE
- REVÊTEMENT EN PIERRES. VOIR DEVIS.

NOTES GÉNÉRALES

- LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
- L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAÎTRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE, ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES
- LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE, AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES LAISSÉES PAR LE PASSAGE D'ANCIENS CONDUITS, SOIT MÉCANIQUE, PLOMBERIE, ÉLECTRICITÉ OU AUTRES. UTILISER DES MATÉRIAUX SIMILAIRES AUX SURFACES EXISTANTES
- OBTURER TOUTES LES OUVERTURES OU ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERCÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.
- SAUF INDICATION CONTRAIRE, TOUTES LES CLOISONS ET MURS DE BLOCS OU DE GYPSE DOIVENT SE RENDRE DE DALLE À DALLE OU PONTAGE MÉTALLIQUE EN ÉPOUSANT LA FORME DES ÉLÉMENTS STRUCTURAUX, S'ASSURER DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU AU POURTOUR DE TOUS LES CONDUITS OU CANALISATIONS ÉLECTRIQUES OU MÉCANIQUES. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- ASSURER UNE COORDINATION ENTRE TOUS LES CORPS DE MÉTIERS ET PROFESSIONNELS .
- TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.
- LES NIVEAUX INDIQUÉS SUR CES PLANS SONT BASÉS SUR DES RELEVÉS D'ARPENTAGE PRÉPARÉS PAR LA FIRME GROUPE GÉOMATIK INC, ARPENTEURS GÉOMÈTRES. NOM DES FICHIERS: PLAN DE STATION "Édouard Montpetit", FEUILLETS 1 À 10. DOSSIER: 51289-1, MINUTE: 6153. DATÉS DU 19 DÉCEMBRE 2017, LES DOCUMENTS SERONT FOUNIS SUR DEMANDE.
- TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).

P-4 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C,
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE,
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE,
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE POUR PENTE,
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE DE 38x89mm.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE

P-5 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI EN COLOMBAGES D'ACIER OU DE BOIS 38x89mm IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE DE 38x89mm.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE

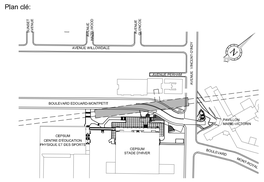
P-6 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,
- BÂTI DE BOIS 13x38mm TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT PLAT 13mm EN POLYISOCYANURATE
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE POUR PENTE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,

P-7 PARAPET TYPIQUE
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BÂTI DE BOIS 13x38mm TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION @ 400mm C/C.
- ISOLANT PLAT 13mm EN POLYISOCYANURATE
- MEMBRANE PARE-VAPEUR SOUDÉE OU COLLÉE
- MUR EN BÉTON, VOIR STRUCTURE.

DESSUS DE PARAPET:
- MEMBRANE DE FINITION EN BITUME MODIFIÉ SOUDÉE DE GRADE "FR",
- MEMBRANE SOUS-COUCHE LAMINÉE EN USINE SUR UN PANNEAU DE POLYISOCYANURATE HAUTE DENSITÉ (15mm TOTAL),
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION.
- BLOCAGES DE BOIS TRAITÉ IGNIFUGE POUR PENTE.
- ISOLANT DE LAINE DE ROCHE.
- CONTREPLAQUÉ 16mm EN BOIS TRAITÉ IGNIFUGE SOUS PRESSION,

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description

plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.

révisions

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — A 4347 — PATRICE MONFETTE ARCHITECTE — 2019-12-13

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

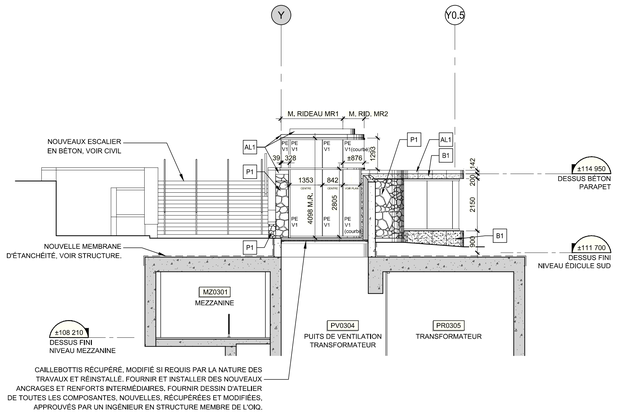
Architecture
Plan de construction
Niveau toiture

Préparé par:	Approbation administrative:
Patrice Monfette, arch.	Nachida Bachiorri, ing.
Dessiné par:	Vérifié par:
Philippe Martin, tech.	Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-04-27	Échelle: Indiquée mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-08-5S38-279751	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01	Référence STM: STM-6650-07-19-69
	Feuille: 1117

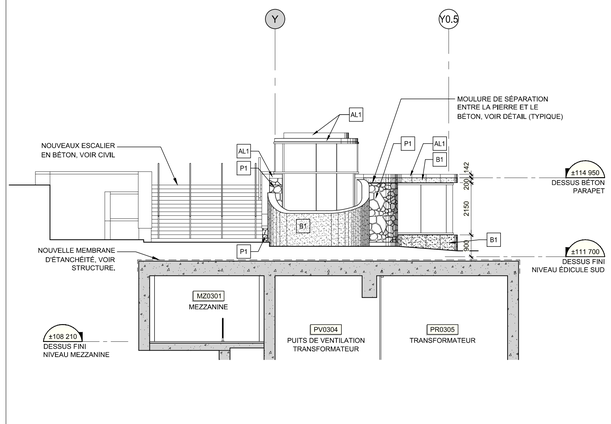
CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DOCUMENT EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1/A, 2016-09

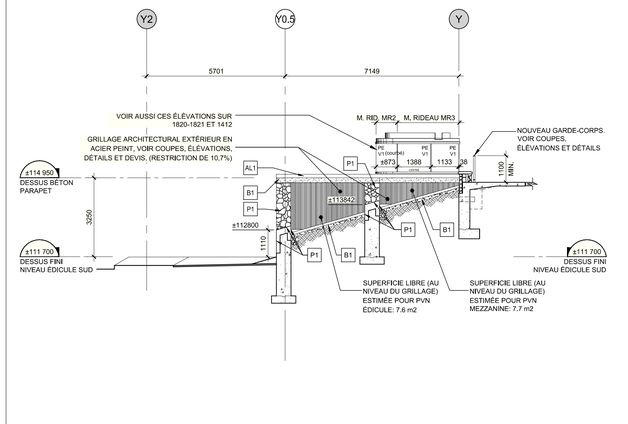
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279757 | Révision: 00



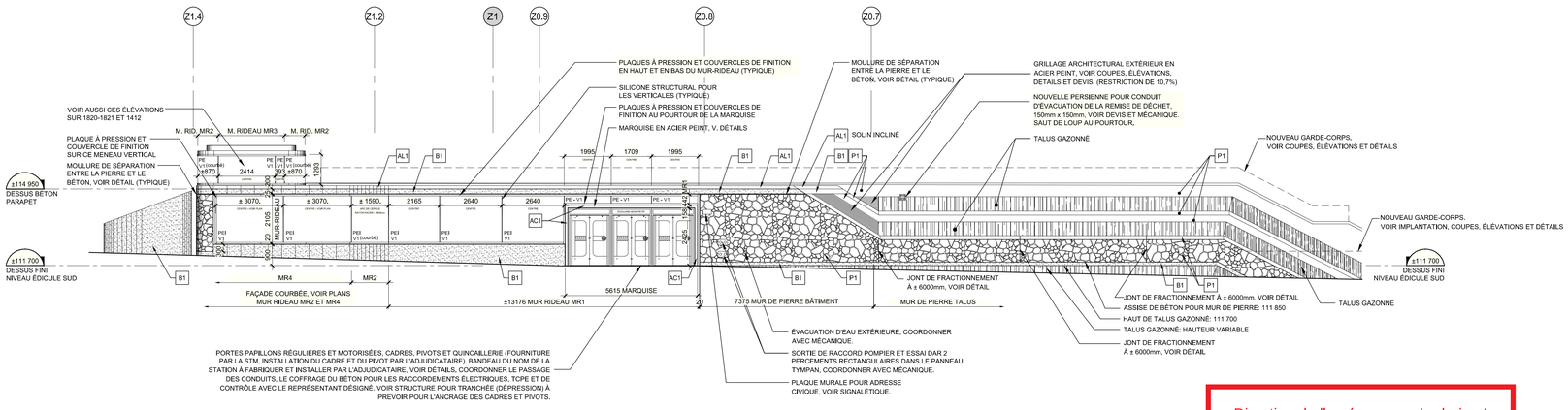
Coupe / Élévation 4
ÉCHELLE : 1:100
279757 1310



Coupe / Élévation 3
ÉCHELLE : 1:100
279757 1310



Coupe / Élévation 2
ÉCHELLE : 1:100
279757 1310



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

2019 12 18

CDN-NDG

Élévation - Façade 1
ÉCHELLE : 1:100
279757 1310

NOTES GÉNÉRALES

- LES TRAVAUX DOIVENT RESPECTER LES RÈGLEMENTS ET NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR.
- L'ADJUDICATAIRE DEVRA PRENDRE CONNAISSANCE DE TOUTES LES CONDITIONS DE CHANTIER INHÉRENTES AUX TRAVAUX À EXÉCUTER AFIN DE CONNAÎTRE LES ASSEMBLAGES ET LES MATÉRIAUX EXISTANTS ET PRÉVOIR SON INTERVENTION EN CONSÉQUENCE, ET S'ASSURER DE LA BONNE CONCORDANCE DES DIMENSIONS ET DES ASSEMBLAGES ENTRE LES DESSINS ET LES CONDITIONS EXISTANTES
- LES DIMENSIONS INDIQUÉES SUR LES PLANS SONT À TITRE INDICATIF. AVANT DE DÉBUTER LES TRAVAUX, L'ADJUDICATAIRE DOIT PRENDRE ET VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS SUR PLACE ET AVISER L'ARCHITECTE SANS DÉLAIS DE TOUTE ERREUR OU NON-CONCORDANCE. AUCUNE MESURE NE DOIT ÊTRE PRISE À L'ÉCHELLE SUR LES PLANS.
- TOUS LES TRAVAUX MONTRÉS SUR CE PLAN DOIVENT ÊTRE EXÉCUTÉS EN COORDINATION ET EN COMPLÉMENT AVEC LES PLANS DE STRUCTURE, MÉCANIQUE, ÉLECTRICITÉ, TCPE ET CONTRÔLE.
- OBTURER TOUS LES ESPACES LAISSÉS AUTOUR DE CONDUITS EXISTANTS OU NOUVEAUX EN S'ASSURANT DE LA CONTINUITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES CLOISONS AVEC DEGRÉ DE RÉSISTANCE AU FEU. (VOIR DEVIS - SECTION 078400 - PROTECTION COUPE-FEU ET PARE-FUMÉE).
- EXÉCUTER TOUTES LES OUVERTURES ET LES PERÇÉES DANS LES MURS, PLANCHERS, PLAFONDS OU TOITURE, NÉCESSAIRES AUX TRAVAUX DE TOUS LES AUTRES CORPS DE MÉTIERS.
- TOUTES LES DIMENSIONS SONT DONNÉES SELON LE SYSTÈME MÉTRIQUE D'UNITÉS (SI).
- LES NIVEAUX INDIQUÉS SUR CES PLANS SONT BASÉS SUR DES RELEVÉS D'ARPENTAGE PRÉPARÉS PAR LA FIRME GROUPE GÉOMATIK INC, ARPENTEURS GÉOMÈTRES. NOM DES FICHIERS: PLAN DE STATION "Edouard Montpetit", FEUILLETS 1 À 10. DOSSIER: 51289-1. MINUTE: 6153. DATÉS DU 19 DÉCEMBRE 2017. LES DOCUMENTS SERONT FOUNIS SUR DEMANDE.
- LES ÉLÉVATIONS DOIVENT ÊTRE CONSULTÉES EN COMPLÉMENTARITÉ AVEC LES PLANS DE FINIS ET LES COUPES GÉNÉRALES AINSI QUE TOUT AUTRE PLAN. L'ABSENCE D'INDICATIONS SUR UNE FEUILLE NE SIGNIFIE DONC PAS L'ABSENCE D'UN ÉLÉMENT DE FINITION, D'UN MATÉRIAU OU D'UN SYTÈME.

LÉGENDE DES MATÉRIAUX DE FINITION EXTÉRIEURE ET / OU INTÉRIEURE:

- AL1 SOLIN EN ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 1.5mm D'ÉP. (VOIR DEVIS).
- AL2 TUBES DE COINS EN ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 41mm x 41mm x 3mm D'ÉP., OU DE DIMENSIONS SELON FABRICANT DE MUR RIDEAU (VOIR DEVIS).
- AL3 PANNEAU TYMPAN EN ALUMINIUM ANODISÉ NOIR DE 3mm D'ÉP. (VOIR DEVIS). NOTE: LES PANNEAUX SURDIMENSIONNÉS DOIVENT ÊTRE EN UN MORCEAU
- AC1 ACIER PEINT NOIR. (VOIR DEVIS).
- B1 BÉTON APPARENT FINI POLI AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS SUR TOUTE LA HAUTEUR DU MUR (VOIR DEVIS ET VOIR STRUCTURE POUR COFFRAGE SPÉCIAL). RESPECTER LE PLAN DE COFFRAGE SUR LES DESSINS D'ARCHITECTURE ET/OU DE STRUCTURE.
- B2 BÉTON APPARENT TRAITÉ AU JET DE SABLE LOURD AVEC EXPOSITION DES AGRÉGATS, SOUMETTRE UNE MÉTHODE ET FAIRE UN ÉCHANTILLON IN SITU ET OBTENIR L'APPROBATION DU REPRÉSENTANT DÉSIGNÉ AVANT DE PROCÉDER. VOIR DEVIS STRUCTURE. TRAITER ÉGALEMENT AVEC PROTECTION ANTI-GRAFFITIS, VOIR DEVIS,
- CR1 REVÊTEMENT D'ENDUIT ACRYLIQUE, VOIR DEVIS,
- CM1 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS NEUTRES - NOUVEAUX VOLUMES (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 100mm x 200mm x 7mm ép.
  COULEUR: GRIS, FINI LUSTRÉ, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
- CM2 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS D'ACCENT (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 100mm x 200mm x 7mm ép.
  COULEUR: ORANGE, FINI LUSTRÉ, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
- CM3 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS MONOCHROMES (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 150mm OU 300mm DE HAUT x 600mm x 8mm ép.
  COULEUR: GRIS TRÈS PÂLE, FINI MAT, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
  AGENCEMENT : VOIR DÉTAIL OU FOURNI SUR DEMANDE PAR L'ARCHITECTE
- CM4 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS MONOCHROMES (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 150mm OU 300mm DE HAUT x 600mm x 8mm ép.
  COULEUR: GRIS PÂLE, FINI MAT, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
  AGENCEMENT : VOIR DÉTAIL OU FOURNI SUR DEMANDE PAR L'ARCHITECTE
- CM5 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS MONOCHROMES (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 150mm OU 300mm DE HAUT x 600mm x 8mm ép.
  COULEUR: GRIS FONCÉ, FINI MAT, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
  AGENCEMENT : VOIR DÉTAIL OU FOURNI SUR DEMANDE PAR L'ARCHITECTE
- CM6 CARREAUX DE GRÈS CÉRAME - FINI MURAL - MURS MONOCHROMES (VOIR DEVIS)

  FORMAT: 150mm OU 300mm DE HAUT x 600mm x 8mm ép.
  COULEUR: GRIS TRÈS FONCÉ, FINI MAT, VOIR DEVIS.
  APPAREILLAGE: EN QUINCONCE
  AGENCEMENT : VOIR DÉTAIL OU FOURNI SUR DEMANDE PAR L'ARCHITECTE
- P/N1 LAMES ARCHITECTURALES EXTÉRIEURES EN ACIER PEINT, VOIR DÉTAILS,
- P/N2 LAMES ARCHITECTURALES INTÉRIEURES EN ACIER PEINT, VOIR DÉTAILS,
- P1 REVÊTEMENT DE PIERRES. VOIR DEVIS.

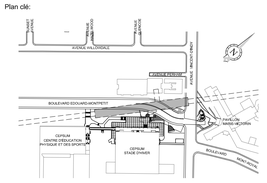
LÉGENDE - TYPES DE VERRES:

- V1 PANNEAUX EN VERRE ISOLANT ET SCELLÉS. (VOIR DEVIS),
- V2 PANNEAUX EN VERRE LAMINÉ. (VOIR DEVIS),
- PE APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR SEULEMENT (VOIR DEVIS)
- PEI APPLIQUER UNE PELLICULE DE PROTECTION ANTI-GRAFFITIS À L'EXTÉRIEUR ET À L'INTÉRIEUR (VOIR DEVIS)

TYPES DE MUR RIDEAU:

- MR1 (VOIR DEVIS ET FEUILLES SÉRIE 1500)
- MR2 (VOIR DEVIS ET FEUILLES SÉRIE 1500)
- MR3 (VOIR DEVIS ET FEUILLES SÉRIE 1500)

Plan clé:



Notes:

L'Adjudicataire doit vérifier toutes les dimensions sur place et est tenu d'aviser le Représentant désigné de toute omission.

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

no / rév.	description
	plans en référence

no:	date:	description:	Vérifié:	Approuvé:
00	2019-12-18	Émis pour appel d'offres, 29 21 01 C48	B.S-P.	N.B.
		révisions		

Émetteur:

BUREAU DE PROJETS ÉQUIPEMENTS FIXES•MÉTRO

Sceau:

Ordre des architectes du Québec — A 4347 — PATRICE MONFETTE — ARCHITECTE

2019-12-13

Client:

stm

Localisation:

LIGNE 5
5S38 Édouard-Montpetit

Titre du projet:

PROGRAMME ACCESSIBILITÉ

Titre du contrat:

Construction des infrastructures Édouard-Montpetit

Titre du dessin:

Architecture
Élévations
Construction

Préparé par: Patrice Monfette, arch.	Approbation administrative: Nachida Bichibiche, ing. — 2019-12-13
Dessiné par: Philippe Martin, tech.	Vérifié par: Brigitte St-Pierre, arch.
Date: 2018-05-28	Échelle: Indiquée — Dimension: mm
Numéro du plan: RS-PD-BA-AR-417-99-5S38-279757	Révision: 00
Numéro du projet: 29 21 01 — Référence STM: STM-6650-07-19-69	Feuille: 1310

CE DOCUMENT D'INGÉNIERIE EST LA PROPRIÉTÉ DE LA STM ET PROTÉGÉ PAR LA LOI. IL EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION, MODIFICATION, DIFFUSION OU UTILISATION EST INTERDITE SANS AVOIR OBTENU AU PRÉALABLE L'AUTORISATION ÉCRITE DE LA STM.

FORMAT A1R, 2016-09

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1203558006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser, en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant la transformation des ouvertures d'un immeuble situé au 3720, chemin Queen-Mary, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal - dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis défavorable, à sa séance du 14 août 2019, à la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce* (01-276).
IL EST RECOMMANDÉ :

De refuser les plans, en vertu du titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), en tenant compte des critères proposés aux articles 118.1 et 668, pour la délivrance d'un permis de transformation visant la modification des ouvertures d'un bâtiment, situé au 3720, chemin Queen-Mary, sur le Site patrimonial du Mont-Royal, tel que présenté sur les feuilles de plans 1 à 6, 7A, 7B. 9A, 9B, 10A, 10B, et 11 à 13, signés par Laura Freha Azoulay architecte, et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, le 14 août 2019 - dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:44

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203558006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser, en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant la transformation des ouvertures d'un immeuble situé au 3720, chemin Queen-Mary, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal - dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de permis a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE), en date du 28 mai 2018, et vise la transformation des ouvertures sur un bâtiment situé sur le Site patrimonial déclaré du Mont-Royal, dans le secteur du Mont-Royal.
Les travaux sont assujettis au titre VIII (PIIA) en vertu de l'art. 118.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Conformément à l'article 17.5 du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), le conseil d'arrondissement doit statuer sur cette demande, car elle a fait l'objet d'une recommandation défavorable du comité consultatif d'urbanisme le 14 août 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'aménagement de 2 logements additionnels au sous-sol, les travaux consistent à agrandir deux fenêtres existantes du sous-sol, localisées sur le mur arrière du bâtiment, et à ajouter de nouvelles ouvertures dans la cour intérieure.
Les travaux sont non conformes aux articles 91 et 105, puisque la forme et l'apparence d'origine du bâtiment sont modifiées. Les détails du projet sont disponibles à même les feuilles de plans d'architecture numérotées 1 à 6, 7A, 7B. 9A, 9B, 10A, 10B, 11 à 13, et la grille d'analyse des critères utilisé par la Direction, documents ci-joints.

JUSTIFICATION

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet n'est pas conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement

de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et formule un avis défavorable au projet pour les raisons suivantes:

- Le projet ne respecte pas les objectifs et les orientations de l'arrondissement;
- L'immeuble, à l'origine, n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 a récemment été révisé afin d'interdire de tels logements, et sera mis en application sous peu;
- Les nouvelles fenêtres sont proposées sans considération pour la composition architecturale du bâtiment, notamment dans la cour latérale ouest;
- L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés, notamment celui adjacent à la ruelle.

Lors de sa séance du 14 août 2019, le comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce a émis un avis défavorable pour cette demande. Voir l'extrait de la séance, ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11 mars 2020 : Assemblée du Conseil d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Sébastien MANSEAU
Chef de division

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2020-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203558006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Refuser, en vertu du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant la transformation des ouvertures d'un immeuble situé au 3720, chemin Queen-Mary, sur le site patrimonial déclaré du Mont-Royal - dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

Extrait du PV du CCU

2019-08-14_CCU_3.11_Queen-Mary_3720.pdf

Présentation de la DAUSE au CCU

3720, Queen-Mary - PP.pdf

Analyse de la DAUSE

3720, Queen-Mary - critères.pdf

Plans visés

3720, Queen-Mary - plans estamp..pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérick Alex GARCIA
architecte - planification

Tél : 514 868-3551
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 14 août 2019, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

3.11 3720, chemin Queen-Mary • PIIA transformation (LPC)

Refuser, conformément au titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les travaux visant l'ajout de nouvelles ouvertures au sous-sol, à l'arrière d'un immeuble situé au 3720, chemin Queen-Mary -dossier relatif à la demande de permis 3001426199.

Présentation : Frédérick Alex Garcia, architecte

Description du projet

Le projet consiste à agrandir deux fenêtres localisées sur le mur arrière, au niveau du sous-sol du bâtiment et l'ajout de nouvelles ouvertures sur les murs latéraux, sur ce même niveau. Les travaux visent ainsi à permettre l'aménagement de 2 logements additionnels au sous-sol.

Analyse de la Direction

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet n'est pas conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis défavorable au projet pour les raisons suivantes:

- La proposition ne respecte pas le caractère, ni les caractéristiques d'origine du bâtiment.
- Les nouvelles fenêtres proposées détonnent de la composition existante, notamment dans la cour latérale ouest.
- L'immeuble n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 révisé sera mis en application sous peu, et interdira ce type de logement.
- L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés.

Délibération du comité

Le comité est en accord avec la recommandation de la Direction.

Recommandation du comité

Le comité recommande de refuser l’approbation de ce permis puisque :

- La proposition ne respecte pas le caractère, ni les caractéristiques d'origine du bâtiment.
- Les nouvelles fenêtres proposées détonnent de la composition existante, notamment dans la cour latérale ouest.
- L'immeuble n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 révisé sera mis en application sous peu, et interdira ce type de logement.
- L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés.

ADOPTÉ À L’UNANIMITÉ

3720, chemin Queen-Mary

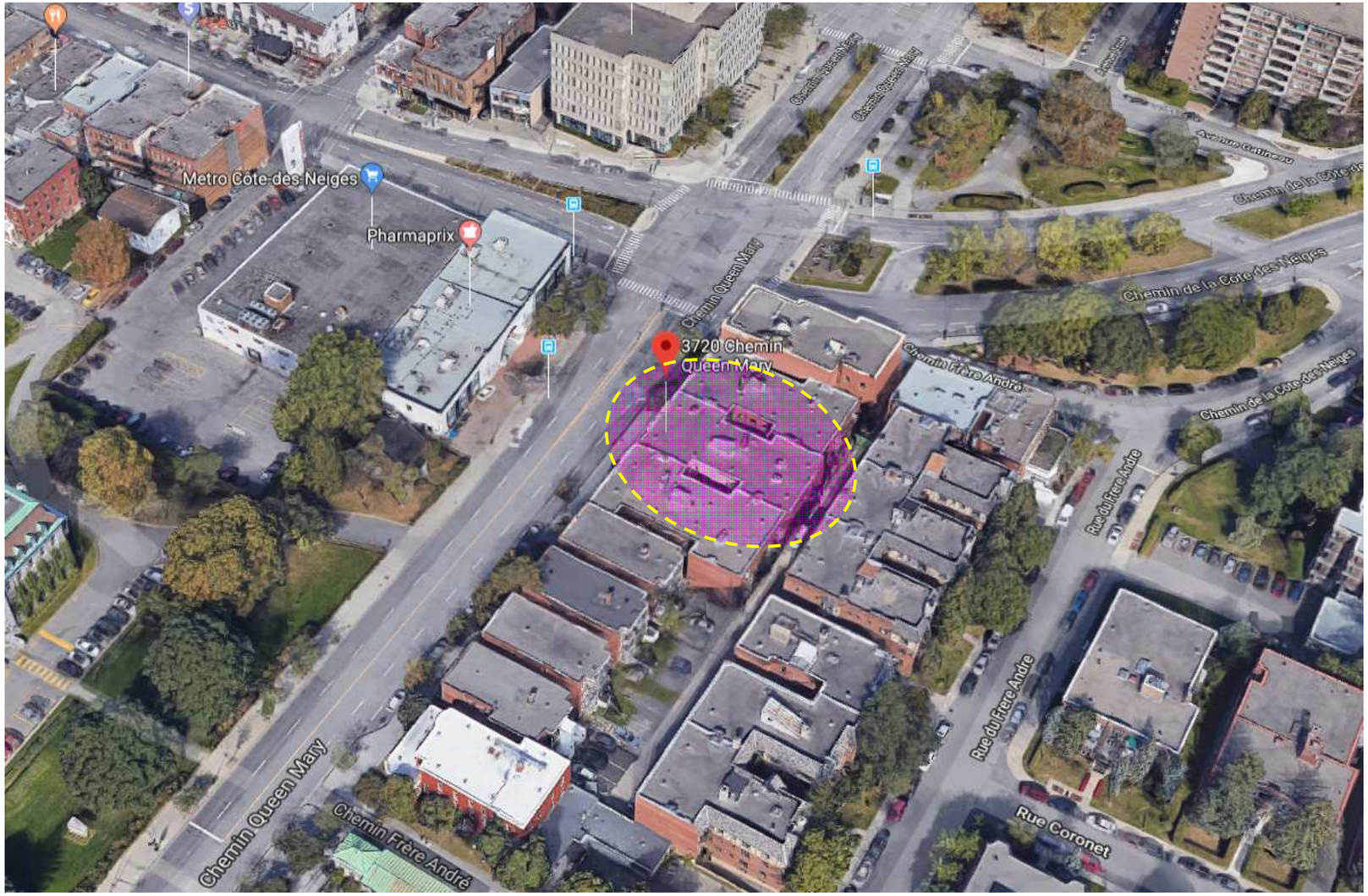
Travaux de rénovation impliquant la transformation de la façade.

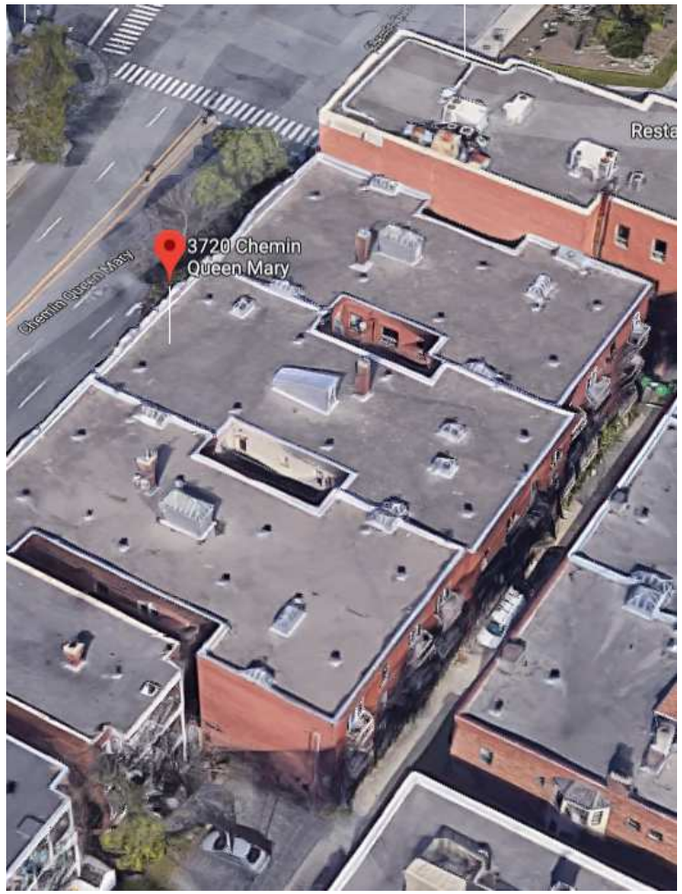
Secteur du Mont-Royal

Site patrimonial déclaré du Mont-Royal :

- Travaux assujettis au titre VIII en vertu de l'art. 118.1;
- Approbation par la Division du Patrimoine requise;

LOCALISATION



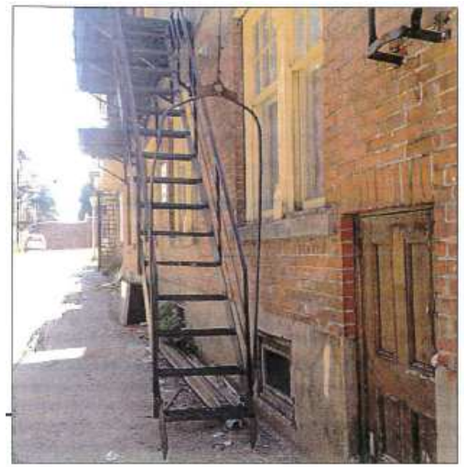


Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

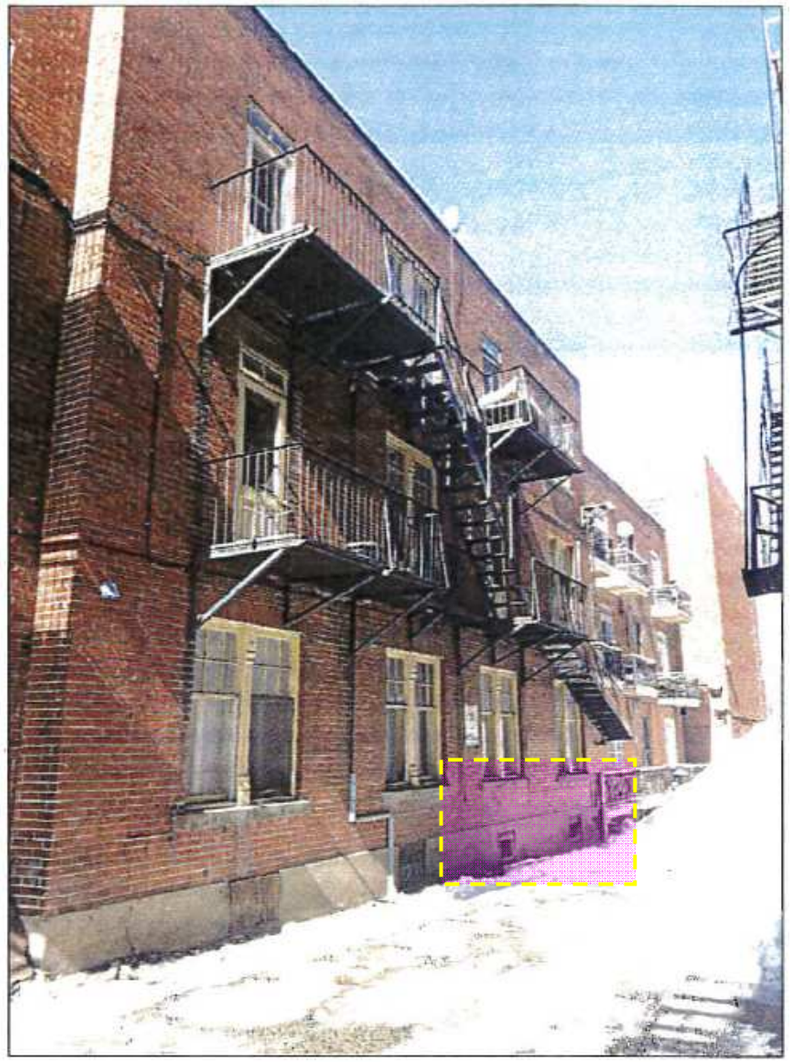
- 3720, chemin Queen-Mary - PIIA – transformation de la façade

CCU – 14 août 2019



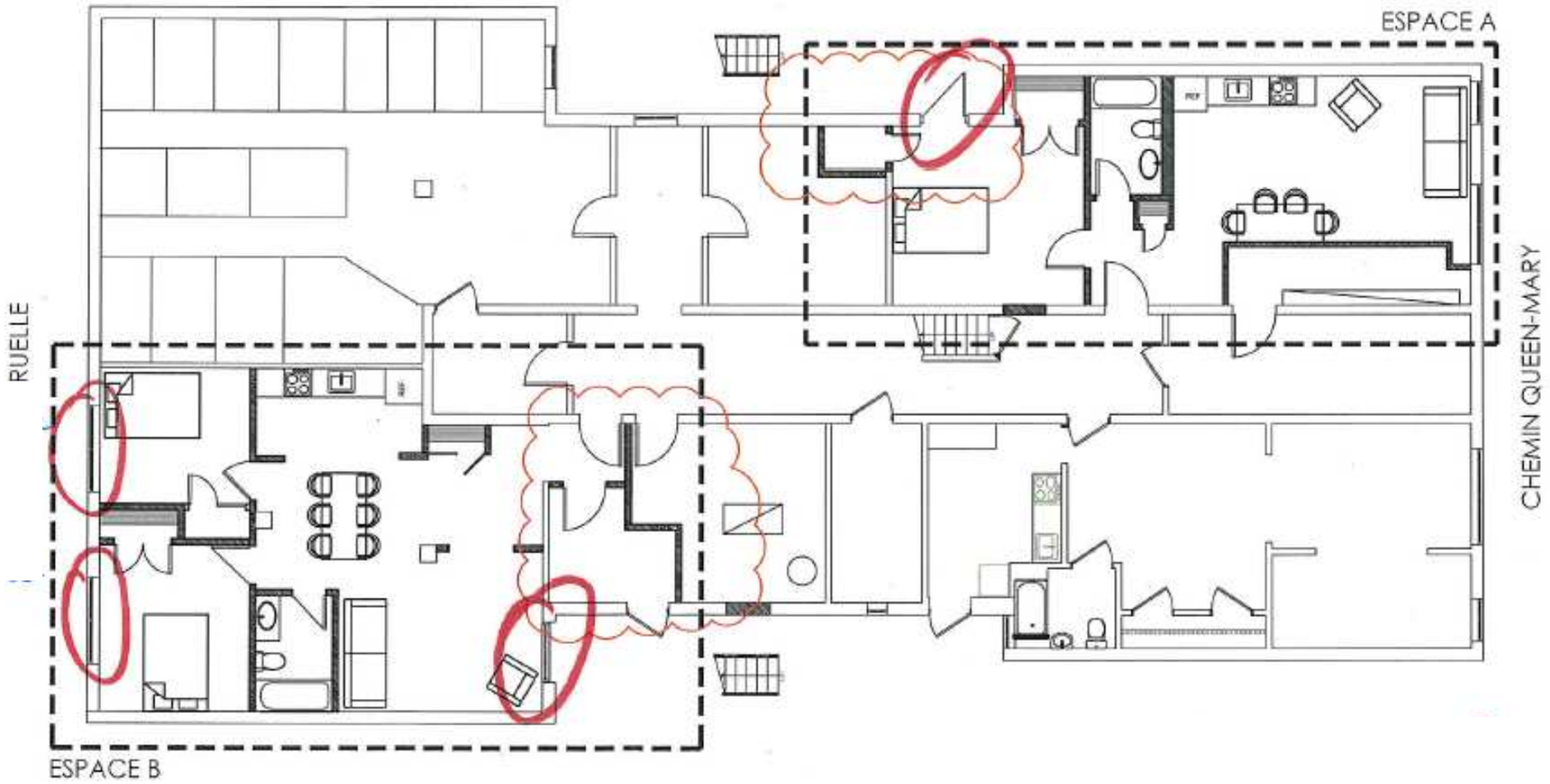




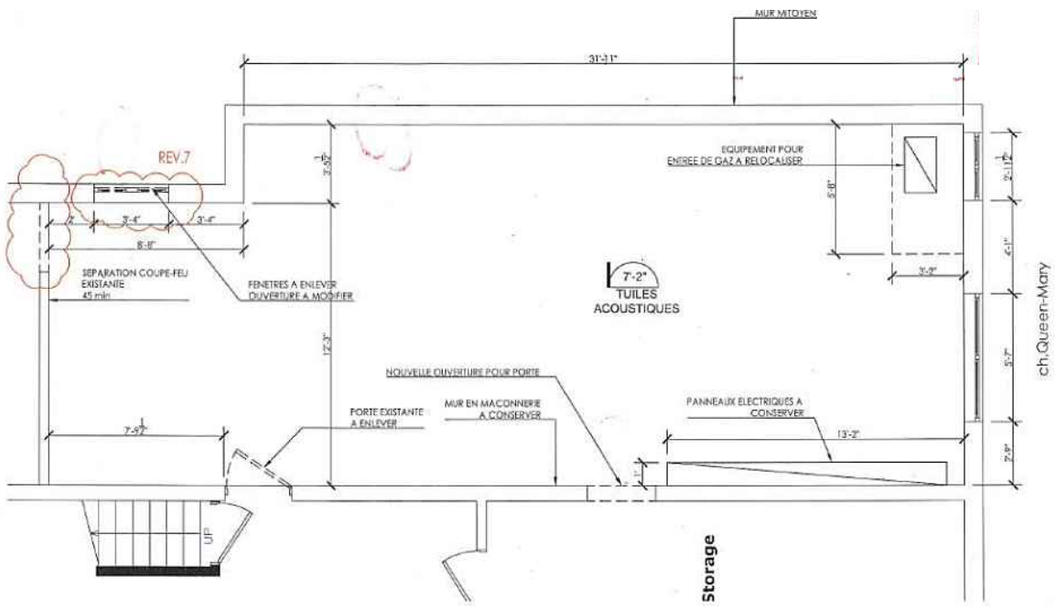


Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

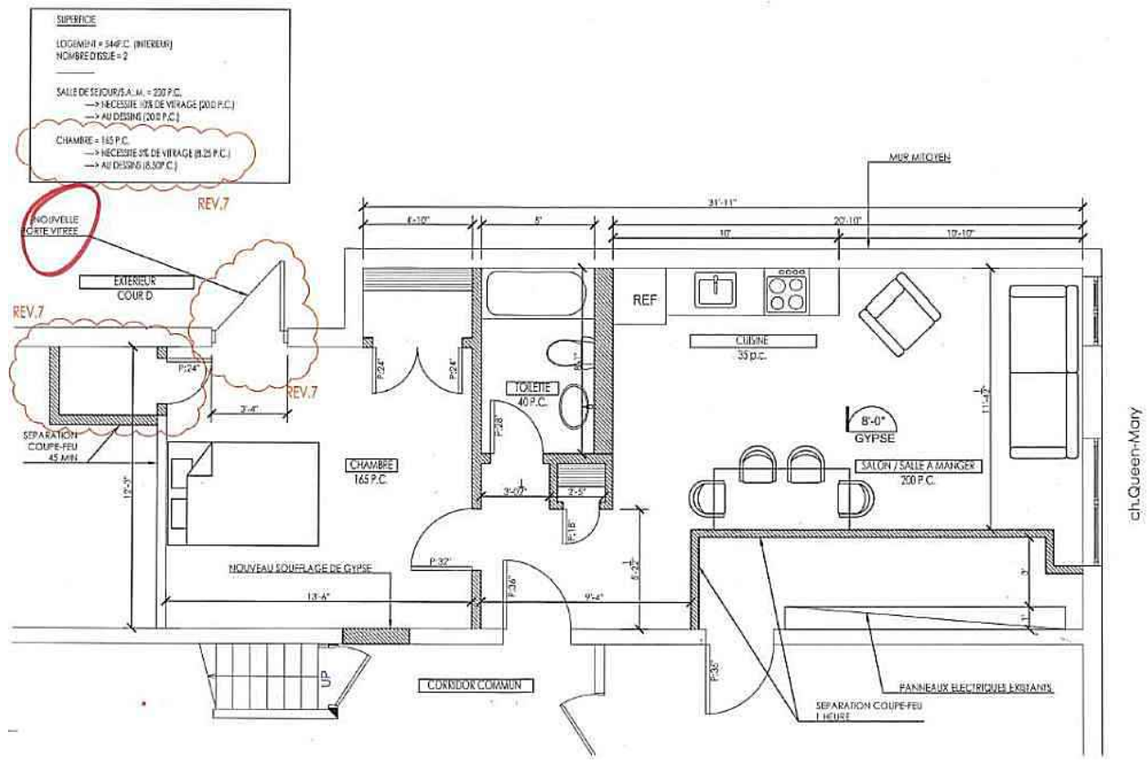
PLAN DU SOUS-SOL



PLAN ESPACE A



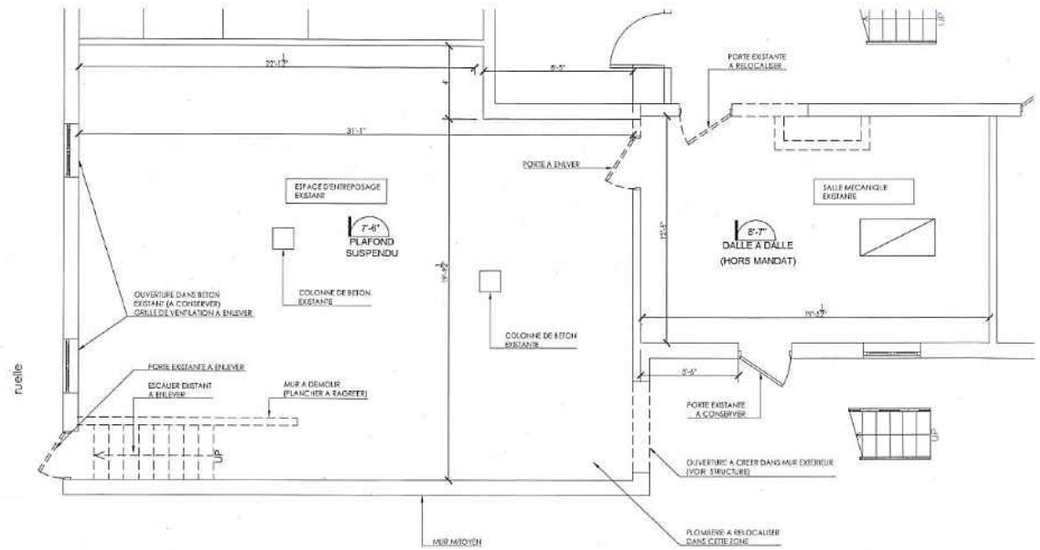
EXISTANT

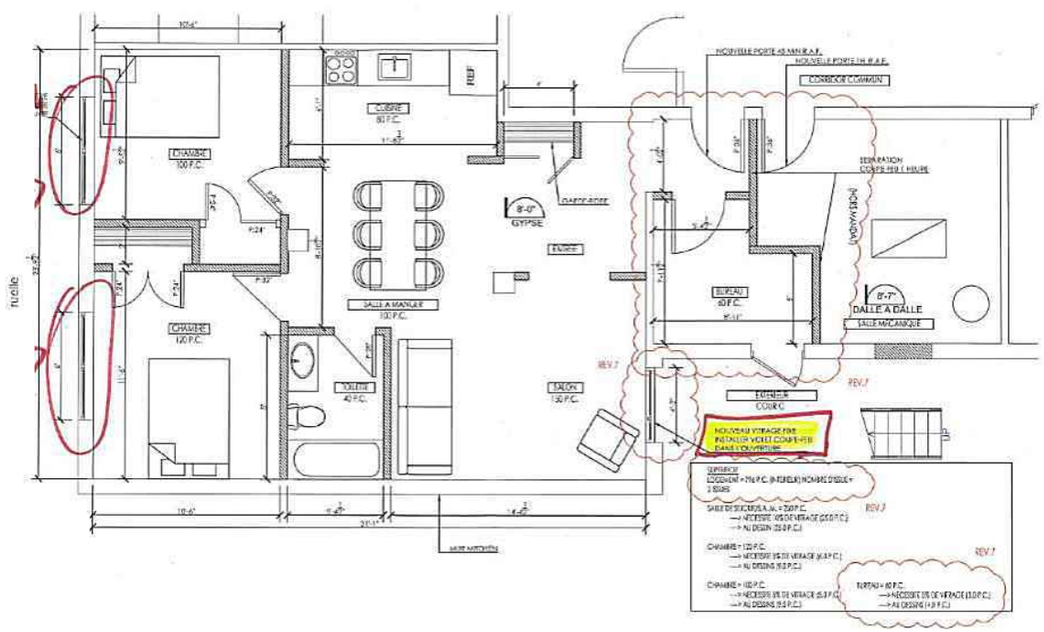


PROJETÉ

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PLAN ESPACE B



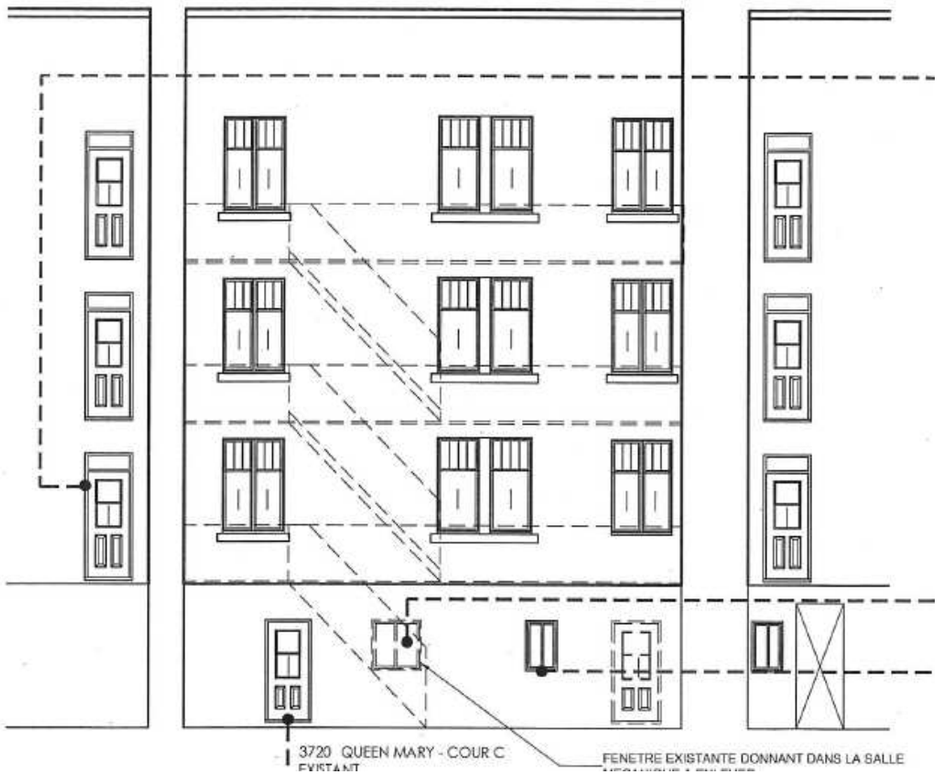


EXISTANT PROJETÉ

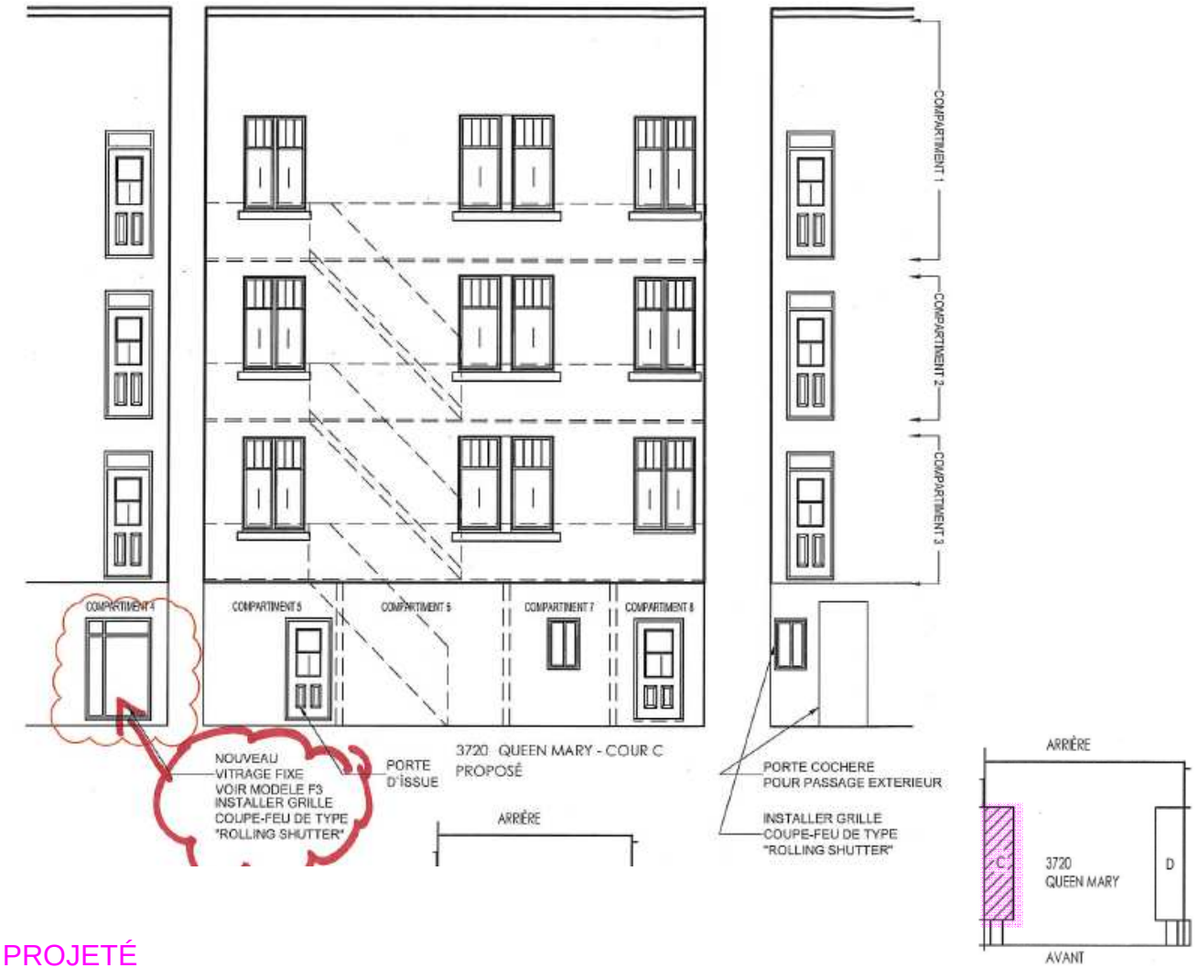
Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

- 3720, chemin Queen-Mary - PIIA – transformation de la façade CCU – 14 août 2019

ÉLÉVATIONS COUR C

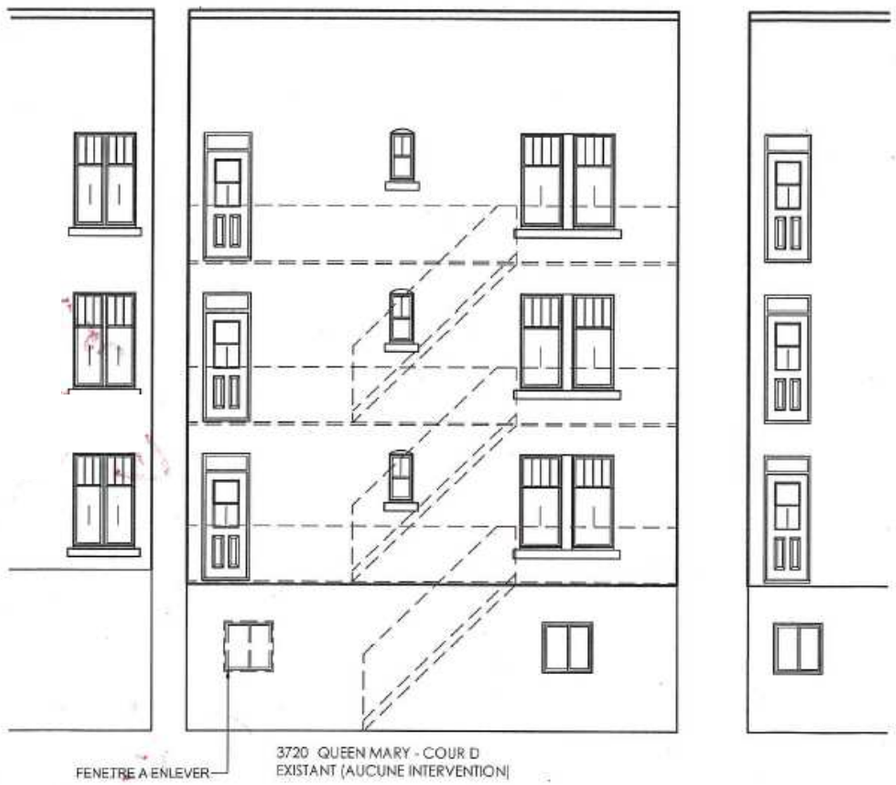


EXISTANT



PROJETÉ

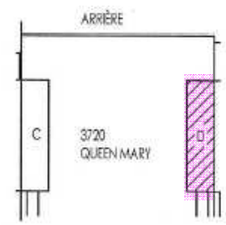
ÉLÉVATIONS COUR D



EXISTANT

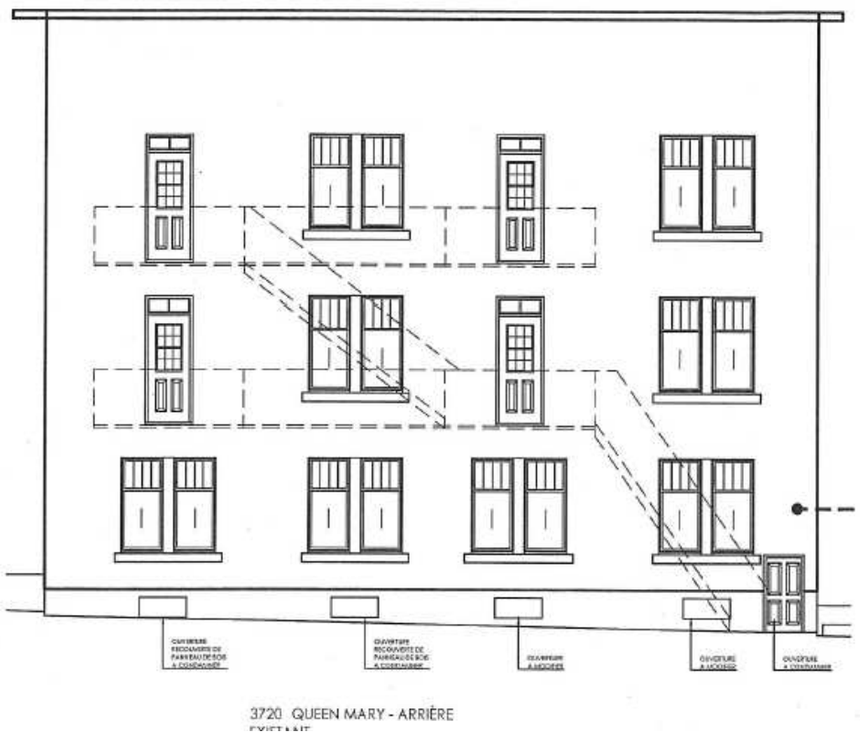


PROJETÉ



Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce Montréal

ÉLÉVATION RUELLE





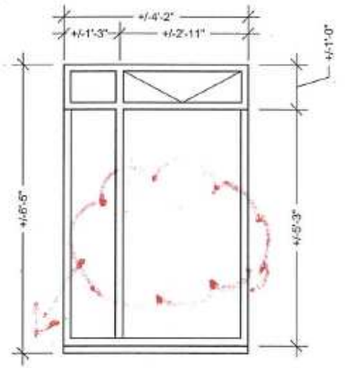
EXISTANT PROJETÉ

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

- 3720, chemin Queen-Mary - PIIA – transformation de la façade CCU – 14 août 2019

BORDEREAU DES PORTES ET FENÊTRES

FENETRE F3



NOUVELLE FENETRE FIXE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

QUANTITÉ : 1

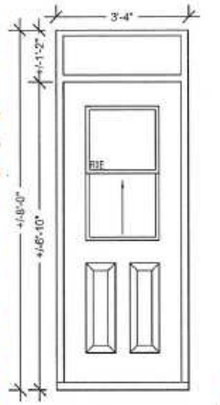
CIE: SOLARCAN

MODÈLE : CLASSIQUE FIXE
PVC BLANC
IMPOSTE OUVRANTE
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE : UNITÉ SCELLÉ 3/4" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

PREVOIR VOLET RESISTANT AU FEU DE TYPE "ROLLING SHUTTER" RELIE AU SYSTEME D'ALARME INCENDIE OU SE REFERMANT A L'AIDE DE MAILLON FUSIBLE.

PORTE P2



SPÉCIFICATIONS PORTE EN FIBRE DE VERRE

FABRICANT:
SOLARCAN

MODÈLE:
COLLECTION CLASSIQUE FIBRE DE VERRE AVEC FENETRE A GUILLOTINE ET IMPOSTE

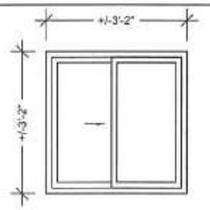
FINITION:
FIBRE DE VERRE BLANC

VERRE:
POUR PANNEAUX DE PORTES: UNITÉ SCELLÉ 1" THERMA-DUR IG, 2 VERRES TREMPÉS DE 4mm AVEC INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE
POUR IMPOSTE: UNITÉ SCELLÉ 3/4" THERMA-DUR IG, 2 VERRES DE 3mm, VITRAGE LOW-E AVEC INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

QUINCAILLERIE:
3 PENTURES A BILLE
1 POIGNÉE D'ENTRÉE
1 SERRURE A PENNE DORMANT
LOQUET HAUT ET BAS POUR PANNEAU SECONDAIRE (PV1 SEULEMENT)
COUPE FROID
SEUIL ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR

REV.7

FENÊTRE F1



NOUVELLE FENÊTRE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

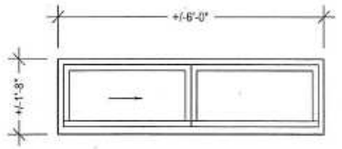
QUANTITÉ : 1

CIE: SOLARCAN

MODÈLE : CLASSIQUE COULISSANTE SIMPLE
PVC BLANC
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE : UNITÉ SCELLÉ 3/4" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

FENÊTRE F2



NOUVELLE FENÊTRE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

QUANTITÉ : 2

CIE: SOLARCAN

MODÈLE : CLASSIQUE COULISSANTE SIMPLE
PVC BLANC
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE : UNITÉ SCELLÉ 3/4" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CRITÈRES

1426199	3730 chemin QUEEN-MARY	AH-2	TRANSFORMATION - SECTEUR MONT ROYAL: TITRE VIII EN VERTU DE L'ART. 118.1

référence critères	#	Critère	Évaluation	Remarques
118.1, par. 2°	a)	la restauration, le remplacement ou la transformation doit être conçue en respectant l'expression et la composition architecturales du bâtiment et du paysage et leur caractère d'origine;	☒	La proposition ne respecte pas le caractère, ni les caractéristiques d'origine du bâtiment.
118.1, par. 2°	b)	la restauration, le remplacement ou la transformation doit chercher à mettre en valeur les concepts qui sont à l'origine de l'expression et de la composition architecturales du bâtiment et du paysage;	☒	Les espaces de rangement au sous-sol de immeuble n'ont pas été conçus pour héberger des logements.
118.1, par. 2°	c)	la qualité des matériaux, des détails architecturaux et des végétaux utilisés pour la restauration, le remplacement ou la transformation doit être équivalente à la qualité d'origine et compatible à celle des parties non transformées en accord avec leur valeur;	☒	Les nouvelles fenêtres proposées détonnent de la composition existante, notamment dans la cour C.
118.1, par. 2°	d)	la restauration, le remplacement ou la transformation doit prendre en considération ses effets sur les constructions voisines de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère d'ensemble de l'unité de paysage;	☒	Les fenêtres ont un dégagement insuffisant du sol et sont agrandis sur une ruelle peu invitante. Elles risquent de plus d'être obstruées en hiver.
118.1, par. 2°	e)	l'aménagement paysager doit être conçu de manière à limiter les surfaces minéralisées et à maximiser la couverture végétale;	N/A	
118.1, par. 2°	f)	la modification d'un élément construit ou végétal d'intérêt patrimonial ou naturel doit être réalisée dans le respect du paysage, de la végétation, de la topographie et des vues à partir d'un espace public, vers ou depuis le site patrimonial déclaré du Mont Royal;	N/A	
668	1°	conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	☒	L'immeuble n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 révisé sera mis en application sous peu, et interdira ce type de logement.
668	2°	qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	☒	L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés.
668	3°	efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent;	N/A	
668	4°	efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons;	N/A	
668	5°	capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire;	N/A	
668	6°	capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager;	☒	L'intervention affaiblira la valeur patrimoniale de l'immeuble. Le geste semble avide et mercantile.
668, par. 7°	a)	favoriser l'aménagement de plain-pied de l'accès principal au bâtiment;	N/A	
668, par. 7°	b)	favoriser l'aménagement de sentiers sécuritaires, sans obstacle, bien délimités et éclairés le plus direct possible entre un bâtiment et une voie publique;	N/A	
668, par. 7°	c)	planifier le positionnement du stationnement pour personnes à mobilité réduite le plus près possible de l'entrée principale du bâtiment, en évitant autant que possible une séparation entre le bâtiment et le stationnement par une voie de circulation;	N/A	
668, par. 7°	d)	dans le cas d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur patrimonial ou ayant des caractéristiques patrimoniales d'intérêt, favoriser l'intégration des critères du présent article tout en respectant les caractéristiques architecturales d'intérêt du cadre bâti;	N/A	

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1, et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, et formule un avis défavorable au projet.

RECOMMANDATION

Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1 et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un **avis défavorable au projet** pour les raisons suivantes:

- **La proposition ne respecte pas le caractère, ni les caractéristiques d'origine du bâtiment.**
- **Les nouvelles fenêtres proposées détonnent de la composition existante, notamment dans la cour C.**
- **L'immeuble n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 révisé sera mis en application sous peu, et interdira ce type de logement.**
- **L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés.**

1426199	3730 chemin QUEEN-MARY		AH-2	TRANSFORMATION - SECTEUR MONT ROYAL: TITRE VIII EN VERTU DE L'ART. 118.1
référence critères	**#**	**Critère**	**Évaluation**	**Remarques**
118.1, par. 2°	**a)**	la restauration, le remplacement ou la transformation doit être conçue en respectant l'expression et la composition architecturales du bâtiment et du paysage et leur caractère d'origine;	☒	La proposition ne respecte pas le caractère, ni les caractéristiques d'origine du bâtiment.
118.1, par. 2°	**b)**	la restauration, le remplacement ou la transformation doit chercher à mettre en valeur les concepts qui sont à l'origine de l'expression et de la composition architecturales du bâtiment et du paysage;	☒	Les espaces de rangement au sous-sol de immeuble n'ont pas été conçus pour héberger des logements.
118.1, par. 2°	**c)**	la qualité des matériaux, des détails architecturaux et des végétaux utilisés pour la restauration, le remplacement ou la transformation doit être équivalente à la qualité d'origine et compatible à celle des parties non transformées en accord avec leur valeur;	☒	Les nouvelles fenêtres proposées détonnent de la composition existante, notamment dans la cour C.
118.1, par. 2°	**d)**	la restauration, le remplacement ou la transformation doit prendre en considération ses effets sur les constructions voisines de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère d'ensemble de l'unité de paysage;	☒	Les fenêtres ont un dégagement insuffisant du sol et sont agrandis sur une ruelle peu invitante. Elles risquent de plus d'être obstruées en hiver.
118.1, par. 2°	**e)**	l'aménagement paysager doit être conçu de manière à limiter les surfaces minéralisées et à maximiser la couverture végétale;	N/A	
118.1, par. 2°	**f)**	la modification d'un élément construit ou végétal d'intérêt patrimonial ou naturel doit être réalisée dans le respect du paysage, de la végétation, de la topographie et des vues à partir d'un espace public, vers ou depuis le site patrimonial déclaré du Mont Royal;	N/A	
668	**1°**	conformité du projet aux orientations, objectifs, plans et politiques municipales en matière d'aménagement, d'architecture et de design;	☒	L'immeuble n'a pas été conçu pour avoir des logements au sous-sol. Par ailleurs, le Règlement sur la construction 11-018 révisé sera mis en application sous peu, et interdira ce type de logement.
668	**2°**	qualités d'intégration du projet sur le plan architectural;	☒	L'intervention est proposée sans considération pour la valeur architecturale ni pour la qualité des logements proposés.
668	**3°**	efficacité des éléments visant à réduire les effets d'ombre et de vent;	N/A	
668	**4°**	efficacité et qualités d'intégration des éléments visant à minimiser les impacts sur le milieu d'insertion, au regard de la circulation des véhicules et des piétons;	N/A	
668	**5°**	capacité de mettre en valeur les lieux publics et de créer un environnement sécuritaire;	N/A	
668	**6°**	capacité de mettre en valeur, de protéger ou d'enrichir le patrimoine architectural, naturel et paysager;	☒	L'intervention affaiblira la valeur patrimoniale de l'immeuble. Le geste semble avide et mercantile.
668, par. 7°	**a)**	favoriser l'aménagement de plain-pied de l'accès principal au bâtiment;	N/A	
668, par. 7°	**b)**	favoriser l'aménagement de sentiers sécuritaires, sans obstacle, bien délimités et éclairés le plus direct possible entre un bâtiment et une voie publique;	N/A	
668, par. 7°	**c)**	planifier le positionnement du stationnement pour personnes à mobilité réduite le plus près possible de l'entrée principale du bâtiment, en évitant autant que possible une séparation entre le bâtiment et le stationnement par une voie de circulation;	N/A	
668, par. 7°	**d)**	dans le cas d'un bâtiment situé à l'intérieur d'un secteur patrimonial ou ayant des caractéristiques patrimoniales d'intérêt, favoriser l'intégration des critères du présent article tout en respectant les caractéristiques architecturales d'intérêt du cadre bâti;	N/A	
Après étude des documents présentés, la Direction conclut que le projet est conforme aux articles 118.1, et 668 du titre VIII (PIIA) du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, et formule un avis défavorable au projet.				
		☑ ☑ ☒ N/A		

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

REÇU LE

22 MAR. 2019

Permis et inspections
Arr. CDN-NDG
Ville de Montréal



TABLE DES MATIERES :

PAGE 1 : CLASSIFICATION CODE
PAGE 2 : PLAN D'ENSEMBLE DE L'ETAGE (SOUS-SOL)
PAGE 3 : PLAN ESPACE A - AMENAGEMENT EXISTANT
PAGE 4 : PLAN ESPACE A - AMENAGEMENT PROPOSE
PAGE 5 : PLAN ESPACE B - AMENAGEMENT EXISTANT
PAGE 6 : PLAN ESPACE B - AMENAGEMENT PROPOSE
PAGE 7A : ESPACE A - ELEVATION COUR D - EXISTANT
PAGE 7B : ESPACE A - ELEVATION COUR D - NOUVEAU
PAGE 9A : ESPACE B - ELEVATION ARRIERE EXISTANTE
PAGE 9B : ESPACE B - ELEVATION ARRIERE NOUVEAU
PAGE 10A : ESPACE B - ELEVATION COUR C - EXISTANTE
PAGE 10B : ESPACE B - ELEVATION COUR C - NOUVEAU
PAGE 11 : ESPACE B - BORDEREAU PORTES ET FENETRE (ARRIERE/COUR C)
PAGE 12 : DETAILS TYPIQUES (MURS)
PAGE 13 : DETAILS TYPIQUES (PLANCHER)

3720 QUEEN-MARY (NIVEAU SOUS-SOL)

AMENAGEMENT NOUVEAUX APPARTEMENTS

EMIS POUR PERMIS 2019.01.31
REVISION 7

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 AVENUE Smart - CSL - QC - H4W 2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

3000 14 août 2019

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

CLASSIFICATION C.N.B.

AIRE DU BATIMENT:	4100 P.C.
USAGE DU BATIMENT :	GROUPE C - HABITATIONS
NOMBRE D'ETAGE :	3 ETAGES
CONSTRUCTION :	COMBUSTIBLE AUCUN GICLEURS

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Le Règlement sur la sécurité dans les édifices publics (AVANT 1976)
- Le Code de construction du Québec, chapitre Bâtiment (CNB 2010 modifié – Québec)
- RÈGLEMENT SUR LA SALUBRITÉ, L'ENTRETIEN ET LA SÉCURITÉ DES LOGEMENTS
- 11-018 RÈGLEMENT SUR LA CONSTRUCTION ET LA TRANSFORMATION DE BÂTIMENTS
- 01-276 RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (CODIFICATION ADMINISTRATIVE)

PARTIE APPLICABLE (C.N.B.): PARTIE 9 ET 10 (POUR TRANSFORMATION)

SEPARATION COUPE-FEU :

ENTRE LOGEMENT :	45 min
ENTRE LOGEMENT/SALLE TECHNIQUE :	1 HEURE

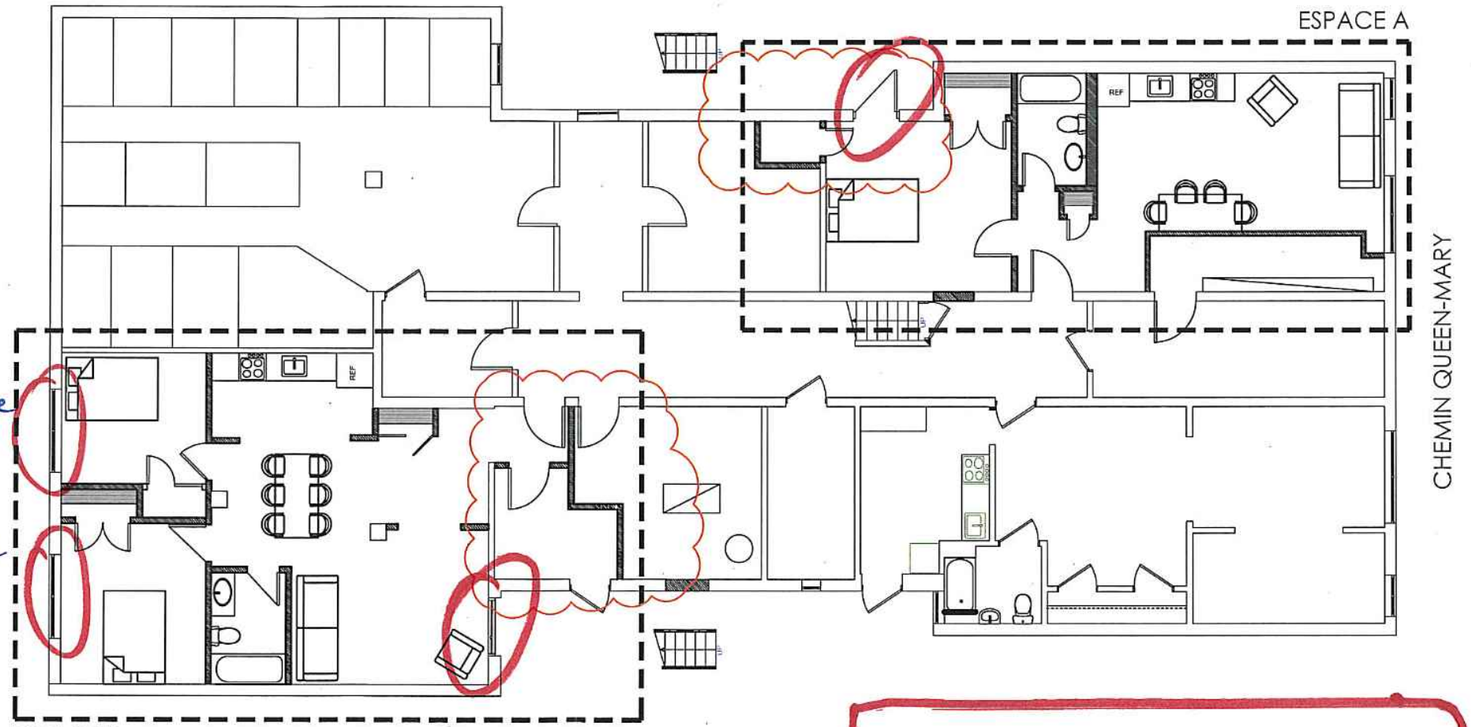
Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PERMIS SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : Plan cle et classification code	echelle : N/A date : 2019.01.31	Page 1

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG



Fenêtre d'une chambre doit être conforme à l'article 9.7.1.2, ouverture dégagée d'au moins 0,35 m² sans qu'aucune dimension ne soit inférieure à 380 mm

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

Une chambre doit être munie d'une fenêtre extérieure (ou porte extérieure) dont la partie ouvrante doit avoir une surface d'au moins 0,35 mètre carré et aucune dimension ne doit être inférieure à 0,38 mètre.

(Code de construction du Québec, article 9.7.1.2)

Afin de prévenir tout danger de refoulement des eaux usées ou pluviales, des clapets antiretour ainsi qu'un dispositif d'évacuation de fosse de retenue doivent notamment être installés conformément au Règlement sur la protection des bâtiments contre les refoulements d'égout (11-010).

3001426199

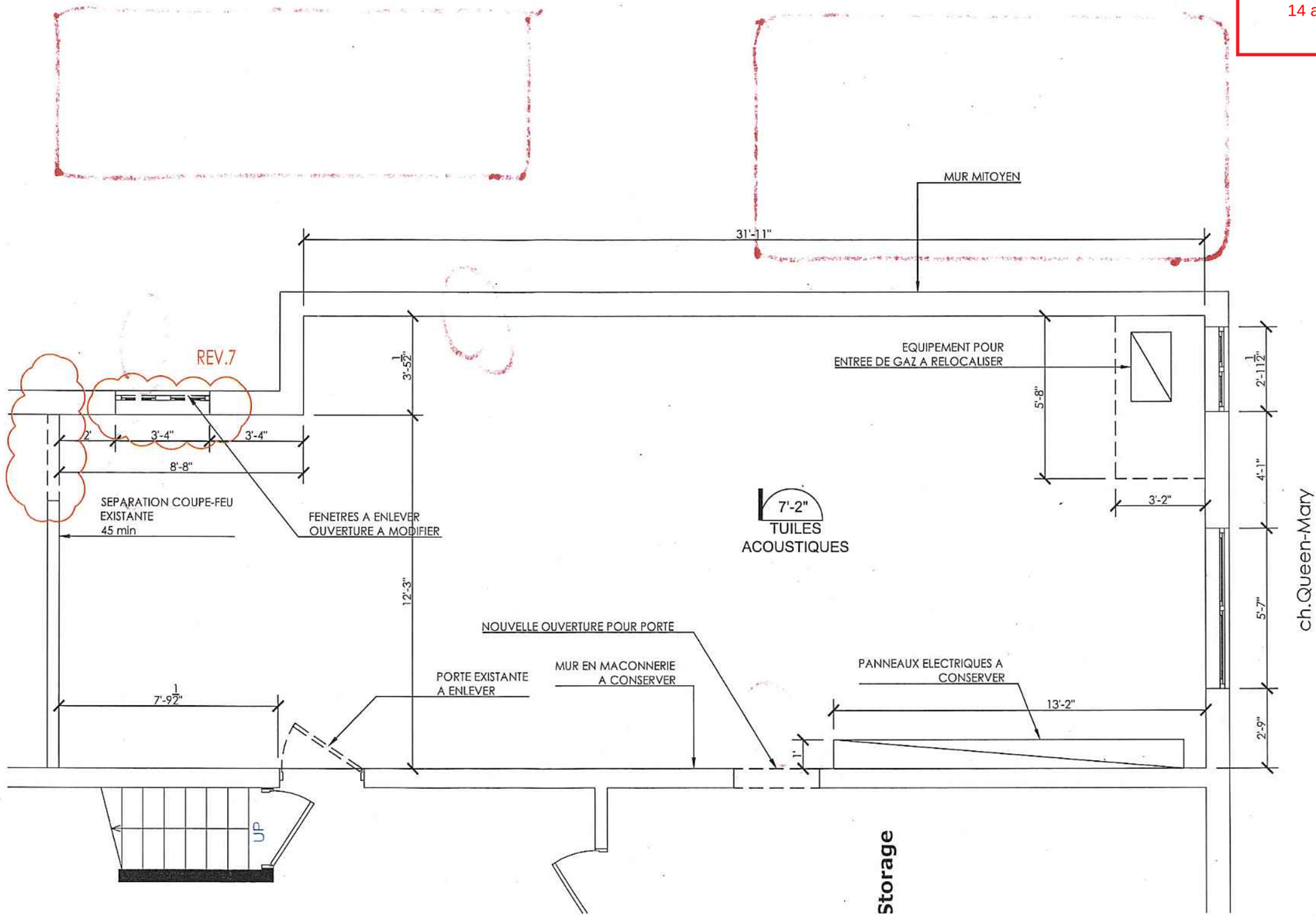
EMIS POUR PERMIS SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : Plan d'ensemble du sous-sol	echelle : 3/32"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 2

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

a0134-19



Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements
(sous-sol)

dessin :
ESPACE A - amenagement existant
3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL

echelle : 1/4"=1'-0"

date : 2019.01.31

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

SUPERFICIE

LOGEMENT = 544P.C. (INTERIEUR)
NOMBRE D'ISSUE = 2

SALLE DE SEJOUR/S.A..M. = 200 P.C.
----> NECESSITE 10% DE VITRAGE (20.0 P.C.)
----> AU DESSINS (20.0 P.C.)

CHAMBRE = 165 P.C.
----> NECESSITE 5% DE VITRAGE (8.25 P.C.)
----> AU DESSINS (8.50P.C.)

REV.7

NOUVELLE PORTE VITREE

EXTERIEUR
COUR D

REV.7

REV.7

P:24"

3'-4"

SEPARATION COUPE-FEU 45 MIN

12'-3"

CHAMBRE
165 P.C.

NOUVEAU SOUFFLAGE DE GYPSE

13'-6"

UP

CORRIDOR COMMUN

MUR MITOYEN

31'-11"

4'-10"

5'

10'

20'-10"

10'-10"

P:24"

P:24"

TOILETTE
40 P.C.

8'-1"

P:28"

3'-02"

2'-5"

P:18"

P:32"

P:36"

9'-4"

5'-22"

REF

CUISINE
35 p.c.

8'-0"
GYPSE

SALON / SALLE A MANGER
200 P.C.

11'-42"

3"

1'

P:36"

PANNEAUX ELECTRIQUES EXISTANTS

SEPARATION COUPE-FEU
1 HEURE

ch.Queen-Mary

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

3001429199

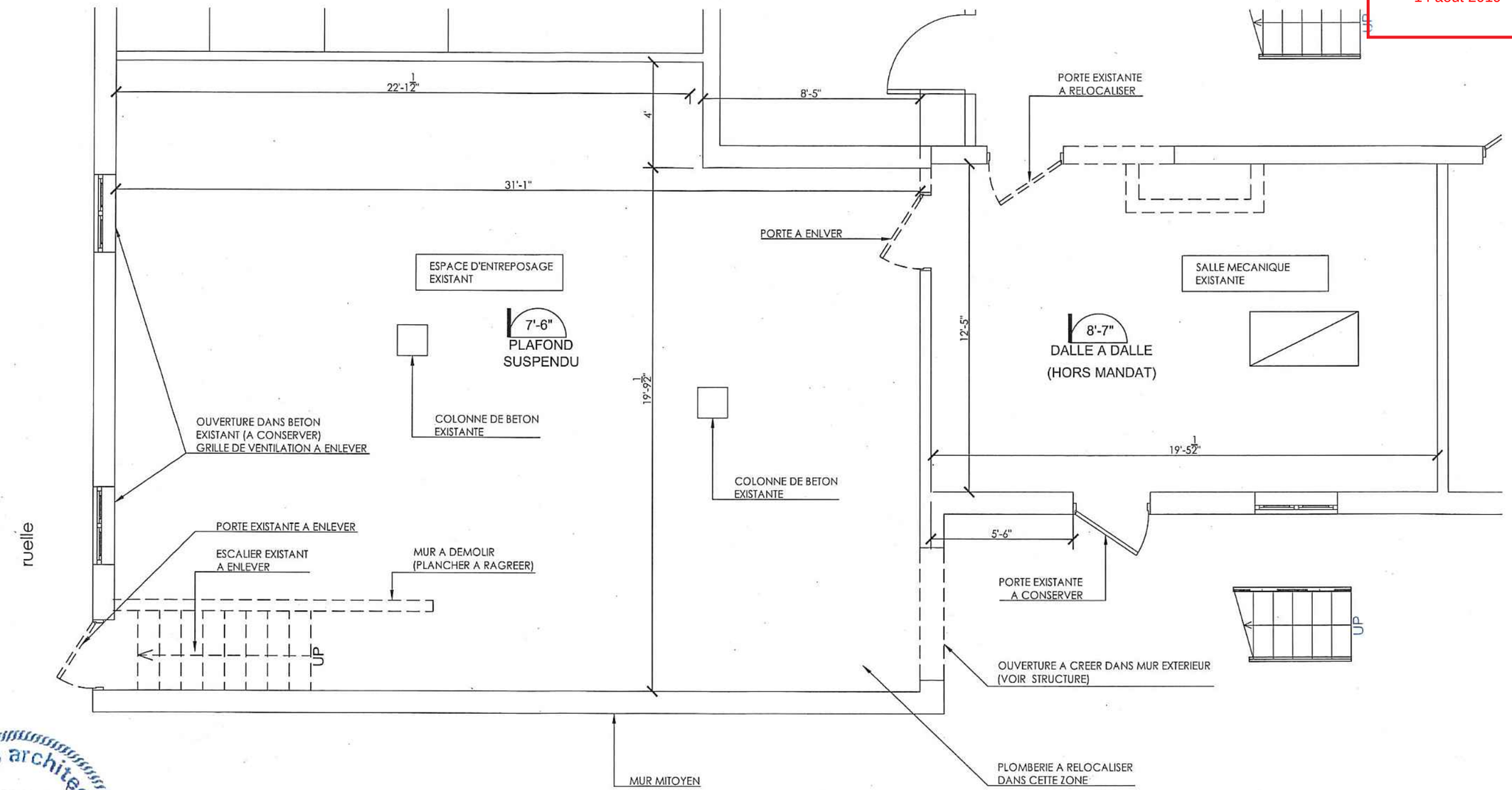
EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE A - amenagement propose 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL R-4	echelle : 1/4"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 4

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

3720-3722, chemin Queen Mary



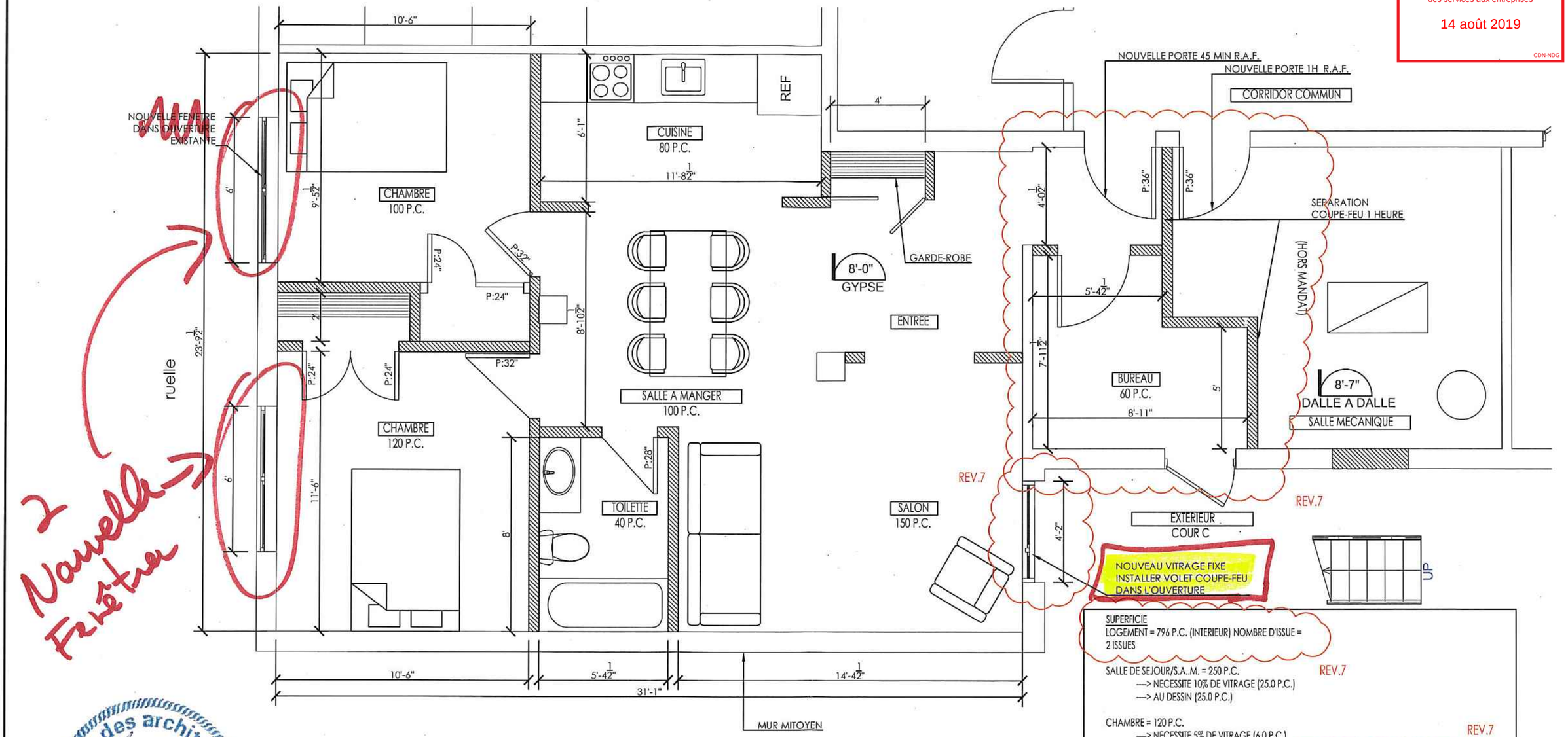
Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE B - amenagement existant 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL	echelle : 1/4"=1'-0" date : 2018.04.19	Page 5

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG



2 Nouvelle Fenêtre

SUPERFICIE
LOGEMENT = 796 P.C. (INTERIEUR) NOMBRE D'ISSUE = 2 ISSUES

SALLE DE SEJOUR/S.A..M. = 250 P.C. REV.7
—> NECESSITE 10% DE VITRAGE (25.0 P.C.)
—> AU DESSIN (25.0 P.C.)

CHAMBRE = 120 P.C.
—> NECESSITE 5% DE VITRAGE (6.0 P.C.)
—> AU DESSINS (9.0 P.C.) REV.7

CHAMBRE = 100 P.C.
—> NECESSITE 5% DE VITRAGE (5.0 P.C.)
—> AU DESSINS (9.0 P.C.)

BUREAU = 60 P.C.
—> NECESSITE 5% DE VITRAGE (3.0 P.C.)
—> AU DESSINS (4.8 P.C.)

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

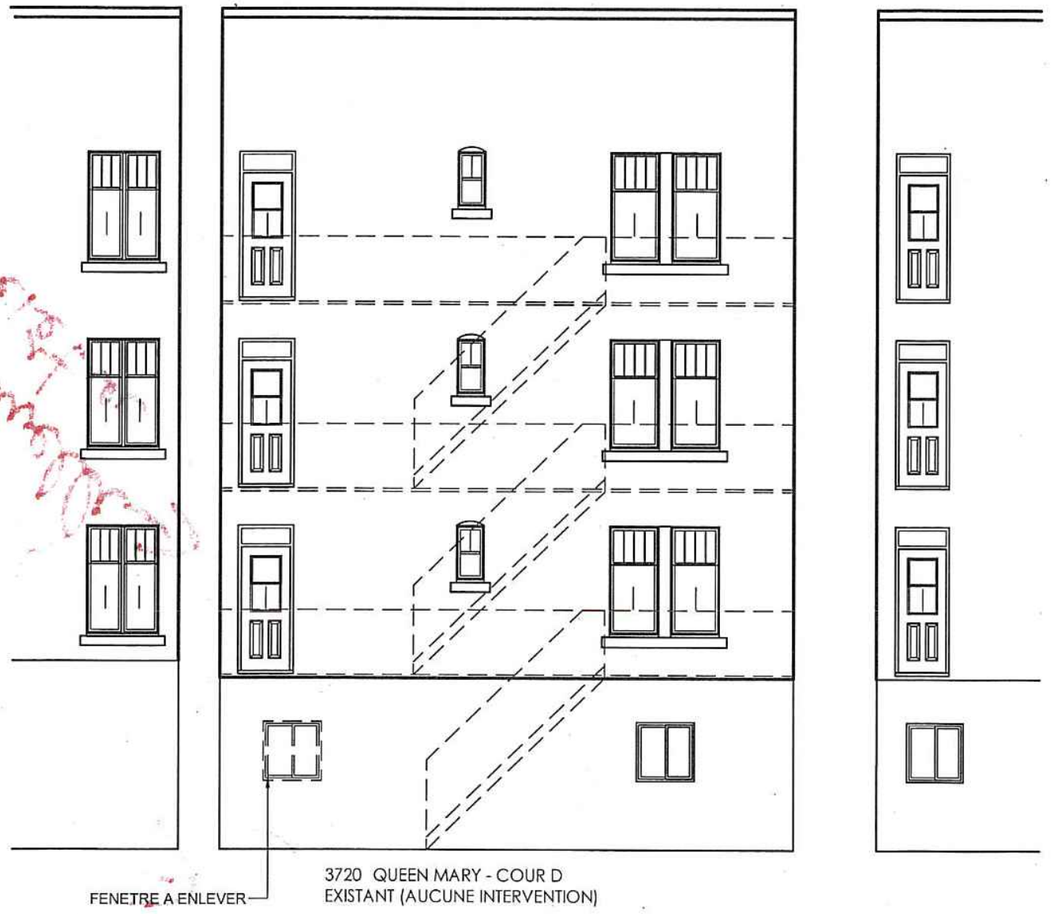
3001426199

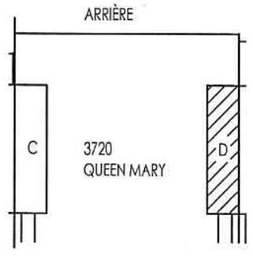
EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE B - amenagement propose 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL	echelle : 1/4"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 6

Direction de l'aménagement urbain et
des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG





Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements
(sous-sol)

dessin :
ESPACE A - ELEVATION COUR D - EXISTANT
3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL

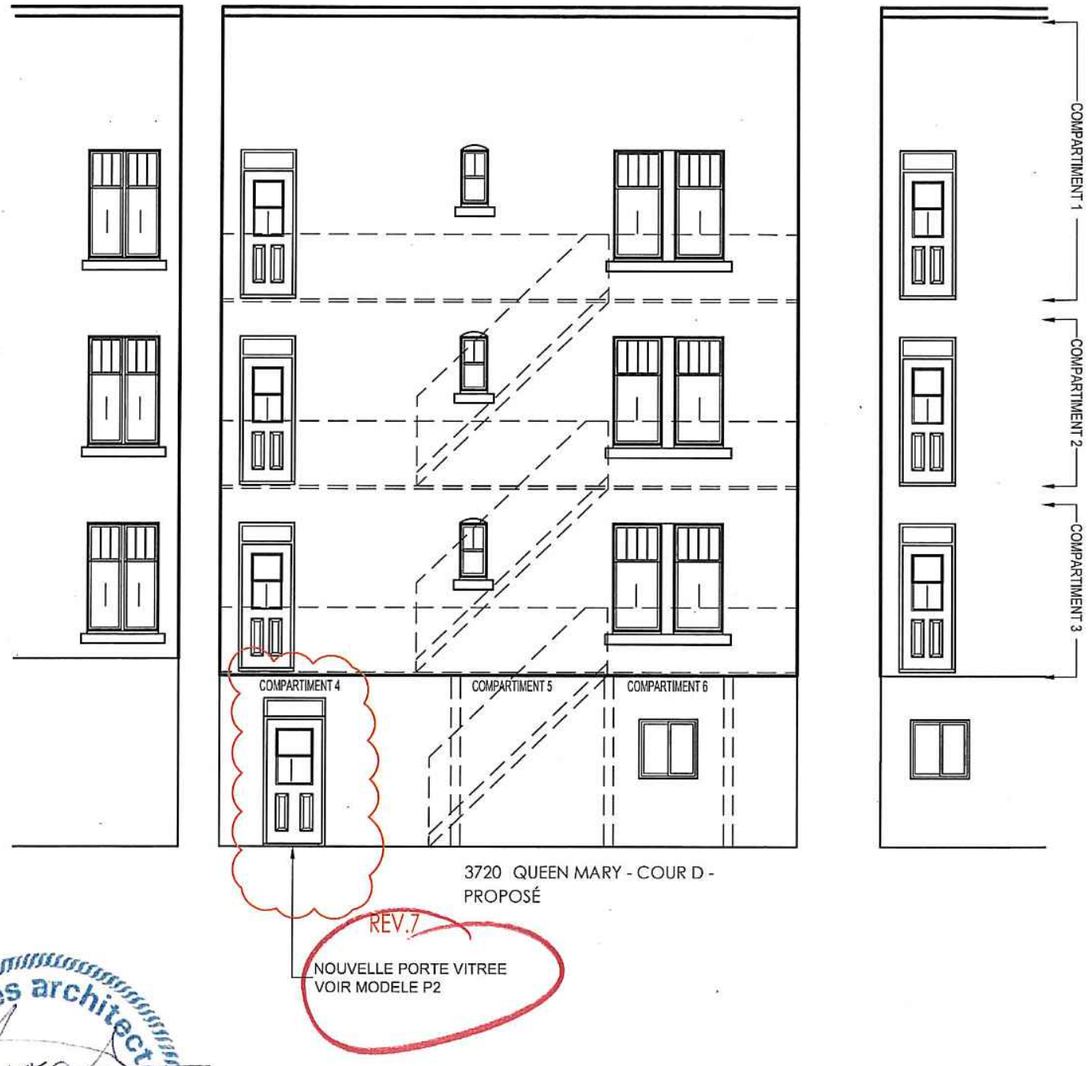
echelle : 1/8"=1'-0"

date : 2019.01.31

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG



3720 QUEEN MARY - COUR D - PROPOSÉ

CALCUL DE FACADE DE RAYONNEMENT :
(ELEVATION COUR D)

DISTANCE LIMITATIVE = 2.3 METRES (7'-6") (FACADE A LA LIGNE DE LOT)

EN REFERENCE AU CCQ 2010 TABLEAU 3.2.3.1 B)

COMPARTIMENT 1 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 2 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 3 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 4 : 115 P.C. (10.69 m.c.)
(espace A) rapport L/H < 3:1 = 23% d'ouverture permise
(baies non protegees)

Les baies non protegees representent 26 p.c. (2.42 m.c.) du compartiment coupe-feu et est egale au 23% d'ouverture permise.

REV.7

COMPARTIMENT 5 : AUCUNE INTERVENTION

COMPARTIMENT 6 : AUCUNE INTERVENTION

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

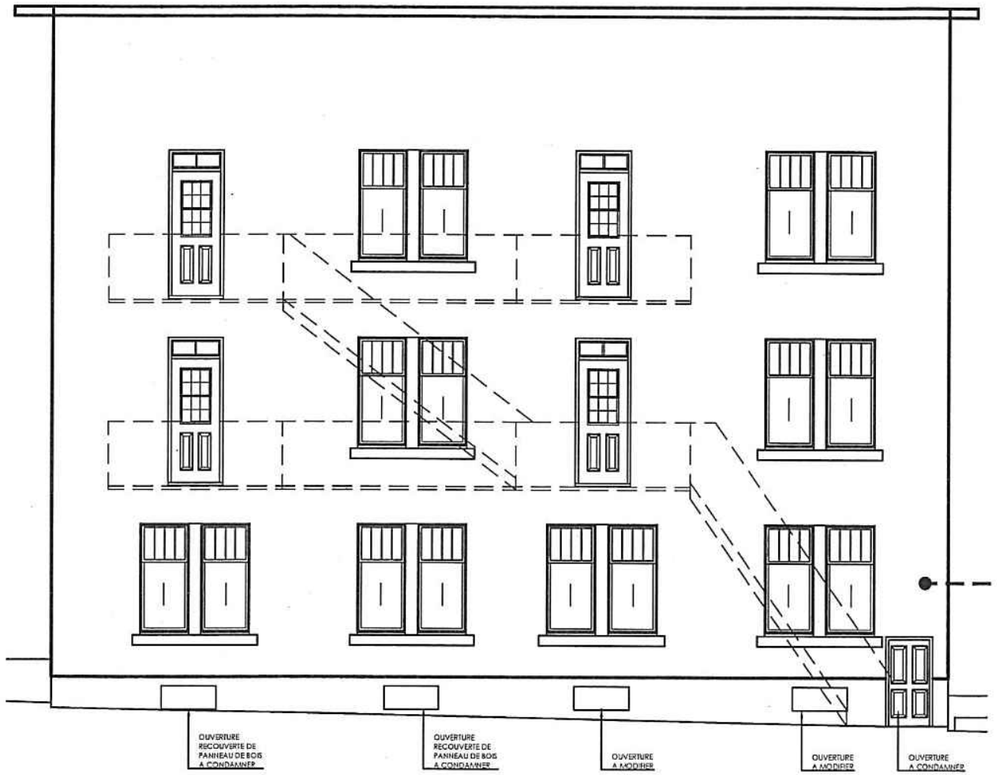
3001426199

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE A - ELEVATION COUR D - NOUVEAU 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL	echelle : 1/8"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 7B

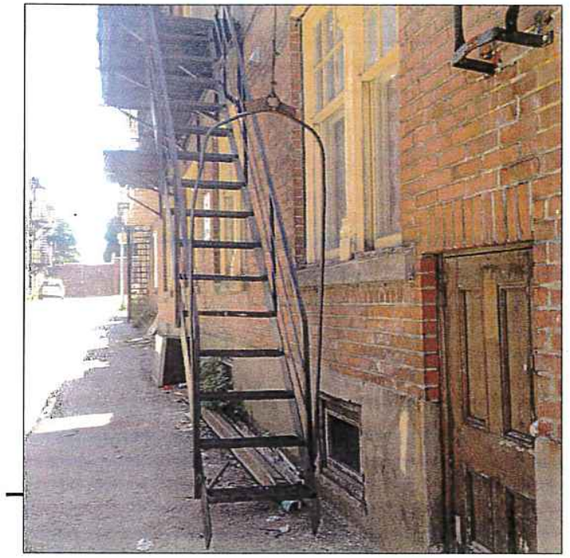
Direction de l'aménagement urbain et
des services aux entreprises

14 août 2019

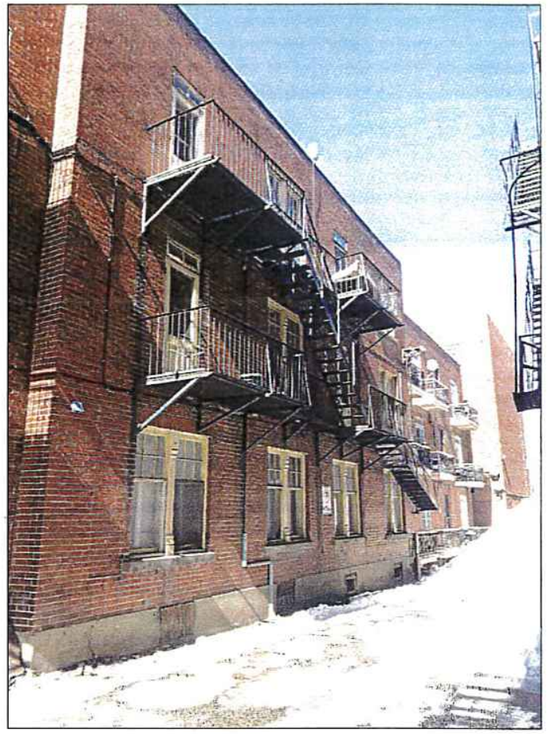
CDN-NDG



3720 QUEEN MARY - ARRIÈRE
EXISTANT



VUE DES OUVERTURES EXISTANTES
EN FACADE ARRIERE (RUELLE)



VUE GENERALE DE LA FACADE ARRIERE (RUELLE)



Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE B - ELEVATION ARRIERE EXISTANT 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL	echelle : 1/8"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 9A

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG



CALCUL DE FACADE DE RAYONNEMENT :
(ELEVATION ARRIERE DONNANT SUR RUELLE)

DISTANCE LIMITATIVE = 3.05 METRES (MOITIE DE LA LARGEUR DE LA RUELLE)

EN REFERENCE AU CCQ 2010 TABLEAU 3.2.3.1 B)

COMPARTIMENT 1 : 737 P.C. (68.5 m.c.)
rapport L/H < 3:1 et 10:1 = 18 % d'ouverture permise (baies non protegees)

Les ouvertures existantes representent 122 p.c. (11.3 m.c.) du compartiment coupe-feu.
11.3 m.c. est inferieur a 18% de 68.5 m.c.

COMPARTIMENT 2 : 444 P.C. (41.25 m.c.)
rapport L/H < 3:1 et 10:1 = 33% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les ouvertures existantes representent 122 p.c. (11.3 m.c.) du compartiment coupe-feu.
11.3 m.c. est inferieur a 33% de 41.25 m.c.

COMPARTIMENT 3 : 444 P.C. (41.25 m.c.)
rapport L/H < 3:1 et 10:1 = 33% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les ouvertures existantes representent 144 p.c. (12.3 m.c.) du compartiment coupe-feu.
12.3 m.c. est inferieur a 33% de 41.25 m.c.

COMPARTIMENT 4 : 57 P.C. (5.3 m.c.)
rapport L/H entre <3 :1 = 46% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les nouvelles ouvertures representent 15 p.c. (1.4 m.c.) du compartiment coupe-feu.
1.4 m.c. est inferieur a 46% de 5.3 m.c (superficie compartiment)

3001426199

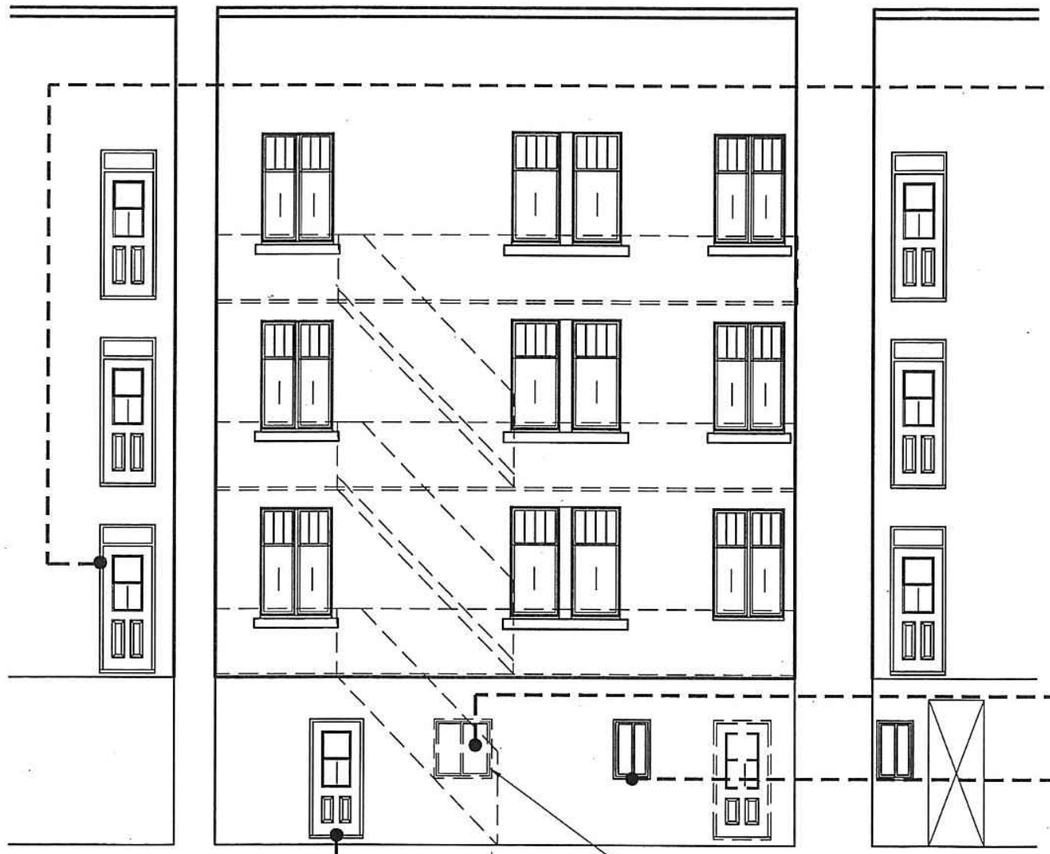
EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE B - ELEVATION ARRIERE (PROPOSE) 3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL	echelle : 1/8"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 9b

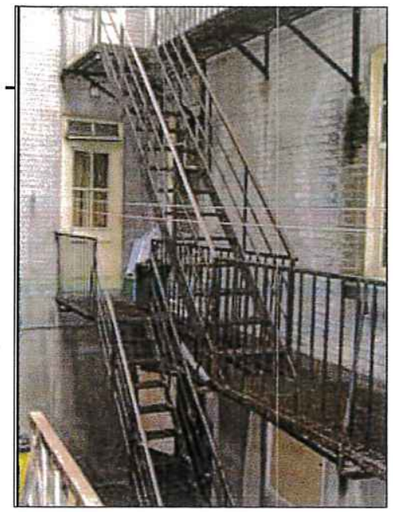
Direction de l'aménagement urbain et
des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG

Retrait 2005

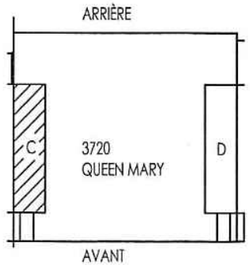




PHOTOGRAPHIE PORTE D'ISSUE TYPE
D'UN LOGEMENT NIVEAU 2



VUE DE LA SALLE MECANIQUE (SOUS-SOL)
MONTRANT LA FENETRE CONDAMNEE



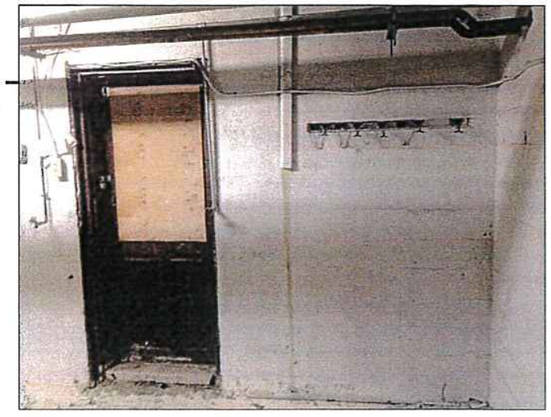
Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE



FENETRE DANS
ENTREPOSAGE



PORTE VUE DE
L'EXTERIEUR



VUE DE LA PORTE D'ISSUE DU NOUVEAU SAS

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements
(sous-sol)

dessin :
ESPACE B - ELEVATION COUR C EXISTANT
3720 QUEEN-MARY

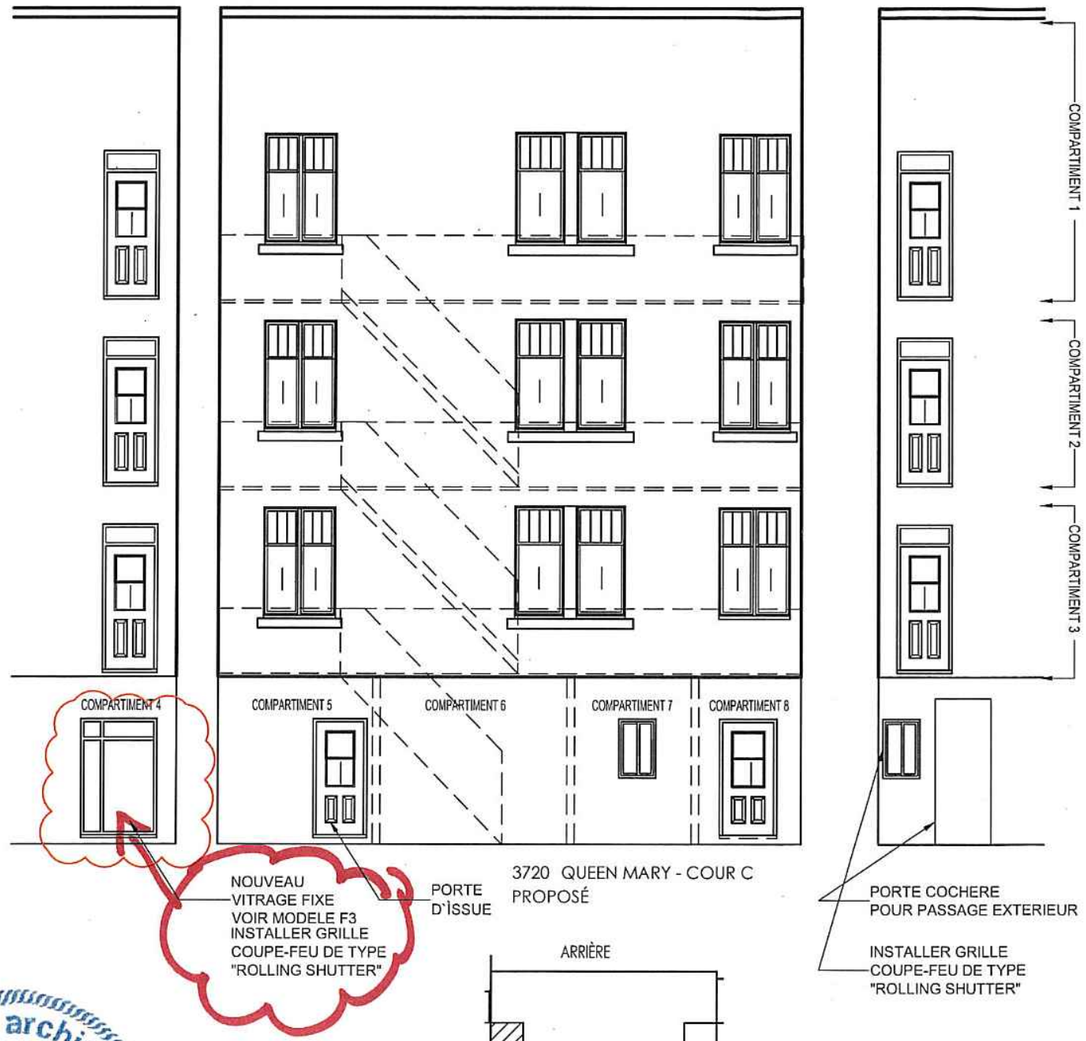
echelle : 1/8"=1'-0"

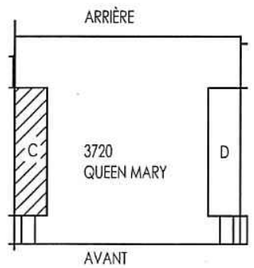
date : 2019.01.31

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

CDN-NDG





CALCUL DE FACADE DE RAYONNEMENT :
(ELEVATION COUR C)

DISTANCE LIMITATIVE = 2.3 METRES (7'-6") (FACADE A LA LIGNE DE LOT)

EN REFERENCE AU CCQ 2010 TABLEAU 3.2.3.1 B)

COMPARTIMENT 1 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 2 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 3 : AUCUNE INTERVENTION
(existant)

COMPARTIMENT 4 : 68 P.C. (6.3 m.c.)
(espace B) rapport L/H < 3:1 = 23% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les baies non protegees representent 0 p.c. (0 m.c.) du compartiment coupe-feu. Un volet coupe-feu de type "rolling shutter" sera installer dans l'ouverture.

COMPARTIMENT 5 : 76 P.C. (7.1 m.c.)
(sas) rapport L/H < 3:1 = 23% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les ouvertures existantes representent 18 p.c. (1.45 m.c.) du compartiment coupe-feu. 1.45 m.c. est inferieur a 23% de 7.1 m.c.

COMPARTIMENT 6 : 92 P.C. (8.5 m.c.)
(mecanique) rapport L/H < 3:1 = 23% d'ouverture permise (baies non protegees)

Les ouvertures existantes representent 0 p.c. (0 m.c.)

COMPARTIMENT 7 : AUCUNE INTERVENTION

COMPARTIMENT 8 : AUCUNE INTERVENTION

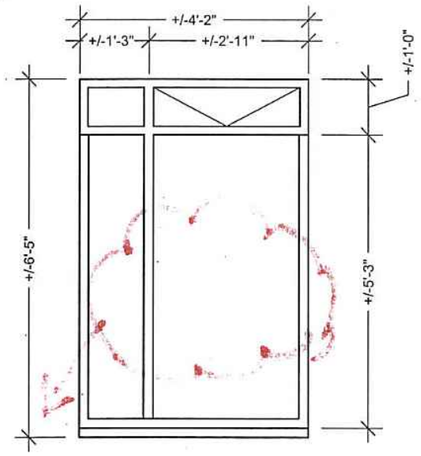
Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

3001429199

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT	LAURA AZOULAY ARCHITECTE 5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1 514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com	projet : 3720 chemin Queen Mary Amenagement nouveaux logements (sous-sol)	dessin : ESPACE B - ELEVATION COUR C - NOUVEAU 3720 QUEEN-MARY	echelle : 1/8"=1'-0" date : 2019.01.31	Page 10B

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
14 août 2019
CDN-NDG

FENETRE F3



NOUVELLE FENETRE FIXE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

QUANTITÉ ; 1

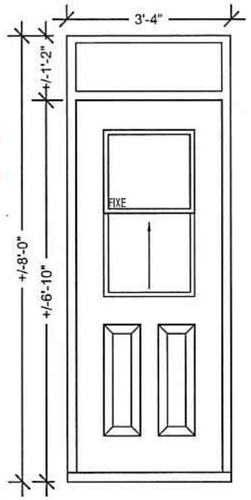
CIE; SOLARCAN

MODÈLE ; CLASSIQUE FIXE
PVC BLANC
IMPOSTE OUVRANTE
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE ; UNITÉ SCELLÉ $\frac{3}{4}$" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

PREVOIR VOLET RESISTANT AU FEU DE TYPE "ROLLING SHUTTER" RELIE AU SYSTEME D'ALARME INCENDIE OU SE REFERMANT A L'AIDE DE MAILLON FUSIBLE.

PORTE P2



SPECIFICATIONS PORTE EN FIBRE DE VERRE

FABRICANT:
SOLARCAN

MODELE:
COLLECTION CLASSIQUE FIBRE DE VERRE AVEC FENETRE A GUILLOTINE ET IMPOSTE

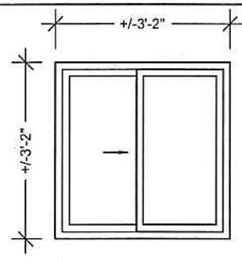
FINITION:
FIBRE DE VERRE BLANC

VERRE:
POUR PANNEAUX DE PORTES: UNITÉ SCELLÉ 1" THERMA-DUR IG, 2 VERRES TREMPÉS DE 4mm AVEC INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE
POUR IMPOSTE: UNITÉ SCELLÉ 3/4" THERMA-DUR IG, 2 VERRES DE 3mm, VITRAGE LOW-E AVEC INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

QUINCAILLERIE:
3 PENTURES A BILLE
1 POIGNÉE D'ENTRÉE
1 SERRURE A PENNE DORMANT
LOQUET HAUT ET BAS POUR PANNEAU SECONDAIRE (PV1 SEULEMENT)
COUPE FROID
SEUIL ALUMINIUM ANODISÉ CLAIR

REV.7

FENÊTRE F1



NOUVELLE FENÊTRE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

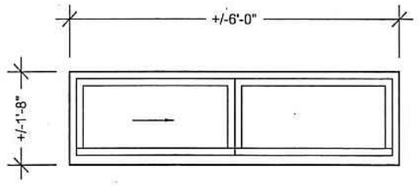
QUANTITÉ ; 1

CIE; SOLARCAN

MODÈLE ; CLASSIQUE COULISSANTE SIMPLE
PVC BLANC
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE ; UNITÉ SCELLÉ $\frac{3}{4}$" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

FENÊTRE F2



NOUVELLE FENÊTRE

DESCRIPTION NOUVELLE FENÊTRE

QUANTITÉ ; 2

CIE; SOLARCAN

MODÈLE ; CLASSIQUE COULISSANTE SIMPLE
PVC BLANC
MOUSTIQUAIRE INTÉGRÉ
MOULURE DE BRIQUE PVC BLANC

VERRE ; UNITÉ SCELLÉ $\frac{3}{4}$" THERMA-DUR IG
2 VERRES DE 3mm VITRAGE LOW-E
INTERCALAIRE EN ACIER INOXIDABLE

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements (sous-sol)

dessin : BORDEREAU PORTES ET FENETRES
3720 QUEEN-MARY - SOUS-SOL

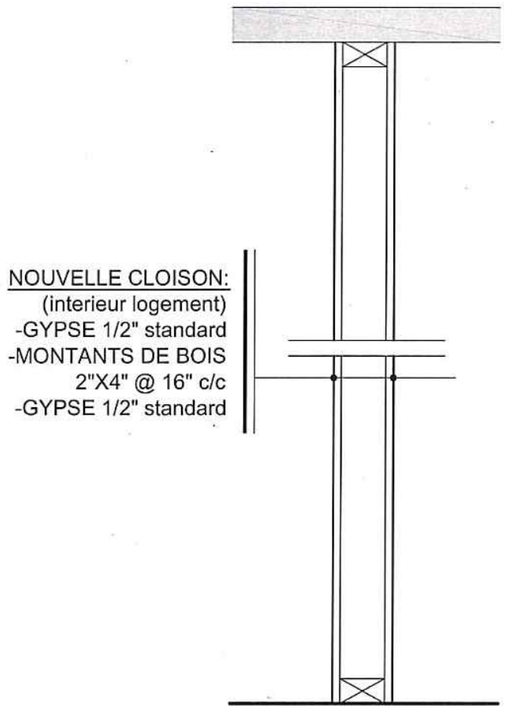
echelle : 3/8"=1'-0"

date : 2019.01.31

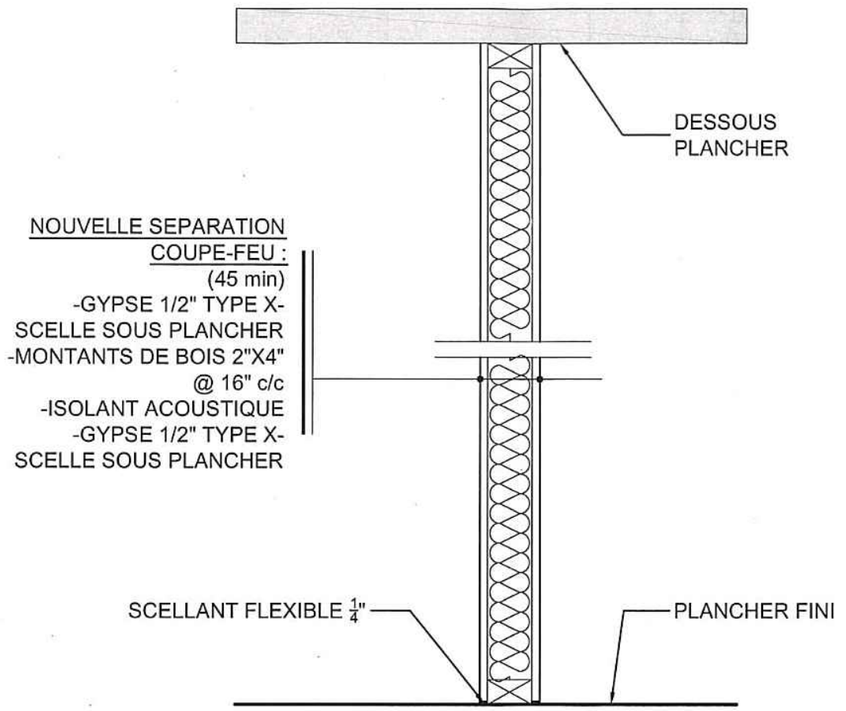
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

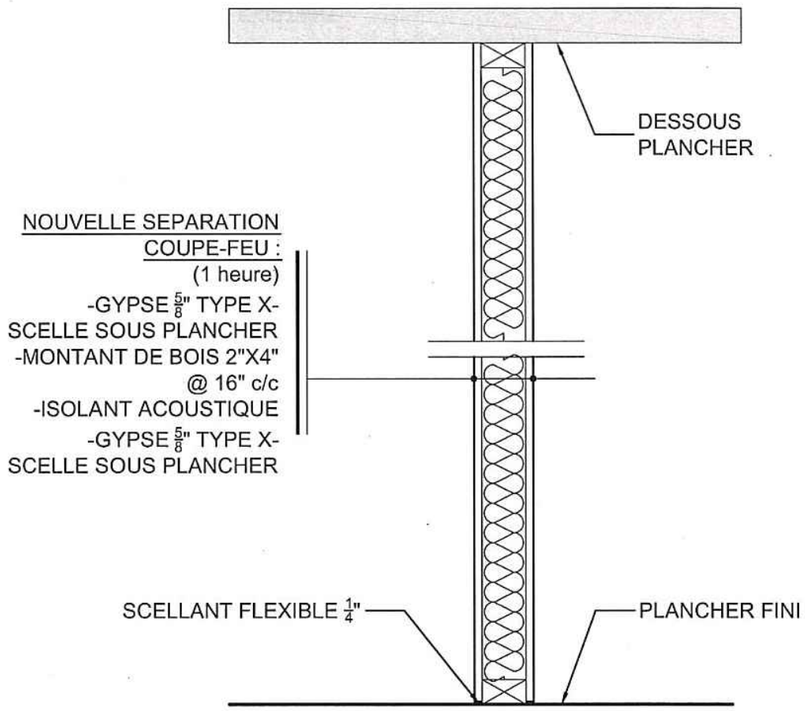
CDN-NDG



CLOISON (INTERIEUR LOGEMENT)



CLOISON (ENTRE DEUX LOGEMENTS)



CLOISON (ENTRE LOGEMENT ET SALLE TECHNIQUE)

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

3001425199

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements
(sous-sol)

dessin : DETAILS TYPIQUES (MURS)

echelle : 1"=1'-0"

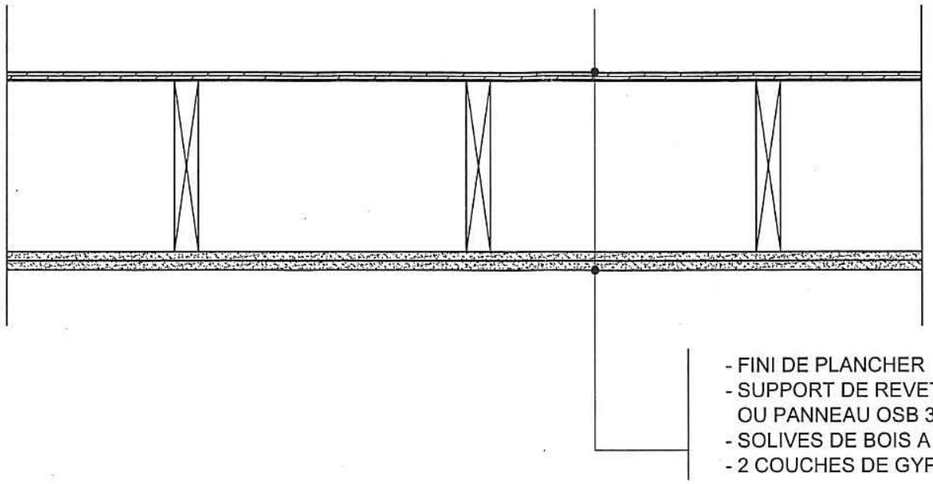
date : 2018.11.15

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

14 août 2019

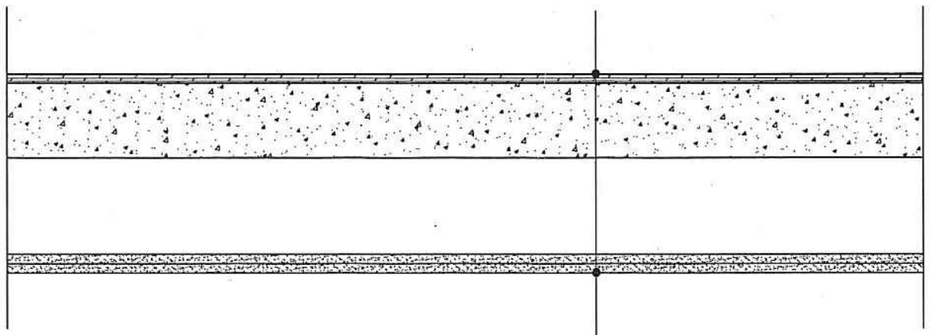
CDN-NDG

Permis 10.0174



- FINI DE PLANCHER
- SUPPORT DE REVETEMENT DE PLANCHER EN CONTREPLAQUE OU PANNEAU OSB 3/4"
- SOLIVES DE BOIS A MAXIMUM 24" X24 C/C - **EXISTANT**
- 2 COUCHES DE GYPSE TYPE X 5/8"

SEPARATION COUPE-FEU (STRUCTURE BOIS/COMBUSTIBLE)



- FINI DE PLANCHER SUPPORT DE REVETEMENT **EXISTANT** (2E NIVEAU)
- DALLE DE BETON STRUCTURALE - **EXISTANT**
- SUSPENSION POUR PLAFOND DE PANNEAU DE GYPSE
- PANNEAU DE GYPSE SCELLE

SEPARATION COUPE-FEU (STRUCTURE BETON)

Ordre des architectes du Québec
A 5277
LAURA FREHA AZOULAY
ARCHITECTE

EMIS POUR PRESENTATION SEULEMENT

LAURA AZOULAY ARCHITECTE
5835 avenue Smart - CSL - QC - H4W2N1
514.973.6910 | LF_azoulay@yahoo.com

projet : 3720 chemin Queen Mary
Amenagement nouveaux logements (sous-sol)

dessin : DETAILS TYPIQUES (PLAFOND/PLANCHER)

echelle : 1"=1'-0"

date : 2018.11.15

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.06

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1193558063

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-116 visant à autoriser un maximum de 24 logements d'un bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe a été adopté à la séance ordinaire tenue le 2 décembre 2019, conformément aux articles 214 et 145.38 et 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 3 janvier 2020 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU ;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 14 janvier 2020, conformément aux articles 145.38 et 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant a déposé, le 14 février 2020, une traite bancaire au montant de 35 958$ à l'arrondissement, afin de rencontrer ces obligations pour le logement social.

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2020, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception une demande de participation à un référendum, une demande a été reçue.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumise, la résolution approuvant le projet particulier PP-116 visant à autoriser 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I
SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 650 427 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
SECTION I
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, un maximum de 24 logements est autorisé aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux usages autorisés à la grille des usages et normes 0391 de l'annexe A.3 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
SECTION I
CONDITIONS

4. Le taux d'implantation maximum est limité à 55%.

5. Un relevé des arbres et de la végétation existante sur le site doit être déposé lors du dépôt de la demande de permis pour la transformation du bâtiment faisant l'objet de la présente résolution.

Ce relevé doit être réalisé par un professionnel.

SECTION II
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

6. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l'apparence extérieure, de l'alignement de construction, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères énoncés à l'article 668 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° accroître la présence de la végétation sur le site de façon à tendre vers une couverture de canopée de 40 % des espaces libres, toits, terrasses et balcons;

2° favoriser une architecture de qualité;

3° réduire l'impact de l'agrandissement et mettre en valeur le corps principal et et les caractéristiques architecturales d'origine des façades;
4° créer un milieu de vie et des espaces à l'échelle humaine;
5° minimiser les impacts du nouveau développement sur l'ensoleillement des cours et des bâtiments voisins;

6° favoriser l'intégration dans le milieu d'insertion.

7° L'aménagement des espaces libres doit respecter les principes et le caractère général des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans », joints en annexe B à la présente résolution.

SOUS-SECTION I
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

8. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs pour les travaux de transformation ou d'agrandissement du bâtiment sont les suivants :

1° prendre en considération le caractère du bâtiment à agrandir: type, expression et caractéristiques architecturales telles que parements, couronnement, ouvertures, niveau et type d'accès;
2° tenir compte du traitement de l'agrandissement quant aux proportions, à la relation vis-à-vis le corps principal et à la qualité du traitement architectural propre à l'agrandissement;

3° respecter, mettre en valeur ou s'adapter à l'expression architecturale du bâtiment ou y être compatible quant à la forme et aux matériaux;

4° l'agrandissement peut être d'expression contemporaine si le contexte le permet;

5° prendre en considération ses effets sur le terrain et sur les constructions voisines de manière à préserver ou mettre en valeur le caractère du terrain et du milieu dans lequel il se trouve ou y être compatible;
6° les matériaux employés doivent présenter des qualités de durabilité.

SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

9. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1° toutes les cours et la terrasse au toit doivent être pourvues d'un aménagement paysager ainsi que de végétaux. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d'un revêtement minéral;
2° le verdissement du terrain doit être maximisé;

3° les équipements techniques et mécaniques situés sur un toit doivent être dissimulés derrière des écrans architecturalement liés au bâtiment ou recevoir un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments.

SECTION III

DÉLAIS DE RÉALISATION

10. Les travaux de construction du bâtiment doivent débuter dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

11. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« TERRITOIRE D'APPLICATION »**

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ **« PLANS, PERSPECTIVES ET PLANS »**

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le**	2020-03-03 11:42

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

---

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558063

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire de l'immeuble situé au 4801, avenue Lacombe a déposé à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une demande de projet particulier pour transformer le bâtiment existant et y aménager un maximum de 24 logements.
Ce projet comporte certaines dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) qui seront décrites plus bas dans le présent sommaire.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Propriété
Le site qui fait l'objet de la présente demande est situé sur l'avenue Lacombe à l'intersection de l'avenue Victoria. Le terrain est bordé de part et d'autre par des bâtiments d'une hauteur de 2 étages et à l'est, sur l'avenue Victoria, par un secteur résidentiel de forte densité (36 logements et plus). À l'ouest, sur l'avenue Victoria, on retrouve un secteur mixte où sont autorisées des activités commerciales de faible intensité (C.2) et de l'habitation (H). La propriété est également située à environ 333 m de la station de métro Côte-Sainte-Catherine sur l'avenue Victoria.

Le terrain, situé dans un secteur d'habitation de faible densité (H.2 = 2 logements), est occupé par un bâtiment vacant de 2 étages qui comprend 10 logements dérogatoires. L'empreinte au sol du bâtiment existant est d'environ 297,9 m2 pour un taux d'implantation d'approximativement 36,8 %. Celui-ci est implanté en mode isolé. La propriété est située aux limites d'un secteur patrimonial de valeur intéressantes (secteur à normes), mais n'en fait pas partie elle-même.

Projet

Le projet, tel que présenté au comité consultatif d'urbanisme (CCU), vise principalement à transformer et agrandir le bâtiment existant, qui compte actuellement 10 logements, pour y aménager 24 logements. Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes:

- agrandissement en superficie de plancher et ajout d'un 3e étage au bâtiment existant (agrandissement de 182,8 m2 pour une implantation au sol total de 480,7 m2) ;
- un taux d'implantation de 59% ;
- ajout d'une mezzanine et d'une terrasse au toit ;
- bonifier l'aménagement paysager ;
- aménager 24 logements ;
- aménager 8 unités de stationnement.

Étude en matière d'impacts sur les déplacements

Comme il est prévu de retirer l'une des rampes d'accès menant au stationnement intérieur, une étude en matière d'impacts sur les déplacements devra être déposée au moment de la demande de permis.

Dérogations demandées

La principale dérogation demandée vise à autoriser un plus grand nombre de logements (24) sur le site. Comme mentionné précédemment, la propriété est située dans un secteur d'habitation de 2 logements (H.2). Pour le reste, le projet tel que présenté respecte les autres paramètres réglementaires (hauteur, marges, taux d'implantation, densité stationnement, etc.) à l'exception des unités de stationnement pour vélo.

À cet égard, la direction a demandé au requérant de respecter un ratio de 1 unité par logement.

Le projet particulier prévoit également des critères afin de permettre l'étude de la transformation et l'agrandissement du bâtiment en révision architecturale (PIIA).

Présentation du dossier au CCU

Le dossier a été présenté au CCU le 6 novembre 2019. Lors de cette rencontre, le comité a émis une recommandation favorable au projet. Toutefois, les membres se questionnaient sur les impacts d'un tel agrandissement sur les propriétés voisines. À cet égard, le comité a formulé des conditions qui reprennent les recommandations de la direction, entre autres, de réduire les dimensions de l'agrandissement en fixant un taux d'implantation maximum de 55%, de revoir l'architecture du bâtiment en révision architectural (PIIA) et de conserver les arbres existants.

À la suite des recommandations de la Direction et du CCU, le projet a été modifié pour réduire le taux d'implantation de la proposition à 55 % et la superficie de plancher résidentiel a été revue à la baisse et a été fixée à 1 675,60 m^2 comprenant toujours 24

logements.

Contribution au logement social

Dans le cadre de la nouvelle politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial, le requérant devra fournir une contribution financière de 39 097,00 $ au logement social.

Le montant de la contribution est équivalent à 15 % de la superficie brute de plancher résidentiel divisé par 90 m^2. Le bâtiment proposé a une superficie de plancher estimée à 1 675,60 m^2.

Le requérant doit fournir une traite bancaire au montant de la contribution financière 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le présent projet particulier.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- la propriété est à proximité de secteur de forte densité (H.5 = 12 logements - H.6 = 36 logements) ;
- le projet respecte les paramètres réglementaires tels que la hauteur, le taux d'implantation, la densité, les marges de recul, le stationnement, etc.;
- le projet permet de densifier un site situé à proximité d'une station de métro (333 m) en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme - soutenir une urbanisation qui favoriser l'utilisation du transport collectif) ;

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes:

- fournir un ratio d'une unité de stationnement de vélo par logement ;
- fournir une unité de stationnement pour personne à mobilité réduite ;
- proposer une implantation de bâtiment qui respecte un taux d'implantation maximum de 55 % ;
- prévoir au projet particulier une procédure de révision architecturale (PIIA) pour la transformation du bâtiment.

Lors de sa séance du 6 novembre 2019, le CCU a émis une recommandation favorable à la demande de projet particulier accompagnée des conditions suivantes :

- limiter le taux d'implantation pour cette propriété à un maximum de 55 % ;
- prévoir au projet particulier une procédure de révision architecturale (PIIA) pour la transformation du bâtiment ;
- fournir un rapport de la végétation sur le site (réalisé par un professionnel) et préserver les arbres sur le site.

À la suite des recommandations de la Direction et du CCU, les plans ont été modifiés pour réduire le taux d'implantation de la proposition à 55 % et la superficie de plancher résidentiel a été fixée à 1 675.60 m2, comprenant 24 logements. Les plans du projet seront revus en fonction des commentaires formulés lorsque le projet sera soumis au CCU pour une étude de la demande de permis en révision architecturale (PIIA).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière du projet résidentiel lié au logement social d'un montant de 39 097.00 $ sera déposée dans le compte suivant: 2101.0000000.000000.00000.21197.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Janvier 2020 : Publication d'un avis et affichage sur le site pour annoncer l'assemblée publique de consultation

- Janvier 2020 : Assemblée publique de consultation

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2 décembre 2020 : Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement

- Janvier 2020 : Publication d'un avis et affichage sur le site pour annoncer l'assemblée publique de consultation
- Janvier 2020 : Assemblée publique de consultation
- 3 février 2020 : Adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement
- 11 mars 2020 : Adoption de la résolution autorisant le projet particulier
- Avril 2020 : Certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-18

Sébastien MANSEAU
Chef de division

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2019-11-20

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558063

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
Séance publique du mercredi 6 novembre 2019, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

3.1. 4801, avenue Lacombe - PPCMOI

Délibération du comité

Somme toute, le comité est en accord avec l'analyse de la Direction et est favorable à la demande de PPCMOI.

Néanmoins, les membres sont d'avis que le rapport entre le bâtiment existant et la proposition de l'agrandissement mérite d'être davantage travaillé. La volumétrie du projet soulève des inquiétudes par rapport aux impacts de l'agrandissement sur l'ensoleillement des terrains à proximité. Les membres suggèrent d'intégrer un recul pour moduler la volumétrie de l'agrandissement. De plus, le nombre de matériaux utilisés pourrait être réduit pour simplifier l'architecture. Finalement, les membres sont préoccupés par la conservation des arbres existants.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'approuver la demande de PPCMOI en y incluant les conditions suivantes :

· fournir un ratio d'une (1) unité de stationnement de vélo par logement ;
· fournir une (1) unité de stationnement pour personne à mobilité réduite ;
· proposer une implantation de bâtiment qui respecte un taux d'implantation maximum de 55% ;
· exiger un inventaire complet des éléments naturels existants;
· prévoir au projet particulier une procédure de révision architecturale (PIIA) pour la transformation du bâtiment et l'aménagement extérieur, incluant la protection et la mise en valeur des arbres existants.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558063

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ "TERRITOIRE D'APPLICATION"

1193558063_Annexe_A-Territoire_application.pdf

ANNEXE B
PLANS, PERSPECTIVE ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER:

1193558063_Annnexe_B_Plans.pdf

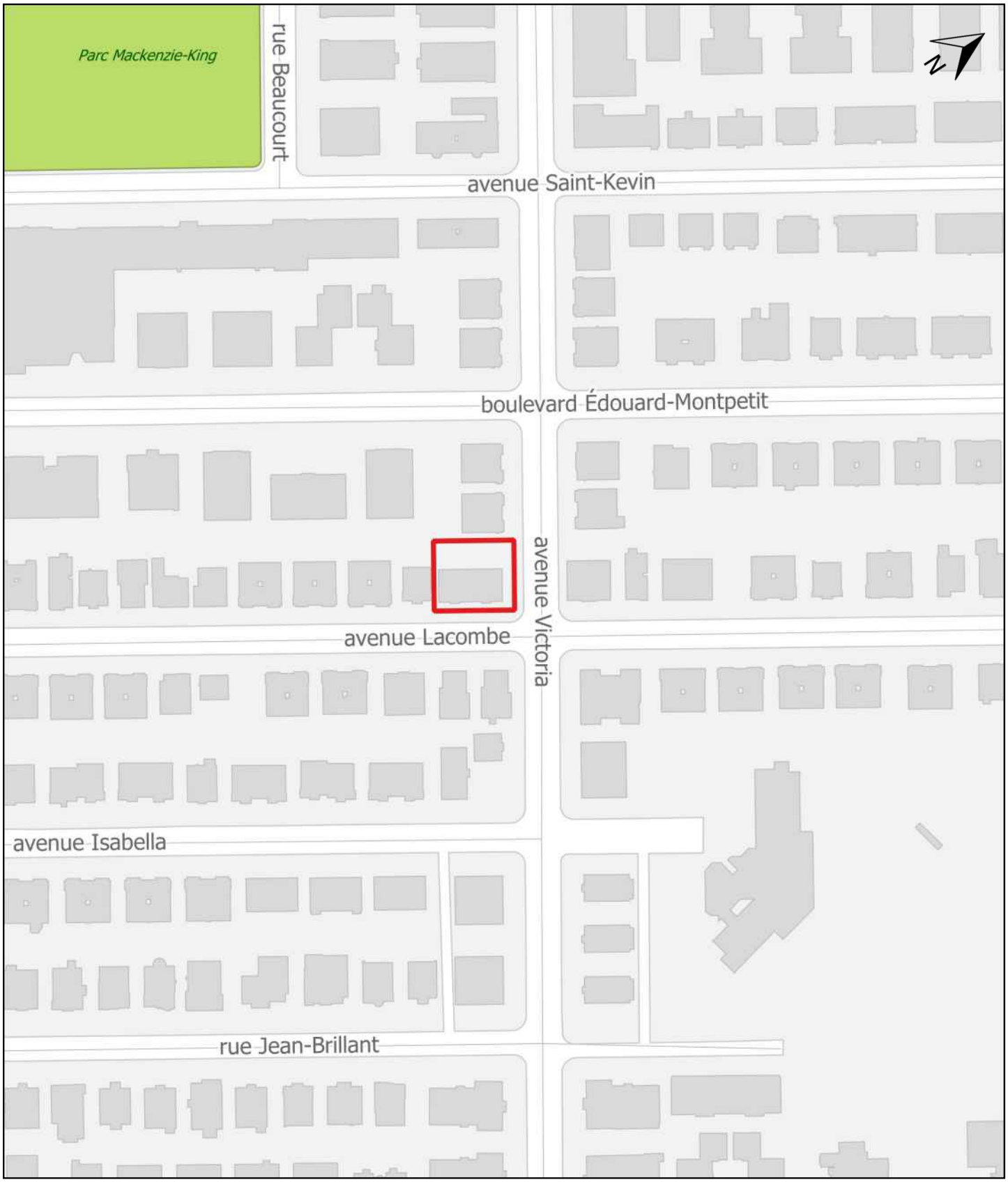
RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1193558063



Agrandissement du Bâtiment - bâtiment existant

4801-4811 Avenue LACOMBE

Plans pour permis

Alt & Agapi Architectes

2019-09-17



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

LISTE DE DESSINS

A000	PAGE COUVERTURE
A010	NOTES GÉNÉRALES
A011	CONDITIONS GÉNÉRALES
A020	PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT ET PROPOSÉ
A100	PLAN DU SOUS SOL EXISTANT ET PROPOSÉ
A101	PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE EXISTANT ET PROPOSÉ
A102	PLAN ÉTAGE EXISTANT ET PROPOSÉ
A103	PLAN DE LA MEZZANINE PROPOSÉE
A104	PLAN DU TOIT PROPOSÉE
A200	ELEVATION EST EXISTANTE ET PROPOSÉE
A201	ELEVATION NORD EXISTANTE ET PROPOSÉE
A202	ELEVATION OUEST EXISTANTE ET PROPOSÉE
A203	ELEVATION SUD EXISTANTE ET PROPOSÉE

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

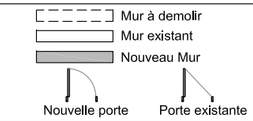
THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

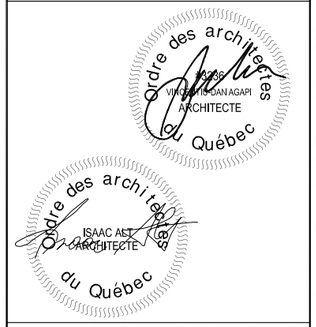
THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend





Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:

4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:

COUVERTURE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: N/A	Sheet: A000
Drawn by: I.G.	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

Mur à demolir
Mur existant
Nouveau Mur
Nouvelle porte
Porte existante

Ordre des architectes du Québec
VINCENT DAN AGAPI ARCHITECTE

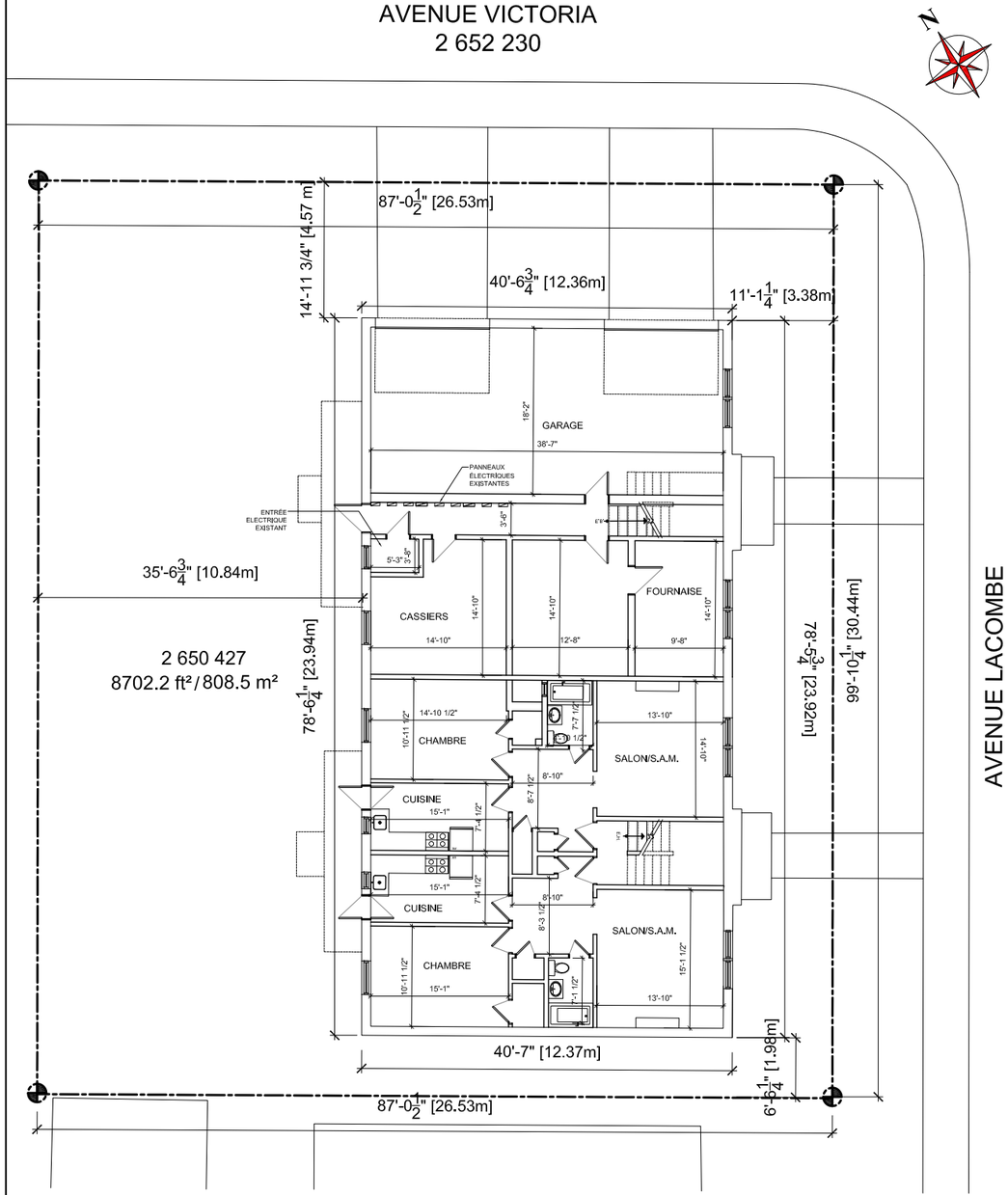
Ordre des architectes du Québec
ISAAC ALT ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC
1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

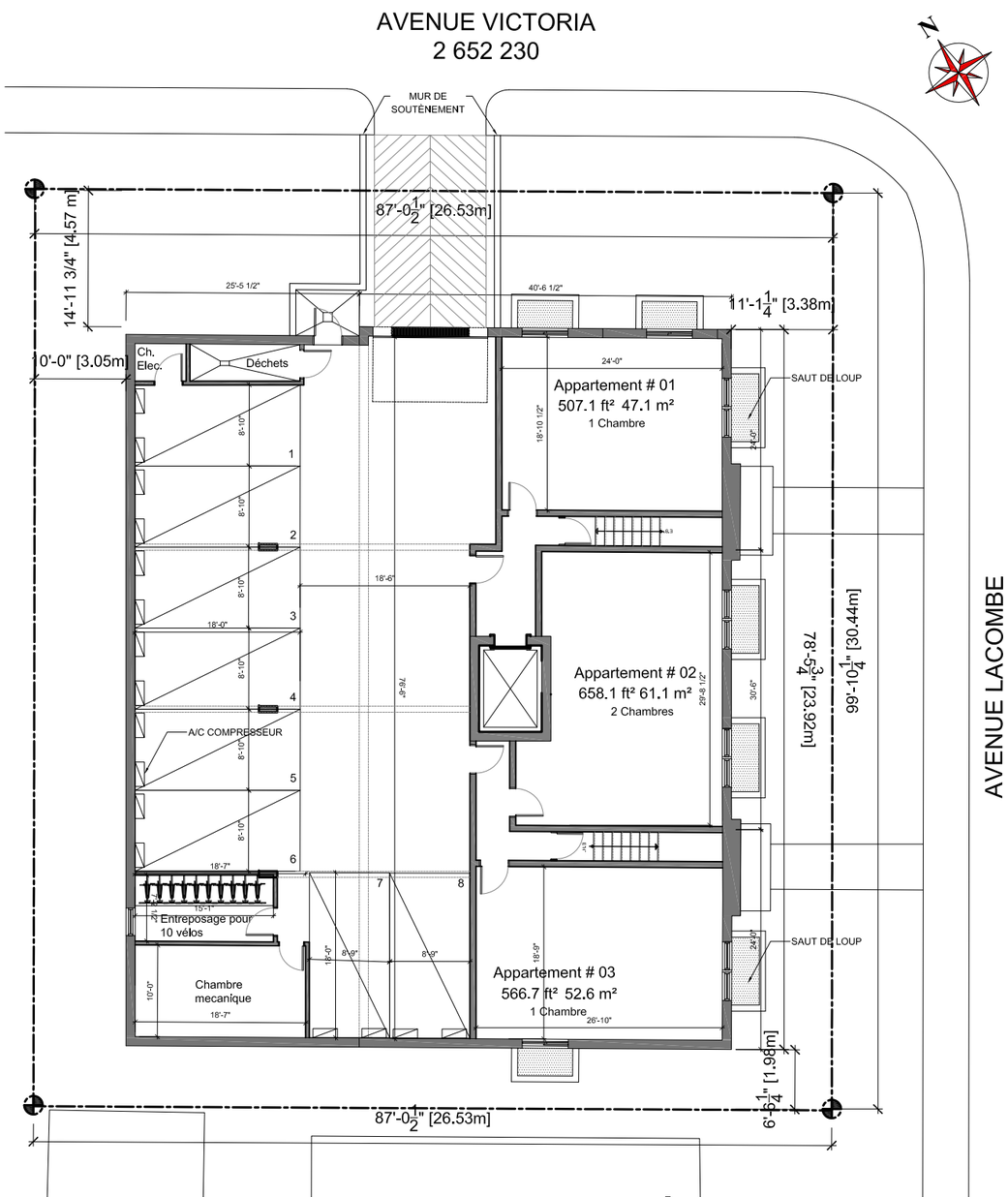
Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:
PLANS SOUS-SOL
EXISTANT ET PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/16" = 1'-0"	Sheet: A100
Drawn by: I.G.	
Verified by: I.A.	
Cad file:	



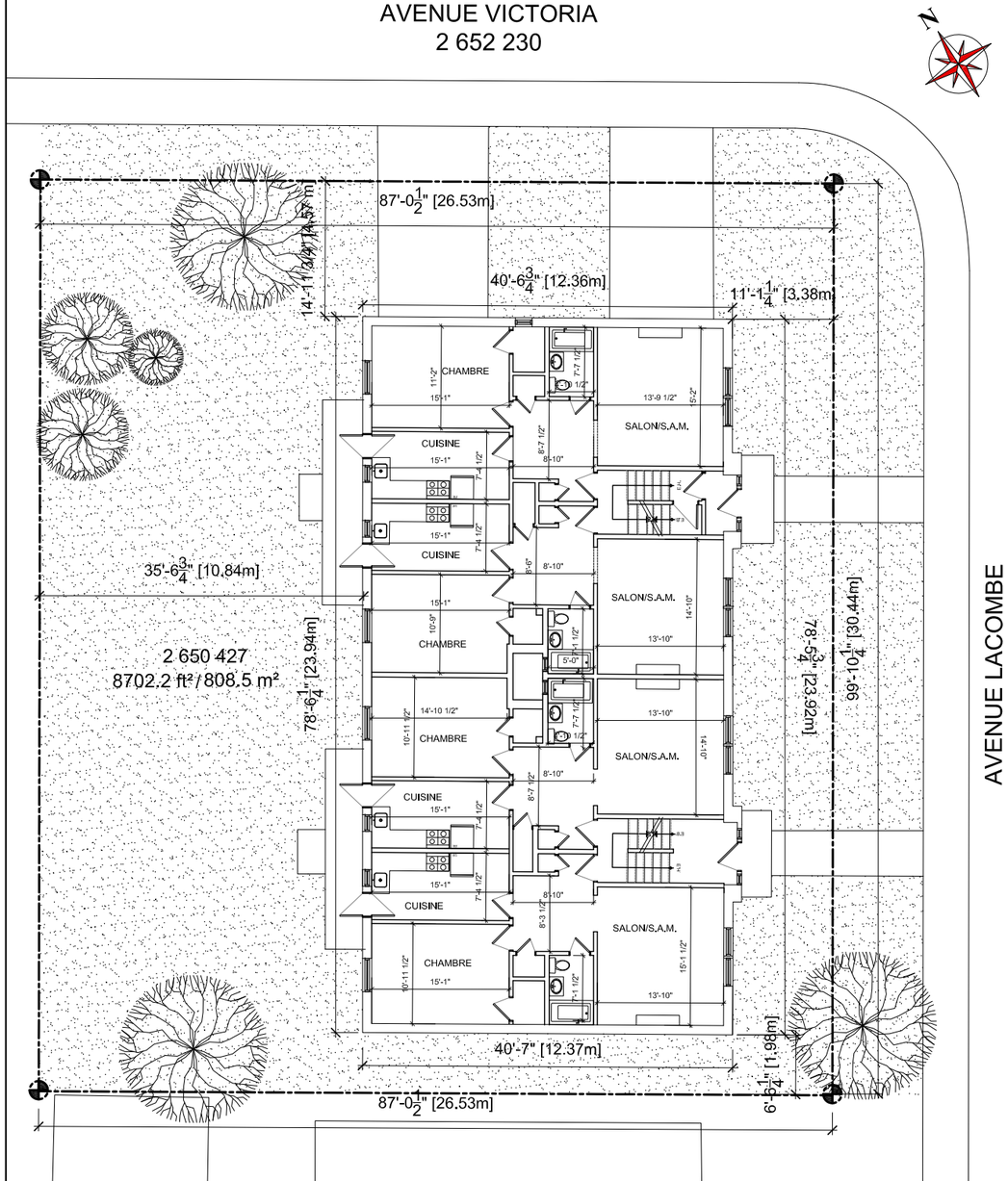
1 A100 **PLAN DU SOUS-SOL EXISTANT**
1/16" = 1'-0"



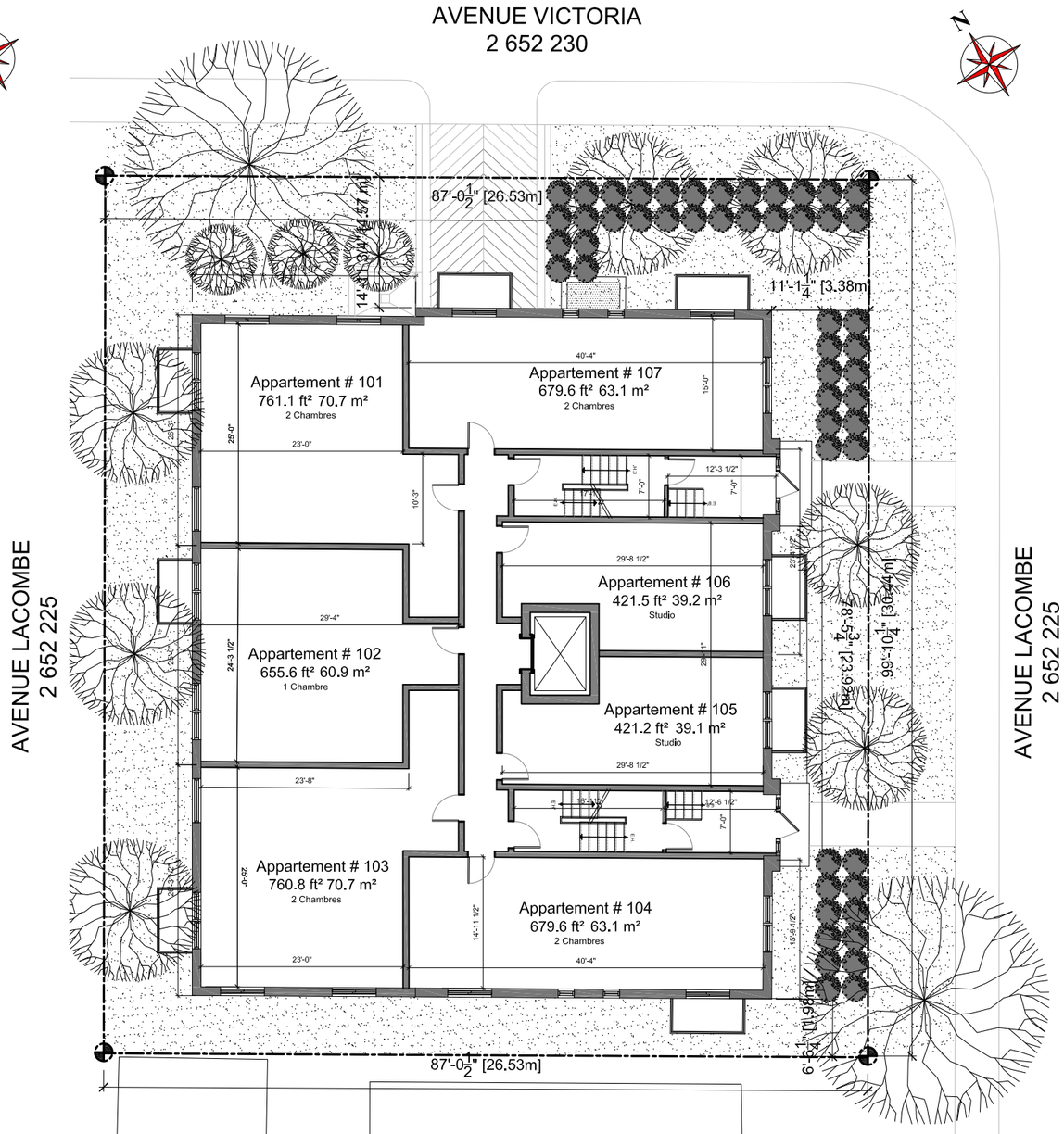
2 A100 **PLAN DU SOUS-SOL PROPOSÉ**
1/16" = 1'-0"

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER



1 A101 **PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE EXISTANT**
1/16" = 1'-0"



2 A101 **PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE PROPOSÉ**
1/16" = 1'-0"

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

- Mur à demolir
- Mur existant
- Nouveau Mur
  - Nouvelle porte
  - Porte existante

Ordre des architectes du Québec — VINCENT-JOAN AGAPI — ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — ISAAC ALT — ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC
1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:
PLANS RDC
EXISTANT ET PROPOSÉ

Date:	28 JANVIER 2018	Project	082-AA-18
Scale:	1/16" = 1'-0"	Sheet:	A101
Drawn by:	I.G.		
Verified by:	I.A.		
Cad file:			

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

Mur à demolir
Mur existant
Nouveau Mur
Nouvelle porte
Porte existante

Ordre des architectes du Québec
VINCENT-DAN AGAPI
ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec
ISAAC ALT
ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC
1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

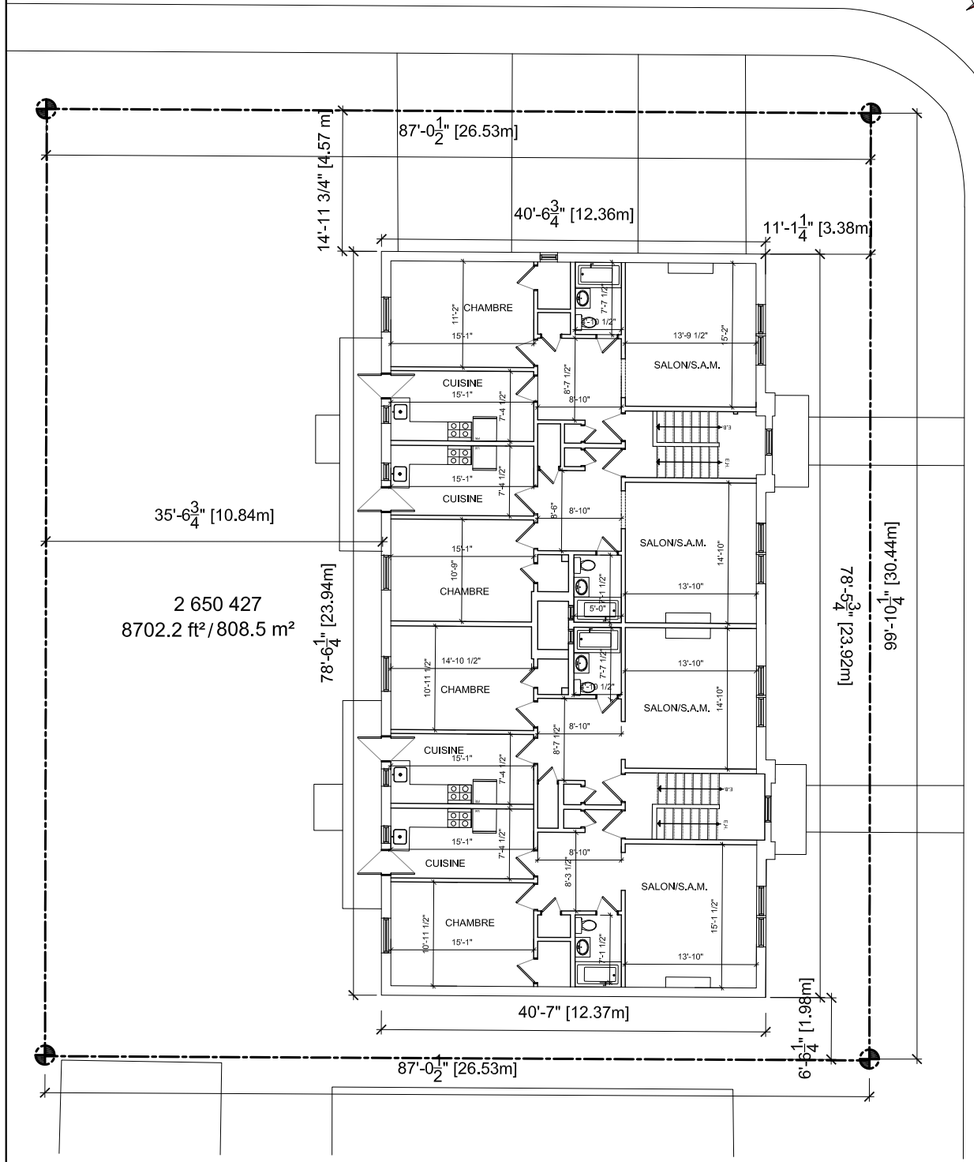
Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:
PLANS ÉTAGE
EXISTANT ET PROPOSÉ

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/16" = 1'-0"	Sheet: A102
Drawn by: I.G.	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

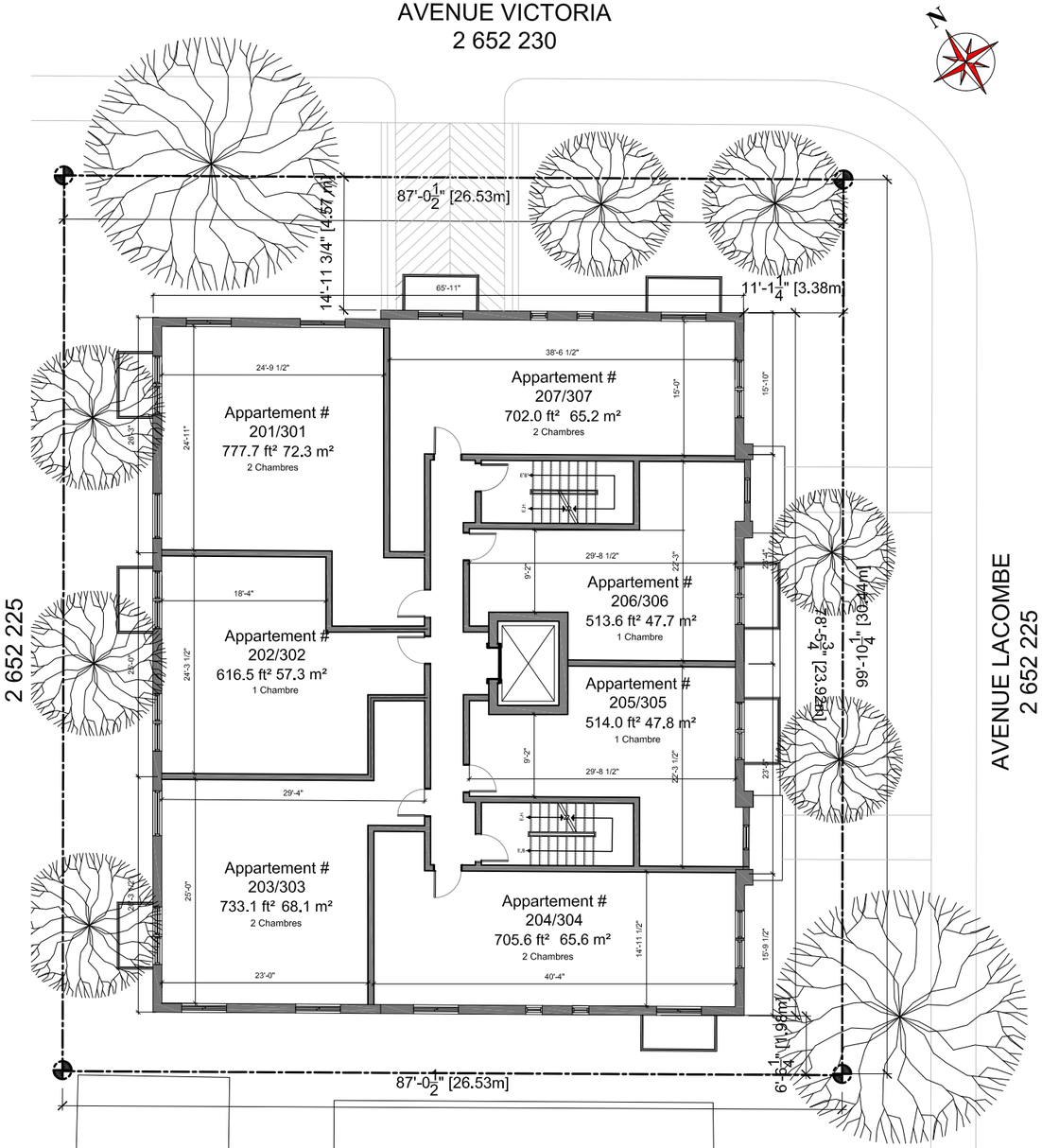
AVENUE VICTORIA
2 652 230



1 A102 **PLAN 2ÉME ÈTAGE EXISTANT**
1/16" = 1'-0"

AVENUE VICTORIA
2 652 230

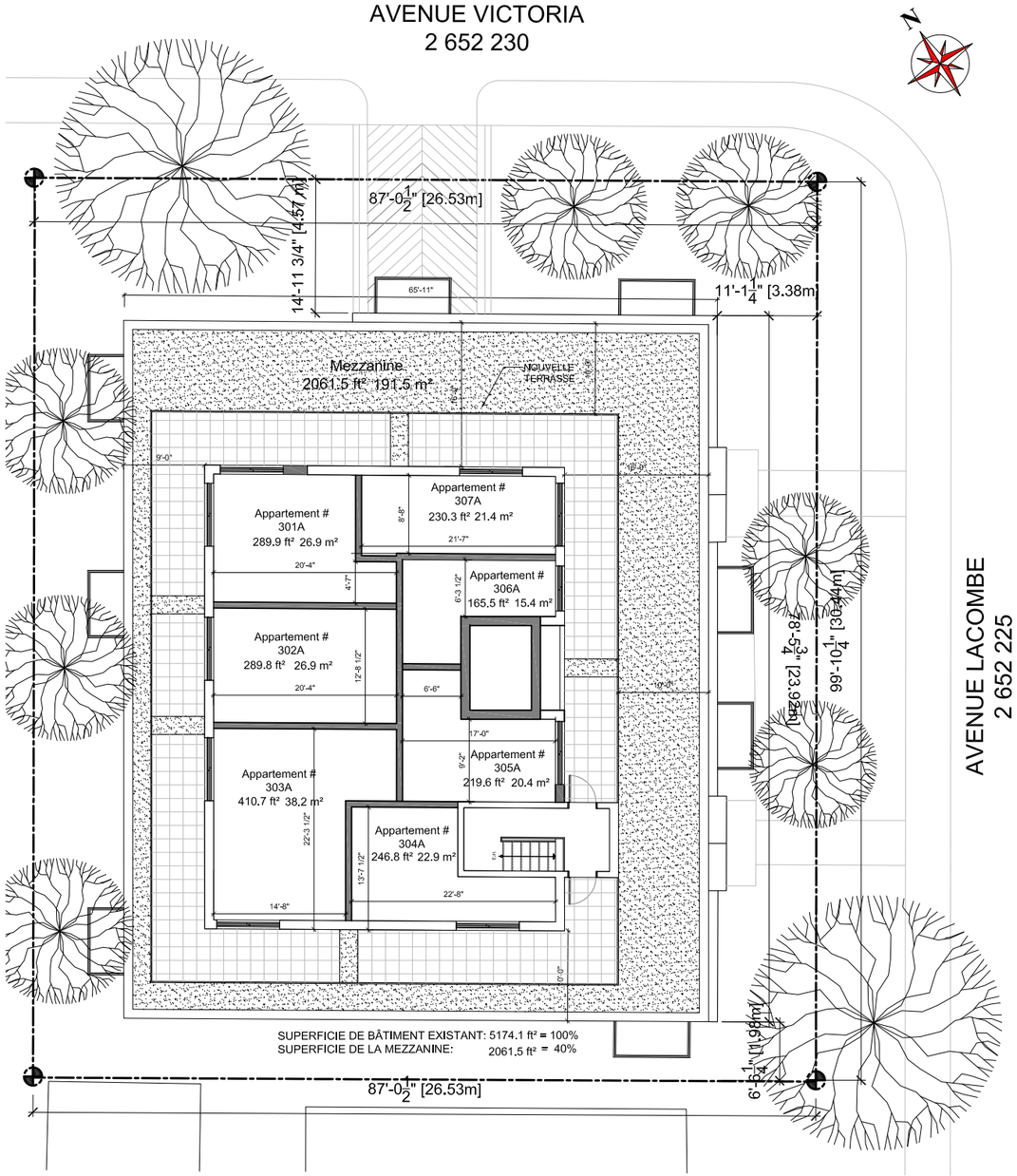
AVENUE LACOMBE
2 652 225



2 A102 **PLAN 2ÉME, 3ÉME ÈTAGE PROPOSÉS**
1/16" = 1'-0"

APPARTEMENTS POUR 4801-4811 LACOMBE

ÉTAGE	APPARTEMENT	SUPERFICIE	CHAMBRES
SOUS-SOL	001	507.1 ft²	1
	002	658.1 ft²	2
	003	566.7 ft²	1
REZ-DE-CHAUSSÉE	101	761.1 ft²	2
	102	655.6 ft²	1
	103	760.8 ft²	2
	104	679.6 ft²	2
	105	421.2 ft²	Studio
	106	421.5 ft²	Studio
	107	702.0 ft²	2
DEUXIÉME ÉTAGE	201	777.7 ft²	2
	202	616.5 ft²	1
	203	733.1 ft²	2
	204	705.6 ft²	2
	205	514.0 ft²	1
	206	513.6 ft²	1
	207	702.0 ft²	2
TROISIÉME ÉTAGE	301	777.7 ft²	2
	302	616.5 ft²	1
	303	733.1 ft²	2
	304	705.6 ft²	2
	305	514.0 ft²	1
	306	513.6 ft²	1
	307	702.0 ft²	2
MEZZANINE	301A	289.9 ft²	-
	302A	289.8 ft²	-
	303A	410.7 ft²	-
	304A	246.8 ft²	-
	305A	219.6 ft²	-
	306A	165.5 ft²	-
	307A	230.3 ft²	-



1 / A103 **PLAN DE LA MEZZANINE PROPOSÉE**

1/16" = 1'-0"

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

Mur à demolir
Mur existant
Nouveau Mur
Nouvelle porte
Porte existante

Ordre des architectes du Québec — VINCENZO SAN AGAPI ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — ISAAC ALT ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC
1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:
PLANS MEZZANINE
PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/16" = 1'-0"	Sheet: A103
Drawn by: I.G.	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

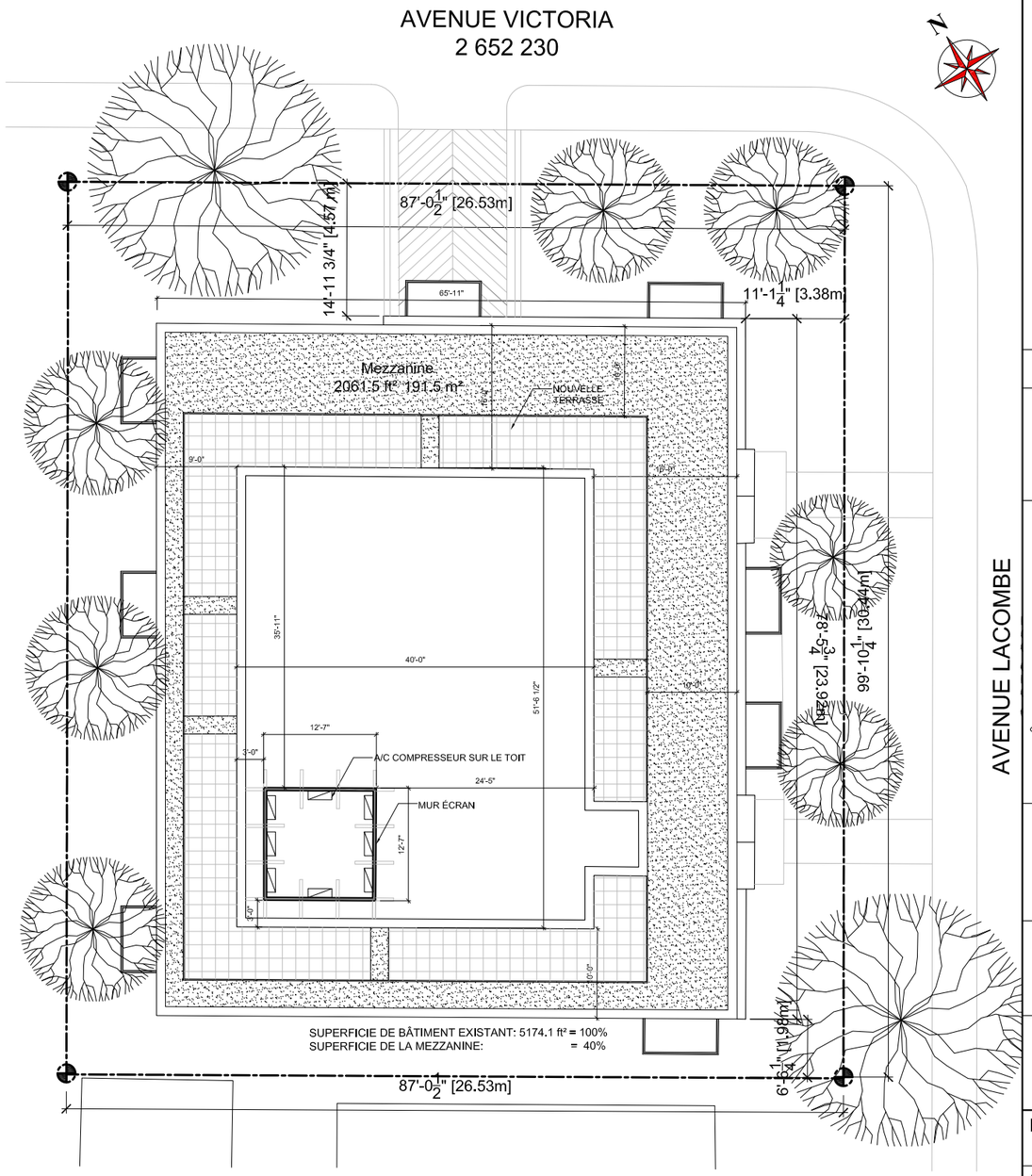
P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG



1 / A104 **PLAN DU TOIT PROPOSÉ**

1/16" = 1'-0"

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

- Mur à demolir
- Mur existant
- Nouveau Mur
- Nouvelle porte
- Porte existante

Ordre des architectes du Québec
2736
VINCENT AGAPI
ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec
ISAAC ALT
ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title:
PLAN DU TOIT
PROPOSÉ

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/16" = 1'-0"	Sheet: A104
Drawn by: I.G.	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER





Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

- Mur à demolir
- Mur existant
- Nouveau Mur
- Nouvelle porte
- Porte existante

Ordre des architectes du Québec
2006
VINCENT-DAN AGAPI
ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec
ISAAC ALT
ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title: ELEVATION EST EXISTANTE ET PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/8" = 1'-0"	Sheet: A200
Drawn by: LaG	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

- Mur à demolir
- Mur existant
- Nouveau Mur
- Nouvelle porte
- Porte existante

Ordre des architectes du Québec — 3006 VINCENT-DAN AGAPI ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — ISAAC ALT ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:

4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title: ELEVATION NORD EXISTANT ET PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/8" = 1'-0"	Sheet: A201
Drawn by: LaG	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

Mur à demolir
Mur existant
Nouveau Mur
Nouvelle porte
Porte existante

Ordre des architectes du Québec
A236
VINCENT JOAN AGAPI
ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec
ISAAC AST
ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:
4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title: ELEVATION OUEST EXISTANTE ET PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/8" = 1'-0"	Sheet: A202
Drawn by: LaG Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

ANNEXE B - PLANS, PERSPECTIVES ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

19 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Date	Rev.	Description	By
2019-09-03	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-10	-	Préliminaire	I.G.
2019-09-18	-	Préliminaire	I.G.
2019-10-23	-	Emis pour C.C.U.	I.G.
2019-11-01	-	Emis pour C.C.U.	I.G.

Notes:

ALL DIMENSIONS WHICH APPEAR ON THIS ARCHITECTURAL DOCUMENTS MUST BE VERIFIED BY THE CONTRACTOR BEFORE THE START OF WORK.

THE ARCHITECT MUST BE NOTIFIED OF ALL ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES BETWEEN THESE DOCUMENTS AND THOSE OF THE OTHER PROFESSIONALS.

THE DIMENSIONS ON THESE DOCUMENTS MUST BE READ AND NOT MEASURED.

CONTRACTOR MUST VISIT SITE TO FAMILIARIZE HIMSELF WITH THE PROJECT PRIOR TO SUBMITTING HIS PRICE.
CONTRACTOR MUST VERIFY ALL JOB DIMENSIONS, DRAWINGS, DETAILS AND SPECIFICATIONS ON SITE AND REPORT ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES TO ARCHITECT BEFORE PROCESSING WITH WORK.
ALL CONTRACTORS HAVE TO SUBMIT TO ARCHITECT SHOP DRAWINGS OF ALL DETAILS SHOWN ON PLANS, THIS DRAWINGS MUST BE APPROVED BY "AA ARCHITECTS" BEFORE WORK IS STARTED.

THE ARCHITECT CANNOT BY HELD RESPONSIBLE FOR ANY ERRORS, OMISSIONS AND DISCREPANCIES.
ALL SAMPLE AND SUBSTITUTION OF MATERIALS OR FINISHES SUGGESTED BY THE CONTRACTOR TO ACCELERATE THE WORK MUST BY ACCEPTED BY ARCHITECT WITHIN A WEEK AFTER SIGNATURE OF THE CONTRACT WITH CLIENT.
ALL CONTRACTORS MUST CONFORM TO ALL REGULATIONS, MUNICIPAL AND PROVINCIAL BY-LAWS AND "THE NATIONAL BUILDING CODE".
ALL THE PLANS, DRAWINGS AND SPECIFICATIONS ARE THE PROPERTY OF "AA ARCHITECTS" AND CANNOT BE USED FOR A PROJECT OTHER THAN THE ONE MENTION HEREIN.

Legend

- Mur à demolir
- Mur existant
- Nouveau Mur
- Nouvelle porte
- Porte existante

Ordre des architectes du Québec — VINCENT-JOAN AGAPI — ARCHITECTE

Ordre des architectes du Québec — ISAAC ALT — ARCHITECTE

Agapi+Alt architectes SENC

1090 Pratt #200
Montréal, Qc. H2V 2V2
Tél: (514) 875-5427
Fax: (514) 875-1507
email: vince@aaarchitects.ca
isaac@aaarchitects.ca

Project:

4801-4811
AVENUE LACOMBE

Title: ELEVATION SUD EXISTANTE ET PROPOSÉE

Date: 28 JANVIER 2018	Project 082-AA-18
Scale: 1/8" = 1'-0"	Sheet: A203
Drawn by: LaG	
Verified by: I.A.	
Cad file:	

P:\RESIDENTIAL\2018\4801-4811 AVENUE LACOMBE_071_AA_18\Drawings\Proposed\Plans\A100_PLAN_08218_P26

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG



*Image conceptuelle. À titre indicatif seulement.

4801-4811 LACOMBE

MONTRÉAL, QC

DOCUMENT DE PRÉSENTATION POUR CCU
ARCHITECTURE DE PAYSAGE

SERGE GALLANT
ARCHITECTE PAYSAGISTE | DESIGNER URBAIN

4776 SAINT HUBERT
MONTRÉAL QUEBEC
H2J 2X5

OCTOBRE 2019

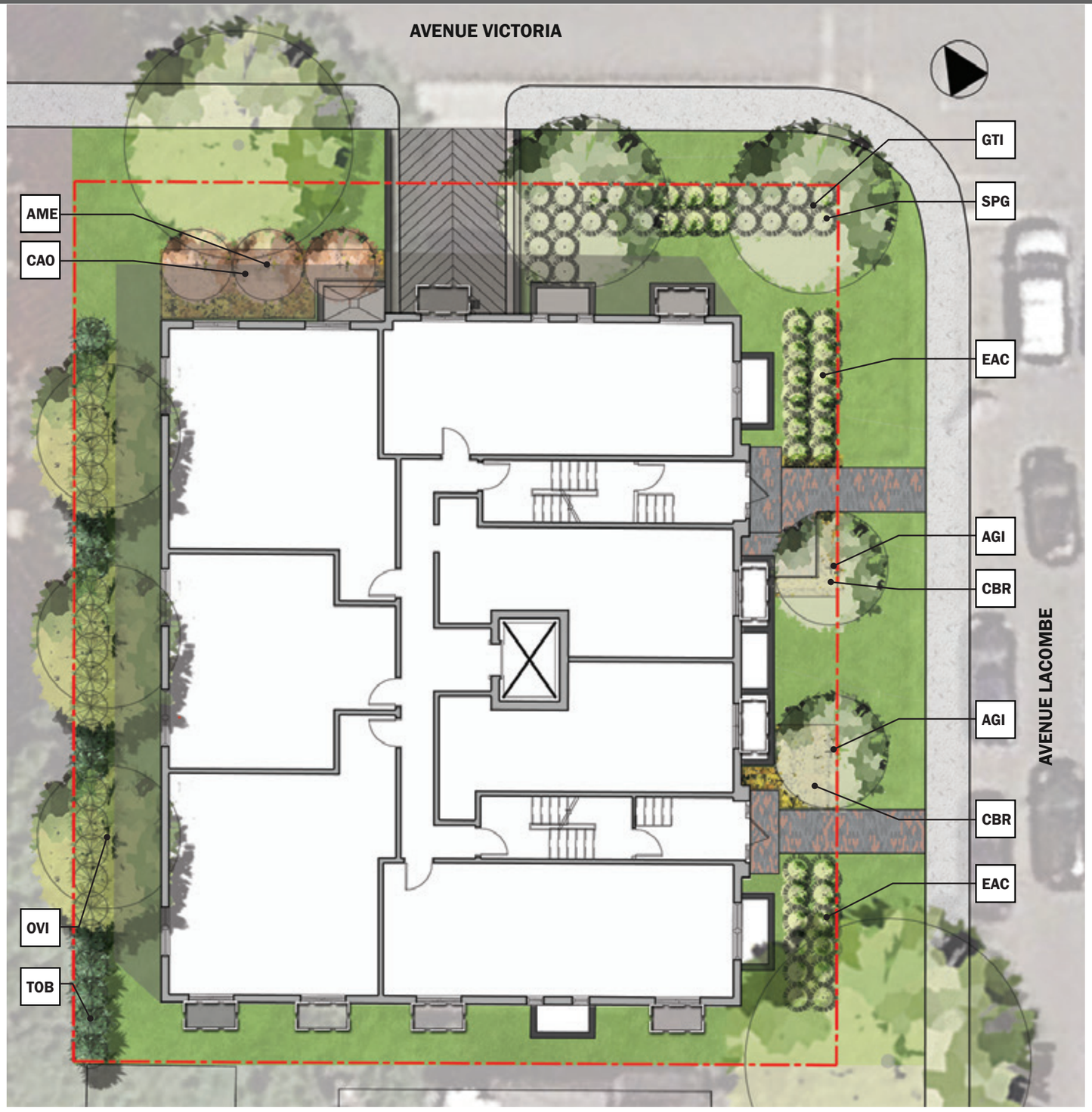


Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

PLAN DE PLANTATION



ARBRES FEUILLUS



Gleditsia triacanthos (GTI)



Ostrya Virginiana (OVI)

ARBRISSEAUX ET ARBRE DISTINCTIF



Acer ginnala ‘Flame’ (AGI)



Amelanchier canadensis (AME)

ARBUSTES FEUILLUS



Euonymus alatus compactus (EAC)



Salix purpurea gracilis (SPG)

GRAMINÉES



Calamagrostis acutiflora ‘Overdam’ (CAO)



Calamagrostis brachytricha (CBR)

ARBUSTE CONIFÈRE



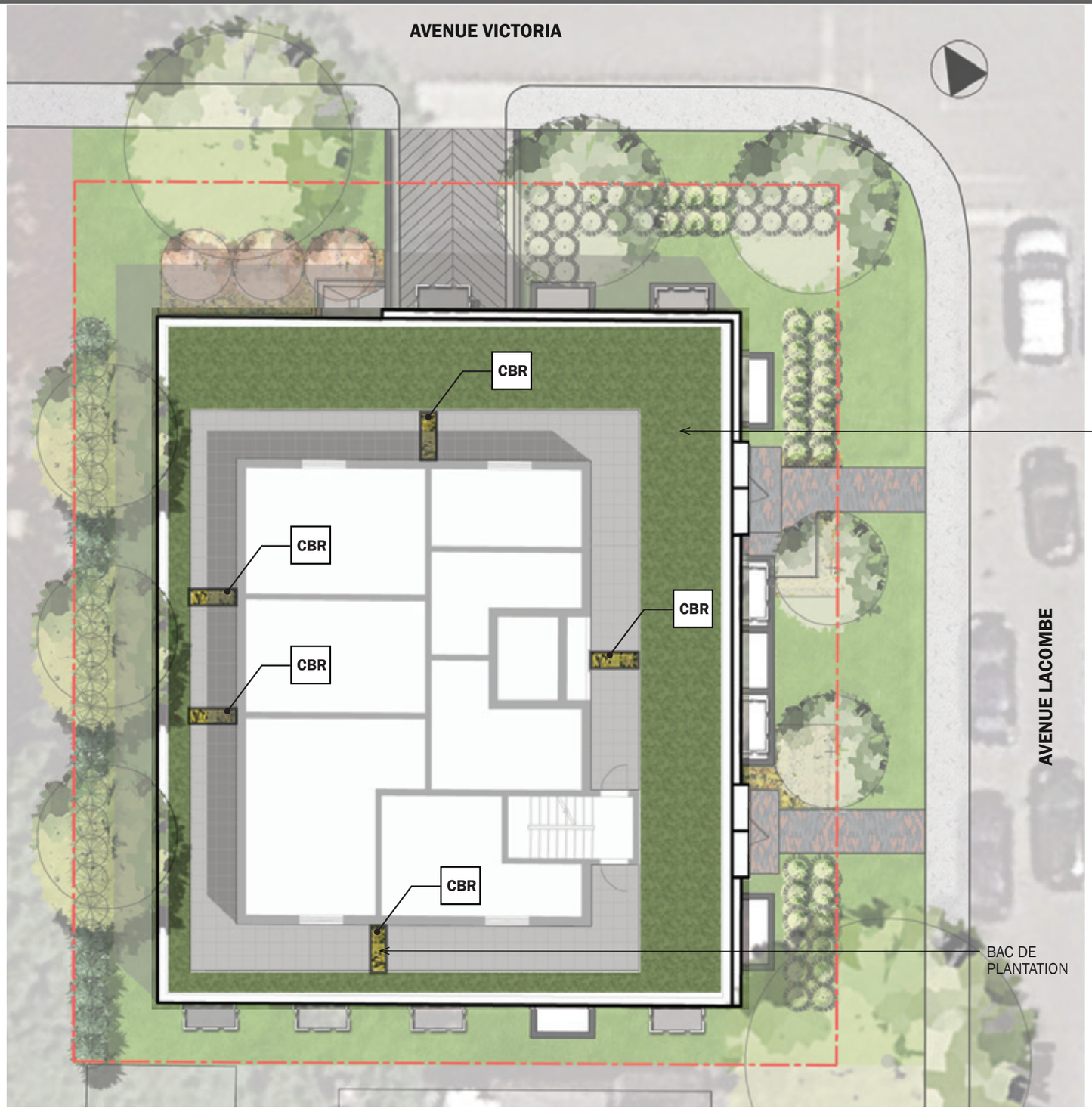
Thuya Occidentalis Boisbriand (TOB)

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

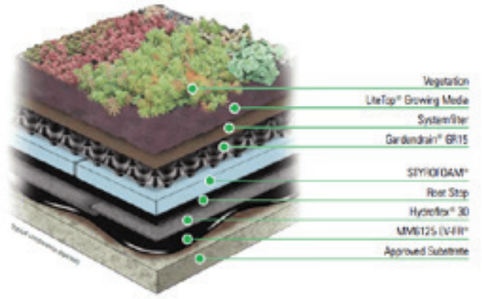
0 5 20m
10



GRAMINÉES



Calamagrostis brachytricha (CBR)



NOTE:

- LE TAPIS DE SEDUM DOIT ÊTRE COMPOSÉ D'UN MINIMUM DE 14 VARIÉTÉS DIFFÉRENTES;
- LE TERREAU DE PLANTATION DOIT CONTENIR AU MOINS 80% DE MATIÈRE INORGANIQUE;
- SOUMETTRE LES FICHES TECHNIQUES POUR APPROBATION.

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

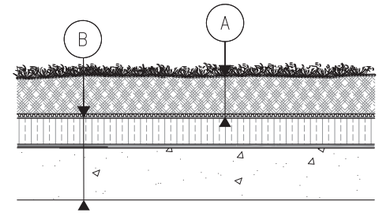
4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

Ⓐ TOIT VÉGÉTALISÉ– SYSTÈME GARDEN ROOF EXTENSIF D'HYDROTECH OU ÉQUIVALENT APPROUVÉ

- TAPIS DE SEDUM;
- TERREAU DE PLANTATION LITE TOP EXTENSIF, 150mm D'ÉPAISSEUR;
- MEMBRANE GÉOTEXTILE LITE TOP FILTER;
- PANNEAU DE DRAINAGE GARDENDRAIN GR 15.

Ⓑ – ISOLATION, IMPERMÉABILISATION ET DALLE DE BÉTON, VOIR ARCHITECTURE ET STRUCTURE.



COUPE TYPE

TOIT VÉGÉTALISÉ
Échelle 1:20



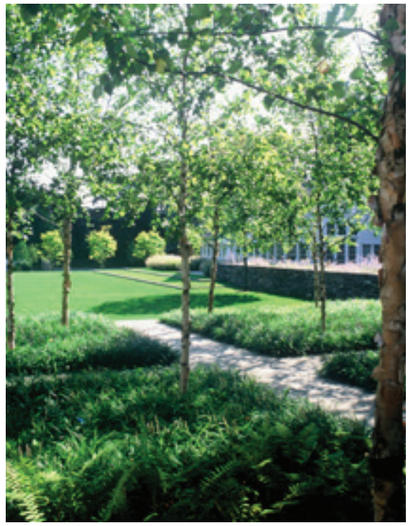
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG



INSPIRATION - MASSIF DE GRAMINÉE





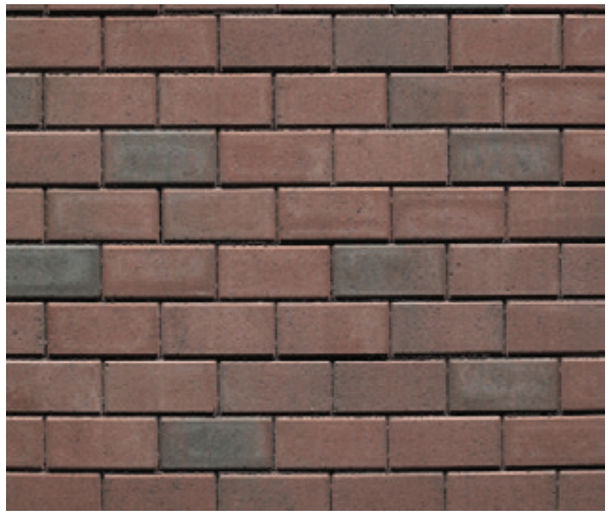
INSPIRATION - ARBRISSEAU



INSPIRATION
ARBRE SUR RUE (LACOMBE)



INSPIRATION - MASSIF DE GRAMINÉE



PAVAGE DE PAVÉ DE BÉTON -
MÉLANGE COULEUR ROUGE ET NOIR ONYX



PERSPECTIVE

*Image conceptuelle. À titre indicatif seulement.



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CDN-NDG

PERSPECTIVE

*Image conceptuelle. À titre indicatif seulement.



ARBRE À GRAND DÉPLOIEMENT SUR RUE

HAIE ARBUSTIVE

MASSIF DE GRAMINÉE

ARBRISSEAU

HAIE DE CONIFÈRE

PERSPECTIVE

*Image conceptuelle. À titre indicatif seulement.



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
4 NOVEMBRE 2019
CDN-NDG

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CCN-ADDI





Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

4 NOVEMBRE 2019

CCN-NCG

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1193558063

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801, avenue Lacombe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



PP-116 compte-rendu 14 janvier 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de résolution CA19 170352 approuvant le projet particulier PP-116 visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801 avenue Lacombe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)– dossier 1193558063

Compte rendu de l'assemblée publique de consultation tenue le mardi 14 janvier 2020, à 18 heures 30, au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- M. Sébastien Manseau, chef de division - Urbanisme
- Mme Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 heures 30.

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce le dossier à l'ordre du jour.

2. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Geneviève Reeves explique que le processus d'approbation référendaire se fait en 3 étapes : le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Ainsi après l'adoption du second projet de résolution approuvant le PP, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signature est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

3. Présentation par Monsieur Dino Credico du projet de résolution CA19 170352 approuvant le projet particulier PP-116 visant à autoriser un maximum de 24 logements pour le bâtiment situé au 4801 avenue Lacombe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017)

Contexte

Le propriétaire de l'immeuble situé au 4801, avenue Lacombe a déposé à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une demande de projet particulier pour transformer le bâtiment existant et y aménager un maximum de 24 logements.

Ce projet comporte certaines dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) qui seront décrites plus bas. Il est admissible à une évaluation, dans le cadre du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

Propriété

Le site qui fait l'objet de la demande est situé sur l'avenue Lacombe à l'intersection de l'avenue Victoria. Le terrain est bordé de part et d'autre par des bâtiments d'une hauteur de 2 étages et à l'est, sur l'avenue Victoria, par un secteur résidentiel de forte densité (36 logements et plus). À l'ouest, sur l'avenue Victoria, on retrouve un secteur mixte où sont autorisées des activités commerciales de faible intensité (C.2) et de l'habitation (H). La propriété est également située à environ 333 m de la station de métro Côte-Sainte-Catherine sur l'avenue Victoria.

Le terrain, situé dans un secteur d'habitation de faible densité (H.2 = 2 logements), est occupé par un bâtiment vacant de 2 étages qui comprend 10 logements dérogatoires. L'empreinte au sol du bâtiment existant est d'environ 297,9 m^2 pour un taux d'implantation d'approximativement 36,8 %. Celui-ci est implanté en mode isolé. La propriété est située aux limites d'un secteur patrimonial de valeur intéressante (secteur à normes), mais n'en fait pas partie elle-même.

Projet

Le projet, tel que présenté au comité consultatif d'urbanisme (CCU), vise principalement à transformer et agrandir le bâtiment existant, qui compte actuellement 10 logements, pour y aménager 24 logements. Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes:

- agrandissement en superficie de plancher et ajout d'un 3e étage au bâtiment existant (agrandissement de 182,8 m^2 pour une implantation au sol total de 480,7 m^2) ;
- un taux d'implantation de 59% ;
- ajout d'une mezzanine et d'une terrasse au toit ;
- bonifier l'aménagement paysager ;
- aménager 24 logements ;
- aménager 8 unités de stationnement.

Étude en matière d'impacts sur les déplacements

Comme il est prévu de retirer l'une des rampes d'accès menant au stationnement intérieur, une étude en matière d'impacts sur les déplacements devra être déposée au moment de la demande de permis.

Dérogations demandées

La principale dérogation demandée vise à autoriser un plus grand nombre de logements (24) sur le site. Comme mentionné précédemment, la propriété est située dans un secteur d'habitation de 2 logements (H.2). Pour le reste, le projet tel que présenté respecte les autres paramètres réglementaires (hauteur, marges, taux d'implantation, densité stationnement, etc.) à l'exception des unités de stationnement pour vélo.

À cet égard, la direction a demandé au requérant de respecter un ratio de 1 unité par logement.

Le projet particulier prévoit également des critères afin de permettre l'étude de la transformation et l'agrandissement du bâtiment en révision architecturale (PIIA).

Présentation du dossier au CCU

Le dossier a été présenté au CCU le 6 novembre 2019. Lors de cette rencontre, le comité a émis une recommandation favorable au projet. Toutefois, les membres se questionnaient sur les impacts d'un tel agrandissement sur les propriétés voisines. À cet égard, le comité a formulé des conditions qui reprennent les recommandations de la direction, entre autres, de réduire les dimensions de l'agrandissement en fixant un taux d'implantation maximum de 55 %, de revoir l'architecture du bâtiment en révision architecturale (PIIA) et de conserver les arbres existants.

À la suite des recommandations de la Direction et du CCU, le projet a été modifié pour réduire le taux d'implantation de la proposition à 55 % et la superficie de plancher résidentiel a été revue à la baisse et a été fixée à 1 675,60 m^2 comprenant toujours 24 logements.

Contribution au logement social

Dans le cadre de la nouvelle politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial, le requérant devra fournir une contribution financière de 39 097,00 $ au logement social.

Le montant de la contribution est équivalent à 15 % de la superficie brute de plancher résidentiel divisé par 90 m^2. Le bâtiment proposé a une superficie de plancher estimée à 1 675,60 m^2.

Le requérant doit fournir une traite bancaire au montant de la contribution financière 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le présent projet particulier.

Justifications

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises est favorable à la demande pour les motifs suivants :

- la propriété est à proximité de secteur de forte densité (H.5 = 12 logements - H.6 = 36 logements) ;
- le projet respecte les paramètres réglementaires tels que la hauteur, le taux d'implantation, la densité, les marges de recul, le stationnement, etc.;
- le projet permet de densifier un site situé à proximité d'une station de métro (333 m) en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme - soutenir une urbanisation qui favoriser l'utilisation du transport collectif).

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes:

- fournir un ratio d'une unité de stationnement de vélo par logement ;
- fournir une unité de stationnement pour personne à mobilité réduite ;
- proposer une implantation de bâtiment qui respecte un taux d'implantation maximum de 55 % ;
- prévoir au projet particulier une procédure de révision architecturale (PIIA) pour la transformation du bâtiment.

Lors de sa séance du 6 novembre 2019, le CCU a émis une recommandation favorable à la demande de projet particulier accompagnée des conditions suivantes :

- limiter le taux d'implantation pour cette propriété à un maximum de 55 % ;
- prévoir au projet particulier une procédure de révision architecturale (PIIA) pour la transformation du bâtiment ;
- fournir un rapport de la végétation sur le site (réalisé par un professionnel) et préserver les arbres sur le site.

À la suite des recommandations de la Direction et du CCU, les plans ont été modifiés pour réduire le taux d'implantation de la proposition à 55 % et la superficie de plancher résidentiel a été fixée à 1 675.60 m^2,

comprenant 24 logements. Les plans du projet seront revus en fonction des commentaires formulés lorsque le projet sera soumis au CCU pour une étude de la demande de permis en révision architecturale (PIIA).

4. Période de questions et de commentaires

MISE EN GARDE : ***Le compte rendu ci-dessous se veut un simple résumé des questions et échanges entre le président de l'assemblée, les fonctionnaires et les citoyens présents. Pour plus de précisions, le lecteur devra consulter l'enregistrement audio de l'assemblée publique de consultation.***

Madame Élisabeth Chlumecky qui réside aux abords du bâtiment :

- mentionne que les pancartes, qui ont été installées sur le site pour annoncer l'adoption du projet de résolution, ont été arrachées probablement par les grands vents, de telle sorte que tous les citoyens concernés n'ont peut-être pas obtenus les informations pertinentes à cet égard;

- fait part des ses inquiétudes. Selon elle, l'ajout d'un étage et d'une mezzanine ainsi que de quatorze logements entraînera des nuisances, notamment des problèmes de stationnement, de circulation, de pollution et de bruit dans un secteur déjà problématique à cet égard. Selon elle, le coin de rue où est situé le bâtiment est souvent congestionné et est dangereux, notamment pour les vélos;

- craint que la réalisation de ce projet ne crée un dangereux précédent en densifiant un quartier résidentiel, risquant ainsi de faire perdre le caractère unique de la Ville de Montréal, dont les secteurs résidentiels, généralement composés de duplex, sont verdoyants et lumineux;

- s'inquiète que le quartier se transforme en secteur locatif.

M. Arseneault explique que la solution aux problèmes de circulation ne passe pas par l'absence de densification mais plutôt par la sécurisation des rues, et que de nombreuses actions sont prises à cet égard à la Ville. Il ajoute que ce ne sont pas les individus qui génèrent de la circulation mais bien les automobiles, c'est la raison pour laquelle les places de stationnement sont limitées et des stationnements pour vélos sont exigés pour ce projet.

En ce qui a trait à la crainte d'un précédent, il ajoute que les dossiers de dérogations sont toujours traités à la pièce et étudiés au mérite, et que le promoteur qui dépose une demande à cet égard n'a aucune garantie quant à son acceptation par le conseil d'arrondissement. Selon lui, en l'espèce, la densification du secteur est souhaitable dans la mesure où on y retrouve une station de métro à moins de 500 mètres.

- Demande ce que fait l'arrondissement pour protéger le caractère architectural de ce quartier résidentiel et en empêcher la densification.

- M. Manseau confirme que le bâtiment n'est pas situé dans un secteur patrimonial à caractère intéressant ou exceptionnel. Cela ne veut toutefois pas dire qu'une attention n'est pas portée pour préserver le caractère des bâtiments situés à l'extérieur de ces secteurs lorsque cela en vaut la peine.

M. Credico ajoute qu'il est expressément prévu, à même le PPCMOI, que le projet devra faire l'objet d'une révision architecturale suivant certains critères, et ce, même si le bâtiment n'est pas situé dans un secteur patrimonial.

M. Arseneault ajoute que la préservation et le caractère abordable des quartiers en ville est une question urbanistique d'ordre général et constitue un défi qui va au-delà du projet présenté ce soir. La Ville travaille à cet égard à une révision du Plan d'urbanisme et M. Arsenault s'attend à ce que l'on prévoit une densification spécialement aux abords d'une station de métro, mais en mettant tout en œuvre pour en minimiser les nuisances. Il ajoute que la densification est nécessaire pour rendre plus accessible l'accès à la propriété.

- De façon à préserver la lumière, demande que l'agrandissement se fasse par un ajout latéral plutôt que par un étage supplémentaire.

_____

Une citoyenne, voisine immédiate du bâtiment, s'inquiète de l'impact qu'aura cette construction sur sa qualité de vie :

- constate que suivant les plans, moins de deux mètres sépareront les deux bâtiments et considère que cela ne devrait pas être permis d'autant que le mur du bâtiment en cause sera doté de fenêtres;

- craint que l'agrandissement lui fasse perdre la luminosité dont elle bénéficie actuellement notamment dans sa cuisine;

- croit que la construction du troisième étage et de la mezzanine fera perdre à sa famille leur intimité lors qu'ils profiteront de leur cour arrière. Elle craint également pour sa sécurité d'autant qu'il s'agira de logements locatifs impliquant davantage de changements d'occupants au fil du temps.

Monsieur Arseneault explique que le taux d'implantation et le nombre d'étages proposés sont permis de plein droit par la réglementation et que la seule dérogation demandée porte sur l'usage, soit l'augmentation du nombre de logements, passant de 10 à 24 logements.

M. Credico ajoute que la Direction étudiera la possibilité d'éliminer les balcons du côté de la cour latérale qui donne sur la propriété de la citoyenne, pour préserver son intimité. Ce critère serait alors ajouté lors de l'adoption du second projet de résolution. En ce qui a trait aux fenêtres, il ajoute que la Direction, tout comme le CCU, sont sensibles à cet enjeu d'intimité.

_____

Une citoyenne s'inquiète que la réalisation de ce projet ne perturbe sa vie quotidienne. Elle demande si les logements seront locatifs et si les hébergements de type Airbnb seront permis.

Monsieur Credico confirme que les logements seront locatifs et que les hébergements de type Airbnb ne seront pas autorisés.

Madame Bédard explique que ce type d'hébergement n'est pas autorisé dans le secteur et que la citoyenne peut déposer une plainte à la Ville si elle en constate la présence. Dans un tel cas, la Ville, fera une dénonciation auprès de Revenu Québec.

M. Arseneault mentionne que cette question ne devrait pas être prise en compte dans l'analyse du projet présenté ce soir dans la mesure où ces hébergements ne sont pas autorisés et que la bonne foi du promoteur n'a pas à être remise en cause.

_____

Madame Nina Gonzalez :

- croit que le projet proposé, de facture moderne avec un troisième étage, détériore l'harmonie architecturale du secteur;

- considère qu'il est utopique de croire que les locataires des 24 logements n'auront pas de voitures. Or l'ajout éventuel de 48 voitures (deux par logement) risque de poser de nombreux problèmes de circulation et de stationnement.

Monsieur Arseneault croit qu'il est faux de prétendre que l'on peut compter deux voitures par logement, à plus forte raison lorsque le bâtiment est situé à proximité d'un métro. Il confirme que seulement dix places de stationnement sont prévues de façon à limiter l'offre à cet égard.

- Déplore la suppression de l'espace vert à l'arrière du bâtiment pour en permettre l'agrandissement. Croit qu'à l'instar de la Ville de Singapour, les espaces verts devraient être préservés;

- demande les échéanciers pour déposer une pétition afin de s'opposer au projet et combien de signatures sont requises.

Madame Reeves reprend sommairement le processus expliqué plus tôt et remet aux citoyens présents un document explicatif. Elle invite les citoyens à communiquer avec elle pour toute question plus technique. Elle propose que l'on s'entende pour nommer une personne-contact qui représentera les citoyens s'opposant au projet.

Elle ajoute que ce processus référendaire ne s'applique que pour la dérogation au règlement d'urbanisme portant sur l'usage, soit l'augmentation du nombre de logements, passant de 10 à 24.

- Si le projet se concrétise, demande que les matériaux choisis s'harmonisent avec ceux des bâtiments du secteur.

M. Credico explique que l'apparence architecturale du bâtiment est appelée à évoluer en collaboration avec le propriétaire et que les commentaires énoncés ce soir seront alors pris en compte notamment lorsque le projet sera présenté au CCU.

Un citoyen :

- demande si le projet proposé ce soir est le premier qui a été présenté à l'arrondissement.

M. Arseneault confirme que c'est bien le cas.

- considère que projet ne s'harmonise pas avec le caractère architectural homogène du secteur composé de duplex notamment sur l'avenue Lacombe, et risque de créer un dangereux précédent;

- estime que la rénovation du bâtiment plutôt que son agrandissement serait acceptable.

Le promoteur du projet :

- confirme que la Ville a demandé aux architectes plusieurs modifications aux plans initiaux de façon à s'assurer que le projet s'harmonise avec l'architecture du secteur, et que beaucoup d'effort ont été déployés pour répondre à ces exigences;

- explique qu'il aurait pu de plein droit, si le nombre de logement avait été limité à dix, agrandir la superficie du bâtiment, et ce, jusqu'à 60% du taux d'implantation du terrain, et ajouter un étage ainsi qu'une mezzanine;

- ne compte accepter aucun hébergement de type Airbnb.

M. Manseau précise que le fait d'autoriser une dérogation à l'usage dans le cadre du PPCMOI, permet à l'arrondissement d'exiger du promoteur des conditions supplémentaires sur d'autres aspects du projet, ce qui ne serait pas possible si le projet était présenté de plein droit. Ainsi, il a été notamment convenu de réduire le taux d'implantation à 55 % plutôt que 60 %. Le projet devra également faire l'objet d'une révision architecturale avant la délivrance du permis de construire, et la préservation de la luminosité et ainsi que de l'intimité pour les voisins immédiats feront partie des enjeux qui seront abordés.

- M. Arseneault ajoute que la réunion du CCU, au cours de laquelle la révision architecturale sera abordée, est

publique, et que le calendrier ainsi que les ordres du jour sont disponibles sur le site Internet de la Ville. Toutefois, les personnes qui assistent à ces rencontres ne peuvent intervenir.

- M. Manseau ajoute que le CCU n'a qu'un pouvoir de recommandation et que la décision finale est prise par le conseil d'arrondissement dont les séances sont publiques. Il confirme que tous les documents présentés ce soir sont disponibles en ligne.

Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 heures 40.

Geneviève Reeves

_____
Geneviève Reeves, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1203558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE lors de sa séance du 15 janvier 2020, le comité consultatif d'urbanisme a émis une recommandation favorable au projet.
ATTENDU QUE le projet rencontre l'objectif 3 du Plan d'urbanisme qui vise à consolider et mettre en valeur le territoire en relation avec les réseaux de transport existants et projetés en augmentant la densité du site qui est situé à proximité de deux stations de métro.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial des discussions sont en cours entre entre le requérant et le service de l'habitation de la Ville de Montréal pour déterminer la contribution du requérant pour le logement social. L'entente doit être signée au plus tard 14 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire décrit par le plan intitulé « Territoire

d’application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition du bâtiment portant les numéros civiques 5196 à 25200, rue de la Savane, ainsi que la construction et l'occupation d'un bâtiment résidentiel, avec un rez-de-chaussée commercial et la construction d'un bâtiment résidentiel dédié au logement social sont autorisés aux conditions prévues à la présente résolution.

À cette fin, il est notamment permis de déroger:

- à l’article 123 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'autoriser l'usage habitation pour les bâtiments I et II;
- aux lignes 2 et 3 de l'article 506 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de ne pas exiger un ratio minimum d'unités de stationnement pour le bâtiment II;
- au chapitre I du Titre VI du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de ne pas exiger des unités de chargement pour le bâtiment I.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

3. La démolition du bâtiment portant les numéros civiques 5196 à 5200, rue de la Savane est autorisée.

4. La demande d’autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction pour le bâtiment I tel qu’identifié sur le plan intitulé « Plan d’implantation » joint en annexe B à la présente résolution.

5. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 24 mois suivants l’entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

6. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition, un plan de réutilisation ou de gestion des déchets de démolition doit être déposé.

7. Les travaux de construction doivent débuter dans les 60 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution. Si ce délai n'est pas respecté, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

8. Si les travaux de construction ne débutent pas dans les 12 mois suivants la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

9. Une garantie bancaire égale à 15% de la valeur du bâtiment et du terrain au rôle d'évaluation foncière doit être déposée préalablement à la délivrance du certificat

d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect de la condition de l'article 8. La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à ce que la construction du toit du 12^{e} étage du bâtiment soit complétée.

SECTION 2
CONDITIONS APPLICABLES LORS DE LA SUBDIVISION CADASTRALE

10. Une demande d'approbation d'opération cadastrale visant l'ensemble du territoire décrit à l'article 1 doit être déposée avant ou au même moment que la première demande de permis de construction pour le bâtiment I.

11. L'opération cadastrale doit prévoir la création d'au moins 2 lots.

SECTION 3
CONDITIONS GÉNÉRALES

SOUS-SECTION 1
CADRE BÂTI

12. La hauteur maximale en mètre et en étage pour chaque bâtiment ou partie de bâtiment doit correspondre à celle identifiée sur les plans intitulés « Élévations et Coupes » joints en annexe C à la présente résolution.

Malgré l'alinéa précédant, la hauteur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 1 m.

13. Les marges minimales doivent correspondre à celles identifiées sur le plan intitulé « Plan d'implantation » joint en annexe B à la présente résolution.

Malgré l'alinéa précédent l'implantation d'un mur d'un bâtiment peut varier de plus ou moins 15 cm.

La disposition particulière numéro un pour la zone 0004 de la grille des usages et spécifications de l'annexe A du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce ne s'applique pas afin d'exiger un recul du bâtiment par rapport à la ligne arrière du terrain.

14. La superficie de plancher maximale autorisée pour l'usage habitation pour le bâtiment I est de 27 000 m^{2}.

SOUS-SECTION 2
USAGES

15. En plus des usages déjà autorisés, l'usage de la catégorie H et de la catégorie C.2 sont également autorisé.

Malgré l'alinéa précédant, les usages « carburant », « pièces, accessoires automobiles (vente) et véhicules automobiles (location, vente) » et « hôtels-appartements » ne sont pas autorisés.

16. Les accès aux commerces et aux résidences situés sur un même niveau doivent être distincts.

17. En plus des logements familiaux exigés en vertu de la politique locale sur la

contribution des nouveaux projets résidentiels sur le logement abordable, social et familial, le bâtiment I du projet doit comporter un minimum de 3% de logements possédant chacun une superficie de plancher minimale de 90 m^2, calculée à l'intérieur des murs.

SOUS-SECTION 3
AFFICHAGE

18. Aucune partie d'une enseigne ne doit dépasser la ligne du parapet du basilaire.

19. Les enseignes sur socle ne sont pas autorisées.

20. Aux fins de calcul de la superficie des enseignes, la catégorie d'usage principale à considérer est la catégorie C.2.

21. Une enseigne éclairée artificiellement par translucidité grâce à une source de lumière placée à l'intérieur de l'enseigne et à une paroi translucide n'est pas autorisée, sauf si elle est formée de lettres détachées ou de symboles graphiques. L'utilisation du tube néon n'est pas autorisée.

SOUS-SECTION 4
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DES COURS ET DES TOITS

22. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un expert dans le domaine et comprenant un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des arbres qui seront plantés sur le site.

23. Les travaux d'aménagement paysager prévus à la présente résolution doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction de chacune des phases du projet de développement.

24. Aucun équipement de type transformateur sur socle (TSS) ne doit être visible d'une voie ou d'un espace public pour le bâiment I.

Pour le bâtiment II, un équipement de type transformateur sur socle (TSS) doit être dissimulé derrière un écran. Cet écran doit être approuvé selon les critères de l'article 36 de la présente résolution.

25. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié. Cet espace ne peut être situé en cour avant.

26. La rampe d'accès au garage souterrain du bâtiment I doit être aménagée dans l'axe de la rue Mayrand.

27. Le toit du 4^e étage du bâtiment I ainsi que le toit du 7e étage du bâtiment II doivent être aménagés avec une terrasse, un patio ou une pergola.

28. Les abris temporaires pour automobiles, vélos ou piétons, autres que les auvents, sont interdits en cour avant. Ils sont également interdits au-dessus d'une voie d'accès à un stationnement.

29. Une clôture doit être approuvée selon les critères de l'article 36.

SOUS-SECTION 5
STATIONNEMENT ET CHARGEMENT

30. Un maximum de 150 unités de stationnement est autorisé pour le bâtiment I dont 8 doivent être réservées pour l'auto-partage.

31. Malgré l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), aucune unité de stationnement n'est exigée pour le bâtiment II.

32. L'aménagement d'une unité et d'une aire de chargement doit être approuvé selon les critères de l'article 37 de la présente résolution.

SECTION 4
CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

33. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, les travaux doivent être approuvés conformément au titre VIII du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276) selon les objectifs et critères de la présente section.

SOUS-SECTION 1
IMPLANTATION D'UN BÂTIMENT

34. L'objectif est de favoriser l'implantation des bâtiments dont l'alignement de construction, l'implantation au sol, la composition volumétrique et le traitement des basilaires ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés **« Plan d'implantation», joints en annexe B** à la présente résolution;

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants:

1° L'implantation des bâtiments doit exprimer le caractère unique de leurs positionnements dans la trame urbaine et contribuer à son animation;

2° Le recul des bâtiments doivent permettre d'assurer la réalisation d'un aménagement paysager de qualité sur le site, notamment des lieux de détente conviviaux ainsi que la préservation ou la plantation d'arbres d'alignement à grand déploiement sur le domaine public;

3° Le recul du bâtiment pour le bâtiment II sur la ruelle située à l'est du site doit permettre suffisamment de dégagement pour favoriser la création d'un écran végétal;

4° Des mesures de mitigation doivent être intégrées afin d'atténuer les impacts éoliens, soit par la densification de la végétation ou l'installation d'écrans paysagers sur le toit vert.

SOUS-SECTION 2
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

35. L’objectif est de favoriser la construction des bâtiments d’architecture contemporaine qui tient compte des caractéristiques particulières du terrain, de son milieu d’insertion et de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire et doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés **« Plans et perspectives», joints en annexe D** à la présente résolution;

Les critères permettant d’évaluer l’atteinte des objectifs sont les suivants :

1° Les caractéristiques architecturales doivent permettre de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° L'effet de masse créé par les volumes du bâtiment I doit être atténué par la présence de retraits, des ouvertures, des terrasses et l'utilisation des matériaux;

3° Les accès aux différents usages situés dans le bâtiment I doivent être traités distinctement. Les accès aux commerces et aux résidences situés sur un même niveau doivent être distincts et bien identifiés pour chaque usage;

4° L'apparence architecturale de toutes les façades doit être traitée comme des façades principales;

5° La fenestration doit être maximisée pour assurer un grand apport de lumière aux espaces intérieurs et profiter des vues possibles;

6° Le rez-de-chaussée de chacun des bâtiments doit favoriser un lien avec le domaine public et contribuer à l’animation de la rue;

7° Les matériaux employés doivent présenter des qualités de durabilité;

8° L’utilisation de matériaux de revêtement d’un toit et d’un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d’une manière diffuse est privilégiée.

SOUS-SECTION 3
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

36. L’objectif est d’accroître la présence de la végétation sur le site et de créer un milieu de vie et des espaces à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les lieux de rencontres et les interactions entre les différents usagers de ces espaces.

Les critères permettant d’évaluer l’atteinte des objectifs sont les suivants :

1° Toutes les cours doivent être pourvues d'un aménagement paysager comprenant soit des espaces de détente, soit des placettes, des végétaux et des arbres à grand déploiement. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d’un revêtement minéral;

2° Le verdissement des toits du bâtiment I et II et l’utilisation de matériaux perméables doivent être privilégiés;

3° Un écran paysager dense, composé de strates arborées et arbustives doit être réalisé en bordure de la limite sud du site et est du terrain;

4° L'aménagement d'une voie d'accès véhiculaire doit se faire de façon à minimiser son impact par rapport à la sécurité des piétons;

5° L’aménagement des espaces extérieurs doit intégrer des approches

environnementales. Le projet devrait recourir à un aménagement plus durable, par exemple, en optant pour une gestion écologique des eaux de pluie;

6° Les équipements techniques et mécaniques situés sur un toit doivent être dissimulés derrière des écrans architecturalement liés au bâtiment ou recevoir un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments. Ils doivent être localisés de manière à favoriser une utilisation du toit par les résidents;

7° Un équipement d'éclairage extérieur doit être conçu de manière à réduire l'éblouissement et l'impact de la dispersion lumineuse vers le ciel et sur les propriétés adjacentes;

8° L'espace visant à être occupé par un équipement de type transformateur sur socle (TSS) doit être aménagé de façon à atténuer son impact visuel. Cet aménagement doit permettre un accès facile à l'équipement pour son entretien.

9° Le traitement d'un clôture doit s'harmoniser avec l'architecture du bâtiment et doit contribuer à la mise en valeur du site.

SOUS-SECTION 4
UNITÉ ET AIRE DE CHARGEMENT

37. L'objectif est d'assurer les espaces de chargement nécessaire à la desserte des activités commerciales à même le site en limitant les impacts négatifs quant à la circulation véhiculaire et piétonne, au stationnement et au chargement.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants:

1° les espaces de chargement correspondent aux besoins des activités commerciales proposées sur le site;

2° Les unités et les aires de chargement doivent être conçus, situés et traités de façon à minimiser les impacts associés à la circulation véhiculaire et piétonne;

3° L'espace occupé à cette fin doit être aménagé de façon à atténuer l'impact visuel dû à l'utilisation qui en est faite et protéger le piéton.

ANNEXE A
Intitulée "Territoire d'application"

ANNEXE B
Intitulée "Plan d'implantation"

ANNEXE C
Intitulée "Élévations et coupes"

ANNEXE D
Intitulée « Plans et perspectives »

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le** 2020-03-03 11:43

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203558005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire de l'immeuble situé au 5196-5200, rue de la Savane a déposé à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises une demande de projet particulier pour démolir le bâtiment existant et y construire un projet résidentiel de 12 étages ainsi qu'un bâtiment de 7 étages pour le logement social.
Ce projet comporte certaines dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) qui seront décrites plus bas dans le présent sommaire.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Juin 1999 Règlement 99-029 sur l'occupation du bâtiment portant le numéro 5200C, rue de la Savane (CO99 01422).

DESCRIPTION

Propriété
Le site, qui fait l'objet de la présente demande, est situé sur la rue de la Savane à l'intersection de l'avenue Mountain Sights. Le terrain est situé dans un secteur ou les usages commerciaux lourds et industries légères sont autorisés. Il est bordé, sur l'avenue Moutain Sights, par un secteur résidentiel de forte densité (H.6-7). Finalement, le terrain est situé dans un secteur en transformation (identifié au Plan d'urbanisme) orienté vers un développement résidentiel de forte densité.

La hauteur du cadre bâti des propriétés adjacentes au site varie de 1 à 3 étages.

Projet

Le projet, tel que présenté au comité consultatif d'urbanisme (CCU), vise principalement à démolir le bâtiment commercial existant, pour y construire un bâtiment mixte (commercial - résidentiel) de 12 étages ainsi qu'un bâtiment pour le logement social de 7 étages. Les principales caractéristiques du projet sont les suivantes:
Volet privé

- bâtiment d'une hauteur variant de 4 à 12 étages pour environ 300 logements ;
- une modulation du volume du bâtiment visant à réduire le nombre de logements constamment à l'ombre ;
- taux d'implantation d'approximativement de 51% et une densité entre 4.4 et 4.5;
- un rez-de-chaussée partiellement commercial ;
- un stationnement souterrain de 150 unités (ratio de 0.5 unité/logement) dont 8 réservées pour l'auto-partage ;
- intensification de l'activité résidentielle sur un terrain situé à proximité de deux stations de métro (stations de la Savane et Namur) ;
- une cour intérieure ;
- sur le toit du 4e étage, un toit terrasse aménagé et accessible à partir du 5e étage;
- plan préliminaire sur la gestion des matières résiduelles.

Logement social

- bâtiment d'une hauteur de 7 étages pour approximativement 74 logements ;
- taux d'implantation d'approximativement 49% et une densité entre 3.2 et 3.4 ;
- un stationnement souterrain de 26 unités (ratio de 0,25 unité/logement).

Le promoteur a également déposé des plans préliminaires pour la gestion des matières résiduelles et la mobilité durable pour le site.

Étude en matière d'impacts sur les déplacements
L'étude en matière d'impacts sur les déplacements a été réalisée par un consultant et les résultats ont été validés par le bureau technique de l'arrondissement.

L'étude démontre que l'ajout des 2 bâtiments génère un nombre non négligeable de véhicules sur le réseau routier. Toutefois, selon la simulation réalisée par le consultant, les débits semblent se diffuser sur l'ensemble du réseau de façon assez équitable. De plus, il y a lieu de penser que le nombre réel de déplacements automobiles sera plus faible que les chiffres présentés dans l'étude, car le nombre de logements pris en considération pour réaliser l'étude a été revu à la baisse (de 372 à 301 logements), tout comme le nombre d'unités de stationnement qui sera aussi revu à la baisse. Puisqu'il n'y a pas de détérioration du niveau de service de plus d'un niveau, le promoteur n'est pas dans l'obligation d'ajouter des mesures de mitigation.

Nonobstant ce constat, le promoteur pourrait proposer des mesures additionnelles afin d'encourager les modes actifs et collectifs. Le nombre de cases de stationnement pour vélo est actuellement au minimum selon nos exigences, celui-ci pourrait donc être revu à la hausse. D'autant plus que l'espace au sous-sol ne pourra être occupé par autant d'unité de stationnement pour les voitures.

À cet égard, le promoteur a déposé un plan préliminaire de mobilité durable.

Étude d'ensoleillement
L'étude d'ensoleillement a démontré que l'articulation de la volumétrie réduit les impacts d'ombrages sur un minimum de logements et que l'ombre causée par un bâtiment de cette

ampleur se concentre principalement dans la cour intérieure du projet. Compte tenu de l'orientation du terrain (S-O) et de la hauteur du bâtiment, il n'est pas anormal qu'un projet de cette ampleur cause des impacts sur certaines parties du terrain et des propriétés voisines. L'impact le plus important observé se produit au solstice d'hiver (décembre) à partir de 15h00.

Avis sur les impacts éoliens
RWDI, firme de génie-conseil qui a réalisé un avis pour le promoteur, est d'avis que les impacts dus au vent sont négligeables et que les conditions de vent seront, de façon générale, convenable. À cet effet, citons un extrait de la conclusion de la lettre d'opinion de RWDI sur les conditions potentielles sur et autour du projet, rédigé le 2 décembre 2019.

"Compte tenu du climat local, de la hauteur modeste des bâtiments proposés et de l'intégration de plusieurs éléments d'atténuation, nous sommes d'avis que les conditions de vent sur le site et autour de celui-ci peuvent être généralement convenables à l'utilisation prévue, y compris en ce qui concerne tous les trottoirs, la place centrale et la plupart des entrées des bâtiments. Aucune action du vent importante n'est prévue pour les zones piétonnes sur le site du complexe proposé et autour de ce dernier.

Des vitesses de vent supérieures à celles souhaitées peuvent se produire en hiver aux entrées des bâtiments le long de la rue de la Savane, ainsi que dans les aires de repos situées près des coins externes des bâtiments proposés et sur le toit vert du podium en été. Si nécessaire, il est possible d'obtenir des conditions de vent acceptables grâce à l'utilisation de mesures locales d'atténuation des effets du vent."

Une étude plus approfondie sur les impacts éoliens devra être déposée lors de la demande de permis.

Dérogations demandées
La principale dérogation demandée vise à autoriser l'usage habitation sur le site. Cette modification correspond aux orientations énoncées au plan d'urbanisme (objectif 3 - action 3.2 - soutenir une urbanisation favorisant l'utilisation du transport en commun) qui vise à favoriser une intensification et une diversification des activités aux abords des stations de métro.

Le projet particulier prévoit également des critères afin de permettre l'étude des nouvelles constructions et de l'aménagement paysager en révision architecturale (PIIA).

Présentation du dossier au CCU
Le dossier a été présenté au CCU le 15 janvier 2020. Lors de cette rencontre, le comité a émis une recommandation favorable au projet. À cet égard, le comité a formulé des conditions qui reprennent les recommandations de la direction, entre autres, de réduire le nombre d'unités de stationnement et d'offrir plus d'unités de stationnement pour vélos.

Contribution au logement social
Dans le cadre de la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial, le requérant va céder une partie de son terrain à la ville afin de réaliser un bâtiment, sur site, pour le logement social. La proposition soumise prévoit la création d'environ 74 logements sociaux. Le volet privé du projet comprendra également des logements abordables.

À cet effet, une entente sera signée avec le Service de l'habitation de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la demande pour les raisons suivantes:

- le bâtiment n'a pas de valeur architecturale particulière et n'est pas conçu pour une transformation importante;
- la proposition permet d'augmenter la densité du site, de façon considérable, qui est situé à proximité de 2 stations de métro (environ 250 m de la station de métro de la Savane et à environ 500 m de la station Namur) rencontrant les objectifs du Plan d'urbanisme (Objectif 3 -Consolider et mettre en valeur le territoire touchant les réseaux de transport existants et projetés);
- le projet s'inscrit dans un secteur en transformation tel qu'identifié au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal;
- le projet comporte un volet social sur site d'environ 74 unités d'habitation;
- lors de sa séance du 15 janvier 2020, le CCU a formulé une recommandation favorable à la demande de projet particulier.

Cette recommandation est accompagnée des conditions suivantes:

- réduire le nombre d'unités de stationnement de 25 % tel que prescrit par l'article 562 du règlement d'urbanisme (réduire de 150 à 112 unités de stationnement);
- ajouter des unités de stationnement pour vélo au ratio de 1 unité/logement.

À la suite des discussions avec le promoteur, il a été convenu de permettre 150 unités de stationnement, dont 8 réservées pour l'auto-partage,. En contre partie, le requérant devra fournir 3% de logements dont la superficie de plancher minimale sera de 90 m^2 (±10 logements). Ce nombre sera ajouté à celui exigé pour les logements familiaux en vertu de la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels sur le logement abordable, social et familial.

De plus, après avoir révisé le volet social du projet avec la direction de l'habitation, il a été décidé de retirer l'obligation de fournir un nombre minimal d'unités
de stationnement. Cet ajustement permettra de réduire les coûts de construction du bâtiment dédié au logement social et également de rencontrer les orientations de la ville visant à réduire l'utilisation de l'automobile.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En concordance avec les orientations de la ville, le projet comprend un plan de mobilité durable et met à profit la proximité du site à deux stations de métro.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Mars 2020 Publication d'un avis et affiche sur le bâtiment pour annoncer l'assemblée publique de consultation ;
31 mars 2020 Assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mars 2020 Publication d'un avis et affiche sur le bâtiment pour annoncer l'assemblée publique de consultation ;
31 mars 2020 Assemblée publique de consultation
6 avril 2020 Adoption du second projet de résolution du PPCMOI
Avril 2020 Publication d'un avis pour les demandes de pétitions en vue de l'ouverture d'un registre
4 mai 2020 Adoption du PPCMOI
Mai-juin 2020 Certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / Favorable

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-25

Sébastien MANSEAU
Chef de division

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1203558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
Séance publique du mercredi 15 janvier 2020, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, à la salle du Conseil

Extrait du compte rendu

3.1 5196-5200, rue de la Savane - PPCMOI

Étudier un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages pour la propriété située aux 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Recommandation du comité

Le comité recommande d'autoriser la demande.

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1203558005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un projet résidentiel mixte de 12 étages et d'un bâtiment dédié au logement social pour la propriété située au 5196-5200, rue de la Savane, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A - "TERRITOIRE D'APPLICATION"

1203558005_Annexe_A_Territoire d'application.pdf

ANNEXE B - "PLAN D'IMPLANTATION"

1203558005_Annexe_B_implantation_v.2.pdf

ANNEXE C - "ÉLÉVATIONS ET COUPES"

1203558005_Annexe_C_Élévations et coupe.pdf

ANNEXE D - "PERSPECTIVES"

1203558005_Annexe_D_Perspectives.pdf

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

Étude _enseoleillement.pdf

AVIS SUR LES IMPACTS ÉOLIEN

3.1_Eolienne_Savane_5196.pdf

ÉTUDE D'IMPACT SUR LES DÉPLACEMENTS

M15-2123_DelaSavane_PPCMOI_Etude_Circulation.pdf

STRATÉGIE PRÉLIMINAIRE DE MOBILITÉ DURABLE



Stratégie_ préliminaire_ mobilité_durable.pdf

PLAN PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES DÉCHETS



Plan_préliminaire_mobilité.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

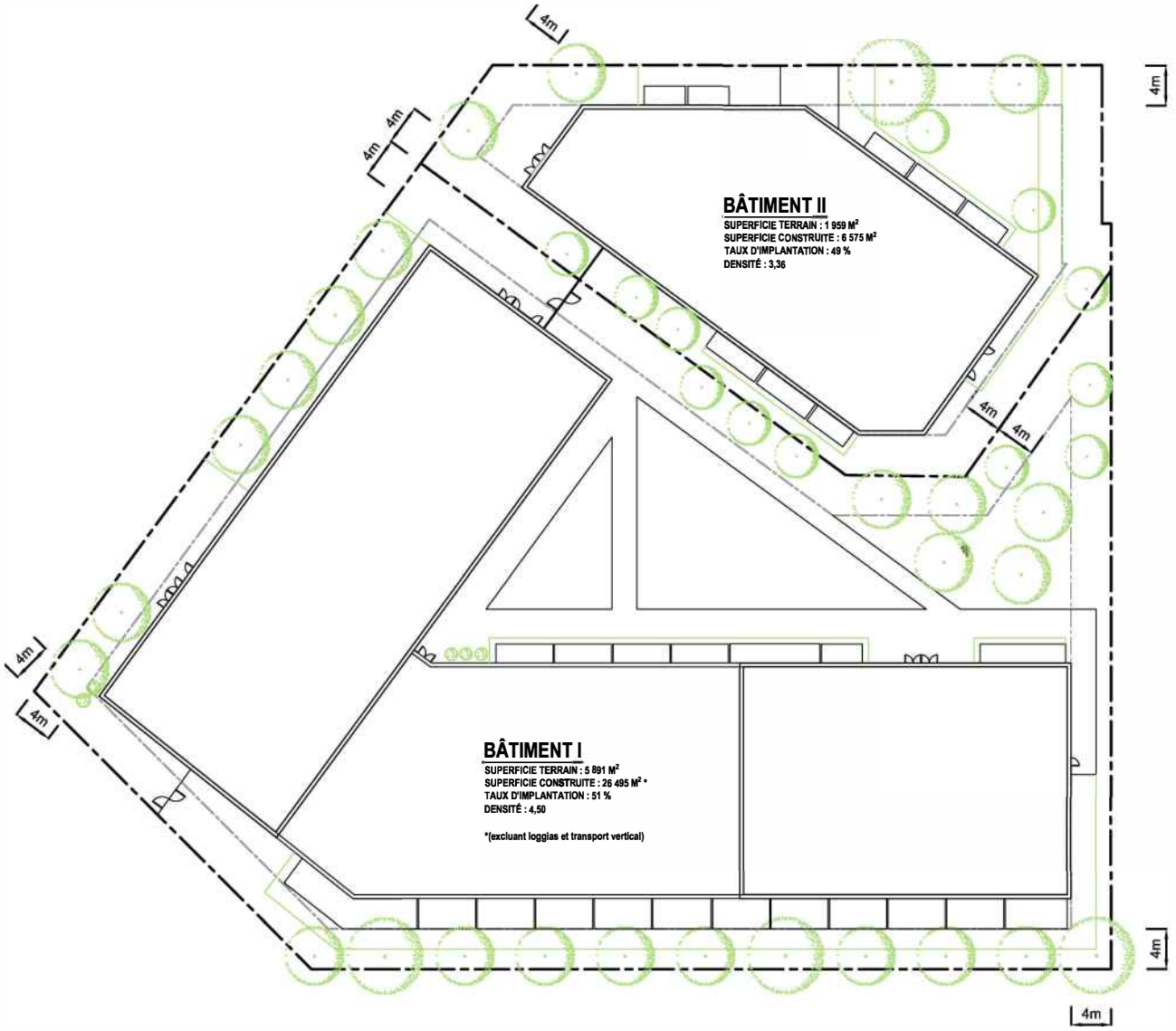
Tél : 514 868-4463
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1203558005



ANNEXE B - PLAN D'IMPLANTATION



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

27 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

0 M 10 M 15 M

LIMITES DE LOT

MARGES DE RECUL

P- 1 - ANNEXE C- ÉLÉVATIONS ET COUPE

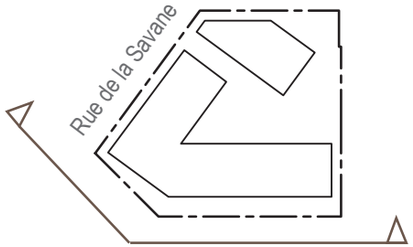


Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P- 2 - ANNEXE C- ÉLÉVATIONS ET COUPE



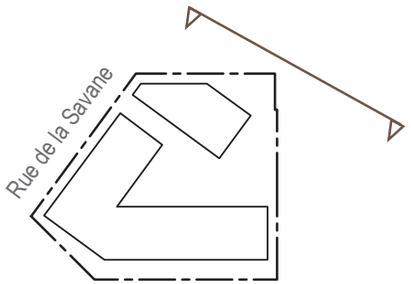


Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P- 3 - ANNEXE C- ÉLÉVATIONS ET COUPE



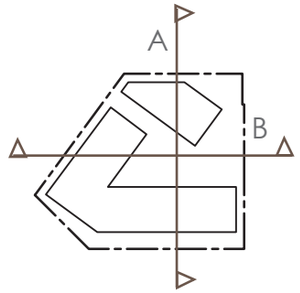


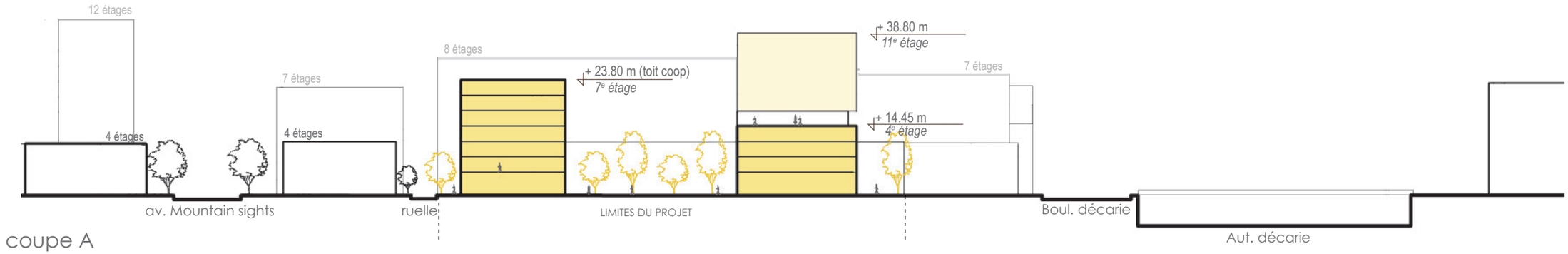
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

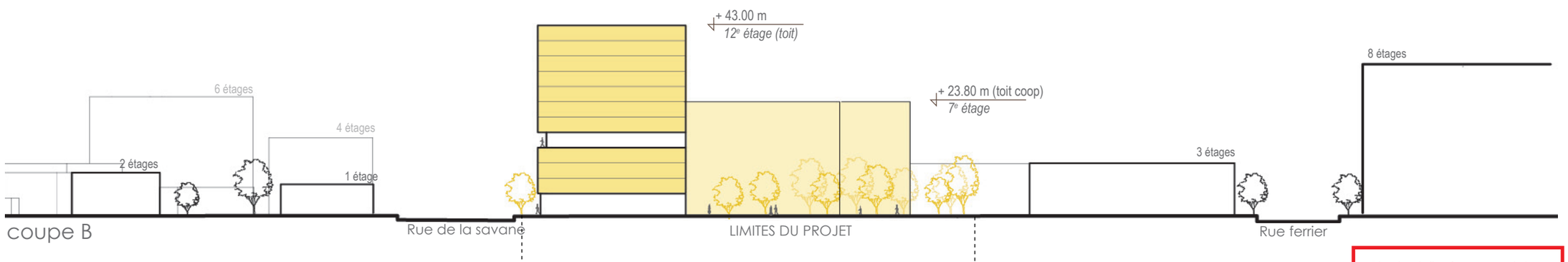
CDN-NDG

P- 4 - ANNEXE C- ÉLÉVATIONS ET COUPE





coupe A



coupe B

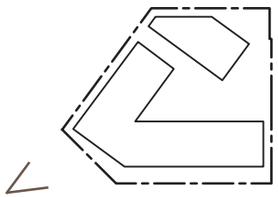
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P-1- ANNEXE D - PERSPECTIVES





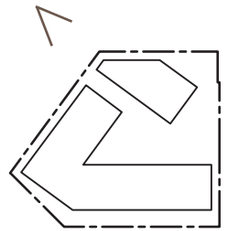
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P-2- ANNEXE D - PERSPECTIVES





Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P-3- ANNEXE D - PERSPECTIVES



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P-4- ANNEXE D - PERSPECTIVES



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

CDN-NDG

P-5- ANNEXE D - PERSPECTIVES





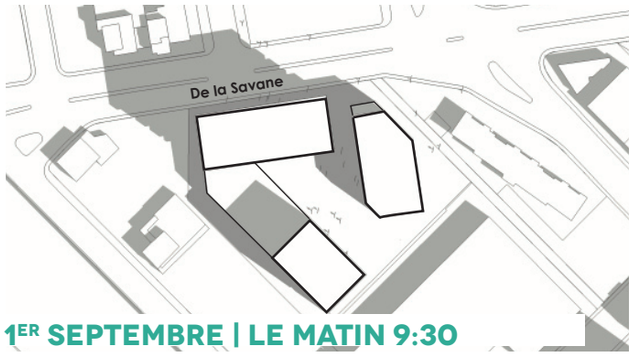


vues fournies par olymbec

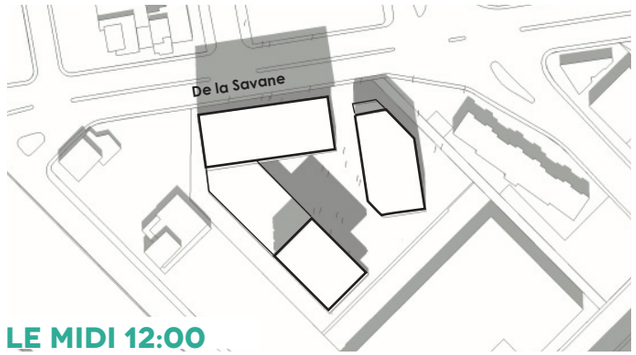
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

25 FÉVRIER 2020

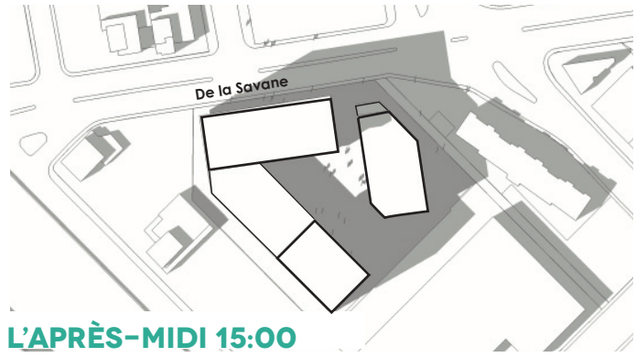
CDN-NDG



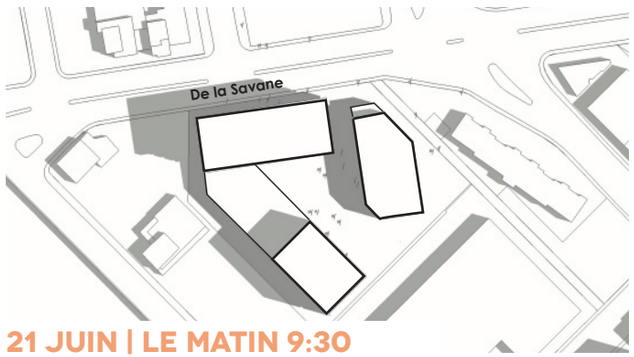
1ER SEPTEMBRE | LE MATIN 9:30



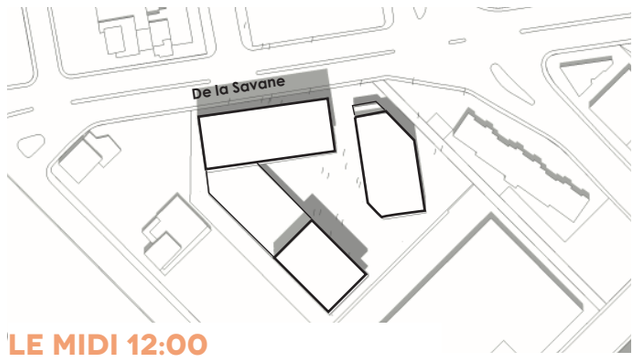
LE MIDI 12:00



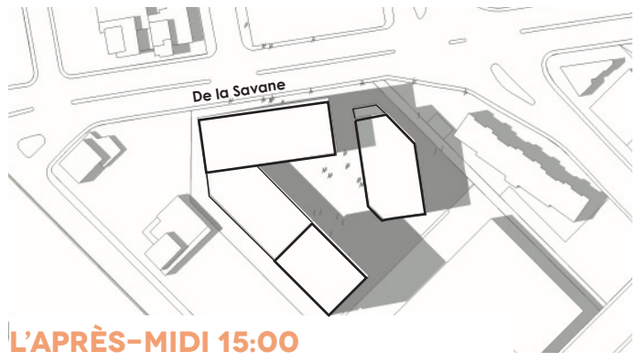
L'APRÈS-MIDI 15:00



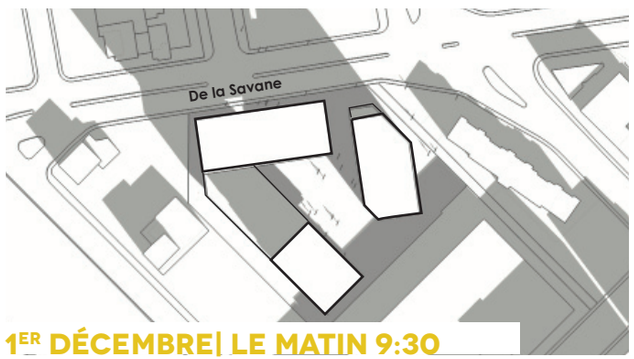
21 JUIN | LE MATIN 9:30



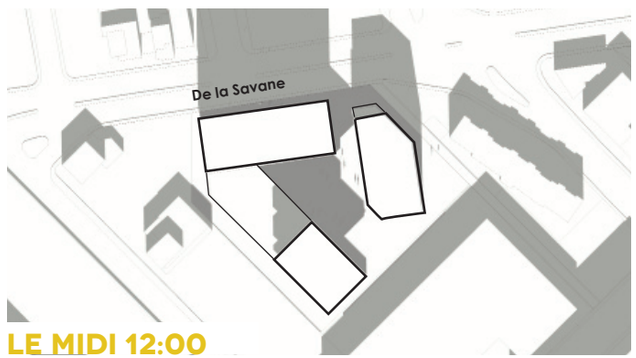
LE MIDI 12:00



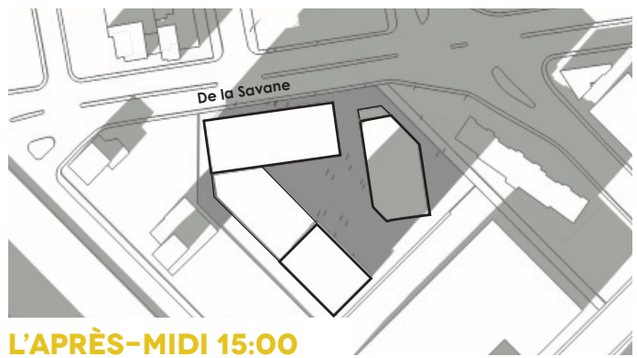
L'APRÈS-MIDI 15:00



1ER DÉCEMBRE| LE MATIN 9:30



LE MIDI 12:00



L'APRÈS-MIDI 15:00

ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

600 Southgate Drive
Guelph, ON N1G 4P6
Canada

Tel: +1.519.823.1311
Fax: +1.519.823.1316

2 decembre 2019

Robert Libman
Architecte MOAQ
rlibman@olymbec.com

Olymbec
333 Boulevard Décarie, 5th floor
Saint-Laurent, Québec H4N 3M9
P: (514) 344-3334 x1218

Re: Étude sur les vents au niveau piétonnier - Lettre d'opinion
De la Savane - Montréal, Québec
Référence RWDI # 1602079

Cher M. Libman:

Conformément à votre demande, Rowan Williams Davies & Irwin inc. (RWDI) a préparé cette lettre pour émettre des commentaires sur les conditions potentielles du vent sur et autour du projet de De la Savane à Montréal. Cette évaluation qualitative s'appuie sur notre connaissance des conditions éoliennes locales, sur la conception de bâtiments actuelle en date du 20 novembre 2019, ainsi que sur notre expérience et notre jugement professionnel.

Renseignements sur le site et l'édifice

Le complexe immobilier proposé est situé du côté sud de la rue de la Savane, entre le boulevard Décarie et l'avenue Mountain Sights (image 1). Le site est actuellement occupé par un bâtiment commercial de deux étages. Les bâtiments existants dans les environs immédiats sont généralement de faible hauteur, et le site est bordé d'une autoroute en déblai au sud-ouest, d'un parc à l'est et d'un grand cimetière au nord-est (image 1).

Le complexe comprend trois bâtiments résidentiels; les deux premiers, de 11 et 12 étages, sont montés sur un podium commun de quatre étages, tandis que l'autre s'élève sur sept étages (Image 2). Les zones piétonnes d'intérêt comprennent : les trottoirs publics, les entrées de bâtiments, les passages entre et sous les bâtiments, ainsi que la place publique et les espaces d'agrément extérieurs situés au niveau du sol et au-dessus de celui-ci.

Données Météorologiques

Les statistiques du vent enregistrées à l'Aéroport International Trudeau de Montréal ont été analysées pour les saisons d'été (avril à septembre de 6 h à 22 h) et d'hiver (octobre à mars de 8 h à 18 h) saisons. Les heures et les mois utilisés pour définir les saisons sont cohérents avec ceux utilisés par RWDI dans ses études précédentes à Montréal. Le nombre d'heures est réduit pendant l'hiver en raison des piétons qui sont moins enclins à passer du temps à

This document is intended for the sole use of the party to whom it is addressed and may contain information that is privileged and/or confidential. If you have received this in error, please notify us immediately.
® RWDI name and logo are registered trademarks in Canada and the United States of America.

l'extérieur lorsque la température est froide. L'image 3 représente graphiquement la distribution de la fréquence et de la direction des vents pour les deux saisons. Lorsque toutes les données sont prises en compte, on remarque que les vents du sud-sud-ouest jusqu'à l'ouest sont prédominants à la fois en été et en hiver. Les vents du nord-nord-est et du nord-est sont aussi prédominants en hiver, comme l'indique le côté droit de la rose des vents.

Des vents forts d'une vitesse moyenne supérieure à 30 km/h mesurés à l'aéroport (à une hauteur d'anémomètre de 10 m) ont lieu plus souvent en hiver qu'en été. Des vents forts de l'ouest-sud-ouest sont fréquents dans les deux saisons, comme le démontre la rose des vents à l'image 3. En hiver, des vents du nord-est sont aussi fréquents, comme l'indique le côté droit de la rose des vents. Les vents en provenance de ces directions pourraient être à l'origine de conditions difficiles et même violentes.

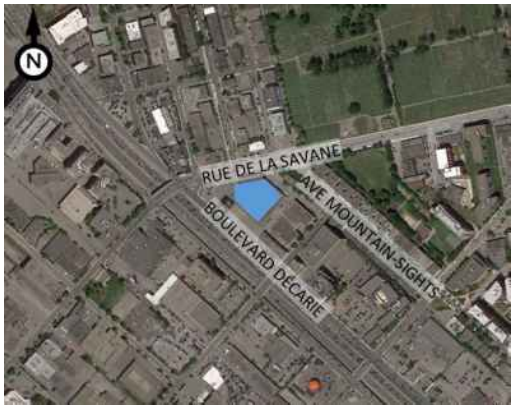
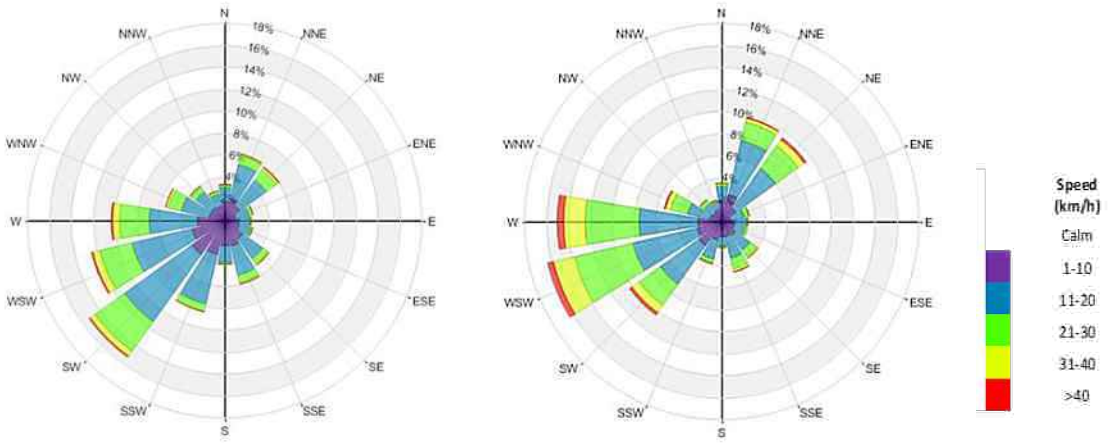


Image 1: Site de développement et ses environs (photo gracieuseté de Google[mc] Earth)



Image 2: Rendu du développement proposé



Été (Avril à septembre, 6 h à 22 h)

Hiver (Octobre à mars et de 8h à 18h)

Image 3: Distribution directionnelle (%) des vents (en provenance de) — Aéroport Montréal-Trudeau

Effet éolien potentiel

Afin de commenter sur les conditions générales de vent sur et autour du développement proposé, RWDI a examiné les données météorologiques à long terme pour la région, tel que décrit ci-dessus. Les plans du bâtiment existant et de l'ajout proposé, en date du 20 novembre 2019, ont également été passés en revue, en plus des informations afférentes à l'environnement existant. L'image 4 présente un plan du rez-de-chaussée sur lequel la rose des vents d'hiver est superposée. Elle peut servir de référence pour les points abordés dans la suite de la présente lettre.

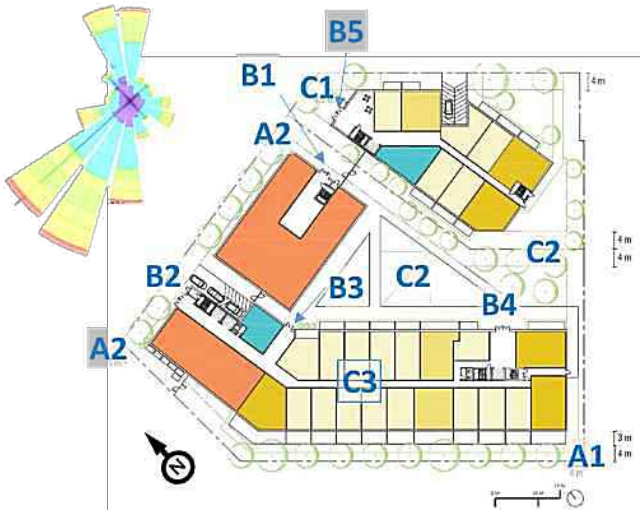


Image 4: plan du rez-de-chaussée intégrant la rose des vents d'hiver et les zones piétonnes importantes

- Le complexe proposé comprend plusieurs éléments de protection contre le vent, comme un podium entre les bâtiments élevés, une orientation favorable des passages, qui sont perpendiculaires aux vents dominants, et une cour centrale entourée de bâtiments (Image 4). Cependant, les bâtiments de plus grande hauteur que ceux dans les environs immédiats ont tendance à faire obstacle aux vents plus forts à haute altitude et à les faire dévier vers le sol, provoquant ainsi une augmentation du vent au niveau du sol, surtout autour des angles du bâtiment.

- Les vitesses du vent qui en découlent devraient être généralement acceptables dans toutes les zones piétonnes au niveau du sol pendant l'été, mais elles pourraient de temps à autre être plus élevées que celles souhaitées en hiver en raison des variations saisonnières du climat local (image 3). Par exemple, on s'attend à des vitesses du vent plus élevées à l'angle sud-est du site (A1 dans l'image 4) ainsi que sur les trottoirs le long de la rue de la Savane (A2) en raison de l'accélération de l'écoulement de vent autour des angles des bâtiments. Les conditions de vent qui en découlent devraient satisfaire au critère de confort pour les trottoirs tout au long de l'année étant donné la hauteur modeste des bâtiments proposés.

- Les conditions de vent sur les autres trottoirs, dans le parc qui se trouve à l'est et dans le cimetière qui se trouve au nord-est, ne devraient pas être influencées par le développement proposé en raison de leur emplacement et de leur distance.

- Comme le montre l'Image 4, les entrées B1, B3 et B4 des bâtiments sont situées du côté sous le vent des bâtiments proposés en ce qui concerne les vents dominants du sud-ouest et de l'ouest. Par conséquent, il est probable que des conditions de vent convenables prévaudront dans ces zones. Cependant, les entrées B2 et B5 sont exposées aux vents de l'ouest et du nord-est en hiver. Si possible, les entrées B2 et B5 devraient être en retrait de la façade principale du bâtiment, ou des pare-vents et des auvents devraient être intégrés dans la conception des entrées afin d'assurer une protection contre le vent. Des mesures équivalentes pourraient également permettre de protéger l'entrée B1, car elle est exposée aux vents du nord-est.

- Des conditions de vent convenables sont prévues le long des passages situés sous et entre les bâtiments proposés, car ceux-ci sont perpendiculaires aux vents dominants. Des conditions de vent convenables sont également prévues sur la place centrale (C2 dans l'Image 4), qui est protégée de la plupart des vents dominants par les bâtiments proposés. Une légère augmentation du vent peut se produire autour des aires de repos prévues près des coins externes des bâtiments (C1 dans l'image 4, par exemple). Pour réduire la vitesse du vent, notamment afin de créer des conditions de vent confortables pendant les saisons intermédiaires, des mesures localisées d'atténuation des effets du vent peuvent être ajoutées à l'aménagement paysager autour de ces aires de repos, telles que, par exemple, des jardinières de grande hauteur, des clôtures d'intimité et des treillis surélevés.

- Des vitesses de vent supérieures à celles souhaitées peuvent également se produire en été sur le toit vert (emplacement C3) en raison de l'exposition accrue et de la canalisation des vents dominants de l'ouest et du sud-ouest entre les bâtiments élevés. Pour ralentir la vitesse des vents, les mesures habituelles que l'on pourrait ajouter afin d'améliorer les conditions de vent comprennent des garde-corps élevés, des pare-vents, des treillis, des éléments d'aménagement paysager et d'autres mesures. Les conditions de vent hivernales peuvent devenir inconfortables de temps à autre dans ces zones surélevées. Selon l'usage prévu en hiver, cela peut ne pas causer de problème.

Conclusion de remarques

Compte tenu du climat local, de la hauteur modeste des bâtiments proposés et de l'intégration de plusieurs éléments d'atténuation, nous sommes d'avis que les conditions de vent sur le site et autour de celui-ci peuvent être généralement convenables à l'utilisation prévue, y compris en ce qui concerne tous les trottoirs, la place centrale et la plupart des entrées des bâtiments. Aucune action du vent importante n'est prévue pour les zones piétonnes sur le site du complexe proposé et autour de ce dernier.

Des vitesses de vent supérieures à celles souhaitées peuvent se produire en hiver aux entrées des bâtiments le long de la rue de la Savane, ainsi que dans les aires de repos situées près des coins externes des bâtiments proposés et sur le toit vert du podium en été. Si nécessaire, il est possible d'obtenir des conditions de vent acceptables grâce à l'utilisation de mesures locales d'atténuation des effets du vent, qui sont brièvement abordées dans la présente lettre.

Nous espérons que cela répond à vos exigences pour le projet. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'autres renseignements, n'hésitez pas à communiquer avec nous.

Sincèrement vôtre,

RWDI



Hanqing Wu, Ph.D., P.Eng.
Directeur technique / Associé Corporatif



Sonia Beaulieu, M.Sc., P.Eng., ing.
Gestionnaire principale de projet / Associée

HW/NSB/sep



Développement projet de la Savane dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

ÉTUDE D'IMPACT SUR LES DÉPLACEMENTS

Aristomen Anéziris, ing.

14 novembre 2019

Document préparé et vérifié par :
Aristomen Anéziris, ing. M.Ing. 41954



Version finale	Version électronique transmise à : **Robert Libman, Architecte MOAQ** **Design & Conception** **Olymbec**	14 novembre 2019
Version préliminaire 1.0	Version électronique transmise à : **Robert Libman, Architecte MOAQ** **Design & Conception** **Olymbec**	24 mars 2019

Table des matières

1. Introduction 1
   1.1 Le site 1
   1.2 Projet de développement 1
   1.3 Approche méthodologique 2
2. Caractéristiques de la situation actuelle 3
   2.1 Zone d'étude 3
   2.2 Réseau routier 3
      2.2.1 Rue de la Savane 3
      2.2.2 Rue Mountain Sights 4
      2.2.3 Boulevard Décarie 4
      2.2.4 Rue Ferrier 4
   2.3 Règlementation du stationnement 5
   2.4 Vitesse affichée 6
   2.5 Contrôle de la circulation 6
   2.6 Transport en commun 8
   2.7 Réseau cyclable 9
   2.8 Débits de circulation 9
   2.9 Conditions d'écoulement de la circulation 12
3. Génération et distribution des déplacements 15
   3.1 Génération des déplacements 15
      3.2.1 Déplacements véhiculaires 17
      3.2.2 Déplacements en transport en commun 17
      3.2.3 Déplacements actifs 17
   3.2 Distribution et affectation des déplacements véhiculaires 17
4. Impacts et mesures d'atténuation 19
   4.1 Impact sur l'écoulement de la circulation 19
   4.2 Pertinence d'intervention 21
   4.3 Stationnement hors rue 21
      4.3.1 Exigences de l'arrondissement 21
      4.3.2 Taux selon l'enquête O-D 22
      4.3.4 Conclusion particulière 22
   4.4 Espaces de stationnement pour vélos 22
   4.5 Mesures d'accompagnement 22
      4.5.1 Feux de circulation 23
      4.5.2 Confort et sécurité 23
      4.5.3 Déplacements à vélo 24
      4.5.4 Écoulement de la circulation 24
5. Conclusion et recommandations 25
   5.1 Conclusion 25
   5.2 Recommandations 27

Liste des figures

Figure 1 Le site 1
Figure 2 Schéma d'implantation 2
Figure 3 Principales caractéristiques géométriques 5
Figure 4 Règlementation du stationnement sur rue 6
Figure 5 Phasage des feux de circulation 8
Figure 6 Desserte en transport en commun 9
Figure 7 Débits (véh/h) directionnels - Heure de pointe du matin 11
Figure 8 Débits (véh/h) directionnels - Heure de pointe du soir 12
Figure 9 Distribution des déplacements - Heure de pointe du matin 18
Figure 10 Distribution des déplacements - Heure de pointe du soir 18

Liste des tableaux

Tableau 1 Analyse de capacité - Situation actuelle - Heures de pointe du matin et du soir 13
Tableau 2 Génération des déplacements - Bâtiment principal - Partie résidentielle 15
Tableau 3 Génération des déplacements - Bâtiment principal - Partie commerciale 16
Tableau 4 Génération des déplacements - COOP 16
Tableau 5 Analyse de capacité - Situation prévisible - Heures de pointe du matin et du soir 20

Liste des annexes

Annexe 1 Débits de circulation
Annexe 2 Analyse de capacité - Situation existante
Annexe 3 Analyse de capacité - Situation prévisible
Annexe 4 Extrait de l'enquête Origine-Destination 2013 - Secteur Côte-des-Neiges

1. INTRODUCTION

1.1 Le site

Le site qui recevra le développement est localisé du côté sud de la rue de la Savane, entre le boulevard Décarie et la rue Mountain Sights. À cet endroit, on retrouve présentement un bâtiment accueillant bureaux et commerces, dont une piste de Karting.

Figure 1 - Le site

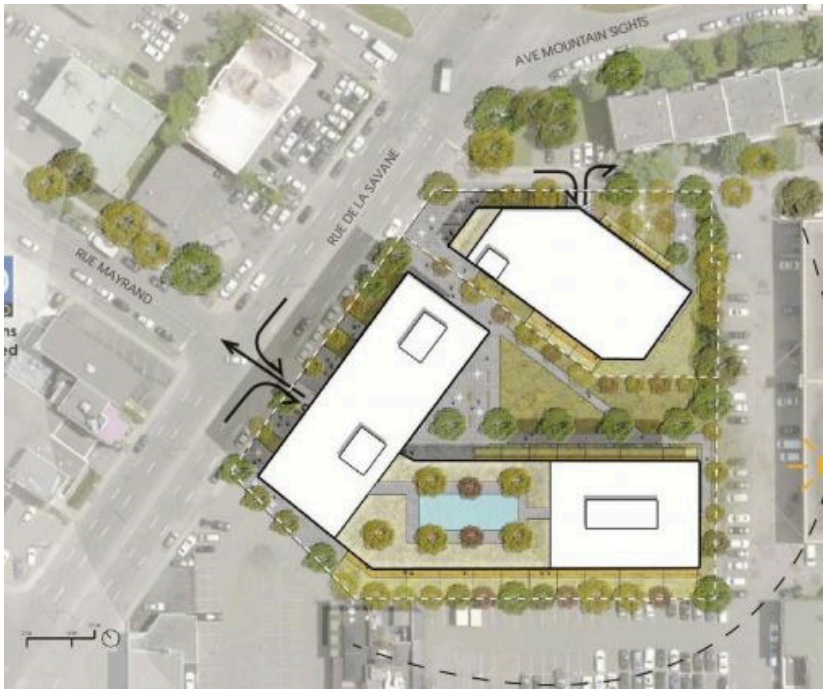


1.2 Projet de développement

Le projet à l'étude prévoit la construction de deux bâtiments. Le bâtiment principal recevra, au rez-de-chaussée des commerces totalisant 700 m^2 de superficie de plancher et, aux étages, 275 condos d'habitation et 70 logements abordables. Un stationnement intérieur de 172 espaces sera accessible via la rue de la Savane, en face de la rue Mayrand (entre la rue Mountain Sights et le boulevard Décarie).

Le deuxième bâtiment recevra une coopérative d'habitation avec 87 unités de logement. Un stationnement intérieur de 25 espaces est prévu. Il sera accessible via une allée de circulation localisée à l'extrémité est du site, à l'ouest de la rue Mountain Sights.

Figure 2 - Schéma d'implantation



1.3 Approche méthodologique

L'approche méthodologique de l'évaluation des impacts du projet de développement sur la circulation se base sur la réalisation des étapes suivantes :

- Caractéristiques de la situation actuelle, incluant des comptages de la circulation
- Génération et distribution des déplacements
- Évaluation des impacts et identification des mesures d'atténuation
- Conclusion et recommandations

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION ACTUELLE

2.1 Zone d'étude

Comme les stationnements seront accessibles par la rue de la Savane, nous définissons la zone d'étude comprenant la rue de la Savane, entre la rue Mountain Sights à l'est et le boulevard Décarie à l'ouest, ainsi que la rue Mountain Sights, entre les rues de la Savane et Ferrier.

2.2 Réseau routier

La figure 3 illustre les principales caractéristiques géométriques dans la zone d'étude.

2.2.1 Rue de la Savane

La rue de la Savane joue le rôle d'une collectrice. Dans son extrémité est, elle est raccordée à la rue Jean-Talon et à la rue Victoria. Dans son extrémité ouest, elle est raccordée au boulevard Décarie, correspondant au prolongement de l'avenue Royalmount.

Les caractéristiques géométriques de la rue de la Savane a récemment fait l'objet de changements importants. La largeur de la chaussée de la rue de la Savane est de 13,4 m, offrant deux voies de circulation par direction. Une piste cyclable bidirectionnelle a récemment été aménagée du côté nord de la rue de la Savane.

Photo 1 - Rue de la Savane, à l'est de la rue Mountain Sights

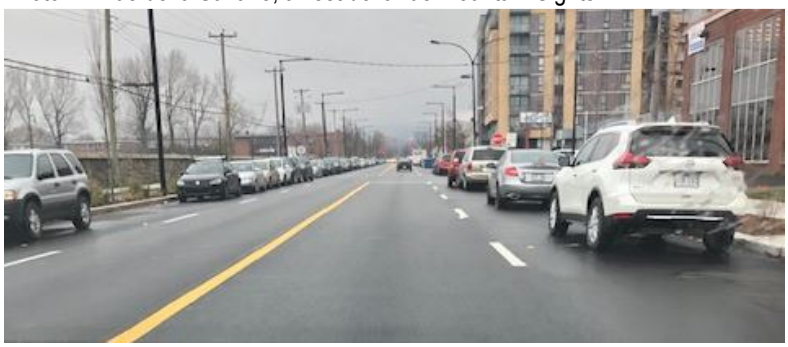


Photo 2 - Piste cyclable bidirectionnelle côté nord de la rue de la Savane



2.2.2 Rue Mountain Sights

La rue Mountain Sights joue le rôle d'une collectrice. Elle est raccordée à la rue Jean-Talon à son extrémité sud. La largeur de la chaussée de la rue Mountain Sights est de l'ordre de 14 m, offrant une voie de circulation et une voie de stationnement par direction. À la hauteur de la rue de la Savane, on retrouve une voie auxiliaire de virage à gauche du sud vers l'ouest, en plus d'une voie permettant les mouvements tout droit et virage à droite. Des saillies ont récemment été implantées sur la rue Mountain Sights, notamment à la hauteur de la rue Ferrier, permettant de réduire la largeur des traverses piétonnes.

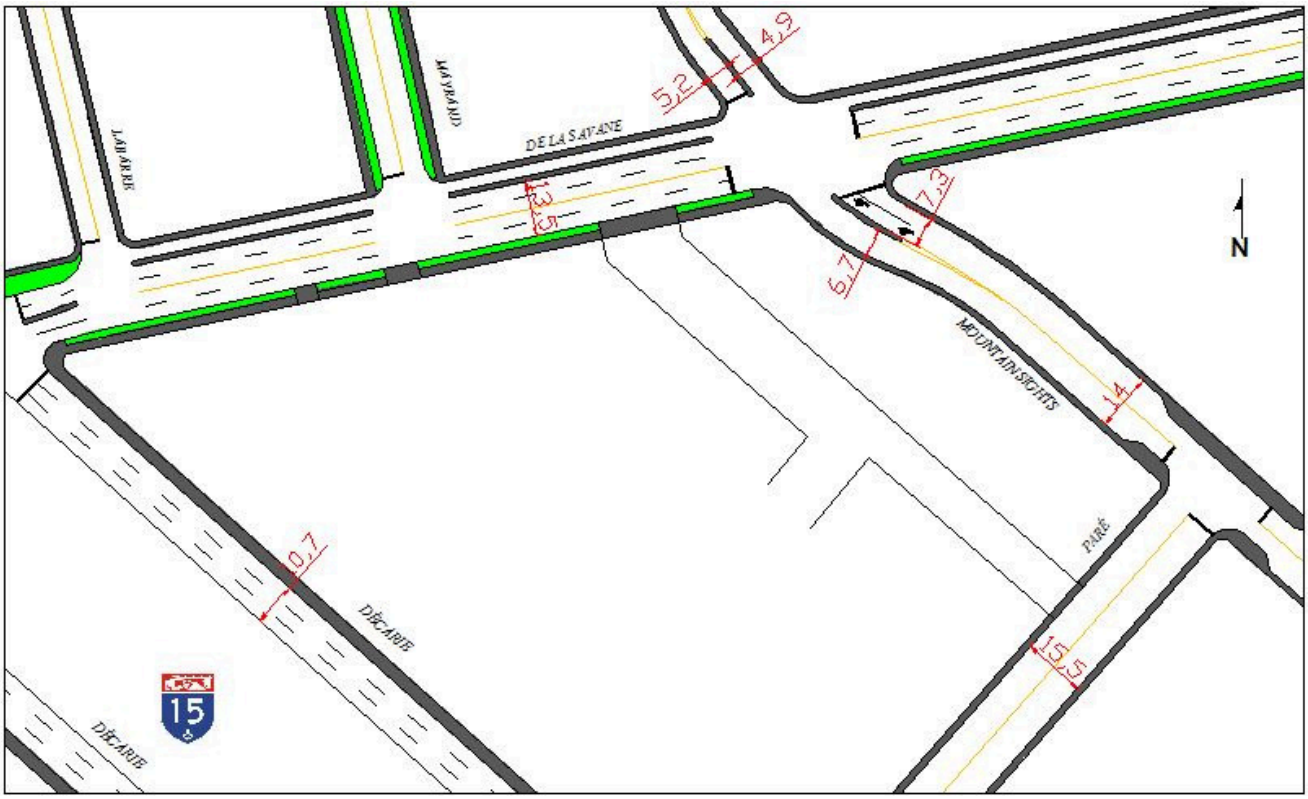
2.2.3 Boulevard Décarie

Le boulevard Décarie fait partie du réseau artériel de la Ville. D'une largeur de chaussée de l'ordre de 10,7 m, cet axe est doté de trois voies de circulation par direction.

2.2.4 Rue Ferrier

La rue Ferrier joue le rôle d'une collectrice. Elle est raccordée à la rue Mountain Sights à son extrémité est et croise le boulevard Décarie. La largeur de la chaussée de la rue Ferrier est de l'ordre de 15,5 m, offrant une voie de circulation et une voie de stationnement par direction.

Figure 3 - Principales caractéristiques géométriques



2.3 Règlementation du stationnement

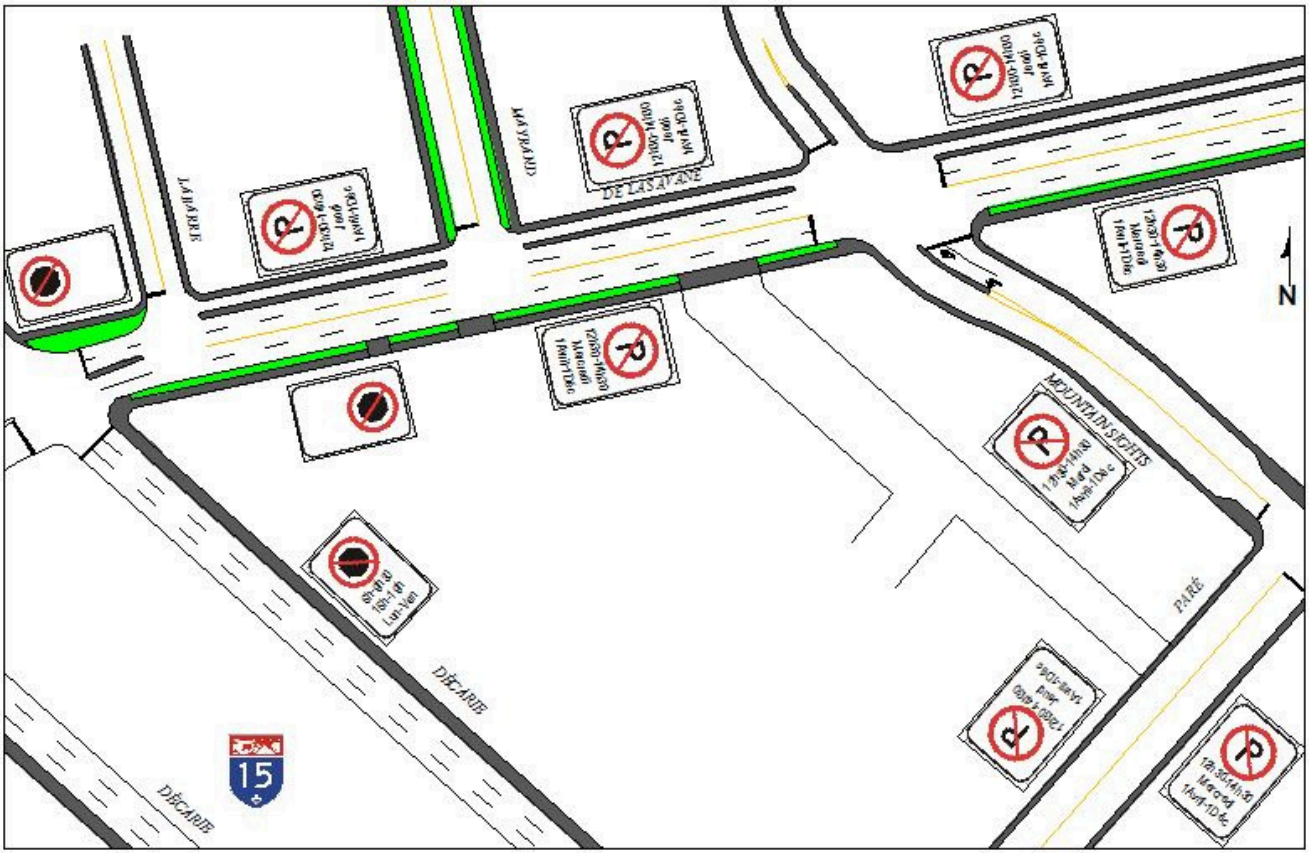
La figure 4 illustre la règlementation du stationnement sur rue ne dans la zone d'étude. Généralement, le stationnement sur rue est permis, sauf lors des périodes d'entretien. L'arrêt est cependant interdit en tout temps aux endroits suivants :

- Rue de la Savane, des deux côtés, entre la rue Royalmount et la rue Labarre;
- Rue de la Savane, du côté sud, entre la rue Labarre et la rue Mayrand;
- Rue Mountain Sights, des deux côtés, aux bords de la rue de la Savane.
- Boulevard Décarie, côté longeant l'autoroute

Sur le boulevard Décarie, l'arrêt est interdit entre 6h et 9h30 et entre 15h et 19h, du lundi au vendredi, du côté du trottoir.

Il n'y a pas de règlementation sur la rue Mountain Sights, du côté est, entre la rue Ferrier et la rue de la Savane, à l'exception de la zone d'arrêt interdit à l'approche de la rue de la Savane. L'installation du panneau a peut-être été oubliée suite aux travaux de réaménagement géométrique de l'axe.

Figure 4 - Réglementation du stationnement sur rue



2.4 Vitesse affichée

La vitesse affichée est de 40 km/h sur la rue de la Savane. Elle est de 30 km/h sur la rue Mountain Sights et la rue Ferrier et de 50 km/h sur le boulevard Décarie.

2.5 Contrôle de la circulation

On retrouve des feux de circulation aux intersections suivantes :

- De la Savane/Mountain Sights;
- Mountain Sights/Ferrier;
- Décarie/de la Savane et Décarie/Royalmount.

Les feux fonctionnent en temps fixe, sans détecteurs véhiculaires ni boutons d'appel.

Feux à décompte numérique

Les feux pour piétons à décompte numériques sont présents aux différentes intersections mentionnées précédemment. Par contre, la traverse de la rue Mountain Sights à la hauteur de la rue Ferrier en est dépourvue.

La traverse des piétons est interdite du côté de l'autoroute aux intersections Décarie/de la Savane (côté ouest) et Décarie/Royalmount (côté est).

Il est à souligné une différence dans la programmation des feux de piétons à l'intersection de la Savane/Mountain Sights. Par exemple, certains signaux pour piétons affichent un décompte dès le début de l'apparition de la silhouette alors que d'autres signaux pour la même intersection affichent un décompte dès l'apparition de la main clignotante. Un ajustement pourrait être souhaitable.

Programmation des phases

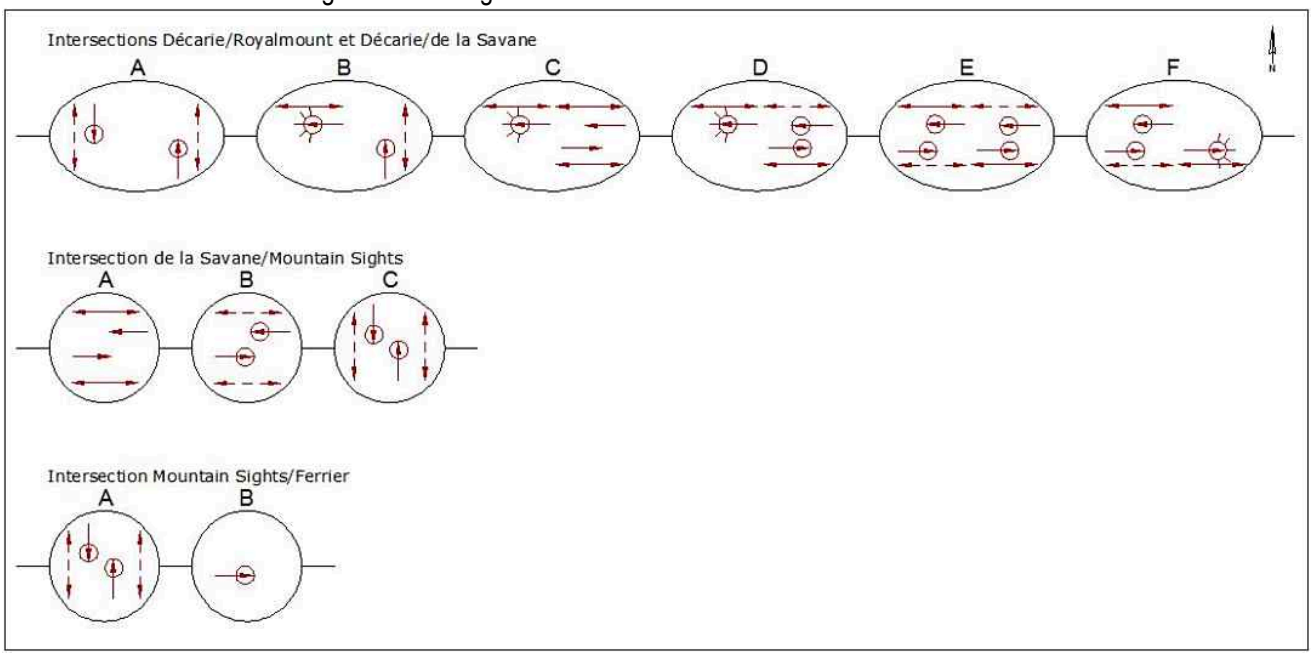
La figure 5 illustre les phases des feux de circulation. À l'intersection de la Savane/Mountain Sights, on retrouve une phase piétonne semi-protégée uniquement pour la traverse de la rue Mountain Sights. Les virages à gauche sont permissifs tout comme à l'intersection Mountain Sights/Ferrier.

À l'intersection Décarie/de la Savane, on retrouve une phase piétonne semi-protégée pour la traverse du boulevard Décarie seulement. On retrouve également une phase de virage à gauche prioritaire retardée en direction est.

À l'intersection Décarie/Royalmount, il y a une phase avancée de virage à gauche en provenance de l'est.

Le cycle des feux de circulation à ces différentes intersections est de 80 secondes aux périodes de pointe.

Figure 5 - Phasage des feux de circulation à diverses intersections



2.6 Transport en commun

Le site de développement se situe dans un rayon d'environ 330 m de la station de métro de la Savane de la ligne orange de métro (figure 6). À proximité immédiate du site de développement, on retrouve les circuits d'autobus de la STM suivants :

- 17 (Décarie), avec un arrêt localisé à la hauteur de l'intersection Décarie/de la Savane (direction nord) et de l'intersection Décarie/Royalmount (direction sud); ces deux arrêts sont localisés à moins de 200 m du site.
- 92 (Jean-Talon) avec un arrêt localisé près de l'intersection Décarie/Paré, à environ 400 m du site.

Ce dernier circuit d'autobus relie le secteur à la gare de train Canora et à la station de métro du Parc de la ligne bleue de métro.

Figure 6 - Desserte en transport en commun



Source : STM.info

2.7 Réseau cyclable

Tel que mentionné précédemment, on retrouve une nouvelle piste cyclable bidirectionnelle du côté nord de la rue de la Savane. Celle-ci est raccordée sur celle de la rue Victoria, au nord de la rue Jean-Talon. Le prolongement à l'étude du réseau cyclable au sud de la rue Jean-Talon permettrait de raccorder le secteur avec celui de l'Université de Montréal, un important générateur de déplacement.

La station Bixi la plus près se situe à l'intersection Victoria/Kent, soit à plus de 1 km du site.

2.8 Débits de circulation

Des comptages directionnels de la circulation ont été effectués au mois de janvier 2019. À la demande de la Ville, de nouveaux comptages ont été effectués en mars 2019, soit quelques semaines après la mise en opération des nouveaux feux de circulation à l'intersection Victoria/Paré. Seule l'intersection de la Savane/Mountain Sights a été relevée à deux reprises. L'implantation des nouveaux feux n'a pas eu d'impact dans le secteur à l'étude. Par exemple, entre 7h30 et 8h30, 748 véhicules ont croisé ladite intersection en janvier 2019 contre 765 véhicules en mars 2019. Entre 16h30 et 17h30, 979 véhicules ont croisé ladite intersection en janvier 2019 contre 978 véhicules en mars 2019. Pour cette raison, nous avons limité le dédoublement des relevés à une seule intersection.

Les débits bruts apparaissent à l'annexe 1. Les débits ont été ajustés en fonction d'un jour ouvrable moyen et d'un mois moyen. Ils ont, par la suite, été balancés. Des relevés secondaires ont été effectués aux accès du site à l'étude aux heures de pointe du matin et du soir.

Les figures 7 et 8 illustrent les débits véhiculaires dans le secteur à l'étude, respectivement pour les heures de pointe du matin et du soir.

À l'heure de pointe du matin (7h30-8h30), le débit de circulation total (dans les deux directions) sur la rue de la Savane, entre les rues Mountain Sights et Mayrand, est de l'ordre de 630 véh/h. Sur la rue Mountain Sights, entre les rues de la Savane et Ferrier, il est de l'ordre de 220 véh/h à la même période.

À l'heure de pointe du soir (16h30-17h30), le débit de circulation total (dans les deux directions) sur la rue de la Savane, entre les rues Mountain Sights et Mayrand, est de l'ordre de 690 véh/h. Entre les rues de la Savane et Ferrier, il est de l'ordre de 360 véh/h sur la rue Mountain Sights à la même période.

La répartition des débits montre que la direction de pointe sur la rue de la Savane est la direction ouest le matin et la direction est le soir.

À noter un débit de plus de 400 véh/h à l'heure de pointe du soir pour le mouvement provenant du nord sur le boulevard Décarie et tournant à gauche vers la rue de la Savane.

Autres éléments à noter concerne le débit de circulation sur la rue Labarre. On retrouve 125 véhicules qui effectuent un virage à droite en provenance de ladite rue vers l'ouest à l'heure de pointe du matin. Ce débit est de 136 véh/h à l'heure de pointe du soir. Une proportion élevée d'entre eux se dirige vers le boulevard Décarie en direction sud. Ainsi, nous avons observé, à plusieurs occasions, la présence de véhicules de biais à la sortie de la rue de Labarre afin de rejoindre immédiatement la voie de gauche (photo 3). La présence des files d'attente sur la rue de la Savane, à l'approche du boulevard Décarie, affecte le mouvement de virage à gauche de l'ouest vers la rue de Labarre. En période hivernale, avec une accumulation de neige dans la voie de droite sur la rue de la Savane, la présence d'un véhicule désirant tourner à gauche vers la rue Labarre peut occasionner un refoulement dans l'intersection Décarie/Labarre. Le virage à gauche de la rue Labarre vers la rue de la Savane est également problématique en présence de files d'attente. Les photos 4 et 5 montrent un camion sortant de la rue Labarre (photo 4) qui a dû reculer (photo 5), pour compléter sa manœuvre.

Photo 3 - Sortie à droite de la rue Labarre pour rejoindre la voie de gauche



Photo 4 - Sortie à gauche de la rue Labarre



Photo 5 - Manœuvre de recul d'un camion sortant de la rue Labarre



Figure 7 - Débits (véh/h) directionnels - Heure de pointe du matin

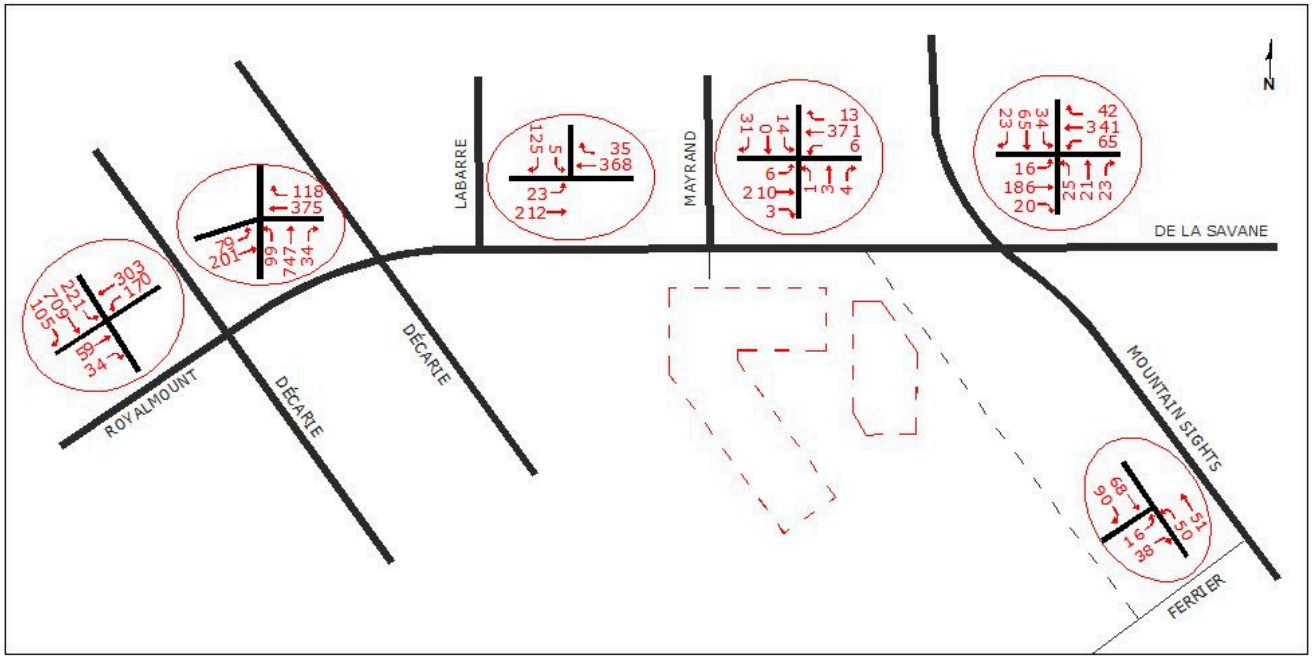
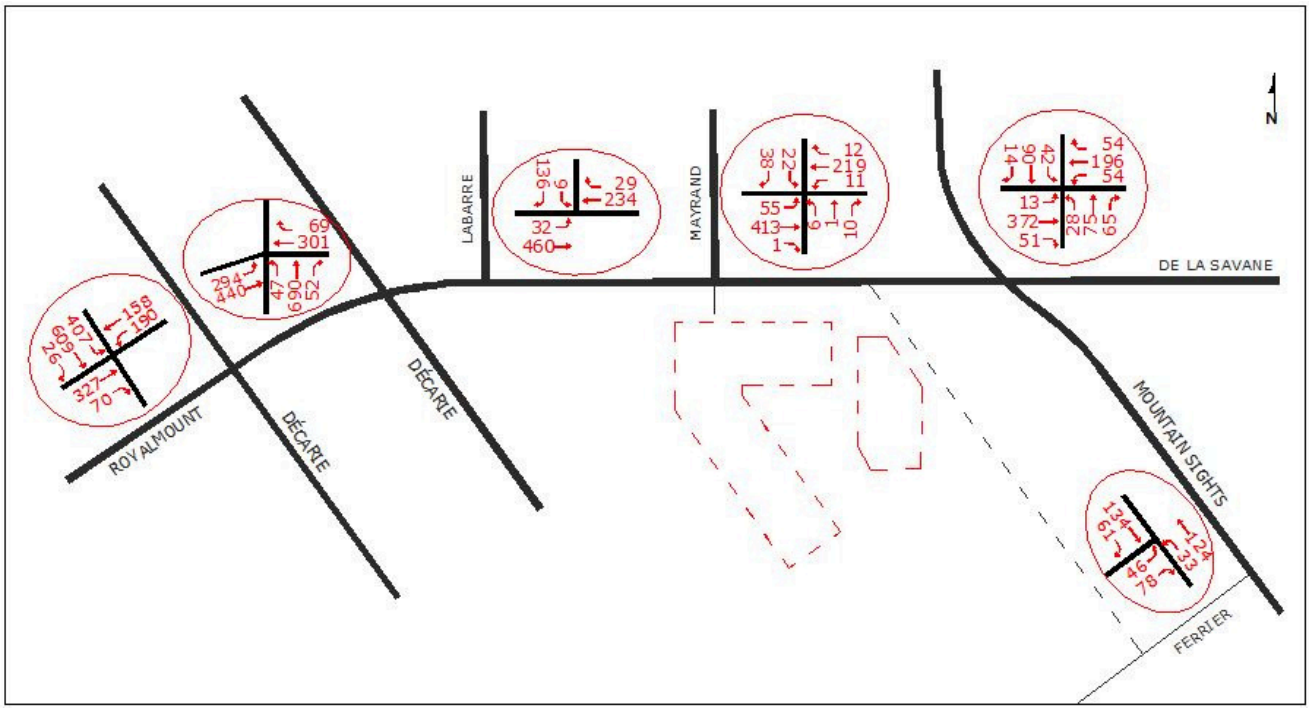


Figure 8 - Débits (véh/h) directionnels - Heure de pointe du soir



2.9 Conditions d'écoulement de la circulation

Les conditions d'écoulement de la circulation sont simulées aux heures de pointe du matin et du soir aux intersections mentionnées précédemment. L'outil Synchro 10 est utilisé pour la modélisation des intersections et pour la détermination des rapports débit/capacité alors que SimTraffic est utilisé pour les simulations afin de déterminer les retards et les niveaux de service (moyenne de 5 passes). Le tableau 1 résume les résultats des analyses pour les principales intersections alors que l'annexe 1 présente les résultats détaillés pour l'ensemble des intersections de la zone d'étude.

À l'heure de pointe du matin, le rapport débit/capacité est supérieur à l'unité à l'endroit suivant :

- Intersection Décarie/de la Savane, approche est (direction ouest), virage à droite (d/c de 1,03)

Cela semble être dû par la combinaison de deux facteurs, soit une priorité pour les piétons (flèche tout droit pendant 7 secondes) et au nombre élevé de piétons traversant le boulevard Décarie à cet endroit (près de 200 piétons/h). Étant donné que le rapport débit/capacité dudit mouvement dépasse l'unité, le niveau de service obtenu est F, malgré un retard moyen de 33,5 sec/véh. Aucun autre mouvement ne présente un niveau de service F aux principales intersections. Ils varient de A à C.

Tableau 1 - Analyse de capacité
Situation actuelle - Heures de pointe du matin et du soir

Intersection	Approche	Mouvement	Heure de pointe du matin			Heure de pointe du soir		
			Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service	Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service
de la Savane/Mountain Sights	Nord	Virage à gauche	34	0,23	16,5 B	42	0,26	19,0 B
		Tout droit	65	0,23	14,7 B	90	0,26	17,0 B
		Virage à droite	23	0,23	15,1 B	14	0,26	16,8 B
	Sud	Virage à gauche	25	0,09	30,6 C	28	0,08	27,4 C
		Tout droit	21	0,11	14,5 B	75	0,23	16,1 B
		Virage à droite	23	0,11	18,4 B	65	0,23	18,0 B
	Est	Virage à gauche	65	0,28	26,7 C	54	0,31	45,3 D
		Tout droit	341	0,52	19,0 B	196	0,33	20,5 C
		Virage à droite	42	0,14	18,6 B	54	0,16	21,4 C
	Ouest	Virage à gauche	16	0,11	20,4 C	13	0,08	7,7 A
		Tout droit	186	0,28	8,8 A	372	0,54	5,2 A
		Virage à droite	20	0,08	9,0 A	51	0,14	6,1 A
	Ensemble des mouvements				16,4 B			14,9 B
Mountain Sights/Paré	Nord	Tout droit	68	0,23	13,1 B	134	0,27	12,6 B
		Virage à droite	90	0,23	12,2 B	61	0,27	11,7 B
	Sud	Virage à gauche	50	0,21	10,7 B	33	0,24	10,6 B
		Tout droit	51	0,21	8,0 A	124	0,24	8,5 A
	Ouest	Virage à gauche	16	0,19	16,4 C	46	0,43	19,3 C
		Virage à droite	38	0,19	18,9 C	78	0,43	19,5 C
	Ensemble des mouvements				12,3 B			12,8 B
de la Savane/Mayrand	Nord	Virage à gauche	14	0,09	10,4 B	22	0,20	10,0 A
		Tout droit	0			0		
		Virage à droite	31	0,09	7,0 A	38	0,20	4,1 A
	Sud	Virage à gauche	1	0,02		6	0,11	5,9 A
		Tout droit	3	0,02	8,7 A	1	0,11	6,3 A
		Virage à droite	4	0,02	3,2 A	10	0,11	4,6 A
	Est	Virage à gauche	6	0,02	2,0 A	11	0,02	2,8 A
		Tout droit	371	0,02	0,8 A	219	0,02	0,4 A
		Virage à droite	13	0,02	0,1 A	12	0,02	0,3 A
	Ouest	Virage à gauche	6	0,01	5,1 A	55	0,07	3,0 A
		Tout droit	210	0,08	0,3 A	413	0,14	0,5 A
		Virage à droite	3	0,08	0,1 A	1	0,14	0,2 A
	Ensemble des mouvements				1,3 A			1,2 A
Décarie/de la Savane	Sud	Virage à gauche	99	0,42	13,8 B	47	0,36	11,8 B
		Tout droit	747	0,42	11,6 B	690	0,36	11,6 B
		Virage à droite	34	0,42	11,1 B	52	0,36	9,8 A
	Est	Tout droit	375	0,74	34,3 C	301	0,51	31,9 C
		Virage à droite	118	1,03	33,5 F	69	0,74	27,8 C
	Ouest	Virage à gauche	79	0,26	34,2 C	294	0,84	36,9 D
		Tout droit	201	0,39	23,9 C	440	0,78	25,1 C
	Ensemble des mouvements				20,7 C			22,2 C
Décarie/Royalmount	Nord	Virage à gauche	221	0,62	24,4 C	407	0,59	93,0 F
		Tout droit	709	0,62	20,3 C	609	0,59	20,4 C
		Virage à droite	195	0,62	19,0 B	25	0,59	17,2 B
	Est	Virage à gauche	170	0,31	6,4 A	190	0,42	26,4 C
		Tout droit	303	0,35	7,7 A	158	0,29	6,2 A
	Ouest	Tout droit	59	0,18	21,7 C	327	0,51	37,0 D
		Virage à droite	34	0,18	21,0 C	70	0,51	33,3 C
	Ensemble des mouvements				17,0 B			39,1 D

Moyenne de 5 passes SimTraffic

LÉGENDE:

- Niveau de service A, B ou C
- Niveau de service D
- Niveau de service E
- Niveau de service F

À l'heure de pointe du soir, aucun mouvement ne présente un rapport débit/capacité est supérieur à l'unité. Tous les niveaux de service obtenus varient de A à C, à l'exception des mouvements suivants :

- Intersection de la Savane/Mountain Sights, approche est, virage à gauche (retard moyen de 45,3 sec/véh; niveau de service D);
- Intersection Décarie/de la Savane, approche ouest, virage à gauche (retard moyen de 36,9 sec/véh; niveau de service D);
- Intersection Décarie/Royalmount, approche ouest, mouvement tout droit (retard moyen de 37,0 sec/véh; niveau de service D);
- Intersection Décarie/Royalmount, approche nord, virage à gauche (retard moyen de 93,0 sec/véh; niveau de service F).

3. GÉNÉRATION ET DISTRIBUTION DES DÉPLACEMENTS

3.1 Génération des déplacements

La génération des déplacements du projet est estimée à partir des taux moyens de génération du document « Trip Generation », de l' « Institute of Transportation Engineers ». Les taux sont ajustés afin de tenir compte des différentes parts modales des déplacements. Comme on retrouve un accès indépendant au stationnement intérieur pour les deux bâtiments, la génération de chaque bâtiment a été adressée de façon distincte.

Certaines hypothèses ont été considérées dans l'évaluation des débits générés. Pour les logements abordables, le taux utilisé correspond à 80% de celui des condominiums alors que pour les logements de la coopérative, le taux utilisé correspond à 50% du taux des condominiums. Pour les commerces, nous considérons 30% de circulation de type « Pass-By ».

Le tableau 2 présente les débits générés aux heures de pointe du matin et du soir pour le développement résidentiel du bâtiment principal.

Tableau 2 - Génération des déplacements - Bâtiment principal - Partie résidentielle

Développement			Heure de pointe du matin		Heure de pointe du soir	
			Entrant	Sortant	Entrant	Sortant
Bâtiment principal / Résidentiel						
- Condominium [1]	275	unités	18	76	65	40
- Logement abordable [2]	70	unités	4	15	13	8
Répartition modale [3]						
- Mode automobile (véh/h)			10	41	35	22
- Transport en commun (usagers/h)			9	40	34	21
- Déplacements actifs (piétons-cyclistes/h)			2	10	9	5

Sources:

1: Trip Generation, ITE (code 232)

2: Trip Generation, ITE (code 232); facteur de réduction de 20%

3: Répartition modale en fonction de l'enquête origine-destination AMT 2013, période de pointe du matin

Le tableau 3 présente les débits générés aux heures de pointe du matin et du soir pour le développement commercial du bâtiment principal.

Tableau 3 - Génération des déplacements - Bâtiment principal - Partie commerciale

Développement	Heure de pointe du matin		Heure de pointe du soir	
	Entrant[2]	Sortant[2]	Entrant[2]	Sortant[2]
Bâtiment principal / Commercial				
- Commerces [1] 7 535 pi.ca.	4	3	13	15
Répartition modale [2]				
- Transport en commun (usagers/h)	2	1	6	6
- Déplacements actifs (piétons-cyclistes/h)	0	0	0	1
- Mode automobile (véh/h)	2	1	6	7
- Pass-By (30%)	1	0	2	2
- Nouveaux déplacements (70%)	1	1	4	5

Sources:

1: Répartition modale en fonction de l'enquête origine-destination AMT 2013, période de pointe du matin

2: Trip Generation, ITE (code 820)

Le tableau 4 présente les débits générés aux heures de pointe du matin et du soir pour le développement résidentiel de la COOP.

Tableau 4 - Génération des déplacements - COOP

Développement	Heure de pointe du matin		Heure de pointe du soir	
	Entrant[2]	Sortant[2]	Entrant[2]	Sortant[2]
Bâtiment secondaire / Résidentiel				
- Coopérative [1] 87 unités	4	18	18	9
Répartition modale [2]				
- Mode automobile (véh/h)	2	8	8	4
- Transport en commun (usagers/h)	2	8	8	4
- Déplacements actifs (piétons-cyclistes/h)	0	2	2	1

Sources:

1: Trip Generation, ITE (code 220); facteur de réduction de 50%

2: Répartition modale en fonction de l'enquête origine-destination AMT 2013, période de pointe du matin

3.2.1 Déplacements véhiculaires

À l'heure de pointe du matin, le bâtiment principal génère un débit de 54 véh/h (12 véh/h entrant et 42 véh/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 10 véh/h (2 véh/h entrant et 8 véh/h sortant).

À l'heure de pointe du soir, le bâtiment principal génère un débit de 70 véh/h (41 véh/h entrant et 29 véh/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 12 véh/h (8 véh/h entrant et 4 véh/h sortant).

3.2.2 Déplacements en transport en commun

À l'heure de pointe du matin, le bâtiment principal génère un débit de 52 usagers du TC (11 usagers/h entrant et 41 usagers/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 10 usagers du TC (2 véh/h entrant et 8 véh/h sortant).

À l'heure de pointe du soir, le bâtiment principal génère un débit de 67 usagers du TC (40 usagers/h entrant et 27 usagers/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 12 usagers du TC (8 véh/h entrant et 4 véh/h sortant).

3.2.3 Déplacements actifs

À l'heure de pointe du matin, le bâtiment principal génère un débit de 14 déplacements actifs (2 déplacements/h entrant et 12 déplacements/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 2 déplacements actifs sortant.

À l'heure de pointe du soir, le bâtiment principal génère un débit de 15 déplacements actifs (9 déplacements/h entrant et 6 déplacements/h sortant). Le bâtiment secondaire génère un débit de 3 déplacements actifs (2 déplacements/h entrant et 1 déplacement/h sortant).

3.2 Distribution et affectation des déplacements véhiculaires

La distribution de la circulation tient compte des patrons de la circulation actuelle aux abords du site. De plus, nous prenons comme hypothèse que la totalité des usagers se déplaçant en automobile utilisera les stationnements intérieurs, constituant la version d'analyse la plus critique. Les figures 9 et 10 illustrent la distribution considérée respectivement pour les heures de pointe du matin et du soir.

Aucun mouvement dans le secteur d'étude ne s'accroit de plus de 30 véh/h.

Figure 9 - Distribution des déplacements générés
Heure de pointe du matin

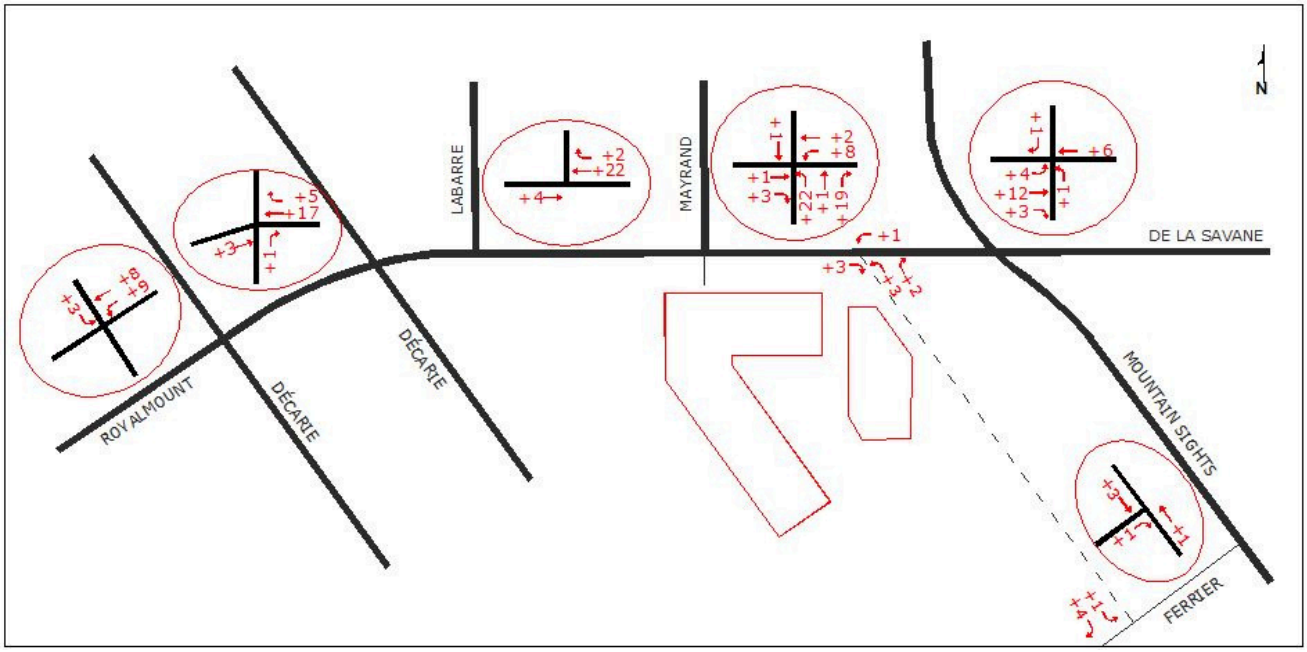
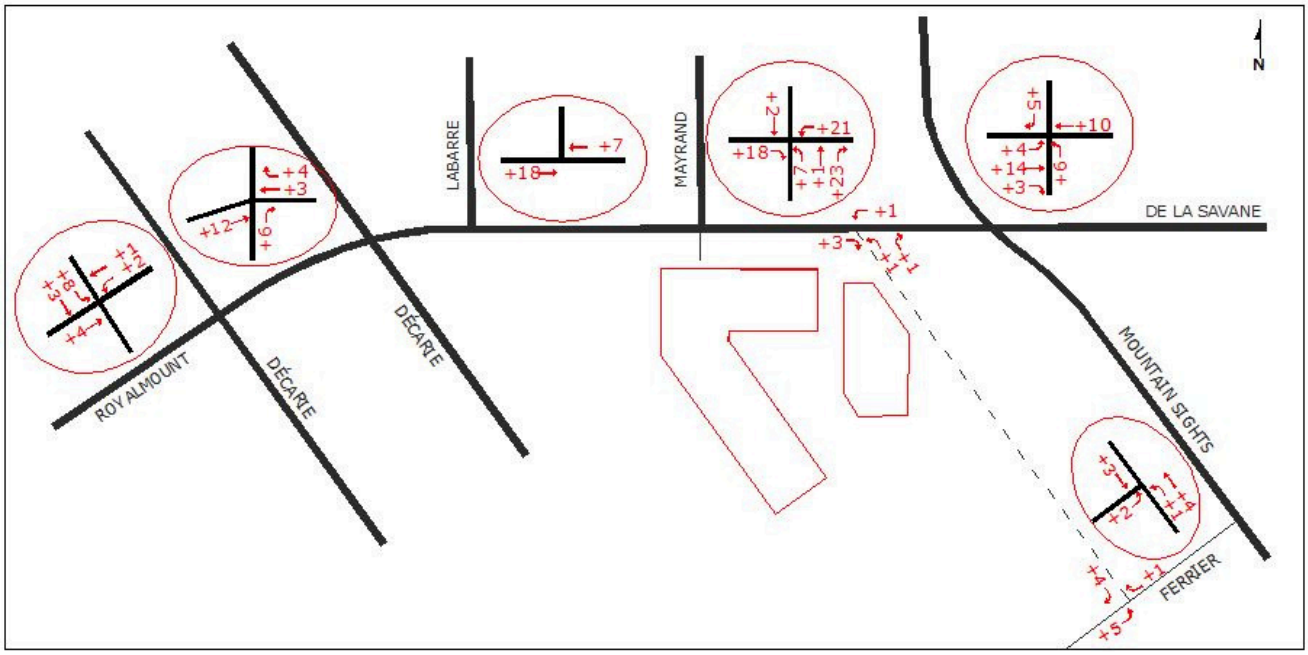


Figure 10 - Distribution des déplacements générés
Heure de pointe du soir



4. IMPACTS ET MESURES D'ATTÉNUATION

4.1 Impact sur l'écoulement de la circulation

Le tableau 5 résume les résultats des analyses de capacité, des retards et niveaux de service suite à l'implantation du projet alors que l'annexe 2 présente les résultats détaillés. Pour les fins de ce rapport, les débits existants entrant et sortant du site ont été conservés compte tenu du faible nombre de véhicules impliqués.

À l'heure de pointe du matin, 5 mouvements présentent une détérioration d'un niveau de service. Il s'agit des mouvements suivants :

- Intersection de la Savane/Mountain Sights, approche est, mouvement tout droit, niveau de service passant de B à C (accroissement du retard de 1,9 sec/véh);
- Intersection de la Savane/Mountain Sights, approche est, virage à droite, niveau de service passant de B à C (accroissement du retard de 2,4 sec/véh);
- Intersection de la Savane/Mayrand, approche sud, mouvement tout droit, niveau de service passant de A à B (accroissement du retard de 3,8 sec/véh);
- Intersection Décarie/de la Savane, approche est, mouvement tout droit, niveau de service passant de C à D (accroissement du retard de 1,0 sec/véh);
- Intersection Décarie/de la Savane, approche ouest, virage à gauche, niveau de service passant de C à D (accroissement du retard de 2,1 sec/véh);

Aucun mouvement ne subit une détérioration de deux niveaux de service.

À l'heure de pointe du soir, 3 mouvements présentent une détérioration d'un niveau de service. Il s'agit des mouvements suivants :

- Intersection de la Savane/Mountain Sights, approche ouest, virage à gauche, niveau de service passant de A à B (accroissement du retard de 6,8 sec/véh);
- Intersection de la Savane/Mayrand, approche nord, virage à gauche, niveau de service passant de A à B (accroissement du retard de 4,5 sec/véh);
- Intersection Décarie/de la Savane, approche sud, virage à droite, niveau de service passant de A à B (accroissement du retard de 0,7 sec/véh);

Aucun mouvement ne subit une détérioration de deux niveaux de service.

Tableau 5 - Analyse de capacité
Situation prévisible - Heures de pointe du matin et du soir

Intersection	Approche	Mouvement	Heure de pointe du matin			Heure de pointe du soir		
			Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service	Débit (véh/h)	Débit/capacité	Retard (sec/véh) et niveau de service
de la Savane/Mountain Sights	Nord	Virage à gauche	34	0,23	17,5 B	42	0,28	17,5 B
		Tout droit	65	0,23	15,1 B	90	0,28	16,3 B
		Virage à droite	24	0,23	15,4 B	19	0,28	16,4 B
	Sud	Virage à gauche	26	0,09	31,4 C	34	0,11	26,8 C
		Tout droit	21	0,11	15,8 B	75	0,23	16,0 B
		Virage à droite	23	0,11	17,5 B	65	0,23	17,4 B
	Est	Virage à gauche	65	0,28	30,5 C	54	0,32	44,2 D
		Tout droit	347	0,53	20,9 C	206	0,35	23,8 C
		Virage à droite	42	0,14	21,0 C	54	0,16	26,3 C
	Ouest	Virage à gauche	16	0,13	16,6 B	17	0,10	14,5 B
		Tout droit	186	0,30	7,2 A	386	0,56	6,4 A
		Virage à droite	20	0,09	7,2 A	54	0,15	8,2 A
	Ensemble des mouvements				17,5 B			16,6 B
Mountain Sights/Paré	Nord	Tout droit	71	0,24	12,7 B	137	0,28	13,2 B
		Virage à droite	90	0,24	11,9 B	61	0,28	11,0 B
	Sud	Virage à gauche	50	0,21	12,2 B	36	0,24	12,3 B
		Tout droit	52	0,21	9,0 A	128	0,24	7,9 A
	Ouest	Virage à gauche	16	0,20	15,7 C	48	0,43	20,6 C
		Virage à droite	39	0,20	18,7 C	78	0,43	19,7 C
	Ensemble des mouvements				12,5 B			13,1 B
de la Savane/Mayrand	Nord	Virage à gauche	14	0,10	8,5 A	22	0,26	10,4 B
		Tout droit	1	0,01	13,4 B	2	0,26	8,7 A
		Virage à droite	31	0,10	8,4 A	38	0,26	4,0 A
	Sud	Virage à gauche	23	0,15	12,5 B	13	0,31	6,1 A
		Tout droit	4	0,15	12,5 B	2	0,31	8,7 A
		Virage à droite	23	0,15	5,8 A	33	0,31	4,3 A
	Est	Virage à gauche	14	0,02	3,7 A	32	0,05	2,9 A
		Tout droit	373	0,02	1,2 A	219	0,05	0,7 A
		Virage à droite	13	0,02	0,1 A	12	0,05	0,3 A
	Ouest	Virage à gauche	6	0,01	4,3 A	55	0,07	3,1 A
		Tout droit	211	0,08	0,3 A	413	0,18	0,6 A
		Virage à droite	6	0,08	0,1 A	19	0,18	0,3 A
	Ensemble des mouvements				2,1 A			1,5 A
Décarie/de la Savane	Sud	Virage à gauche	100	0,42	13,4 B	47	0,36	11,0 B
		Tout droit	747	0,42	11,9 B	690	0,36	11,3 B
		Virage à droite	34	0,42	12,6 B	58	0,36	10,5 B
	Est	Tout droit	392	0,78	35,2 D	304	0,51	30,0 C
		Virage à droite	123	1,07	34,9 F	73	0,79	27,6 C
	Ouest	Virage à gauche	79	0,27	36,3 D	294	0,84	37,5 D
		Tout droit	204	0,40	26,4 C	452	0,78	25,2 C
	Ensemble des mouvements				21,7 C			21,8 C
Décarie/Royalmount	Nord	Virage à gauche	224	0,62	28,9 C	415	0,60	93,7 F
		Tout droit	709	0,62	21,1 C	612	0,60	19,4 B
		Virage à droite	195	0,62	18,5 B	25	0,60	19,4 B
	Est	Virage à gauche	179	0,33	6,7 A	182	0,43	27,3 C
		Tout droit	311	0,36	7,0 A	159	0,30	5,8 A
	Ouest	Tout droit	59	0,18	20,8 C	331	0,51	37,1 D
		Virage à droite	34	0,18	24,4 C	70	0,51	32,0 C
	Ensemble des mouvements				17,9 B			39,0 D

Moyenne de 5 passes SimTraffic

LÉGENDE:

- Niveau de service A, B ou C
- Niveau de service D
- Niveau de service E
- Niveau de service F

4.2 Pertinence d'intervention

Selon les « Exigences en matière d'étude d'impact sur les déplacements » de la ville de Montréal, une intervention est pertinente :

> *« lorsqu'il y a détérioration importante du niveau de service d'un mouvement (perte de 2 niveaux de service), des mesures de mitigation des impacts du projet pour le secteur environnant doivent être recherchées. Par exemple, passage du niveau de service de B à D, de C à E ou de D à F. Il en est de même si le niveau de service d'un mouvement est déjà à E ou F avant l'implantation du projet, et que plus de 30 véh/h supplémentaires sont anticipés pour ce mouvement suite au projet».*

Comme mentionné précédemment, aucune détérioration de deux niveaux de service n'est envisagée par le projet à l'étude. De plus, l'accroissement de la circulation envisagé pour les mouvements présentement problématiques n'est que de 5 véh/h pour le virage à droite à l'approche est de l'intersection Décarie/de la Savane à l'heure de pointe du matin et que de 8 véh/h pour le virage à gauche à l'approche nord de l'intersection Décarie/Royalmount à l'heure de pointe du soir, ces deux mouvements présentant actuellement un niveau de service F.

Ainsi, selon l'énoncé mentionné ci-dessus, le projet ne requiert pas d'intervention afin d'atténuer les impacts sur les conditions de l'écoulement de la circulation.

4.3 Stationnement hors rue

4.3.1 Exigences de l'arrondissement

La réglementation de l'arrondissement (article 560 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce [01-276]) indique un nombre minimal de places de stationnement de :

- 1 place de stationnement par deux unités d'habitation, pour les unités de plus de 50 m^2;
- 1 place de stationnement par quatre unités d'habitation, pour les unités de moins de 50 m^2;
- 1 place de stationnement pour 200 m^2 de superficie commerciale.

Comme le site se situe à plus de 150 m de la station de métro la plus près, les taux mentionnés ci-dessus ne peuvent être réduits.

Le projet prévoit :

- 172 unités de stationnement pour les résidents du bâtiment principal, soit un taux de 0,5 espace/unité d'habitation, correspondant au règlement municipal;
- 25 unités de stationnement pour les résidents de la COOP, soit un taux de 0,29 espace/unité, alors que le minimum requis, selon le règlement, est de 43 unités.

Aucune place n'est prévue pour les commerces alors que le règlement municipal requiert 3 espaces.

Au bilan, il y a un manque de 22 espaces de stationnement pour le projet. Des mesures devront être mises en place afin de favoriser les déplacements autres qu'en voiture solo. Notons que 8 espaces de stationnement seront réservés à l'autopartage.

4.3.2 Taux selon l'enquête O-D

Selon les résultats de l'enquête origine-destination 2013 de l'AMT, le taux de possession automobile dans le secteur Côte-des-Neiges est de 0,78 auto/logis (annexe 3). Ce taux moyen est largement supérieur au taux de l'offre en espaces de stationnement pour ce projet.

4.3.4 Conclusion particulière

Ainsi, en fonction des différents taux de stationnement mentionné ci-dessus, des mesures d'accompagnement sont requises afin de favoriser les déplacements alternatifs à l'automobile. Les mesures pourront prendre avantage sur la présence de la piste cyclable de la rue de la Savane et la proximité de la station de métro de la Savane. D'ailleurs, l'accès à ladite station est facilité par la présence de feux de circulation avec feux pour piétons aux intersections de la Savane/Mountain Sights et Décarie/Mountain Sights.

4.4 Espaces de stationnement pour vélos

Selon l'article 614 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le nombre minimal d'unités de stationnement pour vélo est de 5 pour le premier groupe de 10 logements, plus 1 unité pour chaque groupe de 10 logements additionnels.

Ainsi, pour 345 unités de logement au bâtiment principal, le nombre requis d'unités de stationnement pour vélo est de 39. Pour les 87 unités d'habitation de la COOP, 13 espaces pour vélos sont requis. Selon les informations reçues, le nombre d'espaces de stationnement pour vélos rencontrera les exigences de l'arrondissement.

4.5 Mesures d'accompagnement

Les architectes dans le dossier vont préparer une stratégie d'intégration et de mobilité durable. Certaines mesures complémentaires sont proposées ci-dessous visant l'accessibilité, le confort et la sécurité.

4.5.1 Feux de circulation

À la section 2.5, il est mentionné que le mode de fonctionnement des décomptes numériques diffère d'une traverse à l'autre à l'intersection de la Savane/Mountain Sights. Certains décomptes débutent avec la silhouette et d'autres avec la main clignotante. Un ajustement est souhaité afin de présenter un mode de fonctionnement unique d'un signal à l'autre dans la même intersection.

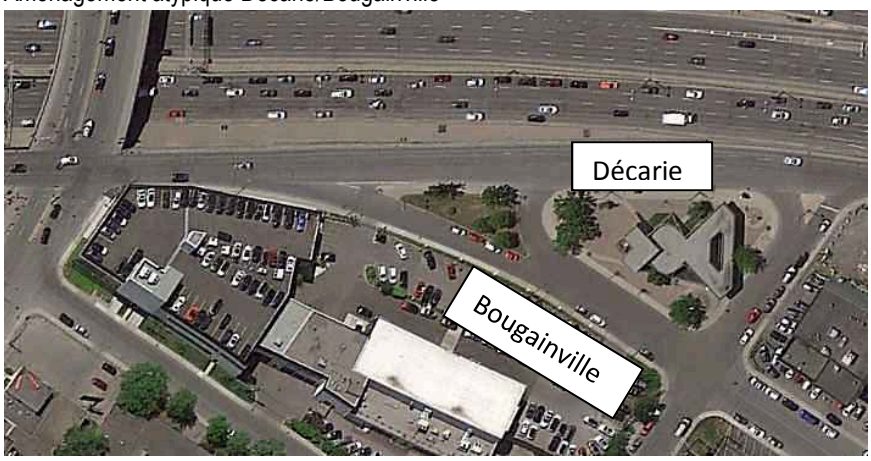
4.5.2 Confort et sécurité

À la section 2.8, il est fait état des problématiques de sécurité à l'intersection de la Savane/Labarre. Le centre de la rue Labarre se situe à environ 20 m du boulevard Décarie. Les virages à gauche de la rue de la Savane vers la rue Labarre peut occasionner un refoulement de la circulation avec conflits à l'intersection Décarie/de la Savane.

Les autorités municipales pourraient envisager le prolongement du terre-plein, que l'on retrouve actuellement entre le boulevard Décarie et la rue Labarre, jusqu'au côté ouest de la rue Labarre, éliminant ainsi des conflits et une situation potentiellement problématiques. Les quelques véhicules affectés pourront emprunter la rue de Sorel pour rejoindre la rue Labarre.

Autre élément affectant le confort et la sécurité des usagers, dans ce cas-ci des usagers vulnérables, est l'aménagement de l'intersection Décarie/Bougainville. L'aménagement actuel (rue à angle) favorise des déplacements véhiculaires à grandes vitesses. La largeur de la traverse des piétons est excessive. Le trottoir du boulevard Décarie est largement utilisé à cet endroit par les usagers du métro.

Aménagement atypique Décarie/Bougainville



Les autorités municipales pourraient envisager un réaménagement géométrique de l'intersection permettant des échanges véhiculaires à plus faible vitesse et une traverse piétonne plus confortable et sécuritaire.

L'aménagement du site devra prévoir des allées éclairées et confortables pour les piétons entre les accès aux bâtiments, la cour intérieure et le réseau routier municipal.

4.5.3 Déplacements à vélo

Il y a lieu de favoriser les déplacements à vélos à partir du site vers l'intersection de la Savane/Mountain Sights, afin de permettre un raccordement le plus direct possible avec la piste cyclable de la rue de la Savane.

L'installation de prises pour vélos électriques pourra être envisagée afin de favoriser ce mode de déplacement pour une clientèle diversifiée.

4.5.4 Écoulement de la circulation

Dans l'axe de la rue de la Savane, à la hauteur de la rue Mountain Sights, on retrouve un mouvement partiellement protégé pour les piétons. La flèche tout droit apparaît en même temps que la silhouette. Étant donné que les véhicules se stationnement jusqu'à la ligne d'arrêt, un véhicule désirant tourner (principalement à gauche) bloque les autres véhicules qui désirent continuer tout droit. Les autorités municipales pourraient envisager l'implantation d'un arrêt interdit à environ 5 m en amont de la ligne d'arrêt, aux deux approches de la rue de la Savane, afin d'éliminer certains conflits et d'améliorer l'écoulement de la circulation, le tout en accord avec le Code de sécurité routière.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le projet de développement est situé du côté sud de la rue de la Savane, entre le boulevard Décarie et la rue Mountain Sights. À cet endroit, on retrouve présentement un bâtiment accueillant bureaux et commerces, dont une piste de Karting. Le site est situé à environ 240 m (vol d'oiseau) de la station de métro de la Savane (ligne orange).

Le projet à l'étude prévoit la construction de deux bâtiments. Le bâtiment principal recevra, au rez-de-chaussée des commerces totalisant 700 m^2 de superficie de plancher et, aux étages, 275 condos d'habitation et 70 logements abordables. Un stationnement intérieur de 172 espaces sera accessible via la rue de la Savane, en face de la rue Mayrand.

Le deuxième bâtiment recevra une coopérative d'habitation avec 87 unités de logement. Un stationnement intérieur de 25 espaces est prévu. Il sera accessible via une allée de circulation localisée à l'extrémité est du site, à l'ouest de la rue Mountain Sights.

5.1 Conclusion

- Problématiques actuelles

  Certaines situations pouvant affecter le confort et la sécurité des usagers méritent d'être soulignées.

  Par exemple, à l'intersection de la Savane/Mountain Sights, certains signaux pour piétons affichent un décompte dès le début de l'apparition de la silhouette alors que d'autres signaux pour la même intersection affichent un décompte dès l'apparition de la main clignotante. Un ajustement est souhaitable.

  L'intersection se la Savane/de Labarre est située à moins de 20 m du boulevard Décarie. L'accès à la rue Labarre en provenance de l'ouest est souvent affecté par les files d'attente sur la rue de la Savane. La sortie à gauche en provenance de la rue Labarre est également affectée par lesdites files d'attente. Des situations conflictuelles ont été observées. Un ajustement pourrait être souhaitable.

  L'accès à la station de métro de la Savane est localisé dans le cadran sud-est de l'intersection Décarie/de Sorel. L'aménagement géométrique à angle de la rue Bougainville, à la hauteur du boulevard Décarie, favorise des déplacements à grande vitesse des véhicules, au détriment de la sécurité des usagers vulnérables. Un ajustement est souhaitable.

- Offre en stationnement

Le projet prévoit :

- 172 unités de stationnement pour les résidents du bâtiment principal, soit un taux de 0,5 espace/unité d'habitation, correspondant au règlement municipal;
- 25 unités de stationnement pour les résidents de la COOP, soit un taux de 0,29 espace/unité, alors que le minimum requis, selon le règlement, est de 43 unités.

Notons que 8 espaces de stationnement seront réservés à l'autopartage.

Aucune place de stationnement n'est prévue pour la partie commerciale. En fonction de la superficie des commerces, un nombre de 3 espaces serait requis selon le règlement municipal.

Il manquerait donc 22 espaces de stationnement pour le projet pour être conforme au règlement. Des mesures devront être mises en place afin de favoriser les déplacements autres qu'en voiture solo.

- Espaces de stationnement pour vélos

Selon les informations reçues, 42 espaces de stationnement pour vélos sont prévus, rencontrant les exigences de l'arrondissement.

- Génération des déplacements véhiculaires

Les déplacements véhiculaires générés sont au nombre 64 véh/h (14 véh/h entrant et 50 véh/h sortant) à l'heure de pointe du matin et de 82 véh/h (49 véh/h entrant et 33 véh/h sortant) pour l'heure de pointe du soir.

- Déplacements en transport en commun

Les déplacements générés en transport en commun sont estimés à 62 usagers à l'heure de pointe du matin et à 79 usagers à l'heure de pointe du soir.

- Déplacements actifs

Les déplacements actifs générés sont estimés à 16 déplacements à l'heure de pointe du matin et à 18 déplacements à l'heure de pointe du soir.

- Impact sur les conditions de l'écoulement de la circulation

  Les analyses de capacité montrent que le projet de développement ne génère pas d'impact significatif sur les conditions actuelles de la circulation. Aucune détérioration de deux niveaux de service n'est prévue et aucun mouvement présentement problématique de présente un accroissement de plus de 30 véh/h.

- Livraison

  Aucun quai de livraison n'est prévu pour la desserte des commerces. Les camions pourront utiliser la ruelle reliant la rue de la Savane à la rue Ferrier pour y arrêter. Aucune manœuvre de recul sur rue n'est requise.

5.2 Recommandations

À la lumière des analyses effectuées, nous recommandons ce qui suit:

1. Ajustement de la programmation des feux de circulation

   Envisager un ajustement à la programmation des feux à décompte numérique de l'intersection de la Savane/Mountain Sights afin que tous les signaux fonctionnent de la même manière (décompte apparaissant au début de la silhouette).

2. Stationnement sur rue

   Envisager d'interdire l'arrêt sur la rue de la Savane, sur une distance de 5 mètres en amont de son intersection avec la rue Mountain Sights, afin de faciliter le contournement d'un véhicule arrêter désirant tourner à droite ou à gauche, améliorant ainsi l'écoulement de la circulation pendant la flèche tout droit.

3. Intersection de la Savane/Labarre

   Envisager l'interdiction de tourner à gauche de l'ouest vers le nord et du nord vers l'est à l'intersection de la Savane/Labarre, compte tenu des problématiques associées à sa proximité avec le boulevard Décarie. Le prolongement du terre-plein dans l'intersection est une alternative à l'implantation d'une signalisation normalisée.

4. Intersection Décarie/Bougainville

   Envisager le réaménagement géométrique de l'intersection afin d'améliorer le confort et la sécurité des déplacements actifs dont le nombre est très élevé à deux pas de la station de métro de la Savane.

5. Bornes électriques pour vélos

   Envisager l'implantation de bornes électriques pour vélos dans le stationnement intérieur, afin de favoriser ce mode de déplacement alternatif à l'automobile.

6. Aménagement des allées pour piétons sur le site

   Tenir compte des besoins des futurs résidents, dont la création d'allées confortables et sécuritaires sur le site. La station de métro de la Savane sera certainement utilisée par plusieurs résidents. Un éclairage des allées permet d'améliorer le confort et le sentiment de sécurité pour les futurs résidents.

7. Stratégie d'intégration et de mobilité durable

   Identifier d'autres stratégies visant la réduction de la dépendance à l'automobile et l'utilisation de l'auto-solo en faveur du transport en commun et des déplacements actifs.

Les mesures 1 à 4 sont du ressort de l'arrondissement alors que les mesures 5 à 7 doivent être effectuées par le promoteur.

ANNEXE 1

DÉBITS DE CIRCULATION

Débits de circulation

Intersection de la Savane/Mountain Sights

	Approche																						Côté							
	Nord						Sud						Est						Ouest						Nord		Sud		Est		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD									
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
7h15 - 7h30	4	0	11	0	2	0	4	0	2	0	5	0	9	0	49	0	6	0	3	0	33	2	1	1	6	0	7	0	6	0	4	0
7h30 - 7h45	7	0	13	0	1	0	3	0	3	0	4	0	12	1	48	1	9	0	4	0	29	2	4	1	5	1	3	0	6	0	3	0
7h45 - 8h	4	0	17	0	4	0	5	0	2	1	3	0	14	1	73	0	6	0	1	0	37	2	3	1	2	0	3	0	4	0	3	0
8h - 8h15	13	0	14	1	6	1	10	1	6	0	9	0	14	0	79	0	12	0	5	0	42	2	3	0	5	0	2	0	8	0	1	0
8h15 - 8h30	8	1	19	0	6	0	5	1	9	0	6	1	22	0	83	2	13	1	6	0	40	0	8	0	6	0	7	0	4	0	7	0
8h30 - 8h45	7	0	24	0	4	1	4	0	5	1	4	0	16	0	79	1	9	0	8	0	38	1	8	1	5	0	5	0	5	0	3	1
8h45 - 9h	9	0	18	0	4	0	5	0	5	0	6	0	11	0	59	2	11	0	6	0	37	1	7	0	5	0	7	0	4	0	4	0
7h30 - 8h30	**32**	**1**	**63**	**1**	**17**	**1**	**23**	**2**	**20**	**1**	**22**	**1**	**62**	**2**	**283**	**3**	**40**	**1**	**16**	**0**	**148**	**6**	**18**	**2**	**18**	**1**	**15**	**0**	**22**	**0**	**14**	**0**
%lourd	3%		2%		6%		8%		5%		4%		3%		1%		2%		0%		4%		10%									
FPI	0,63		0,84		0,64		0,57		0,58		0,64		0,73		0,84		0,73		0,67		0,88		0,63									
Jour ouvrable moyen:	*33*	*1*	*64*	*1*	*17*	*1*	*23*	*2*	*20*	*1*	*22*	*1*	*63*	*2*	*288*	*3*	*41*	*1*	*16*	*0*	*150*	*6*	*18*	*2*								

Relevés effectués le mardi 12 mars 2019

	Approche																						Côté							
	Nord						Sud						Est						Ouest						Nord		Sud		Est		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD									
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
16h15 - 16h30	8	0	19	0	3	0	9	0	18	0	11	0	10	0	30	0	17	1	0	0	73	1	15	1	3	0	2	0	6	0	1	0
16h30 - 16h45	11	0	17	0	6	0	7	2	16	1	19	0	14	0	50	1	17	0	3	0	77	1	14	1	8	0	3	1	7	1	6	0
16h45 - 17h	10	1	17	0	1	0	4	0	21	0	12	1	13	0	34	0	12	1	6	0	99	0	12	0	5	0	5	0	3	0	3	0
17h - 17h15	8	0	30	1	2	0	5	0	17	0	17	0	15	1	32	0	12	0	2	0	84	0	9	0	8	0	2	0	6	0	1	0
17h15 - 17h30	11	0	23	1	2	0	10	0	18	1	15	0	10	0	37	0	11	0	2	0	86	1	14	0	5	0	3	1	2	0	2	0
17h30 - 17h45	8	0	21	0	3	0	6	0	10	0	18	0	10	0	28	1	7	0	5	0	72	0	14	0	5	0	0	0	10	0	1	0
17h45 - 18h	7	0	21	0	3	0	3	0	8	0	15	1	9	0	34	0	15	0	1	0	99	1	9	0	3	0	8	1	4	0	3	0
16h30 - 17h30	**40**	**1**	**87**	**2**	**11**	**0**	**26**	**2**	**72**	**2**	**63**	**1**	**52**	**1**	**153**	**1**	**52**	**1**	**13**	**0**	**346**	**2**	**49**	**1**	**26**	**0**	**13**	**2**	**18**	**1**	**12**	**0**
%lourd	2%		2%		0%		7%		3%		2%		2%		1%		2%		0%		1%		2%									
FPI	0,93		0,72		0,46		0,70		0,88		0,84		0,83		0,75		0,78		0,54		0,88		0,83									
Jour ouvrable moyen:	*41*	*1*	*88*	*2*	*11*	*0*	*26*	*2*	*73*	*2*	*64*	*1*	*53*	*1*	*155*	*1*	*53*	*1*	*13*	*0*	*352*	*2*	*50*	*1*								

Relevés effectués le mardi 12 mars 2019

Débits de circulation

Intersection de la Savane/Mountain Sights

	Approche																						Côté							
	Nord						Sud						Est						Ouest						Nord		Sud		Est		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD									
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
7h15 - 7h30	7	0	5	0	2	0	4	0	3	0	2	0	11	0	57	1	4	0	1	0	35	0	5	0	2	1	2	1	2	0	3	0
7h30 - 7h45	2	0	15	0	3	0	4	0	2	0	6	0	6	0	47	0	5	0	4	0	23	1	3	1	3	1	4	0	7	0	6	0
7h45 - 8h	6	0	18	1	4	1	5	0	5	1	4	0	16	0	68	0	7	0	1	0	19	2	4	0	0	1	3	0	4	0	4	0
8h - 8h15	5	0	19	1	5	0	10	0	6	0	5	0	11	0	99	3	6	0	1	1	27	1	7	1	4	1	0	0	5	0	2	0
8h15 - 8h30	5	1	21	0	5	0	13	0	14	0	8	1	13	0	106	1	16	0	7	0	37	1	7	0	3	0	4	0	3	1	3	0
8h30 - 8h45	2	0	23	0	6	0	6	0	10	1	3	0	26	0	107	1	17	0	5	0	31	0	2	1	2	0	8	0	4	0	4	0
8h45 - 9h	4	0	17	1	4	0	7	0	9	1	9	0	24	0	87	2	12	0	4	0	37	1	5	0	3	0	9	0	4	0	4	0
7h30 - 8h30	**18**	**1**	**73**	**2**	**17**	**1**	**32**	**0**	**27**	**1**	**23**	**1**	**46**	**0**	**320**	**4**	**34**	**0**	**13**	**1**	**106**	**5**	**21**	**2**	**10**	**3**	**11**	**0**	**19**	**1**	**15**	**0**
%lourd	5%		3%		6%		0%		4%		4%		0%		1%		0%		7%		5%		9%									
FPI	0,79		0,89		0,90		0,62		0,50		0,67		0,72		0,76		0,53		0,50		0,73		0,72									
Jour ouvrable moyen:	*20*	*1*	*80*	*2*	*19*	*1*	*35*	*0*	*30*	*1*	*25*	*1*	*50*	*0*	*351*	*4*	*37*	*0*	*14*	*1*	*116*	*5*	*23*	*2*								

Relevés effectués le mercredi 16 janvier 2019

	Approche																						Côté							
	Nord						Sud						Est						Ouest						Nord		Sud		Est		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD		VàG		TD		VàD									
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
16h15 - 16h30	4	0	14	1	5	0	3	0	15	0	12	0	13	0	37	0	14	0	2	0	60	2	10	0	3	0	0	0	5	0	3	0
16h30 - 16h45	6	0	15	0	3	0	11	0	20	0	14	0	8	0	34	2	15	1	7	0	98	0	10	0	4	0	2	0	6	0	2	0
16h45 - 17h	8	1	21	1	3	0	2	0	19	0	16	0	12	0	32	1	9	0	7	0	90	1	7	0	1	1	4	1	4	0	1	0
17h - 17h15	12	0	20	1	6	0	0	0	15	1	24	0	9	0	32	0	13	0	3	0	112	1	9	0	6	0	6	0	8	0	2	0
17h15 - 17h30	8	0	23	0	6	0	2	0	21	0	24	0	8	0	29	0	10	0	8	0	92	0	16	0	1	0	7	0	3	0	5	0
17h30 - 17h45	9	0	26	0	2	0	5	0	15	0	12	0	8	0	39	1	12	0	18	0	98	0	10	0	3	0	4	0	8	0	3	0
17h45 - 18h	7	0	24	0	5	0	5	0	15	0	19	1	9	0	27	0	8	0	5	0	83	1	11	0	2	0	6	0	4	0	3	0
16h45 - 17h45	**37**	**1**	**90**	**2**	**17**	**0**	**9**	**0**	**70**	**1**	**76**	**0**	**37**	**0**	**132**	**2**	**44**	**0**	**36**	**0**	**392**	**2**	**42**	**0**	**11**	**1**	**21**	**1**	**23**	**0**	**11**	**0**
%lourd	3%		2%		0%		0%		1%		0%		0%		1%		0%		0%		1%		0%									
FPI	0,79		0,88		0,71		0,45		0,85		0,79		0,77		0,84		0,85		0,50		0,87		0,66									
Jour ouvrable moyen:	*41*	*1*	*100*	*2*	*19*	*0*	*10*	*0*	*78*	*1*	*84*	*0*	*41*	*0*	*147*	*2*	*49*	*0*	*40*	*0*	*436*	*2*	*47*	*0*								

Relevés effectués le mardi 15 janvier 2019

Débits de circulation

Intersection Mountain Sights/Ferrier

	Nord				Sud				Ouest				Côté Nord		Côté Sud		Côté Ouest	
	TD		VàD		VàG		TD		VàG		VàD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
7h30 - 7h45	12	1	12	0	12	0	5	0	4	0	3	1	0	0	21	0	0	0
7h45 - 8h	17	1	21	0	8	0	8	0	4	0	11	0	0	0	4	0	1	0
8h - 8h15	15	2	22	0	7	0	13	1	1	0	9	1	0	0	4	0	0	0
8h15 - 8h30	14	0	27	0	19	0	15	0	6	0	9	1	0	0	5	0	0	0
8h30 - 8h45	32	1	19	0	15	0	30	1	5	0	7	1	0	0	5	0	1	0
8h45 - 9h	30	1	16	0	17	0	15	1	4	0	5	0	1	0	7	0	1	0
7h30 - 8h30	**58**	**4**	**82**	**0**	**46**	**0**	**41**	**1**	**15**	**0**	**32**	**3**	**0**	**0**	**34**	**0**	**1**	**0**
%lourd	6%		0%		0%		2%		0%		9%							
FPI	0,86		0,76		0,61		0,70		0,63		0,80							
Jour ouvrable moyen:	*64*	*4*	*90*	*0*	*50*	*0*	*45*	*1*	*16*	*0*	*35*	*3*						

Relevés effectués le mercredi 16 janvier 2019

	Nord				Sud				Ouest				Côté Nord		Côté Sud		Côté Ouest	
	TD		VàD		VàG		TD		VàG		VàD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
16h15 - 16h30	28	0	9	1	1	0	18	0	12	0	15	0	1	0	1	0	1	0
16h30 - 16h45	29	0	4	0	7	0	31	0	14	0	19	0	0	0	2	0	0	0
16h45 - 17h	27	1	13	0	4	0	26	0	11	1	22	0	0	0	1	0	0	0
17h - 17h15	26	1	12	0	6	0	27	1	12	0	19	0	0	0	3	0	1	0
17h15 - 17h30	32	0	15	0	9	0	39	0	8	0	16	0	1	0	7	0	5	0
17h30 - 17h45	31	0	13	0	9	0	21	0	11	0	16	0	0	0	4	0	3	0
17h45 - 18h	31	0	13	0	7	0	32	1	7	0	11	0	0	0	6	0	3	0
16h430 - 17h30	**114**	**2**	**44**	**0**	**26**	**0**	**123**	**1**	**45**	**1**	**76**	**0**	**1**	**0**	**13**	**0**	**6**	**0**
%lourd	2%		0%		0%		1%		2%		0%							
FPI	0,91		0,73		0,72		0,79		0,82		0,86							
Jour ouvrable moyen:	*121*	*2*	*47*	*0*	*28*	*0*	*131*	*1*	*48*	*1*	*81*	*0*						

Relevés effectués le jeudi 24 janvier 2019

Débits de circulation

Intersection Décarie/de la Savane

	Approche														Côté					
	Sud						Est				Ouest				Nord		Sud		Est	
	VàG		TD		VàD		TD		VàD		VàG		TD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
7h30 - 7h45	17	1	206	4	8	0	49	2	22	0	16	1	44	4	62	0	5	0	12	0
7h45 - 8h	11	1	162	8	7	0	59	3	31	0	19	1	37	4	48	0	8	0	7	0
8h - 8h15	21	4	146	4	7	1	94	3	29	0	17	1	54	3	44	0	10	0	13	0
8h15 - 8h30	24	0	168	6	7	2	103	2	28	1	19	1	42	1	44	0	6	0	12	0
8h30 - 8h45	24	1	161	4	11	0	72	3	32	0	17	0	38	0	50	0	11	0	13	0
7h30 - 8h30	**73**	**6**	**682**	**22**	**29**	**3**	**305**	**10**	**110**	**1**	**71**	**4**	**177**	**12**	**198**	**0**	**29**	**0**	**44**	**0**
%lourd	8%		3%		9%		3%		1%		5%		6%							
FPI	0,79		0,84		0,89		0,75		0,90		0,94		0,83							
Jour ouvrable moyen:	*78*	*6*	*724*	*23*	*31*	*3*	*324*	*11*	*117*	*1*	*75*	*4*	*188*	*13*						

Relevés effectués le jeudi 31 janvier 2019

	Approche														Côté					
	Sud						Est				Ouest				Nord		Sud		Est	
	VàG		TD		VàD		TD		VàD		VàG		TD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
16h30 - 16h45	5	1	149	5	13	1	67	1	14	0	60	0	90	0						
16h45 - 17h	18	0	124	4	8	0	71	2	14	1	64	1	93	2	62	0	2	0	9	0
17h - 17h15	9	0	157	3	12	1	64	1	19	1	70	0	105	0	77	1	7	2	16	0
17h15 - 17h30	7	0	147	2	10	0	51	1	10	0	57	0	87	0	63	1	6	0	30	0
17h30 - 17h45	7	1	134	1	10	0	44	2	14	0	67	1	92	0	50	0	0	0	7	0
17h45 - 18h	11	0	111	1	12	0	39	1	14	1	44	0	90	0	36	0	2	3	9	0
16h30 - 17h30	**39**	**1**	**577**	**14**	**43**	**2**	**253**	**5**	**57**	**2**	**251**	**1**	**375**	**2**	**202**	**2**	**15**	**2**	**55**	**0**
%lourd	3%		2%		4%		2%		3%		0%		1%							
FPI	0,56		0,92		0,80		0,88		0,74		0,90		0,90							
Jour ouvrable moyen:	*46*	*1*	*674*	*16*	*50*	*2*	*295*	*6*	*67*	*2*	*293*	*1*	*438*	*2*						

Relevés effectués le lundi 28 janvier 2019

Débits de circulation

Intersection Décarie/Royalmount

	Approche														Côté					
	Nord						Est				Ouest				Nord		Sud		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		TD		VàD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
7h30 - 7h45	61	0	170	5	18	1	38	0	69	0	20	0	5	2	82	0	11	0	10	0
7h45 - 8h	47	2	161	6	20	1	40	0	69	2	5	0	5	0	46	0	8	0	8	0
8h - 8h15	42	1	155	2	23	7	44	1	65	0	13	2	8	0	53	1	5	0	9	0
8h15 - 8h30	51	1	137	10	24	2	35	0	70	1	13	1	10	1	50	0	8	0	19	0
8h30 - 8h45	47	4	133	6	29	2	33	1	76	3	16	2	5	1	51	0	10	0	5	0
7h30 - 8h30	**201**	**4**	**623**	**23**	**85**	**11**	**157**	**1**	**273**	**3**	**51**	**3**	**28**	**3**	**231**	**1**	**32**	**0**	**46**	**0**
%lourd	2%		4%		11%		1%		1%		6%		10%							
FPI	0,84		0,92		0,80		0,88		0,97		0,68		0,70							
Jour ouvrable moyen:	*221*	*4*	*684*	*25*	*93*	*12*	*172*	*1*	*300*	*3*	*56*	*3*	*31*	*3*						

Relevés effectués le mercredi 16 janvier 2019

	Approche														Côté					
	Nord						Est				Ouest				Nord		Sud		Ouest	
	Và G		TD		VàD		VàG		TD		TD		VàD							
Période	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	auto	lourd	piéton	vélo	piéton	vélo	piéton	vélo
16h30 - 16h45	87	2	113	1	5	0	48	0	28	0	70	2	17	0	52	0	6	0	4	0
16h45 - 17h	90	1	159	1	3	0	43	1	57	1	71	2	17	0	60	1	3	0	7	0
17h - 17h15	101	0	145	2	9	0	41	0	25	0	81	0	18	0	93	1	12	0	12	0
17h15 - 17h30	101	1	152	1	6	1	38	1	27	1	76	0	14	0	67	0	17	3	12	0
17h30 - 17h45	93	2	146	2	5	1	36	0	23	0	83	0	18	0	46	0	12	0	7	0
16h30 - 17h30	**379**	**4**	**569**	**5**	**23**	**1**	**170**	**2**	**137**	**2**	**298**	**4**	**66**	**0**	**272**	**2**	**38**	**3**	**35**	**0**
%lourd	1%		1%		4%		1%		1%		1%		0%							
FPI	0,94		0,90		0,67		0,90		0,60		0,93		0,92							
Jour ouvrable moyen:	*403*	*4*	*604*	*5*	*24*	*1*	*181*	*2*	*146*	*2*	*317*	*4*	*70*	*0*						

Relevés effectués le jeudi 31 janvier 2019

ANNEXE 2

ANALYSES DE CAPACITÉ
SITUATION ACTUELLE

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	7:27	7:27	7:27	7:27	7:27	7:27
End Time	8:30	8:30	8:30	8:30	8:30	8:30
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2919	2873	2960	3005	2877	2928
Vehs Exited	2923	2871	2940	2988	2868	2917
Starting Vehs	46	40	35	36	44	38
Ending Vehs	42	42	55	53	53	46
Travel Distance (km)	699	680	699	701	675	691
Travel Time (hr)	58.8	52.5	68.8	53.4	61.1	58.9
Total Delay (hr)	41.6	35.9	51.6	36.1	44.6	42.0
Total Stops	2774	2679	2858	2815	2672	2758
Fuel Used (l)	116.2	109.2	124.5	112.5	116.7	115.8

Interval #0 Information Seeding

Start Time	7:27
End Time	7:30
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.

No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	7:30
End Time	8:30
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2919	2873	2960	3005	2877	2928
Vehs Exited	2923	2871	2940	2988	2868	2917
Starting Vehs	46	40	35	36	44	38
Ending Vehs	42	42	55	53	53	46
Travel Distance (km)	699	680	699	701	675	691
Travel Time (hr)	58.8	52.5	68.8	53.4	61.1	58.9
Total Delay (hr)	41.6	35.9	51.6	36.1	44.6	42.0
Total Stops	2774	2679	2858	2815	2672	2758
Fuel Used (l)	116.2	109.2	124.5	112.5	116.7	115.8

2: Royalmount/de la Savane & Décarie Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	SEL	SET	SER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0	0.3	0.3	0.3
Total Del/Veh (s)	21.7	21.0	6.4	7.7	24.4	20.3	19.0	17.0

3: de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	NWL	NWT	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.2	0.2	0.3	0.5	0.5	0.1	0.2	0.2
Total Del/Veh (s)	34.2	23.9	34.3	33.5	13.8	11.6	11.1	20.7

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	SEL	SET	SER	NWL	NWT	NWR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	3.4	0.8	3.5	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	20.4	6.6	9.0	26.7	19.0	18.6	16.5	14.7	15.1	30.6	14.5	18.4

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.8
Total Del/Veh (s)	16.4

13: de la Savane & Labarre Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.3	225.4	320.8	56.2
Total Del/Veh (s)	16.8	1.5	14.8	10.3	124.2	155.8	31.9

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	NBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Total Del/Veh (s)	5.1	0.3	0.1	2.0	0.8	0.1		8.7	3.2	10.4	7.0	1.3

17: Paré & ruelle Performance by movement

Movement	SEL	SET	NET	SWT	SWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	1.2	0.0	0.3	0.4	0.6	0.4

18: ruelle & de la Savane Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBT	NWL	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0
Total Del/Veh (s)	0.7	0.3	0.9	6.6	3.2	0.9

19: Paré & Mountain Sights Performance by movement

Movement	SET	SER	NWL	NWT	NEL	NET	NER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	13.1	12.1	10.7	8.0	16.4	1.0	18.9	12.3

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	14.9
Total Del/Veh (s)	36.1

Intersection: 2: Royalmount/de la Savane & Décarie

Movement	EB	EB	B22	WB	WB	SE	SE	SE
Directions Served	T	TR	T	L	T	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	14.5	35.4	3.8	37.0	38.4	81.7	74.7	55.0
Average Queue (m)	3.6	13.3	0.1	13.5	17.3	70.6	45.2	24.4
95th Queue (m)	11.6	28.3	2.7	31.9	33.1	88.8	70.8	44.0
Link Distance (m)	22.8	22.8	45.2	35.8	35.8	75.5	75.5	75.5
Upstream Blk Time (%)		4		0	1	7	0	
Queuing Penalty (veh)		0		1	1	0	0	
Storage Bay Dist (m)								
Storage Blk Time (%)								
Queuing Penalty (veh)								

Intersection: 3: de la Savane

Movement	EB	EB	WB	WB	NW	NW	NW
Directions Served	L	T	T	TR	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	35.7	42.5	31.4	34.8	78.9	57.6	28.9
Average Queue (m)	15.6	28.0	17.0	29.7	48.6	22.9	10.0
95th Queue (m)	30.2	41.9	30.6	36.6	73.1	47.2	22.3
Link Distance (m)	35.8	35.8	10.8	10.8	72.9	72.9	72.9
Upstream Blk Time (%)	1	5	39	57	1	0	
Queuing Penalty (veh)	1	6	96	140	0	0	
Storage Bay Dist (m)							
Storage Blk Time (%)				73			
Queuing Penalty (veh)				43			

Intersection: 10: Mountain Sights & de la Savane

Movement	EB	EB	EB	WB	WB	WB	SE	NW	NW
Directions Served	L	T	R	L	T	R	LTR	L	TR
Maximum Queue (m)	8.2	31.5	10.4	13.9	82.0	13.4	36.8	21.4	27.2
Average Queue (m)	1.9	5.6	2.8	4.8	36.6	4.8	15.1	4.8	7.6
95th Queue (m)	6.2	18.1	9.2	10.6	70.7	12.0	29.5	14.7	20.0
Link Distance (m)		15.2			124.1		41.8	21.6	21.6
Upstream Blk Time (%)		2	0				0	0	1
Queuing Penalty (veh)		4	0				0	0	0
Storage Bay Dist (m)	0.1		0.1	0.1		0.1			
Storage Blk Time (%)	7	19	5	24	43	3			
Queuing Penalty (veh)	14	7	10	90	47	11			

Intersection: 13: de la Savane & Labarre

Movement	EB	WB	SB
Directions Served	LT	TR	LR
Maximum Queue (m)	16.5	70.9	46.4
Average Queue (m)	5.3	35.2	36.8
95th Queue (m)	15.8	65.7	49.2
Link Distance (m)	10.8	59.4	35.5
Upstream Blk Time (%)	5	4	80
Queuing Penalty (veh)	6	16	0
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 14: accès commerces/Mayrand & de la Savane

Movement	EB	WB	NB	SB
Directions Served	LT	LTR	LTR	LTR
Maximum Queue (m)	9.9	19.1	7.3	20.2
Average Queue (m)	0.9	1.4	1.7	8.5
95th Queue (m)	5.9	9.7	6.7	17.5
Link Distance (m)	59.4	29.5	6.3	37.8
Upstream Blk Time (%)		0	1	
Queuing Penalty (veh)		1	0	
Storage Bay Dist (m)				
Storage Blk Time (%)				
Queuing Penalty (veh)				

Intersection: 17: Paré & ruelle

Movement	SE
Directions Served	LR
Maximum Queue (m)	5.4
Average Queue (m)	0.2
95th Queue (m)	2.3
Link Distance (m)	132.3
Upstream Blk Time (%)	
Queuing Penalty (veh)	
Storage Bay Dist (m)	
Storage Blk Time (%)	
Queuing Penalty (veh)	

Intersection: 18: ruelle & de la Savane

Movement	EB	NW
Directions Served	TR	LR
Maximum Queue (m)	1.3	7.2
Average Queue (m)	0.0	0.5
95th Queue (m)	0.9	3.6
Link Distance (m)	29.5	132.3
Upstream Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		
Storage Bay Dist (m)		
Storage Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		

Intersection: 19: Paré & Mountain Sights

Movement	SE	NW	NE
Directions Served	TR	LT	LR
Maximum Queue (m)	39.9	31.4	24.6
Average Queue (m)	20.4	11.2	8.7
95th Queue (m)	36.8	24.3	20.2
Link Distance (m)	63.9	67.4	20.4
Upstream Blk Time (%)			1
Queuing Penalty (veh)			1
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 494

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	4:27	4:27	4:27	4:27	4:27	4:27
End Time	5:30	5:30	5:30	5:30	5:30	5:30
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	3107	3039	3041	3026	3059	3053
Vehs Exited	3095	3020	3028	3019	3057	3041
Starting Vehs	39	47	38	52	49	43
Ending Vehs	51	66	51	59	51	54
Travel Distance (km)	769	756	758	761	751	759
Travel Time (hr)	84.4	122.8	117.4	169.5	83.9	115.6
Total Delay (hr)	65.2	104.0	98.7	150.6	65.3	96.8
Total Stops	3263	3361	3169	3121	3160	3213
Fuel Used (l)	144.1	175.4	171.1	215.1	141.7	169.5

Interval #0 Information Seeding

Start Time	4:27
End Time	4:30
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.

No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	4:30
End Time	5:30
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	3107	3039	3041	3026	3059	3053
Vehs Exited	3095	3020	3028	3019	3057	3041
Starting Vehs	39	47	38	52	49	43
Ending Vehs	51	66	51	59	51	54
Travel Distance (km)	769	756	758	761	751	759
Travel Time (hr)	84.4	122.8	117.4	169.5	83.9	115.6
Total Delay (hr)	65.2	104.0	98.7	150.6	65.3	96.8
Total Stops	3263	3361	3169	3121	3160	3213
Fuel Used (l)	144.1	175.4	171.1	215.1	141.7	169.5

2: Royalmount/de la Savane & Décarie Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	SEL	SET	SER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.1	0.0	191.4	193.3	187.6	111.7
Total Del/Veh (s)	37.0	33.3	26.4	6.2	93.0	20.4	17.2	39.1

3: Décarie & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	NWL	NWT	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.1	0.1	0.1	0.0	0.5	0.1	0.2	0.1
Total Del/Veh (s)	36.9	25.1	31.9	27.8	11.8	11.6	9.8	22.2

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	SEL	SET	SER	NWL	NWT	NWR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	3.7	0.7	3.7	0.2	0.2	0.3	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	7.7	5.2	6.1	45.3	20.5	21.4	19.0	17.0	16.8	27.4	16.1	18.0

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.5
Total Del/Veh (s)	14.9

13: de la Savane & Labarre Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	6.9	8.2	1.5
Total Del/Veh (s)	5.1	0.9	4.8	3.8	51.7	58.7	12.7

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	NBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.4	0.1	0.1	0.2	0.1	0.0
Total Del/Veh (s)	3.0	0.5	0.2	2.8	0.4	0.3	5.9	6.3	4.6	10.0	4.1	1.2

17: Paré & ruelle Performance by movement

Movement	SEL	SER	NEL	NET	SWT	SWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.1	0.2	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	1.4	1.9	1.5	0.4	0.4	0.1	0.5

18: ruelle & de la Savane Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBT	NWL	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	1.0	0.3	1.1	9.0	8.8	1.1

19: Paré & Mountain Sights Performance by movement

Movement	SET	SER	NWL	NWT	NEL	NET	NER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2	0.0	0.2	0.1
Total Del/Veh (s)	12.5	11.7	10.6	8.5	19.3	2.4	19.5	12.8

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	63.9
Total Del/Veh (s)	47.6

Intersection: 2: Royalmount/de la Savane & Décarie

Movement	EB	EB	B22	WB	WB	SE	SE	SE
Directions Served	T	TR	T	L	T	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	44.7	45.5	50.5	40.6	23.6	86.8	82.6	82.0
Average Queue (m)	22.5	35.7	17.6	29.2	7.9	80.5	68.8	33.1
95th Queue (m)	41.2	51.9	48.9	43.9	19.3	83.6	100.5	74.5
Link Distance (m)	22.8	22.8	45.2	35.8	35.8	75.5	75.5	75.5
Upstream Blk Time (%)	23	37	10	3		83	22	1
Queuing Penalty (veh)	0	0	0	5		0	0	0
Storage Bay Dist (m)								
Storage Blk Time (%)								
Queuing Penalty (veh)								

Intersection: 3: Décarie & de la Savane

Movement	EB	EB	WB	WB	NW	NW	NW
Directions Served	L	T	T	TR	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	41.6	41.6	31.8	32.4	74.0	43.9	25.5
Average Queue (m)	34.9	39.0	21.8	18.6	41.0	18.7	9.6
95th Queue (m)	49.3	43.5	33.7	32.1	62.6	37.8	21.1
Link Distance (m)	35.8	35.8	10.8	10.8	72.9	72.9	72.9
Upstream Blk Time (%)	20	33	53	29	0		
Queuing Penalty (veh)	75	122	97	53	0		
Storage Bay Dist (m)							
Storage Blk Time (%)				60			
Queuing Penalty (veh)				20			

Intersection: 10: Mountain Sights & de la Savane

Movement	EB	EB	EB	WB	WB	WB	SE	NW	NW	B21
Directions Served	L	T	R	L	T	R	LTR	L	TR	T
Maximum Queue (m)	6.3	36.3	10.5	10.2	88.6	11.5	42.3	20.5	38.1	1.5
Average Queue (m)	1.0	8.2	3.4	4.6	23.6	5.3	17.8	4.8	15.7	0.1
95th Queue (m)	4.3	23.3	10.2	9.7	59.6	11.9	36.9	13.6	30.4	1.1
Link Distance (m)		15.2			124.1		41.8	21.6	21.6	63.9
Upstream Blk Time (%)		4	0		0		1	0	7	
Queuing Penalty (veh)		17	0		0		0	0	6	
Storage Bay Dist (m)	0.1		0.1	0.1		0.1				
Storage Blk Time (%)	2	25	6	36	36	5				
Queuing Penalty (veh)	7	16	22	89	39	13				

Intersection: 13: de la Savane & Labarre

Movement	EB	WB	SB
Directions Served	LT	TR	LR
Maximum Queue (m)	16.3	46.1	40.1
Average Queue (m)	2.8	10.8	30.3
95th Queue (m)	11.9	34.0	47.7
Link Distance (m)	10.8	59.4	35.5
Upstream Blk Time (%)	2	0	28
Queuing Penalty (veh)	4	0	0
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 14: accès commerces/Mayrand & de la Savane

Movement	EB	WB	NB	SB
Directions Served	LT	LTR	LTR	LTR
Maximum Queue (m)	14.6	19.5	7.9	20.8
Average Queue (m)	3.7	1.7	3.1	8.9
95th Queue (m)	11.8	9.8	9.0	16.3
Link Distance (m)	59.4	29.5	6.3	37.8
Upstream Blk Time (%)		0	3	
Queuing Penalty (veh)		0	0	
Storage Bay Dist (m)				
Storage Blk Time (%)				
Queuing Penalty (veh)				

Intersection: 17: Paré & ruelle

Movement	SE	NE
Directions Served	LR	LT
Maximum Queue (m)	10.5	3.5
Average Queue (m)	1.6	0.1
95th Queue (m)	7.3	1.8
Link Distance (m)	132.3	40.8
Upstream Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		
Storage Bay Dist (m)		
Storage Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		

Intersection: 18: ruelle & de la Savane

Movement	EB	NW
Directions Served	TR	LR
Maximum Queue (m)	1.5	5.9
Average Queue (m)	0.1	1.0
95th Queue (m)	1.1	5.0
Link Distance (m)	29.5	132.3
Upstream Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		
Storage Bay Dist (m)		
Storage Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		

Intersection: 19: Paré & Mountain Sights

Movement	SE	NW	NE
Directions Served	TR	LT	LR
Maximum Queue (m)	56.3	32.9	32.9
Average Queue (m)	23.6	14.2	16.7
95th Queue (m)	43.7	26.8	29.6
Link Distance (m)	63.9	67.4	20.4
Upstream Blk Time (%)	0		7
Queuing Penalty (veh)	0		8
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 595

ANNEXE 3

ANALYSES DE CAPACITÉ
SITUATION PRÉVISIBLE

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	7:27	7:27	7:27	7:27	7:27	7:27
End Time	8:30	8:30	8:30	8:30	8:30	8:30
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	2950	2973	2943	3022	2862	2949
Vehs Exited	2932	2952	2930	3007	2855	2933
Starting Vehs	35	22	27	34	44	32
Ending Vehs	53	43	40	49	51	42
Travel Distance (km)	699	698	702	714	686	700
Travel Time (hr)	81.1	74.5	59.4	58.4	82.6	71.2
Total Delay (hr)	63.8	57.4	42.1	40.8	65.6	53.9
Total Stops	2919	2826	2883	2900	2846	2873
Fuel Used (l)	135.7	129.7	117.1	117.6	134.5	126.9

Interval #0 Information Seeding

Start Time	7:27
End Time	7:30
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.
No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	7:30
End Time	8:30
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	2950	2973	2943	3022	2862	2949
Vehs Exited	2932	2952	2930	3007	2855	2933
Starting Vehs	35	22	27	34	44	32
Ending Vehs	53	43	40	49	51	42
Travel Distance (km)	699	698	702	714	686	700
Travel Time (hr)	81.1	74.5	59.4	58.4	82.6	71.2
Total Delay (hr)	63.8	57.4	42.1	40.8	65.6	53.9
Total Stops	2919	2826	2883	2900	2846	2873
Fuel Used (l)	135.7	129.7	117.1	117.6	134.5	126.9

2: Royalmount/de la Savane & Décarie Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	SEL	SET	SER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	2.1	2.6	2.1	1.6
Total Del/Veh (s)	20.8	24.4	6.7	7.0	28.9	21.1	18.5	17.9

3: Décarie & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	NWL	NWT	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.3	0.1	0.1	0.4	0.1	0.2	0.2
Total Del/Veh (s)	36.3	26.4	35.2	34.9	13.4	11.9	12.6	21.7

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	SEL	SET	SER	NWL	NWT	NWR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	3.4	0.8	3.4	0.2	0.2	0.2	0.0	0.3	0.0
Total Del/Veh (s)	16.6	7.2	7.2	30.5	20.9	21.0	17.5	15.1	15.4	31.4	15.8	17.5

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.8
Total Del/Veh (s)	17.5

13: de la Savane & Labarre Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	563.6	563.8	93.9
Total Del/Veh (s)	24.3	1.7	17.0	15.7	177.6	197.3	34.4

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	NBR	SBL	SBT	SBR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.1	1.0	0.8	0.1	0.4	0.1
Total Del/Veh (s)	4.3	0.3	0.1	3.7	1.2	0.1	12.5	12.5	5.8	8.5	13.4	8.4

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.2
Total Del/Veh (s)	2.1

17: Paré & ruelle Performance by movement

Movement	SEL	SET	SER	NET	SWT	SWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	2.9	0.0	2.1	0.3	0.4	0.1	0.4

18: ruelle & de la Savane Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	NWL	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0		0.0	0.1	0.1	0.0
Total Del/Veh (s)	0.8	0.2		1.0	4.5	4.5	1.0

19: Paré & Mountain Sights Performance by movement

Movement	SET	SER	NWL	NWT	NEL	NET	NER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	12.7	11.9	12.2	9.0	15.7	0.6	18.7	12.5

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	26.3
Total Del/Veh (s)	38.6

Intersection: 2: Royalmount/de la Savane & Décarie

Movement	EB	EB	WB	WB	SE	SE	SE
Directions Served	T	TR	L	T	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	11.9	31.4	39.5	34.3	87.6	78.0	56.2
Average Queue (m)	3.0	14.7	15.5	15.0	73.8	44.4	24.0
95th Queue (m)	10.2	28.2	33.9	29.6	90.4	74.4	45.2
Link Distance (m)	22.8	22.8	35.8	35.8	75.5	75.5	75.5
Upstream Blk Time (%)		4	0	0	12	1	
Queuing Penalty (veh)		0	1	1	0	0	
Storage Bay Dist (m)							
Storage Blk Time (%)							
Queuing Penalty (veh)							

Intersection: 3: Décarie & de la Savane

Movement	EB	EB	WB	WB	NW	NW	NW
Directions Served	L	T	T	TR	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	33.3	45.4	31.3	34.3	79.8	55.1	34.9
Average Queue (m)	14.3	29.5	18.3	30.1	49.5	24.2	9.9
95th Queue (m)	29.2	45.5	30.8	36.9	72.4	48.3	24.2
Link Distance (m)	35.8	35.8	10.8	10.8	72.9	72.9	72.9
Upstream Blk Time (%)	0	10	41	61	1		
Queuing Penalty (veh)	0	15	106	157	0		
Storage Bay Dist (m)							
Storage Blk Time (%)				75			
Queuing Penalty (veh)				45			

Intersection: 10: Mountain Sights & de la Savane

Movement	EB	EB	EB	WB	WB	WB	SE	NW	NW
Directions Served	L	T	R	L	T	R	LTR	L	TR
Maximum Queue (m)	8.5	23.4	10.6	10.7	91.6	13.7	34.7	15.2	24.2
Average Queue (m)	2.5	6.7	3.2	4.6	39.4	5.1	14.1	4.3	6.9
95th Queue (m)	7.3	18.1	9.9	9.7	76.6	12.2	28.3	11.9	18.0
Link Distance (m)		15.2			124.1		41.8	21.6	21.6
Upstream Blk Time (%)		2	0		0		0	0	1
Queuing Penalty (veh)		6	0		0		0	0	0
Storage Bay Dist (m)	0.1		0.1	0.1		0.1			
Storage Blk Time (%)	8	23	4	26	45	3			
Queuing Penalty (veh)	18	10	9	102	48	13			

Intersection: 13: de la Savane & Labarre

Movement	EB	WB	SB
Directions Served	LT	TR	LR
Maximum Queue (m)	16.7	74.0	45.5
Average Queue (m)	5.6	43.2	37.6
95th Queue (m)	16.8	74.2	48.8
Link Distance (m)	10.8	59.4	35.5
Upstream Blk Time (%)	8	6	87
Queuing Penalty (veh)	10	24	0
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 14: accès commerces/Mayrand & de la Savane

Movement	EB	WB	NB	SB
Directions Served	LT	LTR	LTR	LTR
Maximum Queue (m)	6.7	22.7	10.9	20.3
Average Queue (m)	0.4	2.3	6.7	8.8
95th Queue (m)	3.8	15.3	11.7	17.3
Link Distance (m)	59.4	29.5	6.3	37.8
Upstream Blk Time (%)		1	13	
Queuing Penalty (veh)		3	0	
Storage Bay Dist (m)				
Storage Blk Time (%)				
Queuing Penalty (veh)				

Intersection: 17: Paré & ruelle

Movement	SE
Directions Served	LR
Maximum Queue (m)	9.0
Average Queue (m)	1.5
95th Queue (m)	7.1
Link Distance (m)	132.3
Upstream Blk Time (%)	
Queuing Penalty (veh)	
Storage Bay Dist (m)	
Storage Blk Time (%)	
Queuing Penalty (veh)	

Intersection: 18: ruelle & de la Savane

Movement	WB	NW
Directions Served	LT	LR
Maximum Queue (m)	1.6	7.4
Average Queue (m)	0.1	1.7
95th Queue (m)	1.2	6.6
Link Distance (m)	15.2	132.3
Upstream Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		
Storage Bay Dist (m)		
Storage Blk Time (%)		
Queuing Penalty (veh)		

Intersection: 19: Paré & Mountain Sights

Movement	SE	NW	NE
Directions Served	TR	LT	LR
Maximum Queue (m)	48.3	31.0	22.6
Average Queue (m)	20.9	11.5	8.6
95th Queue (m)	38.5	24.9	19.3
Link Distance (m)	63.9	67.4	20.4
Upstream Blk Time (%)			1
Queuing Penalty (veh)			0
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Network Summary

Network wide Queuing Penalty: 567

Summary of All Intervals

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Start Time	4:27	4:27	4:27	4:27	4:27	4:27
End Time	5:30	5:30	5:30	5:30	5:30	5:30
Total Time (min)	63	63	63	63	63	63
Time Recorded (min)	60	60	60	60	60	60
# of Intervals	2	2	2	2	2	2
# of Recorded Intervals	1	1	1	1	1	1
Vehs Entered	3081	3150	3132	3124	3113	3124
Vehs Exited	3064	3125	3130	3094	3113	3105
Starting Vehs	33	50	57	34	55	45
Ending Vehs	50	75	59	64	55	57
Travel Distance (km)	757	793	779	778	775	776
Travel Time (hr)	83.0	159.5	139.8	150.0	108.9	128.2
Total Delay (hr)	64.1	139.7	120.4	130.6	89.5	108.8
Total Stops	3245	3420	3380	3274	3300	3324
Fuel Used (l)	141.6	211.3	192.5	200.1	166.0	182.3

Interval #0 Information Seeding

Start Time	4:27
End Time	4:30
Total Time (min)	3

Volumes adjusted by Growth Factors.

No data recorded this interval.

Interval #1 Information Recording

Start Time	4:30
End Time	5:30
Total Time (min)	60

Volumes adjusted by Growth Factors.

Run Number	1	2	3	4	5	Avg
Vehs Entered	3081	3150	3132	3124	3113	3124
Vehs Exited	3064	3125	3130	3094	3113	3105
Starting Vehs	33	50	57	34	55	45
Ending Vehs	50	75	59	64	55	57
Travel Distance (km)	757	793	779	778	775	776
Travel Time (hr)	83.0	159.5	139.8	150.0	108.9	128.2
Total Delay (hr)	64.1	139.7	120.4	130.6	89.5	108.8
Total Stops	3245	3420	3380	3274	3300	3324
Fuel Used (l)	141.6	211.3	192.5	200.1	166.0	182.3

2: Royalmount/de la Savane & Décarie Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	SEL	SET	SER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.1	0.0	244.0	237.2	230.7	137.9
Total Del/Veh (s)	37.1	32.0	27.3	5.8	93.7	19.4	19.4	39.0

3: Décarie & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	NWL	NWT	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.1	0.0	0.4	0.1	0.2	0.1
Total Del/Veh (s)	37.5	25.2	30.0	27.6	11.0	11.3	10.5	21.8

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	SEL	SET	SER	NWL	NWT	NWR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	4.0	1.0	4.0	0.3	0.2	0.2	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	14.5	6.4	8.2	44.2	23.8	26.3	17.5	16.3	16.4	26.8	16.0	17.4

10: Mountain Sights & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.6
Total Del/Veh (s)	16.6

13: de la Savane & Labarre Performance by movement

Movement	EBL	EBT	WBT	WBR	SBL	SBR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	5.7	4.4	0.7
Total Del/Veh (s)	5.0	0.9	4.4	4.3	44.3	44.8	9.1

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	EBL	EBT	EBR	WBL	WBT	WBR	NBL	NBT	NBR	SBL	SBT	SBR
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.4	0.1	0.1	0.1
Total Del/Veh (s)	3.1	0.6	0.3	2.9	0.7	0.3	6.1	8.7	4.3	10.4	8.7	4.0

14: accès commerces/Mayrand & de la Savane Performance by movement

Movement	All
Denied Del/Veh (s)	0.0
Total Del/Veh (s)	1.5

17: Paré & ruelle Performance by movement

Movement	SEL	SER	NEL	NET	SWT	SWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.3	0.2	0.0	0.0	0.1
Total Del/Veh (s)	2.6	1.8	1.6	0.5	0.4	0.1	0.6

18: ruelle & de la Savane Performance by movement

Movement	EBT	EBR	WBL	WBT	NWL	NWT	NWR	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Del/Veh (s)	1.0	0.5	6.6	1.1	11.9	0.9	13.1	1.2

19: Paré & Mountain Sights Performance by movement

Movement	SET	SER	NWL	NWT	NEL	NET	NER	All
Denied Del/Veh (s)	0.0	0.0	0.2	0.2	0.2	0.0	0.2	0.1
Total Del/Veh (s)	13.2	11.0	12.3	7.9	20.6	2.6	19.7	13.1

Total Network Performance

Denied Del/Veh (s)	75.7
Total Del/Veh (s)	46.2

Intersection: 2: Royalmount/de la Savane & Décarie

Movement	EB	EB	B22	WB	WB	SE	SE	SE
Directions Served	T	TR	T	L	T	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	43.4	44.3	50.9	40.7	26.7	83.5	80.9	77.2
Average Queue (m)	22.8	36.6	18.4	27.8	8.3	80.0	68.6	28.9
95th Queue (m)	41.1	51.5	50.1	44.0	20.4	84.2	97.1	68.6
Link Distance (m)	22.8	22.8	45.2	35.8	35.8	75.5	75.5	75.5
Upstream Blk Time (%)	21	42	6	3	0	81	18	0
Queuing Penalty (veh)	0	0	0	6	0	0	0	0
Storage Bay Dist (m)								
Storage Blk Time (%)								
Queuing Penalty (veh)								

Intersection: 3: Décarie & de la Savane

Movement	EB	EB	WB	WB	NW	NW	NW
Directions Served	L	T	T	TR	LT	T	TR
Maximum Queue (m)	42.0	41.5	31.2	36.7	67.9	46.9	29.8
Average Queue (m)	34.5	38.3	20.5	19.5	40.2	17.4	9.7
95th Queue (m)	48.8	44.8	33.2	34.3	60.5	38.3	21.5
Link Distance (m)	35.8	35.8	10.8	10.8	72.9	72.9	72.9
Upstream Blk Time (%)	22	32	47	28	0		
Queuing Penalty (veh)	84	121	88	53	0		
Storage Bay Dist (m)							
Storage Blk Time (%)				60			
Queuing Penalty (veh)				22			

Intersection: 10: Mountain Sights & de la Savane

Movement	EB	EB	EB	WB	WB	WB	SE	NW	NW	B21
Directions Served	L	T	R	L	T	R	LTR	L	TR	T
Maximum Queue (m)	7.8	35.7	9.3	10.4	83.6	12.1	39.0	21.1	37.9	1.5
Average Queue (m)	1.6	9.2	4.0	4.9	29.6	5.8	16.7	6.0	16.2	0.1
95th Queue (m)	5.6	23.9	10.6	9.8	72.4	12.4	32.5	15.3	31.3	1.4
Link Distance (m)		15.2			124.1		41.8	21.6	21.6	63.9
Upstream Blk Time (%)		6	0		1		0	1	7	
Queuing Penalty (veh)		28	0		0		0	1	6	
Storage Bay Dist (m)	0.1		0.1	0.1		0.1				
Storage Blk Time (%)	5	29	9	31	38	5				
Queuing Penalty (veh)	23	21	36	81	41	12				

Intersection: 13: de la Savane & Labarre

Movement	EB	WB	SB
Directions Served	LT	TR	LR
Maximum Queue (m)	16.2	46.0	42.3
Average Queue (m)	3.4	11.5	25.4
95th Queue (m)	13.0	34.2	44.2
Link Distance (m)	10.8	59.4	35.5
Upstream Blk Time (%)	2	0	12
Queuing Penalty (veh)	5	0	0
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 14: accès commerces/Mayrand & de la Savane

Movement	EB	WB	NB	SB
Directions Served	LT	LTR	LTR	LTR
Maximum Queue (m)	16.0	28.4	10.8	19.0
Average Queue (m)	3.8	3.9	5.8	9.1
95th Queue (m)	12.3	16.0	11.4	16.5
Link Distance (m)	59.4	29.5	6.3	37.8
Upstream Blk Time (%)		0	7	
Queuing Penalty (veh)		0	0	
Storage Bay Dist (m)				
Storage Blk Time (%)				
Queuing Penalty (veh)				

Intersection: 17: Paré & ruelle

Movement	SE	NE	SW
Directions Served	LR	LT	TR
Maximum Queue (m)	9.1	7.4	1.8
Average Queue (m)	2.5	0.3	0.1
95th Queue (m)	9.2	3.0	1.3
Link Distance (m)	132.3	40.8	20.4
Upstream Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 18: ruelle & de la Savane

Movement	EB	WB	NW
Directions Served	TR	LT	LR
Maximum Queue (m)	9.2	8.4	7.4
Average Queue (m)	0.3	0.3	1.7
95th Queue (m)	4.6	3.9	6.6
Link Distance (m)	29.5	15.2	132.3
Upstream Blk Time (%)		0	
Queuing Penalty (veh)		0	
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Intersection: 19: Paré & Mountain Sights

Movement	SE	NW	NE
Directions Served	TR	LT	LR
Maximum Queue (m)	50.4	34.8	38.2
Average Queue (m)	24.4	15.1	18.2
95th Queue (m)	43.2	28.9	32.4
Link Distance (m)	63.9	67.4	20.4
Upstream Blk Time (%)	0		8
Queuing Penalty (veh)	0		10
Storage Bay Dist (m)			
Storage Blk Time (%)			
Queuing Penalty (veh)			

Network Summary

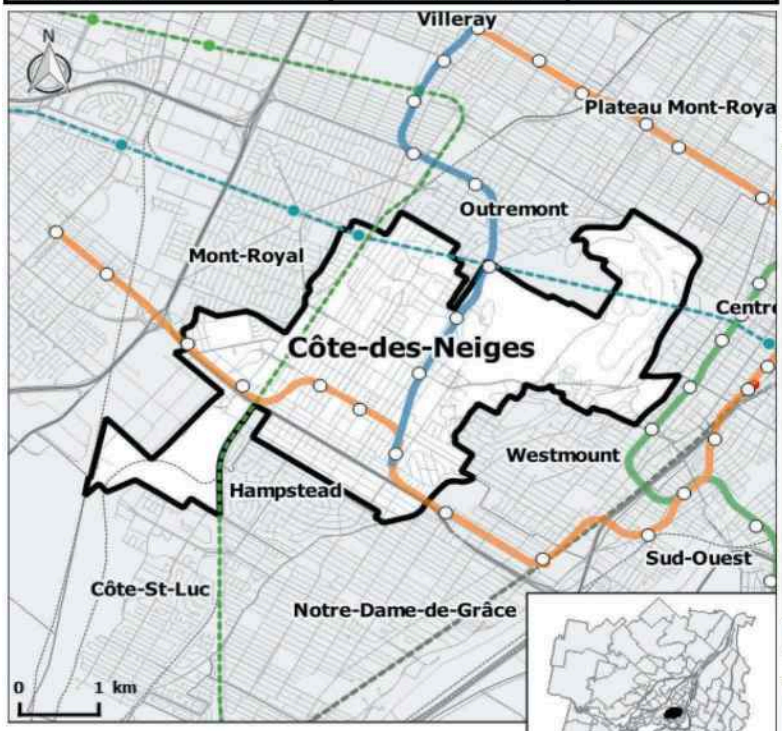
Network wide Queuing Penalty: 637

ANNEXE 4

EXTRAIT ENQUÊTE ORIGINE-DESTINATION
SECTEUR CÔTE-DES-NEIGES

105 - Montréal : Côte-des-Neiges

Population:	102 114	Hommes	47.4%	Femmes	52.6%
Nombre de logis:	45 473	Âge	%	Nb logis avec:	%
Logis enquêtés:	1 844	0-19	21.7%	0 auto	38.8%
Autos:	35 400	20-34	28.4%	1 auto	47.2%
Personnes/logis:	2.25	35-49	21.3%	2 autos	11.8%
Autos/logis:	0.78	50-64	15.4%	3 autos	1.8%
Autos/personne:	0.35	65 et +	13.2%	4 autos et +	0.3%



Superficie: 15.7 km²

DÉPLACEMENTS PRODUITS ET ATTIRÉS PAR LE SECTEUR

Par MOTIF - 24 hres *(tous modes)*	Produits	Attirés
- Travail	13.7%	20.2%
- Études	9.0%	19.1%
- Loisir	7.5%	7.4%
- Magasinage	7.6%	6.3%
- Autres (sauf retour)	10.1%	14.8%
- Retour au domicile	51.9%	32.2%
TOTAL (nb)	**308 700**	**309 300**

Par MODE - 24 hres *(tous motifs sauf retour)*	Produits		Attirés	
- Motorisés (nb)	117 300	79.1%	179 400	85.5%
- Automobile (nb)	69 800	47.1%	105 500	50.3%
- Conducteur	*77.1%*		*76.6%*	
- Passager	*22.9%*		*23.4%*	
- T.C. Public (nb)	47 000	31.7%	80 300	38.3%
- Métro	*64.7%*		*73.7%*	
- STM (bus)	*59.1%*		*54.0%*	
- Train	*1.7%*		*6.7%*	
- STL, RTL, CIT	*1.2%*		*12.1%*	
- Bimodal	*2.5%*		*10.7%*	
- Autres motorisés (nb)	1 800	1.2%	2 400	1.1%
- Non motorisés (nb)	30 700	20.7%	30 200	14.4%
- Autres et indéterminés (nb)	600	0.4%	500	0.2%
TOTAL (nb)	**148 300**		**209 800**	

Par MODE - PPAM *(tous motifs sauf retour)*	Produits	Attirés
- Motorisés	80.0%	88.9%
- Automobile	*43.7%*	*50.7%*
- T.C. Public	*35.6%*	*43.7%*
- Bimodal	*0.7%*	*6.5%*
- Autres motorisés	*1.5%*	*1.1%*
- Non motorisés	19.9%	11.1%
- Autres	0.3%	0.1%
TOTAL (nb)	**55 500**	**102 800**

Par PÉRIODE *(Motorisés tous motifs)*	Produits	Attirés
- PPAM	18.6%	36.5%
- Jour	24.9%	25.9%
- PPPM	41.5%	26.2%
- Soir	13.9%	10.3%
- Nuit	1.1%	1.2%
TOTAL (nb)	**254 200**	**255 700**

DÉPLACEMENTS DES RÉSIDENTS DU SECTEUR

Nombre de déplacements effectués par les résidents:	231 400
Nombre de déplacements internes:	88 100
Nombre de résidents (5 ans et +) ne se déplaçant pas:	14 000
Déplacements par personne (5 ans et +):	2.42

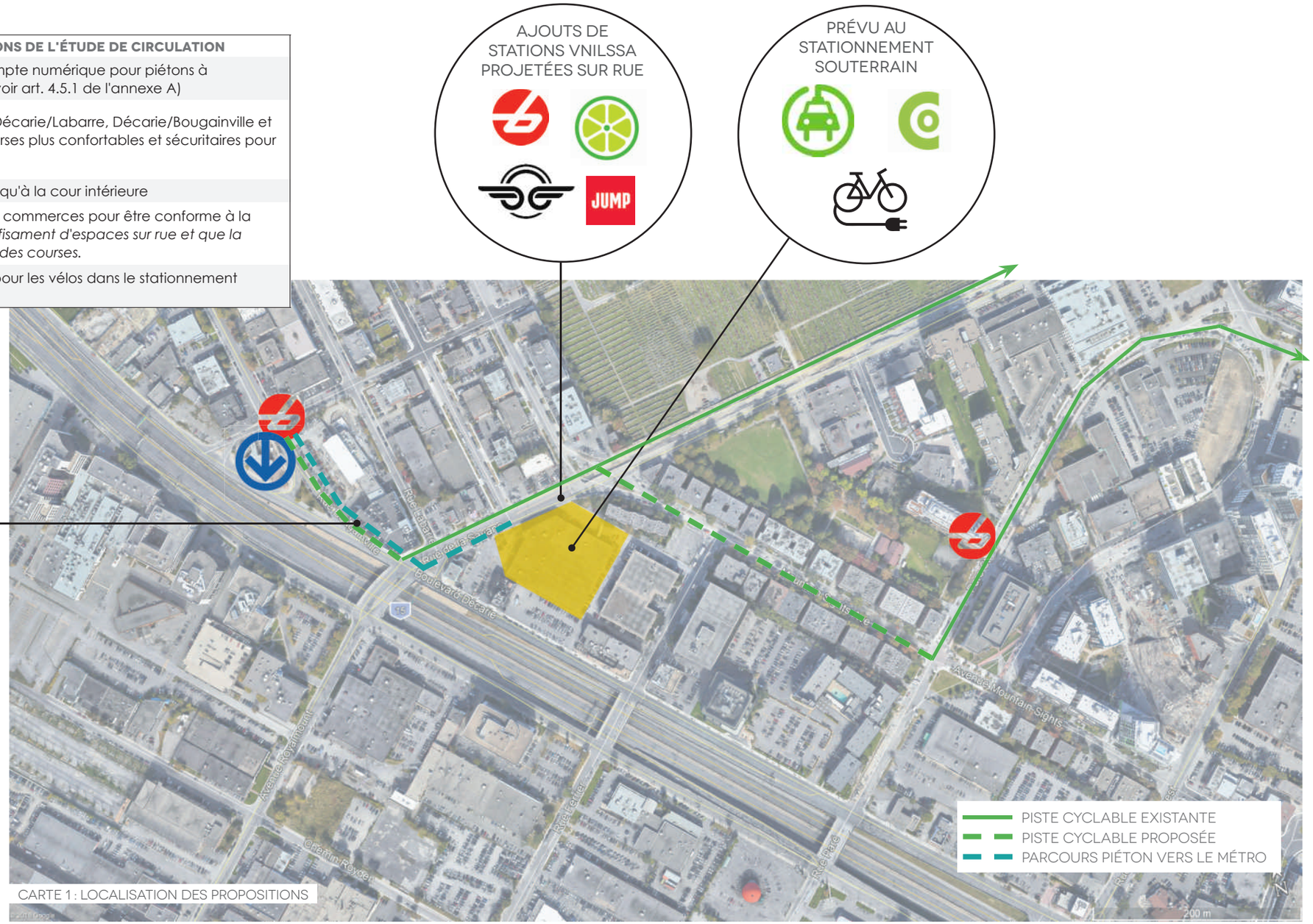
Par MOTIF *(tous modes - 24 heures)*	Produits	Attirés	Externes
- Travail	22.9%	5.1%	20.5%
- Études	17.2%	8.6%	3.5%
- Loisir	9.3%	4.5%	24.2%
- Magasinage	11.1%	7.9%	22.2%
- Autres (sauf retour)	13.2%	8.6%	29.6%
- Retour au domicile	26.2%	65.3%	-
TOTAL (nb)	**152 500**	**152 300**	**14 600**

TABLEAU 1 : RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉTUDE DE CIRCULATION	
V	Il est suggéré d'uniformiser le système de décompte numérique pour piétons à l'intersection De la Savane et Mountain Sights (voir art. 4.5.1 de l'annexe A)
V	Il est proposé de réaménager les intersections Décarie/Labarre, Décarie/Bougainville et Savane/Mountain Sights afin de créer des traverses plus confortables et sécuritaires pour les piétons (voir art. 4.5.2 et 4.5.4 de l'annexe A)
P	Éclairer les parcours piétons autour du projet jusqu'à la cour intérieure
P	Ajouter trois espaces de stationnement pour les commerces pour être conforme à la réglementation - *Mais nous pensons qu'il y a suffisament d'espaces sur rue et que la clientèle préfère se stationner sur rue pour faire des courses.*
P	Envisager l'implantation de bornes électriques pour les vélos dans le stationnement intérieur

Action à prendre par : (V) Ville, (P) Promoteur



SUGGESTION D'ÉLARGISSEMENT DU TROTTOIR SUR 100 MÈTRES ET AJOUT D'UNE SECTION DE PISTE CYCLABLE PROTÉGÉE PAR UNE BANDE DE VÉGÉTATION JUSQU'AU MÉTRO DE LA SAVANE



CARTE 1 : LOCALISATION DES PROPOSITIONS

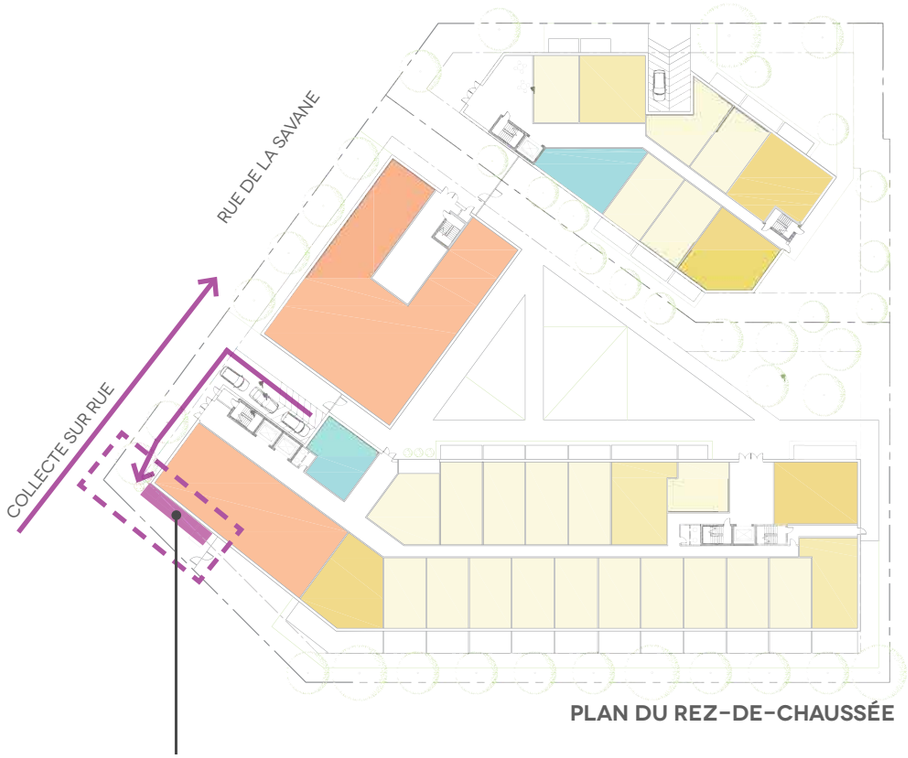
STRATÉGIE D'INTÉGRATION DE LA MOBILITÉ DURABLE

TABLEAU 2 : PLAN D'ACTION VERS UNE MOBILITÉ DURABLE

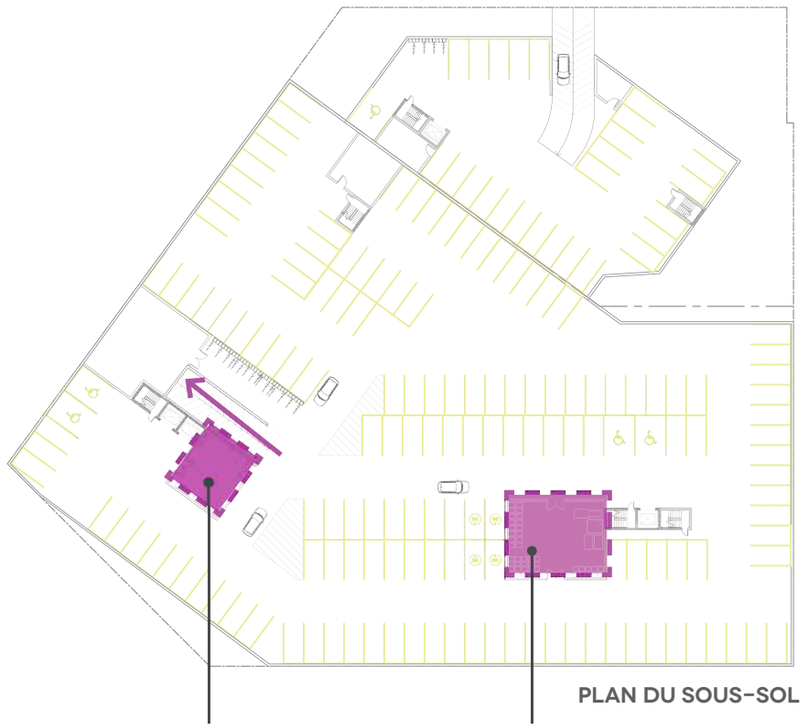
No.	objectifs	Période visée
	OBJECTIF 1 : ENCOURAGER LES DÉPLACEMENTS ACTIFS	
1	Suggestion d'ajouts de portions de pistes cylables pour raccord au réseau existant et à la station de métro de la Savane.	En amont du projet
2	Prévoir la demande d'ajout d'une station extérieur pour trottinettes en libre-service électriques telles que Lime, Jump et Bird (VNILSSA). Il suffit d'envoyer un courriel à ces compagnies afin de demander l'ajout d'une station près du site. L'utilisation est permise du 15 avril au 15 novembre de chaque année. *Les entreprises Lime et Bird ont été contactées par téléphone afin de recueillir leurs recommandations et mode de fonctionnement.*	En amont du projet
3	Prévoir la demande d'une station de bixi supplémentaire sur rue devant le site, étant donné que les stations existantes fonctionnent toutes à pleine capacité. Il suffit de remplir le formulaire prévu à cet effet : *https://survey123.arcgis.com/share/21cba6e2e946464b8474c4c6618299fd* *L'entreprise Bixi a été contactée par téléphone afin de recueillir leurs recommandations et mode de fonctionnement.*	En amont du projet
4	Aménagement de larges trottoirs et parcours agréables incitant à la promenade à pied sur tout le site.	Durant la construction
5	Offrir des crochets pour vélos à chaque case de stationnement (faisant face à un mur), pour un total de 75 crochets, en plus de l'espace réservé pour les 39 places de stationnement pour vélos.	Dès la livraison
6	Implanter 2 prises pour vélos électriques privés dans le stationnement intérieur.	Dès la livraison
7	Assurer des aménagements sécuritaires, éclairés et clôturés où les enfants peuvent jouer à l'extérieur.	Durant la construction
	OBJECTIF 2 : FAVORISER LE COVOITURAGE ET LE TRANSPORT EN COMMUN	
8	8 places de stationnements seront allouées à l'auto-partage, soit 5% du total (ratio recommandé LEED).	Dès la livraison
9	Suggérer le réaménagement des intersections Décarie/De la Savane et Décarie/bougainville afin de permettre un parcours piéton sécuritaire vers la station de métro De la Savane, notamment en assurant des distances de traversée plus courtes (voir art. 4.5.2 et 4.5.4 de l'annexe A).	En amont du projet
10	Lancement d'un concours pour gagner plusieurs cartes opus avec abonnement annuel la première année, lors de la signature d'un bail de 12 mois.	Avant la livraison
	OBJECTIF 3 : PROMOUVOIR DES HABITUDES DE MOBILITÉ DURABLE	
11	4 places de stationnements seront réservées aux voitures électriques avec bornes de rechargement.	Dès la livraison
12	Sensibilisation des résidents au transport actif et collectif au moyen d'affiches expliquant les avantages de chaque mode, situées par exemple au rez-de-chaussée à l'intérieur et devant les ascenseurs.	Dès la livraison

STRATÉGIE D'INTÉGRATION DE LA MOBILITÉ DURABLE

PLANS DE LOCALISATION DES ESPACES DÉDIÉS



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE



PLAN DU SOUS-SOL

EMPLACEMENT DE COLLECTE EXTÉRIEURE

DÉCHETS : COLLECTE **PAR LA VILLE DEUX FOIS PAR SEMAINE** LE MARDI ET LE VENDREDI. QUANTITÉ PRÉVUE : **6 CONTENEURS DE 2 VERGES COMPACTÉS** À CHARGEMENT ARRIÈRE, TEL QUE MODÈLE ICCA20 PAR INDUSTEK. COMBINÉ À UN SYSTÈME DE COMPACTION LOCALISÉ SOUS LA CHUTE À DÉCHET TEL QUE MODÈLE FK0.4 MINICOMPACTEUR STATIONNAIRE DE INDUSTEK.

RECYCLAGE : **DEUX FOIS PAR SEMAINE** LE VENDREDI (ET AUTRE JOURNÉE À DÉFINIR), **PAR LA VILLE** (VOLUME ILLIMITÉ), QUANTITÉ PRÉVUE : **25 BACS EN PLASTIQUE DE 360L** FOURNIS PAR LA VILLE NON COMPACTÉS (CAR LA VILLE INTERDIT DE COMPACTER LES MATIÈRES RECYCLABLES). CALCUL BASÉ SUR LES DONNÉES DE LA SOCENV DE CDN : 1 BAC PAR 6 LOGEMENTS. IL SERAIT ESSENTIEL QUE LA COLLECTE AIT LIEU 2X PAR SEMAINE POUR FACILITER L'OPÉRATION, TEL QU'OFFERT À CERTAINS GRANDS IMMEUBLES DANS L'ARRONDISSEMENT. CAR À UNE FOIS PAR SEMAINE, 50 BACS OCCUPERAIENT BEAUCOUP D'ESPACE À L'EXTÉRIEUR, MAIS AUSSI N'ENTRERAIT PAS DANS UN CAMION DE COLLECTE. DONC ON Y PRÉVOIT **25 BACS À DEUX FOIS PAR SEMAINE**.

COMPOST : **COLLECTE PRIVÉE** TEMPORAIREMENT, CAR L'ARRONDISSEMENT N'OFFRE PAS LE SERVICE AUX IMMEUBLES DE 9 LOGEMENTS ET PLUS. QUANTITÉ PRÉVUE : **30 BACS DE 240L** EN PLASTIQUE (QUANTITÉ CALCULÉE SI TOUS LES MÉNAGES COMPOSTENT, DONC POURRAIT ÊTRE RÉDUIT). VISION 2022-2025 LE SERVICE DEVRAIT ÊTRE OFFERT PAR LA VILLE.

SALLE À DÉCHET NO.1 :

SALLE RÉFRIGÉRÉE DE 75 M²

1 CHUTE À DÉCHETS : AVEC SOUS CELLE-CI UN MINICOMPACTEUR ET 3 BACS DE 2 VERGES COMPACTÉS.

1 CHUTE À RECYCLAGE : AVEC SOUS CELLE-CI UN CONTENEUR DE 4 VERGES À TRANSVIDER PAR LE CONCIERGE DANS 9 BACS (AVEC 2 COLLECTES) EN PLASTIQUE DE 360L

SALLE À DÉCHET NO.2 :

SALLE RÉFRIGÉRÉE DE 140 M² ACCESSIBLE AUX RÉSIDENTS

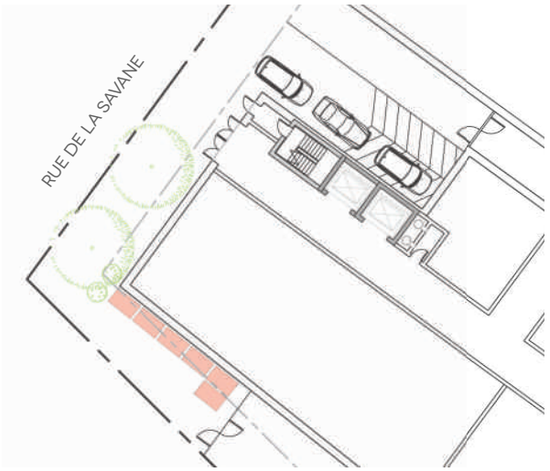
1 CHUTE À DÉCHETS : AVEC SOUS CELLE-CI UN MINICOMPACTEUR ET 3 BACS DE 2 VERGES COMPACTÉS.

1 CHUTE À RECYCLAGE : AVEC SOUS CELLE-CI UN CONTENEUR DE 4 VERGES À TRANSVIDER PAR LE CONCIERGE DANS 16 BACS (AVEC 2 COLLECTES) EN PLASTIQUE DE 360L

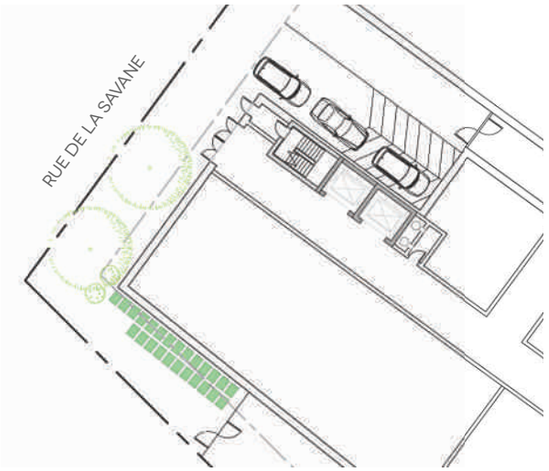
COMPOST : 30 BACS (OU MOINS) EN PLASTIQUE DE 240L OÙ LES RÉSIDENTS Y DÉPOSENT DIRECTEMENT (PAR ASCENSEUR) LEURS SACS À COMPOST.

PLAN PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES DÉCHETS

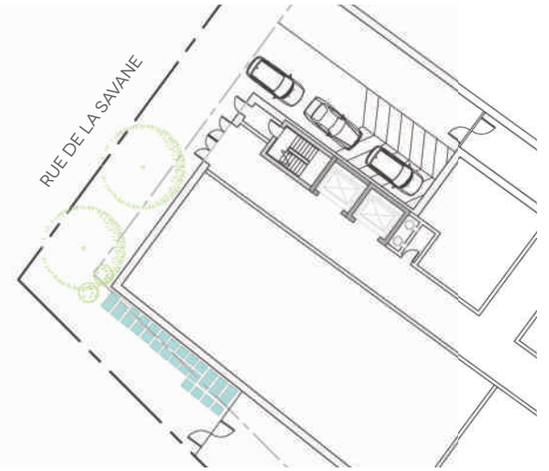
PLANS RAPPROCHÉS DES ESPACES DÉDIÉS



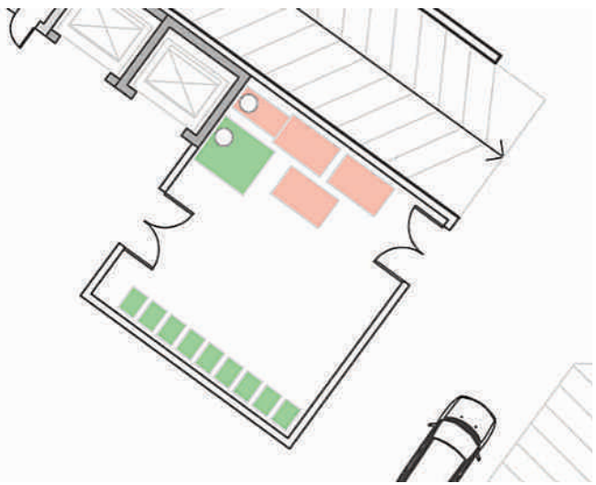
DÉCHETS
LIEU TEMPORAIRE EXTÉRIEUR DE COLLECTE



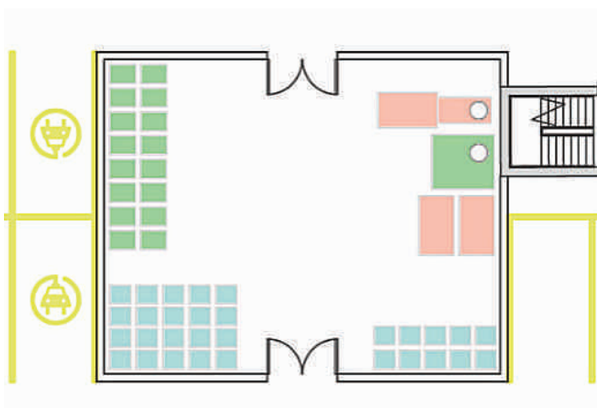
RECYCLAGE
LIEU TEMPORAIRE EXTÉRIEUR DE COLLECTE



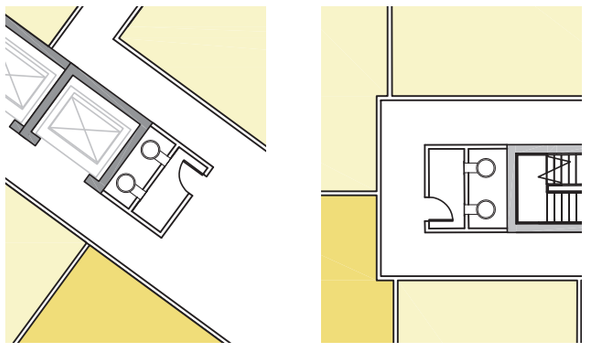
COMPOST
LIEU TEMPORAIRE EXTÉRIEUR DE COLLECTE



SALLE À DÉCHETS NO.1
AU STATIONNEMENT SOUTERRAIN



SALLE À DÉCHETS NO.2
AU STATIONNEMENT SOUTERRAIN



CHUTES À DÉCHETS ET RECYCLAGE
À CHAQUE ÉTAGE

PLAN PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES DÉCHETS

ÉQUIPEMENTS PROPOSÉS POUR LA GESTION DES DÉCHETS

INDUSTEK

Industek : Fabrication, location et entretien de compacteurs pour les matières résiduelles, de presses à ballots pour le recyclage ainsi que de divers conteneurs sur mesure.

T: 844 352-9222

Accueil | Produits Industek | Services | Conseils | JOB | Contact



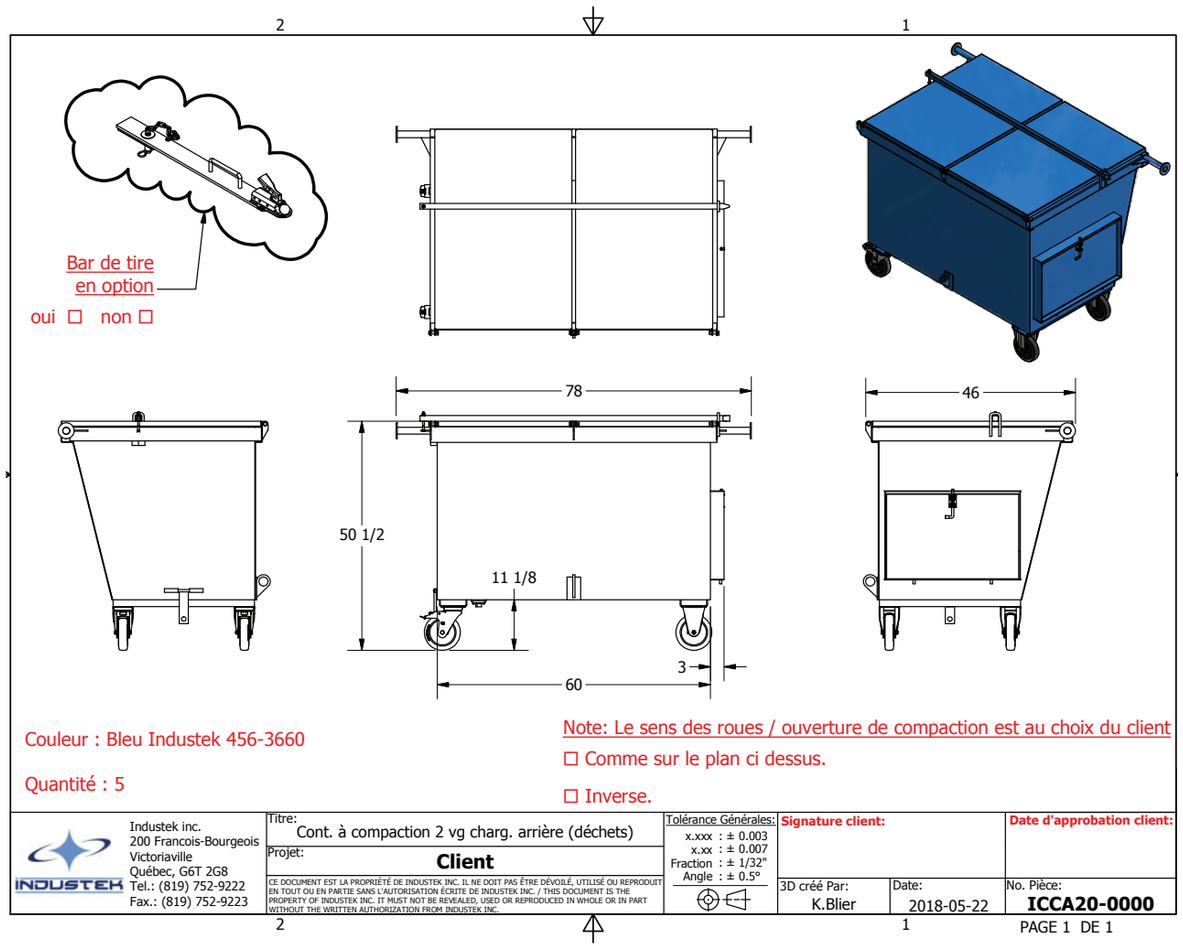


Minicompacteur stationnaire FKO.4

Dimensions et performances

Largeur	40.5"
Longueur	71"
Hauteur (sans trémie)	38"
Poids	1 400 lb
Moteur	3 HP, 600 volts triphasé
Cylindre	3"
Temps de cycle	32 s
Ouverture de chargement	28" x 24"
Volume de la chambre à compaction	0.4 verge cube

Utilisé avec des chutes à déchets dans les immeubles de plusieurs étages. Conçu dans le but de réduire la fréquence des collectes en diminuant le volume de vos matières, ce compacteur se fixe à l'endroit le plus approprié de vos opérations et seul le contenant à compaction est déplacé pour la



PLAN PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES DÉCHETS

TYPES BACS DE COLLECTE POUR RECYCLAGE ET COMPOST

Mastercart
SERIES
32 GAL. - 120L / 64 GAL. - 240L / 95 GAL. - 360L



CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES

- Conception élaborée du couvercle qui empêche les insectes nuisibles d'entrer dans le bac
- Instructions d'utilisation multilingue
- Large zone d'impression
- Estampage à chaud multicolor avec logo d'entreprise
- Estampage à chaud, IML, numéros de série séquentiels et code barres
- L'étiquette RFID et le code barres disponibles en option permettent l'identification rapide du bac
- Facile à manipulier
- Bande moulée antiusure 1 cm
- Adaptation spécifique selon le type de prise européenne ou américaine
- Roues qui se fixent sans outils
- Essieux solides en acier plaqués zinc empêchant la corrosion
- Choix de roues IPL de plastique et caoutchouc-TPE

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

VOLUME	120L / 32 U.S. GAL. (HC1508)		240L / 64 U.S. GAL. (HC1812)		240L / 64 U.S. GAL. (AHC1812)		360L / 95 U.S. GAL. (HC594)		360L / 95 U.S. GAL. (HC392)		360L / 95 U.S. GAL. (AHC720)	
	CH	PO	CH	PO	CH	PO	CH	PO	CH	PO	CH	PO
Longueur	53,5	21 1/4	69,9	27 1/2	69,9	27 1/2	87,3	34 3/8	85,7	33 3/4	87,3	34 3/8
Largeur	48,6	19 1/4	62,2	24 1/2	62,2	24 1/2	63,8	25 1/8	66,7	26 1/4	63,8	25 1/8
Hauteur	95,5	37 5/8	109,9	43 1/4	109,9	43 1/4	113	44 1/2	117,5	46 1/4	113	44 1/2
Diamètre des roues	20 - 25	8 - 10	20 - 25 - 30	8 - 10 - 12	20 - 25 - 30	8 - 10 - 12	25 - 30	10 - 12	25 - 30	10 - 12	25 - 30	10 - 12
Essieu standard	1,5	5/8	1,9	3/4	1,9	3/4	1,9	3/4	1,9	3/4	1,9	3/4
	KG	LBS.	KG	LBS.	KG	LBS.	KG	LBS.	KG	LBS.	KG	LBS.
Capacité de charge	59	130	109	240	109	240	152	335	152	335	152	335
Poids avec roues (approx.)	9 à 11	20 à 25	15 à 17	32 à 38			18 à 20	39 à 45	18 à 20	39 à 45		

UNITÉS						
Empilage	12	11	11	9	7	10
C/R quantité (53')	1800	1012	1012	594	392	720
Code de recyclage	2	2	2	2	2	2

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Horaire des collectes

Pour les adresses de 5196 à 5200 sur rue de la Savane

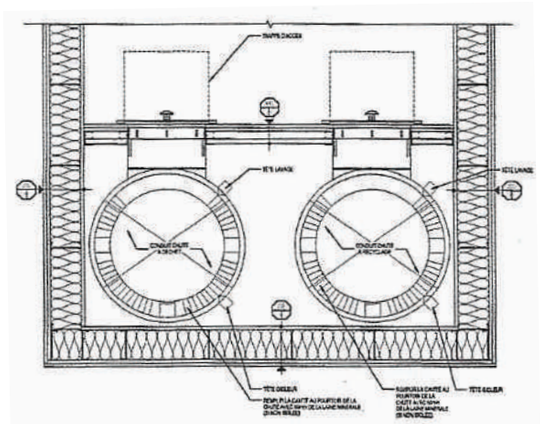
Collecte des ordures ménagères

Jour(s) de collecte :
- Immeubles desservis par la collecte des résidus alimentaires : mardi
- Immeubles non desservis par la collecte des résidus alimentaires : mardi et vendredi

Heures de dépôt : entre 21 h la veille et 7 h le jour de la collecte

Collecte des matières recyclables

Les collectes ont lieu les **VENDREDIS.** Déposez votre bac entre **21 h** la veille et **7 h** le matin de la collecte.



CHUTES À DÉCHETS
DÉTAIL TYPE



TRANSPORT DES BACS
PAR CONCIERGE

PLAN PRÉLIMINAIRE DE GESTION DES DÉCHETS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1193558040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et plus de 36 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un premier projet de résolution approuvant le projet particulier visant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur les lots 2 174 090, ainsi qu'une partie des lots 2 174 273 et 2 515 575 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

SOUS-SECTION I
DÉMOLITION DE L'IMMEUBLE

2. La démolition du bâtiment existant sis aux 2585, chemin Bates et la construction en lieu et place d'un bâtiment de 6 étages sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

SOUS-SECTION II
ARTICLES VISÉS

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 21, 22, 52 à 65, 71, 123 et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Tout autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SOUS-SECTION III
USAGES

4. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), un usage principal de la catégorie H.7 est autorisé.

5. Un établissement pour un usage de la catégorie C.2 est obligatoire au rez-de-chaussée du bâtiment. Cet établissement doit avoir front sur la totalité de l'avenue Wilderton.

SOUS-SECTION IV
CADRE BÂTI

6. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 24 m incluant la construction hors toit.

7. Les alignements de construction et les dimensions des marges sont déterminés par l'implantation au sol du bâtiment telle que représentée à l'annexe B de la présente résolution, en autorisant une variation d'au plus 0,25 m.

8. Le nombre maximal de stationnements autorisés est de 22. Il n'y a pas de nombre minimal de stationnements.

SECTION III
AUTORISATIONS

SOUS-SECTION I
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

9. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le bâtiment existant sis sur le lot 2 174 090 du cadastre du Québec doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 12 mois suivants l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

10. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d'autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction du futur bâtiment**.**

11. Dans les 12 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le territoire d'application doit :

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l'accumulation d'eau.

12. Une garantie monétaire de 100 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 10 et 11.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES COURS ET DES TOITS

13. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

14. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction.

15. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié. Cet espace ne peut être situé en cour avant.

16. La localisation du TSS est autorisée derrière le plan de façade principale sur le chemin Bates montrée sur le plan de l'annexe B.

17. Un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural.

18. En plus d'une ou plusieurs construction(s) hors toit abritant une partie d'un logement, un corridor commun et un espace commun d'au plus 16 m^2 sont autorisés au-dessus du 6^e étage.

SOUS-SECTION III
USAGE ET STATIONNEMENT

19. L'usage « Location de véhicules à court terme (moins de 96 heures) » est autorisé.

Aux fins de l'usage mentionné au premier alinéa, il est possible d'aménager un local d'affaires d'au plus $10m^2$ au rez-de-chaussée du bâtiment. L'affichage de cet usage est interdit.

20. Aux fins de l'exercice de l'usage mentionné à l'article 19, le nombre d'unités de stationnement peut être inclus dans le nombre maximal d'unités de stationnement.

21. Aucun stationnement pour véhicules extérieur n’est autorisé sur le territoire d’application.

SOUS-SECTION IV
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

22. Des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d’une demande de permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l’annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d’un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2585, chemin Bates, Montréal, QC » joint en annexe C à la présente résolution.

23. Les fenêtres de l’élévation donnant du côté de la voie ferrée doivent être à double vitrage respectant au minimum les prescriptions suivantes : 6 mm d'épaisseur – 400 mm d'espace d'air – 6 mm d'épaisseur.

24. Un mur anticollision, indépendant de la structure du bâtiment et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment doit être implanté entre la limite d’emprise de la voie ferrée et ce bâtiment.

Ce mur doit être localisé dans les 2 premiers mètres de la limite de propriété de ce bâtiment et peut avoir une hauteur de 2 m à 3 m.

25. Une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

SOUS-SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

26. Aux fins de la délivrance d’un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l’apparence extérieure, de l’implantation ou de l’aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s’appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

27. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d’un bâtiment d’architecture contemporaine qui établit un dialogue entre le domaine public, actuel et futur, et les espaces privés.

Les critères permettant d’atteindre cet objectif sont :

1° s’assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

3° assurer une porosité entre le rez-de-chaussée du ou des établissements commerciaux et les espaces extérieurs notamment en optimisant le pourcentage de fenestration, ainsi que la transparence du vitrage et l'absence d'obstacles devant les fenêtres;

4° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur réfléchissant la chaleur et la lumière d'une manière diffuse, en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment ceux accessibles aux occupants;

5° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit.

28. **Objectif 2** :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;

3° favoriser l'aménagement de stationnement pour vélo de manière sécuritaire et facilement accessible;

4° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonne cyclable et véhiculaire.

29. **Objectif 3** :
Créer un milieu de vie où la quiétude et la sécurité des usagers sont prises en compte.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° optimiser la réduction de l'impact des vibrations générées par le passage des trains par les mesures de mitigation les plus appropriées telles que : la composition ou la profondeur des fondations du mur d'impact, l'utilisation de matériaux de type résilient (élastomère) sur la surface des fondations et tout autre moyen.

2° optimiser la réduction de l'impact du bruit généré par le passage des trains par les mesures les plus appropriées telles l'usage de verre double vitrage spécifique, une insonorisation précise de l'enveloppe extérieure ainsi qu'un pourcentage de fenestration bien calibré, un isolant phonique appliqué en sous -face de balcons et des logements ayant un minimum de chambres donnant sur les façades exposées.

30. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « **Territoire d'application** »

ANNEXE B
PLAN D'IMPLANTATION DU BÂTIMENT

ANNEXE C
RAPPORT INTITULÉ « **Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2585, chemin Bates, Montréal, QC »**

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le** 2020-03-03 11:40

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193558040**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et plus de 36 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Un requérant souhaite démolir le bâtiment situé au 2585, chemin Bates, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant environ 52 logements.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment et à l'alignement de construction, ainsi qu'au Règlement sur les clôtures (R.R.V.M. c. C-5), relativement à la hauteur d'une clôture.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé se trouve à l'extrémité nord-est de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en pleine ébullition avec l'arrivée prochaine d'une station du Réseau électrique métropolitain (REM) (station Canora). Le lot principal visé s'avère le 2 174 090, ainsi qu'une partie des lots 2 174 273 et 2 515 575 (qui devront faire l'objet d'une opération cadastrale avant que puisse être délivré un permis de construire).

Le site est localisé ans un secteur de zonage mixte H.5-6, C.2C, où est autorisé des bâtiments résidentiels comportant de 8 à 36 logements ainsi que des commerces et services de faible intensité commerciale.

Le projet

Le projet consiste à démolir le bâtiment commercial. Il s'agit d'un immeuble de 3 étages

accueillant plusieurs petits bureaux. Le bâtiment n'a pas été conçu pour supporter 3 étages supplémentaires. De plus, l'aménagement intérieur, la circulation verticale, la fenestration et les ouvertures dans l'enveloppe de ce bâtiment ont été pensés pour des espaces à bureaux. Le bâtiment ne permet pas non plus l'accessibilité universelle. La sécurité ferroviaire n'a pas été prise en compte lors de la construction d'aucun des deux bâtiments. Enfin, la construction d'un nouveau bâtiment sur le terrain vacant rendrait difficile son harmonisation avec le bâtiment actuel.

Adjacent au bâtiment se trouve un terrain vacant qui sert actuellement de terrain de stationnement. Toutefois, la Ville de Montréal a entrepris des démarches pour acquérir une partie du stationnement afin d'élargir la voie publique. Cet élargissement aura pour objectif de sécuriser l'intersection notamment pour les piétons. Après discussions avec les services centraux (SUM et SIRR), il a été proposé d'acquérir une bande de terrain de 5,5 m et d'environ 30 m de longueur. L'implication de l'Arrondissement à la suite de cette orientation consiste à déterminer la position idéale du nouveau bâtiment sur le nouveau lot. Ainsi, il est proposé de coller le plus possible le bâtiment à la future voie publique. L'alignement de construction du bâtiment serait ainsi d'environ 0 sur l'avenue Wilderton et de 2,5 m sur le chemin Bates. Ainsi, les piétons seront davantage invités à entrer dans le futur commerce. Cette présence (d'un bâtiment) permettra aussi d'accroître le sentiment de sécurité par l'animation commerciale du coin de rue.

D'autre part, le projet du promoteur consisterait à construire un seul bâtiment résidentiel de 6 étages, avec mezzanine, comportant environ 52 logements. Un espace commercial situé face à l'avenue Wilderton serait aménagé; la location temporaire de véhicules de courte durée (afin de favoriser la mutualisation des véhicules et des stationnements seraient aussi autorisés.

Le règlement de zonage autorise des bâtiments de 2 à 5 étages, mais le Plan d'urbanisme permet d'autoriser des constructions allant jusqu'à 6 étages.

Dérogations

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-276) relativement à :

- à la hauteur maximale en mètres et en étages : bâtiment de 6 étages et de 24 m dans un secteur de 2 à 5 étages et de 20 m;
- à l'alignement de construction compris de 0 m sur l'avenue Wilderton (bâtiment construit à l'alignement de construction) et d'environ 2,5 sur le chemin Bates, puisqu'il n'y a pas de bâtiment de référence pour en déterminer l'implantation;
- à l'usage : bâtiment résidentiel comportant environ 52 logements dans un secteur de 36 logements maximum.

De même qu'au Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M. c. C-5) relativement à :

- la hauteur d'une clôture : mur anticollision d'une hauteur supérieure à 2 m (article 6).

Prescriptions additionnelles

D'autres prescriptions réglementaires supplémentaires sont aussi intégrées dans la résolution :

- le rez-de-chaussée doit être occupé en tout ou en partie par un usage de la catégorie commerce, de manière à desservir les futurs utilisateurs et futures utilisatrices du REM;

- un nombre maximal de 22 cases de stationnement sont autorisées. Il n'y aurait pas de nombre minimal exigé;
- il sera possible de mettre en place un service de location de voitures à court terme (de type auto-partage) afin d'offrir une nouvelle gamme de services de mobilité et réduire, si possible, le taux de possession d'une voiture personnelle. De plus;
- une exigence est ajoutée de manière à ce que les fenêtres les plus proches de la voie ferrée aient une meilleure efficacité à réduire le bruit (6 mm–400 mm–6 mm).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au Plan d'urbanisme.
- L'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en transformation. Divers projets résidentiels sont en cours dans Ville Mont-Royal, à Outremont et plusieurs bâtiments à Montréal présentent une opportunité de conversion à des fins résidentielles, dont le bâtiment visé.
- La construction d'un nouveau bâtiment et le remembrement de divers lots permettront de mieux cadrer cette intersection importante et qui le sera davantage avec l'ouverture du REM
- Le projet permet de mettre en valeur des terrains qui, lors de la l'ouverture de la gare du REM Canora, seront à quelques minutes du centre-ville.
- Les diverses études commandées en relation avec le projet sont concluantes quant à sa faisabilité; afin de respecter les dispositions énoncées dans le Règlement d'urbanisme prévues aux articles 122.10 à 122.13, la construction d'un mur antivibratoire à la limite arrière de la propriété est prévue.
- Lors de sa rencontre du 28 août 2019, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable au projet. Les préoccupations énoncées par le CCU lors de cette rencontre ont été intégrées dans la résolution. En ce qui a trait au désir de permettre la plantation dans les marges, l'aménagement du domaine public sur le chemin Bates et l'avenue Wilderton sera revu après le réaménagement le l'intersection. Des plantations sur rue seront prévues. L'aménagement paysager sur le domaine privé sera aménagé de manière à ne pas nuire aux arbres publics. Depuis la présentation au CCU, le requérant s'est également porté acquéreur d'une bande de terrain d'environ 23 m par 7 m le long de la voie ferrée. Il a prévu effectuer des plantations d'arbres à cet endroit également.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette demande est exemptée de l'application de la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial, car elle a fait l'objet d'une demande d'avis préliminaire antérieure à l'adoption de ladite politique.
Les frais d'acquisition de la bande de 5,5 m X 30 m seront pris en charge par le Service de l'urbanisme et de la mobilité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien que le projet préliminaire ait été adopté plusieurs mois avant l'adoption du Plan local de développement durable 2019-22, le projet va contribuer à se rapprocher de l'objectif d'augmenter la canopée des nouveaux projets de développement. Le requérant devra en

effet déposer un plan d'aménagement paysager qui devra prévoir la plantation d'arbres, arbustes et autres plantations.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La mise en valeur de ces lots prévoit également l'acquisition d'une bande de terrain de 5,5 m de largeur le long de l'avenue Wilderton. Cette acquisition fait partie d'une intervention coordonnée avec la ville centre afin de sécuriser cette intersection.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une consultation publique sur le projet aura lieu le 31 mars 2020.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

28 août 2019	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Automne 2019	Négociation pour entente préliminaire sur l'acquisition d'une bande de terrain de 5,5 m
11 mars 2020	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
31 mars 2020	Consultation publique
6 avril 2020	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
À déterminer	Procédure de demande d'approbation référendaire
À déterminer	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
À déterminer	Procédure d'approbation référendaire (le cas échéant)
À déterminer	Délivrance du certificat de conformité et entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-27

Sébastien MANSEAU
Chef division - Urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2020-02-27

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et plus de 36 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

2019-07-24_CCU_4.4_2585_Bates.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 24 juillet 2019, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.4 Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin et Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 51 logements en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement

Le comité recommande d'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- Préciser les minimums et les maximums de cases de stationnement autorisées conformément aux dispositions du règlement sur un seul étage de stationnement. Avec ce réaménagement, intégrer les stationnements pour vélos au sous-sol;
- Établir la largeur de la porte de garage la plus étroite possible;
- Opter pour des fenêtres ayant une meilleure efficacité à réduire le bruit (6 mm–400 mm–6 mm);
- Augmenter la marge avant sur le chemin Bates et les marges latérales de manière à garantir la plantation et la survie d'arbres à grands déploiement. Intégrer comme critère d'aménagement (PIIA) que la ramure des arbres se rapprochent le plus possible % de canopée souhaitée dans le Plan de développement durable de l'arrondissement de 40 %;
- Intégrer comme critère d'aménagement (PIIA) que le requérant prévoit des aires sur son terrain pour le TSS (ailleurs qu'en cour avant) et pour l'entreposage des matières résiduelles et du recyclage.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558040

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition du bâtiment situé au 2585, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et plus de 36 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Annexe A :PLAN_Annexe_A_Terrritoire_application.jpg

Annexe B : PLAN_Implantation_bâtiment.pdf

Annexe C : Étude_viabilité_ferroviaire.pdf

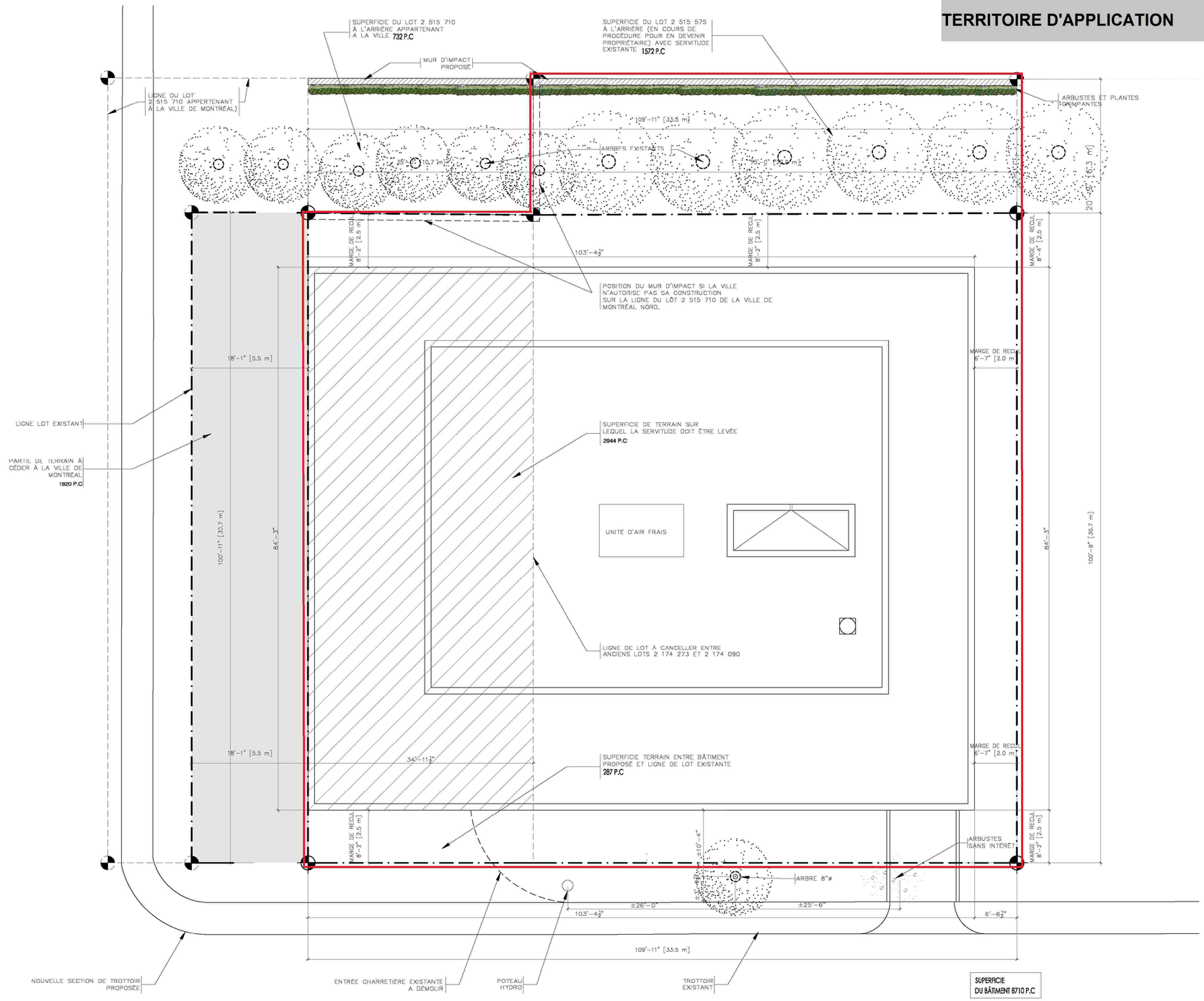
RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

Annexe A

TERRITOIRE D'APPLICATION



1 A-099D **PLAN D'IMPLANTATION (OPTION 4)**
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

W:\2017\17-09-2585 Bates revah\working drawings\17-09_A-000 plan ensemble.dwg — 2020.02.25 — 4:42PM — Plotted by Boukhemis

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
B	25/02/2020	ÉMIS POUR APPROBATION
A	17/02/2020	ÉMIS POUR APPROBATION
no.	date J/M/A	description

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.02.2020

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design intérieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

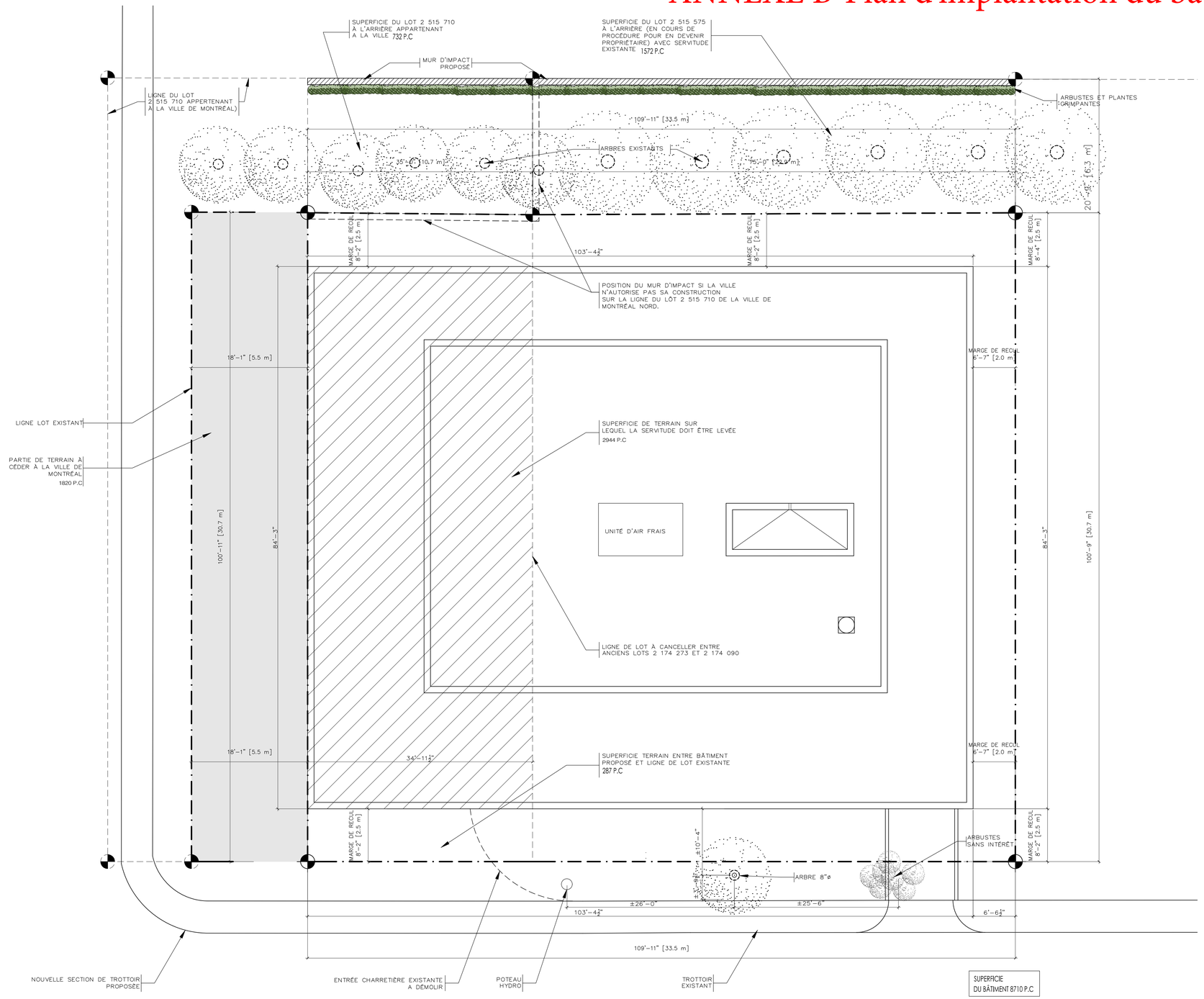
FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370 rue Guy suite 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J 1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
2585 CHEMIN BATES, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'IMPLANTATION
OPTION 3

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 17-09
date J/M/A 17/02/2020	revision no.
dessine/drawn AG/BC	dessin/drawing no. A-099D
verifie/checked MR	

ANNEXE B-Plan d'implantation du bâtiment



1 A-099D **PLAN D'IMPLANTATION (OPTION 4)**
ÉCHELLE: 1/8"=1'-0"

W:\2017\17-09-2585 Bates revah\working drawings\17-09_A-000 plan ensemble.dwg — 2020.02.25 — 4:42PM — Plotted by Boukhemis

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
B	25/02/2020	ÉMIS POUR APPROBATION
A	17/02/2020	ÉMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION 25.02.2020

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
#3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370 rue Guy suite 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J 1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Nouveau Projet Residentiel et commercial
2585 CHEMIN BATES, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'IMPLANTATION
OPTION 3

echelle/scale 1/8"=1'-0"	projet/project no. 17-09
date J/M/A 17/02/2020	revision no.
dessine/drawn AG/BC	dessin/drawing no. A-099D
verifie/checked MR	

ANNEXE C

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

26 février 2020

CDN-NDG

ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2585 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QUÉBEC



Présenté à :
Immeubles Greenstone inc.
2585 Chemin Bates, Suite #200
Montréal, (Québec) H3S 1A9
Attention : M. Avi Dayan

Préparé par :
Ingénierie RIVVAL
422, 19ème Avenue
Deux-Montagnes, (Québec) J7R 7H5
Courriel : gestionrivval@yahoo.ca

ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2585 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QUÉBEC



2019-04-05

Préparé par : _____

Yves Vallières ing.sr
Concepteur Sénior – Génie Ferroviaire

Table des matières

1.0 Introduction 4
2.0 Mise en contexte 5
3.0 Opérations ferroviaires courantes 6
3.1 Description du site existant à démolir 6
3.2 Caractéristiques topographiques 8
3.3 Tracé d'écoulement des eaux actuels du site et drainage 9
3.4 Distance du site par rapport aux infrastructures ferroviaires 9
4.0 Renseignements sur les installations ferroviaires 10
4.1 Informations générales 10
4.2 Géométrie, topographie, alignement, type de voie et présence d'aiguillage 11
4.3 Vitesse permise et conditions d'opération 11
4.4 Historique des déraillements 12
4.5 Occupation des voies et clientèles actuelles et futures prévues 14
4.6 Précisions sur les améliorations ou travaux futurs ou prévus pour le corridor ou toute disposition de protection en vue d'une expansion future 15
5.0 Renseignements sur la construction proposée 15
5.1 Dégagements et marges de recul de l'aménagement proposé par rapport au corridor ferroviaire 15
5.2 Caractéristiques de protection contre les collisions et les déraillements proposées pour la nouvelle construction. 17
5.3 Mesures de mitigation pour atténuer les vibrations 17
5.4 Mesures de mitigation pour atténuer les bruits 18
5.5 Renseignements sur la construction des aménagements 19
6.0 Détermination des dangers et risques des opérations ferroviaires 20
6.1 Sécurité – Volet déraillement 20
6.2 Sécurité – Volet intrusion 22
7.0 Conclusion 22
8.0 Références 23

Annexe A : CV - Yves Vallières ing.sr - Ingénierie RIVVAL inc.

1.0 Introduction

La firme Ingénierie RIVVAL inc. est mandatée par Immeubles Greenstone inc. afin de réaliser une étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé au 2585 Chemin Bates, Montréal, Québec. Situé immédiatement au sud des voies ferrées du Canadien Pacifique, le site se trouve immédiatement au sud-est du passage à niveau de l'avenue Wilderton. Le projet de redéveloppement comportera des usages uniques résidentiels en bordure du corridor de chemin de fer du Canadien Pacifique.

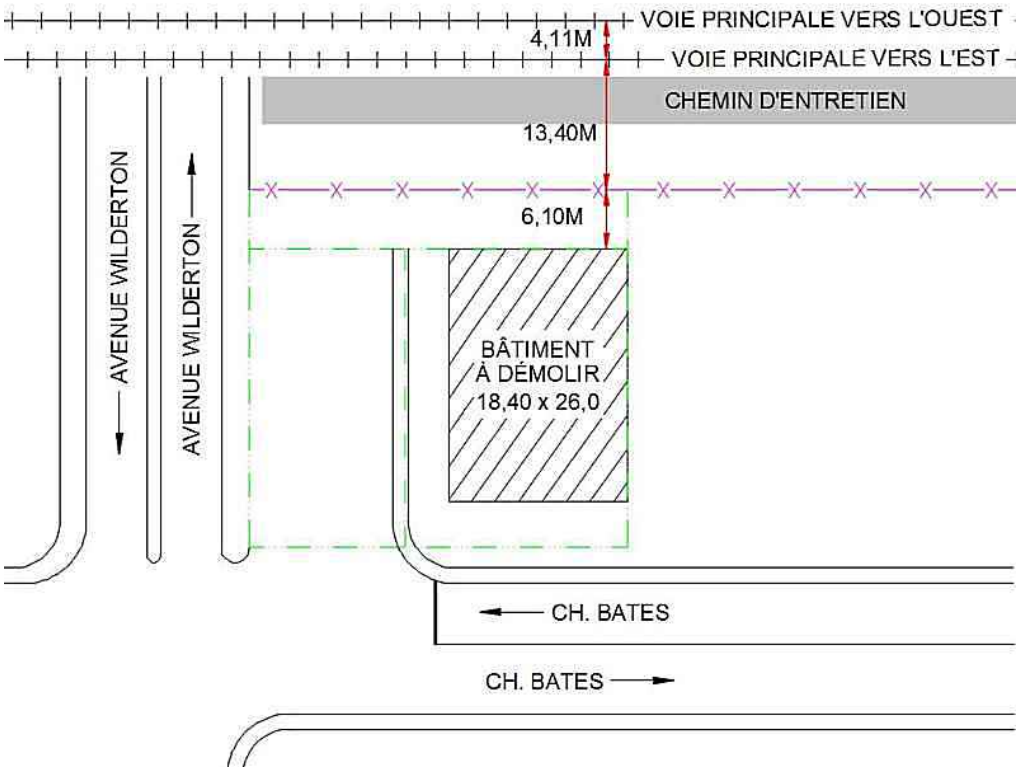


Figure 1. Plan d'ensemble du site existant.

L'étude de viabilité a pour but d'évaluer tout conflit qui pourrait résulter de la proximité entre l'aménagement proposé et le corridor ferroviaire, de même que toute incidence possible sur les activités du chemin de fer attribuable au nouvel aménagement pendant la phase de construction et par la suite. Elle vise aussi à permettre une évaluation des aménagements basée sur les caractéristiques propres au site et, par conséquent, la détermination des mesures d'atténuation appropriées.

Pour ce faire, l'étude de viabilité traitera des éléments suivants :

Section 2.	Mise en contexte
Section 3.	Renseignements sur le site
Section 4.	Renseignements sur les installations ferroviaires
Section 5.	Renseignements sur l'aménagement
Section 6.	Renseignements sur la construction
Section 7.	Détermination des dangers et des risques et recommandations de mesures d'atténuation
Section 8.	Conclusion

2.0 Mise en contexte

De nos jours, de plus en plus d'anciens terrains au passé industriel ou commercial sont redéveloppés selon un autre usage. Dans un contexte de densification des zones urbaines et dans le but de contrer l'étalement urbain, il n'est pas étonnant de constater que plusieurs territoires qui autrefois ne présentaient aucune valeur aux yeux des promoteurs fassent aujourd'hui l'objet de projet ambitieux de grande envergure.

Dans ce contexte, la compagnie Immeubles Greenstone inc. souhaite procéder au redéveloppement du site industriel situé au 2585 Chemin Bates et y propose entre autres la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment de 7 étages abritant des condos à vocation résidentielle en bordure de la voie ferrée.

La question du voisinage entre les nouveaux projets et le chemin de fer a fait l'objet de plusieurs rapports au cours des dernières années, notamment le rapport *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* (Réf. 1) paru en mai 2013 pour le compte de La Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et L'Association des Chemins de Fer du Canada (ACFC). Ce rapport se veut un guide sur la manière d'aborder la coexistence des usages qui à priori semblent contradictoires, toujours dans l'optique où les municipalités tendent à vouloir densifier leur territoire. Ce rapport élabore sur les méthodes préférables et les méthodes alternatives de faire cohabiter les chemins de fer et les nouveaux aménagements. Les méthodes standards proposées s'appliquent relativement bien dans de grands espaces, puisqu'on parle ici d'une marge de recul de 30 mètres et de la réalisation d'une berme de 2,5 mètres de hauteur par 15 mètres de largeur. Par ailleurs, le rapport reconnait qu'il peut s'avérer difficile, voire impossible d'aménager de telles mesures de mitigation dans les grands centres urbains. Afin de mettre en contexte la présente étude, voici un extrait du document *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* qui exprime bien la situation du site en question :

> Dans les zones urbaines, en raison de la valeur et de la disponibilité restreinte des terrains, des pressions accrues s'exercent en vue de l'aménagement de terrains plus petits à proximité des corridors ferroviaires. Il est peu probable que de tels emplacements puissent permettre l'installation de berme et de marge de recul standards. (Réf. 1, Page 50)

En effet, dans le cas présent, la dimension du terrain existant vs le positionnement du corridor ferroviaire ne permet pas la mise en place de la marge de recul de 30 mètres et l'implantation de nouveaux bâtiments. Le document note aussi :

> […] il n'est pas vraiment logique de prévoir une marge de recul de 30 mètres dans des secteurs où la profondeur des terrains ne permet pas de l'aménager. Dans de nombreux cas, il peut être plus souhaitable pour les municipalités d'assurer la mise en place de mesures d'atténuation selon une approche adaptée à chaque site, au moyen de l'utilisation de l'outil d'évaluation de la viabilité des aménagements. (Réf. 1, Page 55)

Ainsi, la présente étude de viabilité servira à bien exposer les données relatives au site et aux installations ferroviaires, à cerner les enjeux et à proposer des mesures de mitigations adaptées à la réalité du site qui seront équivalentes aux mesures standards.

3.0 Opérations ferroviaires courantes

3.1 Description du site existant à démolir

Cette propriété abrite présentement un édifice à 3 étages à vocation industriel.



Photo 1. Bâtiments existants du 2585 Chemin Bates à démolir (PM 48.82 ADIR).



Photo 2. Arrière du bâtiment existant à démolir avec voies ferrées du Canadien Pacifique.

Un nouvel édifice à condo sera construit ensuite sur le terrain vacant. Le site, d'une superficie de 1200 m^2, est bordé par de nombreux réseaux de transport (STM, EXO, CP) dont la voie ferrée du Chemin de Fer Canadien Pacifique (CP) au nord.

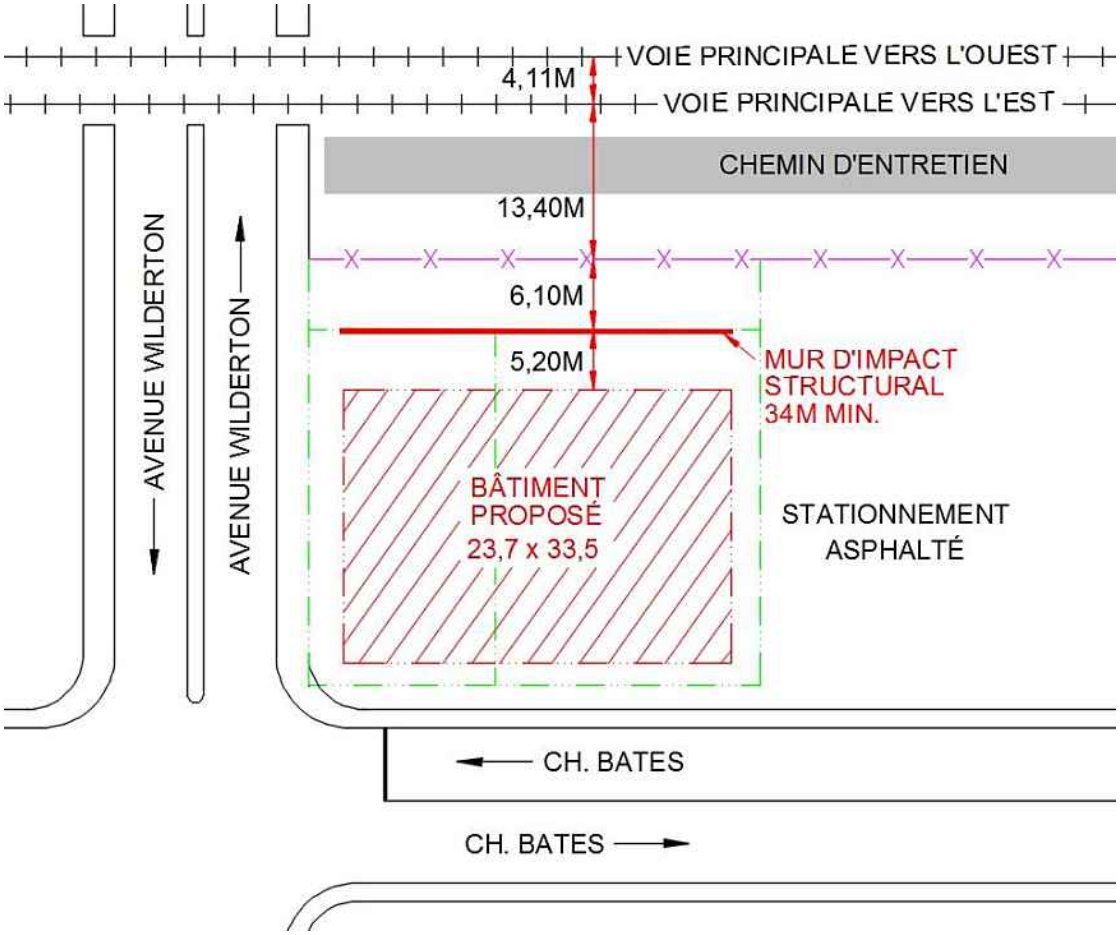


Figure 2. Plan d'ensemble du site proposé au PM 48.82 ADIR.

3.2 Caractéristiques topographiques

Le site est relativement plat, ne présentant qu'une faible variation de niveau de l'ordre de ±300mm sur l'ensemble du site (la topographie devra rester sensiblement la même étant donné la connexion nécessaire à faire avec les rues environnantes).

Par rapport aux voies ferrées, on note que le site est relativement au même niveau que les rails du CP ayant un fossé longitudinal le long du terrain du développeur. De telles élévations locales des rails sont typiques et le fossé assure le bon drainage des voies ferrées.

Le profil de chacune des voies ferrées est relativement plat et de niveau, sans aucun dénivelé. Veuillez-vous référer à la section 4.2 pour obtenir de plus amples renseignements sur la géométrie des voies ferrées.

3.3 Tracé d'écoulement des eaux actuels du site et drainage

Le site est considéré comme étant en entier composé de surfaces imperméables asphaltées ayant des espaces gazonnés de petite dimension en façade, sans rétention effectuée sur le site. En effet, les espaces au sol autour du bâtiment sont majoritairement en asphalte (stationnements) et en pelouse en façade. L'écoulement actuel des eaux de pluie du site, pour les toits, est en totalité acheminé par tuyauterie vers le réseau combiné sanitaire/pluvial de la Ville de Montréal, tandis que les eaux de pluie au sol convergent vers des puisards qui sont raccordés au même réseau combiné de la Ville de Montréal. De plus, il n'y a aucun rejet d'eau du site vers le fossé des voies ferrées à l'arrière du bâtiment.

Le projet proposé ne rejettera pas d'eau de pluie sur le domaine du CP. Les rejets pluviaux seront captés par le réseau pluvial de la municipalité.

Quant à elles, les voies ferrées sont présentement drainées par deux fossés longitudinaux aux limites nord et sud du corridor de transport. L'eau de surface s'écoule de part et d'autre des voies ferrées, et donc en direction des fossés en question, se trouvant à drainer de manière naturelle.

Le nouvel aménagement n'affectera aucunement le drainage de l'emprise ferroviaire comportant deux (2) voies ferrées.

3.4 Distance du site par rapport aux infrastructures ferroviaires

Le site partage sa ligne de lot avec le CP. Sur le terrain du CP, il y a 2 voies ferrées principales en place. Les voies principales sont situées à 13,40m et 17,51m de la ligne d'emprise ferroviaire sud.

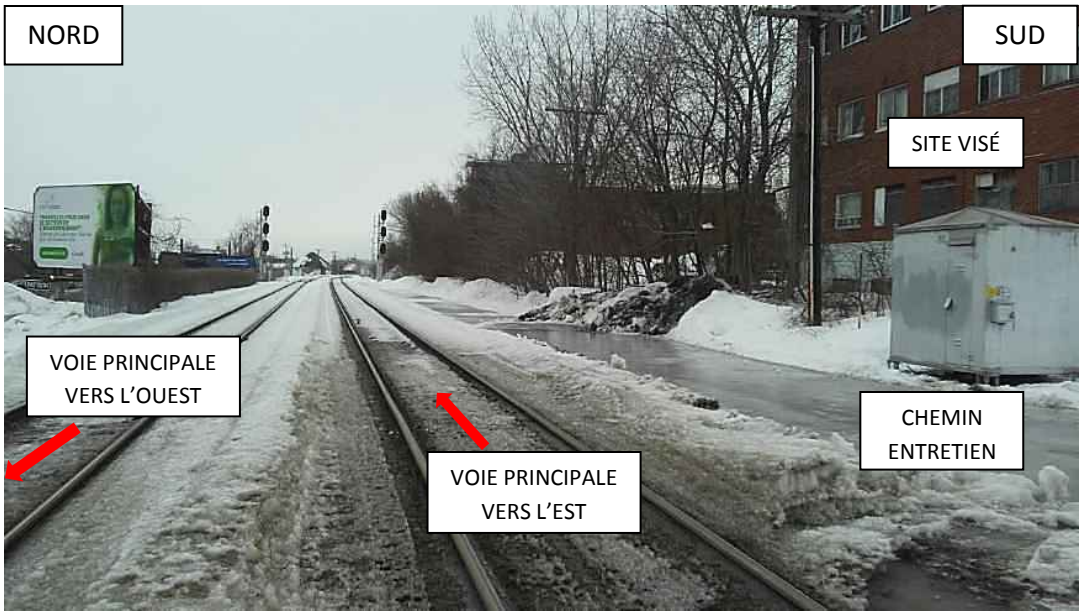


Photo 3. Corridor de transport ferroviaire montrant les deux voies ferrées principales. (Vue regardant vers l'est … vers le viaduc Rockland).

4.0 Renseignements sur les installations ferroviaires

4.1 Informations générales

Le terrain est localisé au point milliaire 48.82 de la subdivision Adirondack. La voie principale de la subdivision Adirondack origine de Brookport (± 10 km à l'est de Farnham, Qc) et se termine au point milliaire 49.90 (sous le viaduc Rockland croisant les voies ferrées menant à Outremont). Ce corridor de transport ferroviaire est la propriété du CP, et est aussi utilisée par EXO pour la ligne de transport collectif Lucien L'Allier – Parc – Saint-Jérôme.

Au point milliaire 48.82, le corridor ferroviaire comporte 2 voies ferrées principales. Les voies principales sont situées à 13,40m et 17,51m de la ligne d'emprise ferroviaire sud.

La subdivision Adirondack est une artère importante pour le transport collectif d'EXO et de marchandise. En effet, durant les périodes de pointe (matin et soir) les trains de banlieue de la ligne Lucien L'Allier – Parc – Saint-Jérôme d'EXO circulent sur les deux voies principales (les voies les plus éloignées du site). De plus, la subdivision Adirondack, à cet endroit, constitue un lien direct de transport ferroviaire entre le Port de Montréal, la cour de triage St-Luc du CP et toutes les destinations majeures à travers le pays.

4.2 Géométrie, topographie, alignement, type de voie et présence d'aiguillage

- Il y a deux (2) voies ferrées adjacentes à la propriété;
- Toutes les voies sont en alignement tangent et parallèles aux limites sud du site;
- Il y a deux voies adjacentes à la propriété;
- Toutes les voies sont en alignement tangente et parallèles au site;
- La courbe la plus proche est à ±215 mètres à l'est du site;
- L'aiguillage le plus proche se trouve à ±80 mètres à l'ouest du site;
- La pente des voies ferrées est pratiquement nulle et il n'y a aucun dénivelé de voie, et ce sur une très longue distance de part et d'autre du site en question. La pente la plus forte le long du site est de l'ordre de 0,14%, ce qui est négligeable, et donc à toute fin pratique de niveau;
- Le type de rail est du Long Rails Soudés (LRS) ce qui signifie que le rail est continu sans joints pour les voies principales;
- Un chemin d'entretien routier est présent entre la voie principale sud (train vers l'est) et la ligne d'emprise ferroviaire sud.

4.3 Vitesse permise et conditions d'opération

Les conditions d'opération ferroviaire au point milliaire 48.82 sont :

- Les vitesses d'opérations sont considérées comme étant « moyenne vitesse »
- Vitesse maximum sur les voies principales :
- - 30 MPH pour les trains de marchandise ;
- - 55 MPH pour les trains de passager (transport collectif EXO) ;
- Il n'y a aucun point d'arrêt officiel du train à proximité ce qui signifie que le mouvement ferroviaire est continu, sans arrêt dans les deux directions ;
- Le passage à niveau le plus près est l'Avenue Wilderton (PM 48.81) croisant à 90° les deux voies ferrées équipées de dispositif de protection automatique complet soit clignotants, cloches, barrières et panneau croix de St-André ;
- La surface de croisement au niveau des voies ferrées est en béton ce qui en fait un des passages à niveau des plus costaud et des mieux protégés dans l'industrie ferroviaire ;
- La condition des deux voies principales est excellente ;
- Des travaux de remplacements des traverses de chemin de fer ont été complétés à l'été 2015.

Au niveau du contrôle de la condition de la voie ferrée des voies principales, l'autorité gouvernementale Transports Canada ordonne que l'autorité ferroviaire ausculte les rails et la géométrie de la plateforme ferroviaire au minimum 2 fois par année à l'aide de véhicules sophistiqués de haute technologie ultrason et magnétique.

Ces contrôles bi-annuels assurent une pérennité et une excellente qualité de la plateforme ferroviaire des voies principales signifiant un niveau de sécurité maximum des opérations ferroviaires minimisant considérablement les probabilités de déraillement.

4.4 Historique des déraillements

Pour le site à l'étude, aucun déraillement n'a été répertorié depuis les 35 dernières années.

D'un point de vue global, nous sommes en mesure d'affirmer que bien que le transport ferroviaire continue de croître, la sécurité des transports montre une tendance à l'amélioration, et ce depuis plusieurs années. En effet, l'association des Chemins de Fer du Canada, Railcan, dans son dernier rapport annuel (2014) (Réf. 3), note que depuis 2004, les accidents ferroviaires à signaler ont diminué de 31.8 % dans l'ensemble, pour les trains de marchandises. Par ailleurs, en 2013 :

> Le nombre d'accidents établi en fonction du volume d'activité des chemins de fer marchandises, ou taux par milliard de tonnes-milles brutes (MTMB) a augmenté, passant du minimum historique de 2.10 en 2012 à 2.17. (Réf. 3, page 3)

Accidents ferroviaires en transport de marchandises

	Accidents de trains de marchandises	MTMB	Taux
2004	1 685	441,47	3,82
2005	1 647	457,95	3,60
2006	1 578	459,63	3,43
2007	1 497	463,36	3,23
2008	1 304	449,92	2,90
2009	1 104	397,29	2,78
2010	1 155	447,05	2,58
2011	1 057	473,31	2,23
2012	1 060	503,88	2,10
2013	1 149	529,56	2,17

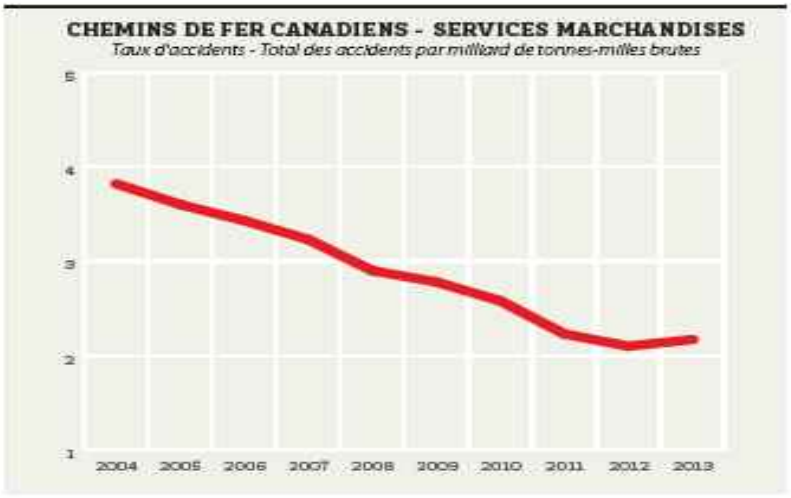


Figure 3. Extrait de *Tendances Ferroviaires 2014* (Ref 3); Accidents Ferroviaires en transport de marchandises

Tiré de son rapport annuel 2014, Railcan note aussi pour les trains de passagers:

> Le taux d'accidents par million de voyageurs/utilisateurs de trains de banlieue a diminué de 2 % entre 2012 et 2013 et s'établit à 0.68. Ce taux, qui est inférieur de 26.3 % à la moyenne de 0.93 des cinq dernières années, est le plus bas jamais enregistré pour les services voyageurs. (Réf 3. Page 5)

Accidents ferroviaires en transport de voyageurs

	Accidents	Voyageurs tr. intervilles	Voyageurs tr. de banlieue	Voyageurs tr. touristiques	Total (en millions)	Taux
2004	70	4 181	54 905	252	59	1,18
2005	77	4 322	58 235	277	63	1,23
2006	64	4 320	60 634	360	65	0,98
2007	72	4 478	63 393	378	68	1,06
2008	71	4 899	67 052	352	72	0,98
2009	73	4 538	65 962	175	71	1,03
2010	67	4 477	68 562	222	73	0,91
2011	74	4 461	68 427	192	73	1,01
2012	52	4 246	70 035	214	74	0,70
2013	51	4 250	70 092	215	75	0,68

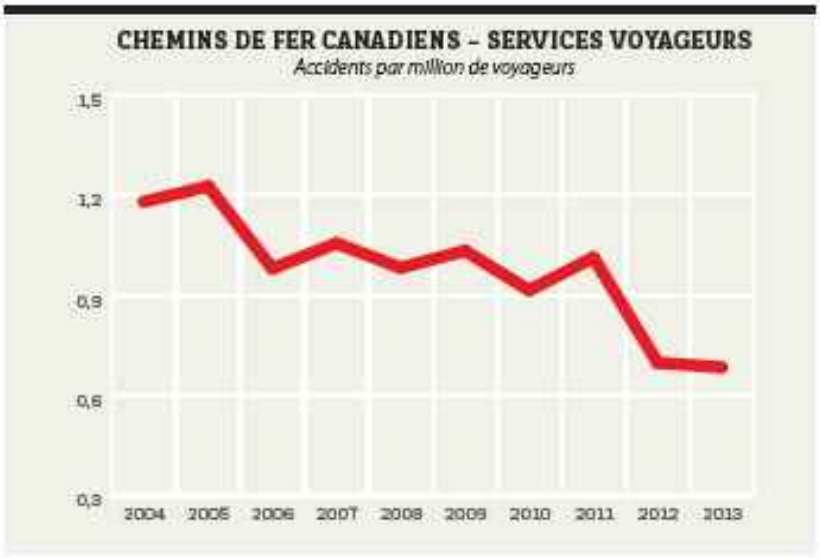


Figure 4. Extrait de *Tendances Ferroviaires 2014* (Réf. 3); Accidents Ferroviaires en transport de voyageurs

4.5 Occupation des voies et clientèles actuelles et futures prévues

Présentement, il y a un trafic ferroviaire quotidien de 9 trains de banlieue d'EXO circulant à une vitesse maximum de 55 MPH sur une ou l'autre des voies principales, surtout durant les heures de pointes des jours de semaine. Le nombre de trains de marchandise est variable selon les demandes du Port de Montréal. Il est difficile de prévoir le nombre de trains de marchandise avec précision, mais selon l'information obtenue auprès des représentants du CP, ils considèrent qu'entre 15 et 20 trains par jour circulent sur les voies principales.

4.6 Précisions sur les améliorations ou travaux futurs ou prévus pour le corridor ou toute disposition de protection en vue d'une expansion future

Afin de s'assurer que la voie ferrée ne se dégrade pas avec les années d'opérations, il est impératif que le CP effectue des travaux de mise à niveau de temps à autre. Ces travaux deviennent nécessaires afin de s'assurer que la catégorie de voie reste la même et ainsi continuer d'opérer les trains aux vitesses prescrites. Le CP travaille activement depuis des décennies avec un plan d'intervention de 4 ans. Malheureusement, les représentants du CP n'étaient pas en mesure de nous donner la nature et des précisions sur des plans d'expansion et d'entretien de la voie ferrée au point milliaire 48.82 de la subdivision Adirondack. Par ailleurs, notons que les traverses de chemin de fer déficientes sur les lignes principales furent toutes remplacées durant l'été 2015.

5.0 Renseignements sur la construction proposée

5.1 Dégagements et marges de recul de l'aménagement proposé par rapport au corridor ferroviaire

Tel qu'énoncé dans le document des lignes directrices, les marges de recul servent à instaurer un espace tampon permettant à la fois l'atténuation des nuisances et la mise en place d'une berme de protection. La marge de recul doit être calculée à partir de la ligne de propriété commune jusqu'à la façade des bâtiments. La marge de recul proposée est de 30 mètres :

> Une telle marge assure un espace tampon par rapport aux activités ferroviaires et permet la dissipation des émissions, des vibrations et du bruit associés aux activités ferroviaires de même que la mise en place d'une barrière de sécurité. Page 27, section 3.3

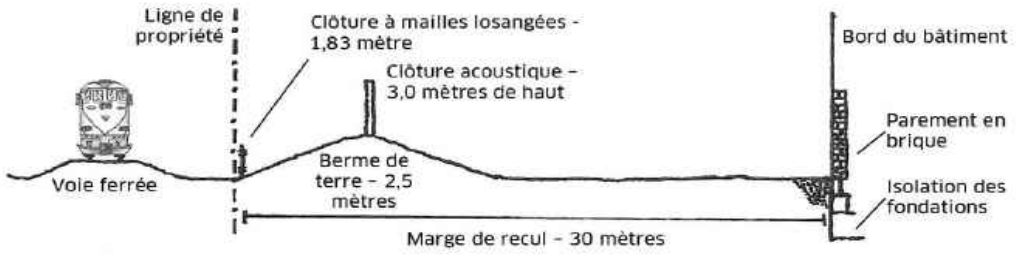


FIGURE 2 // MESURES D'ATTÉNUATION STANDARDS POUR DE NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS RÉSIDENTIELS À PROXIMITÉ D'UNE LIGNE PRINCIPALE.

Figure 5. Extrait de *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires,* (Réf. 1*)*; Mesures d'atténuation standards pour de nouveaux aménagements résidentiels à proximité d'une ligne principale.

Cependant, dans le cas de lots qui, de par leur dimension, ne peuvent accommoder une telle distance, tel que mentionné dans les lignes directrices à quelques endroits :

> [...] des marges de recul réduites pourraient être envisagées avec d'autres mesures de sécurité de remplacement » (Réf. 1, page 27)
>
> et
>
> […] quand les terrains convertis ou intercalaires sont exigus et qu'il est impossible de laisser les marges de recul standards, des marges de recul réduites sont permises dans certains cas (par exemple, quand la voie ferrée est aménagée en tranchée), mais dans la plupart des cas, une autre forme de barrière de sécurité (comme un mur d'impact) sera exigée. (Réf. 1, page 18)

Ainsi, les lignes directrices, reconnaissent que des mesures alternatives permettent d'atteindre le même niveau de sécurité que la berme standard, et montrent aussi les manières alternatives d'y parvenir, soit entre autres par la construction d'un mur de protection :

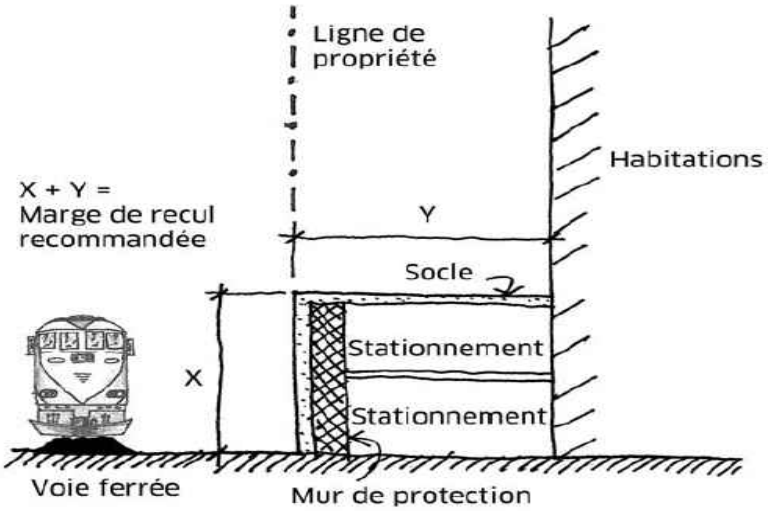


Figure 6. Extrait de *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires,* (Réf. 1*)*; Figure 4 – L'intégration d'un mur de protection dans un aménagement peut permettre de réduire la marge de recul recommandée.

Dans le cas du projet en question, veuillez-vous référer à la figure 2, les marges de reculs sont fixes de 11,30 mètres.

5.2 Caractéristiques de protection contre les collisions et les déraillements proposées pour la nouvelle construction.

En vertu du fait que le projet déroge à la marge de recul de 30 mètres recommandée, un mur de protection structural, conçu par une firme spécialisée sera instauré. Il est recommandé que le mur d'impact/protection soit annexé à la structure principale afin d'assurer l'intégrité et la protection des occupants en cas de déraillement. En vertu de l'aménagement préliminaire fourni par la firme spécialisée d'architectes Ficher Rasmussen Whitefield (voir figure 7 ci-bas), nous sommes d'avis qu'un tel mur respecte les intentions souhaitées, soient la protection des individus et bâtiments en cas de déraillement. Par ailleurs, nous tenons à mentionner que notre avis se limite aux intentions du mur et ne se veut pas une revue « d'ingénierie » de la conception du mur.

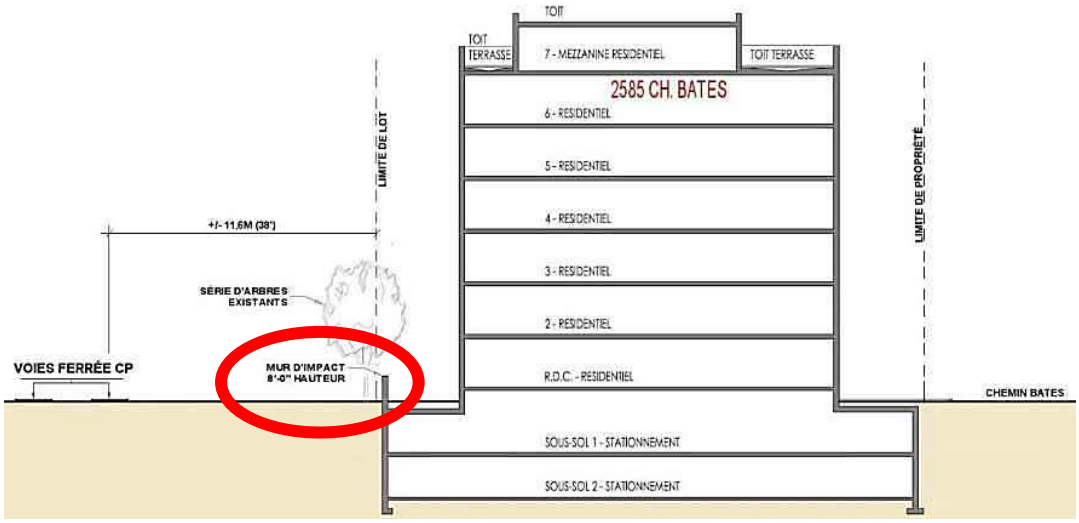


Figure 7. Mur d'impact de 2,44 mètres (8'-0") min. de hauteur en béton armé.

5.3 Mesures de mitigation pour atténuer les vibrations

Les vibrations générées par le passage des trains voyagent à travers le sol et se transmettent au bâtiment. Dépendamment du type de sol de la fondation du chemin de fer et du site visé, l'amplitude des ondes peut soit être amortie ou amplifiée. Selon les informations qui nous ont été fournies, nous comprenons qu'une étude vibratoire est en cours et permettra de déterminer les distances à respecter ou les méthodes d'atténuation à mettre en œuvre, si nécessaire, pour atteindre les niveaux vibratoires exigés par les autorités concernées.

Recommandations :

Suite à la présentation d'étude à cet effet, des recommandations (si requises) de travaux civils aux abords de la limite de propriété seront émises par les experts dans le domaine afin de rencontrer les normes en vigueur. Le promoteur devra suivre ces recommandations. Typiquement, les vibrations sont contrôlées par l'ajout de remblai en matière lâche de type sable fin. D'autres produits spécialisés peuvent aussi être installés à même les murs de fondations des bâtiments pour réduire la transmission des vibrations.

Dans tous les cas, nous recommandons toujours d'effectuer des validations avec les spécialistes ayant fait les études préliminaires afin de valider l'efficacité des mesures proposées.

5.4 Mesures de mitigation pour atténuer les bruits

L'émission de bruit provient principalement lors de passage des trains de passager ou de marchandises sur les voies principales. Compte tenu que les voies principales sont construites avec du Long Rail Soudé (LRS), l'émission du bruit demeure au minimum et la source origine de deux endroits, soit le point de contact des roues des wagons avec les rails des voies principales positionné au centre du corridor ferroviaire et la sortie d'échappement de la locomotive (à noter que ce bruit est de très courte durée, 15 à 20 secondes).

Les études sonores réalisées donneront des pistes de solutions techniques qui devront être intégrées et développées tout au long du projet afin d'assurer une protection acoustique adéquate. Le mur d'impact structural prévu agira surement comme un écran acoustique pour l'étage du rez-de chaussée.

Par ailleurs, il faut noter que le point faible de tout mur de bâtiment, d'un point de vue acoustique, se situe au niveau des fenêtres. En ce sens, nous recommandons de suivre les recommandations énoncées dans le rapport acoustique qui se résume bien souvent de respecter le pourcentage d'ouverture de fenêtre recommandé par rapport à la superficie de la pièce dans laquelle la fenêtre se trouve, en fonction de l'usage de la pièce. Il faudra aussi respecter les spécifications techniques du verre utilisé, soit un verre double laminé qui rencontre les performances acoustiques requises.

D'autre part, il ne faut pas négliger la composition de l'ossature du bâtiment qui devra être conçu afin de respecter les normes acoustiques en vigueur. Au fur et à mesure que le projet se précisera, nous recommandons de consulter les spécialistes qui pourront valider l'efficacité des mesures proposées.

5.5 Renseignements sur la construction des aménagements

Bien entendu, à cette étape du projet, les détails relatifs à la construction ne sont pas arrêtés. Par ailleurs, un certain nombre de répercussions associées à la construction sur un site situé à proximité d'un corridor ferroviaire doivent être prises en compte dans le cadre de l'évaluation de la viabilité des aménagements.

Pour la démolition du bâtiment existant qui longe le chemin de fer et la construction du mur de protection, l'entrepreneur devra coordonner ses travaux avec les responsables du CP. En effet, si l'entrepreneur planifie l'empiètement sur le terrain du CP, il devra s'assurer de toujours avoir un ou des signaleurs du CP présent lors de ses travaux sur le domaine du CP et, bien important, s'assurer de respecter les normes établies de sécurité du CP. Par ailleurs, étant donné la courte distance (±6,10 mètres) entre la limite d'emprise du CP et le bâtiment à démolir, les travaux risquent d'affecter les opérations ferroviaires. Avant tout travail, le promoteur devra s'assurer de contacter les représentants du CP et communiquer les détails relatifs des travaux pour la préparation d'un plan d'action officiel.

Précisons tout de même les points suivants, relatifs à la construction des nouveaux immeubles proposés. L'entrepreneur devra s'assurer que :

- Il n'y a pas de matériaux qui seront soulevés au-dessus du corridor ferroviaire sauf si un signaleur ferroviaire est présent et l'autorise ;
- Il n'y aura pas besoin de créer des passages ou points d'accès pour les véhicules ;
- Il n'y aura pas d'interruption des activités ferroviaires ;
- Le site sera clôturé en tout temps ;
- Aucun service public ne traversera l'emprise ferroviaire ;
- Les travaux d'excavation à proximité du corridor ferroviaire seront faits en étroite collaboration avec le CP et avec la présence constante d'un signaleur ferroviaire du CP ;

Pour les travaux de soutènement du sol requis lors de la construction de la salle mécanique et des rangements pouvant empiéter dans le corridor de transport et affecter la stabilité des voies ferrées, des plans d'ingénierie devront être soumis pour approbation au CP ainsi qu'un programme de suivi (monitoring) de tout mouvement au niveau des voies ferrées si l'emprise ferroviaire est affectée afin de contrôler toute érosion possible de la fondation existante durant les travaux d'excavation.

6.0 Détermination des dangers et risques des opérations ferroviaires

6.1 Sécurité – Volet déraillement

Les opérations des trains de marchandise et transport du public doivent toujours être effectuées en toute sécurité et en conformité avec les règlements d'exploitation ferroviaire (REF) en vigueur. Cependant, puisque le mouvement des trains consiste essentiellement au déplacement dynamique d'une masse imposante sur deux rails, il y aura toujours des risques de déraillements d'une partie du convoi ferroviaire associé à son mouvement. Plusieurs facteurs peuvent contribués au déraillement d'un train tel que :

- Condition climatique, condition de la plateforme ferroviaire ;
- Géométrie de la voie ferrée (droite ou courbe), pente de la voie ferrée ;
- Condition du matériel roulant ;
- Facteur humain, facteur naturel ;
- Etc.

Habituellement, un déraillement mineur implique une combinaison de quelques facteurs alors qu'un déraillement majeur implique une combinaison d'une multitude de facteurs; ce qui résulte en catastrophe ferroviaire. D'une approche purement technique, un déraillement survient lorsque les forces du mouvement dynamique du train et celle de la voie ferrée ne sont plus en équilibres.

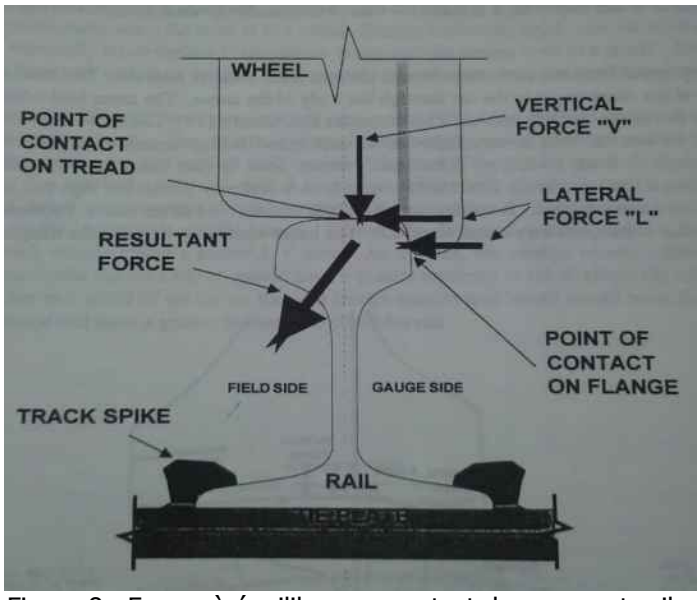


Figure 8. Forces à équilibrer au contact des roues et rails

Afin d'assurer l'équilibre du convoi en tout instant et ainsi pratiquer une gérance du risque de déraillement, l'industrie ferroviaire est règlementée par une série de normes établies par différents organismes (Transports Canada, AREMA, AAR, etc.) qui doivent être mises en place et respectées par les compagnies ferroviaires.

Dans le contexte des voies ferrées appartenant et exploitées par le CP adjacent au site du projet, l'autorité ferroviaire se doit d'appliquer en tout temps les normes en vigueur, normes qui ont été mises à jour à l'aide de plusieurs directives de sécurité par Transports Canada au fil de dernières années.

Tel que mentionné précédemment, la voie en question est en excellente condition et est inspectée deux fois par année, ce qui lui assure de rester en bonne condition. Il n'est pas à l'avantage de la compagnie ferroviaire de ne pas maintenir cette voie en excellente condition car tout arrêt de service est très pénalisant d'un point de vue financier et d'un point de vue des relations publiques.

À la lumière des données exposées dans les sections précédentes, nous pouvons conclure qu'au point milliaire 48.82 de la subdivision Adirondack, les trains d'EXO et du CP circulent sur une voie ferrée très bien entretenue en ligne droite (dans un alignement tangent), à une vitesse maximum de 55 MPH (EXO) et 30 MPH (CP) et ce, sans effectuer d'arrêt dans les deux directions. Compte tenu de l'excellente condition des voies principales, nous pouvons affirmer que le risque de déraillement est bien contrôlé et demeure très faible à cet endroit.

Recommandations :

Concernant les voies principales, la possibilité d'un déraillement de train majeur est toujours possible, mais quasi inexistante compte tenu de la position de celles-ci au centre du corridor, en ligne droite et de niveau, de la très bonne condition de la plateforme ferroviaire en Long Rails Soudés, des vitesses relativement basses sur ce tronçon et de l'absence d'aiguillage à proximité du site.

Par ailleurs, afin d'assurer une protection additionnelle pour le public, nous recommandons de construire un mur d'impact structural en béton armé tel qu'indiqué à la figure 7 de 2,44 mètres (8'-0") minimum de hauteur situé à l'intérieur du terrain du promoteur longitudinal à la ligne de propriété mitoyenne qui agira comme une barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment proposé. Ce mur devra respecter les dimensions et les critères énoncés dans le document des lignes directrices.

Tel que mentionné dans les lignes directrices, nous sommes également d'avis qu'un tel mur d'impact offre « […] en cas de déraillement, une résistance suffisante en ce qui a trait aux caractéristiques d'absorption de l'énergie. » Cet ouvrage permettrait d'implanter le bâtiment à l'intérieur de la marge de recul recommandée sans pour autant affecter la sécurité du public. La figure 7 de la page 17 montre l'aménagement du mur d'impact structural permettant de réduire la distance des habitations par rapport à la voie ferrée.

6.2 Sécurité – Volet intrusion

Étant donné la proximité du chemin de fer au passage à niveau de l'avenue Wilderton et de l'accès direct au chemin d'entretien, le volet intrusion sur la propriété du chemin de fer n'est pas relevant puisque les intrus ont un accès direct au corridor ferroviaire par l'avenue Wilderton.

Par ailleurs, l'aménagement devrait tout de même proposer des mesures préventives pour minimiser les risques d'intrusion à cet endroit.

Recommandations :

Nous recommandons de bien clôturer les extrémités du lot jusqu'au mur de protection afin de décourager les intrus potentiels. Idéalement, les clôtures se voudraient en matériel plus résistant que des clôtures normales en maillage métallique.

7.0 Conclusion

L'objectif de la présente étude de viabilité était de faire état des caractéristiques du site situé au 2585 Chemin Bates, pour lequel un projet de redéveloppement est proposé de même que les caractéristiques des installations ferroviaires adjacentes au site, dans le but d'émettre des recommandations quant aux mesures d'atténuation des nuisances et risques relatifs à l'implantation de nouveaux développements en bordure de voies ferrées. Ainsi, Ingénierie RIVVAL inc. est mandaté pour étudier les différentes lignes directrices applicables et documents relatifs au projet proposé afin d'émettre ses recommandations.

Suite à la lecture des nombreux documents relatifs au projet, notamment les *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* (Réf.1), et fort de notre expérience dans le domaine ferroviaire, nous avons été en mesure de cerner les enjeux et de procéder à des recommandations qui, nous croyons, permettent d'atteindre les objectifs de cohabitation des usages proposés par le nouveau projet.

En ce sens, l'implantation des mesures d'atténuation recommandés par les experts, tant au niveau acoustique que vibratoire, devrait permettre de respecter les niveaux spécifiés. Du point de vue de la sécurité des occupants du site, bien que nous jugions très peu probable la possibilité d'un déraillement de train au site à l'étude, nous sommes d'avis que l'implantation d'un mur d'impact structural en béton armé respectant les normes de la plus récente édition de l'AREMA permettra d'absorber efficacement les charges d'impact liées à un déraillement.

8.0 Références

Référence #1 : Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires, pour le compte de La Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et L'Association des Chemins de Fer du Canada (ACFC), paru en mai 2013

Référence #2 : Chemins de fer Canadiens – Tendances Ferroviaires 2015, Association des chemins de fer du Canada

Référence #3 : Train Accident – Cause-Finding Manual – Canadian Pacific Railway, Effective May 1999

Référence #4 : Règlement d'exploitation ferroviaire du Canada (REF) – 18 mai 2018

ANNEXE A

CV – M. Yves Vallières ing.sr

Ingénierie RIVVAL inc.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1205284004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport final du déploiement de la campagne d'éradication de l'herbe à poux et de la une Escouade Anti-Atchoum de 2019

ATTENDU QU'une campagne d'éradication de l'herbe à poux et une escouade Anti-Atchoum ont été déployées en 2019.
IL EST RECOMMANDÉ :

De déposer le rapport final de l'éradication de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, préparé conjointement par la Société environnementale de Côte-des-Neiges et l'Arrondissement, et transmis au Ministère de la Santé et des Services sociaux le 23 décembre 2019.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 12:01

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1205284004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport final du déploiement de la campagne d'éradication de l'herbe à poux et de la une Escouade Anti-Atchoum de 2019

CONTENU

CONTEXTE

En novembre 2018, l'Arrondissement a déposé une proposition de projet dans le cadre de la Stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes au MSSS qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec. Le 28 février 2019, le MSSS a confirmé l'octroi d'une contribution financière non récurrente de 100 000 $ pour le projet «Développer un plan de contrôle de l'herbe à poux et le mettre en oeuvre sur l'entièreté du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce». Ainsi, en 2019, l'arrondissement a mandaté la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) pour le déploiement d'une importante campagne d'éradication de l'herbe à poux et la création de l'escouade Anti-Atchoum.
Ce dossier vise à déposer le rapport final détaillant l'ensemble des mesures prises et des résultats du projet. Le rapport a été préparé conjointement avec la SOCENV et transmis au Ministère de la Santé et des Services sociaux le 23 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1195284005 : Autoriser la signature d'une entente de contribution financière de 100 000 $ provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques - volet santé pour le projet «Développer un plan de contrôle de l'herbe à poux et le mettre en oeuvre sur l'entièreté du territoire de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce».
1195284006 : Accorder un contrat de service à la Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV) au montant de 100 000 $ incluant les taxes, pour la réalisation du "Projet de contrôle d'herbe à poux", pour une période de 8 mois, se terminant le 15 décembre 2019 et autoriser une dépense de totale de 100 000 $, taxes incluses. Approuver un projet de convention à cette fin.

1197223001 : Demander au comité exécutif de la Ville de Montréal de modifier le budget de la Ville, en conformité avec l'article 144 de la Charte de la Ville de Montréal afin de tenir compte de la réception, par l'arrondissement, d'une contribution financière de 100 000 $, provenant du Ministère de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du gouvernement du Québec.

1184795006 : Dépôt du rapport final du projet d'éradication de l'herbe à poux, dans

l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, en 2018.

1184795003 : Accorder à la Société environnementale de CDN (SOCENV) un contrat pour un projet d'éradication de l'herbe à poux sur le domaine public de l'arrondissement pour un montant de 35 000 $ (taxes incluses).

DESCRIPTION

Au cours de la saison estivale, l'escouade Anti-Atchoum a sillonné les 240 km de rues et les terrains municipaux et paramunicipaux (parcs, places et placettes, carrés d'arbres, terre-pleins, terrains gazonnés) et a procédé à l'arrachage de 1 316 000 plants l'herbe à poux. Les plants collectées ont été compostés visant à éviter de les envoyer à l'enfouissement. Pour sa part, l'Arrondissement a déployé une importante campagne de sensibilisation auprès de ces résidents et employés.
Le rapport final du projet présente les différentes étapes, les outils, ainsi que les résultats. On rappelle également l'importance de poursuivre les efforts au cours des prochaines années.

JUSTIFICATION

s/o

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s/o

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La mise en oeuvre d'un plan de contrôle d'herbe à poux figure comme cible du *Plan local de développement durable 2019-2022,* et contribue à assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé ainsi qu'à verdir, augmenter la biodiversité et assurer la pérennité des ressources*.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants sur la santé publique

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-02-14
Yolande MOREAU Agente de recherche - Développement durable	Stephane P PLANTE Directeur d'arrondissement
Tél : 514-220-7541 **Télécop. :**	**Tél :** 514-872-6339 **Télécop. :**

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1205284004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Dépôt du rapport final du déploiement de la campagne d'éradication de l'herbe à poux et de la une Escouade Anti-Atchoum de 2019



Rapport fin projet HàP MSSS 2019 12-23- VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Agente de recherche - Développement durable

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
5160, boulevard Décarie, bureau 600 Montréal (Québec) H3X 2H9

RAPPORT FINAL - BILAN DES ÉTAPES ET ACTIVITÉS - PLAN DE CONTRÔLE D'HERBE À POUX – 2019

ÉMIS POUR

Le ministère de la Santé et des Services sociaux

Direction d'arrondissement
Développement durable

RAPPORT FINAL - BILAN DES ÉTAPES ET ACTIVITÉS - PLAN DE CONTRÔLE D'HERBE À POUX – 2019

SOMMAIRE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) et son partenaire la Société environnementale de Côte-des-Neiges (la SOCENV) ont travaillé de concert au projet d'éradication de l'herbe à poux sur son territoire. Le printemps et l'été tardifs de 2019 ont ralenti la croissance de l'herbe à poux et permis une plus longue période d'arrachage avant la première floraison saisonnière.

En complément à l'arrachage manuel et la tonte des plants d'herbe à poux sur le domaine public, l'arrondissement a déployé une importante campagne de sensibilisation, tant auprès des citoyens que des employés. L'Arrondissement a également sollicité les 43 écoles privées et 34 écoles publiques, ainsi que les nombreuses grandes institutions afin qu'ils participent à la campagne. Pour cette première année, l'Arrondissement a pu compter sur l'engagement de 56 partenaires, y compris des institutions du milieu de l'éducation, de la santé et de l'habitation sociale.

Notre «Escouade Anti-Atchoum» a parcouru l'ensemble des 228 km de rues de notre territoire pour arracher manuellement les plants d'herbe à poux en bordure de trottoir, sur les terre-pleins et à divers endroits du domaine public.

Pour faire suite aux plans de mobilisation et de contrôle de l'herbe à poux, nous déposons, à même ce rapport de fin de projet, le matériel didactique créé dans le cadre de la campagne.

RAPPORT FINAL - BILAN DES ÉTAPES ET ACTIVITÉS - PLAN DE CONTRÔLE D'HERBE À POUX – 2019

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT FINAL - BILAN DES ÉTAPES ET ACTIVITÉS - 1

1 - DÉPLOIEMENT DU PLAN DE COMMUNICATIONS 5

1.1 OBJECTIFS DE COMMUNICATION 5
1.2 STRATÉGIES 5
1.3 MOYENS DE COMMUNICATION 5
1.3.1 Visibilité au quotidien 5
1.3.2 Visibilité dans les communications officielles de l'arrondissement 7
1.3.3 Visibilité lors d'événements 11
1.3.4 Communications internes 13

2 - DÉPLOIEMENT DU PLAN DE CONTRÔLE DE L'HERBE À POUX 15

2.1 Solicitation des partenaires 15
2.2 Carte d'intervention 15

3 - RÉSULTATS DES INTERVENTIONS / ÉVALUATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE 17

3.1 - CARTE DES INTERVENTIONS RÉALISÉES 17

3.2 MÉTHODOLOGIE 18

3.2.1 Méthode « 3 x 3 out » 18
3.2.2 Méthode « Outil des 1280 degrés-jours » 18

3.3 DATES DE COUPE/TONTE 19

3.4 DATES D'ARRACHAGE 21

3.5 PLANTS ARRACHÉS 22

3.6 PARTENAIRES 23

3.7 CORVÉE – PARTICIPATION CITOYENNE 25
3.8 KIOSQUE DE SENSIBILISATION 25
4 - RÉSULTATS - COMMUNICATIONS 26
4.1 REVUE DE PRESSE 26
4.2 MÉDIAS SOCIAUX 26
4.3 CLIC PAGE WEB 26
4.4 FEUILLETS DISTRIBUÉS 26
4.5 ACCROCHES-PORTE DISTRIBUÉS 26
4.6 AFFICHES 27
4.7 ANIMATION 27
5 – ÉVALUATION GLOBALE DU PLAN DE CONTRÔLE 27
6 - ÉTATS FINANCIERS 29
6.1 ANALYSE COMPARATIVE AU BUDGET PROPOSÉ EN NOVEMBRE 2018 29
6.2 RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (FONDS VERT) 29
6.3 SOMMES INVESTIES PAR L'ARRONDISSEMENT POUR LA RÉALISATION DU PROJET 31
7 - MATÉRIEL DIDACTIQUE 32
8 – CONCLUSION 32
ANNEXES 33

1 - DÉPLOIEMENT DU PLAN DE COMMUNICATIONS

1.1 OBJECTIFS DE COMMUNICATION

Le Plan de communications de l'arrondissement avait comme objectifs de :

- **Faire connaître** le plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement.
- **Informer les publics cibles** au sujet de l'existence de l'herbe à poux et des démarches à réaliser pour contrôler sa propagation.
- **Sensibiliser les publics cibles** des effets négatifs de l'herbe à poux sur la santé des gens allergiques au pollen.
- **Susciter la collaboration** pleine et active des acteurs clés.

1.2 STRATÉGIES

- **Susciter** l'intérêt et la curiosité de nos acteurs clés au sujet de l'existence de l'herbe à poux et des bienfaits de son contrôle.
- **Rejoindre** les clientèles cibles dans leur environnement immédiat.
- **Mobiliser** la communauté afin de poser des actions individuelles et collectives concertées pour le contrôle de l'herbe à poux.
- **Mettre de l'avant** le leadership de l'arrondissement comme un précurseur à la Ville de Montréal dans la décision de contribuer au contrôle de l'herbe à poux.
- **Reconnaître** les organisations engagées dans le contrôle de l'herbe à poux pour susciter l'adhésion d'autres acteurs de la communauté

1.3 MOYENS DE COMMUNICATION

Afin de mieux faire connaître à ces citoyens son plan de contrôle de l'herbe à poux et l'ensemble des actions prises, l'arrondissement a déployé plusieurs outils de communications afin d'augmenter la visibilité du projet. Il est important de noter qu'au moment de procéder aux analyses et recherches pour la création du plan de communications, certains moyens proposés au dépôt du projet n'ont pas été retenus et ont été remplacés par d'autres, plus pertinents, à notre compagne.

1.3.1 VISIBILITÉ AU QUOTIDIEN

- **Électrostatiques** : dès le début de la saison estivale, plusieurs camions de l'arrondissement arboraient des électrostatiques. Comme les camions se déplacent au quotidien sur l'ensemble du territoire, on peut évaluer que des milliers de personnes ont pu voir les affiches.



- **Dossards** : Afin d'assurer la visibilité et l'identification des employés de l'Escouade Anti-Atchoum, nous avons fait produire des dossards en conséquence. Les citoyens pouvaient alors facilement identifier l'escouade et l'identifier à l'arrondissement et au projet herbe à poux. Cela permettait à faire la promotion du projet, à rassurer les résidents que ces personnes effectuaient des tâches officielles, en plus d'assurer la visibilité des employés pour leur sécurité personnelle vu qu'ils travaillaient principalement en bordure de route à proximité des voitures.





- **Autocollants sur les sacs** : Afin de faciliter la coordination du transport des sacs d'ordure remplis de plants d'herbe à poux, les membres de l'Escouade Anti-Atchoum fixaient un autocollant afin de bien l'identifier à la campagne. Ainsi, cela donnait une visibilité de la campagne au niveau des visiteurs des nombreux parcs, et permettait de bien identifier les sacs afin que les cols bleus de l'arrondissement ne les cueillent pas. En fait, les sacs étaient cueillis en fin de journée par un membre de l'Escouade et les plants d'herbe à poux étaient vidés dans des composteurs réservés spécifiquement à cette fin. Les sacs vides étaient alors réutilisés les jours suivants par l'Escouade pour amasser les plants arrachés.



- **Accroche-porte** : Afin d'informer les résidents aux adresses particulièrement infestées d'herbe à poux, les membres de l'Escouade laissaient un accroche-porte explicatif qui précisait qu'ils étaient propriétaires de plants d'herbe à poux.



Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

\ **Feuillet** : Lorsque les membres de l'Escouade Anti-Atchoum se faisaient interpellés par les passants, ce feuillet leur était remis afin de répondre à leurs questions, et ainsi ne pas trop réduire le temps affecté à l'arrachage de l'herbe à poux, la raison d'être de l'Escouade. Ce même feuillet était disponible dans nos points de service.



1.3.2 VISIBILITÉ DANS LES COMMUNICATIONS OFFICIELLES DE L'ARRONDISSEMENT

\ **Le Citoyen** : Le Bulletin officiel de l'arrondissement de CDN-NDG est imprimé à 89 000 exemplaires et distribué à l'ensemble des adresses de l'arrondissement et dans l'ensemble de nos installations municipales. La campagne Herbe à poux a été à l'honneur du numéro du printemps 2019.





\ **La Citoyenne** : L'Arrondissement diffuse une infolettre électronique mensuelle depuis l'automne 2018, et nous comptons 1223 abonnés. La campagne de Lutte contre l'herbe à poux était la vedette de l'infolettre du mois de juin 2019 et a été rappelée dans un article de l'édition de juillet :

- Infolettre de juin : http://bulletin.ville.montreal.qc.ca/T/OFSYS/SM2/106/2/S/F/6674/15808/8ro3Uu1K/745628.html



CDN DG attachant

La Citoyenne

Juin 2019

Infolettre officielle

de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Actualités du mois

À la une

L'herbe à poux, un réel défi de santé publique

- Il s'agit de la plus importante cause d'allergies saisonnières dans tout le nord-est de l'Amérique du Nord
- 75 % des symptômes d'allergies saisonnières sont liés à l'herbe à poux
- Au Québec, une personne sur huit en est touchée
- Un seul plant produit 3000 graines de semences
- La durée de vie d'une semence dans le sol est de 40 ans

En 2018, 485 507 plants arrachés
Préoccupé par la santé de ses citoyens, l'arrondissement a développé un plan de contrôle de l'herbe à poux visant à leur offrir un milieu de vie plus sain et à contribuer à l'amélioration de leur qualité de vie : en 2019, une campagne d'arrachage sera ainsi réalisée sur tout le territoire.

Deux corvées citoyennes d'arrachage
Pour connaître les dates et les lieux, suivez-nous sur Facebook.com/CDN.NDG

Pour en savoir plus

Cet été, l'herbe à poux, on l'arrache! C'est simple, rapide et peu coûteux!

- Infolettre de juillet : http://bulletin.ville.montreal.qc.ca/T/OFSYS/SM2/106/2/S/F/6674/17001/vVTm5B5g/745728.html



CDN DG attachant

LA Citoyenne

Juillet 2019

Infolettre officielle

de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Actualités du mois

À la une

La Chasse-Balcon célèbre son cinquième anniversaire

Escouade Anti-Atchoum

Cet été, l'herbe à poux, on l'arrache!

Avez-vous aperçu l'escouade Anti-Atchoum? Elle sillonne les rues de l'arrondissement depuis quelques semaines déjà. Ses membres comptabilisent chacun des plants arrachés et répertorient les lieux où ils se trouvent. Ainsi, lors de la deuxième tournée d'arrachage, prévue à la mi-juillet, nous pourrons évaluer la diminution du nombre de plants.

Pour participer à l'opération Anti-Atchoum et ainsi contribuer à l'effort collectif, visitez notre page Facebook. Consultez les dates des corvées d'arrachage et ralliez vos voisins pour que tous puissent mieux respirer!

Location de glace

Saison de hockey 2019-2020

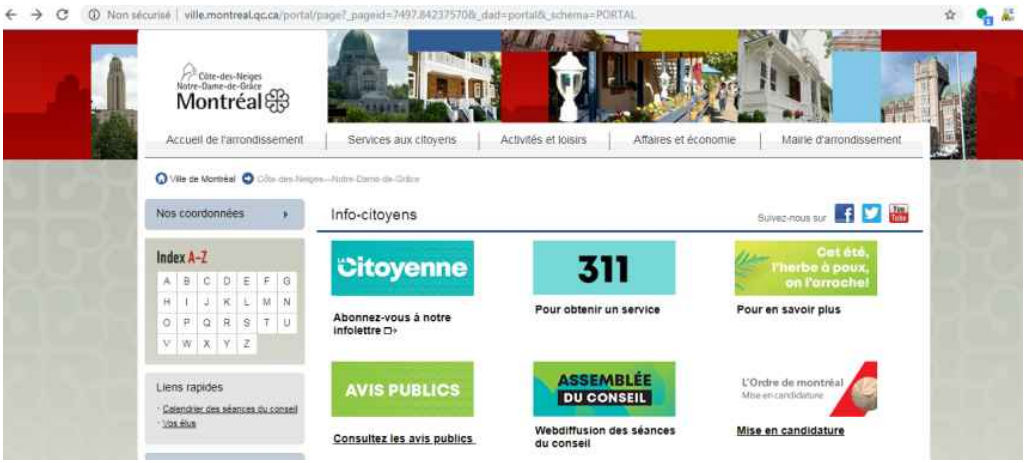
Les piscines viennent d'ouvrir, mais c'est déjà le temps de songer à réserver une glace pour votre équipe de hockey. Les glaces des arénas Bill-Durnan et Doug-Harvey peuvent être réservées dès maintenant en prévision de la prochaine saison d'activités, qui se tiendra de septembre à avril.

Le tarif horaire est de 175 $ en soirée (de 22 h 30 à minuit), et de 85 $ durant la journée (entre 8 h et 16 h).

Comment faire une demande? Remplissez le formulaire rapidement afin de vous assurer une plage horaire de choix!

\ **Le site web de l'arrondissement** : Une page du site web de l'arrondissement est dédiée à la campagne Herbe à poux où on y retrouve du contenu explicatif. bouton-clic liée à la page se retrouve à la page d'accueil :

http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7497,143059217&_dad=portal&_schema=PORTAL





\ **Médias sociaux de l'arrondissement** : Afin de faire connaître l'herbe à poux, promouvoir notre campagne et publiciser les corvées d'arrachage, l'équipe des communications a diffusé des messages sur les réseaux sociaux toute la saison :

\ **Facebook** : Nous avons créé 7 posts de mai à août 2019, 1 expérience instantanée et avons affiché l'animation de la campagne
\ **Twitter :** Nous avons tweeté à 5 reprises au sujet de la campagne





\ **Affiche** : Une affiche a été produite et affichée dans l'ensemble des édifices publics de l'arrondissement et les partenaires engagés dans le projet.



1.3.3 VISIBILITÉ LORS D'ÉVÉNEMENTS

\ **Conférence de presse :** L'arrondissement a organisé une conférence de presse avec sa mairesse, Mme Sue Montgomery, afin de souligner le début de la campagne d'arrachage d'herbe à poux. La mairesse a pu souligner l'importance de poser des gestes qui contribuent à améliorer la qualité de vie des citoyens. Le communiqué de presse ci-joint a été émis en conséquence :

attachant

Avis aux médias
ville.montreal.qc.ca

Pour diffusion immédiate

Cet été, l'herbe à poux, on l'arrache!

Montréal, le 13 juin 2019 – La mairesse de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mme Sue Montgomery, participera à une corvée d'arrachage d'herbe à poux dans le cadre du plan de contrôle de l'herbe à poux déployé sur tout le territoire de l'arrondissement.

À cette occasion, la mairesse soulignera l'importance de poser des gestes pour contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

DATE : Jeudi 13 juin 2019

HEURE : 11 h

LIEU : Parc Van Horne
Intersection de l'avenue de Westbury et de la rue de la Peltrie

-30-

Source :
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Renseignements :
Sophie Paquet, chargée de communication
514 868-4943

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

\ **Cinéma extérieur – programmation estivale** : L'Arrondissement organisé 11 soirées de cinéma dans 4 de ses grands parcs. Nous en avons profité pour diffuser la publicité et notre animation sur l'herbe à poux.



\ **Animation herbe à poux :** «Cet été, l'herbe à poux, on l'arrache!» notre animation web a également été diffusé sur internet et dans nos installations :
https://youtu.be/vb4rWTkxCi8



1.3.4 COMMUNICATIONS INTERNES

\ **Formations :** En début de saison, les équipes de col-bleu ont participé à une séance de formation sur l'éradication de l'herbe à poux et sur la campagne d'arrachage et de contrôle. Leurs rôles et responsabilités, ainsi que ceux de l'Escouade Anti-Atchoum, ont été présentés lors de la formation

- **Messages vidéo internes :** L'arrondissement détient des écrans dans les espaces de repos de ses deux clos de voirie. Ces écrans servent à diffuser diverses informations aux cols bleus. L'animation et une partie de la formation ont été diffusées sur ces écrans afin de sensibiliser l'ensemble des cols bleus à la campagne et les efforts de l'arrondissement.

2 - DÉPLOIEMENT DU PLAN DE CONTRÔLE DE L'HERBE À POUX

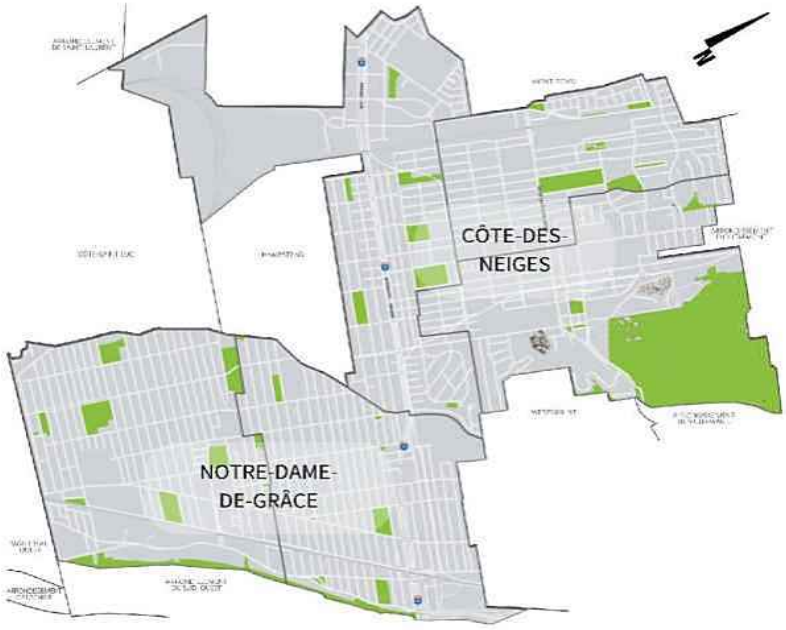
Fort de l'expérience pilote réalisée en 2018, l'arrondissement a élargi son plan de contrôle de l'herbe à poux à l'ensemble de son territoire, misant sur l'intervention directe dans les terrains publics et résidentiels privés grâce à la Brigade Anti-Atchoum, ainsi que sur la mobilisation de partenaires pour contrôler la plante sur les terrains institutionnels. Pour déployer le plan, toute la communauté de l'arrondissement a été mobilisée.

2.1 SOLICITATION DES PARTENAIRES

Au moment du dépôt de la demande de financement en novembre 2018, l'Arrondissement avait 6 reçu la confirmation d'engagement de 7 partenaires, ce qui représentait 16 terrains différents. Dès janvier, l'arrondissement et la SOCENV ont poursuivi les démarches de sollicitations auprès des institutions sur son territoire. Ainsi, l'ensemble des écoles publiques et privées, les cimetières, les centres commerciaux, les grands propriétaires fonciers et les établissements d'enseignement supérieur et de la santé ont été sollicités.

2.2 CARTE D'INTERVENTION

Compte tenu du contexte urbain où le cadre bâti et les voies de circulation occupent plus de la moitié de l'espace, le plan de contrôle de l'arrondissement ciblait la quasi-totalité des espaces non-pavés de son territoire :



2.3 STRATÉGIE(S) D'INTERVENTION

Deux stratégies d'intervention ont été mise en œuvre en fonction des différents sites d'intervention :

Stratégie d'intervention	Sites d'intervention
Arrachage manuel	• L'ensemble des terrains publics municipaux sans infestation dense ou étendue : parcs, carrés d'arbres, saillies de trottoir, bandes gazonnées sur le trottoir, certains terre-pleins et les terrains d'installations municipales; • L'ensemble des terrains publics paramunicipaux : appartenant à l'Office municipal d'habitation de Montréal, à la Société des transports de Montréal, et à EXO; • L'ensemble des terrains des petites institutions : écoles primaires, organismes à but non lucratif, et églises; • L'ensemble des façades des terrains résidentiels privés en se concentrant surtout l'emprise municipale;
Tonte	• L'ensemble des terrains publics municipaux avec infestation dense et étendue • L'ensemble des terrains des partenaires confirmés – *voir liste des partenaires*

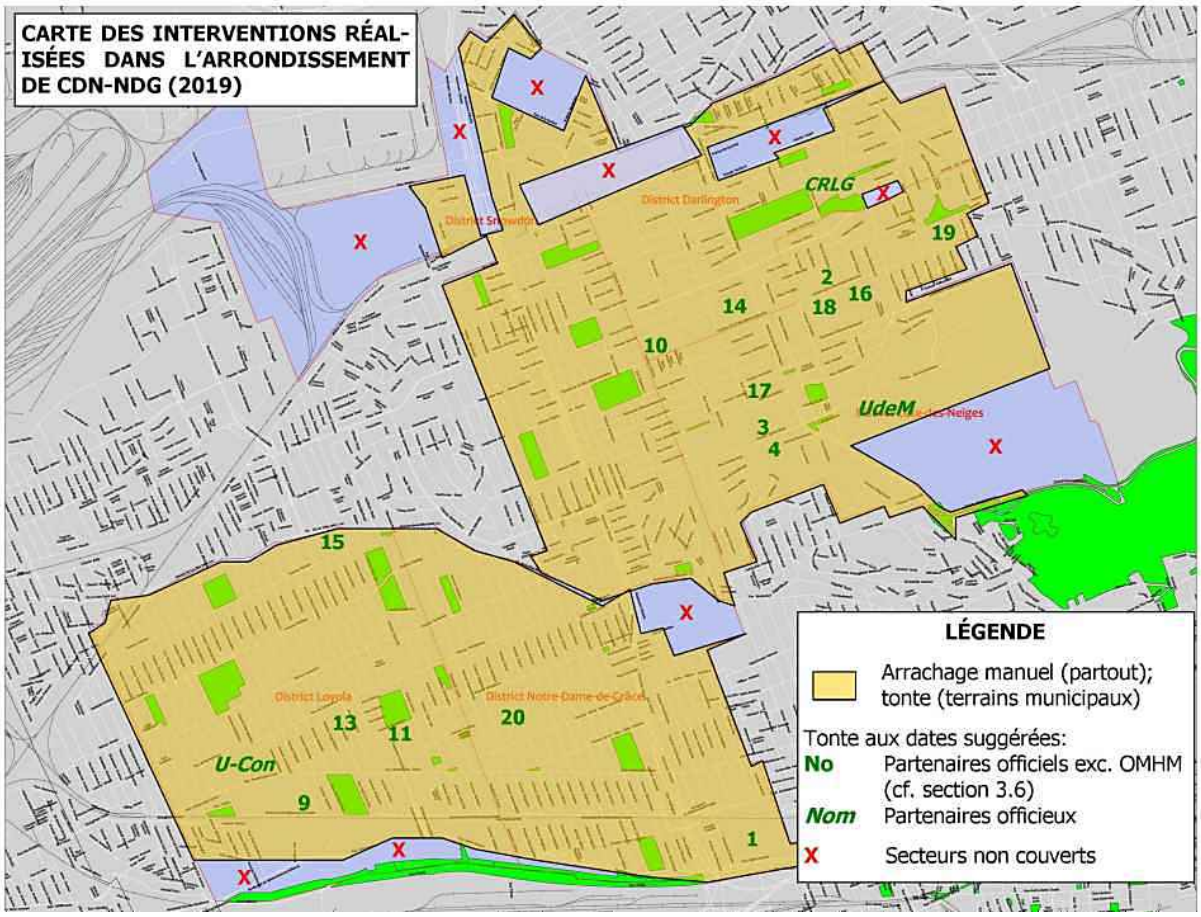
Il est important de se rappeler que les sites suivants n'étaient pas ciblés par le plan :

- Les cours arrière résidentielles (les propriétaires ayant de l'herbe à poux en façade ont été sensibilisés par la Brigade et les autres ont été ciblés par les médias);
- L'emprise des voies de transport autoroutier (Décarie) et ferroviaire (CN, CP);
- Les terrains clôturés des institutions non partenaires;
- Les grands terrains commerciaux et industriels.

3 - RÉSULTATS DES INTERVENTIONS / ÉVALUATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE

3.1 - CARTE DES INTERVENTIONS RÉALISÉES

La carte ci-dessous illustre globalement les interventions réalisées en 2019. Comme l'indique la légende, les principaux partenaires officiels ont été localisés, sauf les terrains de l'Office municipal d'habitation de Montréal qui étaient trop nombreux (liste à la section 3.6). Les zones identifiées par un X correspondent aux secteurs commerciaux/industriels, où nous ne sommes intervenus que sporadiquement ou pas du tout, aux institutions non-partenaires, de même qu'au terrain de l'ancien hippodrome Blue Bonnets, une vaste friche urbaine très infestée par l'herbe à poux.



Les résultats quantitatifs de l'arrachage sont communiqués dans la section 3.5. Il n'a pas été possible de produire une carte faisant état de la propagation de l'herbe à poux sur le territoire, synthétisant les quelque 2000 sites distincts où les plants d'herbe à poux ont été arrachés, faute D'expertise en systèmes d'information géographique (SIG). Toutefois, les données géoréférencées seront conservées afin de pouvoir à terme créer une cartographie détaillée lorsque des ressources seront disponibles, ce qui permettrait de suivre l'évolution spatiale pluriannuelle des populations d'herbe à poux.

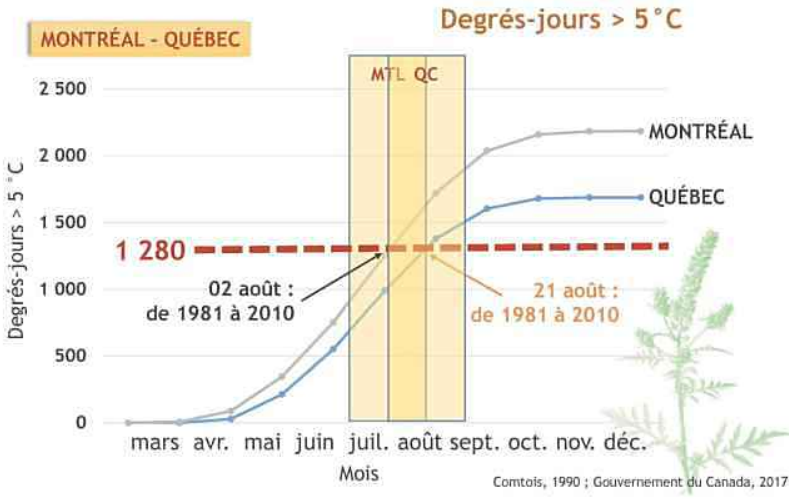
3.2 MÉTHODOLOGIE

3.2.1 MÉTHODE « 3 X 3 OUT »

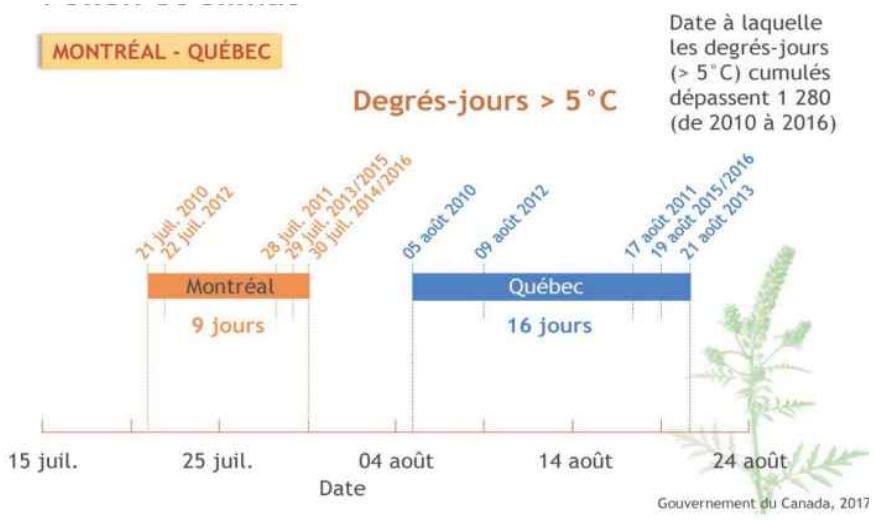
- Méthode proposée par Mme Irène Mayer (alias Mme Poupoux), experte citoyenne en herbe à poux
- 3 arrachages manuels (juillet, août et septembre) pendant 3 années
- Stratégie: arracher les plantes (pour qu'il en reste le moins possible pour produire des graines) et, parallèlement, épuiser la banque de graines dans le sol sur plusieurs années
- Expérimenté avec succès au Champ des possibles (arr. PMR)

3.2.2 MÉTHODE « OUTIL DES 1280 DEGRÉS-JOURS »

- Des chercheurs ont calculé que l'herbe à poux commençait à libérer du pollen après l'accumulation de 1280 degrés-jours au-dessus de 5 °C
- Stratégie de tonte : réaliser 2 tontes, juste avant la floraison (1 à 2 semaines avant la date indiquée par l'outil des 1280 degrés-jours, normalement vers la fin juillet) et un mois plus tard, réduit la production de pollen (÷9) et de graines (÷4 ou 5). Si l'été est chaud, 3 tontes peuvent être nécessaires.



Diapo tirée de la formation de Claude Lavoie et Benjamin Lelong, Université Laval, « Herbe à poux: situation au Québec et l'ABC en matière de lutte », Université Laval, p. 11.



Diapo tirée de la formation de Claude Lavoie et Benjamin Lelong, Université Laval, « Herbe à poux: situation au Québec et l'ABC en matière de lutte », Université Laval, p. 12.

3.3 DATES DE COUPE/TONTE

L'arrondissement est responsable des tontes de gazon dans ses espaces publics. Ainsi, le contrôle de l'herbe à poux dans les grands espaces a été fait de façon régulière durant la saison 2019, à une fréquence d'environ deux fois par mois. À l'intérieur de ce calendrier de tonte, les dates de tonte suggérées ont été insérées en tenant compte des sites les plus infestés, notamment certains terre-pleins.

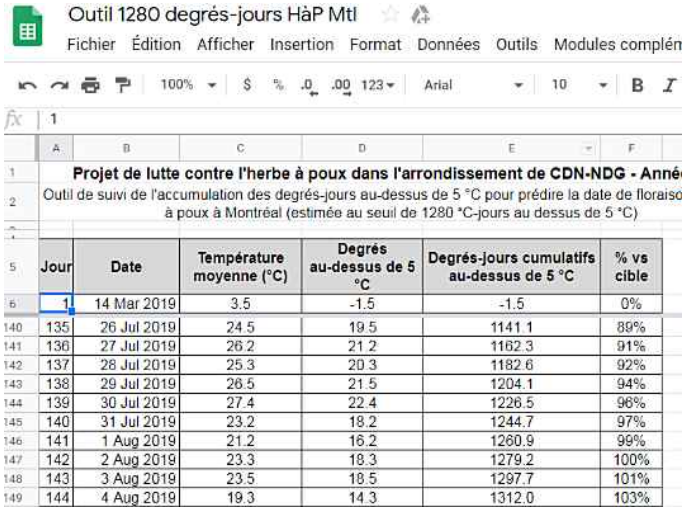
Certains espaces (ex. : plusieurs terre-pleins) ont été identifiés comme fortement infestés et devront faire l'objet d'une surveillance soutenue au cours des prochaines années. Au-delà d'un simple entretien régulier par la tonte, nous allons considérer le réensemencement avec un mélange de semences qui inclut du trèfle.

Afin d'aiguiller nos partenaires sur les moments-clés de tonte dans le plan de contrôle de l'herbe à poux, nous avons pris contact au préalable avec la personne-ressource désignée dans chaque institution, afin de présenter le projet et aussi de la prévenir qu'un courriel serait envoyé une à deux semaines avant la date visée pour la 1ère tonte suggérée.

Dès le mois de mars 2019, nous avions commencé à monitorer le nombre de degrés-jours au-dessus de 5° C en récupérant chaque jour la température moyenne sur le site internet d'Environnement Canada. Cet outil prédictif est tiré d'une formation créée par MM. Claude Lavoie et Benjamin Lelong, chercheurs à l'École supérieure d'aménagement du territoire et de développement régional (ÉSAD) de l'Université Laval, que nous avons choisi d'essayer afin de mieux planifier le déploiement du plan de contrôle. En raison du printemps très tardif observé en 2019, ce n'est que vers la 3e semaine de juillet que nous avons été en mesure d'énoncer une prédiction à l'effet que le seuil des 1280 degrés-jours serait atteint pendant la période du 5 au 10 août. Nous avons donc envoyé le 17 juillet un courriel suggérant aux partenaires d'effectuer une tonte au cours de la semaine du 29 juillet. La date réelle d'atteinte du seuil fut le 3 août, ce qui était plus tôt que prévu, car les températures ont monté les jours précédents. En ce qui concerne la 2e tonte, nous avons envoyé le 5 septembre un autre courriel suggérant de l'effectuer au plus tard le 13 ou le 20 septembre (voir courriels en annexe).

Dans la 2e communication, nous affirmions que nous irions peut-être inspecter certains terrains pour vérifier s'il ne restait pas d'herbe à poux. Cela a été fait sur le site de plusieurs institutions où nous savions au préalable que l'herbe à poux était significativement implantée.

\ Extrait de l'outil de calcul 2019 :



Outil 1280 degrés-jours HàP Mtl

Fichier Édition Afficher Insertion Format Données Outils Modules complén

100% $ % .0 .00 123 Arial 10 B I

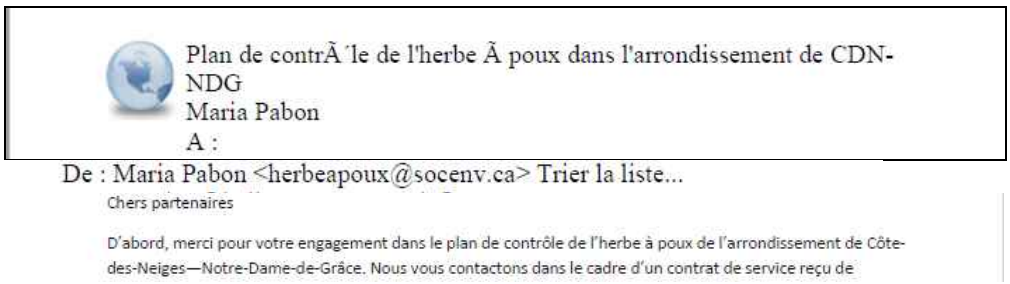
fx 1

Projet de lutte contre l'herbe à poux dans l'arrondissement de CDN-NDG - Anné

Outil de suivi de l'accumulation des degrés-jours au-dessus de 5 °C pour prédire la date de floraiso à poux à Montréal (estimée au seuil de 1280 °C-jours au dessus de 5 °C)

Jour	Date	Température moyenne (°C)	Degrés au-dessus de 5 °C	Degrés-jours cumulatifs au-dessus de 5 °C	% vs cible
1	14 Mar 2019	3.5	-1.5	-1.5	0%
135	26 Jul 2019	24.5	19.5	1141.1	89%
136	27 Jul 2019	26.2	21.2	1162.3	91%
137	28 Jul 2019	25.3	20.3	1182.6	92%
138	29 Jul 2019	26.5	21.5	1204.1	94%
139	30 Jul 2019	27.4	22.4	1226.5	96%
140	31 Jul 2019	23.2	18.2	1244.7	97%
141	1 Aug 2019	21.2	16.2	1260.9	99%
142	2 Aug 2019	23.3	18.3	1279.2	100%
143	3 Aug 2019	23.5	18.5	1297.7	101%
144	4 Aug 2019	19.3	14.3	1312.0	103%

\ Exemple de message aux partenaires :



Plan de contrÃ´le de l'herbe Ã poux dans l'arrondissement de CDN-NDG

Maria Pabon

A :

De : Maria Pabon <herbeapoux@socenv.ca> Trier la liste...

Chers partenaires

D'abord, merci pour votre engagement dans le plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce. Nous vous contactons dans le cadre d'un contrat de service reçu de

l'arrondissement pour la mise en œuvre sur le terrain du plan de contrôle.

Malgré un printemps frais qui a retardé l'émergence de l'herbe à poux, celle-ci est maintenant en pleine croissance et apparaît un peu partout sur le territoire. Les brigades anti-atchoum sont à pied d'œuvre, en train de sillonner intégralement les rues et les terrains municipaux du territoire.

Selon nos prévisions, l'herbe à poux commencerait à émettre du pollen autour du 2 août prochain. C'est pourquoi, à titre de partenaire du plan de contrôle de l'herbe à poux de l'arrondissement de CDN-NDG, nous vous demandons de **planifier la prochaine tonte de gazon durant la semaine du 29 juillet**. Ceci permettrait de freiner la croissance de la plante, réduisant ainsi sa production de pollen d'un facteur de 9 et celle de graines d'un facteur de 5, selon la littérature scientifique.

L'étape suivante serait une 2e tonte autour de la fin août.

En complément aux tontes, il est recommandé de spécifier aux employés en charge de l'entretien avec le coupe-herbe ou le coupe-bordure de ne pas oublier les micro-sites affectionnés par l'herbe à poux :

- la base des clôtures;
- les coins;
- les bordures de murets, de murs, d'allées, de trottoir, de stationnement et de rue;
- le pourtour de mobilier urbain (bancs, poteaux, etc.)
- les plates-bandes;

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez des questions. Et si vous observez des sites infestés qui dépassent vos capacités d'entretien, faites aussi appel à nous. Nous vous remercions à nouveau pour votre implication et nous vous souhaitons un bon été.

Maria Enedina Pabon
Chargée de projet (herbe à poux)

Société environnementale de Côte-des-Neiges (SOCENV)
6767, ch. de la Côte-des-Neiges, bureau 591
Montréal (Québec) H3S 2T6

3.4 DATES D'ARRACHAGE

Afin de pouvoir couvrir la totalité des espaces priorisés pour l'arrachage dans l'Arrondissement, la Brigade Anti-Atchoum a été à l'œuvre du 3 juin au 12 novembre 2019, à raison de 200 heures/semaine (équipe de 7 agents) durant les mois de juin, juillet et août, et graduellement moins par la suite. L'ensemble du territoire a été parcouru à deux reprises, la 1ère ronde ayant eu lieu entre le 3 juin et la fin juillet, soit avant le début prévu de la production de pollen (3 août 2019); la 2e ronde s'est faite entre le début d'août et la fin septembre. Et une 3e ronde a aussi pu être réalisée seulement dans les sites les plus infestés.

Les priorités de l'arrachage étaient :

- Les terrains municipaux : parcs, placettes, terre-pleins, carrés d'arbres, ronds-points, culs-de-sac, installations municipales (ex : bibliothèques, centres sportifs) et paramunicipales (STM, OMHM, EXO);
- Les terrains résidentiels privés (bande de 1-2 m adjacente au trottoir, correspondant approximativement à l'emprise municipale);
- Les terrains des institutions de petite taille (qui n'avaient pas pu être sollicitées comme partenaires, car trop nombreuses) : les écoles primaires, certains OBNL.

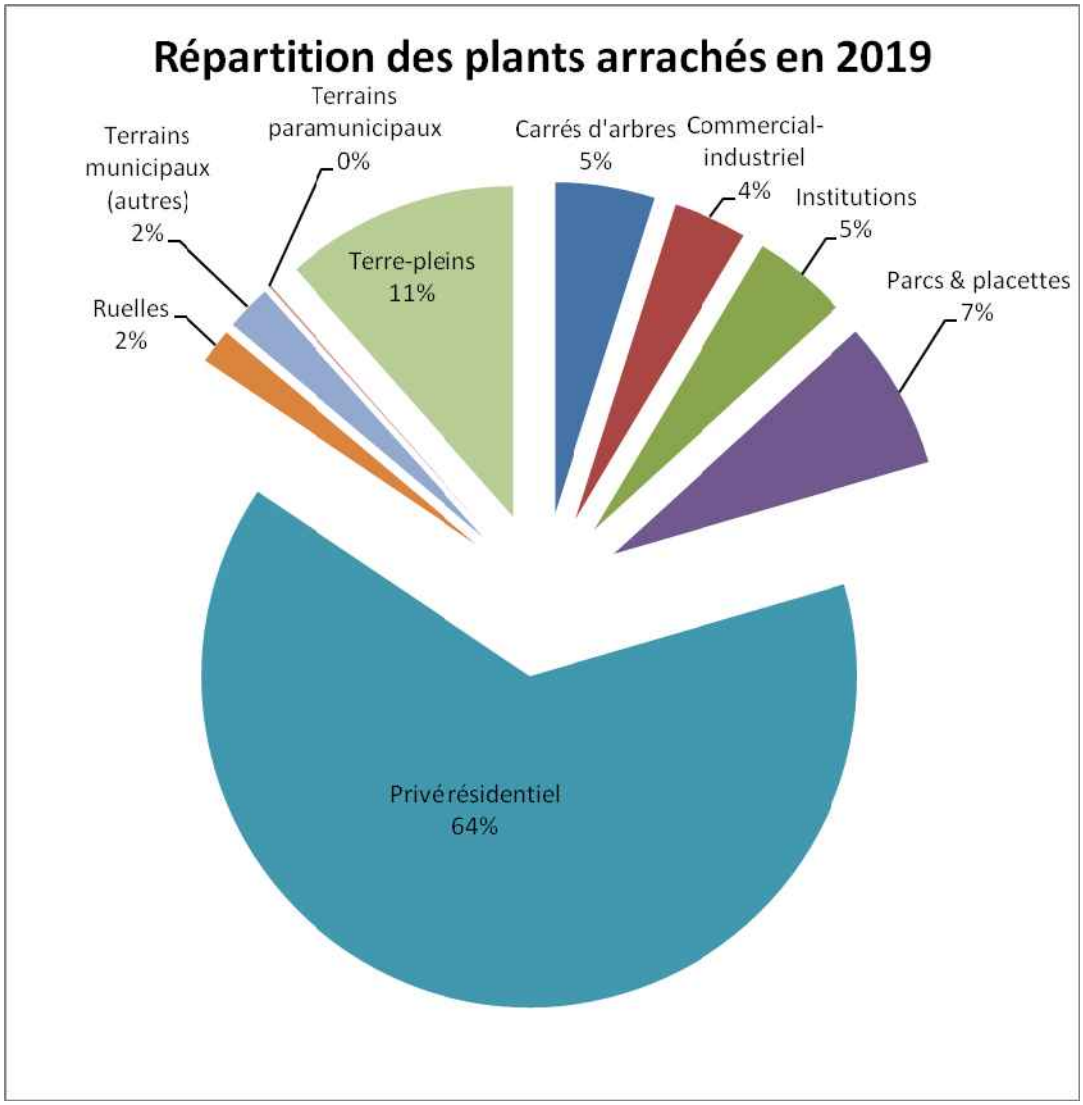
Toutefois, d'autres terrains rencontrés ont aussi été traités, au moins partiellement, s'ils se trouvaient dans la trajectoire empruntée par l'escouade :

- Certaines grandes institutions, partenaires ou non, si on y observait une infestation sérieuse
- Certains terrains commerciaux/industriels, si on y observait une infestation sérieuse également

N.B. Les terrains non prioritaires ayant souvent fait l'objet d'arrachages partiels, par manque de temps, nous les avons néanmoins pris en note afin de les inclure en 2020 dans une stratégie améliorée ciblant le secteur ICI (institutions, commerces et industrie).

3.5 PLANTS ARRACHÉS

Pour la saison 2019, la Brigade Anti-Atchoum a réussi à **arracher 1 316 179 plants d'herbe à poux** sur le territoire de l'arrondissement. Les deux tiers provenaient de terrains privés et le tiers de terrains publics. Le graphique ci-dessous détaille leur provenance en plusieurs catégories :



En ordre d'importance, les plants d'herbe à poux arrachés provenaient de la bande privée des terrains résidentiels adjacente au trottoir, des terre-pleins, des parcs et placettes et des carrés d'arbres. La catégorie « Terrains municipaux (autres) » désigne les espaces sous gestion municipale qui ne font pas partie des autres catégories mentionnées, comme les terrains d'installations (bibliothèques, arénas, centres communautaires) et les culs-de-sac. Par ailleurs, les catégories « institutions » et « Commercial-industriel » ne sont par représentatives car seulement une partie de ces sites ont été visités pour arrachage, lorsqu'ils étaient évidents et accessibles. Mais en réalité, selon la stratégie privilégiée, l'entretien de ces sites incombe aux partenaires du secteur des ICI eux-mêmes, et le rôle de l'arrondissement devrait en être un de mobilisation et de sensibilisation.

Bien que le plan déployé mise sur le contrôle de l'herbe à poux à l'échelle de l'arrondissement, nous croyons que l'arrachage de plus de 1,3 million de plants est susceptible de réduire significativement l'abondance de l'espèce dans l'arrondissement.

3.6 PARTENAIRES

Pour cette première édition de campagne, l'arrondissement a réussi à obtenir l'engagement de **55 partenaires**. En tout, ce sont 14 centres liés aux soins (hôpitaux, CSSS, CHSLD, etc.), 7 grandes institutions et l'ensemble des 35 résidences de l'OMHM sur notre territoire qui ont participé à la campagne à l'été 2019. Les communications sur les meilleurs moments pour procéder aux tontes des parterres ont été bien gérées par notre mandataire, la SOCENV.

Nous n'avons pas inclus dans la liste trois partenaires d'envergure avec qui un lien a été créé, mais qui n'ont pas fourni de lettre d'engagement officielle : l'université de Montréal, celle de Concordia et le Centre de réadaptation Lindsay-Gingras.

À la fin de la saison, plus que la majorité des partenaires, lors d'un suivi téléphonique, ont affirmé avoir réussi à intégrer les dates de tonte suggérées dans leur calendrier d'entretien extérieur. Toutefois, presque aucun n'avait à sa disposition les ressources nécessaires pour effectuer le travail « de finition », c'est-à-dire la coupe dans les coins et en périphérie, endroits où souvent la plante réussit à survivre et ainsi à maintenir sa présence à long terme. Nous prenons acte de ce constat et nous ajusterons l'an prochain notre stratégie de mobilisation afin de tenir compte de ce défi.

	Nom d'organisme officiel	**adresse**
1	Centre universitaire de santé McGill - CUSM	1001 boul. Décarie
2	CHU Ste-Justine	3175, ch. Côte-Sainte-Catherine
3	Collège Notre-Dame	3791, chemin Queen Mary
4	Oratoire Saint-Joseph	3800, chemin Queen-Mary
5	CIUSSS (opérationnel - TOUS)	5790 Côte-des-Neiges, H-440.2
6	*CIUSSS - Centre gériatrique Father Dowd*	6565 Chemin Hudson
7	*CIUSSS - Centre d'hébergement Henri-Bradet*	6465 Avenue de Chester
8	*CIUSSS - Saint-Andrew*	3350 boul. Cavendish
9	*CIUSSS - Centre de réadaptation Lethbridge-Layton-Mackay*	7005 boul. de Maisonneuve O
10	*CIUSSS - CHSLD juif Donald Berman*	5725 ave. Victoria
11	*CIUSSS - CSLC de Benny Farm*	6484 ave de Monkland
12	*CIUSSS - CSLC de Côte-des-Neiges*	5700 chemin de la Côte-des-Neiges
13	*CIUSSS - Hôpital Catherine Booth*	4375 Avenue Montclair
14	*CIUSSS - Hôpital général juif*	3755 Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
15	*CIUSSS - Hôpital Richardson*	5425 Avenue Bessborough
16	HEC Montréal	3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
17	Hôpital St. Mary	3830, ave. Lacombe
18	Collège Brébeuf	3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine

19	Communauté hellénique du grand Montréal	5777, ave Wilderton
20	Le Collège Lower Canada	4030-4040, avenue Royal
21	*OMHM – Barclay*	3910 à 5080, avenue Barclay
22	*OMHM - Bedford 1*	2975 à 3095, chemin Bedford
23	*OMHM - Bedford 2*	3895 à 3905, avenue Plamondon
24	*OMHM – Bourret*	5814 à 5820, boulevard Décarie
25	*OMHM – Chester*	5210 à 5222, avenue Walkley
26	*OMHM – Claude De Mestral*	4455, avenue Benny
27	*OMHM - Côte-des-Neiges*	5250, avenue Gatineau
28	*OMHM - D'Arcy McGee*	5251 à 5255, avenue Walkley
29	*OMHM - Darlington 1*	2901, chemin Bedford
30	*OMHM - De Courtrai*	4770, avenue de Courtrai
31	*OMHM - De la Savane*	8000 à 8072, avenue Mountain Sights
32	*OMHM - De Terrebonne*	6350, rue de Terrebonne
33	*OMHM – Goyer*	2929, rue Goyer
34	*OMHM – Grand*	2170 à 2190, Grand Boulevard
35	*OMHM – Isabella*	4550, avenue Isabella
36	*OMHM – Kent*	3325, rue Goyer
37	*OMHM – Lavoie 1*	4515 à 4595, 4600 à 4650, avenue Isabella
38	*OMHM – Lavoie 2*	5250 à 5290, rue Lavoie
39	*OMHM - Linton 1*	3961 à 4045, avenue Linton
40	*OMHM - Linton 2*	5900 à 5910, rue Légaré
41	*OMHM - Mayfair 1*	5450, avenue Rosedale
42	*OMHM - Mayfair 2*	6900, chemin de la Côte-Saint-Luc
43	*OMHM – Monkland*	5959, avenue Monkland
44	*OMHM - Notre-Dame-de-Grâce*	4040, avenue Girouard
45	*OMHM - Place Lucy*	5600, boulevard Décarie
46	*OMHM - Place Newman*	6300, boulevard Décarie
47	*OMHM - Plamondon 1*	4800 à 4804, avenue Barclay
48	*OMHM - Plamondon 2*	6500 à 6570, avenue Victoria
49	*OMHM - Saint-Raymond*	5605, chemin Upper Lachine
50	*OMHM - Upper Lachine 1*	5450, chemin Upper Lachine
51	*OMHM - Upper Lachine 2*	2165 à 2185, Grand Boulevard
52	*OMHM – Vézina 1*	4811, rue Vézina
53	*OMHM – Vézina 2*	6858 à 6868, avenue Victoria
54	*OMHM – Walkley*	5405 à 5415, avenue Walkley
55	*OMHM – Benny Farm*	3500, 3510, 3700, 3800, avenue Benny

3.7 CORVÉE – PARTICIPATION CITOYENNE

La **SOCENV** a organisé une journée de corvée d'arrachage d'herbe à poux sur le terrain de l'ancien Hippodrome de Montréal le samedi 13 juillet.

L'événement avait été publicisé via les médias sociaux de l'arrondissement. Notre mairesse, Mme Sue Montgomery, a participé à l'activité. En tout, 4 citoyenNEs ont participé à l'évènement et ont arraché, en équipe avec les agents de l'Escouade, plus de **13 000 plants**.

La faible participation à cette corvée, malgré la publicité, s'explique selon nous par la météo très agréable enregistrée ce jour-là, qui a orienté la population vers d'autres activités, de même que par la pénibilité de la tâche d'arrachage de l'herbe à poux et aussi par le site choisi qui était difficile d'accès. Cependant, nous n'avions pas beaucoup de choix pour un lieu de corvée. L'Hippodrome est le seul site assez infesté pour donner du travail pendant plusieurs heures à plusieurs dizaines de bénévoles. Ce n'est que partie remise pour l'an prochain, est des efforts de promotion accrus. C'est une certitude que l'herbe à poux, elle, sera au rendez-vous!



3.8 KIOSQUE DE SENSIBILISATION

- Un kiosque thématique sur l'herbe à poux a été organisé le 12 juillet 2019, devant Maison de la culture de Côte-des-Neiges (5290 ch. de la Côte-des-Neiges) : 69 personnes ont été sensibilisées sur la campagne et les effets de l'herbe à poux sur la santé ;

4 - RÉSULTATS - COMMUNICATIONS

4.1 REVUE DE PRESSE

Trois médias anglophones se sont présentés à l'événement de presse. Les reportages et articles suivants ont été diffusés aux nouvelles télévisées ou publiées dans un journal, en plus d'être affichés sur les sites web :

- 15-07-2019 – CTV News
  https://montreal.ctvnews.ca/so-long-vile-weed-cdn-ndg-aims-to-eliminate-ragweed-1.4509296
  https://montreal.ctvnews.ca/video?clipId=1730135

- 15-07-2019 – CBC News
  https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/ndg-ragweed-squad-1.5211131

- 19-06-2019 – The Suburban
  http://www.thesuburban.com/news/city_news/rip-it-out/article_017bb451-8b21-5814-ab69-ea17ee8210f9.html

4.2 MÉDIAS SOCIAUX

- Les 7 posts facebook sur l'herbe à poux ont eu une portée de **16 946**.
- Sur Twitter, les 5 Tweets concernant l'herbe à poux ont obtenu une impression de **4929**.

4.3 CLIC PAGE WEB

- Du 1er mars au 16 décembre 2019, nous enregistrons un total de **517 visites** à nos pages web de la campagne, soit 133 visites à la version anglaise et 384 visites à la version française.

4.4 FEUILLETS DISTRIBUÉS

- En 2019, 3000 feuillets d'information générale recto/verso ont été imprimés. Ils ont été utilisés lors les kiosques, laissés dans les points d'information des installations municipales (Bureau Accès-Montréal, bibliothèques, organismes partenaires) et distribués en main propre à toute personne qui abordait les agents de l'Escouade en action sur le terrain. En tout, **2000 ont ainsi été distribués** dans la population, contribuant à faire connaître le plan de contrôle de l'arrondissement en complémentarité avec les autres outils.

4.5 ACCROCHES-PORTE DISTRIBUÉS

- En 2019, 1000 accroche-portes ont été imprimés. Environ 800 ont été laissés aux adresses pour les aviser que l'Escouade était passée et avait arraché de l'herbe à poux sur leur terrain. Ce nombre est inférieur au nombre de sites traités, parce que les agents de terrain, dans le cadre de leur mandat très exigeant, surtout en plein été, étaient entièrement pris par leur tâche et ont souvent oublié de laisser l'accroche-porte, surtout quand le degré d'infestation était faible.

\ Par ailleurs, chaque fois qu'ils se trouvaient en présence d'un simple propriétaire, d'un concierge ou d'un locataire, les agents de terrain de l'Escouade en ont profité pour présenter le projet et enseigner comment reconnaître l'herbe à poux.

4.6 AFFICHES

\ Les 200 affiches ont été posées dans l'ensemble des points de service de l'arrondissement et de ses partenaires, soit les bibliothèques, les centres culturels, les centres sportifs, etc.

4.7 ANIMATION

La petite animation web a été très populaire. Plan de contrôle établissait les grands objectifs, y compris les indicateurs de suivi et les cibles à atteindre pour chacun d'eux.

\ 16 780 personnes l'ont visionné en ligne sur youtube : https://youtu.be/vb4rWTkxCi8
\ 4 565 personnes l'ont visionné sur grand écran lors de l'une des 11 soirées cinéma dans le parc

5 – ÉVALUATION GLOBALE DU PLAN DE CONTRÔLE

Le Plan de contrôle établissait les grands objectifs, y compris les indicateurs de suivi et les cibles à atteindre pour chacun d'eux.

Objectifs	Indicateurs de suivi	Cibles	Résultats
Sensibiliser les institutions et les entreprises sur notre territoire à s'engager pour notre plan de contrôle de l'herbe à poux	Nombre de partenaires mobilisés	Au moins 20	88 institutions et entreprises sollicitées 55 partenaires engagés + 3 partenaires informels
Sensibiliser la population au contrôle de l'herbe à poux	Nombre d'activités de sensibilisation organisées (distribution d'information, ateliers, formations, etc.)	10	12 activités : 1 kiosque d'information 11 projections publiques de l'animation *(voir 3,6 et 4 pour les détails)*Plutôt 3.8 et 4.4?
Engager la population contre l'herbe à poux	Nombre de corvées publiques d'arrachage organisées Nombre de bénévoles impliqués	2 corvées 30 individus	**1 corvée** 4 individus (autres que l'Escouade)
Tondre l'herbe à poux aux dates établies par l'outil des 1280 degrés-jours (arrondissement et partenaires)	Dates d'intervention	S/O	À l'aide de l'outil, la date calculée du début de l'émission du pollen par l'herbe

			à poux fut le **3 août 2019** (très tardive). Par conséquent, les deux plages d'interventions suggérées aux partenaires furent : semaine du 29 juillet 2019 (1ère tonte) et 6-13 septembre 2019 (2e tonte).
Arracher l'herbe à poux sur toutes les rues et dans tous les espaces publics de l'arrondissement, notamment.	Proportion des 240 km de rue et des 30 parcs et espaces publics de l'arrondissement.	100 %	**100 %** des rues de l'arrondissement ont été parcourues 2 fois, le 3e passage ciblant seulement les sites les plus importants. **1 316 000 plants arrachés**
Compostage contrôlé des plants d'herbe à poux arrachés	Proportion des plants compostés	Au moins 80 %	**95 %** (seulement 3-5 sacs perdus sur des centaines)

6 - ÉTATS FINANCIERS

6.1 ANALYSE COMPARATIVE AU BUDGET PROPOSÉ EN NOVEMBRE 2018

Comme il s'agissait d'un nouveau projet, certains aspects présentés dans la demande de financement initiale n'avaient pas été bien évaluées. Nous notons ainsi les éléments suivants :

- Surestimation du nombre d'heures globales à investir dans le projet au niveau de la gestion de projet et des communications dans le budget global de l'arrondissement
- Surestimation des sommes à investir au niveau de la promotion du projet dans le budget global de l'arrondissement – D'ailleurs, certains moyens proposés au dépôt du projet n'ont pas été retenus et ont été remplacés par d'autres, plus appropriés, à notre compagne
- Sous-estimation du nombre d'heures globales investies par les cols bleus pour la tonte des gazons dans les espaces publics de l'arrondissement
- Sous-estimation du nombre de partenaires institutionnels avec plusieurs adresses
- Surestimation de la participation bénévole : Une corvée d'arrachage avait été organisée pendant la saison estivale. Malheureusement, peu de citoyens se sont déplacés pour y participer. Nous estimons alors à la baisse sa valeur initialement prévue

6.2 RÉPARTITION DE LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (FONDS VERT)

- Voici ci-dessous le rapport financier des activités confiées à l'OBNL dans le cadre du plan de contrôle de l'herbe à poux.
- Les dépenses ont globalement suivi les prévisions budgétaires. Les dépenses de collecte et de transport au site de compostage des plants arrachés ont été plus élevées, mais cette dépense supplémentaire a été équilibrée par les dépenses moindres en matériel et en déplacements des employés. De plus, la chargée de projet a travaillé plus d'heures que prévu, mais étant donné qu'elle a beaucoup travaillé à l'arrachage en plus de superviser l'équipe, ce travail supplémentaire a été bénéfique pour le projet.

SOCENV
Société environnementale de Côte-des-Neiges

Projet de contrôle d'herbe à poux de l'arrondissement de CDN-NDG
Rapport budgétaire pour les services confiés à l'OBNL
Exercice se terminant le 31 décembre 2019

Catégorie	RH	Budget	Dépenses réelles
Employés	Encadrement du chargé de projet, formation, suivi du Plan, livrables	1 982 $	574 $
	Chargé de projet	21 866 $	22 582 $
	Agents de terrain (arrachage HàP)	58 812 $	59 729 $
Fournitures et services	Équipement & matériel (chariots de magasinage robustes, sacs, gants, quincaillerie pour compostières)	1 000 $	318 $
	Frais de transport -- Employés (titres de transport en commun)	2 040 $	1 131 $
	Frais de transport -- Biomasse (par camion)	1 275 $	2 641 $
TOTAL AVANT TAXES		86 975 $	86 975 $
TPS (numéro: 89655 9838 RT0001)		4 349 $	4 349 $
TVQ (numéro: 1018922734 TQ0002)		8 676 $	8 676 $
TOTAL AVEC TAXES		100 000 $	100 000 $

6.3 SOMMES INVESTIES PAR L'ARRONDISSEMENT POUR LA RÉALISATION DU PROJET

	NOMBRE D'HEURES	COÛTS
SALAIRES		
Direction d'arrondissement & Communications		
Directeur d'arrondissement & Chef de division des Communications	5	
Chargée(s) de projets : Agente recherche en développement durable & stagiaire	155	
Chargées de communications	85	
Administration & finances	5	
	250	8 460 $
Travaux publics		
Direction & Agent technique en environnement	32,5	
Contremaîtres	92	
Horticulteurs	10	
Col-bleu jardiniers et Opérateurs de machinerie	1677	
	1798	54 300 $
SOUS-TOTAL	2125	**62 760 $**
COMMUNICATIONS		
Conférence de presse, avis aux médias, communiqué de presse		1 600 $
Graphisme et impression : - Feuillets - Accroches-porte - Affiches - Dossards - Électrostatiques - Autocollants		4 138 $
Création de la vidéo d'animation		5 300 $
Publicités web		382 $
Production : La Citoyenne - infolettre		220 $
Production : Le Citoyen - bulletin		10 384 $
SOUS-TOTAL		**20 387 $**
TOTAL		**83 147 $**
INVESTISSEMENTS DES PARTENAIRES		
Comme il est difficile de calculer les frais réels liés à la tonte de l'herbe à poux sur les terrains de nos partenaires (la taille des terrains varie énormément), nous évaluons à 1000 $ en moyenne l'investissement par partenaire.		
55 Partenaires :	1000 $	55 000 $
Bénévolat : une corvée d'arrachage		120 $
SOUS-TOTAL		**55 120 $**
TOTAL		**138 267 $**

7 - MATÉRIEL DIDACTIQUE

Le matériel didactique suivant a été produit dans le cadre de cette campagne :

- Électrostatique
- Dossard
- Autocollant sur les sacs
- Affiche
- Feuillet
- Accroche-porte
- Animation
- Bannière web
- Article du Citoyen
- Articles de la Citoyenne
- Le site web de l'arrondissement
- Posts sur la page facebook de l'arrondissement
- Tweets sur Twitter
- Communiqué de presse
- Powerpoint de la formation aux cols-bleus.

L'ensemble des versions numériques ou les liens aux documents et objets sont en annexe au présent rapport.

8 – CONCLUSION

Un travail de cette ampleur exige une grande collaboration entre l'ensemble des parties prenantes. Le financement octroyé par le MSSS, nous a permis de donner un contrat à la SOCENV et de créer la Brigade Anti-Atchoum. Tout l'été, la Brigade a sillonné les 228 km rues de l'arrondissement, afin d'y arracher les plants d'herbe à poux. Nos équipes internes ont été mobilisées et motivées à diffuser notre nouvelle campagne de sensibilisation.

La réussite du projet repose sur la créativité de nos équipes et de l'engagement qu'ils ont envers nos résidants, afin de leur fournir un milieu de vie sain.

Les études démontrent l'importance de poursuivre les interventions terrains afin d'arracher l'herbe à poux pendant trois années de suite. L'Arrondissement compte alors poursuivre ses efforts en 2020 et espère pouvoir compter sur un nouveau financement en conséquence. Après deux années d'efforts, il serait irresponsable de ne pas poursuivre afin de compléter le cycle de trois années. D'ailleurs, l'abandon des activités de la Bridage Anti-Atchoum réduirait à néant les efforts et les sommes investies pour le bien commun.

Nous remercions le Ministère de la Santé et des Services sociaux et le Fonds vert de leur contribution à ce vaste projet de contrôle d'herbe à poux.

ANNEXES

1. Électrostatique
2. Dossard
3. Autocollant sur les sacs
4. Affiche
5. Feuillet
6. Accroche-porte
7. Animation : voir : https://youtu.be/vb4rWTkxCi8
8. Bannière web
9. Article du Citoyen
10. Articles de la Citoyenne : voir :
11. Le site web de l'arrondissement : voir : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=7497,143059217&_dad=portal&_schema=PORTAL
12. Posts sur la page facebook de l'arrondissement
13. Tweets sur Twitter
14. Communiqué de presse
15. Powerpoint de la formation aux cols-bleus
16. Courriels aux partenaires
17. Carte d'intervention

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.02

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1207479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2019 et du 1er au 31 janvier 2020.

IL EST RECOMMANDÉ :
Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 janvier 2020.

Signé par Guylaine GAUDREAULT **Le** 2020-03-03 11:32

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1207479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2019 et du 1er au 31 janvier 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 janvier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-20

Guylaine GAUDREAULT
directrice des services administratifs et du Greffe

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1207479001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 décembre 2019 et du 1er au 31 janvier 2020.



Décisions déléguées Ressources humaines CA mars 2020.pdf



Rapport pour CA - Achats par carte Visa décembre 2019.pdf



Factures non associées à un bon de commande-DEC 19.pdf



Factures non associées à un bon de commande-FI-JANV 20.pdf



Liste des bons de commande approuvés-déc 19.pdf



Liste des bons de commande approuvés-JANV 2020.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Ressources Humaines - Récapitulatif des décisions
Janvier 2020

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	21	DSAG	Inspecteur d'arr.	11 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Préposé travaux généraux	11 janvier 2020	Titularisation
			DSAG	Préposé entretien réseau aquaduc et égouts	14 dec 2019	Titularisation
			DSAG	Préposé à l'entretien du réseau	16 novembre 2019	Titularisation
			DSAG	Inspecteur du cadre bati	11 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Inspecteur du cadre bati	4 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Conseiller en aménagement	8 fev 2020	Embauche
			DSAG	Aide bibliothecaire	18 janvier 2020	Déplacement
			DSAG	Aide bibliothecaire	18 janvier 2020	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	11 janvier 2020	Reembauche
			DSAG	Conseiller en aménagement	8 fev 2020	Déplacement
			DSAG	Conseiller en aménagement	25 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Agente technique ingenierie	18 janvier 2020	Reembauche
			DSAG	Aide bibliothecaire	4 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Préposé aux communications	4 janvier 2020	Embauche
			DSAG	Préposé aux travaux généraux	4 janvier 2020	Embauche
			DSAG	Secrétaire d'unité	11 janvier 2020	Promotion
			DSAG	Bibliothecaire occ.	4 janvier 2020	Déplacement
			DSAG	Préposé à l'accueil	14 dec 2019	Embauche
			DSAG	Surveillant d'installations	14 dec 2019	Embauche
			DSAG	Chauffeur	28 dec 2019	Assignation d'un col bleu

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
Ressources Humaines - Récapitulatif des décisions
Janvier 2020

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travil d'un fonctionnaire en regard des dispositions de conventions collectives	1	DSAG	Elagueur	3 octobre 2019	Déposer un avis discîplinaire
12,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire	3	DSAG	Assistant intervention en loisirs direction culture sports, loisirs et dev.	1 janv au 31 dec 2020	Autoriser reconduction allocation automobile
			DSAG	Assistant intervention en loisirs direction culture sports, loisirs et dev.	1 janv au 31 dec 2020	Autoriser reconduction allocation automobile
			DSAG	Chef de division	1 janv au 31 dec 2020	Reconduire allocation automobile

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de décembre 2019)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	04-12-2019	GAZETTE	Abonnement		31,49 $
2	09-12-2019	Easelly Infographics	Logiciel	Pour réalisation des affiches et présentations	65,27 $
3	04-12-2019	Addison Eléctronique	Équippement informatique		254,15 $
4	10-12-2019	Canadian Tire	Achat de 4 affiches BAM		10,87 $
5	09-12-2019	Postes Canada	Annulation d'appel d'offre		166,14 $
					527,92 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	12-2019	STM	4 CARTES OPUS (Amélie Franck, Stéphane Livernoche, Michael Hill Paquin, Françoise Charniguet)		286,40 $
2	10-12-2019	Pizza Hut	Pizza	Party de Noel du Conseil jeunesse	45,49 $
3	10-12-2019	Wal-Mart	Divers achats	Party de Noel du Conseil jeunesse	45,09 $
4	11-12-2019	Café Bistro Van Houte	Café-viennoiseries - muffins	Première rencontre - Comité de concertation et de communication des gestionnaires - Centres communautaires	212,01 $
					588,99 $

Carte de crédit au nom de : Direction travaux publics Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
					0,00 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de décembre 2019)

Carte de crédit au nom de : Steve Desjardins Limite : 500$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	12-2019	Registre foncier du Québec	Consultation		7,00 $
					7,00 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 1 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	12-2019	Facebook	Publicité		188,39 $
2	08-12-2019	Worldpress	Achat du domaine		423,73 $
					612,12 $

1 736,03 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de décembre 2019
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	12-10-19	THEORET-LEGAULT, OLIVIER	Kilométrage	50,16
	12-27-19	HARDY, DANIELLE	Kilométrage et stationnement janvier à avril	244,23
				294,39
ARCAND, PATRICIA	12-23-19	SOCIETE ENVIRONNEMENTALE COTE-DES-NEIGES	Contribution financière-Programme de gestion de produits d'hygiène durables	3454,17
				3454,17
BAUDIN, CYRIL	12-16-19	MP REPRODUCTIONS INC.	Impression	15,75
	12-11-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	2000 billets de pesée CESM	618,54
	12-16-19	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	Formation	168,39
	12-05-19	FILION, ERIC	Inscription formation	250,00
				1052,68
BEAUCHEMIN, SONIA	12-09-19	PAPINEAU, LUC	Achat divers pour le comptoir du BAM, plus stationnement	49,90
	11-27-19	LESOEUR, ISABELLE	Stationnement et titres de transport-formation	19,25
	12-09-19	PAPINEAU, LUC	Stationnement-formation et batteries télécommande	20,63
				89,78
BEDARD, LUCIE	12-06-19	GENEVIEVE COUTU	Présence CCU octobre, novembre, comité démolition 2019	225,00
	12-06-19	BRUCE ALLAN	Présence CCU octobre et novembre 2019	150,00
	12-06-19	MALAKA ACKAOUI	Présence CCU octobre,novembre,décembre 2019	225,00
	12-06-19	MARK CALCE	Présence CCU comité démolition	75,00
	12-04-19	CAHOUR, FABIENNE	Conférence Les Affaires-Marché de l'habitation	158,71
	12-06-19	DJEMILA HADJ-HAMOU	Présence CCU octobre et décembre 2019	150,00
	12-06-19	JEAN B. DUFRESNE	Présence CCU décembre 2019	75,00
	12-06-19	ELIZA RUDKOWSKA	Présence CCU octobre 2019	75,00
	12-17-19	LAPORTE, JEAN-SIMON	Frais d'adhésion-Green Associate	112,00
	12-06-19	KHALIL DIOP	Présence CCU octobre et novembre 2019	150,00
	12-06-19	ISABELLE DUMAS	Présence CCU novembre, décembre et comité démolition	225,00
	12-03-19	LAVOIE, NICOLAS	Couvres chausssures pour visite Théâtre Empress	44,73
				1665,44
BOUTIN, PIERRE	12-10-19	HOOPER, CHANTAL	Kilométrage de avril à septembre 2019	36,18
	12-10-19	BAUDIN, CYRIL	Kilométrage de juin à novembre 2019	155,77
	12-23-19	TURNBLOM, SYLVAIN	Nourriture achetée pour le goûter de Noël pour les employés de voirie de Madison.	152,83
				344,78
BROUSSEAU, HELENE	12-09-19	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Renflouement petite caisse-DSAG	905,04
	12-02-19	VARIN, BENOIT	Kilométrage et stationnement de mai à novembre 2019	504,34
	12-09-19	LAZZOUZI, SADEK	Appareils pour la cuisine du 6e	412,58
				1821,96
CARRIER, RAYMOND	11-26-19	NOUS LES ARTS	Découverte sur le monde à la BIC: Afrique	262,47
	11-26-19	ANNE-LAURE NADIN	Atelier d'Art à travers la lecture. BIC	175,23
	11-26-19	TADAAM	Atelier d'art postal BIC	319,69
	11-26-19	ASSOCIATION DES PARENTS DE COTE DES NEIGES	Collations pour Atelier « mieux communiquer avec son enfant»	30,00
	11-27-19	OCTOCHROME	Médiation culturelle	787,41
	11-27-19	HUU BAC QUACH	Spectacle «Les Eaux du Mékong» à la MC-NDG	2204,74
	11-27-19	MICHELE LAPOINTE	Exposition «Mettre la tête où l'on pense»	2204,74

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	11-27-19	KARIM DABO	Spectacle «Éauilibre» à la Maison de la culture-NDG	1200,00
	11-27-19	ATELIER LYRIQUE DE L'OPERA DE MONTREAL	Spectacle «Noël Homme-Femme» à la MC-NDG	1889,77
	11-27-19	COMPAGNIE DE CREATION LE GROS ORTEIL	Spectacle «Petit Voilier» à la MC-NDG	1259,85
	11-28-19	COTE, EVE	Collation pour les loges d'artistes	94,78
	11-27-19	SAINT-PIERRE, ELIZABETH	Collation pour les loges et stationnement pour formation	30,21
	11-27-19	CASSANDRE BOUCHER	Exposition «Un arrière-fond de paille» à la Maison de la Culture CDN	2150,00
	12-02-19	PHILIPPE PRUD'HOMME	Spectacle «Impro de Noeël à deux Pianos» au Centre culturel	3000,00
	12-02-19	PRODUCTIONS JOSEE ALLARD	Spectacle «Les Pourquoi 2» à la Maison de la culture NDG	1863,53
	12-02-19	KATHRYN DELANEY	Ateliers de Médiation pour deux groupes de l'école St-Luc	2300,00
	12-02-19	COTE, EVE	Collations pour venissage et café pour les loges d'artistes au Centre culturel NDG	51,47
	12-02-19	INSTINCT MUSIQUE INC.	Spectacle «Florent Vollant» à la MC-CDN le 8 février 2019	2099,75
	12-03-19	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Coupons de taxi, déplacement hors les murs et distribution de la programmation de la Maison de la culture-CDN	304,02
	12-02-19	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Coupons de taxi, déplacement du personnel - mediation et Hors les murs	107,30
	12-02-19	SAINT-PIERRE, ELIZABETH	Achat de bonbons Halloween - Centre culturel NDG	73,52
	12-02-19	SAINT-PIERRE, ELIZABETH	Collations pour les loges Centre culturel-NDG	38,70
	12-02-19	PRODUCTIONS ALMA VIVA	Remboursement location Église NDG	500,00
	12-02-19	JEAN-PIERRE ZANELLA	Spectacle «Quattro venti» à la Maison de la culture NDG	1574,81
	12-02-19	THEATRE TORTUE BERLUE	Théâtre jeunesse dans un autobus scolaire- Hors le murs CDN-NDG	587,93
	12-03-19	AGENCE D'ARTISTES ET DE CONCERTS DANIELLE LEFEBVRE INC.	Spectacle «JAZZ POUR NOËL»	2099,75
	12-03-19	FREDERIC DEMERS	Spectacle «Fred solo»	1259,85
	12-03-19	LES PRODUCTIONS YVES LEVEILLE	Spectacle «PHARE - QUINTETTE»	2362,22
	12-03-19	SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	Nettoyage d'urgence d'une toilette et de la salle polyvalente BIC	104,99
	12-03-19	CASTILLO DUARTE, LUZ ADRIANA	Anneaux bricolage BIC	3,97
	12-03-19	LETOURNEAU, FRANCE	Ornements festifs animation BIC	37,59
	12-04-19	VOXEL FACTORY INC.	Ajustement pour facture	477,00
	12-04-19	LEFORT, LOUISE	Achats de cartes pour départ employés	12,59
	12-04-19	LEMAIRE, MARC	Remboursement du matériel INTERFAB	652,66
	12-04-19	MATHIEU LIPPE	Introduction au yoga-francisation	367,46
	12-04-19	AU BOUT DU MUSEAU	Zoolecture Atelier BIC	200,00
	12-05-19	LEMAIRE, MARC	Déplacements Fabricatèques et formation	119,93
	12-06-19	LA COMPAGNIE QUI LIT S.E.N.C.	Lgendes de chez nous: atelier de francisation BIC	288,72
	12-06-19	DANIEL RACINE	Coordination, présentation des films et discussion avec les réalisateurs «Le plus haut niveau» de John Bolton	250,00
	12-06-19	SYLVAINE CHASSAY	Contrat d'écriture: rédaction - Analyse des résultats et des retombées du bilan d'activités de médiation culturelle de l'exposition Brouillard: entre coprs et lumière. à la Maison de la Culture CDN	420,00
	12-06-19	FERO TRANSPORT INC.	Transport de matériel artistique	104,99
	12-09-19	COTE, EVE	Achats pour la cafétaria au Centre culturel-NDG	21,17
	12-09-19	QUINCAILLERIE COTE DES NEIGES	Comptoir de cuisine pour la Maison de la culture-NDG- rénovation	157,48
	12-09-19	LEMAIRE, MARC	Diner lors de la conférence de Fablab Québec	25,00
	12-09-19	ANNE-LAURE NADIN	Atelier d'arts- BIC	175,23
	12-09-19	YSAIA GADERER-MARCHAND	Modèle pour atelier de dessin à la bibliothèque Benny	67,50
	12-09-19	EARP-LAVERGNE, COLIN	Cotisation annuelle 2020 Rideau	361,86
	12-09-19	CENTRE DES RESSOURCES EDUCATIVES ET PEDAGOGIQUES (CREP)	Animation vers une discipline positive:BIC	25,00
	12-13-19	NOUS LES ARTS	Atelier dcouverte sur le monde (Nunavut) Bib. Interculturelle	262,47
	12-17-19	CHAMBEROT, ROBERT	Kilométrage 2019	929,02
	12-17-19	KATHRYN DELANEY	Frais de vernissage pour exposition	120,00

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	12-17-19	TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	Frais de traduction textes de programmation culturelle 2020	509,75
	12-17-19	METEQUE ATELIER/GALERIE D'ART S.E.N.C.	Atelier d'Art Métèque Novembre 2019 - Hors les murs CDN-NDG	1500,00
	12-17-19	ROBILLARD, MYLENE	Kilométrage de juillet à décembre 2019	451,11
	12-17-19	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Frais de taxi	12,83
	12-17-19	SAINT-PIERRE, ELIZABETH	Machine à gazéifier l'eau Soda Stream	338,51
	12-17-19	BOO! DESIGN INC.	Extra changement de format Impression programmation culturelle	404,20
	12-19-19	ALIMENTATION ERIC DA PONTE INC. - METRO	Achat collation pour les loges / vernissage MC-CDN	253,35
	12-31-19	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Remfloument de la petite caisse Culture-Bibliothèques	172,76
				39658,88
CHAMBEROT, ROBERT	12-16-19	BELIVEAU, ANNIE	Quincaillerie	117,06
	11-27-19	AUDIO CINE FILMS INC	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	488,19
	11-29-19	DUVAL, PEARL	Activité salon de thé	6,00
	11-29-19	BELIVEAU, ANNIE	Papeterie bibliothèque CDN	39,01
	11-29-19	DUVAL, PEARL	Activité salon de thé	12,37
				662,63
DESJARDINS, STEVE	12-17-19	DRAGUTESCU, ELEN MAGDLEN	Stationnement	15,00
	11-27-19	DRAGUTESCU, ELEN MAGDLEN	Clés	12,70
	11-27-19	LAZZOUZI, SADEK	Tapis de neige	118,29
				145,99
GAUDREAULT, GUYLAINE	12-04-19	BROUSSEAU, HELENE	Achat de cinq micro-ondes pour les cuisines du 6e	793,49
	12-04-19	BENSACI, AMAR	Kilométrage juillet à novembre 2019 et stationnement	89,10
	12-02-19	PAROISSE NOTRE-DAME-DE-GRACE	Location espace stationnement	60,00
	12-23-19	BROUSSEAU, HELENE	Repas-rencontres et kilométrage de mai à décembre 2019	515,22
	12-23-19	ANGELY, MARION	Kilométrage novembre et décembre 2019	99,55
	12-18-19	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	Formation Marion Angely	75,82
	12-04-19	REEVES, GENEVIEVE	Souper CA extraordinaire et Registre Projet Bates; taxi	48,27
				1681,45
GAUDREAULT, SONIA	11-29-19	ASS. QUEBECOISE DES ARENAS ET DES INSTAL. RECREATIVES ET SPORTIVES INC. (AQAIRS)	Cotisation 2020 (aréna Bill-Durnan et Doug-Harvey)	404,20
	11-29-19	ASSOCIATION DES RESPONSABLES AQUATIQUES DU QUEBEC	Cotisation 2020	260,00
	12-05-19	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Kilométrage octobre 2019	56,69
	12-05-19	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Kilométrage novembre 2019	15,47
	12-05-19	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Kilométrage décembre 2019	12,49
	12-06-19	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	Enveloppes 9x12	182,26
	12-11-19	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	Enveloppes kraft imprimés	161,43
	12-11-19	OUELLET, MARIE-CLAUDE	Coupe de clefs pour des filières	10,58
	11-29-19	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage décembre 2019	122,73
	11-27-19	FRANCK, AMELIE	Remboursement des collations pour la réunion des jardins communautaires	8,90
	11-27-19	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Muffins et café ainsi que boissons pour le BBQ	56,27
	11-27-19	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)	Formation Rôle et responsabilités du donneur d'ouvrage	75,82
	12-19-19	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	Formation retraite - Stéphane Livernoche	203,61
	12-12-19	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Petite caisse	350,58
	12-16-19	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage et stationnement octobre 2019	137,01
	12-16-19	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage et stationnement novembre 2019	192,25

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
				2250,29
HOOPER, CHANTAL	12-18-19	KISWE, GLODI	Frais d'inscription au programme OPA	115,00
	12-09-19	ROY, STEVE	Stationnement formation OPA en octobre 2019.	88,00
	12-28-19	RENO-DEPOT	Achat de sable	31,06
	12-19-19	SIGNEL SERVICES INC	Service de production - identification de panneaux de signalisation.	110,24
				344,30
LEGER, APRIL	12-02-19	CHRONO CONTROLE ENR	Réparation du tableau de pointage de basketball (CS Monkland)	193,70
				193,70
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	12-13-19	CHARLES, CHRISTOPHER	Achat ventouses	35,67
	12-18-19	CF SALUBRITE INC.	Système d'application de fini à plancher Flow de 3M	735,14
	12-20-19	PRODUITS SANY	Vérification tennant T300	125,98
	11-12-19	SERVI-GLACES 2000	Contours de patinoire et scellant (BBB)	902,89
	12-10-19	ECOLAB	Batterie et chargeur 12V	311,27
	11-28-19	BINOUX, JULIEN	Pièces pour buts de soccer	32,33
	12-04-19	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Divers éléments pour nettoyage	159,09
	12-06-19	COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC.	Changement de codes	30,97
	12-06-19	RACHIELE, LOUIS	Remboursement pour clés-patinoire Bleu Blanc Bouge	79,35
	12-13-19	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Remboursement mèches zamboni et boîtes à clés	124,80
	11-25-19	CASTHELY, STEPHANE	Remboursement pour besoins opérationnels des installations	147,21
				2684,70
OUELLET, MARIE-CLAUDE	12-13-19	CF SALUBRITE INC.	Route de travail Gilbert-Layton	314,96
	12-10-19	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Achat des ventouses pour les buts de novice	35,67
	12-17-19	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Kilométrage novembre 2019	58,96
	12-17-19	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Kilométrage décembre 2019	60,05
	12-18-19	RACHIELE, LOUIS	Kilométrage décembre 2019	121,50
	12-18-19	BINOUX, JULIEN	Kilométrage décembre 2019	150,39
	12-18-19	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Remboursement billets stm	6,50
	12-18-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage décembre 2019	42,35
	11-25-19	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Remboursement rencontre formation	21,19
	12-03-19	LEGER, APRIL	Kilométrage novembre 2019	27,69
	12-03-19	MOHAMMED, NADIA	Kilométrage septembre 2019	41,27
	12-03-19	MOHAMMED, NADIA	Kilométrage octobre 2019	57,01
	12-03-19	MOHAMMED, NADIA	Kilométrage novembre 2019	20,09
	12-03-19	RACHIELE, LOUIS	Kilométrage novembre 2019	109,03
	12-03-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage septembre 2019	14,66
	12-03-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage octobre 2019	116,78
	12-03-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage novembre 2019	40,15
	12-05-19	SOLOMON, GEORGE	Kilométrage novembre 2019	25,52
	12-05-19	BINOUX, JULIEN	Kilométrage novembre 2019	147,69
	12-06-19	BINOUX, JULIEN	Kilométrage novembre 2019	147,69
	12-13-19	MOHAMMED, NADIA	Kilométrage décembre 2019	38,01
				1597,16
PLANTE, STÉPHANE	12-18-19	GAUDREAULT, SONIA	Café-viennoiseries-Reconnaissance employés	26,37
	12-18-19	BOUDREAULT, PIERRE	Frais de transport	53,15
	12-18-19	BEAUCHEMIN, SONIA	Repas pour rencontres	252,04
	12-11-19	MOREAU, YOLANDE	Articles de bureau	11,15
	12-03-19	LAVOIE, NICOLAS	Masques et filtres pour visite Théâtre Empress	295,36
	12-10-19	GAUDREAULT, SONIA	Repas midi / Équipe de gestion - Planification 2020	253,62
	12-10-19	BEDARD, LUCIE	Stationnement- réunions	36,00
	12-20-19	BOUTIN, PIERRE	Dépenses de fonction de Pierre Boutin-octobre à décembre	289,30
				1216,99

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
REEVES, GENEVIEVE	12-04-19	IMPRESSION MULTI-SOURCES	Cartes d'affaires	99,74
				99,74
STINGACIU, IRINEL-MARIA	12-11-19	ALVARADO AGUDELO, ANA CATALINA	Déplacement pour une activité de Benny Fablab à l'école Étoile filante et à la bibliothèque Interculturelle	65,55
	12-02-19	ASSELIN LEBREUX, WILLIAM	Prix pour Montréal Joue! bibliothèque Benny	52,89
	12-02-19	SAVOIE, VERONIQUE	Différents achat pour l'activité «Es-tu doué?» pour l'Halloween et Ciné d'après midi d'octobre à la bibliothèque Benny	66,70
	12-02-19	LARISSA ANDRUSYSHYN	Animation	780,00
	12-03-19	ALVARADO AGUDELO, ANA CATALINA	Achat de livres pour animation pour la bibliothèque Benny	152,39
	12-03-19	MARYSE PERRON	Ateliers de conversations en français à la bibliothèque Benny	1369,70
	12-03-19	LAURA BRUNELLE	Ateliers «Éveil musical» à la bibliothèque Benny	200,00
	12-03-19	CONSEIL COMMUNAUTAIRE NOTRE-DAME-DE-GRACE INC.	Atelier Ruche d'art	300,00
	12-03-19	KARINA WOLF	Atelier «Paper Flowers Making» à la bibliothéque Benny	50,00
	12-11-19	LES PRODUCTIONS JUSTINE MAJOR	Spectacle de Marionnette «Le Sapin d'Anderson»	367,46
				3404,69
TROTTIER, PASCAL	12-06-19	CHARLES, VLADIMIR	Frais de stationnement pour des formations	54,96
	12-16-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires	15,22
	12-10-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires pour Karine Yaacoub	15,22
	12-16-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires Driss Bendaoud	15,22
	12-16-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires pour Nicolas Soulière	15,22
				115,84

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de janvier 2020
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
ANGELY, MARION	12-27-19	OPTIMUM CONSULTANTS	Expertise-évaluation des aptitudes physiques cols bleus	204,73
	01-20-20	ALERTE COURRIER P.M.E.	Envoi postal	140,65
	01-20-20	HARDY, DANIELLE	Kilométrage mai à décembre 2019	495,36
				840,74
BAUDIN, CYRIL	01-22-20	CAMPEAU, JEAN-DANIEL	Rencontre de fin d'année pour employés cols bleus	60,91
	01-20-20	CORPORATION D'URGENCES-SANTE	Transport ambulancier pour une employée col bleu	128,15
	01-13-20	BIRON LABORATOIRE MEDICAL S.E.C.	Frais de non-annulation de rendez-vous pour prélèvements sanguins	26,25
				215,31
BEAUCHEMIN, SONIA	01-29-20	PAPINEAU, LUC	Kilométrage octobre à décembre 2019	37,23
	01-27-20	CARON, MICHELINE	Objets divers pour le BAM	38,04
	01-27-20	MARGARET SANKEY	Traduction	106,30
	01-27-20	MARGARET SANKEY	Traduction	72,70
	01-22-20	COMMUNICATIONS NICOLE MOUSSEAU (LES)	Évaluation et rédaction	419,95
	01-22-20	MARGARET SANKEY	Traduction infolettre janvier	158,45
				832,67
BEDARD, LUCIE	01-09-20	LEMIEUX, JACQUES	Kilométrage août à décembre 2019	392,54
	01-21-20	DESJARDINS, STEVE	Kilométrage et stationnement novembre et décembre 2019	82,51
				475,05
BOUTIN, PIERRE	01-16-20	MORISSETTE, CHRISTIAN	Remboursement pour achat de café pour goûter de Noël des employés cols bleus	65,50
				65,50
CARRIER, RAYMOND	01-21-20	PUBLICITE SAUVAGE INC.	Inpression et Installation d'un cadre 10X6	367,46
	01-30-20	LA COMPAGNIE QUI LIT S.E.N.C.	Atelier de francisation	288,72
	01-29-20	PROVENCHER, CLAUDIE	Dépenses animations jeunes et ado	36,85
	01-22-20	GABRIELLE BOUCHER	Exposition «Se plaire a l'usage» réalisé au Centre culturel	2150,00
	01-22-20	CONSEIL QUEBECOIS DE LA MUSIQUE	Spectacle «Initiation à la musique classique» à la Maison de la culture NDG	3000,00
	01-22-20	COMPAGNIE DE CREATION LE GROS ORTEIL	Spectacle «Petit Voilier» à la Maison de la culture	1259,85
	01-22-20	THEATRE DU TANDEM INC.	Spectacle «Bande de bouffons»	2099,75
	01-22-20	LE CLUB DE DANSE LION CHAN DE MONTREAL S.	Spectacle «Lion Dance Performance»	600,00
	01-29-20	STEFANIA SKORYNA	Danse créative Bibliothèque Interculturelle	75,00
	01-22-20	CENTRE DE RECHERCHE EN ART CLOWNESQUE	Spectacle «Cartoon» au Centre Culturel NDG	1994,76
				11872,39
CHAMBEROT, ROBERT	12-19-19	LES SERVICES DES GENIES INC.	Artistes	314,96
	12-12-19	GIROUX, ELISABETH	Pattes de tables réglables pour table de l'atelier, Biblio NDG	763,49
	01-20-20	CENTRE D'ACTIVITES PEEK-A-BOO	Artistes: Pour l'activité: Plusieurs cercles présentée par Peek a boo à la bibliothèque	220,00
	01-20-20	JEUNESSES MUSICALES CANADA	Artistes: Jeunesses musicales du Canada pour l'activité Bouge en musique présentée 6 fois à la bibliothèque NDG	629,92
	01-22-20	COMTE, VALERIE	Cafetière	135,43
	01-24-20	NICOLE YIP-HOI	Artistes: Pour activité: Il neige Bonhomme ! présentée à la bibliothèque NDG	257,68
	01-24-20	LE CURIEUX INFO INC.	Artistes: Pour activité: Gare à ton identité numérique présentée à la bibliothèque NDG	141,73
	01-24-20	LE CURIEUX INFO INC.	Artistes: Pour activité : Tout est vrai sur internet, vraiment? présentée à la bibliothèque NDG	141,73
	01-24-20	LE CURIEUX INFO INC.	Artistes: Pour activité ; Chasse aux fausses nouvelles présentée à la bibliothèque NDG	141,73
	01-24-20	LE CURIEUX INFO INC.	Artistes: Pour activité : Liberté d'expression, c'est quoi ? présentée à la bibliothèque NDG	141,73
				2888,40
DESJARDINS, STEVE	01-29-20	LAZZOUZI, SADEK	Vêtements de travail	73,67
				73,67

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
GAUDREAULT, GUYLAINE	01-29-20	SITE INTEGRATION PLUS INC.	Travaux réalisés pour l'enregistreur et ASM au BAM + Configuration d'une nouvelle caméra	220,47
	01-27-20	BROUSSEAU, HELENE	Grille-pain pour la cuisine	63,48
	01-15-20	BROUSSEAU, HELENE	Kilométrage et stationnement janvier 2019	52,54
	01-23-20	GENIEX INC.	Honoraires professionnels pour étude d'ingénierie pour l'escrime	524,94
	01-13-20	REEVES, GENEVIEVE	Nourriture pour formation G Mail	83,54
	01-27-20	ANGELY, MARION	Vienoisseries et café pour rencontre-mobilisation	70,47
	01-28-20	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires	16,38
	01-24-20	ASSOCIATION RECREATIVE MILTON-PARC	Location de salle de gymnastique pour chaque jeudi: Programme de santé et mieux-être psychologique au travail	566,93
				1598,75
GAUDREAULT, SONIA	01-20-20	LA SOCIETE CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE	Cours de secourisme	47,24
	01-27-20	CF SALUBRITE INC.	Formation entretien ménager salubrité	892,39
	01-22-20	ASSELIN, MIRIAM	Bouilloire électrique	42,29
	01-27-20	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage décembre 2019	118,75
	01-27-20	LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	Diner pour les employés (formation)	53,92
	01-30-20	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)	Formation à la retraite	166,28
	01-22-20	CHARNIGUET, FRANCOISE	Souper réunion mensuelle CJCDNNDG	58,45
				1379,32
HOOPER, CHANTAL	01-03-20	INTER PROPANE INC.	Location de 4x33 lbs propane.	4,20
	01-03-20	SISCA GESTION D'AFFAIRES INC.	Formulaires ouverture de conduite - Aqueduc	65,38
				69,58
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	01-20-20	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Billets d'aréna patinage	361,77
	01-27-20	DALLAIRE MEDICAL INC.	Boitier Aivia rouge avec alarme	180,58
	12-20-19	CIMCO REFRIGERATION	Main d'oeuvre et frais de déplacement	909,40
				1451,75
OUELLET, MARIE-CLAUDE	01-06-20	SOLUTIONS E-CYCLE INC.	Récupération de l'imprimante	372,71
				372,71
PLANTE, STÉPHANE	01-31-20	BOUTIN, PIERRE	Dépenses de fonction de Pierre Boutin.	79,32
	01-31-20	BEAUCHEMIN, SONIA	Achat bacs de rangement	106,57
	01-09-20	MAJOR, DANIELLE	Achat de verres pour rencontre de direction	17,66
	01-20-20	BOUTIN, PIERRE	Remboursement d'achats divers pour le goûter de Noël des employés cols bleus.	105,86
	01-09-20	BEAUCHEMIN, SONIA	Kilométrage 2019	565,41
				874,82
REEVES, GENEVIEVE	01-21-20	GAUTHIER, VIVIANE	Frais du repas pour la semaine du registre	25,83
	01-31-20	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	Enveloppes	236,22
	01-30-20	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	Enveloppes	327,56
				589,61
STINGACIU, IRINEL-MARIA	01-22-20	LA MAMAN MINIMALISTE	Conférence Désencombrer à la bibliotèque Benny	314,96
	01-22-20	DEPOT ALIMENTAIRE NDG	Atelier sur les Micro-pousses à la bibliothèque Benny	200,00
		CNESST	Entente corollaire	1418,04
				1933,00

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de décembre 2019

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date l'approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
BAUDIN, CYRIL	1383939	12-02-19	3289419 CANADA (COLLINS)		249,43	Vêtements de travail
	1386593	12-11-19			119,05	Bottes, souliers et couvres-chaussure
	1385257	12-06-19	BOUTY INC	1013950	2834,00	Chaise et fauteuil ergonomique
	1383906	12-02-19	DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.		76,54	Crochet, goupille, manille et poulie
	1385622	12-06-19	HERCULES SLR INC.		929,03	Attache-câble
	1320243	12-19-19	INTER PROPANE INC.		293,23	Carburant
	1385621	12-06-19	J.A. LARUE INC		672,70	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1386594	12-11-19	MARTECH SIGNALISATION INC.		141,73	Signalisation routière
	1386574	12-11-19	REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP		1612,62	Service - Collecte de matières dangereuses (DDD)
	1381377	12-02-19	SCIAGE DE BETON 2000 INC.		2834,66	Service - Balayage, nettoyage de voies publiques
	1383938	12-02-19	U. CAYOUETTE INC.		178,46	Garage en toile, serre et abris temporaires
		12-02-19			79,24	Absorbant
	1385920	12-09-19	UNI-SELECT QUEBEC INC.		75,71	Allumage et système de charge pour matériel roulant
BEAUCHEMIN, SONIA	1387268	12-16-19	9215-3048 QUEBEC INC.		446,20	Service - Photographie
	1385833	12-09-19	9387-9013 QUEBEC INC.		1427,33	Location - Meuble
	1387243	12-16-19	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.		4890,18	Service - Traiteur
	1388309	12-19-19	FANNIE PILON-MILLETTE		359,20	Conseiller en communications
	1367520	12-18-19	LA CENTRALE A IMAGES INC.		21,00	Service - Photographie
	1361091	12-11-19	MARGARET SANKEY		2624,69	Traducteur
	1354743	12-09-19	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		839,90	Service - Infographie, graphisme
	1320680	12-16-19	VIDEOTRON LTEE .		10,89	Service - Télédiffusion
BEDARD, LUCIE	1385935	12-09-19	BEC FIN INTERNATIONAL INC.		254,86	Service - Traiteur
	1385924	12-09-19	COMPUGEN INC.	1163303	684,01	Ordinateur et accessoire
BOUTIN, PIERRE	1385903	12-09-19	ARPENPRO INC.		4619,45	Arpenteur-géomètre
	1380443	12-06-19	DEMIX AGREGAT	1382085	5397,20	Sel de déglaçage, abrasif
	1340468	12-04-19	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS		230,74	Location - Automobile, camionnette et fourgonnette
	1385620	12-06-19	DISTRIBUTION JEAN BLANCHARD INC.		19947,62	Mobilier pour propreté
	1385879	12-09-19	GROUPE ABS INC.		7333,38	Ingénieur - Contrôle qualité
	1383968	12-02-19	LOCATION LORDBEC INC.		14960,72	Réparation de conduit d'aqueduc
	1388136	12-18-19			13595,88	Réparation de conduit d'aqueduc
BROUSSEAU, HELENE	1386284	12-10-19	COMCOMTECH INC.		797,15	Traducteur
CARRIER, RAYMOND	1385381	12-06-19	ABRA ELECTRONIQUES CORPORATION		584,35	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1385881	12-09-19			534,42	Composante électronique
	1385887	12-09-19			1812,47	Composante électronique
	1384302	12-03-19	AUVENTS ET ABRIS GMS		929,14	Garage en toile, serre et abris temporaires
	1385385	12-06-19	BRAULT ET MARTINEAU		1352,24	Électroménager
	1320350	12-09-19	CHARLES BOIVIN		26,25	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1320382	12-09-19			860,89	Instrument de musique
	1322105	12-09-19			1039,37	Instrument de musique
	1386003	12-09-19	COMPUGEN INC.	1163303	171,00	Ordinateur et accessoire
	1384306	12-03-19	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL		4203,82	Ordinateur et accessoire
	1386629	12-12-19			3067,90	Appareil électronique
	1384308	12-03-19	CRANBROOK GLEN ENTERPRISES LIMITED		3040,31	Appareil électronique
	1385864	12-09-19	DESCHAMPS IMPRESSION INC.		3086,63	Service - Reprographie
	1345764	12-09-19	FERO TRANSPORT INC.		2267,73	Service - Déménagement
	1385859	12-09-19	LES DECORATEURS DE MONTREAL INC.		1274,63	Équipement de scène
	1385894	12-09-19			2183,03	Équipement de scène
	1385964	12-09-19	MAGASINS BEST BUY LTEE		391,58	Appareil électronique

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date l'approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
	1385508	12-06-19	MONSIEUR MACARONS INC.		340,84	Articles de papeterie
	1385272	12-05-19	ROBOTSHOP INC.		208,72	Ordinateur et accessoire
	1385901	12-09-19			3216,66	Appareil électronique
	1385274	12-05-19	SOLOTECH INC		797,18	Équipement de scène
	1385268	12-05-19	ULINE CANADA CORP		4457,40	Accessoires et fournitures de décoration
	1385379	12-06-19			619,58	Bureau (Mobilier autoportant)
	1385384	12-06-19	VOXEL FACTORY INC.		6301,47	Photocopieur, télécopieur, imprimante et numériseur
CHAMBEROT, ROBERT	1386749	12-12-19	C.P.U. DESIGN INC.	1164102	282,59	Ordinateur et accessoire
		12-12-19			1227,24	Ordinateur et accessoire
DESJARDINS, STEVE	1368377	12-13-19	ARBO-DESIGN INC.		2624,69	Service - Abattage, émondage, élagage
	1385939	12-09-19	C.P.U. DESIGN INC.	1164102	1186,78	Ordinateur et accessoire
	1388157	12-18-19	EMONDAGE ST-GERMAIN & FRERES LTEE		2834,66	Service - Abattage, émondage, élagage
GAUDREAULT, GUYLAINE	1388351	12-19-19	COFFRES-FORTS C.B. 2000 INC.		681,37	Équipement sécurité
	1387276	12-16-19	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC		556,43	Frais - Adhésion et cotisation
	1387299	12-16-19	HOMEWOOD SANTE INC.		1606,31	Conseiller en santé et sécurité
	1335058	12-20-19	LES EXPERTISES JACQUES DESNOYERS INC.		839,90	Médecin
GAUDREAULT, SONIA	1385345	12-06-19	ASSOCIATION QUEBECOISE DU LOISIR MUNICIPAL (AQLM)		1159,20	Frais - Adhésion et cotisation
	1385889	12-09-19	AUVITEC LTEE		16640,52	Équipement de scène
	1387718	12-17-19	BOO! DESIGN INC.		2719,18	Service - Infographie, graphisme
	1384295	12-03-19	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL		4497,33	Ordinateur et accessoire
	1375971	12-04-19	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE		1051,93	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1384288	12-03-19	LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.		20677,29	Service - Installation, gestion, entretien
	1387346	12-16-19	LOISIRS SPORTIFS COTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRACE		19775,75	Service - Installation, gestion, entretien
	1385129	12-05-19	PIANO ESMONDE WHITE		5450,03	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1385898	12-09-19	PRODUITS SANY		16975,64	Appareil d'entretien
	1385580	12-06-19	SOLOTECH INC		14703,96	Équipement de scène
	1320263	12-10-19	UBA INC.	1177548	11556,51	Traitement de l'eau
HOOPER, CHANTAL	1383942	12-02-19	3289419 CANADA (COLLINS)		118,10	Vêtements de travail
	1387901	12-18-19			132,27	Vêtements de travail
	1386088	12-10-19	ACKLANDS - GRAINGER INC.		238,74	Appareil d'entretien
	1386405	12-11-19			35,84	Adhésif, colle
	1387326	12-16-19	BEAUREGARD ENVIRONNEMENT LTEE	1321875	5194,26	Service - Déglaçage, nettoyage et désobstruction de conduites
	1387756	12-17-19			5375,36	Service - Vidange de puisards, regards et fosses septiques
	1383943	12-02-19	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE		185,00	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1386396	12-11-19	JEAN GUGLIA & FILS ENR.		30,45	Accessoires et fournitures de plomberie
	1384993	12-05-19	MUSCO SPORTS LIGHTING CANADA CO.		1858,28	Éclairage, lumière
	1386398	12-11-19	NADEAU FORESTERIE URBAINE INC.		1049,87	Botaniste
	1386087	12-10-19	NOVAFOR EQUIPEMENT INC.		107,70	Outils manuels
	1387910	12-18-19	NOVAFOR EQUIPEMENT INC.		352,11	Bottes, souliers et couvres-chaussure
		12-18-19			85,25	Accessoires vestimentaires
	1386367	12-11-19	REAL HUOT INC.		760,20	Accessoires et fournitures de plomberie
	1370454	12-03-19	SOLUTIONS ALTERNATIVES ENVIRONNEMENT INC		220,47	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1385917	12-09-19	STELEM (CANADA) INC.		36,75	Accessoires et fournitures de plomberie
	1384130	12-02-19	ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1191511	453,55	Puisard, chambre de vanne, trou d'homme et regard
		12-09-19			31,50	Palette, caisson, bobine pour manutention
	1383914	12-02-19	TENAQUIP LIMITED		98,24	Équipement d'entretien manuel
	1383940	12-02-19			74,27	Crochet, goupille, manille et poulie
	1386370	12-11-19			27,64	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
		12-11-19			148,61	Outils manuels
	1383936	12-02-19	U. CAYOUETTE INC.		303,59	Agrégat ensaché
		12-02-19			26,25	Palette, caisson, bobine pour manutention
	1377709	12-11-19	VERMEER CANADA INC.		25,48	Service - Transport de colis (Frais de transport)
LEGER, APRIL	1386961	12-13-19	AQUAM SPECIALISTE AQUATIQUE INC.		75,75	Accessoires et fournitures de décoration
	1387828	12-17-19	PRODUITS SANY	1048199	302,36	Produits d'entretien ménager

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date l'approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
	1387794	12-17-19	TENAQUIP LIMITED		403,11	Équipement de manutention
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	1385382	12-19-19	DISTRIBUTEURS ZIESTECH INC.		1882,32	Appareil de communication
	1380248	12-04-19	PRODUITS SANY		262,47	Appareil d'entretien
	1382118	12-12-19			595,12	Appareil d'entretien
		12-12-19			3779,63	Chariot d'entretien
	1385282	12-05-19			107,35	Sac à ordures et recyclage
	1385304	12-05-19		1048199	1427,81	Produits d'entretien ménager
	1387904	12-18-19		1048199	176,13	Produits d'entretien ménager
OUELLET, MARIE-CLAUDE	1323168	12-10-19	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		1701,06	Service - Agence de sécurité, gardiennage
	1386780	12-12-19	COMPUGEN INC.		598,33	Photocopieur, télécopieur, imprimante et numériseur
	1387075	12-13-19	DALLAIRE MEDICAL INC.		7259,63	Fournitures et matériel médical
	1386777	12-12-19	DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS G.P. INC.		844,50	Équipement de sport
	1386778	12-12-19			2280,32	Équipement de sport
	1386783	12-12-19	DMS DIVISION DE C.I.T.I.		446,20	Accessoires et fournitures de décoration
	1386774	12-12-19	LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.		708,67	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1386960	12-13-19	PAROISSE NOTRE-DAME-DE-GRACE		1140,00	Location - Espace de stationnement
	1327283	12-03-19	RMB EXTERMINATION INC.		110,19	Produits d'extermination et de fumigation
	1320578	12-03-19	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		4763,71	Service - Postal, messagerie
	1386784	12-12-19	TENAQUIP LIMITED		565,99	Accessoires de sport
	1387077	12-13-19	ULINE CANADA CORP		5580,64	Tapis amovible
PLANTE, STÉPHANE	1383953	12-02-19	ARBO-DESIGN INC.		24781,47	Service - Abattage, émondage, élagage
	1354704	12-16-19	CENTRE PATRONAL DE SANTE ET SECURITE DU TRAVAIL DU QUEBEC (C P S S T Q)		325,46	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1387327	12-16-19	CHRISTINE HAREL		25198,08	Conseiller en développement organisationnel
	1374980	12-05-19	CONSTRUCTION PIRAVIC INC.		6112,27	Service - Aménagement paysager
	1309951	12-18-19	GRISVERT INC.		548,03	Psychologue, Travailleur social
	1349999	12-09-19	GROUPE ABS INC.	1338591	11026,05	Conseiller - Protection et contrôle de la qualité du sol
	1386447	12-11-19	GROUPE CONSEIL T.T. KATZ		5355,91	Arpenteur-géomètre
	1388635	12-20-19	LES CONSTRUCTIONS ARGOZY INC.		1511,82	Service - Aménagement paysager
	1384630	12-04-19	MAHEU & MAHEU INC.		608,93	Service - Extermination, fumigation
	1384501	12-03-19	REJEAN BEAUDRY		3684,00	Service - Déblaiement, chargement, transport de la neige et épandage d'abrasif (Contrat)
	1325298	12-10-19	REMORQUAGE BURSTALL CONRAD		81,89	Service - Remorquage
	1386547	12-11-19	SERVICE AU FIL DES SAISONS INC.		708,67	Service - Aménagement paysager
	1388358	12-19-19	SOLMATECH INC.		27048,98	Conseiller - Protection et contrôle de la qualité du sol
	1369104	12-02-19	VINACOUSTIK INC.		1207,36	Conseiller - Protection et contrôle de la qualité de l'air
	1338482	12-02-19	XYLEME INC.		1370,09	Service - Abattage, émondage, élagage
REEVES, GENEVIEVE	1388361	12-19-19	ATLAS TAXI INC.		524,94	Service - Transport automobile
	1387279	12-16-19	COMCOMTECH INC.		1864,84	Service - Rédaction, révision
	1388128	12-18-19	LES EQUIPEMENTS DE RESTAURANT DE L'EST INC.		386,09	Articles, accessoire et équipement de bureau
	1385936	12-09-19	PAPIERS EXPERTS		239,37	Papier, article de papeterie
	1372792	12-09-19	PIERRE GAUMOND		1668,04	Accessoires et fournitures de décoration
	1388125	12-18-19	THE CANADIAN JEWISH NEWS		1052,98	Service - Placement média publicitaire
	1387272	12-16-19	ULINE CANADA CORP		226,91	Accessoires et fournitures de mobilier de bureau
ROUSSIN, VERONIQUE	1375394	12-02-19	MAERIX INC.		558,82	Service - Gestion de la documentation/Archivage
STINGACIU, IRINEL-MARIA	1386309	12-10-19	MAGASINS BEST BUY LTEE		2222,94	Ordinateur et accessoire
TROTTIER, PASCAL	1383879	12-02-19	ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS		1338,59	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1384519	12-04-19	SIGNOSERVICE INC.		4742,95	Service - Marquage de rue
VARIN, BENOIT	1384640	12-05-19	C.P.U. DESIGN INC.	1164102	609,65	Ordinateur et accessoire
					435337,92	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de janvier 2020

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
ARCAND, PATRICIA	1383219	01-10-20	(S.P.C.A) SOCIETE POUR LA PREVENTION DE LA CRUAUTE ENVERS LES ANIMAUX		8500,76	Service - Dressage
BAUDIN, CYRIL	1393871	01-22-20	ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS		4199,50	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1395998	01-30-20			6299,25	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1396356	01-31-20	ASTUS INC.		314,96	Location - Équipement de localisation, mesurage
	1392600	01-17-20	CONFIDENTIEL DECHIQUETAGE DE DOCUMENTS INC.	1339456	261,42	Service - Destruction de documents
	1395198	01-28-20	ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE		920,74	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1390658	01-10-20	ENTRAC INC.		3149,62	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1392422	01-16-20	EXTERMINATION INSPEX INC.		818,90	Service - Extermination, fumigation
	1393794	01-22-20	INOLEC		362,16	Outils électriques
	1385621	01-06-20	J.A. LARUE INC		33,07	Service - Transport de colis (Frais de transport)
	1383181	01-07-20	PRODUITS SANY		10,50	Service - Transport de colis (Frais de transport)
	1386574	01-16-20	REVOLUTION ENVIRONMENTAL SOLUTIONS LP		698,17	Service - Collecte de matières dangereuses (DDD)
	1392417	01-16-20	SERRUMAX INC		1049,87	Serrurerie, ferronnerie et accessoires de portes et fenêtres
	1394121	01-23-20	TECH-MIX	1380942	3149,62	Asphalte, bitume
	1391068	01-13-20	VIA PREVENTION		629,92	Service - Formation en développement organisationnel et technique
BEAUCHEMIN, SONIA	1392243	01-16-20	ENTRAC INC.		908,14	Conseiller en ergonomie
	1393855	01-22-20	VIDEOTRON LTEE .		545,93	Service - Télédiffusion
BEDARD, LUCIE	1392953	01-20-20	BEC FIN INTERNATIONAL INC.		252,39	Service - Traiteur
	1394150	01-23-20	BOUTY INC		1322,55	Chaise et fauteuil ergonomique
	1394143	01-23-20	COMPUGEN INC.		1146,47	Logiciel et progiciel
	1395264	01-28-20	C.P.U. DESIGN INC.		5004,46	Ordinateur et accessoire
	1373759	01-07-20	IMPRIMERIE MULTI-FORMAT		76,64	Service - Infographie, graphisme
	1329056	01-15-20	LES INDUSTRIES POLY INC.	1322302	2403,79	Service - Reprographie
	1391445	01-14-20	MONTREAL STENCIL INC		137,93	Articles, accessoires et équipement de bureau
	1391622	01-14-20	PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.		15748,12	Huissier de justice
	1326459	01-16-20	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		1048,08	Service - Postal, messagerie
	1392960	01-20-20	XYLEME INC.		12598,50	Service - Abattage, émondage, élagage
BOUTIN, PIERRE	1380443	01-06-20	DEMIX AGREGAT	1382085	5397,20	Sel de déglaçage, abrasif
	1392973	01-20-20	DEVELOTECH INC.		10498,75	Mobilier pour protection et sécurité
	1391489	01-14-20	GROUPE AKIFER INC.	1376033	20997,50	Service - Analyse et essai en laboratoire
	1395958	01-30-20	LES SERRES RIEL INC		14313,30	Produits horticoles
	1392965	01-20-20	MIOVISION TECHNOLOGIES INC.		15748,12	Service - Recherche, étude de marché
CARRIER, RAYMOND	1391530	01-14-20	ACCES COMMUNICATIONS		2183,74	Location - Appareil électronique
	1393780	01-22-20	ALIMENTATION ERIC DA PONTE INC. - METRO		839,90	Breuvage et nourriture
	1394127	01-23-20	BIBLIO RPL LTEE		440,73	Fournitures de classement et de rangement
	1393811	01-22-20	BOO! DESIGN INC.		2624,69	Service - Impression
	1381662	01-22-20	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		37,75	Instrument de musique
	1395487	01-29-20			53,39	Appareil électronique
	1391459	01-14-20	CHARLES BOIVIN		1574,81	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1391562	01-14-20			1049,87	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1392713	01-17-20	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL		414,23	Ordinateur et accessoire
	1393765	01-22-20	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL		629,92	Service - Transport automobile
	1395659	01-29-20	DEMENAGEMENT PERFORMANCE (PMI)		7244,14	Service - Déménagement
	1393789	01-22-20	IDENCO CANADA LTEE		1049,87	Service - Impression
	1391526	01-14-20	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		1469,82	Service - Impression
	1391576	01-14-20			2099,75	Service - Impression
	1393775	01-22-20			1049,87	Service - Impression
	1393538	01-21-20	LES FILMS CRITERION PICTURES		1574,81	Service - Droit d'auteur
	1391470	01-14-20	PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE		419,95	Breuvage et nourriture
	1393785	01-22-20	PIANO ESMONDE WHITE		2624,69	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1394165	01-23-20	PLANTERRA LTEE		2494,50	Service - Entretien paysager

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
CARRIER, RAYMOND	1393769	01-22-20	PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.		524,94	Matériel artistique
	1394100	01-23-20	PRODUCTIONS CAS PUBLIC		5487,70	Service - Artiste de la scène
	1393784	01-22-20	PUBLICITE SAUVAGE INC.		2099,75	Service - Impression
	1390251	01-09-20	QUINCAILLERIE COTE DES NEIGES		524,94	Serrurerie, ferronnerie et accessoires de portes et fenêtres
	1391476	01-14-20			629,92	Matériel artistique
	1391570	01-14-20			1574,81	Matériel artistique
	1393813	01-22-20			2099,75	Matériel artistique
	1392710	01-17-20	SERVICE GAGNON ELECTRIQUE INC.		4409,47	Ingénieur électrique
	1390983	01-13-20	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.		8698,21	Service - Soutien informatique
	1390255	01-09-20	TEKNION ROY ET BRETON INC.		1170,30	Bureau (Mobilier autoportant)
	1395102	01-28-20	U-HAUL CO. (CANADA) LTEE		2713,35	Service - Entreposage
	1392398	01-16-20	ULINE CANADA CORP		402,37	Articles, accessoires et équipement de bureau
	1394787	01-27-20			928,51	Équipement de manutention
	1393820	01-22-20	VIDEOTRON LTEE .		892,39	Service - Accès internet, ligne téléinformatique
CHAMBEROT, ROBERT	1394788	01-27-20	ULINE CANADA CORP		743,80	Équipement et fourniture d'emballage et d'entreposage
DESJARDINS, STEVE	1390488	01-09-20	CAPREA EXPERTS IMMOBILIERS INC.	1347295	1023,63	Évaluateur agréé
	1390494	01-09-20		1347295	1023,63	Évaluateur agréé
	1390499	01-09-20		1347295	1023,63	Évaluateur agréé
	1391441	01-14-20		1347295	1023,63	Évaluateur agréé
	1394157	01-23-20	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1302177	419,95	Service - Postal, messagerie
	1392947	01-20-20	LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.		104,99	Service - Rédaction, révision
	1394153	01-23-20	MP REPRODUCTIONS INC.		7349,12	Service - Numérisation de documents
DUBE, MARIE-CLAIRE	1333889	01-03-20	LOCATION SAUVAGEAU INC.		1813,01	Location - Automobile, camionnette et fourgonnette
GAUDREAULT, GUYLAI	1390647	01-10-20	CARBONIC MECANIQUE-ELECTRICITE S.E.N.C.		8871,45	Ingénieur électrique
	1392932	01-20-20			8461,99	Ingénieur électrique
	1369117	01-24-20	CARDIN JULIEN INC.		2221,80	Service - Travail technique en architecture et génie civil
	1394300	01-23-20	COMPUGEN INC.	1163303	171,00	Ordinateur et accessoire
	1390644	01-10-20	ENTREPRISES PROFILECT		4440,97	Ingénieur électrique
	1392938	01-20-20			4440,97	Ingénieur électrique
	1394080	01-23-20	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1302177	1259,85	Service - Postal, messagerie
	1394034	01-23-20	GROUPE LE CORRE ET ASSOCIES INC.		472,44	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1382595	01-24-20	SITE INTEGRATION PLUS INC.		5905,55	Équipement sécurité
GAUDREAULT, SONIA	1389538	01-07-20	CF SALUBRITE INC.		1679,80	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1395006	01-27-20	COMPUGEN INC.	1163303	171,00	Ordinateur et accessoire
	1393467	01-21-20	DISCOUNT LOCATION D'AUTOS ET CAMIONS		10948,10	Location - Automobile, camionnette et fourgonnette
	1375971	01-27-20	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE		745,61	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1326800	01-27-20	RICHARD, CAROLINE		1463,97	Frais - Déplacement, hébergement et repas
	1393547	01-21-20	TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.		11501,38	Location - Ordinateur et accessoire
	1395889	01-30-20	UBA INC.	1381890	12841,02	Produits d'entretien ménager
HOOPER, CHANTAL	1391837	01-15-20	ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL		246,20	Appareil électronique
	1394851	01-27-20	CERIU		1858,28	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1391147	01-13-20	COMPUGEN INC.	1163303	171,00	Composante électronique
	1394726	01-27-20	LABRADOR SOURCE		3149,62	Eau potable - Mesure d'urgence
	1392074	01-15-20	LOCATION GAMMA INC.		5249,37	Outils manuels
	1391504	01-14-20	PEPINIERE A. MUCCI INC.	1283714	7118,16	Produits horticoles
	1394658	01-27-20	RENO-DEPOT		2099,75	Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel
	1392102	01-15-20	SOCIETE INTERNATIONALE D'ARBORICULTURE QUEBEC INC. (S.I.A.Q.)		734,14	Livre
	1395252	01-28-20	STELEM (CANADA) INC.		173,23	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
LIMPERIS, APOSTOLOS	1394793	01-27-20	AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.		1181,37	Produits de décontamination, traitement des odeurs
	1391824	01-15-20	CF SALUBRITE INC.		316,49	Produits d'entretien ménager
	1392303	01-16-20	CHAUSSURES BELMONT INC		188,93	Bottes, souliers et couvres-chaussure
	1318562	01-10-20	CIMCO REFRIGERATION		3360,15	Service - Installation, gestion, entretien
	1390975	01-13-20	CORPORATION D'URGENCES-SANTE		141,15	Service - Transport ambulancier
	1390978	01-13-20	MARIO IAPALUCCI		68,54	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1389105	01-06-20	PRODUITS SANY	1048199	178,82	Produits d'entretien ménager
	1389504	01-07-20		1048199	600,19	Produits d'entretien ménager
	1392705	01-17-20			176,37	Appareil d'entretien
	1393208	01-20-20		1048199	167,50	Équipement d'entretien manuel
	1389460	01-07-20	SUPERIEUR PROPANE		2309,72	Gaz comprimé

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
MARTINEZ, DIEGO AND	1394835	01-27-20	BAU-VAL CMM	1358370	15538,15	Service - Traitement/valorisation de matériaux de construction
	1317931	01-13-20	LAFARGE CANADA INC	1195735	15275,68	Agrégat en vrac
	1394128	01-23-20		1195735	29501,49	Agrégat en vrac
	1394675	01-27-20		1195735	30551,36	Agrégat en vrac
OUELLET, MARIE-CLAU	1390081	01-08-20	ADDISON ELECTRONIQUE MONTREAL		32,25	Réparation/Entretien - Appareil électronique
	1395485	01-29-20	AUVITEC LTEE		7979,05	Service - Scénographie, éclairage et sonorisation
	1392404	01-16-20	CIMCO REFRIGERATION		5296,25	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1395490	01-29-20	COMPUGEN INC.		78,38	Appareil électronique
	1394117	01-23-20	CONCEPTPLUS.CA INC.		1225,57	Accessoires vestimentaires
	1390456	01-09-20	C.P.U. DESIGN INC.	1164102	582,86	Ordinateur et accessoire
	1393082	01-20-20		1164102	1077,18	Ordinateur et accessoire
	1390966	01-13-20	DISTRIBUTION SPORTS LOISIRS G.P. INC.		442,06	Équipement de sport
	1327275	01-08-20	ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE		2204,73	Service - Extermination, fumigation
	1395812	01-30-20	LOCATION SAUVAGEAU INC.		8869,34	Service - Transport automobile
	1321227	01-08-20	LUMIPRO INC.		886,56	Drapeau, bannière, fanion et décoration temporaire
	1380415	01-15-20	PRODUITS SANY		35,72	Réparation/Entretien - Appareil d'entretien
	1390816	01-10-20			5249,37	Réparation/Entretien - Appareil d'entretien
	1389926	01-08-20	RMB EXTERMINATION INC.		3149,62	Service - Extermination, fumigation
PLANTE, STÉPHANE	1391427	01-14-20	COMMISSION SCOLAIRE DE MONTREAL (CSDM)		510,08	Service - Formation en développement interpersonnel/relationnel
	1392127	01-15-20	COMMUNICATIONS CASACOM INC.		11233,66	Conseiller en communications
	1320054	01-21-20	DUOSON MULTIMEDIA INC		2187,67	Service - Production multimédia
	1392275	01-16-20	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC		7874,06	Clôture, barricade
	1390617	01-10-20	ENGLOBE CORP.	1388161	28136,64	Service - Traitement/valorisation de matériaux de construction
	1337170	01-27-20	GAUDREAULT, SONIA		233,30	Frais - Dépenses de fonction
	1348605	01-10-20	GORL'EAU INC.		4570,11	Entrepreneur en isolation, étanchéité, couvertures et revêtement extérieur
	1389231	01-06-20	MONDEM EXPRESS INC.		5252,00	Service - Déménagement
	1390651	01-10-20	RECYCLAGE NOTRE-DAME INC.		27296,75	Service - Traitement/valorisation de matières organiques
	1384501	01-28-20	REJEAN BEAUDRY		11052,00	Service - Déblaiement, chargement, transport de la neige et épandage d'abrasif (Contrat)
	1325298	01-03-20	REMORQUAGE BURSTALL CONRAD		2078,75	Service - Remorquage
	1390057	01-08-20	SIMON GUAY		2298,18	Drapeau, bannière, fanion et décoration temporaire
	1386301	01-15-20	SOLOTECH INC		20204,84	Entrepreneur en intercommunication, téléphonie et surveillance
	1338482	01-07-20	XYLEME INC.		195,28	Service - Abattage, émondage, élagage
POLISENO, MARTIN	1395298	01-28-20	ACKLANDS - GRAINGER INC.		251,47	Crochet, goupille, manille et poulie
	1392636	01-17-20	MAGASIN MYRLANIE INC. - CANADIAN TIRE		1049,87	Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel
	1393863	01-22-20	NOVAFOR EQUIPEMENT INC.		26,58	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1395270	01-28-20			1529,32	Vêtements de travail
	1393743	01-22-20	REGARD SECURITE	1255847	305,00	Équipement de protection
	1392984	01-20-20	RENO-DEPOT		3149,62	Accessoires et pièces de remplacement pour machinerie et équipement industriel
	1358642	01-08-20	SANIVAC		484,76	Location - Toilette chimique
	1392419	01-16-20	SERRUMAX INC		1364,84	Serrurerie, ferronnerie et accessoires de portes et fenêtres
	1395309	01-28-20	TENAQUIP LIMITED		432,03	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
REEVES, GENEVIEVE	1395262	01-28-20	9357-7245 QUEBEC INC.		107,44	Breuvage et nourriture
	1392001	01-15-20	ATLAS TAXI INC.		839,90	Service - Transport automobile
	1394093	01-23-20	GLOBEX COURRIER EXPRESS INTERNATIONAL INC.	1302177	2624,69	Service - Postal, messagerie
	1390482	01-09-20	PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE		150,00	Breuvage et nourriture
	1389219	01-06-20	TAXI DIAMOND		820,32	Service - Transport automobile
	1388132	01-01-20	WOLTERS KLUWER QUEBEC LTEE		2666,00	Articles, accessoires et équipement de bureau
	1391969	01-15-20			2242,00	Articles, accessoires et équipement de bureau
STINGACIU, IRINEL-MA	1395545	01-29-20	LES IMPRESSIONS PLASTIMAX		1918,39	Service - Reprographie
	1392706	01-17-20	SOLUTIONS DE CONTROLE ET DE SECURITE CS INC.		823,10	Service - Numérisation de documents
TROTTIER, PASCAL	1391089	01-13-20	MONTREAL STENCIL INC		197,08	Articles, accessoires et équipement de bureau
	1388833	01-03-20	SUMMUM ARPENTAGE		6445,71	Arpenteur-géomètre
					598717,50	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 70.01

2020/03/11
19:00

Dossier # : 1204570002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

ATTENDU QUE le 28 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2020* inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*);
ATTENDU QUE cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières, ainsi que les appareils électriques et électroniques, pendant une heure;

ATTENDU QU'en 2019, des millions de personnes ainsi que des milliers de monuments et enseignes répartis dans 188 pays et territoires, ont éteint leurs lumières pendant une heure dans le but de combattre le réchauffement global.

IL EST RECOMMANDÉ :

De confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce à l'événement *Une heure pour la Terre 2020* , événement parrainé par le Fonds mondial pour la nature et qui se tiendra le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30;

D'inviter les commerces et les résidants de l'arrondissement à s'impliquer activement dans cet événement;

D'encourager les arrondissements de la Ville de Montréal et les municipalités de l'agglomération de Montréal à se joindre à l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce en confirmant leur participation respective à l'événement;

De transmettre une copie de la présente résolution à Me Yves Saindon, greffier de la Ville de Montréal, pour dépôt au conseil municipal.

Signé par	Guylaine GAUDREAULT	**Le** 2020-03-03 11:37

Signataire : Guylaine GAUDREAULT

_____

directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1204570002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Confirmer la participation de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce à l'événement « Une heure pour la terre 2020 » qui aura lieu le samedi 28 mars 2020 de 20 h 30 à 21 h 30.

CONTENU

CONTEXTE

Le samedi 28 mars prochain, de 20 h 30 à 21 h 30, pour une 14e année, se tiendra l'événement international *Une heure pour la Terre 2020* . Cet événement a été inauguré en 2007 à Sydney, Australie, et il est parrainé par le Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Foundation*).
Cet événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques, en misant sur un geste simple, comme éteindre les lumières ainsi que les appareils électriques et électroniques pendant une heure et vise à rassembler les humains dans le but de protéger la planète.

Des centaines de millions de personnes dans le monde s'unissent chaque année pour soutenir le plus grand événement de l'environnement de l'histoire. Cet événement est souligné dans plus de 188 pays. Chaque année, à cette occasion, des millions de personnes éteignent leurs lumières et des milliers de monuments se plongent dans le noir pendant une heure dans le but d'exprimer la volonté d'agir afin de mieux protéger la biodiversité et lutter contre le changement climatique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· Résolution CA08 170053 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2008* ;
· Résolution CA09 170062 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2009* ;
· Résolution CA10 170027 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2010* ;
· Résolution CA11 170049 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2011* ;
· Résolution CA12 170020 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2012* ;
· Résolution CA13 170056 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2013* ;

· Résolution CA14 170060 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2014 ;*
· Résolution CA15 170043 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2015;*
· Résolution CA16 170054 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2016;*
· Résolution CA17 170080 - Participation de l'arrondissement à l'événement *Une heure pour la Terre 2017;*
· *Résolution CA18 170051 - Participation de l'arrondissement à l'événement Une heure pour la Terre 2018;*
· *Résolution CA19 170070 - Participation de l'arrondissement à l'événement Une heure pour la Terre 2019.*

DESCRIPTION

L'événement a été créé pour sensibiliser la population à l'importance de s'engager concrètement dans la conservation de l'énergie pour lutter contre les changements climatiques en misant sur un geste simple comme éteindre les lumières, ainsi que les appareils électriques et électroniques, pendant une heure.

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel a été préparé à l'initiative de Monsieur Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.
Cette année encore, l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce espère que sa participation à l'événement *Une heure pour la Terre 2020* , de concert avec d'autres grandes villes du monde, renforcera le leadership de la Ville de Montréal en matière de préservation de l'environnement et incitera encore plus de Montréalais à adopter des habitudes quotidiennes de conservation d'énergie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le site Internet dont l'adresse est la suivante : www.earthhour.org, explique comment participer à l'événement.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-21

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :